Dictionnaire de droit public et administratif ... par MM. Albin Le Rat de Magnitot et Huard-Delamarre,...

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

{BnF

gallica
BIBLIOTHÈQUE
NUMÉRIQUE

Le Rat de Magnitot, Albin,Huard Delamarre. Dictionnaire de droit public et administratif ... par MM. Albin Le Rat de Magnitot et Huard-Delamarre,.... 1836-1837.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF.Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
*La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
*La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer ici pour accéder aux tarifs et à la licence

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

*des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
*des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.

DICTIONNAIRE

DE DROIT

PUBLIC ET ADMINISTRATIF.

4° F
1799

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

IMPRIMERIE D'ADOLPHE ÉVERAT ET Ce,
RUE DU CADRAN, 16.

DICTIONNAIRE

DE DROIT

PUBLIC ET ADMINISTRATIF

CONTENANT :

L'ESPRIT DES LOIS ADMINISTRATIVES ET DES ORDONNANCES REGLEMENTAIRES;

L'ANALYSE DES CIRCULAIRES MINISTERIELLES;

LA JURISPRUDENCE DU CONSEIL D'ETAT ET DE LA COUR DE CASSATION SUR LE CONTENTIEUX DE L'ADMINISTRATION;

LES OPINIONS COMPAREES DES AUTEURS SUR LES MÊMES MATIÈRES; ETC., ETC.

PAR MM.

ALBIN LE RAT DE MAGNITOT,

ET

HUARD-DELAMARRE,

Avocats à la Cour Royale de Paris.

BIBLIOTHÈQUE DU ROI

TOME DEUXIÈME.

PARIS,

JOUBERT, LIBRAIRE-ÉDITEUR,

RUE DES GRÉS, 14; PRÈS L'ÉCOLE DE DROIT.

1837.

DICTIONNAIRE

DE

DROIT PUBLIC ET ADMINISTRATIF.

G.

GARANTIE DES MATIÈRES D'OR ET D'ARGENT.

§ 1. Exposé. — § 2. Administration et bureaux. — § 3. Attributions des employés. — § 4. Droits de garantie. — § 5. Obligations des fabricants et marchands. — § 6. Idem des marchands ambulants. — § 7. Contraventions. — § 8. Affinage. — § 9. Argues royales. Tirage des matières d'or et d'argent. Tirage de lingots mi-fins. Comptes.

§ 1. Exposé.

L'origine des droits établis sur les matières d'or et d'argent remonte au quinzième siècle. Ils intéressent le commerce intérieur, celui de l'étranger, et offrent au trésor une ressource d'autant plus précieuse que le droit ne peut porter sur la classe indigente.

Une loi du 5 ventose an XII, art. 80, a conféré à l'administration des droits réunis (aujourd'hui des contributions indirectes) la perception du droit sur les ouvrages d'or et d'argent, en laissant à l'administration des monnaies la surveillance des bureaux de garantie relativement à la partie d'art.

Quelques difficultés s'élevèrent par suite entre les différents employés de ces deux administrations; mais l'ordonnance du 3 mai 1820 a réglé définitivement leurs attributions dans cette matière.

Depuis cette époque, l'administration des contributions indirectes est chargée de la direction du service, de la surveillance des redevables, de la perception du droit et du réglement des dépenses en matière de garantie. Celle des monnaies conserve la surveillance sur l'exactitude des essais, la confection, l'envoi et l'application des poinçons, c'est-à-dire tout ce qui se rattache à la partie d'art.

§ 2. Administration et bureaux.

Le personnel de la garantie appartient à l'administration des contributions indirectes pour ce qui est des receveurs, des contrôleurs, sous-contrôleurs et commis aux services.

Les inspecteurs et les essayeurs sont placés sous la direction immédiate de l'administration des monnaies.

Les inspecteurs sont nommés par le ministre des finances, sur la présentation de l'administration des monnaies. Ces employés supérieurs sont chargés de surveiller l'exécution des lois et réglements sur le titre des matières d'or et d'argent. (O. 5 mai 1820, art. 7.)

Les *inspecteurs*, dans leurs tournées, se font représenter les registres des divers employés des bureaux de garantie et les poinçons de chaque bureau. Ils constatent toutes les infractions aux lois et aux réglements qui viennent à leur connaissance. Ils peuvent au besoin requérir auprès du directeur des contributions indirectes de l'arrondissement la suspension des agents de la garantie.

Les rapports des inspecteurs de la garantie sont transmis au ministre des finances par l'administration des monnaies, qui les accompagne de ses observations.

L'*essayeur* de chaque bureau de garantie est nommé par le préfet du département où le bureau est placé; mais il ne peut en exercer les fonctions qu'après avoir obtenu de l'administration des monnaies un certificat de capacité, conformément à l'art. 59 de la loi du 19 brumaire an VI. Les essayeurs sont révocables par le préfet, sauf l'approbation du ministre des finances; ils sont placés sous les ordres de l'administration des monnaies et correspondent directement avec elle.

Le *receveur* de chaque bureau de garantie est nommé par l'administration des contributions indirectes, et peut être chargé d'autres parties du service de cette administration. Les receveurs de la garantie sont révocables par l'administration des contributions indirectes.

Les *contrôleurs* et autres *employés* des bureaux de garantie sont nommés par le ministre des finances, sur une présentation concertée entre le directeur général des contributions indirectes et l'administration des monnaies. Ces employés font partie des contributions indirectes; ils peuvent être également chargés par elle d'autres parties du service général.

Les contrôleurs et autres employés de la garantie sont révocables par le ministre des finances, sur la proposition de l'administration.

Une ordonnance royale du 5 février 1835 porte que le nombre des bureaux de garantie pour l'essai et la marque des ouvrages d'or et d'argent sera réduit, à partir du 1er avril 1835, de 104 à 91, et par suite de cette réduction, elle supprime les treize bureaux de garantie établis à Privas, Foix, Aix, Arles, Alais, Auch, Châteauroux, Langres, Lunéville, Nevers, Vesoul, Montauban et Sens.

La circonscription des 91 bureaux conservés est déterminée par un état annexé à ladite ordonnance. (V. Bull., n° 350, p. 41.)

§ 3. Attributions des employés.

Quoique la nomination des divers employés, attachés au service de la garantie soit répartie entre trois autorités administratives, les attributions de ces employés consistent également dans le *maintien* de l'exactitude du *titre* des ouvrages d'or et d'argent, dans la *perception* du droit de marque et dans l'*exécution* des mesures prises pour assurer ce même titre et ce même droit; soit en veillant à l'observation, de la part des fabricants et marchands, des obligations et formalités qui leur sont prescrites par la loi; soit en constatant par des procès-verbaux, des fraudes et des contraventions qu'ils sont dans le cas de découvrir.

Ainsi, les *inspecteurs* représentent l'administration des monnaies dans les départements qu'ils sont chargés de parcourir.

Les *receveurs* agissent dans l'intérêt des contributions indirectes, et les *essayeurs* dans celui du public.

Quant aux *contrôleurs*, aux *sous-contrôleurs*, et aux *commis aux exercices*, ils embrassent toutes les parties du service de la garantie et sont chargés exclusivement de l'application du poinçon sur les ouvrages d'or et d'argent.

Tous les ouvrages d'or et d'argent fabriqués en France doivent être conformes aux titres prescrits par la loi. (L. 19 brum. an VI, art. 6.) Ces titres qui autrefois s'exprimaient par *karats* pour l'or et par *deniers* pour l'argent, s'expriment aujourd'hui en *millièmes* pour les deux matières; leur nature est désignée par des poinçons spéciaux appliqués sur chaque pièce.

§ 4. Droits de garantie.

On distingue plusieurs espèces de ces poinçons, savoir: celui du fabricant, celui du titre, celui du bureau de garantie. Ce droit de poinçonnage est perçu sur tous les ouvrages d'or et d'argent de toutes sortes, fabriqués de neuf. Les lingots d'or et d'argent affinés y sont également soumis.

Il n'est rien perçu sur les ouvrages d'or et d'argent dits de *hasard*, remis dans le commerce; ils ne sont assujettis qu'une seule fois à être marqués du poinçon *de vieux*.

Les ouvrages d'or et d'argent de l'étranger doivent être représentés aux employés des douanes sur les frontières du royaume. Ils sont alors expédiés au bureau le plus voisin, où ils sont marqués et paient des droits égaux à ceux qui sont perçus pour les ouvrages d'or et d'argent fabriqués en France.

Ne sont exceptés de ces dispositions: 1° que les objets d'or et d'argent appartenant aux ambassadeurs et envoyés des puissances étrangères; 2° les bijoux d'or à l'usage personnel des voyageurs, et les ouvrages en argent servant également à leur

personne, pourvu que leur poids n'excède pas cinq hectogrammes.

Lorsque des ouvrages neufs d'or et d'argent fabriqués en France, et ayant acquitté les droits, sortent du royaume comme vendus ou pour l'être à l'étranger, les droits de garantie sont restitués au fabricant, sauf la retenue d'un tiers. (L. 19 brum. an VI, art. 22, 23, 24 et 25.) Les bureaux de sortie sont déterminés par des ordonnances des 31 mai 1815, 1er juillet 1818, 9 nov. 1820.)

§ 5. Obligations des fabricants.

Ceux qui se destinent à la fabrication de l'orfévrerie ou à celle du plaqué et doublé, sont tenus d'en faire la déclaration tant à leur municipalité qu'à la prefecture de leur departement. Là, ils font insculper leur poinçon particulier sur une planche de cuivre à ce destinée. Mais il faut observer que les fabricants seuls, sont soumis à cette obligation; ceux qui se bornent au commerce de l'orfévrerie en sont exemptés. (L. 19 brum. an VI, 72 et suiv.) Néanmoins les *horlogers* sont compris parmi les marchands d'or et d'argent par une ordonnance du 19 septembre 1821.

Aux termes de la loi précitée, ils doivent tenir un registre coté et paraphé par l'administration municipale sur lequel sont inscrits la nature, le fonds et le titre des ouvrages vendus, et les noms et domiciles des acheteurs.

Ils ne peuvent vendre aucun ouvrage, ni l'exposer en vente dans leur magasin, sans l'avoir préalablement fait essayer, titrer et marquer au bureau le plus voisin. Ils doivent en outre avoir dans leur magasin un tableau contenant les dispositions de la loi relatives aux titres de la vente, et ne livrer les objets vendus aux acheteurs qu'en les accompagnant d'un bordereau énonciatif de l'espèce, du titre et du poids des ouvrages vendus, neufs ou vieux.

Ces obligations sont imposées aux fabricants et marchands d'ouvrages en or et argent, fabricants et marchands de galons, tissus, broderies et autres ouvrages en fils d'or et d'argent. (L. 19 brum. an VI, 72 à 81. (V. **Marques des fabricants**, § 8.)

Faute de l'accomplissement de ces formalités, l'art. 80 de la loi contient des dispositions sévères. Ces dispositions sont tellement formelles que l'article 107 de la même loi qui permet la confiscation en cas de saisie, de tout ouvrage d'or ou d'argent non poinçonné, s'applique même aux ouvrages revêtus des anciennes marques qui ne porteraient pas les nouvelles. (C. Lyon, 15 fev. 1827.) Et les marchands ne sauraient être excusés, ni parce qu'ils les ont reçus depuis très peu de temps, ni parce qu'ils ne les ont pas mis en évidence. (Cass. 18 mai 1825), bien entendu cependant que la loi ne s'applique pas aux individus non marchands. (Cass. 8 flim. an XIV.)

Enfin, pour qu'un ouvrage soit dispensé d'être poinçonné, il faut qu'il soit constaté qu'il y a preuve que ces ouvrages ne sont pas susceptibles de recevoir l'empreinte sans détérioration. (Cass. 10 novembre 1815.)

Les obligations sont les mêmes pour les fabricants de plaqué et de doublé. Seulement ils ne sont pas assujettis à la marque de la régie et au droit de garantie. (L. 19 brum., an IV, art. 95, 96, 97, 98, 99.

§ 6. Obligations des marchands ambulants.

Outre les obligations généralement imposées aux marchands, les marchands ambulants sont tenus à leur arrivee dans chaque commune, de se présenter à l'administration municipale, et de lui montrer les bordereaux des orfèvres qui leur ont vendu les ouvrages d'or et d'argent dont ils sont porteurs.

Le maire ou ses adjoints, ou le commissaire de police, font examiner les marques de ces ouvrages par des personnes connaissant les marques des poinçons afin d'en constater la légitimité.

Ils font saisir, et remettre au tribunal de police correctionnelle de l'arrondissement, les ouvrages d'or et d'argent qui ne sont pas marqués conformément à la loi, ou qui n'auraient pas été déclarés.

Le tribunal de police correctionnelle applique les peines portées en pareil cas contre les orfèvres pour des contraventions semblables. L. 19 brum. an VI, art. 92, 93, 94.)

Les commis-voyageurs sont réputés marchands ambulants.

§ 7. Contraventions.

Les contraventions des fabricants aux dispositions ci-dessus sont constatees par les employés des bureaux de garantie. Lorsque ceux-ci ont connaissance d'une fabrication illicite, ils doivent s'y transporter accompagnés d'un officier municipal; procès-verbal est dressé par eux, les objets sont saisis et déposés sous le cachet de l'officier municipal, au greffe du tribunal de police correctionnelle chargé d'appliquer les peines infligées par la loi.

C'est ainsi que le 9 mars 1836, un jugement de la 7e chambre du tribunal de 1re instance de la Seine a condamné à 16,000 francs, représentant vingt fois la valeur des objets saisis chez un orfèvre qui avait fabriqué ou vendu plusieurs pièces d'argenterie *fourrées*, c'est-à-dire contenant des matières autres que de l'argent, dans une enve-

loppe extérieure et assez epaisse, d'ailleurs en argent. (Applic. de l'art. 65.)

§ 8. Affinage.

L'affinage des matières d'or et d'argent est l'art de les purifier en les dégageant par des procédés chimiques des autres métaux qui peuvent leur être unis; par cette opération on rend la matière plus fine et on lui donne plus de valeur.

Autrefois, l'art d'affiner les métaux était considéré comme une dépendance immédiate des monnaies : il constituait alors un monopole dont la régie était exercée par des compagnies concessionnaires; mais cette profession fut déclarée libre dans toute l'étendue de la France, par l'article 3 de la loi du 19 brumaire an VI, moyennant toutefois l'accomplissement de certaines formalités de la part de ceux qui voudraient l'exercer.

Ainsi quiconque veut départir et affiner l'or et l'argent pour le commerce, est tenu (art. 113) ; 1° d'en faire la déclaration à sa municipalité, à la préfecture du département et à l'administration des monnaies, 2° de ne recevoir que des matières essayées et titrées par un essayeur public, 3° de délivrer au porteur de ces matières une reconnaissance qui en designe la nature, le poids, le titre, tel qu'il aura été indiqué par l'essayeur, et le numéro du lingot, 4° de tenir un registre coté et paraphé par le prefet du département, sur lequel doit être inscrit, jour par jour, et par ordre de numéro, le *quantum* de toutes leurs opérations, 5° d'inculper leurs noms en toutes lettres sur les lingots affinés, provenant de leurs travaux, et avant de les rendre aux propriétaires, de porter lesdits lingots affinés au bureau de garantie, pour y être essayés, marqués, et acquitter les droits prescrits.

Pour le service des monnaies, l'article 126 de la loi conserve à Paris l'affinage royal. Le public a la faculté d'y faire affiner ou départir des matières d'or et d'argent contenant or.

Il peut être établi d'autres affinages royaux, si les besoins de la fabrication des monnaies l'exigent et sur la demande de l'administration des monnaies au ministre des finances.

L'affineur royal doit se conformer (art. 128), relativement à l'affinage des matières qui lui seraient apportées par des particuliers, à tout ce qui est prescrit dans les articles précédents, aux affineurs ibres; les peines portées contre celui-ci, en cas de contraventions, sont applicables à l'affineur royal. (V. **Monnaies.**)

§ 9. Argues royale. Tirage des fils d'or et d'argent. Tirage des fils mi-fins.

L'argue est un atelier établi par le gouvernement, et garni de tous les ustensiles propres à forger, dégrossir, et tirer les lingots affinés, et les bâtons de cuivre dorés ou argentés, que les tireurs d'or et d'argent veulent convertir en fils destinés à la fabrique des galons, broderies et tissus d'or et d'argent.

Il n'existe que trois établissements de ce genre : l'un à Paris, l'autre à Lyon, le troisième à Trévoux. Ces deux derniers ont eté réorganisés par deux arrêtés des 15 pluviose et 25 ventose, an IV; ils existent depuis environ deux siècles, et sont soumis sous la surveillance de l'administration des monnaies à un régime particulier, déterminé par des réglements anciens, auxquels il n'a pas été dérogé par la loi du 19 brumaire an VI. Le maintien de ces établissements était nécessaire en effet, pour assurer la pureté du titre des lingots convertis en fils très-fins et prévenir les abus de la fraude.

Les tireurs d'or et d'argent sont tenus, suivant l'art. 157 de la loi du 19 brumaire an VI, de porter leurs lingots aux argues royales pour y être dégrossis, marqués et titres; car il leur est défendu par l'art. 15 de l'ordonnance de 1681 d'employer pour leurs ouvrages d'autre or et argent que celui qui aura été tiré, forgé et dégrossi dans les forges et argues royales, à peine de confiscation des lingots et marchandises et de 3,000 francs d'amende.

Il est à remarquer qu'on ne passe pas d'or à l'argue ; on ne tire que des lingots d'argent et des lingots d'argent doré, pour obtenir des fils d'argent en blanc et des fils d'argent doré, parce qu'on n'en emploie pas d'autres pour galons, broderies et tissus d'or et d'argent. Ces lingots doivent être au titre le plus fin.

Les argues royales ne possèdent que des filières d'une certaine grosseur, et les tireurs d'or ont la faculté d'achever le tirage chez eux jusqu'au degré de finesse nécessaire.

Mais il leur est défendu, sous peine de confiscation des machines et des lingots et d'une amende de 3,000 fr., d'avoir et de se servir d'argues clandestines, ou d'avoir chez eux des filières percées de trous de la grosseur de ceux des filières dont on doit se servir aux argues royales.

Il y a aux argues royales des filières pour le service de ceux des tireurs d'or qui n'en ont pas à eux. (O. 1681; A. du cons., 7 janv. 1682, etc.)

Quant aux fils appelés *mi-fins* dans le commerce, les tireurs d'or sont tenus de faire forger, dégrossir et tirer les bâtons de cuivre doré ou argenté aux argues royales, comme les lingots d'argent et d'argent doré, et ce, à peine des mêmes

confiscation et amende que dessus en cas de contravention.

Il leur est défendu de mêler les fils faux dorés ou argentés avec des fils fins, sur leurs bobines et dans leurs ouvrages, sous peine d'amende, de confiscation et de restitution aux personnes qu'ils auraient trompées. Il leur est également défendu, sous les mêmes peines, d'employer aucun parfum ou fumage pour donner à l'argent filé la teinte ou couleur d'or, ni de se servir desdits parfums dans les ouvrages auxquels les fils seront employés, en quelque manière que ce puisse être. (Arr. du cons. des 25 nov. 1680, 10 nov. 1691.)

Le prix du travail qui se fait aux argues royales et qui est exigé des tireurs d'or et d'argent, ou de cuivre doré et argent, est fixé par la loi du 19 brumaire an VI, art. 158, et par un acte du gouvernement du 7 floréal an VIII.

Par l'article 159 de la loi de brumaire, l'administration des monnaies est chargée de l'établissement et de l'entretien du service des argues royales, de passer en dépense les frais de ces argues, et d'en faire verser les produits dans la caisse des monnaies; mais postérieurement, par une décision spéciale, le ministre des finances a ordonné que ce versement fût effectué à Paris directement dans les caisses du trésor public; à Lyon dans celles du receveur général, et à Trévoux dans celle du receveur de l'arrondissement. Enfin, par ledit article de la loi de l'an VI, il est ordonné à l'administration des monnaies de rendre sur cette partie du service, dont la surveillance exclusive lui est attribuée, un compte séparé au ministre des finances.

Ce compte est renvoyé à la cour des comptes, qui le juge en la forme ordinaire. (V. **Cour des comptes.**)

Consulter : *Traité de la garantie*, par *Raibaud*, contrôleur, 1825.

GARDES-CANAUX. — Ce sont des agents préposés à la conservation des canaux et de leurs dépendances. Ils ont qualité pour constater les contraventions aux réglements par des procès-verbaux. (V. **Canaux.**)

GARDES CHAMPÊTRES [1].

SECTION I. Des gardes champêtres des communes et établissements publics. — § 1. Nomination. Destitution. Serment. — § 2. Traitement.
SECTION II. Attributions des gardes champêtres.
SECTION III. Des procès-verbaux. — § 1. Rédaction. Affirmation. Enregistrement. — § 2. De la valeur des procès-verbaux.
SECTION IV. De la surveillance des gardes champêtres.
SECTION V. Des rapports des gardes champêtres avec la force armée.
SECTION VI. Delits commis contre et par les gardes champêtres.

SECTION Ire. — Des gardes champêtres.

Les gardes champêtres sont des fonctionnaires chargés de rechercher et constater les délits commis contre les *propriétés rurales*.

Institués par la loi du 28 septembre 1791, ils ont remplacé à cette époque les *bangards*, *messiers*, *gardes-messiers*, etc.

Les gardes champêtres sont des officiers de police judiciaire et des agents de la force publique (Cass., 19 juin 1818); mais ils ne font pas partie de la force armée. (Cass., 3 juin 1815.)

Aux termes du décret du 20 messidor an III, il devait être établi au moins un garde champêtre par commune; et si le conseil municipal le jugeait nécessaire il pouvait en être établi plusieurs : cette disposition n'a pas reçu et ne peut recevoir son exécution, parce que la plupart des communes en France n'ont ni assez d'importance ni assez de revenu pour payer des gardes; il arrive ordinairement au contraire que le même garde conserve les propriétés rurales de deux et même de plusieurs communes, sans que ce fait ait jamais présenté de graves inconvénients.

Les gardes champêtres peuvent porter toute espèce d'armes qui sont jugées nécessaires par le préfet ou le sous-préfet.

Ils doivent porter comme insigne une plaque sur le bras avec le nom de la municipalité ou de l'établissement public par lequel ils sont commissionnés. (L. 6 oct. 1791.)

Non seulement chaque commune peut avoir des gardes champêtres, mais ce droit appartient aussi

[1] Le rapporteur de la commission chargée d'examiner le projet de loi sur les attributions municipales disait à la séance du 26 avril 1836, après avoir essayé de justifier la nécessité d'une organisation cantonale : « L'organisation » des gardes champêtres laisse à désirer : ces agents de l'autorité sont nombreux; répartis sur tout le territoire, ils » composent une force imposante; c'est l'armée sédentaire » de la propriété et de l'ordre intérieur; mais cette force est » perdue, cette armée n'a pas de chefs : elle est dispersée » dans chaque commune sans cohésion, sans lien d'association; elle dépend trop étroitement ou des maires, ou des » conseils municipaux, etc. Avec le canton on ferait des gardes » champêtres une association de police municipale qui eût » profité à tous; qui, réunie sous un chef commun, aurait » pu se porter partout où le danger aurait réclamé sa présence; qui aurait échappé aux influences locales, pour » laquelle l'importance relative de diverses communes et des » salaires aurait pu devenir la base d'une hiérarchie, instrument de récompense et de punition propre à assurer le » dévouement en frappant l'inertie. Nous avons dû renoncer » à ces améliorations. »

aux hospices et autres établissements publics, et même à tout propriétaire. (V. **Garde champêtre particulier. Garde-chasse.**)

§ 1. Nomination, Destitution, Serment.

En général les gardes champêtres doivent être pris parmi les anciens militaires et véterans domiciliés dans l'arrondissement. (A. 25 fruct. an IX.) Ils doivent avoir 25 ans accomplis. (L. 6 oct. 1791.)

Autant que possible encore ils doivent être choisis parmi ceux qui savent lire et écrire.

Le maire choisit le garde champêtre et soumet son choix à l'approbation du conseil municipal ; la delibération est transmise au sous-prefet, qui délivre la commission. (O. 29 nov. 1820.)

Le changement ou la destitution du garde-champêtre ne peut être prononcé que par le sous préfet, sur l'avis du maire et du conseil municipal, et l'arrêté qui ordonne le changement ou la destitution doit toujours être soumis à l'approbation du prefet. (O. 29 nov. 1820)

La délivrance de la commission par le sous-préfet ne suffit pas pour conferer au garde champêtre le droit d'agir ou de constater les delits; il faut préalablement qu'il prête serment devant le juge de paix du canton. (L. 6 oct. 1791.)

Cette formalité du serment est impérieusement requise pour imprimer au garde champêtre le caractère d'officier de police judiciaire, et conséquemment donner foi en justice à ses actes et procès-verbaux; la jurisprudence a constamment consacré le principe qu'un garde champêtre qui n'a pas prêté serment n'a pas le droit de dresser procès-verbal des contraventions ou délits qu'il est chargé de constater. (Cass., 21 août 1821.)

§ 2. Traitement des gardes champêtres.

Les gardes champêtres sont payés sur les revenus municipaux des communes. (L. 11 frim. an VII.)

Leur traitement est réglé par le préfet sur la proposition du conseil municipal et l'avis du sous-prefet. (LL. 20 mess. an III; 28 pluv. an VIII.)

Aux termes des lois du 6 octobre 1791 et 8 juillet 1793, tous les propriétaires sont, indistinctement et proportionnellement, au montant de leur contribution foncière, soumis au paiement du salaire des gardes champêtres; ceux mêmes qui ont des gardes particuliers contribuent également.

Cependant le décret du 25 fructidor an XIII, et l'article 17 de la loi des finances de 1822, ont admis une exception en faveur des propriétaires de *fonds clos*; et un avis du Conseil d'état, du 26 décembre 1850, a décidé qu'on ne devait considérer comme *fonds-clos* que ceux qui, par la nature de leur clôture, sont entièrement soustraits aux entreprises et aux infractions que les gardes champêtres sont chargés de réprimer.

Depuis 1832, il n'est plus fait de rôles spéciaux pour les impositions relatives au traitement des gardes champêtres. Ces impositions, votées dans les formes prescrites par les articles 50 et 40 de la loi du 15 mai 1818, sont comprises à titre de centimes additionnels dans le rôle de la contribution foncière, et portent, comme ces centimes, sur toutes les natures de propriété. (L. 21 avr. 1832.)

Section II. — Attributions des gardes champêtres.

Les gardes champêtres, considérés comme officiers de police judiciaire, sont chargés de rechercher dans le territoire pour lequel ils ont été assermentés les délits et contraventions de police qui peuvent porter atteinte aux propriétés rurales. (C. inst. crim., 9.)

Ils dressent des procès-verbaux à l'effet de constater la nature, les circonstances, le temps, le lieu des delits et des contraventions, ainsi que les preuves et les indices qu'ils peuvent en recueillir.

Ils doivent suivre les choses enlevées dans les lieux où elles sont transportées et les mettre en séquestre; néanmoins ils ne peuvent s'introduire dans les maisons, ateliers, bâtiments, cours adjacentes et enclos, si ce n'est en présence, soit du juge de paix ou de son suppléant, soit du commissaire de police, soit du maire du lieu ou de son adjoint, et le procès-verbal qui est dressé doit être signé par celui en présence duquel il aura été fait.

Ils doivent arrêter et conduire devant le juge de paix ou devant le maire tout individu qu'ils surprendraient en flagrant delit, ou qui serait dénoncé par la clameur publique, lorsque ce délit peut emporter la peine d'emprisonnement ou une peine plus grave; ils ont droit de requérir main forte à cet effet près du maire, qui ne peut se refuser à la donner.

Outre ces obligations spécialement imposées aux gardes champêtres par l'article 16 du Code d'instruction criminelle, ils en ont encore d'autres qui résultent du but même de leur institution.

Ainsi, ils sont tenus d'avertir les maires de tout ce qu'ils découvrent de contraire au maintien de l'ordre et de la tranquillité publique. (D. 11 juin 1806.)

Ils ont aussi qualité pour constater toutes les contraventions aux arrêtés municipaux (Cass.,

5 nov. 1825), pourvu toutefois que ces arrêtés concernent *la police rurale;* car ils ne pourraient valablement constater des contraventions qui y seraient étrangères, telles, par exemple, que celles qui résulteraient de l'inobservation des dimanches et fêtes (Cass., 15 fév. 1819), ou de tout autre réglement de cette nature.

Ils ont encore qualité pour constater les délits de chasse et de *pêche* commis sur les propriétés confiées à leur garde. Ce droit leur a été conferé textuellement par l'article 8 de la loi du 22 avril 1790. Quant au delit de *port d'armes*, l'ordonnance du 16 juillet 1816 leur a implicitement reconnu le droit de le constater, puisqu'elle leur accorde une gratification à raison de chaque condamnation obtenue d'après procès-verbal constatant une contravention aux lois et reglements sur la chasse; mais il faut que la contravention à la loi sur le port d'armes soit accessoire à un fait de chasse.

Ils doivent encore constater les embarras commis sur les chemins publics, dans les campagnes, de même que les anticipations ou détériorations sur ces chemins, parce que ces délits sont considérés comme des délits ruraux. (Cass., 1er déc. 1827.)

Le principe que les gardes champêtres ne peuvent connaître que des délits ruraux a reçu une dérogation en faveur du fisc. La loi des finances de 1816, les a spécialement chargés de constater et de réprimer toutes les fraudes qui intéressent l'administration des tabacs. Cette dérogation, étant spéciale, ne peut être arbitrairement étendue à aucune autre matière.

Section III. — Des procès-verbaux.

§ 1. Rédaction, Affirmation, Enregistrement.

Les procès-verbaux dressés par les gardes champêtres, et destinés à constater les delits et contraventions aux lois et reglements de leur compétence, sont soumis à certaines formalités dont l'accomplissement est requis, à peine de nullité.

Les procès-verbaux doivent être datés; ils doivent contenir les noms, qualités et domicile du garde qui verbalise, etc.; et être rédigés dans la forme ordinaire.

Autant que possible, les procès-verbaux doivent narrer tous les détails qui peuvent dans la suite faire connaître et apprécier le delit, et corroborer par des indices matériels la vérité et l'exactitude du fait rapporté; ils doivent aussi contenir la nature du délit ou de la contravention, les circonstances qui les ont accompagnes, l'époque et le moment où ils ont été commis.

L'omission de ces détails ou de quelques-uns d'entre eux ne serait pas, au reste, une cause de nullité, ou du moins ne vicierait pas radicalement le procès-verbal; seulement, comme nous le verrons tout à l'heure, ce procès-verbal ne faisant foi que jusqu'à *preuve contraire*, l'omission de ces différentes énonciations rend cette preuve plus facile à faire, et donne moins de confiance à la justice chargée de la répression du delit constaté.

Une formalité *substantielle* du procès-verbal, c'est *l'affirmation*, formalité qui consiste dans la déclaration faite par le garde champêtre, devant le magistrat competent, que le procès-verbal est sincère et véritable.

Cette affirmation doit être faite dans les vingt-quatre heures, conformément à l'article 7 de la loi du 29 septembre 1791. Elle doit être reçue par le juge de paix, ou son suppléant en cas d'absence, dans les communes où ils résident; et, en cas de non-résidence, par les maires, adjoints, et même par les conseillers municipaux. (LL. 28 flor. an X et 21 mars 1831; Cass., 26 déc. 1816.)

L'affirmation est une formalité tellement substantielle de l'acte, que l'omission qui en serait faite emporte nullite du procès-verbal, qui ne peut faire foi contre l'individu. (Cass., 10 déc. 1824, 5 fév. 1825.)

Les vingt-quatre heures accordées pour l'affirmation doivent être comptées *de momento ad momentum*, c'est-à-dire que si une heure est indiquée comme moment de rédaction du procès-verbal, l'affirmation doit être faite dans les vingt-quatre heures de cette heure indiquée (Cass. 18 janv. 1807; 24 mars 1809). Mais il faut remarquer que, la loi n'exigeant pas que la mention de l'heure soit faite au procès-verbal, il suffit que l'affirmation ait été faite dans le jour suivant. (Cass., 9 fév. 1811.)

Il n'est pas nécessaire pour la validité de l'acte d'affirmation qu'il rappelle en détail, ni même en substance, le délit constaté par le procès-verbal, ni que cet acte indique le lieu où elle est reçue. (Cass., 19 fév. 1808; 14 janv. 1817.)

Outre cette affirmation, les procès-verbaux des gardes champêtres sont soumis à la formalité de l'enregistrement.

L'enregistrement dans le délai fixé par la loi du 22 frimaire an VII est aussi une formalité substantielle, dont l'omission entraîne la nullité du procès-verbal; mais cette formalité de l'enregistrement ne s'applique qu'au procès-verbal, et non à l'affirmation. (Cass., 28 av. 1809.)

Le temps fixé par la loi de l'an VII est de rigueur; cependant il a été jugé que le procès-verbal

d'un garde-champêtre pouvait être enregistré valablement le cinquième jour, lorsque le quatrième, qui est le dernier du délai, tombait un jour férié. (Cass., 18 fév. 1830.)

Les procès-verbaux affirmés et enregistrés doivent être transmis dans le delai de trois jours, y compris celui de la reconnaissance du délit ou de la contravention, à l'officier public chargé d'en poursuivre la répression, c'est-à-dire, suivant les cas, au commissaire de police, au maire ou au procureur du roi. (L. 27 vent. an VIII; C. pr. civ., art. 15.)

§ 2. De la valeur des procès-verbaux.

Les procès-verbaux des gardes champêtres ne font foi que jusqu'à preuve contraire; il n'est pas nécessaire de prendre contre eux la voie de l'inscription de faux, et on peut les debattre par des preuves contraires, soit écrites, soit testimoniales. (L. 28 sept. 1791; Cass., 9 fév. 1815.)

Les procès-verbaux ne peuvent faire foi en justice si la copie notifiée au prévenu n'est pas conforme à l'original, ou s'ils se trouvent en contradiction avec eux-mêmes. (Carnot, *Com.* C. pén., t. 1, p. 174.)

Il peut arriver qu'un garde champêtre ne sache pas écrire. Dans ce cas, lorsqu'il fait un rapport verbal au maire ou à l'adjoint de la commune relativement aux contraventions qu'il a reconnues, il suffit de la signature du maire et de l'adjoint pour rendre le procès-verbal parfaitement régulier. (Cass., 19 mars 1830.)

En général, la nullité des procès-verbaux ne peut être invoquée et admise qu'autant qu'il y a inobservation d'une formalité prescrite par la loi à peine de nullité.

Section IV. — Surveillance des gardes champêtres.

Les gardes champêtres sont, comme officiers de police judiciaire, sous la surveillance immédiate du procureur du roi, sans préjudice de leur subordination à l'egard de leurs supérieurs dans l'administration.

Tel est le principe posé dans l'art. 17 du Code d'instruction criminelle. Quant aux consequences, il faut les puiser dans les dispositions de la loi de brumaire an IV.

La surveillance des procureurs du roi doit porter particulièrement sur les négligences, les abus et les malversations des gardes.

Mais quel que soit le genre de fautes commises par eux, le droit du procureur du roi consiste uniquement à avertir l'administration des plaintes portées contre eux, pour qu'elle avise aux moyens à prendre, qu'elle le fasse, selon les circonstances, destituer ou suspendre.

En effet, la destitution ou la suspension est, comme nous l'avons vu plus haut, une mesure d'administration, dans laquelle il ne peut s'immiscer, pas plus que les tribunaux : de telle sorte qu'en admettant même que la plainte adressée au procureur du roi fût de nature à mériter l'application d'une peine, les tribunaux pourraient bien la prononcer et le condamner, mais sans pouvoir valablement prononcer la suspension ou la destitution. (Cass. 29 déc. 1808.)

Section V. — Rapports des gardes champêtres avec la force armée.

Les gardes champêtres, aux termes du décret du 11 juin 1806, ont avec la force armée, principalement avec la gendarmerie, des rapports de plusieurs natures.

D'abord, ils sont en quelque sorte sous la surveillance de l'officier ou sous-officier résidant dans le canton; et à cet effet ils doivent, dans le mois qui suit leur installation, se faire inscrire auprès de lui sur un registre à ce destiné.

Lors de la tournée des officiers de gendarmerie, ils sont chargés d'examiner la conduite des gardes champêtres et de rendre compte au sous-préfet de la manière dont ils remplissent leurs fonctions.

D'un autre côté, les officiers ou sous-officiers de gendarmerie peuvent, pour tous les objets importants et urgents, mettre en réquisition les gardes champêtres d'un canton ou d'un arrondissement, soit pour les seconder dans l'exécution des ordres qu'ils auraient reçus, soit pour le maintien de la police et de la tranquillité publique, en donnant toutefois avis aux maires et aux sous-préfets de cette réquisition, et en faisant connaître les motifs généraux de leur demande. (O. 29 août 1820.)

Section VI. — Des délits commis contre ou par les gardes champêtres.

La loi a accordé aux gardes champêtres une protection necessaire à l'exercice de leurs fonctions.

Cette garantie consiste à punir de peines plus graves les violences ou délits commis contre leur personne dans l'exercice de leurs fonctions, ou à l'occasion de cet exercice et lorsqu'ils agissent pour l'exécution des lois, ordonnances ou ordres de l'autorité publique.

Les art. 209 et suivants du Code pénal qualifient crimes ou délits, selon les circonstances, toute attaque, toute résistance, avec violence ou voies

de fait, tous outrages par paroles tendant à inculper leur honneur ou leur délicatesse (Cass., 19 juin 1818), et graduent les peines à prononcer contre les coupables.

Comme conséquence de cette protection spéciale accordée aux gardes champêtres, la loi les punit plus que les autres dans les cas où, spécialement chargés de veiller à la conservation des propriétés rurales, ils commettraient un délit contre elles.

L'art. 462 du Code pénal consacre, en effet, que, dans le cas d'un délit rural commis par un garde champêtre, la peine doit être d'un mois d'emprisonnement au moins, et d'un tiers au plus en sus de la peine la plus forte qui serait appliquée à un autre coupable du même délit.

Les gardes champêtres étant officiers de police judiciaire, doivent être jugés par les cours royales si, dans l'exercice de leurs fonctions, ils se rendent coupables d'un delit emportant peine correctionnelle. (C. inst. crim. 479, 482; Cass., 10 fév. 1821.) (V. **Mises en jugement.**)

Ouvrages à consulter : *Formulaire alphabétique des gardes champêtres et autres*, avec formules, par Dufour, 1824; *Id.*, par Rondonneau, 1824.

GARDE CHAMPÊTRE PARTICULIER.

Quoiqu'il y ait dans une commune un garde champêtre salarié par elle et chargé de veiller à la conservation de la généralité des propriétes rurales qui la composent, cependant tout propriétaire ou établissement public a le droit d'établir un garde à sa nomination pour la conservation de ses propriétés. (L. 20 mess. an III.)

Un arrêt de la cour de cassation du 27 brumaire an XI a étendu ce droit *au fermier*, sur le motif que la loi n'a pas établi de distinction entre le propriétaire et le fermier, qui, tous deux, ont le même intérêt à la conservantion des terres et produits ruraux.

La commission du garde particulier lui est délivrée par le proprietaire sur papier timbré, visée par le maire et transmise au sous-préfet, sans qu'il y ait besoin de la délibération ou de l'agrément du conseil municipal. (Cass., 8 avr. 1826.) Seulement ils doivent être agréés par le conservateur des forêts.

Avant d'entrer en fonctions, les gardes champêtres particuliers doivent prêter serment devant le tribunal de première instance.

Comme les gardes champêtres ou forestiers des communes, les gardes champêtres des particuliers doivent être considérés comme officiers de police judiciaire, mais ils ne peuvent jamais l'être comme agents du gouvernement; conséquemment ils peuvent toujours être mis en jugement pour faits relatifs à leurs fonctions sans l'autorisation préalable voulue par la loi. (Cass., 19 août 1808; 14 juin 1812.)

Les gardes champêtres particuliers ne peuvent dresser de procès-verbaux valables, qu'à l'égard de ce qui s'est passé dans les limites du territoire de leur mandant. (Cass., 4 mars 1828.)

GARDE-CHASSE.—Le garde-chasse est celui qui est commissionné par un propriétaire spécialement pour la conservation du gibier.

En général, cette fonction se trouve réunie à celle de garde champêtre particulier ou de garde forestier; mais la qualification de garde-chasse est plus généralement adoptée que les deux autres.

Les règles que nous avons tracées plus haut sont applicables aux gardes-chasse.

Dans les procès-verbaux qu'il dresse des contraventions de chasse, il doit déclarer qu'il fait la saisie de l'arme dont se sert le chasseur; mais il n'a pas le droit, en aucune circonstance, d'opérer ou de chercher à operer le désarmement (L. 25 avr. 1790), à moins toutefois que l'individu ne soit masqué ou déguisé, auquel cas il doit l'arrêter immédiatement. (L., 25 avr. 1790, art. 7.)

(V. **Garde champêtre particulier, Chasse.**)

GARDES FORESTIERS.

SECTION I. Des gardes forestiers. Nomination. Serment.
SECTION II. Des attributions.
SECTION III. Des procès-verbaux. — § 1. Rédaction. Affirmation. Enregistrement des procès-verbaux. — § 2. De la valeur des procès-verbaux. — § 3. De l'inscription de faux. — § 4. De l'effet des proces-verbaux.
SECTION IV. Garantie des gardes forestiers.

SECTION I.—Des gardes forestiers, Nomination, Serment.

Les gardes forestiers sont des fonctionnaires nommes par l'administration pour veiller à la conservation des bois et forêts soumis au régime forestier, et constater les délits ou contraventions qui y peuvent être commis.

Les gardes forestiers sont désignés suivant que les bois confiés à leur surveillance appartiennent à l'état, aux communes ou aux établissements publics, sous les dénominations de *royaux*, *communaux* ou des *établissements publics* ou *mixtes*, s'ils gardent en même temps deux de ces mêmes forêts.

Comme leurs attributions et devoirs sont les mêmes, nous les comprendrons tous dans ce chapitre.

Les gardes sont sous les ordres du garde à cho-

val, qui, lui-même, est sous les ordres de tous les agents.

Les gardes à cheval sont sous les ordres immédiats des gardes généraux, qu'ils sont d'ailleurs appelés à suppléer en cas d'absence ou d'empêchement. Ils peuvent quoiqu'ils ne soient pas agents forestiers être chargés, d'après les ordres du directeur des forêts, de fonctions de surveillance immédiate sur les gardes à pied d'une partie du cantonnement du garde-général.

Mais ils ne peuvent concourir legalement à aucune des opérations confiées aux préposés ayant la qualité d'agent. (Lettre du dir. des forêts, 31 juill. 1819.)

Ils ne peuvent également appeler des jugements rendus contre l'administration sur les delits forestiers. (Cass., 11 juin 1820; 2 sept. 1850.)

Les fonctions de garde à cheval étant de même nature que celles des gardes ordinaires, les mêmes instructions leur sont communes.

Les gardes forestiers ne peuvent entrer en fonctions qu'après avoir prêté serment devant le tribunal de première instance de leur résidence, et avoir fait enregistrer leur commission et l'acte de prestation de leur serment aux greffes des tribunaux dans le ressort desquels ils doivent exercer leurs fonctions et remplir toutes les formalites indiquees à l'article *Agents forestiers*.

Dans le cas de changement de résidence qui les placerait dans un autre ressort en la même qualité, il n'y a pas besoin d'une nouvelle prestation de serment. (Cass., 11 mars 1808.)

Section II. — Des attributions.

Les gardes forestiers sont chargés de constater et réprimer les délits et contraventions commis dans les bois et forêts soumis à leur garde; et, suivant les cas, même dans ceux qui n'y sont pas soumis.

Ainsi, toutes les fois qu'il s'agit d'un délit intéressant l'ordre public, ils peuvent le constater; ce droit leur est acquis comme *a tous les officiers de police judiciaire*, qualité qui leur a été conférée par le Code d'instruction criminelle. (Cass., 16 oct.; 5 nov. 1807.)

Cette obligation de répression est tellement sévère, qu'ils sont responsables des délits, dégâts, abus et abroutissements qui ont lieu dans leurs triages, et passibles des amendes et indemnités encourues par les delinquants lorsqu'ils n'ont pas dûment constate les délits.

Les gardes forestiers recherchent et constatent par procès-verbaux les *delits* et *contraventions* commis dans l'arrondissement du tribunal près duquel ils sont assermentés. (C. for., 160.)

Ainsi, ils doivent empêcher d'allumer du feu à une distance de moins de deux cents mètres de la forêt; constater les abus et contraventions que commettent les adjudicataires; empêcher les abus que les usagers pourraient faire de leurs droits. Ils doivent s'opposer à toute extraction ou enlèvement de produits ou engrais des forêts, à l'introduction des bestiaux, aux constructions de maisons à distance prohibée, et, à cet égard, faire bien attention à la nature de ces constructions, car c'est d'après leur nature ou leur emploi que la distance a été fixée; veiller à la conservation des limites, s'opposer aux défrichements, etc.

Les gardes doivent aussi veiller à la conservation de la pêche dans les fleuves, rivières, ruisseaux, et empêcher toute contravention.

Les gardes doivent encore constater les délits de chasse et de port d'armes dans les forêts et sur les terrains appartenant au sol forestier.

Un garde n'a aucun caractère pour constater un fait de chasse sur des terres ensemencées. (Cass., 9 mai 1828.)

Ils sont encore autorisés à saisir les bestiaux trouvés en délit et les instruments, voitures et attelages des délinquants, et à les mettre en séquestre.

Ils ont aussi le droit de suivre les objets enlevés par ces délinquants dans les lieux où ils auraient été transportés, et à les mettre également en séquestre; mais ils ne peuvent cependant jamais s'introduire dans les maisons, bâtiments, cours adjacentes et enclos, si ce n'est en présence soit du juge de paix ou de son suppléant, soit du maire du lieu ou de son adjoint, soit du commissaire de police. (C. for., 161; C. pro., 781, 587; C. inst. crim., 16.)

Néanmoins, une perquisition est valable quoique faite sans l'assistance d'un officier public, et il n'y a point d'abus d'autorité de la part des gardes, si leur introduction dans une maison n'a éprouvé aucune contradiction de la part des propriétaires. (Cass., 1er fév. 1822; 12 juin 1829.)

Ces différents fonctionnaires ne peuvent se refuser à accompagner sur-le-champ les gardes, lorsqu'ils sont requis pour assister à des perquisitions. Ils sont en outre tenus de signer le procès-verbal du sequestre ou de la perquisition faite en leur présence, sauf au garde, en cas de refus de leur part, d'en faire mention au procès-verbal.

Les gardes doivent arrêter et conduire devant le juge de paix ou le maire tout individu *inconnu* qu'ils surprendraient en flagrant délit. (C. for. 163.)

Les gardes forestiers ont le droit de requérir directement la force publique pour la répression des delits et contraventions en matière forestière, ainsi

que pour la recherche et pour la saisie des bois coupés en délit, vendus ou achetés en fraude.

Les gardes forestiers peuvent dans toutes les poursuites et actions exercees au nom de l'administration, faire toutes citations et significations d'exploits, sans cependant pouvoir procéder aux saisies-exécutions. (C. for., 173; Cass., 26 juil. 1822.)

Section III. — Des procès-verbaux.

Les delits ou contraventions en matière forestière sont prouvés ou *par proces-verbaux*, ou par témoins, à défaut de procès-verbaux ou en cas d'insuffisance de ces actes.

§ 1. Rédaction des procès-verbaux, Affirmation, Enregistrement.

Les procès-verbaux rédigés par les gardes forestiers sont soumis aux formes ordinaires, quant à la rédaction, aux énonciations qui doivent y être faites, aux différentes formalités qui peuvent leur donner de la foi et de la véracité devant la justice; cependant ils en diffèrent en d'autres points que nous devons scrupuleusement noter. (V. **Gardes champêtres.**)

Les gardes forestiers doivent *écrire eux-mêmes* leurs procès-verbaux, *et les signer*, à peine de nullité.

La formalité de la signature est *substantielle;* celle de l'écriture du corps de l'acte est *facultative*, et n'entraîne pas en tout cas la nullité de l'acte lorsqu'il y a véritablement empêchement.

Le garde qui ne peut écrire lui-même son rapport est autorisé à le faire écrire par toute personne investie de sa confiance. L'art. 165 du Code forestier exige seulement que le fonctionnaire qui reçoit l'affirmation fasse prealablement lecture du procès-verbal au garde rapporteur, et qu'il soit fait mention de cette lecture. (Cass., 18 juin 1829, V. *contrà;* 26 juill. 1826.)

Les gardes forestiers doivent *affirmer* leurs procès-verbaux au plus tard le lendemain de leur clôture par-devant le juge de paix du canton ou l'un de ses suppléants, ou par-devant le maire ou l'adjoint, soit de la commune de leur résidence, soit de celle où le délit a été commis ou constaté, le tout sous peine de nullité. (C. for., 165.)

Cette formalité de l'affirmation n'est obligatoire que lorsque le procès-verbal est dressé par un garde à pied : dans le cas, au contraire, ou il aurait été dressé par un agent de l'administration forestière, *un garde-général, ou même par un garde à cheval* (mais seulement dans ce cas, car le garde à cheval n'est pas agent), soit isolément, soit avec le concours d'un simple garde, il n'est pas soumis à l'affirmation.

Les gardes forestiers et officiers qui reçoivent l'affirmation de leurs procès-verbaux ne sont pas tenus à peine de nullité de faire signer les renvois. (Cass., 25 juill. 1824.)

L'acte d'affirmation portant essentiellement sur la vérité du contenu de tous les actes placés sur la même feuille, il n'est pas nécessaire qu'il rappelle en détail les faits ou delits qui y sont énoncés. (Cass. 19 févr. 1808.)

L'affirmation doit, comme le procès-verbal, être signée, à peine de nullité. (Cass., 1 avr. 1850.)

Les procès-verbaux doivent être, sous peine de nullité, enregistrés dans les quatre jours qui suivent celui de l'affirmation ou celui de la clôture du procès-verbal, s'il n'est pas sujet à l'affirmation.

L'enregistrement en est fait en débet lorsque les délits ou contraventions intéressent l'état, la couronne, ou les communes et établissements publics. (C. for., 170.)

En résumé, la nullité du procès-verbal doit donc être prononcée :

1° Si ce procès-verbal n'est écrit par le garde, à moins que ce garde n'ait pu l'écrire;

2° Si le procès-verbal n'est pas signé;

3° S'il n'est pas affirmé au plus tard le lendemain de sa clôture;

4° S'il n'est pas affirmé devant l'un des officiers désignés;

5° Si le procès-verbal n'ayant pu être écrit par le garde, l'officier qui a reçu l'affirmation n'a pas donné préalablement lecture du procès-verbal au garde;

6° Si mention n'est pas faite de cette formalité;

7° Si le procès-verbal n'est pas enregistré dans les quatre jours.

§ 2. De la valeur des procès-verbaux.

Les procès-verbaux revêtus de toutes les formalités que nous venons d'exposer, et qui sont dressés et signés par deux agents ou gardes forestiers, font preuve jusqu'à *inscription de faux* des faits matériels relatifs aux delits et contraventions qu'ils constatent, quelles que soient les condamnations auxquelles ces délits et contraventions peuvent donner lieu.

Il n'est en conséquence admis aucune preuve outre et contre le contenu de ces procès-verbaux, à moins qu'il n'existe une cause légale de récusation contre l'un des signataires. (C. for. 176.)

Les procès-verbaux revêtus de toutes les formalités prescrites, mais qui ne sont dressés et signes que par un seul agent ou garde, font de même, preuve suffisante jusqu'à inscription de faux, mais seulement lorsque le delit ou la contravention n'entraîne pas une condamnation de plus de

100 fr. tant pour amende que pour dommages-intérêts.

Observons que, lorsqu'un de ces derniers procès-verbaux constate à la fois contre divers individus des délits ou contraventions distincts et séparés, il n'en fait pas moins foi pour chaque délit ou contravention qui n'entraînerait pas une condamnation de plus de 100 fr. tant pour amende que pour dommages-intérêts, quelle que soit la quotité à laquelle pourraient s'élever toutes les condamnations réunies.

Les procès-verbaux qui, d'après les dispositions qui précèdent, ne font point foi et preuve suffisante jusqu'à inscription de faux peuvent être corroborés et combattus par toutes les preuves légales, conformément à l'art. 154 du Code d'instruction criminelle.

Les procès-verbaux des gardes forestiers doivent avoir généralement le même degré de certitude légale, soit qu'ils aient été dressés contre les parents ou alliés des gardes rapporteurs, soit qu'ils l'aient été contre tout autre délinquant. Les juges peuvent cependant, lorsqu'ils apercoivent dans ce lien de parenté des motifs suffisants d'ébranler ou même de détruire la foi due aux procès-verbaux, en faire résulter des causes valables de récusation. Mais ils sortent des limites de leurs pouvoirs lorsqu'ils se permettent de prononcer la nullité des procès-verbaux sur le simple motif de la parenté du garde et du délinquant. (Cass., 11 oct. 1822.)

§ 3. De l'inscription de faux.

Le prévenu qui veut s'inscrire en faux contre un procès-verbal est tenu d'en faire par écrit et en personne, ou par un fondé de pouvoir spécial, par acte notarié, la déclaration au greffe du tribunal avant l'audience indiquée par la citation.

Cette déclaration, reçue par le greffier, doit être signée par le prévenu ou le fondé de pouvoir; et, dans le cas où il ne saurait ou ne voudrait signer, il doit en être fait mention expresse.

Au jour indiqué pour l'audience, le tribunal donne acte de la déclaration et fixe un delai de trois jours au moins et de huit au plus pendant lequel le prévenu est tenu de faire au greffe le dépôt des moyens de faux et des noms, qualités et demeures des témoins qu'il veut faire entendre.

A l'expiration de ce délai, et sans qu'il soit besoin d'une citation nouvelle, le tribunal admet les moyens de faux s'ils sont de nature à détruire l'effet du procès-verbal en procédant sur le faux, conformément aux lois. (C. proc. 214; C. d'inst. crim. 448.)

Dans le cas contraire, et faute par le prévenu d'avoir rempli toutes les formalités ci-dessus prescrites, le tribunal déclare qu'il n'y a lieu à admettre les moyens de faux, et passe outre au jugement.

On peut *s'inscrire en faux* dans le cas d'un jugement par défaut, pourvu que l'on soit encore dans les délais accordés par la loi. (C. d'inst. crim. 187.)

Lorsqu'un procès-verbal est rédigé contre plusieurs individus et qu'un ou quelques-uns d'entre eux seulement s'inscrivent en faux, le procès-verbal continue à faire foi à l'égard des autres, à moins que le fait sur lequel porte l'inscription de faux ne soit indivisible et commun aux autres prévenus. (C. for., 180.)

§ 4. De l'effet des procès-verbaux.

Dans le cas où le procès-verbal porte saisie des objets, il doit en être fait, après l'affirmation, une expédition qui doit être déposée dans les vingt-quatre heures au greffe de la justice de paix, pour qu'il en puisse être donné communication à ceux qui réclameraient les objets saisis.

Les juges de paix peuvent donner mainlevée provisoire des objets saisis, à la charge du paiement des frais de séquestre, et moyennant bonne et valable caution.

En cas de contestation sur la solvabilité de la caution, il est statué par le juge de paix.

Si dans les cinq jours qui suivent le séquestre, ou s'il n'est pas fourni une caution, les bestiaux ne sont pas réclamés, le juge de paix en ordonne la vente, à l'enchère au marché le plus voisin.

Il y est procedé à la requête du receveur des domaines, qui doit la faire publier vingt-quatre heures d'avance.

Les frais de séquestre, taxés par le juge de paix, sont prélevés sur le produit de la vente; le surplus reste déposé entre les mains du receveur jusqu'à ce qu'il ait été statué en dernier ressort par le tribunal.

Si la réclamation n'a lieu qu'après la vente des bestiaux saisis, le propriétaire n'a droit qu'à la restitution du produit net de la vente, tous frais déduits, dans le cas où cette restitution serait ordonnée par le jugement.

Section IV. — Garantie des gardes forestiers.

Conformément à l'art. 75 de la constitution de l'an VIII, les gardes forestiers ne peuvent être poursuivis devant les tribunaux sans une autorisation préalable. (V. **Mise en jugement des fonctionnaires publics.**)

(V. **Agents forestiers, Gardes champêtres**, etc.)

GARDES DU GÉNIE.—Les gardes du génie sont préposés à la garde des fortifications, en vertu des lois des 8 juillet 1791 et 29 mars 1806. Ils ont qualité pour constater des contraventions, et leurs procès-verbaux font foi jusqu'à inscription de faux. (V. **Places de guerre.**)

GARDES-MAGASINS.—Lorsque les approvisionnements pour des services publics sont formés, il est nécessaire de veiller à la conservation des denrées et autres objets jusqu'à leur distribution ou emploi. Ce soin est donc confié à des agents spéciaux qui en sont responsables, et qui pour cela tiennent des registres exacts de toutes les entrées et sorties.

Le registre de magasin, coté et paraphé par le directeur, et visé sur son premier feuillet par l'inspecteur-général en tournée, doit être tenu de manière à présenter à chaque instant l'état de situation du magasin et permettre d'en dresser l'inventaire.

On y inscrit au commencement de chaque article ce qui est resté en magasin à la fin de l'exercice précédent, puis successivement les mutations qui arrivent par entrée et sortie.

Les matériaux ou autres objets quelconques ne peuvent sortir du magasin que d'après des *bons* signés par l'officier chargé du détail d'un article : ces bons demeurent entre les mains du garde-magasin pour servir à régler sa comptabilité en matières, soit à la fin de l'exercice, soit à telle époque qui sera déterminée. De même, aucun objet provenant d'achat, de démolition ou de toute autre cause, ne doit entrer en magasin sans un *ordre de recevoir* signé du chef du génie ou de l'officier qui fait le versement.

Le garde-magasin donne son reçu au bas de chacune de ces pièces, qui sont conservées par le chef du génie ou tout autre, suivant la nature du service auquel appartiennent les objets emmagasinés, afin qu'il puisse par leur moyen vérifier les entrées en magasin. (Inst. minist., 22 sept. 1826, art. 74, 75, 76, 77.)

Les gardes-magasins, avons-nous dit, sont responsables des objets qui leur sont confiés, et il a été jugé en Conseil d'etat que cette responsabilité s'étendait même aux fournitures qui périssent par suite d'incendie. Dans l'espèce, il s'agissait d'eau-de-vie devenue la proie des flammes par l'imprudence des employés du garde-magasin, en son absence occasionnée par maladie, et cependant en obéissant à un ordre donné. (20 février 1815.)

GARDE MUNICIPALE.—Ce corps est préposé à la garde et à la police de la capitale.

Il est mis à la disposition immédiate du préfet de police.

Le nombre d'officiers et de soldats qui la composent est de 1443, infanterie et cavalerie.

Les officiers sont présentés à la nomination du roi par le ministre de l'intérieur.

Les sous-officiers et soldats, à la nomination du ministre de la guerre par le préfet de police.

La solde est payée sur la caisse municipale de Paris. (O. 16 août 1830.)

Les lois et réglements de la gendarmerie lui sont applicables. (V. **Gendarmerie.**)

Une ordonnance du 14 février 1835 porte qu'il pourra être admis dans l'infanterie de la garde municipale de Paris, sous la dénomination de *gardes auxiliaires*, deux cents militaires âgés de vingt-trois ans accomplis, ayant deux années de service révolues sous les drapeaux, lesquels ne pourront être commissionnés *gardes en pied* que lorsqu'ils auront complété leur 25e année. (V. Bulletin, n° 551, p. 55.)

GARDE NATIONALE.

Exposé.
SECTION I. — § 1. Dispositions générales. — § 2. Obligation du service. Age. Domicile. Étranger. — § 3. Incompatibilités. Exceptions.
SECTION II. — § 1. Inscription au registre matricule. Conseil de recensement. — § 2. Contrôle ordinaire et de réserve. Dispenses. — § 3. Jury de révision. — § 4. Composition des cadres.
SECTION III. — § 1. Élection des officiers. — § 2. Suspension des officiers.
SECTION IV. — § 1. Uniforme. — § 2. Armes. Officiers d'armement. Désarmement. — § 3. Préséance.
SECTION V. — § 1. Service ordinaire. — § 2. Revues. Exercice. Procession.
SECTION VI. — § 1. Conseil de discipline. — § 2. Compétence. Pénalité. — § 3. Jugements.
SECTION VII. Compétence des tribunaux correctionnels ordinaires.
SECTION VIII. Conseil d'administration.
SECTION IX. — § 1. Appel et service des détachements. — Travail relatif aux citoyens mobilisables. — § 2. Récompenses.
SECTION X. Artillerie dans les départements maritimes.
SECTION XI. Suspension. Dissolution.

En 1789, lorsque des troupes soldées, des régiments étrangers, une artillerie considérable s'approchaient de Versailles et de Paris qu'ils menaçaient d'occuper militairement, un projet d'adresse fut discuté dans l'assemblée nationale pour réclamer l'éloignement de ces forces. Une voix toute-puissante alors, rappelant ses souvenirs historiques, fit entendre le nom de milice bourgeoise, et proposa de rétablir la force armée des communes. C'était le 8 juillet; dès le 12, Paris

avait constitué sa garde nationale; le 13, elle était armée; le 14, la Bastille était prise; et, peu de jours après, la France entière avait dans toutes ses villes importantes une garde civique.

Telle est l'origine de cette institution. Un décret du 6-12 octobre 1790 et une loi du 14 octobre 1791 la régularisèrent sur des bases uniformes.

Jusqu'à l'époque de leur dissolution, en 1827, par Charles X, ces lois furent en vigueur; et lorsque en 1830 les gardes nationales se furent reformées, par la volonté et le besoin de tout un peuple, pour defendre les lois et maintenir la paix publique, elles se soumirent en même temps, pour régulariser leur création spontanée, aux dispositions de la loi de 1791; mais celles-ci n'étaient plus en harmonie avec les besoins de l'époque. Une révision était nécessaire, et c'est cette tâche qu'a accomplie le législateur dans la loi actuelle du 22 mars 1831. Nous suivrons la marche et la division qu'elle indique, en cherchant seulement à expliquer les principaux points par l'état de la jurisprudence; c'est le meilleur commentaire que nous puissions faire de la loi, d'autant que, dans la première année seulement de l'exécution de cette loi, plus de quinze cents arrêts ont été rendus par la cour de cassation ou le Conseil d'état, sur les difficultés les plus sérieuses, et les plus graves.

Section I^re^. — § 1. Dispositions générales.

La garde nationale est instituée pour défendre la royauté constitutionnelle, la Charte et les droits qu'elle a consacrés; pour maintenir l'obeissance aux lois, conserver ou rétablir l'ordre et la paix publique, seconder l'armée de ligne dans la défense des frontières et des côtes, assurer l'indépendance de la France et l'intégrité du territoire.

Toute délibération prise par la garde nationale sur les affaires de l'état, du département ou de la commune, est une atteinte à la liberté publique, et un délit contre la chose publique et la constitution. (Art. 1^er^.)

La garde nationale est composée de tous les Français, sauf les exceptions prévues par la loi.

Les gardes nationales sont placées sous l'autorité des maires, des sous-préfets, des préfets et du ministre de l'intérieur.

Le service de la garde nationale consiste:

1° En service ordinaire dans l'intérieur de la commune;

2° En service de détachement, hors du territoire de la commune;

3° En service de corps détachés pour seconder l'armée de ligne.

Les gardes nationales sont organisées dans tout le royaume; elles le sont par communes. Les compagnies communales d'un canton sont formées en bataillons cantonnaux lorsqu'une ordonnance du roi l'aura prescrit. (Art. 2, 3, 4.)

Lorsque la garde nationale est réunie en tout ou en partie au chef-lieu du canton, ou dans une autre commune que le chef-lieu du canton elle est sous l'autorité du maire de la commune où sa réunion a lieu d'après les ordres du sous-préfet ou du préfet.

Sont exceptés, les cas déterminés par les lois où les gardes nationales sont appelées à faire dans leur commune ou leur canton un service d'activité militaire, et sont mises, par l'autorité civile, sous les ordres de l'autorité militaire. (Art. 6.)

Les citoyens ne peuvent ni prendre les armes, ni se rassembler en état de gardes nationales, sans l'ordre de chefs immédiats, ni ceux-ci donner cet ordre sans une réquisition de l'autorité civile, dont il sera donné communication à la tête de la troupe. (Art. 7.)

De même, aucun officier ou commandant de poste de la garde nationale ne peut faire distribuer des cartouches aux citoyens armés si ce n'est en cas de réquisition; autrement il demeure responsable des evénements. (Art. 8.)

La garde nationale ne peut être considérée ni comme un corps constitué, ni comme exerçant une fonction publique, civile ou militaire, puisqu'elle est seulement une classe de citoyens agents de la force publique dès qu'ils sont en exercice. (Cass., 7 mai 1824; 29 avr., 5 août 1831.)

§ 2. Obligation du service, Age, Domicile, Étrangers.

Tous les Français âgés de 20 à 60 ans sont appelés au service de la garde nationale dans le lieu de leur domicile réel, et ce service est obligatoire et personnel, sauf les exceptions qui sont établies par la loi. (Art. 9.) Toutefois, le jeune homme qui a moins de 20 ans et le citoyen qui a plus de 60 ans peuvent, lorsqu'ils le sollicitent, être maintenus sur les contrôles du service ordinaire; mais ils ne peuvent être choisis pour officiers. (Circ. min., 13 juill. 1831.)

Ce n'est qu'au lieu du *domicile réel* que le service est obligatoire; or il peut arriver, ou qu'un citoyen soit porté sur le contrôle de la garde nationale d'une commune autre que celle où il a son domicile réel, ou qu'il ait changé de domicile depuis cette inscription. Dans le premier cas, il doit former une demande en radiation devant le conseil de recensement, et il suffit qu'il justifie

de cette demande pour que le conseil de discipline doive surseoir à statuer sur ses refus de service; dans le second cas, il doit continuer son service dans la commune où il était inscrit avant son changement de domicile, tant qu'il n'a pas obtenu sa radiation du conseil de recensement, peu importe que le changement de domicile soit établi par acte authentique. (Cass., 10 mars 1832.)

Quant aux personnes qui passent alternativement six mois à la ville et six mois à la campagne, ils doivent être soumis au service dans celle des deux localités où ce service existe en réalité, ou du moins exige une coopération plus réitérée et plus active. (Circ. min., 31 mai 1831.) Cependant il a été jugé par la cour de cassation, le 17 août 1833, que, par sa nomination au grade de commandant d'un corps de la garde nationale voisin, un garde national est dispensé du service dans sa propre commune tant que cette nomination subsiste.

Aux termes de l'article 10, *les étrangers* peuvent aussi être appelés à faire le service quand ils sont admis à la jouissance des droits civils, conformément à l'article 13 du Code civil, lorsqu'ils ont acquis en France une propriété, ou qu'ils y ont formé un établissement. Dans ce cas, c'est au conseil de recensement, et, en appel, au jury de révision, qu'il appartient de décider quels sont ceux des étrangers qu'il convient de porter sur le contrôle du service ordinaire, sauf recours au jury de révision. (C. d'état, 8 fev. 1833.)

§ 3. Incompatibilités, Exceptions.

Le service de la garde nationale est incompatible avec les fonctions des magistrats qui ont le droit de requérir la force publique. (Art. 11; O. 17 juillet 1816, art. 26.)

Cette incompatibilité a été étendue aux maires et aux adjoints, par l'article 8 de la loi du 21 mars 1831, sur l'organisation municipale. Des doutes s'étaient élevés sur l'incompatibilité des suppléants des juges de paix, mais la cour de cassation l'a confirmée, et comme cette incompatibilité est absolue, elle existe alors même que les conseils de recensement auraient maintenu ces magistrats sur le contrôle. (Cass., 30 sept. 1831.) Mais cette incompatibilité n'existe pas à l'égard des *juges-suppléants* de première instance, parce qu'ils ne sont pas au nombre des magistrats qui ont droit de requérir la force publique (Cass., 22 oct. 1831); seulement ils ont le droit de se dispenser du service. Ainsi, ne serait pas nul le jugement d'un conseil de discipline, où aurait siégé un juge suppléant en sa qualité de garde national. (Cass., 29 avril 1833.) Elle n'existe pas également à l'égard; 1° des conseillers municipaux, dont les fonctions sont purement délibératives. (Cass., 9 mars 1832); 2° des conseillers de préfecture, à moins qu'ils ne remplacent le préfet. (Solut. min., 19 mai 1831.) L'art. 12 n'appelle pas au service de la garde nationale: 1° les *ecclésiastiques*, les ministres des différents cultes, etc., etc.; mais ces dispositions ne sont applicables qu'aux ministres d'un culte reconnu par l'autorité publique, car il n'appartient pas à un citoyen, en se déclarant ministre d'un culte qu'il s'est fait, de s'affranchir des obligations imposées à tous par la loi. (Cass., 23 déc. 1831);

2° Les militaires de terre et de mer en activité et en disponibilité, *contrà*, s'ils sont en état de réforme. (C. de Paris, 11 janv. 1833);

3° Les préposés des douanes, des octrois, des administrations sanitaires, les gardes champêtres et forestiers.

A l'égard de ces derniers, un arrêt de la cour de cassation, du 15 septembre 1832, a déclaré que l'article 12 ne devait pas s'appliquer aux gardes particuliers.

4° Les frères des écoles chrétiennes (Solut. min., 25 avril 1831);

5° Les pilotes lamaneurs (solut. min., 15 janvier 1833).

Sont également dispensés du service, les *consuls* des puissances étrangères résidant en France, lors même qu'ils auraient été admis par ordonnance royale à jouir des droits civils, et qu'ils y auraient formé un établissement de commerce. (Cass., 25 août 1822.)

Enfin, l'article 13 excepte les concierges des maisons d'arrêt, les geôliers, les guichetiers et autres agents subalternes de justice ou de police; et il interdit le service aux individus privés de l'exercice des droits civils.

Les exceptions posées par la loi sont les seules à faire valoir; serait donc illégal l'arrêté d'un maire ou la décision du conseil de discipline qui dispense même momentanément du service de la garde nationale une certaine classe d'individus. (Cass., 11 oct -17 oct. 1832.)

Section II.—§ 1. Inscription au registre matricule, Conseil de recensement.

Les Français appelés au service de la garde nationale sont inscrits sur un registre matricule établi dans chaque commune. A cet effet, les listes de recensement sont dressées par le maire et révisées par un conseil de recensement, et les citoyens sont avertis qu'ils peuvent en prendre connaissance.

Il y a au moins un conseil de recensement par

commune ; dans les communes rurales et dans les villes qui ne forment pas plus d'un canton, le conseil municipal, présidé par le maire, remplit les fonctions de conseil de recensement. Dans les villes qui renferment plusieurs cantons, le conseil municipal peut s'adjoindre un certain nombre de personnes choisies à nombre égal, dans les divers quartiers, parmi les citoyens appelés à faire le service de la garde nationale. Le conseil municipal et ses membres adjoints peuvent se subdiviser suivant les besoins, en autant de conseils de recensement qu'il y a d'arrondissements. Dans ce cas, l'un des conseils est présidé par le maire, chacun des autres l'est par l'adjoint ou le membre du conseil municipal délégué par le maire ; ces conseils sont composés de huit membres au moins (art. 15). Les conseils, uniquement composés de conseillers municipaux, sont permanents. (Circ. min., 17 avril 1831.)

Ils forment une juridiction de premier degré ; ils sont chargés du classement entre le service ordinaire et la réserve, de tous les Français de l'âge de vingt à soixante ans ; ce qui les oblige tous les ans, dans le mois de janvier, d'inscrire les jeunes gens qui ont atteint leur vingtième année ou les nouveaux domiciliés, et d'en rayer ceux qui ont atteint soixante ans, sont décédés ou ont changé de domicile. (Art. 17-18.) Ils statuent sur toutes les réclamations relatives au domicile réel. (Art. 10.)

Ils appellent au service ceux des étrangers qui doivent faire partie de la garde nationale, et connaissent de toutes les incompatibilités, et exclusions dont il a été parlé ci-dessus.

A l'exclusion du conseil de discipline, ils sont seuls compétents pour statuer sur une dispense de service invoquée par un citoyen. (Cass., 10 oct. 1832.)

La réclamation portée devant le conseil de recensement contre une inscription sur le contrôle n'exclut pas *l'obéissance provisoire* à l'ordre du service, jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la réclamation.

Il en serait autrement toutefois lorsque, antérieurement à tout ordre de service, le garde national était en instance devant l'autorité compétente pour se faire rayer des contrôles ; en ce cas, il ne peut être condamné pour refus de service commandé. (C., 20 oct. 1831.)

En cas de partage d'opinion, le conseil de recensement doit s'adjoindre trois membres choisis par lui sur le contrôle ordinaire de la garde nationale, et les débats s'ouvrent de nouveau devant le conseil. (Sol. min., 23 mars 1832.)

Les pourvois contre les décisions des conseils de recensement relatives aux droits et obligations des gardes nationaux étaient portés avant la loi de 1831 devant le conseils de préfecture, sauf recours au Conseil d'état ; mais aujourd'hui le jugement de ces pourvois est attribué aux jurys de révision dont les décisions ne sont pour ainsi dire susceptibles d'aucun recours ; toutefois, la loi n'admet pas les pourvois de cette espèce contre les décisions du conseil de recensement statuant sur la composition des cadres. (C. d'etat, 23 av. 1832. V. circulaire ministérielle du 17 avril 1831 sur les opérations du conseil de Recensement.

§ 2. Contrôle ordinaire et de réserve, Dispenses.

C'est le conseil de recensement qui, avons-nous dit, fait la répartition des citoyens, entre ces deux ordres de service.

Le contrôle ordinaire comprend tous ceux que le conseil a jugés capables d'y concourir s'ils sont imposés à la contribution personnelle. Leurs enfants doivent également y être inscrits, lorsqu'ils ont atteint l'age fixé par la loi ; mais les domestiques attachés au service de la personne n'y sont pas portés. (Art. 20.)

Lorsqu'un service de détachement ou de corps détachés est demandé à la garde nationale, les détachements ou les corps détachés sont formés parmi les hommes inscrits sur le contrôle du service ordinaire, en commençant par les célibataires et les moins âgés pour les détachements ; et pour les corps détachés, en prenant successivement et par rang de classe les célibataires, les veufs sans enfants, les mariés sans enfants et les mariés avec enfants. (Art. 150-145.)

Le service de la garde nationale est obligatoire et personnel : ainsi le remplacement est interdit pour le service ordinaire, si ce n'est entre les proches parents. (V. l'art. 27.)

Les gardes nationaux de la même compagnie qui ne sont ni parents, ni alliés, peuvent seulement échanger leur tour de service.

Peuvent toutefois se dispenser du service, nonobstant leur inscription. 1° les membres des deux chambres ; 2° les membres des cours et tribunaux ; 3° les anciens militaires qui ont cinquante ans d'âge et vingt ans de service ; 4° les gardes nationaux ayant cinquante-cinq ans ; 5° les facteurs de poste aux lettres, les agents des lignes télégraphiques, et les postillons de l'administration des postes.

Sont encore dispensés, ceux qu'une infirmité met hors d'état de faire le service, et qui a été reconnue par des gens de l'art, commis soit par le conseil de recensement, soit en appel par le jury de révision. Toutes ces dispenses et autres accordées pour cause d'un service public, sont prononcées par le conseil de recensement. (Art. 28-29.)

Le contrôle de réserve comprend tous les citoyens pour lesquels le service habituel serait une charge trop onéreuse, et qui ne doivent être requis que dans les circonstances extraordinaires (19). Ils sont compris cependant dans la formation des compagnies ou subdivisions de compagnies, mais répartis à la suite, de manière à y être incorporés au besoin, et dans le cas d'un service extraordinaire.

Les citoyens inscrits sur le contrôle de réserve ne peuvent concourir à la nomination des officiers et sous-officiers du service ordinaire, puisqu'ils ne font pas partie des compagnies; d'après le même motif, ils ne peuvent être inscrits sur le tableau destiné à former le conseil de discipline, et ils ne doivent pas davantage concourir à la formation du jury de révision, d'où il résulte qu'ils ne peuvent être poursuivis pour manquement à un service ordinaire. (Cass., 22 oct. 1851. Idem, 18 fev. 1852.)

Cependant lorsqu'il s'agit de former des corps détachés, la désignation des gardes nationaux qui doivent les composer est faite parmi tous les inscrits sur les contrôles des services ordinaire et de réserve, dans l'ordre établi ci-dessus.

§ 3. Jury de révision.

Le jury de révision forme un conseil institué pour juger en appel toutes les réclamations présentées au conseil de recensement; cette institution est de création nouvelle. Sous l'empire de l'ordonnance de 1816, toutes réclamations élevees sur les opérations du conseil de recensement étaient décidées par le sous-préfet, sauf recours.

La loi de 1831 a abrogé ces attributions de l'autorité administrative, et a voulu que les citoyens fussent jugés par leurs pairs; en effet le jury de révision est formé dans chaque canton, à la diligence du juge de paix qui en est le président. Il se compose en outre de douze jurés designés par le sort, sur la liste de tous les officiers, sous-officiers, caporaux et gardes nationaux sachant lire, écrire, et âges de plus de vingt-cinq ans. A cet effet, il est dressé par commune une liste de tous les officiers, sous-officiers, caporaux et gardes nationaux ainsi désignés; le tirage definitif des jurés doit être fait sur l'ensemble de ces listes, et pour tout le canton par le juge de paix, en audience publique. Ils sont renouvelés tous les six mois (23 24), bien entendu que les membres du conseil de révision ne peuvent être pris que parmi les gardes nationaux inscrits sur le contrôle de service ordinaire, et non parmi ceux inscrits sur le contrôle de réserve. (Cass., 10 sept. 1851.)

Le jury de révision ne peut prononcer qu'au nombre de sept membres au moins, y compris le président, sans que la voix de celui-ci soit prépondérante. (C. d'etat, 18 oct. 1833.) Les décisions sont prises à la majorité absolue, et ne sont susceptibles d'aucun recours, sauf le cas d'incompétence ou excès de pouvoir. (V. *ci-après*.)

Il statue sur les réclamations relatives à l'inscription ou à la radiation sur les registres matricules; à l'inscription ou à l'omission sur le contrôle du service ordinaire; il doit admettre les réclamations des tiers gardes nationaux sur qui retomberait la charge du service (25, 26.); mais il excéderait ses pouvoirs en prononçant sur ces inscriptions ou omissions d'office et sans qu'elles eussent donne lieu à des réclamations. (C. d'état, 18 oct. 1832.)

Il connaît en appel des décisions prises par le conseil de recensement de la commune, sur les demandes de dispenses du service ordinaire fondées sur des infirmités constatées, sur un service public ou sur toute autre cause qu'il lui appartient d'apprecier. (29.)

Il est competent pour statuer sur des réclamations élevées, relativement à l'inobservation des formes prescrites pour l'élection des officiers, sous-officiers et caporaux, de même que sur la demande formée par un garde national; à l'effet, soit d'être réintégré sur le tableau des membres du conseil de discipline, soit d'en faire rayer celui qui y est inscrit. (54, 109.)

Le jury de révision connaît encore des réclamations elevées sur les désignations faites par le conseil de recensement, des hommes jugés propres à faire partie des corps détachés de la garde nationale pour un service de guerre (144), et il peut, sans violer la chose jugée, ordonner qu'un citoyen restera inscrit sur les registres d'une commune de son ressort, lorsqu'il ne lui est pas justifié par le citoyen, d'une décision anterieure qui l'aurait maintenu ou fait inscrire sur les contrôles d'une commune située dans un autre canton. (C. d'état, 4 janv. 1834.)

Les jurys de révision sont considérés comme des autorites administratives. Ils ne peuvent en conséquence être dessaisis par un arrêté de conflit des questions qui leur sont soumises. (C. d'état, 15 juil. 1832.)

Quand il y a incompétence ou excès de pouvoir et seulement dans ces cas, le recours est ouvert au Conseil d'etat; il ne peut être introduit que sur le rapport du ministre dans les attributions duquel la garde nationale est placée. (C. d'état, 15 juil., 16 nov. 1832.

Consulter, sur les jurys de révision, deux circulaires ministérielles des 30 août et 7 nov. 1831.)

§ 4. Composition des cadres, etc.

Pour la formation de la garde nationale, la composition des cadres, la formation des compagnies, la formation des bataillons et celle des légions, voy. art. 30 à 48 exclusivement de la loi du 22 mars 1831.

Section III. — § 1. Élections des officiers.

(V. Circ. min. 25 mai 1831.)

Dans chaque commune, les gardes nationaux appelés à former une compagnie ou subdivision de compagnie se réunissent sans armes et sans uniforme pour procéder, en présence du maire, assisté par deux membres les plus âgés du conseil municipal, à la nomination de leurs officiers, sous-officiers et caporaux, suivant les tableaux des articles 33, 35 et 37.

Si plusieurs communes sont appelées à former une compagnie, les gardes nationaux de ces communes doivent se réunir dans la commune la plus populeuse pour nommer leur capitaine, leur sergent-major et leur fourrier (50). Cette mesure était nécessaire, en effet; sans quoi il serait arrivé que la commune la plus considérable, ayant la majorité, aurait pu choisir chez elle tous les officiers et sous-officiers, ce qui aurait été contraire au principe de l'organisation par communes. (*Rapport, chambre des Députés.*)

Cette nomination doit avoir lieu pour chaque grade successivement, en commençant par le plus élevé, au scrutin individuel et secret, et à la majorité absolue des suffrages.

Les sous-officiers et caporaux sont nommés à la majorité relative.

Le scrutin est dépouillé par le président du conseil de recensement, assisté, comme il est dit ci-dessus, par au moins deux membres de ce conseil, lesquels remplissent les fonctions de scrutateurs (51). Nous rappellerons ici un arrêt du Conseil d'état du 25 avril 1833, qui a décidé que les officiers d'une compagnie ne doivent être choisis que parmi les gardes nationaux de la compagnie.

Pour nommer le chef de bataillon et le porte-drapeau, tous les officiers du bataillon, réunis à pareil nombre de sous-officiers, caporaux ou gardes-nationaux, forment une assemblée convoquée et présidée par le maire de la commune si le bataillon est communal, et par le maire délégué du sous-préfet si le bataillon est cantonal.

Les sous-officiers, caporaux et gardes nationaux chargés de concourir à l'élection sont nommés dans chaque compagnie (53).

Les réclamations élevées relativement à l'inobservation des formes prescrites pour l'élection des officiers et sous-officiers sont portées devant le jury de révision, qui déclare sans recours (54). Cependant si une élection était annulée et que le préfet eût par arrêté ordonné que les officiers et sous-officiers continueraient à remplir leurs fonctions jusqu'à décision du Conseil d'état, le garde national ne peut refuser le service commandé sans encourir les peines portées par la loi. (Cass., 8 fév. 1833.)

Si les officiers de tout grade ne sont pas au bout de deux mois complétement équipés et habillés suivant l'uniforme, ils sont considérés comme démissionnaires et remplacés sans délai (55). Cependant ils exercent légalement jusqu'à ce qu'ils aient été légalement remplacés. (Cass., 8 juin 1832.)

Les chefs de légion et les lieutenants-colonels sont choisis par le roi, sur une liste de dix candidats présentés à la majorité relative par la réunion : 1° de tous les officiers de la légion; 2° de tous les sous-officiers, caporaux et gardes nationaux désignés dans chacun des bataillons de la légion pour concourir au choix du chef de bataillon, comme il est dit art. 55 (56).

Les majors, adjudants-majors, chirurgiens-majors et aides-majors sont nommés par le roi.

L'adjudant sous-officier est nommé par le chef de légion ou de bataillon.

Le capitaine d'armement et l'officier payeur sont nommés par le commandant supérieur ou le préfet, sur la présentation du chef de légion (57).

Quant aux *tambours*, *trompettes*, et autres officiers salariés, ils sont nommés sur la présentation du chef du corps, savoir : par le maire lorsque la garde nationale est communale, et par le sous-préfet pour les bataillons cantonnaux. (58) (O. 2 mars 1834.)

Les officiers ne peuvent légalement remplir les fonctions de leur grade qu'autant qu'ils ont été reconnus. A cet effet, le maire fait reconnaître à la garde assemblée sous les armes le commandant de cette garde. Celui-ci, en présence du maire, fait reconnaître les officiers. Les fonctions du maire sont remplies à Paris par le préfet.

Pour les compagnies et bataillons qui comprennent plusieurs communes, le sous-préfet ou son délégué fait reconnaître l'officier commandant en présence de la compagnie ou du bataillon assemblé, sans que l'autorité judiciaire ait le droit de s'immiscer dans l'appréciation des formes qui se rattachent à l'accomplissement de ces formalités. (Cass. 27 av. 1833.)

Enfin, l'investiture de leur grade s'achève par

la prestation de serment dans la forme accoutumée, sans quoi l'officier qui n'a pas eté reconnu ou qui n'a pas prêté ce serment est incapable de remplir aucune des fonctions de son grade. (Cass., 27 av. 1833.)

Les officiers, sous-officiers et caporaux sont élus pour trois ans; ils peuvent être réélus (60).

Aussitôt qu'un emploi quelconque devient vacant, il doit être pourvu au remplacement suivant les formes ci-dessus (62).

Quant aux corps speciaux, tels que la cavalerie, l'artillerie, les sapeurs-pompiers, etc., etc., ils suivent également les mêmes règles pour leur formation et l'élection de leurs officiers, sous-officiers et caporaux (63).

Dans les communes où la garde nationale formera plusieurs légions, le roi pourra nommer un commandant supérieur; mais il ne pourra être nommé de commandant supérieur des gardes nationales de tout un département ou d'un même arrondissement de sous-prefecture (il n'y a d'exception que pour le département de la Seine).

Lorsque le roi aura jugé à propos de nommer dans une commune un commandant supérieur, l'etat-major sera fixé, quant au nombre et aux grades des officiers qui devront le composer, par une ordonnance du roi.

Les officiers d'état-major seront nommés par le roi, sur la présentation du commandant supérieur, qui ne pourra choisir les candidats que parmi les gardes nationaux de la commune (65).

Il ne pourra y avoir dans la garde nationale aucun grade sans emploi (66).

Aucun officier exerçant un emploi actif dans les armées de terre et de mer ne pourra être nommé officier ni commandant des gardes nationales en service ordinaire (67). Mais il semble résulter de la rédaction de l'article que les officiers simplement portés sur le cadre d'activité de l'armée, sans être réellement en service actif, ne sont pas exclus de celui de la garde nationale.

§ 2. Suspension des officiers.

Sur l'avis du maire et du sous-préfet, tout officier de la garde nationale peut être suspendu de ses fonctions pendant *deux mois*, par arrêté motivé du prefet pris en conseil de prefecture, l'officier préalablement entendu dans ses observations. L'arrêté du préfet est transmis immédiatement par lui au ministre de l'interieur. Sur le rapport du ministre, la suspension peut être prolongée par une ordonnance du roi. Si dans le cours d'une année ledit officier n'a pas été rendu à ses fonctions, il est procédé à une nouvelle élection (61); cependant il peut être réélu. (*Rapport, chambre des Députés.*)

Section IV. — § 1. Uniforme.

L'uniforme des gardes nationales sera déterminé par une ordonnance du roi. Les signes distinctifs des grades seront les mêmes que ceux de l'armee (68.) (V. pour l'uniforme des compagnies d'artillerie garde-côtes, O. 22 av. 1831; pour celui de l'infanterie de Paris, O. 29 sept. 1831, et celui de la cavalerie, O. 20 juil. 1831.)

La loi du 14 octobre 1791 avait declaré l'uniforme obligatoire, et plusieurs fois il avait été jugé que le fait de se présenter pour faire l'exercice sans être revêtu de l'uniforme prescrit, équivalait à un refus de service; mais la loi du 22 mars 1831 n'impose aucune obligation de ce genre aux simples gardes nationaux. *Contrà*, pour les officiers; voy. ci-dessus, art. 55.

§ 2. Armes, Officiers d'armement, Désarmement.

Le gouvernement délivre à la garde nationale toutes les armes nécessaires au service dont elle est chargée (69-160). Les armes doivent être demandées par le prefet du departement au ministre de l'interieur seul. C'est au préfet que les maires doivent s'adresser pour obtenir les armes nécessaires au service de la garde nationale de leurs communes. A cet effet, ils doivent lui adresser un tableau indiquant la situation de l'armement des gardes nationales, et qui fasse connaître la quantité d'armes à fournir, en énonçant les motifs qui déterminent à réclamer une distribution nouvelle et complémentaire pour la localité. (Circ. min., 11 oct. 1830, art. 69.)

Le nombre d'armes reçues doit être constaté dans chaque municipalité au moyen d'états émargés par les gardes nationaux à l'instant où les armes leur sont delivrées. L'entretien de l'armement est à la charge du garde national; et les réparations, en cas d'accidents causés par le service, sont à la charge de la commune. Les gardes nationaux et la commune sont responsables des armes qui leur auront eté délivrées. Ces armes restent la propriété de l'etat; elles doivent être poinçonnées et numérotées (69).

Malgré cette disposition de la loi, il était important d'assurer au matériel énorme consacré par l'état à l'armement des gardes nationales une surveillance permanente et un mode d'entretien et de réparation. C'est dans ce but important qu'une ordonnance royale du 24 octobre 1833 a crée un personnel d'*officiers d'armement*, prescrit des vérifications spéciales confiées à d'anciens

officiers de l'armée et à des contrôleurs d'armes, institué des armuriers autorisés à executer les réparations, conseillé des abonnements pour les réparations provenant de l'usage journalier et naturel des armes, et enfin cité comme documents à consulter les tarifs et divers réglements arrêtés le 24 septembre 1826 par le ministre de la guerre.

Les gardes nationaux ne peuvent, sous aucun prétexte, vendre, échanger ni mutiler leurs armes. Lorsqu'elles sont hors de service, elles doivent être versées dans les arsenaux et remplacées, selon qu'il y a lieu, aux frais de l'état ou aux frais des gardes. Les armes de ceux qui sont morts ou exemptés du service doivent être retirées par les soins des chefs de la garde nationale et deposées aux mairies, jusqu'à ce qu'il en soit disposé en faveur d'autres gardes nationaux. (O. 24 juil. 1816, art. 4.)

Le garde national prévenu d'avoir vendu à son profit les armes de guerre qui lui ont été confiées par l'état ou par les communes doit être renvoyé en police correctionnelle pour y être puni des peines portees par l'art. 408 du Code penal, sauf l'application, le cas échéant, de l'art. 463 dudit code. Il sera en outre condamné à restituer à l'état ou à la commune le prix des armes vendues. (Art. 91.)

En cas de dissolution légalement prononcée, les gardes nationaux qui font partie des légions, bataillons ou compagnies dissoutes sont requis de rendre leurs armes. C'est ce qu'on appelle le *désarmement*.

Or, le refus par les gardes nationaux, après cette dissolution, de rendre les armes à eux confiees pour le service, constitue le delit de détournement, prévu et puni par l'article 408 du Code pénal. Il ne suffirait donc pas aux gardes nationaux, pour les mettre à l'abri de la peine, qu'ils représentassent leurs armes. (Cass., 20 av. 1833.) Jugé en sens contraire par un arrêt de la cour de cassation, le 11 juin 1833.

Dans cette divergence d'opinions, et d'après l'état actuel de la legislation, nous croyons que tant qu'il n'y a pas vente des armes confiées, le gouvernement ne peut agir que par la voie civile pour contraindre les gardes nationaux à rendre les armes confiees. Ne peut-on pas, en effet, faire valoir les mêmes motifs qu'en matière d'emprunt et de depôt?

Dans d'autres cas, les maires ont le droit d'opérer des désarmements partiels; tels seraient ceux, par exemple :

1° Où un garde national, quoique maintenu sur les contrôles, aurait éte condamné pour refus de service;

2° Où ces armes ne pourraient sans inconvénient ou danger rester entre les mains de celui qui en est détenteur. (Solut. minist., 18 fév., 10 sept. 1832.)

§ 3. Préséance.

Les diverses armes dont se compose la garde nationale sont assimilées, pour le rang à conserver entre elles, aux armes correspondantes des armes régulières (70).

Toutes les fois que la garde nationale sera réunie, les différents corps prendront la place qui leur sera assignée par le commandant supérieur (71); mais dans tous les cas où les gardes nationales serviront avec les corps soldés, elles prendront le rang sur eux.

Le commandement dans les fêtes ou cérémonies civiles appartiendra à celui des officiers des divers corps qui aura la supériorité du grade, ou, à grade égal, à celui qui sera le plus ancien (72). Or, dans la garde nationale, l'ancienneté entre deux officiers du même grade se compte du jour de la reconnaissance et de la prestation du serment; peu importe à cet égard que l'un d'eux ait été revêtu anterieurement du même grade ou même d'un grade supérieur, chaque élection nouvelle effaçant completement les effets de l'élection précedente. (Cass., 27 avril 1833.)

Section V. — § 1. Service ordinaire.

Le service ordinaire comprend les gardes, les patrouilles, les revues et les exercices.

Pour le déterminer, il doit exister un réglement arrêté par le maire sur la proposition du commandant de la garde nationale, et approuvé par le sous-prefet; mais il ne résulte pas de là que le préfet soit tenu de se conformer à cette proposition et à cet avis; il peut toujours faire au projet de réglement toutes les modifications qu'il juge convenables, et le réglement ainsi arrêté n'en est pas moins obligatoire. (Cass., 6 sept. 1833.)

Les ordres de service doivent être donnés et les convocations faites individuellement : ceux qui ne seraient donnés que d'une manière générale par la voie d'un journal ne seraient pas obligatoires, et leur infraction ne pourrait entraîner aucune peine. (Cass., 14 juil. 1832.)

La garde nationale de chaque commune est placée sous l'autorité immédiate du maire, qui a droit de la requérir directement toutes les fois que son service lui paraît nécessaire ou même utile au maintien de l'ordre public. En conséquence, l'ordre que reçoit du maire le capitaine-

commandant de la garde nationale d'une commune pour un service local extraordinaire doit prévaloir sur les ordres du commandant de bataillon pour le service ordinaire. (Cass., 1er août 1834.)

Pour l'ordre du service, il doit être dressé par les sergents-majors un contrôle de chaque compagnie, signé du capitaine, et indiquant les jours où chaque garde national a fait un service (76). Dans les communes organisées par bataillon, c'est l'adjudant-major qui tient ces états (77). Tout garde national commandé pour le service devra obéir, sauf à réclamer, s'il se croit fondé, devant le chef du corps (78). Mais s'il s'agit d'une dispense plus étendue que celle d'un service spécial indiqué pour tel jour, c'est au conseil de recensement qu'il devra s'adresser.

§ 2. Revues, Exercices, Processions.

Les revues peuvent être ordonnées par les commandants, sauf l'approbation du maire, ainsi que nous l'avons dit, en vertu du réglement, ou par le sous-préfet et le préfet dans des cas particuliers.

Seulement, dans les villes de guerre, la garde nationale ne peut prendre les armes ni sortir des barrières qu'après que le maire en a informé par écrit le commandant de la place (75, § 5).

Un arrêt de la cour de cassation du 2 février 1833 déclare obligatoires les revues et les exercices commandés par un maire. Il en est de même des revues commandées pour l'inspection des armes. Elles sont de rigueur. (Cass., 21 février 1833.)

Le refus obstiné de la part d'un garde national de se rendre aux revues peut, lorsque le garde national a déjà été condamné une première fois à la réprimande, avec mise à l'ordre, être considéré comme constituant l'*insubordination*, prévue et punie par l'art. 89.

Il n'en est pas de même du manquement à l'exercice, même récidivé; la cour de cassation (audience solennelle du 5 janvier 1836) a décidé qu'il ne constituait pas la désobéissance et l'insubordination; en conséquence, qu'il n'était passible que de la peine de la reprimande. Les principaux motifs de cet arrêt sont que, vu les articles 85, 88 et 89 de la loi, les manquements à l'exercice ne constituent pas de simples infractions aux règles de service; que les infractions de cette nature, quoique réitérées, lorsqu'elles ne sont d'ailleurs accompagnées d'aucune circonstance qui leur imprime un autre caractère, ne peuvent être qualifiées *desobéissance* et *insubordination*, ni être punies d'une autre peine que celle portée en l'art. 85 précité; enfin, que les réglements particuliers faits pour le service de la garde nationale en vertu de l'art. 73, et approuvés par l'autorité compétente, n'ont eu pour objet que d'assurer l'exacte et entière exécution de la loi; mais qu'ils n'ont pu en changer ou en modifier les prescriptions, ni donner aux faits une nouvelle qualification ni leur appliquer une autre peine que celle prononcée par la loi elle-même.

Un autre genre de service peut être exigé de la garde nationale, lorsqu'il a été commandé pour assister aux *processions* ou cérémonies religieuses, avec cette distinction toutefois qu'il n'est obligatoire qu'autant que l'autorité municipale l'a ordonné pour le maintien de l'ordre public. Si, au contraire, la réquisition du maire se fonde sur la demande du curé et sur le § 5, art. 4, titre 2, du décret du 24 messidor an XII, relatif aux honneurs à rendre au saint-sacrement, le service n'est que facultatif, parcequ'il a été requis pour assister à la pompe et à l'éclat de la céremonie. Le décret ci-dessus n'est applicable qu'aux troupes de ligne, qui doivent d'ailleurs une obéissance passive aux ordres de leurs chefs. Il n'en est pas de même relativement aux gardes nationaux. En effet, forcer des citoyens à assister à une procession, c'est évidemment les forcer à faire un acte de religion, c'est les placer dans la necessité de s'attacher à un culte qui peut ne pas être conforme à leur croyance, et porter atteinte à la liberté de conscience qui, a été proclamée par la charte. (Cass., 4 juin 1836; journ. *le Droit*, 5 juin.)

Section VI. — § 1. Conseil de discipline. (V. Circul. 25 juil., 25 oct. 1831.)

Dans les villes où il existe une ou plusieurs légions, il y a un conseil spécial pour juger les officiers supérieurs et d'etat-major qui ne sont pas justiciables des conseils de bataillon. (V. art. 95, 98 et 101.) Il est composé de sept juges, tous officiers.

Chaque bataillon communal ou cantonnal a un conseil de sept juges, composé du chef de bataillon, président; d'un capitaine, d'un lieutenant, d'un sous-lieutenant, d'un sergent, d'un caporal et de deux gardes nationaux.

Enfin, dans les communes qui ont une compagnie ou plusieurs compagnies non réunies en bataillon, le conseil se compose de cinq juges, savoir : un capitaine, president; un lieutenant ou un sous-lieutenant, un sergent, un caporal et un garde national. Il en est de même pour les compagnies formées des gardes nationaux de plusieurs communes; et, dans ce dernier cas, la commune la plus populeuse est le siége du conseil (96, 99.),

Les personnes aptes à siéger comme juges dans les conseils de discipline sont designees par le président du conseil de recensement, assisté par l'officier du grade le plus élevé, ou, à égalité de grade, par celui qui commande; ce sont en premier lieu tous les officiers, sous-officiers et caporaux élus par leurs concitoyens, et ensuite des gardes nationaux en nombre double, pris sur le contrôle du service ordinaire. Mais, pour que les conseils soient légalement composés, il faut que les officiers, sous-officiers et caporaux qui en font partie aient reçu leurs grades par élection. (Cass., 15 sept. 1832.) Ainsi, un adjudant sous-officier ou un adjudant-major de bataillon *salariés* ne peuvent en faire partie.

Les officiers ne peuvent, en outre, entrer valablement dans la composition du conseil qu'après avoir prêté le serment prescrit par l'art. 59; mais les sous-officiers et simples gardes nationaux n'y sont pas assujettis ; la loi n'y astreint que les seuls officiers. (Cass., 22 oct. 1831.)

Enfin la composition des conseils de bataillons et de compagnies se modifie lorsqu'ils ont à juger des officiers, attendu que deux officiers du grade de l'inculpé doivent y prendre séance. Ces juges extraordinaires sont designés par la voie du sort dans le canton, l'arrondissement ou le département. (Art. 100.)

Ils ne peuvent juger que lorsque cinq membres au moins seront présents dans les conseils de bataillon et de légion, et trois membres au moins dans les conseils de compagnie (104).

Les conseils de discipline sont permanents; ils sont renouvelés tous les quatre mois. Néanmoins, lorsqu'il n'y a pas d'officier du même grade que le président ou les juges du conseil de discipline, ceux-ci ne seront pas remplacés. (Art. 104). Dans tous les cas, le renouvellement périodique doit avoir lieu, alors même que le dernier conseil n'aurait exercé aucune fonction. (Cass., 19 juin 1834.)

Près de chaque conseil de discipline, et pour qu'il puisse exercer sa juridiction, se trouvent un officier-rapporteur et un secretaire, nommés par le sous-prefet sur une liste de trois candidats presentee à ce magistrat par le chef de legion ou de bataillon. Dans les communes où il n'y a pas de bataillon, les listes de candidats sont dressées par le plus ancien capitaine. Le rapporteur et le secrétaire sont nommes pour trois ans; ils peuvent être réélus; ils peuvent aussi être révoques par le préfet, s'il y a lieu, sur le rapport du maire de la commune et du chef du corps. (Art. 101, 102, 103.)

En cas d'empêchement du rapporteur titulaire, le conseil de discipline ne peut commettre, pour remplir l'office du ministère public, qu'une personne choisie parmi ses membres, sous peine de rendre sa composition illégale. L'empêchement du titulaire doit être constaté dans le jugement. (Cass., 21 fev., 22 mars 1833.) Le prefet, sur le rapport des maires et des chefs de corps, peut révoquer les rapporteurs (105). En effet, ces officiers etant les organes du ministère public près des conseils de discipline, ils devaient être au choix et à la révocation des agents du gouvernement.

Le secrétaire doit enregistrer les pièces et procès-verbaux donnant lieu à la mise en prévention d'un garde national; à l'audience du conseil il donne lecture de ces pièces, et remplit d'ailleurs près de ce conseil toutes les fonctions attribuées au greffier de simple police.

Les fonctions du *rapporteur* consistent à faire citer les prévenus devant le conseil, à résumer l'affaire et à donner ses conclusions. (118.) Mais il ne peut poursuivre d'*office* les gardes nationaux contrevenants, le conseil ne devant être saisi que de l'ordre exprès du chef du corps, conformément à l'article 110 dont la disposition est limitative. (Cass., 20 juil. 1832.)

Il peut demander devant la cour de cassation le renvoi d'une affaire à un autre conseil pour cause de suspicion legitime. (Cass., 25 août 1832; D., 32, 1, 404.)

Quand il y a lieu de nommer un rapporteur ou un secrétaire adjoint, ils doivent être d'un grade inférieur à celui du rapporteur ou du secrétaire titulaire.

Pour l'instruction des jugements, V. articles 110 à 132.

§ 2. Compétence, Pénalité.

La competence des conseils de discipline est limitée aux fautes commises par les gardes nationaux étant de service ou en uniforme, et au refus de service.

Ce principe a reçu de nombreuses applications. Il en résulte, en effet : 1° que la désobeissance et l'insubordination ne sont soumises aux conseils qu'autant que les faits sont relatifs au service, et qu'ainsi les propos injurieux et les menaces proférés par un garde national hors de service et sans uniforme, envers des gardes nationaux de service, sont de la compétence des tribunaux ordinaires. (Cass., 6 janv. 1832.)

Ils ne peuvent prononcer sur les questions administratives, ni empiéter sur la compétence soit du conseil de recensement, soit du jury de révision, comme s'ils voulaient statuer sur les demandes en

exemption, ou en illégalité d'inscription sur les contrôles.

La cour de cassation, par arrêt du 25 août 1832, a seulement jugé qu'un conseil de discipline pouvait statuer sur l'exemption proposée par un officier en disponibilité.

Les violences exercées par un garde national contre son chef de poste sont de la competence des tribunaux correctionnels et non du conseil de discipline : ces violences ne constituant pas une simple désobeissance ou insubordination, mais un délit prévu par le Code penal. (Cass., 9 sept. 1831.)

Les conseils de discipline ne peuvent ni admettre des excuses, lorsque les infractions sont regulièrement constatées, ni aggraver les peines portées par la loi.

La première peine à laquelle un refus de service expose le garde national est la *garde hors de tour*. Cette peine particulière que les chefs de corps peuvent infliger à un premier manquement au service est facultative entre leurs mains ; les conseils de discipline n'auraient pas ce droit. (Cass., 18 janv. 1831.)

2° *La réprimande*. Le conseil de discipline peut prononcer cette peine même par defaut *a fortiori* contre un fondé de pouvoir ;

3° *Les arrêts pour trois jours au plus*. Ils consistent dans la peine infligée à un officier de ne pas sortir de chez lui pendant un temps déterminé. Pour s'assurer de l'exécution de cette peine, l'adjudant doit autant de fois qu'il le juge convenable envoyer à son domicile pour lui faire signer une attestation de presence ;

4° *La réprimande avec mise à l'ordre*. Elle ne peut être appliquée par un conseil de discipline que sous la condition de spécifier dans son jugement les circonstances prévues par l'article 86 de la loi qui peuvent seules donner lieu à son application (Cass., 17 mai 1832) ;

5° *La prison pour trois jours au plus*. Cependant elle peut être prononcée pour une durée moindre de vingt quatre heures, et cette interprétation se fonde sur ce que les articles 83 et 89 de la loi fixent un *maximum* et pas de *minimum*. Dès lors l'article 463 du Code penal est inapplicable en cette matière speciale (Cass., 22 oct. 1831) ;

6° *La privation du grade*. Cette peine est facultative. Les conseils de discipline peuvent donc la remplacer, soit par la prison, soit par les arrêts forcés ; mais ils ne peuvent l'aggraver en ordonnant que le prevenu sera publiquement dégradé. (Cass., 29 sept. 1832.)

Bien qu'en règle generale les conseils de discipline ne puissent prononcer d'autres peines que celles indiquées ci-dessus, il leur est donné pouvoir, dans le cas où la peine d'emprisonnement serait inexécutable (par defaut de local), d'infliger une amende d'une journée à dix journees de travail. (Art. 83.) Ainsi jugé, en outre par trois arrêts de la cour de cassation en date des 26 juillet 1833, 16 août 1834 et 9 janvier 1835, qui declarent que la commutation de l'emprisonnement en une amende etait obligatoire et non facultative. En effet, les conseils de discipline sont considérés comme un tribunal de famille et une juridiction toute paternelle ; ils doivent donc éviter soigneusement, comme contraire au but de leur institution, tout ce qui est empreint d'un caractère de rigueur et qui ferait rentrer les infractions en matiere de garde nationale dans la classe des délits ordinaires, si la commutation n'étant que facultative il leur etait libre de prononcer en tout cas la peine d'emprisonnement, dût le condamné pour la subir se transporter ou être conduit hors des limites de la commune, du canton et incarcéré au chef-lieu de l'arrondissement. (V. Les art. 82 à 94 de la loi.)

Le garde national cité comparaît en personne ou par un fondé de pouvoir. Il peut être assisté d'un conseil. (113.)

Si le conseil de discipline se trouvait illégalement composé, le prevenu doit proposer cette illégalité devant le conseil lui-même. Elle serait couverte s'il presentait sa defense sans arguer de ce moyen, et il serait non recevable à la faire valoir en cassation. (Cass., 12 dec. 1831.)

Des difficultes serieuses se sont elevées sur la question de savoir si un *adjudant-major*, nommé par le roi, etait, comme les autres officiers d'état-major, justiciable seulement des conseils de discipline ; si, au contraire, son supérieur immediat (un chef de bataillon) pouvait lui infliger directement les arrêts.

Nul doute, cependant, qu'ils ne doivent être jugés par les conseils de discipline ; et cela resulte de l'article 44 de la loi de 1831 qui porte : « L'état-major d'un bataillon sera composé d'un chef de bataillon, d'un adjudant-major, d'un capitaine, etc., etc. »

L'article 49 dit :

« L'état-major d'une légion sera composé d'un chef de legion, colonel : d'un lieutenant-colonel, d'un major chef de bataillon, etc. »

L'article 98 de la meme loi s'exprime ainsi :

« Le conseil de discipline, pour juger les officiers et officiers de l'état-major, sera composé de, etc., etc. »

Ces articles combinés répondent en termes précis à la question, et prouvent que la compétence des conseils de discipline est exclusivement appli-

cable aux adjudants-majors et autres nommés par le roi, et salariés.

Toutefois, une lettre ministérielle, en date du 27 octobre 1852, conclut dans un sens contraire et soutient que ces officiers ne sauraient être justiciables d'un tribunal dont ils ne peuvent faire partie et où ils n'auraient pas leurs pairs pour juges. En effet, on a vu ci-dessus que les adjudants majors ne pouvaient faire partie d'un conseil de discipline.

Mais cette opinion est combattue d'une manière victorieuse, selon nous, dans la 165e consultation du *Journal des conseillers municipaux*. (V. t. II, 1855. p. 220.)

Les mêmes doutes se sont élevés à l'égard des *musiciens de la garde nationale*. Nous pensons toutefois qu'étant ordinairement salariés par la caisse municipale ou pris parmi des amateurs qui consentent volontairement à faire partie du corps de musiciens, à se trouver aux répétitions ordonnées par le chef du corps, et aux prises d'armes de la légion, sous la condition d'être exempts du service ordinaire, ils ne sont pas justiciables du conseil de discipline, lequel n'a le droit de statuer que sur des plaintes portées devant lui pour un service que la loi ne reconnait pas et par un chef qui n'a aucun caractère légal, puisque dans les articles 55, 56, 58 et 40 il n'est pas question de ces corps. Ainsi donc, c'est au chef de légion ou de bataillon qu'il appartient de renvoyer les musiciens qui ne veulent pas se conformer au réglement de leur corps.

§ 3. Jugements des conseils de discipline.

Les jugements doivent porter avec eux la preuve de leur régularité. Ceux des conseils de discipline sont donc nuls, s'ils ne constatent pas l'accomplissement des formes essentielles auxquelles la loi les a soumis. Ils doivent dès-lors, à peine de nullité :

1° Contenir les motifs qui fondent la décision;

2° Constater la publicité de l'instruction;

3° Que le prévenu a été entendu en sa défense;

4° Que les témoins, s'il y en a eu d'entendus, ont prêté serment aux termes de l'article 155 du Code d'instruction criminelle;

5° Constater de quel nombre de juges le conseil était composé;

6° Que le ministère public a été entendu, sans qu'il soit cependant nécessaire d'énoncer le nom du rapporteur. (Cass., 2 déc., 24 déc. 1831, 18 janv., 31 mars, 7 juil., 14 juil. 1832.)

La signature du président et du secrétaire suffit pour l'authenticité du jugement.

Dans le cas où le conseil de discipline, après avoir statué sur une exception, s'aperçoit que le jugement contient quelque irrégularité, rien ne s'oppose à ce qu'il rapporte le jugement et en rende un second, après avoir réparé l'omission. (Cass., 22 oct. 1851, 12 mai 1852.)

Est nul le jugement du conseil de discipline lorsque quelques-uns des faits qui ont motivé la condamnation ont été revelés par l'un des membres du conseil et que ce membre ne s'est pas recusé.

Les jugements des conseils de discipline sont valablement signifiés par un agent de la force publique (art. 111); le vœu de la loi ayant été de simplifier la forme et de diminuer les frais. Aussi la procedure devant les conseils de discipline est essentiellement gratuite. En conséquence, ces conseils ne peuvent prononcer aucune condamnation de depens. (Cass., 31 mars 1832, art. 92, 111, 121.)

Aussi, tous actes de poursuite devant les conseils de discipline, tous jugements, recours et arrêts rendus en cette matière sont dispenses du *timbre* et enregistrés *gratis*. Cette disposition est également applicable à tous actes de defense faits à la requête des gardes nationaux devant les conseils de discipline.

Le recours est ouvert contre les jugements définitifs devant la cour de cassation pour incompétence ou excès de pouvoir, ou contravention a la loi. (V. art. 120.) Mais ce pourvoi n'est suspensif qu'à l'égard des jugements prononçant l'emprisonnement.

Il doit être formé dans les trois jours francs à partir du jour de la notification (122), et, s'il s'agit d'un jugement par defaut, seulement après l'expiration du delai de l'opposition. Fait hors ce delai, le pourvoi n'est plus recevable. (Cass., 10 sept. 1831, 1er sept. 1832.)

La déclaration de ce pourvoi est ordinairement faite devant le secrétaire du conseil de discipline : toutefois, la loi ne le prescrivant pas, on est libre de la faire par exploit d'huissier. (Cass., 11 janv. 1833.)

Il y a exception au délai ci-dessus, si le pourvoi est formé par le rapporteur; car, dans ce cas, il commence à courir du jour de la prononciation du jugement. (Cass., 10 sept. 1831.)

Section VII. — Compétence des tribunaux ordinaires.

Les tribunaux correctionnels ordinaires sont compétents pour connaître :

1° Du fait d'un garde national prévenu d'avoir vendu à son profit les armes de guerre ou les effets

d'équipement qui lui ont été confiés par l'état ou par les communes (V. section ci-dessus, **Armes**);

2° Du fait d'un chef de corps, poste ou détachement de la garde nationale qui refuse d'obtempérer à une réquisition des magistrats ou fonctionnaires investis du droit de requérir la force publique, ou qui aura agi sans réquisition et hors des cas prévus par la loi. Ils prononcent dans ce cas les peines portées par les articles 234 et 238 du Code pénal (Art. 93);

3° De la plainte portée devant eux, soit à la requête du ministère public, soit à celle d'une partie lesée, contre un officier de la garde nationale qui, étant en uniforme ou de service, tient une conduite propre à porter atteinte à l'ordre public;

4° Du fait d'un garde national désigné pour faire partie d'un détachement ou d'un corps détaché, qui refuse d'obtempérer à la réquisition, ou qui abandonne le detachement sans autorisation (Art., 136, 161);

5° Des violences exercées par un garde national contre un chef de poste;

6° Enfin, du fait d'un garde national qui, après avoir, dans l'espace d'une année, subi deux condamnations du conseil de discipline pour refus de service, se rend coupable de la même faute avant que l'année ne soit expirée, mais, en ce cas, le jugement qui intervient purge tous les refus antérieurs. En conséquence, ce garde national ne peut de nouveau devenir justiciable du tribunal correctionnel et passif de la peine de la récidive que lorsque, depuis ce premier jugement, il a subi deux condamnations nouvelles du conseil de discipline. (Cass., 16 nov. 1832, art. 92.)

La cour de cassation est seule compétente pour réformer les jugements rendus par ces tribunaux sur des faits relatifs à la discipline de la garde nationale, ou pour faire cesser le conflit négatif elevé entre un conseil de discipline et un tribunal de police correctionnelle. (Cass., 6 sept. 1831, art. 91-92.)

Section VIII. — Conseil d'administration.

Ce conseil est chargé de présenter annuellement au maire l'état des dépenses nécessaires de la garde nationale, et de viser les pièces justificatives de l'emploi des fonds.

Il y a un conseil d'administration par légion dans les villes ou communes dont la garde nationale est formée en légion; un conseil d'administration est également établi dans les bataillons cantonaux ou communaux. Pour les bataillons cantonaux, ce conseil présente au sous-prefet l'état des dépenses résultant de la formation du bataillon.

Le conseil est composé du chef de légion ou du commandant de la garde nationale, qui préside, et de six membres choisis parmi les officiers, sous-officiers et gardes nationaux. Ces membres sont nommés par le préfet sur une liste triple de candidats, présentés par le chef de légion, ou par le chef de bataillon dans les communes où il n'est pas formé de légion.

Dans les communes où la garde nationale comprend une ou plusieurs compagnies non réunies en bataillon, l'etat des dépenses et les pièces justificatives de l'emploi des fonds sont remis au maire par le commandant de la garde nationale. (Art. 80.)

L'art. 81 contient la nomenclature des dépenses ordinaires et extraordinaires, qui, d'ailleurs, sont votées, reglées et surveillees comme toutes les autres dépenses municipales. V. **Communes**, chap. VI.

Pour tous les détails de la comptabilité à laquelle donne lieu le service de la garde nationale, nous renvoyons aux circulaires ministérielles des 25 avril 1832 et 25 novembre 1833.

Section IX. — § 1. Appel et service des détachements, Travail relatif aux citoyens mobilisables.

En cas d'insuffisance de la gendarmerie et de la troupe de ligne, la garde nationale peut être tenue, sur la réquisition du sous-préfet, de fournir des détachements pour porter secours aux communes, arrondissements ou départements voisins. (V. pour ces cas les dispositions des art. 127 et suivants.)

Ce service est obligatoire : ainsi, dans le cas où un garde national est désigné par l'autorité compétente pour faire partie d'un détachement, il doit obeir provisoirement, et n'est pas fondé à attaquer cette désignation devant le préfet pour se justifier de n'avoir pas obtempéré à la réquisition. (Solut. minist. 22 janv. 1833.) Il en serait autrement en cas de maladie ou d'infirmités.

Lorsque les détachements s'éloignent de leur commune pendant plus de vingt-quatre heures, ils sont assimilés à la troupe de ligne pour la solde, l'indemnité de route et les prestations en nature (131). Les détachements à l'intérieur ne pourront être requis de faire un service de plus de dix jours sur la réquisition du sous-préfet, de plus de vingt jours sur la réquisition du préfet, et de plus de soixante jours en vertu d'une ordonnance du roi (132). (V. pour la *discipline* des corps détachés les art. 133 à 137.)

Le titre 6 de la même loi, art. 138 et sui-

vants, explique également les cas où le service de la garde nationale en corps détachés peut être requis en temps de guerre, pour la défense des places fortes, des côtes et des frontières du royaume, comme auxiliaire de l'armée active.

En outre, la loi du 19 avril 1832, bulletin 75, page 87, relative aux corps détaches de la garde nationale, détermine de quelle manière la répartition doit avoir lieu entre les départements, arrondissements et cantons, c'est-à-dire proportionnellement à la mobilisation. Or, il doit exister à cet effet dans chaque commune un tableau général des citoyens mobilisables, inscrits par rang d'âge et par classes, telles que les définit l'art. 145 de la loi du 21 mars 1831.

Chaque année, au mois de janvier, ce tableau doit être complété et rectifié d'après les éliminations et accroissements annuels des diverses classes mobilisables.

Dans ce but, les maires dressent un etat de mutations d'après le modèle qui leur est fourni par la prefecture. Ils font pour chaque classe de mobilisables un relevé nominatif par ordre de naissance, en commençant par l'inscription du plus jeune citoyen ayant vingt ans accomplis au 1er janvier. Une copie de ces relevés nominatifs reste à la mairie et doit être communiquée aux citoyens qui en feraient la demande.

La seconde expedition de ces relevés est immédiatement envoyée au sous-prefet avec : 1° les bulletins individuels des mobilisables non inscrits au tableau de l'année précedente;

2° L'état des mutations des classes survenues parmi les mobilisables, pour lesquels les sous-préfets ont reçu dans l'annee précédente un semblable bulletin extrait du bulletin matricule, qui, dans aucun cas, ne doit sortir de la mairie.

§ 2. Récompenses.

Les gardes nationaux blessés pour cause de service auront droit aux secours, pensions et récompenses que la loi accorde aux militaires en activité de service. (Art. 157.) Une instruction ministérielle du 22 juillet 1833 indique les pièces qui doivent accompagner les demandes de secours pour les gardes nationaux qui ont eté blessés.

Section X. — Artillerie dans les départements maritimes.

Une ordonnance du 28 fevrier 1831, en exécution de l'art. 58 de la loi, prescrit la formation dans tous les départements maritimes de compagnies d'artillerie tirées de la garde nationale des cantons dont se compose le littoral de ces départements, ou des cantons les plus voisins.

Ces compagnies étaient destinées à la construction et au service des batteries de côte. Elles devaient particulièrement s'exercer à la manœuvre des pièces d'artillerie de côte, et au besoin à celles de l'artillerie de campagne.

Pour l'organisation, le mode d'admission, les élections des officiers, l'instruction, etc., voy. l'ordonnance précitée. (Bulletin, nº 48, p. 184.)

Mais cette ordonnance a été rapportée par celle du 21 juin 1833, qui a ordonné la suppression de ces corps, sauf à les réorganiser conformément à la loi.

Section XI. — Suspension. Dissolution.

L'organisation de la garde nationale est permanente; toutefois, le roi peut la suspendre ou dissoudre en des lieux déterminés et pour des motifs graves.

Dans ces deux cas la garde nationale doit être remise en activité ou organisée dans l'année qui s'ecoulera à compter du jour de la suspension ou de la dissolution, s'il n'est pas intervenu une loi qui prolonge ce délai.

Dans le cas où la garde nationale résisterait aux réquisitions legales des autorités, ou bien s'immiscerait dans les actes des autorités municipales, administratives ou judiciaires, le préfet peut provisoirement la suspendre.

Cette suspension n'a d'effet que pendant deux mois, si, pendant cet espace de temps, elle n'est pas prolongée, ou si la dissolution n'est pas prononcée par le roi.

Toutefois, ces mesures sont purement administratives et ne peuvent être deférées au Conseil d'état par la voie contentieuse. (Art. 5; C. d'état, 8 mars 1833.)

Il y a cette différence entre la suspension et la dissolution, qu'après la suspension expirée, l'ancienne organisation reprend sa force et tous ses effets; tandis qu'après une dissolution, il faut procéder à une nouvelle organisation, à l'election des officiers. (Mêmes arrêts.)

Lorsque la dissolution d'une garde nationale a été prononcée, les contestations relatives aux elections deviennent sans objet, et il n'y a pas lieu à statuer, les elus ayant evidemment cesse de posséder, par la dissolution, les grades qu'on leur contestait. (Cass, 22 nov. 1833.)

Ouvrages à consulter : *Code des gardes nationales*, par Bénat-Saint-Marsy, 1831, in-8°; *Journal des gardes nationales*, périodique.

GARDES-PÊCHE. — Des gardes-pêche sont chargés de veiller à l'exécution des lois et ordonnances pour maintenir la police sur les fleuves, rivières et eaux, relativement à la pêche et à la navigation.

Les gardes-pêche sont assimilés aux gardes forestiers.

Ainsi, quant à l'âge qu'ils doivent avoir, au serment qu'ils doivent prêter, au dépôt de l'empreinte des fers destinés à la marque des filets, aux procès-verbaux, etc., ils sont soumis aux mêmes dispositions et aux mêmes règles. (V. **Gardes forestiers.**)

Cependant la loi a introduit une modification nécessaire à leur responsabilité en cas de délits ou de contraventions. Aux termes de l'art. 6 du Code forestier, nous avons dit que les gardes forestiers sont responsables des delits commis dans leurs cantonnements lorsqu'ils ne sont pas dûment constatés; en effet, les délits en matière de bois et forêts laissent des traces qu'il est possible de reconnaître et de suivre; mais il n'en est pas de même en matière de pêche. Il y aurait donc eu injustice à exposer à une peine inevitable le garde qui aurait fait son devoir et rempli ses fonctions avec tout le zèle possible. Ici donc la disposition de la loi est facultative, et les gardes-pêche *peuvent* être déclarés responsables des délits commis dans leurs cantonnements. Les tribunaux n'en conservent pas moins le pouvoir de punir la complicité, la connivence et même la négligence. (L. 15 avril 1829, art. 30, 36, 37, 38, 40. (V. **Pêche fluviale, Gardes forestiers, Gardes champêtres.**)

GARDES-PORTS.—Ce sont des agents nommés et commissionnés par le directeur-général des ponts et chaussées, mais payés par le commerce. Il sont chargés de veiller sur les ports à la conservation des denrées et marchandises.

GARDES-RIVIÈRES. — L'institution des gardes-rivières n'est pas généralement etablie; son maintien ou sa fondation ne sont ordinairement déterminés que par les anciens usages des localites pour la conservation des droits des riverains : comme si, par exemple, les eaux d'une rivière non navigable étaient à la fois réclamées pour des irrigations dans l'intérêt de l'agriculture, ou pour des usines, comme force motrice, dans l'intérêt de l'industrie.

Les eaux ne peuvent être employées simultanément pour l'irrigation ou pour les usines, sans que le plus souvent il n'y ait préjudice pour les usiniers, ou préjudice pour les propriétaires de prairies; il s'agit donc de combiner ces divers intérêts par des réglements d'eau qui déterminent les jours ou heures pendant lesquels les prises d'eau peuvent être opérées. Mais on comprend aussi toute la difficulté qu'il y aurait de mettre ce réglement à exécution d'une manière assez uniforme pour que les droits des uns et des autres fussent respectés, si une surveillance directe et journalière n'était etablie dans ce but.

Or, l'administration étant chargée par la loi du 12 août 1791 de diriger les eaux vers un but d'utilité générale, c'est à elle qu'il appartient d'indiquer les mesures à prendre dans ce but.

Nous citerons une ordonnance royale du 31 juillet 1833, rendue dans la forme des réglements d'administration publique, pour la police des eaux de la rivière d'Iton (Eure).

Elle porte qu'une commission syndicale sera instituée à l'effet d'assurer l'exécution du réglement; qu'en conséquence elle designera les usines et prairies qui doivent profiter des eaux; qu'elle choisira les *gardes-rivieres* et les *gardes principaux* des eaux, dont la nomination sera ulterieurement confirmée par le préfet.

Leurs fonctions consistent, chacun dans le canton qui lui est assigné, sous la surveillance d'un garde principal, à exercer la surveillance nécessaire pour l'exécution du réglement d'eau et à constater les contraventions qui pourraient être commises, lesquelles, d'après leur rapport, sont poursuivies devant l'autorité competente par la commission syndicale.

Les gardes principaux doivent justifier d'un certificat de capacité delivré par un ingénieur en chef des ponts et chaussées; aucune condition, si ce n'est celle de vingt-cinq ans accomplis, n'est exigée des gardes-rivières. Ils prêtent serment en justice à leur entrée en fonctions.

Leur traitement, qui doit être fixé par l'ordonnance, est preleve au moyen d'un rôle de répartition propose par la commission syndicale sur tous les proprietaires de prairies qui profitent des irrigations, des moulins, usines et autres établissements industriels situés sur le cours d'eau.

Le rôle susdit est à cet effet établi par les soins du directeur des contributions, rendu exécutoire par le préfet, et delivré par extrait aux percepteurs des communes, lesquels sont chargés d'en suivre le recouvrement par toutes les voies usitées en matière de contributions publiques.

GARDE DES SCEAUX.—Autrefois le garde des sceaux était un des grands officiers de la couronne, dont la principale fonction était d'avoir la

garde du grand sceau du roi et de plusieurs autres sceaux particuliers à certaines provinces ou à certains ordres.

Il scellait toutes les lettres qui devaient être expédiées sous les sceaux dont il était dépositaire, et avait l'inspection sur les sceaux des chancelleries établies près des cours et des présidiaux.

L'anneau ou scel royal a toujours été regardé chez la plupart des nations comme un attribut essentiel à la royauté, et la garde et apposition de ce sceau comme une fonction des plus importantes.

Alexandre-le-Grand, se voyant près de mourir, commanda que l'on portât son anneau sigillaire à celui qu'il désignait pour son successeur; et lorsque Pharaon nomma Joseph vice-roi d'Égypte, *Tulit annulum de manu suâ et dedit eum in manu ejus.*

Cependant les Romains ne connaissaient pas anciennement l'usage des sceaux publics; les édits des empereurs n'étaient souscrits que d'une encre de pourpre appelée *sacrum encantum*. Cependant Justinien ordonna par sa nouvelle loi que tous les rescrits signés de l'empereur seraient aussi souscrits ou contresignés par son questeur.

En France, au contraire, on trouve cet usage établi même sous les rois de la première monarchie, et il y eut toujours un haut dignitaire chargé de la garde des sceaux.

Le plus souvent ces fonctions furent réunies à celles de chancelier; quelquefois cependant elles en furent séparées. Aujourd'hui elles sont réunies aux attributions du ministre de la justice. (V. ce mot.)

Le garde des sceaux est révocable à la volonté du roi; il ne peut donc avoir aujourd'hui, et en effet il n'a plus le droit conféré sous l'empire au grand juge ministre de la justice, de présider la cour de cassation.

GARES.—(V. **Eaux**, chap. **Des ouvrages sur les cours d'eau.**

GARNISAIRES. — On appelle ainsi les agents qui sont envoyés chez des redevables en retard de payer leurs contributions directes, pour veiller à ce que rien ne soit enlevé de leur maison, et pour les contraindre, par la crainte des frais considerables que ce séjour leur occasionne, à payer ce qu'ils doivent.

Les garnisaires furent institués par une loi du 17 brumaire an V. On voit dans cette loi que, lorsque les contribuables n'ont pas payé dans les dix jours après l'échéance des termes, on peut les contraindre dans les dix jours suivants par la voie des garnisaires envoyés dans leur domicile, et auxquels ils sont tenus de fournir le logement, les subsistances et de payer en outre un franc par jour. C'est après ce premier délai expiré que le paiement peut être poursuivi par la saisie et vente des meubles des contribuables en retard. Depuis, un réglement les a fait connaître sous le titre de *porteurs de contraintes*. (V. **Contributions directes.**)

Les receveurs des finances ont un certain nombre de garnisaires à leur disposition; ils peuvent les employer également contre les percepteurs en retard de payer.

Sous le gouvernement impérial, on faisait usage des garnisaires contre les parents des conscrits réfractaires et des déserteurs. Cette mesure despotique fut quelquefois employée contre des départements entiers. Les garnisaires étaient même établis chez les habitants les plus riches des communes, qu'ils fussent ou non parents des réfractaires. Les journées des garnisaires étaient à un taux très-élevé, et le garnisaire n'était retiré que quand les insoumis étaient rentrés.

GENDARMERIE DÉPARTEMENTALE.

§ 1. Exposé. — § 2. Rapports de la gendarmerie avec les ministres. — § 3. Rapport avec les autorités administratives. — § 4. Idem avec les autorités judiciaires. — § 5. Idem avec l'armée et la garde nationale. — § 6. Serment des militaires du corps de la gendarmerie. — § 7. Service des brigades. Attributions. — § 8. Gendarmerie près les ports et arsenaux. — § 9. Dépenses de la gendarmerie.

§ 1. Exposé.

La sûreté intérieure de l'état rend nécessaire l'existence d'un corps comme celui de la gendarmerie[1], essentiellement destiné à veiller à la sûreté publique, et à assurer, dans toute l'étendue du royaume, le maintien de l'ordre et de l'exécution de lois. (O. 29 oct. 1820; L. 28 germ. an VI, art. 1, 3.)

Ce genre de *forces* intérieures est organisé en France depuis long-temps; son nom seul est changé. Autrefois la *marechaussée*, composée d'abord d'*archers* et ensuite de *cavaliers*, était chargée également de rechercher et de poursuivre les malfaiteurs, de tenir les grands chemins libres et assurés, de veiller au bon ordre dans les fêtes et

[1] Avant la révolution de juillet on l'appelait *Gendarmerie royale* mais une ordonnance du 8 septembre 1830 changea cette dénomination. On distingue maintenant: 1° La gendarmerie départementale; 2° Idem des ports et arsenaux; 3° Idem des colonies.

autres assemblées publiques, de prêter main-forte pour l'exécution des ordonnances de justice, en un mot, de maintenir en toute circonstance la sûreté et la tranquillité publique.

On voit, par cette définition qui nous est fournie par un édit du mois de mars 1720 organique des archers de la maréchaussée, que les attributions actuelles de la gendarmerie sont identiques.

Certains auteurs ont dit que la gendarmerie était une création du despotisme, un instrument docile entre les mains du pouvoir, un fardeau onéreux pour l'état, en même temps qu'un fléau pour les citoyens ; mais il est impossible de méconnaître les services essentiels que rend la gendarmerie sur tous les points du royaume. Personne, en effet, qui ne sache que c'est à sa surveillance active et journalière que l'on doit la sécurité des routes et des chemins publics, ainsi que le maintien de la police et du bon ordre au sein des populations nombreuses de nos grandes cités.

La garde départementale forme 24 légions, qui se composent chacune de plusieurs compagnies.

Lég.	C.-lieux.	Comp.	Départements.
1re.	Paris.	5	Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne.
2e.	Chartres.	4	Eure-et-Loire, Loiret, Orne, Sarthe.
3e.	Rouen.	4	Seine-Inférieure, Somme, Oise, Eure.
4e.	Caen.	3	Calvados, Mayenne, Manche.
5e.	Rennes.	3	Ille-et-Vilaine, Côtes-du-Nord, Finistère.
6e.	Angers.	3	Maine-et-Loire, Loire-Inférieure, Morbihan.
7e.	Tours.	4	Indre-et-Loire, Loir-et-Cher, Vienne, Indre.
8e.	Moulins.	4	Allier, Puy-de-Dôme, Nièvre, Cher.
9e.	Niort.	3	Deux-Sèvres, Vendée, Charente-Inférieure.
10e.	Bordeaux.	4	Gironde, Charente, Landes, Basses-Pyrénées.
11e.	Limoges.	4	Haute-Vienne, Creuse, Dordogne, Corrèze.
12e.	Cahors.	4	Lot, Lot-et-Garonne, Aveyron, Cantal.
13e.	Toulouse.	4	Haute-Garonne, Tarn-et-Garonne, Gers, Hautes-Pyrénées.
14e.	Carcassonne.	4	Aude, Tarn, Pyrénées-Orientales, Arriége.
15e.	Nîmes.	4	Gard, Ardèche, Hérault, Lozère.
16e.	Marseille.	3	Bouches-du-Rhône, Vaucluse, Var.
17e.	Bastia.	2	Corse.
18e.	Grenoble.	4	Isère, Drôme, Basses-Alpes, Hautes-Alpes.
19e.	Lyon.	4	Rhône, Saône-et-Loire, Loire, Haute-Loire.
20e.	Dijon.	4	Côte-d'Or, Yonne, Aube, Haute-Marne.
21e.	Besançon.	4	Doubs, Haute-Saône, Jura, Ain.
22e.	Nancy.	4	Meurthe, Vosges, Haut-Rhin, Bas-Rhin.
23e.	Metz.	4	Moselle, Meuse, Marne, Ardennes.
24e.	Arras.	3	Pas-de-Calais, Nord, Aisne.
		87	compagnies, dont l'effectif est de 13,281 hommes.

La loi du 28 germ. an VI, et, plus tard, l'ordonnance réglementaire du 29 oct. 1820, contenant 320 art., forment la législation en cette matière, et déterminent l'organisation et les attributions de la gendarmerie. Nous ne rapporterons que les dispositions principales.

§ 2. Rapports de la gendarmerie avec les ministres.

Le corps de la gendarmerie est placé dans les attributions du ministre de la *guerre*, pour ce qui concerne l'organisation, le personnel, la discipline et le matériel.

Du ministre de l'*intérieur* pour ce qui concerne l'ordre public et les dépenses de casernement ;

Du ministre de la *justice*, pour ce qui est relatif à l'exercice de la police judiciaire et à l'exécution des mandements de justice :

Du ministre de la *marine*, pour les dispositions relatives à la surveillance des gens de mer et des autres troupes de la marine, ainsi que pour le service des ports et des arsenaux. (O. 1820, art. 58.)

§ 3. Rapports avec les autorités administratives.

Nous observerons d'abord que l'action des autorités sur la gendarmerie, en ce qui concerne l'emploi de cette force publique, ne peut s'exercer que par des *réquisitions*, sans termes impératifs.

Ces réquisitions doivent être motivées, par écrit, datées et signées. (Id. 52, 58.)

Mais le pouvoir discrétionnaire des autorités ne saurait aller jusqu'à faire porter leurs dépêches par la gendarmerie ; elle ne saurait être employée à ce service qu'en cas de circonstances extraordinaires. (Art. 60.)

Les militaires du corps de la gendarmerie qui refuseraient d'obtempérer aux requisitions légales de l'autorité civile, seront réformés d'après le compte qui en sera rendu au ministre de la guerre, sans préjudice des peines dont ils pourraient être passibles, si, par suite de leur refus, la sûreté publique avait été compromise.

De leur côté, les commandants de compagnie adressent chaque jour un rapport au prefet sur tout ce qui peut intéresser l'ordre public, et les lieutenants remettent au sous-prefet, tous les cinq jours, les rapports réunis des brigades.

Ils ne sont pas tenus cependant de faire des rapports négatifs. (Art. 70, 71, 72.)

En cas d'émeute, et dans des circonstances urgentes, les sous-prefets peuvent requérir le rassemblement de plusieurs brigades, à la charge

d'en informer sur-le-champ le préfet. (Art. 74.)

§ 4. Rapports avec les autorités judiciaires.

Les officiers de gendarmerie, en leur qualité d'officiers de police judiciaire, doivent dresser procès-verbal de tous les délits, rédiger les plaintes, les déclarations, et en donner avis, soit aux procureurs-généraux, soit aux procureurs du roi ou à leurs substituts.

Enfin, les mandements de justice peuvent être notifiés aux prévenus, et mis à exécution par les gendarmes.

Les procès-verbaux dressés par les officiers font foi jusqu'à inscription de faux; mais ceux des simples gendarmes ne valent que comme dénonciation *officielle* : aussi doivent-ils être appuyés d'autres témoignages pour pouvoir servir de base à une condamnation; cependant plusieurs arrêts de la cour de cassation ont décidé que cette dénonciation peut être admise comme preuve de délit jusqu'à preuve contraire.

Aucune forme n'ayant été prescrite pour la régularité des procès-verbaux dressés par les gendarmes, ces procès-verbaux constatant des contraventions ne peuvent être annulés, sous le prétexte d'omission de formes : par exemple, soit parce qu'ils n'auraient pas été affirmés devant le juge de paix, soit parce qu'il n'en aurait pas été donné lecture aux affirmants, soit parce qu'ils n'énonceraient pas l'heure où ils ont été dressés. (Cass., 11 mars 1825; D. 25, 1, 264.) (V. **Procès-verbal.**)

§ 5. Rapports avec l'armée et la garde nationale.

Les officiers de gendarmerie sont subordonnés aux généraux commandant les divisions militaires et les départements. Dans les places de guerre, et en état de paix, ils sont subordonnés aux commandants militaires pour les objets qui concernent le service particulier des places, sans néanmoins être tenus de rendre aucun compte du service spécial de la gendarmerie, ni de l'exécution d'ordres autres que ceux qui seraient relatifs au service particulier des places et à leur sûreté.

Dans l'état de guerre ou de siége, il en est autrement (art. 77, 78) : les commandants des divisions ou subdivisions militaires peuvent, dans les circonstances importantes, et sur la réquisition des préfets, ordonner la réunion de plusieurs détachements.

De leur côté, les officiers de gendarmerie peuvent aussi, en certains cas, requérir l'assistance de la troupe de ligne; à défaut ou en cas d'insuffisance de la troupe de ligne, ils requièrent main-forte de la garde nationale. A cet effet, ils s'adressent aux autorités locales.

§ 6. Serment des militaires du corps de la gendarmerie.

Une ordonnance du 26 octobre 1835, vu la loi du 31 août 1830, relative au serment des fonctionnaires publics, considérant :

1° Que, outre les obligations générales imposées aux officiers de la gendarmerie comme faisant partie de l'armée, ces officiers ont, ainsi que les sous-officiers et les gendarmes sous leurs ordres, des devoirs spéciaux à remplir, soit comme officiers ou agents auxiliaires de la police judiciaire, soit comme dépositaires de la force publique;

2° Que ces militaires ne peuvent légalement exercer leurs fonctions qu'après avoir juré devant les tribunaux de ne faire usage de la force qui leur est confiée que pour le maintien de l'ordre et l'exécution des lois; porte :

Que tout officier, sous-officier ou militaire de la gendarmerie prêtera serment devant le tribunal civil de première instance dans le ressort duquel il sera employé (pour la formule de ce serment, V. l'O. précitée Bull., n° 391, p. 369);

Enfin, que nul ne sera reçu à prêter serment que sur l'exhibition de ses lettres de service ou de sa commission attestant qu'il est âgé au moins de 25 ans révolus.

Cependant plusieurs tribunaux, se fondant sur ce que la prestation et la formule du serment ne pouvaient être établies par une simple ordonnance, même pour des serments spéciaux, ont refusé d'admettre les militaires des corps de la gendarmerie à la prestation du serment prescrit par l'ordonnance précitée. (Trib. de Rennes, 28 déc. 1835; *Gaz. Trib.*, 6 janv. 1836; Bourges, 20 janv. 1836; *Gaz. Trib.*, 24 janv. 1836; Poitiers, 27 janv. 1836; *Gaz. Trib.*, 30 janv. 1836, etc., etc.)

D'autres, au contraire, considérant que la loi du 31 août 1830 a été conçue dans un but purement politique, et que c'est sous ce rapport seulement qu'on doit considérer le serment qu'elle prescrit et les interdictions qu'elle prononce contre toute autre formule; que cette loi, en ramenant en France l'uniformité du serment politique, n'a pas eu pour objet de mettre obstacle à ce que l'administration exigeât de ses agents un serment spécial et relatif aux fonctions qu'elle leur confie, pourvu toutefois, et c'est l'indispensable condition de la légalité de cette addition, que la partie spéciale et supplétive de ce serment n'ait rien de dérogatoire, et ne porte aucune atteinte à l'esprit

et à la lettre du serment politique; que c'est ainsi que cette loi a été interprétée dans ses rapports avec les agents diplomatiques et les employés de certaines administrations financières; qu'ainsi, l'addition faite par l'ordonnance ci dessus au serment que doit prêter la gendarmerie n'a rien de politique, et ne déroge aucunement au texte et à l'esprit du serment politique prescrit par la loi du 31 août, etc., etc.; par tous ces motifs, ont admis les officiers et les gendarmes à la prestation du serment. (Trib. de Blois, 17 fev. 1836.) Cependant pour éviter toute discussion à l'avenir, l'obligation de ce serment résulte maintenant d'une loi spéciale de juin 1836.

§ 7. Service des brigades.

Le service des brigades intéresse généralement la sûreté et l'ordre public. Afin de mieux faire connaître d'une part leurs devoirs, et de l'autre les droits des citoyens, nous avons essayé de tracer le résumé des attributions qui leur sont confiées; le vocabulaire suivant facilitera sans doute les recherches.

Agriculture. — Les brigades saisissent tout individu commettant des dégâts dans les champs ou les bois, dégradant la clôture des haies ou fossés, encore que ces delits ne soient pas accompagnés de vols; elles saisissent pareillement tous ceux qui seraient surpris commettant des larcins de fruits, ou d'autres productions d'un terrain cultivé.

Elles dénoncent à l'autorité locale ceux qui, dans le temps prescrit, auraient négligé d'écheniller.

Arrestation. — Les brigades ne peuvent procéder à une arrestation qu'en observant toutes les formalités enoncées ci-après (V. **Domicile.**)

Lorsqu'il y a lieu de soupçonner qu'un individu déjà frappé d'un mandat d'arrestation, ou prévenu d'un crime ou delit pour lequel il n'y aurait pas encore de mandat decerné, s'est refugié dans la maison d'un particulier, la gendarmerie peut seulement garder à vue cette maison, ou l'investir en attendant l'expedition des ordres nécessaires pour y pénétrer, et y faire l arrestation de l'individu refugie. (L. germ. an VI, art. 131.)

Lorsque les sous-officiers et gendarmes arrêtent des individus en vertu des dispositions ci-dessus, ils sont tenus de les conduire aussitôt devant l'officier de police judiciaire le plus à proximité, et de lui faire le dépôt des armes, effets, papiers et autres pièces de conviction. (O. 29 oct. 1820, art. 186.)

Hors le cas de flagrant delit, determiné par les lois, la gendarmerie ne peut arrêter aucun individu, si ce n'est en vertu d'un ordre ou d'un mandat delivré par l'autorité compétente. Tout officier, sous-officier ou gendarme qui, en contravention à cette disposition, donne, signe, execute ou fait exécuter l'ordre d'arrêter un individu, ou l'arrête effectivement, est poursuivi judiciairement, et puni comme coupable de detention arbitraire. (O. 1820, art. 297.) (V. **Arrestation.**)

Attroupement. — Les brigades dissipent tout attroupement armé, et saisissent tout individu coupable de rébellion; dissipent tous les attroupements qualifiés séditieux par les lois, et arrêtent tous individus qui en feraient partie; elles dissipent encore tout attroupement tumultueux, même non armé, d'abord par les voies de persuasion, ensuite par commandement verbal, et enfin, s'il est néce-saire, par le developpement de la force armée gradué suivant l'exigence des cas. (V. **Attroupement.**)

Lorsqu'une emeute populaire prend un caractère et un accroissement tels, que la gendarmerie se trouverait trop faible pour vaincre la résistance par la force des armes, elle dresse procès-verbal, dans lequel elle signale les chefs, auteurs et fauteurs de la sédition.

Aubergistes. — Les hôteliers et aubergistes sont tenus de communiquer leurs registres d'inscription des voyageurs aux gendarmes, toutes les fois qu'ils leur en font la réquisition. (O. 1820, art. 130.) Aussi peuvent-ils, par des procès-verbaux, constater les contraventions resultant du défaut de représentation desdits registres. (Cass., 22 oct. 1831; D. 31, 1, 354.) (V. **Lieux publics.**)

Chasse. — Les brigades dressent des procès-verbaux contre tous individus en contravention aux lois et réglements sur la chasse; conséquemment elles saisissent les chasseurs masqués. (V. **Chasse.**) Mais le concours de deux ou plusieurs gendarmes n'est pas nécessaire pour dresser des procès-verbaux : le mot *brigades*, dont se sert l'ordonnance du 29 octobre 1820, n'est employé que dans un sens distributif, et non dans un sens collectif; en conséquence, un procès-verbal constatant un délit de chasse ne peut être rejeté par un tribunal, sous prétexte qu'il a été dressé par un seul gendarme. (Cass., 30 nov. 1827; D. 28, 1, 39.)

Mais, ainsi qu'il a été dit ci-dessus § 4, les procès-verbaux des simples gendarmes ne font foi que jusqu'à preuve contraire.

Commerce. — Elles protégent le commerce intérieur, en procurant toute sûreté aux nego-

ciants, marchands, artisans, et à tous les individus que leur commerce, leur industrie ou leurs affaires obligent à voyager.

Contrebande. — Les brigades répriment la contrebande, en prêtant main-forte aux préposés des douanes pour la perception des droits d'importation et d'exportation, ou la saisie des marchandises prohibées transportées en fraude; elles dressent des procès-verbaux de ces saisies, arrêtent et traduisent devant les autorités compétentes les contrebandiers et autres delinquants de ce genre. (V. ci-après **Douanes.**)

Contributions indirectes. — Les gendarmes concourent avec les préposés des contributions indirectes à la recherche et à la constatation de la fraude ou de la contrebande, soit sur les boissons, soit sur les cartes à jouer, soit sur les tabacs. Dans ce cas leurs procès-verbaux ne font foi que jusqu'à preuve contraire. (Cass., 4 sept. 1813.)

Crimes et délits. — Elles sont chargées de recueillir et prendre tous les renseignements possibles sur les crimes et delits de toute nature, ainsi que sur leurs auteurs et complices, et d'en donner connaissance aux autorités compétentes;

De rechercher et poursuivre les malfaiteurs;

De saisir toutes personnes surprises en flagrant delit, ou poursuivies par la clameur publique;

De saisir tous gens trouvés avec des armes ensanglantées ou d'autres indices faisant présumer le crime;

De dresser des procès-verbaux des déclarations faites par les habitants, voisins, parents, amis et autres personnes en état de fournir des indices, preuves et renseignements sur les auteurs des crimes et délits et sur leurs complices;

De dresser également des procès-verbaux des incendies, effractions, assassinats et de tous les crimes qui laissent des traces après eux;

De dresser de même les procès-verbaux de tous les cadavres trouvés sur les chemins, dans les campagnes ou retirés de l'eau; d'en prévenir les autorités compétentes ou le lieutenant de gendarmerie de l'arrondissement qui dans ce cas est tenu de se transporter sur les lieux en personne dès qu'il lui en est donné avis.

Culte. — Les brigades saisissent tous ceux qui porteraient atteinte à la tranquillité publique en troublant les citoyens dans le libre exercice de leur culte.

Domicile. — La maison de chaque citoyen est un asile où la gendarmerie ne peut pénétrer sans se rendre coupable d'abus de pouvoir, sauf les cas déterminés ci-après :

1° Pendant le jour elle peut y entrer pour un objet formellement exprimé par une loi, ou en vertu d'un mandat spécial de perquisition décerné par l'autorité competente.

2° Pendant la nuit, elle ne peut y pénétrer que dans les cas d'incendie, d'inondation, ou de réclamation venant de l'intérieur de la maison. Dans tous les autres cas, elle doit prendre seulement, jusqu'à ce que le jour ait paru, les mesures indiquées ci-dessus. (V. **Arrestation.**)

Le temps de nuit est ainsi réglé : du 1er octobre au 31 mars, depuis six heures du soir jusqu'à six heures du matin; du 1er avril au 30 septembre, depuis 9 heures du soir jusqu'à 4 heures du matin. (O. 1820, art. 184; C. pr. civ., art. 157.)

Douanes. — Les gendarmes dressent des procès-verbaux en matière de douanes (L. 9 flor. an VI, art. 1 et 14) et il a été jugé, par exception au principe, que ces actes faisaient foi jusqu'à inscription de faux, comme ceux des douaniers. (C. inst. crim. 154; Cass., 5 sept. 1813; D. 13, 1, 508.)

Eaux. — Les brigades surveillent l'exécution des réglements sur la police des fleuves et rivières navigables et flottables, des bacs et bateaux de passage, des canaux de navigation ou d'irrigation, des dessèchements généraux ou particuliers, des plantations pour la fixation des dunes, des ports maritimes de commerce; elles dressent des procès-verbaux des contraventions à ces réglements et en font connaître les auteurs aux autorités compétentes.

Engagements militaires. — Tout Français qui demande à s'engager doit faire constater qu'il a les qualités requises pour l'arme à laquelle il se destine. A cet effet, il se présente devant l'officier de gendarmerie le plus voisin de sa résidence, lorsque le chef du corps dans lequel il désire prendre du service ou l'officier de recrutement du département sont trop éloignés. (O. 28 avr. 1832, art. 6.)

Ces officiers sont les seuls dont il soit parlé dans cette ordonnance, comme ayant qualité pour constater l'aptitude militaire des engagés volontaires : ainsi la même faculté, accordee par l'instruction du 20 mai 1818 aux maréchaux des logis de gendarmerie cesse d'avoir son effet. (Circ. min. 4 mai 1832, art. 28.)

Escortes. — Les brigades sont tenues de fournir les escortes légalement demandées, notamment celles pour la sûreté des recettes générales, convois de poudre de guerre, courriers des malles,

voitures et messageries publiques chargées de fonds du gouvernement. (O. 1820, art. 188.)

Foires et marchés, fêtes publiques. — Elles se tiennent à portée des grands rassemblements d'hommes, tels que foires, marchés, fêtes et cérémonies publiques, pour y maintenir le bon ordre et la tranqu illité; et, sur le soir, elles font des patrouilles sur les routes et chemins qui y aboutissent, pour protéger le retour des particuliers et marchands qui seraient allés à ces foires.

Gardes champêtres. — Les gardes champêtres des communes sont placés sous la surveillance des commandants des brigades de gendarmerie, qui tiennent un registre particulier sur lequel ils inscrivent les noms, l'âge et le domicile de ces gardes champêtres.(D. 11 juin 1807.)

Les officiers et sous-officiers de gendarmerie s'assurent, dans leurs tournées, si les gardes champêtres remplissent bien les fonctions dont ils sont chargés; ils donnent connaissance aux sous-préfets de ce qu'ils ont appris sur la conduite et le zèle de chacun d'eux. (D. juin 1805.)

Dans des cas urgents ou pour des objets importants, les sous-officiers de gendarmerie pourront mettre en réquisition les gardes champêtres d'un canton, et les officiers, ceux d'un arrondissement, soit pour les seconder dans l'exécution des ordres qu'ils ont reçus, soit pour le maintien de la police et de la tranquillité publique: mais ils sont tenus de donner avis de cette réquisition aux maires et aux sous-préfets, et de leur en faire connaître les motifs généraux. (V. **Gardes champêtres.** O. 29 oct. 1820, 310, 311, 312 janv.)

Incendie, Inondation. — En cas de l'un de ces événements ou d'un autre de cette nature, la gendarmerie, au premier avis ou signal, se porte sur les lieux. S'il ne s'y trouve aucun officier de police ou autre autorité civile, les officiers, et non les commandants de brigade, ordonnent et font exécuter toutes les mesures d'urgence; ils pourront requérir le service personnel des habitants, qui sont tenus d'obtempérer sur-le-champ à leur sommation, et même de fournir les chevaux, voitures et autres objets nécessaires pour secourir les personnes et les propriétés. Les procès-verbaux feront mention des refus et retards qu'ils éprouveraient à ce sujet.

Si c'est un incendie, la gendarmerie prend les renseignements les plus exacts sur les causes qui l'ont occasionné; et si la clameur publique inculpe un individu, et le signale comme coupable, elle s'en saisit, et conduit le prévenu devant l'officier de police judiciaire de l'arrondissement. (C. pén. art. 475 n° 12. O. 29, oct. 1820, art. 189.)

Instruments de crime. — Les brigades s'emparent et remettent sur-le-champ à l'autorité locale les coutres de charrue, pinces, barres, barreaux, échelles et autres objets, instruments ou armes dont pourraient abuser les voleurs, et qui auraient été laissés dans les rues, chemins, places, lieux publics ou dans les champs; elles denoncent ceux à qui ils appartiennent.

Jeux de hasard. — Elles saisissent ceux qui tiennent sur les places publiques, dans les marchés, des jeux de hasard et autres, défendus par les lois et réglements de police.

Main-Forte. — La gendarmerie prête main-forte 1°, aux préposés aux douanes, pour la perception des droits d'importation et d'exportation, pour la répression de la contrebande ou de l'introduction sur le territoire du royaume de marchandises prohibées; 2° aux administrateurs et agents forestiers; 3° aux inspecteurs, receveurs et percepteurs des deniers royaux, et autres préposés pour la rentrée des contributions directes et indirectes; 4° aux huissiers et autres exécuteurs des mandements de justice, porteurs de jugements ou de réquisitoires spéciaux dont ils doivent justifier. (O. 1820, art. 188.)

Mendiants. — Les brigades surveillent les mendiants, les vagabonds et les gens sans aveu; à cet effet, les maires ou adjoints sont tenus de donner à la gendarmerie des listes sur lesquelles sont portés les individus que les brigades doivent plus particulièrement surveiller.

Elles arrêtent les mendiants, dans les cas et circonstances qui les rendent punissables, à la charge de les conduire sur-le-champ devant le juge de paix, pour être statué à leur égard, conformément aux lois sur la répression de la mendicité.

Militaires en congé, Déserteurs, Traînards. — Elles arrêtent les deserteurs et militaires qui ne seraient pas porteurs de feuilles de route ou de congés en bonne forme; elles arrêtent pareillement tout militaire absent de son corps, et porteur d'une permission d'absence qui ne serait pas revêtue du visa d'un sous-intendant militaire.

Elles s'informent également, dans leurs courses et tournées, si les militaires en congé ne commettent pas de désordres, ou ne troublent pas la tranquillité publique; en cas de plainte, elles les arrêtent sur la déclaration par écrit des maires ou adjoints, dont il est fait mention dans les procès

verbaux qu'ils sont tenus de dresser. Ces militaires sont amenés devant l'officier de gendarmerie de l'arrondissement, qui ordonne de les conduire en prison s'il y a lieu, et en rend compte au commandant de la compagnie, en lui adressant les procès-verbaux d'arrestation.

Elles font joindre les sous-officiers et soldats absents de leurs corps, à l'expiration de leurs congés de semestre ou limités. A cet effet, sous-officiers et soldats porteurs de ces congés sont tenus de les faire viser par le sous-officier de gendarmerie commandant la brigade de l'arrondissement, lequel en tient note pour forcer de rejoindre ceux qui seraient en retard.

Elles se portent en arrière et sur les flancs de tout corps de troupe en marche qui passerait dans leur arrondissement, arrêtent les traînards, et ceux qui s'écarteraient de leur route; les remettent au commandant du corps, de même que ceux qui commettraient des désordres, soit dans les marches, soit dans les lieux de gîte et de séjour.

Passe-ports. — Elles s'assurent de la personne de tout individu circulant dans l'intérieur du royaume sans passe-ports, ou avec des passe-ports qui ne seraient pas conformes aux lois, à la charge de le conduire sur-le-champ devant le maire ou l'adjoint de la commune la plus voisine. En conséquence, les militaires de tout grade de la gendarmerie se font représenter les passe-ports des voyageurs, et nul ne peut en refuser l'exhibition lorsque l'officier, sous-officier ou gendarme qui en fait la demande est revêtu de son uniforme et décline sa qualité. Il est enjoint à la gendarmerie de se comporter dans l'execution de ce service avec honnêteté, et de ne se permettre aucun acte qui pourrait être qualifié de vexation ou d'abus de pouvoir. (L. 28 germ. an VI, art. 125; L. 28 sept. 1791, tit. 5, art. 1er; C. pén., art. 471.) (V. **Passe-ports**.)

Prisonniers. — Elles conduisent les prisonniers, prévenus ou condamnés, en proportionnant toujours la force de l'escorte au nombre des prisonniers et aux difficultés que leur transfèrement pourrait présenter.

A cet effet, l'officier de gendarmerie qui donne l'ordre de conduite détermine sur cet ordre le nombre de gendarmes dont l'escorte doit être composée.

Les signalements des prisonniers sont inscrits à la suite de l'ordre de transfèrement.

Les ordres de conduite ou feuilles de route doivent toujours être individuels, quel que soit le nombre des prévenus ou condamnés, afin que dans le cas où l'un d'eux viendrait à tomber malade en route, il puisse être déposé dans un hôpital sans retarder la marche des autres.

Dans chaque lieu de gîte, les prévenus ou condamnés sont déposés dans la maison d'arrêt. En remettant les prévenus ou condamnés au concierge, gardien ou geôlier, le commandant de l'escorte doit faire transcrire en sa présence, sur le registre de la geôle, les ordres dont il est porteur, ainsi que l'acte de la remise des prisonniers au concierge de la maison d'arrêt ou de detention, en indiquant le lieu où ils doivent être conduits. (V. art. 202, 203, 210, 211, 219, 221, 222; O. 1820.)

Procès-verbaux. — Tous procès-verbaux faits par les brigades sont établis en double expédition, dont l'une est remise, dans les vingt-quatre heures, à l'autorité compétente, et l'autre est adressée au lieutenant de l'arrondissement, qui, après avoir fait remarquer aux sous-officiers et gendarmes ce qu'il aurait trouvé de défectueux ou d'omis dans la rédaction de ces procès-verbaux, les transmet avec ses observations au commandant de la compagnie. (O. 1820, art. 187.)

Les procès-verbaux des sous-officiers et gendarmes sont faits sur papier libre; ceux de ces actes qui seraient de nature à donner lieu à des poursuites judiciaires sont préalablement enregistrés en *débet* ou *gratis*, suivant les distinctions établies par la loi du 22 frimaire an VII.

Ils seront présentés à la formalité par les gendarmes, lorsqu'il se trouvera un bureau d'enregistrement dans le lieu de leur résidence; dans le cas contraire, l'enregistrement aura lieu à la diligence du ministère public chargé des poursuites. (O., art. 508.)

Quel est l'effet des procès-verbaux des gendarmes? V. ci-dessus, § 4.

Routes. — Les brigades font la police sur les grandes routes, y maintiennent les communications et les passages libres; à cet effet, elles dressent des procès-verbaux des contraventions en matière de grande voirie, telles qu'anticipations, dépôts de fumier ou d'autres objets, et toute espèce de détériorations commises sur les grandes routes, sur les arbres qui les bordent, sur les fossés, ouvrages d'art et matériaux destinés à leur entretien; elles dénoncent à l'autorité compétente les auteurs de ces contraventions et délits.

Elles contraignent les voituriers, charretiers et tous conducteurs de voitures de se tenir à côté de leurs chevaux; en cas de résistance, elles saisissent ceux qui obstruent les passages et les conduisent devant les maires ou adjoints; elles arrêtent tout individu qui, par imprudence, par négli-

gence, par la rapidité de leurs chevaux ou de toute autre manière auraient blessé quelqu'un ou commis quelques dégâts sur les routes, dans les rues ou voies publiques.

Signalements.—Les signalements des brigands, voleurs, assassins, perturbateurs du repos public, évadés des prisons et des bagnes, et ceux des déserteurs et autres personnes contre lesquelles il est intervenu mandat d'arrêt, sont délivrés à la gendarmerie, qui, en cas d'arrestation de ces individus, les conduit de brigade en brigade jusqu'à la destination indiquée par lesdits signalements. (O. 1820, art. 128.)

Pour faire la recherche des personnes signalées ou dont l'arrestation a été légalement ordonnée, la gendarmerie visite les auberges, cabarets et autres maisons ouvertes au public, en se conformant à ce qui lui est prescrit pour les arrestations. (V. ci-dessus) (O. 1828, art. 120.)

Subsistances. — Les brigades assurent la libre circulation des subsistances et saisissent tous ceux qui s'y opposeraient par la force.

Tournées. — Les brigades font des tournées, courses et patrouilles sur les grandes routes, traverses, chemins vicinaux, et dans tous les lieux de leurs arrondissements respectifs, et les font constater jour par jour, sur les feuilles mensuelles de service, par les maires, leurs adjoints ou autres personnes notables.

Le but de ces tournées est de s'informer avec mesure et discrétion auprès des voyageurs, s'il n'a pas été commis quelque crime ou délit sur la route qu'ils ont parcourue; ils prennent les mêmes renseignements dans les communes auprès des maires ou de leurs adjoints.

Vagabondage. Les brigades saisissent les individus prévenus de vagabondage et en dressent procès-verbal; mais elles relâchent immédiatement ceux qui étant seulement désignés comme vagabonds ou gens sans aveu, se justifieraient par le compte qu'ils rendraient de leur conduite, ainsi que par le contenu de leurs certificats ou passeports.

Le procès-verbal d'arrestation doit contenir l'inventaire exact des papiers et effets trouvés sur les prévenus; il est signé par ces individus, et autant que possible par deux habitants les plus voisins du lieu de la capture; s'ils déclarent ne vouloir ou ne pouvoir signer, il en est fait mention. Les sous-officiers et gendarmes conduisent ensuite les prévenus par-devant l'officier de police judiciaire de l'arrondissement, auquel ils font la remise du procès-verbal et des papiers et effets.

Voitures publiques. Tout gendarme de service a aussi en vertu de l'art. 15 de l'ordonnance du 4 février 1820, qualité pour dresser procès-verbal des contraventions aux mesures prescrites par cette ordonnance sur la police des diligences et des autres voitures publiques; et leurs procès-verbaux font foi seulement jusqu'à preuve contraire. (Cass., 8 av. 1825.) V. **Voitures publiques.**

§ 8. Gendarmerie près les ports et arsenaux.

Ces compagnies sont placées pour tout ce qui concerne l'exécution de leur service, sous les ordres immédiats des intendants de la marine.

Elles sont spécialement affectées à la police des ports, et à l'exécution du service relatif à l'inscription maritime et à toutes les opérations qui s'y rapportent, soit dans l'intérieur des ports, soit à l'extérieur; elles surveillent les démarches des marins, et s'attachent à prévenir et réprimer la désertion; elles arrêtent les forçats évadés, enfin leurs attributions sont exclusivement exercées sur tout ce qui est sous la surveillance des préfets maritimes, et elles ne peuvent être distraites de ce service pour appuyer l'action de la gendarmerie des départements, par les colonels, sans avoir été formellement autorisées par les préfets maritimes. (248.)

Cependant ces compagnies sont pour la tenue, la police et la discipline, sous la surveillance des colonels de la légion dont elles dépendent. (250.)

§ 9. Dépenses de la gendarmerie.

Au moyen de la solde qui leur est allouée, les officiers, sous-officiers et gendarmes doivent pourvoir à tous leurs besoins, ainsi qu'au remplacement de leurs chevaux. Le paiement de cette solde est soumis à des justifications analogues à celles qui sont prescrites pour les autres corps de troupes. (V. **Solde de l'armée.**)

La nourriture des chevaux est assurée moyennant un abonnement dont la quotité pour chaque compagnie est réglée tous les ans à partir du premier octobre. A cet effet, les sous-intendants militaires, à l'aide des mercuriales des mois de juillet, août et septembre, et après avoir recueilli des renseignements près des maires, des producteurs et des grands consommateurs, discutent avec les conseils d'administration les prix demandés pour chaque brigade, et déterminent celui qui leur paraît devoir être alloué à la compagnie. L'intendant militaire compare les prix, tant avec ceux des adjudications publiques faites pour le service des troupes à cheval, qu'avec les résultats des achats effectués par les agents comptables, et soumet ses propositions au ministre.

Ce n'est que dans les cas de service aux armées, ou de rassemblements extraordinaires à l'intérieur, que la gendarmerie participe aux distributions faites par les magasins de l'état.

Cette indemnité de service extraordinaire est due aux militaires de tous grades de la gendarmerie éloignés momentanément de l'arrondissement dans lequel ils exercent leurs fonctions habituelles. Depuis 1832, cette allocation est restreinte à trois mois au plus, lorsque la mission se prolonge au-delà de ce temps sans donner lieu à de nouveaux déplacements.

GENS DE COULEUR.—V. **Colonies**, section IV. **Esclaves.**

GENS DE MER.—V. **Caisses des gens de mer,** C. comm., art. 225 et suiv. et art. 250 et suiv. O. 17 mars 1824, sect. 7, t. XVIII, p. 209.)

GENS SANS AVEU.—Ce sont ceux qui n'ont ni moyens de subsistance, ni metier, ni répondants.

Une loi du 14 août 1789 ordonna que dans chaque municipalité il serait dressé un rôle des hommes sans aveu, qu'ils seraient desarmés, et que la force publique veillerait particulièrement sur leur conduite. (L. 12 août 1791, sect. 1, art. 5.)

Les gens sans aveu ne doivent pas être admis dans le service de la garde nationale.

A défaut, de la part d'un individu trouvé sans passe-port, de justifier dans les vingt jours, de son inscription sur le tableau d'une commune, il est réputé *sans aveu*, et traduit comme tel devant les tribunaux compétents. (L. 10 vend. an IV, tit. 5, art. 7.) V. **Recensement, Passe.ports.**

GLANAGE.—(V. Code pénal, art. 471, 575. **Réglements municipaux.**)

GLANDÉE.— V. **Usage, Bois et forêts.** C. forestier, art. 53, 54, 55, 56, 57, 66.

GORD.—C'est une pêcherie construite dans les rivières avec des rangs de perches et de piquets, et qui aux termes de l'ordonnance de 1669 ne peut y être établie sans autorisation. (V. **Pêche.**)

GOUTTIÈRES EN SAILLIE. Elles sont prescrites par l'ordonnance du 1er juillet 1764. V. **Réglements municipaux, Voirie urbaine.**

GOUVERNEMENT.—L'ensemble des moyens que la Charte et les lois mettent dans les mains du roi comme chef suprême de l'etat, pour faire respecter le pays en dehors et maintenir l'ordre au dedans, s'appelle *gouvernement*. Ce mot exprime tantôt l'ensemble des pouvoirs constitutionnels ou le roi et les chambres, tantôt le pouvoir exécutif et l'organisation qu'il fait mouvoir.

Le pouvoir exécutif, envisagé au contraire relativement aux objets de son action dans le detail, se nomme *administration*.

Il y a differentes sortes de gouvernement, les uns *démocratiques*, *aristocratiques* ou *monarchiques*, suivant que le pouvoir réside dans la masse de la société, qu'il est le partage d'une certaine classe d'hommes ou concentré dans les mains d'un seul. Mais chacune de ces formes, dit M. Foucart, est voisine d'un danger. La populace, passionnée et turbulente, peut changer la *démocratie* en *démagogie*, une caste ambitieuse peut se rendre assez puissante pour opprimer le peuple à son profit; la *monarchie*, en s'affranchissant de toutes les règles, tourne au *despotisme*.

Ce fut pour eviter ces dangers que les nations modernes imaginèrent une forme de gouvernement qui présentât les avantages de tous les autres, qui se prêtât à tous les progrès de la civilisation, et pût, en se modifiant comme elle, se trouver toujours en rapport avec l'etat de la société qu'elle est destinée à régir: c'est le *gouvernement représentatif* qui repose sur la division et la pondération des pouvoirs.

Les populations ont des vœux à émettre, des besoins à signaler; mais dans les etats modernes à vaste territoire, pourrait-on réunir sans inconvénients une assemblée de plusieurs millions d'habitants? présenterait-elle des garanties suffisantes d'instruction, d'intelligence des hautes questions politiques, ou de législation? enfin, comment dans cette vaste hypothèse, espérer d'arriver à une délibération claire, approfondie, et à un vote éclairé?

De cette impossibilité materielle est née le *système de la représentation*. Les citoyens qui sont présumés éclairés et animés de bonnes intentions en choisissent d'autres qui représentent la masse de la nation et composent l'une des trois branches du pouvoir législatif. (V. **Chambre des députés, Élections législatives.**)

Les avantages résultant de ce système ont été tels, qu'il a été aussitôt étendu à chacune des subdivisions territoriales. C'est ainsi que les membres des conseils municipaux, d'arrondissement et généraux, sont les représentants de leurs communes, de leurs arrondissements et de leurs départements, et que cette organisation uniforme tend à éclairer le pouvoir sur les besoins des citoyens.

Vis-à-vis des autres branches du pouvoir, l'assemblée des représentants, qui tient toute sa force de l'élection, exerce une puissance sinon entière-

ment de fait, du moins d'opinion, et assez active pour leur donner l'impulsion. Renouvelée à des époques plus ou moins rapprochées, elle puise dans ce renouvellement, tout ce que le principe populaire imprime de vigueur à un grand corps; elle a mission du pays pour signaler ses besoins, exprimer ses sentiments, formuler ses vœux; elle est la voix du peuple et se produit, au nom et dans l'intérêt de tous, dans le cercle tracé par la constitution.

En présence de la chambre élective, puissante d'une force étrangère qui ne lui est donnée que pour agir dans l'intérêt général, un autre pouvoir naguère héréditaire, aujourd'hui seulement inamovible, est appelé à modérer ce qu'il y a de trop vif dans l'ardeur du précédent. Il fait subir à ses résolutions l'épreuve d'un second examen; il le suit mais toujours lentement dans ses projets de réforme; son action tempère, elle previent les regrets que causerait la précipitation, et met un frein toujours utile à l'impatience des reformes législatives. Avec ces deux pouvoirs, concourt un troisième qui, permanent, héréditaire, est attaché par l'intérêt de sa propre conservation au maintien de cet ordre de choses, qui veille à prévenir tout ebranlement, en qui se perpétue ce principe de stabilité sans lequel il n'est pas de repos pour les peuples, et pour les institutions pas d'avenir; lien des deux autres pouvoirs, destiné à prevenir toute collision entre eux; tirant de sa propre constitution la vitalité qui lui est nécessaire, et qu'il communique à toutes les parties du corps social; en lui se résume l'unité gouvernementale, condition essentielle d'une bonne administration. « Seulement, dit M. Foucart, il est nécessaire qu'il soit entouré d'agents qui suppléent à sa propre faiblesse, en voyant, en pensant, en agissant pour lui, toutes les fois qu'il ne peut le faire par lui-même, de manière cependant que toutes les pensées et les actions soient l'emanation de son action et de sa pensée.» Enfin, par une salutaire fiction qui imprime à son existence une sorte de caractère providentiel, il est l'auteur de tout bien et jamais le mal ne lui est imputable.

Tel est le pouvoir royal; mais son action à l'égard des chambres et du pays ne se manifeste pas directement. L'autorité dont il est la source est confiée à des ministres qui répondent de son exercice. Il règne, ceux-ci gouvernent; tel est l'axiôme de tout gouvernement representatif.

(V. **Roi, Chambres législatives, Ministres. Pouvoirs.**)

Consulter : *la Science du Gouvernement*, par de Réal, 1760, 1765, 8 vol; *Recherches sur la Science du Gouvernement*, par Gorani, taduit de l'italien, 1795.

GRACE.

§ 1. De la grâce; De son étendue; De ses effets. — § 2. Des demandes en grâce. — § 3. Lettres de grâce.

La loi peut graduer les châtiments selon le plus ou moins de gravité des crimes ou des délits; elle peut donner aux magistrats chargés de son application le pouvoir de *modérer* quelquefois la sévérité de ses dispositions, mais elle ne peut et ne doit pas les autoriser à *remettre* entièrement les peines qu'elle prononce.

Cependant la justice et l'humanité ont toujours réclamé et obtenu l'institution d'un pouvoir egal à la loi, qui pût opposer sa bonté et sa miséricorde à l'inflexibilité nécessaire de ses rigueurs.

Ce pouvoir, on l'a confié au roi.

Le contre-poids aux exigences de la loi, on l'a trouvé dans le *droit de grâce*.

Le droit de faire grâce aux coupables et de leur remettre tout ou partie de la peine à laquelle ils ont été condamnés est une des plus belles prérogatives de la royauté : aboli par le Code pénal de 1791, dans un de ces moments d'effervescence et de passion où les meilleures institutions succombent par cela seul qu'elles ont existé, il fut rétabli en faveur du gouvernement par le senatus-consulte du 16 thermidor an X, et consacré par la Charte constitutionnelle.

L'article 58 porte : « Le roi a le droit de faire grâce et celui de commuer les peines. »

§ 1. Dela grâce; De son étendue; De ses effets.

La grâce est le pardon, *la remission de la peine* ou *d'une partie de la peine* prononcée par la loi, ou encore un acte émané du souverain, et qui empêche ou modifie l'exécution d'un jugement ou d'un arrêt.

Le droit de grâce comprend nécessairement celui *de commutation de la peine;* il s'exerce sur les condamnés à des peines correctionnelles comme sur ceux qui sont condamnés à des peines afflictives et infamantes.

Le droit de grâce est inhérent à la personne du roi, et réside exclusivement dans le chef de l'état.

Le roi ne délègue et ne peut déléguer ni aux princes ni à ses ministres l'exercice du droit de grâce; seulement, le garde-des-sceaux est nécessairement investi du droit de faire surseoir à l'exécution des arrêts ou jugements de condamnation lorsque cette mesure lui paraît utile pour éclairer la religion du roi.

La grâce n'a pas d'effet rétroactif, elle n'a qu'un effet present; elle fait seulement cesser la peine en prenant le condamne dans l'état où il est; elle ne lui donne pas droit à obtenir la resti-

tution de ce qu'il a perdu ou payé. Ainsi, les lettres de grâce emportent de plein droit, pour les coupables qui les ont obtenues, remise de l'amende ; mais si elle a été payée, elle ne peut être restituée, à moins que l'ordonnance royale ne contienne une restriction spéciale. (O. 27 janv. 1807.)

Dans aucun cas la grâce ne préjudicie aux droits de la partie civile, parce qu'elle emane d'un pouvoir qui agit au nom de la société tout entière, et qui ne peut en aucun cas représenter un individu isolé.

Lorsque les droits politiques ont été perdus par suite d'une condamnation judiciaire, les lettres de grâce accordées par le roi avant l'exécution du jugement préviennent cette exécution et les incapacités qui devaient en être la consequence ; mais après que le jugement a été exécuté, la grâce n'a d'autre effet que de remettre la peine sans effacer les incapacités.

La commutation d'une peine perpétuelle en une peine temporaire peut faire cesser de plein droit la mort civile ; ce n'est plus la peine de la condamnation, mais seulement la peine substituée et infligée que l'on doit considérer. Le prince, en supprimant une peine, est toujours presumé en supprimer tous les accessoires.

Il ne faut pas confondre la grâce, ni avec l'amnistie, ni avec la rehabilitation.

La grâce diffère, en effet, de la réhabilitation en ce qu'elle a seulement pour effet de faire cesser la peine ; tandis que la réhabilitation relève le condamné de toutes les incapacités, soit politiques, soit civiles, qu'il a encourues.

La prérogative royale ne s'étend pas jusqu'à attribuer à la grâce les effets de la réhabilitation. (C. d'état, 8 janv. 1825.)

La grâce diffère de l'amnistie en ce sens que la grâce ne s'applique qu'à l'individu condamné, et pour faire cesser une peine ; tandis que l'amnistie renvoie avant la condamnation et pour éviter une peine possible.

La première implique toujours l'idée d'un coupable ; la seconde ne peut faire presumer autre chose qu'une prévention plus ou moins bien fondée. (V. **Amnistie, Réhabilitation.**)

§ 2. Des demandes en grâce.

Les demandes en grâce peuvent être faites *par le condamné lui-même*, par les cours ou tribunaux qui ont prononcé la condamnation, par toutes personnes intéressées, enfin par tous ceux qui sont à même, soit par leurs fonctions, soit par la mission de la loi, de surveiller et d'examiner la conduite des condamnés.

Les demandes en grâce se font toutes de la même manière, sous forme de pétitions, transmises d'abord à la chancellerie, et mises par le ministre sous les yeux du roi.

Tous les ans les préfets doivent adresser au ministre de l'intérieur la liste des condamnés qui se font remarquer par leur bonne conduite. Ils doivent, ainsi que les procureurs-généraux, s'en faire rendre compte tous les trois mois. Le ministre de l'intérieur transmet ces listes au garde-des-sceaux avec ses observations ; et le garde-des-sceaux, après avoir pris les renseignements nécessaires auprès des procureurs-généraux, prend les ordres du roi. (O. 5 fév. 1818.)

Suivant les dispositions de l'ordonnance du 6 février 1818, des grâces sont accordées, chaque année, dans les diverses prisons du royaume, à l'anniversaire de l'avénement du roi.

Une circulaire de mars 1836 rappelle aux directeurs de prisons que la publication de cette ordonnance doit être faite avant cette époque ; de plus, que les propositions ne peuvent porter que sur des condamnes à temps qui auraient subi, au moins la moitié de leur peine, et sur des condamnés à perpétuité qui auraient subi au moins dix annees, ou qui, ayant déjà obtenu une commutation de peine, auraient subi au moins la moitié de la peine substituée.

Les militaires condamnés par les conseils de guerre peuvent, comme tous autres, recourir dans la forme ordinaire à la clémence royale.

Un arrêté du gouvernement, du 19 vendémiaire an XII, porte que, chaque année, un inspecteur, délégué par le ministre de la guerre, passe en revue les condamnés au boulet, prend des renseignements sur leur conduite, et fait un rapport au ministre sur ceux qui paraissent avoir des titres à l'indulgence du gouvernement.

Il faut remarquer que le recours en grâce ne suspend l'exécution des arrêts ou jugements qu'autant que le ministre de la justice ordonne le sursis.

§ 3. Lettres de grâce.

Lorsque le roi manifeste la volonté d'user d'indulgence envers un condamné, le garde-des-sceaux régularise la decision du roi en rédigeant les lettres qui contiennent la grâce entière ou la commutation de la peine.

Le roi les signe, et, en outre, elles sont revêtues du contre-seing du ministre de la justice, qui les fait sceller du petit sceau, et qui est chargé de les adresser aux cours royales qui ont prononcé les condamnations.

Ces lettres, parvenues, y sont entérinées, dans

saire à l'exploitation d'un domaine, d'une comdes audiences solennelles, sans aucun examen préalable.

Les lettres de grâce ne commencent à produire leurs effets qu'après l'accomplissement de toutes ces formalités.

GRAINS. — V. **Céréales.**

GRAND-LIVRE. —V. **Dette publique.**

GRATIFICATIONS. — Dans les bureaux de certaines administrations on a coutume de donner des gratifications pour encourager le zèle et récompenser des services extraordinaires. Mais ce but est manqué lorsqu'elles sont périodiques et générales.

Le Conseil d'état a décidé qu'une demande en gratification, qui n'est fondée sur aucune loi ou reglement, ou décision supérieure, mais seulement sur des considérations d'equité, ne peut être l'objet d'un recours par la voie contentieuse.

GRATIFICATIONS POUR ACTES DE DÉVOUEMENT. — Les gratifications dont il s'agit cessant d'avoir une utilité réelle lorsqu'elles ne sont pas accordees de suite, les prefets sont autorisés à faire payer, immédiatement et sans recourir à l'autorisation du ministre, sur le fonds des *dépenses imprévues*, des gratifications qui n'excéderont pas 100 fr., aux habitants de leurs départements qui, s'étant honorés par des actes de dévouement, n'auraient pas assez d'aisance pour préférer une médaille d'honneur à une récompense pécuniaire.

Un état indicatif de ces récompenses pécuniaires doit être adressé tous les trois mois au ministre, avec l'explication des motifs qui les ont déterminées. (Instr. min., 31 janv. 1828.)

GRAVURES. — V. **Dessins et gravures.**

GREFFE. — V. **Enregistrement, § Droit de greffe.**

GREFFIER. — Le greffier est celui qui écrit les actes et jugements des juges, en délivre l'expédition et en a la garde.

Les greffiers des cours, des tribunaux et des justices de paix sont nommés par le roi et révocables à volonté, tant par le roi que par les tribunaux, dans le cas où leur destitution est ordonnée comme peine légale. (L. 27 vent. an VIII.)

L'âge requis pour être greffier est de 25 ans, en outre ils sont soumis à la prestation de serment. (L. 16 vent. an XI.)

Les tribunaux ne peuvent juger sans greffiers; ceux-ci en font donc pour ainsi dire partie, et comme tels sont exempts du service de la garde nationale. Papon en ses arrêts observe que le *greffier* ne peut faire aucun changement aux dispositions des témoins, ni à ce que le tribunal a prononcé, à peine de faux; qu'il doit énoncer sur les grosses et expéditions, les droits et émoluments; communiquer aux parties les jugements; ne rien délivrer qui ne soit enregistré, et ne recevoir seul aucun acte dans tous les cas où la présence du juge est nécessaire.

Les greffiers ne sont pas considérés comme agents du gouvernement; ils peuvent donc être poursuivis pour des actes relatifs à leurs fonctions, sans une autorisation préalable.

Cependant le gouvernement pourvoit à leur traitement, au moyen duquel ils sont chargés de payer leurs commis et expéditionnaires, ainsi que toutes les fournitures de leurs greffes. (L. 27 vent. an VIII, art. 92.) En outre, certains avantages leur sont accordés sur leurs perceptions.

Les greffiers présentent tous les trois mois leurs répertoires aux receveurs de l'enregistrement de leur residence. Indépendamment de cette représentation, les greffiers sont tenus de les communiquer à toute réquisition aux préposés de l'enregistrement, à peine de 50 fr. d'amende en cas de refus. (L. 27 vent. an VIII, art. 51, 52.)

Afin d'assurer la promptitude du service, les greffiers en chef doivent presenter au tribunal et faire admettre au serment le nombre des commis-greffiers nécessaires pour les suppléer dans l'exercice de leurs fonctions. (D. 18 avr. 1810, 24.) De même les greffiers des juges de paix peuvent avoir un commis qui prête serment devant le juge de paix.

Dans les autres villes qu'à Paris, les fonctions de greffier de justice de paix sont compatibles avec celles de commissaire priseur (O. 26 juin 1816, art. 11); et ils partagent le droit d'exercer ces fonctions concurremment avec les notaires et les huissiers, lorsque toutefois il n'existe pas de commissaire-priseur dans lesdites localités.

GUERRE. — V. Charte, art. 15. **Roi, Pouvoirs.**

GUÉ. — On nomme ainsi l'endroit, où, sur un cours d'eau, soit par suite de la diminution temporaire des eaux, soit par suite de l'exhaussement naturel et constant du lit, il est permis de passer une rivière, soit à cheval, soit en voiture.

Quelquefois pour rendre une rivière navigable on est obligé de faire disparaître cet exhaussement de son lit: d'autres fois, et lorsqu'un gué est néces-

mune, et au transport des différentes denrées, l'administration est au contraire chargée d'en surveiller la conservation. Ainsi dans une demande en autorisation d'usines, il faut examiner si la retenue d'eau ne pourrait pas rendre impraticable un gué supérieur ou détériorer un gué inférieur par la force du courant.

Le passage *à gué* est un droit naturel, que les concessionnaires d'un pont voisin de ce gué ne sauraient attaquer.

V. **Pont,** v° **Eaux,** chap. **Des ouvrages auxquels donnent lieu les cours d'eau.**

GYMNASES MILITAIRES. — Sept gymnases divisionnaires, destinés spécialement à l'instruction des troupes stationnées dans les divisions militaires, ont été institués, par décision ministérielle du 26 décembre 1851. Les directeurs et professeurs de ces établissements sont choisis parmi les élèves militaires du gymnase Normal, établi à Paris.

H.

HAIES. — V. **Eaux**, sect. **Rivières navigables**; § **Chemins de halage.** V. **Grande voirie.**

HALAGE. — V. **Eaux**, sect. **Des rivières navigables et flottables, et des rivières non navigables ni flottables.**

V. aussi **Canaux.** V. C. civ., art. 650. O. 1669, tit. 28, art. 7; D. 22 janv. 1808.

HALLES.

§ 1. Établissement des halles. — § 2. Vente ou location des halles. — § 3. Location des halles par les communes. — § 4. Police des halles.

Autrefois le droit de construire les halles sur les places publiques des communes était attribué aux seigneurs hauts justiciers. Dans presque toutes les villes et bourgs, ils avaient usé de cette prérogative, et jouissaient de la perception d'un impôt connu sous le nom de droit de *hallage*.

La loi du 28 mars 1790, qui supprima tous les droits féodaux, leur conserva cependant leurs propriétés. Elle disposa, art. 19, que les droits de hallage étaient supprimés *sans indemnité*; mais que les bâtiments et halles continueraient à appartenir à leurs propriétaires, sauf à eux à s'arranger à l'amiable, soit pour le loyer soit pour l'aliénation, avec les municipalités des lieux où ils se trouvaient

Une instruction législative du 20 août suivant vint confirmer et étendre ces dispositions.

Postérieurement, les lois du 28 août 1792, 10 juin 1793; le décret du 27 mars 1814, les ordon. des 27 mai 1819 et du 2 juin 1829, confirmées par une jurisprudence constante du Conseil d'état, ont consacré en principe :

1° Que les droits de hallage étaient supprimés;

2° Que le droit de location dans les halles était un droit essentiellement communal;

3° Que les communes avaient droit d'exiger la cession ou la location des halles, mais en indemnisant les propriétaires;

4° Que dans tous les cas l'option entre la cession ou la location etait exclusivement abandonnée au propriétaire.

§ 1. De l'établissement des halles.

L'établissement d'une nouvelle halle ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une ordonnance royale. (O. 28 nov. 1814.)

Celui qui veut établir une halle ou un marché sur son terrain doit adresser sa demande au préfet du département, en lui soumettant les conditions auxquelles il entend faire la concession de son fonds. Il doit en même temps fixer la durée du droit de plaçage qu'il veut percevoir, et évaluer l'importance du sol et celle des constructions faites ou à faire.

Le préfet transmet cette proposition au conseil municipal de la commune dans laquelle l'établissement est projété.

Ce conseil en apprécie l'utilité tant dans l'intérêt du propriétaire proposant que dans celui de la commune.

Il fixe les bases de la concession, arrête le devis des constructions à faire, le nombre et le prix des places; transmet son avis au préfet, qui l'approuve ou fait les objections qu'il trouve convenables, et sur lesquelles le conseil-municipal délibère de nouveau.

Enfin la décision est envoyée par le préfet au ministre de l'intérieur, qui fait rendre l'ordonnance. (V. **Travaux communaux.**)

§ 2. De la vente ou location des halles.

Nous avons dit que les propriétaires des halles avaient incontestablement le droit d'opter entre la *vente* ou la *location*, et que le seul droit des com-

munes était d'empêcher le propriétaire d'employer les bâtiments et halles à son usage personnel, et de les louer ou vendre à d'autres qu'à elles. (V. *suprà* L. 1790 et lois précitées.)

Voici comment s'opère, *soit la vente*, *soit la location* :

La commune peut et doit toujours procéder par voie d'amiable composition. (L. 1790, art. 19.)

En cas d'option pour la vente, si le propriétaire est d'accord avec la commune, la mise en possession se fait dans la forme ordinaire entre les parties ;

Deux experts sont nommés, l'un par le maire, l'autre par le propriétaire, pour dresser un procès-verbal et fixer l'indemnité qui peut être due.

Quant aux bases de l'estimation, elles ne peuvent plus souffrir de difficultés ; car sur ce point la jurisprudence, d'accord avec l'équité et la justice, paraît fixée irrevocablement.

L'indemnité doit toujours être calculée, non-seulement *d'après le prix intrinsèque du sol et de la superficie*, mais encore en prenant en considération le revenu que le propriétaire pourrait en retirer par la location des places aux marchands.

Ce revenu présumé est un des éléments indispensables d'une juste évaluation. (C. Bordeaux, 30 avr. 1850.)

Cette estimation ainsi faite, les prix sont réglés contradictoirement entre les maires et les propriétaires, et le tout est soumis à l'approbation du conseil municipal.

Cette délibération est ensuite envoyée au sous-préfet et au prefet qui donne son avis, et la transmet, avec toutes les pièces justificatives, au ministre de l'interieur qui fait rendre l'ordonnance.

Cette ordonnance royale est le complément indispensable et la sanction nécessaire de la vente, de telle sorte que rien n'est définitif jusqu'au moment où elle est rendue.

Dans le cas où le proprietaire, usant du droit qui lui est réservé par la loi, *préfère la location*, les baux sont passés entre lui et le maire de la commune, dans les formes et avec les formalités que nous avons indiquées pour les baux administratifs. (V. **Baux administratifs.**)

Dans le cas de location, comme dans celui de vente, il est toujours important, pour déterminer le prix ; de prendre en considération non seulement la valeur du terrain mais encore le prix de location que les marchands paient au propriétaire. (Cass., 20 mai 1829.)

Il peut se faire que les communes ne puissent tomber d'accord avec les propriétaires pour régler le prix, soit de vente, soit de location.

Dans ce cas, des experts sont nommés par le préfet pour présenter les bases de l'estimation, et ensuite les tribunaux sont seuls juges des difficultés relatives à l'estimation des indemnités.

Quelque temps la jurisprudence a varié sur ce principe ; et l'autorité administrative faisait les appréciations. On pensait que c'était aux conseils de préfecture à statuer, mais depuis long-temps elle s'est fixée pour reconnaître que les questions de propriété, d'indemnité et de provision de jouissance, relatives à la vente ou location des halles étaient du ressort des tribunaux. (Ord. 22 fév. 1821.)

Lorsque la voie d'amiable composition ne peut réussir, la commune peut exercer l'action de contrainte que lui attribue la loi de 1790.

Dans ce cas, elle fait sommation au propriétaire de consentir *soit la location*, *soit la vente*.

Il n'est pas nécessaire que la commune soit autorisée par le roi, lorsqu'elle somme le propriétaire d'une halle de déclarer s'il veut vendre ou louer ; ce n'est qu'après l'option pour la vente que l'autorisation royale est nécessaire.

Si le propriétaire se refuse définitivement *à louer* ou *à vendre*, alors la commune poursuit *l'expropriation*.

§ 3. Location des halles par les communes.

Les communes, pour la perception des prix des places et autres droits dans les halles, sont autorisees à passer des baux avec des fermiers.

Cette location des places dans les halles figure au nombre des revenus communaux.

Ce produit appartenant aux revenus ordinaires, il n'est pas nécessaire que *le tarif de ces places* fait par le maire soit revêtu de l'approbation du ministre de l'intérieur, celle du préfet suffit. (Cass., 4 juin 1823.)

La prohibition faite à l'adjudicataire des halles d'exiger, pour prix des places, une rétribution au-dessus de celle fixée par l'acte d'adjudication, ne fait pas obstacle à ce que cette rétribution soit consentie d'un commun accord entre l'adjudicataire et les sous-locataires, à raison de dépenses faites par l'adjudicataire dans l'intérêt des sous-locataires, et auxquelles il n'était pas assujetti par l'acte d'adjudication.

Au reste, toutes les contestations qui s'élèvent entre les fermiers des halles et des tiers, relativement au tarif des places sont du ressort de l'autorité judiciaire.

Ce bail ne peut être considéré comme un acte administratif. (Cass., 1 mars 1834. V. **Foires et Marchés. — Commune.**)

§ 4. Police des halles.

Elle appartient, comme celle de tous les lieux

publics, à l'autorité municipale. (V. **Réglements municipaux.**)

HAMEAUX. — Les hameaux sont des sections de commune, dans le sens de l'arrêté du gouvernement du 24 germinal an XI; et les régles administratives établies par cet arrêté leur sont généralement applicables.

Aux termes de cet arrêté, lorsque deux sections de même commune se trouvent divisées par quelque différend, le sous-préfet de l'arrondissement doit appeler auprès de lui pour en délibérer dix habitants pris par moitié dans chaque section parmi les plus imposés : et le procès-verbal de l'assemblée est adressé au conseil de préfecture, pour qu'il prononce sur la demande en autorisation de plaider.

Ainsi tout compromis, tout acte passé entre ces sections de commune sans l'intervention de l'autorité supérieure est nul. (C. d'état, 6 déc. 1820.) (V. **Communes**, chap. 1er, sect. **II.**)

HARAS.

SECTION I. But de l'établissement des haras; De leur utilité; Production. Perfectionnement.

SECTION II. Des haras et dépôts d'étalons. — § 1. Répartition des étalons. — § 2. Approbations, Autorisations. — § 3. Primes.

SECTION III. Des courses de chevaux.

SECTION IV. Administration des haras. — § 1. Conseil des haras. — § 2. Commission des éleveurs dans les départements; Encouragements. — 3. Personnel des haras et dépôts d'étalons. — § 4. Inspection des haras et dépôts.

SECTION Ire. — But de l'établissement des haras; De leur utilité; Production; Perfectionnement.

L'établissement des haras a pour but l'amélioration des races de chevaux.

Cette amélioration intéresse à la fois l'agriculture, l'industrie et la puissance de l'état : l'agriculture, parce que dans les trois quarts de la France les chevaux sont indispensables à ses besoins; l'industrie, car c'est une branche importante de commerce, et que le perfectionnement des races tend essentiellement à l'augmenter et à attirer de nouveaux capitaux; la puissance de l'etat, parce que, cette puissance se composant en partie d'une armee, l'armée est d'autant plus forte que sa cavalerie est mieux montée.

Consideré sous ces divers points de vue, le perfectionnement des races de chevaux ne saurait trouver trop d'encouragement de la part du gouvernement.

Les opinions n'ont cessé d'être partagées sur le meilleur système à adopter pour l'amélioration des races cheval nes; et c'est toujours avec une sorte d'hésitation, et en sollicitant de la part du gouvernement des modifications sur lesquelles il est difficile de se mettre d'accord, que les fonds destinés au service des haras ont été votés par les chambres. La matière est difficile, car il faut tendre à produire beaucoup et bien avec des moyens peu en proportion avec les besoins : on voudrait que le gouvernement presque seul parvint, dans un court espace de temps, avec 1,500,000 fr. qui qui lui sont alloués, à perfectionner l'espèce dans un pays où la routine et l'insouciance, des habitudes invétérées, mettent souvent obstacle à ses efforts, ne tiennent compte des meilleurs conseils, où la proprieté et les fortunes, divisées à l'infini, ne permettent guère à l'industrie particulière de lui prêter un utile concours, quand il a fallu plus d'un siècle à l'Angleterre pour créer chez elle la race dont à juste titre elle est fière et jalouse.

Ainsi, tandis que dans des pays voisins, d'autres conditions sociales favorisent les plus belles productions, si les nôtres ne demeurent pas stationnaires et ne vont pas même en se détériorant, on ne le doit qu'aux louables efforts faits par l'administration et par des particuliers trop peu nombreux, pour introduire et propager en France les meilleures espèces; il serait même injuste de ne pas reconnaître qu'avec de moindres ressources que celles dont elle a pu disposer pendant plusieurs années, l'administration est arrivée par des moyens plus directs et plus efficaces à des améliorations réelles : elle s'est fait comprendre de l'industrie particulière, dont elle s'était peut-être jusque-là tenue trop isolee, et elle a pu ainsi lui imprimer une direction plus éclairée.

L'administration des haras, qui d'abord avait tendu tout à la fois à l'amélioration de la race et à la production, a senti que ses ressources n'étaient pas assez fortes pour lui permettre des succès dans cette double voie; ses efforts sont maintenant dirigés plus particulièrement vers l'amélioration de l'espèce. Si plus tard, comme il y a lieu de l'espérer, elle réussit, il y aura à examiner si elle ne doit pas renoncer entièrement à produire, et laisser aux départements à lui succéder dans cette tâche, où l'industrie agricole est trop intéressée pour qu'ils ne sentent pas la nécessité et l'avantage de l'entreprendre avec zèle et persévérance.

Cette question, soulevée par la commission du budget du ministère du commerce pour 1857, exige de mûres reflexions. Voici toutefois les faits qui ont pu lui donner naissance. Chaque année, l'administration de la guerre achète à l'étranger les chevaux dont elle a besoin (pour une somme de 2,500,000 fr., année commune). Pourquoi alors, s'est on demandé, ne pas assurer aux haras et aux éleveurs français la vente assurée de ces chevaux, et ce, à titre d'encouragement? car on sait que l'administration de la guerre n'a que

le second choix, et à un prix supérieur à celui que vaudraient ces chevaux en Allemagne, cessant les demandes de la France.

Mais qui ne sait aussi qu'elle y trouve cependant cet avantage que, malgré la hausse qu'elle produit, elle obtient des qualités égales à celles qu'il lui faudrait payer un tiers et même moitié plus cher aux éleveurs français; que si, dans le but de les favoriser, elle renonçait aux achats à l'étranger pour les faire tous sur notre sol, elle y trouverait inévitablement les produits de l'Allemagne venant faire, avec de grands bénéfices pour les spéculateurs, la concurrence aux produits français? Il arriverait de là que le ministre de la guerre serait amené à donner pour les chevaux importés d'outre-Rhin un prix double de celui qu'il paie maintenant, sans avantage effectif pour notre production nationale.

Les difficultés que présente la solution de cette question, si intéressante pour l'une des branches les plus précieuses de notre économie rurale, doivent être un motif de plus pour le gouvernement de chercher avec sollicitude tous les moyens propres à les aplanir.

Section IIe — Des haras ou dépôts d'étalons.

Il y a en France trois haras composés d'étalons, juments et poulains; trois dépôts d'étalons et poulains; seize dépôts d'étalons, et un depôt de remontes, à Paris, avec station. (Ord., 21 déc 1833.)

Ces établissements sont divisés en six arrondissements d'inspection suivant un tableau annexé à l'ordonnance précitée [1].

[1] On regrette que les haras et dépôts ne soient pas espacés sur l'étendue du royaume de la manière la plus convenable, eu égard aux besoins et aux habitudes des localités, et qu'il se trouve, par exemple, une distance trop grande entre ceux d'Arles et de Cluny.

Différents conseils généraux, dans leur session de 1833, demandent des augmentations d'*étalons* et l'établissement de nouvelles stations. Nous donnerons leur liste, pensant qu'elle est d'un intérêt statistique, et fait connaître ceux de nos départements où l'on s'occupe de l'élève des chevaux. Ce sont ceux de l'Aube, l'Aude, Calvados, Charente-Inférieure, Cher, Corrèze (celui-ci offre de concourir dans les dépenses pour le rétablissement des courses de trot, de fonds et de vitesse); Corse, Côtes-du-Nord (celui-ci vote 8,800 fr. pour primes aux étalons de trait, et 5,830 fr. pour primes aux juments poulinières suivies de leurs produits); Doubs, Drôme (demande en rétablissement du haras de Grenoble); Eure-et-Loir, Finistère (le conseil appelle toute l'attention du gouvernement sur les ressources que ce département présente pour les remontes de l'armée); Gers, Ille-et-Vilaine, Lozère, Maine-et-Loire (vote de 6,600 fr. de primes); Manche, Marne, Haute-Marne, Meurthe, Meuse, Moselle, Nord (demande en suppression de dépôts); Orne, Pas-de-Calais, Pyrénées (Basses-), Pyrénées (Hautes-) (vote de 6,000 fr.); Saône (Haute), Seine-et-Marne, Sevres (Deux-) et Vienne (Haute-).

Les haras et dépôts d'étalons doivent contenir particulièrement les étalons étrangers et les étalons des plus belles races françaises. (D. 4 juil. 1806.)

§ 1. De la répartition des étalons.

Chaque année, à l'époque *de la monte*, il est réparti dans les arrondissements de chaque *haras* ou *dépôt* un nombre d'étalons proportionné aux besoins des localités. (O. 1833, art. 7.)

Pour arriver à faire cette répartition convenablement, les chefs des établissements s'entendent avec les inspecteurs d'arrondissement et les préfets sur l'organisation et la composition *des étalons* de monte.

Ces stations se composent en général de deux étalons au moins; et à moins de considérations motivées et approuvées, leur organisation et leur composition ne peuvent être modifiées.

Les chevaux envoyés en stations pour la monte sont, autant que possible, placés, sur l'indication des préfets, chez les propriétaires ou cultivateurs les plus distingués par leur zèle et leurs connaissances dans l'art d'élever ou soigner les chevaux (D. 4 juil. 1806; O. 1833, art. 8), ou confiés à des palefreniers des établissements jugés en état de tenir et diriger une station, et présentant les garanties nécessaires pour leur bonne administration.

Dans l'un et l'autre cas, les étalons doivent toujours être accompagnés des palefreniers du haras ou dépôt auquel ils appartiennent. (R. 29 oct. 1825.)

Dans le cas où les étalons sont mis en station chez un propriétaire, ce dernier doit fournir un local sain et convenable, veiller à tout ce qui concerne les soins à donner à l'entretien et à la conservation des chevaux, et surtout à ce que le régime et les instructions pour la *monte* donnés par les chefs d'établissement soient ponctuellement suivis.

Des avis sont publiés, avec l'approbation des préfets, pour faire connaître aux propriétaires de juments les ressources qui leur sont offertes et les conditions d'après lesquelles ils peuvent en profiter.

Ces conditions sont réglées par un tarif établi tous les ans par le ministère, en même temps que l'état de répartition des étalons pour la monte.

Les propriétaires ou chefs de station sont responsables du paiement du prix de la saillie.

La saillie peut être exigée pour un seul prix jusqu'à trois fois, à différents jours, si la jument n'a pas retenu la première ou la deuxième fois.

Le paiement est exigible au premier saut, sans

préjudice du droit réservé au propriétaire d'exiger les deux autres.

Ces prix sont versés dans la caisse du haras ou dépôt.

Toutes les mesures d'ordre concernant la monte, la visite des juments présentées, la préférence à donner aux juments primées, les notes à fournir pour les produits et les circonstances de la saillie appartiennent aux chefs de station.

Les directeurs et chefs de dépôt ou haras doivent inspecter exactement chaque année les stations pour s'assurer de la régularité et de l'ordre du service. (V. Réglement de 1825.)

§ 2. Approbations, Autorisations.

Les propriétaires possédant des étalons qu'ils destinent à la monte des juments peuvent les présenter aux inspecteurs-généraux, par qui ils sont approuvés quand ils en sont susceptibles, sauf la ratification du ministre de l'intérieur. (D. 4 juil. 1806, 22; O. 1833, 9.)

L'approbation est accordée pour cinq années consécutives, mais révocable dans le cas où quelque maladie héréditaire viendrait à se déclarer chez l'étalon approuvé. (R. 29 oct. 1825.)

Les conditions pour l'approbation sont que l'étalon soit exempt de maladies, qu'il soit susceptible d'améliorer les races, qu'il soit spécialement consacré à la reproduction.

L'autorisation diffère de l'approbation en ce qu'on n'exige pas que l'étalon autorisé réunisse toutes les qualités requises pour l'approbation; cependant il faut qu'il soit exempt de maladies héréditaires, et propre, sinon à améliorer, du moins à conserver la race.

Cette autorisation ne vaut que pour un an. (R. 29 oct. 1825.)

Les étalons *approuvés* ou *autorisés* ne peuvent être employés à la monte que dans l'arrondissement déterminé par le titre même qui constate l'approbation et l'autorisation.

Chaque année, avant la monte, ils sont soumis à une inspection sévère. L'inspecteur-général prononce la réforme de ceux qui se trouvent défectueux, et les marque. (D. 4 juil. 1806; O. 16 janv. 1825.)

§ 3. Des primes.

Des primes sont accordées chaque année aux propriétaires soit d'*étalons*, soit de *juments*.

Tout propriétaire d'étalons approuvés qui a rempli les conditions prescrites par les réglements reçoit chaque année une prime de 300 à 600 fr. pour un étalon de selle; 200 à 500 fr. pour un étalon carrossier, 100 à 200 fr.; pour un étalon de gros trait. (O. 21 déc. 1833, art. 16.)

La quotité de la prime à allouer au propriétaire est fixée par le ministre, d'après le rapport de l'inspecteur-général: cette quotité peut augmenter ou diminuer chaque année, d'après le degré d'utilité reconnu des services de l'étalon.

Le propriétaire de tout étalon ayant obtenu une prime, ne peut le faire hongrer sans permission de l'inspecteur-général de son arrondissement, sous peine de rembourser la prime à lui payée.

La race des chevaux de selle étant celle qui demande le plus à être encouragée, des primes sont annuellement données aux propriétaires des plus belles juments de cette espèce.

Ainsi les juments de race pure, arabe, barbe, turque, persane ou anglaise reçoivent des primes annuelles de 200 à 400 fr. si elles reunissent à une taille de 1 mètre 49 centimètres (4 pieds 7 pouces), mesurées à la potence, les qualités exigées d'une bonne poulinière.

Aucune jument ne peut être primée si elle ne réunit à un degré notable les qualités propres à améliorer l'espèce, et si en outre elle n'est consacrée habituellement et non accidentellement à la reproduction. (O. 16 janv. 1825; R. 16 janv. 1825.)

Les primes ne peuvent être accordées que si la jument est suivie de son poulain de l'année, provenant d'un étalon de pur sang. (O. 21 déc. 1833, art. 11.)

Il peut aussi être accordé des primes de 200 à 300 fr. aux juments indigènes réunissant aux qualités exigées d'une bonne poulinière une taille de 1 mètre 52 centimètres, lorsque ces juments sont suivies de leur poulain de l'année, provenant d'un étalon de race pure appartenant à l'administration ou approuvé. (O. 21 déc. 1833, art. 12.)

Toutes les primes sont accordées par le ministre du commerce et des travaux publics, sur la proposition des inspecteurs généraux.

Section III. — Des courses de chevaux.

Les courses de chevaux et les récompenses que le gouvernement y attache sont un des meilleurs moyens de maintenir la perfection des belles races dans les pays qui en possèdent, et d'amener dans les autres des améliorations successives.

Les courses, en développant les moyens des chevaux, font ressortir leur mérite par comparaison; elles éclairent sur leurs qualités et sur leurs défauts; elles donnent aux vainqueurs un nouveau prix.

Cette augmentation de valeur, qui est une des suites les plus importantes des sacrifices que fait l'état dans ces circonstances, engage les propriétaires à donner aux dispositions qui précèdent la naissance du cheval de selle, et qui doivent accompagner son éducation, des soins plus attentifs dont ils entrevoient dans l'avenir le dédommagement.

Les courses de chevaux sont établies dans huit arrondissements, dont les chefs-lieux sont Paris, le Pin, Saint-Brieux, Strasbourg, Limoges, Aurillac, Bordeaux, Tarbes.

Le nombre de ces concours n'est fixé ainsi que temporairement et peut toujours être augmenté. (A. min. 16 mars 1825.)

Il y a pour chacun de ces concours quatre prix dits d'arrondissement, de 1,200 fr. chacun, et des prix principaux pour quatre arrondissements seulement, de 2,000 fr. (R. 1825.)

Il y a en outre trois prix royaux : deux de 6,000 et de 5,000 fr. à Paris, un de 3,500 fr. à Aurillac.

Les réglements à observer dans les courses, ainsi que les époques auxquelles elles ont lieu, sont essentiellement variables, et conséquemment ne sont pas susceptibles d'analyse.

(V. l'ordonnance du 16 mars 1825 pour tout ce qui concerne l'âge et l'état des chevaux, les obligations et justifications à faire par les propriétaires, le poids à porter, les distances à parcourir, les règles, heures, police des courses, le mode de paiement et la compétence du jury.)

La connaissance de toutes les difficultés qui peuvent naître, soit entre les concurrents, soit entre les communes, au sujet des courses de chevaux, est réservée exclusivement aux maires des lieux pour le provisoire, et aux préfets pour la décision définitive, sauf recours au Conseil d'état. (D. 4 juil. 1806, 28.)

Section IV. — Administration des haras.

Tout ce qui tient à l'administration des haras dépend du ministère du commerce et des travaux publics, qui est autorisé à faire tous les réglements et instructions sur le régime des haras, les courses de chevaux et les primes d'encouragement. (Ord. 21 déc. 1833.)

§ 1. Conseil des haras.

Il est établi près du ministère du commerce et des travaux publics, et sous sa présidence, un conseil des haras, composé du secrétaire-général du ministère, vice-président; des inspecteurs-généraux en activité, et d'un secrétaire nommé par le ministre.

Les inspecteurs-généraux en retraite peuvent être appelés par le ministre à faire partie de ce conseil. (O. 21 déc. 1833, art. 21.)

Les réglements et instructions arrêtés et publiés par le ministère, conformément à l'art. 22 de l'ordonnance de 1833, sont préalablement examinés et élaborés par ce conseil.

§ 2. Commission des éleveurs dans les départements; Encouragements.

Dans chaque circonscription de haras ou dépôts, il est formé une commission de quatorze membres.

Cette commission examine les progrès de l'élève des chevaux dans les différentes localités, et présente à ce sujet des observations qui sont transmises au ministre par le prefet.

Cette commission est nommee par le ministre sur la présentation qui lui est faite, pour chaque département, par les préfets, d'une liste de candidats choisis parmi les propriétaires et cultivateurs qui s'occupent de l'élève des chevaux.

Les préfets des départements dans lesquels sont situés les haras ou dépôts d'étalons sont de droit présidents des commissions départementales. Les directeurs des haras ou dépôts assistent aux séances en qualité de commissaires du gouvernement.

Ces commissions ne peuvent délibérer que sur les points qui ont été spécifiés par les ministres, et dont les préfets leur ont donné connaissance.

Le ministre, en outre, doit fixer l'époque et la durée des réunions..

Sur le rapport de chaque commission, le ministre propose au roi d'accorder des récompenses aux éleveurs qui ont fait faire de notables progrès à l'amelioration et au perfectionnement des races de chevaux.

Ces récompenses consistent, suivant l'étendue et la nature des services rendus à cette branche de l'industrie agricole, en poulinières, poulains ou pouliches, médailles d'or ou d'argent. (Ord. 21 déc. 1833, art. 14 à 21.)

§ 3. Personnel des haras et dépôts.

Dans les haras et dépôts d'étalons le personnel se compose : d'un directeur, d'un inspecteur particulier, d'un agent spécial régisseur, de deux surveillants, un vetérinaire, un piqueur dans les haras;

D'un directeur, un agent spécial, régisseur; un surveillant, un véterinaire dans les dépôts d'etalons et pouliches;

D'un directeur, un agent spécial, un vétérinaire dans les dépôts d'étalons). Ord. 1833, art. 5.)

Les directeurs des haras et dépôts et les inspecteurs particuliers sont nommés par le roi, sur la présentation du ministre du commerce et des travaux publics.

Les autres officiers et employés des haras et dépôts sont nommés directement par le ministre.

Les directeurs des haras et dépôts ont droit à deux rations de fourrages; l'inspecteur particulier et le vétérinaire, à une seule. Mais ils sont tenus de se monter à leurs frais, et ne touchent de rations qu'autant que leurs chevaux sont présents. (Ord. 1833.)

§ 4. Inspection des haras et dépôts.

Il y a quatre inspecteurs-généraux des haras et dépôts d'étalons, qui sont nommés par le roi.

Les quatre circonscriptions d'établissements et arrondissements d'inspection ont été etablies dans un tableau annexé à l'ordonnance du 21 décembre 1833.

Les haras ou dépôts doivent être inspectés au moins une fois par an. (Ord. 1833, art. 4, § 2.)

A consulter : l'*Éleveur*, journal des haras.

HONNEURS CIVILS ET MILITAIRES. — (V. D. relatif aux cérémonies publiques, préséances, etc., 24 mess. an XII.)

(V. D. relatif aux honneurs militaires dans les ports et arsenaux de marine, 6 frim. an XIII.) (V. **Préséance**.)

HOPITAL DES QUINZE-VINGTS. — L'hôpital royal des Quinze-Vingts, dont l'origine remonte à saint Louis, est exclusivement destiné à recevoir et secourir les aveugles. Il ne faut pas le confondre avec l'institut des jeunes aveugles, qui n'a pour but que l'éducation de cette classe malheureuse, et de leur assurer pour l'avenir, par leur travail, des moyens certains d'existence.

Cet hôpital est administré par un directeur que choisit le ministre, et par un conseil d'administration qui, comme les commissions ordinaires des hospices, se renouvelle sur présentations faites par le conseil lui-même. Il reçoit de l'état une subvention de 210,000 francs, qui ne sont d'ailleurs que le remplacement très légitime d'une rente de 250,000 francs originairement due par le trésor royal pour le versement de cinq millions provenant de la vente d'un terrain.

Chaque aveugle non marié reçoit par jour 1 franc 30 centimes, sur laquelle allocation on retient 18 cent. trois quarts pour le pain, et 8 cent. et demi pour l'habillement. Chaque aveugle marié reçoit 30 c. de plus, et 15 c. de plus encore par enfant au-dessous de quatorze ans. Parmi les trois cents aveugles dont se compose la corporation, il en est qui préfèrent vivre hors la maison, et qui touchent pour toute allocation 250 fr. par an. Enfin, cinq cents aveugles non admis reçoivent, en attendant des vacances, des pensions de 100 à 200 fr. (V. **Aveugles**.)

HOPITAUX MILITAIRES.—Les hôpitaux militaires ne sont pas, comme les hôpitaux civils, des etablissements publics qui aient une existence indépendante, une dotation propre; ils sont entretenus pour le compte et aux frais de l'état.

Le service des hôpitaux est chargé de pourvoir à tous les objets et à tous les soins nécessaires au traitement des militaires malades ou blessés.

Il y a des hôpitaux pour l'armée de terre et pour l'armée navale.

Les établissements du service des hôpitaux militaires pour l'armée de terre sont : 1° les hôpitaux; 2° les magasins de mobilier et médicaments; 3° les dépôts de convalescents.

Ces hôpitaux sont permanents, temporaires, ambulants ou d'instruction.

Les hôpitaux *permanents* sont ceux qui sont formés dans l'intérieur du royaume pour être maintenus en temps de paix comme en temps de guerre.

Les hôpitaux *temporaires* sont formés extraordinairement en cas de guerre ou de rassemblement de troupes, et pour toute autre cause passagère.

Les hôpitaux *ambulants* sont formés auprès des corps ou des divisions de l'armée pour en suivre les mouvements et pour administrer les secours aux blessés et autres malades.

Les hôpitaux d'*instruction* sont ceux dans lesquels il est ouvert des cours pour l'enseignement des différentes branches de l'art de guérir.

Enfin, des *dépôts de convalescents* sont créés en cas de guerre ou de rassemblement de troupes, pour recevoir les militaires qui, à leur sortie de l'hôpital, ne sont pas en état de reprendre leur service.

Ces différents établissements sont répartis dans les places de guerre, sur les frontières, et dans les places principales de l'intérieur du royaume, d'après l'effectif des troupes combiné avec le système de défense, et de manière à maintenir en activité le personnel nécessaire à la formation des cadres de l'armée. Ils peuvent être formés et supprimés en vertu des ordres du ministre de la guerre; toutefois, les intendants des divisions militaires sont autorisés à prescrire, dans les cas

d'urgence, la formation ou la suppression des établissements temporaires, après s'être concertés avec les lieutenants-généraux commandant les divisions, et à charge d'en rendre compte immédiatement au ministre. (R. 24 déc. 1824, art. 7, 9.)

Les règles applicables au personnel des hôpitaux de l'armée de terre sont déterminées par l'ordonnance royale du 18 sept. 1824, série 8, t. 1, p. 7.)

Pour les fournitures du matériel, V. le règlement du 20 déc. 1824 (*Journ. milit. offic.*), art. 148 à 158.

Hôpitaux de l'armée navale. — Ce service comprend les établissements qui existent dans les ports, et les soins dus aux malades et aux blessés à bord.

Il est dirigé, sous les ordres du ministre de la marine et l'autorité du préfet maritime, par un conseil de santé, composé des premier et second officiers de santé en chef, et du pharmacien en chef.

Pour les fonctions de ce conseil, V. Ord. roy. du 17 déc. 1828, art. 89 à 93; V. aussi l'Ord. du 31 oct. 1827, art. 599, § 1 et 2. et l'arrêté du 17 vent. an IX.

Administration. — Les hôpitaux militaires sont régis par *économie* ou en *entreprise*.

Dans les hôpitaux militaires régis par économie, les fournitures de mobilier, de denrées, de médicaments et autres objets de consommation sont généralement faites en vertu d'adjudications publiques, avec toutes les précautions nécessaires pour garantir une concurrence utile au service et aux intérêts du trésor.

Dans les hôpitaux militaires en entreprise, le service est fait moyennant un *prix ferme*, qui varie suivant les localités, et par suite de marchés passés avec concurrence.

HOSPICES.

SECTION I. Exposé.
SECTION II. Administration intérieure des hospices. — § 1. commission administrative. Conseil général des hospices de Paris. — § 2. Receveurs. — § 3. Contrôleurs et économes.
SECTION III. Gestion économique. — § 1. Dotations et biens des hospices. — § 2. Gestion des biens fonds. — § 3. Réparations et constructions. — § 4. Aliénations, Acquisitions, Echanges. — § 5. Gestion des capitaux et rentes. — § 6. Dons et legs. — § 7. Donation pour admission; Placement de fonds sur les hospices.
SECTION IV. Service intérieur. — § 1. Admission dans les hospices des pauvres malades et infirmes. — § 2. Admission des détenus et des fous furieux. — § 3. Admission des militaires dans les hospices civils. — § 4. Décès dans les hospices. — § 5. Médecins, Chirurgiens, Pharmaciens. — § 6. Sœurs hospitalières. — § 7. Pension. — § 8. Exercice du culte. — § 9. Inspection des hospices.
SECTION V. Comptabilité. — § 1. Budget. — § 2. Revenus ordinaires et extraordinaires. — § 3. Dépenses ordinaires et extraordinaires. — § 4. Obligations des receveurs et écritures. — § 5. Reddition des comptes. Jugement des comptes. — § 6. Compte moral rendu par la commission. — § 7. Vérification de la caisse et de la comptabilité.
SECTION VI. Contentieux. — § 1. Actions des hospices. — § 2. Dettes des hospices.

Autrefois on donnait le nom d'*hôpitaux* à tous les établissements fondés en faveur des pauvres malades ou valides. La nouvelle législation a adopté celui d'*hospices*; mais les médecins ne confondent pas ces deux dénominations. L'hôpital, dans le langage médical, est toute maison publique destinée à recevoir et à traiter les pauvres pendant leur maladie. L'hospice est consacré aux pauvres, orphelins, vieillards et infirmes. Là ils sont logés, nourris et traités par charité.

Dans les premiers siècles de l'établissement de l'église, l'évêque était chargé du soin immédiat des pauvres de son diocèse. Lorsque les ecclésiastiques eurent acquis des rentes assurées, on en destina le quart au soulagement des pauvres, et on fonda avec ce quart les maisons de piété appelées *hôpitaux*; quelques-unes furent fondées par des particuliers et eurent des revenus.

Toutes ces maisons étaient gouvernées, même pour le temporel, par des prêtres et des diacres sous l'inspection de l'évêque; mais dans le relâchement de la discipline, les clercs qui en possédaient l'administration les convertirent en bénéfice et en appliquèrent les revenus à leur profit. Ces abus engagèrent le concile de Vienne à faire défense de donner les hôpitaux à titre de bénéfice à des clercs séculiers, et à ordonner d'en commettre l'administration à des laïques qui prêteraient serment et rendraient compte tous les ans. — Le concile de Trente, et postérieurement les ordonnances de Moulins et de Blois (1561), confirmèrent ces dispositions. Louis XIV, en maintenant également le même principe, opéra une réforme complète par ses ordonnances d'août 1693 et décembre 1698, qui designèrent les fonctionnaires ou notables devant faire partie du bureau de direction, les règles à suivre pour assurer une gestion économique et une bonne comptabilité. Elles placèrent les hôpitaux sous la tutelle des parlements.

En 1764, la fortune des hôpitaux éveilla l'attention du gouvernement: il se fit rendre un compte exact de leurs revenus et de leurs dépenses.

En 1789, il n'existait plus rien d'uniforme dans leur administration, et les représentants des trois ordres se la disputaient; une réforme était nécessaire; la loi du 7 octobre 1796. (16 vend. an V) l'introduisit.

Section II.—Administration intérieure.

§ Ier. Commissions administratives.

L'organisation administrative des hospices repose donc maintenant sur la loi du 7 octobre 1796, qui attribue aux administrations municipales la surveillance immédiate des hospices civils établis dans leur arrondissement. Depuis, des modifications importantes sont survenues, quant à la formation de ces commissions.

Mais, d'après le dernier état de la législation, l'administration des hospices est confiée à des commissions gratuites qui sont partout composées de cinq membres, non compris les maires, *présidents-nés* de ces commissions. (O. 31 oct. 1821, art. 1, instr. min., 8 fev. 1825.)

Toutefois, il peut être fait exception à cette règle générale dans les grandes villes où il existe plusieurs hospices, si la différence de leurs destinations et de leurs intérêts exige deux commissions au lieu d'une, ou si l'importance de ces établissements réclame la coopération de ces cinq administrateurs, dans l'un ou l'autre de ces cas, une ordonnance du roi est nécessaire. (O. 21 oct. 1821, art. 1, inst. min., 8 fév. 1823.)

C'est ainsi qu'un arrêté du 17 janvier 1801, institue pour Paris un conseil général des hospices, dirigeant tous les établissements destinés aux pauvres, dans cette grande ville. Le nombre des membres de ce conseil général, a été porté à quinze, par ordonnance du 18 février 1818, sans compter le préfet de police qui y siége, et le préfet du département qui le préside. Les membres sont nommés par le roi, sur une liste quintuple de candidats dressée par le conseil, et accompagnée de l'avis du préfet. Le conseil est renouvelé chaque année par cinquième au mois de décembre, et les membres sortants ne peuvent être réélus qu'après une année d'intervalle.

Quant aux membres des autres commissions administratives, ils sont nommés par les préfets dans toutes les villes et communes dont ils nomment les maires ; et dans les villes dont les maires sont à la nomination du roi, ils sont nommés par le ministre de l'intérieur sur l'avis des préfets.

On avait long-temps pensé dans quelques localités que ces fonctions étaient incompatibles avec celles de membre du conseil municipal, mais une circulaire du 16 septembre 1830 a déclaré que les membres des commissions administratives et ces derniers, remplissant des fonctions gratuites et n'ayant pas un intérêt personnel dans les affaires, soit de la commune, soit des hospices, il n'existait pas d'incompatibilité dans l'espèce. (Circ. min. to. v., p. 425.)

L'ordonnance du 31 octobre 1821, avait placé près de chaque commission administrative un *conseil de charité*, destiné, dit l'instruction ministérielle, à exercer sur les actes des commissions, moins un contrôle qu'un surcroît de lumières et de garantie; mais cette institution inutile et illusoire, par cela même que l'initiative appartenait toujours aux commissions sans que le conseil pût rien réformer ni contrôler, ne fut pas organisée dans certaines localités, ou ne le fut que très-imparfaitement dans les autres. Il en résultait pour les administrations des retards et des embarras qui compromettaient le service. En conséquence, une ordonnance du 2 avril 1831 supprima leur institution en conservant l'ordonnance de 1821, qui les avait organisées, dans toutes ses autres dispositions.

Conséquemment, les commissions administratives subsistent seules. En procédant à la nomination de leurs membres, on doit veiller à ce que ceux-ci aient leur domicile réel dans le siége de ces administrations, et à ce que plusieurs parents d'un degré très-rapproché n'en fassent pas partie.

Elles doivent être renouvelées chaque année par *cinquième*, c'est-à-dire, par la voie du sort pendant les quatre premières années, mais ensuite c'est le cinquième des membres de l'administration le plus ancien en exercice qui doit être remplacé. (O. 6 févr. 1818, art. 4, pour le renouvellement des commissions. V. circ. min., 8 févr. 1823.)

Les commissions ne doivent délibérer qu'à la majorité des membres qui les composent.

Elles élisent dans leur sein un vice-président qui supplée en cas d'absence le maire président-né, ainsi que nous l'avons déjà dit.

Outre les membres des commissions, les fondateurs d'hospices qui se sont réservé par leurs actes de libéralité le droit de concourir à la direction des établissements par eux dotés, peuvent assister avec voix délibérative aux séances de leurs administrations. (D. 31 juill. 1806.) Enfin, le service intérieur de chaque hospice doit être regi par un réglement particulier proposé par la commission administrative et approuvé par le préfet. (O. 31 oct. 1821, art. 17.)

L'ordonnance du 31 octobre 1821 porte, article 36, que les dispositions des décrets relatifs au service des hospices et des bureaux de bienfaisance, non abrogées ou modifiées par ladite ordonnance, continueront à être exécutées. Les sous-préfets conservent donc la surveillance immédiate sur les établissements de charité, comme ayant remplacé les anciennes administrations municipales de canton, auxquelles la loi du 7 octobre 1796, avait attribué cette fonction ; et ils doivent statuer dans le délai de deux mois au plus tard, comme l'art. 12 de la loi le prescrivait à ces administrations.

A Paris, l'administration des hôpitaux et hospices civils se compose, 1° d'un *conseil général*, composé de quinze membres dont le préfet du département président et le préfet de police sont membres-nés; la direction de tous les établissements appartient au conseil général;

2° D'une *commission administative.* Les fonctions administratives sont partagées entre les membres de la commission sous la surveillance des membres du conseil général spécialement désignés pour chaque partie de l'administration; à cet effet, il a été formé cinq divisions principales. La première comprend les *hospices;* la deuxième, les *hôpitaux;* la troisième, les *domaines;* la quatrième, les *secours à domicile*, la *fondation Monthyon* (1), le *bureau central d'admission*, la *cave générale*, la *boulangerie générale*, la *pharmacie centrale;* la cinquième, la *comptabilité générale.*

§ 2. Receveurs. Cautionnement.

Aux termes de la loi du 16 vendémiaire an V, il devait être nommé hors du sein des commissions administratives, un receveur qui demeurât exclusivement chargé de la recette et de la perception des revenus; et suivant un autre arrêté du 25 brumaire, même année, les revenus des hôpitaux situés dans une même commune devaient être perçus par un seul et même receveur; en outre ces agents n'étaient pas investis du caractère nécessaire pour poursuivre les débiteurs, assurer le remboursement des créances d'inscription, et n'étaient soumis eux-mêmes à aucune responsabilité. L'intérêt bien entendu des pauvres commandait donc d'appeler à la conservation de leurs droits, des comptables dont la responsabilité réelle et pécuniaire pût être atteinte dans tous les temps. Tel fut le but du décret du 12 octobre 1805 qui fit reposer sur la responsabilité particulière des receveurs, le soin de prendre toutes les mesures conservatrices des intérêts de ces établissements.

D'après l'article 1er, ils doivent faire toutes les diligences nécessaires pour la recette et la perception des revenus, et pour le recouvrement des legs et donations, et autres ressources affectées au service de ces établissements; faire faire contre tous les débiteurs en retard de payer, et à la requête de l'administration, les exploits, significations et commandements nécessaires, d'avertir les administrateurs de l'échéance des baux; d'empêcher les prescriptions; de veiller à la conservation des domaines, droits, priviléges et hypothèques, de requérir à cet effet l'inscription au bureau des hypothèques, de tous les titres qui en sont susceptibles, et de tenir registre desdites inscriptions et autres poursuites et diligences.

Ils doivent également former des oppositions pour la conservation des droits des pauvres et des hospices, mais ils ne peuvent en donner mainlevée, ni consentir aucune radiation, changement ou limitation d'inscription hypothécaire, qu'en vertu d'une décision spéciale du conseil de préfecture, prise sur une proposition formelle de l'administration, et l'avis du comité consultatif. (Arr. gouv., 11 therm. an XII.)

L'article 5 du même arrêté les soumet aux dispositions des lois relatives aux comptables des deniers publics et à leur responsabilité; de sorte que les hospices ont sur les biens desdits comptables, une hypothèque légale qui garantit la fidélité de leur gestion; d'où il suit encore qu'aucune somme ne peut être acquittée par eux, si elle n'a été préalablement ordonnancée sur un crédit régulièrement ouvert. A cet effet, un des membres de la commission administrative de chaque établissement est chargé des fonctions d'ordonnateur.

Mais pour faciliter aux receveurs l'accomplissement de toutes leurs obligations, ils sont autorisés par l'art. 2 de l'arrêté précité à se faire délivrer une expédition en forme de tous les contrats, titres nouvels, declarations, baux, jugements et autres actes concernant les domaines dont la perception leur est confiée, ou à se faire remettre par tous dépositaires lesdits titres et actes, sous leur responsabilité.

Chaque mois les administrateurs doivent en outre s'assurer des diligences du receveur par la vérification de ses registres.

Les receveurs sont nommés par le ministre de l'intérieur sur une liste de trois candidats présentés par les commissions administratives, et sur l'avis des préfets; mais lorsque les recettes des hospices, réunies aux recettes des bureaux de bienfaisance, n'excèdent pas 20,000 fr., elles sont confiées au receveur municipal. Il peut n'y avoir qu'un même receveur pour les hospices et les bureaux de bienfaisance, et leurs recettes réunies peuvent être confiées au receveur municipal, lors même qu'elles s'élèvent au-dessus de 20,000 fr.; mais dans ce cas la mesure ne peut avoir lieu que du consentement des commissions administratives et de l'avis du préfet. (O. 31 oct. 1821, 22, 24.)

Toutefois la disposition ci-dessus, qui prescrit de confier au receveur municipal les recettes des hospices lorsque, réunies aux recettes des bureaux de bienfaisance, elles n'excèdent pas 20,000 fr., ne doit être considérée comme obligatoire qu'autant que le receveur municipal a son domicile

(1) Le baron Auget de Monthyon a légué aux hospices de Paris, le 2 juillet 1821, des revenus considérables, destinés à donner des secours aux pauvres sortant des hôpitaux.]

dans la commune où l'hospice est situé. (O. 1825, art. 1er; instr. 1825.)

D'après l'arrêté du 6 avril 1804, les receveurs doivent fournir un cautionnement qui, aux termes de l'ordonnance de 1821, art. 22, doit être réglé par le ministre de l'intérieur, sur l'avis de la commission administrative et du préfet, en observant les proportions déterminées pour celui des receveurs des communes. C'est donc maintenant le *dixième* des recettes, taux fixé par la loi du 28 avril 1816.

Aux termes de l'ordonnance du 31 octobre 1821, les cautionnements devaient être préférablement en numéraire, et versés dans les caisses des monts-de-piété; mais l'ordonnance du 6 juin 1830, art. 4, veut que ces cautionnements soient désormais fournis en immeubles ou en rentes sur l'état, sauf le cas où, par exception, le ministre de l'intérieur jugerait nécessaire d'autoriser les comptables à réaliser leur cautionnement en numéraire dans les caisses des monts-de-piété comme par le passé.

Les immeubles doivent être francs et libres de tous priviléges et hypothèques; sur le vu des pièces qui en justifient, la commission délibère, et l'immeuble n'est accepté comme cautionnement qu'autant que ladite délibération a été approuvée par le préfet. (Circ. min., 16 sept. 1830.)

Il n'y a d'exception à l'obligation de fournir un cautionnement que si, d'après les règles ci dessus, il devait être inférieur à 100 fr. (O. 15 oct. 1825.) Quant aux traitements ou remises des receveurs, l'art. 4 de l'ordonnance du 28 juin 1833 réserve au préfet le droit de régler sur la proposition des commissions administratives et sur l'avis des receveurs généraux des finances, les remises proportionnelles qui leur seront allouées. Mais, en général, elles doivent être fixées, d'après les dispositions du décret du 24 août 1812, à raison de 4 p. 0/0 sur les premiers 20,000 fr. des recettes ordinaires pour les hospices dont les recettes ont des receveurs spéciaux; et, pour tous les hospices, à raison de 1 p. 0/0 sur toutes les sommes excédant 20,000 fr. jusqu'à un million, et de *demi* p. 0/0 sur toutes celles qui s'élèvent au-delà d'un million. Enfin les receveurs ne peuvent être installés dans leurs fonctions qu'autant qu'ils ont justifié au préfet du département, par l'intermédiaire du receveur particulier, de la réalisation de leur cautionnement et prêté serment soit devant le préfet, soit devant tel autre fonctionnaire désigné par le magistrat. (L. 28 avr. 1816, art. 96.)

§ 3. Contrôleurs et économes.

Dans les hospices dont les revenus sont considérables, les recettes et paiements sont contrôlés par un préposé spécial qui a le titre de *contrôleur*; et les administrateurs sont secondés pour la direction du service intérieur par d'autres préposés qu'on appelle *agents* ou *économes*.

Ceux-ci reçoivent des mains du receveur de l'établissement tous les produits en nature, et dressent, pour en constater l'entrée dans les magasins, des procès-verbaux dont une expédition est remise au receveur pour sa décharge.

Ils emploient ces produits sur les mandats des ordonnateurs, et rendent en fin d'année un compte du mouvement des magasins qui leur sont confiés.

En aucun cas, de même que les *contrôleurs*, ils ne peuvent avoir un maniement de deniers.

Les agents sont révocables par les préfets; mais leur révocation n'est définitive qu'après avoir été approuvée par le ministre. (Circ. min., 1823.)

Section III. — Gestion économique.

§ 1er. Dotations et biens des hospices.

La munificence des princes et la bienfaisance des particuliers avaient autrefois doté les hospices de biens considérables; et même, outre ces biens fonds, terres, maisons et rentes composant leur patrimoine, ils jouissaient d'attributions sur les droits d'entrée et octroi des villes, fixées invariablement par lettres-patentes, et ils étaient exempts de presque tous les impôts. Mais de même que tous les autres établissements de charité, ils furent dépouillés par la loi du 23 messidor an II; et leurs biens, incorporés au domaine national, furent vendus. (V. **Domaines nationaux.**)

Cependant cette mesure préparait des embarras à l'état: on le sentit, et l'exécution de la loi de l'an II fut suspendue par les lois des 9 fructidor an III, 2 brumaire et 28 germinal an IV. Enfin la loi du 16 vendémiaire an V révoqua définitivement l'ordre de vente et répara cette spoliation en ordonnant le remplacement des biens vendus, par des domaines nationaux.

Les concessions furent d'abord provisoires, puis déclarées définitives par les lois des 8 ventose an XII et 7 septembre 1807.

Les choses restèrent dans cet état jusqu'à la loi du 5 décembre 1814, qui faisait remise aux émigrés de leurs biens non aliénés. De longues discussions s'élevèrent alors sur la question de savoir si les hospices devaient rendre les biens à eux concédés. Mais enfin la jurisprudence du Conseil d'état semble avoir concilié les intérêts de tous, en déclarant qu'aux termes du troisième § de l'art. 8 de la loi du 5 octobre 1814 et de l'art. 3 de l'ordonnance du 11 juin 1816, si les biens concédés à un établissement de charité, en remplacement

de les biens vendus, excèdent la valeur de l'ancienne dotation, cet excédant doit être restitué aux émigrés dont tout ou partie de ces biens sera provenu, dans quelque forme que la concession ait été faite. Telle fut la dernière revolution subie par les biens des hospices. (C. d'état, 21 oct. 1818, 12 mai 1820, 15 août 1821.)

Or, les dispositions des lois et ordonnances précitées sont formelles; et dernièrement encore, un arrêt du Conseil d'état des 15 et 22 novembre 1854 a déclaré que, lorsqu'une ordonnance rendue contradictoirement par interprétation de la loi susdite, a enlevé à un hospice la propriete d'un domaine qui lui avait eté définitivement abandonnée par plusieurs actes législatifs, mais dont la valeur excédait celle des biens dont il avait été dépouillé par les lois révolutionnaires, cette ordonnance ne pouvait être attaquée comme ayant été rendue inconstitutionnellement.

Celui qui se croit fondé dans une réclamation de ce genre, à l'égard de biens non-vendus et possédés par l'État, doit s'adresser au préfet, qui donne son avis motivé, et le transmet avec les pièces au ministre des finances. Sur sa décision une expertise est ordonnée, et le roi prononce ensuite, sur le rapport du ministre de l'intérieur.

Si au contraire les biens réclamés ne se trouvaient plus entre les mains de l'Etat, la question devient purement *domaniale* et rentre à ce titre dans les attributions du préfet, soit parce qu'il s'agit d'examiner la qualité et les droits du réclamant comme émigré, au moment de l'affectation et sous le régime du sénatus-consulte du 6 floréal an X, soit parce qu'il appartient au préfet de déterminer quel a été l'effet de son arrêté d'envoi en possession lorsque le bien national est sorti des mains du domaine pour passer dans celles de l'hospice.

Le préfet est donc compétent pour prendre un arrêté, qui peut être déféré au ministre des finances, sauf le renvoi s'il y a lieu et dans la forme ordinaire au Conseil d'état. (O., 15 mai 1825. V. Favard, V° *hospices*.)

Du principe que les biens nationaux cédés aux hospices, en remplacement de leurs biens vendus par l'état, existaient affranchis entre les mains du domaine, de toutes dettes, hypothèques, etc., il suit que les anciens créanciers ne peuvent poursuivre contre les hospices détenteurs desdits biens le paiement des dettes qui les affectaient. (C. d'état, 14 août 1819.)

De cet autre principe, que les hospices n'ont droit qu'à la propriété des biens ou rentes entièrement inconnus au domaine, il suit :

1° Qu'ils ne peuvent réclamer ceux de ces biens dont il a été fait antérieurement une mention quelconque sur les registres sommiers de la régie, ou pour lesquels il a été commencé des poursuites, ou qui auraient été vendus par l'État comme biens nationaux;

2° Que la cession ne s'étend pas aux biens vacants ou tombés en déshérence, mais non célés; ni aux biens découverts par le domaine avant la révolution, ni en général aux biens antérieurement et légalement affectés à d'autres services publics', ni aux biens des anciennes aumôneries qui constituaient des bénéfices simples, sans charges quelconques. (Cormenin, tom. 2, p. 450.)

§ 2. Gestion des biens-fonds.

D'après un avis du Conseil d'état approuvé le 7 octobre 1809, les administrations des hospices ne devaient exploiter par elles-mêmes aucune de leurs propriétés sans y avoir été formellement autorisées, savoir : par les préfets lorsque les propriétés étaient d'un revenu de 1,000 fr. et au-dessous; par le ministre de l'intérieur lorsque le revenu était au-dessus de 1,000 fr. et au-dessous de 2,000 f.; et par le roi lorsque le revenu excédait 2,000 fr. Mais l'article 15 de l'ordonnance du 31 octobre 1821 donne aux préfets le droit d'approuver les délibérations des commissions administratives qui ont pour objet d'être autorisées à exploiter leurs proprietés, quel qu'en soit le revenu.

Toutefois l'instruction de 1823 recommande de n'accorder ces autorisations qu'avec beaucoup de réserve en observant qu'il est plus avantageux et plus conforme aux principes d'une bonne administration d'affermer les domaines des hospices; elle ne fait d'exception que pour les jardins, les champs et les pres, les vignes et les bois qui sont à la proximité de l'établissement. Quant aux formalités à observer pour affermer ces biens, (V. **Baux administratifs**.)

Tout ce qui concerne les bois des *hospices* et des autres établissements publics est traité à l'article **Bois**. (V. cet article, et enoutre le titre 6, art. 90, à 112 exclusiv. du Code forestier, relatifs au bois des communes et établissements publics.) Il y est posé en principe que ceux de leurs bois qui ont été reconnus susceptibles d'aménagement ou d'une exploitation régulière par l'autorité administrative, sur la proposition de l'administration forestière et des commissions administratives, sont soumis au régime forestier.

§ 3. Réparations et constructions.

Autrefois on était obligé de recourir à l'autori-

sation du ministre ou à celle du roi pour tous les travaux excédant la somme de 1,000 fr. Ces formalités occasionnaient des lenteurs souvent préjudiciables à l'urgence des travaux; aussi l'ordonnance de 1821, art. 16, 14 et 4 a statué:

1° Que les commissions administratives pouvaient ordonner sans autorisation préalable les réparations et autres travaux dont la dépense n'excède pas 2,000 fr.;

2° Que les constructions, reconstructions et réparations de bâtiments appartenant aux hospices peuvent être adjugées et exécutées sur la simple approbation des préfets, lorsque la dépense n'excède pas 20,000 fr.;

3° Que, lorsque la dépense excède 20,000 fr., les plans et devis doivent être soumis au ministre de l'intérieur.

Cette ordonnance, aux termes de l'art. 6, n'est pas applicable à la ville de Paris, à l'égard de laquelle une ordonnance du 11 août 1819 a prescrit que les sommes qui seraient désormais acquittées par les receveurs tant de la ville que des hospices, pour travaux et constructions dont la dépense, d'après les devis, s'élèverait à 10,000 fr. sans avoir été préalablement approuvés, ou par le roi, ou par le ministre de l'intérieur, fussent rejetées de leurs comptes, sauf leur recours contre les ordonnateurs.

Bien entendu que, dans la fixation des sommes ci-dessus, il s'agit du chiffre de la dépense totale, et non de celui de devis partiels, qui, réunis, pourraient les dépasser.

Tous les travaux qui seraient exécutés sans avoir été autorisés dans la forme prescrite restent à la charge de ceux qui les ont entrepris ou ordonnés, ou des comptables qui en ont acquitté le montant.

Les réparations ordinaires et de simple entretien qui n'excèdent pas 1,000 fr. peuvent être exécutées sans employer la voie de l'adjudication publique; mais tous les travaux qui excèdent cette somme ne peuvent avoir lieu que par forme d'adjudication publique, après deux publications par affiches, en assemblée générale de l'administration et en présence du sous-prefet ou du maire. L'adjudication a lieu au rabais entre les soumissions déposées au secrétariat de l'administration, qui sont jugées, à la majorité des voix, dans le cas d'être admises à concourir, et qui présentent une garantie suffisante pour leur exécution. L'adjudication n'est définitive qu'après avoir été ratifiée par le préfet. Jusqu'à la notification de cette ratification, l'adjudicataire peut se désister de son adjudication, en consignant la différence qui se trouve entre ses offres et celles du dernier moins disant. (D. 10 br. an XIV. V. **Adjudication.**)

§ 4. Aliénations. Acquisitions. Échanges.

Les administrations des hospices ne peuvent faire aucune acquisition, aucune vente, ni aucun échange d'immeubles qu'en vertu d'une ordonnance du roi.

Pour faire autoriser les *acquisitions*, les préfets doivent produire avec leur avis:

1° Une délibération de la commission administrative qui indique la nécessité ou les avantages de l'acquisition projetée, les moyens que l'hospice peut avoir pour en payer le prix;

2° Un procès-verbal d'estimation de l'objet à acquérir;

3° Une soumission de propriétaire, portant engagement de vendre au prix convenu avec la commission administrative;

4° Une délibération du conseil municipal;

5° L'avis du sous-préfet.

Les formalités à remplir pour les *aliénations* et les *échanges* sont les mêmes; seulement si avec le produit de la vente on se propose de payer quelques dettes, il faut produire l'état des dettes actives et passives de l'État; et si le produit est destiné à réparer quelque bâtiment, on présente le devis détaillé et estimatif de ces réparations. (Favard.)

Toute vente d'immeuble appartenant aux hospices doit être faite par adjudication publique, à la chaleur des enchères, à moins que l'ordonnance du roi qui a autorisé l'aliénation n'ait fait, par des circonstances particulières, une exception à ce principe. (Inst. 1825.)

Nous devons rappeler à cette occasion que les lois interdisent formellement aux administrateurs des établissements publics de se rendre adjudicataires, sous peine de nullité, des biens appartenant à ces établissements et confiés à leurs soins. (C. civ, 1596. C. pén., 175.)

§ 5. Gestion des capitaux et rentes. Emprunts.

Le *remboursement des capitaux* dus aux hospices peut toujours avoir lieu quand les débiteurs se présentent pour se libérer; mais ceux-ci doivent avertir les administrations un mois d'avance, pour qu'elles avisent pendant ce temps aux moyens de placement et requièrent toutes les autorisations nécessaires. (C. d'état, 21 déc. 1808.)

Les administrations peuvent employer en rentes sur l'État, sans aucune autorisation, les capitaux remboursés. Ce genre de placement a toujours été

considéré comme l'un des plus avantageux pour les établissements publics, puisque le revenu se produit de lui-même et sans frais d'administration ; enfin parceque le recouvrement exigible à des échéances fixes n'est soumis ni à des retards, ni à des non-valeurs. Mais les administrations ne peuvent faire aucun autre emploi de ces capitaux que sur l'autorisation du ministre lorsqu'ils s'élèvent de 500 à 2,000 fr. ; sur l'autorisation du roi, lorsqu'ils s'élèvent au-dessus de 2,000 fr. (D. 16 juill. 1810.)

Pour placer en rentes sur l'État les capitaux remboursés, il suffit de les verser dans la caisse du receveur-général du département, qui les emploie en inscriptions départementales.

Quant aux *rentes*, elles sont versées à chaque semestre entre les mains des receveurs des hospices par les receveurs des finances.

Les rentes dues par des particuliers sont également recouvrées par les receveurs des hospices. Dans le cas où les débiteurs seraient domiciliés hors de l'arrondissement où sont situés ces établissements, le recouvrement de ces rentes est alors confié aux percepteurs des contributions directes des communes des débiteurs, qui peuvent également et dans les mêmes circonstances, être chargés de toute autre créance appartenant à des établissements de bienfaisance. Mais alors les receveurs des établissements créanciers doivent envoyer les titres constitutifs des rentes et créances aux receveurs-généraux des départements dans le ressort desquels le recouvrement doit avoir lieu, afin que ces comptables puissent, en les transmettant aux percepteurs placés sous leurs ordres, donner les instructions nécessaires et exécuter la surveillance qui leur est prescrite par l'ord. du 19 nov. 1826. (O. 26 juin 1833. Bull. n° 238.)

Le débiteur d'une rente que l'État a transportée à un hospice ne peut se refuser au paiement, sous prétexte que l'hospice ne remplit pas la condition d'un service religieux stipulé dans l'acte de fondation, s'il n'est pas constaté que la rente ait été transférée par l'État avec la charge de ce service. (Cass., 24 mai 1832 ; D. 32, 1550.)

Nous devons rappeler aussi que lorsque les fonds provenant des recettes courantes restent sans emploi dans la caisse des receveurs, il y a utilité de les placer au trésor royal, c'est-à-dire de les verser dans la caisse du receveur des finances, où elles sont tenues à la disposition de l'établissement aussitôt que le besoin en est légalement justifié par l'ordonnance du maire, du préfet ou du ministre, suivant la quotité des sommes. (V. **Communes**, chap. VI, sect. VI.)

Il est statué par l'autorité administrative sur toutes les contestations qui pourraient s'élever en matière de remboursement des créances et rentes appartenant aux pauvres et aux hospices. (Arr. 14 fruct. an X.)

Mais dans le cas où une rente ancienne non encore prescrite est due, comment son existence sera-t-elle prouvée ? A cet égard, la loi du 28 floréal an III porte que la preuve peut résulter de l'inscription des noms des débiteurs sur les registres ou carnets indicatifs des créanciers, et qu'une telle indication suffit pour l'admission de la preuve testimoniale, ou autrement de l'existence de la rente. C'est dans ce sens que la cour d'Angers, par arrêt du 22 mai 1829, a décidé que la preuve testimoniale est admise pour certifier que les arrérages d'une rente ont été payés depuis moins de 40 ans avant la demande, époque exigée pour la prescription, et cela encore bien que de simples individus attesteraient l'existence de la rente. Jugé de même encore par arrêt de la cour de cassation du 1er juillet 1829. Il porte que, dans le cas de cession faite par l'État à un hospice d'une rente appartenant à un émigré, le débiteur ne peut se dispenser de payer, sous le prétexte que l'hospice ne rapporte pas le titre constitutif de la rente ; en outre que la preuve que le débiteur a volontairement paye, et à plusieurs reprises différentes, les arrérages de la rente, équivaut à la déclaration du débiteur dont parle la loi du 28 floréal an III, afin de suppléer à l'absence du titre de créance. (D. 29, 1, 284.)

Emprunt. — Tout emprunt fait par un hospice doit, de même que les aliénations, acquisitions et échanges, être autorisé par ordonnance royale. Elle doit fixer le taux de l'interêt et les époques du remboursement. Les capitaux empruntés sont hypothéqués sur les biens de la dotation de l'hospice ; et même quelquefois d'après la proposition du conseil municipal ; ils le sont subsidiairement sur les revenus de la commune où l'hospice est situé. (O. 23 août 1814, hospices d'Orléans.)

§ 6. — Dons et legs.

Les dons et legs peuvent avoir pour objet des meubles, des immeubles, ou des sommes d'argent.

Aux termes de l'article 910 du Code civil, les hôpitaux sont, de même que les particuliers, habiles à recueillir les libéralités qui leur sont faites, soit par donations entre vifs, soit par testaments ; mais ces libéralités ne peuvent recevoir leur effet qu'autant qu'elles sont autorisées par le gouvernement.

Lors même qu'un legs ou une donation est faite à une personne tierce, sous la condition d'en appliquer le montant à un hospice, l'administration de cet établissement doit intervenir pour demander l'autorisation de l'accepter, et elle doit surveiller l'exécution de la disposition.

Les legs et donations en argent, en meubles, en denrées, qui n'excèdent pas 300 fr. de capital, sont acceptés par l'administration des hospices et employés à leurs besoins comme recette ordinaire, sur la simple autorisation du sous-préfet, pourvu qu'ils soient faits à titre gratuit; et par le roi, lorsqu'ils excèdent cette somme, ou que les dons et legs sont en immeubles, quelle qu'en soit d'ailleurs la valeur, ou lorsqu'enfin les dispositions sont à titre onéreux. (Arr. 4 pluviose an VII; O. 2 avril 1817.)

Aussitôt qu'en exécution de l'arrêté du 25 janvier 1804, qui prescrit aux officiers ministériels cette obligation, les notaires et autres qui ont concouru à la rédaction et à l'ouverture des testaments ont donné connaissance aux commissions administratives des dispositions qui les concernent; les receveurs doivent faire tous actes conservatoires jugés nécessaires, et poursuivre auprès de l'autorité compétente la demande en autorisation.

Celle ci, avons-nous dit, est obligatoire: elle présente une nouvelle application du principe de tutelle administrative, qui recherche alors si les legs ou dons sont réellement avantageux pour ces établissements, et si, sous une apparence peut-être brillante, les charges imposées par ces dispositions ne compensent pas et au-delà les bénéfices.

Les actes conservatoires sont indiqués par la prudence; mais il ne s'ensuit pas que le préfet puisse autoriser les administrateurs à se mettre provisoirement en possession, avant que l'autorité compétente ait définitivement statué sur l'acceptation du don. (Arr. 29 vend. an XI.)

Les pièces à produire à l'appui de la demande en autorisation sont: 1° l'extrait du testament en ce qui concerne le legs fait aux hospices, ou une expédition authentique de l'acte de donation; 2° une delibération de la commission administrative; 3° l'avis du sous-préfet; 4° l'avis du préfet; 5° la délibération du conseil municipal, mais seulement lorsque le legs est fait à titre onéreux, qu'il y a doute sur l'avantage de l'acceptation, soit enfin lorsqu'il y a reclamation de la part des héritiers; 6° enfin, et dans le cas encore seulement où le testament pourrait donner lieu à quelques difficultés, l'avis motivé du comité consultatif de l'hospice.

Il arrive fréquemment que quand l'autorité souveraine est appelée à statuer sur l'acceptation de ces legs ou dons, elle est saisie en même temps des réclamations des héritiers des testateurs tendant à obtenir soit la modération, soit la répudiation de ces libéralités. Pour mettre le gouvernement à même d'apprécier ces réclamations, les préfets doivent alors donner leur avis sur leur mérite et faire connaître au ministre: 1° le degré de parenté des héritiers du testateur; 2° le montant du revenu dont ils jouissent; 3° la valeur de la totalité des biens du testateur; 4° le montant de la totalite du legs qu'il aura faite; 5° la valeur exacte du legs particulier fait aux hospices; enfin si les libéralités n'ont donné lieu à aucune reclamation, ils mentionneront cette circonstance dans leur avis. (Circ. min. 4 juin 1825.)

C'est par la comparaison et l'appréciation de ces divers éléments que les legs ou dons peuvent être ou refusés ou modérés. S'ils sont en argent, l'ordonnance fixe le remploi qui doit en être fait; et si ces liberalités ont eu lieu à la charge de service religieux, l'autorisation ne peut être accordée qu'après l'acceptation de l'evêque diocésain.

Toutes les formalites ci-dessus etant accomplies, l'ordonnance d'autorisation doit recevoir son exécution: ainsi, un conseil du prefecture ne peut refuser à un hospice l'autorisation de poursuivre en justice la delivrance d'un legs lorsque l'acceptation en a été autorisée par ordonnance royale; il n'aurait non plus aucun droit de condamner l'hospice à accepter une transaction. (C. d'état, 15 juillet 1825.)

D'un autre côté également, les héritiers des testateurs ne sont pas recevables à demander la révision desdites ordonnances, car dès-lors le titre des hospices est irrévocable.

§ 7. Donation pour admission. Placement de fonds sur les hospices.

D'après un décret du 23 juin 1806, les administrations des hospices pouvaient recevoir jusqu'à concurrence de 500 fr., et sur la simple autorisation des préfets, les sommes offertes pour l'admission d'un pauvre dans leurs établissements. Si la somme était superieure, l'autorisation du gouvernement devenait nécessaire. Toutefois une circulaire ministérielle a déclaré dernièrement qu'un abandon de biens ou de capitaux fait dans ce but ne doit pas être considéré comme une donation qui exigerait les formalités de l'autorisation, mais comme un contrat synallagmatique qui devra être passé devant notaire. Dans ce cas, on ne doit pas négliger les formalités, soit de purge légale, soit de signification aux debiteurs.

Il en est de même à l'égard d'une autre disposition du même décret, d'après lequel, et avec les mêmes autorisations, les administrations pourraient recevoir jusqu'à la concurrence de 500 fr. ou au-delà, de la part des pauvres existant dans leurs établissements, des placements à rente viagère et à fonds perdu.

Section IV. — Service intérieur.

Les lois du 7 octobre et 27 novembre 1796, 4 juillet et 22 septembre 1799, chargent exclusivement les commissions administratives de l'administration des hospices.

L'ordonnance du 31 octobre 1821, art. 17, déclare en outre que le service intérieur de chaque hospice sera régi par un réglement particulier proposé par la commission administrative et approuvé par le prefet. Ce service intérieur comprend : 1° l'admission dans les hospices des pauvres malades et infirmes ; 2° celle des détenus et des militaires malades ; 3° leurs décès ; 4° les médecins, chirurgiens et pharmaciens des hospices ; 5° les sœurs hospitalières ; 6° l'exercice du culte; 7° l'inspection des hospices.

Des réglements particuliers existant pour chaque hospice, nous poserons seulement quelques principes généraux.

§ 1. Admission dans les hospices des pauvres, malades et infirmes.

La loi du 24 vendémiaire an II (15 oct. 1793) a eu pour but de déterminer le lieu où l'homme nécessiteux aurait droit aux secours publics. Elle a établi un domicile de secours, et fixé les conditions nécessaires pour acquérir et constater ce domicile. D'abord, et jusqu'à l'âge de 21 ans, c'est le lieu de la naissance; après cet âge, il faut, pour acquérir le domicile de secours, un sejour d'une année dans la commune (art. 4), sauf quelques exceptions énumérées dans la même loi, et qui, à raison de certaines circonstances ou de la qualité des individus, restreignent ou prolongent la durée de ce séjour. (Art. 8, 13, 14, 15.)

Mais le domicile n'est impérieusement exigé qu'à l'égard des indigents qui réclament soit des secours à domicile, soit leur admission dans un hospice, pour y être logés et nourris. Les vieillards, les infirmes et les malades sont placés dans une catégorie particulière.

Tout vieillard âgé de 70 ans, sans avoir acquis de domicile, ou reconnu infirme avant cette époque, recevra les secours de stricte nécessité dans l'hospice le plus voisin. (Art. 16.) Celui qui, dans l'intervalle du délai prescrit pour acquérir le domicile de secours, se trouvera, par quelque infirmité, suite de son travail, hors d'état de gagner sa vie, sera reçu à tout âge dans l'hospice le plus voisin. (Art. 17.)

Quant aux malades, la disposition est plus générale.

Tout malade, domicilié de droit ou non, qui sera sans ressource, dit la loi, sera secouru, ou à son domicile de fait, ou dans l'hospice le plus voisin. (Art. 18.)

Telle est donc la distinction à faire d'après cette loi : l'indigence seule ne donne droit aux secours publics dans une commune qu'autant que l'individu qui les réclame y a acquis le domicile de secours ; mais la vieillesse, les infirmités, les maladies sont des titres qui suffisent à l'indigent pour être secouru, lors même qu'il ne peut invoquer la faveur du domicile; mais on sent encore que ce droit est nécessairement subordonné à la possibilité où peut être l'administration de secourir les indigents. Tout malade peut et doit être admis et traité dans tous les hospices. La loi le veut ainsi, et quand la loi n'aurait pas pris soin de le prescrire, l'humanité imposerait aux administrations charitables une obligation qu'il est impossible de méconnaître.

Toutefois, si le nombre des lits est inférieur à celui des malades qui se présentent, on ne peut qu'abandonner aux soins pieux et éclairés des commissions administratives ce qu'aucune règle générale ne saurait diriger, ce qui ne peut dependre que des circonstances particulières où se trouvent placés les indigents à secourir. (Circ. min., 12 janvier 1820.)

Quant aux communes qui ne possèdent pas d'hospices, elles doivent faire traiter leurs malades sans ressources dans les hospices des communes qui les avoisinent, sans cependant que le departement ou les communes soient obliges de payer une indemnité. (Argum. de la L. du 24 vend. an XI, art. 18; Circ. min. comm., 20 déc. 1855.)

§ 2. Admission des détenus et des fous furieux.

Les magistrats chargés de la police des prisons peuvent, en certains cas, faire transférer un détenu dans un hospice. La loi du 25 septembre 1797 a prescrit les formalités à remplir pour cet objet; et lorsque cette translation est necessaire, il est pourvu dans les hospices à la garde des detenus, à la diligence de ceux qui ont autorise la translation.

Les lois du 22 juillet 1791, du 28 mars 1803, et l'article 475 du Code penal autorisent aussi l'administration à ordonner la réclusion provisoire

dans un hospice des fous furieux; mais la réclusion *définitive* ne peut être ordonnée qu'en vertu d'un jugement d'interdiction.

§ 3. Admission des militaires dans les hospices civils.

Dans les communes où il n'y a pas d'hôpital militaire, l'arrêté du 12 août 1800 veut que les militaires malades soient reçus dans les hospices civils.

Les commissions administratives des hospices civils doivent donc obtempérer aux réquisitions qui leur seraient faites par des agents militaires, au nom du département de la guerre, pour la réception des malades militaires.

Les frais de leurs maladies sont à la charge du ministère de la guerre, et réglées ainsi qu'il suit, savoir : 1 fr. par journée, 2 fr. par sépulture, et 50 c. par chaque sortie.

Le soin de s'en faire rembourser appartient ensuite aux commissions administratives; et les formalités à remplir en ce cas leur ont été indiquées par les dispositions d'une circulaire de l'administration de la guerre, en date du 14 mars 1812.

Toutes les pièces nécessaires à la liquidation desdites dépenses, certifiées par la commission administrative, doivent être produites, à la diligence du receveur, dans le délai de quarante jours, à peine de forclusion.

Un décret du 8 janvier 1810 a ordonné que, conformément à la loi du 25 septembre 1793, il y aurait toujours, dans les hospices civils faisant fonctions d'hôpitaux militaires, un agent responsable direct, de l'évasion des militaires détenus; et qu'en cas d'évasion, cet agent responsable serait traduit devant les tribunaux.

§ 4. Décès dans les hospices.

En cas de décès dans les hôpitaux militaires, civils, ou autres maisons publiques, les administrateurs sont tenus, aux termes de l'article 80 du Code civil, d'en donner avis, dans les vingt-quatre heures, à l'officier de l'état civil, qui s'y transporte alors pour s'assurer du décès, et en dresser l'acte sur les déclarations à lui faites, ou sur les renseignements qu'il prendra. En outre, il doit être tenu dans les hospices, des registres destinés à inscrire ces déclarations et ces renseignements. L'officier de l'etat civil envoie ensuite l'acte de décès à celui du dernier domicile de la personne décédée, qui l'inscrit sur ses registres.

Une circulaire ministérielle, du 4 octobre 1824, rappelle aux commissions administratives ces dispositions, qui intéressent essentiellement l'ordre public, les familles, et les abus auxquels peut donner lieu leur inexécution.

Un avis du Conseil d'état du 5 novembre 1809, puisant ses motifs dans plusieurs anciens édits et réglements sur les hospices, a introduit en leur faveur une exception aux principes des successions, en leur attribuant, par préférence aux héritiers, s'il y en a, et à l'état, en cas de déshérence, la propriété des effets que les malades traités gratuitement et décédés dans un hospice y avaient apportés.

Mais une inscription de rentes ne peut être rangée dans la classe des effets mobiliers dont l'avis susdit attribue la propriété aux hospices. (Trib. de la Seine, 1re chamb., 28 févr. 1835; *Gazette* des *Tribunaux*, 1er mars 1835.)

Cependant, et surtout à Paris, quand le défunt a laissé une veuve inscrite sur le contrôle des pauvres de son arrondissement, les effets sont rendus gratuitement à la veuve, sur un certificat du bureau de charité.

A l'égard des malades ou personnes valides dont le traitement ou l'entretien ont été acquittés de quelque manière que ce soit, les héritiers et légataires peuvent exercer leurs droits sur tous les effets apportés dans les hospices par lesdites personnes, malades ou valides; et dans le cas de déshérence, les mêmes effets doivent appartenir aux hospices, au prejudice du domaine.

Quant aux effets mobiliers laissés dans un hospice civil par un militaire qui y meurt, ils n'appartiennent pas à cet établissement. L'économe en adresse l'état à la famille du militaire décédé, et en fait la remise aux héritiers. Les effets qui ne sont pas réclamés sont vendus à la diligence du sous-intendant militaire, et le prix en est versé à la caisse des dépôts et consignations.

§ 5. Médecins, chirurgiens et pharmaciens.

Les médecins, chirurgiens et pharmaciens des hospices sont nommés par les prefets, sur la présentation de trois candidats désignés par la commission administrative.

Ils sont révocables dans les mêmes formes; mais leur révocation n'est definitive qu'autant qu'elle a eté approuvée par le ministre de l'intérieur. (O. 1821, art. 18.) Son autorisation est également nécessaire pour créer une nouvelle place de ce genre. (D. min. 15 mars 1816.)

Dans les hospices civils qui reçoivent habituellement des militaires malades, il est attaché un medecin militaire aux salles militaires desdits hospices. Cependant si elles ne pouvaient être desservies par les chirurgiens des corps, attendu

la quantité de malades qu'elles contiennent et le petit nombre de chirurgiens de la garnison et de l'arrondissement, les commissions administratives sont tenues d'entretenir à leurs frais le nombre d'aides-chirurgiens que comporte l'étendue de l'établissement, sur le pied et sous les rapports militaires. (Arr. 9 frim. an XII, 17, 18.)

Les médecins, chirurgiens, pharmaciens et professeurs d'accouchement attachés au service des pauvres ou des hospices sont exemptés de la patente (D. 25 therm. an XIII) ; à moins, à l'égard des pharmaciens, qu'un hospice ne fasse préparer et débiter des remèdes pour son propre compte par un pharmacien muni d'un diplôme et attaché à son administration; mais dans ce cas il est évident que c'est à l'administration à la payer, puisque c'est elle qui en retire tout le bénéfice.

Quant aux employés autres que ceux désignés ci-dessus, tels que les *servants*, *domestiques*, *infirmiers*, et *gens de peine* attachés à l'administration et au service des hospices, ils sont à la nomination de l'administration, et révocables par elle.

§ 6. Sœurs hospitalières.

Les diverses congrégations de sœurs hospitalières avaient été supprimées par les lois des 14 octobre 1790 et 18 août 1792. Mais leurs soins avaient été trop précieux pour qu'on les oubliât ; aussi furent-elles rappelées en 1800, et leur institution régularisée en 1809.

Aujourd'hui donc, le service intérieur des hospices peut être confié à des sœurs de charité, tirées des congrégations hospitalières autorisées par le gouvernement.

Les commissions administratives se concertent avec les congrégations hospitalières pour régler le nombre des sœurs à attacher aux hospices, et les conditions de leur admission ; mais les conventions qu'elles arrêtent, à cet égard, ne sont definitives qu'après avoir été approuvées par le ministre, sur l'avis des préfets.

Les sœurs de charité attachées au service des hospices sont placées, quant aux *rapports spirituels*, sous la juridiction de l'evêque du diocèse dans lequel les hospices sont situés, et quant aux *rapports temporels*, sous l'autorite des administrations des hospices, et tenues de se conformer aux réglements de ces établissements.

Quant à celles que leur âge ou leurs infirmités rendraient incapables de continuer leur service, elles peuvent être conservées à titre de *reposantes*, à moins qu'elles aiment mieux se retirer ; auquel cas, il peut leur être accordé des pensions, si elles ont le temps de service exigé, et si les revenus de ces établissements le permettent (O. 1821, 19.)

Des difficultés s'étaient élevées autrefois, entre quelques administrateurs d'hospices et les sœurs de charité attachées à ces établissements, relativement à la préparation des médicaments. Mais sur l'ordre du ministre de l'intérieur, la faculté de médecine de Paris a rédigé une instruction en date du 29 janvier 1802. Elle détermine, d'une manière précise, les médicaments dont la préparation peut sans danger être confiée aux sœurs.

§ 7. Pensions.

Un décret du 7 février 1809 a établi un fonds de pensions de retraite pour les employés des hospices de Paris, au moyen d'une retenue exercée sur leurs traitements.

Une ordonnance royale du 6 sept. 1820 a statué que, lorsque les administrations des autres hospices croiront devoir demander qu'il soit accordé des pensions à leurs employés, la liquidation en sera faite d'après les articles 12 et suivants jusqu'au 22 inclusivement, du decret du 7 février 1809.)V. l'ordon. et l'extrait du décret. Bul. nº 401, p. 565.)

Les retenues que subissent les employés des hospices de Paris sur leurs traitements, leur donnent droit aux pensions réglées sur ce décret. Dans les hospices de province, le nombre des employes n'étant pas assez considerable pour que de telles retenues suffisent à leurs pensions, celles-ci ne sauraient résulter d'un droit, et ne sont que facultatives de la part des administrations, qui, ne pouvant que les imputer sur les propres fonds des hospices, les accordent ou les refusent selon qu'elles les croient méritées, et que les ressources disponibles leur en donnent les moyens. L'ordonnance du 6 septembre n'a donc eu pour objet que de determiner les bases d'après lesquelles les pensions seront liquidées.

La liquidation devra être proposée dans la délibération que la commission administrative prendra à cet effet, et le tout est adressé ensuite par le préfet, qui proposera au roi d'accorder la pension, s'il y a lieu. (Inst. min. 8 fév. 1825.)

§ 8. Exercice du culte.

Les administrateurs des hospices ne peuvent établir des chapelles ou des oratoires particuliers, dans l'intérieur de ces établissements, qu'après en avoir obtenu l'autorisation du gouvernement, sur l'avis du préfet et celui de l'evêque diocésain. (L., 18 germ. an X.)

Les aumôniers et chapelains attachés à ces chapelles sont nommés par les évêques diocésains, sur la présentation de trois candidats proposés par les commissions administratives. (O. 1821, 18.)

Ils sont tenus d'exécuter les fondations pour services religieux dont ces établissements se trouvent charges.

Leur traitement, ainsi que tous les frais de la célébration du culte, sont réglés par les préfets sur la proposition des commissions administratives et l'avis des sous-préfets. Les arrêtes pris à ce sujet sont soumis à l'approbation ministérielle, conformément à la décision du 29 avril 1805.

Enfin, tout le casuel provenant de l'exercice du culte dans ces chapelles ou oratoires, doit tourner exclusivement au profit de ces etablissements, et rentrer dans la masse de leurs revenus. (Circ. minist. 20 juillet 1828.)

§ 9. Inspection des hospices.

Plus la centralisation est restreinte, plus il convient que la surveillance soit active et immédiate. La plus grande latitude doit être laissée, il est vrai, aux autorites locales pour l'administration des intérêts locaux, mais le gouvernement ne doit se départir en rien de la surveillance dont l'action doit tendre à maintenir sans cesse l'uniformité, dans l'application des principes généraux de la législation du pays.

Le ministre peut donc à volonté ordonner une inspection générale des hospices, qui a lieu par des hommes éclairés de son choix. Leur mission embrasse l'examen de toutes les parties du service. Ils sont chargés alors d'éclairer le gouvernement sur la situation exacte de l'administration des secours publics, de lui rendre compte des besoins et des ressources de chaque établissement, et de proposer, de concert avec les autorités locales, les mesures propres à améliorer le service, et à détruire les abus. Sur leur rapport, les préfets doivent aussitôt prendre les mesures nécessaires pour les réprimer.

Uniquement chargés de vérifier et proposer des vues d'amélioration, les inspecteurs sont donc sans autorité pour prendre aucune sorte de résolutions, mais leurs rapports peuvent devenir les éléments précieux d'une statistique qui doit être essentiellement profitable à l'humanité.

Il est important d'observer que la création d'une inspection des hospices ne modifie en rien la disposition de l'article 26 de l'ord. du 31 oct., qui appelle les inspecteurs des finances sur la demande du ministre de l'intérieur ou celle des préfets, à vérifier les caisses des établissements de bienfaisance. (Inst. min. 20 juin 1828.)

Section V. — Comptabilité (1).

Les revenus des hospices situés dans la même commune doivent être perçus, avons-nous déjà dit, par un seul et même receveur; il en est de même pour les dépenses, qui ne peuvent être acquittées que sur la présentation d'un mandat signé par celui des membres de l'administration qui a le titre d'*ordonnateur*, et qu'autant, seulement, qu'elles sont autorisées suivant les règles déterminées par l'ordonnance du 31 octobre 1821.

Ces recettes et ces depenses supposent donc un système tout entier de comptabilité.

Il embrasse: 1° le réglement des budgets, l'application et les limites des crédits;

2° Les obligations des receveurs;

3° La reddition des comptes, la révision et la vérification des caisses.

§ 1. Budget.

Tous les hospices doivent présenter un budget de leurs recettes et de leurs dépenses.

Le budget des recettes et des dépenses à effectuer pour chaque exercice est délibéré par les commissions administratives, dans leur session annuelle du mois d'octobre; mais pour les établissements auxquels les communes fournissent des subventions sur leurs octrois ou toute autre branche de leurs revenus, l'époque de la formation des budgets est rapprochée et fixée au mois d'avril, afin qu'ils puissent être soumis aux conseils municipaux dans la session du 1er au 15 mai, et que ces conseils puissent délibérer sur les subventions à accorder par les communes.

Les budgets des hospices dont les revenus ordinaires s'élèvent à 100,000 fr. et au dessus, sont soumis à l'approbation du ministre de l'intérieur.

Les autres sont définitivement réglés par les préfets, à l'exception de ceux des communes dont les revenus ordinaires n'excèdent pas 100 fr., et

(1) A consulter sur la comptabilité des hospices:
1° La circulaire ministérielle du 8 février 1823; 2° Celle du 11 novembre 1826; 3° L'ordonnance royale du 24 décembre 1826, qui applique à la comptabilité des hospices, les règles et la comptabilité communale en ce qui concerne la clôture des exercices; 4° L'instruction du 30 mai 1827, sur la tenue des écritures, etc.; 5° La circulaire du 25 juillet 1828; 6° L'ordonnance du 22 janvier 1831, qui applique désormais à la comptabilité des hospices les dispositions de l'ordonnance du 23 avril 1823, sur la comptabilité des communes; 7° Les circulaires des 29 mars et 29 mai 1831, envoyés pour l'exécution de l'ordonnance du 22 janvier 1831.

qui sont réglés par les sous-préfets. Dans ce cas ces derniers doivent en envoyer exactement au préfet les bordereaux sommaires. (O. 23 avril 1823. art. 6.)

Une instruction du 25 février 1826 prescrit aux commissions administratives de joindre à l'appui de leurs budgets un cahier d'explications détaillees sur les articles des recettes ou des dépenses, qui paraissent demander des éclaircissements notamment lorsqu'ils présentent une *diminution* dans un revenu et une *augmentation* dans une dépense.

Aux termes des instructions du ministre de l'intérieur, les budgets doivent être remis à l'autorité chargée de les approuver, assez tôt pour qu'ils puissent être renvoyés avant l'ouverture de l'exercice aux receveurs chargés de les exécuter.

Nous poserons ici quelques principes généraux, dont la connaissance est nécessaire à la rédaction des budgets.

1° Autrefois, toutes les recettes et toutes les dépenses appartenant à chaque exercice devaient être effectuées dans le cours de cet exercice. Néanmoins, comme il pouvait arriver fréquemment que, par leur nature même, des recettes ou des dépenses ne fussent entièrement effectuées à la fin de l'année qui donnait son nom à l'exercice, une année de supplément etait accordée pour compléter tous les faits qui se rattachaient à l'exercice terminé; après l'expiration de ce dernier délai, toutes les opérations de l'exercice étaient définitivement closes. Ainsi le montant des recettes devait être intégralement représenté par le receveur, à moins qu'il ne prouvât que le recouvrement de tel ou de tel produit eût été entravé par des circonstances indépendantes de ses soins: dans ce dernier cas, ces recettes étaient reproduites par un article special au chapitre des recettes extraordinaires du budget d'un autre exercice.

Ce système avait des inconvénients; aussi, par ordonnance du roi, en date du 1er mars 1835, l'époque de la clôture des exercices, en ce qui concerne la comptabilité des communes et des établissements de bienfaisance, a été fixée, savoir: pour les communes et les etablissements justiciables de la cour des comptes, au 30 juin de la seconde année de l'exercice; et pour les autres communes et établissements, au 31 mars de ladite année.

2° Les comptes définitifs d'exercice ne comprennent que les recettes et les paiements effectues jusqu'auxdites époques; les crédits demeurés sans emploi sont annulés, et les restes à recouvrer et à payer sont reportés de droit et sous un titre spécial au budget de l'exercice pendant lequel la clôture aura eu lieu. Il en est de même de l'excédant final que présenterait le compte de l'exercice clos;

3° Aucune dépense ne peut être ordonnancée passé le 15 du mois de la clôture de l'exercice; et les mandats non payés dans les quinze jours suivants sont annulés, sauf réordonnancement, s'il y a lieu, avec imputation sur les reliquats de l'exercice clos reportés au budget de l'année courante.

Sont, du reste, appliquées aux budgets et aux comptes des communes et des établissements de bienfaisance, les dispositions des art. 8, 9 et 10 de la loi du 25 mai 1834, relativement aux paiements à effectuer sur les exercices courants, par rappel sur les exercices clos. (V. **Exercice.**)

4° L'ordonnance du 23 avril 1825 consacre en outre de la manière la plus expresse la *spécialité des credits* alloués par le budget de chaque exercice, ou par des autorisations supplémentaires; ainsi, non seulement les commissions administratives ne peuvent appliquer le montant d'un crédit à une dépense autre que celle à laquelle il a été affecté par le budget; mais elles ne doivent pas même employer les crédits d'un exercice à des dépenses de même nature qui appartiennent aux exercices antérieurs ou à l'exercice suivant.

Le ministre de l'intérieur, dans la circulaire du 11 novembre 1826, insiste particulièrement sur ce dernier point, dont l'observation avait donné lieu autrefois à une foule de désordres.

Les budgets se dressent habituellement par la balance des revenus et des dépenses qui sont *ordinaires* et *extraordinaires*.

§ 2. Revenus ordinaires et extraordinaires.

Les revenus ordinaires des hospices se composent :

1° Du prix de ferme des maisons et autres biens ruraux;

2° Du produit des coupes ordinaires de bois (V. ci-dessus, **Gestion des biens-fonds**);

3° Des rentes sur l'état;

4° Des rentes sur particuliers (V. ci-dessus, **Gestion des capitaux**);

5° Des fonds alloués sur les octrois municipaux; la quotité de ces fonds est déterminée chaque année par l'autorité qui fixe les budgets, d'après les demandes des commissions administratives et les délibérations prises sur ces demandes par les conseils municipaux des communes (L. 11 frim. an VII, 5 vent. an VIII);

6° Des produits des droits sur les spectacles, bals, concerts, etc. (Ces droits sont du *dixième* du prix d'entree dans les spectacles (L. 7 frim.

an V), et du *quart de la recette* sur le prix d'entrée aux bals et concerts (L. 8 therm. an V).

La perception de ces droits est autorisée par les lois de finances de chaque année. Elle peut être mise en ferme ou en régie intéressée, d'après l'autorisation du préfet ;

7° Des journées de militaires, c'est-à-dire du remboursement des dépenses auxquelles donne lieu le traitement des marins et militaires reçus dans les hospices (A. 11 germ. an IX; D. 25 germ. an XIII);

8° Du prix de vente des objets fabriqués par les individus admis dans l'établissement ; ce produit appartient pour un tiers aux indigents, et leur est remis tous les dix jours, ou à leur sortie de l'hospice, selon les réglements particuliers; les deux autres tiers sont attribues à l'établissement lui-même (L. 16 mess. an VII; C. d'état, 3 nov. 1809);

9° Du produit des dons, aumônes et collectes (O. 31 oct. 1809);

10° Du produit des amendes et confiscations; les droits des hospices au recouvrement de ces amendes et confiscations résultent des jugements qui les ont prononcées et dont un extrait doit leur être délivré gratuitement par les greffiers des tribunaux (L. 22 juillet 1791; Arr. 25 prair. an VIII);

11° Des revenus en nature : ce sont les produits des biens ruraux, des jardins et des basses-cours, perçus en nature, et consommés dans l'établissement; pour être compris dans les budgets, ils doivent être évalués en argent suivant le prix moyen des mercuriales au marché le plus voisin;

12° Du prix de vente des denrées ou grains, lorsque, provenant de domaines exploités par l'administration ou achetés pour le service de l'etablissement, ils excèdent les besoins de la consommation. (Circ. min. 8 fév. 1825.)

Les revenus extraordinaires se composent :

1° De l'excédant des recettes sur les dépenses de l'exercice antérieur ;

2° Des intérêts des fonds placés au trésor royal;

3° Du prix des coupes extraordinaires des bois;

4° Des legs et donations ;

5° Des remboursements de capitaux ;

6° Du prix de vente d'inscriptions de rentes sur l'état;

7° Des emprunts;

8° Des recettes accidentelles.

§ 3. Dépenses ordinaires et extraordinaires.

Les dépenses *ordinaires* des hospices consistent : 1° dans les traitements divers; 2° les gages des employés et servants; 3° les réparation et entretien des bâtiments; 4° l'entretien du mobilier et des ustensiles; 5° les dépenses du coucher; 6° le linge et habillement; 7° l'achat de grains et denrées; 8° le blanchissage; 9° le chauffage et l'éclairage ; 10° l'achat de médicaments; 11° les pensions ou rentes à la charge de l'établissement; 12° l'entretien et les menues réparations des propriétés rurales ; 13° les contributions assises sur ces propriétés. On peut ranger encore dans la classe des dépenses ordinaires les consommations de grains et denrées.

Les dépenses *extraordinaires* ont en général pour objet : 1° les constructions et grosses réparations ; 2° les achats de terrains et bâtiments; 3° les frais de procédure.

Toutefois, une circulaire du 19 novembre 1835 qui traite des dépenses relatives aux hospices départementaux, indique une distinction à établir entre les dépenses qui ont pour objet les frais d'acquisition, de construction et de premier établissement de ces hospices et celles des frais d'entretien, lorsqu'ils sont définitivement constitués.

Les sommes allouées dans le premier cas doivent être portées en recette ou en dépense dans le budget départemental, et employées comme toutes les autres recettes du budget, soit que ces fonds proviennent des dons faits par les particuliers ou les communes, soit qu'ils aient été alloués par le département. Mais dès que l'hospice est définitivement fondé, il devient un établissement particulier et est soumis, pour son régime administratif et financier, aux lois, ordonnances et réglements qui régissent tous les établissements de charité.

Or, nous avons vu plus haut 1° que dans le budget il doit être ouvert un *crédit spécial* pour chaque nature de dépense, et que, si elle n'a pas été prévue, elle doit alors être couverte par des crédits supplémentaires ouverts par des décisions spéciales de l'autorité investie du droit de régler le budget; 2° qu'aucune dépense ne peut être acquittée par les receveurs si elle n'a été préalablement *ordonnancée* par celui des membres de la commission qui remplit les fonctions d'ordonnateur.

Mais, quant aux autres formalités, les règles qui ont été tracées à l'article *commune*, section de la comptabilité communale, étant applicables au paiement des dépenses des hospices, nous nous bornerons à y renvoyer. (V. chap. VI.)

En effet, aux termes de l'ordonnance du 22 janvier 1831, toutes les dispositions de l'ordonnance du 23 avril 1823 sur la comptabilité communale ont été déclarées désormais applicables à

la comptabilité des hospices et des établissements de bienfaisance.

L'ordonnance du 24 décembre 1826 avait déjà appliqué aux hospices une partie des règles de la comptabilité prescrites pour les communes, quant à la clôture des exercices. C'était une conséquence de ce principe ancien dans nos lois, que les hospices et les bureaux de charité, étant des établissements municipaux, doivent être soumis aux mêmes règles administratives que les communes elles-mêmes.

§ 4. Obligations des receveurs, et écritures.

Nous avons déjà expliqué, section Ire, § 2, une partie des obligations des receveurs en ce qui concerne la perception des revenus; le recouvrement des legs, donations et autres ressources, et la part qu'ils prennent à la gestion intérieure des hospices.

Mais l'arrêté du 19 vendémiaire an XII les soumettant aux dispositions des lois relatives aux comptables des deniers publics et à la même responsabilité, nous renverrons, pour plus de renseignements, à notre article **Receveurs.**

L'article 21 de l'ordonnance du 31 octobre 1821 rappelle qu'ils ont seuls qualité pour recevoir et pour payer tout ce qui concerne les revenus et les dépenses. Le même article fortifie cette disposition en déclarant qu'à l'avenir les recettes et les paiements effectués sans l'intervention des receveurs, ou faits de toute autre manière en contravention à l'ordonnance, donneront lieu à toutes répétitions et poursuites de droit.

Tout ce qui est recette, tout ce qui est dépense, doit donc figurer dans les écritures et la comptabilité des receveurs.

Ils sont également comptables des revenus en nature, et doivent constater dans leurs écritures toutes les opérations qui s'y rattachent.

Par suite des principes de responsabilité dont nous avons déjà parlé, les receveurs sont personnellement responsables de tout paiement qui ne résulterait pas d'une autorisation régulière; et conséquemment ils ne peuvent dans leurs paiements excéder les allocations portées au budget, à moins d'une autorisation spéciale émanée de l'autorité qui a approuvé le budget, sous peine par eux de voir rejeter de leurs comptes les paiements qu'ils auraient faits sans cette autorisation.

Doivent aussi être rejetés des comptes, tous paiements non appuyés du mandat de l'ordonnateur et des pièces justificatives dont la dépense est susceptible. (D. 27 avr. 1805, art. 7.)

Ces pièces justificatives à fournir à l'appui du mandat, en ce qui concerne les fournitures et les travaux, sont :

1° La délibération de l'administration qui a autorisé la dépense;

2° Le procès-verbal d'adjudication approuvé dans les formes voulues par la loi, ou la soumission légalement acceptée pour les cas où cette voie peut être admise;

3° Le mémoire détaillé des objets fournis;

4° Un procès-verbal de réception ou de livraison certifié par l'un des membres de l'administration;

5° Les quittances des parties dûment visées par le contrôleur, s'il y en a un;

6° La décision du préfet ou du ministre, ou l'ordonnance du roi qui a autorisé la dépense, dans le cas où elle serait de nature à exiger une semblable autorisation. (D. 27 avr. 1805, art. 8.)

Au nombre des obligations imposées aux receveurs, on doit encore remarquer que lorsque des capitaux provenant de remboursement de rentes ou de legs et donations sont versés dans leurs caisses, ils doivent en faire emploi dans le mois de la notification de l'acte qui en prescrit le placement, sous peine d'être constitués en recette des intérêts des capitaux dont ils auraient retardé l'emploi. (Instr. fév. 1825.)

Pour assurer la régularité de la tenue des écritures, l'instruction du 30 mai 1827 porte qu'à l'avenir les registres de comptabilité se composeront, comme ceux des receveurs des communes :

1° D'un *journal général*, destiné à présenter jour par jour la situation de tous les recouvrements et paiements opérés par le comptable pour ses divers services;

2° D'un *grand livre de comptes généraux par service* destiné à ouvrir un compte spécial à chacun des établissements dont un même receveur gère les revenus. Il contient également d'autres comptes particuliers : la recette y prend le nom de *débet*, et la dépense celui de *crédit*;

3° De *livres de détail* qui sont les livres de premières écritures; c'est sur eux que le receveur doit inscrire d'abord ses opérations en recettes ou en dépenses;

4° Du *livre à souche des recettes*, tel qu'il a été prescrit par les instructions ministérielles du 7 novembre 1821 et 8 février 1823. Il offre le moyen le plus sûr d'établir un contrôle sur les recettes. En outre, et afin de mettre les autorités locales et l'autorité supérieure à même de suivre les opérations des receveurs et de connaître exactement la situation de leur comptabilité, l'instruction de 1827 précitée, rappelant les dispositions

du décret du 7 floréal an XIII, article 9, oblige lesdits comptables de dresser, à l'expiration de chaque trimestre :

1° La balance des comptes de leur grand livre;

2° Le bordereau de situation des recettes et des dépenses; de les faire viser par le contrôleur, s'il y en a un, certifier véritables par l'administration, et de les adresser ainsi au sous-préfet, pour être par lui transmis au préfet.

Aux termes de l'instruction du 8 février 1825, les registres des receveurs des hospices et des bureaux de bienfaisance doivent être clos et arrêtés le 31 décembre de chaque année par l'ordonnateur des dépenses, et en présence du contrôleur, s'il en existe un dans l'établissement.

Cette instruction veut aussi qu'il soit dressé un procès-verbal constatant les valeurs qui se trouvent à cette époque entre les mains du comptable. Et cette opération est d'autant plus nécessaire, que l'excédant de recette, qui forme le premier article du *compte de gestion annuelle* rendu pour chaque établissement, doit être justifié dans ce compte par une pièce authentique et régulière.

De tous ces registres, le *journal* seul est soumis au timbre; mais tous doivent être cotés et paraphés sur chaque feuillet par le maire, président de la commission administrative.

§ 5. Reddition des comptes. Jugements des comptes.

Les receveurs des hospices sont tenus de rendre, dans les premiers trois mois de chaque année, les comptes de leur gestion pendant l'année précédente.

Nous rappellerons les règles principales.

D'après l'ordonnance du 1er mars 1835, qui fixe la clôture des exercices au 30 juin de la seconde année, et déclare applicables à leurs budgets et à leurs comptes les dispositions de la loi du 27 mai 1834, relatives aux paiements à effectuer sur les exercices clos, le reliquat d'un exercice doit être reporté à celui qui le suit immédiatement.

Les receveurs ont donc à dresser l'état des restes à recouvrer et des restes à payer, lors de la clôture des exercices.

En outre, leurs comptes se distinguent en *comptes de deniers* et *comptes de matières*. Chacune de ces parties est divisée en trois titres : le premier comprend les recettes, le second comprend les reprises, et le troisième les dépenses acquittées. Chaque titre est ensuite divisé en chapitres correspondant à chaque article du budget.

Lorsque ces comptes ont été dressés de cette façon et affirmés sincères et véritables; lorsqu'ils sont enfin en *état d'examen* et appuyés de toutes les pièces justificatives, à quelle autorité sont-ils présentés?

Ici nous devons nous reporter aux prescriptions de l'ordonnance du 25 avril 1825 sur la comptabilité communale, rendue applicable à la comptabilité des hospices par l'ordonnance du 22 janvier 1831.

Or, l'article 6 de cette ordonnance porte que « les comptes des receveurs municipaux, pour les communes (les hospices) dont les revenus ne s'élèvent pas à 10,000 fr. seront arrêtés par les conseils de préfecture; et pour celles dont les revenus ne s'élèvent pas à 100 fr., par les sous-préfets. »

Ainsi, les receveurs des hospices et établissements de bienfaisance qui ont 10,000 fr. de revenus et plus, deviennent justiciables de la cour des comptes.

Cette ordonnance n'a fait que remettre en vigueur les ordonnances de Moulins et de Blois, et les déclarations d'août 1695 et de décembre 1698, qui avaient pourvu de la même manière aux besoins de cet important service; aujourd'hui donc les dispositions qui soumettent maintenant les comptes des établissements de bienfaisance au jugement, soit de la cour des comptes, soit des conseils de prefecture, assurent non-seulement la régularité de la gestion des comptables, mais encore celle de l'administration elle-même.

C'est pourquoi les comptes-rendus par les receveurs doivent être, avant la fin du premier trimestre qui suit la clôture de chaque exercice, remis aux maires pour être par eux soumis à l'examen des conseils administratifs, et des conseils municipaux dans les communes qui fournissent des subventions aux hospices.

Cet examen terminé, ils sont immédiatement transmis par les maires, soit aux sous-préfets, soit aux préfets, afin que, dans les deux mois qui suivent, pour tout delai, l'envoi soit fait à la cour des comptes de ceux qu'elle est chargée d'apurer, et que les conseils de préfecture puissent commencer en même temps l'apurement de ceux qui leur sont déferés, et qui aux termes de l'art. 6 de l'ordonnance du 25 avril 1825, doivent être réglés dans l'année. V. **Communes**, section : **Comptabilité communale.** Les pièces justificatives exigées des receveurs, les délais, etc., etc., sont les mêmes. Les mêmes époques sont de rigueur pour les comptes qui doivent être arrêtés par les sous-préfets.

Tout comptable qui n'aurait pas rendu régulièrement son compte dans le délai prescrit aurait

par ce seul fait encourt la suspension de ses fonctions, sans préjudice des autres peines encourues par les lois dans le cas où les retards proviendraient de ses faits et négligence. (L. 28 pluv. an III, 16 sept. 1807; ord. 31 oct. 1821, 30 31.)

Quant à l'*apurement des comptes* et aux arrêtés des conseils de préfecture ou de la cour des comptes qui interviennent à cet effet, leur notification, etc., etc., V. **Communes**, chapitre VI, section III, § 4 ; **Cour des comptes.**

§ 6. Compte moral rendu par la commission.

En même temps qu'elle arrête le compte en deniers, la commission administrative doit arrêter le compte moral de sa propre administration pour le même exercice.

Ce dernier doit présenter :

1° Le mouvement de la population des hospices, quant aux malades, aux indigents, aux enfants admis dans ces établissements, et aux employés affectés à leur service, et les observations auxquelles ont pu donner lieu la population et la mortalité ;

2° Les augmentations ou diminutions survenues dans les revenus, les améliorations qui ont pu être introduites dans la régie des biens ;

3° L'organisation du service de santé, les changements qui y ont été opérés, les résultats des soins donnés à la population des hospices par les médecins et chirurgiens de ces établissements; les maladies qui ont été traitées et les cas particuliers qui offraient quelque intérêt;

4° L'état des bâtiments sous les rapports de la distribution, de la salubrité et de la facilité du service, les améliorations qui y ont été faites et celles qu'ils exigent encore ;

5° Les observations que peuvent suggérer les dépenses ordinaires, et les dépenses extraordinaires de l'exercice ; la masse des consommations qui ont eu lieu ; le mode que l'administration a suivi pour pourvoir aux approvisionnements, le prix de chaque objet et les approvisionnements restant à la fin de chaque année.

A l'appui de ce compte moral, l'administration doit produire :

1° Un etat des revenus et consommations en nature;

2° Un état des dépenses qui restaient à acquitter.

Ce compte *moral* est joint aux comptes en *deniers* du receveur, dont il doit être le développement et pour ainsi dire l'analyse. Un compte moral bien rédigé et dans l'esprit des réglements qui le prescrivent a pour but de faciliter l'intelligence de la comptabilité.

Aussi la circulaire du 29 mars 1831 porte que ce compte, comme celui de la gestion en deniers doit, pour concorder avec celui du receveur, présenter separément les ressources et les dépenses de l'exercice qui vient d'être clos, et la situation de l'exercice qui vient seulement d'accomplir sa première année : il convient donc de le diviser par colonnes correspondantes à celles du compte du receveur, afin que les opérations de l'administration et du comptable puissent se contrôler réciproquement.

§ 7. Vérification des caisses et de la comptabilité.

Les commissions administratives doivent s'assurer chaque mois, par la vérification des registres des receveurs des hospices, des diligences qu'ils ont faites pour la perception des revenus de ces établissements. (Arr. gouv. 19 vend. an XII.)

Elles peuvent en outre toutes les fois qu'elles le jugent utile, vérifier la caisse et les écritures des comptables.

Indépendamment de ces vérifications, les préfets sont tenus de faire vérifier la caisse et les écritures des comptables.

En outre les préfets sont tenus de faire vérifier la situation des receveurs au moins deux fois par an, et toujours à la fin de l'année; et ils transmettent au ministre de l'intérieur les procès-verbaux de vérifications. (O. 31 oct. 1821, art. 25.)

L'art. 26 de l'ordonnance du 31 octobre veut encore que des verifications extraordinaires soient faites par les inspecteurs des finances pendant leur inspection dans les départements.

A cet effet les préfets adressent au ministre de l'intérieur, dans le cours de janvier de chaque année, la liste des receveurs qu'ils jugent utile de faire vérifier par les inspecteurs des finances. Le ministre de l'intérieur forme de ces listes un tableau des receveurs à vérifier, qu'il transmet avec des instructions particulières au ministre des finances; celui-ci donne en conséquence aux inspecteurs les ordres nécessaires et fait connaître au ministre de l'intérieur le résultat des vérifications.

Les inspecteurs des finances doivent se renfermer dans les ordres qu'ils ont reçus ; ils ne peuvent néanmoins se refuser, pendant le cours de leur tournée, à toutes autres vérifications des mêmes comptables demandées par les préfets.

Or, ceux-ci peuvent, d'après le résultat des vérifications, suspendre et proposer de révoquer tout receveur dans la gestion duquel une infidélité, un déficit, un désordre grave, ou une négligence

coupable auraient été constatées; sans préjudice des poursuites et contraintes auxquelles ils pourraient être soumis comme comptables de deniers publics. (O. 31 oct. 1821, 27, 32; Circ. min., 8 févr. 1825.)

Section VI. — Contentieux. — § 1er. Actions des hospices.

Les hospices, rentrant dans la classe des *établissements publics*, sont soumis pour le contentieux, et les actions qu'ils veulent intenter ou défendre, à toutes les formalités que nous avons rapportées à l'article **Commune**, chapitre V **Des procès communaux**, section 1, 2, 3, 4 et 5. (Voyez cet article.) On y retrouvera pour les hospices l'exercice de la haute tutelle administrative; car l'administration des établissements de secours publics, quoique séparée et distincte de l'administration municipale, lui est cependant aussi naturellement liée, et même à quelques égards subordonnée.

Nous indiquerons seulement quelques différences et quelques règles générales. De même que les communes, toutes les actions juridiques que les hospices veulent intenter doivent être autorisées par le conseil de préfecture; mais préalablement elles sont soumises à l'examen d'un *comité consultatif* qui est formé dans chaque arrondissement communal.

Il est composé de trois membres, choisis par le sous-préfet parmi les jurisconsultes les plus éclairés de l'arrondissement.

Ce comité déclare, par une consultation écrite et motivée, s'il y a lieu d'autoriser à plaider.

L'avis du comité est transmis au conseil de préfecture, qui accorde ou refuse l'autorisation. (Arr. 7 mess. an IX, art. 11, 12, 13.)

Mais les hospices n'ont pas besoin de l'autorisation spéciale du conseil de prefecture pour procéder aux *actes conservatoires* que peuvent nécessiter, par exemple, les dispositions testamentaires faites en leur faveur, et pour citer en jugement sur les difficultés auxquelles ces actes peuvent donner lieu. (C. d'état, 28 mars 1821.)

Au nombre de ces actes conservatoires, il faut encore placer les exploits, significations; commandements et poursuites nécessaires contre les débiteurs des hospices. Ce n'est que lorsqu'il y a opposition de la part des débiteurs, et que l'action judiciaire est engagée, qu'il y a lieu de suivre les formalités susdites d'autorisation.

Ainsi que cela se pratique pour les communes, les créanciers des hospices sont obligés de requérir l'autorisation du conseil de prefecture pour pouvoir les poursuivre; mais bien entendu que lorsque, sur la demande formée par des particuliers contre un établissement public quelconque devant le Conseil d'état, celui-ci renvoie les demandeurs à se pourvoir devant les tribunaux, l'action peut être intentée sans qu'il soit besoin d'obtenir une autorisation. En ce cas, le renvoi devant les tribunaux équivaut à l'autorisation d'actionner l'établissement public. (Cass., 22 mai 1822; S. 22, 1, 501.)

Les receveurs sont chargés du contentieux et de faire toutes les diligences nécessaires pour assurer la rentrée des fonds provenant des revenus, legs, donations ou autres causes.

Leurs poursuites contre les débiteurs doivent s'etendre jusqu'à la saisie-exécution des meubles. (Inst. min. 5 brum. an XII.) Mais dans les affaires pendantes devant les tribunaux, c'est au maire, comme *président-né* des commissions administratives, qu'il appartient de représenter l'hospice.

(V. d'ailleurs, à l'article **Commune**, le chapitre **Des procès communaux**.)

§ 2. Dettes des hospices.

Lorsque l'actif et le passif des établissements charitables furent réunis au domaine national, en vertu de la loi du 14 juillet 1794 (25 mess. an II), le gouvernement fut obligé de pourvoir au paiement des créances exigibles dues par ces établissements, quels qu'en fussent le titre et l'origine.

Plus tard, la loi du 7 octobre 1796, en leur rendant l'administration de leurs biens, n'a pas eu pour but de mettre à leur charge les dettes exigibles qu'ils avaient contractées antérieurement à la loi du 23 messidor an II; il fut statué sur cet objet par la loi du 26 frimaire an VI.

Cette loi a appliqué aux créanciers des établissements charitables toutes les dispositions relatives à la liquidation de la dette publique. Elle a relevé de la déchéance qu'ils auraient encourue ceux des créanciers qui n'avaient pas rempli les formalités prescrites par la loi du 23 messidor an II, et les a renvoyés par-devant le directeur général de la liquidation, conformément à l'article 5 de la loi du 29 pluviose an V (17 févr. 1797).

Les créanciers des établissements charitables ont donc partagé le sort des autres créanciers de l'état, et subi la déchéance prononcée contre ceux qui n'ont pu se faire liquider en temps utile. Les hospices ne doivent donc rien pour les exercices anterieurs à l'an V.

Quant aux *dettes actuelles*, voir article **Commune**, chapitre IV, sect. II, **Dettes des communes**, § 2, ce que nous disons sur ce genre de dettes;

les mêmes règles sont applicables aux hospices.

Observons que du principe qu'il n'est permis aux établissements publics et de bienfaisance de s'engager qu'avec l'autorisation du gouvernement, il suit : « qu'ils ne peuvent servir à des tiers aucune rente ou prestation non autorisée, sous peine de responsabilité du receveur et de l'ordonnateur.

Ouvrages à consulter : *Code administratif des Hôpitaux*, in-4°, 1824; *Manuel des Commissions administratives des Hospices*, par Péchart, *rép.* Favard, v° Hospices.

HOSPITALIÈRES.— Les hospitalières, plus connues sous le nom de *sœurs de charité*, ont pour but de leur institution le service des malades dans les hospices ou le soin de porter des secours à domicile. (V. **Hospices.**)

Le nombre de leurs maisons, leur costume et les autres priviléges doivent être spécifiés dans les brevets d'institution.

Les congrégations hospitalières doivent avoir des noviciats, en se conformant aux règles établies à ce sujet par leurs statuts. (V. **Culte.**)

Enfin les maisons des congrégations hospitalières, comme toutes les autres de ce genre, sont soumises à la police des maires, des préfets et officiers de police. (D. 18 fév. 1809, art. 4, 19.)

Un arrêté du 27 prairial an IX a déclaré que les biens spécialement affectés à la nourriture, à l'entretien et au logement des hospitalières et des filles de charité attachées aux anciennes corporations vouées au service des pauvres et des malades, faisaient essentiellement partie des biens destinés aux besoins généraux de ces établissements; il a en conséquence, et conformément aux lois des 16 vendémiaire et 20 ventose an V, ordonné que l'administration en serait rendue aux commissions, administrations des hospices et des établissements de secours à domicile. Par le même arrêté, furent pareillement compris dans les dispositions qui précèdent les biens affectés à l'acquit des fondations relatives à des services de bienfaisance et de charité, à quelque titre et sous quelque dénomination que ce fût.

Conformément à ces dispositions, tout ce qui se trouvait affecté aux besoins des filles de charité, chargées par des fabriques et paroisses de la distribution des secours aux indigents, a dû être restitué par la régie des domaines pour appartenir à l'administration des secours à domicile; et on n'a dû réunir à l'administration des biens des hôpitaux que les biens qui avaient pour destination un service quelconque à la charge de ces établissements.

Dans les hospices particuliers de petites villes dont la direction est confiée aux sœurs de charité, il est arrivé quelquefois qu'égarées par leur zèle et leur générosité, plusieurs d'entre elles avaient préparé des médicaments pour des malades indigents. Mais comme de graves abus pouvaient résulter de leur inexpérience, le ministre de l'intérieur a fait rédiger par l'école de médecine de Paris une instruction des remèdes dont la préparation pouvait être confiée à leurs soins. (V. **Hospices**, sect. IV, § 6.)

HOSTILITÉS. Il y a trois degrés d'hostilités selon le droit politique : la *rétorsion*, les *représailles* et la *guerre*.

La *rétorsion* s'exerce contre un acte contraire à l'équité par un acte de même nature. Ainsi nous ne rendrons pas au ministre d'une cour étrangère les honneurs qu'elle n'accorde pas au nôtre; nous ne lui livrons pas les criminels; si elle ne consent pas elle-même à l'extradition des coupables que nous réclamons.

Les *représailles* repoussent une injustice par une autre injustice; elles consistent dans la violation d'un droit réel en revanche d'une semblable violation.

La *guerre* est un état de représailles générales et continues. Son but immédiat est la victoire, qui doit forcer le vaincu à reconnaître le droit du vainqueur et à en subir toutes les conséquences.

HUISSIERS.—Les huissiers sont des fonctionnaires publics, institués dans chaque arrondissement et nommés par le roi pour faire toutes citations, notifications et significations requises pour l'instruction des procès, tous actes et exploits nécessaires à l'exécution des ordonnances de justice, jugements, arrêts et actes authentiques, soit pour l'exercice ou la conservation des droits des parties intéressees, soit pour faire le service personnel près les cours et les tribunaux.

Certains corps ont aussi des huissiers, tels que les facultés de droit, de médecine, des sciences, etc., etc., l'institut, les chambres législatives. Ils veillent au maintien de l'ordre dans les salles, et exécutent les ordres du président.

Les huissiers de la chambre des pairs et de la chambre des députés, dit Bioche, *Dict. de Pro.*, donnent des assignations, signifient des jugements, exploitent en un mot comme les huissiers ordinaires dans les affaires correctionnelles et criminelles de la juridiction de ces chambres. Cet usage, ajoute-t-il, tient en quelque sorte à l'organisation des corps politiques, et est justifié par les besoins du service et de l'économie dans les frais, plutôt que par un texte exprès de loi.

En *matière administrative*, on supplée le plus souvent au ministère des huissiers, et les significations n'en sont pas moins valables. Ainsi :

1° Les gardes forestiers ont le droit de faire toutes citations et significations d'exploits en matière de délit forestier. (C. for., art. 175.)

2° Les employés des contributions indirectes ont qualité pour donner des assignations dans les affaires de leur administration. (D. 1er germ. an XIII, ch. 7, art. 28.)

3° Les préposés des douanes ont qualité pour faire tous exploits, significations de jugement et actes d'appel dans les matières de leur administration. (Cas., 10 déc. 1830, D. 31. 1. 21.)

4° En matière de garde nationale, les agents de l'autorité, les sergents de ville, tambours, ont qualité pour donner les citations et signifier des jugements. (L., 22 mars 1831, art. 111.)

5° En matière d'élections, les gendarmes et agents de police ont aussi ce droit.

6° En matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, les agents de l'administration peuvent faire, à la requête du préfet, toutes les significations et notifications nécessaires.

7° Dans les communes, non chefs-lieux de canton, les maires ont le droit de donner des citations en matière de simple police. (C. inst. cr., 166, 169, 170.)

8° Les gardes éclusiers ont aussi le droit de donner des citations en cas de contravention aux lois sur la voirie.

9° Les gardes du génie assermentés ont également le droit de notifier les citations et les arrêtés des conseils de préfecture, en matière de contraventions dans la zone des servitudes militaires. (C. d'état, 19 janv. 1832. D. 33, 2.)

10° La notification aux jurés des extraits constatant que leur nom est porté sur la liste du jury, formée en audience publique, et la sommation de comparaître le jour indiqué pour la session, peuvent aussi être faites par les gendarmes.

11° La première citation devant les conseils de prud'hommes est donnée par une cédule du secrétaire de ces conseils. (D. 20 fév. 1810, art. 29.)

Les exceptions ci-dessus sont à peu près les seules, et même en matière contentieuse les huissiers ont seuls qualité pour notifier les décisions administratives. Il est nécessaire d'employer leur ministère pour faire courir les délais du recours au Conseil d'état ou autres délais; ainsi la lettre d'un préfet, portant mention, extrait ou copie d'un arrêté du conseil de préfecture, ou d'une décision ministérielle ne saurait équivaloir à une signification. (C. d'état, 18 mars 1816.)

Il a même été jugé que le délai du recours contre un arrêté administratif ne court contre un particulier qu'à dater de la signification faite par huissier, et non à partir d'une signification administrative. (C. d'état, 9 mars 1832. D. 33, 5, 8.)

Cependant, cette dernière serait valable si elle résultait de la reconnaissance par laquelle la partie condamnée par un conseil de prefecture déclare avoir reçu du maire de sa commune un extrait certifié de cet arrêté, de son opposition à cet arrêté, et d'un arrêté interlocutoire intervenu sur cette opposition. (C. d'état, 2 août 1826. D. 26, 3, 30.)

(V. **Arrêtés administratifs. Décisions ministérielles.**) Relativement aux conditions d'admission à la discipline des huissiers. (Voy. D., 14 juin 1813.)

DES HYPOTHÈQUES ET PRIVILÉGES DU TRÉSOR [1].

SECTION I. — Des droits du trésor sur les biens des comptables. — § 1. Quels sont les comptables dont les biens sont soumis au privilége ou à l'hypothèque du trésor. — § 2. Sur quels biens s'exerce le privilége ou l'hypothèque du trésor. — § 3. Des formalités relatives à la conservation des droits du trésor.
SECTION II. — Des droits du trésor pour le recouvrement des frais de justice, en matière criminelle, correctionnelle et de police.
SECTION III. — Des droits du trésor pour le recouvrement des contributions directes.
SECTION IV. — Des droits du trésor pour le recouvrement des contributions indirectes.
SECTION V. — Des droits du trésor pour le recouvrement des droits de mutation par décès.

Nous réunirons dans cet article tout ce qui est relatif aux hypothèques et priviléges du trésor sur les biens des comptables, ainsi qu'aux droits qui lui compètent pour le recouvrement des frais de justice, en matière criminelle, correctionnelle et de police, pour le recouvrement des contributions directes et indirectes et celui des droits de mutation.

SECTION Ire. — Des droits du trésor sur les biens des comptables.

On conçoit qu'il n'est pas d'erreurs ni de malversations qui intéressent à un plus haut point la société que celles qui peuvent être commises par les fonctionnaires auxquels est confié le maniement des deniers publics. Le désordre dans les finances, en ruinant le crédit public, et paralysant tous les ressorts de l'action administrative et

[1] Cet article est de M. Ad. Lacan, docteur en droit, avocat à la cour royale de Paris.

en ébranlant toutes les fortunes, amène inévitablement le désordre de l'état. De là, la nécessité de donner à l'état des garanties rassurantes, soit pour prévenir les négligences ou les dilapidations des comptables, soit pour en rendre les conséquences moins désastreuses. C'est dans ce but qu'a été rendue la loi du 5 septembre 1807, qui règle aujourd'hui les droits du trésor public sur les biens des comptables, loi qui n'a fait que reproduire, en partie, les principes consacrés par l'ancienne législation [1].

Nous allons présenter ici une analyse rapide de cette loi, en examinant successivement : 1° quels sont les comptables dont les biens sont soumis au privilége ou à l'hypothèque du trésor; 2° sur quels biens ce privilége ou cette hypothèque s'exerce; 3° quelles sont les formalités à remplir de la part des comptables ou des agents de l'administration pour la conservation des droits du trésor.

§ 1. Quels sont les comptables dont les biens sont soumis au privilége ou à l'hypothèque du trésor.

On entend ici par *comptables* tous les fonctionnaires qui *sont en compte avec le trésor* pour raison des deniers publics dont ils ont le maniement. Ainsi, sont compris sous cette dénomination les receveurs généraux de départements, les receveurs particuliers d'arrondissements, les payeurs des dépenses publiques. (Art. 7, L. du 5 sept. 1807, et art. 14, L. du 16 sept. 1807, relative à l'organisation de la cour des comptes.)

Le trésor de la couronne n'étant qu'une fraction du trésor public, il jouit des mêmes privilèges et hypothèques sur les biens de ses agents comptables. Les trésoriers, receveurs et payeurs du trésor de la couronne se trouvent donc dans la même catégorie que les comptables dont nous venons de parler. C'est ce que déclare expressément un avis du Conseil d'état du 25 février 1808.

Les percepteurs des contributions ne sont pas des comptables, dans le sens de la loi de 1807. Simples collecteurs, obligés de faire leurs versements au fur et à mesure des perceptions, ils ne sont que les préposés des receveurs-généraux, et n'ont jamais de compte avec le trésor. Le trésor n'a donc sur leurs biens ni privilége ni hypothèque; aussi, l'art. 7 de la loi ne les comprend-il pas dans l'énumération des comptables. (V. Décis. du ministre des finances du 21 mars 1809 ; C. Colmar, 10 juin 1820.)

Aux termes de l'art. 47 du décret du 1er germinal an XIII, concernant les droits-réunis, la régie des contributions indirectes avait sur les meubles et effets mobiliers des comptables, pour leurs débets, un privilége qui devait primer tous les autres, à l'exception des frais de justice et de ce qui serait dû au propriétaire pour six mois de loyer. Ce décret se trouve abrogé aujourd'hui, en ce qui concerne les comptables, par la loi du 5 septembre 1807, qui s'applique aux droits du trésor sur les biens de tous les comptables indistinctement. Les comptables de la régie des contributions indirectes sont donc soumis, quant au privilége et à l'hypothèque du trésor, aux mêmes règles que tous les autres comptables. C'est ce que la cour de cassation a reconnu dans deux arrêts des 27 février 1833 et 11 mars 1835.

§ 2. Sur quels biens s'exerce le privilége ou l'hypothèque du trésor public.

Le privilége du trésor public s'exerce sur tous les biens meubles du comptable (art. 2), soit que celui-ci les ait acquis avant son entrée en fonctions, soit qu'il ne les ait acquis que depuis. La loi n'a pas fait pour les meubles la distinction qu'elle a faite pour les immeubles, et dont nous parlerons dans un instant.

Tous les biens meubles qui se trouvent dans la maison d'habitation du mari, étant présumés appartenir à ce dernier (L. 51, *De Donat. inter virum et uxorem*) le privilége du trésor s'exerce sur tous ces meubles, à moins que la femme ne prouve qu'ils lui sont échus de son chef, soit avant, soit pendant le mariage, ce dont il doit lui être facile de justifier par la représentation de son contrat de mariage ou d'un inventaire authentique, ou acte de donation, etc.; mais elle n'est recevable à faire cette preuve qu'autant qu'elle est séparée de biens, ou que, si elle n'est pas séparée de biens, elle conserve, d'après les clauses de son contrat de mariage ou par une autre cause, la propriété exclusive de tout ou partie de son mobilier. En parlant de la femme *séparée de biens*,

[1] Ceux qui voudront connaître l'état de la législation ancienne sur cette matière pourront consulter avec fruit, dans les anciens recueils d'édits et arrêts, les lois nombreuses dont elle a été l'objet, et notamment celles qui suivent : Déclaration du mois d'octobre 1648; édits de juillet 1665, d'août 1669; déclaration du 11 décembre 1673, donnée en interprétation de l'édit de 1669; édit de juin 1676; déclaration du 4 novembre 1680; édits de juillet 1681, février 1683, du 27 janvier 1685, du 5 juillet 1689; déclarations du 11 octobre 1707, du 4 juin 1757, du 18 mars 1758. — Voyez aussi les lois des 24 novembre 1790, 22 août 1791, tit. 13, art. 22 et 23; 19 juillet et 11 août 1792, 11 messidor an III, 11 brumaire an VII, art. 5, 4, 21, 22, 23, 37, 38 et 39; décret du 1er germinal an XIII, art. 47.

l'art. 2 de la loi de 1807 n'a pas entendu dire qu'elle *seule* serait admise à justifier de son droit de propriété sur les meubles, mais uniquement que la nécessité de cette justification s'étendait *même à la femme séparée de biens*, ce qui est bien différent et ce à quoi certains auteurs paraissent n'avoir pas fait attention.

Toutefois, le privilége du trésor ne s'exerce sur les meubles qu'après les priviléges généraux et particuliers énoncés aux art. 2101 et 2102 du Code civil. (Art. 2.) Ainsi, le propriétaire doit être payé avant le trésor, sur le prix des meubles appartenant au comptable et garnissant la maison d'habitation, de la totalité des loyers, pour lesquels l'art. 2102 lui accorde privilége. En cela, l'art. 2 de la loi de 1807 déroge à l'art. 47 du décret du 1er germinal an XIII, qui n'accordait de préférence au propriétaire, vis-à-vis de la régie des contributions indirectes, que pour six mois de loyer. Pareillement, les créanciers pour frais funéraires, frais de dernière maladie, etc., etc., doivent passer avant le trésor, quoique le décret de germinal an XIII leur ait refusé cette préférence.

Quant aux immeubles appartenant aux comptables, ils sont soumis au privilége ou à l'hypothèque du trésor, suivant certaines distinctions.

S'ils ont été acquis par le comptable postérieurement à sa nomination, et à titre onéreux, la loi les frappe d'un privilége au profit du trésor. (Art. 4.) Ce privilége s'etend même sur les immeubles acquis au même titre et depuis cette nomination, par la femme du comptable, quoique separée de biens, sauf à elle à justifier que les deniers employés à l'acquisition lui appartiennent. Dans l'un et l'autre cas, la loi présume que ce sont les deniers du trésor qui ont servi à solder le prix de l'acquisition. Observons, à ce sujet, que la loi n'a pas distingué entre les immeubles acquis avant l'*entrée en fonctions* du comptable et ceux acquis depuis : d'où il suit que le privilége les saisit et s'y attache par cela seul qu'ils sont acquis *postérieurement à sa nomination*; d'un autre côté, elle n'a pas distingué non plus entre le cas où le prix des immeubles acquis avant la nomination serait payé avant cette nomination, et le cas où il ne le serait qu'après; d'où il faut conclure que le trésor n'a pas de privilége sur les immeubles acquis par le comptable *avant sa nomination, et payés depuis*. Remarquons enfin que la présomption qui s'applique aux femmes des comptables est une présomption exorbitante qu'il serait aussi arbitraire que dangereux d'étendre à d'autres personnes, quel que soit le lien de parenté qui les unisse au comptable. Ainsi, les immeubles achetés par le père ou le fils d'un comptable ne peuvent être présumés acquis des deniers du tresor, ni, conséquemment, être assujettis au privilége établi par la loi de 1807. Si cependant il était prouvé que des immeubles ont été réellement acquis avec les deniers fournis par le comptable, ou qu'ils l'ont été pour son compte, soit par son père ou son fils, soit même par une tierce-personne, cette preuve aurait assurément la même force que la présomption de la loi, et les immeubles achetés seraient soumis au privilége du trésor. (C. Limoges, 22 juin 1808.)

Il en est du privilége du trésor comme de celui des coheritiers pour la garantie des partages, des soultes ou retours de lots, et celui des créanciers et légataires qui demandent ou veulent demander la séparation des patrimoines; la loi fixe un délai (deux mois à partir de l'enregistrement de l'acte translatif de propriété) pour l'inscription du privilége, et, pendant ce délai, aucune hypothèque ne peut être établie ni inscrite au préjudice dudit privilége. Mais si l'inscription requise n'a pas été faite dans le délai voulu, le privilége dégénère en une hypothèque simple, qui ne date, à l'égard des tiers, que du jour de l'inscription.

Néanmoins, le privilége ne peut, en aucun cas, préjudicier :

1° Aux créanciers privilégiés, désignés dans l'article 2105, lorsqu'ils ont rempli les conditions prescrites pour obtenir et conserver leurs priviléges;

2° Aux créanciers désignés dans les art. 2101, 2104 et 2106, s'ils se trouvent dans les cas prévus par le dernier de ces articles;

3° Aux créanciers du précédent propriétaire qui auraient sur le bien acquis, des hypothèques légales, indépendamment de l'inscription, ou toute autre hypothèque valablement inscrite. (Art. 5.)

Nous avons parlé jusqu'ici du privilége du trésor sur les immeubles acquis par les comptables, à titre onéreux et postérieurement à leur nomination.

A l'égard des immeubles qui leur appartenaient avant leur nomination, le trésor public n'a qu'une hypothèque légale assujettie à la formalité de l'inscription. Il n'a pareillement qu'une hypothèque légale, subordonnée à la même condition, sur les biens acquis par le comptable autrement qu'à titre onéreux, postérieurement à sa nomination. (Art. 6.)

L'hypothèque légale et le privilége du trésor sont soumis aux mêmes causes d'extinction que

les autres priviléges et hypothèques. Si l'immeuble d'un comptable vient à être aliéné avant que ses comptes soient apures, le tiers-détenteur n'en prescrit pas moins, dès à présent, contre le privilége ou l'hypothèque : la prescription n'est suspendue que *vis-a-vis du comptable*. C'est dans ce sens qu'il faut entendre l'article 10 de la loi, d'après lequel : « La prescription des droits du trésor public, établie par l'article 2227, court, *au profit des comptables*, du jour où leur gestion a cessé. »

§ 3. Des formalités relatives à la conservation des droits du trésor.

Aux termes de la loi de 1807, tous les comptables sont tenus d'énoncer leurs titres et qualités dans les actes de vente, d'acquisition, de partage, d'échange et autres translatifs de propriete qu'ils peuvent passer, et ce, à peine de destitution, et en cas d'insolvabilité envers le trésor public, d'être poursuivis comme banqueroutiers frauduleux.

Les receveurs de l'enregistrement et les conservateurs des hypothèques sont tenus, aussi à peine de destitution, et en outre de tous dommages-intérêts, de réquérir ou de faire, au vu desdits actes, l'inscription au nom du trésor public, pour la conservation de ses droits, et d'envoyer tant au procureur du roi près le tribunal de la situation des biens qu'à l'agent du trésor public le bordereau prescrit par les art. 2148 et suiv. du Code civil.

Les formes de l'inscription qui doit être prise sont tracées par l'art. 2153 du Code civil. Elle ne mentionne ni la date, ni la nature d'aucun titre, ni le montant de la créance, ni l'espèce et la situation des biens; il suffit qu'elle contienne l'indication du créancier (le trésor), l'election de domicile à la prefecture ou à la sous-prefecture, suivant qu'elle est prise au bureau d'un chef-lieu de département ou d'un chef-lieu d'arrondissement, (instruct. de la régie du 21 juillet 1809), les noms, prénoms, profession, domicile ou désignation précise du débiteur, et la nature des droits à conserver. Cette inscription frappe de plein droit tous les immeubles situés dans l'arrondissement du bureau, art. 2148, 5°, et elle conserve tout à la fois le capital et les intérêts des créances pour lesquelles elle est prise, (C. cass., 12 mai 1829.)

Les receveurs de l'enregistrement et les conservateurs des hypothèques sont relevés de l'obligation de prendre inscription, lorsque le comptable a obtenu du trésor public un certificat portant que l'aliénation qu'il veut faire n'est pas sujette à l'inscription de la part du trésor, ce certificat doit être énoncé et daté dans l'acte d'aliénation. (Art. 7.)

Si les biens aliénés par le comptable sont affectés par privilége ou par hypothèque, aux droits du trésor public, les agents du gouvernement doivent poursuivre, selon les voies de droit, le recouvrement des sommes dont le comptable est constitué redevable. (Art. 8.)

Dans le cas où le comptable n'est pas actuellement constitué redevable, le trésor public doit dans le délai de trois mois, à compter de la notification qui lui est faite, aux termes de l'art. 2185 du Code civil, fournir et déposer au greffe du tribunal de l'arrondissement des biens vendus, un certificat constatant la situation du comptable, à défaut de quoi, ce delai expiré, la main levée de l'inscription a lieu de droit, et sans qu'il soit besoin de jugement, à la charge toutefois par celui qui requiert la radiation, de justifier au conservateur, par un certificat du greffier, de la non-existence du dépôt.

La main-levée a lieu également de plein droit dans le cas où le certificat constate que le comptable n'est pas débiteur envers le trésor public. (Art. 9.)

Suivant deux décisions du ministre des finances des 28 novembre 1808 et 24 fevrier 1809, la radiation des inscriptions faites à la requête de l'agent du trésor public doit s'opérer sur la remise des mains-levees authentiques consenties par cet agent et qui font mention des arrêts de la cour des comptes ou arrêtés ministériels en exécution desquels elles sont données. (Voy. aussi lettre du minist. des fin. du 21 floreal an IX, et décision du même min., du 28 brum., an XIV.)

Telles sont les dispositions principales qui régissent aujourd'hui la position des comptables vis-à-vis du trésor public; c'est aux fonctionnaires de l'ordre administratif qu'il appartient spécialement d'en surveiller la stricte exécution : c'est à eux de faire en sorte qu'on ne voie pas se renouveler chez nous cet affligeant contraste que flétrissait de sa vertueuse indignation un celèbre orateur de l'antiquité, lorsqu'il s'écriait : *Fures privatorum furtorum in nervo atque in compedibus vitam agunt, fures publici in auro atque in purpura!*

Section II. — Des droits du trésor public pour le recouvrement des frais de justice, en matière criminelle, correctionnelle et de police.

C'est un vieil adage de notre droit que « *jamais on n'avance les verges dont on est battu* (Loysel, *Inst.*, liv. 6, tit. 2, R. 14) ; c'est-à-dire que ce n'est ni aux prévenus, ni aux accusés à avancer les frais des procès-criminels qui leur sont suscités. Cependant, comme il importe au maintien de l'ordre public que les crimes ne restent pas impunis,

rei publicæ interestpeccata nocentiumet innotes cere et puniri, c'est naturellement à la charge du trésor que l'avance des frais a dû être mise; mais on sent, en même temps, qu'il y auraitle plus grand danger à ce que la fortune publique pût être sans cesse compromise par la perte des avances que nécessitent journellement les instructions et poursuites criminelles; qu'il n'y en aurait pas moins à ce que l'action de la justice pût être enchaînée par la crainte de charger l'état de frais onéreux dont le recouvrement paraîtrait douteux ou impossible; il a donc fallu donner au trésor des garanties qui pussent obvier à ce double inconvénient. Tel est l'objet du privilége qui lui est conféré par la loi spéciale du 5 septembre 1807, relative au mode de recouvrement des frais de justice, au profit du trésor public, en matière criminelle, correctionnelle et de police [1].

Ce privilége n'existe, aux termes de l'article 1er de la loi, que pour le remboursement *des frais* dont la condamnation est prononcée au profit du trésor, en matière criminelle, correctionnelle ou de police. On entend ici par frais, les *avances* que fait le trésor pour l'instruction et le jugement des affaires. C'est donc uniquement pour la rentrée de ces *avances* ou *déboursés* que la loi lui accorde un privilége. Or, tout privilége étant de droit strict, il en résulte que le privilége accordé au trésor ne peut s'étendre aux *amendes* dont la condamnation est prononcée à son profit, les amendes n'étant pas décrétées comme *frais de justice*, mais à titre de *peine*. (Art. 9, C. pén.)

Toutefois, si le trésor n'a pas de privilége pour le recouvrement des amendes, on ne voit pas pour quel motif il n'aurait pas hypothèque judiciaire en vertu du jugement ou de l'arrêt qui prononce l'amende. L'hypothèque est ici de droit commun, et aucune loi ne la refuse au trésor. Le trésor ayant hypothèque inscrite à raison de l'amende prononcée à son profit, devra donc être préféré à tous les créanciers chirographaires et à ceux dont l'inscription sera postérieure à la sienne. C'est le cas de dire avec Papinien, (L. 37 *de Jure fisci*), *quod placuit fisco non esse pœnam petendam, nisi creditores suum recuperaverint, eo pertinet ut privilegium in pœna contra creditores non exerceatur, non ut jus commune privatorum fiscus amittat.* (Voy. art. 5 de la loi du 12 novembre 1808.)

Le privilége du trésor peut s'exercer sur les meubles ou sur les immeubles du condamné.

S'il s'exerce sur les meubles, il ne peut venir qu'après les privilèges généraux et particuliers désignés aux articles 2101 et 2102 du Code civil, comme aussi, après les sommes dues pour la défense personnelle du condamné, lesquelles doivent, en cas de contestation de la part de l'administration des domaines, être réglées, d'après la nature de l'affaire, par le tribunal qui a prononcé la condamnation. (Art. 2.)

Il suit de là que le privilége du trésor peut s'exercer au préjudice de toutes créances non privilégiées, alors même qu'elles seraient antérieures à la condamnation. On ne pourrait d'ailleurs décider le contraire, sans détruire le droit de préférence, le *privilége* que la loi a entendu lui conférer. (C. cass., 6 juin 1809.)

Parmi les créances qui doivent passer avant celles du trésor pour frais de justice, la loi n'a pas compris l'indemnité dont la condamnation est prononcée au profit de la partie civile. On conçoit en effet que cette indemnité ne pouvait primer les droits du trésor, puisqu'aux termes de la loi du 5 pluviose an XIII, ceux qui se constituent parties civiles en matière criminelle sont eux-mêmes personnellement tenus du remboursement des frais de poursuites, sauf leur recours contre les condamnés. Quant à l'art. 5 de la loi du 18 germinal an VII qui disposait d'une manière générale, que les indemnités seraient prises sur les biens des condamnés, avant les frais adjugés à la république, il est évidemment abrogé, tant par la loi du 5 pluviose an XIII que nous venons de citer, que par celle du 5 septembre 1807, qui, d'une part, détermine les créances qui doivent primer celles du trésor, sans y comprendre les indemnités de la partie civile et, de l'autre, abolit expressément (art. 5) toutes les dispositions contraires des lois antérieures.

Le privilége du trésor sur les biens immeubles du condamné n'a lieu qu'à la charge de l'inscription dans les deux mois, à dater du jour du jugement de condamnation, passé lequel délai, le privilége se convertit en une hypothèque ordinaire qui ne date, à l'égard des tiers, que du jour de l'inscription, conformément à l'art. 2115 du Code civil. (Art. 3.)

Dans tous les cas, le trésor ne peut exercer son privilége qu'après les actes, priviléges et droits suivants:

1° Les priviléges désignés en l'art. 2104 du Code civil, s'ils sont dans les conditions voulues par l'art. 2105;

2° Les priviléges désignés en l'art. 2103 du Code

[1] Sur la manière dont se recouvraient autrefois les frais de justice en matière criminelle, voyez ordonnance du mois d'août 1670; arrêts du conseil des 4 février 1672, 11 mai 1677, 5 mai 1679, 10 avril et 8 août 1682, 26 octobre 1683; déclaration du 12 juillet 1687; arrêt du conseil du 25 octobre 1694; déclarations du 15 juillet 1700, 16 août 1707; lois des 20 et 27 septembre 1790; instructions du mois d'octobre 1790 adressée aux directoires de département; loi du 19-22 juillet 1791; arrêté du 6 messidor an VI; loi du 18 germinal an VII; loi du 5 pluviôse an XIII.

civil, s'ils sont valablement acquis et conservés;

5° Les hypothèques legales indépendantes de l'inscription, pourvu qu'elles soient antérieures au mandat d'arrêt, dans les cas où il en aurait été décerné contre le condamné, et dans les autres cas, au jugement de condamnation;

4° Les autres hypothèques, pourvu que les creances aient éte inscrites avant le privilege du trésor et qu'elles résultent d'actes qui aient une date certaine anterieure audit mandat d'arrêt ou jugement de condamnatiou;

5° Les sommes dues pour la défense personnelle du condamné, sauf taxe en cas de contestation sur leur qualité. (Art. 4.)

La loi n'ayant interdit que les constitutions d'*hypotheque* postérieures au mandat d'arrêt ou au jugement de condamnation, il en faut conclure que l'accusé n'est pas incapable d'*aliéner* ses immeubles tant qu'il n'est placé que sous le coup d'un mandat d'arrêt; qu'il peut même les aliéner après le jugement de condamnation, si telle n'est pas la nature de la peine dont il est frappé, qu'elle entraîne l'interdiction légale dont il est parlé à l'art. 29 du Code pénal.

En cas d'alienation, le trésor peut toujours conserver son privilége en le faisant inscrire, mais cette inscription doit être prise dans la quinzaine au plus tard de la transcription du titre translatif de propriété, que le delai de deux mois soit ou non écoulé. (Arg. de l'art. 854 du Code de procéd.). Il en serait de même si la transcription avait lieu dans le laps de temps qui s'écoule entre le mandat d'arrêt et le jugement de condamnation, et cela, encore bien que le delai de deux mois accordé au trésor par l'article 5 de la loi de 1807, n'eût pas encore commencé à courir.

Dans ces differents cas, l'inscription n'est requise que dans l'intérêt du tiers acquéreur; ce n'est que vis-à-vis de lui que le privilege est éteint faute d'inscription dans la quinzaine. Le tresor a toujours le droit de conserver son privilége *vis-à-vis des autres créanciers*, en en faisant faire inscription avant l'expiration des deux mois.

Du reste, il est bien entendu que si les aliénations ou les hypothèques même, antérieures au mandat d'arrêt ou au jugement de condamnation, étaient entachées de fraude, le tresor aurait le droit d'en contester la validité, comme tout autre creancier pourrait le faire. (V. lettre du grand-juge, du 9 août 1808.)

Nous terminerons par rappeler ici diverses dispositions législatives qui se rattachent plus ou moins à la matière qui nous occupe.

D'après l'art. 21 du Code d'inst. crim. lorsqu'un prevenu a fait le dépôt de la somme fixee par la loi, ou justifie d'immeubles suffisants pour avoir la liberté provisoire de sa personne, les espèces déposées et les immeubles servant de cautionnement sont affectes par privilége 1° : au paiement des réparations civiles et des frais avancés par la partie civile; 2° aux amendes, le tout néanmoins sans préjudice du privilége du trésor, à raison des frais faits par la partie publique. Le procureur du roi et la partie civile peuvent prendre inscription hypothécaire, sans attendre le jugement définitif. L'inscription prise à la requête de l'un ou de l'autre profite à tous les deux.

Aux termes des art. 118 et 119 du décret du 18 juin 1811, lorsque le procureur du roi poursuit d'office l'interdiction d'un furieux ou d'un homme en état d'imbécillité ou de démence, conformément à l'art. 491 du Code civ. les frais de la procedure sont avancés par l'administration de l'enregistrement. Si l'interdit est solvable, les frais de l'interdiction sont à sa charge, et le recouvrement en est poursuivi avec privilége et préférence sur ses biens, et, en cas d'insuffisance, sur ceux de ses père, mère, époux ou épouse. Ce privilége s'exerce conformément aux règles prescrites par la loi du 5 septembre 1807.

Sont recouvres de la même manière les frais des actes et procedures faits sur la poursuite d'office du ministère public, dans les cas prévus par le Code civil, notamment par les art. 50, 58, 81, 184, 191 et 192 relativement aux actes de l'état-civil. (Art. 121.)

Il en est de même lorsque le ministère public poursuit d'office les rectifications des actes de l'état civil, en conformite de l'avis du Conseil d'etat du 12 brumaire an XI, comme aussi au sujet des poursuites faites en conformité de la loi du 25 ventose an XI sur le notariat, et généralement dans tous les cas ou le ministère public agit dans l'intérêt de la loi et pour assurer son execution. (Art. 122.)

Section III. — Des droits du trésor pour le recouvrement des contributions directes.

Le privilege du tresor public pour le recouvrement des contributions directes est régle par la loi du 5 novembre 1808.

Il s'exerce pour la contribution foncière de l'année échue et de l'annee courante sur les récoltes, fruits, loyers et revenus des biens immeubles sujets à la contribution. Le trésor n'a sur les immeubles que les droits des créanciers ordinaires, et ne peut venir au partage du prix que concurremment avec les créanciers chirographaires s'il en existe. « Les biens que nous possédons, disait M. de Mon-

tesquiou, président de la commission des finances du corps législatif, n'appartiennent pas à l'état; nous ne lui devons qu'une portion de leurs revenus pour nous assurer la jouissance du reste... ainsi, le trésor ne pouvant prétendre pour la contribution foncière qu'à une portion des fruits de la terre, il ne doit exercer son privilége que sur ces mêmes fruits. » On aperçoit que, *sous ce point de vue*, le privilége du trésor est moins favorisé que celui des créanciers désignés dans l'art. 2101, lequel, en cas d'insuffisance du mobilier, peut s'exercer sur les immeubles; et cependant, par une bizarrerie apparente, il prime, sur les meubles, le privilége desdites créances.

Quant aux contributions mobilières des portes et fenêtres, des patentes et autres contributions directes et personnelles, le trésor a un privilége pour l'année échue et l'année courante sur tous les meubles et autres effets mobiliers appartenant aux redevables, en quelque lieu qu'ils se trouvent. Néanmoins, il ne faut pas conclure de là que les meubles sont frappés d'indisponibilité dans les mains des redevables; aucune loi n'attache cet effet au privilége du trésor. Suivant les principes du droit commun, les priviléges n'ont pas plus de suite sur les meubles que le droit de propriété. (Art. 2119 et 2279, C. civ.) Il en résulte que le redevable conserve toujours le droit de disposer de ses meubles, et que dès qu'il en a disposé, le privilége du trésor disparaît, sauf l'action de fraude qui compète a tout créancier. Les meubles ne deviennent indisponibles que lorsqu'ils ont été saisis et mis sous la main de *justice*. Il n'en serait pas de même s'il n'y avait qu'une contrainte décernée; car la contrainte n'est qu'une mise en demeure d'exécuter qui ne peut affecter en rien ni la capacité du redevable ni la disponibilité de ses biens. (Cass., 15 mai 1819.)

Le privilége du trésor pour le recouvrement des contributions directes s'exerce avant tout autre privilége, et conséquemment avant le privilége des créanciers désignés dans les art. 2101 et 2102. Toutefois cette, preference que la raison d'etat peut seule expliquer, ne doit pas s'entendre d'une manière trop absolue. On ne concevrait pas, par exemple, que le privilége du trésor primât celui des frais de vente, ces frais étant faits dans l'intérêt du trésor, comme dans celui des autres créanciers. Aussi l'art. 657 du C. de proc., en obligeant l'officier qui a procédé à la vente à consigner le montant du prix dans la huitaine suivante, l'autorise-t-il en même temps à retenir les frais, suivant la taxe qui en aura été fixée par le juge sur la minute du procès-verbal.

L'article 2 de la loi de 1808 dispose que tous fermiers, locataires, receveurs, économes, notaires, commissaires-priseurs et autres dépositaires et débiteurs de deniers provenant du chef des redevables et affectés au privilége du trésor, seront tenus, sur la demande qui leur en sera faite, de payer en l'acquit des redevables et sur le montant des fonds qu'ils doivent ou qui sont en leurs mains jusqu'à concurrence de tout ou partie des contributions dues par ces derniers. Les quittances des percepteurs pour les sommes légitimement dues, doivent leur être allouées en compte.

Lorsque, dans le cas d'une saisie de meubles et autres effets mobiliers pour le paiement des contributions, il s'élève une demande en revendication de tout ou partie desdits meubles et effets, elle ne peut être portée devant les tribunaux ordinaires qu'après avoir été soumise par l'une des parties intéressées à l'autorité administrative, aux termes de la loi du 5 novembre 1790 (art. 4).

Rappelons enfin ce que nous avons déjà observé pour d'autres priviléges du trésor, c'est que le privilége qui lui est attribué pour le recouvrement des contributions directes ne préjudicie pas aux autres droits qu'il peut exercer sur les biens des redevables, comme tout autre créancier. (Art. 5.)

Section IV. — Des droits du trésor pour le recouvrement des contributions indirectes.

La régie des douanes a privilége pour tous droits sur les meubles et effets mobiliers du redevable. Elle n'est primée que par les frais de justice, les créances désignées en l'art. 2101 du C. civ. et les loyers dus au propriétaire pour six mois seulement, sans préjudice néanmoins de la revendication dûment formée par les propriétaires des marchandises en nature qui sont encore sous balle et sous corde. (Loi du 22 août 1791, tit. 13, art. 22; D. germ. an II. tit. 6, art. 4.)

La régie a, de plus, une hypothèque sur les immeubles des redevables, à compter du jour où les soumissions ont été faites sur les registres ou signées par eux et leurs facteurs, pourvu que les extraits de ces registres contenant les soumissions des redevables aient été soumis à l'enregistrement dans le délai fixé pour les actes des notaires. (L. 22 août 1791, art. 23.) Cependant, depuis le Code civil, cette hypothèque ne peut s'exercer que sous la condition de l'inscription hypothécaire et à la date que cette inscription lui assigne. (V. extrait du bulletin des douanes du 12 juillet 1810.)

Quoique les droits de la régie des douanes n'aient pas été consacrés, comme les autres pri-

viléges du trésor, par des lois postérieures à la loi de brumaire an VII, on ne les a cependant jamais considérés comme abrogés par cette dernière loi dont les art. 21 et 22 n'accordaient qu'une hypothèque légale à la nation, sur les immeubles de ses comptables. La régie a toujours été maintenue dans le privilége résultant à son profit des lois du 22 août 1791 et du 4 germ. an II. (V. lettre du grand-juge du 4 mai 1810.)

Il a même été jugé que ce privilége ne s'appliquait pas seulement aux meubles des redevables, débiteurs principaux des droits de la régie, mais encore à ceux de leurs cautions, les cautions étant véritablement des *redevables* dans le sens des lois de la matière, et l'affectation de leurs meubles étant, dans la plupart des cas, la principale garantie du trésor. (Cass., 12 déc. 1822.)

L'article 47 du décret du 1er germinal an XIII accorde à la régie des contributions indirectes privilége et préférence à tous les créanciers sur les meubles et effets mobiliers des redevables, pour le paiement des droits. Le décret ne fait exception à cette règle qu'en faveur des frais de justice, de ce qui peut être dû au propriétaire pour six mois de loyer seulement, et sauf la revendication dûment formée par les propriétaires des marchandises en nature qui sont encore sous balle et sous corde.

Nous avons vu ci-dessus, section I, § 1, que les termes de cet article comprenaient aussi les *comptables* de la régie des contributions indirectes, et qu'à leur égard la disposition du décret a été abrogée par l'article 2 de la loi du 5 septembre 1807, relative aux droits du trésor public sur les biens des comptables. Mais, en ce qui concerne les redevables des droits, elle n'a été abrogée par aucune loi ni par aucun décret postérieurs. La régie des contributions indirectes a donc privilége sur les meubles des redevables avant les créanciers pour frais funéraires, frais de dernière maladie, gages, etc. Elle ne peut être primée que par les frais de justice ou par le propriétaire, pour six mois seulement des loyers qui peuvent lui être dus.

Cependant un arrêt de la Cour de cassation (chambre des requêtes), du 27 février 1833, a jugé que nonobstant l'art. 47 du décret de germinal, le propriétaire avait le droit de réclamer le paiement de *tous les loyers* avant la régie des contributions indirectes, et que la restriction prononcée par le décret avait été abrogée par l'article 2 de la loi du 5 septembre 1807, qui ne place le privilége du trésor qu'après les priviléges généraux et particuliers énoncés aux art. 2101 et 2102 du Code civil.

Mais la Cour de cassation (chambre civile) est revenue sur cette jurisprudence par un arrêt du 11 mars 1835, où elle a reconnu avec raison que si la loi du 5 septembre 1807 a abrogé le décret du 1er germinal an XIII, ce n'est qu'à l'égard des *comptables*, mais qu'elle subsiste toujours pour les *redevables*.

Le décret de l'an XIII est inapplicable aux droits de la régie pour recouvrement des droits de timbre et des amendes de contravention y relatives. L'art. 76 de la loi du 28 avril 1816 étend à ces droits le privilége accordé par l'art. 1er de la loi du 12 novembre 1808 aux contributions mobilières, des portes et fenêtres et des patentes.

Lorsque, pour la conservation et l'exercice de son privilége, la régie a pratiqué des saisies sur les meubles d'un redevable, ses poursuites ne peuvent être interrompues par la survenance ultérieure de la faillite de ce redevable. Les meubles saisis restent affectés aux droits de la régie, sans que les agents de la faillite puissent se prévaloir des art. 449 et 464 du Code de commerce pour faire apposer les scellés sur ces meubles, ou pour les faire vendre. (V. art. 45 et 47 du décret du 1er germ. an XIII; C. Bruxelles, 13 août 1811; C. cass., 9 mars 1808.)

Mais la régie est assujettie, comme les autres créanciers, à la nécessité de produire et de réclamer son privilége dans la contribution ouverte sur le prix des meubles du redevable. Elle ne pourrait se prévaloir de la disposition de l'art. 661 du Code de procédure civile, spécial au propriétaire, pour faire statuer en référé sur l'exercice de son privilége. (C. cass., 27 fév. 1833.)

Section V. — Des droits du trésor pour le recouvrement des droits de mutation par décès.

Le mode de recouvrement des droits de mutation par décès est réglé par l'art. 52 de la loi du 22 frimaire an VII sur l'enregistrement. Cet article porte :

« Les droits des déclarations de mutations par décès seront payés par les héritiers, donataires ou légataires;

» Les co-héritiers seront solidaires;

» La nation aura action sur les revenus des biens à déclarer, en quelques mains qu'ils se trouvent, pour le paiement des droits dont il faudrait poursuivre le recouvrement. »

Cet article, le seul qui règle les prérogatives du trésor, pour le recouvrement des droits de mutation, est éminemment défectueux et a fait naître une foule de difficultés qu'il conviendrait d'aplanir par une autre rédaction plus précise et plus com-

plète. Quelle est en effet la portée, l'efficacité de l'action que la loi donne ici au trésor? Est-ce une action ordinaire qui ne confère, dans son résultat, que des droits semblables à ceux des autres créanciers? Est-ce, au contraire, une action qui se résout en un privilége sur les revenus des biens à déclarer? D'un autre côté, cette action suit-elle les revenus de la chose, même entre les mains des tiers détenteurs, ou seulement dans celles des héritiers, donataires ou légataires? A supposer enfin qu'elle les suive en toutes mains, peut-elle encore l'exercer quand le tiers détenteur a purgé ou ayé son prix, conformément aux bordereaux d'ordre? Voilà des questions que la mauvaise rédaction de l'article rend, pour ainsi dire, insolubles, les conséquences qui découlent du texte ne pouvant être celles qui sont entrées dans l'esprit de la loi.

Quoi qu'il en soit, et tout en appelant de nos vœux une réforme dans cette partie de la loi de frimaire, nous allons en donner ici une analyse sommaire.

A notre avis, le droit de la régie, tel qu'il résulte de l'article ci-dessus, n'est pas un privilége, un droit de préférence. Rien dans la loi ne lui imprime ce caractère, et telle est la nature du privilége qu'il n'est pas possible de l'étendre à des cas où la loi ne l'a pas positivement établi. La régie ne peut donc être préférée sur les revenus des biens aux créanciers du débiteur commun. Elle ne peut venir qu'après les créanciers qui ont un privilége sur les revenus, ou au profit desquels ces revenus sont immobilisés, et contributoirement, avec les créanciers chirographaires. Toutefois, nous devons convenir que la thèse contraire a pour elle la jurisprudence et l'opinion de la plupart des auteurs. (V. notamment un arrêt de la Cour de Paris, 1re chambre, du 25 mai 1835.)

Mais, si l'on ne peut voir un droit de préférence dans cette action *pure et simple* que donne à la régie l'art. 32 de la loi du 22 frimaire, il faut reconnaître que la régie tient de cet article un droit de suite sur les revenus des biens à déclarer, droit de suite qui ne s'exerce pas seulement vis-à-vis des héritiers, donataires ou légataires, comme l'a pensé à tort le Conseil d'état dans un avis du 4 septembre 1810, mais aussi vis-à-vis de tous tiers détenteurs quelconques des biens de la succession. L'art. 32, en effet, est conçu dans des termes qui ne comportent aucune limitation : l'action de la régie suit les revenus des biens à déclarer, *en quelques mains qu'ils se trouvent.*

D'après ce que nous venons de dire, cette action n'étant pas la mise en exercice d'une créance privilégiée ou hypothécaire, il en faut conclure qu'elle est indépendante de la formalité de l'inscription; qu'ainsi, bien que la régie n'ait pas d'inscription, elle peut toujours poursuivre l'acquéreur sur les fruits des immeubles héréditaires, jusqu'à ce qu'il ait acquitté la totalité du droit proportionnel. (V. déc. du grand-juge du 25 niv. an XII; déc. des ministres de la justice et des finances, du 21 oct. 1806; instr. du directeur-général de l'enregistrement, du 22 fév. 1808.)

Alors même que l'immeuble héréditaire est possédé par un fermier qui a payé le prix de son bail, les fruits de cet immeuble peuvent être saisis à son préjudice, pour le paiement des droits de mutation. (C. cass., 5 janv. 1809.)

Si le tiers détenteur a accompli les formalités de la purge, ou s'il a payé son prix conformément aux bordereaux d'ordre, il est reçu en jurisprudence que la régie ne peut plus exercer d'action contre lui et que les biens dont il est détenteur cessent d'être affectés au paiement des droits de mutation (C. cass., 15 av. 1807, 29 av. 1807 et 9 mars 1808). Quelle que puisse être l'équité de cette jurisprudence, il est bien difficile, ce nous semble, de la concilier avec la nature du droit de la régie, qui n'est, comme nous l'avons indiqué, ni un privilége, ni une hypothèque, mais un *droit de prélèvement* ou de *distraction* auquel on ne peut appliquer, sans arbitraire, les modes d'extinction des *privilèges* et des *hypothèques*.

Nous avons dit plus haut que dans le cas où la régie se trouvait en concours avec des créanciers chirographaires, elle ne pouvait être colloquée que contributoirement avec eux. Cela sera vrai lorsque l'immeuble héréditaire se trouvera encore entre les mains de l'héritier ou du légataire. Mais si l'immeuble a passé entre les mains d'un tiers acquéreur, comme alors la régie n'en suit les revenus qu'en vertu d'un droit qui lui est propre, qui n'est établi que dans son intérêt particulier, et que l'aliénation a fait cesser tous les droits des créanciers chirographaires, il est bien entendu que la distraction des revenus ne pourra profiter à ces créanciers, mais seulement à la régie, sauf les droits des créanciers privilégiés ou hypothécaires.

Ouvrages à consulter : 1° Troplong, *Commentaires sur les priviléges et hypothèques*; 2° Grenier, *Traité des hypotheques*; 3° Persil, *Régime hypothécaire.* — *Questions sur les priviléges et hypothèques*; 4° Dalloz, Favard, Rolland de Villargues, v. *Hypothèques*; 5° Battur, *Traité des hypothèques.*

I.

ILES ET ILOTS. — Les rivières navigables ou flottables étant une dépendance du domaine, la propriété des îles et îlots qui s'y forment appartient à l'état s'il n'y a titre ou prescription contraire. En conséquence, les riverains ne peuvent se prévaloir d'aucuns droits, soit pour les joindre à leur propriété, soit pour intenter des actions contre d'autres riverains, à raison de ce qu'ils prétendraient être troublés dans leur possession. (C. civ., art. 560; D. 21 juill., 18 août 1807.)

Les lois anciennes attribuaient ces îles aux riverains, et le lit du fleuve était censé une partie intégrante des fonds contigus usurpée par le cours de l'eau. (*Institut.*, § 22, *de Rer. div.*)

Il est cependant un cas où le riverain peut encore réclamer la propriété ; celui où la formation d'une île ayant lieu en même temps qu'une alluvion littorale à laquelle elle se rattache, il est prouvé que l'île et l'alluvion ont une formation tellement simultanée qu'on doive considérer l'une et l'autre comme les deux extrémités du même attérissement. (Proudhon, nº 1284.)

Ou bien encore si une rivière ou un fleuve, en se formant un bras nouveau, coupe et embrasse le champ d'un propriétaire riverain et en fait une île, ce propriétaire conserve la propriété de son champ, encore que l'île se soit formée dans un fleuve ou dans une rivière navigable ou flottable. (C. civ., art. 562.) (V. **Eaux**, sect. **Riv. navig.**, § 2. **Lit abandonné.**)

Quant aux îles et attérissements qui se forment dans les rivières non navigables ni flottables, elles appartiennent aux propriétaires riverains du côté où l'île s'est formée ; si l'île n'est pas formée d'un seul côté, elle appartient aux propriétaires riverains des deux côtés, à partir de la ligne qu'on suppose tracée au milieu du fleuve. (C. civ., art. 561.) En effet, les propriétaires riverains sont exposés à tous les inconvénients attachés au voisinage des rivières non navigables, puisque la loi les oblige à la dépense du curage et à l'entretien de ces rivières. Ici le législateur n'a fait qu'appliquer ce principe d'équité naturelle qui veut que celui qui supporte les charges jouisse aussi des bénéfices. (C. d'état, 30 pluv. an XIII.)

Cependant l'administration pourrait, en certains cas, ordonner l'enlèvement des îles nuisibles au libre cours des eaux, ainsi que l'élargissement d'une petite rivière partout où l'utilité locale paraît exiger cette mesure.

Maintenant, dans quelles formes et à quelle époque doit avoir lieu le partage ?

Chardon pense qu'il doit être exécuté par la prolongation des lignes latérales des divers héritages voisins de la rivière, quelle que soit d'ailleurs la direction respective de ces lignes. Ce mode est peut-être plus équitable que celui de Proudhon, d'après lequel un semblable partage doit être fait, non par la prolongation des lignes séparatives des héritages riverains, mais par des perpendiculaires tirées sur la rivière depuis les angles aboutissants de ces héritages. (Dom. pub., no 1291.)

Quant aux îles et îlots sur le bord de la mer, la concession ne peut en être faite que dans la forme ordinaire des réglements d'administration publique et par adjudication. (V. **Mer, Lais et relais, Alluvions.**)

Toutes les difficultés qui peuvent s'élever sur la question de savoir à qui doivent appartenir des

îles et attérissements sont de la compétence des tribunaux ordinaires.

Si même, postérieurement à une vente administrative faite à un particulier d'un terrain situé au centre d'une rivière, il se forme des îlots et attérissements qui donnent lieu à une contestation entre l'adjudicataire du terrain et l'administration des domaines relativement à la possession et à la propriété de ces îlots et attérissements, il ne s'agit pas alors d'interpréter l'acte de vente administrative, mais bien de prononcer sur des questions de possession et de propriété, qui ne peuvent être résolues que par les règles du droit commun : la contestation est du ressort des tribunaux ordinaires. (C. d'état, 21 mars 1831.)

ILLUMINATION. — V. **Réglements municipaux.**

IMMUNITÉS.—Les Romains appelaient leurs charges publiques *munera*. Certaines personnes en étaient exemptes par leur âge ou leur position ; elles étaient alors *immunes, seu liberi à muneribus publicis*. Telle est l'origine du mot *immunitas*, en français *immunité*.

Il s'entend également de l'exemption de quelque devoir, charge ou imposition.

Autrefois principalement, on distinguait plusieurs genres d'immunités que le roi accordait à certaines personnes, à certaines villes ou à certaines communes.

Il y avait encore l'*immunité personnelle*, c'est-à-dire celle qui exempte la personne de quelque devoir personnel, et l'*immunité réelle* qui était attachée à certains fonds, et dont le possesseur ne jouissait qu'à cause de ce fonds.

Chaque ordre de l'état, la *noblesse*, la *bourgeoisie*, l'*Église*, avaient leurs immunités. Ces dernières étaient les plus considérables.

Mais les immunités ont disparu en même temps que les priviléges dans la révolution de 1789. Aujourd'hui les ambassadeurs jouissent seuls de certaines immunités qui, d'ailleurs, sont réciproques dans tous les pays. (V. **Agents diplomatiques.**)

IMMONDICES. — V. **Réglements municipaux.**

IMPORTATION.—V. **Douanes, Commerce, Brevets d'invention.**

IMPOSITIONS LOCALES.—Ce mot s'emploie particulièrement pour exprimer les impôts ou contributions prélevées au profit d'une commune sur ses habitants et dont le produit est destiné à l'avantage de la communauté.

Elles sont de deux sortes :

Les *impositions ordinaires* comprenant celles qui sont destinées à suppléer à l'insuffisance des revenus communaux pour couvrir les dépenses ordinaires et annuelles, telles que les traitements des gardes-champêtres et forestiers, dépenses de garde nationale, etc. Le vote de ces dépenses doit être renouvelé chaque année.

Les *impositions extraordinaires*, comprenant celles qui ont pour objet des dépenses réellement extraordinaires, telles que acquisitions, constructions, frais de procès, et autres qui par leur nature ne doivent pas se renouveler chaque année. Ces impositions se votent de suite pour la totalité de la dépense sauf à la diviser en plusieurs années afin de ne pas surcharger les contribuables. Le taux ordinaire est de 20 centimes du principal des contributions, et le gouvernement n'autorise à dépasser cette proportion que dans des cas rares et urgents.

Les villes dont les revenus excèdent 100,000 fr. ne peuvent faire aucun emprunt, ni s'imposer aucune contribution extraordinaire qu'en vertu d'une loi, si ce n'est pour des cas urgens, dans l'intervalle des sessions et sans que ces emprunts ou contributions puissent excéder le quart de leurs revenus (L. 15 mai 1818, art. 42.)

Des difficultés se sont élevées sur la question de savoir si des particuliers qui ont des propriétés dans la commune, mais sans y être domiciliés, doivent supporter partie de ces contributions proportionnellement à leurs contributions. Mais l'affirmative a été décidée par une ordonnance du 7 mai 1823. V. **Communes.** (budgets des).

Les centimes additionnels imposés chaque année dans les rôles pour les *dépenses départementales*, et les autres produits extraordinaires destinés à ces mêmes dépenses peuvent être classés parmi les impositions locales.

Parmi ces derniers produits le département de même que la commune compte les centimes extraordinaires dont l'impôt sollicité par le vote du conseil-général est soumis à l'approbation de l'autorité législative. (V. **Budget.**)

IMPOT.— L'impôt est le paiement de ce que tout homme en état de société doit à son gouvernement pour ses frais de protection ; en d'autres termes, il est une condition de la société, et le prix des avantages que chacun en retire.

Tacite a exprimé la nécessité de l'impôt lors qu'il a dit : « Le repos des peuples ne peut s'obtenir que par les armes, les armes que par la solde, et la solde que par les tributs. »

Nous avons parlé des impôts au mot *contributions*.

On remarque deux expèces d'impôts : l'impôt de *quotité* et de *répartition*.

Le premier est celui qui s'assied sur chaque contribuable isolément, d'après un tarif qui détermine le montant particulier de chaque cote, tel que celui des patentes.

Les impôts de *répartition* sont ceux qui consistent en une somme determinée imposée en masse par un mandement sur les contribuables d'une commune, entre lesquels la répartition de la somme demandée se fait au prorata de ce dont chacun se trouve passible d'après la base de la répartition.

D'après le principe écrit dans la constitution, les impôts ne peuvent être établis qu'en vertu d'une loi; en conséquence l'autorité administrative n'a pas le droit de faire des réglements qui assujettissent les citoyens à un impôt; elle n'est compétente que pour faciliter le recouvrement de ceux que la loi a autorisés. (V. **Contributions.**)

IMPRIMERIE ROYALE. — Le service fort étendu de l'imprimerie royale dépend d'une division du ministère de la justice. Il comprend : 1° l'impression, la distribution et le débit des lois, ordonnances, règlements et actes de l'autorité royale.

2° Le bulletin des arrêts de la cour de cassation ;

3° Le service des conseils du roi et généralement toute impression réglée et prévue par l'ordonnance du 23 juillet 1823.

L'imprimerie royale se charge, aux frais des auteurs et sur l'autorisation spéciale du garde-des-sceaux, des ouvrages composés en tout ou en partie de caractères étrangers.

C'est encore à l'imprimerie royale que sont imprimées gratuitement, à titre d'encouragement pour les ouvrages utiles, certaines productions jugées dignes de cette faveur. Pour examiner les ouvrages présentés, une commission spéciale a été instituée par ordonnance.

Une ordonnance royale, du 20 août 1824, contient le règlement intérieur applicable au personnel de cet établissement.

La législation qui régit la comptabilité de l'imprimerie royale repose sur les ordonnances des 12 janvier 1820, 25 juillet et 29 octobre 1825; et sur deux arrêtés réglementaires du garde-des-sceaux, des 5 octobre et 20 novembre 1824.

INALIÉNABILITÉ. — Sont inaliénables, c'est-à-dire non susceptibles de vente :

1° Les biens des communes et des établissements publics, si ce n'est en vertu d'une loi;

2° Les biens érigés en majorat ;

3° Les pensions militaires et celles de la Légion-d'Honneur ;

4° Le domaine de l'État si ce n'est en vertu d'une loi ;

5° Le domaine public. (V. *ces mots.*)

INAMOVIBILITÉ. C'est le caractère donné par la loi à une fonction dont celui qui en est investi ne peut être dépouillé autrement que par démission, forfaiture jugée, mort civile ou naturelle.

Sont inamovibles :

Les magistrats des deux cours souveraines de cassation et des comptes;

Des cours royales d'appel;

Des tribunaux de première instance;

A l'exception cependant des procureurs-généraux, procureurs du roi et leurs substituts, qui, bien que considérés comme des magistrats, n'en sont pas moins amovibles.

Dans l'ordre administratif, aucune fonction n'a le caractère d'inamovibilité. (V. **Fonctionnaires publics, Charte, Conseil d'état, Organisation judiciaire.**)

INCENDIE.

§ 1. Mesures préventives. — § 2. Mesures à prendre en cas d'incendie. — § 3. Acte de décès. — § 4. Responsabilité.

§ 1. Mesures préventives.

Dans les villes et faubourgs, l'autorité locale administrative peut, par mesure de précaution contre les incendies, et en vertu de la loi du 24 août 1790, défendre d'établir des couvertures de bâtiments en chaume, sauf à l'autorité supérieure administrative à réformer ou modifier l'arrêté de police municipale qui aurait fait lesdites défenses, si ses dispositions mettent des entraves à l'usage légitime du droit de propriété sans motifs suffisants d'utilité publique. Les maires doivent également ordonner la réparation de la démolition des fours ou cheminées dont le mauvais état pourrait donner lieu à des incendies; faire défense à toute personne d'entrer avec de la lumière, sans que cette lumière soit dans une lanterne bien fermée, dans les greniers dépôts et magasins de fourrages, de charbon et autres combustibles, ainsi que dans les écuries, et d'y fumer, le tout à peine de 200 fr. d'amende. (Ord. de police, 15 nov. 1781.)

En général, toutes les mesures à prendre pour prévenir les incendies sont dans les attributions particulières des maires. Dans certains cas, ils doivent requérir la garde nationale de faire des patrouilles, et le refus de service, en pareil cas, est

porté devant les conseils de discipline, qui font l'application des peines prononcées par la loi de mars 1831. (V. **Garde nationale.**)

§ 2. Mesures à prendre en cas d'incendie.

En cas d'incendie, le premier soin de l'autorité doit être de diriger sur le lieu même du désastre les pompes à incendie. A défaut de pompiers ou en cas d'insuffisance, elle a le droit de requérir les ouvriers maçons, charpentiers, couvreurs, etc., etc., et un nombre nécessaire de citoyens pour faire une chaîne et charrier l'eau. (V. **Pompiers.**)

Dans ces circonstances, l'autorité municipale doit donner les ordres; diriger les travaux, et établir des gardes pour veiller à la conservation des effets sauvés de l'incendie.

Elle doit également faire les recherches nécessaires pour parvenir à la découverte des coupables, dans le cas où l'incendie aurait été occasionné par la malveillance.

La loi du 11 frimaire an VII met au nombre des dépenses communales les frais relatifs aux incendies. (V. les art. 305, 306, 307, 346 C. pénal; 434 à 438 même Code.)

§ 3. Acte de décès.

Lorsqu'une ou deux personnes ont péri dans un incendie, et qu'on n'a pu retrouver leurs corps, l'officier de l'état civil doit dresser leurs actes de décès en prenant pour témoins deux hommes parmi ceux qui auront été présents à la catastrophe, et qui auront acquis comme lui la certitude de la mort de chacune des personnes dont il s'agit de rédiger l'acte de décès (C. civ., art. 72, 85.)

§ 4. Responsabilité.

Quant aux effets de responsabilité civile à laquelle peuvent donner lieu les incendies (V. C. civ., art. 1382, 1733, 1734), d'après les principes y contenus, le propriétaire d'une maison dans laquelle un incendie a éclaté est passible de dommages intérêts, s'il est déclaré responsable de l'accident, pour les dégradations qu'a souffertes une maison voisine par ordre de l'autorité administrative, afin d'empêcher la communication du feu, de la même manière que si le feu avait consumé la maison. (C. Pau, 6 juil. 1825; D. 26, 2, 7.)

De même les communes sont responsables de l'incendie arrivé par suite d'émeute sur leur territoire. (V. **Communes**, chap. IV.)

INCOMPATIBILITÉS.

§ 1. Exposé. — § 2. Incompatibilité des députés. — § 3. Fonctions incompatibles avec celles de membres des conseils de département et d'arrondissement. — § 4. Fonctions incompatibles avec celles municipales. — § 5. Incompatibilité à raison de l'âge. — § 6. Incompatibilité du pouvoir judiciaire et administratif, et de certaines fonctions, avec le pouvoir administratif.

§ 1. Exposé.

L'incompatibilité est l'obstacle mis par la loi à ce que des fonctions qu'elle a attribuées à divers fonctionnaires soient en même temps exercées par un même individu, ou à ce que des fonctions soit collectives, soit analogues, soit dépendantes les unes des autres, puissent être en même temps remplies par des parents ou alliés dans des degrés déterminés. Sans cette sage prévision de la loi, la confusion des pouvoirs aurait été en quelque sorte monstrueuse, et aurait pu causer de graves préjudices à l'intérêt et à l'ordre publics. Enfin un pareil cumul eût été destructif de l'organisation sociale.

Bien que nous ayons pris soin, à la fin de chaque article où nous traitons des attributions des différents fonctionnaires, d'indiquer leur incompatibilité avec telle ou telle fonction, néanmoins nous tracerons ici un tableau succinct des principales incompatibilités, afin de montrer comment les différents pouvoirs de l'état se balancent et se tiennent sans dépendre cependant les uns des autres.

En principe, il y a incompatibilité entre deux fonctions, lorsqu'une personne ne peut les exercer en même temps sans les heurter et les mettre à chaque instant en opposition. Ainsi, aucun citoyen ne peut exercer ni concourir à l'exercice d'une autorité chargée de la surveillance médiate des fonctions qu'il exerce dans une autre qualité. (L. 24 vend. an III, tit. 2, art. 1er.)

La loi du 24 vendémiaire an III, toujours en vigueur, a énuméré la plupart des incompatibilités. (V. cette loi.)

§ 2. Incompatibilité des députés.

Il y a incompatibilité entre les fonctions de député et celles de préfet, sous-préfet, de receveurs généraux, de receveurs particuliers des finances et de payeurs. (L. 19 avril 1831, 6, 4.) Elle a été sagement motivée par la crainte de l'influence que la position de ces fonctionnaires aurait pu exercer dans les élections sur le vote de certains électeurs dépendant d'eux, et intéressés conséquemment à leur plaire. Aussi cette incompatibilité ne s'étend-elle qu'au département ou à l'arrondissement où ces fonctionnaires exercent. Il en est de même des officiers généraux commandant les divisions ou subdivisions militaires, des procureurs-généraux près des cours royales, des

procureurs du roi, des directeurs des contributions directes et indirectes, des domaines et enregistrement, et des douanes.

Cette incompatibilité est telle que, en cas de cessation de fonctions, ils ne pourraient être nommés dans les départements, arrondissements ou ressorts dans lesquels ils ont exercé qu'après un délai de six mois.

Un autre genre d'incompatibilité est celle qui résulte de l'acceptation par un député de fonctions publiques salariées. En ce cas, il est forcé de donner sa démission et de se soumettre à une réélection, car autre chose est pour les electeurs de nommer pour représentant à la chambre législative un homme indépendant par sa position, ou un fonctionnaire public salarié par le gouvernement, placé sous ses ordres, et exposé aux caprices d'un ministre. Assurément sa position n'est plus la même qu'à l'époque de son élection. Aussi la loi du 12 septembre 1830, qui contient ces sages dispositions; a-t-elle été maintenue par celle du 19 avril 1831 sur les élections.

Il n'y a d'exception que pour les officiers de terre et de mer qui reçoivent de l'avancement par *droit d'ancienneté.*

En tous cas le député soumis à la réélection continue de siéger à la chambre jusqu'au jour fixé par la réunion du collége électoral chargé de nommer à la place vacante. (V. **Élections.**)

§ 3. Fonctions incompatibles avec celles de membres des conseils généraux de département et des conseils d'arrondissement.

En vertu de ce principe rapporté ci-dessus, que nul ne peut *exercer* ni *concourir à l'exercice* d'une autorité chargée de la surveillance médiate ou immédiate des fonctions qu'il exerce dans une autre qualité,

Ne peuvent être nommés membres des conseils généraux ni des conseils d'arrondissement :

1° Les préfets, sous-préfets, secrétaires généraux et conseillers de préfecture;

2° Les agents et comptables employés à la recette, à la perception et au recouvrement des contributions, et au paiement des dépenses publiques de toute nature;

3° Les ingénieurs des ponts et chaussées, et les architectes employés par l'administration dans le département;

4° Les agents forestiers en fonctions dans le département, et les employés des bureaux des préfectures et sous-préfectures. (L. 22 juin 1833, art. 5, 25.)

§ 4. Fonctions incompatibles avec l'exercice des fonctions municipales.

Ne peuvent être ni maires, ni adjoints :

1° Les membres des cours et tribunaux de première instance et des justices de paix, à l'exception cependant des juges suppléants et de ceux des juges de paix;

2° Les ministres des cultes;

3° Les militaires et employés des armées de terre et de mer, en activité de service ou de disponibilité;

4° Les ingénieurs des ponts et chaussées et des mines, en activité de service;

5° Les agents et employés des administrations financières et des forêts;

6° Les fonctionnaires et employés des colléges communaux, et les instituteurs primaires;

7° Les commissaires et agents de police.

Enfin les agents salariés du maire ne peuvent être ses adjoints. (L. 21 mars 1831, art. 6, 7.)

Les préfets, sous-préfets, secrétaires généraux et conseillers de préfecture; les ministres des divers cultes en exercice dans la commune, les comptables des revenus communaux, et tout agent salarié par la commune, ne peuvent être membres des conseils municipaux.

De même, nul ne peut être membre de deux conseils municipaux; car deux communes peuvent avoir dans beaucoup de cas des intérêts opposés, des différends à vider, et les mêmes hommes ne peuvent être à la fois les defenseurs de l'une et de l'autre.

Les huissiers pouvant être dans certains cas employés à la signification d'actes de l'autorité municipale, agissant dans l'exercice de la police judiciaire, il y a lieu également de déclarer leurs fonctions incompatibles avec celles de maire, d'adjoint ou de conseiller municipal.

§ 5. Incompatibilité à raison de l'âge.

Dans les communes de 500 âmes et au-dessus, les parents au degré de père, de fils, de frère, et ses alliés au même degré, ne peuvent être en même temps membres du même conseil municipal.

§ 6. Incompatibilité du pouvoir judiciaire et administratif et de certaines fonctions avec le pouvoir administratif.

Elle résulte évidemment de l'art. 127 du Code pénal, qui déclare que les fonctions judiciaires sont distinctes et doivent demeurer toujours séparées des fonctions administratives; enfin que les juges

ne peuvent, à peine de *forfaiture*, troubler de quelque manière que ce soit les opérations des corps administratifs, ni citer devant eux les administrateurs pour raison de leurs fonctions. (V. **Autorités, Pouvoirs.**)

Les fonctions de juge sont de même incompatibles avec les fonctions ecclésiastiques (D. 2 sept. 1790, art. 1).

Et avec celles de professeur de droit ou agrégé des facultés de droit (D. 2 sept. 1790, art. 8), dans ce dernier cas l'incompatibilité cesse à l'égard des juges suppléants.

Les fonctions de *juré* sont incompatibles avec celles de ministre, de préfet, de sous-préfet, mais non de juge *suppléant*. (Cass., 10 mars 1815; C. d'inst. crim., art. 384.)

Celles d'ordonnateur et d'administrateur sont incompatibles avec celles de comptable. (O. 14 sept. 1822, tit. 3, art. 17.)

Toutes les places de la conservation forestière sont incompatibles avec celles des corps administratifs, des municipalités et des tribunaux. (L. 15-29 sept. 1791, tit. 5, art. 15; C. for., tit. 2, art 4.)

La profession d'avocat est incompatible avec les fonctions de prefet, sous-préfet, et avec celles d'agent comptable. (O. 20 nov. 1820, art. 42.)

La profession d'avoué et incompatible avec les fonctions de conseiller de préfecture. (Avis C. d'état, 5 août 1809.)

Les fonctions de commissaire de police sont incompatibles avec celles de notaire, d'avoué et d'officier municipal. (L. 8 juin 1792, art. 2.)

Enfin nul citoyen ne peut exercer en même temps dans la même ville et commune les fonctions municipales et les fonctions militaires. (L. 29 déc. 1790 et 21 mai 1791.)

Quant aux incompatibilités de certaines fonctions avec le service de la garde nationale, V. ce mot, sect. 1re, § 5.)

INCOMPÉTENCE. — C'est l'état d'une juridiction qui n'a pas le pouvoir de connaître et de prononcer sur une contestation.

Il y a deux espèces d'incompétence : *matérielle*, ou à raison de la matière ; *personnelle*, ou à raison de la personne.

La première peut être invoquée lorsqu'une personne assignée devant le juge ordinaire est domiciliée hors de son ressort : on a le pouvoir de demander à être renvoyé devant son juge naturel. Dans ces cas l'incompétence doit être proposée *in limine litis* ; car dès que le défenseur a fait le moindre acte par lequel il a reconnu une juridiction, il ne peut plus demander son renvoi.

L'incompétence *matérielle* a lieu lorsqu'un juge connaît d'une matière attribuée à un autre.

Le vice de cette incompétence est radical et ne peut jamais se couvrir, soit par l'acquiescement, soit par la comparution des parties.

L'incompétence doit se proposer par les parties devant le tribunal même dont elles veulent décliner la juridiction, sauf à interjeter appel si l'affaire est injustement retenue. Cet appel est suspensif, et empêche les premiers juges de passer jugement au fond. (V. **Conflit.**) (C. d'état, 16 pluv. an XI; C. proc., art. 170, 424.)

INDEMNITÉS.

§ 1. Dispositions générales. Cas d'indemnité. — § 2. Compétence. — § 3. Indemnités de plus value. — § 4. Indemnités de moins value.

§ 1. Dispositions générales. Cas d'indemnité.

L'indemnité est un secours accordé aux individus, en dédommagement de la perte qu'ils ont éprouvée, soit par cas fortuit, soit par force majeure, soit enfin par dépossession, pour cause d'utilité publique.

Elle ne peut résulter que du droit ou de la convention. Si l'un ou l'autre n'en accordent pas dans l'espèce où la demande est formée, on ne peut en accorder.

Ainsi, l'administration accorde aux contribuables des indemnités sur leur demande en dégrèvement de contributions. La loi du 19 vendémiaire an VI a prévu tous les cas qui peuvent y donner lieu, tels que ceux de grêle, de gelée, inondations, vinaire, epizootie, incendie, à moins que dans celui-ci il n'y ait eu negligence évidente. Ladite loi, depuis l'art. 15 jusqu'à l'art. 21, détermine le montant de ces indemnités. (V. **Force majeure** et **Dégrèvement Vo Contribution.**)

Suivant une loi du 29 août 1792, il doit être accordé une indemnité aux particuliers qui perdent des chevaux qu'ils ont fournis pour les transports militaires ; cette indemnité est réglée par l'administration à dire d'expert.

Un décret du 11 août 1792 a également ordonné qu'il serait accordé des indemnités aux Français qui, pendant la guerre, auraient perdu tout ou partie de leurs propriétés.

Mais ces indemnités, d'après un autre décret du 16 messidor an II, ne peuvent être payées qu'en vertu d'une loi. Tel serait le cas, par exemple, où des maisons voisines d'une place de guerre ont été incendiées pour fait de guerre. (C. d'état, 18 fév. 1829.) C'est à la nation intéressée, en effet, à cette guerre qu'il appartient de réparer de telles pertes.

Mais il faut examiner ce qu'on doit entendre par fait de guerre. Un arrêté du Conseil d'état du 7 fevrier 1834 porte que la loi n'accorde d'indemnité que pour les démolitions qui ont eu lieu en état de guerre, en vertu des *ordres du roi* ou d'*une délibération du conseil de défense.* Tandis que les démolitions qui ont eu lieu pendant un état de siége, et, par exemple, lorsque l'ennemi était devant la place, constituent un fait de guerre qui ne peut donner lieu à aucune indemnité. (L. 10 juil. 1791, art. 57, 58.) Cette distinction repose sur le cas de *force majeure* provenant des calamités qu'entraîne la guerre, et qui ne saurait être comparé aux dommages occasionnés par des *mesures précautionnelles de défense.* (V. **Places de guerre.**)

Il est certains cas aussi où les communes peuvent être responsables des délits commis à force armée sur leur territoire. (V. **Communes**, chap. **Des charges des communes.**)

Les agents de l'administration ne peuvent fouiller dans un champ pour y chercher des pierres, du sable ou de la terre, nécessaires à l'entretien des grandes routes ou autres ouvrages publics, sans que le propriétaire ne soit indemnisé à l'amiable ou à dire d'experts. (L. 6 oct. 1791, sect. 6, art. 1er.)

Enfin, lorsque l'utilité publique exige que l'on dispose du bien d'un particulier, il doit être préalablement indemnisé. (V. **Expropriation pour cause d'utilité publique**; Charte 1830, art 9. V. **Fouilles, Dommages.**)

§ 2. Compétence.

Les tribunaux civils ne sont pas compétents pour connaître d'une demande en indemnité résultant du tort causé à une propriété privée par un acte administratif. (Trib. de la Seine, 30 janv. 1833.)

Ainsi, lorsqu'il s'agit d'apprécier le dommage qui peut avoir été causé à un particulier par un entrepreneur de travaux publics, la contestation est du ressort du conseil de préfecture et non des tribunaux. (C. d'etat, 3 juil. 1833.)

De même encore, un entrepreneur de travaux publics dont l'administration a fait vendre aux enchères des meubles ou immeubles pour des causes déclarées ultérieurement injustes et mal fondées, a droit à une indemnité qui doit être prononcée par le conseil de prefecture. (C. d'état, 20 juin 1816.)

Mais si la demande en indemnité n'est fondée sur aucune loi ou réglement et seulement sur des considerations d'équité, elle ne peut être l'objet d'un recours par la voie contentieuse. La voie gracieuse seule est ouverte. Il en est de même des demandes en gratification. (C. d'état, 5 sept. 1821.)

§ 3. Indemnités de plus-value.

Quand il s'agit d'indemnités résultant de travaux publics, ce sont ordinairement les communes ou l'état qui les paient à des propriétaires dépossédés; toutefois, il est des cas où ceux-ci, non dépossédés, il est vrai, peuvent être contraints, à l'occasion de ces mêmes travaux, de payer des indemnités envers l'état ou les communes. Cela résulte de la loi du 16 septembre 1807, article 30, ainsi conçu :

« Lorsque, par suite des travaux déjà énoncés dans la présente loi; lorsque, par l'ouverture de nouvelles rues, par la construction de quais, ou par tous autres travaux *généraux*, *départementaux* ou *communaux*, ordonnés ou approuvés par le gouvernement, des propriétés privées auront acquis une *notable augmentation de valeur*, ces propriétés pourront être chargées de payer *une indemnité qui pourra s'élever jusqu'à la moitié des avantages qu'elles auront acquis;* le tout sera réglé par estimation dans les formes déjà établies par la présente loi, jugé et homologué par la commission qui aura été nommée à cet effet. »

Ces commissions sont instituées par le gouvernement, sauf le cas où il s'agit de travaux entrepris pour la salubrité publique, et où des rôles de contribution sont alors arrêtés par le conseil de préfecture. (Art. 54, 56, 57.)

L'état a rarement usé du bénéfice de la loi, et les communes seules ont offert quelques exemples de ces demandes en indemnité. C'est ainsi que dernièrement la ville de Lyon, après avoir agrandi la place d'Albon à ses frais, a réclamé une indemnité des propriétaires riverains. Un arrêt du Conseil du 5 août 1831 déclare à ce sujet :

1° Qu'il n'est pas nécessaire que les *réglements d'administration publique* qui prononceront, tant sur l'admissibilité de la demande en indemnité qu'afin de constituer la commission instituée pour en connaître, soient rendus distinctement et séparément;

2° Que les décisions des commissions *doivent être motivées*, à peine de nullité; dans ce cas, le Conseil renvoie les parties devant une autre commission que le gouvernement instituera pour juger de nouveau.

Enfin, sur les suites données à la même affaire, un autre arrêt du Conseil, approuvé par le roi, le 1er juin 1836, porte que les formalités prescrites pour le desséchement des marais, par la loi de 1807 (art. 13, 14 et 18) relativement aux expertises à opérer avant et après le desséchement, et

au classement des terrains soumis au desséchement, ne sont pas applicables à l'estimation ou à l'indemnité de plus-value, qui, d'après l'article 50 de la même loi, peut être exigée des propriétés privées qui, par la formation des places nouvelles, auraient acquis augmentation de valeur, sans changer intrinsèquement de nature.

Cela se conçoit d'autant mieux que, la nature de ces deux sortes de travaux exécutés dans les marais et dans les villes étant plus différente, une même règle ne saurait leur être commune. Dans les premiers, les terrains susceptibles de la plus-value sont complétement dénaturés après les travaux; il importe donc qu'ils soient évalués avant l'opération, pour fournir un terme de comparaison avec leur état d'amélioration après le desséchement.

§ 4. Indemnités de moins-value.

Il y a *moins-value* ou *dépréciation* quand, par l'effet de certains travaux publics, une propriété limitrophe ou voisine perd une partie de sa valeur vénale ou de sa valeur locative sans avoir été dénaturée dans ses éléments; lorsque, par exemple, le voisinage d'un marché, d'une salle de spectacle, était une cause de prospérité pour certaines professions que ces établissements avaient attirées, et que le marché ou le théâtre ont été transportés loin de là. Il en est de même des routes, canaux et autres communications abandonnées. Mais ces circonstances ne donnent pas lieu à des demandes en indemnité. Celles-ci ne pourraient être invoquées que quand la moins-value provient de l'exécution matérielle d'un nouvel établissement, et non de l'abandon d'un ancien état de choses.

La compétence en cette matière a été souvent controversée; mais la raison indique que les tribunaux seuls doivent connaître de ce genre d'affaires, car ici la dépréciation est une véritable expropriation, non du sol, mais du produit du sol.

INDEMNITÉS DE ROUTE DES MILITAIRES. — L'indemnité de route est un abonnement au moyen duquel chaque militaire marchant isolément doit pourvoir à sa subsistance, sans pouvoir exiger aucune distribution alimentaire. (O. roy. 24 sept. 1825, art. 5.)

Tout sous-officier et soldat, voyageant isolément dans l'intérieur du royaume, reçoit une indemnité fixée sur un taux unique, par gîte d'étape et par journée de séjour. (O. 26 oct. 1825.)

Les officiers, jusqu'au grade de colonel inclusivement, reçoivent également l'indemnité de route par gîte d'étape; mais ils n'ont droit à l'indemnité de séjour que dans des cas prévus et autorisés. Il est alloué, en outre, une indemnité, représentative du cheval de selle aux capitaines, lieutenants et sous-lieutenants âgés de plus de 50 ans, ou reconnus hors d'état de faire route à pied.

Les droits des militaires isolés dans toutes les positions de marche et de séjour, le montant des allocations à leur faire, le mode de paiement et de régularisation des dépenses, sont déterminés par l'ordonnance du 24 septembre 1825.

Sur le fonds des indemnités de route compris au budget spécial du département de la guerre, il est en outre alloué :

1° Des secours aux militaires français qui se trouvent en pays étranger par suite de captivité, naufrage, ou de tout autre événement extraordinaire, afin de leur procurer les moyens de rentrer en France. Ces secours sont payés par les soins des agents diplomatiques, et remboursés par le département de la guerre à celui des affaires étrangères (V. **Naufrage**);

2° Des frais de traversée aux détachements ou militaires isolés admis comme passagers sur les bâtiments de l'état. Ces prestations, avancées par l'administration de la marine, sont remboursées par le département de la guerre, sur états justificatifs de la dépense.

INDEMNITÉS DE ROUTE DES INDIGENTS. — Une ordonnance du 26 octobre 1825 les règle à 15 c. par lieue pour les indigents. (V. **Passe-ports.**)

INDIGENTS.

§ 1. Dispositions générales. — § 2. Certificats d'indigence.

§ 1. Dispositions générales.

Il est important de ne pas confondre l'indigence avec la mendicité, car celle-ci est un délit aux yeux de la loi, tandis que l'indigence donne des droits seulement à des secours. On peut être indigent et mendier; mais aussi on peut être indigent et ne pas mendier. Pour le premier cas, V. **Mendicité**; et pour le second cas, V. **Bureaux de bienfaisance.**

Mais il faut distinguer entre les indigents *valides* et les indigents *infirmes*. Les circulaires ministérielles prescrivent aux préfets de fournir autant que possible du travail aux premiers, comme étant le seul secours auquel ils puissent prétendre; et c'est pour les occuper pendant la mauvaise saison qu'on recommande la formation d'*ateliers de charité*. Les travaux publics, et principalement

ceux des routes et des chemins vicinaux, sont naturellement indiqués pour en être l'objet.

En employant ces moyens, on parvient alors à réserver exclusivement aux indigents *infirmes* les secours des bureaux de bienfaisance.

§ 2. Certificats d'indigence.

Les indigents ont par leur malheureuse position des titres à la commisération publique et à tout l'intérêt de la société ; mais comme de graves abus pourraient facilement se glisser dans la répartition des secours, la loi a voulu que ceux qui devaient y avoir des droits réels ne pussent les revendiquer que sur la représentation d'un certificat d'indigence delivre par le maire de leur commune.

Ce certificat leur assure :

1° Les secours dont il a eté parlé ci-dessus;

2° La dispense de la consignation d'amende en cas de recours en cassation (L. 1er therm. an VI). S'ils succombent cependant, la loi ne leur en fait pas grâce ; ils doivent la payer (Cass., 7 niv. an XIII) ;

5° La dispense de payer une amende de police lorsqu'ils sont reellement dans l'impuissanee de l'acquitter ;

4° L'obtention de secours du gouvernement en qualité de veuves ou d'enfants de militaires (L. 14 fruct. an VI, art. 4) ;

5° Les passe-ports gratuits avec la subvention de 15. c. par lieue ;

6° L'exemption des droits d'*enregistrement* et *succession* ; la remise ou modération des *impôts* et *patentes* ; la delivrance gratuite des *actes de l'état civil* ; l'*inhumation gratuite* pour eux et leurs enfants. (O. 2 juil., 1816, art. 76.) (V. **Bureaux de bienfaisance.**)

Les maires ont également l'occasion de délivrer des certificats d'indigence aux individus condamnes à des amendes pour contraventions et delits forestiers ; mais on ne saurait trop leur recommander de ne les delivrer qu'en connaissance de cause, car souvent ces certificats, en laissant le mal impuni, pourraient devenir la cause d'abus plus grands encore.

Le certificat d'indigence doit être visé et approuvé par le préfet, lors même qu'il l'aurait été par le sous-prefet. (Cass., 7 niv. an XIII.)

INDIVIS, INDIVISION. — C'est l'état d'une chose qui n'est ni divisée ni partagée. On dit en ce sens que plusieurs personnes jouissent *par indivis*, pour exprimer qu'elles possèdent en commun.

C'est un point constant en droit et en jurisprudence que nul n'est tenu de rester dans l'indivision. On peut donc toujours demander un partage, ou la licitation si le partage ne peut pas s'operer, nonobstant prohibitions et conventions contraires. (C. civ., art. 815.)

La confection des partages des biens indivis entre l'état et les particuliers appartient aux préfets, sauf l'approbation du ministre des finances.

Le contentieux sur la forme et le fond est de la compétence des conseils de préfecture et, en cas d'appel, du Conseil d'état. (D. 5 mai 1815.)

INDULT. — Ce mot, qui vient du latin *indulgere*, accorder, est employé pour désigner une grâce, une faveur, un privilége. L'usage l'a restreint parmi nous aux concessions de ce genre qui sont faites par les souverains pontifes aux rois, aux communautés, et même à des particuliers, soit pour les dispenser du droit commun, soit pour les remettre dans les dispositions de ce droit commun lorsqu'elles leur sont plus favorables.

On appelle aussi *indults* les brefs que des religieux obtiennent pour être transferes dans un ordre plus doux que celui dont ils ont pratiqué les statuts. (V. **Bulle, Bref.**)

INDUSTRIE. — En général l'industrie est l'application du travail à la production de quelque objet utile à la consommation des hommes.

J.-B. Say distingue plusieurs sortes d'industrie:

L'une qui recueille les differents produits des mains de la nature, c'est l'*industrie agricole;*

L'autre qui les melange et les façonne suivant nos besoins, l'*industrie manufacturière;*

Une troisième enfin, qui les amène d'un lieu où ils se trouvaient au lieu où nous sommes, et où ils ne se seraient pas trouvés sans cela : c'est l'industrie *commerçante.*

Mais ces trois divisions sont corrélatives et ne peuvent être scindées sans nuire à cet ensemble qui constitue à proprement parler ; l'*industrie.* Ainsi l'agriculture sans le commerce languirait, faute de debouchés pour ses produits ; l'industrie sans l'agriculture manquerait nécessairement des matières que celle-ci lui fournit, et le commerce sans l'agriculture ne pourrait jamais être bien florissant ni bien certain, puisqu'il tire d'elle la plus grande et la plus précieuse partie des objets d'industrie et de consommation.

Mais sous la denomination *industrie*, on entend plus particulièrement les arts et metiers, dont les produits satisfont aux besoins des hommes et leur procurent les jouissances de la vie civilisée. Elle est donc nécessaire à l'état, mais aussi l'administration doit animer et exciter les talents, proposer des récompenses, des honneurs, des priviléges, et faire en

sorte que chacun vive de son travail. (V. **Exposition de l'industrie.**)

Liberté de l'industrie.—Autrefois l'exercice de l'industrie n'était pas libre en France; les différents arts et metiers étaient concentrés dans les mains d'un petit nombre de maîtres reunis en communautés, qui pouvaient seuls, à l'exclusion de tous les autres citoyens, fabriquer ou vendre les objets de commerce particulier dont ils avaient le privilége exclusif. Ceux donc qui se destinaient à l'exercice des arts et métiers ne pouvaient y parvenir qu'en acquérant la *maîtrise*, à laquelle ils n'étaient reçus qu'après des épreuves aussi longues et aussi nuisibles que superflues, et après avoir satisfait à des droits et des exactions multipliés par lesquels une partie des fonds dont ils auraient eu besoin pour monter leur commerce ou leur atelier, ou même pour subsister, se trouvait consommée en pure perte.

Ceux dont la fortune ne pouvait suffire à ces pertes étaient réduits à n'avoir qu'une subsistance précaire sous l'empire des maîtres, à languir dans l'indigence, ou à porter hors de leur patrie une industrie qu'ils auraient pu rendre utile au pays. Les exemples ne manquent pas.

Ainsi, le balancier pour frapper les médailles fut imaginé en 1615, par Nicolas Briot, qui, ne pouvant le faire adopter en France, trouva plus d'accès en Angleterre.

Le moulin à papier et à cylindre, inventé en France en 1630, fut par les mêmes raisons transporté en Hollande.

Le métier à bas fut d'abord inventé à Nimes; mais l'inventeur contrarié en France, passa en Angleterre où il fut magnifiquement récompensé. Le même pays doit à la France une matrice pour la monnaie, un métier à gaze, la teinture de coton en rouge, et plusieurs autres découvertes dont les auteurs étaient mal accueillis dans leur pays. (V. Préambule de la loi du 7 janvier 1791, par le rapporteur à l'assemblée constituante.)

Tel fut l'effet déplorable du système restrictif de l'epoque; mais, en outre, toutes les classes de citoyens étaient privées du droit de choisir les ouvriers qu'ils voulaient employer et des avantages que leur aurait donnés la concurrence pour le bas prix et la concurrence du travail. On ne pouvait souvent exécuter l'ouvrage le plus simple, sans recourir à plusieurs ouvriers de communautés différentes, sans essuyer les lenteurs, les infidelités, les exactions que nécessitaient ou favorisaient les prétentions de ces différentes communautés, et les caprices de leur régime arbitraire et intéressé.

Les effets de ces établissements étaient donc, à l'égard de l'état, une diminution inappréciable de commerce et de travaux industrieux; à l'égard d'une nombreuse partie de citoyens, une perte de salaires et de moyens de subsistance; à l'égard des habitants des villes en général, l'asservissement à des priviléges exclusifs dont l'effet était parfaitement analogue à celui d'un monopole effectif: monopole dont ceux qui l'exerçaient contre le public, en travaillant et vendant, étaient eux-mêmes les victimes dans tous les moments où ils avaient besoin à leur tour des marchandises ou du travail d'une communauté. (V. le préambule du celèbre édit de 1776, par lequel Turgot essaie de réformer ces abus.)

Avant Turgot, Sully, principalement Colbert, tant durant sa vie que par son *testament politique*, s'étaient efforcés de signaler ces abus et d'en demander la reforme; mais leurs idées généreuses furent meconnues. Turgot, vaincu dans sa courageuse résistance contre l'opinion, fut contraint de quitter le ministère, et son édit abrogé permit à l'ancien système de revivre.

La révolution de 1789 pouvait seule opérer le grand œuvre de la régénération de l'industrie. Aussi le decret du 4 août même année, et plus tard la loi du 2-17 mars 1791, supprimèrent les maîtrises et les jurandes, et déclarèrent qu'il était libre à toute personne de faire tel negoce, ou d'exercer telle profession, art ou métier qu'elle trouvera bon, sauf toutefois à se pourvoir auparavant d'une patente, d'en acquitter le prix suivant le taux déterminé, et de se conformer aux réglements de police à intervenir. (V. **Maîtrises et Jurandes.**)

Depuis cette epoque, la liberté de l'industrie a été soumise à des restrictions importantes, soit dans l'intérêt même des industriels, soit dans un intérêt d'ordre public, soit dans un intérêt de fiscalité.

Tels sont, à l'égard des *industriels*, les brevets d'invention qui, en garantissant à un seul individu le fruit de sa decouverte à l'exclusion de tous autres, assurent au talent la recompense qui lui est due. Mais comme l'interêt de tous doit en même temps être consulté, il a été sagement établi que de tels priviléges ne pouvaient durer qu'un certain nombre d'années, à l'expiration désquelles l'industrie qui en était l'objet, tombait dans le domaine public. (V. **Brevets d'invention.**)

Dans l'intérêt des *transactions commerciales*, les commerçants sont astreints à n'employer que des *poids et mesures* identiques, et des lois spéciales attribuent au gouvernement seul la fabrication des *monnaies*, l'inspection des fabricants de *matieres d'or et d'argent*. (V. ces mots.) C'est encore dans le même intérêt que les *sociétés anonymes*, *tontines*, *assurances*, *caisses d'epar-*

gnes, etc., etc , sont soumises à l'autorisation préalable du gouvernement. (V. ces mots.)

Dans l'intérêt de *l'ordre de la sûreté et de la salubrité publiques*, la fabrication des poudres et salpêtres a toujours été reservee exclusivement au gouvernement; certaines professions sont soumises à des réglements de police, tels que les ateliers qui répandent une odeur insalubre; d'autres sont encore constituées en syndicat, telles sont les professions de boucher et de boulanger. La pharmacie et la vente des matières médicales devaient aussi fixer la sollicitude du gouvernement, et les lois restrictives de la presse ont cru devoir conserver aussi certains priviléges de garantie aux professions de l'imprimerie et de la librairie.

Enfin, un intérêt de *fiscalité* a conservé au gouvernement le monopole des tabacs, cartes à jouer, etc., etc.

(V. **Poudres et Salpêtres, Établissements insalubres, Bouchers, Boulangers, Subsistances, Médecine. Imprimeurs, Contributions indirectes, Commerce, Agriculture, Manufactures, Brevets d'invention**, etc., etc.)

INFORMATION DE COMMODO ET INCOMMODO. (V. **Enquête.**)

INGÉNIEURS.—(V. **Mines, Ponts et Chaussées.**)

INHUMATION.—(V. **Sépulture.**)

INITIATIVE. — Sous la restauration, l'initiative de la proposition des lois appartenait exclusivement au roi; il en résultait que le vote de l'impôt était une pure formalité; les chambres, n'ayant que le pouvoir de refuser ou d'accorder les subsides demandés, ne pouvaient conséquemment modifier les formes de leur perception, ni changer leur assiette sans empiéter sur les droits écrits dans la charte de 1814. La charte nouvelle a, au contraire, attribué aux trois pouvoirs le droit d'initiative; sauf exception, en matière d'impôt; il rentre entièrement dans les attributions de la chambre qui tient son mandat direct de l'élection, car elle est déléguée de la nation qui paie et qui veut et doit savoir comment et pourquoi elle paie.

Dans les autres matières, nous l'avons dit, chacun des trois pouvoirs a le droit de proposer des lois. Qu'elles soient prealablement discutées dans l'une ou l'autre des deux chambres, il est toujours nécessaire que l'autre les discute et les juge de nouveau. Ce n'est qu'après cette seconde approbation qu'elles peuvent être soumises à la jonction royale. (V. **Chambres législatives. Lois.**)

INJONCTION. — C'est le commandement de faire ou de ne pas faire quelque chose.

Ainsi les arrêts de la cour des comptes se résolvent le plus souvent en injonctions faites aux comptables de rapporter telles ou telles pièces justificatives pour être définitivement libéres.

(V. C. proc. 1036; C. pén. 577; C. inst. crim. 112.) V. **Cour des comptes.**

INJURES.

§ 1. Injures. — § 2. Dénonciation calomnieuse. — § 3. Diffamation.

§ 1. Injures.

Toute expression outrageante, terme de mépris, ou invective qui ne renferme l'imputation d'aucun fait, est une *injure*. Dans une signification plus etendue, elle comprend tout ce qui est fait pour nuire à un tiers contre le droit et l'équité : *quidquid factum injuriâ, quasi non jure factum*.

Les injures se commettent par *paroles*, par *écrits* ou par *voies de fait*.

Les injures *verbales* se commettent lorsqu'en présence de quelqu'un ou en son absence on profère des paroles injurieuses contre lui, et qu'on lui fait quelques reproches outrageants.

Les injures par *écrit* résultent de la publication de libelles diffamatoires envers celui qui en est l'objet.

Elles constituent la *diffamation*, qui est punie aux termes de la loi du 17 mai 1819, et des art. 5, 6 de la loi du 25 mars 1822. Il est à remarquer que les injures par écrit sont beaucoup plus graves que celles qui se font verbalement, par cette raison que *verba volant, sed scripta manent*. (V. ci-après **Diffamation.**)

Les injures par voie de fait se divisent en deux classes, savoir : les gestes et autres actions purement démonstratives; ce sont les menaces. Les autres sont des injures réelles, et résultent de l'action.

Mais nous ne devons nous occuper ici que des injures qui sont adressées à des fonctionnaires.

L'art. 509 du Code d'instruction criminelle porte à ce sujet : que les préfets, sous-préfets, maires et adjoints, officiers de police administrative ou judiciaire, lorsqu'ils rempliront quelques actes de leur ministère, exerceront aussi les onctions de police reglees par l'art. 504 même code, et qu'après avoir fait saisir les perturbateurs, ils dresseront procès-verbal du délit, et enverront ce procès-verbal, s'il y a lieu, ainsi que les prévenus, devant les juges compétents.

Quant aux *menaces*, l'art. 177 du Code pénal

porte également que ceux qui par ce moyen contraignent ou tentent de contraindre un fonctionnaire public, agent ou préposé, de leur accorder soit une opinion favorable, soit des procès-verbaux, états, certificats, estimations contraires à la vérité, soit des places, emplois, adjudications, entreprises ou autres bénéfices quelconques, sont punis de la dégradation civique et d'une amende qui ne peut être moindre de 200 fr. Cette injure prend le nom d'*outrage*.

L'injure publique envers les membres de la famille royale, envers les chambres ou l'une d'elles, envers la personne des souverains, ou celle des chefs des gouvernements étrangers, est punie d'un emprisonnement d'un mois à trois ans, et d'une amende de 100 fr. à 5,000 fr. (L. 17 mai 1819, art. 12.) Ce genre d'injures prend le nom d'*attaque* ou d'*offense*.

§ 2. Dénonciation calomnieuse.

Au rang des injures, nous rangerons encore la dénonciation calomnieuse, c'est-à-dire, l'imputation d'une chose fausse faite à un fonctionnaire auprès de ses supérieurs, dans le dessein de lui nuire.

La dénonciation est punie d'un mois à un an d'emprisonnement, et d'une amende de 100 fr. à 5,000 fr., lorsqu'elle est reconnue réellement calomnieuse. (C. pén. 375.) Or, à cet égard, le dénonciateur a toujours le droit de prouver les faits qu'il avance. Ainsi lorsqu'un fonctionnaire administratif a été inculpé d'un délit grave (notamment de concussion), et que le dénonciateur a demandé au gouvernement autorisation pour la mise en jugement, s'il arrive que le gouvernement ayant refusé l'autorisation, le fonctionnaire dénoncé et préservé de poursuites par l'administration, intente contre son dénonciateur l'action en calomnie; le prévenu conserve la faculté de repousser l'imputation de calomnie, en prouvant la vérité ou l'innocence de sa dénonciation; le refus d'autorisation ne forme pas une présomption légale de la fausseté de la dénonciation. (Cass. 28 juill. 1828; S. 28, 1, 399.)

Il en serait de même dans le cas où le ministre ou le préfet auraient écrit qu'ils reconnaissaient que la dénonciation était sans fondement. Nonobstant cette déclaration, il appartient aux tribunaux d'apprécier eux-mêmes la vérité ou la fausseté des faits imputés. (Cass. 25 fév. 1826; Nimes, 27 nov. 1829.)

Mais si la dénonciation n'est pas reconnue, il n'est pas nécessaire, pour qu'elle soit réputée calomnieuse dans le sens de l'art. 373 du Code pénal, que le dénonciateur ait imputé ou dénoncé des faits réprimés par les lois pénales; il suffit que les faits imputés à la personne dénoncée soient susceptibles de l'exposer, soit à une répression administrative, soit au mépris ou à la haine de ses concitoyens, soit à des mesures de discipline. (Cass. 5 juill. 1829; S. 29, 1, 291.)

Pour que les peines ci-dessus de l'art. 373 du Code pénal puissent être appliquées, il faut que la dénonciation ait été faite par écrit, ou que du moins elle ait été rédigée en présence du dénonciateur, et dans les formes prescrites pour suppléer à son écriture ou à sa signature. (Cass. 3 déc. 1819; D. 19, 1, 652.)

Il y a encore dénonciation calomnieuse lors même que les faits imputés ne sont pas de nature à donner lieu à des poursuites criminelles ou correctionnelles; il suffit qu'ils soient de nature à exposer ce fonctionnaire au mépris ou à la haine de ses concitoyens, et par suite à la destitution : comme si, par exemple, dans une dénonciation adressée par des particuliers au préfet, il est imputé à un maire d'avoir dressé des procès-verbaux et dirigé des poursuites dans un esprit de partialité et de vexation. On dirait en vain que ces faits, fussent-ils constants, ne seraient pas punissables. (Cass. 5 juill. 1829.)

Les tribunaux correctionnels ou les cours d'assises, suivant les cas, sont compétents pour connaître des dénonciations calomnieuses; mais préalablement, il faut que l'autorité judiciaire ou administrative statue sur la vérité, la fausseté ou le défaut de preuve de la dénonciation. Or, s'il s'agit de faits de nature à entraîner des peines prévues par le Code pénal, c'est à l'autorité judiciaire à prononcer; s'il s'agit au contraire de faits relatifs aux fonctions du dénoncé, c'est à l'autorité administrative que le préalable appartient. Tel est le cas, par exemple, où des maires ou des adjoints seraient accusés de prévarication. Le ministre de l'intérieur doit alors déclarer si les imputations dont s'agit sont calomnieuses. (Cass. 25 oct. 1816; D. 16, 1, 564.)

§ 3. Diffamation.

La diffamation est l'allégation ou l'imputation d'un *fait* qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne ou du corps auquel le fait est imputé.

Elle diffère de l'*injure* en ce que celle-ci consiste en une expression outrageante, terme de mépris ou invective, qui ne renferme l'imputation d'aucun fait.

Les articles 367 et suivants du Code pénal permettaient de fournir la preuve égale des faits imputés; mais afin d'éviter les détails scandaleux,

inséparables de pareils débats, la loi du 17 mai 1819 a abrogé cette disposition, ne faisant d'exception qu'à l'égard des fonctionnaires publics, contre lesquels il est permis de prouver la vérité des imputations relatives à leurs fonctions. Leur caractère ne doit en effet jamais craindre ni la publicité, ni la révelation des motifs qui ont présidé aux actes incriminés.

Mais aussi la diffamation envers eux est punie de peines plus sévères que lorsque ces delits ont été commis par de simples particuliers. Et c'est la cour d'assises qui en connaît, lorsqu'ils l'ont été par la voie de la presse ou tout autre moyen de publication. (L. 26 mai 1819, art. 15; L. 8 oct. 1830, art. 1.)

INONDATION.

§ 1. De l'inondation nécessaire. — § 2. Des inondations par force majeure. — § 3. Des inondations accidentelles.

L'inondation peut provenir de trois causes différentes :

1° De la nécessité (pour cause d'utilité publique).

2° De la force majeure ;

3° D'accidents particuliers et imprévus.

§ 1. De l'inondation nécessaire.

L'inondation *nécessaire* est celle qui dans certains cas est opérée dans l'*intérêt public*. Ainsi lorsqu'il s'agit de la defense des places fortes, les autorités militaires sont autorisees à faire les travaux stratégiques nécessaires pour que les abords de la place soient inondés, afin d'en rendre l'approche plus difficile aux ennemis. (D. 13 fruct. an XIII.)

Dans tous les cas où les inondations sont jugées nécessaires, soit pour defendre une place, soit pour établir une ligne de défense quelconque, les préfets doivent toujours être instruits des mesures qui sont ordonnées, pour en prendre de leur côté de convenables aux circonstances. Les proprietaires voisins d'une place forte sont obligés de supporter, pour sa defense, l'inondation de leurs terrains. Ces inondations sont de véritables servitudes imposées à la propriété pour l'utilité publique (D. 13 fruct. an VIII; L. 10 juill. 1791; L. 17 juill. 1819). Mais les proprietaires ont droit à l'indemnité prévue par l'article 15 de la loi du 30 mars 1831.

§ 2. Inondations par force majeure.

Les inondations *par force majeure* sont les plus fréquentes; parce qu'elles sont ordinairement causées par le débordement des rivières et des ruisseaux qu'ont grossis des pluies abondantes ou des fontes de neiges.

La loi du 24 août 1790 charge en pareil cas les autorités municipales de prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir ou arrêter les progrès de l'inondation.

Elles ont le droit de requérir la force publique et le concours de tous les habitants; en cas de refus, elles dressent procès-verbal, et poursuivent devant le tribunal de police l'application des articles 475 et 478 du Code pénal.

Aux approches évidentes de cefl éau, les maires ont droit d'ordonner : 1° la destruction immédiate de tous les bâtardeaux et obstacles qui pourraient arrêter et faire grossir les eaux; 2° le curage et l'ouverture des canaux. (L. 29 flor. an X.)

Ces dispositions se font aux frais des propriétaires; dans le cas où ils refuseraient ou négligeraient de faire les travaux, ils sont passibles d'une amende de 6 à 10 fr.

Aussitôt après l'écoulement des eaux, les autorités doivent s'occuper de faire dresser des procès-verbaux pour constater les pertes éprouvées.

L'inondation, de même que l'incendie, est une des causes qui permettent à tous les agents de la force publique d'entrer dans les maisons des particuliers pendant la nuit.

L'inondation donne lieu à un dégrèvement de contributions. (V. **Contributions directes.**)

§ 3. Des inondations accidentelles.

L'inondation peut encore avoir lieu par suite de travaux faits sur un fonds supérieur au préjudice du fonds inférieur.

Ce cas a été prevu par le Code civil, au titre des servitudes, et par l'article 457 du C. pénal. Dans les cas ou les proprietaires, fermiers, ou toutes autres personnes jouissant de moulins, usines et étangs, auraient inondé les chemins ou les proprietes d'autrui par l'élévation du déversoir de leurs eaux au-dessus de la hauteur déterminée par l'autorité administrative, ils sont passibles d'une amende qui ne peut excéder le quart des restitutions et des dommages et intérêts, ni être au-dessous de 50 francs.

S'il est resulté du fait quelque dégradation, ils sont en outre passibles d'un emprisonnement de six jours à un mois. (C. pén., 457.)

Le propriétaire qui craint d'être inondé par suite d'une construction nouvelle de son voisin, peut se plaindre à l'autorite administrative pour prévenir le mal; mais il ne peut s'adresser à l'autorité judiciaire tant qu'il n'y a pas eu inondation.

(Cass. 16 frim. an XIV.) Car la loi qui défend d'inonder l'héritage de son voisin n'est pas violée par cela seul qu'on a fait une construction qui peut occasionner, en cas de crue des eaux, l'inondation de l'heritage.

Pour qu'il y ait lieu à l'application de l'article 457 du Code pénal, il faut que l'élévation du déversoir ait été portée au-dessus de la hauteur déterminée par l'autorité administrative. A défaut de détermination de la hauteur par l'autorité, il n'y a pas de délit ; il y a lieu seulement à la réparation du dommage, qui doit être poursuivie par action civile. (Cass. 2 fév. 1816.) Contrairement à cet arrêt, deux autres, l'un du 25 janvier 1819, l'autre du 4 novembre 1824, ont jugé que si l'inondation est causée par un ait autre que la trop grande élévation du déversoir, et lorsqu'il n'y a pas de réglement sur la hauteur des eaux, il y a délit punissable d'après l'art. 15, titre 2 de la loi du 6 octobre 1791, et que la pénalité de l'art. 457 du Code pénal devait être réservée pour les cas où l'inondation était la suite des infractions à un réglement.

Lorsque les eaux d'un moulin endommagent les propriétés voisines, c'est à l'administration et non aux tribunaux que les voisins doivent porter leurs réclamations, si le dommage est résulté de l'exécution d'un arrêté administratif. (Cass. 25 août 1808.)

C'est au pouvoir judiciaire, et non à l'autorité administrative qu'il appartient de statuer sur les demandes en dommages et intérêts, formées par les propriétaires des fonds contigus à une rivière non navigable ni flottable, contre le propriétaire d'un moulin bâti sur cette rivière, à raison des inondations qu'il cause dans leurs héritages, par la trop grande hauteur à laquelle il tient les eaux. (Cass. 25 mai 1810.) **V. Eaux, Usines**, etc.

INSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE. — V. **Hypothèques.**

INSCRIPTION SUR LE GRAND LIVRE. — V. **Dette publique.**

INSCRIPTION MARITIME.

§ 1. Exposé. — § 2. Obligation de se faire inscrire. — § 3. Effets de l'inscription. — § 4. Répartition de l'inscription maritime. — § 5. Appel des ouvriers.

§ 1. Exposé.

La défense de la patrie est un devoir aussi sacré que celui de contribuer d'une partie de son revenu aux charges publiques. Tous les citoyens doivent donc concourir à sa défense, et la société a le droit de réclamer ce concours de chacun d'eux et de le leur imposer comme une obligation, fondée d'ailleurs, sur un sentiment de conservation publique. Delà l'appel fait chaque année, en vertu d'une loi qui fixe le montant des différentes classes. Mais la défense du territoire par sa position géographique exige nécessairement deux espèces de forces, celles de terre et celles de mer. Or, bien que dirigés vers le même but, les moyens employés par chacune d'elles sont si différents, que la loi a dû varier dans sa forme et dans son application quant aux individus. La vie du marin, en effet, par ses habitudes, et par le théâtre même où il est appelé à s'exercer, ne saurait se comparer à celle du soldat ordinaire. Pour faire un bon marin, il faut avoir vu la mer, et avoir navigué du jour où l'on a appris à se connaitre. Il y aurait imprudence de la part du gouvernement à vouloir transformer en marins des gens qui, jusqu'au jour où la loi les réclame pour la defense de leur pays, ne se doutent nullement de ce qu'il faut savoir pour être marin. Leur noviciat serait long et préjudiciable aux intérêts publics; leur inexpérience les compromettrait à chaque instant.

Le mode de recrutement pour les gens de mer a donc dû être déterminé par le domicile, et par la profession, sauf exception en faveur de ceux qui se présentent pour servir volontairement.

Toutefois on songea un instant à recourir au recrutement direct par la voie du sort, comme pour l'armée de terre. Une ordonnance du 2 octobre 1825 avait creé des equipages de ligne formés par les levées ordinaires ; mais cette institution eut peu de succès, et la marine désabusée ne le compte plus comme un moyen efficace, puisqu'elle a presque cessé d'en faire usage.

En effet les tentatives sont vaines contre la nature. Un habitant de l'intérieur, transporté à 21 ans dans nos ports, ne peut guère s'accoutumer à un service si différent de toutes ses habitudes ; il subit la condition du sort, il aspire au terme de sa durée; mais il ne s'attache pas à une profession qui serait sans emploi dans le pays qui l'a vu naître. Il ne peut y avoir d'exception que pour celui chez qui l'amour du pays natal est éteint.

L'habitant des côtes, au contraire, familiarisé dès l'enfance avec les habitudes maritimes, embrasse avec zèle une profession naturelle pour lui, et presque héréditaire ; aussi la comparaison des services du recrutement du marin, et de l'inscription maritime, est tout à l'avantage de ce dernier, sous le rapport de la qualité, de la durée et de l'economie.

Ses services sont *meilleurs* : l'un est marin par goût, l'autre par contrainte. L'un n'arrive au service de l'état qu'après deux voyages au moins sur les bâtiments de commerce, l'autre vient de quitter sa charrue. L'un dans un équipage de commerce, toujours le moins nombreux possible, formé à tous les travaux, à toutes les manœuvres, est propre à tout. L'autre dans les compagnies à terre, ou dans un équipage nombreux sur les vaisseaux de l'état, dressé à une partie spéciale de service, ne peut avoir cette aptitude générale si salutaire dans les grandes occasions.

Ses services plus *durables* : l'un est soumis à l'appel au service de l'état depuis 19 jusqu'à 50 ans; l'autre n'a qu'un service constant de 7 ou 8 années.

Ses services sont plus *économiques* : l'un a fait son éducation nautique aux frais du commerce; l'autre la reçoit péniblement aux frais de l'État, dans les compagnies à terre, provisoires, temporaires, etc. L'un n'est salarié que pendant son service, il rentre chez lui lorsqu'il n'est plus utile; l'autre, utile ou non, à la mer ou à terre, est entretenu et soldé aux dépens du trésor.

L'inscription maritime est une vieille institution de la France, et remonte à la naissance de la marine. Elle fut régularisée par ordonnance de 1689, amendée par ordonnance de 1778 et 1784, enfin consacrée et tempérée par la loi du 5 brumaire an IV.

Le principe de cette institution était, il faut en convenir, une violation des droits des citoyens et de la liberté d'industrie; puisqu'il ne fut plus permis à l'homme de pêcher ou de naviguer qu'à la condition d'aliéner la libre disposition de sa personne, par le seul fait de l'exercice de la pêche ou de la navigation, on était soumis à la réquisition pour le service de l'État.

Un gouvernement absolu pouvait seul tenter une pareille entreprise, et cependant cette institution est passée dans les mœurs sans qu'aucune réclamation se soit élevée sur les côtes maritimes, qui en supportent tout le poids. Ce phénomène s'explique par la puissance de l'habitude, et par cette considération que, depuis l'ordonnance de 1689, la condition des marins a été réglée par un *contrat synallagmatique* entre l'état et la famille maritime.

En effet, en compensation des obligations qui lui sont imposées, des droits lui ont été accordés par les titres 15, 16 et 17 de l'*ordonnance des classes* résumés dans la section 5e de la loi du 3 brumaire, sous le titre : *Des avantages attachés à l'état des marins inscrits.*

Cette compensation consiste en pensions à raison de la durée de leurs services (art. 28); en secours et pensions aux veuves et orphelins (art. 56); en secours aux enfants au-dessous de 10 ans des marins en activité sur les bâtiments de l'État art. 31); en droit de préférence pour faire embarquer leurs enfants comme mousses sur les bâtiments de l'État (art. 32; en droit de charger la caisse des gens de mer de compter chaque mois, pendant leur absence à leur famille, une portion de leur salaire (art. 34), en abandon aux marins capteurs du produit net des prises faites sur l'ennemi (art. 36), etc.

Cette réciprocité de devoirs et de droits a formé ce contrat synallagmatique qui justifie aujourd'hui le maintien de cette institution pour les marins assujettis. C'est une convention librement acceptée puisque les mêmes lois qui ont établi ces devoirs et ces droits ont voulu, qu'avant que le marin engageât sa liberté, il lui fût donné lecture de ces dispositions. (L. 3 brum. an IV, art. 4, 5.)

La France peut donc conserver sans trop d'injustice une institution précieuse qui ne lui coûte guère que les dépenses d'encouragement pour les pêches, et lui assure, à ce prix, le maintien de la force numérique de ses hommes de mer, l'entier soulagement pour le trésor des dépenses pour les pensions de la marine, et au-dessus de tout cela une immense économie sur le salaire des marins qu'elle emploie (1).

V. Caisse des gens de mer. Caisse des prises.

§ 2. De l'obligation de se faire inscrire.

Il y a une inscription maritime pour les Français qui se destinent à la navigation.

Sont compris dans cette inscription :

1° Les marins de tout grade et de toute profession, naviguant dans l'armée navale, ou sur les bâtiments de commerce;

2° Ceux qui font la navigation de la pêche de mer sur les côtes ou dans les rivières jusqu'où remonte la marée; et pour celles où il n'y a pas de

(1) La population maritime de la France, et par là il faut comprendre uniquement celle qui exploite la navigation et les travaux des ports, se compose de 80 à 100,000 familles, formées de 4 à 500,000 individus de tout âge et de tout sexe, parmi lesquels on compte 143,000 marins et ouvriers, valides ou non valides.

Voici par grandes masses, la décomposition de ce dernier nombre :

Capitaines, maîtres et pilotes, 10,464.
Officiers, mariniers, matelots et novices, 64,679.
Mousses, 9,961.
Ouvriers et apprentis, 11,567.
Marins et ouvriers hors de service, 38,529.
Absents sans nouvelles, 8,350.

(*Boursaint, membre du conseil de l'amirauté.*)

marée, jusqu'à l'endroit où les bâtiments de mer peuvent remonter;

3° Ceux qui naviguent sur les pataches, allèges, bateaux et chaloupes, dans les rades et dans les rivières, jusqu'aux limites ci-dessus indiquées. (L. 3. brum. an IV, art. 2.)

Est compris dans l'inscription maritime tout citoyen âgé de 18 ans révolus qui, ayant rempli une des conditions suivantes veut continuer la navigation ou la pêche:

1° D'avoir fait deux voyages de long cours;

2° D'avoir fait la navigation pendant 18 mois;

3° D'avoir fait la petite pêche pendant 2 ans;

4° D'avoir servi pendant deux ans en qualité d'apprenti marin.

A cet effet, il se présente accompagné de son père ou de deux de ses plus proches parents ou voisins, au bureau de l'inscription de son quartier, où il lui est donné connaissance des lois et réglements qui déterminent les obligations et les droits des marins inscrits. (Art. 5.)

Celui qui, ayant atteint l'âge et rempli une des conditions exigées par l'article précédent, continue la navigation ou la pêche, sans se faire inscrire au bureau de son quartier, est compris dans l'inscription maritime par le fait seul qu'il continue à naviguer. (Art. 6.)

§ 3. Effets de l'inscription.

Tout marin inscrit est tenu de servir sur les bâtiments ou dans les arsenaux du roi toutes les fois qu'il en est requis.

Dans chaque quartier maritime, les marins sont distribués en quatre classes:

La première comprend les célibataires;

La deuxième, les veufs sans enfants;

La troisième, les hommes mariés et n'ayant pas d'enfants;

Et la quatrième est composée des pères de famille.

La seconde classe n'est mise en réquisition que lorsque la première étant épuisée n'a pu suffire aux besoins du service. Il en est de même à l'égard des 3e et 4e classes.

Dans chaque quartier le marin qui a le moins de service sur les bâtiments de guerre est requis le premier; et s'il y a égalité de service, le plus anciennement debarqué, soit des bâtiments du roi, soit de ceux du commerce, est tenu de marcher, sans qu'il puisse prétendre à la gratification accordée à celui qui s'est volontairement présenté pour faire le service public.

Tout marin qui a atteint l'âge de 50 ans révolus est de droit exempt de la réquisition pour le service des vaisseaux et arsenaux du roi, sans néanmoins perdre la faculté de continuer la pêche ou la navigation même sur les bâtiments de l'État. Si avant cet âge cependant il voulait renoncer à la navigation et à la pêche, il est rayé de l'inscription maritime, par le fait seul de sa déclaration et de sa renonciation, un an après les avoir faites, et dès-lors il ne jouit plus d'aucun des avantages résultant de cette inscription. En temps de guerre, toutefois, ces déclarations ne seraient pas admises et resteraient même sans effet, si la guerre avait lieu avant l'expiration de l'année, à compter du jour où elles auraient été faites.

Ces dispositions étaient nécessaires, on le voit, pour que l'état ne se trouvât pas pris au dépourvu.

Cependant si après s'être fait rayer de l'inscription, un marin se determine à reprendre la navigation ou la pêche, il est réinscrit au grade et touche la paie qu'il avait lors de sa radiation.

L'inscription n'oblige pas cependant le marin à rester continuellement dans le même domicile; aussi tant qu'il n'est pas commandé pour le service, la loi lui permet de s'embarquer sur les navires marchands ou bateaux de pêche, ou d'aller dans les différents ports de France travailler ou s'y embarquer, à la charge seulement de faire inscrire son mouvement sur le rôle des gens de mer de son quartier et de celui où il se rend.

Le service sur les bâtiments du roi compte en temps de paix 18 mois pour un an, et dans les arsenaux année pour année. Le service sur les bâtiments du commerce est compté en temps de paix, six mois pour un an; et en temps de guerre, année pour année; sur les corsaires l'année est comptée double, comme pour les bâtiments du roi.

§ 4. Répartition de l'inscription maritime.

L'inscription maritime est répartie entre les divers arrondissements maritimes, les quartiers, syndicats et communes, par les soins des administrateurs de la marine et de syndics placés sous leurs ordres.

Lorsque ceux-ci ont reçu l'ordre de commander des marins pour le service public, ils font la répartition entre les différents syndicats, du nombre des gens de mer à fournir par leurs quartiers respectifs.

Si le marin désigné pour marchera des réclamations à faire, il s'adresse à l'administration municipale de son canton, qui y fait droit après avoir entendu le syndic; et dans le cas où le réclamant a des motifs légitimes pour ne pas marcher, celui qui doit le remplacer est désigné au même instant.

Il n'est reçu aucune réclamation quatre jours francs après la publication des listes.

§ 5. Appel des ouvriers.

La marine entretient continuellement dans ses arsenaux un grand nombre d'ouvriers, qui cependant peuvent ne pas suffire dans certaines circonstances extraordinaires, telles qu'un cas de guerre nécessitant des préparatifs et des travaux considérables. La loi autorise alors l'appel des charpentiers de navire, des perceurs, calfats, voiliers, poulieurs, tonneliers, etc., exerçant leur profession dans les ports et lieux maritimes, et non inscrits comme marins.

A cet effet, il est tenu un enregistrement particulier dans les bureaux de l'inscription, et ils sont dispensés de toutes autres réquisitions que celles relatives au service de la marine.

Dans tous les cas, le mode d'appel à leur égard est le même que celui indiqué ci-dessus pour les marins. (Extrait de la L. du 3 brum. an IV.) (V. **Invalides de la marine.**)

INSOUMIS. — Est *insoumis* le jeune soldat qui, ayant reçu une feuille de route n'est pas arrivé à sa destination au jour fixe par cet ordre.

(V. **Recrutement**, L. 21 mars 1832, art. 59, 40; **Déserteurs.**)

INSTALLATION. — Tout fonctionnaire public qui sera entré en exercice de ses fonctions sans avoir prêté serment pourra être poursuivi et puni d'une amende de 16 à 150 fr. (C. pén., art. 196.)

C'est ce serment exigé par la loi qui constitue pour tout fonctionnaire public la mise en possession de l'emploi qui lui est conferé, en un mot son *installation*.

En règle générale, l'installation d'un fonctionnaire doit être faite par celui qui lui est supérieur dans la hiérarchie. Ainsi le ministre de l'intérieur recevra le serment du préfet, celui-ci le serment du sous-prefet, et les sous-préfets le serment des maires des villes où ils resident. L'installation des maires et des conseillers municipaux se fait également en présence de tout le corps municipal. Dans le cas cependant où les prefets et sous-préfets ne pourraient assister à l'installation d'un maire, elle aurait lieu par-devant le maire qui sort de ces fonctions, ou l'adjoint à defaut du maire.

Lorsqu'il arrive qu'un nouvel adjoint se présente en même temps qu'un nouveau maire pour la prestation du serment, le nouveau maire le prête d'abord entre les mains de l'ancien maire, après quoi les fonctions de celui ci ayant cessé par l'effet de cette prestation de serment, le nouvel adjoint prête le sien entre les mains du nouveau maire. (Arr. 19 flor. an VIII, art. 5.)

En l'absence de ces deux fonctionnaires, l'installation a lieu par-devant le premier des conseillers municipaux; la prestation de serment des maires et des adjoints doit être constatée séance tenante par un procès-verbal signé par tous les fonctionnaires municipaux présents, et l'envoi de ce procès-verbal est fait immédiatement par le maire au sous-préfet, lequel en donne avis au préfet. Les membres des conseils municipaux prêtent serment entre les mains du maire, et sont immédiatement installés par lui dans la première assemblée du conseil qui a lieu après leur nomination. Le maire en dresse un procès-verbal qu'il transmet au sous-préfet.

Enfin le cas peut se présenter où le maire s'installe lui-même, celui, par exemple, où le corps municipal se trouve renouvelé en entier, et le maire et les adjoints renommés. Le maire prête alors serment en présence des adjoints et des conseillers municipaux, et reçoit ensuite celui de ces fonctionnaires.

(V. **Fonctionnaires publics**, **Serment**, **Organisation départementale et municipale**, **Garde nationale**, **Chambres législatives.**)

INSTITUT. — L'institut national a été fondé par la loi du 3 brumaire an IV, tit. 4. Cinq académies le composent :

L'académie française; l'académie des inscriptions et belles-lettres; l'académie des sciences; l'académie des beaux-arts et l'académie des sciences morales et politiques.

Une ordonnance royale du 21 mars 1816 (Bull. 519) règle l'organisation et la composition des quatre premières.

L'academie des sciences morales et politiques, qui, après avoir été instituée par la loi du 3 brumaire an IV, tit. 4, art. 3, avait eté supprimée par un arrêt du 3 pluviose an XI, a été rétablie par une ordonnance royale du 26 octobre 1832. (V. Bull. n° 194, n° 4525, p. 353.)

Les académies sont sous la protection spéciale du roi. Elles ont chacune leur régime indépendant, et la libre disposition des fonds qui lui sont spécialement affectes

Les candidats à une place vacante sont admis par la voie de l'élection. Cette election est soumise à l'approbation du roi. Le traitement ou plutôt l'indemnité annuelle de 1500 fr. allouée à chaque membre a été fixée par la loi du 15 germinal an IX. L'institut considéré comme être moral, rentre dans la classe des établissements pu-

blics; il peut donc recevoir par donations entre vifs ou testamentaires, sauf l'accomplissement des formalités prescrites par les lois. (V. **Établissements publics.**)

INSTITUTEUR. —V. **Instruction primaire.**

INSTRUCTION PRIMAIRE.

Exposé et système général d'instruction.
SECTION Ire. — § 1. Ecoles normales primaires. Instituteurs communaux. — § 2. Conditions exigées des instituteurs. — § 3. Des instituteurs avant la loi du 28 juin 1833. — § 4. Nomination des instituteurs. — § 5. Autorisations provisoires. — § 6. Logement, traitement et rétribution mensuelle des instituteurs. Maisons d'école. — § 7. Caisse d'épargne des instituteurs.
SECTION II. — § 1. Écoles primaires élémentaires publiques. Réunion de plusieurs communes. — § 2. Écoles primaires supérieures. — § 3. Admission gratuite dans les écoles. — § 4. Écoles primaires privées. — § 5. Écoles ouvertes dans les hospices. — § 6. De l'instruction primaire relativement à l'instruction religieuse. — § 7. Fondation d'écoles.
SECTION III. Autorités préposées à la surveillance de l'instruction primaire. — § 1. Comité central. — § 2. Comité d'arrondissement. — § 3. Dispositions communes aux comités. Délibérations. Séances. — § 4. Commission d'instruction primaire. — § 5. Inspecteurs spéciaux. — § 6. Juridiction disciplinaire et répressive sur les instituteurs.
SECTION IV. Dispositions particulières à la ville de Paris.
SECTION V. Écoles de filles. — § 1. Objet de l'instruction. — § 2. Écoles privées. Brevet de capacité. Autorisation. — § 3. Écoles primaires publiques. — § 4 Écoles dirigées par des congrégations religieuses. — § 5. Surveillance. Inspection. Commissions d'examen. Dispositions transitoires.

Exposé et système général d'instruction.

L'instruction primaire a été regardée de tout temps et par tous les esprits comme le plus puissant moyen de civilisation, et comme la somme du bien-être des classes inférieures. Un bien petit nombre de communes en France jouissaient et jouissent encore de ses bienfaits, abandonnées, soit à la routine d'anciennes méthodes, soit à l'ignorance la plus complète. Mais au milieu des progrès sociaux qui signalent le dix-neuvième siècle, l'éducation populaire demandait de nouveaux plans, une nouvelle organisation; et tel est le but que la loi du 28 juin 1833 a tâché d'accomplir.

Le système général de l'instruction primaire, d'après cette loi, comprend :

1° Les écoles primaires *élémentaires* et *supérieures*. (Art. 1.) Les études y sont à peu près les mêmes, mais avec des degrés différents de développements pour les écoles superieures. Toutes les communes, rurales ou urbaines, doivent être pourvues d'écoles *élémentaires*. Pour toutes les communes au-dessus de 6,000 habitants, l'établissement d'une école primaire *supérieure* est de rigueur (Art. 10);

2° Les écoles *normales primaires* destinées à former les instituteurs. Tout département est tenu d'entretenir une école normale primaire à ses frais, ou de se réunir à cet effet avec un ou plusieurs departements limitrophes;

3° Les *écoles modèles*, destinées également à former des instituteurs primaires, mais purement facultatives (O. 16 juill. 1833);

4° Les *salles d'asile* pour la première enfance. La loi ne parle pas de ces salles; mais nous croyons pouvoir les faire entrer dans la composition du système d'instruction primaire, car elles sont non moins utiles que les écoles. C'est là où les premiers soins physiques et moraux sont donnés aux enfants pauvres (V. **Salles d'asile**);

5° Les *écoles d'adultes*, pour les jeunes gens ou hommes faits qui ont été privés de toute instruction elémentaire. Ces écoles ont pour but, non-seulement de sortir de leur ignorance ceux qui n'ont pas profité des bienfaits de l'éducation, mais surtout de leur faire apprécier l'utilité de cette éducation pour leurs enfants. On voit des exemples affligeants de cette apathie chaque jour dans nos campagnes, où des pères de famille se refusent à envoyer leurs enfants à l'école, sous prétexte qu'ils n'y ont pas été eux-mêmes.

Un arrêté du conseil royal de l'instruction publique, en date du 22 mars 1836, contient un réglement sur les formalités à remplir pour la fondation des classes d'adultes.

Le nombre général de 37,186 communes se trouve reduit, pour la circonscription de l'instruction primaire, à 32,652, plusieurs communes étant quelquefois forcées de se réunir pour former une école primaire.

283 communes, dont la population s'élève au-dessus de 6,000 âmes, sont tenues d'établir des écoles primaires *supérieures*.

Le nombre des écoles normales primaires doit être de 86. En 1834, il n'existait encore que 2 écoles *modeles*.

L'instruction primaire est élémentaire ou supérieure, privée ou publique[1]. (Art. 1, 3.)

SECTION Ire. — § 1. Écoles normales primaires. Instituteurs communaux.

L'institution des écoles normales primaires et l'obligation que la loi en a fait aux départements est un point capital dans la loi, car toute la force de son système dépend des instituteurs; et on a bien senti, en jetant un coup d'œil sur la manière dont l'instruction populaire était enseignée, qu'il

[1] Tout ce qui concerne les écoles spéciales de filles est traité à ce mot, et ci-après, section V.

fallait commencer par changer le personnel. C'était la première réforme à opérer. Une loi sur l'instruction primaire, sans instituteurs capables et suffisamment instruits pour lui donner la vie, eût été un non-sens.

La mission de l'instituteur primaire est une sorte de *sacerdoce civil*, puisqu'il se charge de préparer des citoyens à la patrie, des jurés, des électeurs au corps politique.

Il est donc besoin de les préparer à cette mission; et c'est pour qu'il y eût unité dans l'enseignement que la loi a voulu qu'on les prit dans des écoles normales, où ils auraient préalablement acquis leur brevet de capacité, et l'art si difficile de bien enseigner.

Le décret du 17 mars 1808 a le premier parlé de classes normales. D'après l'article 107, il devait être établi dans chaque académie une classe normale; mais, jusqu'en 1818, 5 seulement avaient été fondées. En 1830, on n'en comptait que 13. En 1833, 56 étaient en activité. Tel est l'effet de l'article 11, qui veut que tout département entretienne une école normale primaire, soit par lui-même, soit en se réunissant à un ou plusieurs départements voisins.

C'est aux conseils généraux à délibérer sur les moyens d'assurer l'entretien des écoles normales primaires. A cet effet, la loi de finances autorise chaque année cette imposition, qui ne peut excéder 2 centimes additionnels au principal des contributions foncière, personnelle et mobilière. A défaut du vote par le conseil, le gouvernement peut imposer d'office. (Art. 15.) (V. aussi l'O. du 16 juill. 1833, art. 20, 21, 22, 23.)

Les dépenses auxquelles donne lieu une école normale primaire sont *fixes* ou *variables*. Des instructions des 24 juillet 1833 et 20 avril 1833 indiquent leur nature, et la manière de les acquitter.

Ces écoles ne sont pas soumises à la surveillance des comités communaux ni d'arrondissement. (Cons. roy., 28 fév. 1834.) (V. O., 16 juill. 1833, art. 20 à 23 excl.)

§ 2. Conditions exigées des instituteurs.

Il y a pour les instituteurs deux sortes de brevets de capacité : les uns pour l'instruction primaire élémentaire, les autres pour l'instruction primaire supérieure. Ces brevets leur sont délivrés, après examen, par les commissions d'instruction primaire etablies dans les chefs-lieux de département ou d'arrondissement, suivant que le candidat aspirera à l'un ou à l'autre de ces brevets. (Statut 19 juill. 1833, art. 1er, 15.)

Tout individu âgé de 18 ans accomplis peut, en produisant son acte de naissance, se présenter devant une de ces commissions pour subir l'examen de capacité; on doit, en outre, exiger la qualité de Français, ou la preuve de sa naturalisation, de la part de celui qui veut être *instituteur communal;* car il est appelé à un caractère de fonctionnaire public, et est, en conséquence, soumis à la prestation du serment prescrit par les lois des 21 août 1830 et 28 juin 1833. (Décis. 8 nov. 1833.)

Néanmoins, le brevet de capacité pouvant être délivré à tout individu, soit Français, soit etranger, qui a subi l'examen d'une manière satisfaisante, le conseil de l'instruction publique a décidé que les étrangers non naturalisés Français pouvaient être instituteurs privés en remplissant les conditions imposées par l'article 4 de la loi du 28 juin, c'est-à-dire en représentant, outre les brevets susdits, un certificat constatant que l'impétrant est digne par sa moralité de se livrer à l'enseignement. Ce certificat doit être délivré, sur l'attestation de trois conseillers municipaux, par le maire de la commune où il aura résidé depuis trois ans; mais sur le refus du maire de le délivrer, ce certificat ne pourrait être suppléé par l'attestation susdite des conseillers. (Cass., 20 nov. 1833.)

Sont incapables de tenir école :

1° Les condamnés à des peines afflictives ou infamantes;

2° Les condamnés pour vol, escroquerie, banqueroute, abus de confiance ou attentat aux mœurs, et les individus qui auront été privés par jugement de tout ou partie des droits de famille mentionnés aux §§ 5 et 6 de l'article 42 du Code pénal;

3° Les individus interdits pour cause d'inconduite ou d'immoralité, en exécution de l'article 7 de la loi. (Avis 1er av. 1834.)

L'instituteur primaire autorisé seulement à enseigner les principes de lecture et de calcul, s'il enseigne le latin, est passible de l'amende de 100 à 300 fr. prononcée par l'article 56 du décret du 15 novembre 1811 contre celui qui enseigne et tient école sans autorisation. Sortir des bornes de l'autorisation, c'est agir sans autorisation. (Decis. 15 nov. 1811, art. 56: Cass., 18 juil. 1823; S. 23, 1, 123.)

§ 3. Des instituteurs avant la loi du 28 juin 1833.

Un avis du conseil royal a décidé que les instituteurs trouvés en possession de leur état lors de la loi devaient le conserver, sans avoir aucune formalité nouvelle à remplir, jusqu'à décès, démission ou *jugement*.

En effet, tout en reconnaissant la possession d'état des instituteurs communaux, les comités ont été autorisés à examiner si ces instituteurs ne donnaient pas lieu au reproche d'incapacité, et, dans ce cas, l'échange de l'ancien titre contre un nouveau a dû être ajourné; ou même si l'instituteur ne s'était pas rendu capable, après un certain délai, de remplir ses fonctions conformément à la nouvelle loi; les comités ont justement usé de leur pouvoir de révocation, ou autres à eux conférés par l'article 25 de ladite loi.

En adoptant cette marche, on n'a pu légalement refuser le traitement de 200 fr. et tous les avantages résultant de la loi aux instituteurs soumis à de telles épreuves. (L. 28 juin 1833, art. 5.)

§ 4. Nomination des instituteurs.

Les instituteurs communaux sont nommés par le comité d'arrondissement, sur l'avis du comité local et la présentation du conseil municipal.

Or, cette présentation par le conseil municipal consiste dans une délibération où sont exposés les titres de la personne ou des personnes présentées, et dont un extrait, accompagné de l'avis du comité local, est envoyé par le maire au comité supérieur de la circonscription.

Le conseil municipal peut présenter à la nomination, soit plusieurs candidats, soit un seul; mais le comité d'arrondissement peut exiger une présentation nouvelle, s'il ne trouve pas la première suffisante.

Dans les arrondissements où les comités communaux ne sont pas encore organisés, le comité cantonnal doit en faire l'office, et, à défaut de l'un ou de l'autre, le comité d'arrondissement doit en tenir lieu.

En cas de refus d'un conseil municipal de présenter un candidat pour la place d'instituteur vacante, le comité d'arrondissement doit constater le refus, et nommer l'instituteur sur l'avis du comité communal. (Décis. 25 oct. 1833; Avis, 12 nov. 1833; Décis. 25 fév. 1834.)

Après la nomination par le comité d'arrondissement, l'instituteur doit être institué par le ministre de l'instruction publique. Cette institution consiste dans la délivrance d'un diplôme signé de lui; mais il résulte des termes de l'article 28 de l'ordonnance du 16 juillet 1833 qu'elle peut être refusée. Ainsi, la nomination reste sans effet, si elle n'est sanctionnée.

Du reste, l'institution une fois donnée confère au candidat des droits *à vie* et non *temporaires* (Cons. roy., 7 janv. 1834); et il ne peut perdre sa qualité que par jugement ou démission. (Décis. min. 14 août 1833.)

Après l'*institution*, il y a lieu de procéder à l'*installation*. Elle consiste dans le serment prêté entre les mains de l'un des membres délégués du comité d'arrondissement ou du comité communal.

§ 5. Autorisations provisoires.

Lorsque le nombre des individus possédant les connaissances exigées est loin de satisfaire aux besoins de toutes les communes, les comités d'arrondissement peuvent délivrer des autorisations provisoires à l'effet de tenir une école primaire élémentaire, sous la condition que le candidat ainsi autorisé se mettra en état d'obtenir une nomination définitive dans un délai qui ne pourra excéder une année.

La délibération du comité sera aussitôt envoyée au recteur de l'académie. Huit jours après cet envoi, l'instituteur provisoire pourra être installé dans ses fonctions, et, à dater du jour de son installation, il aura droit au logement et au traitement dus à l'instituteur communal.

Si, à l'expiration du délai fixé par le comité d'arrondissement, l'instituteur provisoire n'a pas obtenu de nomination définitive, le comité lui retirera l'autorisation provisoire et nommera définitivement un autre instituteur.

L'autorisation provisoire, non plus que la nomination définitive, ne peut avoir lieu que sur la présentation du conseil municipal, après l'avis du comité communal, et sous les conditions d'âge et de moralité exigées par l'article 4 de ladite loi.

L'autorisation provisoire ne rend pas celui qui n'a encore que ce titre, apte à obtenir la dispense du service militaire. L'*engagement décennal* ne peut produire cet effet, qu'autant que l'instituteur a une nomination définitive du comité et l'institution du ministre. (Avis du conseil royal, 7 mars 1834.)

§ 6. Logement et traitement des instituteurs. Maisons d'écoles.

Quand une commune a un bon instituteur, elle doit chercher à se l'attacher. Tel a été le but de l'article 12 de la loi, en disant qu'il serait fourni à tout instituteur communal :

1° Un local convenablement disposé, tant pour lui servir d'habitation que pour recevoir les élèves;

2° Un traitement fixe qui ne pourra être moindre de 200 francs pour une école primaire élémentaire, et de 400 francs pour une école primaire supérieure.

A defaut de fondations, donations ou legs, qui assurent un local et un traitement, ainsi qu'il est

dit ci-dessus, le soin d'y pourvoir regarde la commune; et quand elle n'a pas de revenus suffisants elle les remplace par une imposition extraordinaire de trois centimes additionnels au principal des contributions directes. Toutefois ce chiffre de trois centimes n'est fixé que pour faire face aux dépenses ordinaires de l'instruction primaire; rien n'empêche de le dépasser en cas de dépenses extraordinaires; mais alors les plus imposés doivent être appelés à ce vote, qui du reste ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une ordonnance royale. (Circ. 27 avril 1834.)

Si cette imposition ne suffit pas, le conseil général vote une seconde imposition de deux centimes additionnels. En cas d'insuffisance le ministre y supplée par une subvention; et à défaut du vote par le conseil municipal ou de département, une ordonnance royale ordonne d'office cette imposition. C'est ce qui a eu lieu en 1834, à l'égard de plus de 15,000 communes.

Les maires des communes qui ne possèdent pas de locaux convenablement disposés, tant pour servir d'habitation à leurs instituteurs communaux, que pour recevoir les élèves, et qui ne pourraient en acheter ou en faire construire immédiatement, ont dû, d'après l'art. 3 de l'ordonnance du 16 juillet 1833, s'occuper de louer des bâtiments propres à cette destination, en soumettant les conditions du bail au conseil municipal et à l'approbation du préfet.

Pendant la durée du bail, qui ne devait pas excéder six années, les conseils municipaux prendront les mesures nécessaires, continue le même article, pour se mettre en état d'achever ou de faire construire des maisons d'école, soit avec leurs propres ressources, soit avec les secours qui pourraient leur être accordés par le département ou par l'état.

En se réservant de veiller à l'exécution de ces dispositions, le gouvernement a entendu qu'à l'expiration du délai sus-indiqué toutes les communes fussent pourvues de maisons d'écoles convenables. C'est dans le même but encore qu'aux termes de l'art. 15 de la même ordonnance, divers plans d'écoles primaires pour les communes rurales ont été dressés par les soins du ministre de l'instruction publique, et déposés au secrétariat des préfectures, des sous-préfectures, des mairies, des chefs-lieux de canton et des comités d'arrondissement, ainsi qu'au secrétariat de chaque académie.

L'art. 15 ordonne que tous les cinq ans un état des communes non pourvues de maisons d'écoles soit dressé, afin de faire connaître aux chambres les besoins de l'instruction primaire.

Nous avons déjà dit quel était le traitement fixe des instituteurs. Dans aucune circonstance, les conseils municipaux n'ont le droit de le réduire sous prétexte d'autres fonctions simultanément exercees, au-dessous du *minimum* fixé par l'article 12 de la loi. (Av. 12 nov. 1833.)

Ils pourraient, au contraire, voter un traitement fixe excédant le *minimum* légal, en se réservant la perception au profit de la commune de la rétribution mensuelle. (Av. 28 janv. 1834.)

Le traitement fixe est voté pour toute l'année, car l'école doit être entretenue ouverte pendant toute sa durée, quand même durant certains mois elle serait peu ou point fréquentée (Déc. min. 10 av. 1833). De même, il doit être pourvu au vote du traitement alors même que la commune n'aurait pas encore d'instituteur; autrement il serait à craindre que, pour n'avoir jamais de traitement à payer, on ne se décidât pas à faire un choix. (Circ. 27 av. 1834.)

Rétribution mensuelle. En sus du traitement fixe, l'instituteur reçoit une rétribution mensuelle, dont le taux est réglé par le conseil municipal, et qui est perçue dans la même forme et selon les mêmes règles que les contributions publiques directes. Le rôle en est recouvrable mois par mois, sur un état des élèves certifié par l'instituteur, visé par le maire et rendu exécutoire par le sous-préfet.

Le recouvrement de la rétribution ne donne lieu qu'au remboursement des frais par la commune, sans aucune remise au profit des agents de la perception. (L. 28 juin 1833, art. 14; O., 1er juil., art. 1er.)

Les réclamations auxquelles la confection du rôle pourrait donner lieu doivent être rédigées sur papier libre et déposées au secrétariat de la sous-préfecture.

Elles sont jugées par le conseil de préfecture, sur l'avis du comité local et du sous-préfet, lorsqu'il s'agira de décharges et de réductions; par le préfet, sur l'avis du conseil municipal et du sous-prefet, lorsqu'il s'agira de remises et de modérations. (O., 1833, art. 11.)

Les délibérations des conseils municipaux sur le taux de la rétribution mensuelle n'ont pas besoin d'être approuvées par les préfets.

L'instituteur demeure toujours libre, cependant, de faire avec les parents des élèves, quant au paiement en denrées, de la rétribution mensuelle, les conventions que d'un commun accord ils croiront devoir adopter. En ce cas, les noms des parents avec lesquels il se serait ainsi arrangé ne doivent pas figurer sur l'état qui doit être re-

mis au maire au commencement de chaque mois. (Inst. 24 juil. 1833.)

§ 7. Caisses d'épargnes. Instituteurs.

Il fallait prévoir le cas où l'instituteur trop âgé ne pourrait plus exercer sa profession. Ses services n'auraient pu, de la part de la commune, rester sans être reconnus; mais d'après l'etat financier de presque tous les budgets municipaux, il aurait fallu ou qu'on lui refusât une pension de retraite, ou que faute de moyens suffisants pour payer un instituteur, les écoles fussent fermées. Cette question d'avenir pour les instituteurs a été résolue par l'établissement dans chaque département d'une caisse d'épargne et de prévoyance en leur faveur. Le vingtième de leur traitement fixe y est annuellement versé, et les intérêts en sont capitalisés tous les six mois. Le produit total de la retenue exercée sur chaque instituteur lui sera rendu à l'époque où il se retirera, et, en cas de décès dans l'exercice de ses fonctions, à sa veuve ou à ses héritiers.

Dans aucun cas, ajoute l'art. 15 de la loi, il ne peut être ajouté aucune subvention sur les fonds de l'état à cette caisse d'épargne et de prévoyance; mais elle peut, dans les formes et selon les règles prescrites pour les établissements d'utilité publique, recevoir des legs et dons dont l'emploi, à défaut de dispositions des donataires ou des testateurs, doit être réglé par le conseil général.

Les statuts de ces caisses doivent être approuvés par ordonnance royale.

La retenue du vingtième dont s'agit ne peut avoir lieu sur la rétribution mensuelle, mais seulement sur les traitements fixes des instituteurs communaux qui seraient membres de congrégations religieuses, comme sur les traitements fixes de tous autres instituteurs communaux. (Arr. 10 mars 1833, art. 1er.)

A l'égard des frères des écoles chrétiennes et des autres congrégations religieuses légalement autorisées pour l'instruction primaire, la retenue ne peut être faite toutefois qu'en faveur du chef de l'établissement qui doit en disposer dans l'intérêt du corps entier. (Arr. 10 mars 1835, art. 2.)

Elle s'opère par le receveur municipal qui, en payant à l'instituteur le montant du mandat, prélève le montant de la retenue et en fait le versement dans la caisse du receveur particulier des finances de l'arrondissement. Au commencement de chaque mois, celui-ci doit dresser un bordereau du montant des retenues versées dans la caisse pendant le mois précédent, avec l'indication du prix du versement et de la dizaine, à partir de laquelle les intérêts commenceront à courir. Ce bordereau, visé par le prefet pour l'arrondissement du chef-lieu, et par les sous-préfets pour les autres arrondissements, reste entre les mains du préfet jusqu'à l'époque où le service de la caisse d'épargnes et de prévoyance sera définitivement organisé. (Circ. aux préfets, 31 juil. 1834.)

Section II. § 1er.—Écoles primaires élémentaires publiques. Réunion de plusieurs communes.

L'instruction primaire élémentaire comprend l'instruction morale et religieuse, la lecture, l'écriture, les éléments de la langue française et du calcul, le système légal des poids et mesures. (L. 28 juin 1833, art. 1er.)

Des notions de géographie et d'histoire, et surtout de la géographie et de l'histoire de France, pourront en outre y être données aux élèves les plus avancés.

Le dessin linéaire et le chant pourront également y être enseignés. (Statut, 25 avril 1834, art. 1er.)

Le même statut, divisé en 32 articles, contient les plans d'étude et de discipline qui doivent être suivis dans ces écoles.

Toute commune est tenue, soit par elle-même, soit en se réunissant à une ou plusieurs communes voisines, d'entretenir au moins une école primaire elementaire. (L. 1833, art. 9, § 1er.)

Cette disposition semblerait n'exiger de toute commune indistinctement qu'une seule école élémentaire; mais il est évident que les villes populeuses doivent en établir plusieurs; car, suivant la loi même, art. 11, tous les enfants indigents doivent pouvoir trouver leur instruction dans l'école ou les écoles communales. Il peut être à cet égard regardé comme désirable, porte une instruction du 24 juillet 1833, qu'il y ait une école publique par agglomération de deux à trois mille habitants.

On a vu ci-dessus quelles étaient les obligations des communes pour concourir à la fondation de ces établissements; mais dans le cas où des communes limitrophes ne pourraient entretenir, chacune pour son compte, une école primaire élémentaire, les maires doivent se concerter pour établir une seule école à l'usage desdites communes.

La réunion desdites communes, à cet effet, ne pourra être opérée que du consentement formel des conseils municipaux, et avec l'approbation du ministre de l'instruction publique.

A defaut de conventions contraires de la part des conseils municipaux, les depenses auxquelles

l'entretien des écoles donne lieu doivent être réparties entre les communes réunies, proportionnellement au montant de leurs contributions foncière, personnelle et mobilière. Cette répartition est faite par le préfet.

Une réunion de communes ainsi opérée peut être dissoute par le ministre de l'instruction publique, sur la demande motivée d'un ou plusieurs conseils municipaux, mais à condition que ces conseils prendront l'engagement de pourvoir sans delai à l'établissement et à l'entretien des écoles de leurs communes respectives. (O. 16 juil. 1833, art. 2.)

Lorsque deux communes qui veulent se réunir ont chacune son instituteur communal, elles ne peuvent être forcées de garder l'un et l'autre instituteur jusqu'à la retraite ou le décès de l'un d'eux; elles ont droit de choisir celui qui devra rester le chef de l'école unique. (Avis, 30 janv. 1835.)

§ 2. Écoles primaires supérieures.

L'instruction primaire supérieure comprend, outre ce qui est enseigné dans les écoles élémentaires, les eléments de la géométrie et ses applications usuelles, spécialement le dessin lineaire et l'arpentage, des notions des sciences physiques et de l'histoire naturelle, applicables aux usages de la vie, le chant, les éléments de l'histoire, etc., ainsi qu'il est dit dans le § précédent.

Selon les besoins et les ressources des localités, l'instruction primaire pourra recevoir les developpements qui seront jugés convenables. (L. 28 juin 1833, art. 1er.)

Les communes chefs-lieux de département et celles dont la population excède 6,000 âmes devront avoir une ecole supérieure, outre les écoles élémentaires. (L. 28 juin 1833, art 10.) On ne doit pas conclure de cette disposition que les communes d'une population inferieure ne puissent etablir ces écoles; les exemples contraires sont offerts chaque jour par des communes qui, appréciant l'utilité des écoles d'un degré supérieur, ont formé de pareils établissements. A cét égard, nous observerons que toute commune qui doit ou qui veut avoir une école normale supérieure, devant fournir au moins le minimum du traitement fixe que la loi assigne à l'instituteur, et l'ordonnance du 16 juillet 1833 ne permettant d'allouer sur les fonds de l'état aucun traitement au-delà du minimum, lesdits fonds de l'état ne devront contribuer à la fondation des écoles primaires supérieures que pour les frais de premier établissement.

Quant à l'organisation de ces écoles, on peut s'en référer aux principes suivants :

1° L'instituteur d'une école primaire supérieure doit être muni du brevet de capacité du degré supérieur;

2° Les autres maîtres, placés sous la direction de l'instituteur, doivent être agréés par le recteur de l'Académie;

3° Lorsqu'une école primaire supérieure est annexée à un collége communal ou à une école normale primaire, elle demeure toujours soumise à l'inspection et à la surveillance des comités communal et d'arrondissement;

4° Les élèves de toute école primaire, supérieure ou élémentaire sont exempts de la rétribution universitaire, imposée par les lois de finances; ils sont soumis à la rétribution mensuelle, établie par la loi du 28 juin, sauf les cas de gratuité réglés par les conseils municipaux. (Déc. 31 janv. 1834.)

5° Nul chef d'établissement d'instruction secondaire ne peut diriger une école primaire, élémentaire ou supérieure sans avoir le brevet de capacité voulu par la loi. (Arr. 15 oct. 1833.) A défaut de ce brevet, les élèves, suivant chez lui l'instruction primaire, ne seraient pas exempts de la rétribution universitaire; mais il suffirait qu'il eût un maître spécial qui le fût, pour faire cesser le prélèvement de cette taxe. (Arr. 5 août 1834.)

§ 3. Admission gratuite dans les écoles.

Sont admis gratuitement dans l'école communale élémentaire ceux des élèves de la commune ou des communes réunies que les conseils municipaux ont designés comme ne pouvant payer aucune rétribution.

De même, dans les écoles primaires supérieures, un nombre de places gratuites, déterminé par le conseil municipal, peut être réservé pour les enfants qui, après concours, ont été désignés par le comité d'instruction primaire, dans les familles qui sont hors d'état de payer la rétribution. (L. 28 juin 1833, art. 14, § 3, 4.)

L'ordonnance du 16 juillet suivant a fixé la session du mois d'août pour celle dans laquelle les conseils municipaux devraient s'occuper de dresser l'état susdit, et de déterminer le nombre de places à réserver.

Ils détermineront, s'il y a lieu (or ceci est facultatif), dans la même session, le nombre des places gratuites qui pourront être mises au concours pour l'école primaire supérieure. (Art. 1er.)

§ 4. Des écoles primaires privées.

L'instruction primaire est *privée* ou *publique*. (L. 28 juin 1833, art. 1er.) Ainsi le veut la liberté de l'enseignement d'une part, et de l'autre, la nécessité généralement reconnue de la diffusion des lumières.

L'instruction privée est facultative, l'instruction publique, au contraire, est obligatoire, et les écoles où elle est enseignée doivent être entretenues en tout ou en partie par les communes, les départements ou l'état.

L'instruction privée est libre, avons-nous dit : ainsi, tout individu, âgé de dix-huit ans accomplis, pourra exercer la profession d'instituteur primaire, et diriger tout établissement quelconque d'instruction primaire; sans autres conditions que de présenter préalablement au maire de la commune où il voudra tenir école;

1° Un brevet de capacité, délivré après examen par les commissions d'instruction primaire, selon le degré de l'école qu'il veut établir;

2° Un certificat de moralité, délivré en la forme énoncée ci-dessus. (Sect. Ire, § 2.)

Mais la qualité de *Français* n'est pas nécessaire pour obtenir un certificat de capacité et tenir une école privée, tandis qu'elle est indispensable pour devenir instituteur communal. (Déc. Cons. roy., 8 et 12 nov. 1833.)

Aussitôt que le maire d'une commune a reçu la déclaration ci-dessus, par un individu qui remplit les conditions prescrites, et qui veut tenir une école, soit élémentaire, soit supérieure, il doit inscrire cette déclaration sur un registre spécial, et en délivrer récépissé au déclarant.

Il envoie ensuite au comité de l'arrondissement et au recteur de l'Académie des copies de cette déclaration, ainsi que du certificat de moralité. (O. 16 juil. 1833, art. 16.)

Est considérée comme école primaire toute réunion habituelle d'enfants de différentes familles, qui a pour but l'étude de tout ou partie des objets compris dans l'enseignement primaire. (Ib., art. 17.)

Or une décision ministérielle du 12 mai 1833 a reconnu que l'on devait considérer comme école primaire, privée, et soumettre à l'application de la loi, tout établissement qui réunirait les caractères ci-dessus, encore que l'enseignement y fût *gratuit;* un curé qui voudrait tenir une école (car il n'y a pas incompatibilité entre des fonctions sacerdotales et celles d'instituteur primaire; Cons. roy., instr. publ., 4 déc. 1833) devrait donc se conformer aux prescriptions légales.

L'article 17 de l'ordonnance de 1833 a soulevé encore de graves questions relativement aux *manécanteries*, ou établissements tenus dans un grand nombre de communes, par les curés ou desservants, pour les enfants qui remplissent l'office d'enfants de chœur. Mais la cour de cassation les ayant constamment regardées comme des écoles privées, les ecclésiastiques doivent donc remplir les formalités prescrites.

Enfin, le fait d'avoir tenu une école primaire sans autorisation ne peut être excusé, sous le prétexte que le prévenu n'y recevait que ses petits-fils et un petit nombre d'enfants de ses plus proches parents. (L. 28 avr. 1833, art. 6; Cass., 24 sept. 1833.)

Un des devoirs imposés aux maires ou aux membres du comité cantonnal, lors de la déclaration de l'instituteur, est de visiter le local destiné à l'école et d'en constater la convenance et la salubrité. (O. 16 juil. 1833, art 18.) Cette visite est surtout nécessaire lorsqu'il s'agit d'écoles avec pensionnat, pour lesquelles il est si important de s'assurer que les précautions ont été prises sous tous les rapports de la salubrité, de la discipline et des mœurs; aussi le plan du local est-il une des pièces indispensables qui doivent toujours accompagner les demandes tendant à l'établissement des pensionnats primaires. (Rendu, *Code universitaire*, pag. 267.)

Les motifs d'incapacité et d'exclusion que nous avons énoncés à l'égard des instituteurs communaux sont également applicables aux instituteurs privés. (V. suprà.)

Quiconque aurait ouvert une école primaire en contravention à ces dispositions, ou sans avoir satisfait aux conditions prescrites par l'article 4 de la loi, savoir : la représentation du brevet de capacité et du certificat de moralité, serait poursuivi devant le tribunal correctionnel du lieu du délit, et condamné à une amende de 50 à 200 fr.; l'école serait fermée; et, en cas de récidive, le délinquant serait condamné à un emprisonnement de quinze à trente jours et à une amende de 100 à 400 fr. (L. 28 juin 1833, art. 6.)

Il y a cette différence entre les instituteurs communaux et les instituteurs privés, que ceux-ci ne peuvent être admis à contracter l'engagement décennal exigé pour la dispense du service militaire. (Déc. 8 nov. 1833.)

Toutefois ceux qui auront bien mérité de l'instruction primaire seront admis, comme les instituteurs communaux, sur le rapport des préfets et des recteurs, à participer aux encouragements et aux récompenses que le ministre de l'instruction publique distribue annuellement. (O. 16 juillet 1833, art. 19.) Mais ils n'ont aucun droit aux allo-

cations à titre de secours qui peuvent être faites aux instituteurs par les communes. (Avis, 18 juillet 1834.)

Telles sont les seules distinctions à observer entre les instituteurs privés ou communaux.

Ce que nous avons dit ci-dessus, et dans les sections ou paragraphes suivants, sur les différents degrés d'instruction, les autorités préposées à l'instruction, la juridiction disciplinaire, etc., est également applicable aux instituteurs privés.

Mais les *sous-maîtres dans* les écoles publiques ou privées ne sont pas assujettis aux mêmes conditions que les instituteurs. (Cons. roy., 5 sep. 1833.)

§ 5. Écoles ouvertes dans les hospices.

A l'égard de ces écoles, la loi du 28 juin 1833 n'autorise aucune exception; une école ouverte dans un hospice rentre dans la définition que donne l'article 17 de l'ordonnance du 16 juillet suivant, et doit être soumise à toutes les dispositions qui régissent les écoles primaires. (Déc., 26 juillet 1833.) Jugé cependant en cassation, les 15 et 30 mars 1833, que l'instituteur chargé par la commission administrative d'un hospice de donner dans cet hospice un enseignement aux enfants qui s'y trouvent recueillis, n'est pas soumis à l'obtention de l'autorisation universitaire... lorsque d'ailleurs des enfants du dehors ne sont pas admis à y participer. En ce cas, il ne dépend que de la commission administrative.

L'établissement d'une école annexée à un hospice dispense la commune de pourvoir à l'établissement d'une autre école, sous la condition que cette école de l'hospice sera ouverte à tous les enfants, riches et pauvres. (Avis, 15 déc. 1833.)

Les écoles primaires de garçons et de filles, dont les dépenses sont acquittées, soit par la ville de Paris, soit par l'administration des hospices ou des bureaux de bienfaisance, sont des écoles publiques communales, à l'égard desquelles les divers comités doivent exercer toutes les fonctions qui leur sont attribuées par la loi du 28 juin, l'ordonnance du 16 juillet, et par les instructions du ministre, sans préjudice toutefois de l'action qu'il y a lieu de conserver sur la direction et sur les dépenses de ces écoles, aux membres des administrations charitables qui les entretiennent. (Inst. 4 fév. 1834.)

§ 6. De l'instruction primaire relativement à l'instruction religieuse.

Quand la loi du 28 juin 1833 (art 1er) a déclaré : « L'instruction primaire élémentaire comprend nécessairement l'instruction morale et religieuse » art 2. « Le vœu des pères de famille sera consulté et suivi en ce qui concerne la participation de leurs enfants à l'instruction religieuse.» Elle a voulu assurer, pour tous les enfants et dans toutes les écoles, d'une part, la realité de l'instruction religieuse, de l'autre, sa liberté.

Mais lorsqu'il s'agit de croyances religieuses en minorité dans le pays, il est plus facile d'accomplir effectivement ce double vœu de la loi, et de garantir partout, aux enfants qui professent ces croyances, l'instruction religieuse qui leur est nécessaire, et la pleine liberté à laquelle ils ont droit. Quelques mesures spéciales sont indispensables pour atteindre ce but. Tel est l'objet d'une instruction adressée en novembre 1833 à MM. les recteurs des académies par le ministre de l'instruction publique.

Considérées sous les rapports religieux, les écoles primaires peuvent être ou mixtes, c'est-à-dire réunissant des enfants de diverses croyances, ou particulièrement affectées à l'un des cultes reconnus par l'état, comme l'autorise l'art. 9 de la loi du 28 juin.

Quant à ces dernières écoles, une instruction du 24 juillet 1833 a recommandé de ne pas les multiplier inutilement, et lorsqu'elles ne sont pas clairement réclamées par le vœu des diverses parties de la population, cependant de veiller à ce qu'elles ne soient pas injustement refusées là où elles sont nécessaires. Plus d'une fois en effet, des conseils municipaux, soit par des préventions passionnées, soit pour échapper à un surcroît de dépenses, ont repoussé l'établissement d'écoles spécialement affectées à un autre culte que celui qui dominait dans leur sein, quoique cet établissement fût vivement sollicité par la minorité de la population, et pût seul satisfaire à ses besoins religieux.

Dans les cas où l'augmentation de dépense est la seule raison pour laquelle les conseils municipaux s'opposent à l'établissement d'écoles distinctes, les recteurs doivent en informer le ministre, qui prendrait les mesures nécessaires pour venir au secours des communes.

Partout où des écoles particulières à tel ou tel culte sont ou seront établies, les recteurs doivent veiller à ce qu'elles reçoivent la même protection et les mêmes bienfaits que les autres; ils doivent donner en outre toutes les facilités désirables pour que l'instruction religieuse y soit régulièrement organisée et pour qu'elles puissent être visitées et inspectées par des personnes de la croyance religieuse à laquelle elles appartiennent.

Les écoles mixtes sont les plus nombreuses,

et aussi celles où il est le plus difficile d'assurer pour les familles de croyances diverses, la réalité et la liberté de l'instruction religieuse.

On a quelquefois pensé que pour y réussir il suffisait de substituer aux leçons et aux pratiques spéciales de chaque culte des leçons et des pratiques susceptibles en apparence de s'appliquer à tous les cultes. De telles mesures ne répondraient au vœu réel ni des familles, ni de la loi ; elles tendraient à bannir des écoles l'enseignement religieux positif et efficace, pour mettre à sa place un enseignement vague et abstrait. Ce que veut la Charte, c'est que chacun professe sa religion avec une égale liberté, et obtienne pour son culte la même protection ; ce que veut la loi du 28 juin, c'est que les enfants reçoivent dans les écoles l'instruction religieuse prescrite par le culte de leur famille. Il faut atteindre ce but et non pas l'eluder par des prescriptions qui porteraient une égale atteinte à la realité de l'instruction religieuse et à sa liberté.

Dans toutes les écoles primaires où se rencontrent des enfants, quelque petit qu'en soit le nombre, qui professent un culte différent de celui de l'instituteur, et de la majorité des élèves, il est nécessaire :

1° Que, dans aucun cas, ils ne soient contraints de participer à l'enseignement religieux, ni aux actes du culte de la majorité ;

2° Que les parents de ces enfants soient toujours admis et invités à leur faire donner, par un ministre de leur religion ou par un laïque régulièrement désigné à cet effet, l'instruction religieuse qui leur convient ;

3° Qu'aux jours et heures de la semaine déterminés par le ministre et les parents, d'accord avec le comité de surveillance, ces enfants soient conduits de l'école au Temple ou dans tout autre edifice religieux, afin d'y assister aux instructions et aux actes du culte dans lequel ils sont élevés.

Si la réalité et la liberté de l'instruction religieuse des enfants doivent être ainsi assurées dans toutes les écoles et pour toutes les croyances, à plus forte raison doit-on prendre les mêmes soins pour l'instruction religieuse des instituteurs eux mêmes qui seront un jour placés à la tête de ces écoles. Aussi le réglement général du 14 décembre 1832 concernant les ecoles normales primaires porte-t-il expressément, tit. 1er, art. 1er :

« L'instruction religieuse est donnée aux élèves-maîtres, suivant la religion qu'ils professent, par les ministres des divers cultes reconnus par la loi. »

Par l'observation de ces différentes mesures, on arrivera à propager l'instruction religieuse qui, comme la religion elle-même, ne peut avoir désormais d'autre dessein ni d'autre effet que de faire pénétrer dans toutes les classes de la population, et jusqu'au fond des âmes, ces instincts d'ordre, ces goûts honnêtes, ces habitudes de respect moral et de paix intérieure qui sont le gage le plus sûr de la tranquillité sociale comme de la dignité individuelle. C'est donc un devoir aux dépositaires de l'éducation nationale de donner à l'instruction religieuse, ainsi conçue et dirigée, le développement et l'appui qui assurent son efficacité.

§ 7. Fondations d'écoles.

Les maires des communes peuvent, en se conformant aux dispositions qui régissent les dons et legs faits en faveur des établissements publics, accepter ceux qui auraient pour but la fondation d'écoles dans leurs communes.

(V. art. **Communes**, sect. **Des différentes manières d'acquérir**, § 4.)

Tout fondateur peut mettre à sa donation telles conditions qu'il juge convenables, pourvu que ces conditions n'aient rien de contraire aux lois.

Il faut distinguer s'il est question d'une école communale ou d'une école privée.

Dans la première hypothèse, le fondateur peut, sans difficulté, se réserver le droit de faire admettre gratuitement à l'école un certain nombre d'enfants qu'il désignerait. (Bien entendu que ces enfants appartiendraient à la classe indigente, car autrement la loi veut que les enfants non indigents paient a l'école la retribution mensuelle, et l'absolue gratuité de l'école ne pourrait avoir lieu qu'autant qu'il serait fait et assuré à l'instituteur un traitement au moins équivalent au traitement fixe déterminé par la loi, plus un traitement éventuel qui pourrait résulter des rétributions.)

Il peut aussi se réserver de présenter le maître de l'ecole. (Bien entendu encore que ce maître, présenté par le fondateur au conseil municipal, devra être, conformément à la loi, présenté ensuite par le conseil municipal au comité d'arrondissement, après avis du comité local, puis nommé par le comité d'arrondissement, institué par le ministre, et installé avec prestation de serment.)

Lors même que la commune ne s'associe pas au fondateur pour le premier etablissement de l'école, ladite école, peut cependant être considérée comme école communale, en sorte que la commune soit tenue d'exécuter les articles 9, 12 et 13 de la loi du 28 juin en ce qui concerne l'entretien du local et le traitement fixe de l'instituteur. Si

plusieurs communes sont appelées à se réunir pour profiter de l'école fondée, il est nécessaire que ces communes expriment formellement leur consentement à cette réunion, et, dans le cas où le local est donné ou assuré par la fondation, les communes ont à pourvoir aux frais d'entretien de l'école.

Dans l'hypothèse d'une école privée, rien ne s'oppose à ce que plusieurs communes puissent envoyer leurs enfants à une école de ce genre, et dans ce cas, liberté entière est accordée à la personne fondatrice, 1° de se réserver absolument le choix de l'instituteur, pourvu que celui-ci réunisse les conditions imposees par l'article 4 de la loi du 28 juin; 2° de faire admettre gratuitement tous les enfants indigents et autres qu'elle voudra désigner; mais aussi les communes n'ont rien à faire pour l'entretien d'une telle école. (Avis, 6 sept. 1833.)

Section III. — Des autorités préposées à l'instruction primaire. — § 1. — Comité local.

Il y a près de chaque école communale un comité local de surveillance composé du maire, ou adjoint, président; du curé ou pasteur, et d'un ou plusieurs habitants notables, désignés par le comité d'arrondissement (L. 28 avr. 1833, art. 17, § 1), sans que l'existence d'un comité d'arrondissement dans la même localité dispense de l'y établir.

La loi n'appelle aux comités que le maire ou l'adjoint, et non pas le maire et l'adjoint simultanément. (Avis, 15 juin 1834.) Mais rien ne s'oppose à ce qu'un adjoint soit expressément nommé membre du comité local. (Avis, 13 déc. 1833.)

Un curé, membre de droit du comité de la commune qu'il dessert et qu'il habite, est aussi membre de droit des comités des autres communes qu'il va seulement desservir, et où il a seulement un pied à terre. (Avis, 13 déc. 1833.)

Dans les communes dont la population est répartie entre différents cultes reconnus par l'état, le curé ou le plus ancien des curés, et un des ministres de chacun des autres cultes, désigné par son consistoire, font partie du comité communal de surveillance.

Plusieurs écoles de la même commune pourront être réunies sous la surveillance du même comité.

Lorsqu'en vertu de l'article 9 plusieurs communes se sont réunies pour entretenir une école, le comité d'arrondissement désigne, dans chaque commune, un ou plusieurs habitants notables pour faire partie du comité. Le maire de chacune des communes fera en outre partie du comité.

Sur le rapport du comité d'arrondissement, le ministre de l'instruction publique peut dissoudre un comité local de surveillance et le remplacer par un comité spécial dans lequel personne n'est compris de droit. (L. 1833, art. 17.)

Le comité communal a inspection sur les écoles privées ou publiques de la commune. Il veille à la salubrité des écoles et au maintien de la discipline, sans préjudice des attributions du maire en matière de police municipale.

Il s'assure qu'il a été pourvu à l'enseignement gratuit des enfants pauvres.

Il arrête un état des enfants qui ne reçoivent l'instruction primaire ni à domicile, ni dans les écoles publiques ou privées. Il fait connaître au comité d'arrondissement les besoins de la commune sous le rapport de l'instruction primaire.

En cas d'urgence, et sur la plainte du comité communal, le maire peut ordonner provisoirement que l'instituteur sera suspendu de ses fonctions, à la charge de rendre compte dans les 24 heures, au comité d'arrondissement, de cette suspension et des motifs qui l'ont déterminée.

C'est seulement après avoir pris l'avis du comité communal que le conseil municipal présente au comité d'arrondissement les candidats pour les écoles publiques (art. 21); mais peu importe que le comité donne son avis ayant ou après la provocation de la part du conseil municipal; il suffit que le conseil municipal ne fasse la présentation qu'accompagnée de l'avis du comité local: dès lors le comité supérieur est éclairé par les deux avis suivant le vœu de la loi. (Décis. 25 févr. 1834.)

§ 2. Comité d'arrondissement.

Il y a dans chaque arrondissement de sous-préfecture, un comité spécialement chargé de surveiller et d'encourager l'instruction primaire. Cependant le ministre de l'instruction publique peut, suivant la population et les besoins des localités, en établir plusieurs dans le même arrondissement, en déterminant leur circonscription par cantons isolés ou agglomérés. (L. 1833, art. 18.)

Sont membres des comités d'arrondissement:

Le maire du-lieu, ou le plus ancien des maires du chef-lieu de la circonscription;

Le juge de paix, ou le plus ancien des juges de paix de la circonscription;

Le curé, ou le plus ancien des curés de la circonscription.

(Un avis du conseil royal, en date du 19 novembre 1833, porte que le juge de paix ou le curé

qui, pour maladie ou infirmité habituelle, se trouve dans l'impossibilité de prendre part aux délibérations du comité d'instruction primaire, doit être remplacé par le juge de paix ou le curé qui vient immédiatement après par rang d'ancienneté.)

Un ministre de chacun des autres cultes reconnus par la loi, qui exercera dans la circonscription, et qui aura été désigné comme il est dit au second § de l'article 17;

Un proviseur, principal de collége, professeur, régent, chef d'institution ou maître de pension désigné par le ministre de l'instruction publique, lorsqu'il existera des colléges, institutions ou pensions dans la circonscription du comité.

Dans le cas cependant où le ressort d'un comité d'arrondissement ne comprendrait ni collége, ni institution, ni pension, l'administration académique désignerait un habitant notable, et autant que possible un ancien membre de l'université dont le zèle et les lumières garantiraient suffisamment son utile participation aux travaux du comité. (Inst. 18 fév. 1834.)

Un instituteur primaire résidant dans la circonscription du comité, et désigné par le ministre de l'instruction publique;

Trois membres du conseil d'arrondissement ou habitants notables désignés par ledit conseil;

Les membres du conseil général du département qui auront leur domicile réel dans la circonscription du comité.

Le préfet préside de droit tous les comités du département; présent au chef-lieu, et pouvant se rendre au comité, il ne doit pas être remplacé pour la présidence, laquelle appartient alors au vice-président nommé par le comité.

Mais le préfet, empêché pour un certain temps, par congé ou par maladie, peut être remplacé au comité par le conseiller de préfecture qui exerce dans le cas dont il s'agit toutes les attributions du préfet. (Avis, 25 mars 1834.)

Le sous-préfet préside de droit tous les comités de l'arrondissement; le procureur du roi est membre de droit de ces mêmes comités.

Le comité choisit tous les ans, dans la séance de janvier, son vice-président et son secrétaire. Il peut prendre celui-ci hors de son sein. Le secrétaire, lorsqu'il est choisi hors du comité, en devient membre par sa nomination. (L. 28 juin 1833, art. 19.)

Les membres des comités ne sont pas tenus de prêter serment.

Le comité d'arrondissement inspecte, et au besoin, fait inspecter par des délégués pris parmi ses membres ou hors de son sein, toutes les écoles primaires de son ressort. Lorsque les délégués ont été choisis par lui hors de son sein, ils ont droit d'assister à ses séances avec voix délibérative.

Lorsqu'il le juge nécessaire, il réunit plusieurs écoles de la même commune sous la surveillance du même comité, ainsi qu'il est prescrit par l'article 17.

Il envoie chaque année au préfet et au ministre de l'instruction publique l'état de situation de toutes les écoles primaires du ressort.

Il donne son avis sur les secours et les encouragements à accorder à l'instruction primaire.

Il provoque les réformes et les améliorations nécessaires.

Il nomme les instituteurs communaux sur la présentation du conseil municipal, procède à leur installation et reçoit leur serment. (L. 1833, art 22.)

Lorsque le comité d'arrondissement aura nommé un instituteur, il enverra immédiatement au recteur l'arrêté de nomination avec l'avis du comité local, la délibération du conseil municipal, la date du brevet de capacité et une copie du certificat de moralité.

Le recteur transmettra ces pièces au ministre de l'instruction publique qui donnera l'institution s'il y a lieu.

L'instituteur ne sera installé et ne prêtera serment qu'après que le ministre lui aura conféré l'institution; mais le recteur pourra l'autoriser provisoirement à exercer ses fonctions. (O. 16 juil. 1833, art. 28.)

§ 3. Dispositions communes aux comités, délibérations, séances, etc.

Les comités s'assemblent au moins une fois par mois; ils pourront être convoqués extraordinairement sur la demande d'un délégué du ministre: ce délégué assistera à la délibération.

Les comités ne pourront délibérer s'il n'y a au moins cinq membres présents pour les comités d'arrondissement, et trois pour les comités communaux; en cas de partage, le président aura voix prépondérante.

Les fonctions des notables qui font partie des comités dureront trois ans; ils seront indéfiniment rééligibles. (L. 1833, art. 20.)

Les comités d'arrondissement fixent annuellement, dans leur réunion du mois de janvier, l'époque de chacun des autres mois où ils s'assembleront.

La séance indiquée de la sorte aura lieu sans

qu'aucune convocation spéciale soit nécessaire. Aussi, tout membre élu d'un comité qui, sans avoir justifié d'une excuse valable n'aura pas paru à trois séances ordinaires consécutives, sera censé avoir donné sa démission et sera remplacé conformément à la loi. (O. 16 juil. 1833, art.24,26.)

En l'absence du président de droit et du vice-président nommé par le comité d'arrondissement, le comité est présidé par le doyen d'âge.(Ibid., art. 25.)

Les frais de bureau des comités communaux seront supportés par la commune, et ceux des comités d'arrondissement par le département. (Or. 16 juil. 1833, art. 27.)

Il n'y a nulle incompatibilité entre les deux titres de membres de comité supérieur et de président du comité local : la loi l'a ainsi voulu pour toutes les communes où siége un comité snpérieur, et où doit exister aussi un comité local ; elle ne l'a interdit pour aucun. (Avis, 15 decem. 1833.)

§ 4. Commissions d'instruction primaire.

Il y aura dans chaque département une ou plusieurs commissions d'instruction primaire chargées d'examiner tous les aspirants au brevet de capacité, soit pour l'instruction primaire élémentaire, soit pour l'instruction primaire supérieure, et qui délivreront lesdits brevets sous l'autorité du ministre. Ces commissions seront également chargées de faire subir les examens d'entrée et de sortie aux élèves de l'école normale primaire.

Les membres de ces commissions seront nommés par le ministre de l'instruction publique. (L. 1833, art. 25.)

Un statut universitaire du 19 juillet 1833 règle la composition de ces commissions, et leur mode de procéder.

L'article 15 du même statut porte que, outre la commission formée au chef-lieu du département, et qui a droit d'examiner tous les aspirants aux brevets de capacité, il peut être établi dans chaque arrondissement de sous-prefecture une commission d'instruction primaire, à l'effet d'examiner les aspirants au brevet de capacité pour l'instruction primaire elémentaire.

Cette commission doit être composée de sept membres.

Celle du chef-lieu sera également chargée de faire les examens d'entrée et de sortie des élèves de l'école normale primaire etablie dans la dite ville. (Arr. 15 août. 1833.)

§ 5. Inspecteurs spéciaux.

Lorsque la loi sur l'instruction primaire fut promulguée, une inspection générale de toutes les écoles alors établies fut ordonnée, afin de fixer le point de départ de la nouvelle législation. A cet égard, une instruction du 26 août 1833 traça aux inspecteurs la marche à suivre dans leurs tournées, et l'esprit dans lequel leur examen devait avoir lieu. (V. **Code universitaire, page 805.**)

Les avantages immenses produits par cette mesure ont donné l'idée d'avoir une inspection spéciale permanente qui éclairât le gouvernement sur les améliorations à introduire.

Tel est le but d'une ordonnance royale du 26 février 1835; d'après ses dispositions, il y aura dans chaque département un inspecteur spécial de l'instruction primaire.

La surveillance de l'inspecteur s'exercera sur tous les établissements de l'instruction primaire, y compris les salles d'asile et les classes d'adultes, et conformément aux instructions qui lui seront transmises par le recteur de l'académie et le préfet du département, d'après les ordres du ministre de l'instruction publique.

Ces inspecteurs sont nommés par le ministre de l'instruction publique, le conseil royal entendu.

A l'avenir, et sauf la première nomination, nul ne pourra être nommé inspecteur de l'instruction primaire, s'il n'a rempli des fonctions dans les colléges royaux ou communaux, ou s'il n'a servi avec distinction dans l'instruction primaire, pendant au moins cinq années consecutives, ou s'il n'a été pendant le même nombre d'années, membre de l'un des comites ci-dessus. (O. 20 fév. 1835, art. 3.)

§ 6. Juridiction disciplinaire et répressive sur les instituteurs.

Nous avons déjà vu qu'en cas d'urgence et sur la plainte du comité communal, le maire peut ordonner provisoirement que l'instituteur sera suspendu de ses fonctions, à la charge de rendre compte dans les vingt-quatre heures au comité d'arrondissement, de cette suspension et des motifs qui l'ont determinée.

Mais les pouvoirs de ce dernier comité sont plus etendus. En cas de négligence habituelle ou de faute grave de l'instituteur communal, le comite d'arrondissement, ou d'office, ou sur la plainte adressée par le comité communal, mande l'instituteur inculpe; après l'avoir entendu, ou lui dûment appele, il le réprimande ou le suspend pour un mois, avec ou sans privation de traitement ou même le révoque de ses fonctions.

L'instituteur frappé d'une révocation pourra se pourvoir devant le ministre de l'instruction publique, en conseil royal. Ce pourvoi devra être formé dans le délai d'un mois, à partir de la notification de la décision du comité, de laquelle notification il sera dressé procès-verbal par le maire de la commune.

Un arrêté du 26 août 1854 porte que l'instituteur doit, en même temps qu'il adresse son pourvoi au ministre, en donner avis au comité supérieur qui aura prononcé la révocation.

Toutefois la décision du comité est exécutoire par provision (L. 1833, art. 25), ainsi l'instituteur révoqué doit aussitôt cesser tout enseignement du jour où la décision qui le révoque lui a été notifiée; sauf au comité supérieur à pourvoir à ce que les cours de ladite école ne soient pas interrompus, et ce, par une autorisation provisoire donnée soit à un élève maître tiré de l'école normale, ou de l'école modèle, soit à un aide instituteur, soit à tout autre individu reconnu capable. (Arr. 11 déc. 1834, art. 6.)

Pendant la suspension de l'instituteur, son traitement, s'il en est privé, est laissé à la disposition du conseil municipal pour être alloué, s'il y a lieu, à un instituteur remplaçant. (L. 28 juin 1833, art. 23.)

Tout instituteur privé, sur la demande du comité d'arrondissement, ou sur la poursuite d'office du ministère public, peut en outre être traduit, pour cause d'inconduite ou d'immoralité, devant le tribunal civil de l'arrondissement, et être interdit de l'exercice de sa profession à temps ou à toujours.

Le tribunal entendra les parties et statuera sommairement en chambre du conseil. Il en sera de même sur l'appel qui devra être interjeté dans le délai de dix jours à compter de celui de la notification du jugement, et qui en aucun cas ne sera suspensif.

Le tout sans préjudice des poursuites qui pourraient avoir lieu pour crimes, délits ou contraventions prévus par les lois. (L. 28 juin 1833, art. 7.)

L'article 24 étend également ces dispositions aux instituteurs communaux.

Ainsi donc, la juridiction disciplinaire est exercée à leur égard par les comités, et la juridiction répressive par les tribunaux.

Le droit d'inspection des comités embrasse toutes les écoles et privées et publiques; le principe de la liberté d'enseignement largement appliqué aux écoles privées, loin d'être une raison de diminuer la surveillance de l'autorité a été au contraire un motif pour rendre cette surveillance plus active et plus zélée : la confiance de la loi et la sécurité des familles sont à ce prix.

Il y a seulement une distinction à faire pour les conséquences de ce droit général entre les écoles privées et les écoles publiques. A l'égard de celles-ci, l'action des comités va plus loin qu'à l'égard des écoles privées. Ainsi l'instituteur communal et l'instituteur privé peuvent également être suspendus par le maire (V. *Suprà.*) pour l'un comme pour l'autre, le comité d'arrondissement, auquel le maire a rendu compte de la suspension par lui prononcée, a le pouvoir de confirmer ou d'annuler la décision du maire; mais là s'arrête la juridiction du comité supérieur vis-à-vis de l'instituteur privé. Un jugement qui entraînerait pour cet instituteur la perte de son état est réservé aux tribunaux (art. 7.), tandis que, pour l'instituteur communal, le comité peut aller en avant et prononcer la révocation. (Instr. 21 mars 1854.)

Section IV. — Dispositions particulières à la ville de Paris.

Il y a, dans chacun des arrondissements municipaux de la ville de Paris, un *comité local* chargé de la surveillance des écoles primaires de l'arrondissement.

Ce comité est composé : du maire ou de l'un des adjoints, président; du juge de paix de l'arrondissement; du curé ou du plus ancien des curés; du ministre de chacun des autres cultes reconnus par la loi, désigné par son consistoire, s'il y a dans l'arrondissement des écoles suivies par des enfants appartenant à ces cultes, et d'un à trois habitans notables qui seront choisis par le comité central. (V. ci-après.)

En outre, d'autres comités de même nature peuvent être établis pour la surveillance spéciale des écoles luthériennes, calvinistes et israélites. La présidence de ces comités appartient de droit au maire de l'arrondissement.

Ces comités locaux peuvent désigner pour la surveillance spéciale et habituelle d'une ou plusieurs écoles, des inspecteurs gratuits dont ils reçoivent les rapports.

Au-dessus de ces comités est établi un *comité central* exerçant, pour toutes les écoles primaires de la ville, les attributions des comités d'arrondissement dans les départements. (V. *Suprà*, sect. III.)

Sont membres de ce comité : le préfet de la Seine, président; le procureur du roi; le plus ancien des maires de Paris; le plus ancien des juges de paix; le plus ancien des curés; un ministre de chacun des autres cultes reconnus par la

loi, désigné par son consistoire; un des proviseurs ou professeurs de colléges, chefs d'institution, ou maîtres de pension désigné par le ministre de l'instruction publique; un instituteur primaire également désigné par le ministre; trois membres du conseil-général du département de la Seine, ou habitants notables désignés par ledit conseil. Enfin les autres membres du conseil général, ayant leur domicile réel à Paris, peuvent assister aux séances du comité, et prendre part à ses délibérations et à ses travaux. (O. 8 nov. 1833, art. 1, 2, 3, 4, 5.)

Les séances du comité central sont ordinaires ou extraordinaires. Les séances extraordinaires sont celles auxquelles on convoque les délégués des comités locaux.

Il n'est pris aucune délibération dans ces séances extraordinaires, le comité se bornant à entendre les rapports ou propositions, et à discuter les matières qui en sont l'objet. Il y a au moins quatre séances extraordinaires par année, indépendamment de celles que le ministre de l'instruction publique peut convoquer. (Arr. du comité central, approuvé par le conseil royal, 30 janv. 1833.)

Section V. — Écoles de filles.

Depuis l'impression de notre article spécial sur l'instruction des filles (V. **Écoles des filles**), une ordonnance royale est intervenue le 23 juin 1836, qui a comblé dans cette partie de la législation la lacune que nous avions signalée. A l'avenir, on ne sera donc plus obligé de recourir à de nombreuses ordonnances, à des réglements épars qui se contredisaient les uns les autres sans s'abroger.

La loi du 28 juin 1833, sur l'instruction primaire, n'avait organisé que celle des garçons sans rien faire pour l'éducation des filles, car elle n'était pas suffisante, cette disposition qui généralisait le bienfait de cette première instruction, en déclarant la loi applicable aux enfants des deux sexes.

L'ordonnance précitée répond donc à tous les vœux et à tous les besoins.

§ 1. Objet de l'instruction.

L'instruction primaire dans les écoles des filles est élémentaire ou supérieure. Le programme de l'enseignement determiné par la loi du 28 juin 1833 (V. ci-dessus) est le même, sauf de légères modifications. L'instruction morale et religieuse, principe fécond de toutes les vertus chez les femmes, doit présider à leur éducation comme à celle des hommes; mais l'étude de la géométrie et de l'arpentage, inutile pour les filles, doit être remplacée par des travaux d'aiguilles.

Cependant, si certaines communes demandaient que l'instruction reçût quelques développements, tel que l'enseignement d'une langue vivante, l'autorisation nécessaire pourra être donnée par le recteur, sur l'avis des comités appréciateurs naturels des besoins locaux sous le rapport de l'instruction. (Art. 1, 2.)

Les art. 1 et 2 de la loi du 28 juin 1833 sont applicables aux écoles primaires des filles (art. 5); il en résulte que le vœu des familles est toujours consulté relativement à l'instruction religieuse; enfin, que l'instruction primaire des filles est également *privée* ou *publique*.

§ 2. Écoles privées. Brevet de capacité. Autorisation.

Pour avoir le droit de tenir une école primaire de filles, il faudra avoir obtenu : 1° un brevet de capacité, sauf le cas où l'institutrice appartiendrait à une congrégation religieuse. (V. ci-après, (art. 4.)

Ces brevets sont de deux sortes : les uns pour l'instruction primaire *élementaire*, les autres pour l'instruction primaire *supérieure*.

Une grande et fâcheuse diversité avait existé jusqu'alors dans les épreuves auxquelles étaient soumises les personnes qui aspiraient aux fonctions d'institutrices, et dans la composition des jurys appelés à juger de la capacité de ces personnes. Désormais les épreuves seront uniformément établies pour chaque degré, par un statut du conseil royal; et partout les jurys seront organisés sur des bases fixées par le ministre de l'instruction publique (art. 5).

Quant aux conditions exigées des postulantes pour être admises devant la commission d'examen, l'art. 6 les résume ainsi qu'il suit :

1° L'âge de 20 ans au moins;

2° La présentation de son acte de naissance, ou si elle est mariée, de l'acte de célebration de mariage, ou si elle est veuve, de l'acte de décès de son mari;

3° Un certificat de bonne vie et mœurs délivré sur l'attestation des conseillers municipaux, par le maire de la commune ou de chacune des communes où elle aura résidé depuis 3 ans. A Paris, le certificat doit être délivré par le maire de l'arrondissement municipal ou de chacun des arrondissements municipaux où l'impétrante aura résidé depuis trois ans.

Autorisation. — Après l'obtention du brevet de capacité, une autorisation spéciale pour tenir école doit être délivrée par le recteur de l'Académie,

après avis du comité local et du comité d'arrondissement, et sur la présentation d'un nouveau certificat attestant la bonne conduite de la postulante, depuis l'époque où elle aura obtenu le brevet de capacité.

Mais il est important de remarquer que l'autorisation de tenir une école primaire ne donne que le droit de recevoir des élèves externes ; il faut, pour tenir pensionnat, une autorisation spéciale. (Art. 7, 8.)

§ 3. Des écoles primaires publiques.

Il est difficile, avons-nous déjà dit, d'imposer à toute commune une école spéciale de filles. Le plus grand nombre des communes rurales ne pourrait parvenir à fonder deux écoles ; la population et les ressources pécuniaires manqueraient à la fois pour le succès d'une telle entreprise. Le plus souvent donc il faudra demander ce double service à l'instituteur communal.

Mais dans la plupart des villes, les conseils municipaux ont voulu et voudront toujours avoir des écoles séparées pour les enfants des deux sexes. Il était donc juste d'attacher à l'établissement de ces écoles distinctes des conditions qui assurassent le sort des institutrices, de même que cela avait été fait pour les instituteurs communaux. Les articles suivants de l'ordonnance y ont donc pourvu.

Art. 9. Nulle école ne pourra prendre le titre d'école primaire communale qu'autant qu'un logement et un traitement convenables auront été assurés à l'institutrice, soit par des fondations, donations ou legs faits en faveur d'établissements publics, soit par délibération du conseil municipal dûment approuvée.

Art. 10. Lorsque le conseil municipal allouera un traitement fixe suffisant, la rétribution mensuelle pourra être perçue au profit de la commune, en compensation des sacrifices qu'elle s'impose. Seront admises gratuitement dans l'école publique, les élèves que le conseil municipal aura désignées comme ne pouvant payer aucune rétribution.

Art. 11. Les dispositions des articles 4 et suivants de la présente ordonnance, relatives au brevet de capacité et à l'autorisation, sont applicables aux écoles primaires publiques.

Toutefois, à l'égard de ces dernières, le recteur devra se faire remettre, outre les pièces mentionnées en l'article 6, une expédition de la délibération du conseil municipal, qui fixera le sort de l'institutrice.

Art. 12. Dans les lieux où il existera des écoles communales distinctes pour les enfants des deux sexes, il ne sera permis à aucun instituteur d'admettre des filles, et à aucune institutrice d'admettre des garçons.

§ 4. Écoles dirigées par des congrégations religieuses.

Les institutrices appartenant à une congrégation religieuse, dont les statuts, régulièrement approuvés, renfermeraient l'obligation de se livrer à l'éducation de l'enfance, peuvent être autorisées par le recteur à tenir une école primaire élémentaire, sur le vu de leurs *lettres d'obédience*, et sur l'indication par la supérieure, de la commune où les sœurs seraient appelées. (Art. 13.)

Cette disposition, déjà en vigueur et résultant d'une circulaire du 29 juillet 1819, forme une exception motivée d'ailleurs amplement par les garanties suffisantes que présentent ces congrégations.

Toutefois, cette exception n'a été appliquée qu'au degré le plus universel et le plus simple de l'instruction primaire ; au-delà, l'examen serait exigé. (Art. 14.)

§ 5. Surveillance. Inspection. Commissions d'examens.

Les comités locaux et les comités d'arrondissement exerceront sur les écoles primaires de filles les attributions exercées ci-dessus, section III (art. 15). Certes, on ne pouvait mieux faire que de suivre la marche tracée par la loi du 28 juin 1833. Les comités qu'elle a chargés de veiller sur les écoles de garçons comptent dans leur sein : le maire, premier magistrat de la commune, et le curé ou pasteur, surveillant naturel de l'instruction morale et religieuse. Ils se composent, en outre, de fonctionnaires investis de la confiance des citoyens et du gouvernement, et des notables qui représentent plus spécialement les pères de famille.

Toutefois, à cause du caractère particulier des établissements consacrés à l'éducation des jeunes filles, les comités ont le droit de déléguer des dames inspectrices. (Art. 16.)

Lorsque ces dames inspectrices sont appelées à faire des rapports au comité, soit local, soit d'arrondissement concernant les écoles qu'elles auront visitées, elles assisteront à la séance avec voix délibérative. (Art. 17.)

Commissions d'examens. — Il y aura dans chaque département une commission d'instruction primaire chargée d'examiner les personnes qui aspireront aux brevets de capacité. Les examens

auront lieu publiquement. Des dames inspectrices pourront faire partie desdites commissions. Ces commissions delivreront des certificats d'aptitude d'après lesquels le recteur de l'Académie royale expédiera le brevet de capacité sous l'autorisation du ministre. (Art. 18.)

Dispositions transitoires. — Les institutrices primaires communales ou privées, établies au moment de la promulgation de l'ordonnance du 26 juin 1836, en vertu d'autorisations régulièrement obtenues, pourront continuer de tenir leurs écoles, sans avoir besoin d'aucun nouveau titre, elles devront seulement déclarer leurs intentions au comité local avant le 1er septembre 1836. (V. **Écoles des filles.**)

A consulter : *Code universitaire*, par Rendu, édit. 1835.

INSTRUCTIONS MINISTÉRIELLES. (V. **Circulaires.**)

INTENDANTS MILITAIRES. — Il y a dans chaque division militaire un intendant chargé de l'administration, et dans chaque département, place ou ville de garnison, un sous-intendant ou adjoint à l'intendance.

A défaut de sous-intendant ou adjoint, les fonctions en sont remplies par le préfet, le sous-préfet ou le maire.

Ce corps des intendants militaires, créé en 1818, est chargé du service des revues, de la solde, de l'inspection, de l'effectif des corps, des magasins, etc., etc., et généralement de la surveillance de toutes les administrations et comptabilités militaires.

INTÉRÊT DE L'ARGENT. — Le taux de l'argent est légal ou conventionnel.

La loi du 3 septembre 1807 l'a fixé pour les deux cas ainsi qu'il suit :

L'intérêt conventionnel ne peut excéder, en matière civile, 5 p. %, en matière commerciale, 6 p. %, le tout sans retenue.

L'intérêt légal est de 5 p. % en matière civile, et de 6 p. % en matière de commerce, également sans retenue.

Les intérêts des intérêts s'appellent *anatocisme*. (C. civ., 1154.)

Les sommes dont l'état se trouve redevable, par suite de l'exécution des marchés administratifs ne sont productives d'intérêts qu'au taux de 5 p. % et non de 6 p. %, parce que de tels marchés n'ont pas nécessairement un caractère commercial. (L. 3 sept. 1807; Cass., 6 fev. 1831.)

En mars 1836, une proposition de loi, tendant à modifier ou plutôt à abroger les dispositions législatives existantes relativement à l'intérêt de l'argent, a été repoussée par la chambre des députés. (V. *Moniteur*, 8 mars 1836.)

INTERROGATOIRE SUR FAITS ET ARTICLES. — C'est une voie d'instruction, par laquelle une partie cherche à obtenir de son adversaire des aveux sur les faits dont la preuve peut influer sur la décision du procès. Mais il ne faut pas confondre la comparution personnelle autorisée par l'art. 119 du Code de procédure avec l'interrogatoire sur faits et articles réglé par les articles 324 et suivants du même Code.

Aux termes de l'art. 326, les administrations, les communes, les établissements publics, sont représentés pour l'interrogatoire par un agent spécial, à cet effet, il doit leur être donné un pouvoir spécial, où les réponsessont expliquées et affirmées véritables, sans préjudice de l'interrogatoire des administrateurs et agents sur les faits qui leur seraient personnels.

Cependant un préfet ne peut être interrogé par un tribunal, sur faits et articles des actes de son administration.

INTERVENTION. — C'est une action par laquelle on se présente dans un procès où l'on prétend avoir intérêt d'être partie.

L'article 21 du décert du 22 juillet 1806 règle l'intervention dans les affaires portées au Conseil d'état. Il est ainsi conçu :

L'intervention est formée par requête; le ministre de la justice ordonne, s'il y a lieu, que cette requête soit communiquée aux parties, pour y répondre dans le délai fixé par l'ordonnance; néanmoins la décision de l'affaire principale qui serait instruite ne peut être retardée par une intervention.

L'intervenant doit, à peine de nullité, indiquer ses nom, profession et domicile à peine de nullité; toutefois, dans le cas où une rente foncière, qu'on prétend être due par les possesseurs d'un certain territoire, est réclamée par le créancier contre un seul des prétendus débiteurs, les autres possesseurs interviennent légalement par une requête, dans laquelle ils sont désignés non pas individuellement, mais collectivement, et sous la désignation générale d'habitants, propriétaires et tenanciers de la commune : et cette intervention ne pourrait être déclarée non recevable sous le prétexte qu'elle ne contiendrait ni le domicile, ni les noms et profession, ni la qualité des intervenants, ni la copie des titres, sur lesquels l'intervention est fondée..... alors, d'ailleurs que tous ces possesseurs avaient été mis en cause et avaient figuré dans une instance devant le Conseil d'état, ayant

pour objet d'obtenir l'annulation d'arrêtés administratifs qui auraient déclaré la rente féodale, et comme telle supprimée. (Cass., 6 avr. 1830; D. 30, 1, 205.)

Le maire, qui n'a figuré ni en première instance ni en appel, n'est pas recevable pour intervenir sur le pourvoi en cassation. (Cass., 25 juin 1824, D. 24, 2, 364.) (V. **Conseil d'état, Conseil de préfecture, Communes.**)

INVALIDES. — On désigne sous cette dénomination les militaires qui, par suite de leur âge ou de leurs blessures, ne sont plus en état de servir.

Philippe-Auguste le premier conçut l'idée de fonder un établissement destiné à les recevoir. Mais ce projet ne fut pas exécuté. Les soldats infirmes étaient placés dans les couvents ou les églises, à la charge par eux de remplir quelques fonctions faciles; mais le plus grand nombre ne pouvait obtenir cette faveur, et ces malheureux étaient obligés, pour vivre, de recourir à la charité publique, c'est-à-dire de mendier.

Un pareil état de choses ne pouvait subsister pour l'honneur de la patrie et celui de l'humanité. Louis XIV comprit que l'état seul devait acquitter cette double dette envers de vieux soldats usés ou blessésà son service.

Par les ordres de ce prince fut élevé à Paris ce magnifique hotel où les militaires invalides reçoivent les soins qu'ils trouveraient dans une famille aisée. Là, ils trouvent le repos, et de plus, les moyens, à l'aide d'une faible solde, de satisfaire quelques-uns des besoins de la vieillesse.

Plusieurs auteurs ont prétendu qu'il conviendrait mieux aux intérêts du trésor et au bonheur des militaires, de payer leur entretien dans leur province, soit en leur attribuant une rente, soit en les mettant en pension chez d'autres citoyens; peut-être ce calcul serait-il exact eu égard aux intérêts pécuniaires, à cause des dépenses considérables nécessitées par l'immense matériel de cet établissement; mais l'autre assertion est douteuse et nous croyons peu probable qu'en répartissant par individu la somme totale de son entretien, il pût avec le montant de cette somme, et eût-il même le double, trouver autre part tous les soins qui lui sont prodigués dans l'intérieur de l'établissement.

Autrefois l'hôtel des Invalides possédait une dotation composée de différents droits ou retenues perçus sur les traitements, de rentes ou de produits d'immeubles affectés pour ce service; mais des abus se glissaient ou du moins auraient pu se glisser dans la gestion de ces fonds, et d'ailleurs il était important pour le service général de faire rentrer cette branche dans le système de comptabilité en vigueur pour la justification des dépenses publiques et la perception des revenus de l'état; en conséquence, une ordonnance du 1er mai 1832 supprima la dotation. Elle déclara les capitaux, tant en rente qu'en numéraire, qu'elle possédait, acquis au trésor public, et prescrivit la remise de ses immeubles à l'administration des domaines.

Actuellement donc, les frais de l'hôtel des Invalides sont compris au budget du ministre de la guerre pour une somme de 3,100,000 francs.

Une succursale existe à Avignon, ses frais sont compris dans la somme ci-dessus. L'hôtel de Paris contient 4,000 invalides et celui d'Avignon 1,000.

Nous remarquerons enfin que, dans certains cas, l'état étend ses bienfaits jusqu'aux veuves des militaires décédés à l'hôtel des Invalides, et qu'une ordonnance, du 25 mai 1832, autorise sur les fonds ci-dessus un prélèvement de secours qui leur est destiné. (Bull. nº 165, p. 785.)

INVALIDES DE LA MARINE. (V. **Caisse des.**)

INVENTAIRE. (**V. Scellés.**)

IRRIGATION. — L'article 644 du Code civil, portant que celui dont la propriété borde un eau courante, autre que celle qui est déclarée du domaine public, peut s'en servir à son passage pour l'irrigation de ses propriétés, n'a son plein effet que dans le silence des réglements administratifs. Ainsi, lorsqu'un prefet a fait un réglement pour déterminer l'usage des eaux entre les divers proprietaires riverains, ce réglement est obligatoire pourchaque riverain, et les tribunaux doivent en réprimer la violation. (Cass., 10 fév., 1827.) (V. **Eaux**, sect., **eaux non-navigables. § Prises d'eau, canaux d'irrigation.**)

J.

JANTES. (V. **Roulage.**)

JAUGEAGE. — C'est l'action de jauger ou mesurer particulièrement les tonneaux. Il doit être établi, dans les communes qui en ont été déclarées susceptibles par le gouvernement, des bureaux de pesage, mesurage et *jaugeage* publics. Nul n'est tenu de s'en servir, si ce n'est en cas de contestation. (L. 29 flor. an X.)

Le droit de jaugeage s'exploite au profit des communes. Il n'appartient pas aux tribunaux de réformer les *jauges* approuvées par l'autorité administrative. (Cass., 8 juin 1808.)

(V. **Poids et mesures.**) V. aussi le D. du 16 juin 1808, Bull., série 9, t. V. p. 130, relatif au pesage, mesurage et jaugeage dans la ville de Paris.

L'opération du jaugeage peut avoir aussi pour objet de reconnaître le produit d'un cours d'eau dans un temps donné, soit qu'il s'agisse de le recueillir et de le joindre à d'autres cours d'eau pour alimenter les bassins et canaux de navigation, soit qu'il s'agisse de le faire écouler pour faciliter les desséchements, ou pour en faire la répartition comme en matière d'irrigation. (Tarbé de V.)

JEUX.

§ 1. Maisons de jeu. Leur abolition. — § 2. Des jeux de hasard sur la voie publique.

§ 1er. Maisons de jeux. Leur abolition.

Les maisons de jeux de hasard sont prohibées en France (D. 24 juin 1806), à l'exception d'un petit nombre qui existent dans les grandes villes sous la surveillance et par l'autorisation du gouvernement.

L'institution ou plutôt la tolérance des maisons de jeux, quoique immorale au fond est, cependant un mal nécessaire, parce qu'elle permet et facilite au moins une surveillance qui empêche et arrête les abus.

Si l'administration n'autorisait pas dans certains cas *cet établissement*, il se formerait nécessairement des maisons secrètes qui, en-dehors de toute surveillance possible, permettraient mille abus et entraîneraient à des désordres plus grands que ceux qui existent.

La tolérance des maisons de jeux est sans doute un mal, mais un mal nécessaire, nous le répétons; c'est, comme la prostitution, une des taches qui souillent la société, mais qui ne peut s'effacer que graduellement.

Chaque année la loi des finances autorise la mise en ferme des maisons de jeux de hasard.

A Paris, l'entreprise des jeux est adjugée d'après un cahier des charges qui énumère les obligations de l'adjudicataire; elle rapporte annuellement à peu près 6 millions, qui sont répartis entre le trésor et la ville pour les hospices.

Cependant cette source de revenus va échapper incessamment au trésor. Les considérations ci-dessus n'ont pas prévalu, et, sur la proposition du gouvernement lui-même, la Chambre des députés a voté à une grande majorité, dans sa séance du 17 juin 1836, que les jeux publics seraient *prohibés* à partir du 1er janvier 1838.

Cette décision est la conséquence nécessaire de celle qui a été prise à l'égard de la loterie : elle est basée plutôt peut-être sur une pensée de haute moralité que sur une saine et juste prévision des effets de cette abolition comme mesure politique [1].

[1] En Angleterre, les efforts du gouvernement, malgré la pénalité la plus rigoureuse, n'ont pu parvenir à éteindre la passion du jeu, et il résultait de cette prohibition que ceux

L'article 410 du Code pénal prononce des peines graves contre ceux qui tiennent des maisons de jeux de hasard.

Tous ceux qui tiennent une maison de jeux de hasard et y admettent le public, soit librement, soit sur la présentation des intéressés ou affiliés, les banquiers de ces maisons sont passibles d'un emprisonnement de deux mois au moins et de 6 mois au plus et d'une amende de 100 à 6,000 fr.; de plus, ils peuvent être, à compter du jour où ils auraient subi leur peine, interdits pendant cinq ans au moins, et dix ans au plus, des droits mentionnés en l'article 42 du Code pénal. (C. pén., 410.)

Il n'est pas nécessaire pour encourir les peines portées dans cet article d'être pris en flagrant delit, il suffit que le fait soit prouvé et constaté légalement. (Cass., 11 août 1809.)

La modicité des sommes risquées au jeu n'est jamais une excuse qui puisse atténuer le fait en lui-même. (Cass., 5 oct. 1810.)

Il faut encore remarquer que ceux qui tiennent une maison de jeux sont passibles des peines portées en l'art. 410, encore bien qu'ils n'aient pas tenu la maison d'une manière permanente et qu'ils ne se soient trouvés chargés des opérations de banque ou autres que transitoirement. (Cass., 2 avril 1819.)

En cas de flagrant délit ceux qui tiennent des maisons de jeux peuvent être arrêtés et conduits devant l'officier de police judiciaire. (L. 22 juillet 1791, art. 27.)

La police de l'administration doit s'exercer dans les maisons de jeux autorisées, sur les abus qui pourraient s'y introduire et sur les escroqueries qui pourraient s'y commettre; elle doit surveiller les nommées, rechercher les individus qu'on lui signale comme malfaiteurs, s'assurer que les entrepreneurs accomplissent rigoureusement les obligations qui leur ont été imposées par le cahier des charges, qu'ils n'augmentent ni ne déplacent les tables et roulettes dont le nombre a été fixé. (Trébuchet, Dict. de pol., 341, t. 2.)

Les officiers de police ont droit de s'introduire dans les maisons de jeux non-autorisées, en tout temps, mais seulement lorsque la maison a été désignée comme telle par deux citoyens domiciliés. (L. 22 oct. 1791.)

§ 2. Des jeux de hasard sur la voie publique.

Ceux qui établissent ou tiennent dans les rues, chemins, places ou lieux publics, des jeux de hasard, sont passibles d'une amende, de 6 à 10 fr. et en cas de récidive d'un emprisonnement de cinq jours au plus. (C. pén., 475, 476, 477 et 478.)

Dans tous les cas les fonds ou effets qui sont trouvés au jeu doivent être confisqués. (C. pén., 410, 477.)

La confiscation des appareils de jeux établis sur la voie publique doit même être prononcée, alors qu'il n'y a pas lieu à emprisonnement contre le contrevenant; cette peine ne peut-être modifiée ou remise par application de la disposition de l'article 463 du Code pénal, relative à la modération des amendes, la confiscation ne pouvant être assimilée à une amende. (Cass., 14 déc. 1852.)

A Paris la répression des jeux de hasard sur la voie publique a été l'objet de l'ordonnance de police du 28 octobre 1830 :

Tout individu, porte l'article 1er, qui sera surpris tenant sur la voie publique un jeu de roulette ou de hasard, de quelque nature qu'il soit, doit être arrêté immédiatement et conduit devant le commissaire de police.

Procès-verbal doit être dressé pour constater la contravention à l'article 475 du Code pénal, la table, les instruments et autres appareils doivent être confisqués, et les procès-verbaux adressés au préfet de police pour être par lui transmis aux tribunaux compétents.

Le fait d'avoir établi dans un lieu public des jeux de hasard ne peut être excusé par cela seul qu'il n'a été joué qu'un seul coup, et que le profit du jeu devait servir au soulagement des pauvres. (Cass. 29 mars 1815.)

JOUISSANCE.—V. **Communes**, § **Biens communaux.**

JOURNAL MILITAIRE.—Il est publié, sous la direction du ministre de la guerre, un journal militaire officiel contenant les lois, ordonnances, réglements, instructions, tarifs, modèles d'états, décisions, circulaires, enfin tous les actes d'un intérêt général concernant le département de la guerre. L'abonnement à ce journal, qui avait été déclaré obligatoire par une décision royale du 2 mars 1815, cesse de l'être; l'ordonnance du 31 décembre 1830 porte qu'il sera envoyé gratuitement aux officiers et fonctionnaires militaires dont le ministre de la guerre aura arrêté la liste.

En cas de changement de destination, ceux-ci sont tenus de faire à leurs successeurs la remise du journal militaire avec celle de leurs archives.

JOURNAUX, ÉCRITS PÉRIODIQUES.—(V. **Presse.**)

qu'on empêchait de jouer dans des maisons de jeu se jetaient dans des opérations de bourse, et compromettaient d'un seul coup toute leur fortune.

JOURNÉE DE TRAVAIL. — Les tribunaux de police évaluent les amendes qu'elles prononcent à tant de journées de travail.

Les conseils de discipline de la garde nationale, d'après l'art. 84 de la loi du 22 mars 1831, dans les communes où il n'y a pas de prisons, sont autorisés à commuer la peine de l'emprisonnement en amendes évaluées d'après le taux des journées de travail.

Les prestations en argent pour la réparation des chemins vicinaux sont évaluées d'après le nombre et le taux des journées de travail.

On voit donc que la fixation du prix de ces journées est indispensable pour éviter les réclamations qui pourraient s'élever à ce sujet.

C'est pour cela que chaque année les conseils généraux, sur la proposition du préfet, doivent déterminer le prix moyen de la journée de travail dans chaque commune, sans pouvoir néanmoins le fixer au-dessous de 50 c., ni au-dessus de 1 fr. 50 c. (L. 25 juil. 1820, art. 5; L. des fin., 21 av. 1832.)

JUGES. — Les juges sont des magistrats nommés par le roi, et chargés d'administrer la justice en son nom.

Les juges sont *ordinaires* ou *extraordinaires*.

En matière *civile*, les juges ordinaires sont, au premier degré, les juges des tribunaux de première instance; au second degré, les conseillers des cours royales; au troisième degré, les conseillers à la cour de cassation. (V. **Cours royales, Cour de cassation.**)

Les juges extraordinaires sont les juges de paix, les juges des tribunaux de commerce, ceux des tribunaux militaires, les conseillers de prud'hommes. Les membres des tribunaux de commerce et de prud'hommes sont élus par les assemblées convoquées à cet effet.

En matière *criminelle*, les juges ordinaires sont: 1° les juges d'instruction; 2° les juges de première instance qui statuent en la chambre du conseil sur la mise en prévention; 3° les conseillers des cours royales qui composent les chambres d'accusation; 4° enfin les magistrats pris soit dans les cours, soit dans les tribunaux de première instance pour former les cours d'assises, et les jurés qui concourent à la formation de ces cours. (V. **Jury.**)

Les *juges criminels extraordinaires* sont ceux qui composent 1° les tribunaux militaires; 2° la chambre des pairs transformée en chambre criminelle. (V. **Conseils de guerre, Chambres législatives, Chap. II.**)

Pour être juge ou suppléant dans un tribunal de première instance, il faut être âgé de vingt-cinq ans, avoir prêté serment comme avocat devant une cour royale et suivi le barreau pendant deux ans.

Pour être conseiller dans une cour royale, il faut avoir vingt-sept ans accomplis et réunir en outre les conditions exigées pour être juge.

Il faut avoir trente ans pour être président de cour royale, et vingt-sept ans pour être président de première instance.

Les fonctions de ces magistrats sont inamovibles. (Charte, art. 49.)

Cependant, en cas de forfaiture légalement jugée par les tribunaux compétents, la destitution peut être prononcée (L. 24 août 1790, tit. 2, art. 6); et dans celui de condamnation à une peine même de police, la déchéance ou suspension peut être prononcee par arrêt de la cour de cassation. (L. 20 av. 1810, art. 59.)

Un procureur-général doit avoir trente accomplis;

Son substitut, vingt-cinq;

Un procureur du roi, vingt-cinq;

Son substitut, vingt-deux (L. 20 av. 1810; Ch. 1830);

Un juge ou suppléant des tribunaux de commerce, trente ans (C. com., 620);

Un conseiller prud'homme, trente ans (D. 11 juin 1809);

Un président des tribunaux de commerce, quarante ans.

Incompatibilité. Les fonctions de juge sont incompatibles avec toutes autres fonctions de l'ordre judiciaire ou de l'ordre administratif. avec celles de conseiller de préfecture, avec l'exercice de la profession d'avocat, d'officier ministériel, avec toutes les fonctions ecclésiastiques, enfin avec toute fonction sujette à comptabilité pécuniaire. (V. **Incompatibilité.**)

Parenté. La loi du 20 avril 1810, art. 63, fixe le degré de parenté qui fait obstacle à ce que les juges entre lesquels il existe siégent au même tribunal.

Serment. Les juges sont soumis au serment que la loi du 31 août 1830, art. 1er, exige de tous les fonctionnaires publics.

Le tribunal de première instance reçoit le serment des juges de paix et de leurs suppléants; les cours royales reçoivent celui des présidents, juges et suppléants des tribunaux de leur ressort (D. 24 mess. an XII, art. 2 et 3). Les premiers présidents des cours font prêter le serment aux conseillers (art. 4); les premiers présidents prêtent serment entre les mains du roi s'ils sont à

Paris, sinon dans les mains d'un délégué de sa majesté. (O. 5 mars 1815, art. 5.)

Quant aux juges des tribunaux de commerce, ils prêtent serment à l'audience de la cour royale ou du tribunal civil de l'arrondissement, suivant les localités.

Les juges rendent la justice gratuitement, mais ils sont salaries par l'état et leur traitement est porté au budget de chaque année; cependant, lorsqu'ils sont obligés de se transporter à plus de 5 kilomètres, dans les cas prévus par les ordonnances royales des 5 et 26 novembre 1825, les indemnités qui leur sont dues ont été réglées par une ordonnance royale du 10 mars 1825. (V. **Organisation judiciaire, Degrés de juridiction administrative.**)

JUGES DE PAIX[1].

§ 1. Institution. Nomination. — § 2. Attributions des juges de paix.—Traitement

§ 1. Institution, — Nomination.

Le juge de paix est un magistrat institué spécialement pour maintenir la paix parmi les citoyens, soit en décidant sommairement les contestations, soit en essayant de concilier les parties qui sont sur le point de comparaître devant les tribunaux civils. (Constit. 22 frim. an VIII, art. 60.)

Les juges de paix connaissent également des affaires de simple police.

La loi du 16 août 1790, émanée de l'assemblée constituante, et approuvée le 24 du même mois, créa les justices de paix en France. Elle avait composé ce tribunal d'un juge de paix et de deux assesseurs; mais celle du 9 ventose an IX, en supprimant les assesseurs, disposa que les juges de paix devaient remplir seuls les fonctions, soit de justice, soit de conciliation, ou autres de leur compétence.

Les juges de paix ont seulement, suivant les localités, un ou deux suppléants qui les remplacent en cas d'absence ou de maladie. (L. 29 vent. an IX, art. 5.)

Il y a un juge de paix par canton. (Sén.-Cons. 16 therm. an X, art. 1er.) Cependant, à cause de l'importance de leur population ou de leur étendue territoriale, quelques cantons forment plusieurs ressorts de justice de paix. Il y a en France 2,846 juges de paix.

Sous l'empire de la loi de 1790, les juges de paix étaient élus par les citoyens. Un sénatus-consulte du 16 thermidor an X abolit ce mode d'election, et le remplaça par celui de présenter deux candidats à la nomination du chef du gouvernement.

La Charte de 1814, maintenue en ce point par celle de 1830, a naturellement changé cet ordre de choses, en déclarant que la justice s'administrait par des juges à la nomination du roi et institués par lui. Aussi, plus loin, l'article 52 de la Charte porte que « les juges de paix sont à la nomination du roi, mais ne sont pas inamovibles. » Ils doivent, pour être nommés, avoir 30 ans accomplis. (L. 1790.)

Le nom de juge de paix fut emprunté à l'Angleterre. Ce pays avait des juges de paix depuis 1275. Ce fut le roi Édouard Ier qui créa cette magistrature, destinée principalement à maintenir la paix et la tranquillite dans les provinces, en faisant arrêter les délinquants de toute espèce; en rassemblant les preuves du délit et en les jugeant en premier ressort, non pas par un juge de paix seul, mais en assises composées de plusieurs juges de paix.

On voit par-là qu'en Angleterre ces magistrats sont uniquement juges du criminel, tandis qu'en France ils le sont presque uniquement du civil. De cette institution, on n'emprunta à l'Angleterre que le nom.

§ 2. Attributions des juges de paix.

Les attributions des juges de paix sont extrêmement nombreuses.

Ils connaissent, comme *juges* :

1° De toutes les actions personnelles et mobilières;

2° Des actions pour dommages aux champs, fruits et recoltes;

3° Des déplacements de bornes, usurpations de terre, arbres, haies, clôtures, *commises dans l'année*;

4° Des entreprises sur les cours d'eau, servant à l'arrosement, commises également dans l'année, et de toutes autres actions possessoires;

[1] Depuis la proposition faite à la chambre des députés le 14 février 1832 par un honorable député, M. de la Pinsonnière, d'un projet de loi relatif aux justices de paix, l'attention publique a été éveillée par toutes les améliorations que réclame l'organisation ou la compétence de ces magistrats utiles. Le gouvernement a présenté un projet de loi amendé par la commission législative, et dont aujourd'hui la discussion est subordonnée à celle d'un projet sur l'organisation judiciaire en général. (V. ce mot.) Disons seulement que tous ces projets, entre autres améliorations, s'accordent à attribuer aux juges de paix la connaissance en dernier ressort de toutes les actions purement personnelles et mobilières jusqu'à la valeur de 150 fr., et à charge d'appel jusqu'à celle de 500 fr. On voudrait ainsi, en augmentant leur compétence, diminuer peut-être dans certaines provinces le nombre des tribunaux d'arrondissement, souvent peu occupés.

5° Des réparations locatives ;

6° Des indemnités prétendues par le fermier ou locataire pour non jouissance, lorsque le droit à l'indemnité n'est pas contesté ;

7° Du paiement du salaire des gens de travail, des gages des domestiques, et de l'exécution des engagements respectifs des maîtres et de leurs domestiques ou gens de travail ;

8° Des actions pour injures verbales, rixes et voies de fait, lorsque les parties ne se pourvoient pas au tribunal.

Les juges de paix connaissent des actions personnelles et mobilières jusqu'a 50 fr., sans appel ; à la charge d'appel, jusqu'à la valeur de 100 fr.

Pour toutes les autres affaires, ils en connaissent, sans appel, jusqu'à 50 fr.; et à la charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse monter.

Les appels sont portés devant les tribunaux civils, et sont jugés sommairement.

D'autres attributions spéciales leur sont encore confiees, telles qu'en matière de douanes et de brevet d'invention. La présidence des conseils de famille, l apposition des scelles, la présidence du jury de revision de la garde nationale, etc., rentrent encore dans leur compétence.

Comme *conciliateurs*, les juges de paix ont une mission délicate, mais essentiellement dans l'esprit de leur institution, celle d'anéantir, s'il est possible, un procès dans sa source, par la prudence et la sagesse des mesures qu'ils peuvent conseiller.

Aussi, aucune action principale ne peut être introduite devant les tribunaux civils avant d'avoir eté soumise au préliminaire de conciliation, sauf quelques restrictions portées en l'article 49 du Code de procédure. (V. **Conciliation.**)

Sous le rapport de la police judiciaire, les juges de paix exercent des fonctions qui intéressent à un haut degre la sûreté publique.

Elles consistent :

1° A recevoir, concurremment avec les autres officiers de police judiciaire, les dénonciations de crimes et délits commis dans le ressort de leur juridiction ;

2° En cas de flagrant délit, sur la clameur publique ou sur la requisition d'un chef de maison, à se transporter sur le lieu, sans retard, pour y dresser les procès-verbaux nécessaires, à l'effet de constater le corps du délit, recevoir les déclarations des temoins présents, et faire les autres opérations exigées par les circonstances ;

3° A faire dans ce cas, et en présence du prévenu, les visites domiciliaires qu'il juge convenables ;

4° A ordonner le dépôt du prévenu dans une maison d'arrêt, et à délivrer en ce cas le mandat revêtu des formes prescrites.

Le procès-verbal de toutes ces opérations doit être envoyé dans les vingt-quatre heures au procureur du roi. Il est très-important, et sert de base à l'instruction.

Les juges de paix sont, en outre, juges de police, ainsi que nous l'avons déjà remarqué. Ils punissent les contraventions aux réglements de police mnicipale ; mais sans sortir du cercle de leurs attributions; car ils ne sauraient s'immiscer dans les fonctions administratives : de même que le corps municipal qui s'arrogerait le droit de la répression, choquerait le principe qui lui interdit l'exercice des fonctions judiciaires.

Dans ce cas, en effet, il y aurait violation de la règle qui veut que celui qui fait le réglement ne soit pas chargé d'en punir l'infraction. Mais alors, le maire ou l'adjoint remplissent près du juge de paix les fonctions de ministère public. (V. **Tribunal de police. Organisation judiciaire.**)

Traitement.— Dans les villes d'une population inferieure à 50,000 âmes, le traitement fixe des juges de paix n'excède pas 800 francs, conformément à la loi du 8 ventôse an VII, qui fixe d'ailleurs au tiers de ce traitement celui des greffiers. Au-delà de cette population, il peut s'elever à 1,000, 1,200, 1,600 et 2,400.

Les préfets doivent appuyer les dépenses des justices de paix d'etats nominatifs certifiés par les procureurs du roi.(Inst. de compt. génér., du 8 août 1835.)

Outre le traitement *fixe*, les juges-de-paix ont droit à certaines *vacations* payees d'après le tarif du 16 fevrier 1807, sur état soumis à leur propre taxe. Le greffier est chargé de ce prélèvement direct sur les parties.

JUIFS. — Autrefois les juifs étaient presque partout declarés incapables de posséder des biens fonds, et on ne leur avait laissé de ressources pour subsister, que le commerce, profession longtemps méprisée par la plupart des peuples de l'Europe. C'est pourquoi on la leur abandonna dans les siècles barbares, et comme ils s'y enrichirent sucessivement, on les traita d'infâmes usuriers. La persécution des différents gouvernements les suivit partout ; depouillés de leurs biens, rançonnés, proscrits par les rois, ils survécurent cependant à tous ces désastres, et leur nation sans patrie continue toujours à se maintenir separée des autres peuples au milieu desquels elle vit. C'est aux juifs qu'on doit l'invention de la lettre de change. Lorsque bannis de France sous Philippe-

le-Long, en 1518, ils se refugièrent en Lombardie; ils eurent alors l'idée de donner aux négociants des lettres pour ceux auxquels ils avaient confié leurs effets en partant. Ces lettres furent acquittées, et dès lors le commerce fut on possession d'un de ses avantages les plus précieux qui lui permet aujourd'hui d'augmenter et de faciliter ses relations. (V. **Lettre de change.**)

Peu à peu les rois tolérèrent la rentrée des juifs dans l'Alsace et la Lorraine, mais en établissant à leur égard des réglements sévères.

Cet état de choses dura jusqu'au décret de l'assemblée constituante du 27 septembre 1791, sanctionné le 13 novembre suivant. Il vint les affranchir des entraves qui jusque-là avaient gêné le libre exercice de leur vie civile et religieuse. Dès lors ils furent assimilés aux autres Français pour la jouissance des droits civils et politiques, sous la seule condition de prêter le serment civique alors exigé.

Plus tard cependant le gouvernement désira connaître les principes fondamentaux de leur doctrine, pour juger si les juifs ne professaient pas des matières contraires à la morale et aux lois de l'état. Un décret du 30 mai 1806 leur intima l'ordre de les faire connaître.

Une assemblée mixte de rabbins et de juifs, choisis dans toutes les professions civiles, reproduisant les formes et l'autorité *du grand Sanhédrin*, fixa la véritable doctrine religieuse et morale de la seule législation reconnue par eux, repoussa les fausses interprétations, les traditions superstitieuses et les pratiques dangereuses qui tendaient à l'altérer. Elle affranchit ainsi la masse des juifs, des reproches dont ils étaient l'objet pour des erreurs ou des torts individuels.

Nous remarquerons encore que la charte de 1830 garantit à tous les cultes une égale liberté et une même protection. D'après celle de 1814, les ministres des cultes chrétiens recevaient seuls des traitements du trésor; cette exclusion des cultes non chrétiens ayant été levée par l'art. 6 de la nouvelle charte, le traitement des ministres de la religion juive a été mis à la charge du trésor et fixé par une loi du 8 février 1831.

Nous avons cité cette disposition pour prouver que la loi a fait disparaître peu à peu les préjugés qui séparaient les deux peuples, et que maintenant les juifs sont en tout point assimilés aux autres citoyens. (**V. Culte.**)

Leurs prêtres ou *rabbins* font leurs mariages; mais ils ne peuvent donner la bénédiction nuptiale qu'à ceux qui justifient en bonne et due forme, avoir contracté mariage devant l'officier de l'état civil. (Arr. cons., 1er pluv., an X.)

La religion qu'ils professent est le seul point qui les distingue et les sépare dans certaines occasions; mais encore la loi, en vertu du principe de la liberté des cultes, a toujours soin de respecter leur croyance. Ainsi on verra V° *serment*, qu'un serment prêté par un juif, *more judaico*, est déclaré valable, malgré la différence des formes ordinaires pour la même déclaration.

Enfin nous observerons qu'un décret du 20 juillet 1808 (Bul. n° 198) oblige les juifs habitant le territoire français à adopter un nom propre servant à les distinguer, afin d'éviter la confusion résultant des noms tirés de l'ancien testament, qui jusque-là servaient indistinctement à un grand nombre d'individus. (**V. Noms.**)

JURIDICTION ADMINISRATIVE. V. — Degrés de juridiction.

JURISPRUDENCE. — Justinien la définit : « *Divinarum atque humanarum rerum notitia, justi atque injusti scientia.* Il enseigne par là que la science parfaite du droit ne consiste pas seulement dans la connaissance des lois, coutumes et usages, mais qu'elle demande aussi une connaissance générale de toutes les choses, tant sacrées que profanes, auxquelles les règles de la justice et de l'équité peuvent s'appliquer.

Mais dans le droit moderne, on entend préférablement par jurisprudence, la réunion des principes qui décident les tribunaux dans leurs arrêts ou jugements sur des espèces analogues et semblables. La jurisprudence est l'auxiliaire et le supplément de la loi; elle éclaire et dirige les magistrats dans des cas que des lois positives ne sauraient prévoir.

Elle est donc, à proprement parler, la science des arrêts, et c'est dans cette acception que Bacon a dit : « *que les arrêts étaient les ancres des lois.*»

Tel est le but de la création de la cour de Cassation qui, placée au sommet de la hiérarchie judiciaire, est plus spécialement chargée de fixer la jurisprudence. Cependant l'autorité de la jurisprudence n'est que *morale*; elle ne saurait lier les tribunaux. De là en certaines occasions cette divergence entre la cour de Cassation et plusieurs cours royales du royaume; de là cette nécessité de laisser au pouvoir législatif le soin d'interpréter les lois dont l'application a donné naissance à ces contestations. (**V. Lois.**)

JURY.

§ 1. Origine et institution du jury. — § 2. Des personnes qui peuvent être jurés. — § 3. Des excuses, des incompatibilités et des exceptions. — § 4. Des incapacités absolues. —

§ 5. Formation des listes. — § 6. Révision des listes. — § 7. Liste annuelle. Liste de session. Liste de jurés de jugement.

§ 1. Origine et institution du jury.

L'institution du jury est fort ancienne; une assemblée de citoyens choisis parmi les *pairs* ou *égaux* de celui qu'on avait à juger, a dû être sans contredit le premier tribunal dont la formation se soit présentée le plus naturellement. Il existait principalement chez les peuples du nord, qui l'introduisirent dans les pays conquis; mais les auteurs croient que le jugement par jury a toujours été en usage dans notre pays, et qu'il est également d'origine française. Sous le régime de la féodalité, les vassaux se jugeaient réciproquement entre eux dans les *cours du seigneur*; ceux-ci se jugeaient de même entre eux dans les *cours du roi*. On retrouve encore un véritable jury dans cette institution des *bons-hommes*, qui concouraient à l'administration de la justice dans les tribunaux inférieurs, sous les rois de la première race; dans d'autres circonstances, on voit des témoins admis à jurer avec l'accusé qu'il n'était pas coupable; or tout cela n'est autre qu'un jury, qui ne diffère que par le nom ou par la forme.

Peu à peu cependant cette institution disparut, et il n'en restait pas de traces lorsqu'elle fut rétablie en France par la loi du 29 septembre 1791; mais elle fut précédée de longues discussions. Les uns proposaient d'appliquer ce mode de procéder aux affaires civiles comme aux affaires criminelles; les autres de donner aux jurés le pouvoir de prononcer sur les questions de droit et de fait et sur l'application des peines. Enfin on se détermina à laisser aux juges la décision des affaires civiles, et on établit seulement les jurés pour la décision des affaires criminelles, en leur soumettant le fait et la culpabilité de l'accusé, et en laissant à des juges le soin d'appliquer la peine.

Il y eut à cette époque deux sortes de jurys, comme en Angleterre, celui d'*accusation* et celui de *jugement* (V. Code, 3 brumaire an IV, tit. 13); mais le premier fut supprimé par la loi du 7 pluviose an IX, et depuis, le jury de jugement a seul subsisté, malgré les attaques nombreuses dirigées centre cette institution, à l'époque de la rédaction du Code d'instruction criminelle et du Code pénal.

Aujourd'hui l'expérience a prouve tous les avantages que peut offrir cette institution, et pour les prevenus, et pour la société. On a dit que parmi les jurés se trouvaient quelquefois des hommes peu eclairés, ignorants même, et conséquemmeut incapables de remplir les fonctions de juges; mais ce n'est ni l'instruction ni la science qu'on leur demande; dans le jugement des jurés tout se décide par la droiture et la bonne foi, simplicité bien préférable à cet amas inutile et funeste de subtilités et de formes qu'on a long-temps appelé *la justice*. Le fait existe t-il, ou n'existe-t-il pas? là se borne la mission du jury. Quand il s'agit de prononcer, ils ne font pas de savants raisonnements, mais ils obéissent aux mouvements irrésistibles de leur conscience; le juge ensuite applique la loi, et le devoir de celui-ci est moins pénible à remplir que s'il était chargé lui seul de déclarer la culpabilité et de punir. D'ailleurs on a dit avec raison que la permanence des juges en matière criminelle était une calamité pour le peuple chez lequel elle existe, et une calamité pour le juge lui-même, qui ne peut jamais déposer le glaive, et qui est sans cesse environné de malheureux tremblant à son approche. (*Legraverend.*)

Actuellement les attaques qu'on pourrait diriger contre le maintien du jury seraient sans force, personne ne doute plus de ses avantages, et la charte de 1830 l'a consacré à jamais en prescrivant par l'art. 68 l'application du jury aux délits politiques et aux delits de la presse. Or cette application a été faite par une loi du 8 octobre 1830. (V. **Presse.**)

§ 2. Des personnes qui peuvent être jurés.

Les fonctions de juré sont rangées par l'art. 42 du Code pénal au nombre des droits civiques. Quelques auteurs, et M. Foucart entre autres, les placent au contraire au nombre des obligations du citoyen, en se fondant pour cela sur l'art. 396 du Code d'instruction criminelle, qui condamne à une forte amende (500 fr.) le juré qui, ne s'étant pas rendu à son poste, ne produit pas d'excuse valable. En effet, cette obligation ne ressemble guère à un droit, car le droit suppose la faculté de faire ou de ne pas faire.

Les personnes destinées à remplir les fonctions de jurés, sont:

1° Les électeurs de députés désignés par la loi du 21 avril 1831. (V. **Élections.**) Lorsqu'un de ces électeurs usant du bénéfice qui lui est accordé par l'art. 10 de cette loi, a transporté son domicile politique dans un département autre que celui dans lequel il a son domicile réel, c'est dans ce dernier qu'il doit remplir les fonctions de juré;

2° Les fonctionnaires nommés par le roi et exerçant des fonctions gratuites, tels que les maires et adjoints des communes qui ont plus de 5,000 âmes; les membres d'un conseil municipal sont fonctionnaires de l'ordre administratif, et aptes à ce seul titre à remplir les fonctions de jurés;

3° Les officiers de terre et de mer en retraite qui jouissent d'une pension de retraite de 1,200 fr. au moins, et qui ont depuis cinq ans un domicile réel dans le département, les docteurs et licenciés de l'une ou de plusieurs facultés de droit, des sciences et des lettres, les docteurs en médecine, les membres et correspondants de l'Institut; les membres des autres sociétés savantes reconnues par le roi, et enfin les notaires après trois ans d'exercice de leurs fonctions. (L. 2 mai 1827, art. 1 et 2.)

L'art. 311 du Code d'instruction criminelle et l'art. 2 de l'ordonnance de 1827 fixent à trente ans l'âge requis pour être juré; ces dispositions n'ont pas été abrogées par la loi du 19 avril 1831, qui a abaissé l'âge électoral à vingt-cinq ans, de sorte que maintenant il est nécessaire d'opérer une distinction sur la liste électorale et de retrancher tous ceux qui n'ont pas trente ans.

Les mêmes lois, ainsi que nous l'avons vu, exigent la jouissance des droits politiques et civils.

Ainsi, ne peuvent faire partie du jury les individus qui, dans les cas prévus par les art. 17 et 21, Code civil, ont perdu leur qualité de Français, et il y aurait nullité de l'arrêt d'une cour d'assises rendu à la suite d'une délibération de jurés au nombre desquels il s'en trouverait, un né en pays étranger, de père étranger, sans qu'il fût constaté qu'il eût rempli les formalités nécessaires pour acquérir en France les droits politiques et civils, ou qu'il les eût obtenus de la grâce du roi. (Cass., 29 janv. 1825.)

Les dispositions concernant les juges, parents ou alliés qui siégent dans les mêmes cours et tribunaux, ne sont pas applicables aux jurés : ainsi les fonctions de juré peuvent être exercées simultanément et dans les mêmes affaires par des citoyens parents ou alliés entre eux. (Cass., 9 mai 1816.)

§ 3. Des excuses, des incompatibilités et des exemptions.

Une maladie, un accident, ou des circonstances particulières peuvent empêcher le juré de se rendre au jour indiqué pour l'ouverture des assises. Il doit, dans ce cas, soumettre ses motifs d'excuses à l'appréciation de la cour, qui prononce sur leur validité. (C. inst. cri., 397.)

Dans ce cas, il doit, autant que possible, accompagner son excuse de certificats et autres preuves authentiques.

Mais il ne faut pas confondre l'excuse avec la dispense ou plutôt l'incompatibilité résultant nécessairement de l'exercice de certaines fonctions, telles que celles de préfet, sous-préfet, juge, procureur-général, procureur du roi, juge de paix, ministre d'un culte quelconque. (C. inst. cri., 384.)

Il faut remarquer cependant que ni les juges suppléants de première instance, ni ceux des justices de paix, ne peuvent invoquer cette incompatibilité. (Cass., 10 mars 1815.)

Les magistrats de la cour des comptes avaient voulu étendre à leurs fonctions les incompatibilités ci-dessus résultant de l'art. 384 du Code d'instruction criminelle, mais un arrêt de la Cour de cassation, en date du 18 mars 1825; fixe la jurisprudence sur ce point, et porte qu'un référendaire à la cour des comptes peut être juré, en ce qu'il n'est pas juge proprement dit, mais que les *conseillers maîtres*, exerçant de véritables fonctions de juges et ayant voix délibérative, doivent seuls dans cette cour, avec les présidents, être exemptés de droit.

Sont pareillement exceptés :

1° Les conseillers d'état chargés d'une partie d'administration, les commissaires du roi près les administrations ou régies, et les septuagénaires (C. inst. cri., 383);

2° Les membres de la chambre des pairs et ceux de la chambre des députés pendant la session. (C. d'état, 12 juil. 1811);

3° Les magistrats en retraite, à cause de la faculté qui leur est laissée de siéger encore dans certaines audiences;

4° Les militaires et les marins en activité de service;

5° Les septuagénaires, lorsqu'ils le requièrent. (Cass., 25 sept. 1831.)

Ces différentes personnes sont néanmoins tenues, lorsqu'elles sont portées sur la liste, de faire valoir leurs excuses ou dispenses et de réclamer dans le plus bref délai.

§ 4. Des incapacités absolues.

Ne peuvent être jurés :

1° Ceux qui n'ont pas encore 30 ans révolus au moment de l'ouverture des débats. (C. inst. cr. 311; Cass., 5 oct. 1822.) L'inscription au tableau d'un seul juré qui n'aurait pas l'âge requis entraînerait la nullité de toutes les opérations de procédure et autres (Cass., 28 mars 1815);

2° Ceux qui ne jouissent pas des droits civils et politiques, et conséquemment les étrangers, parce que c'est là l'exercice d'un droit de citoyen. (Cass., 29 janv. 1825.) Il ne saurait y avoir d'exception lorsque des étrangers traduits devant une cour d'assises demandent à être jugés par des jurés étrangers (Cass., 24 avr. 1816; S. 16, 2, 145, aff. *Lavalette-Bruce-Wilson*);

5° Les domestiques; l'exercice des droits de citoyen étant suspendu par l'état de domesticité;

4° Les Français qui perdent cette qualité, soit par la naturalisation en pays étranger, soit par l'acceptation non autorisée par le gouvernement de fonctions publiques acceptées en pays étranger;

5° Les condamnés à des peines afflictives et infamantes;

6° Les débiteurs faillis jusqu'à leur réhabilitation;

7° Enfin les interdits, et tous ceux qui sont pourvus d'un conseil judiciaire.

§ 5. Formation des listes.

Aux termes de la loi du 2 mai 1827, le préfet de chaque département doit dresser et publier, le 1er août de chaque année, la liste générale du jury.

Elle est divisée en deux parties distinctes : la première, comprenant toutes les personnes qui remplissent les conditions requises pour faire partie des colléges électoraux du département; la seconde, se composant :

1° Des électeurs qui, ayant leur domicile réel dans le département, exerceraient leurs droits électoraux dans un autre;

2° De tous ceux qui ne doivent ces droits qu'à leurs fonctions, voyez *suprà*, § 2. Dans ce cas ils doivent, sur la réquisition du préfet, justifier de leurs brevets et autres preuves authentiques desdites fonctions.

Cette liste s'appelle *liste générale du département*. Elle est permanente et révisée tous les ans. Elle doit contenir au moins 800 noms. Dans le cas contraire, on la complète en dressant une *liste supplémentaire* qui doit comprendre les plus imposés parmi les contribuables ayant leur domicile réel dans le département, et âgés de 30 ans.

Pour former cette liste, les maires fournissent aux sous-préfets un nombre des plus imposés déterminé pour chaque commune, d'après son importance, et d'après le nombre total exigé dans le département; les sous-prefets vérifient ces listes partielles, aidés par les contrôleurs des contributions indirectes et les envoient au préfet; c'est avec ces éléments que la liste supplémentaire est dressée.

§ 6. Révision des listes.

Du 1er au 10 juin de chaque année, et aux jours indiqués par les sous-préfets, les maires des communes composant chaque canton se réunissent à la mairie du chef-lieu, sous la présidence du maire, et procèdent à la révision des listes des électeurs de leur canton. Ils doivent être assistés des percepteurs du canton. (L. 19 avr. 1831, art. 14.)

Dans les villes qui forment à elles seules un canton, ou qui sont partagées en plusieurs cantons, la révision des listes est faite par le maire, et les trois plus anciens membres du conseil municipal selon l'ordre du tableau. Les maires des communes qui dépendraient de ces cantons prennent part également à cette révision sous la présidence du maire de la ville.

A Paris, les maires des douze arrondissements, assistés des percepteurs, procèdent à la révision sous la présidence du doyen de réception. (Art. 15.)

Le résultat de ces opérations est transmis au sous-préfet qui, avant le 1er juillet, l'adresse avec ses observations au préfet du département.

C'est alors que commence la révision effective.

Elle embrasse deux périodes distinctes : 1° le travail du préfet pour dresser et publier la liste révisée;

2° Le jugement par le préfet, en conseil de préfecture, des réclamations contre la teneur de cette liste.

Ces opérations étant exactement les mêmes que celles qui ont lieu pour la révision des listes électorales. (V. **Élections législatives**, sect. IV. — V. art. 68, 69 de la loi du 19 avr. 1831, qui en déclare les dispositions applicables aux listes des jurés.)

Le travail en effet se pratique sur les mêmes listes, si l'on en excepte cependant les personnes désignées ci-dessus, dont la qualité de jurés résulte seulement de leurs fonctions; et en ayant soin d'observer que l'âge pour être électeur ayant été abaissé à 25 ans en maintenant celui de 30 ans pour les jurés, il est nécessaire de rayer de la liste des jurés les électeurs qui n'ont pas encore cet âge. (L. 19 avr. 1831, art. 1.)

§ 7. Liste annuelle. Liste de session. Liste des jurés de jugement.

Lorsque les délais sont expirés, c'est-à-dire le 1er octobre, le préfet doit, sous sa responsabilité personnelle, extraire de la liste générale une liste pour le service du jury de l'année suivante; cette liste est composée du quart de la liste générale, sans pouvoir excéder le nombre de 300 noms, si ce n'est dans le département de la Seine, où elle est portée à 1,500.

Cette liste que nous appellerons *annuelle*, ainsi rédigée, est transmise immédiatement par le prefet au ministre de la justice, au premier président de la cour royale, et au procureur-général. (L. 2 mai 1827, art. 7.)

Le but de la loi étant de répartir également la charge du jury, on ne peut porter le même nom deux années de suite sur la liste annuelle. Ainsi le jury qui a été appelé extraordinairement en vertu de l'article 12 de la loi du 2 mai 1827, de même que les quatre jurés supplementaires de la liste de session, doivent être également libérés, bien qu'ils n'aient pas siégé.

Sur cette liste annuelle, et dix jours au moins avant l'ouverture des assises, le premier président de la cour royale tire au sort 36 noms qui forment la liste des jurés pour toute la session. Il tire en outre quatre jurés supplémentaires pris parmi ceux des individus inscrits sur la liste, et qui résident dans le lieu où se tiennent les assises.

Le tirage est fait en audience publique de la première chambre de la cour. (L. 2 mai 1827, art. 9-12.)

Notification de l'extrait de la liste constatant que son nom y est porté, doit être ensuite faite à personne ou domicile, huit jours au moins avant celui où la liste doit servir; elle contient sommation de se trouver au jour indiqué, sous les peines portées par la loi. (C. instr. cr., 389.)

Enfin au jour indiqué pour le jugement, il est tiré au sort 12 noms sur la liste de session. Les jurés ainsi désignés et non récusés soit par le prévenu, soit par le ministère public, forment la liste *des jurés de jugement.*

Ils assistent alors aux débats, et font la déclaration d'après laquelle la cour applique la loi.

D'après la loi du 9 septembre 1835, le vote a lieu au scrutin secret; le président doit en avertir les jurés; le scrutin a lieu successivement sur chacune des questions et sur les circonstances atténuantes; la décision du jury se forme à la simple majorité. Si les juges sont unanimement convaincus que les jurés se sont trompés au fond, ils peuvent surseoir et renvoyer à un autre jury; cela peut avoir lieu à la majorité seulement des juges, quand l'accusé n'aura été déclaré coupable qu'à la simple majorité. Cette mesure ne peut être prise que d'office, et quand l'accusé a eté déclaré convaincu. (Art. 1 et 2, rectifiant les art. 341, 345, 346, 347 et 352; du C. instr. cr.; Bull. n° 155, p. 259. V. l'ord. du 9 sept. même année; elle détermine le mode de vote du jury au scrutin secret. Bull. n° 379; p. 117. V. la loi du 15 mai 1836, qui fixe définitivement le mode de ce vote. Bull. n° 415, p. 169.)

JURY ASSERMENTÉ. — V. Douanes.

JURY MÉDICAL. — V. Médecine.

JURY DE RÉVISION. — V. Garde nationale.

JUSTICE. — La justice est une volonté ferme et constante de rendre à chacun ce qui lui appartient: «*justitia est constans et perpetua voluntas jus suum cuique tribuendi.*» (Instit. de Just. et jur.)

La justice règne par deux moyens: par de bonnes lois et par l'attention de la puissance exécutive à en faire l'application; car les meilleures lois deviennent inutiles si on ne les observe pas. Or l'article 48 de la Charte a dit: « Que toute justice émane du roi, et qu'elle s'administre en son nom par des juges qu'il nomme et qu'il institue.» En effet le meilleur et le plus sûr moyen de distribuer le justice est d'établir des juges intègres et éclairés pour connaître de tous les différends qui peuvent s'élever entre les citoyens. Il serait impossible que le prince se livrât à ce pénible travail. Lorsque le choix des juges chargés de le représenter a été fait, il doit s'en rapporter à leur décision, et prendre ce qu'ils ont prononcé pour le droit et la justice. Son rôle dans cette branche du gouvernement est de maintenir l'autorité des juges, et de faire exécuter leurs sentences, sans quoi elles seraient vaines et illusoires, et la justice ne serait pas rendue aux citoyens.

On distingue encore la justice *attributive* ou *distributive.*

Elle consiste en général à traiter chacun suivant ses mérites; c'est-à-dire à régler dans un état la distribution des emplois publics, des honneurs et des récompenses. En effet, une nation se doit à elle-même d'encourager les bons citoyens, d'exiter tout le monde à la vertu, par les honneurs et les récompenses, et de ne confier les emplois qu'à des sujets capables de les bien desservir. Elle doit aussi aux particuliers la juste attention de récompenser et d'honorer le mérite. C'est un principe malheureusement plutôt reconnu en théorie qu'appliqué dans la pratique; et il n'est pas rare de voir donner moins au talent, qu'à la faveur et aux exigences politiques.

Considéré sous ces différents points de vue, le mot *justice* s'emploie comme synonyme de *droit, raison* ou *équité.*

Mais il exprime aussi dans un autre sens le pouvoir d'appliquer la loi aux cas particuliers, en un mot, le pouvoir judiciaire.

Avant la révolution, la justice en France était administrée par par des parlements, des bailliages. des sénéchaussées des présidiaux, des juridictions inférieures, royales et seigneuriales, etc., etc. Les lois nouvelles ont remplacé ces juridictions par les juges de paix, les tribunaux de 1re instance, les cours royales et la cour de cassation, pour les matières civiles, commerciales et criminelles, et par les conseils de préfecture et le conseil d'état pour les matières administratives.

L.

LACS. — V. **Eaux**, chap. IV, **Des eaux non courantes.**

LAIS ET RELAIS. —V. **Eaux**, chap. Ier, **De la mer.**

LAMANAGE. LAMANEURS. — V. **Pilotes lamaneurs.**

LANDES ; TERRES VAINES ET VAGUES.

§ 1. Propriété. — § 2. Défrichement.

§ 1. Propriété.

On appelle *landes* les friches ou marais incultes non productifs, et généralement tous les terrains qui ne rapportent rien et ne servent qu'à la vaine pâture des bestiaux. Le droit de se les approprier était autrefois au nombre de ceux que la féodalité avait attribués aux seigneurs ; il fut aboli en vertu du décret du 4 août 1789. Néanmoins, tous ceux de ces biens dont les seigneurs avaient pris possession publiquement avant ledit décret, en vertu des anciennes lois et coutumes, leur demeurèrent irrévocablement acquis. Aujourd'hui ils sont censés biens communaux, à moins de titre contraire ; et cela résulte des dispositions des articles 8 et suivants de la loi du 28 août 1792, et de l'article 1er de la section IV de la loi du 10 juin 1793 qui déclara que toutes les terres vaines et vagues circonscrites dans le territoire des communes, étaient présumées de plein droit appartenir à la généralité des habitants. (Cass., 6 juill. 1824.)

Toutefois, cette propriété donna lieu à de nombreuses contestations, qui, par suite du benéfice de la loi, furent le plus souvent résolues en faveur des communes. Ainsi, la présomption légale qu'elle établit à leur profit a effet non-seulement vis-à-vis de l'ancien seigneur, mais encore vis-à-vis d'autres communes ; tellement qu'en cas de contestations entre plusieurs communes sur la propriété de landes, toute preuve est à la charge de la commune hors de laquelle se trouvent ces-dits biens. (C. Angers, 11 fev. 1851.)

Cependant la prescription de cinq ans, établie par l'article 6 de la loi du 28 août 1792 contre les communes qui n'ont pas attaqué dans ce délai les cantonnements faits entre elles et leurs anciens seigneurs, est opposable même aux communes qui seraient restées en possession de la portion de biens attribuée au seigneur par le cantonnement. Il n'en est pas à cet egard comme de l'action en revendication des terres vaines et vagues que la loi a declarées être la propriété des communes, ou des tirages qu'elle a abolis. (Cass., 25 août 1834.)

De même la présomption légale que les communes sont proprietaires des terres vaines et vagues situées dans leur territoire n'existe pas à l'égard de celles de ces terres qui étaient possédées par le domaine de l'état à quelque titre que ce fût, aussi bien quand le domaine possédait comme *seigneur*, que quand il possédait à titre de souverain et *non seigneur*. D'un autre côté, les communes ne peuvent prétendre à la propriété des terrains ainsi possédes par le domaine, qu'en prouvant qu'elles les avaient anciennement *possédés a titre de propriétaires*; et il ne suffirait pas d'etablir qu'elles étaient usagères. (Cass., 15 fev. 1833.) Ce principe n'a certainement besoin d'aucune explication, il se justifie de lui-même. Car il est évident que le simple droit d'usage ne peut donner aucun titre à la possession ; ce serait contraire à toutes les règles du droit civil.

Les landes contiguës aux forêts royales, et qui

appartiennent à l'état, sont soumises, comme les forêts elles-mêmes, au régime forestier. En conséquence, les agents forestiers ont qualité pour constater et poursuivre les contraventions commises dans ces landes, telles, par exemple, que des extractions de pierres sans permission. (C. forestier, art. 159; Cass., 15 mai 1830.)

Quant à celles qui font partie des biens communaux, aucune disposition particulière ne leur est applicable. Elles sont, pour le mode de jouissance et de police, sous l'empire du droit commun.

Quant aux terres vaines et vagues qui, lors de la publication des lois des 28 août 1792 et 10 juin 1793 etaient en *état productif*, elles ne peuvent être rangées dans la classe des terres vaines et vagues qui, de leur nature, sont réputees *biens communaux* par l'article 1er, 4e section de la loi de 1793: elles rentrent dans la classe des biens dont parle l'article 8 de la loi de 1792, et ne peuvent être revendiquées par la commune qu'autant qu'elle prouve qu'elle les a anciennement possédée à titre de propriétaire, et qu'elle en a été dépouillée par l'effet de la puissance féodale. (V. **Communes**, sect. **Des biens communaux**.—(Cass., 8 déc. 1818; Henrion de Pansay, *Des biens communaux*, § **Réintégration**, etc., etc.)

De même que toutes les questions de propriété en général, celles de ce genre, qui concernent les landes, ne sauraient être de la compétence des conseils de préfecture; les tribunaux seuls peuvent en connaître. (D. 15 juill. 1813; L. 28 août 1792, art. 8, 9.)

§ 2. Défrichement.

L'expérience a prouvé que la plupart de ces terres, aujourd'hui incultes et conséquemment improductives, pourraient subir des changements avantageux par suite d'un travail bien dirigé, et devenir la source d'un revenu annuel ou périodique, soit par la culture, soit par la plantation ou le semis des bois. Aussi le défrichement des landes a-t-il souvent attiré l'attention des gouvernements. Henri IV surtout chercha, par de nombreux encouragements et des récompenses honorables, à porter la culture et la salubrité dans ces parties du royaume perdues pour l'industrie, et improductives pour le petit nombre de leurs habitants. Mais les travaux qui s'y firent alors, mal dirigés par les compagnies qui s'en étaient chargées, n'atteignirent pas toujours le but qu'on s'était proposé. Aujourd'hui ce défrichement en masse devient également difficile, car les communes sont toutes pour la plupart propriétaires de ces terrains, et la modicité de leurs revenus ne leur permet pas de procéder à des genres de travaux inévitablement dispendieux.

Plusieurs moyens cependant sont ouverts, soit qu'on ait recours au partage entre les habitants, soit qu'on y procède par concession partielle ou générale, temporaire ou définitive. Chacun de ces moyens peut être proposé par les conseils municipaux, pourvu qu'il ait pour objet, d'une part, de rendre à la culture le plus de terrain possible; de l'autre, d'augmenter ou au moins de conserver et d'assurer pour l'avenir le revenu des communes.

Quant aux formalités pour ces genres de concessions, si elles avaient lieu, V. **Marais**; et pour le partage, V. **Communes**.

A l'égard des concessions de landes anciennement faites, il a été jugé que le pouvoir qui avait fait ces concessions pouvait renoncer aux conditions qu'il y avait d'abord attachées. Ainsi, lorsqu'il a été concédé par le gouvernement, aux habitants de plusieurs communes, des terrains en nature de landes, marais, etc., etc., moyennant une modique somme, mais avec la condition de reméré perpétuel, l'état peut néanmoins, après cent ans, renoncer à cette faculté, à charge par les propriétaires de payer le quart de leur valeur, aux termes de la loi du 14 ventose an VII sur les domaines engagés. (D. 21 déc. 1808.) Cette faveur eut pour but de récompenser de leurs travaux les détenteurs qui avaient défriché; elle était une conséquence de la loi du 3 frimaire an VII, articles 112 et 113, qui avait encouragé le défrichement des terres vaines et vagues, en promettant un allégement à la contribution foncière.

Dans une circulaire du 6 novembre 1817, le ministre de l'intérieur appela l'attention des préfets sur le défrichement des landes et terres incultes, en les invitant à y faire procéder, soit par voie de partage entre les habitants, ainsi qu'il est dit ci-dessus, soit par concession partielle ou générale, temporaire et définitive. En même temps il les prémunit contre le danger des défrichements sur les pentes trop rapides. En effet, dans les pays de montagne et sur les terrains d'une grande déclivité, l'expérience a prouvé que des défrichements imprudents peuvent avoir des suites funestes. Des pluies abondantes, qu'aucun obstacle ne retenait, ont précipité dans le fond des vallées les terres ameublées par le labour, et les flancs des montagnes sont demeurés nus, pelés, et stériles pour des siècles.

LANGUE FRANÇAISE. — Pour obvier aux nombreux inconvénients qui résultaient de la rédaction des actes publics, soit en langue étran-

gère, soit en langue vulgaire ou patois, la convention nationale rendit une loi, le 2 thermidor an II, qui enjoint à tout officier public ou agent du gouvernement de ne dresser, souscrire ou écrire dans l'exercice de leurs fonctions, d'actes, procès-verbaux, engagements, etc., etc., autrement qu'en langue française.

Le contrevenant à ces dispositions est traduit devant le tribunal de police correctionnelle, condamné à 6 mois d'emprisonnement et destitué.

Néanmoins il ne s'ensuit pas que les actes seraient nuls, par cela seul qu'ils auraient été rédigés en une langue étrangère. (D. 30 juin 1815.)

Un autre décret du 24 prairial an XI ordonne également la rédaction des actes publics en français dans les pays réunis à la France; mais, par un décret subséquent, du 19 ventose an XIII, l'exécution en fut indéfiniment suspendue dans l'ile de Corse.

LAVOIR. — V. **Eaux. Réglements municipaux.**

LAZARETH. — V. **Police sanitaire.**

§ 1. Légalisation. — § 2. Légalisation des actes étrangers.

§ 1. Légalisation.

La légalisation est un acte par lequel un officier public atteste non-seulement la vérité de signatures apposées à un autre acte, mais aussi les qualités des officiers publics par qui l'acte a été reçu. La légalisation serait incomplète et par conséquent insuffisante si elle n'attestait que l'une de ces deux choses.

Tout acte de légalisation doit être revêtu du sceau de l'autorité qui le delivre.

Le but de la légalisation est d'étendre d'un lieu à un autre l'effet de l'authenticité d'un acte.

Les présidents des tribunaux civils sont chargés de la légalisation des actes de l'état-civil. (Code civil, 45.)

Les sous-préfets et les préfets légalisent sans frais la signature des maires, et ils ne sauraient s'y refuser lors même que ceux-ci se seraient bornés à légaliser eux-mêmes la signature des habitants de leurs communes. On doit remarquer toutefois que la légalisation, en ce cas, n'emporte nullement l'approbation de l'acte en lui-même, quand même l'acte sous-seing privé au bas duquel est apposée la légalisation contiendrait quelque clause répréhensible. C'est ainsi que dans le cas où par suite de cet acte il y aurait lieu à poursuivre, les tribunaux et non l'administration doivent en connaître. Celle-ci doit seulement prévenir les administrés des piéges qu'on pourrait leur tendre; et bien qu'obligée de légaliser un acte qu'elle croit répréhensible, elle le defère au procureur du roi qui poursuit, s'il y a lieu. (C. d'état, 26 nov. 1819.)

Il y a toutefois cette distinction à observer dans la légalisation par les préfets et les sous-préfets, c'est que les actes des maires doivent généralement être légalisés par le sous-préfet, et par le préfet s'ils sont destinés à être produits hors du département.

On lit encore dans un arrêt de la cour de cassation, du 22 octobre 1812, que la légalisation d'un acte n'est pas constitutive de son authenticité; qu'elle n'en est que la preuve; que cette formalité n'a été prescrite à peine de nullité par aucune loi, et que les juges ne peuvent suppléer cette peine.

Dans le département de la Seine, il a été prescrit aux maires de refuser leur légalisation à toutes les procurations et autres actes sous-seing privé, étrangers à l'administration publique, et qui n'auraient rapport qu'à des intérêts privés. (Circ. du prefet de la Seine, 18 fév. 1808.)

Les actes émanés d'agents de l'administration des finances, doivent être légalisés par les receveurs-généraux et autres fonctionnaires semblables, selon la nature des actes dont on veut attester l'authenticité. De même les actes émanés des officiers militaires doivent, pour faire foi, être légalisés par les officiers-généraux leurs supérieurs. De même encore, pour ce qui concerne la marine, le commerce, les universités, et toutes les autres affaires publiques.

La légalisation ne s'applique pas seulement aux actes des fonctionnaires vivants; on peut encore légaliser ceux qui ont été expédiés par des fonctionnaires morts au temps de la legalisation.

Les fonctionnaires chargés de légaliser ne doivent le faire qu'autant qu'ils connaissent la qualité de l'officier qui a reçu l'acte, sa signature et son sceau. S'ils n'en ont pas une connaissance personnelle, ils peuvent légaliser, suivant ce qu'ils tiennent par tradition, ou la relation d'autrui, pourvu qu'ils s'informent des faits qu'il s'agit d'attester. (Rolland de Villargues, v° *légalisation*, n° 24, 26, 28.)

§ 2. Légalisation des actes étrangers.

Les actes reçus en France, mais destinés à passer en pays étrangers, indépendamment de la légalisation locale à laquelle ils sont tenus, doivent être légalisés à Paris par le ministre de la justice et celui des affaires étrangères. Quant aux actes reçus dans les pays étrangers, ils sont léga-

lisés par les ambassadeurs, envoyés et consuls français dans les lieux qu'ils habitent; et si ces pays sont privés de ces agents, la légalisation se peut faire à Paris par les ambassadeurs ou chargés d'affaires de chaque puissance respective. Ces actes sont ensuite visés au ministère des affaires étrangères.

A défaut de cette formalité, l'authenticité des actes passés en pays étranger peut être contestée. (O. 20 mai 1818; 26 juill. 1821.)

Une dernière ordonnance du 25 octobre 1833 astreint les consuls à l'accomplissement de certaines formalités lorsqu'ils donnent des légalisations. Il y est dit, art. 7, qu'ils doivent avoir soin de mentionner la qualité du fonctionnaire ou de l'autorité dont l'acte émane, et d'attester qu'il est à leur connaissance que ce fonctionnaire a actuellement ou avait lorsque l'acte a été passé la qualité qu'il y prend.

Les consuls ne sont pas obligés de donner de légalisation aux actes sous signature privée, sauf aux intéressés à passer si bon leur semble ces actes soit en chancellerie, soit devant les fonctionnaires publics compétents. Toutefois, lorsque des légalisations ou attestations de signatures auront été données sur des actes sous seing privé, soit par des fonctionnaires publics, soit par des agents diplomatiques ou consulaires du pays où les consuls sont établis, ils ne peuvent refuser de légaliser la signature de ces fonctionnaires. (Art. 8.)

La signature des consuls est légalisée par le ministre des affaires étrangères ou par les fonctionnaires qu'il aura délégués à cet effet. (Art. 9.)

LÉGAT.— Ce mot est formé du latin *legatus*, qui signifie *représentant, ambassadeur, envoyé*. Le legat est un ecclésiastique, et le plus souvent un cardinal qui fait les fonctions de vicaire du pape, et qui exerce sa juridiction dans les lieux où il ne peut se trouver.

Il y a auprès du gouvernement français un *légat* à *latere*, c'est-à-dire un cardinal envoyé extraordinairement par le pape.

Pour être admis, il doit justifier de la bulle de cette nomination.

La bulle du pape, contenant les pouvoirs du cardinal-légat doit être transcrite en latin et en français sur les registres du conseil-d'état, et mention en est faite sur l'original par le secrétaire du conseil-d'état.

Le légat est reçu à condition :

1° De jurer et promettre suivant la formule usitée, de se conformer aux lois de l'état, et aux libertés de l'Église gallicane, et de cesser ses fonctions quand il en est averti par le gouvernement;

2° Qu'aucun acte de la légation ne pourra être rendu public, ni mis à exécution sans la permission du gouvernement;

3° Que le légat ne pourra commettre ni déléguer personne sans la même permission;

4° Qu'il sera obligé de tenir ou de faire tenir registre de tous les actes de la légation;

5° Que sa légation finie, il remettra le registre et le sceau de sa légation au ministre des cultes qui lui-même le remettra aux archives du gouvernement;

6° Qu'il ne pourra, après la fin de sa légation, exercer directement ou indirectement soit en France ou hors de France, aucun acte relatif à l'Église gallicane. (Arr. 8 germ. an X.)

Le légat n'exerce sa juridiction sur tous les évêchés et archevêches de France, que quand la bulle dit : in *Franciam* et *adjacentes provincias*. La raison qu' on donne de cet usage est que les archevêchés de Lyon, de Vienne et de Besançon étaient autrefois du royaume de Bourgogne, et qu'à Rome on change difficilement le style ordinaire.

Quoique le pape donne à ses légats à *latere* une plénitude de puissance, ils sont toujours regardés comme des vicaires du pape, qui ne peuvent rien décider sur certaines affaires importantes sans un pouvoir spécial, exprimé dans les bulles de la légation. Telles sont les translations des évêques, les suppressions, les érections, les réunions des évêchés.

La puissance des légats ne doit pas être plus étendue que celle du pape qui les commet.

Il ne leur est donc pas permis de renverser l'ordre de la juridiction ordinaire, et d'adresser une commission quelconque à d'autres qu'à l'évêque diocésain ou à son grand-vicaire.

Lorsqu'un légat a fait des réglements, ils doivent encore être exécutés après que la légation est finie, pourvu que ces réglements aient été reçus avec toutes les formalités qui sont requises en France pour la réception des bulles et des constitutions qui sont faites par le pape, c'est-à-dire qu'elles aient été vérifiées et homologuées au Conseil d'état.

(*Grégor. IX. Cap. extrà de officio legati.*)

Dès qu'un légat n'est plus dans le royaume, quand même il serait encore dans le temps de sa légation, il ne peut plus faire aucun acte de juridiction dépendant de sa légation. (Libertés de l'égl. gall., art. 59.)

La legation finit par la mort du légat, ou quand le temps fixé pour l'exercice de sa légation par

l'arrêt d'enregistrement est expiré, ou quand le roi lui a fait signifier sa révocation, en cas que l'arrêt d'enregistrement ne fixe pas le temps de la légation.

Quelquefois, après le temps de la légation expiré, on accorde au légat une prorogation de pouvoirs. Il faut la faire enregistrer au Conseil d'état; et, comme ces pouvoirs ne sont qu'une suite des premiers, les modifications qui se trouvent dans le premier acte de vérification, sont censées répétées dans le second.

LÉGION-D'HONNEUR.—V. **Ordres royaux.**

LÉGISLATION. —La législation est l'art de donner des lois au peuple. Elle est moins un *pouvoir* qu'une *lumière d'ordre*, essentiellement distincte de la *force* ou de son *usage*, on peut la considérer comme le génie de l'équité et de l'utilité proclamant les règles obligatoires du droit et du pouvoir de l'administration de la justice.

La meilleure législation est celle qui est la plus simple et la plus conforme à la nature. Il ne s'agit pas de s'opposer aux passions des hommes; mais au contraire de les encourager, en les appliquant à l'intérêt public et particulier; par ce moyen on diminuera le nombre des crimes et des criminels, et l'on réduira les lois à une très-petit nombre. Des économistes, et entre autres Garnier, ont soutenu qu'une législation compliquée était une source de produits pour des gens de loi, et qu'il était aussi avantageux à une nation de multiplier celui-ci que tout autre. Mais personne n'admettra ce raisonnement, et il est reconnu que la complication des lois est bien plutôt favorable à la mauvaise foi, en lui offrant de nouveaux subterfuges, tandis qu'elle n'ajoute presque jamais rien à la solidité du bon droit. Car en bonne économie politique, le travail productif de produits immatériels n'est productif que jusqu'au point où le produit est utile; au-delà de ce point c'est un travail purement improductif. (V. **Lois.**)

Ouvrages à consulter : *Législation primitive,* par M. de Bonald, 3 vol. in-8°, 1829; *Histoire de la Législation,* par M. de Pastoret, 9 vol. in-8°, 1817, 1827; *De la Législation,* par Mably, 1776; *Législation universelle,* par Destriche de la Barre, 1819, in-8°.

LEGS.—V. **Communes, Hospices, Fabriques, Établissements publics,** etc.

LETTRES DE CHANGE. — La lettre de change est le premier mode d'exécution du contrat de change. (V. **Change.**)

On la définit un *acte* rédigé suivant certaines formalités essentielles, par lequel on charge un correspondant d'une autre ville que celle où l'on est, de compter à une personne désignée ou à *son ordre* une certaine somme d'argent en échange de pareille valeur que l'on a reçue ou que l'on recevra d'elle.

Elle est réglée par le Code de commerce, principalement dans le tit. 8, art. 110 à 189.

Quelquefois la lettre de change prend la dénomination de *traite*. Ainsi les traites du caissier général du trésor public sur lui-même, transmissibles à un tiers par un agent du trésor public, spécialement autorisé à cet effet, sont assimilées aux lettres de change du commerce, tant pour le délai après lequel elles sont frappées de prescription, que pour la durée du cautionnement qui pourrait être exigé du propriétaire, lequel aurait en vertu de jugement obtenu le paiement sans présentation des originaux desdites traites, en cas que ces originaux fussent adirés. Les art. 155, 186 et 187 du Code de commerce leur sont, en conséquence, déclarés applicables.

Néanmoins, les cinq années qui acquièrent la prescription ne courent que de la date de la transmission faite par le payeur du trésor à la partie prenante. (D. 11 janv. 1808.)

C'est à l'autorité administrative et non à l'autorité judiciaire qu'il appartient de connaître de l'effet que doivent produire contre un fournisseur des lettres de change souscrites en sa qualité. (Cass., 22 pluv. an X; S. 2, 1. 224.)

Il en est de même en matière de lettres de change tirées sur le trésor public par un agent consulaire du gouvernement, pour faire face à des dépenses qui sont au compte du gouvernement lui-même. (D. 11 av. 1810) (*Chabrol-Cham.*)

LETTRES CLOSES. — Ce sont des lettres fermées et cachetées écrites par le roi pour des mesures d'ordre public, telles que les lettres aux membres de la chambre des pairs et de la chambre des députés pour l'ouverture d'une session. On envoie également des lettres closes aux évêques, pour les inviter à chanter un *Te Deum*.

LETTRES DE MARQUE. — On appelle ainsi l'acte du gouvernement contenant en faveur d'une personne l'autorisation d'armer et d'équiper en guerre un vaisseau ou tout autre bâtiment de guerre, pour courir sur les vaisseaux des puissances ennemies. Suivant l'arrêté du 2 prairial an XI, art. 15, ces lettres sont délivrées par le ministre de la marine et des colonies.

L'armateur qui a ainsi obtenu la permission

d'armer en course, doit fournir un cautionnement fixé par l'arrêté susdit, art. 20.

Enfin les navires munis de lettres de marque régulières prennent le nom de *corsaires* et peuvent, comme les vaisseaux de l'état, exercer le droit de prise maritime en se conformant à leurs lettres. (V. **Prises maritimes.**)

LETTRE MINISTÉRIELLE.—V. **Décisions ministérielles, Ministres.**

LETTRES DE NATURALISATION, DE NATURALITÉ.—V. **Français, Naturalisation.**

LETTRES PASTORALES. — V. **Abus (appel comme d').**

LETTRES PATENTES. — Plusieurs actes se trouvent au Bulletin des lois sous le nom de lettres patentes. Cette dénomination est réservée aux actes de juridiction gracieuse, telles que les lettres de grâce, de naturalisation, de naturalité, etc., etc.

Elles sont délivrées ouvertes, avec le grand ou le petit sceau du roi, suivant les cas, et le contreseing d'un ministre.

On nommait autrefois *lettres patentes* certains actes émanés de l'autorite royale, qui ne produisaient leur effet qu'après avoir été enregistrés par la cour à laquelle ils étaient adressés.

LIBERTÉ.— La liberté, suivant les jurisconsultes romains, est une faculté naturelle de faire ce que l'on veut, à moins d'en être empêché par la loi ou par la force. Mais on ne doit entendre cette faculté naturelle que de ce qui est juste, et elle ne peut ni préjudicier à autrui, ni blesser l'ordre public, car faire quelque chose d'injuste c'est *licence*, et la licence est destructive de la liberté.

Outre la liberté *naturelle*, on distingue encore la liberté *civile*. N'obéir qu'à la raison, c'est la liberté *naturelle*; n'obéir qu'à la raison et à la loi, c'est la liberté *civile*. La liberté naturelle laisse à la volonté toute son inconstance. La liberté civile la fixe et l'oblige à vouloir toujours ce qu'elle a voulu une fois.

La liberté a été plusieurs fois solennellement proclamée par la législation. C'est ainsi que suivant les art. 5 et 6 de la fameuse declaration des droits de l'homme et du citoyen, elle consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui. Ainsi, l'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres membres de la société la jouissance de ces mêmes droits; mais ces bornes ne peuvent être déclarées que par la loi.

La loi ne doit défendre que les actions nuisibles à la société; tout ce qui n'est pas défendu par la loi ne peut être empêché et nul ne peut être contraint de faire ce qu'elle n'ordonne pas. La loi est l'expression de la volonté générale.

La constitution de 1791 spécialise la liberté et la fait consister dans la faculté 1° d'aller, de rester, de partir, sans pouvoir être arrêté ni detenu, que selon les formes déterminées par la loi; 2° de parler, d'écrire, d'imprimer et de publier ses pensées, sans être soumis à aucune censure ni inspection avant leur publication, et d'exercer le culte religieux auquel on est attaché; 3° de s'assembler paisiblement et sans armes, en satisfaisant aux lois de police; 4° et d'adresser aux autorités constituées des pétitions signées individuellement.

Ces differentes libertés, où l'on reconnait facilement la liberté de la presse, la liberté des cultes et la liberté individuelle, après avoir été suspendues et entravées dans leur exercice sous les derniers gouvernements, ont été de nouveau consacrées, et dans les limites assignées ci-dessus, par la charte de 1830.

Mais jamais les droits que la véritable liberté confère n'ont été si mal compris, et on en a souvent abusé, parce qu'on n'a pas attaché à ce mot de liberté des idées suffisamment claires et précises. Il a réveillé des passions, suscité des haines, au lieu d'apporter la paix et la tranquillité, en fixant les droits de chacun, parce que beaucoup de personnes ne croient posséder la liberté qu'autant qu'il leur est permis de la faire dégénérer en licence, ou au moins en une indépendance absolue.

Mais autre chose est la licence, puisqu'elle détruit la liberté; autre chose est l'indépendance, puisque la véritable liberté ne s'acquiert que par le sacrifice de l'indépendance.

Les peuples qui vivent entre eux dans l'état de nature, sont indépendants sans être libres; ils sont toujours forçants ou forcés. Les citoyens, au contraire, sont libres sans être indépendants, parce qu'ils sont soumis à des lois qui les protégent contre les autres, et contre eux-mêmes.

La vraie liberté consiste dans une sage composition des droits et des pouvoirs individuels avec le bien commun. Quand chacun peut faire ce qui lui plaît, il peut faire ce qui nuit à autrui, il peut faire ce qui nuit au plus grand nombre, et la licence de chaque particulier opérerait infailliblement le malheur de tous.

La loi a donc dû poser certaines limites et déclarer qu'en les dépassant il y aurait violation de la constitution.

La charte de 1814, plus tard celle de 1830,

déclarèrent que la liberté individuelle était garantie et que personne ne pourrait être poursuivi ni arrêté que dans les cas prévus par la loi et dans la forme qu'elle prescrit (Charte, art. 4). La conséquence de la liberté individuelle est que nul ne peut être distrait de ses juges naturels. (Charte, art. 53.) (V. **Arrestation, Visite domiciliaire, Mise en jugement.**)

LIBERTÉ DES CULTES. — V. **Culte.**

LIBERTÉS DE L'ÉGLISE GALLICANE. — Ce sont les libertés qui garantissent à l'Église de France, contre les envahissements de la cour de Rome, la conservation de ses anciennes coutumes, fondées sur les canons et la discipline des premiers siècles.

Après les troubles de la ligue, les jésuites cherchaient à introduire en France une doctrine dangereuse et contraire à la véritable discipline de l'Église, toujours invoquée en France. Le célèbre Pithou, avocat au parlement, eut le courage de publier, en 1639, les maximes qui constituent les libertés de l'Église gallicane. Il les rédigea en quatre-ving-trois articles qui reçurent l'approbation générale, et qui ont mérité d'être regardés comme le texte même de ces libertés.

Dans le privilége que Louis XIV accorda à cet ouvrage, en 1652, il est dit expressément qu'il sert à l'éclaircissement des droits de la couronne, et contient la preuve entière des libertés de l'Église gallicane.

Dans une assemblée générale de 1682, le clergé de France signa cette fameuse déclaration conçue en quatre articles qui reconnaissent les bases sur lesquelles posent les libertés gallicanes.

Elle fut convertie en un édit enregistré par tous les parlements du royaume.

Cette disposition a été renouvelée par l'art. 24 du concordat de l'an X, et par un decret du 25 fevrier 1810. L'édit et la déclaration continuent à être observés comme lois générales de l'état.

Les principales garanties contenues dans ces actes sont que :

1° La puissance temporelle est indépendante de la puissance spirituelle;

2° L'autorité du pape, en France, est subordonnée à celle des conciles, aux canons et à la discipline particulière de l'église de France;

3° Les décrets et décisions du pape n'y sont exécutés qu'autant qu'ils sont approuvés par les évêques.

Les libertés de l'église gallicane, dit M. Duvergier de Hauranne, se divisent en deux parties distinctes, et qu'il faut bien se garder de confondre : les libertés du clergé, les libertés de l'état et de tous les Français. Sous le premier rapport, l'expression *église* est prise dans un sens restreint; elle signifie le corps des prêtres; sous le second rapport, elle est générale et veut dire la réunion de tous les fidèles de France. Les franchises des prêtres dérivent de certaines règles de discipline ecclésiastique, qui les rendent, à quelques égards, indépendants de la cour de Rome et du gouvernement temporel. Ainsi, le pape ne peut soustraire aucun établissement ecclésiastique à la juridiction de l'ordinaire des évêques, ni mander des prélats français en cour de Rome, sans la permission du roi, ni les transférer d'un siége à un autre sans leur consentement et sans la nomination royale. Il ne peut lever aucune taxe sur leurs bénéfices; et ces prélats, ainsi que leurs curés, sont inamovibles, ou du moins ils ne peuvent être déposés que par un jugement rendu par un tribunal national... Les libertés générales de la réunion des fidèles consistent en des maximes d'état et en des règles de discipline extérieure consacrées par les lois; elles préservent le gouvernement et chaque Français, d'abord, des envahissements de la cour de Rome, en second lieu, des entreprises du clergé intérieur.

LIBERTÉ DE L'INDUSTRIE. — V. **Industrie.**

LIBERTÉ DE LA PRESSE. — V. **Presse.**

LIBRAIRES — Les obligations des libraires étant les mêmes que celle des imprimeurs. V. **Presse, Crieurs, Colporteurs.**

LICENCE. — V. **Contributions indirectes, Boissons, Pêche, Voitures publiques.**

LIEUX PUBLICS.

§ 1. Des auberges, hôtels garnis, logeurs, etc. — § 2. Des Cabarets, cafés, estaminets, cafés-spectacles. — § 3. Des bals publics. — § 4. Des maisons de jeux et de prostitution. — § 5. Police et surveillance des lieux publics.

Les lieux publics sont *destinés* à la réunion du public, abstraction faite du nombre de personnes qui s'y trouvent ou qu'ils peuvent contenir.

Tels sont les auberges, les cabarets, les cafés, les bals publics et autres lieux d'assemblée, les maisons où l'on donne à jouer des jeux de hasard, les lieux de débauche, etc.

Les lieux publics sont encore ceux qui sont à l'usage de tous, tels que les places, rues, etc. (V. **Grande et petite voirie.**)

§. 1. Des auberges, hôtels garnis, logeurs, etc.

Les édits du 25 mai 1577 et mars 1693 obligeaient tous ceux qui voulaient s'établir aubergistes et logeurs, d'obtenir la permission de la police, permission qui ne pouvait être accordée qu'à des gens connus et bien famés.

Actuellement, les aubergistes et logeurs sont seulement astreints à se munir d'une patente, et à se conformer aux dispositions des lois et réglements spéciaux. (V. **Contributions directes, Patentes et Logeurs.**)

Les principales obligations auxquelles les aubergistes sont soumis, se trouvent tracées dans la loi du 19 juillet 1791.

1° Ils sont tenus d'avoir au-dessus de leur porte une enseigne ou un tableau indicatif de leur état;

2° Ils doivent avoir un registre en papier timbré et paraphé par un officier municipal ou un commissaire de police, sur lequel ils sont tenus d'inscrire de suite, et sans aucun blanc, les noms, qualités, domicile habituel, dates d'entrée et de sortie de tous ceux qui couchent chez eux, même *une seule nuit;*

3° Ils sont obligés de représenter régulièrement ce registre tous les quinze jours, et en outre toutes les fois qu'ils en sont requis légalement.

Cette inscription sur le registre est tellement d'ordre public, qu'ils sont tenus de la faire, sans distinction entre les voyageurs et les habitants domiciliés dans le lieu même ou est situé l'auberge qu'ils ont momentanément habitée. (Cass., 25 mai 1825.)

La preuve qu'un aubergiste a logé des voyageurs sans les inscrire sur son registre peut être faite par témoins à défaut de procès-verbal régulier, et un tribunal de police ne pourrait refuser de l'admettre. (Cass., 11 déc. 1829.)

L'inscription sur registre, obligatoire sous les peines de l'art. 475 du Code pénal pour tous les aubergistes et logeurs, alors même qu'ils ne donneraient à loger qu'une nuit, ne peut être étendue, même en vertu d'un réglement municipal, aux habitants qui ne feraient pas profession de loger habituellement des étrangers; car ce serait donner à la loi une extension qui ne saurait être autorisée par aucune raison ni d'ordre public ni de sûreté. (Cass., 14 déc. 1832.)(V. **Passe ports.**)

Faute de se conformer à ces dispositions, ils sont passibles d'amende et des peines portées au Code pénal dans les art. 154, 164, 129, 269, 475, 478, et ils demeurent civilement responsables des désordres et des délits commis par ceux qu'ils logent dans leurs maisons.

Le seul fait de loger *à la nuit ou au mois* constitue l'état d'aubergiste ou celui de logeur, et oblige ceux qui l'exercent à remplir toutes les obligations indiquées.

Les aubergistes ont, comme tels, des devoirs inhérents à leur profession. Ainsi ils sont obligés de recevoir, loger et nourrir les voyageurs qui se présentent, et leur offrent le salaire de leurs soins et de leurs fournitures.

L'ordonnance du 20 janvier 1563 leur ôtait la liberté de refuser, et ils sont restés, sous ce rapport, soumis à de l'ancienne législation.

Cela ne doit pourtant pas s'entendre d'une manière générale et trop absolue : aussi les aubergistes ou logeurs non seulement ne doivent point recevoir chez eux, mais doivent dénoncer aux autorités les vagabonds, mendiants ou gens sans aveu qui pourraient se présenter, encore bien qu'ils pussent ou consentissent à payer leur dépense.

§ 2. Des cabarets, cafés, estaminets, cafés-spectacles.

Les cabarets ou cafés sont des lieux où l'on donne habituellement à boire et à manger. Ils diffèrent des auberges et hôtels garnis en ce qu'on n'y loge pas la nuit, et qu'on n'y reçoit pas de voyageurs à coucher.

Les cabaretiers et cafetiers sont d'ailleurs soumis aux lois, réglements de police, visites de nuit, heures de fermetures, comme les aubergistes ou logeurs. (C. pén., 475. L. 1791, 20.)

Les arrêtés de police municipale qui fixent, sous les peines de droit, une heure pour la clôture des cabarets et cafes, ne sont point applicables aux individus qui s'y trouvent après l'heure fixée. Ces arrêtés ne sont applicables qu'aux cabaretiers ou cafetiers seuls. (Cass., 5 av. 1811.)

Un cabaretier ne doit cependant pas être condamné pour n'avoir pas fermé sa porte de la maison à l'heure prescrite par les réglements, s'il est établi au procès que les buveurs qui s'y trouvaient l'ont mis dans l'impossibilité de le faire.

A l'égard des *cafes spectacles*, les reglements d'administration publique les assimilent aux spectacles de curiosité, et, comme tels, les soumettent à une autorisation préalable de l'autorité municipale.

Le genre dans lequel ces entreprises doivent se renfermer ne peut consister qu'en théâtre mécanique, cabinet de figures, parades et physique amusante, panoramas, etc.

Ces autorisations se delivrent en vertu du décret du 8 juin 1806 et de l'art. 12 du D. du 13 août 1811, qui sont toujours en vigueur; elles contiennent, entre autres conditions, la défense de re-

présenter, sous quelque prétexte que ce soit, des comédies vaudevilles ou tous autres ouvrages appartenant à l'art dramatique; enfin de chanter des chansons politiques. Elles défendent enfin d'annoncer le spectacle par des affiches même dans l'intérieur des cafés.

Les *cafés-spectacles* sont en outre assujettis au droit des pauvres qui, pour les établissements autres que les théâtres ordinaires, s'élève au *quart de la recette brute*. Cependant, ce droit ne doit être perçu que lorsqu'il y a recette faite à l'entrée du café, ou qu'il a été délivré des cartes d'abonnement, ou des cachets stipulant qu'une partie du prix d'entrée sera employée en consommation. Hors ce cas, les *cafés-spectacles* ne peuvent subir une perception régulière au profit des indigents. En cas de contravention, le tribunal de simple police applique l'art. 471 C. pén., § 15. (V. D. 8 juin 1806, 15 août 1811.) (V. **Théâtres**.)

§ 3. Bals publics.

Les bals, comme *lieux publics*, sont sous la surveillance immédiate des officiers de police. Les individus qui y troublent l'ordre dans l'intérieur et à l'exterieur peuvent être arrêtés et punis. (V. **Réglements municipaux**.)

Pour ouvrir un bal public, il ne suffit pas d'avertir l'autorité, il faut de plus une autorisation préalable. (C. Paris, 6 jan. 1834.)

La loi du 7 frimaire an V a établi un droit pour les indigents, d'un décime par franc sur les billets d'entrée des bals publics. Ce droit, qui a été porté au quart de la recette brute par la loi du 8 messidor an V, a été maintenu par toutes les lois de finances intervenues depuis. (V. aussi **Théâtre**.)

Cet impôt, en ce qui concerne les bals, n'a lieu que pour ceux où il y a *bureau de recette*, lors même qu'ils ont le titre de bals de société.

Les bals ou réunions où l'on entre par abonnement sont exceptés de ce droit, lorsque les sociétaires et leurs familles sont seuls admis au lieu des réunions, et que l'abonnement n'a d'autre effet que de faire face aux dépenses communes. Pour que le droit des pauvres puisse être prélevé, il faut que ces réunions soient exploitees par des entreprises et par objet de spéculation. (D. 9 déc. 1809; L. 25 mars 1817.)

L'arrêté du 8 fructidor an XIII attribue aux conseils de préfecture la connaissance exclusive de toutes les contestations qui peuvent s'élever sur la perception des droits établis par les lois sur la recette des bals publics. (C. d'état, 31 déc. 1834.)

§ 4. Maisons de jeu, de débauche, etc.

Considérés comme *lieux publics*, ces maisons sont soumises à différentes règles et mesures d'ordre et de police dans l'intérêt des particuliers et de la morale publique. (V. **Jeu, Prostitution**.)

§ 5. Police et surveillance des lieux publics.

La loi du 22 juillet 1791 met les lieux publics sous la surveillance immédiate de l'autorité locale, et dérogeant, en vue de l'intérêt de tous, au principe sacré de l'inviolabilité du domicile, autorise les agents de l'autorité à entrer à toute heure et lorsqu'ils le jugeront convenable, dans *les lieux publics*, pour en faire la visite, y maintenir l'ordre et la tranquillité, et empêcher qu'il ne s'y passe rien de contraire aux lois et aux bonnes mœurs.

La cour de cassation, par un arrêt du 19 déc. 1829, a jugé que la règle qu'aucun officier de police ou de justice ne pourrait s'introduire dans le domicile des citoyens *pendant la nuit*, sauf le cas d'incendie, d'inondation ou de réclamations venant du dehors, ne s'appliquait pas aux lieux où tout le monde était admis indistinctement pendant une partie de la nuit, et que l'art. 9, titre 1 de la loi du 22 juillet 1791, portant que les officiers de police peuvent toujours entrer dans ces lieux, était encore en vigueur aujourd'hui.

La résidence d'un citoyen dans une auberge ou autre établissement, habituellement ouvert au public, même à titre de pensionnaire, ne peut changer la nature du lieu qu'il habite et ne peut lui communiquer le caractère sacré et inviolable d'un domicile privé. (Cass., 24 déc. 1824.)

La contravention à un réglement de police fixant l'heure de la fermeture des lieux publics ne peut être excusée sous prétexte que les individus qui y ont été trouvés après l'heure fixée par les réglements, n'y étaient que pour traiter d'affaires, et que le maître des lieux n'a agi que par complaisance pour eux. (LL. 24 août 1790; C. p. 65; Cass., 4 fév. 1831.)

LISTE CIVILE.—Avant 1789, le domaine de l'état inaliénable et imprescriptible, était unique, seulement certains châteaux, certaines maisons de plaisance étaient affectés à l'habitation royale. Quant aux dépenses, les rois puisaient sans contrôle dans le trésor. Dès qu'on voulut introduire un ordre régulier dans toutes les parties des finances, on demanda que ces dépenses fussent évaluées, et que le montant en fût porté à part dans les états des dépenses publiques Un décret de l'assemblée nationale, rendu au mois d'octobre 1789, ordonna qu'on réunirait les évaluations des dépenses des divers ministères et de la *liste civile*. C'est la première fois que ce terme de *liste civile*, emprunté de l'Angleterre, parait dans nos lois.

Elle fut instituée en Angleterre lors de la révolution de 1688. Cette dénomination de liste civile lui a été donnée, parce qu'elle était l'évaluation des sommes nécessaires pour subvenir aux dépenses de l'ordre civil, indépendamment de l'ordre ecclésiastique et de l'ordre militaire; elles etaient votées d'abord pour quelques années et ensuite pour la durée complète du règne du roi.

Suivant l'exemple de l'Angleterre, une proposition fut faite en janvier 1790 dans l'assemblée nationale, et il fut voté sans discussion qu'une adresse serait présentée au roi pour le prier de déterminer lui-même la somme nécessaire à sa liste civile, en consultant moins son esprit d'économie que la dignité de la nation qui exige que le trône d'un monarque soit environné d'un grand éclat.

Supplié une seconde fois d'une manière unanime, le roi, écrivit au président de l'assemblée; il demanda que la liste civile fût fixée à 25 millions et il indiqua en même temps les châteaux, parcs et forêts qu'il se réservait.

L'assemblée décida par acclamation que la lettre même du roi formerait le décret. C'est de cette manière que la liste civile fut votée pour la première fois.

Les gouvernements qui suivirent eurent tous leur liste civile; sous l'empire et par le sénatus-consulte de 1810, fut créée pour la première fois la dotation de la couronne, composée du domaine de la couronne, et du domaine extraordinaire. Le domaine privé fut également autorisé.

Le domaine *extraordinaire* se rattachait aux grands événements de ce temps; il etait composé du produit des conquêtes et des traités de paix. Le chef du gouvernement s'en était réservé la libre disposition pour récompenser les services civils et militaires et pour créer des monuments publics.

Ce domaine extraordinaire donné par la victoire a disparu avec elle. Il n'en restait que quelques débris lorsque la loi de 1818 décida que tous ces debris appartiendraient au domaine de l'État.

Depuis cette époque, et à chaque changement de règne ou de gouvernement, la dotation de la couronne fut maintenue à côté de la liste civile.

Aux termes de l'art. 19 de la charte, la liste civile est fixée pour toute la durée d'un règne par la première législature assemblée depuis l'avènement du roi.

La loi du 2 mars 1852 a donc fixé la liste civile du roi régnant en la composant également d'une dotation immobilière et d'une somme annuelle payée par le trésor. Elle est de 12 *millions*, et l'héritier de la couronne reçoit sur les fonds du trésor une somme annuelle *d'un million*. (L. 2 mars 1852, art. 17, 20.)

Dotation immobilière. Les articles 2 et suivants de ladite loi contiennent la nomenclature des différents immeubles qui composent la dotation, ils sont inaliénables, imprescriptibles, et ne peuvent être par conséquent ni donnés, ni vendus, ni engagés, ni grevés d'hypothèques.

Bien plus, les revenus sont insaisissables. Ils ne sont pas soumis à l'impôt; cependant ils supportent toutes les charges communales et départementales, et afin de fixer leurs portions contributives dans ces charges, ils sont portés sur les rôles de la même manière que les propriétés privées. (Article 13.)

Leur échange ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une loi, et ils ne peuvent jamais être grevés non plus que le trésor public des dettes des rois ou des pensions par eux accordées. (9, 10.)

La liste civile est administrée par un intendant qui la représente dans toutes les affaires et dans tous les procès, mais ses pouvoirs sont restreints dans certains cas; ainsi la durée des baux, à moins qu'une loi ne l'autorise, ne doit pas excéder 18 ans. (Art. 11.)

Les forêts de la couronne sont soumises aux dispositions du Code forestier en ce qui les concerne; et il ne peut y être fait aucune coupe extraordinaire, ni aucune coupe de quarts en réserve, ou de massifs réservés par l'aménagement, qu'en vertu d'une loi. (Art. 12.)

Les commissaires-priseurs sont, de même que les notaires, sans attribution pour la vente desdites coupes; les ventes ne doivent être faites que par les préfets ou les maires, en présence des agents forestiers. (C. Paris. 28 juin 1833.)

Pour les actions dirigées contre la liste civile, V. **Domaine de la couronne.**

LITHOGRAPHIES.—Toutes les impressions lithographiques, soit dessins ou écrits, ne peuvent être mises en vente qu'après la déclaration et le dépôt préalables.

Nul ne peut être imprimeur lithographe s'il n'est breveté et assermenté.

Les imprimeurs-lithographes sont assujettis à toutes les formalités prescrites par l'art. du 24 octobre 1814 sur l'impression, le dépôt et la publicité des ouvrages. (O. 8 oct. 1817) (V. **Presse.**)

(V. aussi **Dessins et gravures.** Les mêmes dispositions leur sont applicables.)

LITS MILITAIRES. — V. **Logements militaires.** § 2, V. **Casernement**, § 4.

LIVRES D'ÉGLISE. — Un décret du 7 germinal an XIII donne aux évêques, relativement à l'impression ou à la réimpression des livres d'église, un droit de censure discrétionnaire et illimité, qu'ils soient ou non émanés desdits ecclésiastiques; mais il ne faut pas en inférer un droit de propriété sur les livres d'église imprimés dans leur diocèse, avec faculté de le transmettre à des tiers par voie de privilége exclusif, temporaire ou perpétuel. Le décret précité n'oblige à demander l'autorisation des évêques que dans l'intérêt des doctrines religieuses, pour la conservation de leur unité, et afin qu'ils soient appelés à prévenir par une utile surveillance les altérations qui pourraient s'y introduire.

En conséquence, l'imprimeur, porteur d'une cession de privilége émanée de l'évêque diocésain, n'a pas d'action contre le confrère auquel il impute le délit d'avoir imprimé des livres d'église sans la permission de l'évêque. La cession du privilége n'étant pas valable, l'action en dommages-intérêts n'est pas ouverte. Le délit, s'il était constaté, ne pourrait donner lieu qu'aux réquisitions du ministère public; car ici, par les motifs mêmes qui ont présidé à la rédaction du décret de l'an XIII, les évêques ne sauraient être assimilés aux auteurs ou propriétaires lésés par les contrefaçons, et qui, d'après la loi du 19 juillet 1793, ont droit à des réparations civiles et pécuniaires; ils n'ont d'autre droit d'après la combinaison du décret avec la loi, avons-nous dit, que de surveiller les ouvrages assujettis à leur examen, et de signaler à la vindicte publique ceux qui tenteraient de se soustraire à cette surveillance.

Quant au simple débit des ouvrages imprimés sans permission, il ne constitue pas un délit, attendu que la loi du 19 juillet 1793 parle seulement du débit des ouvrages contrefaits. (Arr. de la C. roy. d'Amiens, 30 nov., 7-14 déc. 1835; J. *le Droit*, 22 déc. 1835, confirmé par arrêt de la Cour de cassation du 28 mai 1836. V. au J. *le Droit*, 5 juin 1836, le réquisitoire du procureur-général Dupin sur cette affaire.)

Il ne faut pas confondre les instructions pastorales des évêques avec les livres d'église. A l'égard de celles-ci, ils en sont propriétaires, et c'est commettre une contrefaçon que de les imprimer sans leur autorisation. (Cass. 26 therm. an XII.)

Jugé de même qu'un évêque a le droit, soit comme *auteur*, soit comme *surveillant* et *censeur* des livres d'église, de concéder à prix d'argent le privilége exclusif d'imprimer le catéchisme qu'il a rédigé pour l'usage de son diocèse. (Cass. 30 av. 1825.)

LIVRES ÉTRANGERS. — L'entrée des livres venant de l'étranger ne peut avoir lieu que par certains bureaux désignés; aussi la régie des douanes a qualité pour intervenir sur l'action du ministère public, pour introduction d'ouvrages contrefait à l'étranger. (T. Pontarlier, 25 juill. 1835.)

Les livres doivent être expédiés des bureaux ouverts à leur importation, sous plomb et par acquit-à-caution, pour la préfecture qui y correspond. Ces mesures ne sont pas applicables aux livres que les voyageurs portent avec eux, pour leur usage; ils peuvent être admis sur une simple déclaration du voyageur qu'ils ne sont pas objet de commerce, et la promesse écrite et signée de sa main qu'il ne s'en défera pas.

Le gouvernement ayant dès-lors le droit de repousser du royaume ce qu'il croit dangereux, tout ouvrage, toute estampe ou lithographie qu'il aurait prohibés et qu'on aurait frauduleusement introduits seraient, s'ils étaient exposés ou mis en vente, susceptibles d'être saisis. La mission des commissaires de police à cet égard étant extrêmement délicate, ils ne doivent la remplir que sous la surveillance immédiate du préfet, particulièrement dans les départements frontières. (V. circ. min. 16 juin 1830.)

LIVRETS. — V. **Ouvriers.**

LOGEMENTS MILITAIRES.

§ 1. Logement sans indemnité. — § 2. Logement avec indemnité, lits militaires, abonnements des communes. — § 3. Répartition des charges du logement. — § 4. Exemptions. — § 5. Réclamations. — § 6. Contestations, contraventions.

Les logements des troupes sont au nombre des servitudes ordinaires imposées aux citoyens relativement aux choses et dans l'intérêt des établissements militaires. Il faut distinguer le cas où les troupes sont en marche et ne font que passer dans la commune, et celui où elles y sont établies en garnison, en détachement ou en cantonnement.

§ 1. Du logement sans indemnité.

Conformément aux dispositions des lois des 10 juillet 1791 et 23 mai 1792, le logement doit être fourni en nature chez l'habitant, et sans indemnité, 1° aux militaires de tous grades et de toutes armes, et autres considérés comme tels, marchant en corps, ou en détachement, ou isolément; allant en congé de semestre, munis de feuilles de de route qui leur attribuent cette prestation; 2° aux

militaires ou employés militaires en station dans les places ou cantonnements dans lesquels il n'y a pas de bâtiments militaires, ou lorsque ces bâtiments sont reconnus insuffisants, ou se trouvent dépourvus de fournitures de coucher.

Mais dans ce cas, le logement n'est dû aux officiers et employés militaires que pour trois nuits seulement, après lesquelles ils sont tenus de se loger de gré à gré et à leurs frais. (L. 8-10 juill. 1791, tit. 5, art. 5.)

Lorsqu'un corps ou détachement arrive dans une place pour y tenir garnison, la troupe est considérée comme étant encore en marche, et logée chez l'habitant pour une nuit ou deux au plus. (Rég. 20 juill. 1824, art. 101.)

Les maires font fournir le logement sur la présentation des feuilles de route, pour les militaires en marche, et sur les demandes des sous-intendants pour les troupes en station.

§ 2. Du logement avec indemnité. Lits militaires. Abonnement des communes.

Ainsi que nous l'avons vu, le logement est dû avec indemnité après les trois premières nuits aux militaires et employés militaires qui, arrivant dans les lieux de garnison ou cantonnement, ne peuvent être reçus dans les bâtiments militaires. Cette indemnité est fixée pour les soldats et les sous-officiers, par les réglements; mais les officiers et employés militaires indemnisent eux-mêmes l'habitant à l'aide de l'allocation qui leur est accordée à cet effet. (Rég. 20 juill. 1824, art. 101.)

Lorsqu'il a été nécessaire de faire fournir par les habitants, des écuries pour les chevaux des officiers et de la troupe, les habitants doivent en être indemnisés par le département de la guerre, en ce qui concerne les chevaux des officiers et soldats des régiments et ceux des équipages.

Quant aux chevaux des autres officiers et des employés militaires, l'indemnité doit être payée directement par ceux-ci, au moyen du logement qu'ils reçoivent en argent. (Rég. 1792, art. 5.)

Une autre servitude imposée aux habitants des villes de garnison est l'obligation de fournir des lits, lorsqu'il ne s'en trouve pas une quantité suffisante pour le casernement des sous-officiers et soldats, dans les bâtiments militaires; mais dans ce cas il doit être payé une indemnité pour chaque lit et tout ce qui en dépend. (Rég. 1792, art. 4.)

Enfin les magasins dont les troupes détachées et cantonnées peuvent avoir besoin, doivent être fournis par les habitants, à qui le loyer en doit être payé, pour le temps de leur occupation.

Les indemnités dont il a été parlé ci-dessus doivent être réclamées dans le délai de six mois, fixé par l'art. 5 du décret du 15 juin 1806; cette réclamation est faite en leur nom par le maire de la commune, qui a droit de discussion en cas de contestation.

L'état doit contenir la note exacte des personnes qui ont logé, le nombre d'hommes et de chevaux qui ont été logés, et le nombre des journées de logement. (O. 5 août 1818, art. 9.)

Les receveurs municipaux sont chargés de recevoir le montant de ces indemnités; mais nous remarquerons qu'ils n'ont aucun droit à des remises pour le recouvrement et le paiement desdites sommes. Dans cette occasion, l'intervention des receveurs municipaux est un résultat immédiat de leurs fonctions. (Lettre min. 10 oct. 1855.)

Il est important de remarquer que ces logements constituent une prestation individuelle et non une charge communale. Aussi le receveur doit-il, pour être libéré, rapporter des états de distribution dûment émargés par chacun des ayant-droit.

Telles sont les dispositions à observer, lorsque ces logements ne constituent qu'une occupation momentanée, mais il en est autrement lorsqu'il y a casernement habituel. Aux termes d'une loi du 15 mai 1818, les diverses dépenses de casernement dont les villes étaient chargées par les anciens réglements, sont réduites à un simple prélèvement sur les habitants aux frais du trésor. Ce prélèvement constitue un *abonnement*. Au moyen de cet abonnement, les réparations et loyers des casernes et autres bâtiments, ainsi que l'entretien de la literie et l'occupation des lits militaires, sont à la charge du gouvernement.

L'ordonnance de 1818 vient ensuite pour prescrire l'exécution de la loi susdite. C'est ainsi qu'elle porte au *maximum* légal, c'est-à-dire à 7 fr. par homme et 5 fr. par cheval, le taux annuel de l'abonnement.

Le maire a également droit de discussion. A cet effet il s'adresse au préfet, qui transmet la réclamation au ministre de la guerre pour y être statué, sauf le recours au roi en Conseil d'état.

Les contributions indirectes recouvrent le décompte définitivement arrêté par l'intendant militaire sur les revues de l'effectif des hommes et des chevaux.

Le produit moyen de l'abonnement peut être converti en abonnement fixe, sur la demande des conseillers municipaux, par une ordonnance royale. (V. **Casernement.**)

§ 3. Répartition des charges du logement.

La charge du logement militaire est supportée par tous les habitants sans distinction de personnes, quelles que soient leurs fonctions et leurs qualités, sauf les exceptions ci-après. (V. § 4.)

Chaque habitant supporte la charge du logement à son tour. L'administration municipale en fait la répartition. (L. 1791, art. 9.)

C'est donc aux maires à déterminer cette répartition, de manière à ce que la charge du logement ne tombe pas plus fréquemment sur tels individus que sur tels autres; ils doivent ensuite prendre pour base les facultés de chaque habitant, c'est-à-dire les circonstances de fortune, de position et de logement.

Cette charge tient moins à la personne qu'à l'habitation proprement dite; ainsi elle frappe non seulement sur le propriétaire, mais encore sur le locataire, et aussi bien sur le locataire étranger que sur celui qui est français. (C. roy. Paris, 19 déc. 1815.)

Quand un habitant est absent de son domicile, le maire ne doit pas envoyer de militaire chez lui; mais il doit échanger son tour contre un autre, et quand l'habitant est revenu, le faire concourir au logement des premières troupes de passage, de façon qu'au bout de l'année, il ait supporté la charge du logement militaire de la même manière que tous ses concitoyens.

Toutefois, si l'absence n'était que simulée, ou si elle n'était effectuée que dans l'intention de se soustraire à l'obligation du logement et de se dérober à cet impôt, le maire ne devrait pas y avoir égard; il devrait délivrer le billet de logement, et, vû l'absence, envoyer les militaires à l'auberge aux frais des récalcitrants, sans préjudice des poursuites ultérieures.

Les habitants ne doivent jamais être délogés des chambres et lits où ils ont coutume de coucher. Ils ne pourraient néanmoins, sous ce prétexte, se soustraire à la charge du logement selon leurs facultés (Rég. 20 juill. 1824, art. 124.), c'est-à-dire de prêter les ustensiles de cuisine nécessaires, et de leur donner place au feu et à la chandelle. (Rég. 20 juill. 1824, art. 125.)

§ 4. Exemptions.

Les dépositaires de deniers publics, les veuves et les filles, sont dispensés de fournir le logement dans leur propre habitation, mais à condition d'y suppléer, soit en fournissant des logements en nature chez d'autres habitants, avec lesquels ils s'arrangent à cet effet, soit par une contribution proportionnée à leurs facultés, et agréée par l'autorité municipale. (L. 1791, tit. V, art. 9.)

De même les officiers dans leur garnison ou résidence, et les employés de l'armée dans leur résidence, ne logent pas les gens de guerre dans le logement militaire qui leur est fourni en nature; et lorsqu'ils reçoivent leur logement en argent, ils ne sont tenus à fournir le logement aux troupes qu'autant que celui qu'ils occupent excède la proportion affectée à leur grade et à leur emploi. Quant aux officiers en garnison dans le lieu de leur habitation ordinaire, ils sont tenus à fournir le logement dans leur domicile propre comme les autres habitants. (L. 1791, tit. 3, art. 15.)

§ 5. Réclamations.

Après la distribution du logement, un officier de la troupe, et l'un des membres du conseil municipal, doivent rester à la mairie pour recevoir les réclamations des habitants et des militaires, et y faire droit s'il y a lieu. (Rég. 1824, art. 120.) Ces réclamations peuvent être adressées contre l'assiette ou la surcharge des logements, ou contre des abus dans la délivrance des billets. S'il n'y est pas fait droit, le réclamant doit alors s'adresser au sous-préfet; et s'il ne reçoit pas de réponse de ces fonctionnaires, ou s'il veut appeler de leur décision, il doit se pourvoir par voie de pétition devant le ministre de l'intérieur. (*Journal des Cons. mun.*, 123e consultation.)

§ 6. Contraventions, Contestations.

Le contentieux auquel cette matière peut donner lieu vient, soit du refus exprimé par l'habitant de recevoir les militaires qui lui sont adressés, soit des dégats ou des dommages causés par ceux-ci chez l'habitant, soit enfin du défaut de paiement par les militaires.

Dans le premier cas, celui du refus, il est constaté par la déclaration de l'habitant écrite sur le billet de logement; ou s'il s'abstient de mentionner son refus par écrit et se borne à un refus verbal, ce dernier refus peut être constaté, soit par un officier municipal, soit par un agent de la police administrative ou judiciaire.

Or, ce refus établit une contravention prévue à l'article 471 du Code pénal. Dès lors il est justiciable, à raison de cette contravention, du tribunal de simple police, et il doit être condamné à l'amende de 1 à 5 fr., et aux dommages-intérêts résultant de la dépense occasionnée par le séjour des troupes envoyées à l'auberge par ordre du maire.

Dans le cas où un habitant aurait à se plaindre

de quelques dommages causés par les troupes, il doit faire sa réclamation avant leur départ, soit au commandant du régiment ou des détachements, soit aux commissaires des guerres ou officiers municipaux, afin qu'il y soit fait droit; et à défaut de se présenter avant le départ de la troupe, ou une heure au plus tard après, ils ne seront plus reçus dans leurs demandes. (Rég. 1792, art. 24.) Enfin, en cas de demande en indemnité formée contre des officiers pour le temps de leur logement au-delà de trois nuits chez les particuliers, l'autorité judiciaire est seule compétente à l'exclusion de l'autorité administrative. Jugé par la cour royale de Paris, le 30 décembre 1817, contre le prince d'Eckmülh que cette indemnité était due, sauf aux officiers à se pourvoir devant le ministre de la guerre, s'il se sont trouvés dans de telles circonstances qu'ils eussent droit à une plus forte allocation de frais de logement que celle qui leur est attribuée par les réglements militaires.

LOGEUR — V. **Réglements municipaux.**

LOI SALIQUE.*

La loi salique, ainsi nommée parce qu'elle était la loi des *Francs saliens* (1), a toujours été regardée comme la loi fondamentale du royaume, comme le réglement immuable de l'ordre des successions au trône de France.

Rédigée par un petit nombre de prud'hommes choisis dans le sein de la nation (2), elle prononçait (titre 62, *de alode*) l'exclusion des femmes en faveur des mâles, dans la succession des terres saliques ou terres patrimoniales. *De terrâ verò salicâ nulla portio hæreditatis mulieri veniat, sed ad virilem sexum tota terræ hæreditas proveniat.* Or le domaine de la couronne étant mis au rang des terres saliques, cette loi s'appliquait à la famille royale comme aux familles particulières, et le trône se trouvait ainsi, relativement aux femmes, hors de la succession du père commun.

Dans l'ordre civil, la loi salique s'effaça insensiblement devant les progrès de la civilisation et les réformes qu'introduisirent peu à peu dans la législation les capitulaires des rois. Déjà du temps de Marculfe, il était permis au père d'appeler ses filles au partage de tout ce qu'il possédait, concurremment avec leurs frères; *ut tam de alode paternâ quàm de comparato æquali lance cum filiis meis, germanis tuis, dividere vel exæquare debeas.*

Dans l'ordre politique, il n'en a pas été de même, et la disposition de la loi salique a invariablement réglé la succession au trône, depuis la fondation de la monarchie française jusqu'à nos jours. Il est passé en proverbe que «*le royaume ne tombe point en quenouille, ores* (quoique) *les femmes soient capables de tous autres fiefs.*» Loysel, inst., liv. 4, tit. 8, R. 76 (1).

La plupart des rois des deux premières races ont eu des filles; Clovis en a laissé une, Charlemagne six, Louis-le-Débonnaire quatre, Louis-le-Bègue deux: presque toutes avaient épousé les seigneurs les plus puissants d'alors; aucun d'eux, pendant les quatre siècles qui s'écoulèrent depuis Clovis jusqu'à l'avènement d'Hugues-Capet n'éleva la prétention d'exciper des droits de sa femme pour s'emparer du trône.

Sous la troisième race, même exclusion des femmes, même observation de la loi salique.

Ce ne fut qu'en 1316, après la mort de Louis-le-Hutin qu'on en contesta, pour la première fois, l'application. Jeanne sa fille, qui prétendait à la couronne, en fut exclue par Philippe V, son oncle, attendu que la loi salique ne permettait pas que les femmes succédassent au royaume de France.

Depuis, la loi salique a reçu sept fois son application: 1° aux filles de Philippe-le-Long; 2° à la fille de Charles-le-Bel (2); 3° aux filles de Louis XI; 4° aux filles de Louis XII; 5° à la fille de Charles IX; 6° aux filles de Henri III; 7° à la fille de Louis XVI, madame la duchesse d'Angoulême.

En 1593, lorsque les Espagnols osèrent élever la proposition d'abolir la loi salique, et de placer

* Cet article est de M. Ad. Lacan, docteur en droit, avocat à la cour royale de Paris.

[1] On donne à cette dénomination une autre étymologie moins généralement admise. Il parait que, lorsque les Gaules étaient occupées par les Romains, le magistrat qui rendait la justice, avait à côté de son siége, une armoire où les lois étaient conservées, et qui portait cette inscription: *Leges salutares.* On a pensé qu'il pouvait bien se faire que les Francs eussent tirés de là la qualification de leur loi, le mot *salick*, en vieux langage teuton, étant synonime de *salutares.* (V. *Bouteroue, rech. cur. des monnaies de France.*

[2] *Sunt autem electi de pluribus viri quatuor... qui per tres mallos* (assemblées publiques, Ducange,) *convenientes, omnes causarum origines sollicite discurrendo, tractantes de singulis, judicium decreverunt hoc modo.* (Préambule de la loi salique, édit. d'Hérold.)

(1) « Mais, dit-il, R. 88, doit le roi apanage à messieurs ses frères et enfants mâles puînés, et mariage à Mesdames ses sœurs et filles. »

(2) On reconnut, en cette occasion, que l'exclusion prononcée contre les femmes s'étendait à leurs descendants mâles, ce qui donna lieu à cette règle d'Alain-Chartier: Toutes fois et quantes qu'une femme est déboutée d'aucune succession, comme de *fief-noble*, les fils qui en viennent et descendent en sont aussi forclos. »

l'Infante d'Espagne sur le trône de France, on sait quelle noble et courageuse résistance le parlement de Paris sut opposer à ce projet. Par un arrêt du 18 juin, il déclara sur les conclusions du procureur-général, Edouard Molé, que « la couronne de France ne pourrait passer ni à des femmes ni à des étrangers. »

Le même principe reçut une nouvelle et solennelle consécration dans le mémorable arrêt des 5 et 5 mai 1788. La cour y déclare que la France est une monarchie gouvernée par le roi *suivant les lois*; que de ces lois, plusieurs qui sont fondamentales, consacrent le droit de la maison régnante au trône, de mâle en mâle, par ordre de primogéniture, *à l'exclusion des filles et de leurs descendants.*

Enfin ce principe d'exclusion, qui jusqu'alors ne reposait, à proprement parler, que sur la coutume, mais, comme dit Jérôme Bignon, sur une coutume plus forte que la loi même, parce qu'elle était gravée dans le cœur des Français, ce principe, disons-nous, a été de nos jours érigé en disposition législative par la coustitution du 14 septembre 1791; (tit. 3, ch. 2, sect. 1, art. 1), par le sénatusconsulte organique du 28 floréal an XII (tit. 2, art. 3), et la charte de 1830.

On lit dans la charte de 1830, que « l'intérêt universel et pressant du peuple français appelle au trône S. A. R. Louis-Philippe d'Orléans... et ses descendants, à perpétuité de mâle en mâle par ordre de primogéniture, « *à l'exclusion perpétuelle des femmes et de leur descendance.* »

Ainsi, constamment repoussé en France comme loi civile, comme réglement des partages dans les familles, le principe de la loi salique s'est invariablement maintenu dans la sphère de notre organisation politique, comme le principe le plus conforme au caractère national, et une garantie nécessaire contre l'influence et les intrigues de l'étranger.

A consulter : Lois des Francs, contenant la loi salique et la loi ripuaire suivant le texte de du Tillet, traduites par Peyré, revues par M. Isambert; 1828, in-8°.

LOIS.

SECTION I. Des lois. Considérations générales.
SECTION II. Nature des lois, leur étendue, leur effet. Obligations générales qu'elles imposent.
SECTION III. Formation de la loi. — § 1. Proposition des lois. — § 2. Préparation des lois. — § 3. Présentation, discussion, vote des lois. — § 4. Sanction des lois. — § 5. Promulgation des lois.
SECTION IV. Abrogation des lois.
SECTION V. Dérogation aux lois.
SECTION VI. Interprétation des lois. — Interprétation doctrinale. — § 2. Interprétation législative.

SECTION I. Des lois. Considérations générales.

Les lois sont les règles que le pouvoir législatif établit dans la société, pour coordonner les rapports qui existent, soit entre les nations, soit entre un état et les individus qui le composent, soit enfin entre les divers individus d'un même état.

L'ensemble des lois forme la législation ou le droit.

Quels sont les actes qu'il faut comprendre sous le mot *lois*? ou plutôt quels sont les actes qui ont force de lois? (V. **Concordat**, **Décrets**, **Ordonnances**, **Réglements**, **Traités**, etc.)

Les lois, comme tout ce qui provient de l'homme, doivent leur efficacité et leur amélioration à l'observation et à la connaissance des faits : rien dans leur rédaction ne doit être spéculatif ou absolu; car quelque bien conçue, quelque logique que fût une loi, elle pourrait être sans application possible ou équitable aux hommes ou aux faits et serait dès lors inutile; et une loi inutile offre toujours, sinon pour le présent, du moins pour l'avenir, un grave danger, car elle habitue la société à l'inexécution, et par suite, au mépris de ses prescriptions.

Les lois, pour être utiles et efficaces, doivent encore ne pas être surabondantes. Toutes devraient avoir un but, une portée, une application, car autrement elles ne servent qu'à surcharger la législation d'un pays, de prohibitions ou de prescriptions impuissantes. Malheureusement ce résultat est difficile, pour ne pas dire impossible, à obtenir. Nous avons en France 40,000 lois, et chaque jour ajoute à cet immense fardeau de législation qui pèse sur la raison publique au lieu de la diriger. Personne n'ose entreprendre d'approfondir un sujet, de fondre dans une seule loi tant de lois incohérentes sur la même matière, de sorte que la législation devient, relativement à chaque partie qu'elle traite, une sorte de mosaïque composée de mille pièces de rapport, présentant une législation dont les différentes parties, dictées par la république, le consulat, l'empire et la monarchie, suivant les idées et les formes du jour, forment un dessin sans ordre, bizarre et irrégulier.

SECTION II. Nature des lois; leur étendue; leur effet. Obligations générales qu'elles imposent.

Les lois qui sont faites directement en vue du bien public sont des *lois politiques*, et dans cette classe, celles qui concernent le corps même et l'essence de la société, la forme du gouvernement, la

manière dont l'autorité publique doit être exercée, celles en un mot qui forment la constitution sont des *lois fondamentales* : telle est en France la charte constitutionnelle.

Les lois sont *générales* lorsqu'elles statuent généralement sur les personnes et les choses, sur les droits communs à tous : tels sont les codes civil, pénal, criminel, etc.

Elles sont *spéciales*, au contraire, lorsqu'elles établissent une législation particulière sur certaine classe d'individus ou sur certaines matières, en dérogeant aux lois générales : telles sont les lois militaires.

Les *lois civiles* ont pour objet d'assurer et de protéger l'état, les propriétés ou les droits de chacun, de régler les intérêts des citoyens entre eux d'une manière juste, éclairée et surtout égale pour tous.

Les lois civiles sont *personnelles* ou *réelles* : personnelles, elles régissent l'état et la capacité des personnes ; réelles, elles statuent sur les choses et les intérêts généraux ou privés.

Les *lois réelles* sont des lois de localités.

Les *lois personnelles*, au contraire, suivent les personnes partout où elles se trouvent, et les obligent partout.

Les lois réelles, en principe, ne statuent jamais que pour l'avenir et ne peuvent avoir d'effets rétroactifs ; les lois personnelles au contraire saisissent et modifient l'état de l'individu du jour même de leur promulgation.

Les lois *d'ordre public, de sûreté et de police* ont pour objet direct et principal l'intérêt de la société, la stabilité et la sécurité de l'état ; elles obligent tous ceux qui habitent le territoire, citoyens ou étrangers ; personne ne peut y déroger ou s'y soustraire. (V. *infrà*, **Dérogation.**)

Par *lois de police et de sûreté* ayant force obligatoire pour tous, il faut entendre, non seulement les lois proprement dites, mais encore les ordonnances, les arrêtés, les réglements administratifs rendus en vertu des lois.

Les *lois pénales* tracent la limite des choses permises en punissant l'abus, le délit et le crime. Elles sont en même temps une arme puissante entre les mains de l'autorité, dans l'intérêt même du corps social, et un frein nécessaire aux abus de cette autorité. Elles seules donnent au pouvoir chargé de punir, ce caractère de justice, de modération, de stabilité qui peut le faire craindre en le faisant respecter.

La *loi pénale* a des caractères particuliers qui lui ont été imprimés par l'humanité du législateur. Ainsi, contrairement à la loi civile, elle a un effet rétroactif, c'est-à-dire, que la dernière loi pénale s'applique aux faits consommés sous l'empire de lois antérieures, si les peines qu'elle prononce sont plus douces que celles créées par les lois préexistantes. (V. **Peines.**)

Les *lois de droit privé* sont fondées sur les conventions particulières qui légalement formées tiennent lieu *de lois* entre ceux qui les ont faites. Ne statuant que dans un intérêt individuel, elles n'ont de force qu'*entre* les individus contractants.

Les *lois interprétatives* sont celles qui déclarent le sens dans lequel a été fait la loi. (V. *infrà*, **Interprétation des lois.**)

Les lois interprétatives remontent dans leurs effets au jour même de la loi interprétée, et sont censées ne faire avec cette même loi qu'une seule et même disposition.

Il y a là une dérogation au principe de la non rétroactivité des lois, mais cette dérogation est conforme à la justice et à la raison.

D'ailleurs le principe qui a fait admettre la non rétroactivité des lois, la sécurité publique, ne se trouve pas violé dans ce cas ; puisque l'obscurité même des termes qui faisait naître le doute avait empêché que cette sécurité ne se formât. (Cass. 5 fév. 1827, 15 fev. 1828.)

Quelles que soient les lois, leur objet, leur caractère, générales ou spéciales, pénales ou civiles, il y a de grands principes qui s'appliquent à toutes. Ainsi :

Nul n'est censé ignorer la loi. En conséquence nul ne peut exciper devant la justice, de cette ignorance, soit pour excuser, soit même pour atténuer son crime, sa faute ou son délit.

L'ignorance des lois et réglements ne peut jamais être une excuse pour ceux qui les ont enfreints. La jurisprudence a constamment décidé que même les étrangers ne peuvent arguer de leur ignorance ou de leur bonne foi pour échapper aux peines et amendes portées contre les contrevenants, par les lois ou les actes qui ont force de loi.

Tous les citoyens doivent *obéissance à la loi.* Nul ne peut, sans se rendre coupable, arrêter ou entraver son exécution.

De la part des autorités administratives quelconques, le respect et l'obéissance aux lois est un devoir encore plus rigoureux, son infraction est punie aussi de peines plus sévères.

Ainsi, les juges, procureurs-généraux ou du roi ou leurs substituts, les officiers de police, les préfets, sous-préfets, maires et autres administrateurs qui se seraient immiscés dans l'exercice de la puissance législative, soit par des réglements contenant des dispositions législatives, soit en arrêtant ou en suspendant l'exécution d'une ou de plusieurs lois, soit en délibérant sur le point de sa-

voir si les lois sont publiées ou exécutées, seraient coupables de forfaiture et punis de la dégradation civique. (C. pén., 166, 127, 130.)

Tout concert de mesures contraires aux lois, pratiqué soit par la réunion d'individus ou de corps dépositaires de quelque partie de l'autorité publique, soit par députation ou correspondance entre eux est sévèrement réprimé.

§ 1. Formation de la loi.

Sous l'empire de la charte de 1814, le roi seul proposait la loi, seul il avait le droit *d'initiative*. Seulement les chambres, aux termes de l'art. 19, avaient la faculté de supplier le roi de proposer une loi sur un objet quelconque en indiquant ce qui leur paraissait convenable que la loi contînt. La charte de 1830, art. 15, a posé en principe que la proposition des lois appartenait concurremment : *au roi*, *à la chambre des pairs* et *à la chambre des députés*.

§ 2. Préparation des lois.

Les lois, comme nous l'avons dit, devant leur efficacité à la connaissance des choses et des faits, sont d'autant plus parfaites qu'elles ont été préparées avec plus de soins et d'attention.

La préparation des lois, depuis que l'initiative appartient aux trois pouvoirs, n'est plus uniforme et soumise à des règles positives, car il est évident que les lois présentées par un membre des chambres, n'a de préparation que dans sa conscience, ses études et la spécialité de ses connaissances.

Quant aux lois présentées par le roi, leur préparation peut être soumise à des formalités qui autréfois étaient toujours employées.

Ainsi le Conseil d'état ou plutôt les comités du Conseil d'état, d'après les ordres et sous la présidence des ministres, préparent les projets de lois relatifs aux matières comprises dans les attributions du département ministériel auquel ils sont attachés. (O. 19 août 1815.) (V. **Conseil d'état.**)

Outre le Conseil d'état, *le conseil privé* ou *des ministres*, dans les matières de police générale et de sûreté de l'état (O. 29 juin 1814, 19 avril 1817.), les conseils supérieurs du commerce, de l'agriculture, des haras, etc (O. 6 janv. 1824, 8 déc. 1829.) dans toutes les matières de commerce, douanes, colonies, agriculture, etc.; le *conseil supérieur* de la guerre pour tous les projets de loi concernant l'organisation et la législation militaire (O. 17 fév. 1828.); le *conseil d'amirauté* pour toutes les mesures qui ont rapport à la législation maritime et coloniale. (O. 4 août 1824.) Enfin diverses autres commissions ou conseils, dans les différentes matières qui leur sont spéciales, donnent leurs avis, discutent, éclairent, suppléent ou concourent à la préparation des lois. (V. ces différents mots.)

§ 3. Présentation, discussion et vote des lois.

Les projets de lois sont présentés par un ministre à la tribune de l'une ou l'autre chambre, lorsqu'ils émanent de la couronne.

Ceux présentés et adoptés par une chambre, sont adressés au président de l'autre par des messagers d'état.

Les projets de lois présentés par la couronne peuvent indistinctement être portés à la chambre des pairs ou à la chambre des députés, excepte la loi de l'impôt qui doit être adressée d'abord à la chambre des députés. Ce n'est qu'après son admission qu'elle peut être soumise à la chambre des pairs.

Les propositions de lois sont lues *à la chambre des pairs*, soit par un ministre, soit par un des secretaires. Le président ordonne, sans consulter la chambre, l'impression et la distribution du projet. Il renvoie à l'examen des bureaux ou nomme une commission spéciale. La chambre indique le jour de la discussion publique. Ce jour arrivé, le secretaire donne lecture du projet, ou la commission, s'il y en a eu une nommée, fait son rapport. La discussion s'ouvre, chaque membre propose les amendements qu'il juge convenables, on vote ensuite par assis et levé, à moins que le scrutin secret ne soit demandé par cinq membres ; le scrutin secret est toujours nécessaire lorsqu'il s'agit de voter l'ensemble de la loi. (Rég. de la ch. des pairs, 2 juill. 1814; 7 sept. 1830.) (V. **Chambre des pairs.**)

A la chambre des députés, les projets présentés, le président ordonne l'impression et le renvoi dans les bureaux; les différents bureaux nomment chacun un rapporteur; ces rapporteurs forment la commission qui examine la loi, et fait, par l'organe d'un de ses membres, son rapport à la chambre. Lors de la discussion, chaque membre propose et discute librement les amendements à la loi. On vote par assis et levé sur chaque article et amendement, à moins que le scrutin ne soit reclamé. Sur l'ensemble de la loi, on vote toujours au scrutin. (Rég. de la ch. des députés, 25 juin 1814; 25 août 1830.) (V. **Chambre des députés.**)

Lors de la présentation d'une loi à l'une ou l'autre chambre par les ministres, ils peuvent être assistés de commissaires spéciaux désignés et nommés par le roi, pour soutenir et débattre le projet. (L. 15 août 1814.)

Les chambres ne motivent ni leur acceptation, ni leur refus. La loi qui n'est point adoptée ne donne lieu à aucun message, ni à aucune mention sur les registres de la chambre.

Dans le cas d'adoption d'une loi par les deux chambres, il en est dressé une minute signée par leurs présidents respectifs pour être annexée dans les archives, et une expédition est portée au roi par une députation composée des présidents et secrétaires.

§ 4. Sanction des lois.

Les lois votées par les chambres législatives, n'ont de force et ne peuvent recevoir d'exécution qu'autant qu'elles ont été approuvées *par le roi*. (Ch. art. 18.)

Cette approbation est *la sanction*.

Le roi est toujours libre de donner ou de refuser sa sanction à une loi, soit que la proposition émane de lui, qu'elle ait été amendée ou non, soit qu'elle ait été proposée par l'une des deux chambres; lui seul est juge de son opportunité, et le droit que lui confère l'art. 18 de la charte est tellement absolu, qu'il n'a même pas besoin d'exprimer les motifs de son refus.

Le roi donne sa sanction par la signature du projet qu'ont adopté les chambres, et le contreseing d'un ministre; il la refuse par cette formule : le roi s'avisera. (Rég. 15 août 1814.)

Rien ne peut suppléer la signature royale dans les actes qui sont susceptibles d'en être revêtus. (C. d'état, 29 janv. 1825.)

La formule de la sanction fixée par la loi du 15 août 1814 a été modifiée quant aux expressions par l'usage; l'intitulé des lois dans le bulletin, porte aujourd'hui : « La présente loi discutée, délibérée et adoptée par la chambre des pairs et par la chambre des députés et sanctionnée par nous, sera exécutée comme loi d'état. »

Cette formule est appuyée d'un mandement adressé aux cours, tribunaux, corps administratifs et tous autres, de la garder et maintenir, faire publier et enregistrer partout où besoin sera.....

§ 5. Promulgation des lois.

La sanction que le roi donne aux actes législatifs suivant la charte, imprime bien à ces actes le caractère de la loi, mais elle n'est pas encore suffisante.

La promulgation est le complément indispensable d'une loi, puisqu'elle seule peut la rendre exécutoire; car la promulgation est l'acte par lequel la loi est authentiquement notifiée au corps social.

Il n'y a, depuis la charte, de promulgation que par l'insertion au Bulletin des lois. Cela résulte des termes formels d'une ordonnance du 27 nov. 1816 dont l'art. 1 est ainsi conçu : A l'avenir la promulgation des lois et de nos ordonnances résultera de leur insertion au Bulletin des lois.

Les lois doivent être exécutées dans chaque partie du royaume au moment où la promulgation en peut être connue :

La promulgation faite par le roi est réputée connue dans le département de la résidence royale un jour franc après celui de la promulgation, sans compter le jour de la promulgation ni celui de l'échéance (C. d'état, 24 fév. 1817.), c'est-à-dire un jour après que le Bulletin des lois a été reçu de l'imprimerie royale par le garde-des-sceaux qui constate sur un registre l'époque de la réception. (O. 27 nov. 1816.)

Dans chacun des autres départements, la loi est réputée connue après l'expiration du même delai, augmenté d'autant de jours qu'il y a de fois 10 myriamètres (environ 20 lieues anciennes) entre la ville où la promulgation a été faite et le chef-lieu de chaque département. (C. civ. art. 1.)

Un arrêté du 25 thermidor an II a sanctionné un tableau qui indique la distance de Paris au chef-lieu de chaque département.

Les unités de 10 à 20, de 20 à 30 myriamètres, etc., ne doivent jamais être comptées, c'est-à-dire que le délai pour une distance de 15 myriamètres est le même que pour une de 20.

Dans des circonstances urgentes et particulières, la promulgation des lois peut avoir lieu en faisant parvenir extraordinairement les lois aux préfets.

Dans ce cas, les préfets constatent la réception sur un registre, et rendent immédiatement un arrêté pour faire imprimer et afficher ces lois qui, dans ce cas, sont exécutoires à compter du jour où elles ont été ainsi publiées, c'est-à-dire le lendemain du jour où l'affiche a été apposée. (Ord. 27 nov. 1816; 18 janv. 1817.)

Section III. — De l'abrogation des lois.

L'abrogation d'une loi est l'acte par lequel elle est détruite et anéantie en totalité.

L'abrogation est expresse ou tacite.

Expresse, lorsque la loi nouvelle porte textuellement que l'ancienne loi est abolie;

Tacite, lorsque la nouvelle loi porte des dispositions essentiellement *incompatibles* avec l'ancienne, telles, en un mot, qu'il soit impossible d'exécuter la seconde sans détruire la première.

L'abrogation *expresse* ou *tacite* doit être éten-

due aux règles corollaires comme aux règles-principes. (Cass. 21 nov. 1829.)

L'abrogation d'une loi peut encore être opérée par la *désuétude*, c'est-à-dire par le non usage d'une loi ou d'une disposition. On distingue la *désuétude générale* ou la *désuétude locale*. Il y a cette différence essentielle entre elles deux, c'est que la première peut bien abroger une loi locale, tandis qu'une désuétude locale ne peut pas abroger une loi générale. Mais pour que l'usage puisse abroger une loi, il faut qu'il soit uniforme, public, multiplié, observé par la généralité des habitants, réitéré pendant un long espace de temps, constamment observé par le législateur et non contraire à l'ordre et à l'intérêt public. (A. Dalloz, V. **Lois.**)

En principe, une loi ancienne n'est pas abrogée implicitement par une loi nouvelle lorsqu'il y a possibilité de concilier leurs dispositions, et que le législateur ne paraît pas avoir voulu interdire l'amalgame des deux législations.

Les lois faites pour un temps limité sont virtuellement abrogées par l'expiration de ce délai.

L'art. 7 de la Charte de 1830 porte : que toutes les lois et ordonnances, en ce qu'elles ont de contraire à ses dispositions, sont abrogées. Mais a-t-elle *implicitement* abrogé les lois et ordonnances qui lui sont antérieures et qui sont contraires non pas à ses dispositions, mais à son esprit ? (V. **État de siége.**)

Section IV. — De la dérogation aux lois.

La dérogation aux lois est l'acte par lequel la loi est changée ou modifiée en partie seulement.

Les lois générales ne sont pas présumées déroger aux lois spéciales; seulement dans les matières sur lesquelles la loi spéciale est restée muette, la loi générale doit être appliquée.

Les lois spéciales, au contraire, dérogent aux lois générales, même lorsque celles-ci leur sont postérieures.

On ne peut déroger par des conventions particulières aux lois qui intéressent l'ordre public et les bonnes mœurs. (C. civ., art. 6.)

On ne peut déroger conséquemment aux lois qui règlent l'état des personnes, c'est-à-dire qu'aucune convention ne pourrait conférer la capacité à un interdit, la majorité à un mineur, ou bien détruire le lien du mariage, l'autorité paternelle ou maritale, etc.

Si les citoyens ne peuvent déroger aux lois quand elles ont pour objet les intérêts généraux, il n'en est pas de même quand elles règlent seulement leurs intérêts réciproques, pourvu que l'intérêt des tiers ne puisse être compromis. Spécialement en matière de compétence, les citoyens peuvent toujours consentir à être jugés suivant telle ou telle loi; ce consentement même n'a pas besoin d'être écrit. (C. Orléans, 25 mars 1832.)

Section V. — De l'interprétation des lois.

Il y a deux manières d'interpréter la loi : l'interprétation *doctrinale* et l'interprétation *législative*.

La première consiste à rechercher et à saisir le véritable sens de la loi, son but, son utilité, son application juste et possible, la portée et l'autorité qu'a voulu lui donner le législateur.

La seconde consiste à résoudre par voie d'autorité ou de réglement général, le doute ou l'obscurité de la loi, à fixer irrévocablement, et d'une manière obligatoire pour tous, le sens qui doit y être dorénavant attaché.

§ 1. De l'interprétation doctrinale.

L'interprétation doctrinale est faite par les magistrats chargés de l'application de la loi.

La raison, les principes de justice et d'équité naturelle, les connaissances spéciales dont ils doivent être pourvus, sont les premières règles qui doivent présider à cette interprétation.

Cependant, il y a quelques grands principes qu'il est important de ne pas méconnaître.

Ainsi, lorsqu'il s'agit de l'application des *lois politiques*, comme ces lois ont un caractère qui leur est propre, elles ne doivent jamais s'interpréter par les règles du droit commun, et il n'est jamais permis de sortir du texte de la loi ou de son intention manifeste en d'autres termes. Les dispositions d'une loi dictée par des vues politiques ont un caractère spécial devant lequel doit fléchir la rigueur du droit civil. (Cass. 11 juillet 1824.)

Les *lois spéciales* doivent toujours être entendues selon leur propre système, sans y ajouter les règles du droit commun, c'est-à-dire d'après les dispositions qui y sont formellement contenues et qui en dérivent virtuellement. (Cas. 28 août 1816.)

Les lois *pénales*, par un principe d'humanité bien entendu, doivent s'interpréter dans le sens le plus favorable à l'accusé.

Les lois *fiscales* doivent s'entendre dans un sens restreint aux intérêts du fisc, de telle sorte que les particuliers ne puissent jamais profiter des exceptions ou privileges qu'elles ont pu introduire. (Cass. 26 dec. 1834-14 déc. 1831.)

Les lois *de competence* doivent recevoir dans le doute un sens favorable à la juridiction ordinaire. (Carré, des jur. n° 79.)

Lorsqu'une loi, quelle qu'elle soit, présente du doute et de l'obscurité dans son interpretation, elle doit toujours être entendue dans le sens le plus généreux et le plus moral.

Enfin lorsqu'il s'agit d'interpréter les lois, il faut adopter autant que possible l'interprétation dont l'effet qui les met en harmonie entre elles plutôt que celle qui les paralyserait en les neutralisant l'une l'autre. (C. Bordeaux, 22 mai 1806.)

§ 2. De l'interprétation législative.

Lorsqu'une loi présente du doute et de l'obscurité, et que cette obscurité se manifeste par la division des magistrats chargés de l'appliquer, par une contrariété d'arrêts rendus sur les mêmes faits et les mêmes principes, il devient nécessaire, dans l'intérêt de la justice, que le sens de la loi soit invariablement fixé; c'est le cas de l'interprétation de la loi par voie de réglement.

Mais par qui et comment la loi doit-elle être interprétée? c'est une difficulté que depuis 1789 jusqu'en 1830, cinq lois ont successivement tenté de résoudre.

Aujourd'hui, la question tranchée par la loi de 1828 qui confère aux *chambres seules* le droit d'interprétation des lois, s'est trouvée de nouveau soulevée par la présentation d'un projet sur l'organisation judiciaire qui change entièrement le système consacré par cette loi et mérite un sérieux examen.

Avant 1789, en cas de difficultés sur un point de la législation, il était défendu aux cours d'interpréter la loi; elles devaient se retirer par-devant le roi pour apprendre son intention.

Cette mesure inexécutable fut effectivement inexécutée, et les parlements n'en tinrent presque jamais compte.

Il y avait donc vice dans l'administration de la justice.

La constituante y pourvut par la loi du 27 novembre 1790 en instituant le tribunal de cassation.

La loi du 3 septembre 1791 décida que lorsqu'après deux cassations, le jugement du troisième tribunal serait attaqué par les mêmes moyens que les deux premiers, la question ne pourrait plus être agitée au tribunal de cassation sans avoir été soumise au corps législatif qui porterait un décret déclaratoire auquel le tribunal de cassation devrait se conformer. (Chap. 4, art. 21.) L'article 260 de l'acte constitutionnel du 5 fructidor an III, maintint cette disposition.

Ce mode de procéder resta en vigueur jusqu'à la loi du 25 ventôse an VIII qui réorganisa la Cour de cassation. L'article 78 de cette loi change la législation, il ordonne que la question douteuse soit portée devant la cour, les trois sections réunies.

L'application de cette loi souleva des difficultés nombreuses et arrêta la marche des procès.

Alors intervint la loi du 16 septembre 1807; Telles étaient ses dispositions: lorsque la Cour de cassation, sous la présidence du Grand-Juge, avait annulé un deuxième jugement en dernier ressort intervenu dans la même affaire et attaqué par les mêmes moyens, il y avait lieu à interprétation de la loi; elle devait être donnée dans la forme des réglements d'administration publique, c'est-à-dire, par un avis du Conseil d'état approuvé par l'empereur; de telle sorte que la puissance législative était tout entière concentrée dans les mains du Gouvernement.

A la restauration, on sentit ce que la loi de 1807 avait de contraire aux principes de la Charte, et le 7 septembre 1814, la chambre des pairs adopta la proposition de donner au pouvoir législatif la déclaration interprétative des lois.

La révolution du 20 mars éclata, la proposition fut oubliée et la loi de 1807 continua à être en vigueur. Ce ne fut qu'en 1828 que le système qui nous régit actuellement fut substitué à l'ancien.

La Cour de cassation doit procéder pour la deuxième fois à l'examen de l'affaire et prononcer, toutes sections réunies; si elle casse le deuxième arrêt, alors il y a lieu à un référé législatif, et dans la session suivante une loi interprétative doit être présentée aux chambres, de plus pour que le point en litige ait une solution, le procès est renvoyé devant une cour royale qui prononce, toutes chambres assemblées, et sans recours possible en cassation, du moins sur les mêmes moyens.

La loi de 1828 a introduit une amélioration réelle en supprimant d'une manière définitive l'intervention du pouvoir dans la solution du procès; mais depuis quelque temps cette loi semble impraticable. La Cour de cassation a souvent ordonné des référés législatifs, et bien peu ont encore reçu une solution; en outre on a contesté le principe de la loi, qui non-seulement paraît impraticable, mais mauvais. On se demande, en effet, si nos chambres actuelles si mobiles, si impressionnables, ont ce caractère de calme et d'impartialité nécessaire à l'interprétation des lois. Il ne s'agit pas en effet de savoir si la loi primitive est bonne ou mauvaise, mais seulement de pénétrer l'esprit qui a inspiré le législateur, et de faire la part des circonstances politiques qui le dominaient. Dans l'état actuel de notre organisation cons-

titutionnelle, tenter cette épreuve, c'est essayer l'impossible, c'est, demander à des hommes qui ont la toute puissance dans les mains, de sanctionner ce qu'ils condamnent. La puissance législative se dira qu'il n'y a ni dignité pour elle, ni profit pour le pays à rechercher laborieusement un sens qui a échappé à tant de juges éclairés, et qu'il vaut mieux après tout, réformer une œuvre imparfaite que de porter la lumière dans ses obscurités. Ajoutons à cela les changements inévitables dans les mœurs et les idées, changements dont le législateur ne tiendra pas compte, emporté qu'il est par le torrent politique. On aurait une loi nouvelle et non pas une loi interprétative.

Aujourd'hui il n'y a plus d'interprétation possible; les lois s'expliquent, se modifient; elle ne peuvent plus s'interpréter dans le sens absolu du mot. Les majorités passent et leurs œuvres sont livrées aux disputes des hommes; c'est à la conscience du magistrat, c'est à la science du jurisconsulte qu'il faut demander des interprétations.

(V. *contra*, Opinion de M. de Cormenin, *Questions de droit administratif*, tom. 11, Interprétation de la loi. V. **Organisation judiciaire**, sect. II; C. de Cass.)

A consulter : 1° Lois et actes du Gouvernement depuis août 1789 jusqu'au 18 prairial an II. 1806. 1807; 8 vol. in-8°. — 2° Décrets de l'assemblée constituante depuis le 6 mai 1789 jusqu'au 30 septembre 1791. — 3° Bulletin des Lois depuis l'an II jusqu'à ce jour. — 4° Duvergier, Bulletin des Lois annoté.

LOTERIE.

§ 1. Dispositions générales à l'abolition de la loterie. — § 2. Contraventions. Annonces des loteries étrangères.

§ 1er Dispositions générales. — Abolition de la loterie.

L'exemple donné par l'Italie, la Hollande et l'Angleterre, où depuis longtemps des loteries étaient établies, avait donné l'idée d'en avoir également en France; mais le refus constant des parlements d'enregistrer les lettres patentes delivrées à cet effet, rendit vaines toutes les tentatives faites depuis 1539 jusqu'en 1700. C'est ainsi qu'un arrêt du Conseil d'etat, en date du 9 avril 1752, porte qu'il ne pourra être publié et affiché aucune loterie dans le royaume, qu'elle ne soit autorisée par le roi, et fait défenses à toutes personnes de se charger de la distribution d'aucun billet de loterie, sans en avoir au préalable obtenu la permission du lieutenant-général de police de la ville de Paris, et des intendants dans les provinces, etc.

Cependant les parlements cédèrent à une époque où les finances dilapidées avaient besoin de quelque ressource instantanée; par arrêt du 30 juin 1776, une administration fut donnée à la loterie; car, est-il dit dans le préambule de l'arrêt, la prohibition des loteries n'empêche pas le versement de sommes considérables dans les loteries étrangères, d'où il résulte un préjudice notable pour l'état. En outre, et pour empêcher autant que possible la sortie des fonds français, un arrêt du 20 septembre, même année, renouvela les défenses contenues en celui du 9 avril 1752.

L'administration des loteries subsista jusqu'en l'an II, époque à laquelle une loi du 25 brumaire supprima toutes les loteries de quelque nature qu'elles fussent, et sous quelque dénomination qu'elles existassent.

Mais cette suppression ne fut pas de longue durée. Leur rétablissement parut devoir être une nouvelle source de produit pour le trésor si pauvre alors, et la loi des finances du 9 vendémiaire an VI le consacra, en indiquant des peines sévères contre ceux qui se feraient en France les agents des loteries étrangères. (Art. 90, 92, 93.)

Enfin une loi du 9 germinal même année, art. 4, 5, et 6 prononça des peines semblables contre tous individus convaincus de tenir des loteries particulières.

Depuis cette époque jusqu'au 1er janvier 1836, ainsi qu'on le verra ci-dessous, la loterie publique fut en vigueur.

L'administration centrale de cet établissement formait l'une des directions du ministère des finances. Elle se composait d'un directeur et d'un sous-directeur. (O. du 6 janv. 1831, art. 94.)

Les tirages se faisaient à Paris en présence du préfet de police, du directeur et du sous-directeur de la loterie; et dans les autres villes, en présence du préfet du département, du maire de la ville, du procureur du roi, et de l'inspecteur en chef de la loterie.

Mais bien que cette institution qui était au nombre des ressources de l'etat, fit entrer annuellement dans les caisses plusieurs millions, bien qu'en outre on pût la considérer comme aussi nécessaire, pour ainsi dire, que le sont les maisons publiques, de jeu et autres établissements, où l'on spécule sur les mauvaises passions de certains individus, cependant les législateurs ont senti que, dans l'état actuel de la civilisation, des loteries protégées par le gouvernement faisaient honte à l'amour éclairé du bien public, on a dit, qu'en les supprimant, c'était autoriser peut-être l'etablissement de loteries clandestines qui causeraient plus de mal encore; mais aussi que s'arrêter à un pa-

reil obstacle, ce serait douter de la surveillance qu'un gouvernement fort et une police bien dirigée peuvent et doivent exercer sur les tentatives de ce genre. Aujourd'hui donc où tout le monde a senti la nécessité de créer des caisses d'épargnes, et de diriger vers ce but l'emploi des économies publiques, on a dû reconcer au maintien des loteries, qui entretiennent une disposition funeste à la prospérité et une confiance aveugle dans le hasard. D'ailleurs les loteries sont un impôt qui, quoique volontaire, porte presque entièrement sur la classe nécessiteuse, à qui le besoin seul fait braver la défaveur d'un jeu inégal.

Les progrès de l'enseignement et de l'instruction primaire, en se développant chaque jour, tendent encore à faire sentir davantage cette vérité. Tels sont les motifs d'après lesquels la loi du 21 avril 1832, article 48, a statué que le ministre des finances procéderait à l'abolition de la loterie graduellement et de manière qu'elle ait complétement cessé d'exister au 1er janvier 1836.

Une proposition tendant à retarder l'exécution de cette loi a été faite à la chambre des députés, en juin 1835, et repoussée à une grande majorité.

§ 2. Contraventions. — Annonces des loteries étrangères.

Certains pays, l'Allemagne par exemple, autorisent les loteries d'immeubles et autres; mais ainsi que nous l'avons vu, toute espèce de loterie est à l'avenir interdite en France. Cette prohibition existait déjà avant l'exécution de la loi de 1832, actuellement à plus forte raison est-elle en vigueur depuis que la loterie du gouvernement, qui offrait au moins quelque garantie de bonne foi dans sa gestion, est supprimée.

L'article 410 du Code pénal qui statue sur cette prohibition, comprend les loteries d'immeubles comme les loteries d'objets mobiliers.

Pour l'application de cet article, il n'est pas nécessaire qu'il y ait établissement permanent de loterie; un fait isolé suffit ou peut suffire.

Ainsi la mise en vente d'un ou de plusieurs immeubles, par division en séries, actions, ou coupons d'actions dont les numéros gagnants doivent être successivement déterminés par des tirages de la loterie royale, encore bien que ce fait soit isolé et accidentel, constitue le délit d'établissement de loterie prévu et puni par l'article 410 du Code pénal, alors surtout qu'il y a eu distribution de billets dans le public, par des agents à ce commis. (Cass. 17 nov. 1832.)

Toutefois, ajoutait le même arrêt, la peine de la confiscation des fonds et effets mis à la loterie, prononcée par l'article 410 du Code pénal, ne s'applique pas au cas de loterie d'immeubles; les expressions *fonds* et *effets* ne doivent s'entendre que de capitaux et d'effets mobiliers. Cette interprétation tombe devant l'article 3 ci-après de la loi de 1836.

Mais ces dispositions n'étaient pas encore assez expressément prohibitives, et l'on vit des spéculateurs qui se fondèrent sur ce qu'elle avait d'incomplet pour procéder à des ventes par actions, avec ou sans primes, et offrir ainsi l'inconvénient grave de perpétuer dans les esprits ce penchant pour les combinaisons aléatoires. Dès 1835, la commission du budget s'exprimait ainsi par l'organe de son rapporteur :

« La France ayant renoncé aux revenus que produisait la loterie, il devient d'autant plus nécessaire de fermer l'accès du pays aux loteries étrangères. Si elles pouvaient s'y introduire, l'impôt serait par le fait rétabli à leur profit. Tout acte qui tendrait à les favoriser, tendrait à les frapper d'une *juste réprobation*. Les commerçants qui leur serviraient d'intermédiaires, les feuilles publiques qui les annonceraient se rendraient coupables d'un délit également contraire à la morale et à l'intérêt du pays. Si les lois qui en prononcent la répression paraissent insuffisantes, il faut sans perdre de temps proposer une loi nouvelle plus précise et plus sévère. C'est pour le gouvernement un devoir impérieux, et qui doit être accompli dans la présente session. La commission espère que ces paroles seront entendues du ministre de la justice. »

Ce ne fut que l'année suivante et pour mettre enfin un frein à la fureur toujours croissante des loteries deguisées soit sous le titre de vente, soit sous celui de société avec tirage de primes à titre de dividende anticipé, que le gouvernement présenta et que les chambres votèrent la loi du 21 mai 1836. (Bull. no 421.)

Elle porte :

Art. 1er. Les loteries de toute espèce sont prohibées;

Art. 2. Sont réputées loteries et interdites comme telles :

Les ventes d'immeubles, de meubles ou de marchandises effectuées par la voie du sort, ou auxquelles auraient été réunis des primes ou autres bénéfices dus au hasard et généralement toutes opérations offertes au public pour faire naître l'espérance d'un gain qui serait acquis par la voie du sort;

Art. 3. La contravention à ces prohibitions sera punie des peines portées à l'art. 410 du Code pénal;

S'il s'agit de loteries d'immeubles, la confiscation prononcée par ledit article, sera remplacée, à l'égard du propriétaire de l'immeuble mis en loterie par une amende qui pourra s'élever jusqu'à la valeur estimative de cet immeuble ; en cas de seconde ou ultérieure condamnation, l'emprisonnement et l'amende portés en l'art. 410 pourront être élevés au double du maximum.

Il pourra dans tous les cas être fait application de l'art. 463 du Code pénal.

Cet article est le seul qui ait été l'objet de quelque opposition. On a prétendu que ses dispositions étaient odieuses en ce qu'elles rappelaient et ramenaient la confiscation, conséquemment que c'était une atteinte à la Charte; mais un pareil argument ne pouvait soutenir l'épreuve de la discussion, car il est évident que la substitution d'une amende à la confiscation est loin de ressembler à la saisie que d'ailleurs on avait le droit de prononcer, sans violer la charte, celle-ci n'ayant aboli que la confiscation générale et laissant subsister les règles ordinaires du droit commun établies par l'art. 11 du Code pénal.

Relativement aux annonces de loteries étrangères par la voie des journaux, de longues controverses se sont élevees dernièrement, à l'occasion d'un arrêt de la cour de cassation du 5 décembre 1835 qui semblait avoir tranché la question en déclarant que l'art 410 du Code pénal était inapplicable aux journaux annonçant les loteries, mais que l'arrêt de 1776 leur était au contraire applicable et prohibait ce genre d'annonces.

Les adversaires de ce système prétendaient que l'arrêt de 1776, n'ayant pas été enregistré au parlement, n'avait pas force de loi ; et que d'ailleurs, il avait été abrogé par les lois des 9 vendéminaire et 9 germinal an VI, lesquelles contiennent un système complet sur les loteries étrangères : que l'art. 484 du Code pénal de 1810 en ne chargeant les cours et tribunaux de continuer d'observer les lois et réglements particuliers non renouvelés par ce Code que dans les matières qui n'ont pas été réglées par le Code même, fait clairement entendre que l'on doit tenir pour abrogées les anciennes lois, et tous les anciens réglements qui portent sur des matières que le Code a réglées, quand même ces lois ou réglements prévoiraient des cas qui se rattachent à ces matières, mais sur lesquels ce Code est resté muet. (V. Journ. le *Droit*, 8 av. 1836.)

Mais on répond, et telle est notre opinion, que si l'arrêt de 1776 n'a pas eté enregistré, peu importe, puisqu'il ne faisait que renouveler les prescriptions de celui de 1752, lequel avait force de loi, comme étant émané de l'autorite souveraine qui avait alors le pouvoir de faire et d'exécuter la loi; que les lois suppressives de la loterie n'ont porté aucune atteinte aux dispositions prohibitives de l'arrêt de 1776; que loin de se contrarier, ces deux actes se prêtent un mutuel appui, et tendaient à supprimer l'impôt levé sur l'ignorance et la cupidité du peuple soit par les loteries étrangères, soit par les loteries françaises; que sous l'ancienne monarchie, le pouvoir des rois était absolu et qu'aucune loi de l'état ne regardait comme indispensable la formalité de l'enregistrement; que d'ailleurs un arrêt du parlement, en date du 10 février 1781 confirma une sentence qui avait appliqué l'art. 1776, d'où résultaient l'approbation et la vérification en parlement de cet acte de la puissance souveraine; que l'interprétation donnée à l'art. 484 du Code pénal ne saurait être admise puisqu'il dit positivement « que dans toutes les matières non réglées par le présent Code, et qui sont régies par des lois et réglements particuliers, les cours et les tribunaux continueront de les observer ; en outre que la loi de finances du 21 décembre 1814 porte :

« Pour mieux régulariser la perception des divers droits implicitement conservés par l'adoption du budget de 1815, donne à leur maintien, une autorisation explicite en disant que les réglements particuliers qui autorisent la perception de la *loterie*. entre autres, sont et demeurent maintenus. » Mais toutes ces discussions seront sans objet par suite de la loi de 1836 précitée.

Elle porte, art. 4 : Que les peines dont parle l'art. 3 seront encourues par les auteurs, entrepreneurs ou agents des loteries françaises ou étrangères, ou des opérations qui leur sont assimilées ; que ceux qui auront colporté ou distribué les billets, ceux qui par des annonces, avis, affiches ou par tout autre moyen de publication auront fait connaitre l'existence de ces loteries, ou facilité l'émission des billets seront punis des peines portées en l'art. 411 de Code pénal ; et qu'il sera fait, s'il y a lieu, l'application des deux dernières dispositions de l'article précèdent. (V. ci dessus.)

Exception : Sont exceptées des dispositions des art. 1er et 2 ci-dessus, les loteries d'objets mobiliers exclusivement destinées à des actes de bienfaisance ou à l'encouragement des arts, lorsqu'elles auront été autorisées dans les formes qui seront déterminées par des réglements d'administration publique. (Art. 5. L. 1836.)

(V. Exposé des motifs. *Moniteur*, 7 mai 1836. Rapport de M. Ch. Dupin.)

LOUAGE. — Il y a deux sortes de louage : celui des choses et celui d'ouvrage. (C. civ. art. 1708 et suiv.) ;

Celui des choses s'applique aux maisons, aux biens ruraux et aux animaux. (V. **Baux.**)

Celui de l'ouvrage s'applique au travail et à l'industrie. (V. **Fournitures, Entrepreneur, Devis, Travaux publics.**)

LOUPS (Destruction des).

§ 1. Louveterie. — § 2. Primes.

La destruction des loups a été l'objet de plusieurs mesures générales, qui sont :

1° L'établissement des officiers de louveterie;

2° Celui de primes décernées à toute personne qui a tué un loup, suivant l'âge et le sexe de l'animal détruit;

3° Les chasses générales ou battues, ordonnées par les préfets sur les rapports qui leur sont faits.

§. 1 Louveterie.

La louveterie, autrefois dans les attributions du grand-veneur, est, depuis la suppression de cette charge, dans les attributions de l'administrateur des eaux et forêts.

Celui-ci donne des commissions honorifiques de lieutenant de louveterie, dont il détermine les fonctions et le nombre, par conservation forestière et par département, dans la proportion des bois qui s'y trouvent et des loups qui les fréquentent.

Ces commissions sont renouvelées tous les ans.

Les dispositions qui peuvent être faites par suite des différents arrêtés concernant les animaux nuisibles appartiennent à ses attributions.

Les lieutenants de louveterie reçoivent les instructions et les ordres de l'administrateur pour tout ce qui concerne la chasse aux loups.

Ils sont tenus d'entretenir à leurs frais un équipage de chasse composé au moins d'un piqueur, de deux valets de limiers, d'un valet de chiens, et de dix chiens courants et quatre limiers.

Quand ils jugent qu'une battue serait utile, ils en font la demande au préfet, qui peut lui-même provoquer cette mesure. (O. 1600, 1601, 1669.) Ces chasses sont alors ordonnées par le préfet, commandées et dirigées par les lieutenants de louveterie, qui, de concert avec lui et le conservateur des forêts, fixent le jour, déterminent les lieux et le nombre de traqueurs.

Le préfet doit en prévenir le ministre de l'intérieur et l'administrateur des eaux et forêts.

Les lieutenants louvetiers doivent faire connaître le nombre des loups tués dans leur arrondissement.

Ils ont, eux et leurs piqueurs, le droit de chasse à courre deux fois par mois dans les forêts du gouvernement, afin de mettre leurs chiens en haleine. (O. 15 août, réglement, 20 août 1814.)

Ils sont même, pour ce genre de chasse, exempts de droit, de l'obligation du permis de port d'armes; ainsi, il a été jugé par la cour de Nimes, le 9 juillet 1829 (D. 31, 2, 208), que lorsqu'ils sont rencontrés dans les forêts chassant sans permis de port d'armes, il y a présomption qu'ils ont chassé les bêtes fauves et non du gibier.

§ 2. Primes.

Les primes furent établies par la loi du 10 messidor an V; mais portées à un taux excessif, elles étaient devenues un appât pour la fraude. Le gouvernement les a réduites à un taux plus raisonnable, savoir :

Pour la destruction d'une louve pleine,	18 fr.
D'une louve non pleine,	15
D'un loup,	12
D'un louveteau,	3

Pour les obtenir, il faut que celui qui y a droit fasse d'abord constater la mort de l'animal, son âge, son sexe, et lorsqu'il s'agit d'une louve, si elle est pleine. C'est par le maire de la commune que cette vérification doit être faite. Le procès-verbal qu'il en dresse est ensuite transmis au sous-préfet avec *la tête de l'animal*, ou le pied droit et les deux oreilles. C'est ce qu'on appelle le *contrôle* de l'animal. On doit prendre des mesures pour que les mêmes contrôles ne puissent servir plusieurs fois. (Circ. min. 25 sept. 1807, 9 juill. 1818.) Enfin, d'après le rapport du sous-préfet, le préfet fait acquitter le montant de la prime. (Circ. min. 9 juill. 1818.)

M.

MACHINES A VAPEUR.

Exposé. — Statistique industrielle. — § 1. Machines à vapeur employées sur les bateaux.— § 2. Machines à vapeur employées dans les fabriques. — § 3. Établissement des machines à vapeur.

Exposé, Statistique industrielle.

C'est une grave question d'économie politique, que celle des résultats que peut avoir sur le bien-être et le profit des classes ouvrières l'emploi trop multiplié des machines, mais seulement des machines qui rendent le travail plus facile ou l'abrègent à tel point que les bras occupés jusqu'alors dans la confection des mêmes produits demeurent tout-à-coup inactifs.

Assurément, si jamais cette question doit être soulevée à juste titre, c'est en présence des produits sans nombre que l'industrie des machines à vapeur livre chaque jour au commerce. Mais elle est jugée depuis longtemps, et ne saurait plus maintenant jeter les moindres doutes dans les esprits sensés.

On a dit d'abord que les machines augmentent la masse des produits généraux de l'état, sans augmenter dans la même proportion la masse de ses consommations, et que les produits de la machine vont se joindre aux profits de l'entrepreneur à qui elle appartient; tandis que les produits du travail des ouvriers composaient leurs profits et servaient à leurs consommations. L'introduction des machines paraît donc au premier coup d'œil favoriser celui qui fait les meilleurs profits, et écraser les travailleurs, qui ne font que des profits médiocres.

Ce n'est pourtant pas là exactement l'effet qu'elles produisent, répond J.-B. Say.

D'abord ce n'est pas l'entrepreneur qui profite de l'avantage des machines, si ce n'est pendant le temps qu'il peut les tenir secrètes, c'est le consommateur. La concurrence ramène les profits qu'on fait sur le travail des machines, au niveau du profit qu'on faisait sur le travail des ouvriers. En second lieu, les machines n'exigent pas autant de capitaux que les hommes; et si une machine nouvelle fait autant de travail que vingt hommes, comme elle n'exige aucune avance pour la nourriture et les vêtements, il en résulte que cette différence de dépense venant augmenter les capitaux du producteur, celui-ci ne peut que les employer, soit dans la même industrie, soit dans toute autre, à l'avantage même des ouvriers.

Ainsi dans une société où les capitaux vont en croissant, l'invention d'une machine nouvelle est sujette à peu d'inconvénients. Elle peut momentanément suppléer le labeur des ouvriers; mais, dans un tel pays, de nouveaux capitaux permettent de faire travailler les nouveaux travailleurs qui se présentent. Car ce n'est pas le défaut de consommateurs qui arrête l'essor de l'industrie; il naît des consommateurs partout où naissent des produits; c'est le défaut de capitaux. Quand ceux-ci ne manquent pas, nul être capable de travail ne reste désœuvré malgré lui.

Mais les capitaux manqueraient, le mal serait-il aussi grand qu'on peut le supposer, il n'est jamais que local et momentané; tandis que le bien qui résulte d'une fabrication plus abondante et plus prompte, est général et durable. « Eh quelle est l'innovation, dit à ce sujet Stewart, quelque raisonnable, quelque profitable qu'elle soit, qui n'ait ses inconvénients!... Faut-il ne pas conclure un traité de paix, parce qu'il entraînera le licenciement d'une partie de l'armée, et laissera beaucoup de gens sans emploi? »

Remarquons, en outre, qu'une administration habile trouve encore des moyens d'adoucir ce mal momentane et local. Elle peut restreindre, dans les commencements, l'emploi d'une nouvelle machine à de certains cantons, où les bras sont rares et réclamés par d'autres branches d'industrie. Elle peut preparer d'avance de l'emploi pour les bras inoccupés, en formant à ses propres frais des entreprises d'utilité publique.

D'ailleurs, la force même des choses l'emportera toujours sur le mauvais vouloir des ouvriers et leur opposition à l'établissement des machines. Elle est, ou sera exécutée quelque part à l'étranger; ses produits seront moins chers que ceux que ces mêmes ouvriers créeront laborieusement, et le bon marché leur enlèvera nécessairement leurs consommateurs et leur ouvrage. Si les fileurs de coton de la Normandie, qui brisèrent en 1789 les machines à filature qui s'introduisaient alors dans cette province, avaient continué cette lutte brutale, il aurait fallu renoncer à fabriquer en France des étoffes de coton; on les aurait toutes tirées d'Angleterre, et les fileurs de Normandie seraient encore demeurés plus dépourvus d'ouvrage.

Toutes les fois qu'on parvient, au contraire, à surmonter les difficultés qui accompagnent l'introduction des nouvelles machines, on en retire non-seulement les avantages généraux sus-indiqués, mais encore des avantages particuliers pour la classe qui, dans le commencement, avait le droit apparent de se plaindre.

L'experience tend chaque jour à le prouver par l'accroissement prodigieux des machines à vapeur. Ainsi :

C'est en 1749 que la première de ces machines a eté établie aux forges de Littry (Calvados), pour l'extraction de la houille. Pendant longtemps l'emploi de ces moteurs a eté bien restreint, puisqu'il n'en a été créé que 20 de 1784 à 1816. En 1826 et 1827, années pendant lesquelles l'industrie et les spéculations ont eu tant d'élan, le nombre de ces moteurs n'a été, pour la première de ces années, que de 73, et pour la seconde, que de 78. Jamais ce dernier nombre n'a été dépassé sous la restauration; mais depuis 1830, l'accroissement est prodigieux, et il résulte d'un compte-rendu présenté aux chambres en 1836, par l'administration des ponts-et-chaussées, qu'au 31 décembre 1834 le nombre total de ces machines fonctionnant était de 1,152.

Les départements qui en possèdent le plus sont les suivants :

Le *Nord*, 200; la *Seine*, 173; la *Loire*, 169; la *Seine-Inférieure*, 108; le *Rhône*, 44; l'*Aisne*, 40; *Saône-et-Loire*, 37.

Les industries qui en emploient le plus se classent ainsi d'après leur importance : *filatures*, 310; exploitation des *mines*, 246; *fonderies* et *forges*, 67; tissage des draps, 65; *moulins à blé*, 45; élévation de *l'eau*, 42; fabriques et raffineries de *sucre*, 32, etc.

La plus forte de ces machines est de 105 chevaux; elle est employée aux forges d'Imphy pour le martelage et le laminage du fer et du cuivre.

§ 1. Machines à vapeur employées sur les bateaux.

Une ordonnance du 2 avril 1823 avait prescrit déjà quelques dispositions réglementaires, relatives aux bateaux à vapeur; mais afin de garantir encore davantage la sûreté de l'équipage et des passagers, et la conservation des marchandises, on a reconnu qu'il était indispensable d'assujettir les chaudières des machines à vapeur à basse pression, employées sur les bateaux, et les tubes bouilleurs, aux conditions de sûreté qui sont prescrites par plusieurs articles de l'ordonnance du 29 octobre 1823 (Bull., n° 637, p. 330), relative aux machines à vapeur à haute pression; en outre, par l'ordonnance du 7 mai 1828, l'usage des chaudières et des tubes bouilleurs en fonte de fer est aboli, et les entrepreneurs sont obligés, pour prévenir l'explosion, d'adapter à leurs machines des rondelles en métal fusible, suivant la quantité d'atmosphères fournies par la vapeur.

L'autorité est appelée à exercer une surveillance assidue et éclairée sur tous les établissements en général qui font usage de machines à vapeur, pour s'assurer de l'exécution des réglements. (V. O. roy. des 2 av. 1823, Bull., n° 601, p. 506; 29 oct. 1823, Bull., n° 637, p. 330; 7 mai 1828, Bull., n° 231, p. 450; 25 mai 1828, Bull., n° 255, p. 497; 23 sept. 1829; 23 mars 1830; circulaire et instruction du ministre des travaux publics, du 5 juin 1830, relativement aux machines et chaudières à vapeur à haute et basse pression; circulaire du directeur-général, du 18 août 1832, et envoi d'une instruction ministérielle, du 25 juillet précédent, relative aux grandeurs à donner aux soupapes de sûreté et aux rondelles metalliques fusibles des chaudières à vapeur, en exécution de l'ordonnance du 29 octobre 1823; circulaire du directeur-général, du 12 mars 1833, annonçant l'envoi de modèles en cliché du nouveau poinçon pour les machines et chaudières à vapeur à haute pression; circulaire du directeur-général, du 22 août 1833, sur le dénombrement

et la surveillance des machines à vapeur et de leurs appareils; circulaire du directeur général, du 21 octobre 1835, sur les relevés annuels du nombre des bateaux à vapeur, et sur les observations auxquelles ces bateaux peuvent donner lieu.)

Aussi, dans les départements où il existe des fleuves, rivières ou côtes maritimes, sur lesquels sont ou peuvent être établis des bateaux à vapeur, le préfet forme une ou plusieurs commissions composées de personnes expérimentées, et présidées, soit par un ingenieur en chef des ponts-et-chaussées et des mines, soit à son défaut par un ingénieur ordinaire.

Cette commission est chargée, sous la direction du préfet, de s'assurer que les bateaux à vapeur soient construits avec solidité, particulièrement en ce qui concerne l'appareil moteur.

Aucun bateau à vapeur ne peut entrer en navigation qu'après avoir obtenu un permis de cette commission.

Une ordonnance royale, du 30 mai 1831, créa une compagnie d'ouvriers marins, specialement destinée à fournir des détachements pour le service des machines à bord des bâtiments à vapeur de la marine royale.

§ 2. Machines à vapeur employées dans les fabriques.

Le régime réglementaire dont nous venons de parler ci-dessus n'existait qu'à l'égard des machines à haute pression en général, et à l'égard des machines à basse pression placées sur les bateaux; mais deux ordonnances du 25 septembre 1829 et 25 mars 1830 l'étendirent non-seulement aux machines à basse pression situees dans les etablissements ordinaires d'industrie, mais encore aux simples chaudières à haute ou à basse pression qui servent au chauffage, à la vapeur ou à d'autres usages analogues. Ainsi, tout appareil dans lequel on emploie en grand la vapeur, est soumis à une action administrative constante et habituelle, et une responsabilité très-grande se trouve imposée tant aux autorités chargées de la police locale dans chaque pays, qu'aux ingénieurs des mines et des ponts-et-chaussees, aux sous-préfets et aux prefets.

§ 3. Établissement des machines à vapeur.

Les permissions d'établir des machines ou de simples chaudières à haute pression, sont accordées par le préfet du département, en suivant les formes prescrites par le décret du 15 octobre 1810 et l'ordonnance du 14 janvier 1815, à l'égard de la seconde classe des ateliers insalubres ou incommodes.

Les permissions pour les machines ou pour les simples chaudières à basse pression, sont données par le sous-préfet de l'arrondissement, en procédant ainsi qu'il est prescrit pour les ateliers insalubres ou incommodes de troisième classe.

L'accomplissement de ces formalités ne dispense pas les propriétaires de satisfaire aux mesures de sûreté dont il est parlé dans le § 1er, c'est-à-dire de faire désormais usage des doubles soupapes de sûreté, des rondelles de métal fusible et des manomètres.

En outre, le local dans lequel est placée la chaudière, égal au moins à vingt-sept fois son cube, doit être éclairé par de larges baies de croisées; il doit être séparé des ateliers par un mur d'un mètre d'épaisseur, et des maisons voisines, par un mur de la même épaisseur, éloigné d'elles de deux mètres; enfin, on ne doit placer au-dessus aucune habitation ou aucun atelier.

Faute par le propriétaire de prendre toutes ces précautions et autres qui lui sont indiquées plus en détail dans les ordonnances spéciales, et en cas d'accident provenant de négligence ou d'imprudence, qui aurait blessé ou fait périr un ou plusieurs individus, il peut être actionné devant les tribunaux comme étant passible des peines portées par les art. 319 et 320 du Code pénal, sans préjudice des dommages-intérêts. (Inst. min. 5 juin 1830) (V. **Établissements insalubres.**)

Consulter : *Recueil des Réglements concernant les machines à feu.* Rouen, 1826, in-8°, anonyme.

MADRAGUE. — C'est une enceinte de câbles et de filets, pratiquée dans la mer pour prendre des poissons et particulièrement des thons. Pouvant devenir dangereux pour la navigation, l'établissement de ces filets est soumis à l'autorisation de l'autorité. (V. **Pêche maritime.**)

MAIN-FORTE. — C'est le secours que l'on prête à la justice afin que la force lui demeure et que ses ordres soient exécutés.

Les citoyens sont quelquefois obligés de prêter main-forte aussi dans le cas de flagrant délit, de rebellion, d'émeute, d'accidents imprévus, ils doivent obtemperer à la réquisition des autorités administratives sous peine d'amende.

L'article 234 du code pénal dispose : que tout commandant de la force publique, qui après en avoir été légalement requis par l'autorité civile, refuserait de faire agir la force placée sous ses ordres, est passible d'un emprisonnement de un

à trois mois, sans préjudice des réparations civiles.

La gendarmerie de son côté est tenue de prêter main-forte toutes les fois qu'elle est requise par ceux à qui la loi ou les ordonnances donnent le droit de la requérir. (O. 22 oct. 1820, art. 54.) V. **Arrestation, Gendarmerie, Garde champêtre, Force publique.**

MAIN-LEVÉE. — C'est l'acte qui lève l'empêchement résultant d'une saisie, opposition ou inscription.

La main-levée est *volontaire*, *judiciaire* ou *administrative*; la première est celle à laquelle le saisissant ou l'opposant consent de son propre mouvement, par acte notarié ou par exploit, suivant la nature de l'affaire; la seconde, celle ordonnée par jugement, soit qu'on s'y soit refusé, ou qu'il n'ait appartenu qu'à la justice de la prononcer; la troisième est celle où il s'agit des intérêts de l'État. C'est le préfet qui y consent par un arrêté.

Une commune ou un établissement public quelconque ne peuvent donner main-levée d'une inscription sans l'autorisation du préfet. (D. 11 therm. an XII.) V. **Hypothèques, Saisie, Pensions.**

MAIN-MORTE. — La main-morte était un droit féodal qui tenait en servitude personnelle, réelle ou mixte, ceux qui y étaient soumis.

Par son édit du mois d'août 1779, Louis XVI affranchit entièrement de ce droit abusif tous les habitants des terres et des seigneuries de son domaine, et invita par les raisons de justice et d'humanité les plus pressantes, les seigneurs à l'imiter. Mais cet exemple fit peu de prosélytes. Il était réservé à l'assemblée constituante d'abolir cette création du système feodal. Tel fut le but des lois des 4 août 1780, art. 1^er^, et 15 mars 1790, tit. II, art. 1^er^.

On appelait *gens de main-morte*, les établissements publics, les corps et communautés dont l'existence se perpétuait par la subrogation successive des personnes qui les composaient ou les administraient.

Beaucoup de gens de main-morte ont été supprimés lors de la révolution, et cette denomination a été retranchée de la législation nouvelle. Mais nous avons des communes, des établissements publics, des corporations. (V. **Féodalité, Communes, etc.**)

MAIRE. — V. **Organisation municipale.**

MAISON.

§ 1. Maisons d'arrêt. — § 2. Maison commune. — § 3. Maisons de correction. — § 4. Maison curiale. — § 5. Maison de détention. — § 6. Maison garnie. — § 7. Maison habitée — § 8. Maison de jeu. — § 9. Maison de justice. — § 10. Maison particulière. — § 11. Maison de police municipale. — § 12. Maison de prêt. — § 13. Maisons publiques. — § 14. Maison de prostitution. — § 15. Maison de refuge. — § 16. Maison du Roi. — § 17. Maison de secours.

Le mot *maison* signifie tout bâtiment servant d'habitation; mais son but et sa destination varient dans certains cas; il s'adjoint alors le nom de la chose à laquelle il s'applique : c'est ainsi que l'on distingue les maisons de secours, les maisons particulières ou publiques, les maisons de prostitution, etc. Nous examinerons brièvement leurs différentes séries.

§ 1. Maisons d'arrêt.

Ce sont celles où sont détenues les personnes arrêtées pour quelque délit, en attendant qu'elles soient jugées.

Les préfets sont chargés de l'inspection et de l'amélioration des maisons d'arrêt et de correction. (V. **Prisons.**)

Les prévenus de crimes et délits de la compétence des cours d'assises peuvent être également détenus dans les maisons d'arrêt dans des quartiers séparés jusqu'à ce que, placés sous les liens d'une ordonnance de prise de corps, il y ait lieu de les transférer dans les maisons de justice. Il y a une maison d'arrêt par chaque arrondissement communal.

§ 2. Maison commune.

La maison commune est l'édifice occupé par l'administration municipale. On l'appelle également mairie; mais dans le code civil, la première dénomination est préferablement adoptée. (Pour la propriété, les dépenses et l'entretien des maisons communes, V. **Bâtiments civils.**)

§ 3. Maisons de correction.

Elles sont destinées à renfermer les jeunes gens âgés de moins de 16 ans, et condamnés conformément aux articles 376 et suivants du code pénal; ainsi que les femmes condamnées pour adultère, les enfants rebelles à l'autorité paternelle, et tous les condamnés à des peines correctionnelles. (V. **Prisons.**)

On y établit des travaux et de ateliers de travail comme dans les maisons de détention.

§ 4. Maison curiale.

Cette expression est peu employée. On se sert

préférablement du mot presbytère ; ce qui explique que la maison curiale n'est autre que le logement destiné au curé d'une paroisse. Une loi du 18 germinal an XI porte que les conseils municipaux sont chargés du soin de délibérer et voter les fonds nécessaires à l'achat des maisons curiales ou à leurs frais d'ameublement. (V. **Fabriques.**)

§ 5. Maisons de détention.

Ce sont celles où l'on renferme les personnes condamnées par les cours d'assises, et ceux qui sont condamnés par voie de police correctionnelle à plus d'un an de détention. (D. 16 juin 1808; L. 6 oct. 1791.) V. **Prisons.**

L'inspection et l'amélioration de ces maisons sont confiées à l'autorité administrative.

§ 6. Maisons garnies.

Ce sont celles destinées au logement des étrangers. Les maires, les commissaires de police et les gendarmes ont le droit d'inspecter ces maisons et de se faire représenter les registres que les maîtres de ces maisons sont obligés de tenir, et où doivent être inscrits les noms de tous ceux qu'ils reçoivent. (V. **Lieux publics**, § 1er.)

§ 7. Maison habitée.

Le code pénal répute maison habitée tout bâtiment destiné à l'habitation, et la Cour de cassation a décidé que l'on doit considérer comme lieux habités, les édifices publics servant à la réunion des citoyens.

§ 8. Maisons de jeux.

Ce sont celles qui sont autorisées par le gouvernement, et où l'on donne à jouer des jeux de hasard; toutes les autres sont illégales et soumises à des peines plus ou moins graves. (C. pén. 410. V. **Jeux.**)

La police des maisons de jeu est dans les attributions municipales, et de même que dans les maisons de débauche, l'autorité administrative peut s'y transporter en tout temps et à toute heure.

La prohibition posée par l'article 410 du code pénal est absolue, et l'individu convaincu d'avoir tenu une maison de jeux de hasard ne peut être excusé sous prétexte qu'il connaissait les personnes admises au jeu, et que les sommes jouées etaient peu importantes. (Cass., 5 oct. 1810.)

§ 9. Maisons de justice.

Il y a près de chaque tribunal criminel une maison de justice exclusivement réservée à la réclusion des accusés frappés d'une ordonnance de prise de corps.

§ 10. Maisons particulières.

Ce sont celles qu'occupent les particuliers. Elles sont inviolables. Suivant *Paul*, liv. 1, *ad edict*, il n'est pas permis de tirer par force un citoyen de sa maison : *nemo nè domo suâ extrahi debet.*

Pendant la nuit on ne peut y entrer que dans le cas d'incendie, d'inondation ou de réclamation faite de l'intérieur de la maison, et pendant le jour qu'en vertu de l'ordre d'une autorité compétente. (V. **Arrestation.**)

§ 11. Maisons de police municipale.

La police municipale ne pouvant avoir dans toutes les localités une prison particulière, une circulaire du ministre de l'intérieur du 20 octobre 1810 a autorisé le dépôt des condamnés par voie municipale dans les maisons d'arrêt.

Mais ils doivent être dans un local distinct et séparé.

§ 12. Maisons de prêt.

Ce sont celles où l'on prête sur nantissement. Leur établissement doit être autorisé par le gouvernement. Aujourd'hui, les seules maisons de prêt légales qui existent sont les *monts-de-piété.* (V. ce mot.)

Le défaut d'autorisation rend les contrevenants passibles, aux termes de l'art. 411 du code pénal, d'emprisonnement et d'amende, le tribunal prononce en outre dans tous les cas la confiscation des effets donnés en nantissement.

§ 13. Maisons publiques.

Ce sont celles où le public est admis.

Les maires et officiers de police peuvent toujours entrer dans les lieux où tout le monde est admis indistinctement, tels que les cafes, cabarets, boutiques et autres, soit pour prendre connaissance des désordres ou contraventions aux reglements, soit pour vérifier les poids et mesures, le titre des matières d'or et d'argent, la salubrité des comestibles et medicaments. (L. 22 juil. 1791, t. 1, art. 9.)

La gendarmerie a le droit de visiter les maisons ouvertes au public, même pendant la nuit jusqu'à l'heure où on les ferme. (V. **Lieux publics.**)

§ 14. Maisons de prostitution.

Ce sont celles qu'habitent des filles publiques.

Les officiers de police peuvent entrer en tout temps dans les lieux livrés notoirement à la dé-

bauche. (L. 22 juill. 1791, tit. 1, art. 10.) (V. **Prostitution.**)

§ 15. Maisons de refuge.

Un décret du 30 septembre 1807 en autorisant l'association religieuse des dames charitables, *dites du Refuge* de St-Michel, déclare, art. 3, qu'elles ne pourront recevoir dans leurs maisons que les personnes soumises à l'autorité de la police et qui y sont envoyées par ses ordres, ou qui seront envoyées par les pères ou les conseils de famille, dans les formes établies par le code civil. (Art. 376-377.)

Ces maisons sont principalement destinées aux femmes, car l'art. 1er de leurs statuts est ainsi conçu : « Les sœurs de Notre-Dame de la charité du Refuge ont pour fin de ramener aux bonnes mœurs, aux vertus chrétiennes et à l'amour d'une vie laborieuse les personnes de leur sexe qui s'en seraient écartées. »

Lorsqu'une commune voudra établir une maison de refuge, la demande en sera transmise par le prefet avec son avis, au ministre des cultes qui soumettra l'établissement de cette maison à l'autorisation du roi.

Ces maisons sont sous la surveillance des sous-préfets, des maires et des procureurs du roi, qui tous les trois mois, doivent les visiter et dresser procès-verbal de leurs visites, et l'envoyer au ministre de la justice.

Ouvrages à consulter : *Des Maisons de Refuge*, par MM. Frenel et Appert. 1823, in-8°.

§ 16. Maison du roi.

Ce mot sert à désigner tantôt l'ensemble des officiers attachés à la personne du roi, tantôt la liste civile. (V. ce mot.)

Avant la révolution de 1789 et sous la restauration, c'était une administration fort importante. Tellement même que pendant longtemps il y a eu un ministre de la maison du roi qui prenait part aux délibérations du conseil.

Elle se divisait en *maison civile* et *maison militaire ;* tous les grands officiers, officiers et autres personnes attachees au service interieur de la personne du roi composaient la première ; l'autre comprenait les corps militaires attachés à la garde extérieure ou intérieure du roi ; aujourd'hui il n'y a plus ni corps militaires privilégiés, ni maisons du roi.

§ 17. Maisons de secours.

Ce sont celles où l'on donne asile aux pauvres infirmes ou malades et autres indigents.

Elles sont spécialement sous la surveillance de l'autorité municipale et administrative. (V. **Bureaux de charité, Hospices.**)

MAITRES DE PONTS. (V. **Navigation.**)

MAITRES DE PORTS. (V. **Ports maritimes.**)

MAITRES DES REQUÊTES. (V. **Conseil d'état.**)

MAITRISES.—Les priviléges de profession, connus dans l'ancien régime, sous le nom de *jurandes, maîtrises*, etc., etc., constituaient dans l'industrie et le commerce, une organisation analogue à celle de la féodalité en politique ; la destruction de ces priviléges était réservee à l'assemblée constituante, qui dans ses immenses travaux a jeté les bases de toute l'organisation sous laquelle nous vivons encore aujourd'hui.

Anciennement, celui qui voulait exercer un métier était oblige de débourser, pour sa maîtrise, une somme considérable dont profitaient, partie la corporation dans laquelle il s'engageait, et partie le trésor public. L'assemblée constituante voulut rendre libre la faculté de travailler qui est un des premiers droits de l'homme, et affranchir du privilége, cette propriété du travail, qui est la plus sacrée et la plus imprescriptible de toutes. (V. *Code des codes*, tom. 1, p. 252, t. II, *liberté de l'industrie.*)

A ce système des priviléges, et pour remplacer les jurandes, les maîtrises, les vingtièmes d'industrie, la portion de taille personnelle qu'on faisait payer aux artisans et aux marchands, de plus qu'aux autres citoyens, la loi des 2-17 mars 1791 substitua les *patentes*. (V. ce mot) ; et celle du 17 juin suivant déclare, article 1er, que l'anéantissement de toutes les espèces de corporations de citoyens de même état et de même profession, était une des bases fondamentales de la constitution française. (V. **Industrie.**)

MAJORATS.

§ 1. Exposé. — Abolition des majorats. — § 2. Dispositions générales. § 3. Extinction des majorats. — § 4. Contentieux.

§ 1. Exposé. Abolition des majorats.

Les majorats sont des propriétés immobilières dont les revenus sont par lettres du prince affectés au soutien d'un titre noble, transmissible à perpétuité dans la descendance masculine du titulaire par ordre de primogéniture ; d'où vient la dénonciation du majorat *major-natu*.

L'article 896 du Code civil semblait, d'après la première rédaction du 15 floréal an XI, avoir

proscrit à jamais les majorats; mais le sénatus-consulte du 28 floréal an XII en rétablissant en France une monarchie, changea les idées sur cette matière.

De là le décret du 30 mars 1806 et le sénatus-consulte du 14 août suivant, qui ont rétabli les fiefs.

De là le nouvel article 896 du Code civil décrété le 3 septembre 1807.

De là enfin le décret du 1er mars 1808 et tous les autres réglements faits sur les majorats. Le dernier est une ordonnance du 25 août 1817 sur la formation des majorats à instituer pour les pairs.

Le sénatus-consulte du 14 août 1806 reconnaissait deux sortes de majorats :

Le majorat de *propre mouvement* formé des biens donnés par le prince en vertu d'une loi.

Le majorat *sur demande* qui était celui qu'un chef de famille était autorisé à former de ses propres biens. Mais depuis la révolution de 1830, et l'abrogation de l'hérédité de la pairie par l'article 23 de la charte, cette institution de l'empire, qui avait eu pour but d'assurer une fortune considérable au soutien d'un titre noble et transmissible, n'a paru ni nécessaire, ni d'accord avec les principes véritablement constitutionnels, de quelque manière d'ailleurs qu'on l'envisageât sous le rapport *politique*, *moral* ou *financier*.

Quant au premier, il est tellement evident que nous n'essaierons pas de le démontrer. Le pacte fondamental des Français proclame l'hérédité de leurs droits; la loi doit donc être la même pour tous et n'admettre ni priviléges, ni exclusions au moins dans un intérêt privé.

Sous le point de vue *moral*, ne peut-on pas dire que toute loi qui n'est pas conforme à nos mœurs doit être réformée? Or, il est loin d'être dans nos mœurs que les enfants d'une même famille soient traités inégalement, et que l'aîné recueille tout le patrimoine à l'exclusion des autres; enfin il est immoral de laisser subsister un privilége qui end à mettre la désunion et le trouble dans les familles, ou qui permet à ceux qui en jouissent d'abuser de leur credit, contracter des dettes et laisser leurs créanciers sans moyen de se faire payer par suite de l'inalienabilité de leurs biens.

Sous le rapport *financier*, les majorats mettent à toujours des biens hors du commerce : point de ventes ou de donations possibles; dès lors point de droits à percevoir. D'un autre côté, la division des propriétés intéresse un plus grand nombre d'individus à la conservation de l'ordre social, favorise la propriété générale et accroît l'aisance commune. Or l'institution des majorats s'y oppose par la *concentration* de ces mêmes biens.

De nombreuses réclamations suivies de projets de lois furent successivement présentées aux chambres, adoptées par l'une, rejetées par l'autre.

D'accord cependant dès le premier moment pour interdire à l'avenir toute institution de majorats comme fondée sur d'injustes priviléges; les deux chambres l'étaient aussi pour conserver leur plein et entier effet à ceux des majorats actuellement existants, qui originairement furent constitués en biens du domaine extraordinaire et sont connus sous le nom de *dotations*. Le droit évident des familles investies de ces dotations, et que de grands services rendus au pays avaient recommandées à la munificence impériale, l'intérêt même de l'état, ou des anciens proprietaires auxquels la reversibilité était acquise, commandaient également cette disposition conservatrice.

Le dissentiment n'a jamais existé que sur le plus ou moins de durée, qu'il convenait d'accorder aux majorats constitués en biens particuliers. (Ch. des pairs, 12 mars; Ch. des dép., 8 av. 1835.)

Mais enfin il a été décidé par la loi du 12 mai 1835 :

1° Que toute institution de majorats serait interdite à l'avenir;

2° Que les majorats fondés jusqu'à ce jour avec des biens particuliers ne pourraient s'étendre au-delà de deux degrés, l'institution non comprise.

3° Que le fondateur d'un majorat pourrait le révoquer en tout ou en partie, ou en modifier les conditions.

Que néanmoins il ne pourrait exercer cette faculté s'il existait un appelé qui eût contracté antérieurement à la loi, un mariage non dissous, et dont il fût resté des enfants. En ce cas le majorat doit avoir son effet restreint à deux degres, ainsi qu'il est dit en l'article précédent.

4° Enfin, que les dotations ou portions de dotations, consistant en biens soumis au droit de retour en faveur de l'État, continueraient à être possédées et transmises conformément aux actes d'investiture, et sans préjudice des droits d'expectative ouverts par la loi du 5 decembre 1814.

Cette loi rend donc à l'avenir l'existence des majorats tout-à-fait précaire, et ne leur laisse qu'un intérêt que chaque jour diminue. Ils s'éteindront, mais lentement et sans apporter par une brusque transition le trouble et le désordre dans les fortunes.

Il est donc nécessaire de rapporter les principales dispositions des lois qui régissent cette matière; elles serviront à prouver en même temps combien sont injustes et exorbitants les droits qu'elles consacrent.

§ 2. Dispositions générales.

Les biens qui forment les majorats sont inaliénables; ils ne peuvent être engagés ni saisis.

Il n'y aurait d'exception à cette règle que si les enfants du fondateur n'étaient pas remplis de leur légitime sur les biens libres de leur père. Dans ce cas, ils pourraient en demander le complément sur les biens donnés par le père pour la formation du majorat.

Mais toute vente, donation ou autre aliénation de ces biens par le titulaire, toute concession de privilége ou hypothèque, tout jugement qui validerait ces actes sont nuls. (D. 1er mars 1808, art. 41.) Il n'y a exception à cette inaliénabilité, que si le roi autorise par ordonnance l'aliénation, à la charge de remploi en autres biens de même valeur.

Les revenus du majorat sont insaisissables hors les cas et les proportions où ils ont pu être délégués, c'est-à-dire pour les dettes privilégiées, indiquées par l'article 2105, et par les § 4 et 5 et l'art. 2103, et même la délégation n'est permise pour cette dernière cause, qu'autant que les réparations n'excèdent pas celles qui sont à la charge des usufruitiers. Dans l'un ni dans l'autre cas, la délégation ne peut avoir lieu que jusqu'à concurrence de la moitié du revenu. (D. 1er mars 1808, art. 52.)

Ces dispositions suffisent pour démontrer que l'institution des majorats est contraire aux principes de l'égalité et de la saine raison. Elle crée un privilége en faveur des personnes riches, premier tort; on ne doit établir de privilége pour aucun citoyen, et à plus forte raison pour les riches, puisque c'est alors se plaire à procurer tous les avantages à ceux qui en ont déjà plus que les autres; en second lieu, ainsi que nous l'avons déjà dit, l'institution des majorats viole toutes les lois d'égalité; elle place les biens affectés à la dotation hors du commerce; l'inaliénabilité dont ils sont entourés porte atteinte aux drois des créanciers, autre principe impolitique et anti-constitutionnel.

Ainsi, les majorats sont transmissibles dans la descendance légitime du titulaire de mâle en mâle et par ordre de primogéniture; à défaut d'héritier direct, le fils adoptif peut recueillir la dotation du majorat, après l'autorisation préalable du roi dans la forme accoutumée. Mais il n'est pas tenu de payer la dette du titulaire décédé. Car ce n'est pas à titre d'héritier que l'aîné recueille le majorat, mais comme un *fidéicommissaire* grevé lui-même au profit de l'aîné de ses enfants ou descendants. (Paris, 29 nov. 1816.)

Cependant il y a exception à ce principe si les dettes sont de la nature de celles qui peuvent être délégnées, mais en ce cas le nouveau titulaire n'est obligé de les payer que jusqu'à concurrence d'un tiers du revenu pendant les deux premières années de la jouissance. (D. 1808, art. 49.)

Le titulaire d'un majorat ne pourrait donc porter atteinte par ses faits personnels aux droits de son successeur naturel, et les décisions rendues contre lui ne peuvent avoir l'autorité de la chose jugée contre le successeur, que quand elles ont porté exclusivement sur le fond et la propriété du majorat. (C. d'état, 11 janv. 1833.)

Les rentes sur l'état ou actions de la banque affectées à un majorat, sont soumises à une retenue annuelle d'un dixième destiné à former un fond d'accroissement au profit d'un majorat. (D. 1808, art. 6.)

§ 3. Extinction des majorats. Droits des veuves.

Le majorat s'éteint avec la descendance masculine et légitime du titulaire qui a fourni les biens, ou lorsque les biens excédant la quotité disponible ont été soumis à la réduction, et que leur valeur est devenue inférieure au tiers des biens libres de la succession. (D. 1er mars 1808, art. 4.)

Les biens affectés au majorat deviennent libres dans la succession du dernier titulaire, et sont recueillis par ses héritiers.

Le roi peut toutefois reporter le titre sur l'un des collatéraux. (Id. 75.)

La veuve du titulaire a droit à une pension qui est de la *moitié* du produit si le majorat est éteint ou transféré, du *tiers* si le majorat subsiste encore. Dans ce cas, la pension n'est due que si la veuve ne trouve pas dans ses biens personnels un revenu égal à celui que la pension lui eût donné, si elle reste en viduité ou ne se remarie qu'avec la permission du roi. (D. 1808, art. 48-49.)

§ 4. Contentieux.

Les contestations sur les majorats sont portées au conseil d'état s'il s'agit d'interpréter les clauses de l'acte d'institution, l'etendue et la valeur des majorats; aux tribunaux, si le litige a pour objet la jouissance ou la propriété des biens, les droits des appelés, les dégradations ou les détériorations commises par le grevé ou ses héritiers. (D. 4 mai 1809, art. 4-16-18.)

Le ministère public est entendu dans toutes les affaires qui, devant les tribunaux, intéressent les majorats. (D. 22 déc. 1812, art. 1.)

MAJORITÉ.—La majorité désigne un certain âge fixé par la loi, auquel on acquiert la capacité de faire certains actes, tant pour l'administration et la gestion des biens que pour ester en jugement, et généralement pour contracter toutes sortes d'engagements valables.

Autrefois on distinguait en France plusieurs espèces de majorité. La majorité féodale, la majorité coutumière et la majorité parfaite. Cette dernière, qui correspond à celle qu'on reconnaît aujourd'hui, ne s'acquérait que par l'âge de 25 ans accomplis.

Actuellement, cet âge est de 21 ans conformément à l'art. 488 du Code civil. La loi présume alors que celui qui les a atteints est capable de tous les actes de la vie civile sauf les restrictions portées au titre du mariage et de l'adoption. (V. C. civ. 148, 546.)

Il n'y a d'exception que pour le roi qui est reconnu majeur à 18 ans.

La loi n'a parlé que des actes de la vie civile, car l'exercice des droits politiques, tels que ceux de juré, d'electeur, d'éligible, requiert des conditions d'âge particulières.

MANDAT.—V. **Arrestation, section III.**

MANDEMENT. — On appelle *mandement* un ordre par écrit et rendu public, de la part d'une personne qui a autorité et juridiction. Il signifie alors une ordonnance d'un juge, d'un supérieur. Il est sous cette acception principalement en usage pour designer les ordonnances rendues par les évêques, archevêques et leurs grands vicaires ou autres prélats ecclésiastiques ayant juridiction dans les choses de police extérieure, telles que celles qui concernent l'indication des fêtes, des prières, etc., etc.

Il y a lieu de supprimer, pour abus, le mandement d'un évêque qui a publié un bref du pape non revêtu de l'autorité royale, alors même que ce bref ne contient rien de contraire aux lois du royaume, et que ce prélat reconnaît et déclare expressément ne l'avoir publié que par inadvertance. V. **Abus** (appel comme d').

Il y a encore abus dans le mandement d'un archevêque qui contient des propositions contraires aux lois du royaume et aux prérogatives de la couronne : il doit être supprimé. (C. d'état, 25 déc. 1820, *id.* 10 janv. 1824.)

Mandement s'entend encore du billet ou de la lettre qu'on donne à quelqu'un, portant ordre à un receveur ou fermier de payer une somme.

Mandement d'exécution. C'est la formule qui termine les grosses des jugements et des actes et les rend exécutoires. (V. **Formule exécutoire.**)

MANIFESTE.—Ce mot désigne tantôt la déclaration d'une puissance exposant ses griefs contre une autre puissance, et formant le préliminaire des hostilités (v. **Guerre**); tantôt l'état de chargement d'un navire de commerce.

La loi du 4 germinal an II, tit. 2, contient plusieurs dispositions sur la forme et la nécessité du manifeste à l'égard des navires marchands. (V. **Douanes.**)

MANUFACTURES ET FABRIQUES.

§ 1. Classement des différentes manufactures. — Leur utilité. — § 2. Surveillance. — Protection du gouvernement.

§ 1. Classement des différentes manufactures, leur utilité.

Lorsque l'industrie opère en grand, son travail se nomme manufacture, ainsi que les lieux où elle opère. Cependant ce mot semble indiquer plutôt les établissements où l'on fait certains objets à la main; mais *fabriques* et *manufactures* sont regardées comme synonymes, quelle que soit la manière d'y travailler les differents produits, quoique le mot *fabrique* semble également devoir plutôt s'appliquer aux établissements où les objets sont confectionnes, *fabriqués* à l'aide de machines.

Ainsi, la manufacture ne diffère de la fabrique, ni par la nature de la matière qu'on y travaille, ni par la nature des operations que cette matière y subit, mais seulement par la plus ou moins grande réunion de ces opérations, et la plus ou moins grande quantite des objets qui en résultent.

Les manufactures se divisent en quatre classes :

1° Celles dont la matière première est indigène, mais animale, et qui opèrent sur les laines, les draps, les soies, les cuirs, les peaux, la chapellerie, etc.; ce sont les plus utiles, car elles tiennent à une nourriture;

2° Celles qui emploient des matières indigènes végétales, ou qui opèrent sur lesdites substances, comme le chanvre, le lin, les toiles, les papiers, le savon, l'amidon, le tabac, le sucre.

Ces deux especes de manufactures tiennent essentiellement soit à l'education des bestiaux, soit à l'agriculture. Elles ont le precieux avantage de creer des revenus au producteur de la matière première, et au fabricant qui l'exploite;

3° Viennent ensuite les manufactures qui opèrent sur les matières etrangères, telles que les cotons; ce sont les moins utiles au pays, suivant les économistes, puisque l'achat de cette matière fait verser hors du territoire des sommes considéra-

bles, conséquemment improductives. Le seul moyen de compenser cette perte serait de payer ces achats en marchandises. Un tel échange, en ce cas, devient avantageux.

4° Les manufactures qui emploient des substances minérales, ou qui opèrent sur lesdites substances, sont non moins importantes à cause du travail qu'elles fournissent à une grande quantité d'individus. Ce sont les forges, les ateliers d'horlogerie, de bijouterie, d'orfévrerie, de quincaillerie, les verreries, porcelaines, faïence, poteries, acides et sels minéraux. On pourrait encore distinguer les manufactures qui emploient nécessairement, ou qui opèrent sur plusieurs de ces substances à la fois, comme celles de passementeries, tapisseries, toiles peintes, teinture et autres qui produisent par l'action de procédés chimiques.

Cet exposé rapide suffit pour prouver que l'industrie manufacturière est une des sources principales de la prospérité et du bonheur des nations, puisque, indépendamment des jouissances qu'elles préparent à la masse des citoyens par la circulation de ses produits, elle fait vivre, en outre, ceux dont le travail lui est nécessaire pour arriver à cette production; d'où il résulte que la prospérité des manufactures suivra toujours la prospérité de l'agriculture, puisque celle-ci, en grande partie, fournit les matières premières, et apporte aux fabriques une assistance sans laquelle elles ne pourraient soutenir leurs efforts. L'échange, le transport, la vente de tous ces produits constituent le commerce. Quelles que soient donc ses applications, le travail bien employé contribue toujours de la même manière à la richesse générale, et plus ses emplois sont variés, plus il y a pour chaque branche, de profit et de chances de progrès. Dans l'admirable harmonie de la société, agriculture, manufactures, commerce, tous les genres d'industrie, se prêtent un secours mutuel, et poursuivent de concert le même but, quoique par des voies differentes. C'est là une vérité qu'il ne faut jamais perdre de vue et qu'on ne doit pas se lasser de répéter.

Ainsi, en résumé, l'industrie manufacturière est, conjointement avec l'industrie agricole, nécessaire à l'industrie commerciale, et elle crée des revenus : 1° au producteur; 2° à l'entrepreneur; 3° aux ouvriers; 4° aux négociants; 5° aux detaillants.

§ 2. Surveillance et protection du gouvernement.

Un gouvernement éclairé sur ses propres intérêts doit donc accorder toujours aux manufactures une protection efficace.

Son action comprend et les mesures conservatrices, et les encouragements donnés à l'industrie et la police des manufactures et fabriques. C'est dans ce but, par exemple, qu'il a créé :

1° L'institution des prud'hommes, tribunal spécial pour les fabricants ;

2° Les réglements sur les marques distinctives de certaines marchandises, et sur les matières d'or et d'argent.

C'est encore dans cet objet que la loi du 22 germinal an XI (12 avril 1803) porte qu'il pourra être établi dans les lieux où le gouvernement le jugera convenable, des *chambres* consultatives des manufactures, fabriques, arts et métiers. (V. ce mot.)

Il est des lieux où l'on ne peut établir de nouvelles manufactures sans une autorisation du gouvernement ou de l'administration locale.

1° Suivant l'article 41 du titre 15 de loi des 6-22 août 1791 et l'article 75 de la loi du 30 avril 1806, on ne peut, dans des villes, établir de manufactures dans la ligne des douanes sans la permission du gouvernement; et d'après l'article 1er de la loi du 21 ventose an XI, le déplacement des manufactures et fabriques qui se trouvent dans la ligne des douanes peut être ordonné, lorsqu'elles auront favorisé la contrebande, et que le fait sera constate par un jugement rendu par les tribunaux compétents. (V. **Douanes.**)

2° Les manufactures et ateliers qui répandent une odeur insalubre ou incommode ne peuvent être établis sans une autorisation de l'autorité administrative ou locale, suivant la classe dans laquelle ils sont rangés par la loi. (V. **Établissements insalubres.**)

Les manufacturiers, fabricants, entrepreneurs, ouvriers ne peuvent avoir et faire usage de certaines machines qui seraient susceptibles de servir à la fabrication de la fausse monnaie, telles que *balanciers*, *presses*, etc., etc., sans la permission de l'administration des monnaies.

Les réglements relatifs aux manufactures ont éte sanctionnés par les articles 415, 417, 418 Code pénal qui punissent sévèrement les contrevenants, ainsi que les coalitions des maîtres et celles des ouvriers, tendant les unes à diminuer les salaires, les autres à enchérir ou suspendre les travaux.

Aux termes de ces dispositions, seraient donc nulles et illicites comme nuisant à la libre concurrence et tendant à hausser outre mesure le prix des marchandises, toutes conventions entre fabricants qui s'associent pendant un certain temps pour l'exploitation des produits de leurs fabriques, et s'engagent à ne les vendre que sous les conditions et avec les formes déterminées par la société. (Bourges, 11 août 1826.)

En effet, le commerce repose sur la liberté de fabrication et la liberté de commerce.

MANUFACTURES D'ARMES A FEU.— Les manufactures d'armes du gouvernement sont au nombre de sept, savoir : *Maubeuge, St-Étienne, Tulle, Charleville, Mutzig* pour les armes à feu ; *Kligenthal* pour les armes blanches ; et *Châtellerault* pour les armes blanches et à feu.

Ces manufactures peuvent être mises en régie ou en entreprise. Un réglement, approuvé par le roi le 20 novembre 1822 determine le mode de fabrication, de contrôle et de reception des armes. La direction des manufactures est confiée spécialement à des officiers et contrôleurs du corps royal de l'artillerie. Les prix des armes sont fixés par des devis qui comprennent ceux des matières premières, du combustible et de la main d'œuvre pour chaque pièce d'armes; ces devis sont changés chaque fois qu'il existe une variation sensible dans les prix des matières premières; on ajoute à ces devis le bénefice de l'entrepreneur qui est chargé de former des approvisionnements à l'avance, de payer les ouvriers d'après les prix fixés, et de pourvoir à tous les frais d'administration. (V. **Armes**; et pour l'administration, **Forges, Fonderies royales.**)

MARAIS (Desséchement des)

§ 1. Exposé. — § 2. Concession. — § 3. Estimation des terrains avant le desséchement. — § 4. Des marais pendant le desséchement. — § 5. Estimation des terrains après le desséchement,. — § 6. Répartition de la plus value, priement. — § 7. Exemption de contributions. — 58. Pouvoir des syndics représentant les propriétaires. — § 9. Commission spéciale, compétence des tribunaux. — § 10. Indemnités, compétence des conseils de préfecture.

§ 1er. Exposé.

Les marais nuisent à la salubrité de l'air par les exhalaisons pestilentielles qui s'élèvent de l'eau croupissante. Ils privent l'agriculture de portions de terrains quelquefois très-considérables. C'est donc sous ce double rapport, qu'il est dans l'intérêt public d'opérer leur desséchement, et l'on ne saurait donner une trop grande impulsion à des travaux dont les résultats présentent des avantages tellement évidents.

Il nous reste beaucoup à faire, car suivant M. Cotelle, (*Cours de droit administratif*, liv. 7), la France compte 800,000 hectares de terrain enfouis sous les eaux, et c'est la quatre-vingt-dix-septième partie du royaume ; évaluée à 100 f. de produits annuels, c'est un revenu de 80 millions qui est enlevé aux agriculteurs. A 3 p. %, c'est le revenu d'un capital foncier de plus de 2,500,000,000 fr.

Dans ces travaux, c'est encore moins la nature qu'il faut vaincre que l'esprit de routine et d'obstination des différents propriétaires ; d'où l'on a senti la nécessite d'opérer le desséchement malgré eux.

Henri IV est le premier de nos rois qui se soit occupé sérieusement de cette mesure importante, il offrit de grands avantages à tous ceux qui voudraient organiser dans ce but des travaux, soit par association, soit isolément. Mais les lois émanées de ce prince ou de ses successeurs étaient encore impuissantes, elles furent remplacées par celle du 16 septembre 1807. Nous examinerons successivement ses dispositions. (V. 4e série, tom. 7e, Bull. p. 126.)

§ 2. Concession.

Les desséchements sont ordonnés par l'état, quand il les juge utiles ou nécessaires. (L. 16 sep. 1807, art. 1.) Ils sont exécutés par lui ou par des concessionnaires.

Dans ce dernier cas, les propriétaires du marais à dessécher sont toujours préférés ; à leur défaut ces concessions sont faites à ceux qui se soumettent à toutes les conditions exigées dans le plan tracé par le gouvernement.

Cependant la demande en concession d'un desséchement de marais peut être formée par des particuliers qui, dans ce but, doivent alors fournir au préfet un mémoire explicatif de tout ce qui concerne l'objet de desséchement, avec les pièces et documents qui peuvent le justifier; tels que les plans levés et vérifiés à leurs frais. En cas d'utilité reconnue, il est procédé ensuite aux formalités d'affiches et d'information *de commodo et incommodo*.

C'est seulement après l'examen du résultat de ces enquêtes, qu'intervient l'acte de concession. Il consiste dans une ordonnance royale rendue en Conseil d'état, suivant les formes consacrées pour les réglements d'administration publique, et qui ne peut être attaquée par la voie contentieuse, puisque les réclamations sont permises pendant le temps de l'enquête administrative. Il en est autrement de la tierce-opposition qui ne peut se fonder toutefois que sur des motifs concernant l'intérêt privé des réclamants. (C. d'état, 1er déc. 1819.)

Dans l'acte de concession, le gouvernement impose le mode de desséchement et le mode d'indemnité d'après les convenances locales, et il fixe en même temps des delais pour l'exécution, sous les peines stipulées dans l'acte, telles que la déchéance de la concession. (L. 1807, art. 15.)

Cette déchéance ne peut être prononcée que par l'autorité qui délivre la concession, et seule-

ment après qu'elle s'est assurée que l'inexécution provient de la faute des entrepreneurs, du vice des opérations, de négligence, de défaut de moyens, et non de force majeure. Si la déchéance est prononcée, il n'est tenu compte à l'entrepreneur déchu que de ses travaux reconnus utilement faits, soit que le gouvernement juge convenable de continuer les desséchements, soit qu'il les concède à d'autres. (D, 30 sept. 1811.)

Ces desséchements ont une utilité publique; aussi la loi a-t-elle prévu le cas où des propriétaires récalcitrants se refuseraient à laisser opérer les travaux; ils peuvent être contraints de les délaisser, sauf indemnité, d'après le mode adopté dans les expropriations pour cause d'utilité publique. (L. 16 sept. 1807, art 24.)

Mais ici se présente une question assez grave, celle de savoir si les formes tracées pour parvenir à cette expropriation doivent être celles établies par la loi de 1807, la loi du 8 mars 1810 ou celle du 7 juillet 1833. L'uniformité de la législation est un trop grand avantage pour que l'on présume jamais que le législateur ait voulu conserver sans motifs, des législations diverses sur la même matière, on n'admettrait sans doute un système contraire, dit Delalleau, que lorsqu'il serait prouvé que la loi spéciale présentait des avantages tout particuliers, ou que la loi générale ne peut sans inconvénients s'adapter au cas spécial. Mais il n'en est point ainsi dans l'espèce; Toullier, t. 3, p. 286; Cormenin, t. 2, p. 509; et Proud'hon, t. 3, p. 228, pensent que l'art. 27 de la loi du 8 mars 1810 a abrogé l'art. 24 de la loi du 8 mars 1807. Or, la loi du 8 mars 1810 ayant été abrogée par la loi de 1833, c'est à celle-ci qu'on doit se conformer. (V. **Expropriation**.)

Mais il faut observer que cette manière d'opérer les travaux de desséchement par expropriation ne donne aucun droit à la propriété même du fonds. L'avantage offert par la loi aux concessionnaires est de partager, avec le propriétaire la *plus value* resultant de ces travaux et dans la proportion fixée par l'acte de concession. Cette disposition est la base du système introduit par la loi de 1807. A l'égard des droits et devoirs des concessionnaires, la jurisprudence du Conseil d'état a posé en principe, 1° qu'ils ne sont pas recevables à attaquer par la voie contentieuse, une ordonnance royale rendue sous la forme d'un réglement d'administration publique pour l'exécution d'un traité passé entre eux et le gouvernement, lorsque cette ordonnance est intervenue sur leur propre demande et après une instruction contradictoire; qu'ils ne sont pas non plus recevables à demander, aux termes de l'article 40 du réglement du 22 juillet 1806, la révision ou la modification de la même ordonnance (Arrêt, 18 juill. 1821.);

2° Que lorsque l'acte de concession a laissé aux propriétaires la préference sur le concessionnaire, celui-ci n'est pas fondé à réclamer la déclaration de leur déchéance lorsqu'il ne peut leur être imputé aucune négligence, et que d'ailleurs le concessionnaire ne justifie d'aucun acte extra-judiciaire par lequel il ait mis les propriétaires en demeure; que c'est toutefois le cas de fixer aux propriétaires un délai pour faire la déclaration qu'ils entendent opérer le desséchement par eux-mêmes et la justification de leurs moyens de desséchement, lesquelles déclaration et justification devront être faites devant le ministre de l'intérieur dont la la décision pourra être déférée au Conseil d'etat (Arrêt, 8 août 1821.);

3° Que les successeurs ou ayant-droit d'un concessionnaire de desséchement de marais, sont tenus à perpétuité de l'obligation de dessécher et d'entretenir le desséchement de la totalité des marais, primitivement compris dans le traité passé à leur auteur, quand cette obligation résulte d'une juste interprétation dudit traité (Arrêt, 23 juin 1824.);

4° Qu'un décret ou ordonnance portant concession pour le desséchement des marais, doivent être exécutés dans toutes leurs dispositions, lorsqu'ils ont été rendus publics et exécutés dans les formes prescrites par la loi du 16 septembre 1807 (Arrêt, 3 août 1829.)

§ 3. Estimation des terrains avant le desséchement.

Pour apprécier la *plus value* dont nous avons parlé, on devine qu'il faut pouvoir connaître la valeur des terrains avant et après le desséchement.

L'administration forme alors un syndicat composé de 5 ou 9 propriétaires les plus imposés, suivant la quantité des terrains.

Les syndics et les concessionnaires présentent chacun un expert et le préfet en désigne un autre pour départager en cas de besoin.

Ceux-ci divisent les différentes parties du marais en différentes classes, et les tracent sur le plan cadastral.

Cette classification est adressée au préfet qui, pendant un mois, donne à ce procès-verbal toute la publicité possible et provoque les observations des propriétaires.

Après cette opération de classement des terrains, vient celle de l'évaluation des classes. Elle est faite par les mêmes experts. Nouveau dépôt à la préfecture de ce procès-verbal, nouvelle pu-

blicité, et enfin clôture définitive.(L., 1807, art. 7 et 15.)

Les contestations qui peuvent s'élever contre ces différentes opérations sont jugées par une commission spéciale, dont il sera parlé ci-après.

Les travaux de desséchement ne peuvent commencer qu'après qu'il a été statué sur toutes les difficultés.

Un arrêt du Conseil d'état du 11 juin 1835 porte que, quand les terrains ont été classés et indiqués sur les plans dressés par les experts, comme devant participer au desséchement, qu'ils ont également été compris comme tels dans les procès-verbaux d'expertise relatifs à la première estimation, des classes et au second classement des terres; que les propriétaires n'ont élevé aucune réclamation contre les diverses opérations des experts, avant les décisions de la commission de desséchement qui les a homologuées ; les propriétaires sont non recevables à demander que leurs terrains soient exceptés du nombre des marais soumis au desséchement, ou à contester l'estimation qui en a été faite.

§ 4. Des marais pendant le desséchement.

L'acte de concession, avons-nous dit, doit contenir le nombre d'années accordées aux entrepreneurs pour mettre à fin ces opérations de desséchement. Aux termes de l'article 25 de la loi, ils doivent entretenir et garder à leurs frais les canaux, fossés, rigoles, digues et autres ouvrages pendant tout le temps de la concession. D'où il résulte que les propriétaires n'ont aucun droit de réclamer la jouissance des portions de marais à mesure qu'elles sont desséchées.

Elle appartient exclusivement aux concessionnaires jusqu'à l'époque fixée pour la réception des travaux.(C. d'état, 27 sept. 1829.)

A compter de laquelle réception, l'entretien et la garde desdits travaux doivent être à la charge des propriétaires anciens et nouveaux, représentés par une administration qui doit faire exécuter les travaux et en répartir la dépense, conformément à des réglements d'administration publique rendus à cette époque, sur la proposition des syndics et sur l'avis de la commission spéciale.

La conservation desdits travaux cesse cependant d'être à la charge des concessionnaires, quand ce sont des digues élevées contre la mer, les fleuves, rivières et torrents ; mais cette disposition ne change rien à la jouissance exclusive des concessionnaires. Il en serait de même si un pont dont l'établissement avait été reconnu nécessaire pour le desséchement, etait devenu depuis, la continuation d'une route départementale, auquel cas les frais d'entretien et de réparation doivent être supportés en partie par le département.

La conservation des travaux de desséchement étant commise à l'administration publique, le préfet est compétent pour ordonner la destruction des vannes d'irrigation indûment placées et contraires au système de desséchement. On n'est donc pas recevable à attaquer directement son arrêté en Conseil d'état ; cet arrêté doit être préalablement déféré au ministre de l'intérieur.

Les cessionnaires, successeurs et ayant-cause de l'entrepreneur, sont tenus à perpétuité de dessécher et entretenir le desséchement de la totalité des marais compris dans le traité originaire. (C. d'état, 23 juin 1824.) V. **Canaux de desséchement.**

§ 5. Estimation des terrains après le desséchement.

Lorsque les travaux prescrits par l'état ou par l'acte de concession sont terminés, il est procédé à leur vérification et réception. Après cette réception, une seconde classification est faite par les experts ci-dessus, accompagnés également du tiers expert. Elle a pour but de classer les fonds desséchés, suivant leur valeur actuelle et l'espèce de culture qu'ils pourront admettre.

Après l'accomplissement des formalités déjà énoncées pour les premières opérations, les experts procèdent à l'estimation définitive de terrains, et là finit leur mission.

§ 6. Répartition de la plus value, paiement.

Dès que l'estimation des fonds desséchés a été arrêtée, les entrepreneurs du desséchement présentent à la commission un rôle contenant :

1° Le nom des propriétaires.

2° L'étendue de leur propriété.

3° Les classes dans lesquelles elle se trouve placée, le tout relevé sur le plan cadastral.

4o L'énonciation de la première estimation, calculee à raison de l'étendue et des classes.

5° Le montant de la valeur nouvelle de la propriété depuis le desséchement, réglee par la seconde estimation et le second classement.

6° Enfin, la différence entre les deux estimations.

S'il reste dans le marais des portions qui n'ont pas été desséchées, elles ne donnent lieu à aucune pretention de la part des entrepreneurs de desséchement.

Le montant de la plus value obtenue par ces travaux est divisé entre le propriétaire et le concessionnaire, dans les proportions préalablement fixées.

Les rôles des indemnités sont arrêtés et rendus exécutoires par le préfet.

Cette plus value est *provisoire* pendant le cours des travaux de desséchement, et doit consister dans une portion en deniers du produit des fonds desséchés. Cette portion doit être fixée par la commission dans la proportion de 4/5 de la plus value annuelle desdits terrains, sur l'excédant de leur revenu primitif. Cette indemnité étant accordée, chaque année doit être réglée d'après le revenu annuel de ladite année. Si la commission s'est écartée de ce mode, il y a lieu d'ordonner une nouvelle expertise. (C. d'etat, 2 sept. 1829.)

Quant à la plus value *définitive*, à l'expiration des travaux, et qui doit être basée sur la valeur nouvelle des terrains, le genre de culture dont ils sont susceptibles, et même le produit qui peut en être obtenu, comme la tourbe, etc., les propriétaires peuvent, aux termes de la loi, acquitter l'indemnité qui en résulte soit en argent, soit en abandonnant une portion des fonds d'après la dernière estimation, ou enfin en constituant une rente sur le pied de 4 0/0.

Le droit du concessionnaire est garanti par un privilége sur toute ladite plus value, en faisant transcrire l'acte de concession au bureau des hypothèques. Mais il faut remarquer que l'effet des inscriptions antérieures au desséchement, ne porte que sur une partie équivalente à la valeur des marais non desséchés, et l'excédant en plus value est affecté, moyennant la transcription de l'acte de concession, aux obligations souscrites par les propriétaires, en faveur des entrepreneurs du desséchement. (L. du 19, 22, 1807.)

Le droit d'usage peut-il donner lieu à une portion contributive dans cette plus value ? La loi de 1807 ne le dit pas. Cependant M. Guichard (des Desséchements, p. 94) pense que si le droit d'usage est fondé sur un titre, l'usager a droit à une part relative, et qu'en ce cas elle doit être prise sur la portion réservée au propriétaire, et non sur celle du desséchement. On s'est elevé contre cette opinion en disant : que le droit d'usage accordé par titre sur une terre en friche n'est censé l'avoir été que pour le temps où la terre resterait en friche, et que le propriétaire n'a pas entendu s'ôter le droit de le mettre en culture quand il lui plairait et sans dédommagement. (Merlin. V. **vaine, pâture.**)

§ 7. Exemption des contributions.

Les frais nécessités par ces travaux de desséchement sont toujours considérables, et les avantages qu'on doit en tirer toujours également éloignés. Il aurait été injuste de faire peser sur les propriétaires une augmentation d'impôts calculée d'après la plus value. Aussi la loi a-t-elle expressément déclaré, que ces impôts ne pourraient être levés pendant les 25 premières années après leur dessechement (L. 26 déc. 1790, 5 jan. 1791, art. 2, et 3 frim., an VII, art. 3). Pour jouir de cet avantage et à peine d'en être privé, le propriétaire est tenu de faire au secrétariat de la mairie, dans le territoire de laquelle les biens sont situés, avant de commencer le dessèchement, une déclaration des terrains qu'il veut ainsi améliorer.

§ 8. Pouvoirs des syndics représentant les propriétaires.

Les syndics, aux termes des articles 7, 8 et 26 de la loi du 16 septembre 1807, ne représentent la masse des propriétaires intéressés aux travaux de desséchement d'un marais que relativement aux experts à nommer, et aux contributions d'entretien; hors de la mission légale ou réglementaire des syndics, toute action appartient aux individus eux-mêmes; si donc les propriétaires susdits ont des contestations avec les concessionnaires, ils doivent les soutenir individuellement, et non en tant que communauté. (C. d'état, 6 août 1825.)

De même, les syndics n'ont pas, comme représentant les propriétaires des marais, le droit de demander l'interprétation d'une ordonnance qui accorde au concessionnaire la faculté de faire des perfectionnements; les propriétaires seuls ont ce droit, comme intéressés au desséchement.

§ 9. Commission spéciale, Compétence des tribunaux.

Toutes les contraventions (à l'exception des questions de propriété attribuées aux tribunaux) qui peuvent s'élever à l'occasion des opérations dont il vient d'être parlé sont jugées par une commission spéciale composée de sept membres nommés par le roi. Ils sont pris parmi les personnes qui sont présumées avoir le plus de connaissances relatives, soit aux localités, soit aux divers objets sur lesquels ils auront à prononcer.

Cependant si les parties dont elles sont appelées à décider les intérêts craignent, à raison de circonstances particulières, une influence quelconque sur cette décision, il y aurait lieu de s'en référer au droit commun, et d'exercer la récusation des juges. Un arrêt du Conseil d'état a décidé dans ce sens, le 2 avril 1828, que cette récusation doit être admise, si d'ailleurs elle a été exer-

cée en temps utile. (C. proc. civ., art. 378 et suiv.)

Cette commission, dont les attributions sont d'ailleurs fixées par l'article 45 de la loi susdite, remplace le conseil de préfecture pour toutes les opérations relatives au desséchement; elle ne pourrait donc en aucun cas juger les questions de propriété, sur lesquelles il est prononce par les tribunaux ordinaires, sans qu'en aucun cas également ces incidents puissent retarder l'exécution des travaux ou des décisions de la commission y relatives.

Les tribunaux sont même incompétents pour connaître d'une action possessoire intentée à raison de troubles ou dommages causés à un propriétaire par les travaux de desséchement. (Cass., 4 juill. 1832.)

Les contestations qui peuvent s'élever entre les propriétaires et les entrepreneurs de desséchement sont de la compétence exclusive des commissions spéciales, soit qu'il s'agisse de connaître de l'étendue donnée aux limites des travaux d'endiguement, soit du classement des terrains compris dans les limites, soit de la repartition des dépenses entre les différentes classes, etc., etc. Lorsque les décisions prises par ces commissions ont été rendues en l'absence de toutes réclamations ou contradictions de la part de quelques intéressés, l'opposition reste ouverte aux appelants pour attaquer lesdites décisions.

Les appels de ces décisions sont portées au Conseil d'état.

Une commission de desséchement commet un déni de justice et méconnaît ses pouvoirs en refusant de procéder à la vérification des rôles qui lui sont présentés, et en se déclarant incompétente pour arrêter lesdits rôles. Sur ce refus de la commission d'approuver et d'arrêter les rôles, c'est au préfet qu'il appartient d'y pourvoir, sauf aux parties intéressées à porter devant le conseil de préfecture les réclamations qu'elles croiraient devoir élever contre la formation des rôles. (C. d'état, 31 août 1830, 18 août 1831.)

Il y a exception à la compétence des commissions spéciales, et il faut encore recourir à celle des tribunaux lorsqu'un desséchement a été entrepris par des particuliers dans un intérêt privé, sans avoir obtenu l'autorisation administrative. De même la répression des voies de fait commises par un voisin en obstruant le canal de dégorgement, doit avoir lieu par la voie de l'autorité judiciaire.

Les questions relatives aux baux et partages de marais desséchés sont également dans les attributions de ladite autorité. (C. d'état, 11 août 1824, 19 oct. 1825.)

§ 10. Compétence des conseils de préfecture.

En cas de dommages occasionnés à la propriété par les travaux de desséchement, tels que fouilles, occupation de terrain, enlèvement de matériaux, chômage d'usines, etc., etc., il y a lieu, de la part des propriétaires troublés dans leur possession, à une demande en indemnité dirigée, soit contre l'état, soit contre les concessionnaires. Le réglement de cette indemnité appartient exclusivement à l'administration, c'est-à-dire au conseil de préfecture. Depuis la promulgation de la Charte de 1830, quelques jurisconsultes avaient pensé qu'une indemnité de ce genre, aux termes de l'article 9, devait être fixée comme il est dit dans la loi du 7 juillet 1833 sur l'expropriation. Mais dans tous les cas où le dommage n'est que momentané, sans *dépossession*, le Conseil d'état a déclaré que la justice administrative était compétente. (C. d'état, 5 mai 1830, 8 nov. 1833; Bordeaux, 22 janvier 1833.)

Il en serait autrement si un terrain était jugé nécessaire à la confection des travaux de desséchement; mais alors c'est aux concessionnaires à se pourvoir, pour faire déclarer l'utilité publique, dans les formes prescrites par la loi ci-dessus. Dans ce cas, la fixation de l'indemnité appartient au jury special. (V. **Expropriation.**)

Le conseil de préfecture ne peut, sur la demande de quelques membres de l'association du desséchement, juger du mode et de l'exécution des travaux faits d'après un réglement et des usages anciens; il peut seulement prononcer sur l'exagération ou la disproportion des cotes dressées pour le paiement de ces travaux. Si l'on demande la réformation des réglements, on doit se pourvoir par la voie administrative et non par la voie contentieuse; mais on doit provisoirement se conformer aux réglements en vigueur. (C. d'état, 26 août 1824.)

Pour le reglement des *indemnités*, V. Loi du 16 septembre 1807, Bulletin, page 126, articles 48 à 57; consulter : Code des dessechements, et Commentaire de la loi du 16 septembre 1807, *Tableau général des Marais de la France*, par Poterlet; 1817, in-8°.

MARAIS SALANS OU SALINS. — V. **Sels.**

MARCHANDS. — Tout marchand doit être pourvu d'une patente pour exercer sa profession. Cette patente est renouvelée chaque année; la police a le droit d'en exiger la représentation des marchands forains, et même de ceux domiciliés. (Arr. 12 mess. an VIII.) (V. **Patente.**)

Les marchands forains doivent, en outre, être munis d'un passe-port; ils sont également soumis à la surveillance de la police pour leur poids et mesures et le titre des matières d'or et d'argent, et à celle de l'autorité municipale quant à leur établissement dans les rues et autres lieux publics.

MARCHE-PIED DES RIVIÈRES. — V. **Eaux, § Chemins de halage. Canaux.**

MARCHÉ. — Ce mot a diverses acceptions.

1° C'est un contrat par lequel une personne s'oblige envers une autre à faire quelque entreprise en fourniture moyennant un prix déterminé;

2° Le marché est une convention par laquelle celui qui fait faire un ouvrage et celui qui l'entreprend règlent leurs obligations respectives; (V. **Fournitures, Travaux publics.**)

3° Il signfie le lieu public où l'on vend toutes sortes de choses nécessaires pour la subsistance et la commodité de la vie, et encore l'assemblee de ceux qui vendent et qui achètent en ce lieu-là.

C'est à l'autorité municipale qu'il appartient de désigner le lieu où doivent se tenir les marchés; et lorsque le lieu où se tient le marché n'appartient pas à la commune, elle peut forcer le propriétaire à le lui livrer ou à le lui vendre. (L. 28 mars 1790, art. 19.)

Les communes perçoivent, en conséquence, des droits sur la location des places dans les marchés, ainsi qu'elles y ont été autorisées par une instruction du 20 août 1790, par une loi du 12 frimaire an VII, et par les diverses lois de finances. (V. **Halles, Foires et marchés.**)

MARÉCHAL-FERRANT.—V. **Réglements municipaux.**

MARGUILLIERS. — V. **Fabriques.**

MARIAGE. — V. **Actes de l'état civil.**

MARIAGES DES PRINCES DU SANG.— V. **Actes de l'état civil**, sect. VIII.

MARINE. — C'est l'ensemble de tout ce qui concerne la navigation sur mer et forme la puissance navale d'une nation.

La marine française fut presque nulle jusqu'au règne de Louis XIII.

Alors le génie actif et fécond du cardinal de Richelieu sut la tirer de son anéantissement; la charge de grand-maître chef et surintendant général de la navigation et du commerce de France, dont ce ministre fut pourvu, lui procura les moyens d'exécuter tout ce qu'il crut utile à ses vues sur cet objet. Cependant la progression fut très-lente, et il était réservé à Louis XIV de perfectionner ce que Richelieu avait conçu. (1)

Après avoir fondé la prospérité de la navigation et du commerce maritime, et en avoir assuré le progrès en augmentant ses forces navales et en rendant par ses soins vigilants un grand nombre de baies ou de ports plus commodes, ou d'un accès plus facile, ce prince voulut couronner cette grande entreprise en formant un code de lois particulières, dans lequel on réunit tout ce qui était nécessaire pour instruire les gens de mer de leurs propres devoirs, fixer la jurisprudence des contrats maritimes, établir la police dans les baies et sur les fleuves, en déterminant en même temps les droits, les priviléges et les prérogatives de l'amirauté, l'ordre judiciaire qui devait être observé, et enfin les fonctions et les devoirs des juges et autres officiers, employés à concourir à la conservation d'un bon système dans les affaires maritimes-mercantiles. Tel fut le but de la fameuse ordonnance du mois d'août 1681, qui devint presque la loi commune de toutes les nations voisines.

Cette ordonnance, à l'exception du titre des *prises*, ne contient rien de relatif à la marine militaire. (V. Commentaires de *Manville* sur cette ordonnance 1714; Commentaires de *Valin* 1760, ils sont plus estimés; Commentaires de *Jousseau* 1776, ils contiennent des notes curieuses relatives aux usages particuliers de Marseille.)

(1) Pendant la minorité de Louis XIV, la France n'avait ni arsenaux, ni munitions navales, ni bois de constructions, ni même de ports. Toute la marine française, à la mort de Mazarin, consistait en 18 vaisseaux depuis 30 jusqu'à 70 canons. La disette de provisions était si grande qu'on était dépourvu d'ancres, de cordages, de voiles, etc. Enfin jusqu'à la poudre, tout y manquait. La Hollande fournit d'abord ces divers approvisionnements, permit même de construire chez elle pour les Français 2 vaisseaux de ligne, de leur vendre 32 autres bâtiments, et d'établir à Amsterdam une fonderie de canons destinée au service de la marine. Bientôt les Français apprirent a se passer de secours étrangers. Des Provinces-Unies arrivèrent des constructeurs; de Suède des mâteurs et forgerons d'ancres; Riga, Hambourg et Dantzick envoyerent des cordiers, des tisserands, etc. Tous ces ouvriers eurent des élèves français qui les égalèrent ou les surpasserent en peu de temps. On fit une revue générale des gens propres au service de mer, et 60,000 hommes furent aussitôt classés. On bâtit 3 arsenaux, et plusieurs vaisseaux furent construits sur les chantiers de France. Brest vit dans sa rade une flotte composée de 52 bâtiments de guerre. Le génie de Colbert opéra ce prodige; c'eu était réellement un que de créer une marine dans ces circonstances, où le goût de la nation, tant d'autres difficultés morales, et même des obstacles physiques, semblaient s'opposer aux vues de Louis XIV.

Une foule de lois ont été rendues sur la marine pendant la révolution. Les plus importantes sont de 1790, 1791, 25 brumaire, 16 nivose et 14 pluviose an II, 2 et 3 brumaire, 27 frimaire et 3 pluviose an IV, et une foule d'arrêtes du gouvernement en l'an VIII et IX.

Depuis, les dispositions les plus importantes sont : l'ordonnance du 27 décembre 1826, portant établissement des préfectures maritimes; l'ordonnance du 17 décembre 1828 sur le service des ports; l'ordonnance du 8 février 1829, concernant les officiers d'administration et d'inspection de la marine. Les ordonnances des 15 novembre 1822 et 14 mai 1831 sur les troupes d'artillerie et d'infanterie de la marine; celle du 1er mars 1832, sur les équipages de ligne; celles du 21 avril 1824, 21 avril 1832, portant création d'une compagnie de la marine.

Le service de la marine est très-considérable; il embrasse deux objets distincts; le *personnel* et le *matériel*.

Le personnel se sous-divise en deux classes : les hommes de guerre et les administrateurs;

Le matériel comprend tout ce qui a rapport à la construction des vaisseaux, à leur conservation, leur mouvement; à la police des ports et à celle des arsenaux. (V. **Préfet maritime, Prises maritimes, Conseil d'amirauté, Travaux maritimes, Inscription maritime, Bois de la marine, Naufrage, Francisation, Navigation.**

Parmi les améliorations que le personnel administratif de la marine a reçues dernièrement, nous devons signaler l'ordonnance du 3 janvier 1835 portant institution d'un corps du *commissariat de la marine*.

Cette organisation était indispensable parce que les conseils d'administration des corps organisés de la marine sont chargés de constater les dépenses de la solde et du matériel de ces corps, et qu'une responsabilité analogue pesant sur les chefs des directions dans les arsenaux maritimes en ce qui concerne les salaires d'ouvriers et la comptabilité des matières mises à leur charge, il fallait etablir un contrôle efficace, etendu et permanent sur les dépenses de la marine de toute nature. Or le corps de la marine se trouvait virtuellement amené à exercer un vrai contrôle sur les dépenses, avec qualité pour ordonnancer les paiements et attributions de police sur certains individus.

Le gouvernement a donc trouvé avantage et économie à réunir les deux corps de l'administration et de l'inspection en un seul, dont les attributions dussent se rapprocher de celles du corps de l'intendance militaire, autant que le comportent les caractères spéciaux propres à chaque service. Tel est le but de l'ordonnance ci dessus. (V. Bulletin, nº 347, p. 5.)

Consulter: outre les commentaires ci-dessus, Annales maritimes et coloniales, ou Recueil des lois, réglements, ordonnances, etc., etc., par M. *Bajot*, depuis 1819 jusqu'à ce jour; Répertoire périodique de l'administrateur de la marine, par le même, 1814, in-8.

MARNIÈRES. — V. **Mines.** § **Carrières.**

MARONAGE. — C'est le droit de se faire délivrer dans les bois d'autrui des arbres pour la construction et la réparation des bâtiments. (V. **Usage, Bois et forêts.**)

MARQUES DE FABRICANTS.

§ 1. Exposé. — § 2. Marques facultatives. — § 3. Marques obligées, indices de nationalité. — § 5. Altération des marques. — § 5. Contraventions à l'obligation des marques distinctives de nationalité. — § 6. Marques du savon. — § 7. Dévidage et marque des cotons filés. — Marque des tulles. — § 8. Des étoffes d'or et d'argent et de velours. § 9. Condition publique des soies.

§ 1. Exposé.

Ces marques sont celles que les fabricants ont la faculté, ou sont tenus dans certains cas, d'apposer sur les produits qui sortent de leurs manufactures. La législation qui régit cette matière a trouvé le moyen de concilier les intérêts des fabricants et des consommateurs d'une part, et de l'autre, ceux du trésor.

Quant aux intérêts des fabricants en premier lieu, cela se comprend aisément, car en leur permettant d'apposer une marque particulière sur leurs produits, et en punissant sévèrement la contrefaçon, c'est offrir au commerce, à l'industrie et aux consommateurs une garantie réelle contre la mauvaise foi des contrefacteurs.

En second lieu et quant aux intérêts du trésor, on conçoit encore que l'application d'une marque et d'un numéro de fabrication sur les tissus français de même nature que ceux qui sont fabriqués à l'étranger et dont l'introduction est défendue, doit servir de premier indice au jury chargé de prononcer, en cas de contestation sur la nationalite des produits. Cette marque facilite l'exécution des lois de douane.

On voit donc que les marques apposées sur les produits fabriqués sont de deux sortes : 1º facultatives et particulières; 2º obligees et indicatives de nationalité. Nous examinerons les principales dispositions des lois à ce sujet, et traiterons ensuite des marques spéciales à certaines fabrica-

tions, ayant pour but principal de garantir la qualité des produits, telles que les marques des savons et de dévidage des cotons.

La législation en cette matière repose :

1° Sur la loi du 22 germinal an XI, qui donne à tout fabricant le droit d'apposer des marques particulières sur les objets de sa fabrication;

2° Sur le décret du 5 septembre 1810 qui ne concerne que la contrefaçon des marques;

3° Enfin sur une loi du 28 avril 1824, qui en modifiant les articles 242 et 245 du Code pénal est venue donner de nouvelles garanties à la fabrication.

§ 2. Marques facultatives.

Tout manufacturier, ou fabricant ou artisan a le droit d'appliquer une marque particulière sur les objets de sa fabrication; mais pour s'en assurer la propriété, il est tenu de l'établir d'une manière assez distincte des autres marques pour éviter toute confusion. Un modèle de ces marques est déposé, soit au greffe du tribunal de commerce, soit au secrétariat du conseil des prud'hommes dans le lieu où il en existe. (D. 11 juin 1809, art. 5, 7; 5 sept. 1810, art. 3, 4.)

Le titre qu'un fabricant peut faire valoir contre les contrefacteurs est l'expédition du procès-verbal de son dépôt.

Les conseils de prud'hommes sont arbitres de la suffisance ou de l'insuffisance entre les marques déjà adoptées ou qui seraient proposées, ou même entre celles déjà existantes.

En cas de contestation, elle est portée devant le tribunal de commerce qui prononce après avoir vu l'avis du conseil des Prud'hommes. (D. 11 juin 1809, art. 6.)

§ 3. Marques obligées. Indices de Nationalité.

L'article 59, tit. 6 de la loi du 28 avril 1816 sur les douanes ordonne la recherche dans l'intérieur, des tissus et tricots de coton et de laines; enfin de tous autres tissus de fabriques étrangères, dont l'entrée en France est prohibée; or, pour rendre ces recherches et la mission du jury chargé de prononcer, plus faciles, elle a ordonné également ainsi que nous l'avons déjà dit, l'application de certaines marques sur des produits déterminés.

Elles doivent indiquer le nom de la ville ou de l'arrondissement où la fabrication a lieu, et le nom du fabricant, en tel chiffre ou signe qu'il déclare vouloir choisir. Elles sont tissues, brodées ou imprimées, mais de manière à pouvoir se conserver le plus longtemps possible. Les prud'hommes, et à leur défaut les maires, assistés des fabricants notables, vérifient la nature de chaque marque et le procédé d'application. Si ce dernier est défectueux ou la marque susceptible d'être confondue, ils peuvent exiger un changement.

En cas de contestation sur ce point, il en est référé au préfet qui décide après avoir pris l'avis de la chambre consultative des manufactures ou de la chambre du commerce.

Chaque fabricant est tenu de déposer à la sous-préfecture de son arrondissement deux empreintes ou modèles de sa marque. L'un de ces modèles y est conservé, l'autre est transmis au ministre de l'interieur pour y rester dans les archives du jury institué par l'article 65 de la loi du 28 avril 1816.

Aucun coupon ne peut être mis dans le commerce sans sa marque ou son numéro. (O. 8 août 1816, art. 1 à 6.

§ 4. De l'altération des marques.

Beaucoup de fabricants, dans le but de faire prendre le change sur l'origine des produits de leurs établissements, avaient recours à de grossières supercheries, en insérant par exemple dans leurs marques *façon de.....*, et à la suite le nom d'une commune autre que celle où sont placés leurs ateliers; la loi du 22 germinal an XI prononçait contre eux les peines applicables aux faussaires en écriture privee; celle du 28 juillet 1824, article 1er, les rend passibles des peines portées en l'article 425 du Code penal, sans préjudice des dommages-intérêts, s'il y a lieu; soit qu'on ait apposé ou fait apposer par addition, retranchement ou altération quelconque sur les objets fabriqués, le nom d'un fabricant autre que celui qui en est l'auteur, ou la raison commerciale d'une fabrique autre que celle où lesdits objets ont eté fabriqués, ou enfin le nom d'un lieu autre que celui de la fabrication.

Mais cette disposition n'est pas tellement sévère qu'on doive l'exécuter litteralement. Beaucoup de fabriques ont des succursales autour d'elles, et leurs produits portent le nom de la fabrique principale. Ce serait meconnaître l'esprit de la loi que d'en interpréter trop rigoureusement les dispositions; à cet égard les chambres des manufactures doivent être consultées. (V. *Circulaire ministérielle*, 10 août 1824.)

Toute marque proposée doit être rejetée, lorsqu'il y a évidemment intention de se rapprocher d'une marque préalablement existante; ainsi un

arrêt de la cour de cassation, du 28 mai 1822, a jugé que des fabricants qui emploient pour marques les lettres initiales de leur nom sont obligés de changer cette marque lorsqu'elle se trouve avoir quelque similitude avec l'empreinte antérieurement adoptée par d'autres fabricants de la même espèce de marchandise. (D. 22, 371.)

Une maison de commerce faisant usage depuis longtemps d'une marque nominale et non emblématique, peut donc en vertu de son droit personnel exiger que des tiers portant le même nom et qui voudraient prendre la même marque, soient contraints de faire précéder ou suivre leur nom sur la marque, d'indications qui rendent impossible toute confusion entre les deux maisons. (C. r., Poitiers, 12 juillet 1833.)

§ 5. Contraventions à l'obligation des marques indicatives de nationalité.

Toute marchandise de l'espèce de celles dont il est parlé ci-dessus § 5, et qui est dépourvue de la marque de fabrique ou d'origine est saisie pour ce seul fait. (L. 21 avril 1818, art. 1er.)

Aussitôt que les procès-verbaux de saisie et les échantillons des marchandises lui sont parvenus, le directeur général des douanes les adresse au ministre de l'intérieur, qui fait procéder à l'examen desdits échantillons par un jury assermenté et composé de cinq négociants manufacturiers; s'ils sont reconnus de fabrique française, l'omission de la marque entraîne une amende de 6 p. 100 de la valeur fixée par le jury, si au contraire leur origine étrangère est constatée, il y a lieu à confiscation des marchandises et à une amende de 500 francs au moins, sauf recours contre le vendeur. (L. 21 avr. 1818, art. 42, 43, 44, 45.) V. **Douanes, Contrebande.**

§ 6. Marques des savons.

Nous avons dit que dans certains cas l'obligation imposée par la loi de marquer les produits avait été dictée dans l'intérêt des consommateurs. Les marchandises ou produits déterminés à cet effet sont toujours du nombre de ceux dont la falsification est plus facile. Tels sont, par exemple, les savons suivant qu'ils sont fabriqués avec l'huile d'olive, l'huile de graines, avec du suif ou de la graisse.

De grandes fraudes se pratiquaient dans leur fabrication, aussi sur les representations de la chambre de commerce de Marseille, un décret fut rendu le 1er avril 1811. Ses dispositions ont pour but de laisser au perfectionnement de l'industrie toute son étendue, et aux inventeurs de nouveaux procédés, toute leur liberté, mais de prévenir toute fraude au préjudice des consommateurs et de la confiance qu'il importe d'obtenir pour le commerce dans ses rapports avec l'étranger.

L'article 1er porte donc que tout fabricant de savon sera tenu d'apposer, sur chaque brique de savon sortant de sa fabrique, une marque déposée au tribunal de commerce et au secrétariat du conseil des prud'hommes.

Tout savon non marqué ou marqué frauduleusement est saisi. (D. 1er avril 1811.)

§ 7. Dévidage et marques des cotons filés. — Marques des tulles.

Le dévidage des cotons filés a été soumis par la loi du 26 mai 1819 à des règles toutes particulières, afin qu'il fût permis d'une part de reconnaître au premier abord les produits des filatures françaises, et de garantir en outre aux acheteurs la qualité de ces produits.

Néanmoins, cette obligation n'évite pas aux filateurs celle d'apposer leurs marques sur les paquets destinés à la vente. Le dépôt de deux empreintes de ces marques doit être fait à la sous-préfecture.

L'une d'elles doit être envoyée au ministère de l'intérieur pour être déposée dans les archives du jury dont il a été parlé ci-dessus. (O. 8 août 1816 art. 4.)

En outre, une ordonnance du 5 avril 1836 oblige les fabricants de tulles de coton à faire, au greffe du tribunal de commerce ou au secrétariat du conseil de prud'hommes, une déclaration indiquant le nombre de ses métiers; — les pièces de tulles fabriquées devront recevoir deux marques au moyen d'estampille, dont l'empreinte est rendue indélébile par l'emploi du *chlorure de manganèse*. (Bull. nº 415, p. 127.)

§ 8. Des Étoffes d'or et d'argent, et des Velours.

Les *guimpiers* ou fabricants de ce genre d'étoffes ne sont pas tenus d'avoir des marques proprement dites; mais comme il n'est pas de commerce qui, plus que celui où les matières d'or et d'argent sont traitées, ait besoin d'inspirer de la confiance à l'acheteur, on a eu l'idée de remplacer les marques par certains signes de convention qui indiquent le fin ou le faux.

Ainsi, tout guimpier est rigoureusement astreint à ne monter sur soie que de la dorure et de l'argenterie fines.

Tout ce qui est faux ou mi-fin doit être monté sur fleuret ou sur fil.

Les étoffes de soie, or et argent, fabriquées en *fin* ne portent aucune marque distinctive dans la

lisière, tandis que celles qui sont fabriquées avec des dorures fausses ou mi-fines doivent porter une barre noire de 40 fils au moins dans chacune des deux lisières.

Les fabricants de velours sont obligés de laisser des signes distinctifs du même genre. Ainsi le nombre des poils des velours doit être indiqué par le nombre des chaînettes sur les lisières ; et ceux dans lesquels il entre des trames ou des organsins crus doivent avoir deux lisières blanches. (D. 20 floréal, an XIII.)

§ 9. Conditions publiques des soies.

Les obligations de *marques* spéciales imposées aux fabricants, ayant pour but d'offrir aux acheteurs une garantie réelle de la qualité des différents produits énumérés ci-dessus, nous mettrons dans la même catégorie, les moyens employés pour prévenir les fraudes dans le commerce de soierie, c'est-à-dire la *condition publique des soies.*

La soie se vendant au poids, peut varier considérablement de pesanteur suivant le degré d'humidité réelle ou factice de l'atmosphère. Or, cette humidité dont elle s'empare ne pouvant être appréciée à l'œil et à la main, on a conçu l'idée d'un genre d'appareil dans lequel les soies sont ramenées dans une étuve, à un degré fixe et commun de siccité. Les soies deposées dans l'établissement où cet appareil est placé presentent donc, relativement à leur poids réel, une garantie pour les transactions entre le vendeur et l'acheteur.

Tel est le motif qui a fait intervenir l'administration dans la création et la direction de ce genre d'établissement. En vertu des décrets du 25 germinal et du 8 fructidor an XIII (susdits); de la loi du 9 septembre 1807; de l'ordonnance du 25 septembre 1817, etc., etc., des conditions publiques pour la dessiccation ont été établies, à Lyon, Avignon, Saint-Étienne, Privas, Aubenas, Tournon, et Cavaillon, soit au profit de la chambre de commerce de ces villes, soit au profit de la ville elle-même ou des établissements de charité. Tous acheteurs, tous vendeurs, peuvent exiger que la soie qu'ils ont achetée ou vendue soit mise à la condition; tout particulier qui reçoit du dehors, pour son compte, un ballot de soie, est libre de le faire conditionner à son arrivée. A cet effet il est tenu dans l'établissement un registre coté et paraphé par le président du tribunal de commerce. On y insère la date et l'heure du dépôt des soies; les noms de l'acheteur et du vendeur; celui du courtier par l'entremise duquel la negociation a eu lieu, s'il en a été employé un; la marque et le numéro du ballot déposé; la qualité des soies et leur espèce; le numéro des caisses dans lesquelles on les met pour être conditionnées, et enfin le poids des soies après le *conditionnement.* (O. 18 août 1820, 26 juillet 1829.)

MARTELAGE. — En matière de bois et forêts, l'opération du martelage consiste à laisser une empreinte à l'aide d'un marteau gravé en relief, sur certains arbres désignés par l'administration.

Il y a pour les opérations de martelage plusieurs sortes de marteau.

1° Le marteau royal uniforme, qui, outre l'empreinte royale, porte le numéro de la conservation;

2° Les marteaux à l'usage des agents forestiers, arpenteurs et gardes de bois, soumis au régime forestier. L'empreinte et l'emploi en sont déterminés par la direction des forêts, sous l'approbation du ministre des finances;

3° Les marteaux propres aux adjudicataires des coupes de ces mêmes bois; ils doivent être déposés dans les dix jours au greffe du tribunal de l'arrondissement, sous peine de 500 fr. d'amende;

4° Enfin les marteaux de la marine, qui servent à marquer les arbres propres aux constructions navales. (V. C. for., tit. 9, et les art. 76 à 81, 93, 95, 101, 199 et 152 à 161 de l'ord. d'exécution; pour la pénalité, C. pén., art. 140.)

Cet usage du marteau pour la marque des arbres est très-ancien; il est prescrit par les ordonnances de 1276, 1388, 1400, 1515 et 1516; il renferme en effet la précaution la plus sage pour empêcher qu'on enlève en fraude aucun arbre des forêts, parce que tout arbre sur lequel on ne voit pas d'empreinte du marteau est regardé comme coupé en délit [1].

L'empreinte du marteau du gouvernement doit donc être regardée comme une déclaration authentique de la réserve faite à son profit des arbres empreints, et constate qu'ils ne sont pas compris dans la vente. (Cass., 5 mai 1815.)

De sorte que la contrefaçon de ce marteau constitue un crime de faux caractérisé, de quelque manière qu'il se pratique, soit qu'on enlève l'écorce sur laquelle est empreint le marteau et qu'on la transporte sur un autre arbre; soit qu'on

(1) Aux termes d'une ordonnance du 18 avril 1699, le marteau du roi était mis dans une boîte de fer portative, fermant à trois clefs dont l'une était pour le maître particulier, l'autre pour le procureur du roi et la troisième pour le garde-marteau; par ce moyen, un officier ne pouvait disposer du marteau en l'absence des autres, et il n'y avait pas d'abus possible à moins de connivence.

emploie tout autre moyen, dans le dessein de faire reputer la marque non empreinte. (Cass., 2 oct. 1806, 1er mai 1807, 21 oct. 1813.)

MASQUES. — V. **Réglements municipaux.** V. L. 16-24 août 1790, tit. 11; Arr. 5 brum. an IX; les art. 86, 287, 550, 471, § 11-15 et l'article 479, n° 8, du Code pénal, enfin les art. 1 et 8 de la loi du 17 mai 1819.

MATÉRIAUX. — Le dépôt de matériaux sur la voie publique, sans la permission de l'autorité locale, doit être puni de peines de police. (L. 16-24 août 1790, tit. XI.)

(V. **Voirie.** C. pénal, art. 471, § 4, et 474.)

Ces articles prescrivent aussi d'éclairer les matériaux.

MATÉRIAUX POUR LES ROUTES. — V. **Travaux publics.** § **Des carrières et de l'extraction du sable.** C. for., art. 145.

MATIÈRE D'OR ET D'ARGENT. — V. **Garantie (des).**

MATRICES DE RÔLE. — La matrice porte en tête l'indication de la population et le montant en principal de la contribution personnelle et mobilière, d'après la fixation arrêtée par le préfet, de la taxe personnelle de trois journées de travail, à laquelle chaque contribuable est assujéti.

Elle renferme la désignation de toutes les propriétés territoriales d'une commune, avec l'indication de ses possesseurs actuels.

Chaque article de propriété s'y trouve indiqué par la relation du numéro du plan cadastral, par la dénomination du lieu de sa situation, par sa nature, sa contenance, la classe dans laquelle il a été rangé, et enfin son revenu estimatif qui sert de base a la répartition annuelle de la contribution foncière.

Le directeur des contributions directes est chargé de la formation des états de section et des matrices de rôle. Dès qu'ils sont confectionnés, le maire en reçoit une copie, qu'il dépose dans ses archives et qu'il est tenu de donner en communication aux propriétaires, à toute réquisition de leur part. Les propriétaires en sont prévenus en outre par une lettre du directeur adressée à chacun d'eux individuellement, et ils ont six mois pour former leur réclamation.

Lorsque, à défaut de matrices de rôles, il y a lieu de faire choix de commissaires pour les former, les frais sont payés par la commune, soit sur les revenus communaux, soit par une addition à la contribution foncière.

Les commissaires sont choisis par la commune, ou à défaut par le préfet ou sous-préfet. (L. des 20-26 mars 1792, art. 1 et 2.) (V. **Contributions directes.**)

MÉDAILLES. — C'est une pièce de métal frappée pour conserver le souvenir d'une personne ou d'un fait. (V. les ord. des 13 mai 1831 et 2 août 1832, relatives à la médaille de juillet.)

Les médailles ne peuvent être frappées qu'à l'hôtel des monnaies, à Paris, et seulement par l'intermédiaire et de l'agrément de l'administration. Or, l'arrêté du 5 germinal an XII, qui interdit la frappe des médailles ailleurs, n'a pas été abrogé par la charte comme contraire à la liberté du travail et à la libre publication de la pensée. (Cass., 13 déc. 1832.)

L'autorisation spéciale dont parle l'arrêté de l'an XII, s'entend non de telles ou telles médailles en particulier, mais de l'établissement d'un atelier destiné à frapper des médailles.

Sous ce rapport, l'arrête a tout autant de valeur que les lois qui n'autorisent l'etablissement d'une imprimerie que moyennant un brevet spécial. C'est une loi de police dont le but est de mettre le gouvernement à même de surveiller le produit de l'atelier des médailles, et d'atteindre les fabriques clandestines, de même que les imprimeries secrètes; c'est une loi de police dont le but est aussi de prévenir le crime de fausse monnaie. (V. **Monnaies.**)

Les dispositions ci-dessus s'appliquent également aux médailles dites *bélieres*, comme à toutes autres [1]. La contravention auxdites dispositions est punie de 1,000 fr. d'amende, et du double en cas de récidive. (Arr. an XII, art. 3; Arr. du conseil, 15 janv. 1685.)

MÉDECINE (Exercice de la) [2].

SECTION I. Ancienne législation.
SECTION II. De l'exercice de la médecine et de la chirurgie.
SECTION III. Des officiers de santé.
SECTION IV. Des sages-femmes.
SECTION V. Des Pharmaciens. — Droguistes. — Épiciers et Herboristes.
SECTION VI. Dispositions générales.
§ 1. Des faux certificats et revélations de secrets. — § 2. Des declarations de naissance. — § 3. Des droits et actions des médecins. — § 4. Des donations faites aux médecins, chirurgiens, etc., ou aux Écoles de médecine, chirurgie et pharmacie. — § 5. Responsabilité des gens de l'art. — § 6. Exercice illégal de la médecine. — § 7. Ventes prohibées de médicaments et remèdes secrets.

(1) C'est-à-dire surmontées d'un anneau qui rend ces médailles propres à etre suspendues, et en fait ainsi des bijoux.

(2) Cet article est de Me Ad. Lacan, docteur en droit, avocat à la cour royale de Paris.

Médecins, Chirurgiens, Pharmaciens, Officiers de santé, Sages-femmes, etc.

Ces différentes professions ont entre elles une connexité si intime, tant sous le rapport de leur objet que sous le rapport de leurs développements législatifs, qu'il nous a paru indispensable de les réunir ici dans un seul cadre. Outre l'avantage de nous épargner des répétitions superflues, cet ordre aura particulièrement le mérite de mieux faire apprécier du lecteur les points de contact et de séparation qui existent entre les diverses branches de l'art médical, ainsi que l'économie des statuts qui les régissent.

Sous le titre 1er nous présenterons un exposé rapide de la législation ancienne relative à l'exercice de la médecine et des phases qu'elle a subies jusqu'à la loi du 19 ventose an XI qui fait le fondement de la législation actuelle [1].

Sous les titres 2, 3, 4 et 5, nous tracerons successivement les règles qui régissent aujourd'hui les professions de médecin, chirurgien, pharmacien, officier de santé, sage-femme et des autres gens de l'art placés, pour ainsi dire, au bas étage de la hiérarchie médicale.

Nous rangerons sous le 6e et dernier titre quelques dispositions générales sur la responsabilité des fautes commises dans l'exercice de ces professions, sur la pénalité applicable à certaines infractions aux réglements, sur la vente des remèdes secrets, etc.

Section Ire. — Ancienne législation.

Médecins. — A Rome, la médecine, considérée comme science, resta longtemps inconnue. Pline, l. 29, chap. Ier, atteste que pendant 600 ans les Romains purent se passer de son secours et qu'après en avoir fait l'épreuve, ils s'empressèrent de chasser les medecins de leur ville. Sans chercher à discuter ici le mérite de cette assertion, on peut juger par la loi *Cornelia, de sicariis*, du peu de faveur dont jouissaient alors les médecins et de la sévérité dont le legislateur s'était armé contre les abus de leur profession. Lorsqu'un remède destiné à rendre la santé au malade lui donnait la mort, le médecin devait être condamné à la relégation, s'il était d'une famille illustre, et à la mort s'il était de basse extraction. (V. L. *Cornelia, de sicariis. Gravina, esp. des lois romaines*, tom. II.)

Toutefois, il est à croire que la rigueur de ces peines dut s'affaiblir insensiblement, à mesure que la profession des médecins s'épura, que l'exercice en devint de plus en plus régulier et que des études sérieuses parvinrent à retirer la science de l'avilissement où l'avaient jetée le charlatanisme et l'impéritie des premiers médecins.

On voit dans l'histoire que Jules César accorda aux médecins le droit de cité (Suétone, *is Jul.*, *cap.* 42.); qu'Auguste affranchit leur ordre de toutes les charges de ville, en considération du médecin Musa qui l'avait sauvé d'une maladie dangereuse (Dion, *cap.* 55.); que ce privilége leur fut confirmé par les empereurs subséquents, notamment par Vespasien, Adrien et Antonin (L. *ult.*, § *de muner.*); que le nombre des médecins subit ensuite certaines restrictions (L. 5, *C. de profes. et med.* L. 7 ff ff *de excusat. tut.*); qu'enfin l'exercice de la médecine fut subordonné à la nécessité d'une approbation préalable qui ne laissait désormais la carrière ouverte qu'à ceux dont la conduite et la capacité présentaient des garanties suffisantes. (L. 1 ff ff *de decret. ab ord.*)

En France, la médecine resta longtemps confondue avec la chirurgie dans les écoles et dans la pratique. Comme toutes les autres sciences qui avaient survécu à l'inondation des barbares, elle fut longtemps le monopole des églises cathédrales et des monastères. Charlemagne, dont le génie s'appliquait avec tant d'ardeur aux progrès des lumières et de l'éducation, tenta de la populariser, en en faisant une des branches de l'instruction que les enfants devraient recevoir dans les écoles, comme on peut le voir dans son capitulaire de 806 (*cap.* 1), intitulé : *de medicinali arte, ut infantes hanc discere mittantur.*

Mais on sait que les écoles fondées par Charlemagne n'eurent guère plus de durée que son règne et celui de Charles-le-Chauve, son successeur. Refoulée dans les monastères par les désordres des deux siècles qui suivirent, la médecine y demeura enfouie pendant ces temps de troubles, ne se produisant au dehors que par des pratiques routinières et mystérieuses plus utiles aux projets du clergé qu'à la santé des malades.

Lorsque l'université de Paris se fut formée vers le commencement du 11e siècle, et que la sience put secouer enfin les entraves dans lesquelles la jalousie clericale et les discordes civiles l'avaient jusque-là retenue, la médecine ne tarda pas à sortir de l'état d'engourdissement où elle avait langui depuis Charlemagne. La réouverture de ses écoles, la nouvelle impulsion donnée aux études par l'émulation, des maîtres et des élèves étaient un acheminement nécessaire vers le progrès de la

(1) Cet exposé historique nous a semblé d'autant plus nécessaire que c'est dans la législation ancienne qu'ont été puisés les principaux éléments de la législation moderne, et même, que plusieurs des anciens réglements sont encore en vigueur et souvent appliqués par les tribunaux.

science et le perfectionnement de la pratique.

Ce fut à cette époque que la médecine commença à faire scission avec la chirurgie, le clergé étant parvenu par son influence et ses expédients ordinaires à concentrer les travaux de l'université dans l'étude de la médecine spéculative et à en fermer indirectement l'accès aux chirurgiens.

Cette scission, dont on finit par reconnaître les avantages, fut suivie d'une foule innombrable d'édits, ordonnances et statuts destinés à organiser et régler l'exercice de la médecine et de la chirurgie dans la sphère de leurs attributions respectives. Des sociétés, colléges et facultés de médecine furent successivement instituées, de longues études furent imposées aux aspirants; la grave et solennelle épreuve des examens devint la condition rigoureuse de l'obtention du bonnet doctoral et des honneurs de l'aggrégation.

Un édit du mois de décembre 1552 défendait à toute personne d'exercer la profession de médecin dans la ville de Paris, s'il n'avait obtenu le grade de docteur ou licencié en l'université de cette ville.

Une ordonnance de Charles VI, du 7 août 1390, portait qu'il serait informé contre les médecins et chirurgiens non experts et de capacité suffisante. Il leur était défendu de pratiquer jusqu'à ce qu'ils eussent été jugés capables par ceux à qui il appartenait d'en connaître.

Suivant l'ordonnance de Blois et d'autres réglements postérieurs, il n'y avait que les docteurs ou les licenciés dans une faculté de médecine qui pussent exercer la médecine dans le royaume.

L'ordonnance de 1616 et l'édit du mois de mars 1707 déterminaient les examens et les épreuves nécessaires pour constater la capacité de ceux qui se destinaient à la profession de cet art.

Toutefois dans l'usage, la faculté de Paris portait ses exigences bien au-delà des prescriptions de l'arrêt de 1707. Mais, sur les 18 facultés qui existaient en France il n'y eut guère que cette faculté et celle de Montpellier qui restèrent à peu-près fidèles à la sévérité de leurs statuts dans les examens et les réceptions.

En 1792, presque toutes les autres étaient tombées dans un relâchement déplorable. Elles étaient devenues si faciles, pour les récipiendaires qu'on voyait souvent le titre de docteur conféré à des absents. Les examens et les thèses n'etaient que de formalités illusoires, de vaines entraves qu'un peu d'argent ou de faveur avaient bientôt aplanies. La médecine se trouvait ainsi prostituée à une foule de gens aussi redoutables par leur ignorance que ridicules par leur pédantisme, et avec lesquels les malades n'avaient pas même la triste consolation de mourir suivant les règles de l'art.

Au lieu de remédier à ces abus, en resserrant les liens de la discipline, les lois revolutionnaires accrurent l'intensité du mal, en brisant les derniers obstacles qui pouvaient en rendre les effets moins désastreux. La suppression des universités, facultés et corporations savantes fut le triste prélude du discrédit et de l'anarchie où l'art médical allait tomber. On voulait *la liberté ou la mort* ! avec les franchises de la médecine on eut les deux.

Chirurgiens. — Lorsque la chirurgie eut été détachée de la médecine, ainsi qu'on l'a vu plus haut, les chirurgiens, repoussés du sein de l'université, formèrent une corporation particulière et ne s'attachèrent qu'avec plus d'ardeur à rehausser dans l'opinion publique l'importance et l'utilité de leur art.

En 1260, ils se donnèrent des statuts dont la sagesse eleva bientôt leur ecole à un haut degré de célébrité. La réputation de cette école se répandit dans les pays étrangers; les papes voulurent qu'une société où la chirurgie était cultivée avec tant de succès fût érigée en faculté, et bien que ce soin ne fût nullement de leur compétence, ils accordèrent aux chirurgiens des bulles relatives à la réalisation de ce projet.

Pour entrer dans la nouvelle faculté, il fallait être maître-ès-arts, et avoir commencé par l'etude de la médecine. Ce n'était qu'après de longues épreuves que les aspirants pouvaient parvenir aux grades de bachelier, de licencié, de maître ou de docteur. Un édit de Philippe-le-Bel, du mois de novembre 1311, déterminait les conditions nécessaires.

Cet édit subit par la suite, dans ses détails, de nombreuses modifications.

Dans le 18e siècle, les chirurgiens de la ville de Paris étaient régis notamment par des lettres-patentes du mois de septembre 1699 confirmatives des statuts qu'ils s'étaient eux-mêmes imposés et par un arrêt du conseil du 4 juillet 1750: par cet arrêt, le roi réservait aux chirurgiens de proposer tels nouveaux statuts et réglements qu'ils jugeraient convenables pour le perfectionnement de la discipline de leur société.

En conséquence de ces réserves, les chirurgiens proposèrent de nouveaux reglements que Louis XV jugea à propos de comprendre dans des lettres patentes données en forme d'édit au mois de mai 1768 et enregistrees le 10 du même mois. C'est dans le titre 12 de cet édit que se trouvait cette disposition renouvelée de l'arrêt du conseil du 17 juin 1727 qui obligeait les chirurgiens à faire connaître sans delai aux commissaires de leurs

quartiers les blessés auprès desquels ils étaient appelés.

Dans les provinces, les communautés de chirurgiens étaient, pour la plupart, régies par des statuts particuliers. Celles qui en manquaient, ou dont les statuts n'avaient pas été homologués, devaient se conformer à la déclaration du 24 février 1750.

Un des principaux vices de cette déclaration, était l'imprudente facilité avec laquelle le législateur avait, pour ainsi dire, disséminé dans toutes les parties de la France le droit de conférer les maîtrises en chirurgie. Un pareil ordre de choses devait nécessairement enfanter une foule d'abus. Il était impossible que les communautés éparses qui échappaient, par leur nombre, à une surveillance active, et qui toutes se trouvaient placées sous l'influence immédiate des localités, apportassent beaucoup de sévérité dans les réceptions. Aussi, toute la sagesse des réglements venait-elle échouer dans la pratique contre la faiblesse, l'insouciance des maîtres et la contagion du mauvais exemple.

Chirurgiens-Barbiers. — Dans le principe, tout ce qui tenait à l'exercice de la main sur le corps de l'homme était de la compétence des chirurgiens. L'art de raser et de faire le poil était donc alors une de leurs prérogatives; aussi les appelait-on communément *barbiers*. Mais, à mesure qu'ils s'appliquèrent à des opérations plus importantes, ils abandonnèrent à leurs elèves toutes celles qui n'exigeaient qu'un peu d'usage et de routine; telle était celle de la barbe. Le titre de *barbier* devint donc la dénomination particulière de cette classe de chirurgiens subalternes qui pouvaient en outre soigner les furoncles, les tumeurs et les plaies qui n'avaient rien de dangereux, et même faire des saignées, en cas de nécessité. Des statuts du mois de décembre 1371, renouvelés par Charles VI, en mai 1383, précisaient les limites de leurs opérations.

Ces statuts furent souvent modifiés dans le cours des dissensions qui divisèrent longtemps les médecins et les chirurgiens, et dans lesquelles les barbiers furent presque toujours les instruments dont les uns ou les autres se servaient contre leurs adversaires. Tantôt protégés par la faculté de médecine, tantôt associés aux chirurgiens, les barbiers voyaient sans cesse leurs attributions grandir ou baisser suivant la bonne ou mauvaise fortune du corps auquel ils étaient accidentellement attachés.

La déclaration du 23 avril 1743 mit un terme à ces fluctuations, en disposant qu'à l'avenir l'exercice de la chirurgie n'aurait plus de contact avec l'exercice de la profession de barbier dont elle ordonna l'adjonction à la communauté des *perruquiers* de Paris.

Les barbiers d'alors se trouvèrent soumis, pour l'exercice de leur état, aux mêmes conditions que les barbiers-perruquiers, c'est-à-dire, aux règles tracées par l'édit du mois de mars 1673 qui établissait en maîtrise et communauté la profession de *barbier-baigneur-étuviste-perruquier*.

Pharmaciens. — Avant la suppression des jurandes par l'édit de février 1776 les pharmaciens, connus alors sous le nom *d'apothicaires*, ne formaient à Paris qu'un seul et même corps avec les épiciers, du moins pour ce qui concernait la partie commerciale de leur état, car pour ce qui tenait à la pharmacie, comme la composition des remèdes, les epiciers ne pouvaient s'en mêler qu'autant qu'ils étaient reçus apothicaires.

C'est en 1484, sous Charles VIII, qu'on commença à faire des réglements sur la profession des apothicaires. Sous Louis XII, en 1514, on ajouta à ces réglements, ils s'accrurent en 1516 et 1520 sous François Ier, en 1571 sous Charles IX, en 1583 sous Henri III, en 1598 sous Henri IV. En 1611 et 1624 Louis XIII renouvela et confirma les anciens réglements. Le 28 novembre 1638, parurent les statuts qui depuis ont constamment régi la communauté des apothicaires.

La déclaration du 23 avril 1777 établit à Paris la corporation des pharmaciens sous le nom de collége de pharmacie. Les pharmaciens purent seuls avoir laboratoire et officine ouverts; il était défendu aux épiciers et à toutes autres personnes de fabriquer, vendre et débiter aucunes des compositions ou préparations entrant au corps humain en forme de médicaments, ou de faire aucune mixtion de drogues simples pour administrer en forme de médecine. (V. aussi déclaration de juillet 1682, arrêt du parlement de Paris 23 juillet 1748, L. 17 mars et 17 avril 1791.

Sages-Femmes [1]. — A Paris, les sages-femmes étaient autrefois soumises aux médecins et chirurgiens du Châtelet, qui étaient chargés de les examiner et approuver.

Cet état de choses fut changé par une déclaration de Louis XIV, du mois de septembre 1664, qui ordonne que toutes les femmes qui voudraient s'immiscer dans la profession de maîtresses, matrones, sages-femmes dans la ville, faubourgs et banlieue de Paris seraient examinées et approu-

(1) Quoiqu'il semble que de tout temps la main de l'homme ait dû effaroucher la pudeur des femmes, il parait cet pendant qu'une loi d'Athenes interdisait aux femmes l'ardes accouchements. On rapporte à ce sujet une anecdote assez piquante sur la manière dont ce droit leur fut restitué les curieux pourront la voir dans les fables d'*Hyginus*.

vées par les chirurgiens de Saint-Côme, en présence des députés de la faculté de médecine.

La déclaration du mois de mai 1768, titre 10, réglait les conditions de leur réception. (V. en outre arrêts du parlement de Paris du 8 août 1674, 16 février 1675 et 1727; statuts des chirurgiens de Paris de septembre 1679, titre 15, article 15 et suivants; sentence du lieutenant criminel du Châtelet du 16 septembre 1722; arrêt du conseil du 12 avril 1749.)

A l'égard des sages-femmes de province, elles étaient astreintes à des épreuves moins longues et moins sévères. La durée de leur apprentissage, la forme de leur examen et de leur réception, étaient régies par la declaration du 24 février 1730).

Section II. — Législation moderne. — De l'exercice de la Médecine et de la Chirurgie.

La loi du 19 ventose an XI a tracé les règles fondamentales qui régissent aujourd'hui l'exercice de la médecine et de la chirurgie, la réception des officiers de santé et des sages-femmes.

Aux termes de cette loi, nul ne peut prendre le titre de docteur en médecine ou en chirurgie et en exercer la profession s'il n'a eté examine et reçu dans l'une des écoles de médecine établies en France.

Les principales conditions de la réception des aspirants consistent dans l'assistance aux cours pendant quatre années, dans les épreuves successives de différents examens etd'une thèse. (Articles 6, 7, 8, loi du 19 ventose.)

Les conditions d'admiss on aux écoles, le mode des inscriptions à prendre, l'epoque et la durée des examens, ainsi que les frais d'etude et de réception, la forme du diplôme à delivrer par les ecoles aux docteurs reçus, sont déterminés par un réglement delibéré dans la forme adoptée pour les reglements d'administration publique. (Article 9.)

Le gouvernement pent, s'il le juge convenable, accorder à un médecin ou à un chirurgien etranger et gradué dans les universités étrangères, le droit d'exercer la médecine ou la chirurgie sur le territoire français. (Article 4.)

Les docteurs en médecine ou en chirurgie, reçus suivant les formes voulues, sont tenus de présenter dans le delai d'un mois, après la fixation de leur domicile, les diplômes qu'ils ont obtenus au greffe du tribunal de première instance et au bureau de la sous-préfecture de l'arrondissement dans lequel ils veulent s'établir. Les procureurs du roi dressent les listes des médecins et chirurgiens enregistrés aux greffes des tribunaux et en adressent annuellement une copie certifiée conforme, au ministre de la justice; de leur côté, les sous-préfets doivent adresser l'extrait de l'enregistrement des diplômes aux préfets qui font dresser et publier les listes des docteurs domiciliés dans leurs départements, et les envoient au ministre de l'intérieur dans le dernier mois de chaque année. (Art. 24, 25, 26).

En remplissant ces formalités, les docteurs reçus dans les écoles de médecine peuvent exercer leur profession dans toutes les communes du royaume. (Article 28.) Eux seuls peuvent exercer les fonctions de médecins et chirurgiens jurés appelés par les tribunaux, celles de médecins et chirurgiens en chef dans les hospices civils, ou chargés par des autorités administratives de divers objets de salubrité publique. (Article 27.)

Nous ne parlerons point des médecins et chirurgiens reçus suivant les formes anciennes supprimees en France, ou suivant les formes qui existaient dans les départements réunis, toutes les conditions qui les concernent ayant dû être remplies lors de la promulgation de la loi du 19 ventôse.

Il est des gens de l'art qui, sans prendre la qualité de médecins ou de chirurgiens, sont cependant astreints, comme les médecins et chirurgiens, à la nécessité du diplôme et de l'enregistrement; nous voulons parler des *dentistes* et des *oculistes*. Ces deux professions, en effet, se rattachent entièrement à l'exercice de la médecine et de la chirurgie, les maladies des yeux et des dents étant susceptibles d'exiger, suivant les cas, soit l'emploi de medicaments internes ou externes, soit des opérations chirurgicales. C'est ce qui a eté jugé pour la profession d'oculiste, par un arrêt de la Cour de cassation du 20 juillet 1833, et de plus par un arrêt de la Cour de Paris du 2 octobre 1833 et un jugement du tribunal de police correctionnelle de Lyon, du 10 fevrier 1834.

Section III. — Des officiers de santé.

Dans l'exposé des motifs de la loi du 19 ventose an XI, M. Fourcroy explique ainsi le but de l'institution des officiers de sante: «Il fallait, dit-il, pourvoir à une nécessité peut-être plus pressante encore que celle de former et de recevoir des docteurs en médecine et en chirurgie. Les soins dus aux habitants des campagnes, le traitement des maladies legères, celui d'une foule de maux qui, pour céder à des moyens simples, n'en demandent pas moins quelques lumières supérieures à celles du commun des hommes, exigeaient qu'on substituât aux chirurgiens anciennement reçus dans les communautés,

des hommes assez éclairés pour ne pas compromettre sans cesse la santé de leurs concitoyens. »

Voici quelles sont, d'après la loi du 19 ventôse an XI, les règles relatives à l'exercice de la profession d'officier de santé.

Les jeunes gens qui se destinent à devenir officiers de santé ne sont pas obligés d'étudier dans les écoles de médecine; ils peuvent être reçus après avoir été attachés pendant six ans, comme élèves, à des docteurs, ou après avoir suivi pendant cinq années consecutives la pratique des hôpitaux civils ou militaires. Une étude de trois années consécutives dans les écoles de médecine leur tient lieu de la résidence de six années sous les docteurs ou de cinq années dans les hospices. (Art. 15.) Pour la réception des officiers de santé, il est formé, dans le chef-lieu de chaque département, un jury composé de deux docteurs domiciliés dans le département et d'un commissaire pris parmi les professeurs des écoles de médecine. Ce jury est renommé tous les cinq ans, ses membres peuvent être continues. (Art. 16.) Les jurys de département ouvrent une fois par an les examens, qui sont au nombre de trois. (Art. 17.) Dans les départements où sont établis des ecoles de médecine, le jury est pris parmi les professeurs de ces ecoles et les réceptions des officiers de santé sont faites dans leur enceinte. (Art. 18.)

Le mode des examens faits par les jurys, leurs époques, leur durée, ainsi que la forme du diplôme, sont déterminés par un réglement d'administration. (Art. 20.)

Ce que nous avons dit ci-dessus de l'enregistrement et des listes des docteurs en médecine et en chirurgie est entièrement applicable aux officiers desanté. (Art. 24, 25, 26.)

Toutefois, à la difference des médecins et des chirurgiens, les officiers de santé ne peuvent pas exercer leur profession dans toutes les communes du royaume; ils ne peuvent s'établir que dans le département où ils ont été examines par le jury, après avoir rempli la formalité de l'enregistrement. (Art. 29.)

Ils ne peuvent non plus pratiquer les *grandes opérations chirurgicales* [1] que sous la surveillance et l'inspection d'un docteur, dans les lieux où celui-ci sera établi. Dans le cas d'accidents graves arrivés à la suite d'une opération exécutée hors de la surveillance et de l'inspection prescrites, il y a recours en indemnité contre l'officier de santé qui s'en est rendu coupable (Art. 29.), ce qui ne signifie pas, comme on l'a quelquefois prétendu, que l'officier de santé est à l'abri de tout recours lorsqu'il ne s'agit pas d'une grande opération chirurgicale, ou lorsqu'il s'est fait assister d'un docteur, *encore bien qu'il y ait eu imprudence ou négligence de sa part*, mais uniquement que l'officier de santé est passible du recours en indemnité *par cela seul* que s'agissant d'une grande opération chirurgicale, il ne s'est pas fait assister d'un docteur et qu'un accident grave en est résulté, *qu'il ait* OU NON *commis une imprudence ou une maladresse dans l'opération.*

Indépendamment de leurs attributions chirurgicales, les officiers de santé établis dans les bourgs, villages ou communes *où il n'y aurait pas de pharmacien ayant officine ouverte*, peuvent fournir des médicaments simples ou composés, aux personnes près dequelles ils sont appelés, mais sans avoir le droit de tenir une officine ouverte. (Art. 27, L. du 21 germ. an XI.)

Pour que cette faculté ne dégénérât pas en abus, une ordonnance de police du 9 floréal an XI dispose que les officiers de santé reçus et etablis dans les communes rurales du département de la Seine et dans celles de St-Cloud, Sèvres et Meudon, qui, dans le cas prévu par l'art. 27 de la loi de germinal, voudront user de la faculté de fournir des médicaments simples ou composés aux personnes près desquelles ils seront appelés, en feront la déclaration aux sous-prefets des arrondissements de St-Denis et de Sceaux, et dans les communes de St-Cloud, Sèvres et Meudon, aux maires de ces communes.

Quoique, d'après la loi de germinal, les officiers de santé n'aient la faculté de fournir des médicaments que dans les endroits *où il n'y a pas de pharmaciens ayant officine ouverte*, on voit cependant tous les jours, même à Paris, des officiers de santé fournir des médicaments aux personnes qui vont réclamer leurs secours; il en est même un grand nombre qui appellent à eux les malades par

[1] La loi ne dit pas ce qu'il faut entendre par une *grande opération chirurgicale*. En chirurgie, les opérations qui paraissent les plus simples peuvent avoir les plus graves résultats. Il est donc véritablement impossible de dire quelles sont les limites précises des attributionsdes officiers de santé. Aussi nous avons vu deux médecins distingues de la capitale soutenir, l'un, que la réduction d'une fracture au bras était une grande opération chirurgicale qu'un officier de santé ne pouvait faire seul, l'autre, que c'etait une opération ordinaire, qui rentrait dans le cercle de ses fonctions. Ainsi, Hippocrate dit *oui*, Gallien dit *non*, et tout reste dans le vague sur un point qu'il serait cependant si important de fixer. Cette incertitude jette naturellement les tribunaux dans un grand embarras. Le tribunal de Gaillac, par exemple, ayant à se prononcer sur la question dans un jugement du 14 février 1836 (voyez *le Droit* du 26 mars 1836), n'osa la résoudre que d'une manière dubitative : *attendu que la réduction d'une fracture* ne parait *pas comprise dans la reduction des grandes operations, etc., etc.*

l'appât de consultations gratuites qu'ils ont l'art de se faire payer sur le prix des remèdes qu'ils debitent, masquant ainsi les calculs d'un sordide intérêt sous les apparences de l'humanité. De pareils abus doivent éveiller l'attention de l'autorité, non-seulement à raison des prejudices énormes qui en résultent pour la pharmacie [1], mais encore et principalement, à raison des dangers que peuvent avoir pour la santé publique ces preparations pharmaceutiques conçues et composées par des gens qui n'en ont pas fait une étude spéciale, qui n'y voient qu'un objet de spéculation, et en font, comme on dit, *métier et marchandise*. (Voy. aussi l'art. 50 de la loi du 21 germinal an XI.)

Section IV. — Des sages-femmes.

L'inexpérience et l'impéritie des sages-femmes pouvant avoir les dangers les plus graves, surtout dans les campagnes où le choix en est nécessairement fort restreint, on chercha d'abord à y remédier en établissant dans chaque département des cours d'accouchement théorique et pratique. Mais comme cette mesure ne présentait pas des moyens suffisants d'instruction, en ce que la pratique ne pouvait y avoir une aussi large part que la théorie, qu'elle avait en outre l'inconvénient d'entraîner des depenses considérables, le ministre de l'intérieur fit, le 8 novembre 1810, un réglement en vertu duquel les préfets durent envoyer chaque année, à l'hospice de la maternité de Paris, un nombre determiné d'elèves aux frais du département.

Là, les élèves sages-femmes suivent les cours d'accouchement, voient pratiquer ou pratiquent elles-mêmes les accouchements, avant de se présenter à l'examen. Elles sont examinees par le jury de médecine sur la théorie et la pratique des accouchements, sur les accidents qui peuvent les précéder, les accompagner et les suivre, et sur les moyens d'y remédier. Lotsqu'elles ont satisfait à cet examen, on leur délivre gratuitement un diplôme qu'elles doivent faire enregistrer au tribunal de première instance et à la sous-préfecture de l'arrondissement ou elles s'etablissent et où elles ont ete reçues. La liste des sages-femmes reçues pour chaque département doit être dressée dans les tribunaux et par les préfets, de la manière indiquée ci-dessus. (Art. 31, 32, 34, loi du 19 ventose an XI.)

Cependant le jury médical chargé de delivrer les diplômes, n'étant pas toujours assemblé, les sages femmes peuvent, munies d'un simple certificat de capacité, délivré par la faculté de médecine, exercer provisoirement leur profession, jusqu'à ce que le jury médical leur ait, dans sa première réunion, échangé ce certificat contre un diplôme. (Régl. du 8 nov. 1810, titre 11, art. 12.)

Les sages-femmes ne peuvent employer les instruments dans les cas d'accouchement laborieux sans appeler un docteur ou un médecin, ou un chirurgien anciennement reçu. (Art. 35, loi 19 ventôse.)

Section V. — Des pharmaciens, droguistes, épiciers et herboristes.

Le relâchement où étaient tombés, pendant la révolution, les réglements relatifs à la vente et à la préparation des médicaments, avait eu pour effet de multiplier en France le nombre des officines, où des hommes sans qualité comme sans expérience manipulaient et vendaient des compositions et mixtures médicinales mal préparées, et souvent fort dangereuses. Des ordonnances de police, du 18 pluviose an IX et du 12 pluviose an XI, avaient tenté de mettre un terme à cette anarchie, en rappelant les débitants de drogues et médicaments à l'exécution des anciens réglements, et notamment de la déclaration du 25 avril 1777.

Tel était l'état des choses, lorsque parut la loi du 21 germinal an XI *contenant organisation des Écoles de pharmacie.*

Aux termes de cette loi, les écoles de pharmacie ont le droit d'examiner et de recevoir, pour tout le royaume, les élèves qui se destinent à la pratique de la pharmacie; elles sont de plus chargées d'en enseigner les principes et la théorie dans des cours publics, d'en surveiller l'exercice, d'en dénoncer les abus aux autorités et d'en etendre les progrès. (Art. 2.) (V. l'arrêté du 25 therm. an XI, *contenant reglement sur les écoles de pharmacie.*)

Les pharmaciens des villes où il y a des écoles de pharmacie doivent faire inscrire les élèves qui demeurent chez eux, sur un registre tenu à cet effet dans chaque école; il est delivré à chaque élève une expédition de son inscription, qui doit être renouvelée tous les ans. Dans les villes où il n'y a pas d'écoles de pharmacie, les élèves domiciliés chez les pharmaciens sont inscrits sur un registre tenu à cet effet par les commissaires de police ou par les maires. Aucun élève ne peut être reçu pharmacien s'il n'a exercé son art, pen-

[1] Plusieurs arrêts de la cour de cassation ont décidé que les pharmaciens avaient une action directe ou pouvaient intervenir comme parties civiles, sur les poursuites exercées par le ministère public contre ceux qui s'immiscent illégalement dans l'exercice de la pharmacie. V. cass. 1er septembre 1832, 15 juin 1833, aud. solennelle.

dant huit années au moins, dans les pharmacies légalement établies. Il n'est astreint qu'à un service de trois ans dans les pharmacies, s'il a suivi pendant trois autres années, les cours d'une école de pharmacie. Ceux des élèves qui ont exercé, pendant trois ans, comme pharmaciens de 2e classe, dans les hôpitaux militaires ou dans les hospices civils, sont astreints à faire compter ce temps dans les huit années exigées; ceux qui ont exercé dans les mêmes lieux, mais dans un grade inférieur, pendant au moins deux années, ne peuvent faire compter ce temps quel qu'il soit, que pour ces deux années. (Art. 6, 7, 8, 9.)

L'examen et la réception des pharmaciens se font, soit dans les écoles de pharmacie, soit par les jurys établis dans chaque département pour la réception des officiers de santé, ailleurs toutefois que dans les villes où sont placées les écoles de médecine et de pharmacie. (Art. 11 et 14.) Le candidat admis reçoit, de l'école ou du jury, un diplôme qu'il présente, à Paris, au préfet de police, et dans les autres villes, au préfet du département, devant lequel il prête le serment d'exercer son art avec probité et fidélité. (Art. 16.)

Les pharmaciens reçus dans une des écoles de pharmacie peuvent s'établir et exercer leur profession dans toutes les parties du royaume. Neanmoins, ceux qui veulent former un établissement dans les villes où il y a une école autre que celle où ils ont obtenu leur diplôme, sont tenus d'en informer l'administration de l'école, de lui présenter leur acte de réception ainsi qu'aux autorités compétentes. (Art. 40 de l'arrêté du 25 therm. an XI.)

Les pharmaciens reçus par les jurys ne peuvent s'établir que dans l'étendue du département où ils ont été reçus. (Art. 24, L. 21 germ.)

Les préfets doivent faire imprimer et afficher, chaque année, les listes des pharmaciens établis dans les différentes villes de leurs départements; ces listes contiennent les noms, prénoms des pharmaciens, les dates de leur réception et les lieux de leur résidence. (Art. 28.)

A Paris, et dans les autres villes où sont établies les écoles de pharmacie, deux docteurs et professeurs des écoles de médecine, accompagnés des membres des écoles de pharmacie et assistés d'un commissaire de police, doivent visiter, au moins une fois l'an, les officines et magasins des pharmaciens, droguistes et épiciers, pour vérifier la bonne qualité des drogues et médicaments simples et composés. Les pharmaciens, droguistes et épiciers sont tenus de représenter les drogues et compositions qu'ils ont dans leurs magasins, officines et laboratoires. Les drogues mal préparées ou détériorées doivent être saisies à l'instant par le commissaire de police. (Art. 29 et 42 de l'arrêté du 23 therm. an XI.) Les délinquants sont passibles des peines portées par l'arrêt du parlement de Paris, du 23 juillet 1748. (S'il y avait *vente* de médicaments gâtés, c'est l'art. 21 de la loi des 19-22 juillet 1791 qui devrait être appliquée. Cette loi prononce un emprisonnement de six mois et une amende de 100 fr.) (O. 8 août 1816. C. Paris, 17 déc. 1854); les mêmes professeurs en médecine et membres des écoles de pharmacie peuvent, avec l'autorisation des préfets, sous-préfets ou maires, et assistés d'un commissaire de police, visiter et inspecter les magasins de drogues, laboratoires et officines des villes placées dans le rayon de dix lieues de celles où sont établies les écoles, et se transporter dans tous les lieux où l'on fabrique et debite, sans autorisation légale, des preparations ou compositions médicinales. Les maires et adjoints, ou, à leur défaut, les commissaires de police dressent procès-verbal de ces visites, pour, en cas de contravention, être procédé contre les delinquants conformément aux lois. (Art. 30.) Dans les autres villes et communes, les visites sont faites par les membres des jurys de médecine réunis aux quatre pharmaciens qui leur sont adjoints par l'art. 13 de la loi de germinal. (Art. 31.

Les pharmaciens ne peuvent livrer et debiter des préparations medicinales ou drogues composées quelconques, que d'après la prescription qui en est faite par des docteurs en medecine ou en chirurgie, ou par des officiers de santé et sur leur signature. Ils ne peuvent vendre aucun remède secret. Ils sont tenus de se conformer, pour les préparations et compositions qu'ils doivent exécuter et tenir dans leurs officines, aux formules insérées et décrites dans les dispensaires ou formulaires redigés par les professeurs des écoles de médecine et de pharmacie, et sanctionnés par le gouvernement. (V. l'ordonnance du 8 août 1816, qui ordonne l'impression et la publication du nouveau formulaire pharmaceutique intitulé : *Codex medicamentarius, seu pharmacopœa gallica.*) Ils ne peuvent faire, dans les mêmes lieux ou officines, aucun autre commerce ou débit que celui des drogues et préparations médicinales. (Art. 32.)(On ne peut suppléer par une amende de simple police au défaut absolu de sanction pénale de cet article. Trib. correct. de Boulogne, 15 mai 1855. *Gaz. des Trib.*, 21 mai 1855. C. cass., 4 juillet 1828.)

Les *épiciers* et *droguistes* ne peuvent vendre aucune composition ou préparation pharmaceutique, à peine de 500 fr. d'amende. Ils peuvent seulement faire le commerce en gros des drogues

simples, sans pouvoir néanmoins en debiter aucune au poids médicinal. (Art. 33.)

Les substances vénéneuses (V. l'ordonnance de police du 9 nivose an XII) et notamment l'arsenic, le réalgar, le sublimé corrosif, doivent être tenues dans des lieux sûrs et séparés, dont les pharmaciens et épiciers seuls aient la clef. Ces substances ne peuvent être vendues qu'à des personnes connues et domiciliées qui peuvent en avoir besoin pour leur profession ou pour cause connue, à peine de 3,000 fr. d'amende contre les vendeurs contrevenants. (Art. 34. Déclaration du roi du 25 avril 1777.) Les pharmaciens et épiciers doivent tenir un registre coté et paraphé par le maire ou le commissaire de police, sur lequel ceux qui sont dans le cas d'acheter des substances vénéneuses doivent inscrire de suite, et sans aucun blanc, leurs noms, qualités et demeures, la nature et la quantité des drogues qui leur ont eté délivrées, l'emploi qu'ils se proposent d'en faire et la date exacte du jour de leur achat; le tout à peine de 3,000 fr. d'amende. Les pharmaciens et les épiciers sont tenus de faire eux-mêmes l'inscription, lorsqu'ils vendent ces substances à des individus qui ne savent pas écrire et qu'ils connaissent comme ayant besoin de ces mêmes substances. (Art. 35.) Les mêmes obligations sont rendues communes par l'édit du roi, de juillet 1682 et par la déclaration du 25 avril 1777, à toutes personnes qui, à raison des besoins de leur profession, possèdent des substances vénéneuses; tels sont, par exemple, les *marchands de couleurs* et de *produits chimiques*. C'est ce qu'a décidé, à l'égard des marchands de couleurs, un arrêt de la Cour de Paris du 15 avril 1836. (V. *le Droit*, 18 avril 1836.) Il a eté, de plus, jugé par cet arrêt que les tribunaux ne pouvaient, en considération des circonstances atténuantes, moderer l'amende de 3,000 fr. prononcée par les ordonnances précitées.

Lorsqu'un pharmacien est décédé, la veuve peut continuer de tenir son officine ouverte pendant un an, à la condition de présenter un élève âgé au moins de vingt-deux ans, à l'école, dans les villes où il en est établi; au jury de son département, s'il est rassemblé, ou aux quatre pharmaciens agrégés au jury par le prefet, si c'est dans l'intervalle des sessions de ce jury. L'école, ou le jury, ou les quatre pharmaciens agrégés, s'assurent de la moralité et de la capacité du sujet, et désignent un pharmacien pour diriger et surveiller toutes les opérations de son officine. L'année révolue, il n'est plus permis à la veuve de tenir sa pharmacie ouverte. (Art. 41 de l'arrêté du 25 therm. an XI.)

La nature des obligations que la loi impose aux pharmaciens, la surveillance, pour ainsi dire, incessante à laquelle ceux-ci sont astreints sur tout ce qui se compose et se débite dans leurs officines, ont fait penser qu'un pharmacien ne pouvait posséder et exploiter à la fois deux officines. Cette opinion a même été consacrée tout récemment par un jugement du tribunal de police correctionnelle, 6e chambre, du 29 janvier 1855, qui applique à ce cas la disposition pénale de la loi du 29 pluviose an XIII. Tout en rendant hommage aux sentiments qui ont dicte cette decision, nous ne pouvons nous empêcher de faire remarquer que s'il pouvait y avoir de l'inconvénient à ce qu'un pharmacien partageât sa surveillance entre plusieurs exploitations, c'est un inconvénient que la loi n'a pas prévu, ou auquel elle ne s'est pas arrêtée, et qui ne peut, par conséquent, enfanter une penalité. D'une part, la loi du 29 pluviose an XIII ne punit que les infractions à l'art. 36 de la loi du 21 germ. an XI, et cet article n'a nullement trait aux officines établies par des pharmaciens régulièrement reçus; de l'autre, la loi n'a pu entendre imposer aux pharmaciens une surveillance tellement continue qu'ils fussent obligés d'avoir, en quelque sorte, constamment les yeux sur ce qui se passe dans leurs officines; une pareille obligation serait inconciliable non-seulement avec les habitudes de la vie domestique et les nécessités même de leur état, mais aussi avec les devoirs d'électeurs, de députés, de jurés, etc., qu'ils peuvent être appelés à remplir comme les autres citoyens; elle ne serait pas moins inconciliable avec ces dispositions de loi, en vertu desquelles des pharmaciens peuvent être professeurs de chimie; avec celles qui imposent à un pharmacien le devoir *de faire diriger et surveiller toutes les opérations de l'officine* d'une veuve de pharmacien; et, de tout cela, il faut donc conclure que jusqu'à ce qu'une loi en ait autrement decidé, il n'est pas possible d'interdire à un pharmacien la faculté d'ouvrir et d'exploiter plusieurs officines, et qu'il faut s'en tenir, sur ce point, à la garantie résultant de la responsabilité que font planer sur sa tête les réglements relatifs à sa profession et les principes du droit commun: ainsi juge par un arrêt de la cour de Paris rapporté dans la *Gazette des Tribunaux* du 27 août 1854.

Avant de terminer cet article, nous devons dire un mot des *herboristes*, dont la profession se lie intimement à celle des pharmaciens. Aux termes de l'art. 17 de la loi du 21 germinal, nul ne peut vendre des plantes ou des parties de plantes mé-

dicinales indigènes, fraîches ou sèches, ni exercer la profession d'herboriste, sans avoir subi auparavant, dans une des écoles de pharmacie, ou devant un jury de médecine, un examen qui prouve qu'il connaît exactement les plantes médicinales. Il est délivré aux herboristes un certificat d'examen par l'école ou le jury qui les a examinés, et ce certificat doit être enregistré à la municipalité du lieu où ils s'établissent. (V. art. 43, 44, 45 de l'arrêté du 25 thermidor an XI.)

Il doit être fait annuellement des visites chez les herboristes par le directeur et le professeur de botanique, l'un des professeurs de l'école de médecine, dans les formes voulues par l'art. 29 de la loi du 21 germinal. Dans les communes où ne sont pas situées les écoles, ces visites sont faites conformément à l'art. 51 de la même loi. (Art. 46 de l'arrêté du 25 thermidor.)

Section VI. — Dispositions générales.

Sous ce titre, nous parlerons :

§ 1er. Des peines portées contre les gens de l'art qui délivrent de faux certificats, ou se rendent coupables de révélations de secrets ;

§ 2. Des déclarations de naissance qu'ils peuvent être tenus de faire ;

§ 3. De leurs droits et actions pour le paiement de leurs frais ou honoraires ;

§ 4. De leur incapacité de recevoir, en certains cas, et des donations faites aux écoles ;

§ 5. De leur responsabilité en cas d'imprudence, maladresse, négligence ou inobservation des réglements ;

§ 6. De l'exercice illégal de la médecine ;

§ 7. Des ventes prohibées de médicaments et remèdes secrets.

§ 1. Des faux certificats et révélations de secrets.

Tout médecin, chirurgien ou autre officier de santé qui, pour favoriser quelqu'un, certifie faussement des maladies ou infirmités propres à dispenser d'un service public, est passible d'un emprisonnement de deux à cinq ans. S'il a été mu par dons ou promesses, il est puni du bannissement. (Art. 160, C. pén.)

Les médecins, chirurgiens et autres officiers de santé, ainsi que les pharmaciens, les sages-femmes, qui, hors le cas où la loi les oblige à se porter dénonciateurs, révèlent les secrets qui leur sont confiés (1), sont punis d'un emprisonnement d'un mois à six mois, et d'une amende de 100 fr. à 500 fr. (Art. 378, C. pén.) Cette défense continue d'exister dans le cas où celui que les faits concernent et qui les a confiés, en demanderait la révélation. (C. cass., 23 août 1828.) Mais, s'il s'agissait de faits patents dont le médecin aurait été témoin, et non de secrets qui lui auraient été confiés par son client, il ne pourrait refuser d'en déposer devant la justice. (C. Paris, 1re ch., 10 mars 1835.)

§ 2. Des déclarations de naissance.

Aux termes de l'article 56 du Code civil, la naissance de l'enfant doit être déclarée par le père, et à défaut du père, par les docteurs en médecine ou en chirurgie, les sages-femmes, officiers de santé ou autres qui ont assisté à l'accouchement. Cette déclaration doit être faite, dans les trois jours de l'accouchement, à l'officier de l'état civil du lieu, et l'enfant doit lui être présenté. (Art. 55.) Si la déclaration n'est pas faite, ou si elle ne l'est pas dans les délais voulus, la personne qui a assisté à l'accouchement, est passible d'un emprisonnement de six jours à six mois, et d'une amende de 16 fr. à 200 fr. (Art. 346, C. pén.) (V. L. 20 sept. 1792, tit. 5, et 19 déc. 1792.)

§ 3. Des droits et actions des médecins, chirurgiens, etc.

Les honoraires et vacations des médecins et chirurgiens et sages-femmes, à raison des opérations qu'ils font, sur la réquisition des officiers de justice ou de police judiciaire, dans les cas prévus par les art. 43, 44, 148, 532 et 533 du Code d'instruction criminelle, sont réglés par le décret du 18 juin 1811 contenant tarif général des frais, en matière criminelle, correctionnelle et de simple police, et acquittés suivant le mode tracé par les articles 152 et suivants de ce même décret.

Dans les autres cas, la fixation en est laissée à l'appréciation des tribunaux qui les règlent en égard aux localités, à l'importance et à la durée des maladies, à la fortune du malade, ou qui les font régler par gens à ce connaissant.

A l'égard des frais des pharmaciens, nous remarquerons qu'encore bien que l'exagération en fût autrefois passée en proverbe, ils sont cependant moins susceptibles de réduction que les autres, n'étant et ne devant être faits, en général, que sur des ordonnances de médecin dont le pharmacien n'a pas à contrôler le mérite.

(1) Bouchet, dans sa *Bibliothèque*, parle d'un arrêt du parlement de Paris du 9 juillet 1599, par lequel un apothicaire fut condamné à perdre ce qui lui était dû, pour avoir décelé une maladie que la prudence ne lui permettait pas de révéler.

Les médecins, chirurgiens, pharmaciens, sages-femmes, ont, pour les frais de la dernière maladie, un privilége sur tous les meubles du défunt, et en cas d'insuffisance des meubles, sur tous les immeubles. *Medicorum causa justior est, cùm hi salutis hominum curam agunt* (L. 1, §2, *de rar. et extraor. cogn.*)

L'action des médecins, chirurgiens, pharmaciens pour leurs visites, opérations et médicaments, se prescrit par un an. (Art. 2272.)

§ 4. Des donations faites aux médecins, chirurgiens, et ou aux écoles de médecine, chirurgie et pharmacie.

Les docteurs en médecine ou en chirurgie, les officiers de santé et les pharmaciens qui ont traité une personne pendant la maladie dont elle meurt ne peuvent profiter des dispositions entre-vifs ou testamentaires qu'elle aurait faites en leur faveur pendant le cours de cette maladie. *Ea patimur accipere quæ sani offerunt pro obsequiis, non ea quæ periclitantes pro salute promittunt.* L. 9, *c. de profess.* Sont exceptées 1° les dispositions rémunératoires faites à titre particulier, eu égard aux facultés du disposant et aux services rendus; 2° les dispositions universelles, dans le cas de parenté, jusqu'au 4e degré inclusivement, pourvu toutefois que le décédé n'ait pas d'héritiers en ligne directe, à moins que celui au profit de qui la disposition a été faite, ne soit lui-même du nombre de ces héritiers. (Art. 909, C. civ.)

L'incapacité prononcée par cet article doit atteindre, à plus forte raison, tous ceux qui s'ingérant, sans titre légal, des fonctions de l'art de guérir, ont traité le donateur ou testateur pendant la maladie dont il est décédé. Ainsi l'a décidé un arrêt de la cour de cassation, du 9 mai 1820. Depuis, il est vrai, la cour paraît être revenue sur sa jurisprudence en consacrant la doctrine contraire par un arrêt du 24 juillet 1832. Mais cet arrêt qui peut avoir été déterminé par des considérations de fait, ne nous semble pas conforme à la saine interprétation de l'art. 909 et aux motifs qui en ont dicté la disposition. (V. notamment le rapport de M. Jaubert au tribunat.)

Les donations et fondations en faveur des écoles de médecine, de chirurgie et de pharmacie, ne peuvent avoir leur effet qu'autant qu'elles sont autorisées par une ordonnance royale (art. 910) L'article 5 de la loi du 21 germinal an X, porte spécialement que celles relatives à l'enseignement de la pharmacie pourront être acceptées par les préfets, au nom des écoles de pharmacie, avec l'autorisation du gouvernement.

§ 5. De la responsabilité des gens de l'art.

De tout temps, le principe de la responsabilité a trouvé une vive résistance chez les médecins; de tout temps, ils ont voulu se faire un rempart inexpugnable de ce droit de vie et de mort si plaisamment tourné en ridicule par Molière. Mais de tout temps aussi, les tribunaux ont fait bonne justice d'une prétention aussi contraire à la loi qu'à la raison et à la morale. Ils n'ont jamais pensé avec le président Brisson qu'ils eussent assez à faire des suites des morts naturelles sans aller en rechercher les causes.

Parmi les faits qui peuvent compromettre la responsabilité des gens de l'art, il en est sur lesquels il ne peut s'élever l'ombre de difficulté; ce sont ceux qui constituent une inobservation des réglements relatifs à leur profession. Ainsi, que dans une opération grave un officier de santé ne se fasse pas assister d'un docteur en médecine, qu'une sage-femme procède également sans l'assistance d'un docteur à un accouchement laborieux où l'emploi des instruments est devenu nécessaire, qu'un pharmacien debite des drogues avariées, ou livre au premier venu, et sans aucune information, des substances vénéneuses, il n'est pas douteux que, dans ces différents cas, ils peuvent être déclarés responsables des malheurs que leurs contraventions ont entraînés.

Mais, en doit-il être de même lorsque, ne portant aucune atteinte aux réglements de leur profession, ils se rendent coupables d'imprudence, maladresse ou négligence dans l'exercice de leurs fonctions? Il faut reconnaître, à cet égard, que s'il est de la prudence des juges de n'appliquer jamais cette responsabilité qu'avec la plus grande réserve, il est aussi de leur devoir d'en faire une juste et sévère application, toutes les fois qu'il leur est clairement démontré que l'accident qui est survenu n'est pas un effet de la nature, mais un résultat nécessaire de l'imprudence du médecin (1). La disposition des art. 1382 et 1383 du Code civil est aussi formelle qu'elle est générale; celle des articles 319 et 320 du Code pénal ne l'est pas moins.

Tout homicide ou blessure causé par maladresse, imprudence, inattention ou négligence, expose celui qui s'en est rendu coupable, et à l'action de la partie lésée et à celle du ministère public. Tel est aussi, avons-nous dit, l'état constant de la juris-

(1) Ce qui doit rassurer les médecins, c'est que le plus souvent, cette preuve échappe aux estropiés, aux héritiers et aux juges: *errata medicorum terra occultat. Ils ont cet heur que le soleil esclaire leur succez, et la terre cache leur faulte, dit Montaigne, liv. 2, chap. 47.*

prudence. (V. arrêt de 1429, rapporté par Duluc, liv. 6, tit. 15, art. 1; arr. du parl. de Bretagne du 26 mars 1574; arr. du parl. de Bordeaux de 1596 et 9 avril 1710; arr. du parl. de Paris du 30 janv. 1705 et 22 juin 1768; C. cass., 18 sept. 1817 et 31 juill. 1828; trib. civ. de Domfront (*Gaz. des Trib.*, 29 et 30 avr. 1835.); C. Paris, 5 juill. 1835 (1) (*Gaz. des Trib.*, 6 juill. 1855.); C. Rouen (*Gaz. des Trib.*, 25 mai 1854.); C. cass., 18 juin 1855.)

§ 6. De l'exercice illégal de la médecine.

Tout individu qui exerce la médecine ou la chirurgie ou qui pratique l'art des accouchements, sans être sur les listes dont nous avons parlé et sans avoir de diplôme, de certificat où des lettres de réception, doit être poursuivi et condamné à une amende pécuniaire envers les hospices. Le délit est dénoncé aux tribunaux de police correctionnelle, à la diligence du procureur du roi. L'amende peut être portée jusqu'à 1,000 fr. pour ceux qui prendraient le titre et exerceraient la profession de docteur, à 500 fr. pour ceux qui se qualifieraient officiers de santé et verraient des malades en cette qualité, à 100 fr. pour les femmes qui pratiqueraient illicitement l'art des accouchements (2). En cas de récidive, l'amende est du double, et les delinquants peuvent, en outre, être condamnés à un emprisonnement qui ne peut excéder six mois. (Art. 35 et 36; L. du 19 vent. an XI.)

Pour constituer l'exercice illégal de la médecine, il n'est pas besoin qu'il y ait eu de la part du contrevenant, une série de traitements ou opérations chirurgicales; une seule opération suffit pour le rendre passible des peines portées par la loi. (C. cass., 1er mars 1854.)

Une femme qui exerce la pratique des accouchements, sans être munie d'un diplôme, ne peut être excusée par ce motif qu'il n'existe de sage-femme brévetée qu'à une assez grande distance, et que d'ailleurs elle n'a reçu aucun salaire. (C. cass., 20 fév. 1854.) La bonne foi n'est pas non plus une excuse. (C. cass., 6 juill. 1827.)

Un avis du conseil d'état du 30 septembre 1805, porte que les curés ou desservants ne doivent pas être troublés dans l'aide qu'ils donnent à leurs paroissiens, par leurs secours ou leurs conseils, dans les maladies, pourvu qu'il ne s'agisse d'aucun accident qui intéresse la santé publique, qu'ils ne signent ni ordonnances, ni consultations et que leurs visites soient gratuites; qu'en se renfermant dans ces limites, ils ne font que ce qui est permis à la bienfaisance et à la charité de tous les citoyens, et n'ont rien à craindre des poursuites auxquelles s'exposent ceux qui exercent illégalement l'art de guérir. (V. un jug. du trib. de police corr. de Rochefort, du 5 mars 1855, *Gazette des Tribunaux*, 9 et 10 mars 1855.)

§ 7. Des ventes prohibées de médicaments et remèdes secrets.

Tout débit au poids médicinal, toute distribution de drogues et préparations médicamenteuses sur des theâtres ou etalages, dans les places publiques, foires et marchés, toute annonce ou affiche imprimée qui indiquerait des remèdes secrets, sous quelque dénomination qu'ils soient présentés, sont entièrement prohibés (L. 21 germ. an XI, art. 36.) Les contrevenants doivent être poursuivis par mesure de police correctionnelle, et punis d'une amende de 25 à 600 fr.; et en outre, en cas de récidive, d'une détention de trois jours au moins et de dix au plus. (L. 29 pluv. an XIII.)

Un décret du 25 prairial an XIII excepta de ces prohibitions les préparations et remèdes qui, d'après l'avis des écoles ou sociétés de médecine ou de médecins commis à cet effet depuis la loi de germinal, auraient été ou seraient approuvés, et dont la distribution aurait eté ou serait permise par le gouvernement, quoique la composition n'en fût pas divulguée.

Mais toutes les permissions accordées en vertu de ce décret ont été révoquées par le décret du 18 août 1810, qui a tracé les formalités à suivre désormais par les auteurs de remèdes simples ou composés.

Tout propriétaire de remède secret, qui désire le répandre, en doit remettre la recette au ministre de l'intérieur, avec une notice des maladies auxquelles on peut l'appliquer et des expériences qui en ont été déjà faites. Le ministre nomme

(1) Cet arrêt est mal rapporté dans tous les recueils. Il n'a pas seulement jugé qu'un officier de santé est responsable quand il a opéré avant de s'être fait enregistrer sur les listes et sans être assisté d'un docteur, mais aussi *qu'il est responsable des suites de son imprudence ou de son impéritie*, en vertu des art. 1382 et 1383 du Code civil. 319 et 320 du Code pénal. La cour en effet a adopté dans son arrêt les motifs des premiers juges; or le jugement de 1re instance dont nous avons une copie sous les yeux, tranchait nettement la question dans ce sens, et condamnait l'officier de santé en des dommages-intérêts et en l'amende, comme coupable d'une blessure par imprudence.

(2) Cet abus n'est malheureusement que trop commun dans les campagnes. Les maires doivent mettre toute leur sollicitude à en arrêter le cours, en signalant au ministere public toutes les contraventions qui viennent à leur connaissance.

alors une commission chargée d'examiner la composition et le mérite du remède, ainsi que le prix qu'il convient de payer à l'inventeur pour son secret. S'il y a réclamation de la part de l'inventeur, il doit être nommé par le même ministre une commission de révision, à l'effet de faire l'examen du travail de la première, d'entendre les parties, et de donner un nouvel avis. Sur le rapport de la commission, le ministre fait un traité avec l'inventeur, et le secret est publié sans délai. (Art. 2, 3, 4 et 6.)

L'exercice de la pharmacie sans diplôme est un délit, alors même que le délinquant serait muni d'une patente. Dans ce cas, les tribunaux peuvent, indépendamment de l'amende, prononcer la fermeture de l'officine, avec défense de récidiver. (Cass., 2 oct. 1834.)

Les prohibitions de la loi de germinal sont applicables aux sœurs de la charité comme à toutes autres personnes. (Cass., 17 mars 1831.)

Jugé encore par arrêt de la cour de cassation du 26 juin 1835, que toute vente ou distribution de médicaments faite d'après les doses dans lesquelles ils doivent être employés, est un debit *au poids médicinal* dans le sens de l'article 56 de la loi de germinal; qu'il n'est pas nécessaire que les doses aient été prescrites par des médecins, chirurgiens ou officiers de santé; que ce même article 56, qui prohibe l'annonce des remèdes secrets, en prohibe, à plus forte raison, la distribution ou vente, de quelque manière qu'elle soit faite.

MÉMOIRE SUR PROCÈS. — V. **Communes, Des procès communaux**; V. **Domaines de l'état, sect. Des actions domaniales.**

MENACES. — V. **Injures.**

MENDICITÉ.

§ 1. Mesures répressives. — § 2. Exception. — Autorisation de mendier. — § 3. Des colonies agricoles et des dépôts de mendicité.

Section Ire. — § 1. Mesures répressives.

Il est peu de matières qui à toutes les époques offrent une législation aussi étendue et aussi compliquée que celle qui a eu pour but constant la répression de la mendicité.

Le paupérisme est une de ces plaies sociales, opiniâtres, inévitables, et inhérentes, pour ainsi dire, à l'existence de toute société.

Le nombre d'ordonnances et d'arrêts du parlement, rendus contre les mendiants valides dans le siècle dernier, est incalculable.

Les principales lois depuis 1789 sont celles du 22 juillet 1791, 24 vendémiaire an II, 10 vendémiaire an IV, 3 frimaire an IV, 7 frimaire an V, et 18 pluviôse an IX. En résumé, elles sont empreintes du double caractère de rigueur, de sagesse et de prévoyance, cachet de cette époque.

La Convention, en portant contre le vagabondage une peine nouvelle, la *transportation*, avisait en même temps au moyen de l'empêcher, en organisant des travaux publics. Tel est le principal but de la loi du 24 vendémiaire an II, loi fort étendue, et qui contient l'organisation des travaux de secours et les moyens de répression.

La loi du 7 frimaire an V prescrit de ne pas mendier hors des limites de son canton, à peine de trois mois de détention; elle est encore en vigueur.

Les lois actuelles sont: le décret impérial du 5 juillet 1808, sur lequel sont calquées les dispositions du Code pénal de 1810. Le titre II, article 6, ordonne l'organisation des dépôts de mendicité. Les dépenses en sont à la charge du trésor public, des départements et des villes concurremment. On voulut que, dans chaque département, il y eût un dépôt de mendicité, et que ceux-ci, pour l'établir, s'imposassent extraordinairement; mais bientôt, de toutes parts, des réclamations arrivèrent, et cette charge pour le département était si exorbitante qu'il fallut y renoncer. Six seulement furent conservés, et dix-neuf maisons centrales remplacèrent les dépôts que voulait fonder le gouvernement impérial.

L'ancienne législation confondait dans les mêmes dispositions répressives les vagabonds et les mendiants; mais le Code pénal, livre III, chapitre III, établit une distinction, sauf, en certains cas, la connexité ou la participation à des crimes. (V. **Vagabondage.**)

Nous rapporterons ici les principales dispositions du Code pénal :

« Toute personne qui aura été trouvée mendiant dans un lieu où il existe un dépôt de mendicité sera punie de trois à six mois d'emprisonnement, et, après l'expiration de sa peine, conduite au dépôt. (274.) »

Cette disposition de l'article 274 est impérative et absolue, tellement que les juges ne peuvent, lorsqu'ils condamnent un individu à la prison pour mendicité, ordonner qu'à l'expiration de sa peine il sera remis à un tiers qui l'a réclamé : à l'autorité administrative seule appartient le pouvoir d'apprécier les circonstances qui peuvent faire ordonner cette remise, et par suite rendre inutile l'exécution de la mesure prescrite par l'article 274.

« Dans les lieux où il n'existe pas de dépôts de

mendicité, les mendiants d'habitudes valides sont punis d'un à trois mois d'emprisonnement ; et s'ils ont été arrêtés hors du canton de leur domicile, l'emprisonnement est de six mois à deux ans. (275.)

» Par mendiants d'habitudes *valides*, il faut entendre ceux qui mendient, quoiqu'ils puissent trouver dans leur travail des moyens d'existence. L'invalidité résulte de vices de conformation, ou d'accidents physiques, tels que le travail devienne impossible. C'est aux tribunaux à apprécier la validité ou l'invalidité des mendiants traduits devant eux. (276.)

» Un mendiant saisi travesti, porteur d'armes, muni d'instruments propres à commettre des délits ou à procurer les moyens d'entrer dans les maisons, est puni de deux à cinq ans d'emprisonnement. (277.)

» L'emprisonnement est de six mois à deux ans pour les mendiants sur lesquels on saisit des valeurs de plus de 100 fr. dont l'origine n'est pas justifiée par eux. (278.)

» Le mendiant qui s'est rendu coupable de violence envers les personnes est puni au moins de la réclusion. (279.)

» Enfin, c'est toujours le *maximum* des peines prononcées pour port de faux certificats, faux passe-ports, ou fausses feuilles de route, qui doit être appliqué aux mendiants. (281.) »

L'extinction de la mendicité a constamment occupé les différents gouvernements qui se sont succédés, et en définitive, telles sont les seules dispositions en vigueur. Il en résulte que les remèdes à la mendicité appartiennent à la fois, mais sous des rapports differents, à l'autorité judiciaire et à l'autorité administrative : à la *premiere*, pour la répression prévue par les articles 274 à 282 du Code pénal précités ; à la *seconde*, pour la formation et le régime des établissements propres à recevoir les mendiants.

C'est encore à l'administration qu'appartiennent la surveillance des mendiants, la distribution des secours qui leur sont accordés et les mesures de police à prendre pour leur arrestation.

§ 2. Exception. — Autorisation de mendier.

Malgré les dispositions ci-dessus, des exceptions pourront être admises dans la pratique par les administrateurs. C'est ainsi que dans quelques départements, les préfets permettent aux mendiants qui ont été victimes de désastres de diverses natures, tels que incendies, ouragans, debordements, etc., de parcourir les communes, après avoir obtenu un certificat de l'autorité municipale et l'avoir soumis à leur visa.

En ce cas, ce certificat doit contenir *sous peine de nullité* le signalement du porteur, et n'est valable que pour le temps fixé par le préfet. A défaut de cette pièce, ou si le délai pendant lequel elle permet de mendier est expiré, l'individu pris en flagrant délit doit être arrêté et traduit devant les tribunaux.

Il ne s'agit que de faciliter aux individus qui ont essuyé des désastres, les moyens de les réparer à l'aide de la bienfaisance publique. C'est en leur faveur seulement que les autorisations de mendier peuvent être accordées.

Section II. — Des colonies agricoles et des dépôts de mendicité.

D'après les derniers recensements, il y a en France 32,569,223 habitants. Sur ce nombre, on compte d'après des calculs exacts, 1, 928,105 pauvres. Le rapport de la population pauvre à la population générale est de 592 sur 10,000, ou environ un dix-septième.

Or, pour cette masse immense de mendiants, nous possédons en France les dispositions précitées du Code pénal, six dépôts de mendicité et dix-neuf maisons centrales. Mais ces établissements sont trop peu nombreux, et, par cela même, mettent à chaque instant la législation en contradiction avec elle-même. Car, aux termes de l'art. 274 du Code pénal, la mendicité est considérée comme un délit beaucoup plus grave dans les départements où il existe des établissements destinés à recevoir les pauvres. Sur 86 départements, on ne compte que 25 etablissements. Il en résulte que dans 81 départements il y a presque impunité. Ensuite, chacun sait que le système des dépôts de mendicité est loin de tendre à améliorer le moral de ceux qu'ils séquestrent de la société. Le dépôt de mendicité est une prison rien de plus ! Prison onéreuse à l'état, onéreuse aux départements ; et souvent encore celui qui a le plus de pauvres ne possède pas d'établissement destiné à la répression de la mendicité. Il serait donc à désirer qu'un système uniforme et efficace tout à la fois fût adopté. Plusieurs déjà ont été proposés, ou tentés, tels que les moyens violents, la répression et même la déportation. L'expérience a prouvé que les deux premiers moyens sont infructueux, et que le troisième coûterait des frais immenses d'entretien et d'établissement.

Il en est un cependant pratiqué avec succès en Hollande, et qui offre à la fois tous les avantages désirables de perfectionnement moral, d'économie et d'extinction de la mendicité. Nous voulons parler des *colonies agricoles*.

Ce fut en 1818 que le général Van-Den Bosch, revenu de l'île de Java où il avait formé quelques établissements philanthropiques, conçut la première idée d'appliquer les pauvres au défrichement des terres incultes. Le gouvernement approuva ses projets. Une société se forma à La Haye, fit appel à la bienfaisance publique, et bientôt les souscriptions volontaires et les capitaux engagés dans cette entreprise lui permirent d'acquérir de vastes landes où elle établit ses colons. En 1822, une ordonnance royale régla les conditions d'admission et approuva les statuts de la société.

Il serait trop long d'entrer dans les détails très-curieux, cependant de ces réglements intérieurs, du mode d'admission et des frais qu'elle entraîne; passant de suite aux résultats inespérés qu'on a obtenus de ce genre d'établissements, nous dirons que le gouvernement hollandais acquiert le droit d'envoyer dans les colonies agricoles un détenu moyennant 70 fr. seulement par année; qu'il en a profité; qu'en 1831 il n'y avait plus un seul mendiant valide dans les dépôts de mendicité; enfin que ceux-ci ont été supprimés comme inutiles.

On ne s'étonnera pas de l'importance et de la rapidité de ces succès obtenus seulement en 10 ans, si l'on considère les incalculables avantages qui en résultent pour l'etat. Chaque détenu pour vagabondage ou mendicité ne lui coûte que 70 fr. (en France il en coûte 217 fr. dans les maisons centrales). Après 16 ans, en outre, l'etat devient propriétaire lui-même de tous les terrains accordés à chaque détenu, et a le droit de placer dans la colonie à perpetuité et moyennant seulement un droit d'entrée fixe, tous ses vagabonds et ses détenus. Ajoutez l'augmentation de propriété matérielle, les defrichements considérables opérés par ces colons et l'accroissement du chiffre de l'impôt.

Grâce à ce nouveau système de détention, qui laisse au prisonnier assez de liberté pour moins regretter celle qu'il a perdue, assez d'intérêt pécuniaire pour se créer un jour propriétaire de quelques hectares de terre, et toujours une récompense à côte de la bonne conduite et du travail, la Hollande et la Belgique ont vu décroître le nombre de leurs mendiants valides, et des plaines autrefois stériles et marécageuses sont aujourd'hui riches et fertiles.

Maintenant si l'on compare avec ce système, celui de nos depôts de mendicite ou maisons centrales, on verra 1° : que les détenus en sortent plus pervertis qu'ils n'y sont entrés; 2° que les frais d'entretien sont de deux tiers en sus; 3° que les travaux industriels dans l'intérieur produisent peu, et que ce peu, produit à grands frais, suffit pour faire une dangereuse concurrence en certains pays avec les industries libres.

L'Angleterre a renoncé à ces travaux de détenus dont la concurrence deviendrait ruineuse pour ses manufactures. Et c'est ainsi que plusieurs pétitions ont été déjà présentées aux chambres dans le même sens.

En 1832, le ministre de l'intérieur a nommé une commission pour aviser aux moyens d'établir en France des colonies agricoles semblables à celles de la Hollande. Nous devons donc espérer que ce système prévaudra et que la France n'enviera plus à un peuple voisin des avantages qu'elle est également à même d'obtenir.

Consulter : 1° M. Huerne de Pommeuse, *Des Colonies agricoles*. — 2° *Mémoire sur les vagabonds et mendiants*, par Letrosne, 1764. — 3° *Essai sur l'extinction de la mendicité*, par Bouvier Dumolart. — 4° *Rapport sur le même sujet*, par M. Cochin, 1829; in-8°. — 5° *Id.*, par Mansion, Perigot, Loubens, 1829.

MENSE. — Se dit, en général, des revenus attachés aux évêchés. *Mense épiscopale.*

Le mode d'administration et de jouissance des menses a été réglé par le décret du 6 novembre 1825 (V. **Culte, Fabriques.**)

MER. — V. **Eaux**, section Ire.

MERCURIALES.

Les municipalités sont chargées de faire constater à chaque foire ou marché qui se tient dans leur commune le prix courant des denrées de première nécessité et de l'inscrire date par date sur un registre destiné spécialement à cet usage. Cette évaluation a été ordonnee pour la première fois par l'ordonnance de 1667 qui porte que: « en toutes villes et bourgs où il y a marché, les marchands faisant trafic de ble et autres espèces de gros fruits, ou les mesureurs, doivent faire rapport par chaque semaine de la valeur et estimation commune des fruits. »

L'hectolitre avec ses fractions étant la mesure usuelle de capacité qui sert pour la vente des grains sur tous les marchés, doit être adopté comme unité fondamentale pour la rédaction des mercuriales. Les mercuriales doivent être arrêtées immédiatement après la clôture des ventes. Les résultats en sont adressés le 15 et le 30 de chaque mois par les maires aux sous-préfets de leurs arrondissements respectifs, chargés de les faire parvenir sans delai avec leur *visa* aux préfets.

La rédaction des mercuriales se fait d'après les déclarations des marchands ou de leurs facteurs dont le maire constate le résultat. Ce n'est pas là un acte administratif, mais simplement un certi-

ficat officiel qu'il donne. (C. d'état, 25 janvier 1815.)

Or, nous remarquerons que de tout temps les mercuriales ont porté avec elles un caractère légal, car en l'absence des stipulations, c'est d'après leur teneur que se détermine le prix des denrées, elles sont d'un grand secours dans la pratique; ainsi l'administration se sert de ces documents pour déterminer la taxe du pain, ou pour régler le prix des fournitures faites et à faire aux divers services publics; ce sont les maires des communes où il se tient un marché qui seuls doivent dresser des mercuriales et délivrer des certificats attes'ant le taux du cours. Mais il faut observer qu'ils ne doivent jamais comprendre dans leurs mercuriales les prix du cours du *commerce*, parce que, le plus souvent, les grains vendus ainsi et hors des marchés, le sont sur échantillon, et que les prix convenus ne peuvent être qu'un taux fictif. (Circ. min., 1er avril 1817.)

La même circulaire indique la meilleure manière de rédiger les mercuriales. Elle consiste à multiplier chaque quantité voulue par son prix, et à diviser la somme des produits par le total des ventes. On est assuré en suivant cette opération que le prix des plus fortes parties exerce son influence, tandis qu'il n'en serait pas ainsi si l'on se bornait à diviser, comme on le fait souvent, la somme des prix par le nombre d'articles vendus.

En matière d'enregistrement les mercuriales servent à déterminer la valeur des stipulations en nature, en conséquence les receveurs sont tenus de faire chaque année, dans les mairies de leur arrondissement, le relevé des mercuriales, de le tenir au courant et de l'afficher dans un endroit apparent du bureau. (Inst. gén. de la régie, art. 88.)

Dans le cas cependant, où pour l'évaluation de rentes en nature, les mercuriales n'existent pas dans un marché, ou s'il y a des lacunes, il faut y suppléer par des appréciations que l'autorité locale constate, soit sur les rapports des marchands de chaque espèce de denrées, soit d'après tous autres renseignements qu'on pourra se procurer, et qui seront approuvés par le prefet. (Déc. de la régie, 31 mai 1820. V. **Céréales.**)

MERCURIALES DU MINISTÈRE PUBLIC.

Ce sont les discours prononcés tous les ans à la rentrée des Cours royales par les procureurs ou avocats-généraux, sur l'observation des lois et le maintien de la discipline.

Autrefois ces censures s'exerçaient dans toute la force du mot, elles avaient lieu d'abord tous les quinze jours, et les *mercredis*, d'où est venu le nom de *mercuriales*, mais on reconnut facilement l'abus et la perte de temps qui en résultaient; différentes ordonnances en diminuèrent successivement le nombre; enfin les mercuriales ne se faisaient plus que tous les six mois et à huis clos.

Aujourd'hui elles constituent seulement une vaine formalité. Les mercuriales des procureurs-généraux, au lieu de traiter des devoirs de la magistrature, sont principalement rédigées sur des matières d'intérêt public ou politique. Néanmoins elles se terminent toutes par une allocution banale aux avocats et aux avoués, sur la manière dont ils s'acquittent des devoirs de leurs professions ou de leurs charges.

MESSAGERIES. — V. **Voitures publiques.**

MESSIER. — V. **Gardes champêtres.**

MESURES. — V. **Poids et mesures.**

MÈTRES. — V. **Poids et mesures.**

MILITAIRES. — Ce mot s'applique aux citoyens en etat ou en disponibilité de service dans l'armée permanente.

Comme hommes de guerre et dans leurs rapports avec l'armée, les militaires sont soumis pour leur avancement, leur discipline et leurs pensions, à des réglements, à un code et à des tribunaux particuliers.

Nous avons traité spécialement de ces différents cas aux mots **Recrutement, Armée, Désertion, Pensions militaires, Solde, Conseil de guerre.** V. aussi **Casernement, Logement militaire.**

Mais cette carrière n'enlève pas à ceux que la loi ou leur propre volonté y a placés, l'exercice des différents droits de citoyen, sous les rapports civils et politiques.

Ainsi, ils peuvent posséder des biens, en jouir et en disposer de même que les autres Français, et s'ils réunissent les conditions prescrites par la loi pour l'eligibilité et le cens, ils peuvent faire partie des chambres législatives ou exercer leurs droits électoraux; ils peuvent aussi faire partie du jury, mais le service leur fournit une dispense.

Leur position exceptionnelle a cependant dû faire introduire à leur égard, dans la loi civile, des dispositions spéciales, relativement d'abord aux actes de l'etat civil, qui ne diffèrent en rien de ceux des autres citoyens, tant qu'ils se trouvent dans l'intérieur du royaume.

Cependant une portion de ce territoire peut être envahie ou se trouver en état de révolte, et les militaires faisant partie des détachements ou corps d'armée, qui seraient employés, soit à combattre l'ennemi étranger, soit à comprimer les rebelles, doivent

nécessairement être assimilés aux militaires employés hors le territoire, puisque la nécessité de leur présence sous les drapeaux ne leur permettrait pas plus qu'à ceux-ci de recourir, pour les actes qui les concernent, aux officiers ordinaires de l'état civil. Il en serait de même des employés qui sont à la suite de ces détachements ou corps d'armée. Les dispositions du code, liv. 1, tit. 2, chap. 5, s'appliquent donc également à tous. (Circ. min. guerre, 24 brum. an XII.)

Aussitôt qu'ils sont hors du territoire, les formalités changent, et les différents actes, soit de naissance, mariage ou décès, doivent être dressés par un officier chargé spécialement de ces registres et envoyés au maire du dernier domicile des parties (V. C. civ., art. 88 et suivants.)

Dans l'intérieur du royaume comme hors du territoire, les militaires ne peuvent se marier sans le consentement de leurs chefs.

Nous avons dit que les militaires pouvaient posséder; or, la possession suppose l'administration. Celle-ci devient impossible dans certains cas. La loi a donc placé les propriétés des militaires absents sous la surveillance spéciale des maires. (V. **Absents.**) Cette absence ne doit nullement prejudicier à leurs intérêts, ainsi l'on ne peut faire valoir contre eux de prescription ni de péremption d'instance.

Par les mêmes motifs, ils sont dispensés de la tutelle. (C. de cass., 248.)

Les militaires sont soumis à des réglements et à une juridiction spéciale. Quelquefois cependant ils sont justiciables des tribunaux ordinaires; ainsi il faut distinguer entre le délit commis sous les drapeaux, et celui qui est commis en congé ou hors de leurs corps. Un avis du Conseil d'etat du 7 fructidor an XII a déclaré que dans le premier cas, les tribunaux ordinaires étaient compétents pour connaître de leurs délits. (V. **Délits militaires, Conseils de guerre.**)

MINES.

SECTION I. Mines.
§ 1, Recherches. — § 2. Concession. — Propriété du tréfonds. — § 3. Conditions de la concession. — Indemnité. — Expertise. — § 4. Effets de la concession. — § 5. Obligations des exploitants. — Redevance des Mines. — Abonnement.
SECTION II. Minières.
SECTION III. Carrières.
§ 1. Permis d'exploiter. — § 2. Suspension d'exploitation. — § 3. Interdiction. — § 4. Servitudes auxquelles sont soumises les carrières. — § 5. Compétence, contestations.
SECTION IV. Tourbières.
SECTION V. Police. Surveillance.
SECTION VI. Contestations compétence.
§ 1. Compétence des tribunaux. — § 2. Compétence des préfets. — § 3. Compétence des conseils de préfectures
SECTION VII. Organisation. — Administration des mines.

Exposé.

Le terme général de *mines* s'applique à toutes les exploitations des matières tant métalliques que non métalliques renfermées dans le sein de la terre. Cependant la loi a adopté certaines modifications suivant la nature et la situation desdites substances.

Ainsi sont considérées comme *mines* celles connues pour contenir en filons, en couches ou en amas, de l'or, de l'argent, du platine, du mercure, du plomb, du fer en filons ou couches, du cuivre, de l'étain, du zinc, de la calamine, du bismuth, du cobalt, de l'arsenic, du manganèse, de l'antimoine, du molybdène, de la plumbagine ou autres matières métalliques, du soufre, du charbon de terre ou de pierre, du bois fossile, du bitume, de l'alun ou des sulfates à base métallique.

Les *minières* comprennent les minerais de fer dits d'alluvion, les terres pyriteuses propres à être converties en sulfate de fer, les terres alumineuses et les tourbes. (L. 21 avril 1810 art. 2. 5.) nous traiterons également des *carrières* et des *tourbieres*.

De tout temps l'exploitation des mines a été considérée comme étant du plus haut intérêt pour le commerce et l'industrie; aussi les lois même les plus anciennes sur cette matière, telles que l'édit de Philippe-le-long en 1321, L'ordonnance de Charles VI du 30 mai 1413, celle de Louis XI de 1471 qui crée un grand-maître des mines, celle de février 1483 et d'autres encore tout en consacrant le droit du proprietaire du sol sur tout ou partie de la mine, attribuèrent au roi le droit de choisir tel ou tel individu pour exploiter les mines. Ce droit était entièrement distinct de ceux que, dans plusieurs provinces, les seigneurs exerçaient sur les mines à raison le plus souvent de leurs qualités de haut justiciers et dont les lois abolitives de la féodalite firent justice le 4 août 1789. Mais les redevances par eux stipulées pour prix de leurs concessions de mines sur leurs terrains n'ayant rien de féodal n'ont pas été comprises dans les mêmes mesures. (C. Angers, 5 mars 1831.)

Les dispositions des édits ou ordonnances précités avaient été rendues en grande partie pour des localités. Il était important de les ramener à une règle uniforme. Ce fut dans ce but que l'assemblée constituante rendit le décret des 12-28 juillet 1791 Il posait en principe que les mines et minières étaient des *proprietés privées*, avec cette condition toutefois qu'elles seraient à la disposition de l'état et qu'elles ne pourraient être exploitées que de

son consentement et sous sa surveillance. Intervinrent ensuite : 1° un arrêté du directoire du 3 nivose an VI réglant les justifications à faire par les cessionnaires, héritiers, donataires, légataires et autres ayant-cause de concessionnaires; 2° Une loi du 13 pluviôse an IX qui simplifia les formalités à suivre pour obtenir des concessions; 3° Enfin la loi du 21 avril 1810 qui régit aujourd'hui le mode de concession. Le projet en fut préparé par Fourcroy, et il ne fut voté qu'après avoir subi l'épreuve de 14 rédactions successives.

Section I. — Mines. — § 1 Recherches.

L'exploitation des mines se rattache naturellement à la propriété du sol où elles sont situées, et le législateur a dû commencer par ne pas s'écarter des dispositions de l'article 552 du code civil qui pose en principe que le propriétaire du sol est propriétaire du dessus et du dessous. Il a donc tâché de concilier ces droits avec l'utilité générale qui pouvait résulter de la découverte et de l'exploitation de tant de richesses enfermées dans le sol. C'est donc dans ce but qu'ont été rendus la loi du 21 avril 1810 et le décret d'organisation du 18 octobre même année. Elle remplaça la loi de 1791 qui quoique rendue comme toutes les lois de l'époque pour flatter et séduire les petits propriétaires, n'osait pas cependant révoquer le droit régalien qui accordait plusieurs franchises et libertés aux mineurs. Cette loi de 1810 ne fut rendue que comme par voie de transaction entre les partisans de ce droit régalien et les défenseurs de la propriété. Aux termes des dispositions qui y sont consacrées, nul ne peut faire des recherches pour découvrir une mine sur un terrain qui ne lui appartient pas, que du consentement du propriétaire ou avec l'autorisation du gouvernement donnée après avoir consulté l'administration des mines, à la charge d'une préalable indemnité envers le propriétaire et après qu'il a été entendu, l. 21 avril 1810, art. 10. Cette dernière disposition est, comme on le voit, en faveur de l'intérêt général qui pourrait souffrir du refus d'un proprietaire. Cependant cette autorisation ne saurait donner le droit de faire des recherches sans le consentement du propriétaire soit dans son enclos, soit à une distance de cent mètres de cet enclos, l. du 21 avril 1810 art. 11. Le droit de propriétaire donne celui de faire des recherches sans autorisation dans les limites de sa propriété, mais il ne donne pas celui d'exploiter sans une concession; car ici l'ordre public et la police sociale sont intéressés à ce que les travaux nécessités par cette exploitation n'aient aucune conséquence funeste; en outre le gouvernement a voulu encore se réserver de veiller aux intérêts du commerce en s'assurant de l'existence suffisante des substances minérales, des debouchés et des fonds de l'entreprise, enfin de la possibilité de la former sans nuire à une exploitation préalablement en activité. En effet le gouvernement seul a le droit d'embrasser les vues d'avenir et tous les intérêts particuliers dans leurs rapports avec l'intérêt général. Lui seul doit poser certaines restrictions nécessaires car la propriété minérale appartient à cette classe d'objets dont l'exploitation doit être soumise aux réglemens les plus sévères.

Mais, jugé le 19 avril 1831 par la Cour de Grenoble qu'un propriétaire ne peut faire sur son propre terrain aucune recherche, même dans un rayon de mines de 100 mètres de ses bâtiments, lorsque ce terrain est compris dans le périmètre d'une concession faite par l'état.

§ 2. Concessions. Propriété du tréfonds.

Lorsque les recherches ont réussi, il y a lieu d'obtenir une *concession*, la loi ayant déclaré qu'une mine ne pouvait être exploitée qu'en vertu d'un acte de concession délibéré en conseil d'état. (L. 1810, art. 5.)

Mais la propriété subissant par suite de cette concession une modification fort importante, il se présente dès lors la question de savoir si légalement le *tréfonds* doit appartenir au propriétaire du fonds, avec liberté d'exploitation, ou à l'état, avec obligation d'en disposer de la manière la plus favorable au bien général.

On ne doit pas s'arrêter à examiner si le propriétaire du sol a ou n'a pas un droit naturel à la propriété du tréfonds. Il est parfaitement évident, selon nous, que le droit de propriété résultant uniquement, pour celui qui le possède, de ce que lui ou ses ancêtres ont su les premiers le mettre en culture, et étant d'ailleurs sujet aux restrictions que réclame le bien général, ce droit ne peut nullement s'étendre à la propriété souterraine, située à une certaine profondeur et entièrement distincte de la propriété territoriale qui lui est superposée. La question se réduit à déterminer si le propriétaire du sol est le plus capable d'exploiter la propriété souterraine dans l'intérêt général, comme dans son intérêt privé, par cela seul qu'il est propriétaire de la surface. Or, la négative résulte évidemment de l'obligation d'accomplir les règles qui doivent présider à l'exploitation souterraine, règles dont l'inexécution peut compromettre le bien de tous.

Le gouvernement ou des compagnies puissantes

sont seules capables d'appliquer à la richesse minérale les grands moyens d'exploitation ; seuls ils peuvent supporter l'irrégularité de ses produits et commander au besoin des capitaux considérables en cas d'accident. L'expérience a prouvé, d'ailleurs, que les trésors souterrains abandonnés aux petits propriétaires sont facilement gaspillés.

Objectera-t-on que ces concessions à des compagnies constituent un monopole? Mais ces inconvénients peuvent être atténués par l'administration qui accorde la concession. Sans diviser beaucoup la propriété souterraine, elle peut cependant la partager entre un nombre de riches compagnies suffisant, pour qu'on n'ait pas la crainte de les voir se liguer contre le public consommateur. Accordant une espèce de faveur en donnant la concession, elle le fait à des conditions telles que le public ne souffre pas du monopole comme cela se pratique pour les grandes compagnies de chemins de fer, canaux, etc.

Pour obtenir une concession de mines, plusieurs formalités sont à remplir. Les principales sont de provoquer les oppositions par des enquêtes de *commodo* et *incommodo*, de susciter la concurrence en admettant même des étrangers, de sorte que le gouvernement puisse choisir entre les demandeurs ceux qui offrent le plus de garantie, qu'ils soient proprietaires de la surface, inventeurs ou autres. (L. 1810, art. 15 à 16, 22 à 50.)

Ces formalités prealables sont de rigueur, et une concession de mines peut être annulée relativement à une commune dans laquelle le concessionnaire n'a pas fait les publications et proclamations prescrites par la loi. (C. d'état, 15 mai 1818.)

Avant d'accorder l'autorisation, l'on prend l'avis motivé des ingénieurs des mines et de l'administration forestière.

§ 3. Conditions de la concession. Indemnité. Expertise.

Jusqu'à l'émission de l'ordonnance portant concession, l'opposition par voie de requête est admissible; mais une fois rendue, elle est irrévocable, et toutes les conditions qui sont énoncées en l'acte de concession deviennent exécutoires. Ce serait en vain qu'un individu viendrait soutenir alors, par la voie contentieuse, que la concession embrasse par erreur des mines qui sont sa propriété; il doit alors s'adresser directement au roi, en la forme prescrite par l'art. 40 du réglement du 22 juillet 1806, pour demander la révocation ou la réformation de l'ordonnance et préalablement le renvoi à tel comité ou à telle commission qu'il plaira à sa majesté de nommer.

La concession règle ordinairement : 1° son étendue qui est limitée par des points fixes pris à la surface du sol et calculés mathématiquement;

2° Les effets de la concession.

Le but de cette concession est de modifier le principe de la propriété, et d'opérer alors une distinction entre le dessous et la surface. Le droit du propriétaire est anéanti en ce qui concerne la faculté de faire des extractions, et la surface devient grevée de toutes les servitudes capables de faciliter l'exploitation des mines. On conçoit toutefois que cette modification de la propriété ne peut s'opérer sans le paiement préalable d'une juste indemnité envers le proprietaire de la surface, d'où il résulte que, pour eviter des contestations subséquentes, l'acte de concession doit régler cette indemnité, c'est-à-dire *administrativement*. Elle se résout le plus souvent en une rente annuelle calculée sur l'importance des revenus de la mine.

Le propriétaire n'est pas le seul auquel il soit dû une indemnité; l'inventeur, quand il n'est pas concessionnaire, possède également des droits qui doivent être régles de même par l'acte de concession.

Mais si les concessionnaires, au mépris de cette obligation qui leur est imposée, commençaient leurs travaux avant de payer l'indemnité, alors le montant des dommages-intérêts dus au propriétaire illégalement dépos-édé doit être réglé d'après la loi du 21 avril 1810, art. 44, c'est-à-dire par les conseils de prefecture. Cependant M. Delalleau (*Traité de l'Expr.*) pense que, depuis la loi du 7 juillet 1833, le jury special doit être chargé de régler les indemnités. Telle n'est pas notre opinion, car on ne saurait faire à une matière aussi spéciale l'application d'une loi générale. Ces indemnités, d'ailleurs, sont d'une nature toute particulière; ainsi, l'art. 43 de la loi du 21 avril 1810 dit formellement que les terrains pris pour la recherche et l'exploitation des mines seront toujours estimés au double de la valeur qu'ils avaient avant l'exploitation de la mine. Il faut remarquer qu'il ne s'agit là que des terrains dont le proprietaire est totalement exproprié. Il en est autrement si ce propriétaire n'est dépouille que du *tréfonds* de sa propriété, auquel cas, avons-nous dit, l'indemnité est fixée par l'ordonnance de concession.

L'art. 44 ajoute : « Lorsque l'occupation des terrains pour la recherche ou les travaux des mines prive les propriétaires du sol de la jouissance du revenu, au delà d'une année, ou lorsque, après les travaux, les terrains ne sont plus

propres à la culture, on peut exiger des propriétaires des mines l'acquisition des terrains à l'usage de l'exploitation. Si même le propriétaire de la surface le requiert, les pièces de terre trop endommagees ou dégradees sur une trop grande partie de la surface, devront être achetees en totalité par le propriétaire de la mine ».

L'administration, pour s'éclairer sur la quotité des indemnités à fixer, prononce sur le rapport d'experts choisis par elle, préalablement parmi les ingénieurs des mines, ou parmi les hommes notables et expérimentes dans le fait des mines et de leurs travaux. Les dispositions du titre 14, Code de procedure civile, art. 305 à 325, devront être observées en tous les cas. (V. art. 87 à 92.)

Lorsque la concession a été faite à plusieurs concessionnaires, ceux-ci ne peuvent, aux termes de l'art. 7 de la loi du 21 avril 1810, en faire le partage; cependant rien ne s'oppose à ce qu'ils exploitent separément et chacun sous leurs propriétés respectives, si d'ailleurs il n'est rien changé a l'unité de concession et à la responsabilité que la loi fait peser sur les concessionnaires pris collectivement. (Cass. 4 juil. 1833.)

D'autres fois, plusieurs concessions sont réunies entre les mains du même concessionnaire, soit comme individu, soit comme representant une compagnie, mais à la charge de tenir en activité l'exploitation de chaque concession. (L. 21 avril 1810, art. 31.)

Cependant, qu'arriverait-il si des cas de force majeure, comme des inondations, par exemple, ainsi qu'on en a vu le triste exemple à Rives-de-Gier, empêchaient la continuation de cette exploitation? Du droit qui appartient au gouvernement d'intervenir, soit pour obliger les propriétaires à l'exploitation, soit pour leur retirer la concession, soit même de procéder à l'expropriation pour le transporter à d'autres, résulte-t-il que le gouvernement puisse obliger les propriétaires à former un syndicat et à entreprendre à frais communs, en proportion de leurs intérêts respectifs, le desséchement des houillères, ou faire faire ces travaux à leur compte, et en répartir ensuite la dépense entre chacun d'eux?

Certains esprits soutiennent que ce pouvoir lui est attribué par la loi du 21 avril 1810, qui l'autorise à employer, en cas d'interruption de l'exploitation, les moyens nécessaires pour obliger à la reprendre; d'autres, au contraire, et tel est notre avis, pensent que cette disposition ne s'applique qu'isolément, individuellement et non à une collection d'individus qui ne sauraient être forcés à entreprendre un pareil travail en commun, et qu'il peut encore moins l'ordonner à leurs frais.

La question s'est présentée en 1836 à l'examen des chambres, précisement à l'occasion des mines de Rives-de Gier. Dans le doute la commission du budget, estimant que cette solution importait gravement à la prospérité d'un des grands centres industriels, a demandé au gouvernement qu'une allocation de 500,000 fr. fût proposée, par un projet de loi spéciale, aux votes de la chambre. C'était en effet le seul moyen possible de lever toute difficulté et d'assurer en même temps la continuation d'une entreprise non moins utile aux propriétaires de ces mines qu'au commerce et à l'industrie. (V. *Monit.*, 12 avril 1836.)

§ 4. Effets de la concession.

L'acte de concession donne au concessionnaire la propriété perpétuelle de la mine; il peut dès lors la transmettre comme tout autre bien; en être exproprié dans les cas et suivant les formes prescrites pour les autres proprietés, avec cette difference seulement qu'il ne peut la vendre par lots et séparément sans une autorisation préalable du gouvernement, donnee dans la même forme que la concession, parce que le partage modifierait le mode d'exploitation.

La mine est un immeuble, par conséquent elle est susceptible d'être frappée par des priviléges et des hypothèques; ainsi les personnes qui ont fourni des fonds pour les recherches de la mine ou autres travaux y relatifs, jouissent des privileges de l'art. 2103 du Code civil. Tout cela a lieu même lorsque la mine est concédée au propriétaire de la surface. (L. 1810, 7, 8, 19, 20 et 21.)

Mais sont meubles les matières extraites, les approvisionnements et autres objets mobiliers (art. 9).

§ 5. Obligations des exploitants. Redevances des mines. Abonnement.

Les propriétaires des mines sont tenus de payer à l'état une redevance fixe et proportionnelle qui est perçue comme les contributions directes, et forme une partie intégrante des impôts, sous le nom de redevance des mines (V. **Contributions directes**). Moyennant le paiement de cet impôt, les propriétaires des mines ne sont pas sujets à patente, l'art. 32 ne considérant pas cette exploitation comme un commerce. (L. 1810, 33, 44.)

Cependant cet article ne fait pas obstacle à ce que l'exploitation d'une mine par une réunion d'actionnaires constitue une opération de commerce. (C. Paris, 30 av. 1828.)

Les exploitants peuvent avoir avec l'adminis-

tration des contributions un abonnement annuel. Leurs soumissions à cet égard sont acceptées sur l'avis des préfets, d'après une estimation faite sur les renseignements, du produit des mines pour lesquelles est proposé l'amendement.

Les abonnements sont approuvés savoir : par le préfet, sur l'avis de l'ingénieur des mines, quand l'évaluation du revenu net donne une redevance au-dessous de 1,000 fr. ; par le ministre de l'intérieur, quand la redevance s'élève depuis 1,000, jusqu'à 5,000 fr., et au-dessus de 5,000 fr., par ordonnance du roi. La redevance ne pourra, en aucun cas, s'élever au-dessus de 5 p. 100 du produit net.

Les exploitants ont des obligations à remplir, soit envers leurs voisins, soit envers les propriétaires de la surface. En effet, lorsque les travaux d'exploitation ont rendu le terrain impropre à la culture pendant plus d'une année, le propriétaire de la surface peut requérir que les pièces de terre endommagées ou degradées sur une trop grande partie de leur surface soient achetées en totalité ; enfin, lorsque par l'effet du voisinage, ou pour toute autre cause, les travaux d'exploitation d'une mine occasionnent des dommages à l'exploi ation d'une autre mine, à raison du filtrage des eaux, il y a lieu à indemnité (L. 1810, 44 et 45). Le réglement se fait alors par experts.

Section II. — Minières.

Les minières étant exploitées à ciel ouvert, cette exploitation est soumise à moins de restrictions que celle des mines ; elle doit seulement être précédée d'une permission de l'autorité, qui en détermine les limites, et qui en trace les règles sous les rapports de sûreté et de salubrité publiques.

Si les minerais se trouvent dans les forêts royales, dans celles des établissements publics et des communes, la permission de les exploiter ne peut etre accordee qu'après avoir entendu l'administration forestière. L'acte de permission doit déterminer l'étendue des terrains dans lesquels les fouilles peuvent être faites ; les exploitants sont tenus en outre de payer les dégâts occasionnés par l'exploitation, et de repiquer en glands ou plants les places qu'elle aurait endommagées, ou une autre étendue proportionnelle déterminee par la permission (67).

L'exploitation des terres pyriteuses et alumineuses, quand elle n'est pas faite par les propriétaires des fonds, peut être concédée à des tiers, moyennant une indemnité réglée de gré à gre ou par experts.

S'il n'y a concession, l'administration peut faire cesser immédiatement les travaux.

L'exploitation du fer d'alluvion peut être faite par le propriétaire du fonds ; mais il peut être tenu de livrer le minérai aux maîtres des forges légalement établies dans le voisinage, moyennant un prix réglé de gré à gré ou par experts. S'il suspend l'exploitation, ou n'exploite pas en quantité suffisante pour fournir aux besoins des usines, les maîtres de forges peuvent obtenir la permission d'exploiter à sa place, moyennant le paiement du prix du minérai, et une indemnité pour la détérioration du terrain.

Quand l'exploitation à ciel découvert n'est pas suffisante et qu'il faut recourir aux galeries souterraines et aux travaux d'art, la concession peut en être faite dans la même forme que celle des mines ; mais toujours à la charge par le concessionnaire d'approvisionner les usines du voisinage. (L. 1810, art. 57 à 70.) V. **Forges.**

Section III. — Carrières.

§ 1. Permis d'exploiter.

L'article 4 de la loi de 1810 contient la longue nomenclature de toutes les substances renfermées dans les carrières, telles que pierres, marbres, granits, ardoise, pierres à chaux, grès, sables, etc.

Le droit de les exploiter ne peut appartenir qu'au propriétaire du fonds, et il peut en user sans permission, s'il exploite à ciel ouvert. Il est alors soumis à l'observation des lois ou réglements généraux et locaux.

Mais il n'en est pas de même lorsqu'il veut exploiter par galeries souterraines. Un mauvais mode d'exploitation pourrait avoir des consequences funestes, et la loi, pour prévenir ces inconvénients, veut que l'exploitant soit dans ce cas soumis à la surveillance de l'administration.

Une permission du préfet lui est en conséquence nécesssaire, afin que l'administration prévenue par sa demande puisse exercer la surveillance qui lui est prescrite. (L. du 21 avril 1810, art. 81, 82. Cir. min., 1810.)

Ainsi il est défendu d'ouvrir aucune carrière à moins de 30 toises de distance du pied des arbres plantés au long des grandes routes, comme aussi de se servir d'autres chemins que ceux qui ont été autorises, à peine de 300 fr. d'amende et confiscation des matériaux. (Arr. conseil du 5 avril 1772.)

Et défenses sont faites aux propriétaires ou locataires des carrières, de fouiller sous le terrain d'autrui, à peine de 500 fr. d'amende et dommages-intérêts de la valeur au moins dudit terrain.

§ 2. Suspension d'exploitation.

D'après un décret du 22 mars 1815, portant réglement général pour les carrières des departements de la Seine et de Seine-et-Oise, un exploitant ne peut, à peine d'amende et de responsabilité de tous accidents, interrompre ou suspendre son exploitation sans en avoir donné avis à l'inspecteur général des carrières, et obtenu l'agrément du préfet.

Durant l'interruption ou la suspension d'une exploitation, jusqu'à ce qu'il ait été statué sur sa reprise, l'entrée doit en être muraillee et fermée par des portes garnies de ferrures et de cadenas.

Les puits doivent être couverts de madriers et barricades suffisants, et arrêtés de manière à garantir de tous accidents, et ce, sous peine d'amende.

§ 3. Interdiction des exploitations.

Toute exploitation d'après quelque mode qu'elle s'opère, dont l'état actuel présenterait des dangers auxquels on ne pourrait opposer des précautions suffisantes, est interdite et condamnée, muraillée et abattue, s'il est nécessaire.

En cas de refus des proprietaires, ces travaux sont exécutés d'office, aux frais des exploitants, indépendamment des indemnités de droit, s'ils ont excavé sous la propriété d'autrui ou à des distances défendues. (Mém. régl.)

§ 4. Servitudes auxquelles sont soumises les carrières.

Les propriétaires des carrières ne sont pas soumis, comme les concessionnaires des mines, à des redevances envers le trésor, mais il sont soumis à une servitude d'ordre public pour tous les travaux qui intéressent l'état.

Ainsi les entrepreneurs des travaux publics ont le droit de prendre dans ces carrières *sauf indemnité*, les matériaux qui leur sont nécessaires. A cet égard, voici comment s'exprime la loi du 16 septembre 1807, art. 55 : « Les terrains occupés pour prendre les matériaux nécessaires aux routes et aux constructions publiques, pourront être payés aux propriétaires comme s'ils eussent été pris pour la route même. Il n'y aura lieu à faire entrer dans l'estimation la valeur des matériaux à extraire, que dans le cas où l'on s'emparerait d'une *carrière déjà en exploitation*. Alors lesdits matériaux seront évalués d'après leur prix courant, abstraction faite de l'existence ou des besoins de la route pour laquelle ils seraient pris, ou des constructions auxquelles on les destine.»

Que doit-on entendre par carrière *en exploitation?*

Un décret du 6 septembre 1813 (S. 14, 2, 325) décide qu'on doit réputer comme telle, celle qui offre au propriétaire un revenu assuré, soit qu'il l'exploite pour ses besoins, ou qu'il en fasse un commerce ; mais un arrêt du conseil d'état du 13 juillet 1825 (S. 26, 2, 344) porte, et telle est plutôt notre opinion, qu'il suffit qu'un entrepreneur de travaux publics ait pris des matériaux dans la carrière ouverte et exploitée d'un particulier, pour qu'il soit dû indemnité, encore que l'exploitation n'ait pas été régulière et habituelle.

Le Code forestier, article 145, confirme les dispositions de la loi de 1807; voyez en outre l'ordonnance d'exécution dudit Code, articles 170 à 175.

Les entrepreneurs des travaux publics peuvent prendre les matériaux pour l'exécution des ouvrages dont ils sont adjudicataires, dans tous les lieux qui leur sont indiqués par le devis, sans néanmoins qu'ils puissent les prendre dans les lieux fermés de murs, ou clôtures équivalentes suivant l'usage du pays. Il est defendu par l'arrêt du conseil du 7 septembre 1755, aux propriétaires des lieux non clos d'apporter aucun trouble ni empêchement à l'enlèvement des matériaux ; mais aucune disposition législative n'interdit aux propriétaires la faculté d'enclore ulterieurement les carrières primitivement en exploitation pour un service public, et de réclamer ensuite le bénéfice de l'exception. (C. d'état du 5 nov. 1828.)

§ 5. Contestations sur l'exercice de ces servitudes. — Compétence.

La jurisprudence du conseil d'état a constamment décidé sur cette matière;

1° Que le conseil de prefecture et non les tribunaux doivent connaître des demandes en indemnité, formées par les proprietaires sur le terrain desquels on a enlevé des cailloux, par ordre de l'entrepreneur;

2° Que si au contraire un entrepreneur de travaux publics, qui est autorisé à prendre des matériaux dans une carrière, traite de gré à gré avec le propriétaire de la carrière, il devient justiciable des tribunaux, à raison des contestations auxquelles ce marché peut donner lieu;

3° Que si la carrière n'est pas suffisamment indiquee au devis, le prefet, et en cas de contestations, le ministre, sont compétents pour faire cette désignation;

4° Qu'un entrepreneur de travaux publics, autorisé par l'administration à exploiter une carrière

désignée dans le domaine d'un particulier, ne peut étendre cette autorisation à une autre carrière située dans le même domaine, et que s'il le fait, il ne peut exciper de sa qualité d'entrepreneur de travaux publics pour se soustraire soit à l'indemnité, soit aux dommages-intérêts répétés par le propriétaire du domaine ; enfin, que le conseil de préfecture est compétent pour statuer tout à la fois sur l'indemnité, mais que l'action en dommages-interêts doit être portée devant l'autorité judiciaire.

Section IV. — Tourbières.

L'extraction de la tourbe intéresse la salubrité publique par suite des exhalaisons ou des miasmes qu'elle engendre : elle devrait donc être soumise à la surveillance du gouvernement.

Les tourbes ne peuvent être exploitées que par le propriétaire du terrain, ou avec son consentement ; mais sous peine de 100 fr. d'amende contre ceux qui n'auront pas fait la déclaration ni obtenu l'autorisation nécessaires (Décl. du 17 mars 178).

Les exploitants doivent dans tous les cas cesser leurs travaux, si cette suspension était jugée nécessaire par l'administration, pour faciliter des saignées d'écoulement pour les eaux. Les communautés d'habitants y sont également tenues. (L. 1810, art. O. 1814, art. 1, 3.)

D'autres mesures peuvent être prises pour la sûreté publique.

Ainsi, conformément à l'ordonnance de 1669, il est formellement défendu aux extracteurs de tourbe de faire aucune excavation plus près qu'à 30 pieds de distance des rivières navigables, et des canaux ou des chemins publics.

Les contraventions sont constatées par procès-verbaux des maires, adjoints, gardes champêtres, et poursuivis devant les tribunaux de police correctionnelle, ou par devant les Conseils de préfecture, suivant les cas. (O. 1830, art. 20, 21.)

Section V. — Police. — Surveillance.

La police et la surveillance des mines est exercée par les ingénieurs du gouvernement et sous les ordres du ministre de l'interieur et des prefets. Ils font des visites fréquentes dans ces exploitations, et dès qu'une cause quelconque leur fait présumer un danger qui pourrait compromettre la vie des travailleurs, le préfet doit sur le rapport ordonner la fermature des travaux, sauf à en référer au ministre. (D. 3. janv. 1815, n° 467.) Si, contre les prévisions des ingénieurs, un accident arrivait, c'est aux autorités à prendre toutes les mesures convenables pour porter secours, et la loi leur permet de faire des réquisitions de toute nature. (D. du 3 jan. 1815, art. 14.)

Le même décret contient toutes les formalités à remplir en ce cas. Il règle également les tournées des ingénieurs, les devoirs des propriétaires pour seconder leur surveillance et enfin les dispositions qui régissent les ouvriers mineurs. (Vid. art. 23 à 30.)

On comprendra facilement combien cette surveillance de l'administration est importante pour l'avenir de la propriété souterraine qui peut être si facilement compromis par les fautes de l'exploitant. Nous citerons quelques exemples :

Qu'une couche soit mal exploitée en un point, et que par suite de la négligence des exploitants il se forme des crevasses dans le terrain superieur jusqu'à la surface du sol, l'eau, pénétrant dans la mine, non seulement en compromettra l'avenir, mais encore, se répandant dans les fissures qui souvent traversent les masses minérales, fera naître des difficultés peut-être insurmontables, pour exploiter le gîte en tout autre endroit. L'incendie pourra, comme l'inondation, se propager dans les couches de combustible fossile.

Ce cas s'est présenté aux mines de houille de Rive-de-Gier, près St.-Etienne. Par la faute de quelques exploitants, le Gier qui coule à la surface a pénetré dans l'intérieur des travaux, et le feu s'est mis dans d'autres parties de la couche en sorte qu'aujourd'hui l'ouvrier lutte dans ces mines contre les quatre cléments réunis, l'*eau*, le *feu*, l'*air* et la *terre* : l'eau du Gier, et le feu de l'incendie, l'air détonnant (*grison* ou *gaz hydrogène*) qui est très abondant, et la terre dont les eboulements sont d'autant plus redoutables que l'epaisseur de la couche exploitée est plus grande.

Telles sont les fautes que l'intérêt de la cupidité privee peut faire commettre, ou les dangers qu'elle fait braver. Ils motivent suffisamment l'intervention des ingenieurs du gouvernement.

Aussi en cas d'accidents qui auraient occasionne la perte ou la mutilation d'un ou de plusieurs ouvriers, faute de s'être conformés aux réglements, les exploitants, proprietaires et directeurs des mines pourront être traduits devant les tribunaux pour l'application, s'il y a lieu, des dispositions de l'article 319 du Code pénal, independamment des dommages-intérêts. (C. d'etat 3 janv. 1815.)

La loi du 23 avril 1833, Bulletin, p. 90, ordonne qu'il soit publié annuellement un compte rendu des travaux métallurgiques, minéralogiques et géologiques, que les ingénieurs des mines ont exécutés, dirigés ou surveillés. Ces comptes doivent être distribués aux chambres.

Section VI. — Contestations. Compétence.

Les mines étant exploitées le plus souvent par des compagnies concessionnaires, sur des terrains qui ne leur appartiennent pas, il en résulte toujours, malgré le soin avec lequel l'acte de concession cherche à régler les droits respectifs des propriétaires et des exploitants, que de nombreuses contestations surgissent entre eux. D'autres cas peuvent surgir encore, et les espèces varier à l'infini. Nous chercherons donc à en signaler quelques-unes et à poser les principes généraux de la compétence en cette matière.

§ 1. Compétence des tribunaux.

Les tribunaux sont compétents pour prononcer sur l'acquittement des indemnités prononcées par l'acte de concession ou de permission, ainsi que sur les contestations ou dédommagements dus pour les dégâts occasionnés à la surface des terrains. Il faut remarquer ici que leur compétence ne s'exerce que sur les questions d'indemnités postérieures à la concession, parce qu'alors il s'agit de l'exécution d'un titre représenté par l'acte; mais les indemnités réclamées pour des travaux antérieurs audit acte sont exclusivement de la compétence de l'autorité administrative. (Cass., 21 avr. 1825; L. 1810, art. 11.) Il s'agit alors d'une appréciation de faits qui échappent aux tribunaux.

Dans certains cas, ceux-ci sont appelés à examiner si l'autorite administrative a rempli toutes les formalités prescrites par la loi. Mais ici la connaissance de l'accomplissement de ces formalités présente une question purement administrative, sur laquelle il n'appartient qu'à l'administration de prononcer. Les tribunaux ne pourraient donc sous prétexte que les formalités n'ont pas été observées, décider que la concession est sans effet à l'égard de quelques-uns des propriétaires de la surface des terrains, dans lesquels sont renfermées les mines concédées. (Cass., 28 janv. 1833; Lois 21 avr. 1810, art. 5, 28; 16, 24 août 1790, tit. 2, art. 15; 16 fruct. an III.

Le plus souvent les concessions sont faites à des compagnies, et on avait pensé que les contestations qui pouvaient s'élever entre les concessionnaires devaient être portées devant les tribunaux de commerce; mais la jurisprudence a décidé à cet égard que l'association pour l'exploitation des mines, de même que l'exploitation elle-même ne constituait pas un acte de commerce, qu'en conséquence les contestations auxquelles une telle association donnait lieu étaient de la compétence des tribunaux civils. (C. Rennes, 15 juin 1833.) En effet, les principes qui régissent les autres sociétés ne sauraient être applicables à celles-ci. Elles sont placées dans une position spéciale et tellement même, qu'elles ne pourraient se dissoudre sans l'autorisation du gouvernement. (L. 1810, art. 7, Cass. 7 juin 1830.)

Le paiement des rentes annuelles doit être réclamé devant les tribunaux, soit qu'elles aient été consenties avant la loi de 1810 ou postérieurement. Quelques propriétaires ont voulu se soustraire à l'obligation de cette rente sous prétexte que celles qui avaient été consenties au profit d'anciens seigneurs devaient être considérées comme entachées de féodalité, et conséquemment abolies; mais l'exploitation des mines n'a jamais été un attribut de la puissance féodale; elle appartenait autrefois comme aujourd'hui à celui qui en avait obtenu la concession de l'autorité souveraine; dès-lors il y a lieu de la maintenir. (L. 17 juill. 1793, art. 1er, Cass., 5 mars 1831.)

Les tribunaux sont encore compétents pour connaître du trouble apporté dans les exploitations; c'est ainsi que le conseil d'état l'a décidé en statuant sur une demande de concessionnaires contre une compagnie chargée de la construction d'une route en fer dont les travaux leur étaient préjudiciables. (C. d'état, 8 avr. 1831.)

L'autorité judiciaire est encore seule compétente pour statuer sur les demandes et oppositions des parties intéressées relativement aux travaux à faire sous les enclos murés, maisons ou lieux d'habitation. De même, un arrêté du préfet relatif à la direction des travaux, est un acte administratif qui ne fait pas obstacle à ce que les questions d'interêt privé soient portées devant les tribunaux; la connaissance des conventions particulières relatives aux redevances à payer aux propriétaires de la surface est essentiellement du ressort des tribunaux. (C. d'etat, 5 avr. 1816.)

Lorsqu'une concession de mines a été faite à un particulier en sa qualité de propriétaire, et qu'il s'agit de déterminer l'étendue de la concession d'après l'étendue de la propriété, s'il y a contestation sur l'etendue de cette propriété, cette question préjudicielle doit être soumise aux tribunaux avant que le conseil d'état prononce sur l'etendue de la concession. (C. d'état, 15 mai 1818.)

Tels sont en résumé les principes qui doivent régler la compétence des tribunaux. Les autres cas sont du ressort de la juridiction administrative. Mais celle-ci compte plusieurs degrés. Nous chercherons également à etablir les limites qu'il faut observer.

§ 2. Compétence des préfets.

Les préfets sont compétents :

Pour accorder aux propriétaires et maîtres de forges les permissions d'exploiter les minérais de fer d'alluvion ;

Pour donner leur avis tant sur la demande en érection de fourneaux, forges et usines, que sur les oppositions et demandes de préférence qui seraient survenues;

Pour déterminer, en cas de concurrence entre plusieurs maîtres de forge pour l'exploitation dans un même fonds, les proportions dans lesquelles chacun d'eux pourra exploiter sauf recours au conseil d'état;

Pour régler les proportions dans lesquelles chaque maître de forge aura droit à l'achat du minérai, s'il est exploité par le propriétaire;

Pour résoudre les difficultés qui s'élèveraient entre l'administration et les exploitants relativement à la délimitation des mines.

Mais un préfet excèderait ses pouvoirs en réglant l'exploitation des mines. Ce droit n'appartient qu'au gouvernement.

§ 3. Compétence des conseils de préfecture.

Les conseils de préfecture sont compétents :

Pour fixer l'indemnité due aux anciens exploitants par les nouveaux concessionnaires;

Pour décider les questions d'indemnité à payer par les propriétaires de mines, à raison des recherches ou travaux antérieurs à l'acte de concession; (C. d'état, 17 avr. 1832.)

Pour statuer sur les réclamations à fin de dégrèvement, ou de rappel à l'égalité proportionnelle en matière de redevances;

Pour statuer sur les contraventions commises par les concessionnaires dans les cas prévus par l'article 50;

Sur les contestations qui peuvent intervenir entre les propriétaires et les entrepreneurs de travaux publics à raison de l'exploitation des carrières;

Sur celles qui sont relatives à l'établissement des constructions nécessaires pour l'exploitation des mines, notamment à l'emplacement des *patouillets* ou *lavoirs* et à la hauteur des eaux qui doivent y être employées; (Cass., 6 mai 1806, S. 6, 2, 601.)

Sur les réclamations formées par des concessionnaires de mines, chargés par leur acte de concession de contribuer à la restauration et à l'entretien d'une route départementale, contre un arrêté de préfet qui a fixé leur part contributive; mais lorsqu'une ordonnance royale met à la charge des concessionnaires de mines un tiers des frais de restauration d'une route, et moitié des frais d'entretien, le conseil de préfecture ne peut, sur l'offre des concessionnaires de concourir aux frais de réparation et d'entretien seulement, les affranchir de l'obligation qui leur est imposée par l'ordonnance de concession. (C. d'état, 14 nov. 1833.)

Section VII. — Organisation administrative des mines.

Le service des mines est dans les attributions du directeur général des ponts-et-chaussées et des mines.

Il est dirigé sous sa surveillance par six inspecteurs généraux, dix ingénieurs en chef de première classe, douze ingénieurs en chef de seconde classe, seize ingénieurs ordinaires de première classe; vingt-huit ingénieurs ordinaires de seconde classe, et quatorze aspirants. (V. **Écoles des mines.**)

En outre il existe un conseil général composé des inspecteurs généraux résidant à Paris, et des inspecteurs divisionnaires appelés par le directeur général.

Le directeur général peut y appeler les ingénieurs de tous grades qui se trouvent à Paris; mais ils n'y ont que voix consultative. Un secrétaire de ce conseil est nommé par le ministre de l'intérieur sur la présentation du directeur général; il est pris parmi les ingénieurs.

Le conseil général est présidé par le ministre, et en son absence par le directeur général.

Il donne son avis sur les demandes en concessions, sur les travaux d'art auxquels il convient d'assujettir les concessionnaires comme condition de la concession, sur les reprises de travaux, sur l'utilité ou les inconvénients des partages de concessions, sur le perfectionnement des procédés de l'art, et sur tous les autres objets pour lesquels il est jugé utile au service de connaître l'opinion du conseil.

Il doit être nécessairement consulté sur les questions contentieuses qui doivent être décidées par le ministre de l'intérieur ou portées au conseil d'état. (D. 18 nov. 1810, art. 45 à 47.)

Ouvrages à consulter : *Recueil des édits, ordonnances et arrêts sur les mines et minières de France*, par Jouxte, 1681 ; Prault, 1645; *Code des Mines*, 1810, in-12, anonyme; *idem*, par Barrier, 1829, in-8°; *Code des ponts-et-chaussées et des mines*, par Ravinet, 1829, 3 vol. in-8°.

MINISTÈRE PUBLIC. — C'est une magistrature dont les fonctionnaires remplissent le rôle de partie publique, et sont chargés de faire exécuter les lois de police et de sûreté générale.

Ils sont, en quelque sorte, un intermédiaire entre le gouvernement et les citoyens; ils ven-

gent la société des atteintes qui lui sont portées, et sont, pour tous et contre tous, les soutiens de la loi, qu'ils ne peuvent jamais ni modifier ni dépasser. Tous les délits qui blessent l'ordre général ou de sûreté publique sont du ressort de ces magistrats. Ceux qui en ont souffert pourraient les pardonner; mais cette clémence est étrangère au ministère public, qui ne doit pas moins poursuivre la réparation de l'infraction à la loi, que ne peut jamais couvrir le consentement du citoyen à qui elle a préjudicié.

« En France, dit M. Portalis, le ministère public est le défenseur né de tous ceux qui n'en ont pas. Il est partie principale dans les affaires importantes, et partie jointe dans toutes. La partie publique veille, et tous les citoyens sont tranquilles; elle exerce toutes les actions du public; elle est la vive voix du faible et du pauvre; elle représente les absents; elle facilite les accès de la justice aux étrangers; elle propose leur defense; elle leur offre un appui, et se rend à leur égard le garant de la loyauté nationale. »

Dans ses rapports avec l'administration :

1° Le ministère public donne des conclusions dans toutes les affaires qui intéressent le roi, le domaine et les établissements publics. (V. **Domaine de l'état, de la couronne, etc., etc., Communes.**)

2° Lorsqu'une question attribuée à l'autorité administrative est portée devant les tribunaux, le ministère public est tenu de requérir le renvoi à l'autorité compétente, de faire inserer sa réquisition dans le jugement qui intervient, et si le tribunal refuse d'ordonner le renvoi, il doit en instruire le prefet, pour qu'il élève le conflit. (Arr. cons. 13 brum. an X.) (V. **Conflit.**)

Cependant, l'audition du ministère public n'est pas nécessaire dans les causes où il ne s'agit que de l'exécution entre particuliers d'un réglement administratif, ou de transactions particulières faites sur l'exécution de ce réglement. (Cass., 22 déc. 1824; C. proc., art. 83.)

3° Il exerce une surveillance préventive, dans certains cas, en matière de *police sanitaire*, par exemple : ainsi, les diplômes des docteurs et officiers de santé, les sages-femmes, et les titres des pharmaciens, sont enregistrés par ses soins au greffe, dans le mois de leur établissement; et il adresse chaque année, au ministre de la justice, copie certifiée de la liste des médecins qui exercent dans son arrondissement. (V. **Médecine.**)

4° Dans d'autres cas, il veille à ce qu'il soit pris inscription, au nom du trésor public, sur les biens des comptables, conformément à la loi du 5 septembre 1807, et le bordereau d'inscription prescrit par les articles 2148 et suivants, du Code civil, doit être envoyé au procureur du roi de la situation des biens. (V. **Comptables, Hypothèques.**)

5° En *matières électorales*, il prend connaissance des contestations portées devant les cours royales, reçoit les mémoires que lui adressent les préfets dont les décisions sont attaquées, et donne ses conclusions à l'audience; mais il n'agit que comme partie jointe. (V. **Élections.**)

6° Il visite les prisons et maisons d'arrêt, pour mettre le ministre de la justice à même d'apprécier les améliorations dont leur régime est susceptible. Il requiert que les détenus pour dettes envers l'état reçoivent la nourriture comme les autres prisonniers. (D. 4 mars 1808) (V. **Prisons.**)

A la tête du ministère public, se trouve le procureur général près la cour de cassation, qui a sous sa surveillance et sa direction six avocats généraux, qu'il charge de celles de ses fonctions qu'il ne remplit pas lui-même. (L. 27 vent. an VIII, art. 42; D. 6 juill. 1810, art. 42; O. 15 fév. 1815.)

Il a sous sa surveillance les procureurs généraux près les cours royales, qu'il peut poursuivre disciplinairement dans les cas prévus par les lois. Quant à lui, il ne peut être surveillé que par le ministre de la justice. (Sénatus-Consulte du 16 therm. an XI, art. 81, 84.)

Dans les cours royales, les fonctions du ministère public sont remplies par les procureurs et les avocats généraux, et par les substituts du parquet, et dans les tribunaux de première instance, par des procureurs du roi et des substituts. Le nombre des avocats généraux, des substituts du parquet et des substituts du procureur du roi est déterminé par l'étendue de la cour et la population de l'arrondissement. Elles sont exercées au Conseil d'état par les maîtres des requêtes ou des auditeurs; à la cour des comptes, par un procureur général; près les conseils de guerre, par un officier commis à cet effet. (V. **Conseil d'état, Cour des comptes, Conseil de guerre.**)

Il n'y a pas de ministère public près des tribunaux de commerce et des justices de paix.

Il n'y en a pas également près des conseils de préfecture.

Enfin, les fonctions du ministère public sont exercées près des tribunaux de simple police, soit par les commissaires de police, soit par les maires, soit par un membre du conseil municipal désigné à cet effet. (V. **Organisation judiciaire, Tribunal de police.**)

A consulter : 1° Le ministère public en France, par MM. *Ortolan* et *Ledeau*, avocats; 2 vol. in-8°, 1831;

2° Id., par *Schenck*.

MINISTRES.

SECTION I. § 1. Exposé. — § 2. Nomination des ministres. — Révocation. — § 3. Conseil des Ministres. — § 4 Sous-secrétaire d'état.
SECTION II. Responsabilité des ministres.
SECTION III. Organisation du ministère.
§ 1. Ministre des affaires étrangères. — § 2. Ministre du commerce. — § 3. Ministre des finances. — § 4. Ministre de la guerre. — § 5. Ministre de l'instruction publique. — § 6. Ministre de l'intérieur. § 7. Ministre de la justice et des cultes. — § 8. Ministre de la marine et des colonies.
SECTION IV. Traitement des Ministres.

SECTION Ire. — § 1. Exposé.

Au roi seul appartient la puissance exécutive; mais il ne pourrait vaquer par lui-même à l'expédition de toutes les affaires de l'état sans agents intermédiaires entre lui et les administrés. Au premier ordre sont les ministres ou secrétaires d'état, qui, participant au gouvernement comme conseil du prince, reçoivent directement de lui l'action qu'il doit communiquer à toutes les branches de l'administration.

Ils proposent et contre-signent, sous leur responsabilité personnelle, les actes de l'autorité royale. (V. ci-après, sect. II.)

Ils peuvent être membres de la chambre des pairs et de la chambre des députés; ils ont, en outre, leur entrée dans l'une ou l'autre chambre, et doivent être entendus quand ils le demandent. (Ch. const., art. 46.)

Chargés de surveiller l'exécution de toutes les lois, ils dirigent les autres agents de l'administration, correspondent avec eux, leur donnent des instructions nécessaires, et envoient des circulaires explicatives dans certains cas, font des réglements pour assurer l'exécution des lois et la régularité de l'administration.

Ils exercent une censure sévère sur la conduite des agents secondaires, et les abus qui peuvent s'introduire.

Ils traitent au nom de l'état; passent des marchés pour l'exercice de leur département.

Ils sont les ordonnateurs généraux des dépenses publiques et publient leurs comptes, qui doivent être soumis aux chambres. (L. 15-17 juin 1791, art. 96; Arr. 1er nivose an IX.)

Ils exercent un droit de haute tutelle dans l'administration des intérêts des communes et des départements.

Leur autorité s'exerce aussi sur les citoyens, ou par des mesures réglementaires, ou par des décisions individuelles; mais, dans ce cas, comme juridiction contentieuse au premier degré, et sauf recours au Conseil d'état sur certaines matières; ou sur l'appel de certains arrêtés des préfets, rendus notamment en matière d'*alignement*, *voirie*, *mines*, *cours d'eau*, *domaines nationaux*, *budgets communaux*, etc., etc.

Quelquefois aussi, et quand leurs décisions sont purement administratives, elles ne sont pas susceptibles d'être attaquées par la voie contentieuse. Les parties lésées n'ont que la voie du recours direct devant les ministres, ou celle de supplique au roi.

D'autres matières enfin excèdent leur compétence; cependant elles sont mises en discussion devant eux; mais, en ce cas, leur avis n'est pas un jugement, conséquemment non susceptible de pourvoi.

Les ministres sont donc tout à la fois, administrateurs, tuteurs et juges; *administrateurs*, lorsque leurs fonctions s'exercent sur les intérêts généraux de la société en dirigeant et éclairant l'exécution des lois; *tuteurs*, lorsqu'ils surveillent, sanctionnent ou contrôlent les actes de gestion de l'administration communale; *juges*, lorsqu'ils statuent dans les cas énoncés ci-dessus.

On a souvent attaqué cette juridiction contentieuse des ministres comme incompatible avec la responsabilité consacrée par la Charte; mais elle ne continue pas moins à subsister.

Le droit de juridiction qu'ils exercent en ce cas provient d'une delégation spéciale du pouvoir exécutif.

Le mode de procéder devant les ministres n'a été organisé par aucune loi ni aucun réglement.

L'instruction des affaires s'y fait sans frais, par la voie ordinaire des memoires et des pétitions. Dans la pratique, on divise la procedure en deux periodes :

1° L'information, qui se compose des publications et affiches, des enquêtes *de commodo et incommodo* ou expertises, des plans et devis, des observations, rapports et témoignages des hommes de l'art, des avis des autorités locales, et des contrôles des autorites intermédiaires;

2° L'examen, qui se compose du rapport et de la discussion. (V. Décisions ministérielles.)

§ 2. Nomination des ministres. Révocation.

Le roi nomme les ministres (L. 25 mai 1791); on conçoit toute l'importance de ce choix. Quand il les nomme, c'est à lui à s'assurer s'ils ont des principes et des vues conformes aux siennes, et en même temps si ces vues et ces principes sont d'accord en tout, ou diffèrent en quelque chose de l'opinion de la majorité des chambres, et surtout s'ils diffèrent de la volonté nationale et de

l'intérêt général, qui sont la règle du roi, des ministres et des chambres.

La formation d'un ministère est chose difficile à cause des nombreux intérêts qu'il faut avoir l'art de concilier ; il faut, en un mot, trouver huit ministres qui n'aient qu'une seule manière de voir, et qui acceptent, vis-à-vis de la nation, la solidarité d'un même principe. Alors seulement il peut y avoir de l'harmonie et de l'ensemble dans un gouvernement. Le plus souvent, le roi ne désigne lui-même que le président du conseil, et charge alors celui-ci de composer le ministère.

Un ministère qui n'a pas pour lui la majorité des chambres est sans force, sans autorité, et les membres qui le composent sont alors obligés de se retirer.

Sans attendre leur démision, le roi peut également les révoquer. (L. 25 mai 1791.)

§ 3. Conseil des ministres.

La réunion de tous les ministres constitue le conseil des ministres, qui se réunit, tantôt chez le roi, tantôt chez l'un des ministres que le roi a désigné comme président. Ce conseil délibère sur les matières de haute administration, sur la législation administrative, sur tout ce qui tient à la police générale, à la sûreté du royaume et au maintien de l'autorité royale. Le conseil des ministres n'a que des fonctions purement consultatives, en ce sens qu'il ne peut, sans la volonté du roi, prendre aucune décision obligatoire; mais ses délibérations n'en ont pas moins une très-grande importance, puisque, le roi ne pouvant agir sans ses ministres, ceux-ci, en refusant leur concours, l'obligent à changer de ministère et, par cela même, à modifier le système politique du gouvernement. (O. 29 juin 1814; *Foucart*, t. II, p. 7.)

§ 4. Sous-secrétaire d'état.

Le roi peut, au-dessous des ministres, placer à la tête de chaque département ministeriel un sous-secrétaire d'état.

Il y a peu d'exemples en France de nominations de sous-secretaires d'état; le dernier est une ordonnance en date du 4 avril 1835, qui adjoint un sous-secrétaire d'état au ministre de l'interieur. Il serait à désirer, toutefois, que cette institution pût généralement exister et se maintenir de même qu'en Angleterre. Là le sous-secrétaire d'état est chargé des signatures et de toutes les expéditions de détail, tandis que le ministre se livre exclusivement aux questions de haute politique et aux débats parlementaires. Il en résulte cet avantage que les intérêts des administrés ne sont jamais laissés en souffrance, par suite du soin continu qu'on apporte à leur examen. Que d'exemples, au contraire, n'avons-nous pas en France, d'affaires importantes dont l'examen est renvoyé *après la session!* L'existence des sous-secrétaires d'état dans la hiérarchie administrative détruirait cette objection.

Mais il faudrait préalablement déterminer leurs attributions dans chaque ministère, et la part qu'ils doivent supporter dans la responsabilité ministérielle.

Jusqu'ici, c'est un des motifs qui ont empêché de donner plus de durée à cette institution.

Section II. — Responsabilité des ministres.

La personne du roi est inviolable et sacrée (Charte, art. 12). Mais si la loi politique l'a environnée de cette inviolabilité en matière de gouvernement, elle n'a pas voulu, toutefois, laisser les personnes et les propriétés sans garantie contre les actes qu'elle peut faire; ainsi donc, aucun de ses actes n'est exécutoire qu'autant qu'il est contresigné par un ministre qui, dès lors, en devient responsable. (Charte, art. 12.)

Cette responsabilité, on le sait, est la base du gouvernement représentatif; elle assure aux citoyens l'efficacité de toutes les garanties constitutionnelles, au pouvoir exécutif la liberté de son action, et à la puissance législative l'inviolabilité de ses prérogatives.

La responsabilité des ministres tient à la nature même de leurs fonctions. Nécessairement placés entre la nation et le souverain, qui n'agit le plus souvent que d'après leurs rapports, ils doivent répondre des fausses directions, des excès de pouvoir, que le refus de leur contre-seing peut d'ailleurs toujours arrêter.

Aussi la responsabilité ministérielle se trouve-t-elle, sinon en théorie, du moins en action sous toutes les formes de gouvernement, despotique et sanglante en orient, capricieuse et persécutrice sous les monarchies absolues. (Sauzet.)

Toutefois ce n'est que sous les gouvernements constitutionnels qu'elle prend une assiette régulière, et une organisation légale qui garantit à la fois de l'oppression, et le pays dont on viole les droits, et le dépositaire du pouvoir que poursuivent les colères nationales.

L'Angleterre nous a donné sur ce point comme sur les autres les premières leçons du gouvernement représentatif.

Mais la responsabilité ministérielle ne pouvait être sagement organisée avant la Charte de 1814.

La Constitution de 1791, en n'admettant qu'une seule chambre, rompait tout l'équilibre entre l'accusation et la défense et laissait le jugement sans garantie. Nos *diverses constitutions républicaines*, méconnaissant l'inviolabilité d'un pouvoir exécutif souverain, ne pouvaient définir sagement la responsabilité ministérielle.

La *Constitution impériale* ne la laissait guère subsister que pour la forme, et la puissance souveraine en absorbant les délibérations du conseil, enlevait à la nation la vérité de son contrôle sur les dépositaires du pouvoir.

La Charte de 1814 a posé les véritables bases consacrées également par la Charte de 1830: L'inviolabilité royale; mais bien que la responsabilité soit consacrée par l'article 12 de la Charte, elle est mal définie et attend de la législation une nouvelle sanction qui en détermine nettement les effets et établisse d'une manière invariable les limites du pouvoir ministériel (1). Dans l'état actuel de la législation, les ministres ne peuvent être mis en accusation que d'après la Charte, c'est-à-dire seulement pour trahison ou concussion. (L. 27 avril 1791, art. 27, 28, 29. D. 10 vend. an IV, art. 10, 11, 12. Const. 22 frim. an VIII, art. 72.)

En cas de *trahison*, c'est-à-dire, lorsqu'ils attentent par quelque moyen que ce soit à la sûreté de la personne du roi, des membres de la famille royale, à la Charte constitutionnelle, à la sûreté intérieure ou extérieure du royaume.

En cas de *concussion*, c'est-à-dire lorsqu'ils ordonnent des perceptions illégales, lorsqu'ils détournent directement ou indirectement les deniers de l'état, ou lorsqu'ils abusent dans un intérêt privé du pouvoir qui leur est confié.

On pourrait y ajouter la *prévarication*, c'est-à-dire le cas où les ministres compromettent sérieusement les intérêts de l'état par la violation ou l'inexécution des lois, ou par l'abus du pouvoir qui leur est également conféré, ce qui arriverait s'ils dépassaient les crédits ouverts par le budget à leur département, et si les crédits supplémentaires ou extraordinaires par eux demandés, avaient été rejetés; dans ce cas cependant, il y aurait à distinguer entre l'erreur et le crime, car on ne saurait engager la responsabilité civile d'un ministre qui s'est trompé grossièrement. S'il s'agit d'une somme forte, la fortune du ministre ne suffira pas, si la somme est légère, la réparation est illusoire; la punition du ministre en ce cas sera la perte de la majorité; on le reconnaît incapable, il perdra la confiance du roi et des chambres. Il n'est pas besoin d'autre punition.

L'accusation par la chambre des députés, le jugement par la chambre des pairs, ce sont là les conditions d'une bonne organisation pour la responsabslité des ministres.

La responsabilité peut être de trois sortes : *morale*, *civile*, ou *criminelle*.

La première est la plus générale; si parce qu'elle ne se résout pas en peines afflictives ou pécuniaires, elle a moins d'importance aux yeux de quelques esprits, on doit cependant la placer au premier rang. Elle a pour juge l'*opinion*. La responsabilité *morale* se multiplie et se diversifie de toutes les manières; elle s'attache à tous les actes, elle embrasse toutes les difficultés, elle accompagne pour ainsi dire chacun des pas du pouvoir.

La responsabilité *civile* doit avoir pour but de ramener constamment les ministres dans les limites de leurs crédits législatifs, pour les forcer à s'y renfermer, ou tout au moins à n'en sortir qu'autant que l'interêt de l'état l'exige, et pour leur rendre plus présent le devoir d'une surveillance active, sur toutes les branches de l'administration qui leur est confiée.

La responsabilité *criminelle* s'applique aux actions qui se proposent un grand but politique tel que le renversement des lois ou un changement dans la forme du gouvernement.

Enfin, ces trois catégories de responsabilité assurent la responsabilité du prince et deviennent pour les citoyens la garantie la plus puissante de leurs droits.

Pour donner un exemple de la manière dont la responsabilité ministérielle doit être entendue, nous ne pouvons mieux faire que de citer l'exemple le plus récent qu'offre notre histoire, et de rapporter un extrait du fameux arrêt rendu par la cour des pairs le 21 décembre 1850 : « Sont coupables de trahison et tout-à-fait inexcusables (dans le sens constitutionnel) les ministres qui signent et publient des ordonnances attentatoires aux lois fondamentales et aux libertés du pays. »

Peu importerait qu'ils eussent agi sans motifs personnels et par pure déférence pour la volonté individuelle du chef de l'état.

Peu importerait encore qu'ils eussent opéré ou tenté le coup d'etat dans l'intime conviction qu'il y avait nécessité pour le maintien du trône.

Vainement on alléguerait que la justice nationale constitutionnelle ne peut s'exercer à l'égard d'un crime politique déjà puni par la justice nationale extraordinaire, par un coup d'etat populaire brisant le trône et chassant la dynastie antipathique.

(1) L'article 69 de la charte § 2. [porte qu'il sera pourvu par une loi spéciale à la responsabilité des Ministres et des autres agens du pouvoir. Différents projets ont été présentés mais jusqu'à présent sans résultat.

Vainement, on alléguerait que la *responsabilité* ministérielle est le corrélatif de l'*inviolabilité* royale, qu'elle suppose un ministère dirigeant ou gouvernant, et un roi se bornant à choisir et surveiller ses ministres.

Vainement, on dirait que la *responsabilité* a été couverte, dès lors que le grand justicier national, méconnaissant l'*inviolabilité* du roi parjure, a prononcé sa déchéance et celle de sa dynastie, comme ayant été, lui personnellement, sciemment et volontairement l'auteur du *coup-d'état* opéré ou tenté contre les lois et les libertés nationales.

En un tel cas, les ministres ne cessent pas d'être punissables, comme complices ou comme responsables, etc.

Mais une arrestation ar traire ne saurait donner lieu contre eux à une poursuite, qu'autant qu'elle constituerait l'un ou l'autre des crimes, de trahison ou concussion prévus par la Charte. Hors ces cas et celui où le ministre aurait agi comme personne privée, il n'est justiciable que de l'opinion publique et de la censure des chambres pour attentat à la liberté individuelle. (Dall.)

Ainsi jugé par la Cour de Paris, le 2 mars 1829, D. 29, 2, 11, « qu'en l'absence de lois particulières sur la responsabilité des ministres, et d'après la division du pouvoir judiciaire et administratif, l'autorité judiciaire doit se déclarer incompétente pour connaître de toute action, même civile, en dommages-intérêts, dirigée contre un ancien ministre, à raison de ses fonctions.

Consulter sur responsabilité des ministres le rapport de M. Barthe à la chambre des pairs, séance du 7 avril 1836. Voyez pour la discussion le Moniteur des 13, 14 et 15 avril 1836.

Section III. — Organisation du ministère.

Par le décret des 27 avril et 25 mai 1791, l'assemblée nationale posa le principe de l'organisation du ministère, et déclara que les ministres seraient au nombre de six.

Mais, depuis cette époque, il est peu de fonctions qui aient été autant modifiées par le pouvoir, ou soumises par les circonstances à un aussi grand nombre de vicissitudes.

Après que l'assemblée nationale eût déclaré, le 10 août 1792, que les ministres avaient perdu la confiance de la nation, il fut d'abord procédé dans le sein de cette assemblée par la voie du sort à l'élection de nouveaux ministres.

En l'an II, la convention les supprima et les remplaça par douze commissions, savoir 1° : des administrations civiles, de la police et des tribunaux; 2° de l'instruction publique; 3° de l'agriculture et des arts; 4° du commerce et des approvisionnements; 5° des travaux publics; 6° des secours publics; 7° des transports, postes et messageries; 8° des finances; 9° de l'organisation et du mouvement de l'armée de terre; 10° de la marine et des colonies; 11° des armes, poudres et mines; 12° des relations extérieures.

En l'an IV, elles sont supprimées et remplacées de nouveau par les six ministres qu'avait institués le décret de 1791, savoir : de la justice, de l'intérieur, des contributions et revenus publics, de la guerre, de la marine et des affaires étrangères.

Depuis ils ont été assez généralement maintenus, sauf quelques modifications dans les attributions, les titres ou l'adjonction de quelque nouveau ministère.

Tels furent 1° ceux de *la police générale* créé, 12 nivose, an IV; 2° *du trésor public* créé le 2 vendémiaire, an X; 3° des *cultes*, le 21 messid. an XII; 4° des *manufactures et du commerce*, le 22 janvier, 1812; 5° de la *maison du roi*, le 9 juillet 1815; etc.

Par ordonnance du même jour, 9 juillet 1815, la réunion des ministres reçut le nom de conseil des ministres; l'un d'eux fut décoré du nom de président du conseil; enfin, chacun d'eux s'appela ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, des finances, etc.

Aujourd'hui, il y a huit ministres, savoir :
Un au département des affaires étrangères;
Un au département du commerce;
Un au département des finances;
Un au département de la guerre;
Un au département de l'instruction publique;
Un au département de l'intérieur;
Un au département de la justice et des cultes;
Un au département de la marine.

Leurs attributions sont distinguées nécessairement par la nature de ces différents services.

Leur autorité s'exerce sur toute l'étendue du territoire, même hors du royaume, là où s'étend aussi l'exécution de ce service.

§ 1. Ministère des affaires étrangères.

Son département comprend quatre directions :
La direction politique.
La direction commerciale.
La direction de la comptabilité et celle des archives.

De la première, dépend le *bureau du protocole*, qui comprend l'expédition des traités conventions, et autres actes politiques; des pleins pouvoirs, commissions, brevets, provisions, *exequatur*; les

ratifications du roi ; les lettres de notification, de créance, de rappel et de recréance ; le cérémonial et le protocole ; les priviléges des ambassadeurs, les audiences diplomatiques et la présentation des étrangers au roi.

La *direction des archives* comprend la conservation, le classement et le relevé par tables analytiques de toutes les correspondances du ministère ; la collection des traités et documents diplomatiques de tout genre, le dépôt des ordonnances royales et décisions ministérielles relatives aux agents du département, et la correspondance qui se rattache à leur exécution ; la recherche de tous les documents et renseignements demandés soit pour le service particulier des directions, soit dans des intérêts publics ou privés.

De la direction des archives dépend le bureau de la chancellerie qui est chargé, sous les ordres du directeur des archives, de la correspondance concernant les réclamations particulières de sujets français envers les sujets étrangers, ainsi que des travaux relatifs aux passe-ports et légalisations ; à l'état civil ; aux commissions rogatoires ; à la transmission des actes judiciaires ; aux significations à l'étranger, etc.

La *direction de la comptabilité* comprend tous les travaux généraux et particuliers relatifs aux finances du ministère, les correspondances avec les agents politiques et commerciaux, sur toutes matières de comptabilité. (V. **Agents diplomatiques**).

§ 2. Ministre du commerce [1].

Les attributions du ministre du commerce comprennent :

La préparation et la présentation des lois de douanes ; la recherche et la publication de tous les documents statistiques sur le commerce, l'industrie et l'agriculture ; l'instruction des demandes et réclamations ayant pour objet l'application des lois des douanes, ou la protection du commerce français à l'étranger.

L'administration et l'organisation des chambres du commerce et des chambres consultatives des arts et des manufactures ; la confectiou et l'application des reglements relatifs aux professions industrielles.

La delivrance des brevets d'invention ; l'autorisation et les statuts des sociétés anonymes, des compagnies d'assurances, des caisses d'épargne. L'établissement des foires et marchés ; la police des subsistances.

La confection des listes des commerçants notables : la nomination des agents de change et courtiers (à l'exception des agents de change de Paris qui demeurent dans les attributions du ministère des finances).

L'organisation et composition des conseils des

[1] La nécessité de confier les intérêts de l'agriculture et du commerce à une administration spéciale fut sentie à une époque déjà loin de nous.

Sully, qui avait compris que l'industrie agricole devait puissamment réagir sur le commerce et lui imprimer une grande activité, disait : « La terre est le dépôt des premières » richesses. C'est à multiplier ces richesses que consiste l'a» bondance de l'État, et pour assurer leur multiplication, il » faut que le commerce leur ouvre des debouchés. »

C'est sous cette inspiration que le conseil du commerce fut créé en 1607, dégagé dès lors du contrôle général des finances, et souvent présidé par Henri IV lui-même. Richelieu, Mazarin et Colbert conservèrent non-seulement cette institution, mais encore ils aggrandirent ses attributions.

Ce ne fut qu'en 1791 que le conseil du commerce fut réuni au ministère de l'intérieur, mais le commerce, l'agriculture et l'industrie ne cesserent de réclamer contre cette confusion, et d'insister pour que la préparation des traités et des tarifs fût confiée à un ministère spécial. Le ministère du commerce et des manufactures, créé en 1812, fut emporté dans le mouvement de 1814 ; mais l'expérience des faits antérieurs ne permit pas de maintenir longtemps sous l'influence purement fiscale du ministre des finances, ni sous la direction politique du ministre de l'intérieur l'initiative et l'exécution des lois qui embrassent les intérêts divers de la production. Le bureau et le conseil supérieur du commerce, placés d'abord sous l'influence directe du président du conseil des ministres, devinrent un ministère. Supprimé en 1829, il a été rétabli par l'ordonnance du 15 mars 1831.

Pour bien apprécier l'utilité et l'importance du ministère du commerce, il faut jeter un coup d'œil sur l'essor prodigieux que l'industrie a pris depuis 1815. A cette époque, les grands centres de fabrication existaient à peine. La guerre paralysait tout. Mais depuis, la population des villes a presque doublé. Saint-Étienne, Mulhouse, Roubaix, Tarare, de petites villes qu'elles étaient, sont devenues des villes manufacturières du premier ordre. L'Alsace et la Lorraine d'un côté, le Forez et le Dauphiné de l'autre se sont couverts de filatures, de fabriques de toiles de coton, de soieries, de draperies et de dentelles. La Flandre et l'Artois se sont couverts de forges et d'usines de toute nature : le sucre de betterave dans les départements du Nord, la porcelaine dans celui de la Haute-Vienne, sont des industries qui n'existaient pas il y a quarante ans. Dans les départements du centre, dans ceux des Vosges, des Ardennes, du Doubs, l'exploitation des mines, la fabrication du fer, de la tôle et du fer-blanc ont été décuplées. Il n'y a plus un cours d'eau qui n'active des forges, des tréfileries, des moulins, des papeteries. Presque pas un pays de plaines ou ne s'aperçoivent des machines à vapeur.

Les fabriques de produits chimiques qui n'existaient pas il y a cinquante ans, abondent aujourd'hui. Enfin, les progrès de l'industrie ont enfanté des milliers d'établissements dont la prospérité est la condition d'existence de plus de 6 millions d'ouvriers qui y gagnent leur salaire au jour le jour, d'une foule de capitalistes et de rentiers grands ou petits qui y ont placé ce qu'ils possedent.

Le développement de toutes les industries, et celui du commerce, justifient donc complètement l'utilité d'un ministère chargé spécialement de leurs intérêts.

La commission chargée d'examiner le budget de 1836 a émis le vœu que les travaux publics et les ponts-et-chaussées fussent réunis au ministere du commerce, afin qu'il possédât alors tous les éléments qui peuvent le plus contribuer a la prospérité de l'industrie. (L'O. du 2 mars 1836 y a répondu.)

prud'hommes; l'administration des poids et mesures. Le conservatoire des arts et métiers, les bergeries, les écoles vétérinaires, les haras royaux.

La distribution des encouragements au commerce, à l'industrie, à l'agriculture. La liquidation des primes à la pêche, les secours aux colons, les secours pour grêle et incendie, l'administration et les reglements sanitaires, les établissements thermaux.

L'organisation et la présidence du conseil supérieur du commerce, des conseils spéciaux du commerce, de l'agriculture et des manufactures, du conseil supérieur de santé. (O. du 6 avr. 1834, art. 3.)

Enfin une ordonnance, du 2 mars 1836, place dans les attributions du ministère du commerce, la direction générale des ponts-et-chaussées et des mines, placée, par l'ordonnance de 1834 susdite, dans les attributions de ministère de l'intérieur.

Le département du commerce comprend un secretariat général et une seule direction : celle de l'industrie agricole et manufacturière, et une seule division : celle de la comptabilité générale.

§ 3. Ministre des finances.

Le département des finances comprend l'administration des revenus publics, de la dette inscrite et des monnaies, la comptabilité des finances de l'état.

L'établissement et réglement du budget général de chaque exercice; la présentation au roi et aux chambres de tous les projets de lois sur les finances.

Les assiette, répartition et perception des impôts directs et indirects; l'exploitation des domaines et des bois, des postes, des tabacs, du timbre.

La vérification de la fabrication et du titre des monnaies.

Les établissements, régies et entreprises qui donnent un produit au trésor royal.

Le mouvement des fonds, négociations et opérations de la trésorerie.

Les relations avec la banque de France et avec la chambre syndicale des agents de change de Paris.

La surveillance des caisses publiques et des préposés comptables, la vérification de leurs comptes et de leurs pièces justificatives à soumettre au jugement de la cour des comptes.

Les descriptions, contrôle et centralisation de tous les faits relatifs à la recette et à l'emploi des deniers publics.

L'inscription de rentes, pensions et cautionnements.

Le contentieux et l'agence judiciaire.

Les liquidations et ordonnancement de toutes les dépenses des divers services des finances et de celles qui ne ressortissent à aucun ministère.

Les acquittements, contrôle et justification de toutes les dépenses publiques ordonnancées par les ministres.

La nomination aux emplois de finance administratifs et comptables, et à ceux d'agents de change près la bourse de Paris.

La proposition aux places de fonctionnaires comptables, dont le roi s'est réservé la nomination. (L. 27 avril, 27 mai 1791, art. 9.)

Le département des finances comprend pour ses opérations centrales un secrétariat général et quatre directions, savoir :

1° La direction du mouvement général des fonds.

2° La direction de la dette inscrite.

3° La direction du contentieux des finances.

4° La comptabilité générale des finances.

Il comprend encore sept administrations, savoir : 1° de l'enregistrement et des domaines; 2° des douanes et des sels, 3° des contributions indirectes, 4° des tabacs, 5° des postes, 6° des forêts, 7° de la loterie (supprimée le 1er janvier 1836.) Enfin, la commission des monnaies dépend encore du ministère des finances.

§ 4. Ministre de la guerre.

Il a 1° la surveillance et la direction des troupes de ligne, de l'artillerie, du génie, des fortifications, des places de guerre et des officiers qui commandent les troupes;

2° Il a également la surveillance et la direction du mouvement et de l'emploi des troupes contre les ennemis de l'état, pour la sûreté du royaume ainsi que pour la tranquillité intérieure;

3° Il a en outre la direction et la surveillance de la gendarmerie, mais seulement pour les commissions d'avancement, la tenue et la police militaire;

4° Il est chargé du travail sur les grades et avancements militaires, et sur les récompenses dues suivant les lois, à l'armée ainsi qu'aux employés de son département;

5° Il donne les ordonnances pour la distribution des fonds de son département et il en est responsable; il a l'administration du service des hôpitaux militaires;

6° Il présente chaque année à la législature l'etat detaillé des forces de terre et des fonds employés dans les diverses parties de son département; il indique les economies ou les améliorations dont telle ou telle partie est susceptible. (L. 27 avril-25 mai 1791, art. 10.)

Le service du département de la guerre se répartit entre un secrétariat général, quatre directions,

savoir : 1° de l'infanterie, 2° de la cavalerie, 3° de l'administration, 4° des fonds et de la comptabilité générale.

Enfin, de deux commissions, 1° la commission mixte des travaux publics chargée de délibérer et de donner son avis sur les affaires renvoyées à son examen et qui intéressent les départements de l'intérieur, de la guerre et de la marine, dans les travaux militaires qui sont ordonnés dans la zône militaire du royaume. (O. 28 déc. 1828.)

2° Du grand conseil d'administration des Invalides.

§ 5. Ministre de l'instruction publique.

Il dirige l'enseignement dans tout le royaume et exerce les fonctions de grand-maître de l'université; correspond avec toutes les académies du royaume. (V. **Université.**)

Il présente les candidats aux places vacantes, 1° dans les différentes facultés de théologie, droit, médecine, des sciences et des lettres, 2° aux places vacantes d'administration ou d'enseignement dans les colléges royaux et les colléges communaux; liquide les pensions de retraite des divers fonctionnaires de ces établissements, etc., etc.

Il veille à l'organisation des écoles primaires publiques, élémentaires et supérieures, et des écoles normales primaires, en un mot à l'exécution, dans toute l'étendue du royaume, de la loi de juin 1833 sur l'organisation de l'instruction primaire.

L'institut royal de France, les sociétés savantes et littéraires sont dans son département.

Il comprend trois divisions, 1° du personnel et de l'administration, 2° de la comptabilité génerale et du contentieux, 3° des sciences et des lettres.

Le ministère de l'instruction publique a été créé le 24 août 1824; il embrassait alors l'administration des affaires ecclésiastiques qui, par ordonnance du 11 octobre 1832, a été réunie au ministère de la justice.

§ 6. Ministre de l'interieur.

Les attributions du ministre de l'intérieur comprennent :

Le personnel des préfets, sous-préfets, conseillers de préfecture, des maires et adjoints et autres fonctionnaires administratifs;

L'exécution des lois sur les élections;

L'organisation et l'administration des gardes nationales;

Le service de la gendarmerie, de la garde municipale, des sapeurs-pompiers de Paris (concurremment avec le ministre de la guerre et suivant les attributions propres à chacun d'eux).

La police génerale du royaume, l'administration des telégraphes, l'application des réglements relatifs à l'imprimerie et à la librairie;

L'administration générale des départements, des communes, des hospices et établissements de bienfaisance;

La direction des monuments publics, bâtiments civils;

L'administration des beaux-arts et des théâtres;

La conservation des archives du royaume. (O. 6 avril 1834, art. 1.)

Le département de l'intérieur comprend un secrétariat général et trois directions seulement, savoir : 1° du personnel, 2° de l'administration départementale et municipale, 3° des bâtiments et monuments publics. Mais ces directions se subdivisent en plusieurs divisions telles que celles de la police générale, des gardes nationales et des affaires militaires; des beaux-arts et de la comptabilité générale.

Depuis l'ordonnance du 4 avril 1835, ces divisions sont dirigées sous l'autorité du ministre, par un sous-secrétaire d'état chargé d'appeler l'attention du ministre sur tout ce qui touche au personnel de l'administration; par ses soins elle obtient à la fois plus de puissance et plus d'ensemble; l'action de la police est devolue au même fonctionnaire; c'est l'ancienne division du ministère de la police générale dont on lui a confié les attributions: police générale et de sûreté, tranquillité intérieure du royaume, service de la gendarmerie, police des prisons de toute nature, police des mœurs publiques, jeux, fêtes, spectacles, dépenses ostensibles et secrètes; il a aussi l'administration des communes.

La création d'un sous-secrétaire d'état est fort utile pour le temps surtout où la politique absorbe les moments du ministre, et l'empêche de se livrer aux examens de détail. A ce sujet on a mis en question l'existence du secrétaire-général, c'est mal comprendre le mécanisme du pouvoir. Il importe qu'il y ait un fonctionnaire pour faire la division du travail, qui renvoie aux bureaux les pièces concernant les affaires journalières, réservant à l'examen et à l'approbation du ministre les affaires importantes. Dépositaire de la pensée du ministre, le secrétaire-général réunit d'ailleurs à ces fonctions ordinaires d'importantes attributions; il prend part au choix du personnel, il veille à l'ordre qui règne dans l'administration et exerce partout une surveillance et une impulsion nécessaires. (V. *Suprà*, *Sect.* 1., § 4.)

Nous observerons ici qu'une circulaire du ministre de l'intérieur, du 5 germinal an VIII, prescrit aux particuliers, aux maires et aux adjoints, aux conseils municipaux, aux administrateurs de

tout établissement public, aux employés des prisons, etc., etc., de ne lui adresser aucune lettre, mémoire ou pétition que par l'intermédiaire du prefet et d'après son examen; sans cette formalité, toute lettre est renvoyée sans réponse, à moins qu'elle ne contienne contre le préfet des plaintes pour déni de justice administrative.

§ 7. Ministre de la justice et des cultes.

Le ministre de la justice, dépositaire des sceaux de l'état, scelle les lois et ordonnances qu'il promulgue au nom du roi.

Il a *l'organisation* et la surveillance de toutes les parties de l'ordre judiciaire; *l'organisation* et le régime du notariat.

Il *correspond* avec les cours royales et tribunaux, pour l'exécution des lois et réglements, avec les procureurs-généraux et les procureurs du roi sur tout ce qui est soumis à l'action et confié à la surveillance du ministère public;

Il fait des *rapports* au roi sur les matières de législation, sur l'administration de la justice, sur les conflits entre les autorités administratives et judiciaires, sur les demandes de dispense d'âge et de parenté pour mariage, sur les demandes en naturalisation, et il fait le rapport des recours en grâce, des commutations de peine, rehabilitation, etc.

Son *budget* se compose des dépenses de l'ordre judiciaire, de l'imprimerie royale et du Bulletin des lois;

Il *exerce*, relativement à la cour des comptes, toutes les attributions déterminées par l'ordonnance du 25 juillet 1814;

Il peut *nommer* les conseillers qui doivent siéger soit comme présidents, soit comme juges, aux assises;

Les décisions des cours royales, qui prononcent ou confirment la censure avec réprimande ou la suspension provisoire d'un juge, ne sont mises à exécution qu'après avoir été approuvées par le garde-des-sceaux. Il peut aussi *mander* auprès de sa personne les membres des cours et tribunaux, ainsi que les officiers du ministère public, à l'effet de s'expliquer sur les faits qui pourraient leur être imputés.

Les mesures de *discipline* arrêtées par les cours et tribunaux contre les officiers ministériels, sont également soumises à l'approbation du garde-des-sceaux.

Le département du ministère de la justice comprend un secrétariat général et *quatre divisions*, 1° du personnel; 2° des affaires civiles et du sceau; 3° des affaires criminelles et des grâces; 4° de la comptabilité et des pensions.

Une direction : celle de l'imprimerie royale qui embrasse l'impression, la distribution et l'impression des lois, ordonnances, réglements et actes de l'autorité royale; le service général des ministères et administrations centrales et spéciales, dont les impressions sont payées sur les deniers de l'état. (O. 25 avril 1823.)

Une *administration* : celles des cultes.

L'administration des cultes, réunie au ministère de la justice par ordonnance du 11 octobre 1832, se partage en trois divisions, 1° du culte catholique; 2° des cultes non catholiques, et 3° de la comptabilité.

Elle comprend : 1° L'examen et l'approbation des projets d'acquisition, d'aliénation, d'échanges, constructions ou réparations concernant les cathédrales, archevêchés ou évêchés, séminaires diocésains et écoles secondaires ecclésiastiques; l'approbation des adjudications; le réglement définitif des comptes des travaux; les relations avec les conseils des bâtiments civils; le réglement des budgets locaux pour l'emploi des fonds affectés aux édifices diocésains.

2° L'application des fonds destinés aux travaux et acquisitions concernant les édifices diocésains; les bibliothèques des évêchés et séminaires; la réception des comptes annuels des séminaires; les maisons de retraite pour les prêtres âgés ou infirmes; les questions d'art concernant les monuments religieux;

3° Les bulles, brefs et rescrits de la cour de Rome; les légalisations; les nominations aux archevêchés, évêchés et canonicats du chapitre de Saint-Denis; la présentation à l'agrément du roi des nominations aux vicariats-généraux, aux canonicats et aux cures; la transmission de ces diverses ordonnances; le travail concernant la nomination aux bourses fondées dans les grands séminaires; la tenue des livres matricules de tous les titulaires nommés ou agréés par le roi.

4° L'administration temporelle du chapitre de Saint-Denis; l'ameublement des archevêchés et évêchés; l'organisation des maîtres et bas chœurs des cathédrales; le budget des fabriques de ces églises; la nomination des trésoriers des séminaires; le réglement des budgets locaux pour l'emploi des fonds affectés par l'état aux dépenses ordinaires des établissements diocésains; la correspondance relative à l'application de ces fonds; les écoles secondaires ecclésiastiques.

5° La circonscription légale des paroisses, l'érection temporelle des cures, succursales, chapelles et annexes; vicariats, chapelles domestiques; le contentieux des fabriques et l'administration de leurs biens et revenus; l'autorisation à accorder

aux établissements ecclésiastiques pour l'acceptation et l'emploi des dons et legs.

6° L'approbation des statuts et l'autorisation définitive des congrégations et communautés religieuses de femmes; les pensions aux prêtres infirmes, etc. (V. **Culte.**)

§ 8. Ministre de la marine et des colonies.

Dans ce département sont compris le personne et le matériel de la marine royale, l'entretien et le mouvement des forces navales; l'entretien des ports militaires; le corps des équipages de ligne; l'inscription maritime; la levée des marins pour le service des bâtiments de l'état, et celle des ouvriers pour les travaux des arsenaux maritimes; les forges et fonderies de la marine; les hôpitaux de la marine; l'administration et la police des bagnes; les tribunaux maritimes; le martelage des bois propres aux constructions navales; la police de la navigation et des pêches maritimes; l'administration de l'établissement des invalides de la marine; l'administration militaire, civile et judiciaire, et la defense des colonies; la correspondance avec les consuls de France pour ce qui a rapport aux mouvements des bâtiments de l'etat et des navires du commerce, aux bris et naufrages, et à l'approvisionnement des arsenaux maritimes.

Le département de la marine comprend un secrétariat général et quatre directions, 1° du personnel, 2° des ports et arsenaux, 3° des colonies; 4° des fonds et invalides. Autrefois il y avait une cinquième direction, celle des subsistances, mais cette dernière division a été adoptée en 1836 d'après le vœu émané de la commission du budget de l'année précédente.

Section IV. — Traitement des ministres.

Une ordonnance du 25 janvier 1851 avait réduit de 120,000 fr. à 100,000 fr., le traitement annuel de chacun des ministres. Il ne figure au budget de 1856 que pour une somme de 80,000 f. La même ordonnance a réduit de 25,000 fr. à 12,000 fr. la somme allouée pour les frais de premier établissement; mais cette indemnité a été retranchée par la loi du 31 janvier 1833, Bulletin, page 7, qui porte qu'à l'avenir aucune somme ne peut être allouée aux ministres à titre de premier établissement, que par exception et en vertu d'une ordonnance nominative et motivée, rendue conformement aux dispositions de la loi du 25 mars 1817.

L'ordonnance du 25 janvier 1831 susdite, attribue au ministre des affaires étrangère une somme de 20,000 fr. à titre de frais extraordinaires de représentation.

MINISTRES PLÉNIPOTENTIAIRES. — Les ministres des différentes puissances, réunis en congrès soit pour conclure la paix, soit pour d'autres négociations, même dans un lieu où il n'y aurait pas de cour auprès de laquelle ils fussent accrédités, s'appellent des ministres plénipotentiaires. (V. **Traité de paix, Agents diplomatiques.**)

MISES EN JUGEMENT.

Section I. A qui doit être confié le pouvoir d'autoriser la mise en jugement des fonctionnaires publics et agents du gouvernement? Examen des differents systèmes proposés.
Section II. De la garantie. Son objet. Ses limites.
Section III. Quels sont les agents du gouvernement? A raison de quels faits la garantie leur est-elle accordée?
Section V. Des autorisations nécessaires à la mise en jugement. — § 1. Autorisation donnée par le conseil d'état. Demandes. Sursis. Refus. — § 2. Autorisation accordée par les chambres législatives. — § 3. Autorisation accordée par diverses administrations. — § 4. Autorisation accordée par les cours ou tribunaux.
Section IV. Des fonctionnaires et agents qui peuvent être traduits sans autorisation.

Section Ire. — A qui doit être confié le pouvoir d'autoriser la mise en jugement des fonctionnaires et agents du gouvernement. Examen des différents systèmes.

Il n'est personne qui ne reconnaisse la nécessité d'assurer la répression des abus commis par les agents du pouvoir, et de garantir les citoyens contre ces tyrannies locales que la surveillance générale du gouvernement ne suffit pas toujours à réprimer.

Il n'est personne aussi qui consente à laisser les fonctionnaires en butte à toutes les passions, à toutes les jalousies, et qui ne veuille leur assurer une protection spéciale dans l'exercice des devoirs souvent rigoureux qui leur sont imposés.

Plus un pays est libre et constitutionnellement régi, plus cette protection des agents du gouvernement est indispensable. Chez un peuple où règne le pouvoir absolu, tous les agents du pouvoir, même les plus infimes, participent à cette inviolabilité que la crainte leur assure; on ne s'expose pas aux conséquences que la plainte la mieux motivée peut entraîner pour son auteur. Chez un tel peuple le vague arbitraire du gouvernement central protége mieux les administrateurs locaux que la loi la plus bienveillante ne pourrait le faire.

En France, où chacun jouit de libertés politiques, larges, et qui tendent à s'accroître chaque jour où chaque citoyen peut exercer sur le gouvernement, à tous les degrés de sa hiérarchie, la critique la plus indépendante et la plus sévère, où tout le monde peut en appeler à l'opinion par la presse, aux chambres par les pétitions, il est in-

dispensable d'accorder aux fonctionaires force et protection.

Les lois sur la responsabilité des agents du pouvoir ont donc deux besoins à satisfaire, deux conditions essentielles à remplir. Il faut qu'elles assurent d'une part la juste garantie que les citoyens réclament, de l'autre la protection indispensable aux fonctionnaires publics.

Ces conditions sont-elles remplies par la législation actuelle? nous devons l'examiner en peu de mots.

Les lois du 14 décembre 1789, art. 61 et 24 août 1790, art. 15, portent : la première, « que les officiers municipaux ne peuvent être mis en jugement, pour des délits d'administration, sans une autorisation préalable du directoire du département ; la seconde défend aux juges, sous peine de forfaiture, de citer devant eux des administrateurs à raison de *leurs fonctions*.

La loi du 22 frimaire an VIII dispose, art. 75, que les agents du gouvernement ne peuvent être poursuivis pour des faits relatifs à leurs fonctions, qu'en vertu d'une décision du Conseil d'état.

L'arrêté du gouvernement, du 9 pluviose an X, autorise certains administrateurs, à traduire devant les tribunaux *sans recourir au conseil d'état*, les agents inférieurs de leurs administrations respectives.

Le décret du 9 avril 1806 porte que l'autorisation du gouvernement est nécessaire pour traduire en justice ses agents.

Enfin, le Code pénal, art. 127 et 129, prononce une amende contre les juges qui auraient, sans *autorisation préalable* du gouvernement, rendu des ordonnances ou décerné des mandats contre ses agents ou préposés prévenus de crimes ou de délits commis dans l'*exercice de leurs fonctions*.

Telles sont les dispositions de la législation actuel'e, dispositions qui évidemment posent en principe la necessité de la garantie, et confèrent au gouvernement le droit d'exercer la prerogative de cette garantie en faveur de ses agents.

Depuis quelque temps, toutefois, cette législation était vivement attaquée; quelques-uns mettaient en question le principe même de la garantie, et pretendaient que le gouvernement n'était pas dans son droit; d'autres voyaient dans la Charte l'abrogation tacite de toutes ces dispositions de lois comme inconstitutionnelles; presque tous se plaignaient du vague des dispositions précitées, et surtout de la juridiction à laquelle était attribué le droit d'autoriser les poursuites. Le gouvernement crut donc devoir proposer une loi sur la responsabilité des agents du pouvoir, qui changeait le système dans sa base et dans son essence.

Quant au principe de la responsabilité des agents du pouvoir et de la garantie qui devait les protéger, tout le monde a été et est d'accord ; mais à l'application de ce principe les opinions se sont divisees ; trois systèmes principaux ont été mis en question et discutés.

Le premier consiste à confier aux cours royales le soin d'examiner préalablement la demande en autorisation de poursuite et leur donne le droit d'accorder ou de refuser cette autorisation ; c'était le système du projet présenté par le gouvernement, système appuyé par la commission de la chambre des députés, dans son rapport du 5 mars 1835; vivement et longtemps soutenu, il a fini par succomber sous les inconvénients graves et réels qu'il présente.

Sans doute ce système ne compromet ni la garantie des administrés ni la protection due aux agents du pouvoir ; mais peut-on séparer le fonctionnaire de ses fonctions, et n'est-ce pas l'administration elle-même qui se trouvera comparaître à la barre de l'autorité judiciaire ? et dès-lors que devient la distinction fondamentale établie avec tant de rigueur dans la constitution, conservée avec tant de soins par tous les gouvernements qui se sont succédés en France depuis 1790; il ne faut pas renverser la barrière qui sépare deux pouvoirs parallèles et indépendants, et amener par là une confusion qui ne serait pas moins funeste aux tribunaux qu'à l'administration elle-même, car la confusion c'est la lutte, et si les juges administrent il vient un temps où l'administration veut juger.

Le second système respecte mieux la distinction des pouvoirs; c'est aux ministres qu'il donne le droit de refuser ou d'accorder l'autorisation de poursuivre leurs subordonnés. Dans le premier cas ils assument la responsabilité de l'acte incriminé, et peuvent être traduits avec l'agent devant la chambre des pairs; dans le second, les poursuites ont lieu devant les tribunaux.

Rien de plus simple et de plus logique en apparence que ce système fondé sur le principe constitutionne let la responsabilité ministérielle.

N'offre-il pas, disent ses partisans, toutes les garanties désirables? les fonctionnaires ne sont-ils pas certains d'obtenir justice ou des juges ordinaires ou de la chambre des pairs? il est cependant facile de comprendre tout ce que ce droit a d'illusoire ; tout ce que ce recours à l'autorité des chambres peut couvrir d'arbitraire et d'iniquité: parce qu'un ministre aurait refusé l'autorisation de poursuivre, la chambre des députés le traduirait-elle devant la cour des pairs ; on devrait espérer ,

même qu'elle ne le ferait pas, car de tous les dangers de ce système, le plus grave serait celui de multiplier les occasions où les grands pouvoirs de l'état ont à s'occuper d'une accusation intentée contre un ministre.

Ce n'est pas tout, la protection des agents est aussi compromise ici que la garantie des administrés ; les uns et les autres sont livrés sans defense à l'arbitraire d'un ministre qui peut ou autoriser toutes les poursuites ou tout prendre sous sa responsabilité, et qui ne sera pas toujours disposé à risquer également sa position pour les magistrats haut places qui n'agissent que par ses ordres, et pour ces fonctionnaires obscurs dont les actes plus ou moins blâmables ne peuvent pas raisonnablement lui être reprochés.

Ces deux systèmes reconnus imparfaits et inadmissibles, il a bien fallu s'arrêter enfin au principe posé par la constitution de l'an VIII dont le plus grand tort était peut-être d'avoir été appliqué sous l'empire et sous la restauration.

L'intervention du conseil d'etat, en effet, ne doit pas rassurer seulement les administrateurs qui savent que leurs intérêts seront compris et défendus par un corps qui se recrute parmi eux et qui cependant est assez haut placé pour qu'aucune influence extérieure fasse jamais fléchir son indépendance; elle rassure aussi les administrés qui n'ignorent pas combien d'autorisations accordées ont été suivies d'acquittement.

D'ailleurs le conseil d'etat n'intervient pas seul, les avis qu'il donne en cette matière ne se convertissent en décisions positives que lorsqu'une ordonnance royale est rendue avec le contre-seing d'un ministre. La responsabilité ministérielle reparaît donc encore, elle existe dans ce système aussi réelle que dans le précédent, mais elle n'est plus l'unique garantie offerte aux plaignants, qui plus constante et plus sûre se trouve dans les lumières et l'impartialité du conseil d'état.

Ce principe a été adopté par les deux chambres; le projet de loi voté par la chambre des députés, en 1835, l'a été après quelques amendements de detail par la chambre des pairs, en avril 1836, et tout fait présumer qu'il sera adopté plus tard sans autres modifications.

Comme le principe est le même, c'est-à-dire que la juridiction du conseil d'état se trouve conservée, la nouvelle loi n'apportera que des modifications de detail qu'un simple rapprochement suffira pour faire apprécier.

Section II. — De la garantie; — de son objet.

La constitution du 22 frimaire an VIII définit la garantie : « La protection que la loi accorde à certains fonctionnaires publics, en défendant de les poursuivre sans une autorisation supérieure, à raison des abus ou des délits prétendus, commis par eux dans l'exercice de leurs fonctions. »

Elle a pour objet, dit M. de Gérando (inst. de dr. adm.), 1° d'empêcher que les tribunaux ne connaissent de l'acte administratif, ou que l'administration ne se trouve, soit troublée soit arrêtée dans ses opérations; 2° de ne pas détruire la subordination ni déplacer la responsabilité dans l'ordre de la hiérarchie administrative; de ne pas la faire tomber sur celui qui exécute lorsqu'il se conforme aux ordres qu'il a reçus de celui auquel il est subordonné et de maintenir la règle constitutionnelle sur la responsabilité ministérielle.

Ajoutons que par cette garantie qu'elle accorde, la loi a voulu surtout empêcher que les fonctionnaires publics ne fussent tourmentés et traduits devant les tribunaux selon le caprice ou la mauvaise intention de gens blessés dans leurs intérêts, et qui, pour des motifs futiles ou mal fondés, les troubleraient dans l'exercice même de leurs fonctions. (V. *suprà*, sect. 1re, motifs de la loi.)

Section III. — Quels sont les agents du gouvernement? A raison de quels faits la garantie leur est-elle accordée?

Par *agents du gouvernement* on doit seulement entendre ceux qui, agissant comme mandataires ou comme delégues par elle, exécutent ou sont censés exécuter ses ordres (Proudhon; Dom. pub. tom. 1 p. 99.); ou encore ceux qui sont chargés momentanément d'une mission dont l'objet est général ou spécial, ou qui se trouvent investis d'une fonction ou d'une commission temporaire quelconque.

Le premier principe en cette matière, c'est que la garantie ne peut être invoquée par les fonctionnaires publics qui ont droit de la réclamer, que pour des actes qui ont eu lieu dans *l'exercice de leurs fonctions*. La jurisprudence, d'accord avec la loi a constamment décidé que les faits étrangers à ses fonctions pouvaient toujours être poursuivis sans autorisation (L. 22 frim. an VIII, art 75).

En d'autres termes, la garantie est accordée, non à la personne du fonctionnaire public, mais aux fonctions (C. d'état, 15 mars 1822).

Le motif de cette disposition de la loi est sensible : ce n'est pas l'individu en lui-même que la loi a voulu protéger, mais seulement la liberté de l'exercice des fonctions qu'on lui a confiées.

Hors de ses fonctions, l'agent n'est plus le delégué du gouvernement; d'où il résulte qu'il peut être poursuivi directement comme tout autre citoyen. (C. d'état., 21 mai 1820.—1. nov. id., 29 janvier

1825. — 6 mai 1826. — 25 nov. 1851 C. Bordeaux — C. Colmar, 1 juin 1852.)

Par suite du principe que la garantie constitutionnelle couvre les fonctions, et non les fonctionnaires, les autorisations de mises en jugement données, comme nous le verrons tout à l'heure, par le conseil d'état, ne comprennent que les faits pour lesquels on les a demandées; s'il y a de nouveaux faits ou des faits omis, il faut une autorisation nouvelle spéciale à ces faits. (C. d'état, 14 nov. 1851.)

La garantie qui couvre les agents et fonctionnaires publics pour les faits consommés dans l'exercice de leurs fonctions s'étend-elle aux poursuites civiles comme aux poursuites criminelles? L'action civile a-t-elle besoin d'être autorisée aussi bien que l'action criminelle.

La jurisprudence a varié sur ce point; plusieurs arrêts (C. Nîmes 1. fév. 1811. Cass. 10 janv. 1827) avaient prononcé l'affirmative en se fondant sur ce que l'action civile n'était pas moins que l'action criminelle née d'un fait constituant l'exercice des fonctions que la loi a entendu couvrir de la garantie.

Neanmoins des arrêts plus récents, et qui nous paraissent mieux fondés en droit et plus conformes au véritable esprit de la loi, ont décidé qu'il n'était pas besoin d'une autorisation préalable pour poursuivre un fonctionnaire public par action civile et que l'art. 75 de la constitution de l'an VIII ne s'appliquait qu'au cas de poursuites résultant d'actions coupables, d'abus de pouvoir ou autres délits attribués aux fonctionnaires. (C. Pau, 14 juillet 1851.— C. Paris, 7 mai 1853.)

La garantie couvre-t-elle les fonctionnaires et agents après qu'ils ont cessé de remplir leurs fonctions, mais lorsqu'on les poursuit pour des faits consommés dans l'exercice de ces fonctions ?

Le conseil d'état (O. du 27 sept. 1821, 5 juillet 1823, 25 mars 1827 s'était prononcé pour l'affirmative ; cependant l'opinion contraire semble devoir être adoptée : *Cormenin*, page 355, *Favard* , V. mis. en jug. et plusieurs autres jurisconsultes sont tous d'une opinion contraire, opinion d'ailleurs consacree par la jurisprudence. (C. Poitiers, 25 janv. 1851.)

Section IV. — Des Autorisations nécessaires à la mise en jugement des fonctionnaires.

L'autorisation nécessaire à la mise en jugement des fonctionnaires publics jouissant du privilege de garantie est donnée suivant la qualité des fonctionnaires :

1° Ou par le conseil d'état.

2° Ou par les chambres.

3o Ou par les administrations dont ils dépendent.

4° Ou par les cours et tribunaux dont ils font partie.

§ 1. Des Autorisations données par le Conseil d'état. — Demandes. — Sursis. — Refus d'autorisation.

Les fonctionnaires et agents du gouvernement qui ne peuvent être mis en accusation sans l'autorisation préalable du conseil d'état sont notamment :

Les maires et adjoints de maires et greffiers des municipalités.

Les commissaires de police. (O. 17 av. 1832.)

Les conseillers d'état.

Les directeurs et inspecteurs des contributions directes.

Les directeurs des douanes.

Les ecclésiastiques.

Les gardes champêtres, forestiers et gardes-pêche.

Les officiers et sous-officiers de gendarmerie.

Les intendants de la marine.

Les intendants et sous-intendants militaires.

Les administrateurs des établissements de charité.

Les percepteurs.

Les directeurs et inspecteurs des postes.

Les préfets et sous-préfets.

Les militaires en activité de service. (C. Poitiers, 16 août 1833.)

Une demande en autorisation de mettre en jugement un fonctionnaire public ne peut être présentée au conseil d'etat avant de l'avoir fait précéder d'une information judiciaire.

On ne serait pas non plus recevable à demander au conseil d'état l'autorisation de poursuivre un fonctionnaire public, alors qu'il n'existerait pas encore de plainte formée devant l'autorité judiciaire, ou qu'une instruction préliminaire n'aurait pas été commencée. (C. d'ét. 18 av. 1821.) Et encore le conseil d'état ne devrait pas autoriser la mise en jugement d'un fonctionnaire, accusé par exemple d'actes arbitraires, si la personne qu'on prétend en avoir été l'objet ne se rendait pas partie plaignante ou déclarait n'avoir été en butte à aucun acte de cette nature. (C. d'ét. 13 nov. 1822.)

Le conseil d'état est toujours maître de refuser l'autorisation de poursuivre par cela seul qu'il ne verrait pas de preuves à l'appui des charges. (O. 20 nov. 1815.) Il peut aussi, lorsqu'il ne trouve pas les faits exposés suffisants, refuser l'autorisation de poursuivre par la voie criminelle et accorder

celle de poursuivre à fins civiles. (C. d'ét. 30 mai 1821.) En principe, il ne doit autoriser à mettre en jugement que lorsque les faits ne portent pas avec eux leur justification.

La prescription ne court en faveur des agents du gouvernement que du jour où l'autorisation a été accordée.

Aux termes de l'ord. du 1 juin 1828, le défaut d'autorisation pour poursuivre civilement un fonctionnaire ne peut être un motif de conflit ; le défaut d'autorisation constitue seulement une exception à proposer devant le tribunal saisi de la cause.

Les ordonnances intervenues sur les demandes en autorisation de poursuivre les fonctionnaires publics sont des actes administratifs qui ne peuvent être attaqués par la voie contentieuse. (C. d'état., 21 oct. 1831.)

Un tribunal de justice répressive excède ses pouvoirs lorsque, saisi de poursuites dirigées contre un agent du gouvernement en sa qualité, sans autorisation préalable, il statue au fond, même pour acquitter, avant que cette autorisation soit rapportée. (Cass., 30 août 1833.)

La mise en jugement des fonctionnaires publics peut être requise de deux manières; ainsi :

Ou la poursuite émane directement du gouvernement, ou elle a lieu sur la demande d'autorités locales ou de parties :

Dans le premier cas, il doit être procédé de la manière suivante :

Le rapport ou la dénonciation et les pièces contenant les faits qui donnent lieu à l'examen, sont renvoyés à une commission composée du président de l'une des sections du conseil et de deux conseillers d'état.

Si la commission estime que l'inculpation n'est pas fondée elle charge son président d'en informer le ministre de la justice.

Si elle estime que le fonctionnaire inculpé doit être préalablement entendu, le ministre de la justice doit mander le fonctionnaire et l'interroger en présence de la commission dont les membres peuvent aussi faire des questions.

Si la commission juge avant ou après l'interrogatoire que les faits dont il s'agit doivent donner lieu à des poursuites juridiques, elle en rend compte au roi par écrit.

Si elle est d'avis que les fautes imputées ne peuvent entraîner que la destitution ou des peines de discipline et de correction, elle doit prendre les ordres du roi pour faire son rapport au conseil d'état.

L'inculpé peut être entendu dans le cours de l'instruction; il a aussi la faculté de produire sa défense par écrit.

Le conseil d'état, sauf l'approbation royale, peut prouver qu'il y a lieu à réprimander, censurer, suspendre ou même destituer le fonctionnaire inculpé. (D. 11 juin 1806.)

Dans le second cas, il y a lieu de procéder suivant les formalités indiquées par la loi du 22 frim. an VIII et le déc. du 9 août 1806. (V. Conseil d'état.)

§ 2. Des Autorisations accordées par les Chambres.

L'autorisation des chambres législatives est nécessaire pour la mise en jugement :

1° Des membres qui les composent.

2° Des ministres.

Aux termes de la Charte, art. 29, aucun pair ne peut être arrêté que de l'autorité de la chambre et jugé par elle en matière criminelle.

En matière civile, il est bien évident que la qualité de pair ne peut en rien empêcher la marche de la justice ordinaire : seulement dans le cas où un jugement déclarerait un pair contraignable par corps; il serait nécessaire d'obtenir l'autorisation de la chambre pour pouvoir l'exercer.

Mais ici une question se présente ; cette autorisation devra-t-elle et pourra-t-elle être accordée par la chambre *pendant les sessions*.

Nous verrons tout à l'heure que les membres de la chambre des députés ne peuvent être contraints par corps ni dans le courant de la session, ni dans les six semaines qui l'ont précédée ou suivie. (Affaire Audry de Puyraveau 1836.)

La Charte n'offre aucune disposition semblable relativement à la pairie; cependant, pourquoi les pairs seraient-ils soumis à une garantie moindre que les membres de la chambre des députés? pourquoi ne jouiraient-ils pas d'un privilége dont le but évident est de laisser tous ceux qui ont mission de représenter le pays, remplir le mandat qui leur a été confié.

La cour des pairs a longtemps hésité dans la marche à suivre : elle avait décidé d'abord qu'un pair ne pouvait jamais et en aucun cas être soumis à la contrainte par corps, et pendant longtemps toutes les fois que l'autorisation lui a été demandee, elle a refusé de l'accorder. Mais depuis 1830, sa jurisprudence a changé et elle a decidé que ses membres pourraient, en vertu de jugements civils, être contraints par corps et emprisonnés. (Déc. des 23 av. 1822, 25 mai 1829 et 4 déc. 1830.)

Quant aux membres de la chambre des députés, la charte a positivement consacré le principe de leur inviolabilité.

L'art 70 de la constitution de l'an VIII avait

déjà déclaré que les délits personnels emportant peine afflictive et infamante commis par un membre du corps législatif, ne pourraient être poursuivis devant les tribunaux ordinaires qu'après qu'une délibération du corps auquel appartenait le prévenu aurait autorisé cette poursuite.

A ces dispositions, la Charte en a substitué d'autres :

Aucun membre, dit l'article 44, ne peut, pendant la durée de la session, être poursuivi ni arrêté en matière criminelle, sauf le *cas de flagrant délit*, qu'après que la chambre a permis sa poursuite.

Aux termes de l'article 45, aucune contrainte par corps ne peut être exercée contre un membre de la chambre durant la session, et dans les six semaines qui l'auront précédée ou suivie :

De ces dispositions, il résulte que la garantie accordée aux membres de la chambre a pour but unique de ne pas entraver la marche des affaires publiques et de ne pas enlever aux sessions un membre que son mandat y appelle, et non pas de sauver la dignité et l'honneur d'une chambre; car la justice et l'exercice de la vindicte publique sont encore au-dessus des chambres, dont les droits ne peuvent être attaqués par leur exercice légal. (V. **Chambres législatives.**)

Les ministres se trouvent aussi dans une catégorie à part : le principe de leur responsabilité, consacré dans l'article 12 de la Charte, a été étendu par la loi proposée en 1836. (V. **Ministres.**)

§ 3. Des autorisations accordées par diverses administrations.

Deux arrêtés de pluviose an X autorisent le directeur général de l'enregistrement et des domaines et le directeur général des postes à traduire devant les tribunaux, sans recourir au Conseil d'état, les agents inférieurs de leurs administrations respectives.

Un arrêté du 10 floréal an X donne au préfet le pouvoir de traduire devant les tribunaux, sans autorisation préalable, les percepteurs des contributions directes pour faits relatifs à leurs fonctions.

L'administration générale des forêts, celle des monnaies jouissent aussi de ce droit, aux termes des arrêtés des 28 pluviôse et 18 thermidor an XI.

L'ordonnance du 1er août 1827 pour l'exécution du Code forestier, dans ses articles 7 et 59, renouvelle et étend ce droit en ce qui touche les agents forestiers des domaines de l'état.

Les préposés des douanes, ceux des poudres et salpêtres, ceux de l'octroi, se trouvent dans le même cas. (Arr. 18 et 29 therm. an XI, 28 mess. an XIII, 28 fév. 1806, 17 mai 1809.)

Remarquons que ce droit conféré aux administrations d'accorder les autorisations nécessaires n'est pas un droit absolu. Ainsi, dans le cas où les agents supérieurs refuseraient d'accorder l'autorisation, malgré la demande du procureur général ou la plainte de la partie civile, resterait encore le recours au Conseil d'état, qui doit statuer dans les formes ordinaires. (Dalloz. V. *Mise en jugem.*) (V. ces divers mots.)

§ 4. Autorisation accordée par les cours et tribunaux.

Autrefois, les juges ne pouvaient être pris à partie sans permission expresse de la cour souveraine dont ils étaient membres, ou dans le ressort de laquelle ils se trouvaient.

La constitution du 22 frimaire, la loi du 27 ventose an VIII, et enfin le Code d'instruction criminelle, dans les articles 479 et suivants sont venus reconnaître le principe de la garantie appliquée aux fonctionnaires de l'ordre judiciaire, et en même temps poser les règles précises pour la poursuite des magistrats.

La loi distingue si les crimes ou délits ont été commis dans l'exercice ou hors de l'exercice de leurs fonctions.

Si les crimes et délits ont été commis hors de l'exercice de leurs fonctions, il faut distinguer la qualité des magistrats.

Ainsi, lorsqu'il s'agit d'un juge de paix, d'un membre d'un tribunal correctionnel ou de première instance, d'un officier chargé du ministère public près l'un de ces tribunaux prévenu d'un délit emportant peine correctionnelle, le procureur général près la cour royale le fait citer devant la cour, qui prononce sans qu'il puisse y avoir appel. S'il s'agit d'un crime emportant peine afflictive et infamante : le procureur général près la cour royale et le premier président de cette cour désignent : le premier, le magistrat qui exerce les fonctions d'officier de police judiciaire; le second, le magistrat qui doit exercer les fonctions de juge instructeur.

Si c'est un membre de la cour royale ou un officier exerçant près d'elle le ministère public qui soit prévenu d'avoir commis un délit ou un crime hors de ses fonctions, l'officier qui en reçoit les dénonciations ou les plaintes doit en envoyer de suite des copies au ministre de la justice, sans aucun retard de l'instruction.

Le ministre de la justice transmet les pièces à la cour de cassation, qui renvoie l'affaire, s'il y a lieu, soit à un tribunal de police correctionnelle,

soit à un juge d'instruction, pris l'un et l'autre hors du ressort de la cour à laquelle appartient le membre inculpé. S'il s'agit de prononcer la mise en accusation, le renvoi est fait à une autre cour royale. (C. inst. crim., 479, 482.)

Si les faits sont relatifs à leurs fonctions, il y a lieu de procéder, conformément à l'article 479 du Code d'instruction criminelle, lorsqu'il s'agit d'un juge de paix ou de police, ou d'un juge faisant partie d'un tribunal de commerce, d'un officier de police judiciaire, d'un membre d'un tribunal de première instance ou correctionnel, ou d'un officier chargé du ministère public près l'un de ces juges ou tribunaux, prévenu d'avoir commis un délit emportant une peine correctionnelle.

S'il s'agit, au contraire, d'un crime emportant la peine de la forfaiture ou une autre plus grave, les fonctions dévolues au juge d'instruction et au procureur du roi doivent l'être par le premier président et le procureur général près la cour royale, chacun en ce qui le concerne, ou par tels autres officiers qu'ils auront respectivement et spécialement désignés à cet effet.

Jusqu'à cette délégation, et dans le cas où il existe un corps de délit, il peut être constaté par tout officier de police judiciaire.

Si le crime est commis ou dans l'exercice des fonctions ou emporte peine de forfaiture ou autre plus grave, et est imputé, soit à un tribunal entier de commerce, correctionnel ou de première instance, soit individuellement à un ou plusieurs membres des cours royales et aux procureurs généraux et substituts près ces cours, il est procédé conformément aux articles 486 et suivants du Code d'instruction criminelle.

Section V. — Des fonctionnaires et agents qui peuvent être traduits sans autorisation.

Les fonctionnaires et agents du gouvernement peuvent être traduits directement devant les tribunaux, et sans aucune autorisation préalable :

Tous, lorsqu'ils sont pris en flagrant delit.

Les maires et adjoints, gardes champêtres et gardes forestiers, commissaires de police et officiers de gendarmerie qui auraient commis des contraventions ou des delits en qualité d'*officiers de l'état civil* ou de police judiciaire. (C. inst. crim., art. 9; C. civ., art. 50; O. 28 juill. 1817, 4 mai 1820, 22 fév. et 24 oct. 1821.)

Ouvrages à consulter : Legraverend, *Législation criminelle.* — Cormenin, *Questions de droit administratif*, v° Mises en jugement. — *Rapports et discussion aux chambres. Mon.*, fév. 1855, avril 1856.

MOBILIER DE L'ÉTAT OU DU DÉPARTEMENT. — Des inventaires doivent être faits du mobilier fourni soit par l'état, soit par les départements à des fonctionnaires publics. Ils sont récolés à la fin de chaque année et à chaque mutation des fonctionnaires responsables ; enfin ces inventaires sont déposés aux archives du ministère des finances. (L. du 26 juill. 1829, Bul. Sér., 8 t. XI, p. 45.)

Une ordonnance royale du 5 février 1830, série 8, tome XI, page 65, règle le mode d'exécution de cette loi. (**V. Préfectures.**)

Et pour le mobilier des évêchés et archevêchés, la manière dont il doit être procédé aux récolements et inventaires de ce mobilier, V. l'ordonnance du 7 avril 1819 et celle du 4 janvier 1832.

MŒURS. — La loi a dû punir sévèrement ceux qui attentent publiquement aux bonnes mœurs. (C. pénal, art. 330 à 340.)

Toute convention qui porte atteinte aux bonnes mœurs est réputée sans cause. (C. c., art. 1133.)

Enfin, comme système préventif, la loi a investi tous les fonctionnaires administratifs d'une surveillance sévère sur tout ce qui peut blesser la morale publique.

MONITEUR (le). — Le moniteur, commencé le 24 septembre 1789, est le seul journal qui rapporte officiellement les ordonnances royales et les actes du gouvernement. La partie même qui n'est pas officielle n'en présente pas moins, d'une manière impartiale, la marche de l'administration. Le ministre de l'intérieur a jugé nécessaire qu'une collection de ce journal fût formée dans chaque préfecture, pour y composer un recueil toujours utile.

En conséquence le Moniteur est envoyé à toutes les préfectures, et les abonnements en sont acquittés à Paris, sur les fonds des centimes centralisés pour frais d'administration.

Quant aux numéros, ils doivent être successivement déposés aux archives de chaque préfecture, où il sont conservés pour être réunis en collection. (Inst. min. 20 sept. 1820.)

MONITOIRE. — C'est le mandement que fait un prelat pour obliger, sous peine de censures ecclésiastiques, ceux qui ont connaissance d'un crime à en faire la revélation.

Supprimés pendant la révolution, les monitoires furent rétablis par un décret du 10 septembre 1806, qui autorise leur usage en certains cas.

D'après cette décision, le ministre de la justice seul peut ordonner les monitoires ; et c'est à lui que les révélations doivent être adressées, lorsqu'elles ont été reçues par les magistrats, les curés ou les vicaires.

Les monitoires sont en usage dans l'église depuis que le pape Alexandre III, vers l'an 1170, décida qu'on pouvait contraindre par censure, ceux qui refuseraient de porter témoignage dans une affaire. Dans l'origine, il n'était permis de procéder par voie de censures ou de *monitoires* que pour les affaires civiles. Mais, plus tard, on n'appliqua plus cet usage qu'aux causes criminelles. C'est ce qu'ordonne uue bulle de Pie V, conforme au quatrième concile.

Consulter *Traité historique des Monitoires*, par Éveillon, 1672; in-4°. — *Idem*, par Rouault, 1740.

MONNAIES.

§ 1. Exposé. — Par qui doit avoir lieu la fabrication. — § 2. Division. — Titre et cours des monnaies. — § 3. Commission des monnaies. — § 4. Hôtel des monnaies, frais de fabrication. — § 5. jugement des monnaies. — § 6. Monnaie des médailles — § 7. Instruments employés pour la fabrication. — § 8. Contrefaçon.

Les monnaies sont des portions de matières, de platine, d'or, d'argent, de cuivre, d'un alliage ou de mélange de métaux déterminé par la loi, dont le poids, la dimension et le degré de pureté sont garantis par le gouvernement qui les a fait fabriquer, marquer de son empreinte, et qui en a autorisé la circulation. Les monnaies servent de mesure à toutes les valeurs; c'est pour remplir cet office d'utilité publique, qu'elles doivent, jusqu'à une certaine limite, renfermer en elles-mêmes leur propre gage; elles sont aussi un signe de confiance, mis en circulation sous la garantie souveraine, qui doit subsister tant qu'il n'y a pas eu altération par des manœuvres frauduleuses. Telle est la définition des monnaies sous le rapport *financier*. (*Millot*, J. des C. Maux, sept. 1834, p., 60.)

§ 1. Exposé. Par qui doit avoir lieu la fabrication ?

Dans l'origine des sociétés, les hommes se procuraient entre eux les choses nécessaires à leurs besoins par des échanges de denrées. Chez les peuples *pasteurs*, la première monnaie fut une monnaie *vivante*; la monnaie de *bétail*. Bientôt il fallut un moyen de subvenir à d'autres goûts; en Abyssinie le *sel* fut la première monnaie d'échange; au banc de Terre-Neuve, la morue sèche; dans la Virginie, le tabac; à Buénos-Ayres, du cuir tanné qui préservait le corps et les pieds, fut préféré comme monnaie usuelle; enfin on choisissait les objets d'échange agréables à la majorité des habitants. Mais ce mode rendait le commerce difficile, et souvent on refusait la marchandise proposée en échange lorsqu'elle était inutile. La nécessité de substituer à cet usage un mode d'échange uniforme, à l'aide d'une commune valeur on d'un signe distinctif créa la *monnaie*.

L'or, l'argent et le cuivre ont eté indiqués pour la composer, parce que plus rares que les autres métaux, il était facile de leur attribuer une valeur intrinsèque plus grande sous un petit volume. Ils sont propres à la circulation et permettent par la livraison d'une petite quantité de leur matière de satisfaire à de nombreux besoins. Au contraire, qu'on adopte comme signe représentatif un métal comme le plomb, ou une denrée comme le sel, l'un et l'autre produits abondants et communs, il en résulte qu'on sera obligé d'en livrer une plus grande quantité; alors cette même quantité et l'embarras de son transport, en raison du poids, rendent le commerce difficile ou plutôt impossible.

On ne doit donc pas être surpris que presque toutes les nations commerçantes aient fixé depuis si long-temps leur choix sur l'or et sur l'argent, pour leur servir de monnaie.

Les Spartiates et les Romains furent les premiers à consacrer les métaux, du fer en petits barreaux, du bronze, du cuivre et des alliages métalliques.

Le choix de la matière constitutive de la monnaie une fois déterminé, il reste à savoir comment on s'en servira. Ira-t-on avec des morceaux d'or ou d'argent et avec des balances pour les peser partout où l'on a besoin de recevoir de la monnaie en échange, c'est-à-dire *vendre*, ou d'en donner, c'est-à-dire *acheter*.

Mais outre que ce procédé serait très long, très ennuyeux, il faut remarquer que les métaux dont nous parlons sont susceptibles de recevoir un alliage, en un mot, de subir par leur mélange avec d'autres métaux une altération qui n'est pas remarquable à la simple vue.

Ce fut donc pour prévenir les fraudes, qu'on eût l'idée d'imprimer au nom de l'état, sur les pièces de monnaie, ou l'image du prince ou quelque autre empreinte, qui fût comme le sceau et le garant de la valeur.

L'exercice exclusif que, dans chaque état, le gouvernement se réserve du *monnayage* est plus digne de confiance que celui qui serait réservé à un fabricateur particulier. « En effet, dit J. B. Say, la garantie des gouvernements, toute frauduleuse qu'elle a été trop souvent, convient encore mieux aux peuples qu'une garantie particulière, tant à cause de l'uniformité des pièces que parce que la fraude serait encore plus difficile à reconnaître étant exercée par les particuliers. » Plus que tout autre d'ailleurs le gouvernement est

intéressé à conserver la pureté du titre et l'exactitude du poids; car, ce serait ruiner le commerce et détruire la confiance de l'étranger et du citoyen, que d'ajouter arbitrairement à la monnaie un excédant de valeur qu'elle ne contiendrait pas intrinsèquement. Il faut observer toutefois que les métaux acquièrent par le monnayage une valeur qui leur est imputée, et que la convention a admise; mais on ne saurait dépasser ces limites sans de grands inconvénients. L'histoire nous en fournit l'exemple : ainsi Philippe-le-Bel fit déserter nos foires par tous les marchands étrangers, en les forçant à recevoir en paiement sa monnaie fortement altérée. Philippe de Valois fit de même à l'égard des monnaies d'or, et pareil effet s'en suivit.

Non seulement les étrangers cessèrent tout commerce avec la France, mais encore beaucoup de regnicoles ruinés par ces altérations se retirèrent en d'autres pays. (Le Blanc, *Traité historique des monnaies*, p. 27.)

Nous terminerons cette courte digression historique et nos observations qui précèdent, en rappelant que plusieurs économistes, et entre autres le savant J. B. Say, établissent positivement que la monnaie ne doit être considérée ni comme une *mesure* ni comme un *signe*, mais bien comme une *valeur* ou une *marchandise* servant à évaluer, toute aussi bonne et meilleure qu'une autre, parce que ses variations, quoiqu'elles aient été considérables, n'ont jamais été excessivement brusques. Mais ce n'est pas la dénomination de la monnaie qui sert d'évaluation, c'est la marchandise faisant office de la monnaie; le nom ne sert qu'à faire connaître la quantité de métal qu'on veut désigner.

§ 2. Division, titre et cours des monnaies.

Les lois du 24 août 1793, du 16 vendémiaire an II et du 28 thermidor an III ont irrévocablement fixé le système actuel de nos monnaies, ainsi qu'il suit :

« L'unité monétaire porte le nom de franc;

» Le franc est divisé en dix décimes;

» Le décime en dix centimes;

» Le titre et le poids des monnaies sont indiqués par les divisions decimales ».

La loi des 7 et 17 germinal an XI, art. 1er, survint ensuite, qui determina cette division en pièces d'un quart de franc, d'un demi-franc, de trois quarts de franc, d'un franc, de deux francs, de cinq francs, en argent; de vingt francs et de quarante francs en or. Elle fixa également leur titre à neuf dixièmes de fin et un dixième d'alliage. (L. precitee, art. 1 et 2.)

Mais comme il est difficile d'atteindre exactement cette proportion, elle accorde en outre une certaine latitude qu'on appelle *tolérance*. La tolérance du titre des monnaies d'or est de deux millièmes; celle des monnaies d'argent est de trois millièmes en dehors et en dedans; c'est-à-dire qu'une monnaie d'or est reçue par les essayeurs des monnaies, et mise en circulation, lors même qu'il y a deux millièmes d'alliage de plus que le poids fixé, et la monnaie d'argent, lors même qu'il y en a trois; ou dans le cas inverse, lorsque l'or excède de deux, et l'argent de trois millièmes. (L. 7 germ. an XI, art. 2, 4, 6 et 7; voy. Foucart, t. II, p. 125.)

Les individus d'une même nation donnent à leurs monnaies la valeur numérique; les étrangers ne leur attribuent dans leurs échanges que la valeur du fin qu'elles contiennent. Il est donc avantageux au commerce que les monnaies nationales soient faites avec de l'or et de l'argent purs, ou du moins peu mélangés par l'alliage de métaux moins précieux.

Par le même motif, il était nécessaire de déterminer le titre et le poids des espèces par un système uniforme. Aussi une pièce de monnaie représente aujourd'hui un poids fixe ou une fraction précise de poids en usage. Ainsi, le franc, qui est l'unité monétaire, pèse cinq grammes, et la pièce de cinq francs, vingt-cinq grammes : chaque espèce divisionnaire de celle-ci suit la même proportion.

Une ordonnance du 8 novembre 1830 porte qu'indépendamment des pièces d'or de 40 et de 20 fr., il en sera fabriqué de la valeur de 100 et de 10 fr. (Bull., nº 22.)

Pour terminer cette nomenclature, nous ajouterons que la monnaie de billon se compose de pièces de dix centimes ou deux sous; celle de cuivre, de pièces massives de dix centimes ou deux sous, et de cinq centimes ou un sou, et d'un centime.

Ces monnaies de cuivre et de billon ne peuvent entrer dans les paiements faits soit aux particuliers, soit aux caisses publiques, que pour l'appoint de la pièce de 5 fr. (D. 18 août 1810, art. 2; Déc. min. 11 déc. 1820.)

Il en est de même des pièces de 30 sous et de 15 sous. (Déc. 12 sept. 1810.)

Quant aux anciennes pièces de 6, 12 et 24 sous, réduites à 5, 10 et 20 sous, la loi ne dit pas dans quelle proportion on est forcé de les admettre en paiement; mais une loi du 14 juin 1829 porte : « que les écus de 3 et 6 livres, les pièces de 6, 12 et 24 sous, ainsi que les pièces d'or de 12, 24 et 48 livres cesseront d'avoir cours forcé, pour leur valeur nominale actuelle, au 1er avril 1834 »

En conséquence, un arrêté du ministre des finances, en date du 31 mars 1831, ordonne aux receveurs des deniers publics de ne plus faire aucun paiement avec les anciennes espèces duodécimales d'or et d'argent, et aux receveurs généraux d'échanger lesdites monnaies qu'ils recevront en paiement, contre des monnaies nouvelles à l'hôtel des monnaies.

Les monnaies étrangères n'ont cours en France que de gré à gré (D. 18 août 1810). Cependant les pièces d'or et d'argent du ci-devant royaume d'Italie n'ont pas cessé d'avoir cours légal en France lorsqu'elles ont le titre et le poids prescrits par le décret du 21 mars 1806. (Cass., 10 août 1826.)

Toutes transactions, tous contrats entre particuliers, doivent, depuis le 1er vendémiaire an VIII, exprimer les sommes en francs, décimes et centimes, et les officiers publics qui contreviennent aux lois et arrêtés du gouvernement concernant la numération décimale, sont passibles d'une amende de 20 fr., qui est double en cas de récidive. (L. 25 vent. an XI, art. 17; 16 juin 1824, art. 10.)

§ 3. Commission des monnaies.

L'administration des monnaies est confiée, sous l'autorité du ministre des finances, à une commission composée d'un president et de deux commissaires généraux nommés par le roi; elle est chargée :

1° De juger le titre et le poids des espèces fabriquées et de surveiller, dans toute l'étendue de la France, l'exécution des lois monétaires;

2° De délivrer aux essayeurs du commerce et aux essayeurs des bureaux de garantie les certificats de capacité dont ils doivent être pourvus avant d'entrer en fonctions;

3° De statuer sur les difficultés relatives au titre et à la marque des lingots et ouvrages d'or et d'argent dans toute l'etendue de la France.

Ses attributions comprennent également :

1° La rédaction des tableaux servant à déterminer le titre et le poids d'après lesquels les espèces en matière d'or et d'argent sont échangées dans les hôtels des monnaies;

2° La vérification du titre des espèces étrangères nouvellement fabriquées, afin d'observer les variations qu'il pourrait éprouver;

3° La vérification, sur la réquisition soit des tribunaux, soit des autorités administratives, des espèces monnayées, sous le rapport du titre, du poids et des empreintes;

4° La vérification du titre des lingots du commerce et celle des poinçons de l'état apposés sur les ouvrages d'or et d'argent;

5° Enfin la surveillance des opérations de tous les fonctionnaires des ateliers monétaires.

Cette commission doit aussi, aux termes d'une ordonnance royale du 24 mars 1832, surveiller la fabrication des médailles d'or, d'argent et de bronze, en faire constater le titre et en autoriser la délivrance ou mise en vente, après avoir observé les mêmes formalités que celles prescrites pour le jugement des espèces.

On outre, l'administration se compose d'un directeur des essais, d'un inspecteur vérificateur, de deux essayeurs, d'un graveur général et d'un chef de bureau.

§ 4. Hôtels des monnaies. Frais de fabrication.

Le système monétaire, avons-nous déjà dit, dont les règles n'etaient pas mieux connues que les procédés de fabrication, a été dirigé longtemps de manière à porter atteinte à tous les droits et à toutes les fortunes. Le privilége de battre monnaie, qui ne doit appartenir qu'au souverain, a été autrefois livré aux combinaisons de la cupidité privée. Des ateliers nombreux, placés dans des mains intéressées, étaient soumis à la surveillance d'une cour spéciale chargée de punir les nombreux délits qui se commettaient à la faveur d'un regime aussi vicieux. On créa ensuite trente-et-un hôtels des monnaies immédiatement soumis à la surveillance royale et confiés à la direction de trois officiers des monnaies; enfin, un édit de 1772 les réduisit au nombre de quinze, et l'année suivante, ils furent placés sous le contrôle d'un tribunal composé d'un premier président, de six présidents, de trente conseillers, de deux avocats généraux, d'un procureur général, etc., etc.

Pendant les troubles politiques de la France, tous les hôtels des monnaies, devenus inutiles par suite de la substitution des assignats au numéraire, furent fermés, à l'exception de celui de la ville de Paris. La loi du 22 vendémiaire an IV en rétablit huit, et l'arrêté du 10 floréal an XI en porta le nombre à quinze, qui se sont réduits à treize, depuis que Gênes et Genève ne font plus partie de la France.

Les fonctionnaires, dans chacun de ces hôtels, sont : un commissaire du roi, un directeur de la fabrication, un contrôleur au change et un contrôleur au monnayage.

Voici les noms de ces hôtels avec les marques respectives apposées aux monnaies qu'ils fabriquent :

Paris A,
Bayonne L,
Bordeaux K,
La Rochelle H,
Lille W,
Limoges I,
Lyon D,
Marseille ℳ,
Nantes T,
Perpignan Q,
Rouen B,
Strasbourg BB,
Toulouse M.

Les frais de fabrication dans les hôtels des monnaies sont de 9 fr. par kilogramme d'or, et de 5 fr. par kilogramme d'argent. Ainsi donc, une personne qui veut porter à l'hôtel de la monnaie des matières d'or et d'argent, reçoit en monnaie une valeur métallique semblable, déduction faite des frais susdits de fabrication.

Cependant, si la matière présentée était au-dessous du titre monétaire, il faudrait une opération nouvelle pour enlever l'excédant d'alliage qu'elle contiendrait. Les frais de cette opération, qu'on appelle *affinage* ou *départ* seraient alors déduits de ceux de fabrication. (L. 7 germ. an XI, art. 11, 12.)

Il n'est pas inutile de faire remarquer qu'en Angleterre, la fabrication de la monnaie est entièrement à la charge de l'état, et que le porteur de matières reçoit une valeur intégrale en échange des espèces ou des lingots qu'il apporte à la refonte.

Car c'est une question controversée par les économistes, que celle de savoir s'il ne convient pas de supprimer les frais de fabrication pour s'en tenir à la valeur intrinsèque de la matière et aux frais de son affinage lorsqu'il était nécessaire. La France l'a essayé à trois reprises différentes, sous Louis XIV d'abord, et ensuite en 1791, et plus tard en l'an IV (1795) jusqu'à la loi du 26 germinal même année, remise en vigueur par celle précitée du 7 germinal an XI.

Toutes les fabrications monétaires sont soumises à l'épreuve du laboratoire des essais. Le directeur, assisté d'un vérificateur et de deux aides, contrôle la régularité des opérations et le titre réel des nouvelles espèces successivement livrées à la circulation. (1)

§ 5. Jugement des monnaies.

Le mode qui garantit la fidélité des opérations est fort simple. Lorsqu'une fabrication est terminée, c'est-à-dire aussitôt qu'un certain nombre d'espèces a été frappé, le commissaire du roi et le contrôleur au monnayage en prennent au hasard six qu'ils envoient sous cachet à l'administration; trois de ces échantillons sont soumis à l'essai, et si l'un d'eux se trouve hors des limites déterminées par la loi, la fabrication entière est condamnée à être refondue.

L'émission de toutes les pièces est au contraire ordonnée lorsque les trois qui ont été livrées à la vérification de deux essayeurs sont entièrement conformes dans leur titre et leur poids aux proportions légalement fixées.

§ 6. Monnaie des médailles.

Cet établissement, formé depuis la réunion de la monnaie des médailles à celle des espèces, possède la collection de tous les coins et de tous les poinçons des médailles, pièces de plaisir et jetons qui ont été frappés en France depuis Charles VIII jusqu'à nos jours.

Aux termes d'un arrêté du 5 germinal an XII, qui rappelle tous les anciens réglements sur cette matière, aucune nouvelle médaille, pièce de plaisir ou jeton, ne peut être frappée sans l'autorisation du ministre du commerce, chargé de la partie des beaux-arts, et ailleurs que dans les ateliers de la monnaie de Paris.

Ainsi, tout dessinateur ou graveur ou autre individu peut dessiner ou graver, faire graver ou dessiner des médailles, et elles sont frappées avec le coin qu'il remet à la monnaie des médailles.

Il est déposé deux exemplaires de chaque médaille en bronze à l'hôtel des monnaies de Paris, et deux à la bibliothèque royale.

Les contrevenants à ces dispositions sont condamnés à 100 fr. d'amende.

§ 7. Instruments employés à la fabrication des monnaies.

L'art numismatique ne s'est développé que lentement : on voit d'abord le *poinçon* avec *titre*; la marque conduit à l'abréviation *marc* qui attestait le poids de volume de la monnaie; *marc* qui signifia bientôt poids convenu avec *titre* donné, ou valeur intrinsèque; plus tard on passa de la *marque* au *coin*, puis à la *monnaie frappée*; puis la *matrice*, le *balancier*, au lieu du *poinçonnage*; définitivement la *marque* sur les *deux côtés* et la *tranche* de la pièce de monnaie. Ainsi on arriva à la double *empreinte*, avec l'*anneau circulaire* de la *légende*, par virole *brisée* : tel est le terme actuel du perfectionnement du *monnayage*. (MILLOT, Loc. cit.)

(1) Dans un des savants tableaux statistiques publiés par M. Millot (V. J. des c. municip., sept. 1834 p. 65) on voit que le total général de l'évaluation des monnaies fabriquées en france depuis 1726 ressortirait à 4. 245, 896, 765 f. sur quoi à déduire, pour numéraire perdu, ou enfoui, ou exporté la somme de 445, 896, 765 f. Il resterait en circulation *trois milliards huit cents millions*. savoir, en or : 500 sur mille, argent 480 et environ 20 pour mille,

Sous le rapport de la forme, la cause du *fret*, ou perte par le frottement, on proposait la forme sphérique; mais les boules métalliques étaient peu faciles à placer dans un petit espace; on proposa la pile de monnaie toute faite, le petit *cylindre*; mais tous ces procédés ne valaient pas la monnaie courante, variable par sa grandeur, son poids, son volume, ses *titres divers*.

Nous avons démontré dans la section 1re combien il était important, pour assurer la confiance publique, que le monopole de la fabrication des monnaies fût exploité par le gouvernement. Lui seul offre plus de garanties que ne pourrait en présenter un particulier. Il en résulte donc que les plus grandes précautions ont dû être prises pour prévenir, soit la falsification, soit la fabrication illicite.

Ainsi, tous les entrepreneurs de manufactures, les orfèvres, horlogers, graveurs, fourbisseurs et autres ouvriers qui emploient les métaux ne peuvent avoir chez eux les presses, moutons, laminoirs, balanciers et coupoirs qui leur sont nécessaires, qu'avec la permission de l'autorité. (Arr. 3 germ. an IX, art. 1.)

Ceux qui ont obtenu cette permission sont tenus de placer les machines dans les endroits de leurs ateliers les plus apparents; et il leur est défendu d'en faire usage avant 5 heures du matin et après 9 heures du soir, ainsi que de s'en servir à tout autre travail qu'à celui pour lequel ils ont obtenu la permission.

Cette permission est accordée, à Paris, par le préfet de police, dans les autres villes par les maires. (Arr. 3 germ. an IX, art. 2.)

§ 8. Contrefaçon.

Quant aux peines encourues pour contrefaçon ou altération des monnaies ayant cours légal dans le royaume. (V. C. pén., 132 et suivants.)

Nous ferons remarquer à ce sujet que les modifications introduites par la loi du 28 avril 1832 ont substitue la peine des travaux forcés à perpétuité à la peine capitale.

En cette matière, les attributions de l'autorité administrative consistent sur la dénonciation faite, à se transporter sur les lieux de la fabrication des fausses monnaies, à faire des procès-verbaux et à adresser le tout au procureur du roi.

Ces contraventions, qui sont de la compétence des tribunaux ordinaires, étaient autrefois dans les attributions de cours spéciales, dites cours des monnaies, que la loi du 6 septembre 1790 sur l'organisation judiciaire a abolies.

(Pour l'*affinage* des matières d'or et d'argent, V. **Garantie des matières**, etc.; pour l'établissement des *argues royales*, V. de même **Garantie desdites matières**.)

Consulter : Traité des monnaies par *Abot de Bazinghen*, 1764. — Id. de la cour des monnaies et de la juridiction par *Germains Constans*, 1658.

MONTS-DE-PIÉTÉ.

§ 1. Des monts-de-piété. Législation. — § 2. Établissement des monts-de-piété. — § 3. Opérations des monts-de-piété. — § 4. De l'utilité des monts-de-piété.

§ 1. Des monts-de-piété. — Législation.

Les monts-de-piété sont des établissements où l'on prête de l'argent au public sur nantissement, et à un intérêt déterminé, dans le but de soulager les pauvres.

L'institution des monts-de-piété remonte au 15e siècle, les premiers furent créés à Pérouse, en Italie.

Quelques tentatives furent faites sous les règnes de Louis XIII et Louis XIV, pour les introduire en France, mais elles échouèrent contre les préventions de l'époque, et ce ne fut que sous le règne de Louis XVI, que, par lettres-patentes du 9 décembre 1777, le mont-de piété de Paris fut créé.

L'esprit et les dispositions de ces lettres-patentes ont été reproduits dans le décret contenant réglement du mont-de-piété de Paris, du 8 thermidor an XIII, encore aujourd'hui en vigueur.

Par un décret du 4 pluviose an II, la convention ordonna qu'un rapport lui serait fait sur la question de savoir si les monts-de-piété devaient être conservés ou abolis, mais ce rapport ne fut jamais fait.

Le mont-de-piété se soutint quelque temps avec peine, ayant surtout à lutter contre les maisons de prêt qui menaçaient incessamment son existence, lorsque la loi du 6 février 1804 ordonna que l'établissement des maisons de prêt ne pouvait avoir lieu qu'avec l'autorisation du gouvernement, et au profit des pauvres. Bientôt le decret du 15 juillet suivant confia l'administration du mont-de-piété de Paris au préfet de police et aux membres du conseil général des hospices, pour le profit en être distribué aux pauvres. Le conseil d'état fut chargé par ce décret de l'examen des comptes.

Depuis cette époque et jusqu'à ce jour, la législation a été modifiée sous certains rapports importants.

Une ordonnance du 18 juin 1823 a assimilé la comptabilité des monts-de-piété à celle des hospices; et un autre, du 22 janvier 1831, soumettant

à la juridiction de la cour des comptes, la comptabilité des hospices, y a soumis aussi celle des monts-de-piété dont les revenus excèdent 10,000 fr.

§ 2. Établissement des monts-de-piété.

Aucun mont-de-piété ne peut être établi qu'au profit des pauvres, et avec l'autorisation du gouvernement. (L. 6 fev. 1804, art. 1; L. 16 pluv. an XII.)

Un décret du 24 messidor an XII a prescrit aux préfets d'adresser au ministre de l'intérieur, pour être soumis au roi en conseil d'état, les projets pour l'établissement et l'organisation des monts-de-piété, dans les lieux où il peut être utile d'en former.

Les réglements nécessaires à la marche ou à l'amélioration de l'administration des monts-de-piéte doivent être proposés par le conseil d'administration, et soumis par le ministre de l'intérieur à l'approbation royale.

Un avis du conseil d'état, du 6 juin 1807, approuvé le 10 juillet suivant, a declaré qu'il ne pouvait être accordé de *monts-de-piété* qu'aux villes où la caisse municipale et celle des hospices, ou l'une des deux, fourniraient un capital suffisant à la mise en action de l'établissement, sans qu'on puisse, en aucun cas, recourir à la voie des actions qui appelleraient des étrangers au partage des bénefices, et feraient ainsi tourner en spéculations privées des établissements qui ne doivent se proposer que la bienfaisance.

Les réglements relatifs à la comptabilité d'un mont-de-piété ne créent pas, pour les comptables, un droit acquis à rendre leurs comptes de la maniere prescrite par ces réglements. (C. d'état, 15 juillet 1832.)

Toutes les contestations qui peuvent s'élever entre l'administration d'un mont-de-piété et la compagnie des commissaires-priseurs, au sujet de repétitions relatives à la prisee des objets vendus sont du ressort des tribunaux. Un reglement administratif sur le mont-de-piété ne peut jamais deroger sous ce rapport au droit commun sur les juridictions. (C. d'état, 29 mars 1832.)

Cette décision du conseil d'état est importante en ce qu'elle a changé la jurisprudence jusqu'alors suivie.

Les formes determinées à l'égard des hospices, en ce qui concerne les constructions, acquisitions, ventes et échanges, ainsi que les prêts et emprunts autres que les operations ordinaires, sont applicables aux monts-de-piété. (O. 18 juin 1823.) (V. **Hospices.**)

§ 3. Des opérations des monts-de-piété.

Les opérations d'un mont-de-piété consistent en général :

1° Dans le dépôt des objets mobiliers en nantissement;

2° Dans l'appréciation pour fixer le prix;

3° Dans le prêt;

4° Dans le renouvellément à l'échéance;

5° Dans le dégagement;

6° Dans la vente s'il n'y a eu, à l'échéance, ni dégagement, ni renouvellement;

7° Dans l'emploi de la plus value *ou boni*.

Quant aux reglements nécessaires à la conduite de ces opérations, on comprend qu'il est impossible de fixer leurs principes, puisque, proposés et délibérés par le conseil d'administration, ils diffèrent tous entre eux suivant les besoins des localités qui les réclament.

Par une circulaire du 3 mai 1805, le ministre de l'intérieur a donné des instructions sur la formation des monts-de-piété dans les villes où les hospices avaient les moyens de fournir les fonds nécessaires, tant par eux-mêmes qu'en y ajoutant les fonds provenant des cautionnements des receveurs communaux. A ces instructions était joint un plan d'organisation des monts-de-piété, d'où il résulte qu'ils doivent être également formés en faveur des pauvres, et régis, sous la surveillance du préfet du département et l'autorité du ministre de l'intérieur, par une administration gratuite composée du maire président, de deux administrateurs des hospices, d'un jurisconsulte et d'un commerçant notable, instruit dans les opérations de la banque.

Le choix de ces membres est fait par les préfets, sauf la confirmation du ministre de l'intérieur.

§ 4. De l'utilité des monts-de-piété.

Les monts-de-piété sont-ils *utiles ou nuisibles* à la société? doivent-ils être *conservés ou supprimés?* C'est là une question grave, soulevée jadis par la convention et résolue en fait par leur existence actuelle, mais qui n'en est pas moins contestable et contestée.

L'egalité possible des fortunes étant raisonnablement impossible dans une société, les efforts de ceux qui la gouvernent doivent donc se borner à réparer les inégalités de la fortune, en facilitant aux pauvres les moyens de se soutenir. Ce résultat est-il atteint par les monts-de-piété? on est tenté de répondre négativement.

Montesquieu et tous les économistes prétenden

que les établissements de charité favorisent la paresse et le vagabondage, augmentent la pauvreté au lieu de la faire disparaître, paralysent l'industrie loin de lui prêter des forces; l'ouvrier des villes où le luxe est la passion dominante, où le plaisir s'offre à chaque pas sous de nouvelles formes, l'ouvrier, auquel une industrie mieux rétribuée permettra de satisfaire sans beaucoup d'efforts aux premières nécessités de la vie, s'abandonnera avec plus d'imprévoyance à la dissipation quand il saura qu'avec ses habits de fête, ses meubles, ses outils, il pourra facilement solder ses dépenses de la veille.

Les monts-de-piété supprimés au contraire, cet ouvrier avant de s'abandonner à la débauche, réfléchira sur les sueurs que lui ont coûtées ses économies, et si la reflexion ne rend pas la faute impossible, elle en diminue les probabilités.

Le mot de mont-de-pieté, affiché sur tous les murs de nos villes, n'est-il pas un appel officiel à toutes les mauvaises passions.

D'ailleurs, un benéfice est nécessaire pour supposer l'existence d'un mont-de piété, et quelque minime que soit ce bénéfice, c'est un impôt et un impôt prelevé au profit des pauvres, il est vrai, mais sur les pauvres eux-mêmes, c'est-à-dire sur la classe qui, par sa nature même, est la moins imposable, et devrait être la moins imposée (1).

Considéres sous un autre point de vue, les monts-de-piété ouvrent une porte à un abus déplorable.

La loi punit le recel des objets volés, les monts-de-piété sont dans une contravention continuelle à ses dispositions, contravention protégée par l'autorité quelle que soit l'action de la police, puisqu'on dispense de tout répondant les dépôts au-dessous d'une certaine somme, de sorte que les monts-de-piété sont notoirement des maisons de recel qui garantissent *à la petite escroquerie* une véritable impunité.

Ainsi donc, morale, intérêts des pauvres, sûreté publique, tout est compromis par les monts-de-piété.

Les monts-de-piété ont aussi leurs défenseurs qui puisent leurs arguments dans d'autres motifs d'ordre et d'économie publique.

Ils invoquent d'abord l'expérience de 40 années d'existence; ils citent les malheurs causés jadis par l'usure, tracent un sombre tableau des désordres qu'elle fait naître et montrent, en 1798, soixante-cinq maisons de prêt, sans garantie de solvabilité, ni de probité, pressurant sans contrôle les malheureux; un plus grand nombre de maisons occultes échappant à la police. Ils ajoutent qu'on a tort de se plaindre de ce que les monts-de piété prélèvent un million par an sur les classes pauvres, puisqu'en définitive *un boni* annuel d'une somme presque égale se trouve reversé dans la caisse des hospices, et que, d'un autre côté, si les monts-de-piété n'existaient pas, les maisons de prêts ou l'usure enleveraient aux pauvres, sans retour ni compensation, deux ou trois fois la même somme.

Il est d'ailleurs incontestable, disent-ils, qu'un établissement public, soumis à une surveillance légale et à une action régulière peut seul répandre, aux conditions les plus économiques, parmi la classe ouvrière, les capitaux indispensables à ses plus pressants besoins.

Au milieu de ce conflit d'opinions, qui s'appuient toutes sur des motifs d'humanité ou d'ordre public, il serait bien permis d'hésiter. Mais, admettant que les monts-de-piété produisissent plus de bons effets que de nuisibles, nous croyons cependant que quelques modifications devraient être apportées dans leur organisation intérieure.

Ainsi, par exemple, dans l'intérêt de la morale publique, les formalités à remplir par les déposants ne devraient-elles pas être plus sevères? ainsi au lieu d'un seul repondant, ne pourrait-on exiger la presence de deux, conformément à ce qui se passe dans tous les actes civils, lorsqu'il s'agit de constater une identité?

En cas de *minorité* du déposant, ne devrait-on pas exiger la justification du consentement des parents ou tuteur?

Enfin, relativement aux conditions et formes du prêt, le delai d'un an, accordé généralement

(1) Nous donnerons pour exemple de ce bénéfice, les opérations du mont-de-pieté de Paris dont nous avons eu sous les yeux les résultats de 1803 à 1850. (Rapport à la cour des comptes 1853.)

Pendant cette période de temps, les intérêts payés par les emprunteurs, intérêts tantôt à 12 p °/₀, tantôt à 6, tantôt à 9 se sont élevés à 31 574, 455 f. 74 c. c'est-à-dire plus de treize cent mille f. par an.

Les frais de régie a la charge des emprunteurs ont varié annuellement de 4 à 600,000 francs le ½ p. °/₀ revenant aux appreciateurs formeune somme annuelle de près de 100,000 f. et en définitive vu l'intérêt que le Mont-de-piété est obligé de fournir à ses bailleurs de fonds, les benéfices revenant aux hospices n'ont jamais excédé 500,000 francs.

Si nous examinons ensuite toutes les phases par lesquelles passe le nantissement, avant de rentrer dans les mains du deposant, nous verrons qu'il est obligé de faire de nombreux sacrifices.

D'abord, il ne recevra que les ⅔ de la valeur appréciée par des hommes dont l'intérêt matériel est de la fixer trés-bas; puisqu'ils sont responsables de l'estimation.

Au bout d'un an il faut renouveler, payer les intérêts à 12 ou 9 p. ° ₀ ½ p. °/₀ d'estimation, etc.

Si l'on ajoute encore toutes les industries licites ou illicites sur le dégagement, la négociation, l'achat des reconnaissances des monts-de-piété, on devra reconnaître qu'ils enlevent des sommes dont il est impossible de méconnaitre l'importance.

par les monts-de-piété aux prêteurs pour le dégagement des effets prêtés, ne devrait-il pas être augmenté et porté à deux ans, tout en laissant à l'emprunteur la faculté de dégager les effets avant ce terme, ou de renouveler l'engagement à l'échéance.

Relativement aux ventes et boni en résultant, qui, faute de réclamations de la part des déposants dans le délai de trois ans, sont versés dans la caisse des hospices, ne serait-il pas convenable d'admettre seulement la prescription quinquennale ?

Avec ces modifications, nous le croyons, les monts-de-piété nous paraissent susceptibles de rendre des services à la classe pauvre, et leur maintien sera sans inconvénient jusqu'au moment du moins où *les caisses d'épargnes*, véritables établissements d'une philantrophie bien entendue, seront parvenues à ce dégré de popularité nécessaire pour pouvoir les remplacer utilement. (V. **Caisses d'épargnes.**)

MONUMENTS PUBLICS.—Il ne peut être élevé d'édifices ou de monuments publics aux frais de l'état qu'en vertu d'une loi spéciale ou d'un crédit ouvert à un chapitre spécial du budget. (L. 21 avril 1832, art. 10.)

Les mots *édifices ou monuments publics* ne comprennent pas les travaux militaires; en effet, l'article 10 de la loi du 21 avril 1832, a été proposé dans la discussion du budget du ministre des travaux publics; il ne pouvait donc être alors question des travaux militaires qui doivent être exécutés sur les fonds attribués au ministère de la guerre.

L'administration ou le gouvernement qui a le droit d'ordonner la construction des monuments publics, a par cela même le droit d'en ordonner la démolition, alors même qu'il s'agirait d'un monument élevé aux frais d'une souscription particulière.

En conséquence, lorsque la démolition d'un tel monument a été décidée par un arrêté administratif, les tribunaux, sur la réclamation des souscripteurs, sont incompétents pour en arrêter l'exécution. (Affaire du monument du duc de Berry.) (Cass., 25 déc. 1834.)

L'académie des inscriptions et belles-lettres est spécialement chargée, par les statuts et par les ordonnances royales, de rediger les inscriptions qui doivent être placées sur les monuments publics.

Les préfets doivent veiller à ce que les projets d'inscriptions dressés dans le département leur soient remis; ils les envoient avec leurs observations sur la nature du monument, au ministre; celui-ci communique ces pièces à l'académie qui en fait l'examen, et c'est sur son avis que le ministre prend ensuite une détermination dont l'exécution est ensuite confiée au préfet. (Inst. min., 25 juillet 1828.)

MORT CIVILE (1).—La mort civile est l'état de celui qui est retranché de la societé et privé de toute participation aux droits civils; elle est le résultat des peines prononcées par la loi et auxquelles elle a attaché cet effet.

L'article 18 du Code pénal détermine les peines auxquelles la mort civile est attachée. Ce sont seulement les condamnations aux travaux forcés à perpétuité et à la déportation. Quant aux effets de la mort civile (V. l'art. 25, C. civil),

Celui qui est frappé de la mort civile est bien réellement mort aux yeux de la loi, car on peut voir dans l'article précité qu'elle considère son existence comme non avenue et que quant à l'exercice de tous les droits civils et politiques, elle l'a rayé de la société.

Celle-ci ne le connait plus, elle n'existe plus pour lui, il est mort pour elle, il n'a plus de famille, il ne succède plus, sa succession est ouverte, ses héritiers occupent à l'instant sa place, et si sa vie physique vient à se prolonger et qu'au jour de son trépas il laisse quelques biens, il meurt sans héritiers comme celui qui n'a pas de parents.

Mais Toullier observe, tome 1, page 207, que celui qui est mort civilement peut toujours invoquer le droit naturel ou le droit des gens; il conserve la faculté d'acquérir à titre onéreux, de posséder, de faire le commerce; Duranton, tome 1, nº 245, partage la même opinion.

D'après les articles 25, 145 et 227 du Code civil, le conjoint du mort civilement peut contracter un nouveau mariage, mais Toullier soutient, tome 1, p. 266, que le lien naturel qui subsiste même après la mort civile de l'un des époux s'opposait au second mariage de son conjoint.

Le moment où commence la mort civile varie

(1) Chez les Romains la mort civile provenait de trois causes différentes; ou de la servitude ou de la condamnation à quelque peine qui faisait perdre les droits de cité, ou de la fuite en pays étranger.

Elle était conséquemment connue par tous ceux qui souffraient l'un des deux changements d'état appelés en droit *maxima et media capitis diminutio*. Le mot *caput* était pris en cette occasion pour la personne ou plutôt pour son état civil, pour les droits de cité; et *diminutio* signifiait le changement, l'altération qui survenaient dans son état.

L'effet de la mort civile était donc gradué suivant que le *grand* ou le *petit* changement d'état était subi. L'un emportait tout à la fois la perte de la liberté et des droits de cité, et l'autre n'emportait que la perte des droits de cité. — On croit que le principe a été emprunté à la legislation romaine.

suivant que la condamnation est *contradictoire* ou par *contumace*. Dans le premier cas, la mort civile n'est encourue que du jour de l'exécution; dans le secoud seulement, après les cinq ans qui suivent l'exécution du jugement par effigie et pendant lesquels le condamné peut se représenter.

En cas de condamnation par contumace et après l'exécution de l'arrêt, l'administration des domaines doit faire toutes les diligences nécessaires pour mettre sous le sequestre les biens et droits du contumax; elle le gère au profit de l'état, jusqu'à l'envoi en possession au profit des héritiers. (C. d'état, 20 sept. 1809.)

Pendant le séquestre, l'autorité administrative peut accorder des secours à la femme, aux enfants, au père ou à la mère du contumax, s'ils sont dans le besoin. (C. inst. crim. 475.)

La mort civile cesse de deux manières: 1° par la restitution légale, 2° par la grâce.

La loi fait cesser la mort civile dans trois cas: 1° quand une disposition nouvelle rend la vie civile à certaines personnes qui en étaient privées par la loi anterieure. Telles sont les lois des 19 fevrier et 26 mars 1790, sur les religieux profès; des 10 juillet et 9 décembre 1790, sur les religionnaires fugitifs, et le sénatus-consulte, du 6 floréal an X, sur les émigrés. En ce cas, pour qu'il y ait loi nouvelle, il suffit qu'elle anéantisse la cause de la mort civile.

2° Quand le contumax reparaît volontairement en justice avant que sa peine soit prescrite, car alors même que le contumax est condamné par le second jugement à une peine emportant mort civile, cette mort a cessé momentanément, et la seconde condamnation ne lui ôte la vie civile que du jour de son exécution.

3° Lorsque le nouveau jugement absout le condamné ou prononce une peine n'emportant pas la mort civile, la restitution s'appelle alors *restitution de justice*.

Enfin, la grâce fait cesser les effets de la mort civile; mais quelque étendues que soient les lettres de grâce, elles ne peuvent empêcher que la mort civile n'ait pas été encourue. (V. **Grâce**.)

MOULINS SUR LES COURS D'EAU. (V. **Usines à eau**.)

MOULINS SUR BATEAU. (V. **Usines sur bateau**.)

MOULINS A VENT.—Il n'est pas permis (dit Fournel, *lois rurales*, liv. 2, tit. 1er, ch. 5, n° 8.) de compromettre la sûreté des chemins publics par un voisinage trop rapproché des moulins.

Le mouvement, le bruit et l'ombre de ces moulins épouvantent les chevaux et livrent les voyageurs aux événements les plus désastreux. Cela résulte pour la ci-devant province d'Artois, d'un arrêt de réglement de son conseil supérieur, en date du 15 juillet 1774, qui oblige les propriétaires de ces moulins de les placer à la distance de deux cents pieds au moins des chemins royaux et de cent cinquante pieds des autres chemins publics, à peine de quatre cents livres d'amende, et de démolition.

Mais cette prohibition, spéciale de sa nature, n'est obligatoire que pour le ressort où elle a été établie, si même on ne peut pas en contester la légalité, car les conseils supérieurs n'avaient pas un pouvoir aussi étendu que les parlements, et ceux-ci n'avaient droit de reglementer que dans une certaine capacité qui ne pouvait pas s'étendre jusqu'à établir une servitude perpétuelle.

Aussi, un arrêt du Conseil d'état en date du 7 avril 1819, a déclaré qu'il n'existait aucune loi ni réglement qui obligeât, soit à demander l'autorisation préalable de l'administration pour élever un moulin, soit à se reculer à la distance de six mètres, comme l'avait fait l'arrêté du Conseil de préfecture de la Somme, dont on appelait. L'administration des pouts-et-chaussées argumentait du réglement de 1765, relatif aux alignements des constructions faites le long des routes; mais comme le moulin ne touchait pas à la route, le Conseil déclara qu'il n'y avait pas lieu de l'appliquer; enfin que si l'on pouvait invoquer des réglements de police, en ce que le mouvement et le bruit des ailes des moulins à vent pourraient effrayer des chevaux et occasionner des accidents, ce ne serait que dans les lieux où sont en vigueur de tels réglements de police, puisqu'il n'existe pas à cet égard de disposition générale.

Il résulte donc de cet arrêté, que le pourvoir municipal, chargé par la loi de 1790 de veiller à la sûreté des routes, peut par un réglement spécial fixer à quelle distance des routes, les moulins doivent être construits.

La seule disposition législative, concernant les moulins à vent, est la loi du 30 avril 1806, art 76 et 77 qui porte que « si un moulin à vent, se trouve dans la ligne des douanes, et s'il est établi par procès-verbal, qu'il a servi à la contrebande, des grains ou farines, l'administration peut le frapper d'interdiction ou en ordonner le déplacement sauf recours au Conseil d'état. »

MUTATIONS.

§ 1. Exposé. — § 2. Déclaration des mutations. — Comment elles s'opèrent. — § 3. Exception aux droits de mutation.

§ 1. **Exposé.**

Ce mot s'emploie presque exclusivement pour signifier le changement de propriétaire d'un heritage, soit par cession à titre gratuit ou onéreux, soit par succession.

Chaque mutation de propriété immobilière, à quelque titre que ce soit, donne ouverture à un droit d'enregistrement. Cette dette suit le fonds; en sorte que le detenteur est tenu des droits des *mutations* antérieures, non acquittés et non prescrits.

Ce fut en 1581, sous Henri II, que l'on eut la première idée de l'impôt connu aujourd'hui sous le nom d'enregistrement. On l'appela d'abord contrôle : tout acte ou copie d'acte notarié, judiciaire ou sous seing-privé, devait, avant d'être produit en justice, être soumis au *contrôle*. Plus tard on imagina l'*insinuation*, qui eut le double but de constater toutes les mutations de propriété immobilière, et de les frapper d'un droit appelé centième denier. C'etait un droit de 1 p. 0[0 sur tout immeuble qui changeait de maître, soit par la volonté, soit par la mort du propriétaire. Les mutations en ligne directe, par decès ou contrat de mariage, étaient exemptes de droits.

La constituante et les assemblées qui la suivirent réorganisèrent, sous le nom d'*enregistrement*, le contrôle et l'insinuation. La loi du 22 frimaire an VII acheva cette reorganisation, la rendit plus complète, plus regulière, et déclara que chaque *mutation* de propriété immobilière, à quelque titre que ce fût, donnerait ouverture à des droits d'enregistrement. Une distinction fut établie à l'egard des *meubles*. Ce genre de mutations n'est soumis à l'enregistrement que lorsqu'elles ont lieu par décès, ou, qu'opérees entre vifs, elles sont constatées par des actes; et même si ces actes sont sous seings-prives, les droits ne sont dus que lorsqu'ils sont présentés volontairement par les parties à la formalite d'enregistrement lorsqu'elles veulent en faire usage en justice ou par acte public. (LL. 22 frim. an VII, art. 4, 22, 23, 27, 28, 29 vent. an IX.)

Le tarif fixe par la loi du 22 frimaire an VII subsista jusqu'en 1816. Une loi du 28 mai 1816 augmenta le droit sur les mutations entre personnes non parentes. Enfin, les lois de 1831 et du 21 avril 1832 élevèrent dans une proportion assez forte les droits entre collatéraux.

Du reste, aujourd'hui comme sous l'empire de la loi du 7 frimaire, les meubles sont frappés d'un droit moins fort que les immeubles, parceque la fraude, plus active devant un impôt plus pesant, en dissimulerait une trop grande partie.

On a toujours attaqué les impôts, et surtout celui des droits de mutation; car il a paru exorbitant de payer une taxe, quelquefois très-considérable, pour succéder à son père, et on a dit que les liens de famille devraient arrêter, en pareille circonstance, l'action du fisc. Qu'un père et un fils, a-t-on dit, aient, par exemple, acquis un domaine par leur travail commun, et l'on ne peut s'empêcher de reconnaître qu'il n'y ait une sorte d'injustice à faire payer au fils, à la mort de son père, le droit de recueillir ce qu'il a déjà acquis. Mais ces exemples sont rares; et d'ailleurs la legislation l'a senti, puisque, parmi les droits de mutation, celui qui se prélève en ligne directe est toujours le moins élevé.

En outre, nous ajouterons que, comparativement avec les autres impôts, celui-ci est d'une bonne et sage politique. Il pèse sur les contribuables à proportion de leurs ressources, ne nuit en aucune manière à la circulation des biens. Enfin, il ne frappe qu'à l'époque du décès, au moment où naturellement les biens changeraient de maître, et il est d'autant moins exorbitant, d'autant plus facile à payer, qu'il ne se prélève qu'au moment où le contribuable devient plus riche.

Tout prelèvement d'impôt indique nécessairement une base, une constatation et une perception. Or, la mutation d'un immeuble en propriete ou en usufruit est suffisamment établie pour la demande du droit d'enregistrement et la poursuite du paiement contre le nouveau possesseur, soit par l'inscription au nom de la propriété foncière et des paiements par lui faits d'après ce rôle, soit par des baux par lui passés, ou enfin par des transactions ou autres actes constatant sa propriété ou son usufruit. (L. 22 frim., art. 12.) (V. **Enregistrement**, chap. IV, sect. III.)

On comprend que nous n'avons à nous en occuper ici que relativement au concours exercé par l'autorité administrative ou municipale pour assurer la perception de ce droit.

§ 2. **Déclaration de mutations. Comment elles s'opèrent.**

Il existe dans chaque commune un livre des *mutations*, coté et paraphé par le maire.

Aux termes des articles 53, 55, 56 de la loi du 3 frimaire an VII, il devait être tenu par le secrétaire de la mairie; mais, par une décision du ministère des finances, notifiée aux préfets et aux directeurs des contributions directes le 8 mars 1825, et communiquée aux receveurs des finances par la circulaire du 26 février 1826, les per-

cepteurs sont chargés d'office de remplir les fonctions de secrétaire de mairie, en ce qui concerne les mutations, dans les communes où il n'y a pas de secrétaire à qui l'on puisse confier ce travail. Ce choix appartient au préfet qui le règle par un arrêté. Dans le cas où le percepteur en est chargé, ce registre doit être *tenu sans déplacement*, dit la loi, c'est-à-dire qu'il doit rester déposé à la mairie.

Tout acquéreur, cessionnaire, héritier, légataire, ou nouveau propriétaire, à quelque titre que ce soit, doit y faire une déclaration des biens qu'il a acquis. (Réglem. 10 oct. 1821.)

Le déclarant représente alors l'acte de vente ou de partage, ou le titre quelconque en vertu duquel il est devenu propriétaire. A défaut de représentation de cet acte, il doit se faire accompagner par le précédent propriétaire. Tous deux affirment la réalité de la mutation et signent leur déclaration.

En outre, chaque année, au jour indiqué par le contrôleur, et annoncé publiquement par les soins du maire, le conseil de répartition est convoqué par ce dernier, et le contrôleur se rend à la séance pour y recevoir, de concert avec ce conseil, les déclarations des propriétaires qui ont des mutations à faire opérer.

Le percepteur assiste à cette réunion, et peut faire inscrire d'office les mutations survenues à sa connaissance et non déclarées.

Le contrôleur porte chaque mutation à faire sur une feuille intitulée *Déclaration de Mutation*, et la fait signer par le déclarant.

Toutes ces déclarations sont envoyées au directeur chargé d'opérer les changements sur les matrices.

Tant que cette note n'a pas été inscrite, l'ancien propriétaire continue d'être imposé au rôle, et lui ou ses héritiers naturels peuvent être contraints au paiement de l'imposition foncière, sauf leur recours contre le nouveau propriétaire. (*Id.* art. 56.)

S'il survient des contestations en cette matière, c'est à l'autorité administrative que les lois et la jurisprudence en ont assigné la connaissance.

Nous avons remarqué que la présomption légale de mutation de propriété s'établit par le concours de deux circonstances : l'inscription au rôle de la contribution foncière du nom du propriétaire, et le paiement sans réclamation de cette contribution par lui ou par un tiers agissant pour lui et à sa connaissance. La réunion de ces deux circonstances est nécessaire pour autoriser la régie à percevoir le droit de mutation, tandis que l'une des deux isolée ne suffirait pas. (Cass., 15 fév. 1815, 30 juill. 1823.)

Cependant l'inscription du nom d'un nouveau possesseur au rôle de la contribution foncière, et les paiements faits par lui d'après ce rôle, ne le rendent pas passible du droit de mutation s'il est prouvé que c'est par erreur qu'il a payé la contribution imposée sur le fonds dont le rôle lui attribue la propriété. (Cass., 15 avril 1825, 23 août 1850.)

Les mutations s'opèrent à la direction des contributions, au moyen de trois livres distincts pour chaque commune.

1° Le livre journal des mutations qui contient les mois des propriétaires, l'indication de la propriété par section, canton, triage, etc, sa contenance, son revenu, etc.

2° La matrice sommaire qui comprend tous les propriétaires figurant dans la matrice détaillée et les livres de mutation. Sa durée est presque perpétuelle, si l'on y rajoute successivement les feuilles nécessaires.

3° Le livre des mutations proprement dit, qui n'est qu'une continuation, qu'un volume subséquent de la matrice cadastrale.

C'est d'après le relevé de ces trois livres dûment vérifiés, que le directeur exécute le travail des mutations sur la matrice générale. Elle contient l'indication des contribuables qui cessent de l'être, des contribuables nouveaux, et la balance des différentes contributions.

Mais les travaux préliminaires sont confiés au contrôleur qui rédige d'abord un état général de mutations. L'état est arrêté et signé savoir :

Par les répartiteurs,

1° Pour la contribution foncière;

2° Pour la contribution personnelle et mobilière.

Par le maire et le contrôleur,

1° Pour la contribution des portes et fenêtres;

2° Pour celle des patentes.

Le maire et ensuite le sous-préfet font s'il y a lieu leurs observations sur les patentables des deux premières catégories.

Seulement si dans certaines communes, la matrice générale ne donne lieu à aucune mutation, le contrôleur rédige un certificat négatif qui est signé par le maire.

Durant le cours de ces opérations, un inspecteur en tournée examine si toutes les formalités ont été accomplies.

Ce n'est qu'après les préliminaires ci-dessus, et à mesure seulement de l'arrivée des états de mutation, que le directeur général fait exécuter sur la matrice générale les mêmes notifications opérées par le contrôleur sur la matrice de la commune.

§ 3. Exception aux droits de mutation.

Les biens situés hors de France ou dans les possessions d'outre-mer où le droit d'enregistrement n'est pas établi ne sont soumis à aucun droit de mutation par décès, lors même qu'ils sont recueillis par un français habitant le continent. En effet, la loi de l'impôt est un statut réel, qui n'a de force que sur le territoire soumis à sa juridiction et qui perd sa puissance aux frontières pour la reprendre à l'intérieur, sur tous les biens indistinctement, quelle que soit la qualité des possesseurs. Ainsi, nonobstant qu'une succession se soit ouverte dans une colonie ou à l'étranger, si elle a dans son actif des créances hypothéquées sur des biens français, ou seulement payables en France, soit que ces créances appartiennent à des français ou à des étrangers, les droits de mutation seront dus dès qu'on voudra en poursuivre le remboursement en France.

Il est sans difficulté que, pour les immeubles situés en France, le droit de mutation est dû, lors même qu'ils feraient partie de la succession d'un étranger, et qu'ils seraient recueillis par un étranger. Il y a une raison sans réplique : c'est que les immeubles sont toujours soumis à la loi du territoire. (C. civ., art. 3.)

Lorsqu'un ambassadeur étranger vient à décéder en France, le mobilier qui existe dans son hôtel n'est assujetti à aucun droit de mutation par décès, parceque l'hôtel où il réside est, d'après une maxime du droit des gens, réputé terre étrangère. Mais il doit être passé déclaration des rentes et créances dues à cet ambassadeur par des français, et payables en France, parceque les étrangers pouvant contracter en France, y faire le commerce et y réclamer les secours des lois, doivent par une juste réprocité, participer aux charges du gouvernement dans la mesure de la protection qu'ils en obtiennent. (Décision de la régie du 9 juillet 1811, Décision ministérielle, 27 mars 1822.) V. **Enregistrement.**

MYRIAMÈTRE. — V. **Poids et mesures.**

N.

NAISSANCE. — Les naissances sont soumises à des règles qui leur sont particulières, et qui sont d'autant plus importantes à observer qu'elles fixent l'état civil des enfants.

(**V. Actes de l'état civil**, section I, § 2.)

NATURALISATION.

§ 1. Exposé. — § 2. Lettres de naturalité. — § 3. Naturalisation conférée en pays étranger. Dénization.

§ 1. Exposé.

C'est l'acte par lequel l'étranger naturalisé acquiert la qualité de français, et jouit de tous les priviléges qui sont attachés à ladite qualité. Cet acte qui appartient à la politique et au droit des gens, intéresse toutes les nations; car il ne peut avoir lieu que par l'abdication d'une patrie et l'adoption d'une nouvelle. Si donc on forme d'autres liens, si on contracte d'autres engagements, et qu'on brise en même temps tous ceux qui attachaient à la société qu'on abandonne, les états se doivent réciproquement les uns aux autres de ne pas favoriser par trop de facilité des répudiations que rien ne justifierait, et s'enlever réciproquement leurs citoyens. Ce serait là une sorte de guerre injuste et immorale. En outre, il arrive souvent qu'un individu quitte son pays par suite de la mauvaise réputation qu'une conduite peu honorable lui a valu; celui dans lequel il s'est retiré peut tolérer sa présence ; mais aussi il conserve le droit de l'exclure de la jouissance de ceux qui appartiennent aux régnicoles. La loi a donc dû déterminer certaines conditions d'admissibilité, et les rendre même sévères et difficiles.

L'histoire nous en offre l'exemple :

A Athènes, suivant la première institution, un étranger ne pouvait être fait citoyen que par les suffrages de 6,000 personnes, et pour des services signalés.

Les habitants de Corinthe, après les grandes conquêtes d'Alexandre, lui envoyèrent offrir le titre de citoyen de Corinthe qu'il méprisa d'abord; mais les ambassadeurs lui ayant appris qu'ils n'avaient jamais accordé cet honneur qu'à lui et à Hercule, il l'accepta.

A Rome, on distinguait ceux qui avaient la qualité de citoyen, de ceux qui ne l'avaient pas parmi les habitants même du territoire; et la jalousie nationale avait élevé une barrière infranchissable entre les indigènes et les étrangers, que leur législation dans son dédain traitait de *barbares*. Elle n'accordait que très difficilement une sorte de naturalisation appelée *annexis*.

En France, on retrouve la même défiance de la loi ; on alla jusqu'à vouloir demander caution à la reine Blanche, mère de Saint-Louis, avant de lui confier le gouvernement du royaume.

Charles V publia plusieurs ordonnances qui rendaient les étrangers incapables de toutes les fonctions publiques ; avant cette époque on leur accordait des *lettres de bourgeoisie*.

Charles VIII et Louis XII renouvelèrent ces prohibitions. Elles ne furent pas observées à l'égard du maréchal d'Ancre; mais, après sa mort, le parlement rendit un arrêt qui empêchait tout étranger d'être ministre en France. Louis XIV alla plus loin, et défendit de confier des emplois à des étrangers même naturalisés.

Ces exemples prouvent que le droit d'accorder ou de refuser la naturalisation avait dépendu le plus souvent du caprice et de l'arbitraire du prince.

Ainsi à l'époque de la révolution française, où le titre de citoyen devint tout à fait important et

commençait à conférer des prérogatives politiques, les législateurs sentirent la nécessité de donner à la naturalisation des bases légales et hors des atteintes de l'arbitraire. La constitution de 1791, titre 2, article 2 et 3 fixa donc, pour la première fois, les règles et les conditions en cette matière.

Vinrent ensuite la constitution du 5 fructidor an III, qui, en maintenant les dispositions des articles ci-dessus, introduisit quelques changements; puis la constitution du 22 frimaire an VIII, qui est aujourd'hui en vigueur, et modifia encore les lois précitées.

Enfin fut rendue l'ordonnance du 4 juin 1814 relative aux lettres de grande naturalisation accordées aux étrangers pour qu'ils puissent siéger dans l'une des deux chambres législatives. (1)

La naturalisation étant l'un des moyens par lesquels la qualité de Français s'acquiert, on trouvera au mot *Français*, § 2 les dispositions des lois précitées et les formalités à remplir pour se faire délivrer les lettres de petite ou de grande naturalisation.

On voit que la naturalisation est un droit purement *personnel*. Il n'est donc pas transmissible par succession. Ainsi l'enfant né en pays étranger, ne cesse pas d'être étranger, par cela seul que son père se fait plus tard naturaliser français; et peu importe que l'enfant soit alors en minorité. (Grenoble, 16 déc. 1828. S. 29, 2, 25.)

§ 2. Lettres de naturalité.

On donne ce nom aux lettres par lesquelles le chef de l'état accorde à un étranger le droit d'être naturalisé en France.

Les lettres de naturalité diffèrent de la naturalisation en ce qu'elles déclarent un *droit acquis* et que la naturalisation au contraire confère un *droit nouveau*. (C. d'état, 30 août 1828.)

C'est ainsi que les membres de la Légion-d'Honneur devenus étrangers par les traites, ne sont recevables à demander le traitement accordé aux membres français de cet ordre, qu'autant qu'ils produisent non des *lettres de naturalisation* (à moins de se faire recevoir de nouveau dans l'ordre), mais des *lettres déclaratives de naturalité* obtenues dans les délais fixés par la loi du 14 octobre 1814 ou par des ordonnances rendues pour son exécution, et dans des termes qui constatent que les impétrants ont, sans aucune interruption, conservé la qualité de citoyen français.

En exécution des lois du 22 frimaire an VII et du 14 octobre 1814, les étrangers qui veulent obtenir des lettres de naturalité doivent faire, pardevant le maire de la commune où ils résident, la déclaration de l'intention qu'ils ont de se fixer définitivement en France. Chaque demande en naturalité et les pièces à l'appui, après avoir été inscrites sur le registre de la mairie, doivent être adressées au prefet qui les transmet directement avec son avis au ministre de la justice.

§ 3. Naturalisation en pays étranger. — Dénization.

La naturalisation acquise en pays étranger étant rangée par l'article 17 du Code civil au nombre des circonstances par suite desquelles la qualité de français se perd, nous renverrons au mot *Français* § 3.

Nous remarquerons également que l'acceptation d'un titre héréditaire chez une puissance étrangère par un Français, au moyen de laquelle la qualité de français se perd de même, emporte de plein droit la naturalisation. Si donc cette acceptation s'est opérée sans autorisation du gouvernement, il y a lieu de traiter le Français comme celui qui est naturalisé en pays étranger sans autorisation. (C. d'état, 21 janv. 1812.)

Or, le décret du 26 août 1811 porte que tout Français naturalisé en pays étranger, sans autorisation, encourra la perte de ses biens qui seront confisqués; qu'il n'aura plus le droit de succéder, et que toutes les successions qui viendraient à lui écheoir, passeront à celui qui est appelé après lui à les recueillir, pourvu qu'il soit régnicole.

Aux termes de l'article 75 du Code pénal, le Français naturalisé en pays étranger avec ou sans autorisation, qui porterait les armes contre la France, est puni de mort et ses biens sont confisqués.

Les dispositions ci-dessus du décret du 26 août 1811 sur la naturalisation avec ou sans l'autorisation du prince, ne sont pas applicables aux femmes. (Avis C. d'état, 21 janv. 1815; S. 15, 2, 295.)

Quant à l'article 7 du même décret qui attache la privation des droits civils à la naturalisation en pays étranger, sans l'autorisation du gouvernement, il a toujours force de loi, n'ayant pas été attaqué pour cause d'inconstitutionnalité. (C. r., Pau, 19 mars 1834; S. 34, 2, 441.)

Nous terminerons ces observations en traitant succinctement de la *dénization*.

(1) Les dispositions de cette ordonnance furent appliquées pour la première fois au maréchal Masséna, en 1816; aux ducs de Dalberg et Griffulhe, en 1828; à M. d'Azemberg et au maréchal d'Hohenlohe, en 1832; à MM. Reinhard et Bischer comte de Celles, Orfila, comte Borgarelli Disa les 6-18 mars 1833, 23-28 mai 1834. Depuis 1814, il n'y a donc encore eu que 9 lettres de grande naturalisation.

C'est une espèce de naturalisation imparfaite conférée en Angleterre à un etranger par lettres-patentes du roi, à la différence de la naturalisation qui ne peut être accordee que par un bill du parlement,

Aussi le Français dénizé n'encourt pas en France la perte de la qualité de français; en effet, les droits que confère la dénization ne sont que limites, et on ne saurait en comparer les effets à ceux que produit la naturalisation. (Cass., 17 janv. 1819.)

NAUFRAGE.

§ 1. — § 2. Naufragés en pays étranger.

C'est la perte d'un vaisseau qui périt en mer ou le long des côtes par quelque accident.

Ce fut à l'époque de l'invasion des barbares en occident, lesquels considéraient les naufrages comme un moyen d'acquérir ou plutôt de voler, que s'établit sur toutes les côtes de la mer le droit de naufrage. Il consistait à piller les vaisseaux qui avaient le malheur d'échouer, au mépris de toutes les lois de l'humanité.

En France, les seigneurs voisins des côtes de la mer, après avoir participé comme particuliers au pillage des effets naufragés, se firent peu à peu de ce pillage un droit exclusif et comme attaché à leurs seigneuries.

Les rois, trop peu puissants alors pour faire respecter leur autorité, essayaient vainement de réprimer ce brigandage. Aussi voit-on que St.-Louis, au lieu de punir son vassal, le duc de Bretagne, qui exerçait à la rigueur le droit de naufrage, et qui tolérait même que de faux signaux fussent allumés pendant la nuit pour attirer les vaisseaux sur les écueils, traita avec lui en 1231 pour l'engager à renoncer à ce droit; cette renonciation n'eut lieu qu'à condition que les navigateurs prendraient de ce duc des *brefs* ou *brieux* appelés les uns de *sauver* et les autres de conduite ou de *victuailles*.

Plus tard cependant parurent les fameux réglements d'Oleron, qui eurent uniquement pour objet la navigation des côtes de Guienne, du Poitou et de Normandie. On les adopta partout. Ils ordonnèrent entre autres choses qu'on fournirait les secours convenables aux naufragés, qu'on leur laisserait tous leurs effets sans en retenir aucun, et qu'on n'exigerait rien d'eux que les frais de sauvetage tels qu'ils seraient réglés par justice, le tout sous peine, contre les transgresseurs, d'être excommunies de l'église et d'être punis comme larrons.

Une ordonnance de François Ier intervint dans le même sens, en février 1545, et une loi du mois d'août 1681 déclara que les vaisseaux, équipages et chargements qui auraient été jetés par la tempête sur les côtes du royaume, ou qui auraient échoué seraient sous la protection et la sauvegarde de l'autorité.

La même loi enjoint aux citoyens de porter secours aux naufragés, et à ceux qui tirent du fond de la mer, ou trouvent sur les flots des effets provenant de jet, bris ou naufrages, de les mettre en sûreté, et d'en faire 24, heures au plus tard après, la déclaration à l'autorité compétente.

La législation en vigueur actuellement se compose de deux arrêtés du 27 thermidor an VII, et du 13 floréal an IX.

Il résulte de leurs dispositions que tout individu qui est temoin d'un naufrage ou de l'echouement d'un bâtiment sur les côtes, doit en informer l'administration municipale et les autres autorités civiles et militaires. Celles-ci doivent alors de concert prendre toutes les mesures nécessaires pour operer le sauvetage du bâtiment et requérir, s'il y a lieu, la force publique.

En cas de pillage ou d'enlèvement furtif des objets naufragés, les magistrats requis peuvent en dresser procès-verbal et faire des visites domiciliaires. Les coupables sont punis conformément aux dispositions du Code pénal.

En cas de pillage général, la commune en devient civilement responsable, aux termes de la loi du 10 vendémiaire an IV.

Certaines dispositions de l'ordonnance de la marine de 1681, et d'une autre ordonnance du 10 janvier 1770 sont encore en vigueur.

Ainsi, l'article 3 du titre 9 de la première défend aux particuliers employés au sauvetage et à tous autres, de porter dans leurs maisons, ou ailleurs qu'aux lieux indiques, aucun des effets naufragés, à peine de restitution du quadruple et de punition corporelle. Il est aussi defendu, sous les mêmes peines, de rompre les coffres, ouvrir les ballots et couper les cordages ou mâtures sauves du naufrage.

Tous ceux qui tirent du fond de la mer, ou trouvent sur les flots, des effets provenant de jet, bris ou naufrage, sont tenus de les mettre en sûreté, et d'en faire, vingt-quatre heures au plus tard après leur arrivée, leur déclaration aux officiers de l'amirauté, dans l'arrondissement de laquelle ils auront abordé, à peine d'être punis comme receleurs.

L'article 20, même ordonnance, enjoint, sous les mêmes peines, a ceux qui trouvent sur les grèves et rivages de la mer quelques effets echoués ou jetés par les flots, de faire semblable declara-

tion dans pareil temps, soit que les effets soient du crû de la mer, ou qu'ils procèdent de bris, naufrages et échouements. Si les effets naufragés ont été trouvés en pleine mer, ou tirés de son fond, la troisième partie en est délivrée incessamment et sans frais, en espèces ou en deniers à ceux qui les auront sauvés. (Art. 27.)

Une autre disposition non moins importante de l'ordonnance de 1681 est celle qui, en cas d'échouement de navire, donne aux marins, propriétaires ou divers intéressés, le droit de requérir les voituriers et les mariniers, et qui alloue, après l'opération du sauvetage, une taxe raisonnable à tous ceux qui y auront concouru, ou une indemnité désignée sous le nom de *frais de justice* lorsque le sauvetage a lieu sous la direction de l'amirauté.

Quant à l'ordonnance de 1770, elle règle principalement la manière de procéder en cas de naufrage.

Ainsi, d'après l'article 1er, il est payé, par privilége et préférence, sur les premiers deniers de la vente des effets sauvés, à celui qui le premier aura donné avis du naufrage et échouement, trois livres par lieue, l'allée et le retour compris, à partir du lieu du naufrage et échouement, jusqu'à celui de la résidence du siége de l'amirauté.

Il en est fait mention dans le procès-verbal qui est dressé par les officiers de l'amirauté à leur arrivée, ainsi que de l'heure à laquelle ils ont été avertis.

D'après l'article 6, les voituriers, charretiers et mariniers sont tenus de se transporter avec chevaux, harnais et bateaux, au lieu du naufrage et de l'échouement, à la première sommation qui leur en est faite, à peine de cinquante livres d'amende, même sous plus grande peine s'il y échoit.

L'ordonnance portant condamnation à l'amende ou autre peine, est affichée aux frais des contrevenants.

Il est nommé d'office, par les officiers de l'amirauté, un gardien bon et solvable des effets et marchandises sauvés du naufrage et échouement. (Art. 7.)

Les objets provenant du naufrage soit des bâtiments français, soit des bâtiments étrangers, doivent être vendus provisoirement à la requête de l'officier de l'administration de la marine, et le produit de cette vente est par lui versé à la caisse des Invalides de la marine, sauf reclamation par qui il appartiendra, en se conformant à l'art. 15 de l'arrêté du 6 germinal an VIII, portant création du conseil des prises et à l'art. 5 de l'arrêté du 27 nivose an VII relatif au mode d'exécution de la loi du 15 mai 1791 sur la caisse des prises. (V. O. 1770, art. 15 et 24, relatifs à la vente et au prélèvement du prix du salaire ou des indemnités dues aux ouvriers. (V. **Caisse des gens de mer, Épaves.**)

§ 2. Des Français naufragés à l'étranger.

L'administration de la marine a toujours considéré comme un devoir d'assurer, par tous les moyens dont elle dispose, le rapatriement des hommes de mer naufragés ou délaissés en pays étrangers.

L'assistance accordée dans cette position aux marins, dont les services précieux à l'état, pendant la guerre, sont en tout temps utiles au commerce, n'est pas seulement un acte d'humanité; c'est aussi une mesure d'intérêt public.

Plusieurs ordonnances royales, dont la première remonte à 1686, obligeaient, sous peine d'amende, les capitaines des navires du commerce français à recevoir, pour les rapatrier gratuitement, les marins que les chances de la navigation avaient laissés sans ressources hors de France.

Ce fut une ordonnance du 25 juillet 1719 qui fonda le principe d'une indemnité pour le passage des marins rapatriés, et cette indemnité, d'abord fixée à six sous par jour, fut successivement élevée à dix sous par ordonnance du 3 mars 1781, à 80 c. par décision du 5 mai 1817, mais sans distinction de grade; puis à raison de 1 fr. 30 c. par jour pour les capitaines, et de 1 fr. pour les autres personnes, par ordonnance du 29 oct. 1833.

Mais ces dispositions laissaient encore à désirer en ce que le prix était le même, quelle que fût la distance à parcourir. Une ordonnance du 12 mai 1836 comble donc cette lacune en fixant un prix dont le taux varie suivant les distances et suivant les differents grades des marins. L'art. 1er confie à l'autorité maritime ou à l'autorité consulaire le soin de diriger et de protéger les opérations du sauvetage, et de donner ou de faire donner des secours aux équipages naufragés.

NAVIGATION DU BASSIN DE LA SEINE.

§ 1. Dispositions générales. — § 2. Flottage et dépôt des bois et charbons. — § 3. Des bois enlevés par le courant. — § 4. Service de la navigation sous les ponts de Paris. — § 5. Confiscation des bateaux.

§ 1. Dispositions générales.

L'approvisionnement de la capitale en bois et charbon a été constamment jugé d'une assez haute importance pour exiger du législateur un ordre de dispositions entièrement spéciales; et,

comme cet approvisionnement a lieu essentiellement par eau, il en est résulté un régime particulier pour la police de la navigation et du flottage sur la Seine et ses affluents. Ces dispositions s'étendent, hors de la capitale, sur les territoires de plusieurs départements.

Elles résultent de l'ordonnance de décembre 1672, qui est considérée comme la loi fondamentale du commerce de bois et charbons, et de l'approvisionnement de Paris.

Le chapitre 1er prescrit des mesures de police relatives à la commodité de la navigation, telles que :

1° La défense de détourner l'eau des ruisseaux et des rivières navigables et flottables affluentes à la Seine ;

2° Celle de tirer terres, sables ou autres matériaux à six toises près du rivage ;

3° L'obligation de laisser, le long des bords, vingt-quatre pieds pour le trait des chevaux, conséquemment de ne planter ni haies, ni arbres, de ne faire aucun fossé ni d'élever aucune construction plus près que cette distance ;

4° L'injonction aux meuniers et gardes des pertuis de les tenir ouverts en tous temps, et en cas de réparation à faire auxdits ouvrages, lesquelles peuvent empêcher la navigation, d'en faire l'annonce un mois auparavant dans les paroisses voisines ;

5° Défense aux riverains de jeter aucuns immondices dans le cours de la rivière ou sur les bords ;

Enfin injonction aux marchands et voituriers par eau de faire incessamment enlever de la rivière les bateaux étant en fond d'eau, ainsi que leurs debris, de dessus les ports et quais, à peine d'amende et de confiscation au profit des hospices de la ville.

Le chapitre 2 traite des dispositions concernant la conduite des marchandises par eau.

Le chapitre 4 détermine les fonctions d'inspecteurs et sous-inspecteurs du service extérieur de la navigation, des maîtres de pont, des maîtres de pertuis et autres agents.

Un arrêté du 19 floréal an IX y ajoutant, fait défense à tous marchands ou voituriers, pour quelque prétexte que ce soit, de passer eux-mêmes les bateaux sous les ponts ou par lesdits pertuis, à peine de 100 fr. d'amende. En cas de contravention, l'inspecteur de la navigation qui en a eu connaissance est tenu, s'il est sur les lieux, de la réprimer sur-le-champ, et, dans le cas contraire, il prescrit au chef du pont le plus voisin, et notamment à celui du passage de Vernon de tenir en consignation le bateau montant ou avalant, dont le conducteur a donné lieu à des plaintes, jusqu'à ce qu'il ait été pris des mesures propres à assurer la réparation de la contravention ou du délit.

L'ordonnance de 1672, dans le même chapitre, art. 3, défend aux maîtres de ponts, à peine d'amende, de tenir taverne, cabaret ou hôtellerie sur les lieux, à peine d'amende pour la première fois, et d'interdiction en cas de récidive.

Le traitement des inspecteurs de la navigation était autrefois entièrement à la charge de la ville de Paris ; mais l'inspection s'étendant bien au-delà du département de la Seine et jusque dans des départements assez éloignés, il a paru juste de ne lui en laisser supporter que le tiers. Les deux autres tiers s'élevant à la somme de 31,000 fr. sont payés par l'état. (Budg. 1837.)

§ 2. Du flottage et du dépôt des bois et charbons.

Pour faciliter à la ville de Paris la provision des bois, « les marchands, en trafiquant, peuvent les faire tirer et sortir des forêts, passer les charrettes, etc., sur les terres et chemins, etant depuis lesdites forêts jusqu'aux ports navigables ou flottables, en dédommageant les proprietaires desdites terres, au dire d'experts et gens à ce connaissant, dont les parties conviennent, sans que, pour raison desdits dommages, les propriétaires desdits heritages puissent faire saisir lesdits bois, chevaux et charrettes, en faisant, par les marchands, leurs soumissions de payer lesdits dommages, tels que de raison, (Or. 1672, chap. 17, art. 4) et d'autant que les marchands de bois flottés ne peuvent souvent exploiter lesdits bois sans faire de nouveaux canaux et se servir des eaux des étangs, est permis auxdits marchands de bois de faire de nouveaux canaux, et de se servir des eaux desdits étangs, en dedommageant les propriétaires à dire d'experts. » (Art. 5.)

Les marchands ne peuvent faire jeter leur bois sur les rivières et ruisseaux qu'après avoir averti les intéressés dix jours à l'avance par des publications faites depuis le lieu du jet jusqu'à celui de l'arrêt. (V. **Usines, § du Chômage.**) Enfin, préalablement à l'opération du flottage, et pour prévenir les contestations, ils sont tenus de faire visiter contradictoirement les vannes, écluses, pertuis et moulins, pour pouvoir constater le dommage causé par le flot, d'après le récolement de ladite visite, après les flots payés.

La seconde opération consiste à faire pêcher les bois au lieu de l'arrêt. Les terrains voisins sont alors soumis à une servitude, savoir : celle de recevoir les amas de bois, soit pour les charger en bateaux, soit pour les mettre en trains, mais en

ce cas, une ordonnance royale du 28 juillet 1824, art. 14, fixe l'indemnité qui leur est due; aussi, pour déterminer la portion due par chaque marchand, de même que pour faciliter le mesurage de ce qui leur appartient, l'art. 15 du chap. 17, ord. 1672, et d'autres réglements encore, obligent lesdits marchands de faire marquer leurs bois.

Ces opérations de freillage, mesurage et empilage ont lieu sous la surveillance de *jurés-compteurs* institués au nombre de onze sur lesdites rivières pour la sûreté du commerce.

Ces agents sont pourvus de commissions sur la présentation du commerce, visées du commissaire général de la navigation d'approvisionnement; ils sont, en outre, assermentés devant les tribunaux.

Leurs fonctions ont été particulièrement déterminées par une instruction ministérielle du 22 pluviose an X.

§ 3. Des bois enlevés par le courant.

Les bois destinés à l'approvisionnement de Paris, qui ont été entraînés par la violence des eaux, peuvent être enlevés et repris par les marchands et propriétaires et leurs commis ou préposés, sur les îles, terres, prés, jardins, fossés et autres héritages, moulins, écluses, ponts, etc., francs et quittes de tous dommages-intérêts ou indemnités que peuvent prétendre les propriétaires d'héritages ou édifices, sous prétexte de dégâts, dommages et ruptures que peuvent avoir soufferts leurs possessions, attendu l'événement de la force majeure; dans le cas seulement où il y a lieu d'accorder une indemnité pour le *repêchage* de portion desdits bois, elle est fixée conformément au réglement du 9 mars 1784.

Il est défendu à toutes personnes d'emporter et cacher les bois épars par les eaux;

Il est enjoint, à tous ceux qui en auraient recueilli d'en faire leur déclaration devant les administrations locales, à peine d'être poursuivis conformément aux lois relatives à la poursuite des délits en matière criminelle et correctionnelle. (Arrêté, 7 floreal an IX, art. 2, 3, 4.)

Les prefets de l'Yonne et de la Nièvre, et généralement, en cas semblable, ceux dont le departement s'étend sur le rayon de l'approvisionnement qui comprend la Seine et ses affluents médiats et immédiats sont spécialement charges de constater ou faire constater par les sous-prefets et maires, les événements de force majeure de la nature de ceux ci-dessus, et d'assurer, pour la conservation des bois destines à l'approvisionnement de Paris, l'execution des trois articles precédents.

Enfin, les contestations qui peuvent s'élever à ce sujet sont réglées par la voie administrative dans les formes indiquées par la loi organique du 28 pluviose an VIII. (Arrêté, 7 floréal an IX, art. 2, 3, 4.)

§ 4. Service de la navigation sous les ponts de Paris.

Aux termes du décret du 28 janvier 1811, le service de la navigation sous les ponts de Paris est fait par deux chefs de pont qui seuls ont le droit de passer les bateaux sous les ponts, en exigeant un droit de péage, quel que soit d'ailleurs le point où ils arrivent et celui sur lesquels on les dirige ensuite. (Gass., 22 mai 1830.) Il n'y a d'exception que pour les conducteurs des margotats, bachots et doubles bachots.

Les chefs de pont tiennent un registre sur lequel ils inscrivent, jour par jour, les déclarations qui leur sont faites à fin de lâchage; ils sont tenus de descendre les bateaux selon l'ordre des déclarations; cependant, les bateaux chargés pour le compte du gouvernement sont descendus à la première requisition.

Les chefs de pont sont responsables envers le commerce : 1° de leurs manœuvres; 2° des retards qu'ils apportent au remontage ou à la descente des bateaux.

En outre, le préfet de police est autorisé à rendre des ordonnances de police particulières, à la charge de l'approbation du ministre de l'intérieur.

§ 5. Confiscation des bateaux.

L'ordonnance de 1672 précitée relative à la commodité de la navigation sur le bassin de la Seine, enjoint aux marchands, art. 10, de faire incessamment enlever de la rivière les bateaux étant en fond d'eau, et de faire ôter de dessus les ponts et quais les débris desdits bateaux, et, ce à peine d'amende et de *confiscation*. Une ordonnance rendue en conseil d'état, le 21 octobre 1831 porte que cet article ne doit pas être entendu en ce sens : que faute par le propriétaire d'un bateau échoué de le faire retirer des eaux, il y ait lieu non seulement à la confiscation du bateau naufragé ou de ses débris, mais encore à la condamnation à l'amende et à la confiscation de marchandises composant le chargement. Le propriétaire du bateau est uniquement tenu de rembourser à l'administration les frais tant de l'extraction d'office que du dépôt des marchandises jusqu'au jour du retrait. (D. 54, 3, 66.)

NAVIGATION INTÉRIEURE.

SECTION I. — § 1. Exposé. — § 2. Rivières navigables. — § 3. Canaux. — § 4. Tarif. Perception du droit. Droit de stationnement. — § 5. Compétence.
SECTION II. Navigation vicinale.

§ 1. Exposé.

L'état étant chargé de l'entretien des grandes rivières, ainsi que de leurs ports, chemins de halage, et généralement de tous les ouvrages d'art établis dans l'intérêt de la navigation, il est juste qu'il perçoive en récompense et comme droits domaniaux les revenus que cette partie du domaine public est susceptible de produire.

Le gouvernement perçoit donc trois droits principaux qui sont : celui de la *pêche*, celui de *bac*, et celui de l'*octroi de navigation*. C'est de ce dernier seulement que nous nous occuperons ici (V. **Bacs et pêche**). La loi du 29 floréal an X, art. 1er, porte qu'un droit de navigation intérieure sera perçu dans toute l'étendue du royaume sur les fleuves, rivières navigables et canaux, et que les produits en seront spécialement et limitativement affectés au balisage, à l'entretien des chemins et ponts de halage, à celui des pertuis, écluses, barrages et autres ouvrages d'art établis pour l'avantage de la navigation.

Dans l'origine, le produit de cet impôt était, on le voit, specialement affecté à l'amélioration de la navigation et à l'entretien des ouvrages d'art; mais depuis 1814 qu'il fait partie des ressources générales de l'etat, des sommes bien supérieures à ce produit sont consacrées annuellement aux travaux de la navigation. La navigation intérieure sert à toutes les communications par eau etablies dans l'intérieur de la France;

Elle est *naturelle* suivant qu'elle se fait sur les fleuves ou rivières navigables ou flottables,

Et *artificielle* quand elle s'opère sur des canaux et lits de rivière ou de dérivation parallèle à une partie de leurs cours, ou de communication d'une rivière à l'autre.

La navigation intérieure de la France est divisée en bassins, dont les limites sont déterminées par les montagnes ou coteaux qui versent leurs eaux dans le fleuve principal, et chaque bassin est subdivisé en arrondissement de navigation. (Arr. 8 prair. an XI.) [1]

[1] La France est baignée au nord et à l'ouest par l'Océan sur une longueur de 570 lieues, et au sud par la Méditerranée sur un littoral de 120 lieues; elle est bornée à l'est par le cours du Rhin.

La navigation intérieure peut se diviser en bassins de deux classes ; la première contient les bassins de six grands fleuves, le Rhône, le Rhin, la Meuse, la Seine, la Loire et la Gironde. Chacun des six fleuves a pour affluents des rivières dont quelques-unes sont très-considérables; on en compte jusqu'a quarante-neuf. D'autres fleuves et rivières de seconde classe offrent quinze bassins dont les affluents sont aussi très-nombreux ; on en compte cinquante-deux.

Ainsi la France, indépendamment des mers qui baignent ses côtes, est arrosée par cent vingt-deux grands fleuves et fleuves du second ordre, rivieres et affluents navigables et flottables. (Cotelle.)

Les portions de fleuves et rivières faisant partie des départements autres que celui dans lequel est placé le chef-lieu d'arrondissement de navigation intérieure, sont mises dans les attributions administratives du préfet de ce chef-lieu, mais seulement en ce qui concerne les travaux à exécuter dans le lit et sur les bords de la rivière ou du fleuve. Le surplus de l'administration continue à être exercé par le prefet du territoire. (Art. 2.)

L'ingénieur du département où est fixé le chef-lieu d'arrondissement exerce ses fonctions relativement aux travaux à faire sur toute l'étendue des fleuves et rivières compris dans les attributions du prefet de son département. (Art. 3.)

§ 2. Rivières navigables.

Le caractère qui constitue une rivière navigable ou flottable peut résulter d'un fait authentique et notoire, lorsque, par exemple, la navigation ou le flottage y ont lieu depuis un temps immémorial.

Ainsi des ordonnances royales insérées au Bulletin des lois, determinent les portions de fleuves, rivières, canaux et contre-fossés navigables ou flottables avec bateaux, trains ou radeaux, et dont l'entretien est à la charge de l'etat ou de ses ayant-cause. (L. 15 av. 1829, art. 1 et 5; voy. **Eaux. Sect. II, Rivières navigables.**)

Sont assimilés aux fleuves et rivieres navigables pour la police administrative, les lacs et courants qui en dérivent. (L. 15 av. 1829, art. 1 et 3.)

Les rivières navigables et flottables font partie du domaine public. (O. 1669, tit. 27, art. 41; C. civ., art. 557, 558, 644, 714.)

Ne sont pas comprises dans les dispositions ci-dessus les rivières où le flottage n'a lieu qu'à bûches perdues. (C. d'état, 21 fév. 1822; C. cass., 22 août 1823.)

§ 3. Canaux.

Il n'existe pas de disposition législative ou réglementaire qui embrasse tous les canaux d'une manière générale ; des réglements spéciaux ont seulement été rendus pour la surveillance de divers canaux.

Quant aux canaux de navigation, ils sont assi-

milésaux fleuves et rivières navigables et flottables. (L. 29 flor. an X, art. 1er.)

Les canaux dérivés des rivières navigables sont soumis au même régime que ces rivières.

Les canaux de navigation ne peuvent être construits sans l'autorisation du gouvernement; les constructions peuvent avoir lieu, soit aux frais de l'état, soit par le moyen d'impositions extraordinaires sur les départements auxquels le canal sera utile, soit par des entreprises particulières autorisées. (V. **Canaux.**)

L'état est tenu de procurer aux particuliers, autant que possible, une navigation sûre et exempte de danger sur les canaux dont il a la gestion. Il ne doit pas répondre néanmoins de tous les accidents qui y arrivent. Il ne peut être responsable qu'autant qu'on prouve que ces accidents ont eu lieu par la faute ou par la négligence de ses agents. L'obligation de fournir cette preuve est à la charge de celui qui demande la réparation d'un dommage. (Cass. 27 juin 1832; S. 32, 1. 858.)

§ 4. Tarif. Perception. Droit de stationnement.

Toute espèce de droit suppose une perception, et toute perception ne peut s'opérer que d'après une base légale. Or, cette base est le tarif qui, pour chaque fleuve ou rivière navigable ou canal, est arrêté par le gouvernement dans la forme des réglements d'administration publique, après avoir consulté les principaux marchands et mariniers qui les fréquentent, convoqués au nombre de douze, et réunis en conseil auprès du préfet. (Circ. min., therm. an X.)

Cette sage disposition a pour but de concilier les intérêts de tous et de ne pas contrarier des usages locaux; ainsi, chaque fleuve ou rivière doit avoir son tarif particulier, et par la même raison, un conseil particulier de navigation.

Mais les tarifs offrent entre eux, non seulement de bassin à bassin, mais pour les cours d'eau d'un même bassin, et pour les bureaux d'une même rivière, des disparates qu'explique assez le mode d'après lequel ils sont établis. Sur une rivière, le droit est fixé par bateau, avec simple désignation du nom sous lequel l'espèce en est connue, et sans que rien ait été réglé sur les dimensions ou la capacité. Sur telle autre, les bassins sont divisés en deux ou trois classes, en raison de leur longueur, mais la largeur et le tirant d'eau ne sont pas limités. Dans un bassin, le droit est imposé sur la charge possible, et dans un autre sur la charge réelle; ailleurs, il frappe le poids, la mesure, le nombre et l'espèce des marchandises divisées en plusieurs classes.

Les bateaux vides sont taxés, tantôt au quart, tantôt au tiers, quelquefois même à la moitié du droit que supportent les bateaux chargés.

Les trains de bois flotté paient d'après le nombre des coupons ou d'après celui des arbres dont ils sont composés, bien que ces deux unités soient également variables, en raison des localités, de l'espèce des bois, de la largeur des écluses, ou de l'ouverture des arches des ponts.

Toutes ces discordances rendent fort difficile la comparaison des tarifs, l'évaluation des sommes à payer sur diverses lignes, l'appréciation du mouvement de la navigation et le contrôle des produits d'un bureau, par les résultats du bureau supérieur ou inferieur.

Aussi ces graves inconvénients n'ont pas échappé à l'attention du gouvernement, qui s'est occupé activement des moyens de les faire cesser, c'est-à-dire de prélever le droit d'une manière plus équitable et plus uniforme.

On reconnut que le prix des transports par eau devant en général être proportionné à la distance parcourue, au poids des marchandises, à leur valeur relative, et à l'encombrement qu'elles occasionnent à bord des bateaux, les mêmes éléments devaient entrer dans l'assiette de l'impôt. Mais le gouvernement crut devoir essayer ce système avant de le généraliser. Tel est le but de la loi du 23 mai 1834, relative à la basse Seine et à ses affluents.

La mise en vigueur du nouveau mode de perception fut précedée du jaugeage des bateaux et du placement d'echelles métriques, au moyen desquelles on connait le poids du chargement, quel que soit le degré d'enfoncement du bateau. Cette opération importante ayant été accueillie par les mariniers eux-mêmes comme une garantie de la bonne répartition de l'impôt, et les principales chambres de commerce en ayant demandé l'application génerale, un projet de loi a été présenté dans ce but le 18 avril 1836, et tout porte à croire que dans peu de temps le système qu'il consacre sera le seul en vigueur.

Le même projet tend également à opérer autant que possible la réduction des droits; car on a senti que de toutes les mesures qui peuvent activer le mouvement commercial, et donner une grande valeur à la proprieté, en facilitant le transport des marchandises et celui des productions du sol, l'abaissement de la navigation serait assurément la plus féconde en grands résultats.

Si dans le service des fleuves et rivières, dont un préfet est spécialement chargé, il se rencontrait quelques rivières affluentes susceptibles de l'application de la loi susdite, mais qui, à raison de leur

peu d'importance n'auraient pas été désignées, le préfet n'en doit pas moins organiser sur ces rivières le service de la taxe de navigation, en employant le conseil de navigation convoqué pour la rivière principale. (Circ. min., therm. an X.)

Le tarif une fois arrêté de cette manière, le directeur-général des contributions indirectes fait faire la recette du droit de navigation intérieure et des droits et revenus des canaux (Arr. 5 germ. an XII). Cependant sur l'avis des préfets et sur le rapport du ministre, la mise en ferme de l'octroi de la navigation intérieure peut être ordonnée par le gouvernement. (Arr. 8 prair. an XI, art. 4.)

La perception s'opère au moyen d'un percepteur et d'un contrôleur dans chaque bureau.

Les recettes de chaque bureau sont versées dans la caisse du receveur général des contributions du département, où est placé le chef-lieu de l'arrondissement de navigation.

Le droit de navigation doit être acquitté non seulement par les bateaux qui franchissent le point où est situé le bureau de perception, mais en général par tous ceux qui arrivent dans l'espace que la loi détermine comme lieu d'arrivée. (Décision ministerielle du 2 févr. 1808; S. 8, 2, 253.)

Dans tous les cas, les propriétaires de canaux de navigation ne peuvent, même avec l'autorisation du gouvernement, percevoir d'autres droits que ceux fixés par les tarifs tant qu'il ne s'agit que de l'usage du canal tel qu'il a été déterminé par le titre de concession; cependant lorsqu'il s'agit d'un usage auquel les concessionnaires n'ont pas été assujettis, tel que de souffrir le stationnement des bateaux dans le canal pendant un temps plus long que ne l'exigent les besoins de la navigation, les propriétaires du canal peuvent être autorisés à percevoir un droit à raison de ce stationnement, dont le prix ne leur est pas fixé par les tarifs. (Cass., 5 mars 1829; D. 29, 1, 169.)

Il est défendu à tout conducteur de bateaux, trains, etc. de passer les bureaux sans les payer, à peine de 50 fr. d'amende, et de 100 fr. en cas d'insultes ou de violences, indépendamment des dommages et intérêts et de peines plus graves si le cas y échet; et ce, conformément aux dispositions du titre III de la loi du 5 nivôse an VI sur la taxe d'entretien des routes. (Arr. 8 prair. an XI, 23, 24.)

Mais il n'en est pas de même lorsqu'un batelier a payé des droits inférieurs à ceux réellement dus à raison du changement de son bateau, et qu'il est reconnu que le batelier avait fait une déclaration et acquitté le montant des droits reclamés par les employés de l'administration. (Cass., 2 déc. 1835.)

Les autorités civiles et militaires sont tenues, sur la réquisition écrite des préposés aux droits de navigation, de requérir et de prêter main-forte pour l'exécution des lois et réglements relatifs à leurs fonctions. Les procès-verbaux de contravention sont dressés par les préposés de l'octroi et affirmés devant le juge-de-paix du canton dans les 3 jours sous peine de nullité. (Art. 26.)

Il doit être placé sur le port, en face de chaque bureau de perception, un poteau et une plaque sur laquelle est inscrit le tarif.

Defenses sont faites à tout maître de pont ou de pertuis, de monter ou descendre aucun bateau avant de s'être fait représenter la quittance des droits de navigation; et ce, à peine d'être contraint personnellement au remboursement de ces droits par les voies prescrites pour le paiement des contributions. (Art. 27, 28.)

A ces réglements généraux en ont succédé de particuliers pour chaque bassin de navigation: tels sont les arrêtés des 1er messidor an XI, 29 vendémiaire et 1er floreal an XII, les décrets des 28 messidor an XIII, 8 vendemiaire et 10 brumaire an XIV. Il est résulté de cette législation des tarifs différents qui rendent la perception difficile, et qui détruisent cette uniformité si favorable aux spéculations et aux intérêts du commerce. (*Tarbé de Vauxclairs.*) (V. ci-dessus.)

Une décision du ministre des finances du 30 octobre 1834 prononce la franchise du droit de navigation sur les matériaux employés aux travaux de réparation à l'egard des bateaux, trains ou radeaux destinés au service de l'état et qui sont conduits pour son compte par des agents salariés immédiatement par lui. En conséquence ces matériaux doivent être accompagnés d'un certificat constatant leur destination et qui sera délivré par l'ingénieur chargé de la direction de ces travaux. Par une juste analogie cet affranchissement a été etendu aux travaux en régie à effectuer sur les rivieres canalisées et même sur les autres cours d'eau, lorsqu'ils seront executes pour le compte et sous la direction immédiate de l'administration des ponts-et-chaussées.

La même exemption n'a pas été accordée aux travaux par voie d'adjudication dans la crainte de ne pouvoir prevenir ni empêcher les abus provenant du fait des entrepreneurs. (Id.)

§ 5. Contraventions. Compétence.

Toutes les dispositions concernant les mesures

répressives de *grande voirie* ont été déclarées par la loi du 29 floréal an X applicables aux communications par eau. (V. **Grande voirie.**)

Ainsi les préfets sont compétents pour ordonner la destruction d'ouvrages qui entravent le cours d'une rivière navigable et portent prejudice aux propriétés riveraines; le recours contre les arrêtés des préfets doit être porté devant le ministre de l'intérieur avant d'être porté au conseil d'état; les prefets agissent en ce cas par mesure administrative.

Aux conseils de préfecture au contraire appartiennent les mesures répressives à l'égard des contraventions commises sur les rivières navigables et flottables; ils ordonnent donc la destruction des ouvrages faits sans autorisation et prononcent les amendes contre les contrevenants en execution de l'ordonnance d'août 1669 qui prescrit les mesures pour assurer le libre cours des rivières et des canaux navigables et flottables.

Quid si les ouvrages construits sans autorisation se trouvent à la distance prescrite par les réglements? le conseil d'etat a plusieurs fois décidé qu'en pareil cas le contrevenant ne pouvait être condamné à demolir son bâtiment sans indemnité; que, dans tous les cas cependant, il y avait lieu de le condamner à l'amende, lors même que les constructions dont il s'agit n'ont été faites qu'en connaissance d'un avis favorable de la direction générale des ponts-et-chaussees (C. d'état, 20 nov. 1822, 22 janv. 1825); seulement suivant les circonstances, le conseil d'état peut modérer l'amende, si elle est hors de proportion avec le délit.

De même, c'est à l'autorité administrative et non aux tribunaux qu'il appartient de prononcer sur le reglement de l'indemnité due pour dommages causés à des propriétés riveraines par des travaux de navigation qui ont pour effet d'occasionner l'inondation périodique des terres et d'y laisser des dépôts de sable qui les rendent impropres à la culture. (C. d'état, 23 oct. 1835; S. 36, 2, 60.)

Cependant c'est aux tribunaux de police et non aux conseils de prefecture qu'il appartient de connaître des contraventions aux réglements administratifs, relatifs à la police et à la sûreté des embarcations sur les rivières navigables et flottables: la juridiction exceptionnelle, attribuée aux conseils de préfecture par la loi du 29 flor. an X, devant être restreinte aux faits dont parle cette loi, c'est-à-dire aux cas d'anticipation, de détérioration ou d'entrave à la libre circulation. (Cass. 14 nov. 1835; S. 36, 1, 228.)

SECTION II. Navigation vicinale.

Les navigations vicinales ne sont pas, comme les chemins vicinaux, caractérisées et régies par une législation positive; néanmoins dans certains pays, elles constituent l'unique moyen de communication des villes avec les campagnes, ou la seule voie d'exploitation des îles habitées ou cultivées, des tourbières et des marais dépendants des communes ou hameaux.

Dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais où l'on remarque un grand nombre de communications vicinales de ce genre, l'état en laisse l'entretien aux departements et aux communes; conséquemment il leur abandonne les produits de ces cours d'eau.

Voilà ce qui se pratique dans les départements sus nommés; on le conçoit d'autant plus que les lignes de grande navigation y étant très-multipliées l'etat, pour ces lignes mêmes, ne se borne qu'à l'entretien des ouvrages d'art, laissant le reste à la charge des départements.

Mais il n'existe encore jusqu'à présent aucune règle d'une application générale aux cours d'eau *vicinaux*. Examinons donc, d'après les opinions comparées des différents auteurs, l'inconvénient ou l'avantage qu'il y aurait à faire un classement des navigations vicinales établies pour le service spécial des communes, des habitations, des exploitations agricoles ou industrielles, et à les abandonner aux parties intéressées. Faut-il au contraire, par cela seul qu'ils sont navigables, réunir ces cours d'eau au domaine public?

« Dans ce dernier cas, dit le chevalier Allent (V. Favard, V° *vicinalité*), ce serait ajouter par le loyer de la pêche aux revenus du domaine; mais on augmenterait en même temps les charges et les obligations de l'état: il serait tenu de curer le lit des rivières, d'en couper les roseaux, d'en soutenir les rives, et la depense surpasserait le produit; s'il négligeait l'entretien en prenant les revenus, il découragerait les entreprises industrielles ou agricoles des particuliers ou des communes; des cours d'eau navigables cesseraient de l'être; de riches cultures redeviendraient des marécages; plusieurs sources de la contribution tariraient, et un air pestilentiel moissonnerait la population. »

Ces considérations semblent inviter à ne pas faire entrer dans le domaine public la navigation vicinale et privée, à l'assimiler aux chemins vicinaux et à laisser aux particuliers ou aux communes les produits et les charges de tous les cours d'eau, dont le lit et les ouvrages d'art ne sont pas entretenus par l'état, sauf à soumettre les produits

à la contribution, et à faire pour la pêche comme pour la chasse des reglements favorables à la reproduction des animaux et à l'agriculture.

Mais à cela on objecte les dispositions de l'article 538 du Code civil d'après lesquelles les fleuves navigables et les rivières flottables sont considérés comme dépendants du domaine public. Le code, dit-on, les y place sans distinction, ni réserve; ainsi tout cours d'eau est domanial par cela seul qu'il est navigable : on répond que la jurisprudence peut distinguer là où la loi n'a pas distingué; par exemple, que si l'art. 538 du code civil considère toutes les rivières *flottables* comme dépendantes du domaine public, cependant un avis du conseil d'état du 21 janvier 1822, qui fait loi aujourd'hui, distingue entre les rivières flottables sur trains ou bateaux, et les rivières flottables à bûches perdues, en déclarant les premières propriété du domaine et les autres propriété privée; que par analogie on peut dire que l'article 538 n'a entendu parler que des portions de rivières navigables dans l'interêt public, et non susceptibles de propriété privée; mais qu'il n'en est pas ainsi des navigations qui ne servent qu'à la communication des villages, fermes ou hameaux. — (V. sur cette question *Cormenin*, p. 108, 141, tom. 2, et *Garnier*.

Le classement des rivières est aujourd'hui d'un besoin général; celui des routes a sa base dans le décret réglementaire du 16 décembre 1811; et il nous semble que le classement des rivières devrait de même avoir les siennes, sinon dans une loi, au moins dans un réglement d'administration publique où seraient déterminés les caractères des navigations générales, vicinales ou privées, en conciliant sur ce point les intérêts du domaine et du trésor avec la protection due aux intérêts agricoles et industriels.

M. Tarbé de Vauxclairs indique pour ce classement deux catégories :

La première comprendrait les cours d'eau du domaine public, savoir : les cours d'eau navigables et ceux qui sont flottables par trains et radeaux; on y joindrait ceux desdits cours d'eau navigables ou flottables, qui, par le fait de concessions ou autorisations se trouvent hors du domaine public, mais qui par destination sont au nombre des grandes artères de navigation et de flottage sur trains ou radeaux.

On rangerait dans la seconde catégorie les lignes navigables d'un intérêt communal, et celles qui ne servent qu'à des exploitations d'un intérêt privé. On y joindrait les cours d'eau flottables à bûches perdues, et ceux qui peuvent le devenir.

Les petits cours d'eau et ruisseaux non compris dans les deux catégories conserveraient le caractère qui leur a été assigné par le Code civil. (*Diction. des trav. pub.* V° **Vicinalité.**)

NAVIGATION MARITIME.

§ 1. Droits de police. — § 2. Droits de tonnage et de demi-tonnage.

§ 1. Droits de police.

Sans être engagé dans aucun système de prohibition ou de représailles, un pays qui a une grande étendue de côtes et une marine marchande susceptible d'accroissement, est tenu par la nature des choses, de donner protection à ses propres navires et de leur ménager la plus grande part possible dans les transports qui lui sont naturellement acquis, ou du moins de leur réserver quelques avantages qui les distinguent de l'étranger; s'il renonce à ce moyen de prospérité, c'est envers quelques puissances seulement et par suite d'avantages spéciaux qu'elles lui concèdent, en sorte que le principe subsiste toujours.

Une loi, du 21 septembre 1793, copiée sur l'acte de navigation de l'Angleterre, porte qu'aucune marchandise étrangère ne sera reçue dans les possessions de France qu'autant qu'elle arrivera sur bâtiment français ou sur bâtiment du pays de production ou de première vente, les officiers et trois quarts des equipages étant du pays dont le bâtiment porte le pavillon.

Cette disposition absolue n'a jamais été appliquée dans son entier; la guerre et le blocus maritime l'ont rendue inutile jusqu'en 1814, et au retour de la paix l'on admit les navires étrangers soit du pays de provenance, soit de tiers pavillon à concourir avec les bâtiments français pour toutes les importations de l'étranger, à charge seulement de payer une surtaxe pour les marchandises comme ils en payaient déjà une pour le tonnage; on ne réserva l'exclusif aux navires français que pour le cabotage, la pêche et les transports, entre la métropole et ses colonies. (L. 17 decembre 1814.)

Ce système de droits differentiels fut complété par la loi du 28 avril 1816, et il se trouve encore en vigueur sauf les modifications partielles qui résultent des traités passés avec quelques puissances étrangères.

C'est l'administration des douanes qui, à la suppression de l'amirauté a été investie par la loi de 1790 de tout ce qui se rapporte à la francisation des navires, à la police des mouvements et à la perception des droits de navigation. La marine marchande retire de grands avantages des diverses dispositions consacrées par la loi du 27 vendé-

miaire an II et par les combinaisons du tarif des douanes.

C'est ainsi que tout navire qui se trouve dans le rayon maritime, c'est-à-dire dans les 4 lieues des côtes, est obligé de délivrer copie de son manifeste aux termes de l'article 1, titre 6 de la loi du 22 août 1791, à moins toutefois qu'il prouve ne se trouver dans lesdits parages que par force majeure. (Cass., 16 décembre 1835.)

De même le défaut de marque et de numérotage d'un bateau au-dessus de 30 tonneaux, entraine contre le propriétaire ou capitaine l'amende prononcée par l'article 19 de la loi de vend. an II; il n'y a que les bateaux au-dessous de ce tonnage qui en soient exempts en vertu de l'art. 3 de la même loi. (Même arrêt.)

V. Francisation, Douanes.

Le gouvernement exerce pour la sûreté des transports une surveillance continuelle sur la navigation maritime. C'est ainsi qu'aux termes d'une ordonnance royale du 7 août 1835, un maître au petit cabotage ne peut commander que dans celle des deux mers (l'Océan ou la Méditerranée) qui est désignée dans son brevet. Aucun navigateur ne peut être admis au commandement des navires du commerce s'il n'a été reçu capitaine au long-cours ou maître au petit cabotage.

V. Cabotage.— Inscription maritime. — Prises maritimes.

§ 2. Du droit de tonnage et de demi-tonnage [1].

C'est un droit de navigation perçu sur les bâtiments de mer, proportionnellement au nombre de tonneaux ou à la charge que le navire peut porter, ce droit concerne le navire et non la cargaison, ainsi il n'est fait aucune différence entre le bâtiment sur lest et celui qui est chargé; quant au demi-droit de *tonnage*, il a été créé pour subvenir aux travaux de réparation et d'entretien des ports maritimes. L'article 1er du décret du 17 janvier 1806 porte, qu'à compter du premier vendémiaire an XIV, le produit du demi-droit de tonnage, affecté par la loi du 14 floréal an X à l'entretien et à la réparation des ports maritimes de commerce, sera versé au trésor public sous la déduction seulement des remises et frais de perception.

Le demi-droit de tonnage se paie en sus du droit de tonnage, c'est-à dire que pour satisfaire aux deux droits, on exige de la partie payante *un* et *demi*. Le produit du droit de tonnage entre donc dans les recettes générales du trésor et celui du demi-droit est spécialement affecté aux travaux des ports.

Consulter : *Nouveau dictionnaire de la législation des douanes et de la navigation maritime*, par Marie Duménil, 1850; in-8°.

NAVIGATION DU RHIN. — La confection d'un réglement définitif pour la navigation du Rhin, selon les dispositions de l'acte du congrès de Vienne, avait éprouvé des difficultés par suite de la manière dont les gouvernements riverains entendaient appliquer les principes généraux de cet acte aux bâtiments venant de l'Allemagne et traversant en droiture les Pays-Bas pour se rendre dans la mer et *vice versâ*. Mais la navigation du Rhin ne pouvant se passer plus longtemps d'un statut spécial qui fixât les droits et obligations des navigateurs, les puissances riveraines ont jugé à propos de laisser intactes toutes les questions élevées sur les principes généraux de l'acte du congrès de Vienne ayant rapport à cette navigation, ainsi que les conséquences qu'on pourrait en dériver et de concerter les mesures et dispositions réglementaires réclamées depuis longtemps.

En consequence, le 31 mars 1831, il a été conclu à Mayence entre la France, le duché de Bade, la Bavière, les grands ducs de Hesse et de Nassau, les Pays-Bas et la Prusse, une convention portant réglement définitif.

Aux termes de l'art. 1er. « La navigation, dans tout le cours du Rhin, du point où il devient navigable jusqu'à la mer, soit en descendant, soit en remontant, est déclarée entièrement libre, et ne peut être, sous le rapport du commerce, interdite à personne, en se conformant toutefois aux réglements de police exigés pour le maintien de la sûreté générale, et aux dispositions arrêtées par ledit réglement. (Ce réglement en 109 articles est publié au Bull. des Lois; Bull. n° 245, p. 91, en vertu d'une O. du 26 juill. 1833.)

A l'avenir disparaît donc l'action indépendante de la souveraineté que chaque puissance riveraine s'attribuait non seulement sur les rives du fleuve, pendant un cours de plus de 150 lieues, mais encore sur ses eaux, en-deçà de la ligne variable et si difficile à reconnaître que l'on appelle *thalweg*; à l'avenir plus d'entraves à la jouissance d'une navigation si précieuse pour tant de peuples, et qui, bien que partagée entre sept puissances, se trouve concentrée en un système unique et protecteur.

NAVIRES. — V. Francisation. Prises maritimes.

[1] Le tonneau de mer contient à peu près trois muids et demi de France ou vingt-huit pieds cubes. Il est censé équivaloir à un poids de 2,000 livres, poids de marc.

L'arrêté du 13 brumaire an IX a fixé à 1,000 kilogrammes le poids du tonneau de mer, ce qui équivaut à environ 2,043 livres poids de marc.

NEUTRALITÉ.

§ 1. Effets de la neutralité sur terre. — § 2. Effets de la neutralité sur mer.

Les peuples neutres dans une guerre sont ceux qui n'y prennent aucune part, demeurant amis communs des deux partis, et ne favorisant pas les armes de l'un au préjudice de l'autre.

Une nation qui fait la guerre ou qui se prépare à la faire prend souvent le parti de proposer un traité de neutralité à celle qui lui est suspecte; en effet, il est prudent de savoir de suite à quoi s'en tenir, et de ne pas voir tout-à-coup un voisin se joindre à l'ennemi dans le plus fort de la guerre. Lorsque ce traité n'intervient pas, la nation qui veut être neutre n'a pas besoin de le manifester par un acte public, ni d'en convenir par un traité avec les belligérants. La déclaration de neutralité résulte suffisamment de ce que l'on continue de tenir envers ceux-ci une conduite aussi impartiale qu'auparavant.

Quelquefois la neutralité devient une heureuse nécessité pour la nation à laquelle un traité de ce genre est proposé par la puissance ennemie prête à l'envahir. (Vattel, droit des gens.)

M. Portalis dit que la neutralité, qui est en temps de guerre le seul lien des relations sociales et des communications utiles entre les hommes, doit être religieusement observée comme un vrai bien public.

La nation qui veut conserver sa position neutre vis-à-vis des peuples belligérants, doit s'abstenir de fournir aucune espèce de secours à l'un d'eux, soit en hommes, soit en argent, soit en armes ou denrées. Il n'y aurait exception qu'à l'égard de ces derniers objets, dans le cas où ils constitueraient son commerce habituel, et où elle ne refuse pas d'en vendre indistinctement et aux mêmes conditions aux deux peuples en guerre.

Cependant, pour prévenir les funestes collisions que cet usage pourrait entraîner, les peuples d'Europe sont convenus d'interdire, comme neutre, le commerce de certaines marchandises désignées sous le nom de *contrebande*, dénomination qui comprend tous les objets servant directement à la guerre. A l'exception de ces objets et de ceux qui sont spécifiés par des traités particuliers, les neutres peuvent faire librement, avec les nations en guerre, le commerce de toute espèce de marchandises.

§ 1. Effets de la neutralité sur terre.

Sur terre les conséquences de la neutralité consistent à n'exercer aucun acte d'hostilité dans le pays neutre et à ne pas y attaquer l'ennemi.

Mais le passage innocent des troupes est dû à toutes les nations avec lesquelles on vit en paix, et ce devoir s'étend aux troupes comme aux particuliers; toutefois, ce passage, et surtout celui d'une armée entière, n'étant pas une chose indifférente, celui qui veut passer dans un pays neutre avec des troupes doit en demander la permission au souverain. Entrer dans son territoire sans son aveu, c'est violer ses droits de souveraineté et de haut domaine, en vertu desquels nul ne peut disposer de ce territoire pour quelque usage que ce soit, sans sa permission expresse ou tacite. Or, on ne peut présumer une permission tacite pour l'entrée d'un corps de troupes, entrée qui peut avoir des suites si sérieuses. (Vattel.)

M. Vattel pense encore que le passage même innocent ne pouvant être dû que pour de justes causes, on peut le refuser à celui qui le demande pour une guerre manifestement injuste.

§ 2. Effets de la neutralité sur mer.

Sur mer, la conséquence de la neutralité pour les vaisseaux d'une nation neutre est d'éviter l'attaque des croisières ennemies. En ce cas, le pavillon couvre la marchandise, et tout bâtiment escorté est exempt du droit de visite. Ces deux principes sont comme l'essence de la neutralité maritime.

Toutefois cette règle souffre exception, quelquefois donc on a le droit de demander les connaissements, les certificats, etc., et même de faire une visite rigoureuse de toute la cargaison, lorsque l'on est fondé à suspecter ces divers renseignements. En ce cas, les marchandises de contrebande sont de bonne prise. (*Perreau.*)

En outre un vaisseau neutre ne peut être indéfiniment considéré comme un lieu neutre, et la protection qui lui est accordée dans les ports français ne saurait dessaisir la justice territoriale pour tout ce qui touche aux intérêts de l'état.

Ainsi le vaisseau neutre admis dans un port de l'état est de plein droit soumis aux lois de police qui régissent le lieu où il est reçu. Les gens de son équipage sont également justiciables des tribunaux du pays pour les delits qu'ils y commettraient même à bord envers des personnes étrangères à l'equipage, et pour les conventions qu'ils pourraient faire avec elles.

Mais il n'en est pas ainsi à l'égard des délits qui se commettent à bord du vaisseau neutre de la part d'un homme de l'équipage envers un homme du même équipage. (C. d'état, 28 oct.; 20 nov. 1806. S. 6, 2, 501.)

Consulter : *Commerce des Neutres en temps de guerre*, par Lampredi, 1802; in-8°. — *Considérations sur la neutralité maritime*, 1801; in-8°.

NOBLESSE. — La noblese était autrefois un titre d'honneur. Elle distinguait du commun des hommes ceux qui en étaient décorés, et les faisait jouir de certains priviléges. M. Merlin la définit : « une qualité que la puissance souveraine imprime à des particuliers, pour les placer, eux et leurs descendants, au-dessus des autres citoyens. »

Aujourd'hui, et quoique l'article 62 de la charte dise que le roi fait des nobles à volonté, en ne leur accordant toutefois que des rangs ou des honneurs sans aucune exemption des charges et des devoirs de la société, il serait difficile de définir la *noblesse*. On peut la considérer seulement comme un vain titre qui touche fort peu l'opinion publique, et ne fait jouir le titulaire d'aucune prérogative sociale.

Cependant, plusieurs écrivains et Bacon entre autres, regardent la noblesse comme nécessaire dans un état monarchique. Elle forme un pouvoir intermédiaire qui tempère la souveraineté, et sert tout à la fois à la maintenir.

Il n'est guère de nations policées qui n'aient eu quelque idée de noblesse. Originairement la vertu, le courage et le mérite, en distinguant certains hommes dans les masses, et en les elevant au-dessus des autres, créèrent une classe à part devant laquelle les médiocrités étaient portées presque instinctivement à s'incliner.

L'histoire des peuples anciens nous en offre l'exemple : à Rome, on distinguait 1° les patriciens, 2° ceux qui étaient élevés aux grandes magistrattires, 3° les sénateurs, et 4° ceux dont le père et l'aïeul avaient été successivement sénateurs, ou avaient rempli quelque office encore plus élevé. Ils étaient nobles et jouissaient de certaines prérogatives.

Dans les Gaules, il y avait l'ordre des chevaliers, distingué des druides et du commun du peuple.

Tacite nous enseigne, en son liv. II, des Mœurs des Germains, que l'on choisissait le roi dans le corps de la noblesse.

En France, à l'epoque de la féodalité, tous ceux qui faisaient profession des armes etaient réputés nobles. Cependant, on distinguait encore entre eux ceux qui descendaient d'une ancienne noblesse et d'une extraction illustre ; de là, la division entre la haute noblesse et la noblesse ordinaire, qui chacune comptait aussi plusieurs classes. Dans le dernier état de la legislation, avant 1789, il y avait quatre manières d'acquérir la noblesse, 1° par la naissance ; 2° par le service militaire en certains cas ; 3° par l'exercice de quelque office de judicature ; 4° enfin, par des lettres d'anoblissement, moyennant finance ou sans finance, en considération du mérite de celui qui obtenait les titres.

Le roi seul avait le pouvoir d'anoblir ; cependant il ne fut pas sans exemple que des gouverneurs de provinces et des évêques n'aient également accordé des lettres de noblesse. Nous ne parlerons pas ici des priviléges exorbitants attachés à la noblesse. Chacun sait que ce fut l'abus de ces mêmes priviléges qui donna lieu à la révolution de 1789. Aussi, une loi du 23 juin 1790, prononça que la noblesse héréditaire etait pour toujours abolie, et qu'en conséquence les titres caractéristiques de la noblesse ne seraient pris ni donnés par qui que ce fût; et un décret rendu par l'assemblée censtituante, le 27 septembre 1791, prononça l'application d'amendes considerables contre quiconque à l'avenir prendrait dans des actes quelconques l'une des qualifications supprimées, ou contre les officiers publics qui auraient prêté leur ministère à établir les preuves de ce qu'on appelait ci-devant, *noblesse*.

Enfin, plusieurs lois et décrets de la convention poursuivirent les anciens nobles, en les expulsant de la capitale, des places fortes et des villes maritimes, et les excluant de toute participation aux fonctions publiques et aux droits politiques.

Plus tard, cependant, le gouvernement impérial, par le décret du 30 mars 1806, et le sénatus-consulte du 18 août même année, créa une nouvelle noblesse et permit à l'ancienne de reprendre ses titres, sans néanmoins faire revivre les priviléges exclusifs et les exemptions dont celle-ci avait tant abusé [1]. On voit dans l'exposé des motifs que l'objet de cette institution était, non seulement d'entourer le trône de la splendeur qui convient à sa dignité, mais encore de nourrir aux cœurs des Français une louable émulation, en perpetuant d'illustres souvenirs, et en conservant aux âges futurs l'image toujours présente des récompenses qui, sous un gouvernement juste, suivent les grands services rendus à l'état. » Le 1er mars 1808, les titres de prince, d'altesse sérénissime, de duc, comte, baron et chevalier héréditairement transmissibles furent restaurés par l'Empereur. Les armoiries et livrées durent être fixées par lettres-patentes. (**V. Armoiries.**) Le

[1] Par ce décret du 30 mars 1806, l'empereur érigeait et duchés grands fiefs de l'empire : 1° la Dalmatie; 2° l'Istrie 3° le Frioul ; 4° Cadore ; 5° Belluno ; 6° Conegliano ; 7° Trévise ; 8° Feltri ; 9° Bassano ; 10° Vicence ; 11° Padoue 12° Rovigo. Se réservant de donner l'investiture desdits fief pour être transmis héréditairement par ordre de primogéniture aux descendants mâles, légitimes et naturels de ceux en faveur de qui il en aurait disposé.

même jour vit la création des majorats. (V. Majorats.) Peu à peu reparurent toutes les anciennes traditions, et l'article 259 du Code pénal de 1810 plaça l'usurpation des titres de noblesse au rang des délits.

Sous la restauration, le gouvernement accorda fréquemment des lettres de noblesse; d'autres fois en justifiant d'un certain revenu, et moyennant finance on obtenait, par une demande formée devant la commission du sceau des titres, celui de comte ou de baron.

Aujourd'hui, nous l'avons dit, le roi a encore, aux termes de l'art. 62 de la charte, le droit de faire des nobles; mais le titre qu'il confère est purement honorifique. En outre, on peut dire que la noblesse a été abolie par l'abrogation de l'article 259 du Code pénal, abrogation prononcée par la loi du 28 avril 1825.

Consulter : 1° *Essai sur la noblesse de France*, par Tabary, 1752, in-12; 2° *Lettres sur l'origine de la noblesse*, par Mignot de Bussy, 1763; in-12.

NOIRS (Traite des). — V. Colonies.

NOMS [1].

Exposé.

SECTION I. Des prénoms.

SECTION II. Des changements de noms et de la compétence administrative.

SECTION III. Propriété des noms. — Compétence des tribunaux.

La fixité des noms, si souvent traversée dans l'usage, par les petites combinaisons de la vanité, ou par les calculs de l'intérêt, est cependant impérieusement commandée par de puissantes considérations d'ordre public. C'est, en effet, cette fixité qui est la sauvegarde de l'état civil des citoyens et de la stabilité des familles. C'est elle qui protège et garantit l'action de la loi, soit qu'il s'agisse de l'application des droits qu'elle confère et des devoirs qu'elle impose dans le cercle des relations privées, soit qu'il s'agisse de la répression des méfaits qui peuvent compromettre la tranquillité publique.

Sous d'autres points de vue, la fixité des noms a des avantages qui, quoique secondaires, n'en sont pas moins réels. C'est ainsi que suivant Montesquieu (*Esprit des lois, liv. 25, ch. 4*), les noms qui donnent aux hommes l'idée d'une chose qui semble ne devoir pas périr, sont très-propres à inspirer à chaque famille le désir d'étendre sa durée. [2] « Il y a, dit-il, des peuples chez lesquels les noms distinguent les familles; il y en a où ils ne distinguent que les personnes, ce qui n'est pas si bien. » L'hérédité des noms tend donc, sous ce rapport, à favoriser les développements de la population.

En outre, il est des noms qui, par l'illustration qu'y ont attachée les vertus civiles ou militaires de ceux qui les ont portés, sont devenus le plus bel héritage des familles et un des plus beaux titres de gloire du pays. Il importe que ces noms demeurent dans le sein des familles comme un patrimoine inviolable et sacré, non pour y satisfaire une étroite et stérile vanité, mais pour y entretenir et féconder les traditions de courage, de patriotisme et de vertu, sans transmettre la gloire [1]. Ils sont un encouragement à la gloire et le mobile d'une noble et généreuse émulation; à celui qui porte un nom illustre, la patrie est en droit de demander les services et le dévoûment de ses ancêtres.

Pour en revenir à notre sujet, rien ne prouve mieux la nécessité qu'il y a d'imprimer aux noms un caractère de fixité que les abus qui ont toujours signalé les époques où les changements et les usurpations en ont été tolérés.

Ainsi, il fut un temps en France où telle était la faveur dont jouissaient les terres, tel était l'engouement des esprits pour un clinquant de noblesse, qu'il n'était roturier si obscur qui, devenant propriétaire d'une seigneurie, n'attachât bien vite à son nom celui de la terre qu'il possédait [2]. Les nobles eux-mêmes échangeaient la noblesse de leurs ancêtres contre celle de leurs seigneuries. Qu'advenait-il de là? Que les terres venant à changer de main, les noms s'en trouvaient disséminés çà et là sur la tête de ceux qui les avaient possedées, et qui n'avaient entre eux de commun que cette possession qu'ils avaient eue de la même terre. Au milieu de cette confusion, les noms de famille s'égaraient, il devenait

[1] Cet article est de Me Ad. Lacan, docteur en droit, avocat à la Cour royale.

[2] On en voit des exemples dans ces passages de l'Écriture: *Posteritatem familiæ meæ delere non debeo.... Benedictus deus qui non est passus ut deficeret successor familiæ meæ et vocaretur nomen meum in Israël.....*

..... *Ut suscitem nomen defuncti in hereditate suâ, ne vocabulum ejus de familiâ suâ ac fratribus et populo deleatur. Ruth, cap. ult.*

[1] Il n'est pas toujours vrai de dire : *Fortes creantur fortibus et bonis!*

[2] A Rome, il en était autrement; les terres y prenaient le nom de leurs possesseurs; ainsi, l'on disait : *Fundus cornelianus, fundus sempronianus*, etc., etc. Il paraît qu'il en était de même chez les Hébreux, à en juger par ce passage d'un psaume de David (*Psalm. 48*), où il dit, en parlant des seigneurs de ce monde : *Domus eorum in progenie et progenie, vocaverunt nomina sua in terris suis*, c'est-à-dire, suivant l'interprète Génabrard, *per hypallagen, vocaverunt nominibus suis terras.*

souvent impossible d'en reconnaître la trace et par suite de distinguer les familles, leurs branches et les degrés de génération. On conçoit tout le désordre qui en devait résulter dans les relations sociales.

« C'est un vilain usage, disait Montaigne (*Ess. liv. 1, ch. 46*), et de très-mauvaise conséquence en notre France, d'appeler chacun par le nom de sa terre et seigneurie, et la chose du monde qui faict le plus mesler et mescognoître les races. Un cadet de bonne maison, ayant eu pour son apanage une terre sous le nom de laquelle il a esté cogneu et honnoré, ne peult honnestement l'abandonner; dix ans aprez sa mort, la terre s'en va à un estrangier qui en faict de mesme, devinez où nous sommes de la cognoissance de ces hommes..... »

Le danger de ces abus éveilla enfin l'attention du législateur. Henri II fut le premier qui tenta d'y remédier par une ordonnance donnée à Amboise, le 26 mars 1555, dont l'art. 9 portait que, *pour eviter la supposition des noms et des armes*, défenses étaient faites à toutes personnes de changer leurs noms et leurs armes, sans avoir obtenu des lettres de dispense et de permission.

Mais cet édit n'ayant reçu qu'une faible et timide exécution (il paraît qu'il n'avait pas été enregistré), les états-généraux assemblés à Paris en 1614 et 1615, proposèrent, dans le 162e article de leurs cahiers, qu'il fût enjoint à tous gentilshommes « de signer en tous actes et contrats du nom de leurs familles et non de leurs seigneuries, sur peine de faux et d'amende arbitraire: » l'art. 211 de l'ordonnance de 1629 leur imposa, en effet, cette obligation, à peine de nullité des actes qui ne seraient pas signés du nom de famille.

Néanmoins, l'ordonnance de 1629 ne fut pas plus heureuse que ne l'avait été l'édit de 1555; les petites vanités s'insurgèrent; ceux-là mêmes qui devaient faire exécuter la loi, avaient la plupart un intérêt d'amour-propre à ce qu'elle ne fût pas exécutée, parce qu'ils auraient été forcés de donner l'exemple de l'obéissance et de se dépouiller les premiers de noms qui ne leur étaient pas moins chers que leurs charges [1]. L'ordonnance ne remédia donc pas au mal, et les noms des seigneuries continuèrent à créer des noblesses factices qui sont devenues, à l'aide du temps, la tige d'un grand nombre de ces dénominations nobiliaires dont se parent aujourd'hui tant de familles.

Comme un abus en amène toujours d'autres à sa suite, l'abus des noms de seigneuries entraîna celui des noms de guerre; on appelait ainsi les noms que prenaient les soldats soit pour épargner à leur véritable nom et à leur famille le déshonneur dont ils pouvaient se couvrir à l'armée [1], soit pour échapper plus aisément aux comptes qu'ils pouvaient avoir à rendre à la justice, quand ils s'engageaient sous les drapeaux.

« Quant aux noms de guerre, dit Loyseau (*des ordres, ch.* 12), c'est la vérité que le pauvre soldat qui, allant à la campagne, ne veut pas laisser ses mains ni ses pieds à la maison, y laisse bien volontiers son vrai nom, se faisant appeler la Vigne, la Fontaine, la Pierre, la Haye, ou de tel autre nom de guerre, afin que si, par cas fortuit, en passant pays, il demeure accroché à un arbre, sa race n'en soit deshonorée, et s'il echappe au hasard et rapporte ses oreilles en son pays, reprenant le nom qu'il y avait laissé, il ne se trouve point sous iceluy au papier rouge des prevosts...»

Mais, ce n'est pas seulement à l'armée que les noms de guerre devinrent en usage et en faveur, Les juifs, les courtisans, les escrocs avaient aussi leurs noms de guerre, les uns pour se livrer avec plus de sécurité à leurs opérations usuraires, les autres, pour ne pas souiller leur nom de famille de la honte de leur état, ou se parer d'un nom plus analogue à leur genre de vie [2], les autres enfin pour exercer plus à leur aise leur criminelle industrie.

Tel etait l'état des choses à l'époque de la révolution. En abolissant les titres de noblesse, l'assemblée constituante ordonna à chaque citoyen de ne porter désormais que son nom de famille (dé-

[1] Il y avait encore d'autres causes qui concoururent à l'inexécution de cette ordonnance, notamment la manière dont elle fut enregistrée (elle le fut en lit de justice), et peut-être aussi la disgrâce du garde-des-sceaux de Marillac qui en avait été l'auteur. Dans les remontrances qui furent présentées au roi à Versailles, le 4 mai 1788, le parlement de Paris convenait qu'elle était restée sans exécution. (V. *dans l'hist. de France de l'abbé de Montgaillard*, tom. 1, p. 593, une copie de ces célèbres remontrances qui a été prise sur un manuscrit de M. de Malesherbes.)

[1] Chez les Romains, cela n'était pas si facile, car les soldats étaient tenus de faire graver ou écrire leur nom derrière leur bouclier, afin que, s'ils l'abandonnaient, ils ne pussent échapper au déshonneur. (*Végèce*, liv. II, ch. 48.) Il leur fallait donc revenir *avec* ou *dessus*. Cette sage coutume fut renouvelée par Julien, chef de l'armée de Domitien, dans la guerre qu'il faisait en Dacie. (V. *Dion, vie de Julien.*) C'est sans doute à cause de cette même coutume que, dans les levées des soldats d'élite, on commençait par prendre ceux qui étaient de bonne famille. *In delectu militum primi vocabantur qui erant pulchri nominis*, dit Cicéron, liv. II *de divin.*

[2] C'est un usage qui paraît être de vieille tradition. Plaute disait (*in Pœnulo*), en parlant des courtisanes de son temps:

. . . *Hodiè mutant nomina*,
Ut faciant indignum genere quæstum corpore.

crets 19 juin 1790 et 27 sept. 1791), elle réintégra en même temps dans leurs anciens noms les villes, bourgs, villages et paroisses auxquels les ci-devant seigneurs avaient attaché ceux de leur race (décret 23 juin 1790.)

Mais bientôt, l'esprit d'anarchie qui travaillait toutes les têtes, dévorait toutes les institutions, les bonnes comme les mauvaises, vint jeter dans les noms le plus effrayant désordre. On voulut les regénérer comme on régénérait les lois, les usages et les hommes, effacer dans les souvenirs de famille les souvenirs du passé, substituer à des dénominations insignifiantes, des désignations symboliques, ou des noms consacrés par les vertus républicaines des grands hommes de l'antiquité; en un mot, comme on républicanisait la propriété, l'industrie, la dette publique, etc., et on républicanisa les noms.

Loin d'arrêter le mal dans sa source, la convention en accrut l'intensité par son decret du 24 brumaire an II. Sur la proposition qui lui fut faite d'approuver le nom de *liberté* décerné à la citoyenne *Goux*, elle la renvoya, par ce décret, devant la municipalité de son domicile, pour y déclarer, dans la forme ordinaire, le nouveau nom qu'elle entendait adopter. La convention posa, en outre, en principe, que chaque citoyen *a la faculté de se nommer comme il lui plaît*, en remplissant les formalités prescrites par la loi.

En présence d'une *déclaration de droits* si positive, beaucoup de citoyens ne se firent pas faute d'user de la latitude qui leur était laissée, les uns pour dissimuler sous la magie du nom un passé plus ou moins *suspect*, les autres, pour exprimer par leur nom seul toute la fougue de leur énergie révolutionnaire, ou la nature des vertus républicaines dont se pavanait leur patriotisme. Les histoires de Rome et de la Grèce devinrent le calendrier où s'allaient satisfaire toutes ces ambitions délirantes. L'histoire naturelle devint aussi une source féconde où des Français ne rougirent pas d'aller puiser les noms qui devaient marquer leur individualité politique sur le sol natal de la civilisation moderne !

La convention ouvrit enfin les yeux sur de tels abus et porta la loi du 6 fructidor an II, par laquelle elle décréta, sous des peines sevères, qu'aucun citoyen ne pourrait porter de nom ni de prénom autres que ceux exprimes dans son acte de naissance, que quiconque les aurait quittés serait tenu de les reprendre (art. 1), qu'on ne pourrait non plus ajouter aucun surnom à son nom propre, à moins qu'il n'eût servi jusqu'alors à distinguer les membres d'une même famille, sans rappeler des qualifications féodales ou nobiliaires. (Art. 2.)

Cette loi, dont un arrêté du 19 nivose an VI rappela plus tard l'exécution, fut suivie d'une loi non moins importante, celle du 11 germinal an XI qui règle encore aujourd'hui tout ce qui concerne les prénoms et les changements de noms. Nous en retraçons ci-après l'analyse.

Un décret du 20 juillet 1808 vint régler aussi l'état des juifs qui n'avaient pas de noms de famille ni de prénoms fixes; il leur imposa l'obligation d'en adopter dans les trois mois et d'en faire la déclaration devant l'officier de l'état civil de la commune où ils étaient domiciliés. Aux termes de ce décret, ne pouvait être admis comme nom de famille aucun nom tiré de l'ancien testament, ni aucun nom de ville, à l'exception de ceux que les juifs avaient constamment portés.

Entrons maintenant dans quelques détails sur l'état de la legislation et de la jurisprudence actuelles relativement aux noms et prénoms. Nous diviserons cette matière en trois sections : dans la première, nous parlerons *des prénoms*; dans la seconde, *des changements de noms et de la compétence administrative;* dans la troisième, *de la propriété des noms et de la compétence des tribunaux.*

Section Ire. — Des prénoms.

Les noms en usage dans les différents calendriers et ceux des personnages connus de l'histoire ancienne peuvent seuls être reçus comme prénoms sur les registres de l'etat civil destinés à constater les naissances; il est interdit aux officiers publics d'en admettre aucun autre dans leurs actes. (L. 11 germ. an XI, art. 1er.)

Tous ceux qui portent encore des prénoms ne se trouvant pas compris dans les désignations dont s'agit, peuvent, sur simple requête, en demander le changement au tribunal, qui ordonne, le procureur du roi entendu, la rectification de l'acte de l'état civil. (Art. 2 et 3.)

Section II. — Des changements de noms et de la compétence administrative.

Le changement des noms pouvant parfois être nécessité, soit par la nature même de ces noms, quand ils retracent, par exemple, des images grossières ou immorales, soit par de justes convenances de famille, la loi permet à toute personne qui a quelque raison pour changer de nom, d'en adresser la demande motivee au gouvernement. (Art. 4.) Ce changement ne peut avoir lieu qu'autant qu'il a été autorisé dans les formes voulues par la loi. Il y a cependant un cas où cette règle reçoit exception, c'est le cas où, par l'effet de l'adoption, l'adopté acquiert *ipso jure* le droit d'ajouter à son nom propre celui de

l'adoptant, conformément à l'article 347 du Code civil.

Le gouvernement prononce, sur la demande qui lui est soumise, dans la forme prescrite pour les réglements d'administration publique. (Art .5.)

L'appréciation des motifs sur lesquels est fondée la demande en changement de noms est abandonnée à l'arbitrage du gouvernement. Quelles que soient les circonstances qui justifient cette demande, quelle qu'en soit la gravité apparente, elles ne peuvent jamais constituer *un droit* pour le réclamant, ni, conséquemment, devenir l'élément d'aucun débat de sa part dans le cas où sa réclamation serait rejetée. Ainsi, la décision qui refuse à un particulier l'autorisation de changer de nom ou d'ajouter à son nom celui d'un tiers, n'est pas susceptible d'être attaquée devant le Conseil d'état par la voie contentieuse. (V. O. 28 oct. et 16 déc. 1831, 9 janv. 1832.)

Si la demande en changement de nom est admise, l'ordonnance d'autorisation doit être rendue publique par l'insertion au Bulletin des lois; cette insertion est, en outre, accompagnée d'une publication par extrait dans la partie officielle du *Moniteur*.

L'effet de l'ordonnance reste en suspens pendant l'année qui suit l'insertion au Bulletin des lois. (Art. 6.) L'autorisation royale, en effet, peut avoir été subreptice; elle peut blesser de justes et raisonnables prétentions qui n'ont pu encore se faire entendre. Il faut donc donner aux ayant-droit le temps et le moyen de produire leurs réclamations. *Quod desideras an impetrare debeas æstimabunt judices, adhibitis his qui contradicent... L. 39 ff de Adopt.; L. 2 § 16 ff ne quid in loc. pub.; L. ff de Nat. rest.* C'est ainsi qu'autrefois, lorsque le roi permettait à quelqu'un de porter le nom et les armes d'une maison dont il ne descendait par par mâles, on insérait presque toujours, dans les lettres-patentes, cette clause remarquable : *Sauf notre droit en autre chose et l'autrui en tout*[1]. Aujourd'hui, toute personne est admise à se pourvoir devant le gouvernement, dans l'année de l'insertion au Bulletin, pour obtenir la révocation de l'ordonnance autorisant le changement de nom. (Art 7.) L'année dont il s'agit court du jour de l'insertion de l'ordonnance au Bulletin, et non du jour de sa date ni de celui où le Code civil déclare les lois et ordonnances exécutoires. (O. 18 avr. 1816 et 5 juin 1818.)

Sont recevables à former opposition à l'ordonnance, non seulement les particuliers, mais aussi les communes dont on veut s'approprier le nom. (O. 8 janv. 1817.) Peu importe qu'avant l'obtention de l'ordonnance, il eût été formé opposition *à la demande en autorisation*; cette opposition est réputée n'avoir eu d'autre objet que de fournir à l'autorité *de simples renseignements* sur la demande qui lui était déférée, et n'imprime pas à l'ordonnance le caractère d'une décision contradictoire. Elle ne fait donc pas obstacle à ce que les parties opposantes forment de nouveau opposition à l'ordonnance qui autorise le changement de nom. (O. 21 août 1816.)

La voie de l'opposition n'étant établie que dans l'intérêt et pour la conservation des droits des tiers, il s'ensuit qu'elle n'est recevable qu'autant que le tiers opposant justifie avoir lui-même des droits au nom faisant l'objet de la concession. C'est d'après ce principe qu'une ordonnance du 1er mai 1822 décide que celui qui ne prouve, ni par son acte de naissance, ni par d'autres documents, qu'il est en possession légale d'un nom, n'a pas qualité pour s'opposer à l'ordonnance qui confère le même nom à un autre particulier, surtout si celui-ci le possédait déjà depuis longtemps.

Il a même été décidé, que l'opposition n'était pas toujours recevable de la part de celui qui était en possession du nom octroyé par l'ordonnance à un étranger; qu'ainsi, l'opposition d'un cousin à l'ordonnance qui autorise le mari de sa parente à ajouter le nom de cette dernière à son nom et à celui de ses enfants, n'est pas recevable, lorsque des parents *plus proches* déclarent y donner un consentement formel. (O. 26 juin 1822.)

Les oppositions à l'ordonnance qui autorise un changement de nom sont portées devant le comité du contentieux du Conseil d'état, où elles deviennent l'objet d'un débat contradictoire entre les parties intéressées.

Si l'opposition est reconnue fondée, l'ordonnance d'autorisation est révoquée par une nouvelle ordonnance rendue, *le Conseil d'état entendu*.

Si l'opposition est rejetée, la première ordonnance a son plein et entier effet à l'expiration de l'année qui suit l'insertion au Bulletin des lois. Il en est de même s'il n'a pas été élevé d'opposition. (L. 11 germ. an XI, art. 8.)

[1] Quelquefois cependant, le roi interdisait toute réclamation contre les lettres qui autorisaient un changement de nom et d'armes. C'est ce que fit, par exemple, Charles IX dans ses lettres-patentes de novembre 1572, par lesquelles il autorisait Antoine de Blanchefort à changer le cri, nom et armes de Blanchefort pour prendre le cri, nom et armes de Crequi.

Section III. — Propriété des noms. Compétence des tribunaux.

L'ordonnance qui autorise un individu à joindre un nouveau nom à celui qu'il porte est purement énonciative; elle ne fait pas obstacle à ce qu'un tiers fasse valoir le droit exclusif qu'il prétend avoir à son nom patronimique. (O. 1er mai 1822.)

Des enfants ne peuvent ajouter à leur nom paternel celui de leur mère, quoique, suivant un usage local, leur père eût toujours joint ce nom au sien. Cet usage ne constitue pas une possession suffisante pour établir la propriété du nom. (C. Nîmes, 16 dec. 1810.)

Lorsqu'une personne porte un autre nom que celui qui est exprimé dans son acte de naissance, elle ne peut, si les tiers intéressés réclament, être autorisée à conserver le nom d'emprunt, alors même qu'elle serait en possession de ce nom depuis sa naissance, et qu'on le lui aurait attribué dans divers actes émanant de l'autorité. (Cass., 29 juin 1825.)

Celui dont l'acte de naissance porte un surnom qui n'avait été pris par ses auteurs et ne lui a été donné qu'à raison de la possession d'une terre, est sans qualité pour contester, au possesseur actuel de cette terre, l'usage où il est depuis long-temps de joindre à son nom celui de cette même terre. (Cass., 14 nov. 1832.)

Toutes les contestations de ce genre, comme, en général, toutes les questions de propriété, doivent être portées non devant la juridiction administrative, dont la compétence est limitée par la loi à la connaissance des demandes en changement de nom, mais devant les tribunaux ordinaires.

Ce sont aussi les tribunaux qui sont seuls compétents pour ordonner les changements de noms, lorsque ces changements se rattachent aux questions d'état qui leur sont soumises, ou lorsqu'il s'agit de rectifier les erreurs qui ont pu être commises dans les énonciations des actes de l'état-civil.

NOTABLES.—L'article 618 du Code de commerce définit par *notables* les chefs des maisons de commerce les plus anciennes et les plus recommandables par la probité, l'esprit d'ordre et d'économie.

La liste des notables est dressée sur tous les commerçants de l'arrondissement par le préfet, et approuvée par le ministre de l'interieur : leur nombre ne peut être au-dessous de vingt-cinq dans les villes où la population n'excède pas 15,000 âmes; dans les autres villes il doit être augmenté à raison d'un électeur pour mille âmes de population. (Art. 619.)

C'est dans une assemblée composée de ces *notables* que les membres des tribunaux de commerce sont élus.

NOTAIRES.

§ 1. Exposé. — § 2. Fonctions. Incompatibilités. Nomination. Suspension. Révocation. Nombre et résidence. Cautionnement.

§ 1. Exposé.

Les notaires, porte l'art. 1er de la loi du 25 ventose an XI, sont les fonctionnaires publics institués pour recevoir tous les actes et contrats auxquels les parties doivent et veulent faire donner le caractère d'authenticité attaché aux actes de l'autorité publique, et pour en assurer la date, en conserver le dépôt, en delivrer des grosses et des expéditions. »

De tout temps on a senti le besoin de recourir à de semblables fonctionnaires, pour leur faire inscrire devant témoins les conventions intervenues entre particuliers. Dans l'antiquité et au moyen âge on les appelait *scribes et tabulaires tabularii* (*tabellions*). Les clercs des tabellions qui prenaient note des actes qu'on voulait passer s'appelèrent *notarii*. Telle est l'origine du nom de notaire.

Il est peu de fonctions qui aient été l'objet d'un aussi grand nombre de réglements.

Dans l'origine, le droit de passer des actes fut longtemps confondu avec celui de rendre la justice; mais Philippe-le-Bel, en 1302, défendit aux juges de se servir de leurs clercs et greffiers pour notaires, comme ils l'avaient pratiqué jusqu'alors. Ces notaires n'avaient que le pouvoir de recevoir la minute de l'acte; aux *tabellions* seuls appartenait le droit de faire la grosse; et des *gardes-scels* pouvaient seuls apposer le sceau de la juridiction sur les jugements et les contrats; enfin des *gardes-notes* avaient été institués pour avoir, à l'exclusion des tabellions, des notaires et des gardes-scels, la garde et le dépôt des minutes et protocoles des notaires.

Ces différents offices, tour à tour déclarés incompatibles par les lettres-patentes du 1er septembre 1541, les édits ou ordonnances de novembre 1542, 11 décembre 1543, mai 1575, etc., furent enfin réunis en une seule charge, par édit de Henri IV, du 15 mai 1597. Dès lors le titre de *notaire* fut irrévocablement consacré.

On distinguait 1° les *notaires royaux*, qui exerçaient en vertu de provisions délivrées par le

roi, et dans le ressort des bailliages et sénéchaussées auxquels ils étaient attachés, excepté ceux de Paris, de Montpellier et d'Orléans qui pouvaient instrumenter dans toute la France. 2° Les *notaires seigneuriaux*, qui étaient nommés par les seigneurs *justiciers*, et qui n'exerçaient que dans l'étendue seulement de la justice dont ils dependaient. 3° Les *notaires apostoliques* crées principalement pour les prises de possession des bénéfices, et pour autres actes ecclésiastiques. Ces charges étaient exercées par des hommes qui ne faisaient aucune profession du notariat ordinaire.

Ces distinctions, ainsi que la vénalité et l'hérédité des offices de notaires, furent supprimées par la loi des 29 septembre et 6 octobre 1791, qui, la première réunit toutes les classes de notaires en un seul corps sous le titre de *notaires publics*.

A cette loi fort incomplète, succéda celle du 25 ventose an XI (16 mars 1802), aujourd'hui en vigueur. Enfin celle du 28 avril 1816 a rendu les places de notaires en quelque sorte transmissibles. C'est ce qui résulte de l'art. 91 ainsi conçu : « Les avocats à la cour de cassation, *notaires*, avoués, greffiers, etc., pourront présenter à l'agrément du roi des successeurs, pourvu qu'ils réunissent les qualités exigées par les lois. Cette faculté n'aura pas lieu pour les titulaires destitués. »

Toutefois, dit Favard, cette faculté de présenter des successeurs ne déroge pas au droit qui appartient au roi de réduire le nombre desdits fonctionnaires, dans les cas prévus par la loi du 25 ventose, an XI.

§ 2. Fonctions. Incompatibilités. Nominations. Suspension. Révocation. Nombre et Résidence. Cautionnements.

Depuis les lois de 1791 et de l'an XI, les notaires doivent être considérés comme les délegués directs et spéciaux du pouvoir exécutif, pour rendre exécutoires tous les actes et contrats auxquels les parties doivent ou veulent faire donner le caractère d'authenticité attaché aux actes de l'autorité publique. Leur autorité n'est plus, comme on le pensait autrefois, une emanation de l'autorité judiciaire, mais une delegation immediate de la puissance royale. (Toullier, t. 6, p. 211.)

La loi de 1791 n'avait formé qu'une seule classe de notaires; celle de l'an XI les divise en 3 classes; 1° Les notaires des villes où est etabli une cour d'appel, lesquels ont le droit d'exercer dans l'etendue du ressort de cette cour, et peuvent instrumenter en concurrence avec tous les autres notaires; 2° ceux des villes où il n'y a qu'un tribunal de première instance, lesquels exercent dans l'étendue du ressort de ce tribunal, et peuvent instrumenter concurremment avec les notaires de la troisième classe; 3° enfin ceux des autres communes et qui ont pour limites le ressort même de la justice de paix. (Art. 5.)

L'institution du notariat est entièrement indépendante de l'autorité judiciaire et de l'autorité administrative; cependant elle est dans les attributions du ministre de la justice, et soumise, relativement aux actes, à la surveillance de l'administration de l'enregistrement. (L. 19 brum. an IV, et 22 frim. an VII.)

Les fonctions de notaire sont incompatibles avec celles de juges, procureurs du roi près les tribunaux, leurs substituts, greffiers, avoués, huissiers, préposes à la recette des contributions directes et indirectes, juges, greffiers et huissiers des justices de paix, commissaires de police et commissaires priseurs.

L'art. 7 de la loi précitée, n'avait énoncé que ces incompatibilités, mais on peut encore les étendre :

1° Aux fonctions de secrétaire de préfecture et de sous-préfecture (D. 24. vend. an XIII, art. 5);

2° De sous-préfet (Arr. 3. brum. an XII);

3° De conseiller de préfecture (C. d'état, 10 vent. an XIII);

4° De contrôleur des contributions, sauf les exceptions qui peuvent être accordées (D. min. 8 prair. an XIII);

5° D'avocat (O. 20 nov. 1822);

Enfin de greffier des maires tenant le tribunal de police, car il y a les mêmes raisons que pour les greffiers des juges de paix;

6° De directeur de la poste aux lettres.

Mais il n'y a pas incompatibilité entre les fonctions de notaire et celles de juge suppléant près les tribunaux de première instance ou de paix. (Dalloz.)

Sous la loi des 29 septembre, 6 octobre 1791, les places de notaires ne se donnaient qu'au concours, moyen efficace de s'assurer de la capacité de l'aspirant, et qui offrait des garanties réelles aux parties dont les interêts leur etaient confies; mais la loi du 25 ventose, an XI, a rejeté ce mode d'ailleurs incompatible avec l'hérédité des offices reconnue par la loi du 28 avril 1816. Cependant, les chambres de notaires exigent certaines conditions de capacité, sans lesquelles le titulaire sortant n'aurait pas le droit de presenter son successeur. Les notaires sont nommés par le roi, sur la présentation du garde des sceaux, et obtiennent une commission qui énonce le lieu fixe de leur résidence.

Ils doivent, à peine de déchéance, prêter serment dans les 2 mois de leur nomination; car bien que l'ordonnance rendue pour l'exécution de la loi du 31 août 1830, ne parle pas des notaires, cependant une circulaire ministérielle du 8 janvier 1831, les a déclarés soumis au serment, en leur laissant toutefois le droit de présenter un successeur, lorsque par suite du refus, ils sont considérés comme démissionnaires; c'est d'après ce principe qu'il a été jugé par la cour de Rennes, le 14 août 1832 (D. 33, 2, 32), qu'il y a composition irrégulière de la chambre des notaires, si l'on y a maintenu un notaire qui avait notoirement refusé de prêter le serment exigé par la loi de 1830.

Les notaires n'ont d'autres rapports avec l'autorité administrative que lorsque les préfets désignent ceux par qui doivent être reçues les enchères pour les baux à ferme des biens dépendants des hospices et autres établissements publics de bienfaisance ou d'instruction publique. (D. 12 août 1807.)

A l'égard de l'adjudication, des baux et autres actes d'administration des biens de l'état, des lois positives dispensent du ministère des notaires. (V. **Baux, adjudication.**)

Nous devons encore observer que les notaires sont tenus de faire enregistrer au secrétariat de leurs municipalités respectives, leur acte de prestation de serment, et y déposer leur signature et paraphe. (L. 25 vent. an XI, art. 47, 49.)

Quant à l'autorité de surveillance et de contrôle exercé sur les notaires, elle appartient en premier ressort aux chambres de discipline dont un arrêté du 2 nivose an XII fixe les attributions et le nombre; et en second ressort, au tribunal civil de leur arrondissement.

Les peines qui peuvent être prononcées contre eux, sont : l'*amende*, la *suspension* et la *destitution*.

Il y a donc exception à ce principe, d'après lequel le roi a le droit de revoquer les fonctionnaires qu'il a nommés. Car ici c'était une conséquence de l'inamovibilité attachée aux fonctions de notaire par l'art 2 de la loi ci-dessus, qu'ils ne pussent être privés de leur état qu'en vertu d'un jugement, c'est-à dire de décisions émanées d'une autorite indépendante.

Tout notaire suspendu, destitué ou remplace, doit aussitôt après la notification qui lui a été faite de sa suspension, de sa destitution ou de son remplacement, cesser l'exercice de son état à peine de tous dommages et intérêts et des autres condamnations prononcées par les lois contre tout fonctionnaire suspendu ou destitué, qui continue l'exercice de ses fonctions. Le notaire suspendu ne peut les reprendre, sous les mêmes peines, qu'après la cessation du temps de la suspension. (L. 25 vent. an XI, art. 52.)

Nous avons déjà dit que le notaire destitué perd le droit de présenter son successeur. (L. 28 avril 1816, art. 91.)

Nombre et résidence des notaires.—La loi a chargé le gouvernement de fixer le nombre des notaires pour chaque département, ainsi que leur placement et leur résidence. Elle a voulu cependant que cette fixation fût faite de manière : 1° que dans les villes de 100,000 âmes et au-dessus, il y eût un notaire au plus pour 6,000 habitans; 2° que dans les autres villes, bourgs ou villages, il y eût deux notaires au moins ou cinq au plus par chaque arrondissement de justice de paix. Le nombre des notaires de Paris a été fixé à 114. Mais les suppressions ou réductions de places ne doivent être effectuées que par mort, démission ou destitution. (L. 25 vent. an XI, art. 31, 52.)

Le notaire ne peut pas changer la résidence qui lui a été assignée par sa commission, sous peine d'être remplacé comme démissionnaire. Les lois anciennes, celle même de 1791, imposaient au notaire l'obligation de rester dans sa résidence. « S'il pouvait transférer à son gré sa résidence, disait le rapporteur au corps législatif, la loi aurait manqué son but, tant pour l'avantage de la société, que pour celui des notaires en particulier. On verrait la majeure partie d'entre eux, abandonner les campagnes et venir habiter les villes, pour la residence desquelles d'autres notaires auraient payé des cautionnements plus considérables. »

Cautionnement.—Les notaires sont assujettis à un cautionnement, qui est fixé en raison combinée du ressort et de la résidence de chacun d'eux : il est spécialement affecté à la garantie des condamnations qui pourraient être prononcées contre eux par suite de l'exercice de leurs fonctions.

Ces cautionnements sont verses, remboursés, et les intérêts en sont payés conformément aux lois sur les cautionnements. (L. 25 vent. an XI, art. 33, 34. V. **Cautionnement.**)

Consulter : 1° *Dictionnaire du notariat*, par Rolland de Villargues.—2° *Id.*, par une société de jurisconsultes, 1833-34-35. — 3° *Le parfait notaire*, par A. Massé et I Herbette, 1825-1830; 9 vol. in-8°. — 4° *Cours de notariat*, par Augan, 2e édit., 1829; in-8°. — 5° *Organisation du notariat*, par Favard de Langlade, 1803; in-12.

NOTIFICATION ADMINISTRATIVE.—La notification administrative n'ayant pas lieu dans l'intérêt des particuliers, ne peut être invoquée par eux pour faire courir les délais de l'art. 11 du

réglement du 22 juillet 1806 et les parties ne peuvent opposer ladite fin de non recevoir qu'autant qu'ils manifestent leur intention de voir exécuter l'arrêté par eux obtenu, en le faisant signifier par acte d'huissier à leurs adversaires.

Il y a eu quelques exceptions à cette nécessité d'une signification judiciaire, comme dans le cas où la partie reconnaissait la signification, et où elle avait été faite au maire par un sous-préfet; mais on ne doit pas y avoir égard. (V. **Arrêtés administratifs.**)

NOURRICES (Bureau des).—Il existe à Paris un bureau des nourrices où se rendent et sont logées toutes les femmes de la campagne qui viennent dans cette ville pour y chercher des nourrissons. C'est là que les personnes qui en ont besoin peuvent s'adresser.

L'adminstration de ce bureau fait partie de l'administration générale des secours et hopitaux de Paris, sous l'autorité du préfet de la Seine pour la partie administrative et, pour la police sous celle du préfet de police. (D. 30 juin 1806, art. 1er.)

L'existence de ce bureau, consacrée par une déclaration du roi, remonte à 1715.

Un autre déclaration du roi, en date du 1er mars 1727, prononce des peines contre les nourrices enceintes qui prendront des enfants ou celles qui ne seront pas de bonne foi. En cas de decès de l'enfant en route, la nourrice doit, aux termes de cette ordonnance, faire la déclaration au maire le plus voisin.

Deux autres ordonnances du 17 décembre 1762 et du 24 juillet 1769, relatives aux certificats que les nourrices doivent produire, aux droits à payer aux hospices de Paris, etc., achèvent de compléter la legislation en cette matière.

NOYÉS. — Les maires sont chargés de donner des secours aux noyés.

Une circulaire ministérielle du 15 octobre 1814, prescrit les mesures à prendre et les secours à donner. Consulter broch. du doct. Marc. 1836.

NUIT. — Le domicile de tout citoyen est inviolable pendant la nuit; à ce moment aucune arrestation ou visite domiciliaire ne pourraient avoir lieu sans être taxée d'illégalité. Pour éviter l'illégalité à ces actes extrêmes que la loi est obligée d'ordonner en certains cas, elle a dû déterminer d'une manière irrévocable le temps de *nuit*. C'est ce que l'ordonnance du 29 novembre 1820 sur la gendarmerie, art. 48, a réglé ainsi :

Du 1er octobre au 31 mars depuis six heures du soir jusqu'à six heures du matin.

Du 1er avril au 30 septembre, depuis neuf heures du soir jusqu'à quatre heures du matin.

NULLITÉ. — C'est le vice qui empêche un acte ou un jugement de produire son effet. Les nullités ne peuvent être établies que par la loi. (V. C. de proc. 1050 et C. civil 1131, 1109, 1304, 1108, 1124, 1304, 1674, 887, 785, 2054, 2055.)

Les nullités ont pour objet principal ou prochain l'*intérêt public* ou l'*intérêt privé*.

La nullité est prononcée pour l'intérêt public, lorsque son premier et principal objet est le bien de la société générale comme les choses qui intéressent l'ordre public et les bonnes mœurs, les lois politiques, la sûreté commune, l'incompétence, l'excès de pouvoir, etc., etc.: elle est prononcée pour l'intérêt privé, lorsque la loi qui l'établit considère en première ligne celui des particuliers.

La nullité qui a pour cause première et principale l'interêt public, est *absolue* : elle ne se couvre pas par le consentement des parties, parce que la loi resiste continuellement et par elle-même à l'acte qu'elle défend.

Celle qui est principalement établie dans l'intérêt privé est *relative* : pour les exemples de ces nullités (V. **Communes**, chapitre des **Procès communaux**, § défaut d'autorisation.)

La nullité d'un acte ou d'une convention peut être proposée par voie d'action principale dans les formes et les délais ordinaires ou par voie d'exception. Mais, dans tous les cas, il faut qu'un jugement prononce la nullité; elle n'a pas lieu de plein droit, à moins que la loi ne porte expressément qu'il ne sera pas besoin que la nullité soit prononcee. (V. C. procédure 366, 692, cass. 27 août 1818.) Elle ne peut être proposee en appel pour la premièrs fois à moins qu'elle ne puisse être considerée que comme un moyen nouveau ou qu'elle ne soit la défense à l'action principale.

NUMÉROTAGE DES MAISONS. — (V. **Voirie urbaine**, § II.)

O.

OCTROI.

SECTION I. Des octrois. Origine. Législation.

SECTION II. De l'établissement des octrois et des tarifs. — § 1. Proposition. Délibération. Autorisation. — § 2. Des matières imposables.

SECTION III. Des différents modes de perception. Versement et prélèvement au profit du trésor.

SECTION IV. De la perception. — § 1. Où et comment elle s'opère. — § 2. Par qui elle s'opère. Des préposés de l'octroi. — § 3. Des contraventions.

SECTION V. Du passe-debout. Du transit. De l'entrepôt. — § 1. Dispositions communes au passe-debout et au transit. — § 2. De l'entrepôt. Entrepôt réel. Entrepôt fictif.

SECTION VI. Rapports des octrois et de l'administration des contributions indirectes.

SECTION VII. Comptabilité des octrois.

SECTION VIII. Suppression ou remplacement des octrois.

SECTION IX. Contestations et compétence en matière d octrois. — § 1. Compétence administrative. — § 2. Compétence judiciaire.

SECTION Ire. — Des octrois. Origine. Législation.

L'octroi est un impôt local établi dans l'intérêt d'une commune pour subvenir à ses dépenses en cas d'insuffisance de ses revenus ordinaires.

Il est établi sur les objets de consommation intérieure.

Il ne faut pas confondre les droits d'octroi et les droits d'entrée. (V. **Boissons**, section VI.)

Il y a en France 296 villes ou communes de 4,000 âmes et au-dessus qui possèdent des octrois. (L. 18 avr. 1852.) En 1851 il y avait 4,400 villes ou communes soumises aux taxes municipales.

Ces octrois produisent une somme de plus de 60 millions dont le dixième est prelevé au profit du trésor. (V. *Infra*, section III.)

L'origine des taxes sur les consommations remonte à une époque reculée. Car les premières notions positives sur ces droits datent du règne de Louis-le-Jeune.

A cette époque, plusieurs villes percevaient des droits sur l'entrée et l'arrivage de certaines denrées.

Dans le principe, il est présumable que ces taxes étaient arbitrairement établies par les villes selon leurs besoins et les ressources qu'ils pouvaient procurer; mais lorsque l'action du gouvernement se fit mieux sentir, les taxes municipales furent soumises à la sanction du roi, ce qui leur fit donner le nom d'*octrois*, parceque c'était une permission que le roi octroyait aux communes de s'imposer elles-mêmes. (Dupin, *Précis de l'administration des communes.*)

Ces perceptions furent supprimées en 1791, mais bientôt la loi du 11 frimaire an VII posa le principe du rétablissement des octrois sous le nom de *taxes municipales, indirectes et locales*, et enfin la loi du 27 frimaire an VIII les organisa et leur rendit leur nom primtif d'*octrois*.

A cette epoque, les droits d'octrois n'étaient encore que facultatifs; mais une autre loi, du 5 ventose suivant, en fit une disposition obligatoire à l'égard des villes dont les hospices n'avaient pas de revenus suffisants pour leurs besoins.

Aux termes de cette loi, le conseil municipal des villes devait présenter dans le délai de deux mois les projets de tarifs et de réglements convenables aux localités, projets qui devaient être soumis à l'approbation du gouvernement pour être, s'il y avait lieu, définitivement arrêtés. (D. 29 germ. an XII; A. 28 vent. an XII.)

Un décret du 21 brumaire an XIII ordonne que le montant des frais de régie et l'état abregé de leur emploi, ou les conditions des baux à

ferme ou régie intéressée seraient joints chaque année aux projets de budgets des villes.

Deux autres décrets du 11 mai 1807 et 17 mai 1809 réglèrent, le premier, les tarifs d'octrois, le second, leur perception, dont la surveillance fut attribuée à la régie des contributions indirectes qui fut chargée de cette même perception par le décret du 8 fevrier 1812.

Mais bientôt la loi du 8 décembre 1814 vint abroger cette législation et replaça l'administration des octrois dans les attributions des maires, sous la surveillance des sous-préfets et l'autorité du gouvernement.

Une ordonnance du 9 décembre 1814 appela les conseils municipaux à delibérer soit d'office, soit sur la provocation des préfets, sur l'établissement, les tarifs et les réglements d'octrois. Elle mit l'etablissement dans les attributions du ministre de l'intérieur, les tarifs et les réglements dans celles du ministre des finances. (V. *Infra*, **Établissement des octrois.**)

Enfin, les lois du 28 avril 1816, l'ordonnance du 23 juillet 1826, les lois des 26 mars 1831, 29 mars et 18 avril 1832, enfin la loi du 24 mai 1834, ont successivement complété la législation sur cette matière.

Section II. — De l'établissement des octrois et des tarifs. § 1. Proposition. Délibération. Autorisation.

Nous avons dit que les octrois étaient établis pour subvenir aux dépenses des communes, pour mettre, en un mot, leurs ressources au niveau de leurs besoins.

Leur établissement rentre donc essentiellement dans les matières soumises à l'appréciation des conseils municipaux spécialement chargés de veiller aux intérêts de la commune. C'est aussi à eux que la loi a conféré d'abord le droit de provoquer et de déliberer cet établissement.

L'ordonnance du 9 decembre 1814 porte, que les octrois doivent être deliberes d'office par les conseils municipaux.

Cependant, si un conseil municipal néglige le droit d'initiative que lui a confié la loi, cette delibération peut être provoquée par le prefet, lorsqu'à l'examen du budget de la commune, il reconnait l'insuffisance de ses revenus ordinaires, soit pour couvrir les depenses annuelles, soit pour acquitter les dettes arriérées ou pourvoir à des besoins extraordinaires. (D. 17 mai 1809; ord. 9 dec. 1814, art. 5.) Seulement si les revenus ordinaires de la commune depassaient 20,000 francs, il faudrait préalablement qu'il consultât le ministre de l'intérieur.

Enfin dans le cas où le conseil municipal, provoqué par le préfet, refuserait de voter un octroi jugé nécessaire, ou tarderait trop longtemps à prendre une décision, une ordonnance royale, rendue sur le rapport du ministre de l'intérieur, peut d'office prescrire l'établissement de l'octroi.

Les délibérations des conseils municipaux portant établissement d'un octroi sont adressées par le maire au sous-préfet, et envoyées par celui-ci avec ses observations au préfet qui les transmet avec son avis au ministre de l'intérieur. Celui-ci autorise, s'il y a lieu, le conseil municipal à délibérer les tarifs et réglements. (V. *Infra*, § 2. **Matières à imposer.**)

Les délibérations tendant à établir les tarifs et réglements d'octrois suivent la même marche : elles sont envoyées par les préfets aux ministres de l'intérieur et des finances, soumises à la direction générale des contributions indirectes, et enfin portees par le ministre des finances sous les yeux du roi qui peut seul les approuver définitivement.

Jusqu'en 1834, le travail passait des bureaux de la régie des contributions indirectes dans ceux du ministre des finances; il y subissait le plus souvent des modifications nombreuses, sans que, ni les communes, ni le ministre de l'intérieur, leur tuteur naturel, fussent consultes. Mais actuellement il parait reconnu et consacré en principe, 1° que le ministre de l'interieur doit être consulté; 2° que les propositions du conseil municipal doivent être admises ou rejetees, mais qu'elles ne peuvent être modifiées. (*Journ. des cons. mun.*, déc. 1835.)

L'approbation royale est indispensable. Aucune ville ou commune, quelle que soit la quotité de ses revenus ne peut percevoir de droits sans cette autorisation. (L. 5 vent. an VIII.) Cependant il a été jugé que la décision ministérielle suffisait provisoirement pour que la commune pût procéder regalièrement. (A. 15 therm. an VIII.)

L'ordonnance royale qui homologue les réglements et tarifs deliberés par le conseil municipal, leur donne un caractère de stabilité qui ne peut être arbitrairement modifié; ni le maire, ni le conseil municipal, ni l'administration ne peuvent imprimer à un réglement modificatif l'autorité nécessaire à son exécution. (Cass., 2 juin 1820, 22 dec. 1826.)

Il peut cependant arriver que les réglements et tarifs soient reconnus incomplets et insuffisants : dans ce cas il rentre naturellement dans les attributions soit de l'administration, soit des conseils municipaux d'y apporter les changements qui pourraient être nécessaires, mais il faut alors

de quelque part que vienne la modification qu'elle soit délibérée et soumise aux formalités d'approbation que nous avons plus haut relatées.

Dans le cas où ce serait l'administration qui jugerait nécessaires les modifications à apporter aux réglements et tarifs, si les conseils municipaux avertis refusaient ou négligeaient de statuer, une ordonnance royale rendue sur le rapport du ministre des finances pourrait prescrire la modification réclamée ; ce n'est ici qu'une conséquence rationnelle du pouvoir conféré à la royauté de prescrire l'établissement même de l'octroi. (V. *Infrà.*)

En cas d'infraction de la part des conseils municipaux aux règles que nous venons de retracer, le ministre des finances, sur le rapport du directeur général des contributions indirectes, doit en référer au roi en son conseil pour qu'il soit statué. (L. 28 nov. 1816.)

Les frais de premier établissement de régie et de perception des droits des villes sujettes au droit d'entrée doivent être proposés par le conseil municipal, et soumis par la régie des contributions indirectes à l'approbation du ministre des finances. Dans les autres communes ces frais sont réglés par les préfets. Dans aucun cas et sous aucun prétexte les maires ne peuvent excéder les frais alloués, sous peine d'en répondre personnellement. (O. 9 déc. 1814; O. 28 juill. 1819.)

Les préfets doivent veiller à ce que les objets portés aux tarifs des octrois de leur département soient autant que possible taxés au même droit dans les communes d'une même population. (O. 1814, art. 100.)

§ 2. Des matières imposables.

La loi du 11 frimaire an VII, le décret du 17 mai 1809, et l'ordonnance royale du 9 décembre 1814, avaient limité strictement les matières à imposer.

Aucun tarif d'octroi ne pouvait porter que sur des objets destinés à la consommation des habitants du lieu, objets qui devaient toujours être compris dans les cinq divisions suivantes :

1° Boissons et liquides;
2° Comestibles;
3° Combustibles;
4° Fourrages;
5° Matériaux.

L'ordonnance de 1814 donnait l'énumération précise de tous les produits qui se rangeaient sous ces différentes catégories et les exceptions qui pouvaient y être apportées.

La loi de 1816 vint consacrer, par la généralité de ses expressions, un principe plus large et dont les conséquences ont été comprises bien tard, mais qui ne peut tarder à produire des effets dont on ne peut d'avance préciser la partie.

L'article 147 disposait : lorsque les revenus d'une commune seront insuffisants pour ses dépenses, il pourra être établi sur la demande du conseil municipal, un droit d'octroi sur les consommations. La désignation des objets imposés, le tarif, le mode et les limites de la perception seront délibérés par le conseil municipal et réglés de la même manière que les dépenses et les revenus communaux.

Les droits d'octrois, ajoutait l'article 148, continueront à n'être imposés que sur les objets destinés à la consommation locale.

Ces articles renfermaient-ils une abrogation implicite des lois précitées ?

Conséquemment les conseils municipaux avaient-ils le droit absolu, illimité, sans exception, d'établir des taxes sur tous les objets de consommation indistinctement ? Cette prétention, dont la gravité et l'importance sont incontestables, n'avait jamais eté même soulevée, et malgré les inductions faciles qu'on pouvait tirer de ces articles, les conseils municipaux etaient restés dans les limites de l'ordonnance de 1814.

Mais en 1834 un arrêt de la Cour de cassation, du 18 juillet, est venu poser en principe :

1° Que, dans la rédaction des tarifs, les conseils municipaux sont entièrement libres dans la désignation des objets à imposer, dans l'établissement du tarif, du mode et des limites de la perception, toutefois sous cette double modification :

Que les droits d'octrois ne peuvent être imposés que sur les objets destinés à la consommation locale;

Et que les droits imposés au profit du trésor seront toujours conservés;

2° Que les termes de la loi (art. 147, loi 1816) sont illimités, absolus et n'admettent aucune exception ;

3° Que la généralité de ses expressions renferme évidemment une abrogation implicite des dispositions des lois de frimaire an VII, du décret de 1809, et de l'ord. de 1814 ;

4° Enfin, qu'il entre nécessairement dans les attributions d'un conseil municipal d'établir telle taxe qu'il juge convenable sur toute espèce de consommation.

Les conséquences de cet arrêt sont immenses pour les communes : dorénavant les conseils municipaux peuvent imposer une multitude de produits qui échappaient aux tarifs, grâce à la rigidité des catégories de l'ordonnance de 1814; rien de plus facile en effet que de soumettre à l'octroi

la presque totalité des produits; car rien n'est plus élastique que le mot *consommation*.

Quelques publicistes se sont effrayés de cette nouvelle ère ouverte à l'omnipotence des conseils municipaux; ils ont cité différents produits tout à fait en dehors de ceux jusqu'alors tarifiés qui l'avaient été récemment par les conseils municipaux, ce qui indiquait qu'il n'y aurait dorénavant plus de limites aux impositions.

Sans doute, nous le croyons; cela arrivera souvent, peut-être même avec des circonstances plus déraisonnables que celles que l'on a citées, mais qu'importe? N'y aura-t-il pas toujours la surveillance de l'autorité administrative supérieure et, en dernière analyse, le refus d'autorisation qui arrêtera les abus.

Rappelons en effet que non seulement l'établissement, mais encore les tarifs, les modes de perception subissent, avant d'être exécutoires, le contrôle des sous-prefets, des préfets, de l'administration des contributions indirectes, des ministres de l'intérieur et des finances, et enfin l'homologation royale, et nous resterons convaincus du peu de fondement des craintes qu'on a exprimees; d'ailleurs, nous devons l'avouer, cette crainte ne nous préoccupe pas beaucoup, parce que nous ne voyons pas quel est le danger ou l'inconvénient pour les communes de s'imposer plus largement encore qu'elles ne le font.

L'octroi porte sur la consommation locale. C'est une charge qui pèse insensiblement et indistinctement sur tous, dans la proportion des richesses ou des besoins; du moment qu'une commune en s'imposant ne nuit pas, par le fait même de l'impôt dont elle se grève, aux intérêts généraux, et n'en contribue pas moins aux charges publiques, il est évident qu'elle n'impose que son superflu et dès lors il y a intérêt à la laisser faire.

Les conseils municipaux doivent observer dans la rédaction des tarifs certains principes généraux.

Nous en trouvons plusieurs exprimes dans l'arrêt que nous avons analysé tout à l'heure, c'est-à-dire:

Qu'il faut que les droits imposés au tresor soient conservés intacts;

Que les objets imposés soient destinés à la consommation locale;

Enfin, que dans les villes sujettes aux droits d'entrée (V. **Boissons**), l'octroi n'excède jamais ce droit d'entree, à moins d'une ordonnance royale pour les cas extraordinaires.

En général, toutes les matières doivent être imposées par poids et mesures nouvelles, ou par fractions de ces poids et mesures. (V. **Poids et mesures.**) Cependant, lorsque l'usage ancien des localités ou la nature des objets l'exige, le droit peut être fixé de toute autre manière: ce qui importe surtout et ce que l'ordonnanee du 9 décembre 1814 recommande aux préfets, c'est de veiller à ce que les objets portés aux tarifs des octrois de leurs départements soient, autant que possible, taxés au même taux dans les communes d'une même population. (*J. des cons. municip.*, 1835, decembre.)

Il y a certaines matières que leur destination même soustrait aux droits d'octrois. Telles sont:

1° Les approvisionnements en vivres destinés au service de la marine; ils doivent être introduits dans les magasins de la marine de la manière prescrite pour les objets admis en entrepôt. (Ord. 9 déc. 1814.)

Dans le cas où les matières seraient enlevées des magasins, mises en circulation à l'intérieur et employees à toute autre destination que les bâtiments de l'état, elles sont alors soumises aux droits.

2° Les provisions qui se trouvent à bord d'un navire en relâche et qui sont destinées à la consommation de l'équipage. (Cass., 24 juillet 1820.)

3° Les matières servant à la confection des poudres. (Ord., 1814,. art. 104.)

En matière d'octroi, personne ne peut prétendre à la franchise des droits; il n'y a, sous aucun prétexte, privilége et exemption pour qui que soit. (Art. 105.)

Section III. Des différents modes de perception, versement et prélévement au profit du trésor.

Nous avons dit que la désignation des objets imposés, le tarif, le mode et les limites de la perception, étaient délibérés par les conseils municipaux; ils doivent donc décider en conséquence si ce mode de perception sera:

La regie simple;

La régie intéressée;

Le bail à ferme;

L'abonnement avec l'administration des contributions indirectes.

La régie simple est la perception de l'octroi sous l'administration immédiate des maires, par des préposés à la solde de la commune.

La regie intéressée consiste à traiter avec un régisseur, à la condition d'un prix fixe et d'une portion déterminée dans les produits excédant le prix principal et la somme abonnée pour les frais.

La ferme est l'adjudication pure et simple, moyennant un prix convenu, sans partage de benefices et sans allocation de frais.

L'abonnement avec l'administration des contributions indirectes a pour effet de mettre la perception entre les mains des employés de cette régie, qui toutefois agissent sous la surveillance des maires.

Si l'octroi est établi en régie simple, l'administration locale n'a d'autres dispositions à faire que celles qui doivent garantir le recouvrement exact des produits.

Si la mise à ferme ou en régie intéressée a été adoptée, le maire, après avoir reçu l'autorisation du gouvernement et l'avoir publiée par voie d'affiches, procède à l'adjudication.

Cette adjudication est faite par le maire dans les villes d'une population de 5,000 âmes et au-dessus, et dans celles d'une population moindre, par le sous-préfet, en présence du maire.

Les conditions de l'adjudication sont déterminées par un cahier des charges dont le modèle a été déterminé par le ministre des finances avec son instruction du 6 novembre 1816; au nombre des conditions à remplir par les adjudicataires se trouve particulièrement celle de fournir, avant d'entrer en jouissance de leur bail, un cautionnement en immeubles, en numéraire ou en effets publics.

Le cahier des charges stipule en outre que l'adjudication ne sera définitive et que l'adjudicataire ne doit être mis en possession qu'après l'approbation du bail par le ministre des finances.

Dans le cas où les conseils municipaux proposent de faire un abonnement avec la régie des contributions indirectes, les propositions sont transmises par les préfets au directeur général de cette administration, qui soumet à l'approbation du ministre des finances les traités à conclure avec les communes.

Lorsque l'octroi est en régie simple, ou lorsqu'il est perçu par voie d'abonnement avec l'administration des contributions indirectes, le versement des produits est fait entre les mains du receveur municipal, soit par les agents préposés aux portes et barrières, soit par le receveur central de l'octroi, dans les villes ou ce préposé est établi.

Le receveur central est obligé d'effectuer ce versement tous les cinq jours au moins.

Le produit des octrois en ferme ou en régie intéressée doit être versé par l'adjudicataire, à dater de son entrée en jouissance, par douzième, de mois en mois, savoir :

Au receveur municipal, à raison de neuf dixièmes.

Au receveur des contributions indirectes à raison d'un dixième pour les 10 p. °/₀ prélevés au profit du trésor, en exécution de la loi du 28 avril 1816.

En cas de retard dans le versement que les préposés régisseurs ou fermiers sont tenus de faire dans les caisses des communes, les receveurs municipaux doivent poursuivre la rentrée des produits, suivant les régles ordinaires, et si ces moyens sont insuffisants, décerner contre les retardataires une contrainte qui, après avoir été visée par le maire, est rendue exécutoire par le juge de paix. (V. L. 11 frim. an VII; 5 vent., an VIII; D. 15 novembre 1810; Ord. 9 nov. 1814; L. 28 av. 1816.)

Le produit brut de l'octroi devant être porté en recette, on a demandé s'il y avait lieu d'y comprendre le produit des amendes et des confiscations, et subsidiairement si on pouvait ne porter en recette que la portion revenant à la commune, mais la négative n'est pas douteuse; le produit des amendes et confiscations, en matière d'octroi, n'a aucune analogie avec ce droit. Il doit donc faire l'objet d'un article séparé de recette ordinaire et figurer intégralement, sauf à porter aussi en dépense la portion qui, aux termes des réglements doit être répartie entre les employés de l'octroi.

En principe, toute dépense faite pendant un exercice doit être acquittée sur les fonds du même exercice. Cette règle ne peut souffrir d'exception que lorsqu'il est reconnu et justifié que les recettes de l'exercice non encore clos sont réellement insuffisantes. (Inst. minist., 18 avril 1827.)

Section IV. — § 1. De la perception.

Les droits d'octroi sont toujours perçus dans les faubourgs des lieux sujets; mais les dépendances rurales entièrement détachées du lieu principal en sont affranchies. Les limites du territoire auquel la perception s'étend doivent être indiquées par des poteaux sur lesquels sont incrits ces mots : *Octroi de ....*

L'article 9 du décret du 17 mai 1809 autorise également la perception des droits d'octroi, avec les modifications que les circonstances ou les localités peuvent exiger pour l'exécution, dans les banlieues des villes, bourgs, villages, et même dans des portions de banlieue appartenant à un autre territoire.

Dans ce cas, les préfets doivent convoquer les conseils municipaux de ces communes pour délibérer sur la réunion et les modes de perception. (L. de 1816.)

Tout porteur ou conducteur d'objets assujettis à l'octroi est tenu, avant de les introduire, d'en faire la declaration au bureau; d'exhiber au préposé de l'octroi les lettres de voiture, connaissements, chartes-parties, acquits-à-caution, congés, passavants et toutes autres expéditions delivrées par la régie des contributions indirectes, et d'acquitter les droits, sous peine d'une amende de 100 à 200 fr. (L. du 24 mai 1834.) A cet effet, les préposés peuvent, après l'interpellation, faire sur

les bateaux, voitures et autres moyens de transport toutes les visites, recherches et perquisitions nécessaires. (L. du 27 frim., an 8; O. du 9. dec. 1814, art. 28, 29.)

Les conducteurs sont tenus de faciliter toutes les opérations nécessaires aux vérifications.(L. du 27 frim. an VIII, art. 15.)

Les personnes voyageant à pied, à cheval, ne sont pas obligées de se laisser visiter à l'entrée des villes sujettes aux droits d'entrée et d'octroi.

Quant aux voitures particulières suspendues, autrefois elles étaient exemptes de la visite. Une exception fut introduite pour la ville de Paris par l'article 7 de la loi du 29 mars 1832, qui soumit les voitures particulières suspendues aux mêmes visites que les voitures publiques. Cette disposition a été depuis étendue à toutes les villes, par la loi du 24 mai 1834.

On a demandé si les voitures du roi et celles de la famille royale étaient sujettes à cette visite : le ministre du commerce, consulté sur cette question, a répondu que l'article était muet, mais que la visite était facultative ; les préposés, dans le cas où ils pourraient soupçonner quelque contravention auraient droit de la faire. Nous ferons remarquer qu'une ordonnance du 11 fevrier 1774 autorisait expressément cette visite. (O. du 9 déc. 1814; L. du 28 avr. 1816; L. du 29 mars 1832 ; Cass. 22 mars 1834.)

Les diligences, fourgons, fiacres, cabriolets et autres voitures de louage sont soumises aux visites de l'octroi.

Les courriers ne peuvent être arrêtés sur leur passage ; mais ils sont tenus d'acquitter les droits sur les objets qu'ils voudraient introduire et qui y sont soumis. Pour assurer cette perception, les préposés sont autorisés à assister au déchargement de leurs malles.

Dans les communes où la perception ne peut être opérée à l'entrée, il est établi au centre, suivant les localités, un ou plusieurs bureaux où les conducteurs sont tenus d'acquitter les droits avant d'introduire les objets au domicile du destinataire.

Il est défendu aux employés, sous peine de destitution et de tous dommages-interêts, de faire usage de la sonde dans la visite des caisses, malles ou ballots annoncés contenir des effets susceptibles d'être endommagés ; dans ce cas, comme dans tous ceux où le contenu des caisses ou ballots est inconnu, ou ne peut être vérifié immédiatement, la vérification doit être faite soit à domicile, soit dans les emplacements à ce destinés.

§ 2. Par qui s'opère la perception. Des préposés de l'octroi.

La perception des droits d'octroi s'opère ou par les employés des contributions indirectes, dans le cas où la commune a passé avec l'administration l'abonnement dont nous avons parlé section 3; ou, dans le cas contraire, par des préposés nommés par les préfets sur la présentation des maires. Seulement, dans les communes où les produits annuels du droit d'octroi s'élèvent à 20,000 fr. et au-dessus, le préposé en chef de l'octroi est nommé par le ministre, sur la présentation du maire approuvée par le préfet, et sur le rapport du directeur des contributions indirectes. (L. du 27 frim. an VIII ; O. du 9 décm. 1814 ; L. du 28 avril 1816.)

Les proposés de l'octroi doivent être âgés au moins de 21 ans. Ils prêtent serment devant le tribunal civil de la ville où ils doivent exercer, et dans le cas où il n'y en a pas, devant le juge de paix.

Ils ont le droit de port d'armes dans leurs fonctions.

Tous les préposés comptables des octrois sont tenus de fournir un cautionnement en numéraire qui est fixé par le ministre des finances, à raison du 25e brut de la recette présumée.

Le minimum ne peut être au-dessous de 200 fr.

Pour les octrois des grandes villes, il est présenté des fixations particulières.

Ces cautionnements sont versés au trésor, qui en paie les intérêts au taux fixé pour ceux des contributions indirectes. (L. du 28 av. 1817.)

Le directeur général des contributions indirectes peut, dans l'intérêt du trésor, faire révoquer ceux des préposés qui ne remplissent pas leurs fonctions convenablement.

Il est défendu à tout préposé d'octroi indistinctement de faire le commerce des objets compris au tarif.

Tout préposé qui favoriserait la fraude, soit en recevant des présents, soit de toute autre manière, doit être mis en jugement, et condamné aux peines portées par le Code pénal contre les fonctionnaires publics prévaricateurs.(L. du 9 déc. 1814.)

V. **Mises en jugement.**

Depuis la loi du 28 avril 1816, art. 169, 223, 224 dérogeant au decret du 17 mai 1809, l'autorisation du préfet n'est plus nécessaire pour la poursuite des préposés de l'octroi, à raison des faits relatifs à leurs fonctions. Ces préposés sont poursuivis dans les formes communes à tous les citoyens. (C. R. Amiens, du 25 août 1827.)

Les préposés de l'octroi, dans le cas où ils sont

destitues ou démissionnaires, sont tenus, sous peine d'y être contraints par corps, de remettre immédiatement leur commission ainsi que les registres et autres effets dont ils étaient chargés ; et s'ils étaient receveurs, de rendre leurs comptes. (V. *Infrà*, **comptabilité**.)

Tous les préposés de l'octroi sont placés sous la protection de l'autorité publique. La force armée est tenue de leur prêter secours et assistance toutes les fois qu'elle en est requise.

§ 3. Des contraventions.

Tout objet sujet à l'octroi qui, nonobstant l'interpellation des préposés, est introduit sans avoir été déclaré ou sur une déclaration fausse et inexacte, doit être saisi.

Les contraventions aux droits d'octroi sont constatées par des procès-verbaux, qui peuvent être rédigés par un seul préposé dans les formes tracees par la loi du 9 décembre 1814, et qui font foi en justice jusqu'à inscription de faux. (D. 1814.)

Les objets saisis par suite des contraventions aux réglements d'octroi sont déposés au bureau le plus voisin, et si la partie saisie ne s'est pas présentée dans les dix jours, à l'effet de payer la quotité de l'amende par elle encourue, ou si elle n'a pas formé, dans le même délai, opposition à la vente, la vente desdits objets est faite par le receveur, cinq jours après l'apposition à la porte de la maison commune et aux autres lieux accoutumés, d'une affiche signée de lui, et sans aucune autre formalité. (O. 1814, art. 79, 80 et suiv.)

Dans le cas où les objets saisis sont susceptibles de se détériorer, la vente peut avoir lieu avant l'expiration des delais, par ordonnance du juge de paix. (Art. 82.)

Dans le cas ou la vente des objets saisis serait retardée, l'opposition à former peut être faite jusqu'au jour indiqué pour la vente; cette opposition doit être motivée et contenir assignation à bref délai devant le tribunal du lieu de la redaction du procès-verbal. (L. 9 déc. 1814.)

Il n'existe de contravention en matière d'octroi, qu'autant qu'il y a eu fraude de la loi, introduction réelle des objets soumis aux droits, et non pas simplement tentative d'introduction. (C. Lyon, 14 dec. 1821.)

Il y a contravention toutes les fois que la déclaration ou la représentation des quittances de droits n'est pas faite immediatement sur la réquisition des préposés, et les tribunaux ne peuvent, en se fondant sur une représentation ultérieure ou sur la bonne foi, exempter des peines de la loi. (C. Caen, 31 janv. 1829.)

La déclaration doit être écrite; si le conducteur ne sait ou ne veut signer, les préposés doivent en faire mention sur les registres.

Les préposés de l'octroi peuvent poursuivre et saisir à l'intérieur les objets qu'ils ont vu pénétrer du dehors sans acquitter le droit. Cela résulte d'une instruction ministérielle du 25 septembre 1809, instruction, d'ailleurs, qui n'est qu'une conséquence rationnelle des principes qui ont autorisé la perception : sans cette permission accordée aux employés, la fraude eût été trop facile; elle dépendrait du plus ou moins d'adresse ou de celérité des fraudeurs. Aux termes de cette instruction, les préposés sont même autorisés à se transférer dans les maisons où les objets ont été transportés; mais alors ils doivent réclamer l'assistance d'un officier de police.

Section V. — Passe-debout. Transit. Entrepôt.

Il est évident que le droit d'octroi, comme le droit d'entrée sur les boissons, ne frappant que sur les objets destinés à être consommés à l'intérieur, tous ceux qui ne font que traverser une ville ou une commune pour être conduits et consommés au dehors doivent être exempts de tous droits.

On a atteint ce but, sans cependant préjudicier à la perception, par l'établissement du passe-debout, du transit et de l'entrepôt.

Le *passe-debout* est la permission accordée à un conducteur d'objets soumis à l'octroi, de traverser seulement ou de séjourner moins de vingt-quatre heures dans une commune sans acquitter les droits d'octroi. (O. 9 déc. 1814.)

Le *transit* est la faculté de passer par une commune, en exemption de droits, et d'y séjourner suivant les besoins et les circonstances, mais seulement pendant un délai de trois jours, à moins de prolongation accordée par l'administration de l'octroi.

L'*entrepôt* est la faculté donnée à un propriétaire ou à un commerçant de recevoir et d'emmagasiner, dans un lieu sujet à l'octroi, sans acquittement du droit, des marchandises qui y sont assujetties, et auxquelles il reserve une destination extérieure. (O. 9 déc. 1814, art. 41.)

§ 1. Dispositions communes au passe-debout et au transit.

Les propriétaires et conducteurs ou porteurs qui veulent jouir de l'exemption des droits d'octroi, sont tenus de faire, au premier bureau d'en-

trée, une déclaration par écrit des marchandises qu'ils veulent introduire; ils doivent exhiber aux préposés, les lettres de voiture, connaissements, chartes-parties, acquits-à-caution, congés, passavants et toutes autres expeditions délivrées par la régie des contributions indirectes.

Les preposés peuvent toujours vérifier la sincérité des déclarations qui sont faites.

Le passe-debout, ou le transit, est délivré sur le cautionnement ou la consignation des droits, à moins qu'il ne soit possible, lorsqu'il ne s'agit que d'un passe-debout, de faire escorter les chargements, auquel cas le conducteur est dispensé de consigner ou de faire cautionner les droits. (O. 1814, art. 57.)

S'il s'agit de transit, les objets restent sous la surveillance des préposés pendant toute la durée de leur séjour, et la consignation ou le cautionnement du droit subsiste jusqu'au départ.

Les reglements locaux en matière d'octroi peuvent désigner des lieux où les conducteurs d'objets en passe-debout et en transit sont tenus de les déposer, ainsi que les ports ou quais où les navires et bateaux doivent stationner.

Aucun chargement, en passe debout ou transit, ne peut être déchargé, ni changé de place, sans une déclaration préalable.

Toute soustraction ou decharge frauduleuse pendant leur durée fait encourir la saisie des objets déchargés, ou la confiscation de la valeur des objets soustraits.

La restitution de la consignation, ou la libération de la caution, s'opère à la sortie des objets, après vérification faite par les employés de leur quantite et de leur qualité.

Tous les objets manquants ou dénaturés sont passibles de droits, ou constituent une contravention. (Cass., 28 mars 1818, 30 frim. an XIII, 25 janv. 1825.)

§ 2. De l'entrepôt.

L'entrepôt peut être réel ou fictif, c'est-à dire, à domicile; il est toujours illimité.

Les réglements locaux doivent déterminer les objets pour lesquels l'entrepôt peut être accordé, ainsi que les quantités au-dessous desquelles on ne peut l'obtenir. (O. 9 déc. 1814, art. 41.)

1° De l'entrepôt réel.

Dans le cas d'entrepôt réel, les marchandises pour lesquelles il est réclamé, sont placées dans un magasin public, sous la garde d'un conservateur et sous la garantie de l'administration de l'octroi, laquelle est responsable des altérations ou avaries qui proviennent du fait de ses préposés. (O. 1814, art. 48.)

Toute personne qui fait conduire dans un lieu sujet à l'octroi des marchandises comprises au tarif pour y être *entreposées* reellement, est tenue, sous peine d'amende :

1° D'en faire la déclaration préalable au bureau de l'octroi;

2° De s'engager à acquitter le droit sur les quantités qu'elle ne justifierait pas avoir fait sortir de la commune;

3° De se munir d'un bulletin d'entrepôt.

Les préposés de l'octroi peuvent verifier les objets avant leur admission en entrepôt. Chaque ballot ou objet est ensuite marqué d'empreintes particulières à l'octroi.

Quant aux objets marqués et plombés, s'ils le sont regulièrement, ils peuvent être admis sans vérification préalable. Seulement, dans ce cas, l'administration n'est tenue de les restituer que dans l'état où ils ont été reçus.

Outre la marque, les objets sont inscrits par le conservateur sur un registre à souche, avec indication de l'espèce, de la quantité et de la qualité de l'objet entreposé, des marques et numéros des futailles ou colis, des nom et demeure du propriétaire. Un récépissé, détaché du registre à souche, et contenant les mêmes indications, est remis à l'entrepositaire.

Les cessions de marchandises peuvent avoir lieu dans l'entrepôt, moyennant une declaration de la part du vendeur et la remise du recépissé d'admission. Il en est delivré un autre à l'acheteur dans la forme que nous venons d'indiquer.

L'entrepôt réel est ouvert en tout temps aux entrepositaires, tant pour y soigner leurs marchandises que pour y conduire des acheteurs.

A défaut par le proprietaire d'objets entreposés de veiller à leur conservation, le conservateur doit se faire autoriser par le maire et y pourvoir; les frais d'entretien et de conservation sont remboursés à l'administration de l'octroi sur les mémoires et états réglés par le maire. (Ord. 1814, art. 55.)

Les propriétaires d'objets entreposés sont tenus d'acquitter, tous les mois, les frais de magasinage qui sont determinés par le réglement général de l'octroi, ou par un réglement particulier approuvé par le ministre des finances. Si, par suite de dépérissement d'objets entreposés, ou par toute autre cause, leur valeur, au dire d'experts appelés d'office par l'administration de l'octroi, n'excède pas moitié en sus des sommes qui peuvent être dues pour frais d'entretien, frais de transports ou magasinage, il est d'abord fait sommation au propriétaire ou à son

représentant de retirer ces objets, et, à défaut, ils sont vendus publiquement par ministère d'huissiers. Le produit net de la vente, déduction faite des sommes dues avec intérêts, à raison de 5 p. °/o par an, doit être déposé dans la caisse municipale et tenu à la disposition du propriétaire. (O. 1814, art. 55.)

Pour retirer de l'entrepôt réel les marchandises qui y ont été admises, l'entrepositaire doit représenter le récépissé d'admission, déclarer les objets qu'il veut enlever, et signer sa déclaration pour opérer la décharge du conservateur : il est tenu, en outre, de payer immédiatement les droits pour les objets qu'il veut faire consommer à l'intérieur de la commune; et de se munir d'une expédition pour ceux destinés à l'extérieur, enfin de rapporter au dos un certificat de sortie délivré par les préposés aux portes.

2° De l'entrepôt fictif.

A défaut d'entrepôt dans un magasin public, les marchandises peuvent être admises en entrepôt dans les magasins, caves, celliers et autres emplacements appartenant à des propriétaires, commerçants, marchands, facteurs et commissionnaires, pourvu qu'ils soient domiciliés et qu'ils paient patente.

Les déclarations à faire par celui qui réclame l'entrepôt fictif sont les mêmes que celles pour l'entrepôt réel ; mais, de plus, le propriétaire est tenu de désigner les magasins, chantiers, caves, celliers ou autres emplacements où il veut déposer ses marchandises.

Les préposés de l'octroi tiennent un compte d'entrée et de sortie des marchandises entreposées : à cet effet, ils peuvent faire, à domicile, dans les magasins, chantiers, caves et celliers des entrepositaires, toutes les vérifications nécessaires pour reconnaître les objets entreposés, constater les quantités restantes et établir le décompte des droits dus sur celles pour lesquelles il n'est pas représenté de certificat de sortie. Ces droits doivent être acquittés immédiatement par les entrepositaires, et, à défaut, il est délivré contre eux des contraintes qui sont exécutoires nonobstant opposition et sans y préjudicier. (Ord. 1814, art. 44.)

Section VI. — Rapports des octrois et de l'administration des contributions indirectes.

Nous avons déjà dit que la surveillance générale de l'administration et de la perception des octrois de tout le royaume est formellement attribuée à la régie des contributions indirectes ; en conséquence, les employés des contributions indirectes suivent, dans l'intérêt des communes comme dans celui du trésor, les exercices dans l'intérieur des lieux sujets, chez les entrepositaires de boissons et chez les brasseurs et distillateurs ; seulement il est tenu compte par les octrois, à la régie, de partie des dépenses occasionnées par ces exercices.

Les employés des contributions indirectes concourent encore au service des octrois en dressant procès-verbaux pour les fraudes et contraventions qu'ils peuvent découvrir.

De leur côté, les préposés de l'octroi, ayant prêté serment en justice, sont autorisés à dresser procès-verbaux des fraudes qu'il découvrent contre les contributions indirectes, et, conséquemment, ils doivent exiger, sous peine de destitution de tout conducteur soumis aux contributions indirectes, les pièces prescrites par la loi. (V. **Boissons.**)

Ils sont tenus de fournir aux employés des contributions tous les renseignements dont ils peuvent avoir besoin, et de les aider dans toutes leurs opérations.

Enfin ils sont contraints de concourir personnellement au service des contributions indirectes, toutes les fois qu'ils en sont requis, pourvu, toutefois, qu'on ne les oblige pas à sortir du lieu ordinaire de leur service. (Ord. 1814, art. 91 et suiv.)

Section VII. — Comptabilité des octrois.

Par une ordonnance du 25 juillet 1826, il a été décidé que les receveurs municipaux seraient désormais comptables de la totalité des recettes et des dépenses des octrois. Ils doivent donc en rendre compte aux mêmes époques et dans les mêmes formes que pour les autres recettes et dépenses communales; en conséquence, il n'est plus établi de comptes particuliers pour cette branche de revenus ; les comptes ainsi rendus, après avoir été examinés et discutés par les conseils municipaux, sont jugés par la cour des comptes pour les communes dont les revenus s'élèvent à 10,000 fr., et par les conseils de préfecture pour les autres communes. (V. **Commune, Comptes, receveurs.**)

Lorsque l'octroi n'est ni affermé, ni en régie intéressée, les receveurs municipaux produisent à l'appui de leur gestion les pièces justificatives du produit brut et des frais de perception.

Lorsqu'il est en régie intéressée, ils doivent, outre les justifications ordinaires de la recette et de la dépense, produire, selon les cas, le compte provisoire de fin d'année, ou le compte définitif de fin de bail, des bénéfices partagés avec le régisseur, conformément au décret du 17 mai 1809.

Lorsque l'octroi est affermé, ils n'ont à justifier que des versements dus et effectués par le fermier, suivant les conventions du bail.

Section VIII. — Suppression et remplacement des octrois.

Les communes qui veulent supprimer leurs octrois, ou les remplacer par une autre perception, doivent en faire parvenir la demande par le maire au préfet, qui, après avoir reçu l'approbation du ministre de l'intérieur, autorise, s'il y a lieu, le conseil municipal à délibérer sur cette demande.

La délibération du conseil municipal, accompagnée de l'avis du sous prefet et du maire, est adressée par le préfet, avec ses observations et l'etat des recettes et des besoins de la commune, au ministre de l'intérieur, qui statue provisoirement sur les demandes; il est donné connaissance de cette décision au ministre des finances, qui statue et prescrit, dans l'intérêt des communes et du trésor, les mesures à prendre, mesures qui ne peuvent être définitivement autorisees que par ordonnance royale.

Les droits d'octroi continuent d'être perçus jusqu'à ce que la suppression de l'octroi ait eté autorisée, ou jusqu'à la mise à exécution du mode de remplacement. (Ord. 1814.)

Section IX. — Des contestations et de la compétence en matière d'octroi.

§ 1. Compétence administrative.

La compétence de l'autorité administrative en matière d'octroi n'est que d'exception.

Lorsqu'il s'agit d'une contestation élevée entre l'adjudicataire et la commune sur le sens des clauses du bail de l'octroi, le préfet, en conseil de préfecture, est, aux termes du décret du 19 mai 1809, seul compétent pour prononcer sur la contestation. (C. d'état, 12 av. 1825.)

Lors donc que, dans une contestation entre une commune et un fermier de l'octroi, il s'agit de fixer le sens et d'apprécier les dispositions de quelques articles du cahier des charges de l'adjudication également invoquées par les parties, si le conseil de prefecture s'est immiscé dans le jugement de la contestation, il y a lieu d'annuler son arrêté pour cause d'incompetence. (C. d'état, 9 déc. 1831.)

Toute demande en interprétation de l'ordonnance royale, portant réglement et tarif de l'octroi, doit être portée devant le roi en son conseil. (C. d'état, 3 fev. 1830.)

Lorsqu'il s'agit d'une contestation sur l'administration ou la perception de l'octroi en régie intéressée, entre la commune et le régisseur, elle doit être déférée au préfet, qui statue en conseil de préfecture, sauf recours au conseil d'état.

Les maires sont autorisés, sauf l'approbation des préfets, à faire remise, par voie de transaction, de la totalité ou de partie des amendes encourues, même après le jugement rendu. (Ord. 1814, art. 81, 85.)

§ 2. Compétence judiciaire.

L'action résultant des procès-verbaux, en matière d'octroi, et les questions qui pourraient naître de la défense du prévenu, sont de la compétence exclusive, soit du tribunal de simple police, soit du tribunal correctionnel du lieu de la redaction du procès-verbal, suivant la quotité de l'amende encourue. (L. 22 vend.-27 frim. an VIII. Ord. 1814, art. 78.)

Les contestations qui peuvent s'élever entre l'administration des octrois et les contribuables sur l'application du tarif et la quotité des sommes dues par ces derniers, sont de la compétence exclusive de l'autorité judiciaire. (C. d'état, 16 fev. 1823, 16 août 1833.)

Lorsqu'il s'élève une contestation sur l'application du tarif ou sur la quotité du droit réclame, le porteur ou conducteur est tenu de consigner, avant tout, le droit exigé entre les mains du receveur, sauf à lui à se pourvoir devant le juge de paix du canton, qui prononce sommairement et sans frais, soit en dernier ressort, soit à la charge d'appel suivant la quotité du droit réclamé. (L. 27 frim. an VIII.)

Le ministère public a qualité pour poursuivre d'office les contraventions en matière d'octroi, sans adjonction du maire ou du fermier de l'octroi, notamment les contraventions résultant d'opposition, même sans violence, à l'exercice des employés. (Cass., 14 nov. 1833.)

Le tribunal de police seul, et non le juge de paix, peut statuer sur l'amende encourue pour contravention aux droits d'octroi. (Cass., 26 nov. 1810.)

OCTROI DE NAVIGATION. — (V. Navigation.)

OFFENSE. — (V. Injure.)

OFFICIERS DE L'ÉTAT CIVIL. — (V. Actes de l'état-civil, Organisation municipale.

OFFICIERS MINISTÉRIELS. — L'officier

ministériel est celui qui est nommé par le roi pour prêter son ministère aux magistrats ou aux parties. Leur catégorie comprend : les avocats à la cour de cassation, les notaires, les avoués, les greffiers, les huissiers, les commissaires priseurs. (L. 28 avr. 1816, tit. IX, § 11.)

Ces divers fonctionnaires sont assujettis par la loi à un cautionnement, et l'article 96 de la loi du 28 avril 1816, déclare que nul n'est admis à prêter serment et à être installé dans les fonctions auxquelles il aura été nommé, s'il ne justifie préalablement de la quittance de son cautionnement. (V. **Notaires, etc. Cautionnement. Organisation judiciaire**, sect. II, § 10.)

OFFICIERS MUNICIPAUX. — (V. **Organisation municipale.**)

OFFICIERS DE PAIX. — Ce sont des agents spéciaux institués pour le service de la police de Paris par la loi du 29 septembre 1791. Ils ne sont pas officiers de police judiciaire. Leurs fonctions consistent à instruire le préfet de police de ce qui se passe dans Paris et d'exécuter ses ordres.

Leurs procès-verbaux ne valent que comme rapports, et ne font pas foi jusqu'à inscription de faux. Ils portent pour insigne une ceinture bleue sur laquelle sont brodées en or les armes de la ville de Paris.

OFFICIERS DE POLICE JUDICIAIRE. — Ce sont des fonctionnaires chargés par la loi de rechercher les crimes, les délits et les contraventions, d'en rassembler les preuves et d'en livrer les auteurs aux tribunaux chargés de les punir. (Inst. cr., art. 8.) (V. **Police judiciaire.**)

OFFICIERS DE PORTS. — (V. **Ports maritimes.**)

OFFICIERS DE SANTÉ. — (V. **Médecine.**)

OPINIONS. — Les Français ont le droit de publier et de faire imprimer leurs opinions en se conformant aux lois. (V. **Prises.**)

Toutes recherches des opinions et des votes émis jusqu'à la restauration sont interdites, et le même oubli est commandé aux tribunaux et aux citoyens. (Charte, art. 7-10.)

OPPOSITION. — Signifie en général l'empêchement qu'on met à l'execution d'une chose.

Ainsi on forme opposition à un arrêté par defaut. On fait opposition à la delivrance des deniers provenant d'une pension, d'un traitement. (V. **Pensions. Traitements. Saisie. Arrêt.**)

Un autre genre d'opposition est encore celle que les habitants d'une commune sont admis à former dans les enquêtes *de commodo et incommodo*, qui précèdent ordinairement l'établissement des ateliers insalubres, l'exploitation d'une mine, la vente d'un bien communal, et, en général, toutes les opérations dont les effets sont d'un intérêt public. (V. ces différents mots.)

Un avis du conseil d'état du 12 août 1807 porte que l'on ne peut former opposition sur les fonds des communes déposés à la caisse d'amortissement, car dans ce cas, celle-ci est non pas debitrice des communes, mais seulement dépositaire de leurs fonds.

Les créanciers peuvent seulement se pourvoir auprès de l'administration.

ORDONNANCES ROYALES.

§ 1. Ordonnances royales. Leur but.— § 2. Caractères des ordonnances royales. — § 3. Valeur et effets des ordonnances royales. — § 4. Formes et exécution des ordonnances royales.— § 5. De l'interprétation des ordonnances royales. — § 6. Recours contre les ordonnances royales.

§ 1. Ordonnances royales. Leur but.

C'est un acte emané du roi pour l'exécution des lois.

L'art. 13 de la Charte de 1830 est ainsi conçu : le roi.... fait les reglements et ordonnances nécessaires pour l'exécution des lois, sans pouvoir jamais ni suspendre les lois elles-mêmes, ni dispenser de leur exécution.

Après les mots : pour l'exécution des lois, la Charte de 1814 ajoutait : *Et la sûreté de l'État.* Ces mots ont été supprimés en 1830 sur la proposition de la commission chargee de la révision de la Charte, son rapporteur, M. Dupin, a dit :

«Dans ces derniers temps surtout, cet article était devenu le texte des plus étranges et des plus coupables interprétations; on affectait d'y voir le siege d'une dictature dont la puissance de fait pouvait s'elever au-dessus de toutes les lois. Cette doctrine funeste est devenue le prétexte des attentats dirigés contre la liberté du peuple français. Votre commission a rendu le doute impossible à l'avenir, et, ne retenant de l'article que ce qui doit en être conservé dans le juste intérêt d'une prérogative que vous voulez non pas anéantir, mais seulement régler, tout en maintenant la couronne dans le droit incontestable de faire les réglements et ordonnances nécessaires pour l'exécution des lois, nous avons ajouté : Sans pouvoir jamais ni suspendre les lois,

ni dispenser aucunement de leur exécution. (*Moniteur*, 8 août 1830.)

Cette faculté laissée au pouvoir exécutif de faire les réglements et ordonnances, est essentielle pour l'exécution prompte et efficace des lois.

Les lois en effet ne peuvent jamais tout prevoir ; elles posent des principes, établissent les droits, et règlent les intérêts généraux, mais ne peuvent entrer dans des détails que l'expérience seule peut indiquer, et qui doivent nécessairement varier suivant les circonstances et les localités; le caractère essentiel de la loi, c'est-à-dire son unité et sa stabilité, serait donc, sans les ordonnances, une véritable entrave à son exécution.

C'est ainsi que le code forestier, par exemple, s'est contenté de poser des principes généraux, et que l'ordonnance du 1er août 1827 les a appliqués et coordonnés suivant les besoins. (V. **Bois et forêts.**)

De même encore, chaque annee, la loi des finances accorde en masse les fonds nécessaires aux besoins de l'état, sommes qui sont ensuite distribuées, en vertu d'ordonnances royales, selon les besoins des différentes administrations ou corps de l'etat. (V. **Budgets.**)

§ 2. Caractère des ordonnances royales.

Les ordonnances royales peuvent être considérées sous quatre points de vue différents : *elles ordonnent*, *autorisent*, *règlent* ou *jugent*.

1° *Elles ordonnent*, lorsqu'en vertu des droits qui lui sont conférés par la constitution, le roi nomme ou destitue les fonctionnaires administratifs, convoque ou dissout les chambres et les colléges électoraux.

2° *Elles autorisent*, lorsque le roi rend une décision à l'occasion d'une affaire particulière; lorsqu'il permet, par exemple, à une commune ou hospice d'accepter un don; à une societé anonyme de se former, à une localité d'établir une foire.

3° *Elles règlent*, lorsque le roi confirme les actes qui ont pour but de procurer ou de faciliter l'exécution de la loi dont elle sont en quelque sorte le complement; elles prennent alors le nom *de réglements d'administration publique.*

4° *Elles jugent*, lorsquelles servent de forme aux décisions rendues en matières contentieuses par le conseil d'état; les ordonnances de cette nature reçoivent aussi, aux termes de la loi du 28 avril 1816, le nom d'arrêts du conseil.

Les ordonnances royales *qui règlent* doivent toujours être rédigées en Conseil d'état.

Toutes les autres sont dispensées de cette formalité, à moins que la loi n'ait pris soin de déterminer que les ordonnances qui seraient postérieurement rendues pour son exécution devraient l'être dans la forme des réglements d'administration publique, c'est-à-dire après délibération du conseil d'etat.

§ 3. Valeur et effets des ordonnances royales.

Les ordonnances royales rendues sur les matières que le pouvoir exécutif peut regler, sur toutes celles en un mot qui rentrent dans le cercle légal de ses attributions, ont l'effet et la force des lois elles-mêmes, et sont exécutoires comme elles. L'infraction à une ordonnance dont l'autorité se confond avec celle de la loi est donc une atteinte à cette loi même.

Les ordonnances royales compétemment portées en matières administratives, sont des actes de souveraineté que le roi seul peut modifier et qui ne peuvent jamais être l'objet d'aucune contestation devant aucun tribunal. (Proud'hon, t. 1, p. 65.)

Mais obligatoires et inattaquables comme les lois elles-mêmes, lorsqu'elles ont été rendues dans le cercle des attributions du pouvoir exécutif, les ordonnances ne peuvent produire aucun effet lorsqu'elles empiètent sur les droits du pouvoir législatif.

Ainsi, une ordonnance qui prescrirait le paiement d'un impôt qui n'aurait pas été voté conformément à la loi, ne pourrait produire aucun effet, et même serait réputee crime. (C. Paris, 1er av. 1830.)

Une ordonnance royale contraire aux lois et à la Charte, ne serait pas obligatoire pour les citoyens aux droits de qui elle porterait atteinte; chacun pourrait refuser de l'exécuter sans craindre d'encourir les peines de son refus, parce que nul n'est tenu d'obéir à un acte qui par cela seul qu'il est illégal, est une violation des droits, une atteinte portée à la liberté et à la proprieté de tous.

Si le pouvoir egaré voulait poursuivre l'exécution d'un pareil acte, les tribunaux nécessairement appeles à prononcer auraient droit de sevir contre les agents du pouvoir qui auraient voulu le faire exécuter.

Personne ne pourrait non plus exciper dans son intérêt d'une ordonnance royale incompétemment rendue. Ainsi, pour se soustraire à l'exécution de ses engagements, un particulier se prévaudrait vainement des dispositions d'une pareille ordonnance; il ne pourrait même prétendre que c'est là un cas de force majeure résultant du fait du prince. Car le fait de violation de la loi est ici le fait prédominant, et personne ne peut acquérir de droits par la violation des lois. (Trib. de com. de Paris, 28 juill. 1830.)

§ 4. Formes et exécution des ordonnances royales.

Les ordonnances royales doivent être revêtues de certaines formes : ces formes sont l'intitulé au nom du roi, sa signature et celle d'un ministre.

La signature du ministre est ici le complément nécessaire de l'ordonnance ; elle n'a et ne peut avoir d'effet qu'autant qu'elle est contresignée par celui d'entre les ministres chargé de la division à laquelle appartient la nature de l'affaire, et dans le cas de mort ou de démission, par celui qui est chargé des affaires par intérim et qui doit répondre de sa signature et de ses ordres.

En aucun cas l'ordre du roi, verbal ou par écrit, non plus que les delibérations du conseil ne peuvent soustraire le ministre à la responsabilité. (V. **Ministre**, § **Responsabilité**.

Relativement à leur exécution, les ordonnances sont soumises aux mêmes formes que les lois.

Elles doivent être insérées au bulletin officiel et ne deviennent exécutoires qu'un jour après cette insertion, augmenté du delai d'un jour par dix myriamètres. (V. **Lois.**)

Ce mode doit être employé pour toutes les ordonnances d'un intérêt general ; quant aux ordonnances rendues sur des affaires particulières, en un mot, toutes celles qui ne sont pas des réglements d'administration publique, elles ne sont obligatoires qu'autant qu'on en a donné connaissance aux personnes qu'elles concernent, par publication, affiche, notification ou signification. (C. d'etat, 12 prairial, an XIII.)

§ 5. De l'interprétation des ordonnances royales.

En général, le véritable sens d'une ordonnance d'exécution est toujours le sens légal, le sens que comportent les lois préexistantes.

Lorsqu'il y a contestation sur le sens de deux dispositions d'une ordonnance, le ministre ne peut sans excès de pouvoir, s'arroger l'interprétation officielle de l'ordonnance et déterminer le sens des deux dispositions pretendues contradictoires.

L'interprétation appartient exclusivement au roi en Conseil d'etat. (C. d'ét. 8 av. 1829, 5 fév. 1830.)

Les tribunaux administratifs ne doivent jamais se permettre d'interpréter les ordonnances dans un sens contraire à la loi, sans quoi et sous le prétexte de leur exécution, ils enfreindraient ou paralyseraient les décisions de la haute administration.

Lorsqu'il s'élève des difficultés sur l'interprétation d'une ordonnance, c'est au Conseil d'état seul qui appartient de les interpréter et de régler s'il y a lieu, les opérations prescrites par ces décisions.

§ 6. Recours contre les ordonnances royales.

On ne peut renouveler devant un ministre ou devant le Conseil d'état une demande qui a été définitivement jugée par ordonnance royale. (D. 17 mai 1809. C. L. 51 janv. 1817.)

Contre une ordonnance royale contradictoirement rendue, on ne peut se pourvoir par la voie équipollente à requête civile que dans les deux cas prévus par l'art. 52 du réglement du 22 juillet 1806. Savoir : 1° quand l'ordonnance a été rendue sur pièces fausses, 2° lorsque la partie a été condamnée faute de représenter une pièce décisive qui était retenue par son adversaire.

Elle ne peut être attaquée par opposition en la forme contentieuse ; mais seulement par requête au roi par l'intermédiaire du garde des sceaux, le suppliant de procéder conformément à l'art. 40 du réglement de 1806. (C. cass., 25 août 1830. Proud'hon, tom. 3, 1065.)

Une ordonnance royale, contenant approbation de l'adjudication d'un bien communal, n'est qu'un acte de tutèle administrative, ce n'est pas un acte administratif ordonnant ou décidant avec effet sur le droit des tiers, ou sur le pouvoir des tribunaux ; ainsi le tiers dont un droit de servitude ou de propriété se trouverait lésé par une adjudication ou l'ordonnance approbative, n'a pas besoin de se pourvoir au Conseil d'etat par tierce-opposition, il peut s'adresser aux tribunaux *de plano* comme s'il n'existait pas d'ordonnance royale. (C. cass., 5 juill. 1826.)

Lorsqu'un arrêté du conseil de préfecture qui a servi de base à un arrêt de Cour royale, a été annule postérieurement à cet arrêt par une ordonnance royale, on ne pourrait être recevable à demander devant le Conseil d'état qu'en interprétation de cette ordonnance, il déclarât non avenu l'arrêt rendu en vertu de l'arrêté annule. (C. E. 18 août 1825.)

ORDONNANCE DE 1669.—De grands abus s'étaient glissés dans la conservation des bois du royaume, ainsi que dans l'entretien et la police des rivières ; un pareil etat de choses ne pouvait durer sous Louis XIV, prince éclairé qui dirigea toutes les améliorations dont la France avait tellement besoin à cette époque. Ce fut pour consacrer celles que reclamaient la conservation des forêts et le régime des eaux du royaume qu'il rendit la fameuse ordonnance de 1669 sur cette matière. Bien qu'abolie par le nouveau code forestier, elle a encore

force de loi dans certaines circonstances, et on s'en appuie généralement comme d'une puissante autorité. (V. **Bois et forêts.**)

ORDRES SACRÉS. (V. **Culte.**)

ORDRES MONASTIQUES.—Tous les ordres monastiques et congrégations religieuses ont été abolis en France par la loi du 18 août 1792, et leur rétablissement est à l'avenir interdit.

Antérieurement à la loi susdite, un décret du 2 novembre 1789 déclarait réunis au domaine de l'état les biens qui appartenaient aux corps ecclésiastiques; ces biens ont depuis été aliénés en grande partie. (V. **Culte**, chap. 2, § **Congrégations religieuses, Domaines nationaux.**)

ORDRE PUBLIC. — L'ordre public est l'intérêt général de la société. Les lois d'ordre public sont donc celles qui ont pour objet cet intérêt; elles concernent aussi les intérêts particuliers des citoyens, mais secondairement.

« On ne peut déroger par des conventions particulières aux lois qui intéressent l'ordre public et les bonnes mœurs. » Tel est le texte de l'article 6 du Code civil.

Ainsi, les dispositions de ce code sur l'état des personnes sont des lois d'ordre public; ainsi encore, l'ordre des juridictions ne peut être interverti, ni par la volonté des parties, ni par le consentement du juge, parce qu'il est d'ordre public; de même aussi et toujours par la même raison, on ne peut renoncer ni expressément, ni tacitement à la faculté d'appeler ou de se pourvoir en cassation dans les matières d'ordre public.

ORDRES ROYAUX.

SECTION I. Des ordres conservés.
SECTION II. Ordre de Saint-Michel.
SECTION III. Ordre de la Légion-d'Honneur. — § 1. Nomination. Composition de l'ordre, etc. — § 2. Des traitements. — § 3. Grande chancellerie. — § 4. Maisons d'éducation.
SECTION IV. Croix et médailles de juillet 1850.
SECTION V. Ordres étrangers.
SECTION VI. Port illégal de décorations. Poursuites contre les légionnaires.

SECTION I. — Des ordres conservés.

On appelle *ordres royaux* certaines distinctions en général seulement *honorifiques*, quelquefois aussi *pécuniaires* accordées par le souverain.

Dans le principe les *ordres* de *chevalerie*, créés presque tous pour récompenser le mérite militaire seulement, étaient le privilége presque exclusif de la noblesse et de l'armee.

De tout temps en France on a été prodigue de décorations et d'honneurs, soit parce qu'ils procuraient au prince un mode facile et peu dispendieux de récompenses, soit encore parce qu'à l'époque de leur création c'était un puissant mobile pour exciter l'émulation et la valeur, et un véritable moyen de récompenser des hommes qui, riches d'argent, n'avaient plus soif que d'honneurs et de prérogatives. (Favard. rép. de Jur. v° ordres.

Des divers ordres créés successivement en France, beaucoup ne subsistent plus ou ont été légalement abolis.

Ainsi, on ne connaît plus que de nom seulement l'ordre du Croissant, fondé par St. Louis en 1269; de l'Étoile, créé par le roi Jean en 1350, etc.; d'un autre côté, les ordres de Saint-Lazare, de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, créés par Henri IV en 1607; du Saint-Sépulcre, de Malte, qui subsistaient encore à la révolution de 1789, ont été supprimés à cette epoque par les lois du 4 août 1789, 28 mars et 19 septembre 1792.

Sous l'empire, outre l'ordre de la légion d'honneur, créé par la loi du 22 floréal, an X, on crea l'ordre des Trois-Toisons-d'Or, spécialement destiné à récompenser le mérite militaire, et l'ordre de la réunion destiné à récompenser les services administratifs ou judiciaires. (Décret du 14 oct. 1810, 18 oct. 1811.) Mais ces deux ordres furent abolis par deux ordonnances du 19 janvier 1814, 28 janvier 1815.

L'ordre du Saint-Esprit, institué en 1578 par le roi Henri III, supprimé en 1791, fut rétabli avec plus d'éclat en 1815 à l'époque de la restauration. et l'ordre de Saint-Louis, fondé en 1693 par Louis XIV, et qui avait suivi les mêmes vicissitudes ont été tous les deux supprimes définitivement par une ordonnance du 11 février 1831 qui abrogea toutes les décorations créées ou rétablies à la suite des événements de 1814 et 1815 et prescrivit la poursuite conformement aux lois (Code pén. art. 259), de toutes personnes qui continueraient à porter ces décorations.

Il n'y a donc maintenant en France que trois ordres royaux légalement conserves:

1° L'ordre de Saint-Michel;
2° L'ordre de la Légion d'Honneur;
3° La Croix et la Médaille de juillet 1850.

SECTION II. Ordre de Saint-Michel.

L'ordre de Saint-Michel a été créé par Louis XI, le 1er août 1469; à l'origine de sa création, cet ordre était essentiellement militaire, et il fal-

lait être noble et catholique pour l'obtenir. (Ed. de 1469, art. 1er.)

Le nombre des membres porté à trente-six par l'édit de création fut augmenté jusqu'à cinquante par lettres-patentes de Charles IX du 5 avril 1566.

Mais cette limite ayant bientôt été outrepassee, et l'ordre étant tombé dans un discredit complet, Louis XIV rendit une ordonnance, du 12 janvier 1665, qui fixa définitivement le nombre des chevaliers de l'ordre de Saint-Michel à cent.

Aboli en 1789, l'ordre de Saint-Michel fut rétabli, le 16 novembre 1816, par une ordonnance qui en le réorganisant précisa sa destination.

D'après le vœu de cette ordonnance, il est spécialement consacré à servir de récompense et d'encouragement aux individus qui se distinguent dans les lettres, les sciences et les arts, ou par des découvertes, des ouvrages et des entreprises utiles à l'état.

Le nombre des chevaliers est, comme dans l'ordonnance de 1665, fixé à cent, sans que ce nombre puisse être dépassé.

Section III. Ordre de la Légion-d'Honneur.

L'institution de l'ordre de la Légion-d'Honneur a son principe dans l'article 87 de l'acte constitutionnel du 22 frimaire an VIII, qui promettait des récompenses nationales aux militaires qui auraient rendu des services éclatants en combattant pour la patrie.

L'ordre de la Légion-d'Honneur fut institué par la loi du 29 floréal an X. Il sert de récompense non seulement aux services militaires, mais à tous les fonctionnaires civils et à tous les citoyens qui se distinguent ou se rendent utiles au pays.

Nous citerons seulement, sans nous y arrêter, les divers actes législatifs qui ont succesivement modifié son organisation. Ainsi un arrêté du 15 messidor an X opéra la division du territoire français relativement à l'établissement des cohortes de la Légion-d'Honneur. Un second, du 25 messidor de la même année régla l'administration des biens affectés à la Légion-d'Honneur; un sénatus-consulte de l'an XIII organisa un grand-conseil, et institua les grandes décorations; enfin, un arrêté du 24 ventose an XII établit la discipline des membres de l'ordre.

Le principe d'existence de l'ordre fut expressément reconnu et maintenu dans l'article 72 de la charte de 1814; et par deux ordonnances du 21 juin et 19 juillet suivant, le roi Louis XVIII confirma définitivement l'institution de la Légion-d'Honneur, détermina ses prérogatives, son rang, ses décorations et s'en déclara pour lui et ses successeurs chef et grand-maître.

Enfin, une ordonnance du 26 mars 1816 réunit en un seul corps toutes les dispositions éparses des lois sur la matière et statuts sur l'organisation et la composition de la Légion-d'Honneur (art. 1 à 9); sur la forme de la décoration et la manière de la porter (art. 10 à 14); sur l'admission et l'avancement dans l'ordre. (art. 15 à 29); sur le mode de réception des membres et le serment à prêter (30 à 39); sur les brevets (40 à 44); les droits et prérogatives des membres (45 à 52); la discipline (55 à 62); et enfin sur l'administration générale de l'ordre (65 à 72).

§ 1. Nomination. — Composition de l'ordre.

L'administration de l'ordre est confiée à un grand chancelier qui travaille directement avec le roi.

L'ordre de la Légion-d'Honneur est composé de chevaliers, d'officiers, de commandeurs, grands officiers et de grands-croix.

Les membres de l'ordre le sont à vie. Le nombre des chevaliers est illimité, celui des officiers fixé à 2,000, celui des commandeurs à 400, celui des grands officiers à 160, et celui des grand'-croix à 80. Malgré cette fixation les membres actuels dont le nombre est supérieur conservent leur grade; seulement la réduction doit se faire par les extinctions.

Les princes de la famille royale, les princes du sang, et les étrangers auxquels le roi confère la décoration, ne sont point compris dans le nombre ci-dessus fixé.

Les étrangers sont admis et non reçus, et ne prêtent pas serment.

Les membres de la Légion-d'Honneur doivent toujours porter la décoration.

Nul ne peut être admis dans la Légion-d'Honneur qu'avec le grade de chevalier. Pour monter à un grade supérieur, il est indispensable d'avoir passé par le grade inférieur, savoir :

Pour le grade d'officier, quatre ans dans celui de chevalier;

Pour le grade de commandeur, deux ans dans celui d'officier;

Pour le grade de grand officier, trois ans dans celui de commandeur;

Pour le grade de grand-croix, cinq ans dans celui de grand officier.

Chaque campagne est comptée double aux militaires dans l'évaluation des années exigees; mais on ne peut compter qu'une campagne par année, sauf les cas d'exception qui doivent être determinés par une ordonnance spéciale; outre les cas extraordinaires, il peut y avoir une nomition et promotion dans l'année à la fête du roi.

Lorsque les promotions doivent avoir lieu, le roi détermine d'avance le nombre des décorations pour chaque grade, et la répartition s'en fait par le grand chancelier de l'ordre entre les divers ministères dans la proportion suivante : — 2 au ministère de la justice et des cultes ; — 1 des affaires étrangères; — 5 de l'intérieur; — 2 du commerce; — 2 des finances ; — 20 de la guerre; — 5 de la marine; — 1 de l'instruction publique ; — 2 à la grande chancellerie; *total* 40.

Les membres de la Légion-d'Honneur prêtent serment de fidélité au roi des Français, obéissance à la Charte constitutionnelle et aux lois du royaume.

La qualité de membre de la Légion-d'Honneur se perd, de même que l'exercice des droits et prérogatives inhérents à cette qualité, par les mêmes causes que celles qui font perdre la qualité ou suspendre les droits de citoyen français. (V. **Français.**)

§ 2. Des Traitements.

Les membres de la Légion-d'Honneur ne reçoivent plus en cette qualité aucun traitement.

La loi du 6 juillet 1820 a réglé le traitement des membres de la Légion-d'Honneur qui en recevaient avant 1814. Elle a décidé que tous les membres de l'ordre de la Légion-d'Honneur qui, antérieurement au 6 avril 1814, recevaient un traitement de 250 fr. sur les fonds de l'ordre, et les militaires des armées de terre et de mer, soit retirés, soit en activité de service, qui étant sous-officiers ou soldats, avaient été nommés chevaliers depuis la même époque, recevraient, à partir du deuxième semestre de 1820 une somme de 125 fr. par an pour compléter leur traitement et le porter à 250 fr.

Un fonds de 1,700,000 fut spécialement affecté à la dépense de ces traitements, et une somme de 3,400,000 a été portée chaque année au budget d'année en année afin de pourvoir à la même dépense.

Les fonds qui devenaient libres par l'effet des extinctions dans les différents grades de la Légion-d'Honneur devaient être successivement employés à payer les traitements des officiers et dignitaires de l'ordre nommés antérieurement au 6 avril 1814, de manière que tous les membres devaient finir par recevoir le complément de leur traitement.

Chaque année le compte de la gestion de cette dotation devait être rendu ; enfin la loi décidait que lorsque les membres auraient leurs traitements complets, les fonds devenant libres par les extinctions ultérieures seraient imputés sur l'allocation annuelle de 3,400,000 qui devait être diminuée d'autant dans le budget.

Cette loi, dans son exécution, a souffert de nombreuses difficultés, et tous les jours encore soulève des discussions parlementaires.

Ajoutons qu'une loi du 26 avril 1832 a accordé un traitement aux membres de la Légion-d'Honneur nommés par ordonnance du 28 novembre 1851, qui, aux dates désignées dans l'état annexé à cette ordonnance, étaient sous-officiers ou soldats en activité de service.

Ce traitement des membres de la Légion-d'Honneur est inaliénable : en conséquence ils ne peuvent en consentir la vente, la cession, ni la délégation ; il ne peut non plus être saisi par leurs créanciers, parce qu'il est considéré comme un aliment destiné spécialement à l'individu auquel il est accordé. (Con. d'état 2 fév. 1808.)

Cette prohibition reçoit une exception à l'égard des légionnaires qui doivent s'embarquer pour le service de l'état, et à l'égard de ceux que la même cause oblige à résider dans les colonies. Ils peuvent dans ces deux cas déléguer à leurs femmes, à leurs enfants ou à d'autres personnes, mais pour un an seulement. La délégation doit être renouvelée chaque année. (D. 16 therm. an XIII.)

Les créanciers des légionnaires ne peuvent exercer qu'après leur décès sur les arrérages de leurs traitements qui sont échus et qui sont encore dus, les poursuites et diligences nécessaires pour la conservation de leurs droits.

§ 5. Grande Chancellerie.

Le grand chancelier est toujours choisi parmi les grands-croix et les grands-officiers de l'ordre de la Légion-d'Honneur.

Il est dépositaire du sceau de l'ordre.

Tous les ordres étrangers sont dans ses attributions.

Il présente au roi les rapports et projets d'ordonnance du budget annuel ; les reglements et les décisions concernant l'ordre de la légion et les ordres étrangers ; les candidats pour les nominations et promotions ; les diplômes et brevets qui doivent être revêtus de la signature du roi.

Il signe et fait expédier les lettres d'avis et les brevets, donne les décorations au nom du roi et transmet les delégations nécessaires aux membres qui doivent les donner. Il prend aussi les ordres du roi relativement aux Français décorés d'ordres étrangers, transmet les autorisations pour les accepter.

Le grand chancelier a encore dans ses attributions, la présentation du travail relatif à l'admission et à la révocation des élèves des maisons d'éducation dépendantes de l'ordre.

Enfin il surveille et dirige toutes les parties de l'administration de l'ordre et des établissements, la perception des revenus, les paiements et les depenses.

Un secrétaire général nommé par le roi est attache à la grande chancellerie; en cas d'absence ou de maladie du grand chancelier, il a la signature et le représente. (V. **Lois précitées.**)

§ 4. Maisons d'éducation de l'ordre de la Légion-d'Honneur.

Un décret du 24 frimaire an XIV ordonna l'établissement de maisons d'éducation destinées aux filles des membres de la Légion-d'Honneur.

Les décrets des 6 mai 1806 et 25 mars 1809 fondèrent les maisons d'Écouen et de Saint-Denis, qui furent organisées par le decret du 29 du même mois.

Un autre décret, du 9 juillet 1810, autorisa la création de six maisons destinées à recueillir et élever les orphelines des membres de la Légion-d'Honneur.

En 1814, la maison d'Ecouen fut réunie à celle de Saint-Denis, et une ordonnance du 7 mars 1816 détermina le nombre des élèves et les conditions de leur admission, le mode d'education et les degrés d'instruction; enfin les règles de l'administration intérieure, les traitements et les dépenses.

Une autre ordonnance du 16 mai 1816, conféra aux *maisons d'orphelines* établies par le décret du 15 juillet 1810, le titre de succursales de la maison de Saint-Denis, et restreignit à deux le nombre *de ces succursales*, dont l'une était située aux *Loges*, l'autre à Paris.

Enfin, deux autres ordonnances du 20 mars 1820 et 25 avril 1821, déterminèrent le mode d'admission aux places, et les qualités requises pour les obtenir. (V. **Écoles de filles.**)

SECTION IV. — Croix et Médaille de juillet 1830.

Après la révolution de 1830, la loi sur les récompenses nationales décida qu'une décoration speciale serait décernée à ceux qui s'etaient distingués dans les evénements de juillet 1830.

En conséquence, une ordonnance du 30 avril 1831 décida que la décoration porterait le nom de croix de juillet, et détermina la forme et le ruban de cette décoration.

Tous ceux qui ont reçu la croix ou la médaille de juillet ont dû prêter serment de fidelite au roi et d'obéissance à la charte constitutionnelle et aux lois du royaume. Ceux qui n'auraient pas rempli cette formalité ou auraient refusé de le faire, porteraient donc indûment la décoration. (Ord. préc. V. **Récompenses nationales.**)

SECTION V. — Ordres étrangers.

Aucun Français ne peut accepter ou porter un ordre étranger sans la permission du roi. Tous les ordres étrangers sont placés, par l'ordonnance royale du 26 mars 1816, art. 67, dans les attributions du chancelier de la Légion-d'Honneur. C'est donc à lui qu'on doit s'adresser pour obtenir cette autorisation, en joignant les titres originaux à la demande.

Tout Français qui, ayant obtenu des ordres étrangers, n'a pas reçu en forme l'autorisation de les porter, se trouve en contravention et passible des poursuites du ministère public. (Ord. 16 av. 1824.) (V. **Sect. 2, § 3.**)

SECTION VI. — Port illégal de décorations. Poursuites contre les légionnaires. Décès.

Aux termes de l'art. 259 du Code pénal et de l'art. 5 du décret du 22 messidor an XII, toute personne qui porte publiquement une décoration qui ne lui appartient pas, commet un délit punissable d'un emprisonnement de six mois à 2 ans.

Le délit consiste non-seulement dans le port de la décoration en elle même, mais encore du signe qui la représente ordinairement; ainsi le port illégal d'un ruban rouge, représentatif de la Légion-d'Honneur, est un véritable delit punissable des peines pononcées par la loi. (Cass., 27 juin 1834.)

Aucune peine infamante ne peut être mise *à exécution* contre un membre de la Légion-d'Honneur, qu'il n'ait été préalablement dégradé. (Art. 23, vent. an XIII.) Ce n'est pas la condamnation, mais l'exécution qui doit être précedée de la dégradation qui doit toujours avoir lieu par la surveillance des procureurs généraux ou des rapporteurs près des conseils de guerre. (Ord. 20 mars 1816.)

Les procureurs généraux doivent rendre compte au garde des sceaux de tous les procès criminels qui s'instruisent contre les légionnaires, ainsi que de leurs résultats. (Circul. 24 juin 1808.)

Les maires sont tenus d'informer, dans le mois, le grand chancelier de la Légion-d'Honneur du décès des membres de l'ordre arrivé dans leur commune. (Circul. 22 janv. 1818.)

ORGANISATION DÉPARTEMENTALE.

Division.
CHAP. Ier. — SECTION I. Préfet. — § 1. Exposé. — § 2. Nomination. Congé. Remplacement. — § 3. Attributions. — § 4. Limites du préfet comme administrateur. — § 5. Arrêtés du préfet *seul* ou en conseil de préfecture. Forme des arrêtés. — § 6. Dans quels cas les arrêtés peuvent être rapportés. — § 7. Notification des arrêtés. — § 8. Opposition aux arrêtés. Recours. — § 9. Tournées annuelles. — § 10. Traitements. Droits des intérimaires. Gratifications.
SECTION II. Secrétaire général de préfecture.
SECTION III. Conseil de préfecture. — § 1. Exposé. — § 2. Composition. — § 3. Attributions. Limites des attributions. — § 4. Avis. — § 5. Procédure. — § 6. Arrêtés. — § 7. Effets des arrêtés. Exécution. — § 8. Signification des arrêtés. — § 9. Arrêtés par défaut. Opposition. Tierce-opposition. — § 10. Recours devant le Conseil d'état. Exceptions. — § 11. Frais et dépens.
SECTION IV. Conseils généraux. — § 1. Formation. — § 2. Attributions. — § 3. Sessions. — § 4. Résultats des sessions.
SECTION V. Sous-préfet. — § 1. Nomination. Remplacement. — § 2. Attributions. — § 3. Arrêtés. — § 4. Secrétaire de sous-préfecture. — § 5. Garantie.
SECTION VI. Conseils d'arrondissement. — § 1. Formation. — § 2. Attributions. — § 3. Sessions. Résultats des sessions.
CHAP. II. Organisation départementale et municipale de Paris.
Exposé.
SECTION I. Conseil général du département de la Seine.
SECTION II. Conseils d'arrondissement.
SECTION III. Du préfet, des maires.
SECTION IV. Dispositions générales.
SECTION V. Préfet de police. — § 1. Police générale. — § 2. Police municipale.

Division. Il y a en France, d'après la division introduite en 1791 par l'assemblée constituante et confirmée par la constitution de l'an VIII, diverses unités administratives, qui chacune ont leurs intérêts (V. **Division territoriale**). Il y a d'abord la grande *unité*, celle du département; l'*unité secondaire*, celle de l'arrondissement; l'*unité tertiaire*, celle du canton; la dernière enfin, celle de la commune.

A la tête du département est le préfet.

A la tête de l'arrondissement est le sous-préfet.

A la tête du canton la loi n'a placé aucun fonctionnaire. On pourrait dire cependant que le maire du chef-lieu exerce une certaine autorité de fait sur le canton. Ainsi, dans les assemblées électorales de département ou d'arrondissement, il est appelé à présider aux opérations. (V. **Elections.**)

A la tête de la commune est le maire.

Auprès du préfet et du sous-préfet qui tiennent à la serie des fonctionnaires delégués par la couronne, la loi a placé des fonctionnaires électifs charges de contrebalancer, contrôler et surveiller les actes des premiers, en même temps qu'ils s'occupent principalement des actes d'intérêts locaux : ce sont les membres des *conseils généraux* et *d'arrondissement*.

Auprès du préfet seulement se trouvent d'autres fonctionnaires nommes par le roi, révocables et chargés de concourir dans une foule de circonstances à l'administration du département; ils forment en outre un tribunal administratif de première instance : ce sont les membres des *conseils de prefecture.*

Enfin auprès des maires sont placés les *conseils municipaux* chargés de concourir à l'administration municipale par leurs délibérations.

Il résulte de cet exposé que l'organisation administrative a deux caractères bien distincts; d'un côté, l'action gouvernementale purement administrative et exécutive; de l'autre, un pouvoir consultatif délibérant sur la meilleure direction à donner à l'emploi des ressources particulières à la localité, recherchant les causes et les moyens de prospérité qui lui sont propres, les indiquant au pouvoir exécutif.

Cette admirable division introduite par la loi de l'an VIII, après les abus causés par celle de l'an III, qui en confondant l'action et le conseil, avait ainsi amené la confusion et le désordre, a résolu le problème administratif. C'est cette division qui simplifie l'action et qui conduit aux résultats les plus compliqués, sans efforts, sans secousse et surtout sans arbitraire.

L'abus de la puissance impériale a peut-être introduit un esprit trop absolu de centralisation qu'il serait d'ailleurs facile de modifier, mais sans jamais toucher à cette homogénéité qui dans l'administration du pays a toujours eu une importance si grande sur les destinées du royaume.

Cet ensemble. cette harmonie parfaite ont créé l'*unité gouvernementale* qui, jointe à une liberté sage, est un des bienfaits des temps modernes; elle a remplacé cette agglomération précaire de pouvoirs provinciaux divises de lois et d'usages, divisés d'interêts particuliers, rarement unis dans l'intérêt général. La province, corps isolé, s'est effacée devant le département, partie d'un tout compacte; l'esprit departemental rattaché aux intérêts nationaux, a succédé à l'esprit étroit de localité. Le département représente bien encore une série d'interêts circonscrits dans une certaine division territoriale, mais il doit concourir en même temps à l'harmonie générale. Plus loin nous avons vu *la commune*: c'est la famille primitive : elle a conservé ses besoins, ses intérêts particuliers, nés du voisinage et de relations habituelles. Entre ces deux parties de l'organisation administrative, s'est glissé *l'arrondissement*, création

longtemps douteuse par la nature de ses intérêts, dont la puissance départementale encore peu prononcée, s'éloigne de la couleur communale empreinte dans les siècles; creation utile néanmoins pour faciliter le mouvement administratif qui rapproche l'administration de l'administré, et dont il serait difficile de se passer. Le pouvoir exécutif donne à cet ensemble une impulsion énergique; il se résume dans la personne du roi, et se compose de ses ministres, des préfets, des sous-préfets et des maires. Tels sont en peu de mots les grands principes de l'organisation départementale qui constitue *l'unité* du gouvernement central, de cette unité qui est la base la plus solide de la nationalité française, et qui a fait sa gloire et sa grandeur. Grâce à elle, la France a traversé sans se briser les plus violentes secousses qu'un peuple ait jamais supportees; elle est sortie énergique et puissante des agitations des troubles civils, des horreurs de l'invasion et des révolutions enfantées par les fautes de ses gouvernants.

Ainsi, que le gouvernement ait besoin d'argent pour subvenir aux dépenses du service public, au paiement de l'armée, à l'équipement des flottes; les lois de finance l'autorisent, il est vrai, à lever l'impôt; la loi du recrutement lui donne les armées de terre et de mer; les lois qui assurent l'ordre public le défendent contre les factions. Mais comment ces différentes mesures seraient-elles mises à exécution sans l'aide des agents spéciaux dont il dispose, et auxquels seuls, après la loi, il a le droit de commander, et surtout sans cette rapidité avec laquelle cette même exécution s'opère au même instant sur tous les points, en vertu d'une impulsion unique?

Section I. — Préfet.

§ 1. Exposé.

Entre l'autorité judiciaire et la puissance législative, se trouve placé le pouvoir administratif; il ne suffit pas qu'il y ait de bonnes lois, il faut encore que leur application soit faite avec cette intelligence et ce discernement qui en tempèrent les rigueurs, et en rendent l'exécution facile. L'autorité centrale a l'initiative de cette grande impulsion qui se manifeste par les choix des fonctionnaires, qui les éclaire de ses conseils et les couvre de sa responsabilité; mais l'action directe sur l'esprit et les mœurs des populations des départements s'exerce seule par les *préfets*. En contact perpétuel avec les intérêts, ils concilient les sentiments et les passions au profit du bien commun. La société se forme en quelque sorte sous leur influence. Expression de tous les besoins et de tous les vœux, ils rapportent de la circonférence au centre ces impressions qui éclairent les gouvernements et préparent toutes les grandes mesures propres à assurer le maintien des institutions, les développements de la richesse publique et l'avenir des grandes nations. (Rapport de M. Amilhau, 15 av. 1836.)

Le préfet est donc le premier administrateur dans l'ordre de l'organisation administrative. Il est seul chargé de l'administration dans toute l'étendue du département, d'après ce principe fondamental *qu'administrer est le fait d'un seul;* car de l'unité d'action découle l'unité d'ordre et de principes, et conséquemment l'ensemble et la célérité dans l'administration générale.

Plusieurs auteurs se sont trompés en disant que le préfet était le représentant du prince dans son département. Mais le gouvernement n'a pas de représentants; il n'a que des agents chargés d'administrer et d'exécuter les lois.

Le préfet est donc l'agent du pouvoir exécutif chargé de l'administration locale. Là, et sous la direction plus spéciale du ministre de l'intérieur, il procure l'exécution des lois, ordonnances royales et réglements administratifs qu'il est appelé à publier et à notifier. Cependant, comme représentant du pouvoir exécutif, il résume en lui la direction de toutes les branches des services civils, et en cette qualité il est subordonné à tous les ministres dont il peut recevoir, et doit exécuter les ordres. Son autorité se manifeste par des actes qui portent le nom d'arrêtés (V. *infrà* **Arrêtés**). Ces arrêtés ordonnent l'exécution de la loi ou en font eux-mêmes l'application.

Il pourvoit par ses propres actes aux besoins du service public local dans les limites des attributions qui lui sont confiées, et dans la circonscription du territoire qui lui est soumise.

Il faut observer toutefois que le préfet ne peut prendre d'arrêtés qu'en exécution des lois et des réglements; autrement il romprait l'unité d'exécution, et il compromettrait son devoir, et sa considération même, puisque les ministres devraient alors annuler leurs arrêtés comme contraires aux lois ou en opposition avec leur esprit. Il ne peut donc suppléer à l'exécution des lois par ses propres décisions; dans ce cas, elles devraient être revêtues de l'approbation du ministre de l'intérieur.

Si donc il s'apercevait que des clauses pénales fussent nécessaires pour donner aux lois leur action, il devrait en informer le gouvernement; mais aucun réglement rendu par lui ne peut contenir de dispositions pénales.

M. Foucart divise les attributions des préfets en onze catégories qui sont :

1° La procuration d'action, qui donne la vie à l'administration générale, puisque sans elle les ordres transmis ou donnés couraient le risque de ne pas être exécutés;

2° L'instruction, c'est-à-dire l'explication du sens des lois aux magistrats inférieurs;

3° La direction par des ordres spéciaux;

4° L'impulsion qui détermine leur exécution;

5° L'inspection qui a pour but de vérifier cette exécution;

6° La surveillance qui empêche que les intérêts des administrés ne soient lésés par cette exécution;

7° L'estimation ou l'appréciation des propositions d'intérêt public;

8° Le contrôle de certains actes;

9° La censure des autorités inférieures qui méconnaissent leurs devoirs ou les oublient;

10° La réformation des actes contraires aux lois et aux ordres supérieurs;

11° Le redressement des omissions ou des injustices;

12° La correction et punition, lorsqu'ils suspendent, destituent ou font suspendre et destituer les fonctionnaires négligents.

Dans ces differents cas, les préfets sont responsables tant de leurs propres actes que de ceux des autorités inférieures qu'ils approuvent.

§ 2. Nomination, congé-remplacement.

Les préfets sont nommés par le roi et révocables à sa volonté. (L. 28 pluv. an VIII, art. 18.)

Ils prêtent avant d'entrer en fonctions, entre les mains du roi, ou celles d'un commissaire délégué à cet effet, un serment de fidelité au roi, et d'obéissance à la Charte constitutionnelle.

Ils sont tenus de résider pendant toute la durée de leurs fonctions, dans le lieu où ils les exercent, à moins qu'ils n'en soient momentanément dispensés par l'autorité supérieure, pour causes approuvées par elle. Ce principe est applicable à tous les fonctionnaires dans l'ordre administratif.

Leur absence peut avoir lieu hors du département, ou seulement hors du chef-lieu.

Dans le premier cas, ils sont remplacés par le secrétaire-général ou l'un des conseillers à leur choix, sous l'approbation du ministre de l'intérieur.

Dans le second cas, cette approbation n'est pas nécessaire; si la préfecture devient vacante, les fonctions sont remplies par le premier conseiller de préfecture dans l'ordre du tableau, à moins que l'ex-titulaire n'ait lui-même indiqué son délégué. (Arr. 17. niv. an IX; 27 pl. an X; O. 29 mars 1821, art. 1-2.

Le délégué du préfet ne peut déléguer à son tour. (Instr. min., 4 mai 1822.)

§ 3. Attributions.

Considéré comme administrateur du département, le prefet semble agir, tantôt sans exercer le commandement, tantôt comme revêtu d'une autorité de tutelle sur les communes, les hôpitaux et autre etablissements publics.

Quelquefois il déploie l'autorité du commandement;

Quelquefois aussi il provoque les décisions d'autorités supérieures, lorsque la loi vient poser une limite à l'action de direction et de surveillance dont il est chargé dans toutes les branches du service public. Il agit et prononce soit seul, soit en conseil de préfecture.

Sa surveillance s'exerce sur l'exécution des travaux faits sur les grandes routes, rivières, etc., dans les prisons, maisons de réclusion, établissements d'instruction et écoles primaires; dans les demandes en concession de mines, il est appelé à donner son avis au ministre.

Il intente en son nom les actions de l'état et y défend, parce qu'il en est le représentant dans la portion du territoire qui lui est soumise; il exerce aussi celles de son département en qualité d'administrateur et par cela seul qu'il est charge de l'administration, il n'est pas tenu pour intenter une action judiciaire de se prémunir ni d'une autorisation ni d'un avis du conseil de préfecture (Av. C. d'état, du 28 août 1823); de même en cette matière, lui seul est compétent pour recevoir les mémoires des parties et pour y statuer dans le delai fixé par la loi.

Il dirige et surveille les opérations relatives à l'administration et à la vente des domaines de l'état.

Il est chargé de la direction et vérification des listes du jury et des élections. (L., 19 avril 1831, 16, 17, 18 et suivants.)

Il doit procurer l'exécution rapide de la loi sur le recrutement de l'armée.

Dans toutes ces circonstances, soit qu'il dirige des opérations administratives, comme représentant de l'état dans son département, soit qu'il se contente d'administrer par de simples mesures de surveillance, le préfet agit, mais sans montrer une autorité de commandement.

Nous allons voir maintenant comment il exerce son autorité de tutelle sur les communes et établissements publics.

Il règle les budgets des communes et ceux des hôpitaux, bureaux de bienfaisance, etc., lorsqu'ils n'excèdent pas 100,000 fr. (V. **Budgets, Communes, Hospices.**)

Il approuve les réglements de ces mêmes établissements publics.

Il autorise les travaux que les communes demandent à faire aux bâtiments communaux.

Il vérifie et arrête les comptes des maires des communes, car l'administration municipale, dans l'exercice de ses fonctions, est entièrement subordonnée à l'autorité du préfet, soumise à son inspection et à sa surveillance.

Il concourt à l'homologation que le conseil de prefecture est appelé à donner ou à refuser aux décisions prises par l'administration municipale, quand il s'agit d'emprunts, acquisitions, ventes, travaux à faire, procès à soutenir, et généralement de tout ce qui concerne l'intérêt de la commune.

Il a la même autorité sur les délibérations des commissions des hôpitaux et établissements publics.

Il exerce une autorité de commandement soit sur les agents qui lui sont subordonnés, soit sur les citoyens dans les matières déterminées par les lois.

Sur les subordonnés : Ainsi il nomme et peut suspendre de leurs fonctions les membres des conseils municipaux, de même que les maires et adjoints des communes au-dessous de 5,000 habitants.

Il nomme quatre conseillers de fabrique dans les paroisses où le conseil est composé de neuf membres, et deux lorsque ce conseil est composé de cinq membres (D. 30 déc. 1809);

Les médecins, chirurgiens, pharmaciens et agents comptables des hospices sur une présensation de trois candidats par les commissions des hospices (O., 31 oct. 1821);

Les quatre pharmaciens légalement reçus qui doivent être adjoints au jury de médecine chargé de la réception des pharmaciens;

Les gardiens des maisons de détention (Art. 606. c. inst. crim.);

Les géomètres de première classe (Inst. min. fin. 1er déc. 1807);

Les préposés pour la perception en régie simple des octrois, droits des poids publics, location des places;

Les employés aux ponts à bascule, les éclusiers, et en général tous les agents ordinaires de l'administration, ainsi que les experts et agents temporaires dont les affaires soumises à la prefecture peuvent exiger l'emploi;

Les répartiteurs des contributions dans les communes du chef-lieu (L. 5 frim. an VII);

Les porteurs de contrainte (Arr. 16 therm. an VIII);

Les employés de la préfecture.

Antorité sur les citoyens;

Il autorise l'établissement des spectacles, et l'établissement des manufactures insalubres de 2e classe.

Il fait des réglements pour fixer le mode de jouir des choses communes.

Il veille à la salubrité locale, à la tranquillité publique, au bon ordre[1].

Il ordonne par des réglements d'administration publique qui obligent les citoyens.

Comme juridiction.

Il statue par voie d'exception, tantôt seul, tantôt en conseil de préfecture.

SEUL : 1° En matière de marchés de fournitures passés avec les régies (Arr. 19 pluv. an X);

2° En matière de décomptes du prix des ventes de biens nationaux, de déchéance, etc. (Ar. 4, therm. an XI);

3° En matière de grande voirie sur le recours contre les arrêtés des sous-préfets, et en matière de voirie urbaine sur les arrêtés des maires (L. 29 flor. an X, art. 2);

4° En matière de courses de chevaux sur le réglement du prix de course (D. 4 juil. 1806, art. 27-28);

5° En matière de perception de droits sur les bals et spectacles au profit des pauvres.

6° Sur l'opposition mise par le conservateur des forêts aux défrichements des bois (O., 1er août 1827);

7° Sur le choix des gardes-forestiers, en cas de dissentiment sur leur nomination, de la part des maires, conseillers municipaux ou administrateurs des établissements publics (C. for. art. 95).

Dans quel cas le préfet statue-t-il en conseil de préfecture? V. ci-après § **Arrêtés.**

Par l'article 5 de la loi du 22 mars 1831, les gardes nationales sont placées sous l'autorité des maires, des sous-préfets, des préfets et du ministre de l'intérieur. Mais cette autorité réside principalement entre les mains du préfet, qui l'exerce d'une manière toute-puissante dans son département, puisque, dans le cas où la garde nationale résisterait aux réquisitions légales des autorités municipales administratives ou judiciaires,

[1] Les préfets des départements et le préfet de police à Paris pourront faire personnellement, ou requérir les officiers de police judiciaire, chacun en ce qui le concerne, de faire tous actes nécessaires, à l'effet de constater les crimes, délits et contraventions, et de en livrer les auteurs aux tribunaux chargés de les punir. (C. inst. crim., art. 10.)

il peut provisoirement la suspendre. (L. 22 mars 1831, art. 6.)

Indépendamment de cette autorité qu'il exerce sur la garde nationale en masse, l'art. 61, même loi, lui donne le droit, sur l'avis du maire et du sous-préfet, de suspendre par arrêté, puis en conseil de préfecture, tout officier de garde nationale après l'avoir entendu préalablement dans ses observations. Dans l'un et l'autre de ces deux cas, le préfet devra transmettre immédiatement ses arrêtés au ministre de l'intérieur, et sur le rapport de celui-ci, la suspension peut être prolongée par ordonnance du roi. (V. **Garde nationale,**)

Le préfet est investi du droit de corriger, réformer et même annuler les réglements des officiers municipaux sur les objets de police confiés à leur vigilance et à leur autorité; et il doit user de ce pouvoir toutes les fois que ces réglements choquent l'ordre public, les dispositions des lois, les règles d'une sage administration, ou qu'ils statuent sur les objets qui ne sont pas confiés à la vigilance ou à l'autorité des municipalités. (L. 22 jan. 1791.)

Il a même le pouvoir de faire directement des réglements sur les mêmes objets. (Cas. 20 sept. 1822.) V. **Régl. municipaux.**

Il peut rapporter ou modifier les arrêtés des sous-préfets de son arrondissement, à moins que lesdits actes n'aient déjà constitué des droits acquis ou servi de base à des jugements de tribunaux, ou à des arrêtés de conseils de préfecture, etc., passés en forme de chose jugée; ou à moins que ces arrêtés ne soient que l'exécution de décisions ministérielles qui subsistent. (D. 11 janv. 1815. Art. 8 frim. an IX.

Enfin, il a l'administration générale de son département, et ce mot, d'une signification bien vaste, embrasse une foule de details qui ont échappé à cet aperçu de ses attributions. Tantôt ses fonctions ne réclament que tact, adresse, habileté, connaissance des hommes et des affaires, tantôt il ne saurait déployer trop de fermeté et d'énergie, car la moindre pusillanimité, la plus petite faiblesse pourraient avoir de graves inconvénients.

Dans une affaire contentieuse si le préfet estime qu'une question portée devant les tribunaux ordinaires est attribuée par les lois à l'autorité administrative, il demande le renvoi devant l'autorité compétente, par un mémoire adressé au tribunal et au procureur du roi; et si le déclinatoire est rejeté, il peut élever le conflit. (V. **Conflits.**)

Le soin que nous avons mis à établir dans chaque matière la compétence des préfets, nous dispense de de nous étendre davantage sur leurs attributions.

§ 4. Limites du préfet comme administrateur.

Du principe, dit M. de Cormenin, que le préfet n'est qu'un administrateur subordonné, il suit qu'il ne peut :

Ni refuser, ni modifier l'exécution des ordonnances royales, ou des décisions des ministres;

Ni prendre des décisions contraires à celles des ministres, tant que ces dernières ne sont pas réformées par l'autorité supérieure;

Ni dresser, interpréter, restreindre ou étendre des réglements d'administration publique;

Ni statuer sur des prétentions rejetées par l'administration supérieure (Arr. 22 prair. an XI);

Ni interdire, ni permettre définitivement l'établissement des usines (Ord. 29 août 1821);

Ni en général faire ces actes de réglement et de haute administration, qui ne peuvent émaner de l'autorité secondaire et locale, mais de l'autorité centrale et souveraine du roi, sur la proposition de ses ministres. (Ils ne peuvent prendre d'arrêtés que pour leur exécution sans les étendre ni les iuterprèter. (D. 16 frim. an XIV.)

§ 5. Arrêtés du préfet SEUL ou en conseil de préfecture; forme des dits arrêtés.

L'administration des préfets, avons-nous dit, se manifeste par des actes que l'on appelle *arrêtés*.

De même nous avons déjà observé qu'ils ne peuvent prendre ces arrêtés qu'en exécution des lois et réglements.

Cependant, lorsque des affaires qui intéressent le régime de l'administration, ou lorsque des entreprises nouvelles et extraordinaires leur sont soumises, ils peuvent seulement proposer un projet d'arrêté à l'approbation du ministre ou du gouvernement. Tout acte émané du préfet en dehors de cette autorisation serait nul; et cette règle est d'autant plus importante à observer, qu'il en résulterait de la défaveur pour le magistrat, du désordre dans la marche administrative, et de l'incohérence dans l'application des lois. Les actes que le préfet peut faire sans approbation préalable sont les arrêtés relatifs à l'expédition des affaires particulières, telles que celles dont nous avons donné la nomenclature ci-dessus, et à tout ce qui s'exécute en vertu d'arrêtés déjà approuvés; sont encore exceptés de cette règle, les arrêtés que peut exiger, dans des circonstances pressantes et imprévues, la sûreté publique. (Circ. min. niv. an IX.)

Il faut distinguer les arrêtés des préfets suivant qu'ils exercent soit une juridiction *volontaire et discrétionnaire*, soit une juridiction *contentieuse*

Quant au premier cas, elle a lieu, dit Macarel, lorsque, par exemple, les parties se présentent devant le préfet pour obtenir son approbation ou son avis sur le rapport d'un expert, soit enfin lorsque prononçant en connaissance de cause, il n'exerce qu'un *acte de pure administration*, ce qui arrive quand il ordonne le curage d'un canal, ou révoque une concession de prise d'eau; soit enfin lorsqu'il agit avec commandement pour l'exécution de la loi.

Au second cas, la juridiction est contentieuse lorsqu'il y a lutte et opposition entre les droits privés, et que le préfet applique lui-même la loi; mais dans la plupart de ces circonstances, le législateur a voulu que l'acte du préfet fût plus solennel et environné des formes délibératives, et que conséquemment il fût rendu en conseil de préfecture.

C'est ainsi que le préfet prononce en conseil de préfecture :

1° Sur les contestations relatives à l'administration ou à la perception des octrois, entre les communes et les régisseurs de ces établissements ou les fermiers des octrois (D. 17 mai 1809-156);

2° Sur les recours contre les décisions du sous-préfet en matière de paiement d'octroi, de navigation (D. 8 prair. an XI, art. 75);

5° Sur le recours contre les décisions des maires dans les contestations entre les employés et les débitants de boissons relativement à l'exactitude de la déclaration des prix de vente, et sur les contestations entre la régie et les débitants, pour fixer l'équivalent du droit de détail à remplacer par une répartition (L. 28 avr. 1816-49-78);

4° Sur les contestations relatives à l'exécution ou à l'interprétation de l'arrêté du 10 thermidor an XI, relatif aux droits établis en faveur des pauvres et hospices sur les bals et spectacles;

5° Le préfet statue en conseil de préfecture sur toutes les réclamations formées contre la liste des jurés ou des électeurs (L. 19 avril 1831);

6° Sur la fixation des débets des comptables des communes et établissements publics : dans ce cas, ses arrêtés sont exécutoires sur les biens desdits comptables, comme les jugements des tribunaux;

7° Sur les déchéances encourues par les acquéreurs de biens nationaux, en vertu du décret du 14 juillet 1812;

8° Sur les réclamations soulevées par l'intérêt privé sur l'exécution de ses arrêtés rendus dans les différentes matières que des lois spéciales attribuent aux préfets.

Les limites de ces différentes juridictions ne sont pas précises, et il est extrêmement difficile de les énoncer d'une manière complète, à cause des nombreuses contradictions que présente la jurisprudence; mais en traitant de chaque matière séparément, nous avons eu soin, pour lever les doutes, de tracer les règles en vigueur. C'est ce qui nous dispense de poser ici des principes, qui, d'ailleurs, nous le répetons, ne trouveraient pas toujours une application uniforme; quant à la procédure à suivre devant le préfet, elle a lieu par simple mémoire ou pétition, sans aucuns frais; cependant une circulaire ministérielle du 29 septembre 1835 a déterminé quelques règles relatives à la juridiction du préfet en conseil de préfecture.

Dans ce cas, le préfet doit prendre l'avis du conseil, mais il n'est pas tenu de le suivre. Les voix ne se comptent donc pas, et il se pourrait que tous les membres du conseil de prefecture fussent d'un avis, et que cependant le préfet statuât dans un sens contraire à cet avis.

De ce que le conseil de préfecture n'a, dans cet ordre de juridiction, que voix consultative, il peut en résulter des erreurs qui peuvent faire annuler les arrêtés, lorsque par exemple le prefet s'abstient de consulter le conseil, alors que la loi l'avait prescrit. Le ministre recommande donc aux préfets, par la circulaire susdite, de ne pas s'écarter de la loi, et dans le doute de prendre l'avis du conseil à titre de consultation officieuse.

Quant à la forme des arrêtés, la même circulaire rappelle qu'ils doivent être libellés ainsi : *Le préfet du département d....., séant en conseil de préfecture, où étaient présents MM.....* qu'ainsi les arrêtés ne doivent contenir aucune mention de la discussion à laquelle a pu donner lieu l'affaire, ni rien qui puisse indiquer que les voix ont été comptées; enfin que ces actes étant seulement des arrêtés de prefets pris en matière administrative, sous la seule responsabilité de ces magistrats, et réformables par le ministre de l'intérieur, ils doivent être signés par le prefet seul, et inscrits non au registre des arrêtés du conseil de préfecture, mais au registre des arrêtés du préfet.

§ 6. Dans quels cas les arrêtés peuvent-ils être rapportés ?

Il est des circonstances où certains arrêtés qui n'ont eu qu'un intérêt d'actualité, deviennent totalement sans importance, d'autres enfin où le préfet peut reconnaître une erreur dans sa décision, ou être éclairé postérieurement par de nouveaux renseignements. Dans ce cas, les arrêtés doivent-ils être déclarés irrévocables, ou du moins ce magistrat est-il obligé de s'en référer à l'autorisation du gouvernement? Cette question souvent

agitée a toujours été résolue dans le même sens, et tous les auteurs, M. de Cormenin entre autres, s'accordent à dire que les prefets peuvent rapporter leurs arrêtés, car aucune loi, aucun réglement ne le défendent, si ce n'est lorsque les arrêtés ont servi de base, soit à des jugements des tribunaux, soit à des arrêtés des conseils de préfecture passés en force de chose jugée, ou lorsqu'ils ont conféré des droits à des tiers dans les limites de leur compétence.

Les préfets peuvent également rapporter les arrêtés de leurs prédécesseurs, sauf les exceptions ci-dessus, soit d'office, soit de l'ordre des ministres.

Mais ils ne peuvent rapporter les arrêtés des conseils de préfecture, parce qu'ils émanent d'une autorité differente, et que, s'ils y ont participé, ils n'ont plus le droit de se déjuger. (O. 7 mars 1821.)

Ils ne peuvent non plus réformer les arrêtés des anciennes administrations centrales de département; c'est à l'autorité supérieure seule qu'appartient ce droit. (C. d'état, 27 déc. 1820.)

§ 7. Notification des arrêtés.

Lorsque les arrêtés du préfet ne sont que des actes administratifs d'un intérêt général, et dont l'execution exige le concours de tous les fonctionnaires administratifs du département, la notification ou plutôt la transmission de ces mêmes actes a lieu :

1° Par l'apposition d'affiches imprimées dans tous les chefs-lieux de commune du département;

2° Par l'envoi aux différents fonctionnaires de l'arrondissement, du recueil des actes administratifs qui doit exister dans chaque prefecture.

Lorsqu'il s'agit de notifier des decisions qui interviennent entre l'état et les particuliers, la notification administrative, par lettres ou autrement, suffit pour faire courir les délais. Ce mode, bien que paraissant irrégulier, a été consacré par la jurisprudence.

Mais cette notification administrative ne saurait faire courir les délais de recours entre particuliers. Il en serait de même, par exemple, en matière de voirie; la décision du préfet doit alors être notifiée par huissier. L'envoi fait à la partie par un appariteur ou valet de ville ne serait pas suffisant. (O. 18 nov. 1818.)

§ 8. Opposition aux arrêtés. Recours.

En principe les arrêtés des autorités administratives étant exécutoires par provision, on doit s'y conformer provisoirement. Ainsi l'administration d'un hospice ne saurait régulièrement se dispenser d'ordonnancer la dépense portée d'office au budget par le préfet, ni le receveur se dispenser de la payer. Autrement le service public serait exposé à être compromis. Mais en se soumettant provisoirement à un arrêté on peut faire toutes réserves de droit.

L'opposition existe en effet contre tous actes et arrêtés des préfets, car autrement ce serait admettre l'arbitraire dans une institution conservatrice, dont le but principal est la conservation des personnes et des propriétés. L'opposition est donc un moyen légal laissé aux parties intéressées qui se croient lésées par une décision.

L'opposition a lieu en pareil cas devant le préfet même, non dans la forme judiciaire, mais par une simple pétition. (V. ci-dessus dans quel cas le prefet peut rapporter ses arrêtés.) Cette opposition, avons-nous dit, n'a aucun caractère suspensif.

Lorsque le préfet a refusé de réformer son arrêté, ou qu'on n'obtient pas de lui une réponse, on se pourvoit alors, suivant la nature de l'affaire, ou devant le ministre, ou devant le Conseil d'etat. A cet egard la jurisprudence constante du conseil d'état est que le recours par eux pris dans les limites de leur compétence, ne peut être porté tout d'abord devant ce conseil, mais qu'il faut d'abord s'adresser au ministre que la matière concerne (1); en sorte que c'est seulement après la décision de ce ministre que celui qui se croit lésé peut recourir au roi en son conseil pour en demander la réformation, si toutefois l'affaire est de nature contentieuse. (C. d'état, 26 juin 1822; 25 nov. 1829.)

Mais si le préfet avait incompétemment prononcé, le pourvoi doit être formé contre sa décision au comité contentieux du conseil d'état, sans renvoi préalable devant le ministre.

Un arrêté du préfet peut encore être déféré par appel et tout à la fois, 1° au ministre que la matière concerne; 2° au Conseil d'état. Si cependant, durant l'instance au conseil, le ministre a prononcé l'annulation demandée, il n'y a pas lieu pour le Conseil d'état de statuer sur le pourvoi formé devant lui. En ce cas, et pour qu'il puisse s'abstenir, la décision doit lui être déferée directement par le ministre. (C. d'état, 15 mars 1822.)

Exception. En principe, avons-nous dit, les arrêtés du préfet en conseil de préfecture sont réformables par décision ministérielle, comme

(1) Tel serait le cas, par exemple, où un préfet aurait refusé d'approuver une adjudication de biens communaux. Ce refus n'a rien de contentieux et ne constitue qu'un acte purement administratif.

tous les autres actes des préfets; mais il y a exception à l'égard de ceux qu'ils rendent en matière d'élection, car ils sont régis par des dispositions exceptionnelles. Ainsi l'art. 53 de la loi du 19 avril 1831 a déclaré que les arrêtés rendus par le préfet, en conseil de préfecture, sur les réclamations relatives à la révision de la liste des électeurs et des jurés, ne peuvent être attaqués que devant la cour royale du ressort. Les listes supplémentaires et complémentaires d'électeurs départementaux sont, en vertu de l'art. 31 de la loi du 22 juin 1833 et comme annexes des listes électorales et du jury, également soumises aux formes de révision tracées par la loi du 19 avril. Enfin, plusieurs ordonnances du roi, rendues en conseil d'état, ont admis des recours formés par voie contentieuse contre des arrêtés de préfets en conseil de préfecture, concernant la révision des listes d'électeurs municipaux. Ces différents arrêtés ne sont donc pas de nature à être attaqués devant le ministre, et le principe concernant les actes des préfets, ne leur est pas applicable. (Circ. min., 4 nov. 1833.)

Le délai du pourvoi est de trois mois à partir du jour de la notification de l'arrêté, passé lequel, le recours n'est plus recevable. (C. d'etat, 5 déc. 1833.)

Il est important de remarquer que cette nullité est encourue, encore bien que le retard du pourvoi soit motivé sur ce que le même litige a été porté, depuis la décision administrative, devant les tribunaux ordinaires. (C. d'état, 21 août 1816.)

De même, le pourvoi contre l'arrêté d'un préfet, formé devant une autorité incompétente ne suspend pas le délai de trois mois; la déchéance peut être opposée devant l'autorité compétente comme s'il n'y avait pas eu de pourvoi. (C. d'état, 27 août 1817.)

§ 9. Tournées annuelles.

Un des devoirs importants du préfet, et dont l'accomplissement consciencieux peut avoir des résultats efficaces sur l'amélioration matérielle et morale du sort de ses administrés, est sans contredit la tournée annuelle qu'il doit faire.

Travaux et établissements publics, mesures sanitaires, agriculture, commerce, industrie, impôts, instruction, police, telles sont les matières importantes sur lesquelles il doit diriger son attention.

« Les préfets sont dans leurs départements respectifs, tout à la fois des sentinelles vigilantes et des agents actifs. C'est par eux que le gouvernement peut toucher au peuples; c'est par leurs soins qu'il peut apprendre les abus qui existent; c'est de leur zèle qu'il doit recevoir des renseignements exacts sur toutes les parties de l'administration générale de l'état; en un mot ils doivent, avec le gouvernement, concourir au grand œuvre de la félicité publique et lui en faciliter les moyens. C'est dans cette vue que le gouvernement a voulu qu'ils visitassent chaque année les communes de leurs départements respectifs pour voir par eux-mêmes si les autorités secondaires exécutent les lois; interroger la véritable opinion publique, et y recueillir les connaissances exactes et locales propres à l'éclairer sur les besoins des citoyens et de l'administration. (Circ. min. 1799, de M. F. de Neufchâteau.)

Pendant longtemps beaucoup de préfets se dispensèrent de ces tournées annuelles, se contentant de les faire à des intervalles plus éloignés; mais elles sont devenues obligatoires aujourd'hui depuis que la loi du 21 mars 1832 sur le recrutement (art. 15) porte que le conseil de révision, présidé par le préfet, se rendra dans chaque canton.

Les frais de tournée sont supportés par les préfets au moyen d'un abonnement particulièrement déterminé pour chacun d'eux. Cet abonnement a été fixé récemment par l'ordonnance du 11 juillet 1833, Bulletin 240.

§ 10. Traitement. Droits des intérimaires. Gratifications.

Le traitement des préfets et des secrétaires-généraux sont fixés conformément au tableau joint à l'ordonnance du 28 décembre 1830, Bulletin n° 387, p. 25 [1] (V. **Abonnement**).

[1] L'insuffisance des traitements des préfets est généralement reconnue depuis quelques années, et le besoin de leur augmentation résulte des vœux émis en 1833 par les conseils généraux. Le gouvernement et la commission du budget ont compris ce besoin. « La dernière réduction, est-il dit au budget de 1837, motivée principalement par la situation critique des finances en 1832, a placé les préfets dans une situation telle que la plupart d'entre eux ne peuvent avoir l'état de maison qu'exigeraient leur rang social, et leur caractère de principal agent du gouvernement, par là se trouve affaiblie l'influence morale qu'ils devraient exercer. Il est désirable que leur salon redevienne, comme sous le consulat et l'empire, un centre de réunion où, par l'effet des rapports de société, les esprits se rapprochent et se concilient; qu'ils donnent l'exemple et l'impulsion pour les dépenses utiles, telles que souscriptions, secours, encouragements; qu'ils puissent visiter fréquemment les diverses parties de leur ressort administratif, et se mettre ainsi en relation avec les habitants des communes rurales. Il importe de leur donner les moyens de reprendre cette influence honorable, qui tourne au profit de l'union, de la confiance entre les citoyens et l'administration supérieure, qui réunit leurs vues et leurs efforts, et les dirige vers des objets d'utilité pratique et de perfectionnement social. »

Il est formé un fonds commun des sommes restées libres, par suite d'absence, ou de congé des préfets, sous-préfets et secrétaires-généraux de préfecture. Ce fonds sert à donner des indemnités soit auxdits fonctionnaires, soit à ceux qui les ont remplacés pendant les congés, ou qui ont rempli des intérim en cas de vacances. (O. 15 mars 1822, art. 4.)

Les membre des conseils généraux de département appelés en cas d'absence d'un titulaire à compléter le nombre des membres du conseil de préfecture pour délibérer, ont *droit*, proportionnellement au temps de leur service, à la moitié du traitement de ceux qu'ils remplacent. (A. 19 fruct. an IX, art. 6.)

Quant aux *gratifications*, elles peuvent être accordées par le ministre, sur la proposition des préfets, aux conseillers et secretaires-généraux de préfecture et aux sous-préfets, sur les restes libres des fonds réservés dans chaque département pour dépenses imprévues; et aussi sur les économies qui auraient été faites sur les centimes affectés aux dépenses variables et extraordinaires, toutes dettes et dépenses acquittées. (Circ. 18 oct. 1810.)

Section II. — Secrétaire général de préfecture.

Le secrétaire général de préfecture n'est pas un fonctionnaire public, mais un préposé légal à la réception et à la conservation des pièces, au contreseing des ampliations des actes administratifs, enfin à la surveillance sur les employés. (L. 28 pluv. an VIII, art. 8.)

Les départements des Bouches-du-Rhône, de la Gironde, du Nord, du Rhône, de la Seine, et de la Seine-Inférieure, ont seuls un secretaire général de préfecture, dans les autres départements, les fonctions en sont remplies par un conseiller de préfecture delégué, et qui reçoit à ce titre une indemnité égale au quart de son traitement [1] (O. 1er mai 1832).

Le roi nomme les secrétaires généraux de préfecture. (L. 28 pluv. an VIII, art. 18.)

Le préfet reçoit leur serment. (Arr. 17 vent. an VIII, art. 2.)

Lorsque le préfet s'absente du chef-lieu, sans cependant sortir du département, il peut se faire représenter par le secrétaire général. (V. Préfet § 2, *supra*.)

Mais dans ce cas, celui-ci n'a pas qualité, par exemple, pour viser les exploits signifiés au prefet dans l'intérêt de l'état, spécialement la notification d'un jugement. L'exploit doit alors, à peine de nullité, être visé ou par le juge de paix ou par le procureur du roi. (C. pr. 69; Caen, 25 janv. 1827.)

Les secrétaires généraux ou les conseillers de préfecture delégués, sont chargés particulièrement de suivre le détail de toutes les affaires de l'arrondissement du chef-lieu, et d'exercer ainsi les fonctions autrefois dévolues aux sous-préfets d'arrondissement de chef-lieu. Mais l'article 2 de l'ordonnance du 1er août 1820, sans établir cette régle comme invariable, accorde en même temps aux prefets la faculte de confier ou retirer à leur gré aux secrétaires généraux tout ou partie de l'administration de cet arrondissement. C'est donc une sorte de délégation qu'ils peuvent faire, avec l'approbation du ministre de l'intérieur, une simple faculté qui leur est accordée, et dont l'ordonnance leur permet d'user autant qu'ils le croiront utile au bien de l'administration de leur departement. Mais les préfets ne peuvent leur confier l'administration du chef-lieu du département; et le maire d'une ville ordinairement aussi importante ne doit reconnaitre que le préfet pour supérieur immédiat et direct. (Circ. min., 23 sept. 1820.)

Le secrétaire général étant empêché ou chargé par délégation des fonctions de préfet, est remplacé dans ses fonctions de secrétaire général par le conseiller de prefecture le plus ancien dans l'ordre du tableau. (Arr. 27 pluv. an X, art. 4.)

Section III. — Conseils de préfecture [2].

§ 1. Exposé.

Autrefois, les parlements avaient ou s'étaient

[1] Le 15 avril 1836, la commission disait par l'organe de son rapporteur : « que ce serait manquer à la confiance du pays et aux besoins de l'administration que de laisser en suspens la question qui tient à l'abonnement des préfectures. »

« Les secrétaires généraux ont été supprimés dans un but d'économie après la révolution de juillet 1830; mais cette suppression a laissé une lacune véritable. Ce n'est pas seulement comme auxiliaires des préfets qu'ils sont regrettables; mais bien comme hommes souvent précieux, en ce sens que, moins exposés à cette mobilité qui semble inhérente aux hautes fonctions publiques, ils étaient un lien entre le passé et le présent. La connaissance qu'ils avaient acquise des hommes et des choses devenait inappréciable pour l'administrateur nouveau qui, forcément étranger au département, est obligé d'étudier péniblement ces hommes et ces choses avant de les bien connaître. Les secrétaires généraux, presque toujours choisis dans les lieux mêmes où ils exerçaient leurs fonctions, offraient des traditions constantes aux préfets. C'est par de tels motifs qu'un grand nombre de conseils généraux ont, dans la session de 1835, exprimé le vœu de voir les secrétaires généraux rétablis partout où ils ont été supprimés

[2] « Remettre le contentieux de l'administration à un conseil de préfecture a paru nécessaire;

arrogé la haute censure sur les administrateurs. De là, des entreprises fréquentes sur les actes de l'autorité administrative.

Lors de la nouvelle organisation judiciaire, le législateur a voulu mettre un terme à cette confusion de pouvoirs. La loi du 24 août 1790 a donc posé en principe que les tribunaux doivent se renfermer dans leurs attributions essentielles.

Ce fut cette prohibition faite aux tribunaux, qui a rendu nécessaire et qui a fondé la juridiction administrative. Sans elle, en effet, les tribunaux auraient perpétuellement occasion de connaître des actes de l'administration.

Les administrations départementales se trouvèrent d'abord investies de cette juridiction, c'est-à-dire du pouvoir de statuer sur toutes les réclamations que les particuliers formaient contre leurs actes ou ceux des administrations inferieures. Mais elles étaient juges et parties. Une telle violation des règles de l'équité ne pouvait subsister, et ce fut alors, pour séparer la juridiction volontaire et la juridiction contentieuse, que les conseils de préfecture furent créés par la loi du 28 pluviose an VIII.

Cette organisation fut dès lors en harmonie avec ce principe : « Qu'administrer est le fait d'un seul, mais que juger est le fait de plusieurs. » En effet, la direction des affaires publiques demande non seulement l'autorité qui agit et exécute, mais encore l'autorité qui juge et examine toutes les fois que le jugement importe à la sûreté de cette direction. La séparation de ces deux autorités assure une plus grande garantie aux administrés. C'est donc à l'administration à ordonner, et au juge à déclarer le droit En résumé, le conseil de préfecture est institué pour prononcer toutes les fois qu'il y a opposition d'intérêts entre l'administration et les administrés, et dans tous les cas où cette opposition exige un jugement sur un acte administratif.

Le conseil est placé près du préfet, mais les membres qui le composent, n'étant soumis ni à sa nomination, ni à sa suspension, ni à sa destitution, sont entièrement indépendants de lui; ce qui ajoute encore aux garanties publiques.

Il doit être consideré comme un tribunal de première instance dans la hierarchie administrative, pour juger les causes connexes à l'administration et qui leur ont été exceptionnellement attribuées par les lois, sauf le recours au conseil d'etat, comité du contentieux.

Quelquefois cependant il est moins tribunal que conseil : dans le cas, par exemple, où le préfet *statue en conseil de préfecture;* car alors celui-ci n'est admis qu'à donner un avis, que le préfet est le maître de ne pas suivre.

M. Macarel, des Tribunaux administratifs, p. 48, convient que l'institution des conseils de prefecture est une bonne et salutaire création, mais en même temps il signale plusieurs vices et imperfections, savoir :

1° Les conseillers de préfecture sont des juges, et ils ne sont pas indépendants;

2° Juges entre l'administration et les particuliers, ils sont présidés par les prefets, chefs de l'administration départementale, et ceux-ci ont voix prépondérante en cas de partage;

3° Les parties n'ont pas d'accès direct auprès des conseils de préfecture;

4° Il y a absence de règles pour la forme de procéder devant eux;

5° Le traitement des conseillers est trop faible. (Il est du dixième de celui des préfets, et ne peut pas être au-dessus de 1200 fr.)

Nous nous bornons à rapporter ces observations sans les développer, devant nous attacher davantage à expliquer ce qui est, que ce qui n'est pas.

§ 2. Composition.

Les membres du conseil de préfecture sont nommés par le roi. (L. 28 pluv. an VIII, art. 18.)

Ils se composent de cinq, quatre ou trois membres, suivant l'importance du département.

Ils doivent être âgés de 25 ans, et ne peuvent être simultanément ni notaires, ni membres de l'ordre judiciaire. (C. d'état, 10 vent. an XIII.)

Ils prêtent serment entre les mains du préfet, et doivent résider dans le lieu de leurs fonctions.

La convocation des conseillers est faite par le préfet selon les besoins du service.

Les conseils ne peuvent prendre aucune délibération s'il y a moins de trois membres présents. Le prefet, lorsqu'il assiste à la séance, compte pour compléter ce nombre. (Arr. 19 fruct. an IX.)

» Pour ménager aux préfets le temps que demande l'administration;

» Pour garantir aux parties qu'elles ne seront pas jugées sur des rapports et sur des avis de bureaux;

» Pour donner à la propriété des juges accoutumés au ministère de la justice, à ses règles, à ses formes;

» Pour donner tout à la fois à l'intérêt particulier et à l'intérêt public, la sûreté qu'on ne peut guère attendre d'un jugement rendu par un seul homme : car cet administrateur, qui balance avec impartialité les intérêts collectifs, peut se trouver prévenu et passionné quand il s'agit de l'intérêt d'un particulier, et être sollicité, par ses affections et ses haines personnelles, à trahir l'intérêt public et à blesser les droits des particuliers. » (Motifs du projet de loi du 28 pluviose an VIII. *Moniteur* n° 139, fol. 553.)

En cas de partage ou d'insuffisance du nombre des membres du conseil, par suite de récusation, maladie ou autre cause, les membres restant désignent, à la pluralité des voix, pour siéger au conseil de préfecture, un des membres du conseil général du département.

Le préfet ou son remplaçant, et à défaut, le doyen d'âge des conseillers, a voix prépondérante dans cette désignation. (Arr. 19 fruct. an IX, art. 2, 3, 4.)

Si les membres du conseil de préfecture étaient tous à la fois forcément empêchés d'exercer leurs fonctions, ils seraient supplées par un nombre égal de membres du conseil général désignés par le ministre de l'intérieur sur la présentation du préfet. (D. 16 juin 1808.)

Dans ces deux cas, le choix ne peut se porter sur des membres du conseil général qui sont en même temps juges dans les tribunaux. (D. 16 juin 1808.)

§ 3. Attributions. Limites des attributions.

Le conseil de préfecture prononce :

1° Sur les demandes des administrés, tendantes à obtenir la décharge ou la réduction de leur cote de contributions directes;

2° Sur les difficultés qui peuvent s'elever entre les entrepreneurs de travaux publics et d'administration concernant le sens ou l'exécution des clauses de leurs marchés;

3° Sur les réclamations des administrés qui se plaignent de torts et de dommages procédant du fait personnel des entrepreneurs et non du fait de l'administration;

4° Sur les demandes et les contestations concernant les indemnités dues aux propriétaires, à raison des terrains pris et fouillés pour la confection des chemins et autres ouvrages publics;

5° Sur les difficultes qui peuvent s'elever en matière de grande voirie, et ici les fonctions du conseil de préfecture consistent à réprimer les contraventions;

6° Sur les demandes présentées par les communautés des villes, bourgs et villages pour être autorisés à plaider, vendre, aliéner, échanger;

7° Sur le contentieux du domaine public, tel que les contestations relatives aux concessions d'icelui, aux ventes de domaines nationaux, aux transferts de rentes, aux adjudications de bois de l'état et autres opérations forestières (L. 28 pluv. an VIII, art. 4);

8° Ils donnent leur avis sur l'érection des établissements insalubres de première classe; prononcent sur les oppositions formées aux arrêtés des préfets qui ont autorisé ceux de deuxième classe, et sur les réclamations contre les décisions prises sur les demandes en formation des établissements de 3e classe;

9° Enfin ils jugent en matière d'élection les demandes en nullité des élections des conseillers municipaux, des conseillers d'arrondissement et de département, lorsque les formes prescrites n'ont pas été observées. (V. **Contributions, Travaux publics, Fournitures, Dommages-intérêts, Indemnités, Voirie, Etablissements publics, Communes, Fabriques, Hospices, etc., Domaine de l'état, Domaines nationaux, Bois et forêts, Etablisssements insalubres, Elections**, etc.)

Le conseil de préfecture excéderait ses pouvoirs en ordonnant l'exécution :

Des sentences arbitrales;

Des jugements et arrêts des tribunaux;

Des actes des préfets;

Des anciens arrêts du conseil ou des directoires;

Il peut à la fois.

1° Commettre un excès de pouvoir en réformant des arrêtés de prefet, par exemple, et en prononçant sur des contestations irrévocablement terminées par jugements et arrêts;

2° Violer sa compétence en prononçant sur des questions de propriété, d'état, de servitude, d'usage, etc. (O. 11 déc. 1816.)

Ainsi, dans certaines affaires mixtes, il doit ne retenir que la partie contentieuse, renvoyer devant le préfet la partie administrative, et devant les tribunaux la partie judiciaire.

Dans ce cas, et en reconnaissant son incompétence sur certains chefs, il doit se garder de préjuger la question par des considérants. S'il l'avait fait, les nouveaux juges ne peuvent s'y arrêter.

Sa juridiction est circonscrite par les limites du territoire départemental; aussi excèderait-il sa compétence en statuant, par exemple, sur des contraventions de grande voirie commises dans un autre département, ou s'il interprétait les ventes de biens nationaux situés hors desdites limites.

Il ne peut ni prononcer sur les marchés passés par les ministres ou leurs agents;

Ni statuer sur les marchés passés entre une régie et des particuliers;

Ni statuer en matière de déchéance ou de décomptes;

Ni élever de conflit;

Ni prononcer par voie de jugement intentionnellement et de fait, même sous la présidence du préfet, dans les matières spéciales où le préfet seul est juge et où le conseil de préfecture ne doit l'assister que de son avis;

Ni conferer à des particuliers des droits qu'ils ne peuvent tenir que de l'administration.

Tels sont les principes généraux de la compé-

tence des conseils de préfecture. On trouvera à chaque article l'explication des règles spéciales.

Les attributions des conseils de préfecture se manifestent ou par *des avis* ou par *des arrêtés*.

§ 4. Avis.

Ils donnent des avis aux préfets, lorsque ceux-ci les consultent, par exemple, sur la question ne savoir s'il faut soulever une action devant les tribunaux en demandant ou en défendant, au nom et dans l'intérêt de l'etat. Dans ce cas, ils délibèrent comme *conseil domanial* et font un acte de gestion domaniale.

Il en serait de même si une commune consultait le conseil de préfecture pour savoir si elle est fondée dans un droit d'usage ; l'arrêté qui intervient est réputé un simple *avis*, une simple consultation, car alors le conseil a été saisi comme *conseil domanial* en exécution de la loi du 28 ventose an XII, qui en prescrit la communication au ministre des finances.

En effet, là où il n'y a pas eu citation et *instruction* proprement dite, il ne faut voir dans l'arrêté, quelle que soit sa rédaction, que ce que comportent les éléments de sa delibération.

Où en seraient les malheureux, dont la fortune serait atteinte par de tels arrêtés, si après une instruction purement administrative, et n'ayant cru s'adresser qu'à un *conseil domanial* faisant acte de simple *gestion administrative*, ils se trouvaient frappés de *déchéance* pour ne s'être pas pourvus contre un arrêté, qu'aucune loi, aucun réglement, aucun usage constant ne les obligeaient à regarder comme une décision? (C. d'état, 2 fév. 1821.)

§ 5. Procédure.

Jusqu'à présent les lois n'ont établi aucune forme particulière de procéder pardevant les conseils de préfecture; telles sont cependant les règles que l'usage a introduites, relatives à l'introduction, à l'instruction et au jugement.

1° Si l'affaire est introduite par les particuliers, c'est au préfet, comme président du conseil, qu'on doit directement s'adresser pour toute demande ou réclamation, en y joignant un mémoire explicatif. Celui-ci transmet alors au conseil toutes les affaires contentieuses sur lesquelles il est appelé à prononcer. Le conseil charge un de ses membres d'examiner l'affaire et de lui en faire un rapport. Dans le cas où l'affaire n'offrirait pas les pièces ou renseignements suffisants, le conseil peut citer la partie à jour et heure fixes, et l'entendre soit en personne, soit par son fondé de pouvoir, verbalement ou par écrit. Il peut également ordonner des expertises et prononcer alors définitivement sur tout ce qui peut être l'objet d'une condamnation.

Si l'affaire est au contraire introduite par l'administration, la copie des pièces ou de l'arrêté, ou de la décision qui y donne lieu suffit pour en saisir le conseil.

2° Quant à l'*instruction* devant les conseils de préfecture, il y a cette différence entre la justice judiciaire et la justice administrative, que devant celle-ci les parties ne sont représentées ni par des avoués, ni par des avocats.

Ainsi que nous l'avons vu, ce sont elles-mêmes qui signent leurs requêtes et mémoires et qui suivent leurs affaires. Elles peuvent cependant fournir des consultations signées de jurisconsultes.

On a voulu en cela imprimer à la justice administrative un caractère de simplicité et de promptitude, mais reste à savoir si les affaires se terminent plus vite, ou si les intérêts sont mieux défendus. Les parties y gagnent assurément du côté des frais, puisque l'instruction est essentiellement gratuite; mais il est difficile qu'elles puissent reproduire dans des mémoires écrits les arguments que la discussion développe avec tant d'avantages. Elles y gagneraient donc d'une part si les plaidoiries étaient admises, et de l'autre, si les débats étaient publics, car dans l'état actuel des choses, les conseils de préfecture rendent à huis-clos leurs décisions et arrêtés [1].

Ils peuvent prendre des arrêtés preparatoires, et ordonner, pour s'éclairer, des apports de pièces, des levées de plan, des expertises, des vérifications d'actes et de faits etc.; les conseillers ne peuvent s'abstenir pour cause de récusation; sans cela la marche de l'administration qui doit être rapide, se verrait souvent paralysée par un acte

[1] Telle est l'opinion de plusieurs auteurs, de MM. de Cormenin, Henrion de Pansey et Macarel :

« En réglant, a dit le premier, l'instruction des affaires contentieuses devant le conseil d'état, on a oublié d'organiser la procédure des tribunaux administratifs de première instance : c'était oublier les fondements de l'édifice. C'est sur l'introduction des instances que la pensée d'un bon législateur doit d'abord se porter, et c'est l'imparfaite organisation des tribunaux administratifs inférieurs qui entraîne incessamment dans les ministères une multitude d'affaires contentieuses et de détail, qui vont se compliquant et se grossissant, en montant par les divers degrés de l'instruction jusqu'au Conseil d'état, et qu'il serait si nécessaire et si facile de couper dans leur racine. » (Conseil d'état, envisagé comme conseil et comme juridiction, p. 226 et suiv.)

Quant à la publicité, l'amélioration introduite dernièrement a ce sujet, dans les séances du conseil d'état, semble nous faire croire qu'elle sera étendue également à celles des conseils de préfecture.

de récusation ; l'arrêté qui admettrait un tel acte serait annulé par le conseil d'état. (C. d'état, 15 brum. an X.)

Les défenses d'une commune devant le conseil de préfecture doivent être présentées par le maire, ou en son absence par son adjoint, comme exerçant seul les actions de la commune.

Il ne peut y être suppléé par l'avis du sous-préfet et par les observations ou réquisitions contenues dans les enquêtes.

L'opposition serait recevable en pareil cas, et le conseil de préfecture excéderait ses pouvoirs s'il refusait de l'admettre. (O. 16 mai 1827.)

§ 6. Arrêtés.

Les conseils de préfecture ne peuvent juger qu'autant que ses membres sont au nombre de trois, aussi l'arrêté serait nul s'il n'etait signé que par deux membres. (C. d'état, 17 av. 1832.)

En outre, ces décisions ayant le même caractère et les mêmes effets que les jugements des tribunaux, quoiqu'ils n'aient ni intitulé, ni mandement, il est d'ordre public qu'elles soient motivées, sans quoi cette absence de motifs serait également un moyen de nullité (C. d'état, 12 déc. 1818); et lorsque l'arrêté emporte condamnation, non seulement il doit être motivé, mais encore, les termes de la loi appliquée doivent y être insérés en entier, et l'art. 65 du Code d'instruction criminelle, qui impose cette obligation aux tribunaux ordinaires, n'en exempte pas les conseils de préfecture On décidait autrefois qu'ils ne pouvaient être rendus un jour férié, mais la jurisprudence actuelle admet le principe contraire. (C. d'état, 30 mai 1834.)

§ 7. Effet des arrêtés. Exécution.

Dès que ces arrêtés sont rendus, ils ont le caractère et les effets des jugements ordinaires. Et c'est ainsi que la loi du 29 floréal an X, art. 4, énonce positivement que l'hypothèque judiciaire résulte des décisions rendues par les conseils de prefecture. (C. d'état, 16 therm. an XII; D. 17 avril 1812.) (V. **Hypothèques.**)

Ils mportent également contrainte par corps, et sont exécutoires par eux-mêmes, c'est-à-dire qu'ils n'ont besoin ni d'un visa, ni d'un mandement étranger. (C d'état, 16 mai 1810; 1er fév. 1813; Cormenin, p. 289, 1er vol.)

Pendant longtemps plusieurs préfets, trompés sans doute par la signature qu'ils apposent au bas des arrêtés des conseils quand ils les président, ont cru que ces arrêtés ne pourraient recevoir d'exécution qu'après avoir été revêtus par eux d'une formule exécutoire dans la forme d'un arrêté préfectoral. L'obligation imposée également par les art. 146 et 551 du Code de procédure civile, de terminer tous les jugements par la formule exécutoire semblable à celle qui est au bas des lois, a pu aussi les induire en erreur ; mais aujourd'hui il est de principe et de règle certaine consacrés par la jurisprudence, que les arrêtés des conseils de préfecture sont executoire sans cette formule accoutumée (C. d'état, 5 fév. 1826), et que, comme tous autres jugements, ils sont suffisamment empreints du sceau de l'autorité publique, qu'ils contiennent enfin en eux-mêmes leur force d'exécution [1].

Mais les conseils de préfecture ne peuvent eux-mêmes connaître de cette exécution, ni déléguer, pour en connaître, des autorités administratives qui n'ont pas la qualité de juges.

C'est aux tribunaux seuls qu'il appartient de connaître des affaires qui sont la suite de ces arrêtés telles que saisies, etc., et d'ordonner ce que de droit quant à l'application des lois et des réglements.

Du principe qu'il y a urgence dans les affaires administratives, il suit : que les arrêtés des conseils de préfecture sont exécutoires nonobstant pourvoi au Conseil d'état.

§ 8. Signification des arrêtés.

La signification des décisions prises par les conseils de préfecture peut être faite par des huissiers, mais ils doivent faire ces significations sans prendre l'attache du tribunal au nom duquel ils exercent. (L. 29 flor. an X, art. 4.)

Si les parties refusent de s'y conformer, le même article veut qu'elles y soient contraintes par la voie des garnisaires et saisie de meubles.

L'exploit de signification d'un arrêté obtenu

[1] Un vice aussi évident que celui-ci, et qui peut avoir des conséquences en apparence fort illégales, justifie l'opinion de M. Henrion de Pansey, quand il disait que « les conseils de préfecture avaient été créés sans être organisés. » En effet, et relativement à l'exécution de leurs arrêtés, pourquoi leur refuser la formule exécutoire, lorsqu'on leur attribue d'ailleurs les mêmes conséquences qu'aux jugements des tribunaux ordinaires. La Charte, d'ailleurs, dit que toute justice émane du roi. Eh bien! la justice administrative est-elle moins importante? non, assurément. Au contraire, et même elle a pour objet d assurer des intérets publics qui demanderaient, selon nous, des garanties et des formes semblables à celles qu'on observe relativement aux jugements des tribunaux. M. Macarel (*Des tribunaux admin.*, p. 563) dit que plusieurs conseils de préfecture, pénétrés de l'importance de cette mesure, l'ont depuis longtemps adoptée, mais aucune loi ne la prescrit, et elle est contraire à la délibération précitée du Conseil d'état en date du 5 février 1826.

contre une commune est nul, faute d'être visé par le maire ou l'un des fonctionnaires désignés dans l'article 69 du Code de procédure. (O. 23 juin 1823.) C'est à partir du jour, de cette signification que court le délai d'appel. Il est de trois mois.

§ 9. Arrêtés par défaut. Opposition. Tierce-opposition.

L'arrêté du conseil de préfecture est par défaut, lorsque le défendeur ou le réclamant n'ont fourni ni mémoire ni défense signés soit par eux, soit par des jurisconsultes leurs fondés de pouvoir.

Mais comme il serait contraire aux principes et à l'équité, qu'un individu fût condamné sans avoir été entendu ni mis à portée de l'être, le Conseil d'état a admis, dans sa jurisprudence à l'égard des condamnations par défaut émanées des tribunaux administratifs, les règles et moyens d'opposition établis dans le Code de procédure à l'égard des jugements rendus par défaut par les tribunaux ordinaires. (C. d'état, 24 mars 1818.)

Les arrêtés des conseils de préfecture rendus par defaut sont donc susceptibles d'opposition nonobstant toute signification, et tant qu'ilsn'ont pas été exécutés. Dans ce cas, le recours au Conseil d'état contre un pareil arrêté n'est pas recevable; il ne pourrait en être saisi légalement que quant à la question de savoir si le conseil de préfecture était compétent. (C. d'état, 1er août 1834.)

On trouve d'autres arrêtés du Conseil d'état qui jugent dans un sens contraire, mais nous croyons que cette première opinion est plus juste, et que tant que les délais ne sont pas expirés, on doit laisser à la partie condamnée la faculté de former opposition au défaut et de faire valoir ses moyens.

En ce cas, les conseils de préfecture ne doivent pas se référer à leurs arrêtés par défaut comme à des arrêtés contradictoires; mais ils doivent recevoir l'opposition des parties et y statuer, ni considérer comme établissant devant eux une défense contradictoire, les simples réponses adressées aux maires avant tout débat.

Pour qu'un arrêté soit réputé par défaut, il faut, avons-nous dit, qu'il n'y ait eu aucune défense fournie par la partie; ainsi, l'on ne devrait pas considérer comme rendu par défaut un arrêté qui a été pris sur le vu d'un procès-verbal d'expertise dressé contradictoirement entre l'expert, l'administration et l'expert du réclamant. (Cass., 14 juin 1830.)

Tierce-opposition. — Les conseils de préfecture reçoivent également la tierce-opposition à leurs arrêtés définitifs. Mais si cette tierce-opposition est formée devant eux, contre un ancien arrêté, par les mêmes parties qui avaient déjà exercé contre cet arrêté un pourvoi rejeté par un arrêt du conseil, c'est avec raison que la tierce-opposition est refusée.

Et si les mêmes parties, dans la vue de renouveler une contestation terminée par l'arrêt souverain rendu contradictoirement avec elles, introduisent un nouveau pourvoi contre l'arrêté qui a refusé d'accueillir leur tierce-opposition, elles doivent en être déboutées et leur avocat condamné à l'amende, conformément à l'article 36 du réglement du 22 juillet 1806 sur le Conseil d'état.

§ 10. Recours devant le Conseil d'état.

Les arrêtés des conseils de préfecture sont de véritables jugements, qui ont les mêmes effets et la même exécution que ceux des tribunaux ordinaires; les conseils ne sauraient donc rapporter leurs arrêtés contradictoirement rendus, ainsi que peuvent le faire les préfets en certains cas. De ce moment ces arrêtés appartiennent aux parties, et leur réformation, de même que celle des jugements des tribunaux, ne peut appartenir qu'à l'autorité supérieure; en ce cas, le recours au Conseil d'état est la seule voie pour les faire annuler, soit qu'on les attaque au fond pour mal jugé, ou dans leur forme intrinsèque, ou pour excès de pouvoir, ou pour cause d'incompétence. (D. 21 juin 1815; C. d'état, 8 mai 1822.)

Cet appel est donc ouvert contre tout arrêté contradictoire, dans les trois mois de la signification faite par huissier à personne ou à domicile; car une notification purement administrative ne suffirait pas pour faire courir le délai. Par là nous entendons parler d'un envoi même officiel. (D. 22 juill. 1806; O. 27 nov. 1814; 6 mars 1816; 30 mars 1821.)

Ces formalités sont essentielles; ainsi est nul le pourvoi, s'il n'a été formé qu'après les trois mois devant le Conseil d'état, quoiqu'il ait été adressé directement au ministre avant l'expiration de ce délai. (C. d'état, 28 nov. 1818; 16 fév. 1826.)

Est pareillement nul le pourvoi tardivement formé, bien que, par un exploit signifié à l'adversaire dans les trois mois de la notification, on ait déclaré la volonté de se pourvoir. Le pourvoi n'existe que par le dépôt de la requête signée d'un avocat aux conseils. (C. d'état, 25 juin 1817.) (V. **Conseil d'état**, sect. V.)

Par qui et en quel nom le pourvoi sera-t-il formé? A cet égard, nulle difficulté. Il s'agit seulement de se conformer aux règles que nous avons tracées pour l'instruction des affaires devant le Conseil d'état. (V. ce mot.)

Quelquefois, un arrêté peut être rendu contre une collection d'habitants agissant en leur *nom privé*. Dans ce cas, un maire qui n'y a pas été partie n'aurait pas qualité pour se pourvoir au nom de la commune devant le Conseil d'état contre cette décision; pour exercer ce recours, il faudrait alors être autorisé par une délibération du conseil municipal de la commune. (O. 5 nov. 1835.)

Il faut remarquer que l'obligation de se pourvoir dans le délai de trois mois est imposée aux communes comme aux particuliers. (C. d'état, 25 fév. 1818.)

Les ministres doivent également deférer au Conseil d'état les arrêtés des conseils de préfecture pendant le délai utile, lorsque ces arrêtés lèsent les intérêts de l'état, et ce, conformément au mode tracé par le décret du 22 juillet 1806.

En matière de *contributions directes*, il y a exception aux règles ci-dessus. Pendant longtemps, et pour accélérer autant que possible la décision, les parties avaient toujours été admises à présenter elles-mêmes leur requête; mais une circulaire du ministre des finances ayant invité les préfets à joindre leurs observations à l'envoi de la requête de la partie, afin d'accélérer encore davantage le jugement de la réclamation, un arrêt du Conseil d'état, en date du 3 janvier 1835, a confirmé cette règle et a declaré qu'à l'avenir toute requête transmise directement par les parties en cette matière serait rejetée.

Enfin, le Conseil d'état ne peut annuler les arrêtés des conseils de préfecture contre lesquels il n'y a pas d'appel. (C. d'état, 4 mars 1830.)

Exceptions. — Tous les arrêtés pris, en matière contentieuse, par les conseils de préfecture, ressortissent au Conseil d'état, avons-nous dit; tontefois, M. de Cormenin indique les exceptions suivantes :

1° On ne peut attaquer devant le Conseil d'état les arrêtés des conseils de préfecture rendus en matière d'annulation des partages de biens communaux, parce qu'ils sont préalablement soumis à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2° Les avis donnés aux préfets officieusement et sur leur consultation, ne peuvent être qualifiés de décision, et ne sont pas, par conséquent, susceptibles d'être attaqués devant le Conseil d'état, ni confirmés par lui.

3° Les autorisations de plaider, soit en demandant, soit en defendant, accordées aux communes, hospices, fabriques et établissements publics, sont considérées comme des actes de tutelle, inattaquables de la part des tiers.

§ 11. Frais et dépens.

La condamnation aux dépens faits devant les tribunaux ne peut être prononcée par les conseils de prefecture; ils ne sont compétents que pour prononcer sur les dépens faits devant eux, et pour les taxer. (O. 12 déc. 1818; 21 juin 1824.)

Section IV. — Conseils généraux.

§ 1. Formation, Durée des fonctions.

L'administration, avons-nous dit (v. **Administration**), est tantôt *active*, tantôt *juge* du contentieux administratif, tantôt *délibérante*.

Nous avons montré dans les sections ci-dessus les prefets et les conseils de préfecture résumant dans leurs attributions les deux premières de ces fonctions. Les dernières, celles de la *délibération*, appartiennent dans le département au pouvoir representatif de cette division territoriale, c'est-à-dire au conseil de département.

Il y a dans chaque département un conseil général.

Le conseil général est composé d'autant de membres qu'il y a de cantons dans le département, sans pouvoir excéder cependant le nombre de trente [1].

Autrefois les membres de ces conseils étaient nommés par le roi; mais il y avait là un abus réel et une violation flagrante du système représentatif qui doit presider à la formation de ces conseils. Ne sont-ils pas en effet les représentants du département, et pour exprimer les vœux de la population, ne faut-il pas qu'ils en soient les mandataires, sans être soumis à un choix étranger ?

La loi du 22 juin 1833 a donc abrogé ces dispositions, et aux termes de son article 3, un membre du conseil général est élu dans chaque canton par une assemblée électorale composée des électeurs et des citoyens portés sur ladite liste du jury.

Les conditions requises pour être éligible consistent dans l'accomplissement de l'âge de 25 ans et dans le paiement de 200 fr., depuis un an, au moins de contributions directes dans le département. (V. **Élections départementales.**)

Nul ne peut être membre de plusieurs conseils généraux. (Art. 6.)

Lorsqu'un membre du conseil général aura manqué à deux sessions consécutives, sans excuses légitimes ou empêchement admis par le conseil, il sera considéré comme démissionnaire, et

[1] Il n'y a exception à cette règle que pour le conseil général du département de la Seine, qui se compose de quarante-quatre membres. (L. 20 avril 1834, art. 1.) (V. ci-après *Organisation départementale et municipale de Paris*).

il sera procédé à une nouvelle élection, conformément à l'article 11 ci-après. (Art. 7.)

Les membres des conseils généraux sont nommés pour neuf ans; ils sont renouvelés par *tiers* tous les trois ans, et sont indéfiniment rééligibles.

A la session qui suivra la première election des conseils généraux, le conseil général divisera les cantons ou circonscriptions électorales du département en trois séries, en répartissant autant que possible, dans une proportion égale, les cantons ou circonscriptions électorales de chaque arrondissement dans chacune des séries. Il sera procédé à un tirage au sort pour régler l'ordre de renouvellement entre les séries; ce tirage se fera par le préfet en conseil de préfecture et en séance publique. (Art. 8.)

La dissolution d'un conseil général peut être prononcée par le roi; en ce cas, il est procédé à une nouvelle élection avant la session annuelle, et au plus tard dans le délai de trois mois, à dater du jour de la dissolution. (Art. 9.)

En cas de vacance par option, décès, démission, perte des droits civils ou politiques, l'assemblée électorale qui doit pourvoir à la vacance sera réunie dans le délai de deux mois. (Art. 11.)

§ 2. Attributions [1].

Le conseil général de département est spécialement institué pour :

1° Faire la répartition des contributions directes foncières entre les arrondissements communaux du département ;

2° Pour statuer sur les demandes en réduction faites par les conseils d'arrondissements, des villes, bourgs et villages ;

3° Pour voter, dans les limites fixées par la loi, le nombre des centimes additionnels dont l'imposition est demandée pour les dépenses du département [2]; l'emploi de ces fonds ainsi que les dépenses variables (V. **Budget**, sect. II);

4° Pour entendre le compte annuel que le préfet rend de cet emploi.

On conçoit, dit Fomart, toute l'importance du compte que les préfets doivent rendre de leurs dépenses aux conseils généraux ; c'est là une mesure essentiellement conservatrice, qui a pour but de constater qu'aucune des sommes portées en dépense n'a reçu une destination différente de celle qui lui a été donnée. Les conseils généraux doivent s'assurer de la légalité de toutes les dépenses, et rejeter, en énonçant la cause de leurs décisions, celles qui ne seraient pas suffisamment justifiées.

5° Pour exprimer son opinion sur les besoins du département, et donner son avis sur les changements de la circonscription territoriale.

Les attributions du conseil général présentent ainsi dans leur ensemble deux objets très-distincts. Les quatre premiers articles lui confèrent des fonctions purement administratives, et par le cinquième, qui est tout d'indication et de rapports personnels avec le gouvernement, il a un caractère de représentation des intérêts locaux.

Les attributions du conseil général, jusqu'ici trop vaguement désignées ou trop restreintes, ont besoin d'être fixées par une loi. Déjà un projet a été présenté à la chambre des députés en 1833; mais, tant que l'ordre de choses actuel continuera de subsister, on peut admettre en thèse générale que tout ce qui intéresse le département doit subir l'influence du conseil général.

§ 3. Sessions.

Les conseils généraux ne peuvent se réunir s'ils n'ont été convoqués par le préfet en vertu d'une ordonnance du roi qui détermine l'époque et la durée de la session.

La nature de leurs attributions indique suffisamment que cette session doit avoir lieu dans un temps donné, le plus court possible, après la promulgation de la loi des finances, afin de ne pas retarder les opérations préliminaires à l'exécution de la loi. La session est ordinairement de quinze jours, dont dix sont employés à la répartition de l'impôt, au jugement des demandes en dégrèvement, à l'audition du compte du préfet, et les cinq derniers à délibérer sur les abus à signaler ou les améliorations à introduire.

Au jour indiqué, et après que le préfet a donné lecture de l'ordonnance de convocation, reçu le serment des conseillers nouvellement élus [1],

[1] V. au *Moniteur*, séance du 3 avril 1833, le rapport de la commission chargée d'examiner un projet présenté par le gouvernement sur les attributions départementales.

[2] Les conseils généraux sont autorisés par la loi des finances de chaque année, et sauf l'approbation du gouvernement, à établir, en sus des centimes additionnels ordinaires, des impositions pour dépenses d'utilité départementale; et en cas d'insuffisance de ces centimes *facultatifs*, dont le maximum est de *cinq*, des lois spéciales autorisent des impositions extraordinaires.

Les conseils généraux peuvent aussi, d'après l'art. 20 de la loi du 31 juillet 1821, établir en augmentation du principal de la contribution foncière, et jusqu'à concurrence de trois centimes, une imposition destinée aux frais des opérations cadastrales.

[1] Les préfets et sous-préfets sont autorisés à recevoir, de vive voix ou par écrit, le serment des membres nouvelle-

et déclaré, au nom du roi, la séance ouverte, le conseil formé sous la présidence du doyeu d'âge, et le plus jeune faisant les fonctions de secrétaire, nomme au scrutin et à la majorité absolue son president et son secrétaire.

Toutefois si, postérieurement à la séance d'ouverture, il arrivait des membres nouvellement élus, ils ne peuvent prendre séance qu'après avoir prêté serment entre les mains du président du conseil.

L'organisation étant ainsi définitive, le conseil délibère sur les instructions et les documents que le préfet a dû préparer à l'avance en ce qui touche seulement les fonctions administratives, et lui remettre le premier jour de la session.

Les préfets n'ont et ne peuvent avoir le droit d'exercer aucune influence sur les délibérations des conseils qui sont en quelque sorte leurs sursurveillants et leurs censeurs, puisque c'est d'après leurs avis que le gouvernement peut souvent approuver ou improuver la conduite de ces fonctionnaires; cependant la loi leur accorde entrée aux conseils, et ils sont entendus quand ils le demandent, afin d'éclairer les discussions et de fournir les renseignements nécessaires. (L. 1833, art. 12, § 5.)

Cette règle reçoit exception lorsqu'il s'agit de l'apurement de leurs comptes.

L'art. 13 déclare que les séances ne sont pas publiques.

Le motif de cette disposition est tiré du but même de l'institution des conseils généraux. Leurs travaux ayant pour objet principal des choses purement administratives et locales, des vues d'amélioration et des plaintes d'abus de pouvoir, on a désiré qu'elles fussent communiquées directement au gouvernement, afin que le secret de l'affaire lui permît de mûrir ses projets et d'apprécier le moment de l'exécution. Par la même raison, aucun acte des conseils généraux n'est imprimé. (Arr., 19 flor. an VIII, art. 3.)

Néanmoins, on ne peut s'empêcher de reconnaître que depuis l'introduction du système electif, il n'y ait convenance et utilité à ce que les citoyens puissent, par l'impression de ces procès-verbaux, apprécier des decisions qui touchent de si près aux intérêts du département. A cet égard, les conseils généraux ne cessent, surtout depuis la loi du 22 juin 1833, d'émettre des vœux tendant à ce que, dans la loi d'*attributions départementales* si vivement désirée, une de ses dispositions consacre la publicité de ces procès-verbaux.

Penetrés de l'importance de cette publicité, la plupart des conseils généraux publient leurs procès-verbaux aux frais de chacun des membres.

Ces procès-verbaux doivent offrir le tableau des dépenses qui necessitent l'imposition de centimes additionnels, et faire connaître les principales considérations qui ont déterminé l'adoption, la réduction, le rejet ou la proposition d'une dépense nouvelle.

Le conseil ne peut délibérer que si la moitié plus un de ses membres est présent.

Tout acte ou toute délibération d'un conseil général, relatifs à des objets qui ne sont pas legalement compris dans ses attributions, sont nuls et de nul effet. (L. 1833, art. 14.)

Aussi la loi punit des peines portées par l'art. 123 du Code pénal, tout éditeur, imprimeur, journaliste ou autre individu qui rend publics les actes interdits aux conseils généraux et d'arrondissements. Cependant, lorsqu'il ne s'agit plus d'un acte qu'il importe de réprimer sur-le-champ pour qu'il n'ait pas de suites funestes, mais seulement d'une délibération prise par un conseil sur des objets qui ne sont pas légalement compris dans ses attributions, la nullité en est prononcée par une ordonnance du roi. (Art. 16, 17, 18, 19, 28.)

Toute délibération prise hors de la réunion légale du conseil général, est nulle de droit en ce cas.

Le préfet, par un arrêté du conseil de préfecture, déclare la réunion illégale, prononce la nullite des actes, prend toutes les mesures nécessaires pour que l'assemblée se sépare immédiatement, et transmet son arrêté au procureur général du ressort pour l'exécution des lois et l'application, s'il y a lieu, des peines déterminées par l'art. 258 du Code pénal. En cas de condamnation, les membres condamnés sont exclus du conseil et inéligibles aux conseils de département et d'arrondissement, pendant les trois années qui suivront la condamnation.

Le conseil général peut être suspendu par le préfet, sauf la décision définitive du roi dans deux cas:

1° Lorsqu'il se met en correspondance avec un ou plusieurs conseils d'arrondissement ou de département;

2° Lorsqu'il y a fait quelque proclamation ou adresse. (L. 1833, art. 17, 18.)

ment élus des conseils généraux de département et des conseils d'arrondissement qui, depuis leur nomination jusqu'à l'ouverture de la session de ces conseils, seraient appelés à ce titre aux fonctions ou missions individuelles qui leur sont attribuées par des lois ou par des actes du gouvernement. (O. roy., 12 janv. 1834, n° 5163, p. 28.)

§ 4. Résultats de la session.

Les présidents des conseils généraux, le lendemain de la clôture de leur session, doivent en adresser les procès-verbaux au ministre de l'intérieur.

Cette communication immédiate a pour objet de faire parvenir au gouvernement le véritable vœu, le tableau fidèle des besoins du département, l'expression pure des pensées du conseil général. Ces mémoires doivent présenter non seulement les maux à réparer, mais encore des vues étendues, des idées d'utilité publique, des éléments d'amélioration et de prospérité générale.

Ces procès-verbaux sont divisés en autant de titres correspondant aux différentes matières qui y sont traitées, et que nous pourrons classer dans l'ordre suivant, savoir : à l'agriculture, au commerce, aux hospices, aux prisons, à l'instruction publique, à la voirie, à la population, et enfin à l'administration.

Le ministre de l'intérieur présente alors au roi le resumé des vœux des conseils généraux.

Renvoi est ordonné à chaque ministre de ce qui concerne son département, et dans le mois suivant, chaque ministre présente sur ce sujet un rapport detaillé, et propose au roi les projets qu'il croit convenables. (Arr. 2 vend. an XI, art. 1, 2, 3.)

Section V. — Sous-préfet.

Le sous-préfet est l'agent secondaire administratif, chargé d'administrer la sous-division territoriale appelée *arrondissement*.

Organe d'information, de transmission et de surveillance, il y exerce peu de direction et sert plutôt comme l'intermédiaire légal entre le préfet et les maires de l'arrondissement.

Dans un petit nombre de circonstances seulement il fait acte d'une autorité qui lui soit soit propre.

§ 1. Nomination, Remplacement.

Il y a un sous-préfet par chaque arrondissement communal. Ils sont nommés par le roi. (L. 28 pl. an VIII, art. 8, 11, 18), et prêtent serment entre les mains du préfet. Celui-ci nomme provisoirement à leur place, en cas d'absence ou de maladie (arr. 17 vent., an 8, art. 7), mais non dans celui de mort ou de démission; car le sous préfet est agent non du préfet, mais du gouvernement, c'est envers lui et non envers le prefet qu'il est responsable; l'autorité que ce dernier exerce sur le sous-prefet est une autorité de surveillance et de direction, mais non un pouvoir discrétionnaire. Le seul moyen coercitif du préfet contre le sous-préfet est la dénonciation. Or, la dénonciation n'est qu'un recours à l'autorité supérieure, et non l'exercice de cette autorité.

Il en est de même pour les congés qui ne doivent être accordés par le préfet à un sous-préfet sans l'autorisation du ministre de l'intérieur, hors les circonstances urgentes qui ne permettraient pas d'attendre cette autorisation; et dans ce cas le préfet doit en rendre compte immédiatement au ministre. (Circ. min., 10 mars 1820.)

En cas d'absence ou d'empêchement d'un sous-préfet, le préfet pourvoit à son remplacement en designant un membre du conseil d'arrondissement, ou à défaut un conseiller de préfecture. (Arr. 17 vent., an VIII, art. 7.)

§ 2. Attributions.

Le sous-préfet remplit les fonctions qui étaient exercées autrefois par les administrations municipales et par les commissaires de canton, à la réserve de celles qui sont attribuées aux *municipalités* et aux conseils d'arrondissement; elles correspondent donc dans l'arrondissement à celles qui sont confiées au préfet dans le département; mais, ainsi que nous l'avons dit, il ne les exerce que sous la direction et l'autorité du préfet. (L. 15-27 mars 1791, art. 12.)

Constamment dirigé par ce magistrat, pour tous les actes intermédiaires qu'il doit faire, dans aucun cas, le sous-préfet ne doit se permettre d'agir de son propre mouvement, ni prendre aucune mesure, donner aucune instruction pour l'exécution des lois, sans les avoir fait préalablemont approuver par le préfet, si d'ailleurs la loi ne lui a pas attribué spécialement l'acte direct qu'il veut faire, et encore, dans ce cas, doit-il instruire le préfet, car ce n'est qu'après l'approbation préfectorale que ses décisions peuvent être valables et devenir obligatoires. (Bonin, *organisat. admin.*, vol. 1, p. 196.)

Mais de ce que le sous préfet ne peut prendre aucune mesure importante sans l'avoir préalablement soumise à l'approbation du préfet, il ne faudrait pas en inferer que ses fonctions s'exercent dans un cercle étroit et une autorité tout-à-fait limitée. Le sous-prefet est le conseil de toutes les communes de son arrondissement; c'est donc dans l'administration municipale qu'il peut et doit faire preuve de sagacité.

Il n'a le pouvoir de juger que dans un petit nombre de circonstances, mais la loi lui reconnaît et lui donne le droit de transmettre son avis à l'appui des demandes et réclamations. Dans toutes

les affaires en général, qu'elles intéressent les communes, les particuliers, les établissements publics ou autres, le sous-prefet donne son avis en forme de rapport, et lorsque ces rapports sont basés sur la citation des renseignements locaux pris avec soin, et sur la juste application des connaissances du droit civil et administratif, ils exercent alors une puissante influence sur les décisions de l'autorité appelée à prononcer définitivement.

C'est donc non seulement par une administration sage et prudente, une conduite pleine de tact et de mesure vis-à-vis des habitants de son arrondissement que le sous-préfet doit se distinguer, mais encore par ses relations avec l'autorité immédiatement placée au-dessus de lui.

La mission d'un sous-préfet est vaste et non moins étendue pour ainsi dire que celle du préfet, quand il la comprend et quand il l'envisage dans tout ce qu'elle doit embrasser.

Il serait difficile à moins d'entrer dans des répétitions inévitables, d'établir ici la nomenclature complète des différentes attributions des sous-préfets. Le soin avec lequel nous avons établi la compétence de chaque fonctionnaire, en traitant séparément les differentes matières, abrège ici notre tâche, aussi nous contenterons-nous de dresser un aperçu par ordre alphabetique, des principales attributions confiées aux sous-préfets; ce résumé pourra en donner l'idée, et faciliter les recherches par l'indication des sources.

Adjudication.—Dans certains cas ils passent les adjudications administratives, soit d'office, soit par délégation. (V. **administration.**)

Administration.—Les sous-préfets doivent rendre compte, une fois par mois, au préfet de l'exécution des diverses parties du service confiées à leurs soins. (L. 15-27 mars 1791, art. 12.)

Administration militaire. — Ils remplacent les intendants et sous-intendants militaires, lorsqu'il n'y en a pas dans leur arrondissement; mais ils rentrent pour ces objets dans la classe des agents militaires, reçoivent leurs ordres des chefs de cette partie de l'administration et correspondent avec eux.

Bacs.—Ils reçoivent l'attestation des mariniers conducteurs, sur la capacité des personnes que les adjudicataires de bacs veulent employer pour leur service. (L. 6 frim. an VII, art. 47.)

Budgets. — Ils arrêtent tous les budgets des communes et hospices dont les revenus ne s'élèvent pas à 100 fr. (O. 25 av. 1825, art. 6.)

Cadastre.—Ils président la commission chargée d'examiner et de discuter les évaluations des communes de leurs arrondissements dans les opérations du cadastre. (L. 15 sept. 1807.)

Carrières.—Ils surveillent l'exploitation des carrières à galeries souterraines. (L. 21 av. 1810, art. 81.)

Conseil d'arrondissement.—Il entend le compte annuel que le sous-préfet rend de l'emploi des centimes additionnels destinés aux dépenses de l'arrondissement. (L. 28 pl. an VIII, art. 8), c'est-à-dire de l'emploi des fonds mis à sa disposition pour les frais de son administration particulière, appelés *frais de bureau.*

Le sous-préfet assiste aux séances du conseil d'arrondissement; il y a voix consultative, mais il ne peut assister aux délibérations qui ont pour objet d'examiner les comptes de ses dépenses. (O. 26 mars 1817.)

Consistoires.—Ils autorisent les assemblées extraordinaires des consistoires des églises réformées et les réunions des chefs de famille nécessaires pour former des consistoires là où il n'en existe pas. (L. 18 germ., an X, art. 22, 24.) Il assistent aux assemblées des consistoires généraux. (art. 42.)

Contraintes. — Les sous-préfets nomment, sous l'approbation du préfet, les porteurs de contraintes, et reçoivent leur serment. Ils reçoivent les renseignements fournis par les receveurs particuliers et directeurs des contributions sur la manière dont lesdits porteurs de contraintes remplissent leurs fonctions.

Ils reçoivent également les plaintes des contribuables, contre ces porteurs; statuent sommairement et peuvent les révoquer, sauf, dans tous les cas, le recours au préfet.

Ils visent les contraintes qui ne peuvent être mises à exécution sans cette formalité.

Enfin, ils règlent les frais faits en vertu de ces contraintes, tant contre le percepteur que contre les contribuables. (V. **Contrainte.**) (L. 26 sept. 1791, art. 20 et suiv.)

Contrebande.—Ils veillent à l'exécution des formalités prescrites relativement à la saisie des marchandises circulant en contrebande. (L. 28 avril 1816, art. 62.)

Contributions directes. — Ils visent les états de la répartition faite chaque année entre les communes, de la contribution foncière assignée à leur arrondissement; reçoivent du prefet et adressent à chaque maire, le mandement contenant la fixation du contingent de la commune. (L. 5 frim., an 7, art. 20, 25.)

Ils reçoivent et transmettent au préfet avec leur avis, 1° la pétition de tout citoyen imposé dans une commune, pour un bien situé dans une autre commune, 2° la réclamation relative à une propriété cotée sous un autre nom que celui du propriétaire, 3° les demandes en réduction. (Arr. 24 flor. an VIII, art. 1 à 4.)

Ils nomment les experts ou commissaires dont les évaluations leur sont nécessaires pour former leur opinion dans les avis qu'ils doivent donner sur les demandes en rappel à l'egalité proportionnelle, et sur celles en remise et modération. (Arr. 24 flor. an VIII, art. 5 et 6.)

Ils reçoivent le rapport du maire sur les infractions à la loi, commises à l'égard du recouvrement des rôles des contributions publiques. (L. 3 frim., an VII, art. 44.)

Contributions indirectes.—Ils donnent leur avis: 1° toutes les fois qu'il s'élève des contestations relatives aux droits d'entrée sur les boissons à établir dans les villes et bourgs; lorsque le préfet est obligé de statuer sur les contestations entre les employés et les débitants, relativement à l'exactitude de la déclaration du prix de vente, et enfin lorsqu'il s'agit par le préfet d'autoriser les employés de la régie à assujettir au paiement du droit de la vente en détail, les individus qui recevraient des boissons pour les débiter, ou de déterminer la quantité qui peut être consommée sans payer de droits.

2° Sur les demandes des communes en suppression de leurs octrois. (L. 8 déc. 1814, art. 25, L. 28 avril 1816, art. 22, 50, 69, 125)

Coupes de bois.—Les adjudications des coupes ordinaires ont lieu pardevant les sous-préfets dans les chefs-lieux d'arrondissement. (O. 1er août 1827, art. 86.)

Défrichements.—Ils visent les déclarations des défrichements que désirent faire les propriétaires de bois. (O. 1er août 1827, art. 192.)

Délits.—Ils doivent dénoncer sur-le-champ toute espèce de délit qui peut parvenir à leur connaissance dans l'exercice de leurs fonctions. (C. I. cr., art. 29.)

Dons et legs.—Ils autorisent les acceptations des dons et legs faits aux hospices et aux pauvres, lorsque leur valeur n'excède pas 300 fr. du capital, et qu'ils sont faits à titre gratuit. (Arr. 4 pluv., an XII, art. 1.) Cette autorisation est un acte de tutelle administrative.

Eaux.—C'est à eux qu'est confiée une surveillance immédiate sur la conservation des travaux de desséchement, des digues contre les courants, rivières et fleuves, et des travaux exécutés sur les bords des lacs et de la mer. (L. 16 sept. 1807, art. 67.)

Élections.—Du 1er au 10 juin de chaque année, ils indiquent le jour de la réunion au chef-lieu de tous les maires du canton, qui doivent sous la présidence du maire du chef-lieu procéder à la révision des listes electorales.

Ils transmettent le résultat de ces opérations, avec leur avis au préfet.

Enquête de commodo et incommodo.—Ils font procéder à toutes les enquêtes de ce genre qui doivent précéder les travaux d'utilité publique, ou les ordonnances royales autorisant les baux à longues années des biens ruraux, des hospices, établissements d'instruction publique et communautés d'habitants.

Expropriation pour cause d'utilité publique.—Ils président la commission chargée de recevoir les observations des propriétaires, et transmettent le procès verbal au préfet. (L. 7 juillet 1833, art. 9.)

Établissements insalubres. Ils autorisent l'exploitation des manufactures et ateliers compris dans la troisième classe des établissements dangereux, insalubres ou incommodes. (D. 15 oct. 1810, art. 2; O. 14 janv. 1815, art. 5.)

Garde nationale. Celle de l'arrondissement est placée sous l'autorité du sous-préfet. (L. 1831, art. 6)

Ils nomment, pour les bataillons cantonnaux, les majors, adjudants-majors, chirurgiens-majors, aides-majors, adjudants sous-officiers, capitaines d'armement, officiers payeurs, sur la présentation des chefs de bataillon. (Art. 57.)

Ils font reconnaître les chefs de bataillons cantonnaux. (Art. 59.)

Ils donnent leur avis sur la suspension des officiers. (Art. 61.)

Ils arrêtent les réglements des mêmes bataillons sur les exercices et revues (art. 74), et peuvent suspendre ces mêmes exercices et revues, à la charge d'en rendre compte immédiatement au ministre de l'intérieur. (Art. 75.)

Gardes champêtres. Ils délivrent les commissions en vertu desquelles ceux-ci exercent leur surveillance journalière de police dans les campagnes.

Instruction primaire. Ils président de droit les comités d'arrondissement. (L. 28 juin 1833, art. 19, § 10.)

Maires. Il serait beaucoup trop long d'établir dans ce résumé la nature des rapports qui existent entre les sous-préfets et les maires. Il suffit de dire seulement que ces derniers sont sous la surveillance médiate des sous-préfets, pour toutes les parties de leur administration, et qu'ils n'agissent que très-rarement sans en prévenir le sous-préfet, qui est en outre chargé de faire parvenir toute leur correspondance au préfet.

Médecine. Ils reçoivent le dépôt, les lettres de réception et de maîtrise des médecins et chirurgiens reçus suivant les anciennes formes supprimées (L. 19 vent. an XI, art. 22); celui du certificat qui doit tenir lieu de diplôme d'officier de

santé pour les médecins et chirurgiens établis depuis la suppression des facultés (art. 25); celui des diplômes des docteurs ou officiers de santé et sages-femmes reçus suivant les nouvelles formes (art. 24 et 54).

Navigation. Ils prononcent, sauf le recours au prefet, sur les contestations relatives au paiement de l'octroi de la navigation. (Arr. 8 prair. an XI.)

Patentes. Ils font vérifier par les commissaires qu'ils nomment, les déclarations des filateurs de coton et de laine des cantons ruraux, et des imprimeurs d'etoffes, tanneurs et autres établi-sements industriels soumis aux dispositions nouvelles sur les patentes. (L. 25 mars 1817, art. 60; 15 mai 1818, art. 57 et 60.)

Procès. Ils nomment les trois jurisconsultes qui composent le comité consultatif chargé de l'examen des affaires pour lesquelles les établissements publics croient devoir intenter une action en justice. (Arr. 7 mess. an IX, art. 11.)

Receveurs. Ils visent dans les vingt-quatre heures les récépissés que le receveur particulier de leur arrondissement délivre, soit aux percepteurs, soit aux préposés de l'enregistrement et des domaines, ou de toute autre régie, soit enfin à tout agent et tout debiteur public. Ils separent le talon du *récépissé* et en font l'envoi au préfet, en lui adressant également tous les dix jours le bordereau des sommes sur les récépissés qui sont visés, avec la date; ils certifient les bordereaux des préposés, rappelant sommairement les versements faits dans leurs caisses. (L. 17 fruct. an VI, art. 22 et 24.)

Ils reçoivent chaque mois du maire les procès-verbaux de vérification des rôles de perception; et des receveurs particuliers, les procès-verbaux de divertissement de deniers.

En cas de faillite, évasion ou abandon, d'un dépositaire des deniers publics, il est procedé, à la requête du sous-prefet, à l'apposition des scellés et à l'inventaire des meubles, effets, titres et papiers dudit comptable. (L. 14 août 1792, art. 1.)

Recrutement. Ils procèdent, avec l'assistance des maires, à l'examen des tableaux de recensement, et au tirage par la voie du sort, des jeunes gens de chaque canton. Ils statuent sur toutes les difficultés auxquelles peuvent donner lieu ces tableaux et la désignation des jeunes gens atteints. (L. 21 mars 1832, art. 10 et suiv.)

Réquisition. Ils requièrent la gendarmerie, la garde nationale et autre force publique en cas de danger imminent. (L. 27 juill., 5 août 1791; 22 mars 1831; O. oct. 1820.)

Roulage. En cas d'arrestation d'une voiture de roulage dont la circulation est interdite par la loi du 7 ventose an XII et le décret du 23 juin 1806, ils statuent sur les contraventions et ordonnent de briser les roues qui n'ont pas la largeur prescrite.

Sections de commune. Lorsque des sections d'une même commune ont des interêts divisés, le sous-prefet nomme et reunit chez lui deux commissions composées chacune de cinq personnes prises parmi les plus imposées des sections, pour le maintien de leurs droits respectifs; mais son choix ne peut tomber ni sur les maires, ni sur les adjoints.

Tabacs. Ils ordonnent la destruction des tabacs plantes en contravention à la loi. (L. 28 av. 1816, art. 181.)

Voirie. Ils ordonnent par provision, et sauf le recours au préfet, ce que de droit pour faire cesser les dommages qui pourraient résulter des contraventions en matière de grande voirie. (L. 29 flor. an IX, art. 10; art. 5.)

Dans ce cas ils doivent, *sur-le-champ*, rendre compte au préfet de ce qu'ils ont fait et ordonné.

Voitures publiques. Ils reçoivent les déclarations des propriétaires ou entrepreneurs de diligences, messageries, et sur le nombre de places qu'elles contiennent, le lieu de leur destination, le jour et l'heure de leur départ, de leur arrivée et retour. (D. 28 août 1808.) (V. les différents articles auxquels ces attributions se refèrent.)

§ 3. Arrêtés.

L'autorité du sous-préfet peut également se manifester par des arrêtés; ainsi, nous avons vu qu'il est specialement chargé, par la loi du 29 floréal an X, de prendre des arrêtés pour ordonner l'enlèvement provisoire de tous les encombrements et embarras par lesquels on aurait obstrué ou gêné le libre passage sur les routes; et comme le sous-prefet est sous la dépendance immédiate du préfet, ses arrêtés ne peuvent être deferés qu'à ce dernier magistrat, pour en demander la réforme, de la part de ceux qui croient avoir à s'en plaindre. Le conseil de préfecture serait absolument incompétent pour statuer sur un pareil recours; car, quoique tribunal adjoint à l'administion, il n'a là qu'une existence collatérale, et est moins appelé à connaître des faits de l'administration que du contentieux qui en surgit.

§ 4. Secrétaire.

Un sous-préfet a le droit d'instituer un secrétaire chef des bureaux de la sous-préfecture; mais comme la loi n'a établi aucun fonctionnaire sous ce nom, le secretaire n'est qu'un simple employé qui n'est responsable qu'envers le sous-préfet par

lequel il a été choisi, et sa signature ne peut rendre authentique aucun acte, aucune expédition, ni aucun extrait des actes de l'autorité.

§ 5. Garantie.

Comme agents du gouvernement, les sous-préfets, de même que tous les fonctionnaires administratifs, ne peuvent être poursuivis pour des faits relatifs à leurs fonctions qu'en vertu d'une decision du conseil d'état. (V. **Mises enjugement.**)

SECTION VI. Conseil d'arrondissement [1] (V. Arrondissement.)

§ 1. Formation des conseils.

Il y a dans chaque arrondissement de sous-préfecture un conseil d'arrondissement, composé d'autant de membres que l'arrondissement a de cantons, sans que le nombre des conseillers puisse être au-dessous de neuf. (L. 22 juin 1833, art. 20.)

Si le nombre des cantons d'un arrondissement est inférieur à neuf, une ordonnance royale répartit alors entre les cantons les plus peuplés, le nombre des conseillers d'arrondissement à élire pour complément.

Les conseillers d'arrondissement sont elus dans chaque canton par l'assemblée electorale composée des citoyens inscrits sur la liste du jury, et les plus imposés portés sur la liste complémentaire dans chacun des cantons réunis [2].

Nul ne peut être membre de plusieurs conseils d'arrondissement, ni d'un conseil d'arrondissement et d'un conseil général. (Art 24, L. 1833.)

Les membres des conseils d'arrondissement sont élus pour six ans. Ils sont renouvelés par moitié tous les trois ans. L'ordre de renouvellement est indiqué au sort. Le tirage a lieu par le préfet en conseil de préfecture et en séance publique. (Art. 25.)

Enfin les art. 7, 9, 10 et 11 de la loi du 22 juin 1833, rapportés *supra* section IV, § 1er *de la formation des conseils généraux*, sont applicables aux conseils d'arrondissement.

§ 2. Attributions.

De même que les fonctions du conseil général, celles du conseil d'arrondissement sont egalement de deux espèces, administratives et indicatives.

Par les premières, il est chargé 1° de la répartition des contributions directes entre les communes de l'arrondissement, d'après la quotité pour laquelle l'arrondissement a été compris dans la répartition faite par le conseil général de département;

2° De donner son avis motivé sur les demandes en décharge formées par les communes de l'arrondissement (demandes sur lesquelles les conseils généraux peuvent seuls statuer);

3° D'entendre le compte annuel que le sous-prefet rend de l'emploi des centimes additionnels, destines aux depenses de l'arrondissement;

4° D'exprimer son opinion sur l'état et les besoins de l'arrondissement, et d'adresser cette opinion au prefet.

Les attributions du conseil d'arrondissement, sont, ainsi qu'on peut le juger, une nuance du conseil genéral, et il faut lui approprier les mêmes droits et les mêmes devoirs, sur une échelle moins large.

Seulement, il n'a pas de budget à voter comme le conseil de département, car l'arrondissement ne possède ni revenu régulier, ni centimes facultatifs.

L'institution des conseils d'arrondissement a été attaquée par cette raison principalement qu'ils ne faisaient qu'émettre des avis sans statuer; mais nous devons remarquer, sans vouloir préjuger la question des conseil cantonnaux ou celle des conseils d'arrondissement, que les fonctions de ceux-ci ne sont pas sans importance, car les renseignements premiers qu'ils sont chargés de donner forment la base de l'opinion raisonnée que le conseil général transmet au gouvernement.

Quant à la *répartition des contributions directes* qui forme leur principale attribution, l'in-

[1] Lors de la discussion sur la loi départementale en 1833, l'organisation des conseils d'arrondissement a trouvé de nombreux adversaires, qui auraient voulu les remplacer par les conseils cantonaux tels qu'ils existaient en l'an III, en soutenant qu'il n'y avait que deux interets : l'intérêt *communal* et l'interêt *départemental*. Ils n'admettaient la division d'arrondissement que sous le rapport purement administratif, mais, sous le rapport représentatif, ils prétendaient que le conseil d'arrondissement n'avait aucun intérêt territoriel à défendre, à discuter, et qu'à côté du conseil général il ne lui restait rien à faire.

Dans leur système, des conseils cantonnaux réguliers auraient été composés de délégués de chacun des conseils municipaux du canton. L'arbitrage des difficultés qui divisent les communes aurait formé l'une de leurs principales attributions sous la présidence du juge de paix du canton, et ils auraient été enfin les intermédiaires naturels entre les conseils généraux et les communes.

A la différence des attributions des conseils cantonnaux de l'an III, ceux dont ils proposaient l'organisation auraient laissé aux communes leur individualité et l'administration de leurs affaires. Mais cette proposition, quoique vivement soutenue, fut rejetée.

[2] V. *Élections d'arrondissement*. En consacrant pour les conseils d'arrondissement le principe de l'élection, la loi de 1833 a introduit la même amélioration que celle que nous avons signalée dans la section précédente. Autrefois, les conseillers étaient nommés par le roi.

dépendance des conseillers, la connaissance qu'ils possèdent des richesses territoriales, assurent aux contribuables de puissantes garanties, et plus certaines sans contredit que si cette repartition était confiée à d'autres soins.

D'ailleurs la partie essentielle de notre état financier, partie à laquelle la législation a consacré dans la charte un article spécial, est une juste répartition des charges de l'état. On ne peut donc trop s'attacher à rechercher les moyens d'y parvenir, et, en cela, les conseils d'arrondissement ont une utilité incontestable. Ils se placent tout naturellement dans cette échelle de garantie si nécessaire à l'administration d'un pays libre: Les chambres pour toute la France, les conseils généraux pour les départements, et les conseils d'arrondissement pour cette division territoriale.

Vient ensuite *l'examen des comptes des sous-préfets*, qui n'est pas une simple formalité; c'est un véritable débat sur la dépense faite par ces fonctionnaires, et une circulaire ministérielle de 1808 exige qu'il soit fait à vue de pièces justificatives pour ne pas laisser introduire sous le prétexte d'égards dus à des magistrats honnêtes, des abus qui profiteraient peut-être à des fonctionnaires moins rigides.

La connaissance de ces différents objets appartient à chaque conseil d'arrondissement comme à une autorité; elle le fait participer aux fonctions administratives; les autres objets rentrent plus spécialement dans le sens du titre de ces corps.

Sous ce point de vue, ils ont de même que les conseils généraux, à signaler des abus et les améliorations que réclament les besoins publics.

Ils doivent donc également traiter de l'agriculture et du commerce, des hôpitaux et prisons, de l'instruction publique, de la navigation intérieure, des routes et des chemins, enfin de la population et de l'administration.

§ 3. Sessions. Résultats de la session.

Les conseils d'arrondissement ne peuvent se réunir, s'ils n'ont été convoqués par le préfet, en vertu d'une ordonnance du roi qui détermine l'époque et la durée de la session.

Mais comme il n'a pas le droit de prononcer sur les demandes en réduction, et qu'il ne peut donner que des avis qui dirigent le conseil général; comme ses vœux ne sont transmis au gouvernement qu'autant que le conseil général se les est appropriés, il faut qu'il se réunisse avant ce dernier conseil pour lui transmettre les uns et les autres : mais d'un autre côté comme il est chargé de faire la répartition de la contribution directe entre les communes, et que cette répartition ne peut avoir lieu qu'autant que le contingent de l'arrondissement a été fixé par le conseil général, il faut qu'il se réunisse après la clôture de la session de celui-ci. Il se réunit donc deux fois, d'abord pendant dix jours, avant l'ouverture de la session du conseil général pour lui transmettre ses avis et ses vœux et recevoir le compte du sous-préfet, et ensuite, après la session, pendant cinq jours pour faire la répartition.

Au jour indiqué pour la réunion d'un conseil d'arrondissement, le sous-préfet donne lecture de l'ordonnance du roi, reçoit le serment des conseillers nouvellement élus et déclare, au nom du roi, que la session est ouverte.

Les membres nouvellement élus qui n'ont pas assisté à l'ouverture de la session ne prennent séance qu'après avoir prêté serment entre les mains du président du conseil d'arrondissement. (V. sur le serment des absents, la note nº 1 du § 3, de la section précédente des **Conseils généraux**.)

Le conseil formé sous la présidence du doyen d'âge, le plus jeune faisant fonctions de secretaire, nomme, au scrutin et à la majorite absolue, son président et son secrétaire. (L. 22 juin 1833, art. 27.)

Les règles pour le terme de la session des conseils d'arrondissement sont les mêmes que celles indiquées dans la section précédente, et relatives aux conseils généraux. Nous observerons seulement qu'après s'être occupés pendant les premiers jours des diverses opérations autres que la répartition des contributions, ils doivent s'ajourner à cinq jours après la session des conseils généraux, pour faire cette répartition, sans que la durée de ces deux assemblées puisse excéder 15 jours. (Arr. 19 flor. an VIII, art. 1er.)

Les sous-préfets assistent aux séances des conseils d'arrondissement. Ils y ont voix *consultative* pour seconder les vues d'amélioration et pour diriger les recherches qu'elles exigent; mais ils ne peuvent assister aux délibérations qui ont pour objet d'entendre et d'examiner leurs comptes. (O. 26 mars 1817.)

Après la session, le président du conseil d'arrondissement transmet directement au sous-préfet la répartition annuelle des contributions entre les communes de l'arrondissement; et, directement au préfet, son opinion sur les besoins de l'arrondissement, et son avis sur les demandes en décharge formées par les communes.

Chapitre II.

Organisation départementale et municipale de Paris.

Exposé. La capitale du royaume par son importance et sa nombreuse population ne pouvait être soumise aux dispositions des lois de 1831 et 1833, sur l'organisation départementale et municipale déclarées applicables seulement aux départements autres que celui de la Seine ; toutefois, dans le projet sur les conseils de département, on avait consacré un titre spécial pour le département de la Seine, mais on ne crut pas et avec raison devoir s'en occuper. Paris réclamait une législation tout exceptionnelle, mais qui se rapprochât autant que possible des bases déjà adoptées dans les lois précitées pour consacrer cette uniformité de législation si précieuse dans un pays.

Avant la révolution de 1789, le corps de la ville de Paris était composé de :

Un prévôt des marchands, quatre échevins, et 26 conseillers de ville; en tout 31 membres, nommés par les habitants de Paris.

L'assemblée constituante avait organisé, par la loi du 27 janvier 1790, une nouvelle municipalité composée d'un maire, 16 administrateurs, 32 conseillers, 96 notables, un procureur de la commune et deux substituts, tous élus également par les habitants de Paris. Cette municipalité subsista jusqu'en vendemiaire an IV; la loi du 11 octobre 1795 divisa alors la ville en 12 municipalites.

Plus tard, sous le régime impérial et de la restauration, le principe de l'élection dans la composition de ces municipalites fut entravé ou méconnu, de même que dans les autres parties du royaume, aussi, après la révolution de 1830, un des droits dans lesquels les habitants de la capitale désiraient le plus être réintégrés, était celui d'élire leurs magistrats, on eut donc soin d'insérer dans la Charte de 1830 qu'on s'occuperait du rétablissement de ce système électif.

Les différents gouvernements qui se sont succédés, avaient toujours hésité à leur rendre cette faculté. On craignait d'organiser une municipalité indépendante dans une ville de 800,000 âmes qui a plus de 40 millions de revenus, et où resident les grands corps de l'état. Des esprits timides croyaient y voir une puissance rivale du gouvernement qui chercherait à contrarier sa marche et pourrait occasionner des troubles; ils appuyaient leur opinion sur les tristes souvenirs de quelques époques fâcheuses de la révolution.

Mais aujourd'hui l'expérience a prouvé qu'une municipalité bien constituée est un moyen d'action utile à tous et pouvant donner au pouvoir un appui solide et efficace; enfin que lorsqu'un gouvernement ne se repose pas sur le concours de la population, sur l'affection ou sur les intérêts de ceux qui ont de l'influence dans la cité par leurs lumières et leurs propriétés, il se trouve abandonné à lui-même dans des moments critiques.

De la comparaison des lois de 1831 et 1833 avec celle du 20 avril 1834, il résulte que les seuls points sur lesquels Paris sort de la loi commune sont ceux relatifs au nombre des membres du conseil général du département et du conseil municipal, à la nomination des candidats pour être maires et adjoints, à l'entrée des maires dans le conseil municipal et à la présidence de ce conseil; enfin, et ce qu'il y a de plus important, que le conseil général et le conseil municipal ne forment qu'un même corps et sont composés des mêmes membres, en éloignant toutefois de ce dernier les membres du conseil général nommés par les arrondissements de Sceaux ou de Saint-Denis, et qu'aucun intérêt n'y appelle.

Telles sont les principales différences. Nous en examinerons séparément les motifs.

Section Ire. — Conseil général du département de la Seine.

(Loi du 20 avril 1834, bull. n° 116, p. 29.)

Le conseil général du département de la Seine, se compose de 44 membres. (Art. 1.)

Les douze arrondissements de la ville de Paris nomment chacun trois membres du conseil général du département, et les deux arrondissements de Sceaux et de Saint-Denis, chacun quatre. Les membres choisis par les arrondissements de Paris sont pris parmi les éligibles ayant leur domicile réel à Paris. (Art. 2.)

Les elections sont faites dans chaque arrondissement par des assemblées électorales convoquées par le préfet de la Seine :

Sont appelés à ces assemblées :

1° Tous les citoyens portés sur les listes électorales formées en vertu des dispositions de la loi du 19 avril 1831;

2° Les électeurs qui, ayant leur domicile réel à Paris, ne sont pas portés sur ces listes, parce qu'ils ont leur domicile politique dans un autre département où ils exercent et continueront d'exercer tous leurs droits d'electeurs conformément aux lois existantes;

3° Les officiers des armées de terre et de mer en retraite, jouissant d'une pension de retraite de 1,200 fr. au moins, et ayant, depuis cinq ans, leur domicile réel dans le département de la Seine;

4° Les membres des cours, ceux des tribunaux de première instance et de commerce siégeant à Paris;

5° Les membres de l'institut et autres sociétés savantes instituées par une loi;

6° Les avocats aux conseils du roi et à la cour de cassation, les notaires et les avoues, après trois ans d'exercice de leurs fonctions, dans le département de la Seine;

7° Les docteurs et licenciés en droit, inscrits depuis 10 années non interrompues sur le tableau des avocats près les cours et tribunaux dans le département de la Seine;

8° Les professeurs au collége de France, au Muséum d'Histoire Naturelle, à l'École polytechnique, et les docteurs et licenciés d'une ou plusieurs des Facultés de droit, de Médecine, des Sciences et des lettres, titulaires des chaires d'enseignement supérieur ou secondaire dans les écoles de l'etat situées dans le département de la Seine;

9° Les docteurs en medecine, après un exercice de dix années consécutives dans la ville de Paris, dûment constaté par le paiement ou par l'exemption régulière du droit de patente. (Art. 3.)

Sont appliquées à la confection des listes, les dispositions de la loi du 19 avril 1831 qui y sont relatives. (Art. 4.) (V. **Élections.**)

Aucun scrutin n'est valable si la moitié plus un des électeurs inscrits n'a voté.

Nul n'est élu, s'il ne réunit la majorité absolue des suffrages exprimés.

Lorsqu'il y aura plusieurs membres du conseil général à élire, on procédera par scrutin de liste.

Après les deux premiers tours de scrutin, si l'élection n'est pas faite, le bureau proclame les noms des candidats qui ont obtenu le plus de suffrages en nombre double de celui des membres à élire. Au troisième tour de scrutin, les suffrages ne pourront être valablement donnés qu'aux candidats ainsi proclamés.

Lorsque l'élection n'a pu être faite faute d'un nombre suffisant d'electeurs, ou est déclarée nulle pour quelque cause que ce soit, le préfet du département de la Seine assigne un jour, dans la quinzaine suivante, pour procéder de nouveau à l'élection. (Art. 5.)

Les colléges electoraux et leurs sections sont présidés par le maire, par ses adjoints, suivant l'ordre de leur nomination, et par les conseillers municipaux de l'arrondissement ou de la commune où l'election a lieu, suivant l'ordre de leur inscription au tableau.

Les quatre scrutateurs sont les deux plus âgés et les deux plus jeunes des électeurs présents; e bureau ainsi constitué désigne le secrétaire.

L'élection a lieu par un seul collége, dans chacun des arrondissements de Sceaux et St-Denis. (Art. 6.)

La tenue des assemblées électorales a lieu conformement aux dispositions contenues dans les articles 41, 43, 46, 47, 48, 50, 51, 52, 53, 56 et 58 de la loi du 19 avril 1831 et les articles 50 et 51 de la loi du 21 mars 1831. (Art. 7.) (V. **Élections.**)

Section II. — § 1. Conseils d'arrondissement.

Il n'y a pas de conseil d'arrondissement pour la ville de Paris. Leur organisation serait en effet surabondante puisque les membres du conseil général et municipal sont nommés par les électeurs de chacun des arrondissements. Mais on pourrait dire que cette organisation existe en réalité, les membres du conseil général exerçant les attributions confiées dans les départements aux conseillers d'arrondissement.

Il n'en est pas de même pour les arrondissements de Sceaux et de Saint Denis. Les conseillers d'arrondissement y sont élus dans chaque canton, par des assemblées électorales, composées des électeurs appartenant à chacun de ces cantons et portés sur les listes, conformément aux dispositions des articles 3 et 4 précités.

Enfin toutes les dispositions de la loi du 22 juin 1833, sur l'organisation départementale, qui ne sont pas contraires aux dispositions précédentes, sont applicables au conseil général du département de la Seine, et aux conseils des arrondissements de Sceaux et de Saint-Denis. (Art. 8, 9 et 10.)

Section III. — Du préfet et des maires à Paris.

L'administration du département, qui renferme le siége du gouvernement et la capitale du royaume, a de tout temps exigé, ainsi que nous l'avons expliqué ci-dessus, des institutions administratives spéciales, et cette organisation exceptionnelle se justifie d'elle-même. En effet, on ne pourrait supposer avec sagesse qu'il y eût autant de conseils municipaux que d'arrondissements; malgré l'étendue de son enceinte et le chiffre élevé de sa population, cette vaste agrégation n'en a pas moins des intérêts et des besoins communs à toutes ses parties.

Par cette même raison, on conçoit que Paris, malgré sa division en douze arrondissements, à la tête de chacun desquels est un maire, ne pouvait

diviser la gestion de ses revenus et de ses dépenses, et avoir, par conséquent, douze budgets municipaux. De même encore, on ne pouvait admettre que la police fût confiée à douze magistrats indépendants l'un de l'autre. Il etait donc nécessaire de centraliser l'administration financière de Paris, et, par suite, l'administration des objets matériels qui la concernent. Toute autre mesure eût été la source de grands désordres.

C'est pourquoi l'action municipale est, à Paris, centralisée entre les mains du préfet de la Seine pour tout ce qui tient à l'administration communale proprement dite, et dans celle d'un autre préfet pour ce qui regarde spécialement la police.

Le préfet de la Seine est donc le chef de l'administration municipale, tout en réunissant cependant les autres attributions exercées dans les départements par les préfets.

Et les maires ne sont, à vrai dire, que des fonctionnaires chargés de le seconder dans certaines portions des attributions municipales, telles que l'état civil, l'état politique, la garde nationale, le recrutement de l'armée, les contributions directes, l'instruction primaire, les cultes, les secours publics, le commerce, l'exercice de l'art médical, les sépultures, les importations d'armes, etc., etc.

Quant à l'*état civil*, les maires sont chargés de tout ce qui concerne la tenue et la conservation des registres de l'état civil, de la délivrance des expéditions des actes, de la constatation des décès à domicile et dans les hôpitaux.

Quant à l'*état politique*, ils sont chargés de la réception de la déclaration de fixité de domicile de la part des étrangers, de l'examen des demandes de lettres de naturalisation, de la transcription de ces lettres sur les registres, de l'examen des demandes en réhabilitation, de la formation et de la révision des listes électorales et du jury, de la formation des états de recensement de la population.

Quant à la *garde nationale*, ils concourent aux opérations du recensement, de l'organisation et de la discipline de la garde nationale.

Quant à l'*instruction primaire*, ils exercent, par l'intermédiaire des dames inspectrices, une surveillance sur les écoles et les pensionnats de demoiselles; ils concourent à l'établissement (hors les dépenses) et à la surveillance des écoles élémentaires de garçons, ainsi qu'au choix des instituteurs communaux; ils président, chacun dans son arrondissement, le comité local chargé de la surveillance de l'instruction primaire dans ledit arrondissement : le plus ancien d'entre eux fait partie du comité central pour toutes les écoles primaires de la ville; ils délivrent, sur l'attestation de trois habitants notables, le certificat de moralité exigé de tout individu qui veut exercer les fonctions d'instituteur primaire.

Quant aux *cultes*, ils présentent des candidats pour le renouvellement des fabriques; ils sont consultés sur la position des héritiers, à l'occasion des legs et donations en faveur des fabriques.

Quant au *commerce*, ils concourent, pour la présentation de candidats, à la formation des listes de notables commerçants pour l'élection des juges au tribunal de commerce.

Quant à l'*exercice de l'art médical*, ils préparent les listes légales des personnes exerçant l'art de guérir.

Quant aux *secours*, ils président les bureaux de bienfaisance, chargés de la distribution des secours à domicile; ils dirigent et surveillent la distribution de tous ces secours; ils président la commission de tutelle des orphelins de juillet.

Quant aux *sépultures*, ils délivrent les concessions temporaires de terrains dans les cimetières; ils concourent à la surveillance du service de l'entreprise des inhumations; ils delivrent les dispenses de la taxe d'inhumation en faveur des indigents.

Quant aux *importations d'armes*, ils sont appelés à revêtir de leur visa les acquits-à-caution pour l'importation des armes fabriquées à Paris.

Quant au *recrutement*, chaque année, ils établissent les tableaux de recensement; ils reçoivent les déclarations d'exemption; ils dressent les listes pour le tirage; ils assistent aux conseils de révision; ils délivrent aux jeunes gens désignés, les ordres de depart; ils donnent leur avis sur les demandes de congé des militaires; ils reçoivent les engagements volontaires pour l'armée; ils délivrent des certificats de satisfaction à la loi de recrutement.

Quant aux *contributions*, ils reçoivent les réclamations présentées par les contribuables, pour décharge ou réduction des contributions foncière, personnelle et mobilière, des portes et fenêtres et des patentes; ils tiennent registre des declarations des contribuables; ils communiquent aux proprietaires le résultat des évaluations foncières; ils procèdent à la vérification des pertes par force majeure pouvant donner lieu à des dégrèvements.

L'administration est centralisée entre les mains du prefet de la Seine pour tout ce qui a rapport aux objets matériels et financiers, tandis que toutes les fonctions municipales qui peuvent s'exercer divisément, et qui mettent en rapport immédiat avec les citoyens, ont été dévolues, ainsi que nous l'avons expliqué, aux maires des

arrondissements. Cette attribution résulte, soit des dispositions législatives, soit de la délégation constante du prefet approuvée par l'autorité supérieure.

Cette organisation a été confirmée par la loi du 20 avril 1854 qui porte, article 11, que « le conseil municipal de Paris se compose du préfet du departement de la Seine, du préfet de police nommés par le roi, des maires, des adjoints choisis par le roi, ainsi qu'il est dit ci-après, et des conseillers élus par la ville de Paris. »

Il y a un maire et deux adjoints pour chacun des douze arroudissements de Paris.

Ils sont choisis par le roi, pour chaque arrondissement, sur une liste de douze candidats nommés par les électeurs de l'arrondissement. Ils sont nommés pour trois ans, et toujours revocables. (Art. 12.)

En exécution de l'article précédent, les electeurs qui ont concouru, à Paris, à la nomination des membres du conseil genéral, sont convoqués tous les trois ans, pour procéder, par un scrutin de liste, à la désignation de douze citoyens reunissant les conditions d'eligibilité que la loi a déterminees pour les membres du conseil général. Ces candidats sont indéfiniment réeligibles.

Pour que le scrutin soit valable, la majorité absolue des votes exprimés est nécessaire au premier tour; la majorité relative suffit au second tour de scrutin. (Art. 13.)

Section IV. — Conseil municipal de Paris.

Quant au *conseil municipal*, nous avons déjà dit que la loi du 20 avril 1854 avait fait d'importantes exceptions à la loi commune. L'article 14 porte, « qu'il se compose des 36 membres qui, en exécution des articles 2 et 5, sont élus par les douze arrondissements de Paris pour faire partie du conseil général du département de la Seine. »

Lors de la discussion du projet, quelques orateurs étaient d'avis que le conseil municipal fût identiquement le même que le conseil général, c'est-à-dire que les huit membres nommés par les arrondissements de Sceaux et de Saint-Denis pour en faire partie, pussent comme sous l'ancienne organisation rester dans le conseil municipal. Mais ils sentirent facilement que les fonctions des membres de ce conseil étant renfermées dans l'enceinte de la ville de Paris, n'auraient pas été convenablement dévolues à des personnes nommées par les arrondissements ruraux.

Le nombre des membres du conseil avait aussi suscité quelques réclamations; on prétendait qu'en n ant pas pour base le chiffre de la population, celle-ci se trouvait mal représentée, et qu'ainsi il aurait fallu conserver le principe introduit par la loi de 1851. Mais on arrivait par là à un conseil composé de 240 membres, nombre exorbitant et trop considérable évidemment pour qu'il fût possible d'apporter de l'ensemble et de la célerité dans les délibérations. Celui des membres élus dans Paris pour faire partie du conseil général a donc paru suffisant pour que toutes les affaires fussent bien examinées.

Dans tout le reste du royaume les maires font partie du conseil municipal qu'ils présidents; mais, dans l'organisation de celui de Paris, nous trouvons encore une exception aux règles du droit commun, malgré les efforts faits par une députation des maires de Paris auprès de la commission chargée d'examiner le projet.

Ils ont été exclus par plusieurs motifs dont nous citons les plus importants:

1° Que les fonctions des maires étant déjà trop multipliées, et absorbant tout leur temps, il ne leur serait pas possible d'assister régulièrement au conseil municipal;

2° Que les maires étant à Paris plutôt des officiers de l'état civil que de véritables maires, on pourrait les regarder en quelque sorte comme les délégués du prefet;

3° Que s'ils étaient de droit membres du conseil municipal, il y aurait dans le corps deux ordres différents de fonctionnaires, les uns qui y resteraient pendant tout le temps pour lequel ils ont été nommés, et d'autres qui pourraient y être admis ou exclus, selon la volonté du gouvernement;

Que les maires pourraient s'entendre facilement et avoir trop de prépondérance dans les délibérations;

Qu'étant nommés et révoqués par le gouvernement, ils ne jouiraient pas de toute l'indépendance désirable;

4° Que Paris ne peut être assimilé à cet égard aux autres villes du royaume où les maires et adjoints font partie du conseil municipal, puisqu'il serait impossible d'admettre, dans celui de Paris, tous les trente-six maires et adjoints;

Qu'on devrait craindre les influences de quartier et l'esprit de localité;

Et qu'enfin l'action municipale serait trop divisée, et cesserait d'être centralisée dans les mains du préfet. (V. le rapport de la commission du 21 mars 1853.)

Il faut remarquer cependant que les maires de Paris font partie du *corps municipal* (art. 11), quoiqu'ils ne fassent pas partie du conseil municipal.

Dans les autres villes ou communes, les maires

président le conseil municipal; mais à Paris le roi nomme chaque année, parmi les membres, un président et un vice-président. Le secrétaire est élu chaque année également par les membres du conseil et parmi eux. (Art. 15.)

Cette question de la présidence fut longtemps agitée. Le gouvernement avait proposé d'attribuer ce droit au préfet. Il se fondait sur ce qu'il était nécessaire, pour la bonne administration et la prompte expédition des affaires, que le préfet, qui en est le premier magistrat, en eût la direction immédiate; il pensait enfin que le préfet pouvait être regardé comme le véritable maire de la capitale, et qu'ainsi il devait être le président du conseil municipal. Mais il est évident que c'eût été méconnaître le système d'élection admis par la Charte en introduisant dans le conseil, et à plus forte raison en nommant président, un préfet qui ne serait le résultat que de l'election : il y aurait sans doute quelque avantage à ce que le préfet le présidât; mais en ce cas il faudrait que ce magistrat fût nommé par voie d'élection, ce qui aurait sans doute de plus graves inconvénients; d'un autre côté, la prépondérance du préfet comme président, serait peut-être trop grande, et cela pourrait diminuer la liberté des suffrages et l'indépendance nécessaire aux membres du conseil.

Ce fut donc pour concilier le texte de la Charte avec la nécessité de donner de la force au gouvernement que l'art. 15 lui donna le droit de nommer les président et vice-président du conseil, enfin que l'art. 16 donna au préfet de la Seine et au prefet de police le droit d'assister aux séances du conseil municipal avec voix consultative.

§ 2. Séances du conseil.

Le conseil municipal ne s'assemble que sur la convocation du préfet de la Seine. Il ne peut délibérer que sur les questions que lui soumet le préfet, et lorsque la majorité de ses membres assiste à la séance. (Art. 17.)

Il y a chaque année une session ordinaire qui est spécialement consacrée à la présentation et à la discussion du budget. Cette session ne peut durer plus de six semaines; l'epoque de la convocation doit être notifiée à chaque membre du conseil un mois au moins à l'avance. (Art. 18.)

Lorsqu'un membre du conseil a manqué à une session ordinaire et à trois convocations extraordinaires consécutives, sans excuses légitimes ou empêchements admis par le conseil, il est déclaré démissionnaire par un arrêté du préfet, et il est procédé à une election nouvelle. (Art. 19.)

Les membres du conseil municipal prêtent serment, la première fois qu'ils prennent séance, s'ils ne l'ont déjà prêté en qualité de membre du conseil général. (Art. 20.)

Section V. — Dispositions générales.

Les dispositions des art. 5, 6, 18, 19, 20, 21 de la loi du 21 mars 1831, relatives aux incompatibilités, et l'article 11 de loi du 22 juin 1833 relatif aux cas de vacance, sont applicables aux maires et adjoints, et aux membres du conseil municipal de la ville de Paris.

Il en est de même des articles 27, 28, 29 et 30 de la loi du 21 mars 1831, relatifs à l'irrégularité des delibérations des conseils municipaux et à leur dissolution. (Art. 21.)

V. Élections départementales, élections municipales, ci-dessus, chap. 1, section IV et ci-après.— **Organisation municipale.**

Section VI. — Préfet de police.

Les fonctions de police, qui, dans les autres villes sont exercées par les maires, sont attribuées pour Paris à un prefet de police nommé par le roi, et qui exerce son autorité non seulement dans toute l'étendue du département de la Seine, mais encore dans les communes de Saint-Cloud, Meudon et Sèvres (Seine-et-Oise). (L. du 28 pluv. an VIII, art. 16, 18, 3 brum., an IX, art. 1).

Toutefois un arrêt de la cour de Cassation du 15 decembre 1834 a décidé que cette autorité ne comprend pas le droit de surveillance des cabarets, billards, cafes et autres établissements analogues situés dans les communes, la police de ces etablissements restant exclusivement confiée à l'autorité municipale des communes en vertu de la loi du 24 août 1790.

En outre, il est chargé de cette partie de la police administrative qui rentre dans les fonctions des prefets de chaque département. Ces attributions ont été successivement fixces par les arrêtés du gouvernement du 12 messidor an VIII, par la loi du 22 germinal an XI et par les arrêtés des 1 et 21 messidor an XII.

Nous rapporterons par extrait les plus importantes; elles sont relatives à la police générale et à la police municipale.

§ 1. — Police générale.

Le préfet de police *délivre* et vise les passeports à l'intérieur ou à l'étranger; délivre les cartes de sûreté, les permis de séjour et de port d'armes; *fait exécuter* les lois de la mendicité et du vagabondage, les lois de police sur l'imprimerie et la librairie, les lois et

réglements sur les hôtels garnis, maisons de jeu et de débauche ; *surveille* les lieux où l'on se réunit pour l'exercice du culte ; *exerce* la police des theâtres et celle des maisons de detention, prévient ou dissipe les attroupements, surveille la vente des poudres et salpêtres et fait rechercher les déserteurs. (L. de l'an VIII, sect. II.)

§ 2. — Police municipale.

Il est chargé, en ce qui concerne la police municipale, de tout ce qui a rapport à la petite voirie, sauf le recours au ministre de l'intérieur contre ses décisions (Art. 21.) (**V. Réglements municipaux.**); D'assurer la salubrité de la ville ; d'autoriser ou suspendre les manufactures et ateliers insalubres de 2e classe (O. du 14 janvier 1815, art. 5); De prévenir ou arrêter les débordements ou accidents sur la rivière, les incendies ;

D'exercer, sous l'autorité du ministre de l'intérieur, une surveillance immédiate sur le corps des pompiers, et de faire les ordonnances y relatives. (Déc. du 17 mess. an IX, art. 18.)

D'exercer la police de la bourse, dont il règle de concert avec quatre banquiers et quatre agents de change désignés par le tribunal de commerce, les heures d'ouverture et de fermeture, (Arrêté du 27 prair., an X:)

De procurer la sûreté du commerce, faire observer les taxes légalement faites et publiées, faire tenir les registres des mercuriales, exiger la représentation des patentes, et faire saisir les marchandises prohibees ;

De faire surveiller les foires, halles, places et lieux publics ;

D'assurer la libre circulation des subsistances, d'inspecter l'état des approvisionnements de la ville, et d'en rendre compte au ministre de l'intérieur ;

De veiller à ce que personne n'altère les monuments et édifices publics.

Il a sous ses ordres :

Les commissaires de police,

Les officiers de paix,

Le commissaire de police de la Bourse,

Le commissaire charge de la petite voirie,

Les commissaires et inspecteurs des halles et marchés,

Les inspecteurs des ports,

La gendarmerie ; et il peut requérir la force armée. (L. an VIII, sect. IV.)

Il règle et ordonne, sous l'autorité du ministre de l'intérieur, les dépenses pour la réparation et l'entretien de l'hôtel de la préfecture de police ; pour le balayage, arrosage, l'enlèvement des boues et l'illumination de la ville ; pour les visites d'officiers de santé et artistes veterinaires ; transports de malades et blessés, transports de cadavres et frais de fourrière ; pour les cas extraordinaires d incendies, debordements et débâcles ; enfin, pour les traitements des employés de ses bureaux et des agents de police qui ne sont pas institués par les lois. (Id., sect. V.)

Il concourt, en ce qui le concerne, à dresser avec le préfet du département l'état des depenses de la commune de Paris ; à présenter au ministre de l'interieur l'aperçu des recettes et les projets d'amélioration. (Arrêté du 4 therm. an X, art. 36.)

Il publie de nouveau les lois et réglements de police, et rend les ordonnances pour leur exécution. (Arr. du 12 mess. an VIII, art. 2.)

Il prononce sur les affaires de simple police entre les ouvriers et apprentis, les manufacturiers, fabricants et artisans. (L. du 22 germ. an XI, art. 19.)

Il préside le conseil de préfecture de la Seine, lorsque le conseil est appelé à prononcer sur le contentieux administratif relatif à ses attributions. (Arr. du 5 mess. an X.)

Mais il n'a pas le droit d'élever le conflit. (C. d'état du 12 déc. 1821.)

ORGANISATION JUDICIAIRE. [1]

SECTION I. L'ordre judiciaire dans ses rapports extérieurs. — § 1. Du pouvoir judiciaire dans ses rapports avec le pouvoir législatif. — § 2. Du pouvoir judiciaire dans ses rapports avec l'autorité administrative.

SECTION II. L'ordre judiciaire dans son organisation intérieure. — § 1. Dispositions générales. — § 2. Cour de cassation. — § 3. Cours royales. — § 4. Cours d'assises. — § 5. Tribunaux de première instance. — § 6. Justices de paix. — § 7. Tribunaux de commerce. — § 8. Conseils de prud'hommes. — § 9. Ministère public. — § 10. Avocats et officiers ministériels près les tribunaux.

Plusieurs articles sont consacrés dans ce livre à faire connaître l'ordre judiciaire dans ses diverses parties, il reste à le considérer dans son ensemble. Nous traiterons du pouvoir judiciaire, 1o dans ses rapports avec les autres grands pouvoirs de l'état, 2o dans ses rapports avec lui-même ou dans son organisation interieure.

SECTION I. L'ordre judiciaire dans ses rapports extérieurs. — § 1. Du pouvoir judiciaire dans ses rapports avec le pouvoir législatif.

Le pouvoir de faire la loi est sans contredit le premier de tous ; il enveloppe les autres et peut

[1] Cet article est de M. Gastambide, avocat à la Cour royale de Paris, ancien magistrat,

les modifier à son gré. Cependant le législateur donne lui-même des bornes à sa puissance et se soumet à quelques principes. C'est ainsi qu'il s'interdit les fonctions de juge, avec le même soin qu'il interdit au juge toute opération législative. En effet, si celui qui impose la loi etait aussi chargé de l'appliquer, il serait à craindre qu'il ne sût pas résister au sentiment de sa toute-puissance, et qu'au lieu de juger la cause selon la loi, il fît une loi selon la cause Le legislateur dispose seulement pour l'avenir ; ses commandements n'ont pas d'effet rétroactif: c'est encore un principe par lequel il est engagé à se tenir éloigné du pouvoir judiciaire.

Réciproquement, les juges ne peuvent s'immiscer dans l'exercice de la puissance législative, et il leur est défendu de prononcer par voie de disposition générale et réglementaire. Il y a ici un motif qui domine tous les autres. Sous l'ancien régime où la force législative était à peu près dans les mains du roi, il y avait intérêt pour le peuple à ce que les parlements pussent s'opposer à l'exécution des lois, ou en faire eux-mêmes, sous le nom d'arrêts de réglement. Cette confusion apparente cachait un commencement d'équilibre. Mais ce qui était alors un bienfait et une garantie eût été plus tard une anomalie dangereuse. Dès lors que la nation s'attribuait directement la souveraineté, elle n'avait plus rien à espérer de l'intervention judiciaire dans le domaine legislatif, et au contraire elle devait la craindre. La séparation des deux pouvoirs était donc une nécessité.

Toutefois, cette séparation n'est pas si absolue qu'il n'y ait encore entre eux quelques points de contact ou de rapprochement.

Ainsi, le pouvoir législatif a retenu quelques attributions judiciaires. Chacune des deux chambres peut citer à sa barre ceux qui l'ont offensée et venger elle-même son offense. La chambre des députés accuse les ministres. Aucun de ses membres ne peut, pendant la duree de la session, être poursuivi ni arrêté en matière criminelle, sauf le cas de flagrant délit, qu'après que la chambre a permis sa poursuite. (Charte, art. 44.) La chambre des pairs juge les ministres accusés. Elle connaît en général des crimes de haute trahison et des attentats à la sûreté de l'etat. Aucun pair ne peut être arrêté que de l'autorité de la chambre, et jugé que par elle en matière criminelle. (Charte, art. 28 et 29.) Enfin le roi ne juge pas; mais toute justice emane de lui ; et il exerce le droit de grâce. (Charte, art. 48 et 58.)

De son côté, le pouvoir judiciaire touche par quelques points à la puissance législative. Car comme le juge ne peut refuser de juger sous prétexte du silence, de l'obscurité ou de l'insuffisance de la loi, il lui arrive nécessairement de l'interpréter, souvent même de la suppléer. Il est vrai que lorsqu'il ajoute à la loi, c'est après avoir consulté l'esprit, et c'est seulement pour la solution d'un procès particulier, sans aucune application aux faits de l'avenir. L'autorité morale qui appartient aux arrêts de la cour de cassation leur assure parfois une force égale à celle de la loi même ; mais cette autorité n'existe qu'à la condition de rester morale et de s'appuyer sur le respect de la loi ; et ainsi cette contrariété de pouvoir n'est qu'apparente.

§ 2. Du pouvoir judiciaire dans ses rapports avec l'autorité administrative.

Ce principe a été posé par l'assemblée constituante dans son décret du 24 août 1790 : « que les fonctions judiciaires sont distinctes et séparées des fonctions administratives, et que les juges ne peuvent troubler de quelque manière que ce soit les opérations des corps administratifs. » Cette division était commandée par le souvenir du passé, aussi bien que par la nature même des deux institutions. D'une part, on se rappelait les collisions frequentes arrivées entre les parlements et l'administration royale. D'autre part, il était facile de prévoir que comme la liberté des citoyens serait compromise par l'intervention de l'autorité administrative dans le pouvoir judiciaire, de même les intérêts généraux pourraient avoir à souffrir de l'intervention judiciaire dans l'administration.

L'*administration* se produit sous deux caractères principaux. Ou elle exécute simplement la loi, comme le ferait un mandataire special, et ainsi elle perçoit un impôt voté, elle dirige les travaux publics une fois ordonnés ; ou bien au contraire elle est investie d'un mandat plus général et plus elevé, elle supplee le legislateur dans les details qu'il n'a pas reglés, elle rend des ordonnances et des régiements d'administration qui, dans leur sphère, ont le même effet que la loi. Tantôt donc elle execute la volonté générale comme un instrument, tantôt elle developpe cette volonté, la suppose et l'exprime. Toujours elle doit être active et actuelle. Toujours aussi elle represente l'intérêt général vis-à-vis des interêts privés.

Le *pouvoir judiciaire* a des caractères bien différents. Il n'exécute pas la loi, il en fait l'application. Il n'a pas une mission d'activite, d'initiative ; il décide seulement lorsqu'il est saisi. Il ne va pas en avant, il attend. Il ne represente pas non plus l'intérêt général en opposition aux inté-

rêts particuliers; il est égal entre tous les intérêts et ne voit partout que des intérêts privés.

De là une séparation profonde entre la justice et l'administration; de là aussi de grandes différences dans l'organisation et dans les formes extérieures de chacune d'elles.

L'administration, organe des besoins et des intérêts sociaux, est nécessairement liée aux mouvements des majorités. De plus, sa mission toute d'initiative exige l'activité. Voilà deux raisons pour que les fonctionnaires administratifs soient amovibles. Au contraire, la justice est, de sa nature, immobile. Au milieu des intérêts qui changent, elle ne change pas. Le juge peut rester long-temps le même, car il n'a besoin ni de vues nouvelles, ni d'une grande activité; il peut donc être inamovible. Ajoutons qu'il doit l'être. En effet la stabilité dans les hommes est un signe extérieur de la stabilité dans les choses, et la justice doit se montrer invariable pour obtenir le respect des hommes. Il faut encore, pour tenir la balance egale entre les parties, que le juge n'ait rien à redouter de la puissance de l'une d'elles; c'est bien assez qu'il en puisse espérer quelque faveur. L'inamovibilité n'assure pas absolument l'indépendance du juge; mais elle le rend moins dépendant.

L'administration, satisfaite d'avoir l'intelligence et l'esprit de son temps, exposée d'ailleurs à de fréquentes mutations, ignore en géneral les lois et les précédents. Les corps judiciaires prennent au contraire, dans une possession durable et assurée, l'habitude salutaire des formes et de la légalité. Et on voit qu'en général le juge, à l'encontre de l'administrateur, sait beaucoup mieux le passe que le présent.

Malgre ces différences frappantes, il est facile de prévoir que la limite ne peut être si bien tracée, entre le pouvoir judiciaire et l'administration qu'ils ne se rencontrent et ne se mêlent en quelques points.

Ainsi l'administration a fait un contrat avec un particulier. Des difficultés s'élèvent sur l'exécution de ce contrat. Ici, l'administration pourra prétendre à la connaissance de ces difficultés, par cette raison qu'il s'agit de l'interprétation d'un acte administratif; les tribunaux, de leur côté, diront qu'il s'agit d'une convention ordinaire portant sur des intérêts privés, et ils voudront en connaître. Voilà le *conflit*. On peut voir, au mot *conflit*, les cas assez nombreux où l'administration est aux prises avec le pouvoir judiciaire.

La loi de 1790 interdit aux tribunaux de citer devant eux les administrateurs pour raison de leurs fonctions. Cependant les exceptions à ce principe sont nombreuses. Ainsi, d'après la constitution de l'an VIII, les fonctionnaires administratifs sont jugés par les tribunaux, après que la mise en jugement a été ordonnée par le Conseil d'état. Les officiers de l'etat civil, les officiers de police judiciaire qui sont, à quelques égards, des fonctionnaires de l'administration, sont traduits devant les tribunaux même sans l'autorisation du Conseil d'état.

Enfin le pouvoir judiciaire a lui même son administration qui se lie étroitement à l'administration générale du pays. Il y a un ministre de la justice qui est lui-même un fonctionnaire de l'ordre administratif. Ce ministre, placé au centre et au sommet de la hiérarchie judiciaire, travaille par des conseils et des instructions à diriger l'action de la justice. Ses moyens d'influence sont puissants. C'est lui qui propose au roi la nomination des magistrats, et qui dispose de leur avancement. Il provoque, devant les autorités compétentes, la poursuite des magistrats insoumis ou prévaricateurs. Enfin l'action du ministre pénètre dans toutes les parties et jusqu'aux extrémités du corps judiciaire, par l'intermédiaire d'une magistrature speciale, destinée à fondre en quelque sorte l'esprit administratif et l'esprit judiciaire. Le ministère public, distribué dans toutes les juridictions, montre le mouvement à côté de l'immobilité, l'exécution active des lois à côté de leur tranquille application, l'intelligence des intérêts du jour à côté de l'immuable justice.

Section II. — Le pouvoir judiciaire dans son organisation intérieure.

On comprend généralement dans *l'organisation judiciaire* l'ensemble des juridictions ordinaires, à savoir : les juges de paix, les tribunaux de première instance et de commerce, les cours royales, la cour de cassation.

Les conseils de discipline de la garde nationale, les tribunaux militaires, bien qu'ils ressortissent en tout ou partie à la cour de cassation, forment cependant des juridictions spéciales qui ne rentrent point dans l'organisation judiciaire.

La cour des pairs, la chambre des députés, considérées comme juridictions, n'y rentrent pas davantage. Elles sont d'ailleurs en-dehors du contrôle de la cour de cassation.

Quant au Conseil d'état, aux conseils de préfecture, et généralement aux juridictions administratives, à aucun titre elles ne peuvent être confondues dans l'ordre judiciaire.

Les deux lois générales qui forment encore aujourd'hui la base de notre système judiciaire sont les lois du 27 ventose an VIII, et du 20 avril 1810.

La première embrasse les tribunaux de première instance, les tribunaux d'appel, le tribunal de cassation et quelques dispositions sur les officiers ministériels attachés aux tribunaux. La seconde, qui porte quelques changements, s'occupe seulement des tribunaux de première instance et des cours royales.

Il faut chercher, dans la loi du 24 août 1790, l'institution des juges de paix, dans les Codes et dans plusieurs lois, l'organisation des cours d'assises et des tribunaux de commerce.

§ 1. Dispositions générales.

Avant d'entrer dans l'examen de chaque juridiction, il convient d'établir quelques principes généraux communs à l'ordre judiciaire tout entier.

Toute justice émane du roi, elle s'administre en son nom par des juges qu'il nomme et qu'il institue. (Charte, art. 48.) Ce principe reçoit plusieurs exceptions. Ainsi, les juges de commerce sont élus par les notables commerçants, et ne reçoivent du roi qu'une institution purement nominale. Ainsi les jurés appelés à prononcer sur les matières criminelles et sur les delits politiques, sont pris parmi les citoyens réunissant certaines conditions de capacité, et par la voie du tirage au sort.

Les juges nommés par le roi sont inamovibles. (Ch., art. 49.) Il faut excepter les juges de paix.

Nul ne peut être distrait de ses juges naturels. (Ch., art. 53.) Il ne peut, en conséquence, être créé de commissions et de tribunaux extraordinaires à quelque titre et sous quelque dénomination que ce puisse être. (Ib., art. 54.)

Les juridictions sont établies par la loi et ne peuvent être changées que par elle. (Ib., art. 50).

Les debats sont publics en matière criminelle, à moins que cette publicité ne soit dangereuse pour l'ordre et les mœurs; et dans ce cas, le tribunal le déclare par un jugement. (Ib., art. 55.) Les débats sont également publics en matière civile. La plupart de nos lois consacrent ce principe.

En général il y a deux degrés de juridiction pour arriver au jugement définitif d'un procès. Et ainsi l'erreur d'un premier juge peut être réparée en appel par un juge supérieur. Il y a cependant des affaires qui, à raison de leur médiocre importance, n'obtiennent qu'un seul degré de juridiction. Le recours en cassation n'est jamais considéré comme un second ou un troisième degré. C'est une voie extraordinaire ouverte seulement pour les violations de la loi, mais où ne peut se débattre le fond même du procès.

§ 2. Cour de cassation.

Cette cour, nous venons de le dire, n'est pas une juridiction véritable. Elle est établie pour faire respecter la loi dans toutes les juridictions qui lui sont assujetties, pour les régler entr'elles au cas de discussion sur leurs attributions respectives, en un mot, pour procurer l'ordre et l'unité dans la sphère où se meuvent les différents corps judiciaires.

Le pourvoi en cassation n'a pas pour effet de suspendre l'exécution du jugement attaqué. En cela il diffère essentiellement de l'appel qui en général est suspensif. C'est qu'après l'épuisement des degrés ordinaires de juridiction, le procès est réputé bien jugé, et le recours en cassation ne peut détruire cette présomption. Si, par l'événement, le jugement définitif vient à être annulé par la cour de cassation, alors la présomption du bien jugé ne pouvant plus se soutenir, les choses sont remises au même etat qu'avant le jugement annulé, et l'affaire est renvoyée à des juges nouveaux.

En matière criminelle cependant, l'exécution de la condamnation est suspendue par le pourvoi. C'est qu'ici une exécution provisoire eût été sans retour.

Il peut arriver que la cour de cassation, après avoir cassé un premier arrêt et avoir renvoyé l'affaire devant d'autres juges, voie revenir devant elle cette même affaire avec un second arrêt en tout semblable au premier. Si le second arrêt est encore annulé, un troisième peut venir et la difficulté paraît sans issue. La loi du 30 juillet 1828 l'a ainsi tranchée : « Lorsqu'un procès a donné lieu à deux arrêts de cassation sur les mêmes moyens il est renvoyé dans tous les cas à une *cour royale*, qui prononce definitivement et sans recours. En même temps, comme il résulte de ces épreuves successives que la loi est entachée d'obscurité, le gouvernement est tenu de présenter aux chambres, dans la plus prochaîne session, un projet de *loi interprétative* ou plutôt un projet de *loi nouvelle.* »

Puisque nous traitons de l'ordre judiciaire dans ses rapports avec les autres pouvoirs et avec lui-même, c'est ici le lieu d'examiner d'abord si l'interprétation des lois obscures ne lui appartient pas exclusivement, et ensuite si elle doit être attribuée aux cours royales ou à la cour de cassation.

On est aujourd'hui d'accord sur ce point, que lorsqu'un procès divise les cours royales et la cour de cassation sur l'application d'une loi, ce procès doit se terminer dans le sein de l'ordre ju-

diciaire. Le temps est passé où le roi, le corps législatif, ou enfin le Conseil d'état intervenait dans le jugement du procès en instance, et décidait dans quel sens la loi devait lui être appliquée. Cette confusion des pouvoirs a définitivement cessé avec la loi du 30 juillet 1828.

Mais, le procès terminé, le pouvoir législatif doit-il être appelé à interpréter la loi dont l'obscurité a donne lieu aux contradictions des premiers corps judiciaires? jusqu'à ce jour on s'est mal entendu sur le sens de *l'interprétation*, et, pour s'en convaincre, il suffirait de se reporter à la séance de la chambre des députés du 25 mars 1836, où plusieurs lois ont été présentées à l'interprétation. En effet, il y a deux manières de faire cesser l'obscurité d'une loi; ou *déclarer* quel est le sens de l'ancienne loi, et en conséquence disposer pour le passé aussi bien que pour l'avenir; ou bien faire une loi nouvelle pour l'avenir seulement et laisser régir le passé par la loi ancienne avec le doute et les obscurités qui l'accompagnent. Ce dernier parti, seul conforme aux principes, est aussi celui qui est consacré par la loi de 1828, et c'est en ce sens que cette loi a été jusqu'à présent exécutée. Vainement invoquet-on les siècles passés en faveur de cette interprétation absolue qui rétroagit à la date de la loi. Aujourd'hui la séparation entre le pouvoir législatif et le pouvoir judiciaire est profonde. Le législateur règle l'avenir, mais la rétroactivité lui est interdite. Il doit prévoir, mais il ne doit pas juger. Et s'il ne lui est pas permis de porter un jugement sur un seul fait accompli, à plus forte raison ne doit-il pas, par voie d'interprétation d'une loi, se prononcer sciemment sur une multitude de faits consommés.

Disons donc que le referé législatif ordonné par la loi de 1828 n'est point, à proprement parler, une *interpretation*, mais bien la présentation d'une loi nouvelle.

Un mot maintenant sur la disposition de la loi de 1828 qui, après deux cassations, donne à une cour royale la decision finale du procès. Le dernier projet de loi sur l'organisation judiciaire, lequel a été retiré dans la session dernière, proposait que le second arrêt de cassation décidât souverainement le point de droit et que cette solution fût obligatoire pour la cour royale ou pour le tribunal auquel l'affaire serait definitivement renvoyée. Ce système nouveau qui doit être incessamment reproduit et qui ne peut manquer d'être adopté, nous paraît en effet un retour aux véritables principes. Il ne nous est pas permis de nous étendre sur cette discussion; mais donner à une cour royale le droit de faire prévaloir sa doctrine sur celle de la cour de cassation, c'était anéantir l'autorité de cette cour souveraine; c'était briser cette grande institution dont la mission principale est de ramener à l'unité toutes les juridictions du royaume. Avant la loi de 1828, la cour de cassation avait au moins ce privilége de pouvoir déférer à une autorité supérieure, corps legislatif ou conseil d'etat, les résistances d'une cour royale. La cour de cassation n'imposait pas précisément sa doctrine aux cours royales; mais dans le cas de désaccord, elle les forçait du moins à accepter une doctrine qui venait de plus haut; elle n'était pas, comme aujourd'hui, tout à fait désarmée vis-à-vis des juridictions inférieures. Au surplus, attribuer à la cour de cassation la décision souveraine du point de droit c'est se renfermer dans l'esprit de son institution. Ce n'est pas lui conferer une portion de la puissance législative, car elle n'imposera son arrêt que dans l'espèce particulière qui lui est soumise. Pour l'avenir, les cours royales rentrent dans leur liberté, la cour de cassation elle-même peut revenir sur sa première opinion. En résultat, la cour suprême ne fera pas autre chose que ce que font aujourd'hui les cours royales après deux cassations, elle terminera le procès *en droit* par un arrêt définitif et sans recours.

Parmi les juridictions qui ressortissent à la cour de cassation, les unes lui sont soumises plus étroitement, les autres moins. Ainsi les tribunaux de 1re instance et les cours royales sont dans une complète dépendance de la cour de cassation; toute violation quelconque de la loi donne lieu au pourvoi contre ces juridictions. Il en est de même à l'égard des conseils de discipline de la garde nationale. Au contraire, les juges de paix, les tribunaux militaires, ne sont soumis au contrôle de la cour de cassation que dans certains cas exceptionnels, à savoir, pour l'*incompétence* et pour l'*exces de pouvoir*; encore faut-il, pour les tribunaux militaires, que ces motifs soient allégues par *un citoyen non militaire*. Les juges de paix, en effet, sont des juges d'exception institués particulièrement dans un but d'économie et de célérité, et pour juger le plus souvent des questions de fait. La cour de cassation serait donc intervenue sans beaucoup d'avantage dans la surveillance continue de cette juridiction spéciale. Il fallait cependant que le juge de paix se maintînt dans les limites qui lui etaient tracees, et qu'il ne pût arbitrairement soustraire un citoyen à ses juges naturels; c'est pourquoi la cour de cassation prononce sur l'incompétence et sur l'excès de pouvoir reproches aux justices de paix. Quant aux tribunaux militaires, leur independance de la

cour de cassation est encore plus tranchée. Tant qu'ils se bornent à juger les personnes qui sont soumises par la loi à leur juridiction, c'est-à-dire les militaires, ils échappent complétement au contrôle de la cour suprême, et cette cour est remplacée pour eux par des conseils de révision. C'est seulement lorsqu'un citoyen non militaire reproche à ces tribunaux d'avoir excédé leur compétence ou leurs pouvoirs, que la cour de cassation s'interpose et prononce entre la juridiction militaire et le citoyen qui demande ses juges naturels. On a vu en 1832 un exemple frappant de cette importante attribution de la cour de cassation; il a été jugé que l'état de siége ne pouvait soumettre les citoyens non militaires à la juridiction des conseils de guerre, et les jugements rendus par ces conseils ont été cassés.

La cour de cassation, dans le cas de conflit entre plusieurs juridictions de l'ordre judiciaire, prononce par voie de réglement des juges, et indique la juridiction competente.

Dans le cas de conflit entre une juridiction de l'ordre administratif et une juridiction de l'ordre judiciaire, ce n'est pas la cour de cassation qui prononce, c'est le roi en son conseil d'etat. En effet il se conçoit qu'un corps judiciaire ne puisse vider la querelle des deux pouvoirs judiciaire et administratif. Mais d'un autre côté il ne se conçoit guère davantage qu'un corps administratif, le conseil d'état, soit appelé à régler le differend. (V. **Conflit.**)

Enfin, en même temps que la cour de cassation maintient l'observation des lois dans l'administration de la justice, l'ordre et la hiérarchie dans les juridictions, elle est investie d'une haute censure sur la personne des magistrats, et elle conserve par son autorité la dignité qui appartient à l'ordre judiciaire. (V. **Cour de cassation.**)

§ 3. Cours royales.

Nous avons vu que la loi assure généralement aux plaideurs deux degrés de juridiction. Et en effet si l'appel donne souvent l'occasion de réformer des erreurs juridiques, il a surtout pour effet de les prevenir par la circonspection salutaire qu'il inspire aux premiers juges. Les cours royales forment genéralement le second degré de juridiction.

Neanmoins ce principe souffre d'assez nombreuses exceptions. Ainsi d'une part il y a des affaires qui à raison de leur peu d'importance ne sont pas susceptibles d'appel. Il y en a d'autres qui épuisent les deux degrés dans les juridictions inferieures aux cours royales, c'est-à-dire dans les justices de paix et dans les tribunaux de première instance. Enfin, la cour royale elle-même juge certaines affaires en premier et en dernier ressort, notamment les contestations relatives à la formation des listes electorales, les délits commis par les membres de la cour, par les juges, etc.

La cour royale, comme tribunal de dernier ressort, juge souverainement le point de fait, c'est-à dire que sa décision sur les faits du procès est inattaquable. De plus, dans l'état actuel de notre législation, elle juge définitivement aussi le point de droit, mais seulement après deux cassations successives. (V. **Cours royales.**)

§ 4. Cours d'assises.

Le jugement des crimes emportant peine afflictive on infamante, et celui des delits politiques, appartiennent à une juridiction spéciale, aux cours d'assises. Cette juridiction se compose de douze jurés et de trois magistrats; les jurés sont pris parmi les citoyens réunissant les conditions de la loi. Un des trois magistrats préside, il est toujours conseiller à la Cour royale. Les deux autres magistrats sont choisis soit parmi les conseillers si les assises se tiennent au chef-lieu de la Cour royale, soit parmi les juges du tribunal si elles se tiennent ailleurs. (C. d'inst. crim.)

Les cours d'assises ne sont point permanentes; elles s'assemblent tous les trois mois dans chaque département, et ordinairement dans le chef-lieu Les affaires sont renvoyées devant les assises par les Cours royales statuant en chambres d'accusation.

Si l'accusé est présent, il est amené devant le jury, en audience publique, et assisté d'nn défenseur. Les debats sont dirigés par le président et ses deux assesseurs. Les jurés forment leur conviction sur les dépositions orales des témoins, sur les discours et observations de l'accusation et de la défense, et sur le resumé impartial du président. Les débats terminés, les jurés prononcent sur le fait: « L'accusé est coupable, ou il est in- » nocent. Il y a ou n'y a pas de circonstances at- » ténuantes. » Sur ces déclarations, la Cour fait l'application de la loi, prononce la peine et statue sur les dommages-intérêts s'il y a lieu. Dans le cas de condamnations par le jury, et c'est ici la plus importante prérogative de la Cour, elle peut, à la simple majorité, déclarer que le jury s'est trompé, annuler sa déclaration et renvoyer l'affaire à une autre session.

On voit que la justice criminelle est en général confiée à l'institution du jury. Le principe en est consacré par l'art. 56 de la Charte. C'est une de-

rogation à cet autre principe que toute justice émane du roi et qu'elle est rendue par des juges que le roi nomme et institue.

Dans aucun cas les déclarations du jury ne sont soumises à la censure de la cour de cassation. Au contraire, les arrêts rendus par la Cour, dans la tenue des assisses, peuvent être cassés pour toute contravention à la loi. (V. **Cours d'assises et Jury.**)

§ 5. Tribunaux de 1re instance.

Les tribunaux de première instance jugent généralement en premier ressort et l'appel est porté aux cours royales. Cependant ils forment le second degré de juridiction pour les affaires décidées en premier ressort dans les justices de paix. Pour d'autres affaires, et notamment pour les causes personnelles et mobilières au-dessous de 1,000 fr. Les tribunaux de première instance jugent à la fois en premier et en dernier ressort.

Les mêmes tribunaux ont une juridiction criminelle. Le jugement des délits emportant peine correctionnelle leur appartient en premier ressort. L'appel est porté, pour les tribunaux d'arrondissement, au tribunal du chef-lieu de département. et pour les tribunaux de chef-lieu, tantôt au tribunal de chef-lieu le plus voisin, tantôt à la cour royale elle-même, chambre des appels correctionnels. Les tribunaux de première instance statuent aussi sur l'appel de quelques jugements de simple police.

L'instruction de toutes les affaires criminelles se fait au tribunal de première instance par le ministère d'un juge d'instruction et sous la surveillance du procureur du roi. L'instruction terminée, le tribunal, en chambre du conseil, renvoie l'affaire à la cour royale, chambre des mises en accusation, ou bien décide qu'il n'y a lieu à suivre. Les ordonnances de la chambre du conseil sont attaquables par voie d'opposition devant la chambre d'accusation. (V. **Tribunaux de première instance.**)

§ 6. Justices de paix.

Les juges de paix sont nommés par le roi; mais ils ne sont pas inamovibles. La Charte elle-même consacre cette exception au principe général; d'une part, la dépendance de ces juges n'est guère à redouter, en raison du peu d'importance de leurs décisions. D'autre part, ces magistrats remplissent des fonctions diverses, et notamment celles d'officiers de police judiciaire, pour lesquelles l'inamovibilité ne serait pas sans inconvénients.

Dans l'ordre judiciaire, le juge de paix est tour à tour conciliateur, juge civil, juge de police.

Le préliminaire de conciliation est obligatoire toutes les fois que la loi n'en a pas dispensé les parties. (Art. 48 et 49 du Code de procédure.) Si le juge de paix parvient à concilier les parties, le procès-verbal a force d'obligation privée.

La juridiction civile des juges de paix est déterminée soit par la nature des affaires, soit par leur importance pécuniaire. « La compétence de ces » juges, disait M. Thouret à l'assemblée constituante, doit être bornée aux choses de convention très-simples et de la plus petite valeur et » aux choses de fait qui ne peuvent être bien » jugées que par l'homme des champs qui vérifie sur le lieu même de l'objet du litige et qui » trouve dans son expérience des règles et des décisions plus sûres que la science des hommes et » des lois n'en peut fournir aux tribunaux. »

Les juges de paix jugent, en premier et en dernier ressort, les causes personnelles et mobilières au-dessous de 50 fr. Ils jugent en premier ressort seulement les mêmes causes au-dessus de 50 fr. et au-dessous de 100 fr. Ils jugent également en premier ressort, les actions possessoires, les locations verbales, les actions en bornage, etc. L'appel se porte aux tribunaux de première instance.

Le ministère des avoués n'est point admis dans les justices de paix. Le but de la loi, en instituant cette juridiction, a été de procurer aux citoyens, pour les affaires de peu d'importance, une justice facile, prompte et sans frais.

Constitué en tribunal de police, le juge de paix prononce l'emprisonnement jusqu'à cinq jours et l'amende jusqu'à 15 fr., sans préjudice des réparations civiles. Il juge en premier et en dernier ressort lorsqu'il ne prononce pas l'emprisonnement et que l'amende, les restitutions et réparations civiles n'excèdent pas 15 fr. Dans le cas contraire, il juge en premier ressort seulement, et l'appel est porté aux tribunaux correctionnels. Le prévenu a le droit d'appel, le ministère public ne l'a pas.

Le pourvoi en cassation est admis contre les jugements du juge de paix en matière de police. Il ne l'est pas, comme on sait, en matière civile, si ce n'est pour incompétence ou excès de pouvoir. (V. **Juges de paix.**)

§ 7. Tribunaux de commerce.

Cette juridiction spéciale est l'œuvre du chancelier Lhôpital.

Les juges de commerce sont élus par les commerçants notables de l'arrondissement. La liste de ces notables est dressée par les préfets et approuvée par le ministre de l'intérieur. Le commerce a toujours été en possession d'élire ses juges.

La Charte de 1830 comme celle de 1814 a consacré ce droit, et personne ne songe à réclamer ici l'application de ce principe, *que toute justice émane du roi.* Au contraire, on croit voir dans le pouvoir qui est donné aux préfets de composer la liste des notables, une atteinte portée au principe de l'élection; et une proposition a été faite à la chambre des députés pour effacer cette contradiction de la loi.

Les tribunaux de commerce sont, en matière commerciale, au même rang et sur la même ligne que les tribunaux de 1re instance en matière civile. La juridiction des uns et des autres s'étend dans les limites d'un arrondissement communal; l'élévation du premier et du dernier ressort est la même pour les tribunaux de commerce et pour les tribunaux civils.

Dans les arrondissements où il n'y a pas de tribunal de commerce, le tribunal civil en fait les fonctions.

L'appel des tribunaux de commerce est porté aux cours royales. (V. **Tribunaux de commerce.**)

§ 8. Conseils de prud'hommes.

Nous ne dirons qu'un mot des conseils de prud'hommes, parce qu'ils ne se lient que d'une manière imparfaite au système général de l'organisation judiciaire.

Ces conseils, institués par la loi du 18 mars 1806, et organisés par les décrets du 11 juin 1809 et du 3 août 1810, sont appelés à prononcer sur les contestations qui s'élèvent entre les fabricants, ou entre eux et leurs ouvriers, quelle que soit la somme à laquelle elles puissent s'élever. Au dessus de 100 fr., leurs jugements sont déférés par voie d'appel au tribunal de commerce de l'arrondissement, ou au tribunal civil qui le remplace.

Les conseils de prud'hommes prononcent contre les apprentis la peine de l'emprisonnement jusqu'à 3 jours.

Ils ont encore d'autres attributions, mais sans relation avec l'exercice du pouvoir judiciaire. (V. **Prud'hommes.**)

§ 9. Ministère public.

Nous avons vu que le ministère public était en quelque sorte le lien qui rattachait l'ordre judiciaire au pouvoir exécutif. En effet, l'officier du ministère public participe de ces deux natures d'institutions. A l'audience, il est ou doit être le magistrat impartial qui fait entendre sur toute chose la vérité; en quelque qualité qu'il agisse, quel que soit le pouvoir qui emprunte sa parole, il ne doit au tribunal que l'expression franche de sa conviction. Hors de l'audience, au contraire, il obéit et doit obéir à des impulsions qui ne sont pas les siennes. S'il lui est enjoint par son supérieur de poursuivre tel crime ou tel délit, si l'administration le charge de porter à l'audience une demande intéressant le domaine ou le trésor, si le ministre lui prescrit d'attaquer une décision par voie d'appel ou de cassation, il est tenu de le faire, et pour cela il n'a pas à consulter son propre sentiment. Il faut aller plus loin; si l'officier du ministère public, usant de sa liberté à l'audience, y apportait constamment des convictions opposées à celles du gouvernement qui l'emploie, il ne pourrait longtemps conserver ses fonctions; car il est avant tout organe du pouvoir exécutif, et c'est pourquoi cette magistrature spéciale n'est pas inamovible.

La cour de Cassation a un procureur général et plusieurs avocats généraux. Chaque cour royale a un procureur général, des avocats généraux et des substituts. Chaque tribunal de 1re instance a un procureur du roi et, un ou plusieurs substituts.

Une hiérarchie sévère est établie entre ces magistrats. Le procureur général à la cour de Cassation exerce un pouvoir de discipline sur les procureurs généraux près les cours royales et, au besoin, les traduit devant la cour suprême. Dans chaque cour royale, le procureur général a sous sa direction immédiate non-seulement ses avocats généraux, mais tous les procureurs du roi et substituts de son ressort. Il est chargé d'ailleurs de l'administration judiciaire dans toute l'étendue de la cour; c'est à lui que les procureurs du roi doivent compte des travaux de la justice; c'est à lui qu'ils demandent au besoin des conseils et des instructions; c'est par son intermédiaire qu'ils communiquent avec le ministre de la justice. Le procureur général d'une cour royale a encore une importante prérogative: lorsqu'une place est vacante dans son ressort, soit parmi les officiers du ministère public, soit parmi les juges et conseillers, il présente au ministre une liste de trois candidats, et il est assez ordinaire que l'ordre de ses présentations soit respecté.

Il n'y a pas de ministère public près les juges de paix. Seulement lorsque ces juges se constituent en tribunal de police, la loi exige que les fonctions du ministère public y soient remplies par un commissaire de police, s'il y en a dans la commune, ou par le maire ou son adjoint. Si l'on excepte les grandes villes, où un commissaire de police peut être spécialement chargé de cet important ministère et y apporter une capacité et une

expérience suffisantes, il est vrai de dire que le ministère public est encore à créer dans les tribunaux de police.

Les tribunaux de commerce n'ont pas de ministère public. Cette juridiction prononce en effet sur des matières d'arbitrage ou d'équité pour lesquelles l'intervention d'une semblable magistrature ne paraît pas nécessaire. La simplicité des formes, la rapidité, l'esprit de transaction sont propres à la juridiction commerciale; au contraire le ministère public est de sa nature formaliste et rigoureux : une institution eût dénaturé l'autre. (V. **Ministère public.**)

§ 10. Avocats et officiers ministériels près les tribunaux.

Avocats. Dès que l'administration de la justice s'est régularisée en France, c'est-à-dire dès le commencement du 14e siècle, les avocats ont pris place à côté de la magistrature et en ont été les plus glorieux auxiliaires.

Les avocats ont le privilége d'être entendus devant toutes les juridictions, depuis la cour des pairs jusqu'aux justices de paix.

Un barreau spécial est institué pour la cour de cassation et le conseil d'état. (**V. Avocat aux conseils.**)

Les cours et tribunaux ont un pouvoir de discipline sur les avocats qui plaident devant eux. (**V. Avocats.**)

Avoués. Il y a des avoués près les cours royales et les tribunaux de 1re instance. Leur intervention est obligatoire pour les cours civiles. Ils ont pour mission de préparer l'instruction des affaires jusqu'au jour de l'audience, c'est-à-dire de rassembler les documents nécessaires, d'observer les formalites et les delais prescrits par la loi et de faire toutes les écritures. (Decret du 6 juillet 1810.)

Dans presque tous les tribunaux d'arrondissement où le nombre des affaires ne suffit pas pour alimenter un barreau d'avocats, les avoués cumulent la double fonction de la procédure et de la plaidoirie. (O. du 27 fév. 1822.)

Il n'y a pas d'avoués dans la justice de paix ni dans les tribunaux de commerce.

Agréés. Le tribunal de commerce de Paris s'est attaché, sous le nom d'*agréés*, un certain nombre d'officiers ministériels remplissant à la fois l'office d'avoué, pour les procedures rapides particulières à cette juridiction, et l'office d'avocat pour l'exercice de la plaidoirie. Les avocats ont cependant le droit de plaider devant le tribunal de commerce comme devant toute autre juridiction; mais ils doivent être munis d'un pouvoir spécial de leur client. (V. **Agréés.**)

Greffiers. Toute juridiction a ses greffiers chargés de recueillir les jugements et d'en délivrer les expéditions. La signature du greffier imprime aux copies le caractère authentique. (L. du 27 vent. an VIII, L. du 20 av. 1810.)

Huissiers. Enfin, il y a aussi près de chaque tribunal des officiers ministériels désignés sous le nom d'huissiers, et chargés de citer les parties à comparaître, de leur signifier les actes de la procédure, de pourvoir aux actes d'exécution, et de veiller sous l'autorité du président à la police des audiences. (Décret du 14 juin 1813 et du 30 mars 1808.)

Tous les officiers ministériels sont nommés par le roi. Ils sont placés sous la surveillance de leurs tribunaux respectifs, qui, par voie de discipline, peuvent les condamner à la réprimande, à la suspension et à des peines pécuniaires. Le ministre peut prononcer leur destitution.

ORGANISATION MUNICIPALE.

Exposé.

CHAP. Ier. Des maires et adjoints.

SECTION I. — § 1. Personnel des maires et adjoints. Adjoints supplémentaires. — § 2. Condition d'éligibilité. — § 3. Incompatibilités. — § 4. Nomination. — § 5. Du serment ou de l'installation. — § 6. Cessation de fonctions.

SECTION II. Attributions des maires — § 1. Fonctions du maire comme officier de l'état civil. — § 2. Fonctions du maire comme officier de police judiciaire. — § 3. Fonctions du maire comme juge de simple police. — § 4. Fonctions du maire comme administrateur ou agent du gouvernement. — § 5. Fonctions du maire comme administrateur et représentant de la commune. Correspondance. Ses devoirs avant d'entrer en fonctions. — § 6. Fonctions relatives à la police municipale et rurale. — § 7. Fonctions du maire comme juge administratif. — § 8. Limites de l'autorité municipale sous le rapport de ses attributions et du territoire. — § 9. Crimes et délits du maire dans l'exercice de ses fonctions.

SECTION III. Attributions des adjoints. — Exposé. — § 1. Des cas où les adjoints suppléent les maires *de droit*. — § 2. Des cas ou ils les suppleent par *délégation*. — § 3. Des cas où ils agissent concurremment et simultanément avec les maires.

SECTION IV. Personnel des mairies. — § 1. Bureaux. — § 2, Secrétaires des mairies. Nomination. Traitement. Attributions. Crimes et fonctions des secrétaires. — § 3. Receveurs et autres agents municipaux.

CHAP. II. Du conseil municipal.

SECTION I. — § 1. Composition des conseils municipaux. — § 2. Conditions d'éligibilité. — § 3 Des incompatibilités. — § 4. Élection. Renouvellement. Dissolution. Suspension. Démission. — § 5. Assemblée des conseils municipaux. — § 6. Forme et validité des délibérations. Session de mai. Réglement des recettes et dépenses. Communication des délibérations. Exécution des délibérations.

SECTION II. — § 1. Attributions des conseils municipaux. — § 2. Attributions des conseillers municipaux individuellement. Cas ou ils remplacent les maires et les adjoints. — § 3. Mise en jugement.

Chapitre I.

Des maires et adjoints.

Exposé. — Henrion de Pansay a dit que l'édifice social reposait sur les municipalités. En effet ce pouvoir, quoique au-dessous des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire, est le plus ancien de tous et le premier dont le besoin se soit fait sentir.

Il est sorti, comme de lui-même, des mœurs, des habitudes et des besoins des habitants; il est, parce qu'il ne peut pas ne pas être.

De même un savant publiciste, M. de Tocqueville, dit que la commune est la seule association qui soit si bien dans la nature, que partout où il y a des hommes reunis, il se forme de soi-même une commune.

En effet les institutions municipales touchent presque immédiatement aux affaires domestiques et aux intérêts les plus chers et les plus intimes des citoyens. De leur bonne organisation depend en grande partie pour eux la jouissance de la liberté civile et de la liberté politique; aussi n'oublia-t-on pas d'insérer dans la Charte de 1830, art. 69, qu'il serait pourvu par des lois séparées, et dans le plus court delai possible...., à des institutions départementales et municipales fondées sur un *système électif*. Dejà le gouvernement de la restauration avait eu l'idée de resserrer son alliance avec le pays en lui garantissant quelqu'une de ses libertes, en lui accordant quelqu'une des institutions toujours promises et toujours ajournées. Plusieurs projets avaient été présentés à la chambre des députés et consécutivement rejetés. La révolution de 1830 rendit cette nécessité plus évidente, plus pressante, tellement même, qu'en attendant les institutions promises par la Charte, beaucoup de communes se refusèrent de recevoir les officiers municipaux nommés par les prefets. L'administration se trouvait entravée. Il y avait donc un besoin à satisfaire. Ces motifs expliquent comment pour réaliser plus tôt les principes de la Charte qui exigeait l'introduction du système électif dans le plus court délai, fut rendue la loi du 21 mars 1831, qui, ne s'occupant que de l'organisation des corps municipaux, négligea de déterminer leurs attributions, laissant ce soin à l'une des législatures suivantes.

De même que sous l'ancienne législation, le corps municipal de chaque commune se compose du maire, de ses adjoints et des conseillers municipaux.

Les fonctions des maires, des adjoints et des antres membres du corps municipal sont essentiellement gratuites, et ne peuvent donner lieu à aucune indemnité, ni à aucun frais de représentation; car c'est par la considération et l'autorité réelle qu'elles doivent s'agrandir et devenir dignes d'exciter une honorable et légitime ambition. (Art. 1er) Neanmoins il peut leur être alloué, par forme d'abonnement, une somme annuelle pour frais de bureau.

Là ne se borne pas cependant le personnel de l'organisation municipale.

Quelques matières spéciales ont par leur nature ou par les soins particuliers et journaliers qu'elles exigent, nécessité l'institution de commissions ou de conseils spéciaux. Tels sont : le conseil de répartition des contributions; les conseils et bureaux des fabriques des églises; les administrations des divers établissements de bienfaisance; les intendances et commissions sanitaires.

Les hommes qui composent ces conseils, administrations, bureaux et commissions, ne sont pas des fonctionnaires municipaux; mais les corps dont ils font partie sont institués dans l'intérêt des communes, et les communes contribuent quelquefois à completer les ressources nécessaires aux établissements qu'ils administrent. A ce titre, le maire et, à son defaut, les adjoints, coopèrent aux travaux de ces corps; et le personnel qui les concerne entre ainsi necessairement dans l'organisation de l'autorité municipale.

Enfin, la loi a donné aux maires des agents qui leur sont subordonnés. Tels sont les commissaires de police, les receveurs municipaux, les gardes-champêtres et forestiers, et facultativement un secretaire. Les maires dans les petites communes remplissent eux-mêmes les fonctions de commissaires de police, et là où il en existe, ils les dirigent et surveillent, ainsi que les gardes-champêtres et forestiers; ils dirigent et surveillent de même leur secrétaire. (V. **Commissaires de police. Gardes-champêtres**, etc.)

Section Ire. — § 1. Personnel des maires, des adjoints et des adjoints supplémentaires.

L'institution des maires est une des plus précieuses que le temps ait laissées à la France, celle qui produit les plus grands biens, et qui est le plus en harmonie avec un ordre de choses constitutionnel. Ils sont les mandataires et les gerants de leurs communes, les chefs de la famille municipale, et les interprètes les plus sûrs de ses besoins auprès de l'administration.

L'égalité parfaite entre tous les membres de cette grande famille, la liberté personnelle et le respect des propriétés furent les bases de l'organisation de la commune. Il fallut créer une admi-

nistration des biens possédés en commun, pour en régler l'usage et défendre les droits de chacun dans cette propriété contre les usurpations des étrangers.

Cette administration, choisie par les chefs de famille parmi les plus capables, possédait toute leur confiance; ses pouvoirs lui étaient conférés par l'intérêt de tous. Elle reçut, suivant le temps et les localités, des noms différents. Telle fut l'origine des administrations communales.

Aujourd'hui elles se composent, ainsi que nous l'avons déjà dit, d'un maire, d'un ou plusieurs adjoints et d'un conseil municipal. A l'exception de la ville de Paris, dont le régime est spécial, il n'y a qu'un seul maire dans chaque commune, et il ne peut y en avoir qu'un, puisqu'il y est le dépositaire unique de l'autorité.

Mais le nombre des *adjoints* varie en raison de la population : il n'y en a qu'un seul dans les communes de 2,500 habitants et au-dessous; deux dans celles de 2,500 à 10,000 habitants; et dans les communes d'une population supérieure, un adjoint de plus par chaque excédant de 20,000 habitants. (LL. 28 pluv. an VIII, art. 12, 21 mars 1831, art. 2.)

Lorsque la mer, ou quelque autre obstacle, rend difficiles, dangereuses ou momentanément impossibles les communications entre le chef-lieu et une portion de commune, un adjoint spécial, pris parmi les habitants de cette fraction, est nommé en sus du nombre ordinaire, et remplit les fonctions d'officier de l'état civil dans cette partie detachée de la commune. (LL. 28 pluv. an VIII, art. 12, 21 mars 1831, art. 2.)

On voit donc que leurs fonctions ne s'étendent pas à l'exercice de l'autorité municipale proprement dite, c'est-à-dire à l'administration et à la police. D'ailleurs, l'article 4 porte qu'il n'ont pas la correspondance directe avec les autorités constituées, mais seulement avec le *maire*. La loi a voulu éviter qu'il y eût de fait deux maires, pour tout ce qui est de l'intérêt administratif.

Une ordonnance royale reconnaît la nécessité de la nomination d'un adjoint supplémentaire.

§ 2. Conditions d'éligibilité.

Une des innovations introduites par la loi du 21 mars 1831 consiste dans l'admission de tous les électeurs à l'éligibilité. Toutefois, il est certaines conditions à observer. La *première* résulte de la différence d'âge. Vingt et un ans ont paru suffisants pour être électeur, et vingt-cinq ans nécessaires pour être éligible. (L. 1831, art. 4, 11.) La *seconde* résulte du domicile. Il appert, en effet, des articles 15 et 16 de la loi de 1831, que les électeurs domiciliés hors de la commune ne peuvent entrer dans la composition du corps municipal que pour un quart; et l'article 4, plus spécial d'ailleurs, porte que les maires doivent avoir leur domicile réel dans la commune.

En effet, il ne faut pas oublier que, bien qu'on ne puisse méconnaître un fond d'intérêt politique attaché à la composition des corps municipaux, cependant le principal but de l'institution, surtout des conseils municipaux, est la surveillance des intérêts purement civils de la commune. Or, n'est-il pas naturel que ceux qui fournissent la portion la plus considérable des fonds destinés à ces dépenses, apportent dans le conseil une influence plus grande et de majorité?

La *troisième* résulte des qualités, titres ou professions qui seules confèrent le droit électoral. Les électeurs de cette catégorie ne peuvent donc entrer que pour un tiers dans le corps municipal; on a pensé, en effet, que, de même que les propriétaires forains, ils seraient moins bien pénétrés que les autres des intérêts de la localité ou de la propriété. (V. **Élections communales, § 2. Des électeurs.**)

§ 3. Incompatibilités.

C'est un principe fondamental de toute bonne organisation d'une autorité quelconque que l'on ne puisse, dans l'exercice de cette autorité, cumuler des fonctions qui par leur nature seraient destructives de l'organisation, comme si, par exemple, elles appartenaient à une même hiérarchie de pouvoirs.

La loi du 24 vendémiaire an III, article 1, titre 2, s'exprime à cet egard de la manière suivante : « Aucun citoyen ne pourra *exercer* ni *concourir à l'exercice* d'une autorité chargée de la surveillance médiate ou immédiate des fonctions qu'il exerce dans une autre qualité. »

De là il résulte que les maires et adjoints ne peuvent remplir aucune fonction qui soit médiatement ou immédiatement supérieure ou subordonnée à l'autorité municipale, ou simplement soumise à sa surveillance.

Ainsi, ils ne pourraient être préfets, sous-préfets, secrétaires généraux ou conseillers de préfecture, qui representent une autorité dont l'origine et le but diffèrent de l'autorité municipale.

De même, ils ne peuvent être appelés à aucune place dans la perception des contributions, soit directes, soit indirectes, ni dans les administrations du timbre, de l'enregistrement, des domaines, des forêts, des douanes, etc., etc., ni à

aucune fonction publique sujette à une comptabilité pécuniaire. (L. 24 vend. an III, art. 5, tit. 2.)

Ces principes sont si sévères, principalement à l'égard des places sujettes à une comptabilité pécuniaire, qu'une décision ministérielle, du 14 vendémaire an III a déclaré que celui qui était la caution d'un receveur de commune ne pouvait y remplir des fonctions municipales.

A ces incompatibilités de fonctions administratives entre elles, la loi de 1831, article 6, § 7, ajoute les fonctions de commissaires et agents de police.

Une décision ministérielle du 5 fructidor an X a déclaré les fonctions municipales incompatibles avec celles d'huissier, en ce que ceux-ci pouvaient être, en certains cas, employés à la signification d'actes de l'autorité municipale, surtout depuis que le Code d'instruction criminelle a donné aux maires des attributions de police judiciaire dont les huissiers sont aussi les agents.

Enfin, les agents salariés du maire ne peuvent être ses adjoints. (L. 1831, art. 7.)

On distingue encore les incompatibilités des fonctions municipales avec les fonctions judiciaires, avec les fonctions militaires, avec celles d'un culte quelconque, et enfin pour cause de parenté.

A l'égard des *fonctions judiciaires*, la loi du 14 décembre 1789, constitutive des municipalités, en avait déclaré les fonctions incompatibles avec les places de judicature. La loi du 24 vendémiaire an III, et dernièrement celle du 21 mars 1831, ont confirmé ces dispositions. Cette dernière porte, article 6, § 1 : « Ne peuvent être maires ni adjoints les membres des cours et tribunaux de première instance et des justices de paix.»

« Il faut en excepter toutefois les juges suppléants aux tribunaux de première instance et les suppléants des juges de paix. » (L. 1831, art. 7.)

Incompatibilité résultant de fonctions militaires. Le décret du 14 décembre 1789, art. 55, et la loi de 1831, art. 6, § 3, déclarent que les militaires employés des armées de terre et de mer, en activité de service ou en disponibilité, ne peuvent être ni maires ni adjoints.

On conçoit en effet que la force publique pouvant être requise par l'autorité municipale, les membres de cette autorité ne peuvent à la fois être requérants et requis.

Il en est de même du service de la garde nationale pour les maires et les adjoints seulement; mais les conseillers municipaux qui n'ont pas le droit de requérir la force publique, ne sauraient invoquer cette incompatibilité.

A l'égard des militaires, la loi ne parle que de ceux qui sont *employés*. L'incompatibilité cesse en même temps que l'activité de service.

Incompatibilité provenant de l'exercice du culte. La loi du 24 vendémiaire an III, tit. 2, art. 1, et la loi de 1831, art. 6, § 2, déclarent les fonctions des ministres des cultes incompatibles avec celles de maire et d'adjoint seulement. Car il résulte de l'article 18 de cette dernière loi que les ministres des cultes peuvent, hors de la commune où ils sont en exercice, être membres du conseil municipal.

Le motif de l'imcompatibilité entre les fonctions de maire et d'adjoint et cette profession, résulte de ce que le chef de l'autorité municipale est tenu de protéger et de faire respecter tous les cultes dans leur commuue. On a craint également les conséquences des discussions animées que font naître quelquefois les intérêts locaux pour des hommes revêtus dans leur commune d'un ministère de paix et de conciliation. Enfin nous observerons que les besoins du culte catholique et l'administration des biens qui lui sont affectés, réclament souvent le concours du maire et du curé, qu'ainsi ce concours ne pourrait avoir lieu s'il y avait cumul des deux qualités dans un même individu.

Incompatibilité pour cause de parenté. Dans les communes de 500 âmes et au-dessus, les parents au degré de père, de fils, de frère et les alliés au même degré, ne peuvent être en même temps membres du même conseil municipal (L. 1831, art. 20.), ce qui s'applique aux fonctions de maire et d'adjoint, puisqu'ils ne cessent pas de faire partie de ce même conseil. Sans exception en faveur des petites communes, il aurait été très-difficile de le composer, faute d'individus.

§ 4. Nomination.

Les électeurs nomment les conseillers municipaux, et le roi choisit ensuite, parmi ces derniers, le maire et les adjoints, par une ordonnance, dans les communes qui ont 5,000 habitants, ainsi que dans les chefs-lieux d'arrondissement quelle que soit la population.

Dans les autres communes, ils sont nommés en son nom par arrêté du préfet, toujours parmi les membres du conseil municipal, et sans cesser pour cela d'en faire partie. (Art. 5.)

De cette manière, quel que soit le choix du gouvernement ou de l'administration, il ne peut tomber que sur des citoyens qui ont la confiance des électeurs.

Toutefois, la question relative à la nomination des maires et des adjoints a été fort controversée pendant la discussion de la loi. Les uns voulaient

qu'ils fussent nommés directement par les electeurs, les autres voulaient le concours des électeurs et du roi; d'autres enfin proposaient la séparation des attributions réunies jusqu'alors dans les mains du maire; que les unes fussent remplies par celui-ci, nommé par les electeurs, et les autres par un commissaire du roi près du corps municipal. Mais qui pourrait méconnaître aujourd'hui que les maires ne peuvent administrer les affaires privées de la commune sans recevoir à la fois leur mandat des electeurs et du roi?

En effet, il y a dans les attributions des maires deux classes d'affaires bien distinctes, l'une qui embrasse des matières et des juridictions déléguées par l'état, pour l'intérêt de l'état; l'autre qui se borne aux choses privées de la commune, à ses revenus et ses dépenses. Ils doivent donc être, à la fois, les hommes de l'état et les hommes de la commune. Comme hommes de l'état, ils sont *administrateurs*, et la Charte attribue au roi la nomination à tous les emplois d'administration publique.

Ils ont sous leur autorité la *garde nationale*, et le roi, chef suprême de la force armée, a par cela seul le droit de nommer tous ceux qui disposent en chef de cette force.

Ils sont *officiers de l'état civil*; et puisque tous les dépositaires des registres publics sont nommés par le roi, à ce titre aussi ils doivent l'être.

Ils sont *officiers de police judiciaire*, font par conséquent partie du ministère public, et sont, en cette qualité, des hommes du roi; ils sont (tous ceux du moins qui ne sont pas maires des chefs-lieux de canton) juges des contraventions de police, et toute justice émane du roi.

D'un autre côté, comme hommes de la commune, ils sont chargés de la gestion des propriétés communales, de la surveillance des chemins vicinaux, de la voie publique, de la police, de l'hygiène, de la salubrité, de la sûreté. Tout est confié à leur vigilance et à leur autorite. La loi leur donne même le droit de prendre dans les limites de leurs attributions des arrêtés que les citoyens sont tenus d'observer; pouvoir nécessaire, mais immense, et qui ne doit être livré qu'à des hommes investis de la confiance de la communauté.

Si donc, il est evident, que pour l'exécution des lois générales de l'état, les ordres doivent être donnés par les ministres aux préfets qui les transmettent aux sous-préfets, et ceux-ci aux maires chargés de l'exécution reelle, comment mettre en doute la nécessité de l'intervention royale dans l'administration? Sans cela l'exécution des lois pourrait trouver une résistance et une opposition sur tous les points du royaume. Toute espèce de gouvernement deviendrait alors impossible. Comment enfin exiger une responsabilité quelconque de l'administration, si les fonctionnaires qui en dépendent n'étaient pas nommés par elle?

Les maires et adjoints sont nommés pour trois ans.

§ 5. Du serment ou de l'installation.

Après leur nomination, le maire ou l'adjoint doivent prêter serment. Cette formalité leur donne l'investiture du pouvoir auquel ils sont appelés, et achève d'accomplir leur caractère public; elle est d'ailleurs de rigueur, car il y aurait lieu d'appliquer les dispositions de l'article 196 du Code pénal contre eux, savoir la condamnation à une amende de 16 à 150 fr. s'ils entraient en exercice de leurs fonctions sans avoir prêté serment.

Les maires prêtent serment entre les mains de leur prédecesseur. (L. 14 déc. 1789, art. 48. Arr., 19 flor. an VIII, art. 5.) Et dans le cas de mort, destitution ou suspension de celui-ci, entre les mains de son adjoint. Jamais les fonctions de maires ne sont vacantes, et c'est à tort que certains auteurs ont pensé qu'il fallait recourir au maire d'une commune voisine.

Il n'y a d'exception à cette règle, que lorsque, par des considerations particulières et de circonstance, le prefet ou le sous-prefet reçoivent la prestation du serment.

Quant aux adjoints, ils prêtent leur serment entre les mains du maire ou de l'adjoint, qui, à son defaut, le représenterait.

Lorsqu'il arrive qu'un nouvel adjoint se présente en même temps qu'un nouveau maire pour la prestation de serment, le nouveau maire le prête d'abord entre les mains de l'ancien maire, après quoi, les fonctions de celui-ci ayant cessé par l'effet de cette prestation de serment, le nouvel adjoint prête le sien entre les mains du nouveau maire.

La prestation du serment des maires et des adjoints doit être constatée, séance tenante, par un procès-verbal signé par tous les fonctionnaires municipaux présents, et l'envoi de ce procès-verbal est fait immédiatement par le maire au sous-préfet, lequel en donne avis au prefet. (Arr., 19 flor. an VIII, art. 5.)

(Pour la formule et les autres règles à observer V. **Serment.**)

§ 6. Cessation de fonctions.

Les fonctions de maire et adjoint peuvent cesser par trois causes: 1° par renouvellement; 2° par démission; 3° par révocation ou suspension.

Renouvellement. — On a déjà vu que l'art. 4

de la loi de 1831 soumet les maires et les adjoints à être réélus tous les trois ans, ce qui avait lieu tous les cinq ans sous l'ancienne législation. Mais le rapprochement des époques de réélection a paru plus avantageux, puisque d'une part, lorsque le maire et les adjoints administrent à la satisfaction générale, ils sont infailliblement réelus et par les électeurs et par le roi; et de l'autre, lorsque l'administration est mauvaise ou deplaît à la majorité, il est plus tôt pourvu à son remplacement. (V. Sur le renouvellement des maires et conseillers municipaux deux circulaires ministérielles très-détaillées en date des 10 et 16 septembre 1834.) D'ailleurs, les maires et adjoints ne cessant pas de faire partie du conseil municipal, cette disposition se combine avec l'article 17 de la loi de 1831, qui prescrit le renouvellement du conseil par moitié tous les trois ans.

Les fonctionnaires non réélus à l'époque d'un renouvellement ne doivent pas, par cela seul, cesser leurs fonctions, ils ne peuvent les abandonner qu'autant qu'il a été pourvu à leur remplacement. (L. 14 déc. 1789, art. 1er.)

« Il faut remarquer que le fait seul de la nomination d'un successeur n'opère pas le remplament dans le sens de la loi. Il faut que le successeur ait reçu l'investiture par la prestation de son serment, comme nous l'avons dit ci-dessus, et soit par conséquent installé. Ce n'est qu'à ce moment que le fonctionnaire non réélu peut cesser ses fonctions. » (Lagarde. *Instruction des maires.*)

Nous trouvons cependant une opinion differente émise dans la cent cinquante-troisième consultation du *Journal des Conseillers Municipaux*, année 1834, p. 186. Il a été dit que :

Lorsqu'un maire, désigné par le sort pour faire partie de la moitié sortant à l'époque du renouvellement triennal des conseillers municipaux n'a pas été réélu, il ne conserve pas caractère suffisant pour exercer les fonctions administratives jusqu'à ce qu'il ait été pourvu à son remplacement effectif par la nomination de son successeur.

Dans ce cas, il doit être considéré comme sans qualité et être substitué dans toutes les natures de service, soit par un adjoint, soit par un conseiller municipal conformément à l'art. 5 de la loi du 21 mars 1831.)

Cette opinion nous paraît en effet plus conforme au vœu de la loi qui a voulu que les fonctions municipales fussent constamment remplies par des citoyens investis de la confiance publique. Ce serait donc méconnaître la loi que de laisser plus longtemps le pouvoir entre les mains de celui qui a démérité de ses concitoyens.

Démission.— V. Fonctionnaires publics.

Révocation. Suspension. Du droit de nommer, qui appartient au roi, dérive nécessairement le droit de suspendre ou de révoquer. La loi (art. 5) accorde aux préfets le premier droit; seulement elle exige une ordonnance du roi pour prononcer la révocation; mais dans ce cas, le maire ou l'adjoint ne discontinuent pas de faire partie du conseil municipal. Le roi peut retirer seulement la partie de son autorité qu'il a déléguée, mais sans toucher à la délégation faite par les electeurs (sauf toutefois le cas de la dissolution de tout le conseil, prévu par l'art. 27). Si donc la révocation a lieu, le roi choisit le nouveau maire parmi les autres membres du conseil, dont le nombre restant ainsi le même ne nécessite pas une nouvelle élection.

Section II. — Attributions des maires.

Le maire est tout à la fois l'organe de la société et de sa commune, et à ce titre il résume en lui plusieurs caractères, suivant qu'il est dans l'ordre judiciaire: 1° officier de l'état civil; 2° officier de police judiciaire; 3° juge de simple police:

Et dans l'ordre administratif, 1° administrateur ou agent du gouvernement; 2° administrateur et representant de la commune; 3° investi d'une autorité spéciale pour prescrire les mesures qui appartiennent à la police municipale; 4° enfin juge administratif.

§ 1. Fonctions du maire comme officier de l'état civil.

Comme officier de l'état civil, le maire est chargé de la tenue des registres de déclarations de naissance, mariage, decès, adoption, reconnaissance. Ses devoirs, en pareil cas, sont tracés par le titre 2, liv. 1er, du Code civil. (V. **Actes de l'état civil.**)

Toutes les formalités qui concernent les actes de l'état civil sont d'ordre public; aussi les maires ne jouissent pas, dans l'exercice de ces fonctions, de la garantie administrative commune à tous les fonctionnaires (V. **Mises en jugement**), et dans tous les cas de contravention de leur part aux dispositions des lois et de la matière, ils peuvent être poursuivis sans qu'il soit besoin d'une autorisation préalable et spéciale du gouvernement. L'art. 53, Code civil, contient une disposition qui exclut la nécessité de cette autorisation. (C. d'état, 4 pluv. an XII.)

§ 2. Fonctions du maire comme officier de police judiciaire.

Les maires sont officiers de police judiciaire;

à ce titre, ils recherchent et constatent par des procès-verbaux qu'ils adressent ensuite au procureur du roi ou au juge de paix, suivant les cas, les crimes délits et contraventions énumérés au Code pénal. (V. **Police judiciaire**; C. inst. crim., art. 8, 9, 10, 11, 12, 14, 15, 49, 50, 53.)

Ils doivent, dans l'exercice de leurs fonctions, revêtir leur costume et leur écharpe, qui en est le signe distinctif.

Cependant il a été jugé qu'il n'était pas nécessaire, pour la régularité des procès-verbaux des maires, en matière de police, qu'ils fussent revêtus de leur costume ou du signe caractéristique de leurs fonctions. (C. inst. crim., 11-44; C. cass., 14 nov. 1826; D. 27, 1. 554.)

Un procès-verbal dressé par un maire pour constater les contraventions à une ordonnance de police émanée du préfet, fait foi en justice tant qu'il n'est pas attaqué par une preuve contraire; il ne peut donc être détruit par une simple dénégation. (C. inst. crim., art. 154; Cass. 5 mars 1818.)

En outre, il n'est soumis à aucune forme irritante par l'art. 11 du Code d'instruction criminelle, et il est même dispensé de l'*affirmation*. Ainsi, peu importerait que, dans la rédaction de procès-verbaux imprimés à l'avance, il fût dit que ces procès-verbaux seront affirmés avant d'être remis à l'autorité chargée de poursuivre, cette énonciation ne pouvant avoir la force de créer une nullite non etablie par la loi. (Cass. 12 fév. 1829; D. 29, 1. 147.)

Ils ont le droit de requérir la force armée dans l'exercice de leurs fonctions judiciaires, et lorsqu'ils agissent aux lieu et place du procureur du roi; ils peuvent faire des visites et autres actes qui sont de la compétence de ce magistrat, et par conséquent décerner des mandats d'amener contre les prévenus de crimes emportant peine afflictive ou infamante. (C. inst. crim., art. 25, 40, 49 et 50.)

§ 3. Fonctions du maire comme juge de simple police.

Comme juge de police, le maire connaît, concurremment avec le juge de paix, dans les communes qui ne sont pas chef-lieux de canton, des contraventions commises dans l'intérieur de sa commune par des personnes prises en flagrant délit, ou par des personnes qui résident dans sa commune, ou qui y sont présentes, lorsque les témoins y sont aussi résidents et présents, et lorsque la partie réclamante conclut pour ses dommages-intérêts à une somme déterminée qui n'excède pas celle de 15 fr. (C. inst. crim., art. 166.)

Mais il ne peut connaître des matières attribuées exclusivement au juge de paix par l'art. 139 du Code d'instruction criminelle, ni des affaires civiles.

En matière de simple police, le maire a le droit de donner des citations, et s'il y a lieu à l'audition des témoins, il peut employer vis-à-vis d'eux la même voie d'avertissement. (C. inst. crim., art. 167 et 169.)

Par qui sont remplies, près du tribunal de police, les fonctions de ministère public et de greffier? (V. **Tribunal de police.**)

Un des caractères particuliers aux fonctions judiciaires du maire, c'est qu'il peut être poursuivi à raison de ses fonctions sans aucune autorisation préalable du gouvernement.

§ 4. Fonctions du maire comme agent du gouvernement.

En cette qualité, le maire exerce des fonctions importantes sous l'autorité du sous-préfet, du préfet et du ministre compétent, comme organe d'*information*, de *vérification*, de *contrôle*, de *notification* et d'*exécution*.

Ce mandat public le place sous l'autorité du gouvernement, dont il reçoit et dont il est tenu d'exécuter les ordres.

Mais qu'arriverait-il si un maire refusait de faire un acte prescrit par la loi? Dans l'organisation actuelle, la revocation, la suspension sont les seuls moyens légaux que puisse employer le pouvoir; mais il est extrême, car dans certains cas la destitution n'est pas toujours nécessaire. Dût-elle être prononcée, on n'est pas toujours à même d'attendre qu'il soit remplacé; ainsi l'exécution des lois se trouverait suspendue par la résistance d'un simple fonctionnaire.

A cet égard, le projet de loi du gouvernement sur les attributions municipales, amendé par la commission (avril 1836), consacre un principe éminemment juste. « Si un maire refuse de faire un acte prescrit par la loi, y est-il dit, le préfet, après l'en avoir requis, pourra y procéder d'office par lui-même, ou par un délégué spécial. »

Par l'aperçu suivant, en ne faisant qu'indiquer sommairement leurs attributions dans ces différentes matières, on peut juger de leur étendue et avoir une idée des points nombreux par lesquels il concourt à l'action de l'administration publique.

Amélioration. Un devoir honorable et utile est pour les maires d'indiquer au préfet, toujours par l'intermédiaire du sous-préfet, les améliorations

dont ils ont reconnu la possibilité, et les moyens de perfectionnement que l'observation ou l'expérience leur ont fait decouvrir. Le gouvernement doit attendre ces éléments de bonne administration et de bonheur public, de la sollicitude des maires qui, en contact immédiat et habituel avec les administrés, sont à même d'en apprécier et faire connaître les véritables besoins. (**Lagarde, instr. aux maires.**)

Bois et forêts. La présence du maire est nécessaire aux perquisitions faites par les gardes forestiers dans les maisons, cours et enclos, pour saisir les objets enlevés dans les bois, en contravention aux lois forestières. (C. f. art. 16 et suivants.)

Il vise les procès-verbaux de martelage dans les bois soit de l'état, soit des communes, soit de tout autre propriétaire, dressés par les agents de la marine. (126.)

Il constate les besoins personnels des propriétaires qui veulent faire abattre des arbres sujets à déclaration, pour réparations ou constructions. (131).

Cadastre. C'est en sa présence qu'ont lieu les opérations relatives au cadastre ; il invite les propriétaires par des affiches à prendre communication de l'état de classement, de la matrice du rôle, etc. (V. **Cadastre.**)

Carrières. Il surveille l'exploitation des carrières à ciel ouvert. (L. 21 avr. 1810, 81.)

Commerçants. Il cote, il paraphe et vise, à défaut de l'un des juges du tribunal de commerce, le livre journal et le livre des inventaires des commerçants, ainsi que le registre que doit tenir tout capitaine de navire. (C. com. 11, 224.)

En cas de faillite, il signe le procès-verbal de la cession des biens faite par le failli à la maison commune, dans les lieux où il n'y a pas de tribunal de commerce. (C. civ. 571 .)

Certificats. Il délivre les certificats de vie, d'indigence, de bonne conduite, d'insolvabilité ou d'absence des redevables du trésor public (Ar. 6 mess. an X) ; ou des accidents de force majeure qui auraient nécessité le prompt déchargement ou la transvasion immédiate des boissons, sans déclaration préalable. (L. 28 avril 1816, 15.) (V. **Certificats.**)

Contributions directes. Il fait tenir par le secrétaire de la mairie, et lorsqu'il n'en existe pas, par l'adjoint ou par une autre personne commise à cet effet, ou bien il tient lui même le *livre des mutations*, sur lequel sont indiqués les changements survenus d'une année à l'autre parmi les propriétaires ; le livre est coté et paraphé par lui. (L. 3 frim. an VII, 33, 35.)

Il reçoit en dépôt les états de section et matrice du rôle arrêtés par le préfet. (O. 5 oct. 1821, 8.) Il reçoit du sous-préfet le mandement contenant la fixation du contingent de sa commune dans la contribution foncière (L. 3 frim. an VII, art. 30) ; il reçoit aussi le mandement relatif à la contribution personnelle et mobilière (V. 21 vent. an IX, 16) ; et ne peut se dispenser sous peine de destitution et de responsabilité de publier ces mandements. (L. 2 mess. an VII, 15.)

Il dresse la matrice du rôle pour la contribution des portes et fenêtres (L. 15 flor. an X, art. 21) ; il arrête le tableau des citoyens assujettis à la patente, dressé par le contrôleur des contributions directes, et y joint ses observations. (Arr. 15 fruct. an VIII, art. 1.)

Il classe pour les villes, après avoir pris l'avis des répartiteurs et du contrôleur, les entrepreneurs d'etablissements industriels assujettis au droit fixe ; pour la classification dans les cantons ruraux, il donne son avis au sous-préfet qui est chargé de la faire. (L. 25 mars 1817, 64 ; 15 mai 1818, 60.)

Il reçoit la déclaration que doivent faire les fabricants qui entretiennent plus de cinq métiers, du nombre des métiers qu'ils occupent ou entretiennent habituellement ; il peut faire vérifier ces déclarations par des commissaires qu'il nomme. L. 25 mars 1817, 59, 60 ; 15 mai 1088, 55, 56.)

Il surveille le recouvrement des contributions, se fait représenter les rôles par le percepteur lorsqu'il le juge convenable ; il constate les infractions à la loi, en fait le rapport au sous-préfet ; il peut provoquer la vérification des rôles et de la caisse. (L. 3 frim. an VII.)

Il donne son avis sur les demandes en décharge ou réduction, lorsqu'il s'agit de la contribution des portes et fenêtres ou de celle des patentes ; pour les demandes en remise et moderation, il assiste à la vérification faite par les deux commissaires nommés par le sous-prefet, conjointement avec le contrôleur, des événements extraordinaires tels que grêle, inondation, etc., etc., et de la quotité des pertes sur lesquelles ces demandes sont fondées. (Id. 25, 26.)

Contributions indirectes.—Sa présence est nécessaire aux visites faites par les employés de la régie, dans les habitations, en cas de soupçon de fraude aux lois sur les contributions indirectes, ainsi qu'à la recherche dans l'intérieur par les préposés des douanes, des marchandises prohibées et soustraites aux douanes. (L. L. 28 avril 1816, art. 257, 60, 62.)

Il donne son avis au préfet, lorsqu'il s'agit de fixer la quantité de boissons qui sera allouée pour

consommation au voisin d'un débitant, dans le cas où il est impossible d'interdire entre eux les communications, et où l'on a reconnu une consommation apparente évidemment supérieure à la consommation réelle de ce voisin. (L. 8 déc. 1814, art. 68, 69.)

C'est devant lui qu'est discuté entre les débitants de boissons et l'employé supérieur de la régie, le mode de remplacement de la perception du droit de détail par exercice, au moyen d'une répartition sur les redevables (art. 77, 78); il préside à cette répartition et rend ses rôles exécutoires. (79.) (V. **Contributions indirectes. Boissons.**)

Il surveille les caisses et registres des régies de l'enregistrement et du timbre et des douanes. (L. 8, 9 et 15 mai 1791, art. 9.) (V. ces mots.)

Culte.—Il concourt à l'action de l'administration publique en ce qui concerne l'exercice des différents cultes religieux. (V. **Culte.**) **Abus (appel comme d').**

Domicile.—Il reçoit la déclaration de celui qui veut transporter son domicile dans la commune ou hors la commune. (C. c. 104, V. **Domicile.**)

Droits politiques.—Il réunit les renseignements propres à faire connaître les habitants de sa commune qui sont habiles à exercer ces droits, et leur délivre les certificats requis pour leur inscription sur les listes électorales. (V. **Droits politiques.**)

Élections législatives, de département, d'arrondissement et municipales. — Du 1er au 10 juin de chaque année, il se reunit aux autres maires du canton sous la présidence de celui du chef-lieu, pour réviser les listes electorales. (L. 19 avril 1831, art. 14, 15.)

Il reçoit en dépôt, pour en donner communication à tous ceux qui le requièrent, les listes rectifiees par le préfet. (Art. 19.)

Il préside l'assemblée des électeurs appelés à élire les membres des conseils généraux de département et d'arrondissement. (L. 22 juin 1833, art. 56 et suiv.)

Pour parvenir aux élections municipales, il dresse chaque année, le 1er janvier, les listes de tous les contribuables de la commune (L. 21 mars 1831, 32), les affiche, reçoit les reclamations, prononce sur ces réclamations dans la huitaine, fait les rectifications d'office ou d'après les arrêtes du préfet, de manière que ces listes soient clôses le 31 mars. (33, 34, 40.)

Il préside les assemblées d'électeurs. (Art. 44.)

Enfants-trouvés.—Il surveille les nourrices domiciliées dans sa commune, auxquelles des enfants-trouvés ont été confiés; il reçoit la déclaration de celui qui veut se charger d'un enfant trouvé. (C. p. 347.) (V. **Enfants-trouvés.**)

Engagements. — Il reçoit les actes d'engagements volontaires. (L. 2 mars 1832, art. 34.) (V. **Recrutement.**)

Établissemens insolubres. — Il donne son avis au sous-prefet sur la formation des établissements insolubres de troisième classe. (D. 15, 8 oct. 1810, art. 2, 8.)

Expropriation pour cause d'utilité publique.—Il reçoit en dépôt, à la mairie, afin que chacun puisse en prendre connaissance, le plan indiquant les expropriations projetées pour cause d'utilité publique (L. 7 juill. 1833, art. 6, 7); fait partie d'une commission qui entend les réclamations des intéressés (art. 8, 9), à moins qu'il ne s'agisse de l'expropriation demandée par une commune (art. 12); si les biens appartiennent à la commune, il accepte les offres faites par l'administration. (Art. 26, etc.) (V. **Expropriation.**)

Force publique. — Il requiert l'emploi de la force publique.

Garde nationale.—La garde nationale est placée sous l'autorité du maire, etc. (L. 22 mars 1831, art. 6.) Il dresse donc les listes, et preside le conseil de recensement (art. 15 et 16); il inscrit les mutations (art. 18); constate au moyen d'états émargés le nombre d'armes de guerre remis aux gardes nationaux (art. 69); arrête le réglement relatif au service ordinaire. Dans les villes de guerre informe le commandant de la place à chaque prise d'armes (art. 75); il surveille la comptabilité, ordonnance les depenses, reçoit du conseil d'administration l'état des dépenses nécessaires pour chaque année (art. 80). En cas d'urgence, il requiert un detachement de marcher sur le point menacé, même hors du département (art. 128), forme ces détachements en commençant par les célibataires et les moins âgés (art. 130.) (V. **Garde nationale.**)

Gendarmerie.—Il surveille les marchés, tournées, courses et patrouilles de la gendarmerie qu'il constate sur les feuilles de service. (L. 16 janv.-16 fév. 1791, tit. VII, § 2, art. 1.)

Indigents.—Il donne aux indigents le secours qui leur est accordé pour frais de route vise leurs passeports et y relate la somme qu'il leur a délivrée. Ce secours est de trois sous par lieue, et doit être donné par les maires de dix lieues en dix lieues. (L. 30 mai-14 juin 1790.)

Instruction primaire.—Il reçoit et examine les brevets et certificats exigés de celui qui veut être instituteur privé. (L. 28 juin 1833, art. 4); il soumet au vote du conseil municipal les depenses jugées nécessaires pour l'instruction primaire,

(art. 13.) Il préside le comité local de surveillance, (art. 17), il fait partie du comité d'arrondissement, lorsqu'il est maire du chef-lieu ou le plus ancien des maires de la circonscription (art. 19.) (V. **Instruction primaire.**)

Logements militaires.—Il pourvoit au passage et logement des troupes. (L. 1er-11 fev. 1791.) (V. ce mot)

Lois.—Il reçoit du gouvernement le Bulletin des Lois ; la publication n'en est plus faite aux frais de l'etat par lecture publique, ni par affiche, ni à son de trompe ou de tambour, à moins que ces formalités ne soient expressément ordonnées par un article de la loi ; il est alors chargé de la faire remplir. Il peut néanmoins avoir recours à ces formalités lorsqu'il le juge convenable, soit pour des lois anciennes ou récentes, soit même pour des réglements. (L. 2-5 oct. 1790, art. 10. 12 vend. an IV, art. 4, 11.) (V. **Bulletin des lois.**)

Matières d'or et d'argent.—Il dresse procès-verbal des visites faites par les employés du bureau de garantie dans les lieux où il y a fabrication illicite de poinçons pour lesdites matières, de la saisie des poinçons, ouvrages et lingots, ainsi que de ses causes. (L. 19 brum., an VI, art. 102.) (V. **Garantie.**)

Médecine.—Il dresse procès-verbal des visites faites par les docteurs et membres des écoles de pharmacie dans les magasins de drogues, laboratoires et officines, pour constater les contraventions. (L. 21 germ., an XI, art. 50.) (V. **Médecine.**)

Mendiants.—Il reçoit la déclaration à laquelle sont soumis les mendiants conduits dans les maisons de dépôt et de travail ; dans les départements frontières, il prend les mesures indiquées par la loi pour renvoyer hors du royaume les mendiants étrangers. (L. 30 mai, 14 juin 1790, art. 8 et 9.)

Mercuriales.—Il fait constater à chaque foire ou marche, le prix courant des denrées de première nécessité et l'insère date par date sur un registre à ce destiné ; il envoie le relevé de ces mercuriales au sous-préfet. (Circ. min., 1er flor., an VIII.) (V. **Mercuriales.**)

Mines.—Les publications des demandes en concession de mines ont lieu devant la porte des maisons communes et des églises, à la diligence du maire ; il fait certifier ces publications. (L. 21 avril 1810, art. 28.)

Naturalisation.—Il reçoit la déclaration de l'étranger qui veut devenir Français. (D. 17 mars 1809, art. 2. (V. ce mot.)

Navigation intérieure, Bacs.— Il surveille les operations relatives à la perception des droits de passage sur les fleuves et canaux navigables; c'est en sa présence que les ingénieurs des ponts-et-chaussées font la visite des bacs et bateaux. (L. 6 frim., an VII, art. 31 et 34.)

Octroi.—Il peut avec l'autorisation du ministre des finances, traiter de gré à gré avec la régie pour qu'elle se charge de la perception de l'octroi. (L. 8 déc. 1814, art. 122.)

Il surveille cette perception. (D. 17 mai 1809.) (V. **Octroi.**)

Passeports.—Il delivre les passeports et vise ceux des voyageurs. (D. 1er fev., 28 mars 1790, art. 2.)

Patentes.—Il veille à ce que les habitants de sa commune assujettis à patente, en soient munis; il en exige la représentation et constate les contraventions. (L. 1er brum., an VII.)

Places de guerre.—Les rapports des autorités civiles avec l'autorité militaire, ont été réglés par des lois spéciales. (V. **Places de guerre.**)

Cette législation tendant toujours à imposer des servitudes onereuses aux propriétaires, le maire est appelé à défendre leurs interêts, il assiste donc aux procès-verbaux de bornage dressés par les ingénieurs civils et militaires, pour séparer des terrains privés le terrain public nécessaire à la défense des places de guerre ; à la vérification faite devant les propriétaires, du plan de circonscription indiquant ce bornage, ainsi qu'à la démolition forcée, faite à la diligence de l'autorité militaire, des constructions qui nuisent à la défense, quand le contrevenant n'a pas exécuté dans le délai prescrit le jugement qui le condamne. (L. 17 juil. 1819, art. 6, 8 et 14.)

Poids et mesures (V. ce mot.) Il surveille l'emploi des poids et mesures et les vérifie, ainsi que le pesage et le mesurage dans les foires et marchés. (L. 15-28 mars 1790, art. 18.)

Prisons.—Il surveille les maisons d'arrêt, de justice ou prisons ; il doit s'assurer que la nourriture des prisonniers y est suffisante et saine ; empêcher que personne y soit illégalement retenu. (V. **Prisons.**) (L. 16-26 mars 1790, 16-29 sept. 1791.)

Recrutement.—Il dresse les tableaux de recensement des jeunes gens soumis au tirage et les publie dans la commune. (L. 21 mars 1832, art. 8.) Il assiste le sous-préfet dans l'opération du tirage au sort. (art. 10) ; à defaut de parents, il tire le numéro pour les absents (L. 10 mars 1818, art. 12) ; il indique et fait valoir les motifs d'exemption ou de deduction (L. 1832, art. 12, 13 et 14) ; il délivre aux remplaçants les certificats exigés par la loi (art. 20) ; fait afficher l'extrait du bulletin indiquant le dernier numéro appelé dans le canton, et la libération de tous les jeunes gens ayant des

numéros supérieurs. (L. 1818, art. 17) (V. **Recrutement**.)

Saisie.—Sa présence est nécessaire à l'ouverture des portes, et à la saisie mobilière, quand les portes sont fermées, ou que l'ouverture en est refusée à l'huissier ; il signe le procès-verbal. (C. pr. civ., art. 587.)

Travaux publics.—Par délégation de l'autorité supérieure, il a la direction immédiate des travaux publics dans le ressort de la municipalité, la régie des établissements publics, la surveillance et l'agence nécessaires à la conservation des propriétés publiques.

Visa.—Il vise les affiches annonçant la vente aux enchères des biens immeubles des mineurs. (C. c., art. 459.) L'original des citations en justice de paix, celui de tous exploits, ainsi que le procès-verbal de toute saisie, exécution, lorsque la partie ne s'est pas trouvée à son domicile ou personne pour elle. (C. pr. civil., art. 4. 68 et 601.)

L'original du procès-verbal de toute saisie, brandon, du commandement qui doit précéder toute saisie immobière, du procès-verbal de la dénonciation de placards pour la saisie des immeubles et pour celles des rentes constituées sur particuliers. (C. pr. civ., art. 628, 673, 676, 681, 687 et 705.) (V. **Exploit**.)

Grande Voirie. — Il reçoit l'affirmation des procès-verbaux de contraventions ou de délits dressés par les gendarmes ou autres agents (L. 16 déc. 1811, art. 112); concurremment avec eux il dresse lui-même procès-verbal desdites contraventions ou delits. (L. 29 flor. an X, art. 2.)

Il surveille le bon état des routes de sa commune, sans pouvoir interdire ni ordonner aucun travail, mais seulement en rendant compte au sous-préfet de son inspection. (D. 16 déc. 1811, art. 57, 58, 59.) (V. **Voirie**.)

Les mesures qu'il prend relativement aux chemins vicinaux et à la voirie urbaine rentrent dans ses attributions d'administrateur de la commune. (V. ci-après.)

Voitures publiques. — A la réception du procès-verbal des préposés pour contravention aux règles concernant le poids des voitures, il peut se transporter au bureau pour constater les faits. (D. 23 juin 1806, art. 39, 40.) (V. **Voitures publiques**.)

§ 5. Fonctions du maire comme administrateur et représentant de la commune.

En cette qualité, le maire est chargé, sous la surveillance du sous-préfet et du préfet:

1° De la gestion des revenus communaux;

2° De la conservation et de l'administration des propriétés de la commune, de la réparation des chemins vicinaux;

3° De la proposition du budget;

4° De l'ordonnancement des dépenses;

5° De la direction des travaux communaux ;

6° De représenter la commune en justice, soit en demandant, soit en défendant, sauf toutefois l'autorisation du conseil de préfecture.

Dans ces différents cas le maire agit sous le pouvoir pondérateur du conseil municipal, concurremment avec lui; il n'est alors qu'un agent du corps municipal pour l'exécution de ses délibérations qui sont obligatoires sans l'autorisation du gouvernement, excepté dans les cas d'emprunts, d'impôts extraordinaires, d'acquisitions, échanges et aliénations.

(V. **Communes**. Chap. **des biens communaux**. — Chap. **des contrats que peuvent passer les communes**. — Chap. **Des procès communaux**. — Ch. **de la comptabilité communale**.)

Il fait publier quels sont, dans les bois dont la commune est usagère, les cantons défensables et le nombre de bestiaux qui seront admis au pâturage et au pacage. (C. for., art. 69.)

Il choisit les pâtres communs qui conduiront le troupeau de la commune. (Id. 72.)

Il détermine, sauf l'approbation du préfet, sur l'avis de l'administration forestière, le nombre de gardes particuliers pour la conservation des bois de la commune; il choisit ces gardes, sauf l'approbation du conseil municipal ; le choix doit en être fait dans le mois de la vacance de l'emploi. (Art. 94, 98.)

Il pourvoit aux besoins des hôpitaux et établissements de charité; il préside leur administration. (D. 10, 21 sept. 1790, art. 7; D. 7 flor. an XII, art. 2. O. 31 oct. 1821.)

Il transmet au sous-préfet le compte annuel des receveurs de ces établissements.

Il est de droit membre du conseil de l'administration des fabriques; à moins qu'il ne soit pas catholique, auquel cas il doit être remplacé par l'adjoint ou par un membre du conseil municipal; il siége à la gauche du président. (D. 30 déc. 1809, art. 4, 5.)

Il est président né de l'administration des monts-de-piété. (D. 7 flor. an XIII, art. 2.)

Des intendances et commissions sanitaires. (O. 7 août 1822, art. 58.)

A défaut du préfet, il préside la chambre de commerce et la chambre consultative des arts dans les villes qui ne sont pas chefs-lieux de préfecture. (Arr. 5 niv. an XI, art. 2. Arr. 10 ther. an XI, art. 6.)

Il procède à la vente du mobilier des communes, ainsi qu'à celle des objets mobiliers des hospices et des fabriques. (Décis. min. fin. 17 frim. an XII, 15 déc. 1808).

Enfin comme mandataire de ses administrés et représentant de la commune, le maire est nécessairement l'agent nécessaire de transmission et de communication entre les particuliers et l'administration supérieure, et il remplit une espèce de patronage officieux auprès des habitants.

C'est ainsi, dans ce dernier cas, qu'il donne son consentement à la tutelle officieuse de l'enfant qui n'a pas de parents connus, et qui réside dans sa commune. (C. civ. 31.)

Qu'il fait faire la récolte des personnes absentes ou infirmes. (L. 28 sept.; 6 oct. 1791, tit. 1re sect. V. art. 1.)

Qu'il fait apposer les scellés d'office dans les cas prévus par l'art. 911, C. pr. civ.)

Correspondance.— Comme agent de transmission et de communication, il correspond avec le sous-préfet; en effet, c'est un principe général que toute autorité constituée ne doit et ne peut régulièrement correspondre qu'avec l'autorité qui lui est immédiatement supérieure.

Partout donc où il y a un sous-préfet, ce fonctionnaire est le chef immédiat des maires de l'arrondissement, et ceux-ci ne peuvent correspondre qu'avec lui; et là où il n'y a pas de sous-préfet, ils ne peuvent correspondre qu'avec le fonctionnaire qui en remplit les devoirs.

Ainsi les maires doivent suivre l'ordre hiérarchique et ne jamais s'adresser qu'au sous-préfet de leur arrondissement, lors même que le préfet s'adresserait à eux directement, à moins que dans un cas spécial, le préfet n'eût demandé une réponse directe.

Dans l'espoir d'améliorer son affaire, un maire se tromperait, s'il s'adressait au préfet; car dans ce cas celui-ci devrait laisser la demande sans réponse ou la renvoyer au sous-préfet. (Arr. 71 pluv. an V, art. 1, 2, 5.)

Il n'y a exception à cette règle qu'autant que le maire aurait à se plaindre du sous-préfet ou à réclamer contre un de ses actes. Les maires de l'arrondissement du chef-lieu de département sont les seuls qui correspondent directement avec le préfet, soit avec le secrétaire-général ou le conseiller de préfecture qui en fait les fonctions, suivant que le préfet a ou n'a pas délégué auxdits fonctionnaires l'administration de l'arrondissement.

Sous quelque prétexte que ce soit, les autorités civiles ne peuvent employer les gendarmes à porter leurs dépêches et correspondance. (L. 28 ger. an VII, bull. 197.)

L'arrêté du 4 niv. an V, bull. 98, portait la même défense, sauf à profiter des tournées des gendarmes dans les campagnes pour accélérer des envois urgents.

Ils jouissent du droit de franchise en ayant soin de mettre leurs lettres sous bandes croisées et en apposant leur signature et qualité d'une manière apparente. (Arr. 27 prair. an VIII. V. Poste.)

Tout retard d'un maire à répondre aux dépêches qui lui sont adressées est considéré par la loi comme négligence, sauf la preuve du contraire; en conséquence celui qui différe plus de dix jours, de faire une réponse pertinente à une dépêche qu'il a reçue doit être dénoncé au préfet qui est tenu de le rappeler à son devoir et de le suspendre en cas de récidive. (Arr. du 4 niv. an V, art. 6.)

En cas de récidive, et si, malgré deux avertissements successifs constatés par la correspondance on ne pouvait obtenir d'un maire les renseignements nécessaires à l'administration, le sous-préfet est autorisé à nommer deux commissaires qui se transporteraient sur les lieux aux frais du maire pour y recueillir les renseignements vainement demandés. (L. 15 mars 1791, art. 22.)

Dans leur correspondance avec les administrés les maires doivent apporter le plus grand soin. Car des écrits de cette nature ont date certaine, font foi de leur contenu et peuvent être produits en justice encore qu'ils n'aient pas été enregistrés. (Cass. 26 mars 1825, D. 25, 1, 203,)

Devoirs du maire avant d'entrer en fonctions.— Un maire ne doit pas oublier qu'il est responsable de la conservation des documents, soit imprimés, soit manuscrits, qui composent les archives de la commune; il doit donc pour se mettre à l'abri de tout reproche ne les recevoir de son prédécesseur qu'en constatant l'état dans lequel ils lui ont été remis (L. 8 germ. an III, L. 11 frim. an VII, L. 19 flor. an XIII). A cet effet il convient qu'il fasse faire le recensement de tout ce que contiennent les archives et qu'il en soit dressé un état ou procès-verbal exact.

Il faut aussi constater si la collection du bulletin des lois est complète; de même pour le recueil des décisions, lettres, instructions.

Il faut s'assurer encore si les registres de l'état civil et autres registres sont également livrés.

Enfin il faut dresser un inventaire de tout le mobilier de la maison commune.

Un double de ces procès-verbaux, états ou inventaires est remis au maire sortant pour sa décharge, et les originaux restent pour constater

ce qui est mis à la charge du nouveau maire, dont la responsabilité se trouve ainsi bornée au soin des objets dont l'énumération a été faite.

Tout maire à qui son prédécesseur ne remet pas ou remet incomplétement, irrégulièrement ou sans inventaire les papiers, registres, livres et mobilier de la commune, doit, pour couvrir sa responsabilite, en donner immédiatement avis au sous-préfet.

Voici l'aperçu des principaux objets ou documents dont le maire sortant doit faire la remise à son successeur :

Le sceau de la commune ;

La collection du bulletin des lois ;

La collection des recueils des actes administratifs de la préfecture ;

Les registres de l'état civil ;

Le plan cadastral ;

La matrice générale ;

Le registre des délibérations du conseil municipal ;

Le registre de la correspondance ;

La correspondance ;

Les budgets et comptes communaux et du bureau de bienfaisance.

Les tableaux de recensement des classes antérieures et de celle de l'année ;

Les listes d'engagement ;

Les bulletins des derniers numéros désignés pour le contingent ;

Les bulletins industriels et contrôles de la garde nationale ;

Les listes des électeurs communaux ;

Les procès-verbaux d'election des conseillers municipaux et des officiers de la garde nationale ;

Le registre de déclaration des instituteurs ;

Le registre des avis et delibérations du comité local d'instruction primaire.

Après le récolement des effets matériels, il s'agit de faire celui des affaires. Le nouveau maire doit toujours, pour plus de garantie, n'accepter la succession de son prédécesseur pour ainsi dire que sous bénéfice d'inventaire.

Pour cela il faut d'abord s'assurer de la situation des diverses affaires qui sont en cours d'exécution ; remettre en activité celles qui auraient été négligées ; rectifier la marche de celles qui auraient été mal engagées, mal conduites.

Si des prescriptions de l'autorité supérieure n'ont pas été executées, si des demandes n'ont pas eté satisfaites, si ses lettres sont restées sans réponse, il faut s'empresser de reparer les négligences et de mettre au courant tout cet arriéré.

Si, d'un autre côté, il est des propositions qui aient eté soumises au sous-préfet et qui soient demeurées sans réponse, si des réclamations sont restees oubliées, si des affaires n'ont pas reçu de solution, il faut en dresser une note exacte et la remettre au sous prefet, en le priant de hâter autant que possible les résultats qu'on attend.

Moyennant ces précautions préalables le nouveau maire prend l'exercice de sa gestion, dégagé de tout ce que l'administration précédente pouvait lui léguer d'embarras et il ne reste plus responsable que de ses propres actes.

§ 6. Fonctions du maire relatives à la police municipale et rurale.

La réunion des citoyens en bourgades n'a pas eu seulement pour objet, lorsqu'elle s'est formée, l'administration du patrimoine commun : le besoin de leur conservation leur commandait de prendre les mesures les plus propres à écarter de l'habitation commune tout ce qui pourrait la rendre peu sûre, incommode et malsaine. Le droit de police locale n'est donc pas une concession de la puissance publique.

Dans cette matière, le maire agit donc seul et par lui-même en vertu de la délégation immédiate de la loi, toujours cependant sous l'inspection de l'autorité supérieure. Ses fonctions sont alors, d'après l'art. 50 de la loi du 14 décembre 1789, de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux, et édifices publics ; pour cela la loi des 19, 22 juillet 1791, art. 46, titre 1er, lui donne le droit de prendre des arrêtés pour l'exécution des lois et réglements de police. Tout ce qui concerne la voirie urbaine, les alignements des rues, etc., rentre dans les fonctions de police municipale. (V. **Voirie urbaine.**) On trouvera, V° **Réglements municipaux** : 1° la nomenclature des cas nombreux dans lesquels le maire a le droit de prendre des arrêtés ; 2° l'énonciation des conditions nécessaires à ces arrêtés pour devenir obligatoires ; 3° la désignation des juges compétents pour connaître des contraventions auxdits arrêtés. (V. aussi **Police municipale. Police rurale. Tribunal de police.**)

Dans le cerlce des mêmes attributions on peut faire rentrer le droit qu'a le maire de rédiger, sur la déclaration du garde champêtre un procès-verbal dressé par celui-ci. (C. inst. crim. art. 16.) Le caractère public dont ce magistrat est revêtu est suffisant en pareil cas pour en garantir l'exactitude. Il en serait de même si le procès-verbal avait été écrit par le secrétaire de la mairie, mais en sa présence, dans le cas où le garde ne sait pas écrire et que le maire ne peut le faire

pour empêchement, lorsque d'ailleurs le procès-verbal dûment affirmé est signé par le maire ou le garde. (Cass., 19 mars 1830.)

§ 7. Fonctions du maire comme juge administratif.

Sous ce point de vue, le maire prononce :

1° Sur les contestations entre les employés de la régie et les debitants de boissons, relativement à l'exactitude de la déclaration des prix de vente; déclaration qui sert de base à la perception du droit, sauf le recours au préfet en conseil de préfecture. (L. 8 déc. 1814.; L. 28 av. 1816, art. 48, 49.) (V. **Boissons.**)

2° Sur les contraventions relatives à la police du roulage, et notamment au poi ls des voitures, il juge sommairement et provisoirement sans frais et formalités, sauf le recours au conseil de préfecture. (D. 23 juin 1806, art. 58; O. 22 novembre 1820.) (V. **Police du Roulage.**)

§ 8. Limites de l'autorité municipale sous le rapport de ses attributions et du territoire.

Les limites de l'autorité municipale, sous le rapport des attributions, ont été posées :

1° Dans une instruction de l'assemblée nationale du 12 août 1790, où il est dit « que les *assemblees administratives* (aujourd'hui les maires et les conseils municipaux) ne sont chargées que de l'administration ; qu'aucune fonction *législative* et *judiciaire* ne leur appartient, et que toute entreprise de leur part, sur l'une ou l'autre de ces fonctions, introduirait la confusion des pouvoirs et porterait l'atteinte la plus funeste aux principes de la constitution ; »

2° Dans la section 4 du chap. 2 du C. pén., liv. 3, tit. 1er, consacrée notamment à déterminer les peines applicables à tout empiètement de l'autorité administrative sur l'autorité judiciaire, comme de l'autorité judiciaire sur l'autorité administrative. (V. **Autorités.**)

3° Dans la loi des 8 et 10 juillet 1791, tit. 1er, relative aux places de guerre et qui détermine les cas où l'autorité municipale peut être quelquefois temporairement limitée et même entièrement limitée sous le rapport de la police. (V. **Places de guerre, État de guerre, de Siége, etc.**)

Sous le rapport du territoire, on doit tenir pour constant que l'autorité du maire cesse aux limites de son territoire ; qu'il ne peut l'exercer que dans sa commune, et pour des intérêts ou affaires qui ne concernent que sa *seule* commune. Tel est le principe de la loi des 14, 15 sept. 1792, art. 1er.

§ 9. Crimes et délits des maires dans l'exercice de leurs fonctions. (V. Abus d'autorité, Excès de pouvoir, Forfaiture, Coalition.)

Dans ces différents cas, les citoyens ont action contre le maire, mais il faut distinguer la nature de ses fonctions et les différentes circonstances dans lesquelles elles ont lieu.

Ainsi, en matière criminelle, et lorsque le maire agit comme délégué du gouvernement, il faut une autorisation du conseil d'état pour le poursuivre.

L'ordre social serait en effet troublé à tout moment, si la loi, en constituant les diverses autorités chargées de la maintenir, n'avait pris le moyen de leur assurer le libre et tranquille exercice de leurs fonctions.

Pour cela, il fallait donner aux autorités administratives une garantie contre les tracasseries et les poursuites inconsidérées des particuliers, sauf à ouvrir à ces derniers une voie, lorsque leurs plaintes seraient reconnues légalement fondées. (V. **Mises en jugement.**)

Mais, avons-nous déjà dit ci-dessus, cette autorisation n'est pas nécessaire lorsqu'il s'agit des fonctions judiciaires du maire, et lorsque le maire agit comme représentant de la commune et pour les intérêts purement communaux. Il n'y a pas besoin non plus d'autorisation pour les poursuites civiles. (Constit. an VIII, art. 75.)

Section III. — Attributions des adjoints.

L'action de l'administration municipale ne pourrait être un seul moment interrompue sans de graves inconvénients.

Il faut donc, dit M. Lagarde (inst. gén.) :

1° Que le maire puisse être suppléé ou représenté par un autre fonctionnaire, toutes les fois que, par une cause quelconque, il ne peut agir par lui-même, et dans ce cas, il est suppléé *de droit*.

2° Que le maire dont les fonctions sont très-multipliées, et dont plusieurs sont telles, qu'elles pourraient exiger simultanément sa présence pour plusieurs actes, ait la faculté de se faire représenter toutes les fois qu'il le juge nécessaire ou convenable. C'est alors que l'adjoint agit par *délégation*.

Dans certains cas encore, l'adjoint doit agir concurremment avec le maire.

Enfin il remplit auprès du maire, dans le tribunal de police, les fonctions du ministère public. (C. inst. crim., art. 167.) (V. **Tribunal de police.**)

§ 1. Des cas où les adjoints suppléent le maire de DROIT.

Le maire doit être suppléé *de droit* toutes les fois qu'il y a vacance, soit absolue, soit temporaire de ses fonctions.

Si donc le maire vient à mourir, s'il est destitué ou suspendu, s'il a donné sa démission, et qu'elle ait été acceptée sans qu'il ait été pourvu de suite à son remplacement, s'il est absent, s'il est malade ou autrement empêché; dans tous ces cas, il y a lieu de le suppléer *de droit*.

Il en est de même lorsqu'il s'agit d'actes qui le concernent personnellement. (V. **Actes de l'état civil**.)

Dans ces différents cas, le maire est remplacé par l'adjoint disponible, le premier dans l'ordre des nominations.

Es cas d'absence ou d'empêchement du maire et des adjoints, le maire est remplacé par le conseiller municipal, le premier dans l'ordre du tableau, lequel doit être dressé suivant le nombre des suffrages obtenus. (L. 21 mars 1831, art. 5.)

Dans tous les cas de suppléance *de droit*, la plénitude des attributions du maire passe à l'adjoint qui le représente; et ce suppléant *de droit* peut, de même que le maire qu'il supplée, user du droit de délégation. (V. ci-après.)

Lorsque l'empêchement du maire n'est qu'accidentel, ses attributions lui reviennent de droit et sans formalité, dès que l'empêchement a cessé.

Dans le cas où un adjoint spécial est nommé dans des localités séparées habituellement du chef-lieu de la commune par la mer ou un autre obstacle de ce genre, ainsi qu'il a été dit ci-dessus, cet adjoint spécial est alors un suppléant *de droit* du maire, mais avec cette différence cependant qu'un suppléant *de droit* ordinaire correspond avec le sous-préfet comme l'aurait fait le maire suppléé, tandis que ce suppléant *spécial* n'est en rapport qu'avec le maire qu'il représente et ne correspond qu'avec lui. (L. 18 flor. an 10, art. 4.)

Toutes les fois qu'un adjoint supplée de droit le maire pour cause de démission ou de révocation, il doit, avant de prendre l'*interim*, se faire faire la remise des registres et papiers de la mairie, ainsi que du mobilier de la commune, par le maire démissionnaire ou révoqué.

Si, en vertu de l'article 5 de la loi de 1831 susdit, et à défaut du maire et des adjoints, la suppléance était dévolue à un membre du conseil municipal, son premier devoir serait d'en prévenir immédiatement le sous-préfet.

Nous devons encore remarquer que, dans ce cas, si l'ordre de nomination appelait un juge, qui pourrait par hasard se trouver dans le conseil, ou un commandant de la garde nationale, ceux-ci ne pourraient légalement suppléer le maire, car ils cumuleraient les fonctions judiciaires ou militaires déclarées positivement incompatibles avec celles de l'autorité municipale par l'art. 7 de loi de 1831. La suppléance devrait donc passer à celui des membres qui le suivrait dans l'ordre d'inscription.

Enfin, il est de principe que tout fonctionnaire, qui agit à *défaut du maire*, doit constater la cause d'où est dérivé le droit qu'il a eu d'agir. Dans tous les cas, sa signature doit donc être précédée d'une formule indicative de cette cause telle que: à *défaut du maire mort*, ou *absent* ou *malade*, et si l'ajoint suppléant était soit un second, soit un troisième adjoint, il devrait de même en outre énoncer par une formule analogue l'empêchement de l'adjoint ou des adjoints que la loi appelait avant lui à suppléer le maire.

§ 2. Des cas où les adjoints suppléent le maire par DÉLÉGATION.

Un maire, quoique présent dans la commune et non empêché, peut déléguer une *partie* de ses fonctions à l'adjoint ou aux adjoints que la loi lui a donnés. (Arr., 4 juin 1806, art. 5.)

Lorsqu'un maire a plusieurs adjoints, il peut à son gré ne faire de délégation qu'à un seul, ou à plusieurs, ou à tous, et en régler le partage comme il l'entend, sans égard à l'ordre de leur inscription sur la liste. Il peut retirer les délégations qu'il a faites, ou partie de ces délégations, soit pour reprendre lui-même les fonctions qu'il avait déléguées, soit pour les déléguer à un autre adjoint; il peut encore, après avoir retiré une délégation, la rendre, soit en totalité, soit en partie au même adjoint. En un mot, la loi ne lui impose aucune limite à cet égard, parce que c'est à lui qu'elle a conféré la plénitude de l'autorité municipale. (Lagarde.)

L'adjoint qui s'en trouve investi lorsqu'il supplée le maire de *droit*, ne l'est pas de même dans le cas où il le supplée *par délégation*.

En effet, l'adjoint *suppléant de droit* peut tout ce que pourrait le maire suppléé, et, comme nous l'avons dit ci-dessus, il peut user du droit de délégation; mais l'adjoint suppléant par délégation ne le peut pas. Les fonctions qui lui ont été déléguées, lui ont été confiées pour lui-même, et un délégué ne peut déléguer.

Lorsqu'un adjoint empêché ne supplée le maire que par delégation, ses fonctions, comme dans le cas où il est suppléant *de droit*, ne sont pas dé-

volues à l'adjoint qui le suit dans l'ordre de la liste. Les fonctions deleguées rentrent alors dans les mains du maire qui doit les exercer lui-même ou en faire une nouvelle délégation.

Il faut observer enfin que bien qu'un membre du conseil municipal puisse, à défaut du maire et des adjoints, être momentanément appelé à exercer les fonctions de maire, parce que ces fonctions, par leur nature, ne peuvent jamais être vacantes, un maire ne pourrait néanmoins les lui déléguer, la loi ne lui permettant de faire de délégation qu'à ses adjoints.

Dans tous les cas, une délégation ne doit jamais être chose incertaine, puisqu'elle confère au délégué des droits qu'il n'aurait pas sans la délégation. Toute delégation et toute revocation de délégation doivent donc être inscrites au registre des actes de la mairie, et l'adjoint délégué doit, dans chacun des actes qu'il signe, faire précéder la signature de cette formule : *par délégation du maire.* (Lagarde, L. cit., nº 195, 198.)

§ 3. Des cas où les adjoints agissent concurremment et simultanément avec le maire.

L'adjoint ou le premier des adjoints, et à défaut de ce premier adjoint, celui qui le suit dans l'ordre de la liste, procède simultanément avec le maire, dans la commission des répartiteurs, à la répartition de la contribution foncière (L. 5 frim. an VII, art. 9);

Dresse les matrices des rôles pour la contribution des portes et fenêtres (L. 15 flor. en X, art. 21);

Est appelé et entendu par l'ingénieur des mines, lorsqu'il s'agit de dresser les états d'exploitation qui doivent servir de base à la matrice de rôle pour la redevance sur les mines concédées. (L., 21 avril 1810, D., 6 mai 1811, art. 18, 20.)

Il est chargé, ainsi que le maire, de delivrer les certificats constatant l'insolvabilité ou l'absence des redevables du trésor public. (Arr., 6 mess. an VI, art. 1er.)

En tout ce qui concerne la police, il peut concourir avec le maire à tous les actes qui intéressent la commune. (V. **Police municipale, judiciaire, administrative.**)

De même que toute autorité constituée, il doit dénoncer au procureur du roi les crimes et délits, dresser les procès-verbaux qui y sont relatifs, et même faire saisir les prévenus en cas de flagrant délit et sur la clameur publique. (L. 7 pluv. an IX, art. 4; C. d'inst. crim., art. 15.)

Cependant certains prévenus, poursuivis en vertu de procès-verbaux dressés par l'adjoint, ont cherché à leur contester ce droit, en voulant prouver qu'à l'heure indiquée par le procès-verbal le maire n'avait aucun motif d'empêchement légitime qui autorisait l'adjoint à remplacer celui-ci dans l'exercice de la police judiciaire.

Mais on conçoit combien cette preuve serait inutile.

L'adjoint a par lui-même, et d'après le vœu formel de la loi, la qualité d'officier de police judiciaire.

Ses procès-verbaux sont donc valables, alors même qu'on parviendrait à établir le contraire.

M. Legraverend va plus loin. « Il faut rappeler aux maires, dit-il, qu'ils ne doivent pas se dispenser de recevoir les rapports, les dénonciations et les plaintes en matière de contravention de police, en alléguant que cette obligation ne leur est imposée qu'au défaut ou à raison de l'empêchement du commissaire de police, et que ce fonctionnaire n'est ni absent, ni empêché, ou que l'empêchement n'est pas légitime. Si le commissaire de police néglige de remplir ses devoirs, ils peuvent appeler sur sa conduite l'attention de l'autorité supérieure; mais ils doivent commencer par remplir le devoir qui leur est commun avec ces fonctionnaires.

« Ce que nous disons des *maires* s'applique également aux *adjoints*, quoique la loi ne les appelle à remplacer les commissaires de police qu'à défaut des maires. »

Ainsi, d'après ce savant criminaliste, non seulement l'exercice de la police judiciaire est un droit pour l'adjoint, mais encore il est un *devoir*.

Section IV. — Personnel des mairies.

§ 1er. Bureaux.

La division des bureaux d'une administration municipale d'un certain rang est ordinairement celle-ci :

Le secrétariat, qui est chargé de tous les détails importants et nombreux de l'autorité administrative et municipale, autres que ceux qui sont dans les attributions des deux autres bureaux ci-après;

Le bureau de l'état civil, qui est spécialement chargé 1º de la tenue des actes de l'etat civil, 2º de l'expédition de ces actes et de tous les détails accessoires, 3º de la délivrance des certificats de vie;

Le bureau militaire, qui est chargé 1º des opérations de recrutement, 2º des engagements volontaires, 3º des logements militaires, 4º des notifications de toute espèce à faire aux militaires retirés ou en activité de service, 5º de la garde nationale.

Tous les employés de ce bureau sont à la nomination du maire.

Dans les communes rurales, il n'y a qu'un secrétaire.

§ 2. Secrétaire de mairie.

L'ancienne législation avait institué les secrétaires de mairie avec un caractère public La loi du 22 decembre 1789 et celle du 19 vendémiaire an IV leur accordaient certaines fonctions publiques et certains droits qui les rendaient les auxiliaires obligés du maire. Leur signature donnait alors un caractère d'authenticité aux actes de l'autorité municipale, dont ils délivraient et signaient les expéditions. Plus tard, la constitution de l'an VIII, et la loi du 28 pluviose même année, en réorganisant le système municipal dans un nouveau mode, ne comprirent pas de secrétaires parmi les fonctionnaires municipaux. Toutefois la coopération d'un ou plusieurs commis fut bientôt reconnue nécessaire dans les mairies. Ils y furent admis sous le nom de secrétaires.

Ce ne fut même pas une simple tolérance, puisque l'arrêté du 8 messidor an VIII les reconnut en accordant un costume aux secrétaires des communes de plus de 5,000 âmes.

Peu à peu ceux-ci empiétèrent sur leurs attributions, tâchant de rentrer dans celles qu'avaient avant la constitution de l'an VIII, les secrétaires greffiers. On le crut, et cette erreur se propagea tellement même que les prefets et présidents des tribunaux accordaient leur légalisation à des actes et expeditions de tout genre, même à des actes de l'etat civil revêtus de la seule signature de ces nouveaux secrétaires.

Un avis du conseil d'état du 2 juillet 1807 signala cet ordre de choses comme un abus; et après avoir validé ce qui avait été fait jusque-là (attendu qu'une erreur commune et de bonne foi est une excuse légale), l'avis statuant pour l'avenir, porte : « que le ministre doit rappeler par une instruction que les employés des mairies qui se qualifient *secretaires* ou *secrétaires généraux* n'ont pas de caractère public; qu'ils ne peuvent rendre authentique aucun acte, aucune expédition, ni aucun extrait des actes des autorités; que notamment les extraits des actes de l'état civil ne pourront être delivrés que par le fonctionnaire public dépositaire des registres; et qu'en général, et pour prévenir toute equivoque à l'avenir, le ministre doit rappeler encore aux maires que dans les actes ou l'administateur est le seul responsable, sa signature seule est nécessaire, et qu'il ne doit pas y en être apposé d'autres. »

Nomination. De tout ce qui précède, dit M. Lagarde (*instruction des maires*), il résulte qu'un secrétaire de mairie n'est autre chose aujourd hui qu'un employé du maire, sans aucun caractère public. C'est donc au maire et au maire seul qu'appartient le droit de le nommer ou de le révoquer; car lui seul est responsable des faits de cet employé, et il ne serait pas juste de lui imposer pour secrétaire un homme qui n'aurait pas sa confiance.

Toutefois, la loi du 5 floréal an V dispose que dans les communes d'une population au-delà de 5,000 habitants, la nomination et la révocation des secrétaires de mairie par les maires ne peuvent avoir lieu que sous l'autorisation du ministre de l'intérieur et d'après l'avis du préfet.

Dans les communes d'une population au-dessous de 5,000 âmes, l'approbation du préfet seul suffit.

Bien que le secrétaire soit l'agent du maire et non de la commune, cette approbation de leur choix par l'autorité supérieure nous paraît nécessaire et exigée par l'importance même de leurs fonctions. Elle a pour objet de mieux constater les conditions de moralité, de capacité, d'âge, etc. Un secrétaire de mairie doit avoir 25 ans. (L. an VIII).

Avant d'entrer en fonctions, il doit prêter serment entre les mains du maire.

La nomination appartient au maire; toutefois le conseil municipal pourrait, en émettant des vœux à sa session annuelle, reclamer, sauf la décision de l'autorité superieure, contre le choix que le maire aurait pu faire, dans le cas, par exemple, où le secrétaire n'aurait pas l'âge requis, ne serait pas domicilié dans la commune, ou serait déjà pourvu de quelque autre fonction administrative ou judiciaire.

Incompatibilité. Dans la plupart des communes, l'adjoint ou l'un des conseillers municipaux remplissent les fonctions de secrétaires de mairie. Cependant il y a dans ce cumul une illégalité et un abus flagrants. En effet, l'article 7 du § 2 de la loi du 21 mars 1831 déclare que tout agent salarié du maire ne peut être son adjoint; en outre, lors même que la commune ferait les fonds de son traitement, l'article 18, qui declare également les fonctions du conseiller municipal incompatibles avec celles d'agent salarié de la commune, vient fortifier cette opinion, savoir : que dans aucun cas l'adjoint ne peut être secrétaire.

En sera-t-il de même à l'egard des conseillers municipaux ? mais l'article 18 susdit prononce également leur incompatibilite, et le motif de la loi se fonde avec raison sur ce qu'on n'a pas voulu

soumettre le budget des communes aux contrôles de ceux qui, en leur qualité de partie prenante, auraient interêt à le grossir.

Il en résulte cependant qu'un conseiller municipal pourrait être secrétaire, si son traitement était pris sur les fonds personnels du maire, et non sur le budget communal.

Traitement. Le secrétaire est l'employé du maire et non de la commune; en conséquence il n'est pas salarié directement par la commune, mais par le maire, qui peut à cet effet se faire allouer sur la liste des frais de mairie des sommes suffisantes pour le payer.

Le conseil municipal ne peut refuser ces fonds, mais il doit combiner les besoins et l'importance des travaux de la mairie avec les vues d'une sage économie.

A l'égard des petites communes, pour lesquelles le traitement particulier d'un secrétaire serait un fardeau trop onéreux, et où le secrétaire n'a pas une occupation suffisante, le ministre de l'intérieur a, par une circulaire du 6 nivose an IX, proposé aux préfets de réunir les fonctions de secrétaire à celles de maître d'école, et d'allier ainsi deux intérêts bien précieux à chaque commune, et en même temps de diminuer les charges communales.

Si le conseil municipal refusait complètement l'allocation, il faudrait alors en référer au préfet qui, lors du réglement du budget, porterait cette depense d'office, attendu que c'est une dépense obligatoire. (V. arr. cons. 17 germ. an XI; D. 12 août 1806.)

Il faut remarquer cependant que l'obligation de remplir les fonctions de secrétaire ne saurait être imposé à l'instituteur. Il ne peut être gêné dans son libre arbitre; car ce sont là des stipulations complétement étrangères et à la qualité d'instituteur communal et au traitement fixe qui lui est alloué en vertu de la loi de 1833.

Attributions. Les secrétaires de mairie n'étant plus fonctionnaires publics, n'ont aucune attribution qui leur soit propre. Ils ne font que ce que les maires leur indiquent de faire et sous leur responsabilité, à moins qu'ils n'aient reçu une delégation spéciale approuvee par l'autorité supérieure. Ainsi les maires ont été autorisés à confier la tenue de leur répertoire au secrétaire, mais, comme une responsabilité est attachée à l'exacte et bonne tenue de ce registre destiné à la conservation des intérêts du fisc, des formalités rigoureusement nécessaires ont été prescrites pour la validité de la délégation. Le maire doit prendre à ce sujet un arrêté spécial à la suite duquel le secrétaire doit écrire et signer son acceptation. Deux expéditions du tout, certifiées conformes par le maire, doivent ensuite être adressées par lui au sous-préfet qui en transmet une au directeur de l'enregistrement et l'autre au procureur du roi près le tribunal de première instance de l'arrondissement, et lorsque la délégation est ainsi faite, acceptée et notifiée, le secretaire se trouve en tout point au lieu et place du maire, pour la tenue du répertoire et pour la responsabilité qui y est attachee. (Cir. 16 avril 1807).

Les maires peuvent aussi déléguer à leur secrétaire le soin de remettre aux parties interessées les copies ou expéditions des actes de la mairie, et de faire signifier ceux de ces actes qui exigent cette formalité, afin que cet employé puisse veiller à ce que l'enregistrement, lorsqu'il est requis par la loi, soit opéré avant la delivrance des copies ou expéditions, et à ce que toute pièce soumise au droit de timbre soit écrite sur papier timbre.

« Toutefois, dit M. Lagarde (*instruction aux maires*, p. 85), la faculté donnée aux maires de déléguer à leur secrétaire les deux espèces d'attributions ci-dessus, n'empêche pas que les devoirs ou fonctions des maires eux-mêmes qui dérivent de ces attributions ne soient des devoirs ou fonctions des maires eux-mêmes, lorsqu'ils n'ont pas fait de délégations. »

Crimes et délits des secrétaires. Tout secrétaire qui détruit, supprime, soustrait ou détourne les actes et titres dont il est dépositaire en cette qualité, ou qui lui sont remis ou communiqués à raison de ses fonctions, est puni des travaux forcés à temps. (C. pén. art. 173.)

S'il se rend coupable de concussion en percevant ce qui n'est pas dû, ou ce qui excède ce qui lui est dû pour rétribution, il est condamné à un emprisonnement de deux ans à cinq ans et à une amende dont le *maximum* est le *quart* des restitutions et des dommages et intérêts, et dont le *minimum* est le *douzieme*.

Un arrêt de la cour de Cassation du 17 juillet 1828 (S. 28, 1, 369) a déclaré également que les secretaires des mairies étaient des agents ou preposés d'une administration publique dans le sens de l'article 177 du Code pénal; qu'en conséquence ils devaient être condamnes aux peines portees par cet article, s'ils recevaient des dons pour faires des actes de leurs fonctions.

Dans l'espèce, il s'agissait d'un secrétaire de mairie qui avait reçu des dons ou rétributions volontaires pour délivrance de passe-ports.

§ 5. **Receveurs et autres agents municipaux.** V. **Communes**, chap. VI de la **comptabilité communale.**

Les autres agents sont encore les *commissaires de police*, les *gardes champêtres* et les *gardes particuliers*. (**V. ces mots .**)

CHAPITRE II.

DU CONSEIL MUNICIPAL.

Un conseil municipal est établi dans chaque commune pour éclairer l'autorité dans sa marche, sur les matières les plus importantes de son administration ; et, dans les cas, rares à la vérité, d'absence ou d'empêchement simultané du maire et des adjoints, un membre du conseil municipal peut se trouver *momentanément* chargé d'en exercer les fonctions.

Les attributions principales des membres de ce conseil, sont toutes de contrôle et de surveillance dans l'intérêt des affaires privees de la commune. Appelés à ce poste par des suffrages populaires, ils expriment librement les vœux, et quand il y a lieu, les plaintes des habitants ; enfin ils forment un contre-poids réel au pouvoir que les agents nombreux et divers du gouvernement exécutent en son nom si loin de ses yeux.

SECTION Ire. — § 1. Composition des conseils municipaux.

Le conseil municipal de chaque commune est composé, y compris les maires et adjoints :

De dix membres dans les communes de 500 habitants et au-dessous ;

De douze, dans celles de 500 à 1,500 ;

De seize, dans celles de 1,500 à 2,500 ;

De vingt-et-un dans celles de 2,500 à 5,500 ;

De vingt-trois dans celles de 5,500 à 10,000 ;

De vingt-sept dans celles de 10,000 à 50,000 ;

Et de trente-six dans celles d'une population de 50,000 âmes et au-dessus.

Dans les communes où il y a plus de trois adjoints, le conseil municipal est augmenté d'un nombre de membres égal à celui des adjoints au-dessus de trois.

Dans celles où il a été nommé un ou plusieurs adjoints spéciaux et supplémentaires, en vertu de l'art. 2, § 2 de la loi de 1831, c'est-à-dire lorsque la mer ou quelque autre obstacle rend difficiles, dangereuses, ou momentanément impossibles, les communications entre le chef-lieu et une portion de commune, le conseil municipal est alors augmenté d'un nombre égal à celui des adjoints.

§ 2. Conditions d'éligibilité.

Les membres du conseil municipal sont tous choisis sur la liste des électeurs communaux, c'est-à-dire, de même que pour les maires, parmi ceux qui ont vingt-cinq ans accomplis. Quant aux autres conditions résultant du cens, ou du domicile, ou de certains emplois ou professions, garanties de capacité intellectuelle. (V. **Élections communales**, § 2, et ci-dessus, **Conditions d'éligibilité des maires.**)

Les conditions d'éligibilité ne sont requises qu'au moment même de l'élection.

Ainsi un conseiller municipal qui, postérieurement à son élection, aurait cessé de payer le cens, peut continuer de siéger au conseil. Telle est la solution donnée à cette question par les rédacteurs du journal des conseils municipaux (126e consultation).

En effet, les lois électorales, disent-ils, ne contiennent aucune disposition d'exclusion dans ce cas, et on ne peut suppléer au texte de la loi, lorsqu'il s'agit d'une disposition exorbitante du droit commun. Lorsque le conseiller est élu, il y a droit acquis, chose irrévocablement jugée pour lui, sa condition a un caractère d'inamovibilité, et il ne peut être privé de son droit que dans les cas spécialement prévus par la loi.

Cette doctrine a d'ailleurs été consacrée par arrêt du Conseil d'état, en date du 30 novembre 1852. Il déclare qu'un conseiller municipal ne doit pas être révoqué de ses fonctions par cela seul qu'il a perdu sa qualité d'électeur, car la loi n'a pas rangé la radiation de la liste des électeurs, postérieurement à l'élection, au nombre des cas qui donnent lieu à la révocation.

§ 3. Incompatibilités, Droit d'option, Nomination du même conseiller par deux sections.

Les préfets, sous-préfets, secrétaires généraux et conseillers de préfecture, les ministres des divers cultes en exercice dans la commune, les comptables des revenus communaux et tout agent salarié par la commune, ne peuvent être membres des conseils municipaux.

Toutefois, à l'égard des agents salariés par la commune, leur incompatibilité disparaît si, avant l'installation et avant l'élection, ce gérant a déclaré se démettre de ses fonctions par des lettres adressées au préfet et au maire ; lorsque, d'ailleurs, il a été nommé une autre personne pour remplir ces fonctions antérieurement à l'élection. (C. d'état ; 16 août 1832. 11 av. 1834.)

Il a été jugé par ordonnance du 19 août 1835 que l'engagement contracté par un citoyen de

remonter l'horloge de la commune moyennant un salaire annuel, ne lui confère pas la qualité d'*agent salarié* de cette commune; qu'ainsi il peut faire partie de son conseil municipal. L'autorité administrative est seule compétente pour juger le genre d'incompatibilité qui n'est pas de la nature de celles que les art. 51 et 52 de la loi du 21 mars 1831 ont réservées aux tribunaux de l'ordre judiciaire. (C. d'état, 8 janv. 1836.)

Nul ne peut être membre de deux conseils municipaux (L. 1831, art. 18). Dans ce cas il y a d'abord *incompatibilité de fait*, en ce que la session annuelle des conseils municipaux, session obligée et la plus importante de toutes, a lieu dans toutes les communes à la même époque et durant le même temps; car alors, celui qui serait de plusieurs conseils ne pourrait remplir ses fonctions que dans un seul.

En outre, il peut arriver que deux communes aient, en plusieurs circonstances, des intérêts opposés; les mêmes hommes ne pourraient être alors tout à la fois les défenseurs de l'une et de l'autre. Aussi celui qui est nommé membre de deux ou plusieurs conseils municipaux a le droit d'option, mais s'il se refuse d'opter, on doit déterminer dans quel conseil il doit rester, au moyen du tirage au sort effectué en conseil de préfecture. Si les élections avaient été faites à des époques différentes, on pourrait considérer la plus ancienne comme devant subsister, et la dernière comme sans effet. La loi n'a pas indiqué dans quel délai doit être déclarée ou reconnue la vacance résultant d'une double élection. On peut, par analogie avec ce qui a été établi pour la chambre des députés, par l'art. 63 de la loi du 19 avril, accorder au citoyen élu dans deux ou plusieurs communes, un mois pour déclarer son option. Ce mois se compterait à partir de la vérification des pouvoirs par le conseil de préfecture, ou du terme assigné aux réclamations, s'il n'en avait été formé, ni par les citoyens, ni par le préfet.

Lorsque celui-ci est informé qu'un citoyen appartient à des conseils municipaux de deux ou plusieurs communes de son département, il doit l'inviter à opter, et à défaut d'option dans le délai d'un mois, il doit procéder au tirage au sort en présence du conseil de préfecture. Si les communes appartiennent à des départements différents, le préfet doit, en outre, se concerter avec son ou ses collègues. Il semble que dans ce cas le tirage au sort, à défaut d'option, devrait se faire dans le département où la réunion illégale de fonctions a été découverte.

Mais qu'arriverait-il si le même individu a été nommé conseiller municipal par deux sections d'une même commune? Quelle est l'élection qui doit subsister? La loi ne prohibant pas l'option, elle peut être admise; mais à défaut d'option, il y aurait à employer ou la voie du sort, ou la considération du plus grand nombre de suffrages obtenus, ou l'antériorité de l'élection. (Circ. min., 11 août 1831.)

L'incompatibilité cesserait encore si un individu déjà membre d'un conseil municipal, et appelé aux mêmes fonctions par les habitants d'une autre commune, a donné sa démission de membre du conseil dont il faisait préalablement partie avant l'installation de l'autre conseil. Sa nouvelle nomination doit donc être validée. (C. d'état, 4 fév. 1836; D. 36, 3. 68.)

Tout membre du conseil municipal dont les droits civiques auraient été suspendus, ou qui en aurait perdu la jouissance, cessera d'en faire partie et ne pourra être réélu que lorsqu'il aura recouvré les droits dont il aurait été privé (D. art. 19). L'*incompatibité* provenant de la parenté dont il a été parlé ci-dessus, section 1re des Maires, § 2, existe également pour les conseillers municipaux.

Les autres incompatibilités déclarées applicables aux maires et adjoints, par l'art. 6 de la loi de 1831, et qui n'ont pas été reproduites par l'art. 18 susdit, ne peuvent s'étendre aux conseillers municipaux, car ceux-ci secondant seulement l'exercice de l'autorité municipale par des avis, sans y participer, il y a moins d'inconvénient à leur ouvrir plus facilement l'entrée du conseil.

Ainsi, les membres du conseil municipal n'étant pas investis du droit de requérir la *force publique*, droit qui est le motif de l'incompatibilité, ils peuvent être à la fois gardes nationaux et appartenir à un corps judiciaire.

Un étranger non naturalisé ne peut être membre du conseil municipal. Si donc un électeur a été proclamé membre de ce conseil, et que postérieurement l'autorité judiciaire ait déclaré qu'il était étranger, et comme tel, incapable de siéger dans ledit conseil, cette circonstance ne pourrait avoir pour effet de lui donner pour successeur le candidat qui, ayant obtenu le plus de voix après lui, n'avait pas cependant obtenu au jour de l'élection la majorité relative des suffrages: une nouvelle élection peut seule constater légalement le vœu des électeurs. (C. d'état, 22 juil. 1835.)

Quant à la compétence, en cette matière, lorsqu'il s'agit de savoir s'il y a incompatibilité entre deux membres du conseil municipal, et que cette incompatibilité repose par exemple sur la question de savoir si ces deux conseillers sont alliés entre eux, et à quel dégré, la solution de cette

question préjudicielle est du ressort des tribunaux (C. d'état, oct. 1835; 8 janv. 1836) (V. **Élections communales**). En cas d'incompatibilité légale, la preférence doit être determinée par l'antériorité des elections.

§ 4. Élection, Renouvellement, Dissolution.

Les conseillers chargés de surveiller les affaires privées de la commune, d'approuver et de voter toutes les mesures nécessaires à la conservation de ses droits et de ses biens, de contrôler dans ce sens la conduite des maires, doivent évidemment, pour remplir ces fonctions, en recevoir le mandat positif des citoyens composant la communauté.

Ils sont donc elus par l'assemblée des électeurs communaux. (L. 1831, art. 10.) (V. **Élections communales.**)

Ils sont élus pour six ans, et toujours rééligibles; ils sont renouvelés par moitié tous les six ans; le sort désigne les membres sortants. (L. 1831, art. 17, 55.)

Si lors de ce renouvellement il y a eu augmentation dans le chiffre officiel de la population, on doit procéder en même temps à la nomination des conseillers auxquels cette augmentation peut donner droit (C. d'état, 25 mars 1855). Lorsqu'un conseil municipal se trouve être composé de dix membres, la moitié sortant se trouve être de cinq; mais si au moment de son renouvellement triennal, ce conseil ne se trouve plus composé que de neuf conseillers, par la démission de l'un d'eux, le tirage au sort doit seulement porter sur quatre. (C. d'état, 25 mars 1855.)

Il est statué sur les réclamations formées contre le tirage au sort, par arrêté du préfet en conseil de préfecture, et cet arrêté est exécutoire par provision, nonobstant appel (C. d'etat, 10 sept. 1835); mais un électeur n'est plus admis à se pourvoir contre l'opération du tirage au sort, après les élections auxquelles il a pris part, surtout lorsqu'il n'a fait consigner aucune protestation ni réserve sur le procès-verbal du tirage au sort revêtu de sa signature, soit sur celui des opérations attaquées. (C. d'état, 17 juin 1835) (V. ci-dessus, section 1re, § 6, **Renouvellement des maires.**)

Installation. Les membres du conseil municipal, pour pouvoir légalement exercer leurs fonctions, doivent prêter serment lors de leur première assemblée, entre les mains du maire qui en envoie le procès-verbal au sous-préfet (Arr. 19 flor. an VIII, art. 15). Si un conseiller municipal refuse de prêter serment, le préfet est compétent pour constater ce refus et pour le déclarer démissionnaire. (C. d'état, 1er sept. 1832.)

En cas de vacance dans l'intervalle des élections triennales, il doit être procédé au remplacement dès que le conseil municipal se trouve réduit aux trois quarts de ses membres (art. 22).

Dissolution, Suspension. La dissolution des conseils municipaux peut être prononcée par le roi. L'ordonnance de dissolution doit fixer l'époque de la réélection, qui ne doit pas être indiquée à plus de trois mois. Toutefois il est important d'observer ce délai; car cette mesure n'étant prise que dans des circonstances graves, on a pensé que cet intervalle laisserait aux esprits le temps de se calmer avant de procéder à de nouvelles élections (art. 27).

Si un conseil municipal se mettait en correspondance avec un ou plusieurs autres conseils, ou publiait des proclamations et adresses aux citoyens, il serait suspendu par le prefet, en attendant qu'il eût été statué par le roi (art. 30).

Le conseil municipal dissous, il ne reste que le maire et les adjoints. Cependant le cas serait possible où ceux-ci, ayant participé aux actes qui déterminent sa dissolution, seraient eux-mêmes révoqués; de plus, dans cet intervalle de trois mois, il peut devenir nécessaire de les remplacer pour cause de mort, démission, etc. Or le choix du roi étant renfermé dans le cercle des conseillers municipaux, le remplacement serait impossible à réaliser, faute de candidats jusqu'à la reélection. Que deviendraient les registres de l'etat civil, la police, l'administration enfin pendant ce temps? L'art. 27, § 3, y a pourvu en donnant alors au roi, ou au préfet en son nom, le droit de désigner, sur la liste des électeurs de la commune, les citoyens qui exerceront provisoirement les fonctions de maire ou d'adjoint.

Si parmi les actes qui ont nécessité la dissolution du conseil, il en est qui soient punissables d'après les lois pénales en vigueur, ceux des membres du conseil qui y ont participé sciemment peuvent être poursuivis (art. 29, § 2).

Enfin, lorsqu'en vertu de la dissolution prononcée par le roi, un conseil aura été renouvelé en entier, le sort désigne à la fin de la troisième année les membres qui seront à remplacer. (Art. 31.)

Démission. — Tout membre d'un conseil municipal a le droit de se démettre de ses fonctions. Quelquefois cette opération est tacite. Ainsi, le maire et le prefet ont eu raison de considérer comme démissionnaire un membre du conseil municipal qui avait adressé au prefet sa demande en naturalisation. Il reconnaissait par cela même qu'il était étranger. (C. d'état, 12 juin 1835.)

L'arrêté d'un préfet, qui convoque l'assemblée

d'électeurs communaux, à l'effet de procéder au remplacement d'un ou plusieurs conseillers démissionnaires, contient implicitement l'acceptation de cette démission. (C. d'état, 19 août 1835.)

§ 5. Assemblées des conseils municipaux.

Les conseils municipaux se réunissent quatre fois l'année, au commencement des mois de février, mai, août et novembre.

Chaque session peut durer dix jours. (L. 1831, art. 25.)

Celle du mois de *mai* est la plus importante de toutes; on y règle le budget et toutes les recettes et depenses communales. Car, dans les communes rurales, c'est le temps qui précède les moissons et celui où par conséquent les membres du conseil sont le plus libres.

La session d'*août* a également acquis un intérêt tout particulier pour les communes dont le budget est soumis à la Cour des comptes, depuis, qu'aux termes de la circulaire ministérielle du 10 avril 1835, le vote en a eté renvoyé à ladite session.

Ordinairement les préfets font connaître par un arrêté administratif le jour auquel la session devra s'ouvrir. Toutefois cette indication n'est pas indispensable pour la légalité de la convocation, car les maires, toutes les fois qu'il s'agit des sessions ordinaires, trouvent dans les prescriptions de la loi un pouvoir suffisant pour faire la convocation, sans attendre l'initiative ou l'autorisation de l'administration supérieure. Ils doivent, en tous cas, avoir le soin de convoquer individuellement et par lettres chacun des membres du conseil municipal, et mettre un intervalle de trois jours au moins entre la réunion et la convocation.

C'est alors que les conseillers, qui ont des motifs d'excuses légitimes pour ne pas se rendre à la convocation, doivent les faire agréer par le conseil, s'ils ne veulent encourir l'application de l'art. 26 de la loi de 1831. Il porte que « le prefet déclarera démissionnaire tout membre d'un conseil municipal qui aura manqué à trois convocations consécutives, sans motifs reconnus légitimes par le conseil. »

Indépendamment des quatre sessions ordinaires, le préfet ou le sous-préfet prescrit la convocation extraordinaire du conseil municipal ou l'autorise, sur la demande du maire, toutes les fois que les intérêts de la commune l'exigent. (Art. 24, § 1er.)

La convocation peut être également autorisée pour un objet spécial et déterminé, sur la demande du tiers des membres du conseil municipal, adressée directement au préfet, qui ne peut, en ce cas, la refuser que par un arrêté motivé, notifié aux reclamants et dont ils peuvent appeler au roi. (Art. 24, § 4.)

Aussitôt que les membres sont réunis en nombre suffisant pour délibérer, c'est-à-dire la moitié plus un des conseillers en exercice (art. 25), le président de l'assemblee (maire ou adjoint en l'absence du maire) ouvre la séance, procède à l'appel nominal et fait nommer le secrétaire au scrutin secret et à la majorité parmi ses membres, en exécution de l'art. 24, § 5. Ce secrétaire doit être *nécessairement choisi dans le sein du conseil*; le secretaire du maire ou tout autre ne peut, sous aucun prétexte, être appelé à en remplir les fonctions. Après cette élection, le maire expose quels sont les travaux de la session.

Adjonction des plus imposés. — Lorsqu'il s'agit de voter pour des depenses urgentes des centimes extraordinaires, il est adjoint au conseil municipal un nombre des plus forts contribuables de la commune, égal à celui des membres du conseil, à moins qu'il ne s'agisse d'une ville dont le revenu excède 100,000 fr., et dont les contributions extraordinaires ne peuvent être autorisées que par une loi. (LL. 15 mai 1818, art. 39 à 43; 17 juill. 1819, art. 54.)

Le conseil municipal représente les habitants; ainsi, l'assemblée générale des habitants ne peut plus avoir lieu légalement. (D. 27 mess. an IX.)

Aucune séance ne peut être publique.

§ 6. Forme et validité des délibérations. Session de mai. Réglement des recettes et dépenses.

Après que le secrétaire a été nommé, ainsi qu'il est dit ci-dessus, et que le maire a exposé la nature des travaux de la session, le conseil delibère. Dans les sessions ordinaires, il faut s'occuper de toutes les matières qui rentrent dans ses attributions.

Celle du mois de mai, avons-nous déjà dit, est consacree au réglement du budget. Pour cela, le maire doit déposer sur le bureau :

1° Le procès-verbal de vérification de la caisse du receveur municipal au 31 decembre de l'année qui vient de s'écouler;

2° Les budgets de la commune pour les exercices des deux années précédentes;

3° L'arrêté du conseil de préfecture ou l'arrêt de la Cour des comptes sur le compte du receveur municipal pour sa gestion précédente;

4° Les comptes d'administration et en deniers rendus pour la gestion précédente;

5° La correspondance administrative relative aux besoins de la commune;

6o Les propositions pour le budget de l'année suivante.

Puis il avertit l'assemblée que le premier objet de la déliberation devant être la vérification des comptes de son administration, à laquelle il ne peut assister, il y a lieu de procéder à l'election d'un président pour le remplacer. L'élection faite au scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages, il se retire.

Le conseil procède à l'examen du compte de gestion de l'année précédente, comprenant les opérations pendant les six derniers mois de la seconde annee antérieure et les six premiers mois de celle qui vient de s'écouler. L'examen doit se faire avec les pièces, et le maire être entendu dans ses explications si elles sont nécessaires.

Cet examen fait, on arrête le reglement définitif des recettes et depenses de l'examen clos, et l'excédant, soit en recettes, soit en dépenses, doit être porté, non pas ainsi que cela se pratiquait autrefois, au budget à former l'année suivante, mais ainsi que l'a régle l'ordonnance du 1er mars 1835, au budget de l'exercice de l'année pendant laquelle la clôture a lieu. A la suite de ces opérations vient la formation du budget de l'année qui suit. (V. **Budget communal.**) (V. *Journal des Conseillers municipaux*, mai 1855, p. 284).

Dans les sessions ordinaires, toute délibération d'un conseil municipal, portant sur des objets étrangers à ses attributions, est nulle de plein droit. Le préfet en conseil de préfecture déclare alors la nullité; mais le conseil peut appeler au roi de cette decision. (Art. 28.)

Sont pareillement nulles de plein droit toutes délibérations d'un conseil municipal prises hors de sa reunion legale. Le préfet en conseil de préfecture déclare l'illégalité de l'assemblée et la nullité des actes. (Art. 29.)

Ces dispositions de la loi se conçoivent aisément, car le conseil municipal est un véritable pouvoir dans la commune, et, pour prévenir les abus qu'il pourrait en faire, il faut que l'autorité administrative puisse exercer sa surveillance; en outre, representant un intérêt purement local, il ne peut délibérer que sur les objets qui regardent les intérêts propres de la commune et les seuls qui lui soient soumis par la loi.

C'est par les mêmes raisons que dans le cas de réunion extraordinaire, convoquée soit à la requête du maire, soit des membres du conseil, comme il a eté dit ci-dessus, il ne peut encore s'occuper que des objets pour lesquels il a eté spécialement assemblé. (Art. 24, § 3.)

Ces délibérations illégales peuvent, suivant les circonstances, donner lieu à la dissolution du conseil. (V. ci-dessus, § 4.)

En cas d'annulation des délibérations d'un conseil municipal par le préfet en conseil de préfecture, dans l'un des cas ci-dessus, comment doit-il être pourvu à l'exécution de l'arrêté administratif; faudra-t-il, par exemple ordonner que la délibération annulée sera radiée et biffée sur le registre des procès-verbaux? Sur cette question, le Journal des Conseillers municipaux, 235e consultation, porte que cette voie rigoureuse paraît peu conforme aux égards que les autorités administratives supérieures ne doivent jamais oublier, alors même qu'elles usent des pouvoirs conférés par la loi, dans l'intérêt de la subordination et de la hiérarchie; que si la loi n'a pas déterminé jusqu'à présent le mode d'exécution à employer dans les cas prévus par les articles 28 et 29, personne n'ignore que la Cour supérieure, lorsqu'elle casse et annule un arrêt ou jugement rendu en dernier ressort, ordonne non pas que l'arrêt ou le jugement sera radié et biffé, mais que sa propre décision sera transcrite sur les registres de la cour ou du tribunal.

C'est d'ailleurs de cette manière que dans une circonstance récente, l'autorité administrative a cru devoir agir vis-à-vis d'un conseil général de département dont elle annulait la délibération. L'ordonnance royale qui a prononcé cette annulation, par application des art. 14 et 15 de la loi du 22 juin, contenait une disposition portant «qu'elle serait inscrite en marge de la délibération annulée.»

Communication des délibérations.—Le Conseil municipal est chargé de représenter la généralité des habitants de la commune, de surveiller et de défendre les intérêts de tous. Les actes de leur gestion ne doivent donc pas rester ignorés. C'est pour cela que l'article 25, paragraphe 2, porte qu'il ne peut être refusé à aucun des citoyens, *contribuables* de la commune, communication sans déplacement des délibérations des conseils municipaux.

Exécution des délibérations.—Les délibérations du Conseil municipal, qui sont uniquement les actes par lesquels ce corps *émet son avis* sur ce qu'il convient de faire ou de ne pas faire dans l'intérêt de la commune, ne peuvent être exécutées qu'avec l'approbation de l'autorité supérieure. La seule approbation du préfet suffit, toutes les fois que les délibérations sont relatives à l'administration des biens de la commune, à des constructions, réparations ou autres travaux n'excédant pas 20,000 f.; et que les dépenses doivent être faites au moyen des revenus propres de la commune. Si ces dépenses excèdent cette somme, les plans et devis

doivent être soumis au ministre de l'intérieur ; enfin l'autorisation du roi est toujours nécessaire quand il s'agit d'acquisitions, d'aliénations, d'échanges et de baux emphytéotiques. Cette surveillance a paru necessaire afin que les délibérations fussent toujours conformes aux principes des lois et des réglements généraux de l'état. Sans cette précaution il y aurait divergence opérée par une foule de mouvements partiels qui, après avoir détruit l'harmonie générale, produiraient nécessairement le désordre et la confusion. (V. ord. du 8 août 1821.)

SECTION II.— § 1er. Attributions des Conseils municipaux.

L'autorité municipale était autrefois exercée collectivement par le maire, les officiers municipaux, et les conseils généraux des communes ; ces conseils étaient alors partie intégrante de l'autorité municipale, mais aujourd'hui que cette autorité est concentrée dans les mains du maire, un conseil municipal n'est plus une autorité, mais seulement un conseil d'examen et de délibération appelé à faire connaître les besoins de la commune et à exprimer ses vœux sur tout ce qui touche à ses intérêts ; quelquefois, mais rarement, il agit ; dans certains cas il surveille et contrôle, mais le plus souvent il ne concourt que par des avis à l'administration de la commune et toujours sauf l'approbation de l'autorité supérieure à laquelle toutes ses délibérations sont soumises. (V. ci-dessus.)

Sous ce rapport, il *delibère* 1° sur les besoins particuliers et locaux de la commune, tels que les octrois, les contributions locales et les centimes additionnels. (L. 28 pluv. an VIII, art. 15; arr., 14 therm. an X, art. 4; L. 28 avril 1816, art. 28.)

2° Sur des acquisitions, aliénations ou échanges d'immeubles ; sur les impositions extraordinaires pour dépenses locales, sur des emprunts, sur des travaux à entreprendre, et tout ce qui intéresse leur conservation et leur amélioration ; sur l'emploi du prix des ventes, des remboursements ou recouvrements.

Sur les procès à intenter ou à soutenir. (L. 14 déc. 1789, art. 54.)

3° Sur le changement du mode de jouissance des biens communaux lorsque les habitants n'ont pas profité du bénéfice de la loi du 10 juin 1793, ou même lorsque la loi ayant été exécutée, un nouveau mode de jouissance a été établi. (D. 9 brum., an XIII, art. 2 et 4.)

4° Sur le budget de la commune, et en général sur toutes les recettes et dépenses, soit ordinaires soit extraordinaires, sur les tarifs et réglements de perception de tous les revenus communaux. Sur les budgets des hospices et des bureaux de bienfaisance. (O. 31 oct. 1821.)

5° Sur la nécessité de déclarer tels ou tels chemins vicinaux nécessaires à la communication des communes ; et sur le mode le plus convenable de réparation.

6° Sur les propositions de l'administration forestière, relatives soit à l'aménagement et à l'exploitation des bois communaux, soit à la conversion en bois et à l'aménagement des terrains en pâturages. (C. for., 21 mai 1827, art. 9.)

7° Sur l'acceptation des dons et legs faits à la commune et aux établissements communaux.

8° Sur les circonscriptions relatives au territoire de la commune et au culte ; et en général sur les objets qui regardent les intérêts propres de la commune et qui sont soumis par la loi. (L. 14 déc. 1789, art. 55, 56.)

Dans d'autres cas, le conseil municipal participe concurremment avec le maire à l'administration active de la commune, c'est ainsi que 1° il doit former et arrêter l'état du passif de la commune, et indiquer les moyens d'accroître l'actif, par la location des places aux halles, par l'établissement d'un poids public, par des octrois. (Arr., 4

[1] Dans ces différentes attributions, le projet de loi, amendé en avril 1836, a établi trois classes distinctes :

I. La première comprend les réglements que le conseil a droit de faire sur certains objets, c'est-à-dire le mode d'administration des biens communaux, les conditions des baux à ferme d'une durée limitée, le mode de jouissance et la répartition des pâturages et fruits communaux, et les affouages. Or, comme ils ne concernent que le présent et qu'ils ne s'appliquent qu'à de simples jouissances qui ne peuvent ni engager un long avenir, ni compromettre les fonds de la propriété communale, ces actes sont exécutoires par eux-mêmes sans aucune approbation de l'autorité supérieure ; mais elle peut les annuler dans l'intérêt public et même sur la réclamation des parties dans un intérêt privé, et ils ne deviennent exécutoires qu'à l'expiration d'un certain délai (30 j.) pour exercer ce droit.

II. Après les délibérations portant réglement, et qui ne touchent qu'à la jouissance et au temps présent, se trouvent celles qui sont susceptibles d'engager l'avenir, ou d'altérer la fortune communale, et qui, à ce titre, ne peuvent valoir par elles-mêmes. Cette seconde classe comprend de nombreux objets, et notamment le réglement des recettes et dépenses de la commune, l'établissement de ses revenus, la disposition et l'emploi de ses immeubles. Ces délibérations ne sont exécutoires qu'avec l'approbation de l'autorité supérieure.

III. Cette dernière catégorie comprend les objets qui n'intéressent qu'indirectement la commune, dont l'initative est confiée à d'autres pouvoirs, et dont la décision appartient à l'administration, comme s'il s'agit de circonscriptions relatives au culte, de projets d'alignement, des dons ou legs faits aux hospices, des budgets des mêmes établissements, etc., etc. Dans ces différents cas, les délibérations des conseils municipaux aboutissent à de simples *avis*. (Rapp. de M. Vivien, 26 avril 1836.)

therm., an X, art. 2, 3 et 7,) par un prélévement sur la coupe affouagère.

2° Il règle le partage des affouages, pâtures, récoltes et fruits communs. (L. 28 pluv., an VIII, art. 15.)

3° Il règle la répartition des travaux nécessaires à l'entretien et aux réparations des propriétés qui sont à la charge des habitants.

4° Il détermine la rétribution que doivent fournir les parents des élèves envoyés aux écoles primaires, pour le traitement des instituteurs; désigne les enfants qui, ne pouvant payer de rétribution, reçoivent l'instruction gratuite; présente au comité d'arrondissement les candidats pour les écoles publiques. (L. 28 juin 1833, art. 14 et 20.)

5° Il vote, dans les limites fixes par la loi, les prestations soit en nature, soit en argent, et les centimes additionnels necessaires pour l'entretien des chemins vicinaux, avec l'assistance des plus imposés en nombre égal à celui de ses membres lorsqu'il s'agit de centimes extraordinaires. (Arr. 4 therm., an X, art. 6 ; LL. 28 juil. 1824, art. 1 et 4, et 21 mai 1836, art. 2.)

6° Il *approuve* le choix des gardes des bois communaux fait par le maire. (C. for., art. 94 et 95.)

Enfin il exerce une autorité de CONTROLE, lorsqu'il entend et debat le compte des recettes et dépenses municipales rendu par le maire. (L. 28 pluv., an VIII, art. 15), ou qu'il dénonce au préfet les malversations et les abus commis par ce fonctionnaire et ses préposés, et ceux que celui ci n'a ni dénoncés ni poursuivis.

De ces differentes attributions il résulte évidemment que les membres d'un conseil municipal ne sont pas des agents du pouvoir. Leur mission consiste à surveiller les intérêts de la commune; il ne peuvent donc, à moins de délégation spéciale et individuelle, par le maire ou l'adjoint dûment, empêchés exercer aucune des fonctions confiées à ces magistrats.

De ce qu'ils ne sont pas agents du pouvoir, il résulte encore qu'ils peuvent être poursuivis sans autorisation préalable. (C. d'etat, 2 déc. 1822.) (V. ci-après, § 3.)

§ 2. Attributions des conseillers municipaux individuellement. Cas où ils remplacent les maires ou adjoints.

S'il arrivait que les adjoints se trouvassent tous empêchés en même temps que le maire, l'action de l'autorité municipale ne devrait pas pour cela demeurer suspendue. (Lagarde.)

Les membres du conseil municipal, dans une telle circonstance, deviendraient, mais *momentanément*, les adjoints nécessaires des adjoints, et le droit de suppleer le maire, pour le besoin du moment, leur serait successivement devolu dans l'ordre de la liste. Ce droit leur est donné, en thèse générale, par l'art. 3 de la loi du 21 mars 1831 ; en outre il leur est spécialement attribué par la loi des 20-25 septembre 1792, titre 1, art. 4, pour les actes de l'état civil; par le décret du 30 décembre 1809, art. 4, pour les cas où il s'agit de suppléer les maires ou les adjoints non catholiques dans les conseils de fabrique ; et par l'art. 167 du Code d'instruction criminelle pour l'exercice du ministère public près le tribunal de police municipale, lorsque le maire étant malade ou empêché, l'adjoint fait les fonctions de juge de police.

Cependant il y aurait exception aux principes ci-dessus, si le conseiller municipal appelé à cette suppléance par son rang était un juge, car il cumulerait les fonctions de l'autorité municipale avec celles de l'autorité judiciaire. Il devrait donc s'abstenir en faveur de celui des membres qui le suit dans l'ordre de l'inscription.

Au surplus, ajoute M. Lagarde (*Instruction aux maires*), le premier devoir d'un membre du conseil municipal, qu'un concours d'empêchement du maire et des adjoints appellerait ainsi à l'exercice des fonctions du maire, serait d'en prévenir immédiatement le sous-préfet et de ne faire que ce qui ne pourrait être remis sans inconvénient.

Dans aucun cas enfin, le conseiller municipal qui supplée le maire ou l'adjoint ne doit perdre de vue ce principe : « que tout acte doit dans son contexte présenter la preuve de sa légalité ; qu'en conséquence, tout fonctionnaire qui agit à defaut du maire doit, dans *chacun de ses actes*, constater la cause d'où est dérivé le droit qu'il a eu d'agir ; qu'ainsi il faut que, dans tous les cas, sa signature soit précedée d'une formule indicative de cette cause, comme, par exemple : à défaut du *maire mort* ou *absent* ou *malade.* »

A défaut de ces formules, le conseiller municipal pourrait être soupçonné d'avoir usurpé les fonctions du maire, et des actes importants pourraient être frappés de nullité.

Malgré ce droit général d'agir, qui résulte, en faveur des membres du conseil municipal, des dispositions de l'art. 3 de la loi du 21 mars 1831, cependant on a prétendu que dans les communes où il n'y a pas de commissaire de police, un conseiller municipal, remplaçant le maire et l'adjoint, n'avait pas qualité pour constater par procès-verbal les contraventions de police; à l'appui

de cette doctrine, fondée d'ailleurs sur plusieurs arrêts de la cour de cassation, on citait 1° l'art 11 du Code d'instruction criminelle, qui attribue aux commissaires de police, aux maires et aux adjoints la recherche des contraventions de police et se tait sur les conseillers municipaux. 2° L'art. 14, même Code, qui dispose : « dans les communes où il n'y a qu'un commissaire de police, s'il se trouve legitimement empêché, le maire ou à défaut de celui-ci l'adjoint du maire le remplacera, tant que durera l'empêchement. »

Mais est-ce que l'induction qu'on voudrait tirer du silence de la loi ne disparait pas devant la disposition formelle de l'art. 5 de la loi du 21 mars 1831 ? D'ailleurs en adoptant le système contraire, on est conduit à ce résultat que, dans une commune où il n'y a pas de commissaire de police, et dont le maire et l'adjoint sont absents ou malades, la police judiciaire ne serait pas exercée, ou qu'elle aurait pour chefs les gardes champêtres et forestiers, auxquels il faudrait adresser les plaintes, les rapports et les dénominations. Dans le premier cas, il y aurait danger pour la sûreté publique; dans le second, le pouvoir judiciaire serait inconvenablement représenté.

Pour échapper à ces inconvénients, il faut donc reconnaître aux conseillers municipaux le droit dans les cas précités de dresser procès-verbal des contraventions, et à leurs procès-verbaux la même force que ceux du maire qu'ils représentent.

Pour plus de détails sur chacune des attributions des maires, adjoints et conseillers municipaux et les différents articles auxquels se refère l'exercice desdites attributions. (V. **Communes.**)

§ 3. Mise en jugement.

Les conseillers municipaux peuvent être poursuivis devant les tribunaux, sans autorisation préalable du Conseil d'état. Ce ne sont pas des agents du gouvernement... à moins qu'ils n'aient agi comme *remplaçants légaux* du maire et de l'adjoint, absents ou empêchés.

Mais si le conseiller municipal a agi non comme remplaçant légal du maire, mais seulement en vertu d'une délégation particulière de ce fonctionnaire, et si les fonctions déléguées rentraient dans l'exercice des pouvoirs publics, et n'avaient pas pour objet les intérêts privés de la commune, le conseiller municipal peut être poursuivi sans autorisation, en ce qu'il a procede en vertu d'une delegation nulle, la loi ne permettant pas que les fonctions du maire concernant l'exercice des pouvoirs publics, soient par lui déléguées.

Consulter : les ouvrages indiqués, v° *Commune.*

ORIGINE (**DEMANDE D'**).— C'est celle par laquelle on sollicite du trésor public les recherches propres à établir qu'une rente due par l'état était originairement la propriété de tel individu et de quelle manière il en était devenu propriétaire.

La demande d'origine n'est qu'une simple pétition. On doit donner, en tête de cette demande, copie de l'inscription, afin d'éviter toute équivoque de la part du directeur de la dette inscrite, qui met, le plus ordinairement, au bas l'attestation des renseignements qui en font l'objet.

Dans une autre acception l'origine est la qualité attribuée à certaines marchandises. (V. **Certificat d'origine.**)

OTAGES.—Une précaution de sûreté très-ancienne et très-usitée parmi les nations, est d'exiger des otages. Ce sont des personnes considérables, que le promettant livre à celui envers lequel il s'engage pour les retenir jusqu'à l'accomplissement de ce qui lui est promis. C'est là un contrat d'engagement dans lequel on livre des personnes libres au lieu de livrer des villes, des pays ou des joyaux précieux.

Le souverain qui reçoit des otages n'a d'autre droit sur eux que celui de s'assurer de leur personne, pour les retenir jusqu'à l'entier accomplissement des promesses dont ils sont le gage. Mais on se contente de la parole des ôtages. Ainsi les seigneurs anglais, remis à la France en cette qualité suivant le traité d'Aix-la-Chapelle en 1748 jusqu'à la restitution du *Cap Breton*, liés par leur seule parole, vivaient à la cour et dans Paris plutôt en ministres de leur nation qu'en otages.

La liberté seule des otages est engagée, et si celui qui les a donnés manque à sa parole, on peut les retenir en captivité. Dès que les engagements sont remplis, le sujet pour lequel les otages avaient été livrés ne subsiste plus. Ils sont libres et on doit les rendre sans délai.

OUTRAGES. — V. **Injures.**

OUVRIERS.

§ 1. Livrets. — § 2. Obligations réciproques des maîtres et ouvriers. — § 3. Coalition des ouvriers. — § 4. Juridiction.

Pour réussir à procurer l'abondance de toutes choses, il faut s'appliquer à faire en sorte qu'il y

ait un nombre suffisant d'ouvriers habiles dans chaque profession utile ou nécessaire.

Les soins attentifs du gouvernement, des réglements sages, des secours placés à propos, peuvent produire cet effet, sans user d'une contrainte toujours funeste à l'industrie.

Il faut retenir dans l'état les ouvriers qui lui sont utiles, et pour cela, leur procurer de l'occupation, ou au moins leur donner toutes les facilités nécessaires pour s'en procurer.

D'un autre côté cependant, l'intérêt de la société tout entière, et particulièrement l'interêt des manufacturiers ou maîtres qui emploient les ouvriers mérite l'attention et la surveillance immédiate des autorités : de là les précautions qui ont été prises pour empêcher les abus de confiance, et dont le but est de donner en même temps à l'ouvrier qui veut se placer une plus grande facilité de le faire, et au maître qui le prend une plus grande sécurité dans le choix des hommes dont il a besoin.

§ 1. Des livrets.

Tout ouvrier travaillant en qualité de compagnon ou garçon doit se pourvoir d'un livret.

Ce livret est en papier libre, coté et paraphé sans frais, savoir, à Paris, par un commissaire de police, et dans les autres villes, par le maire ou un de ses adjoints. Il doit contenir les nom, prénoms, âge, signalement, lieu de naissance et profession de l'ouvrier, ainsi que le nom du maître chez lequel il travaille.

Indépendamment de l'exécution de la loi sur les passe-ports, l'ouvrier est tenu, quand il voyage, de faire viser son dernier congé par le maire ou son adjoint, et de faire indiquer le lieu où il se propose de se rendre. Tout ouvrier qui voyagerait sans être muni d'un livret ainsi visé, est réputé vagabond; il peut être arrêté et puni comme tel. (Arr., 9 flim. an XII.)

Le premier livret d'un ouvrier lui est expédié :

1° Sur la présentation de son acquit d'apprentissage;

2° Sur la demande de la personne chez laquelle il a travaillé, ou enfin sur l'affirmation de deux citoyens patentés de sa profession et domiciliés, portant que le pétitionnaire est libre de tout engagement, soit pour raison d'apprentissage, soit pour raison d'obligation de travailler comme ouvrier.

Tout manafacturier, entrepreneur, et généralement toutes personnes employant des ouvriers, sont tenus, quand ces ouvriers sortent de chez eux, d'inscrire sur les livrets un congé portant acquit de leurs engagements s'ils les ont remplis. (Art. 4.)

Quelques fabricants se croient autorisés par les lois à inscrire sur le livret de ceux de leurs ouvriers dont ils sont mécontents, des notes défavorables sous le rapport des mœurs et de la probité. Ils sont dans l'erreur à cet égard. Un manufacturier n'a pas le droit d'entacher arbitrairement un individu. Si l'un de ses ouvriers est suspect d'infidelité ou s'est livré à des manœuvres tendant à désorganiser ses ateliers, il lui est libre de le traduire devant les tribunaux, seuls juges en pareille matière. Un congé qui parlerait d'un ouvrier dans des termes défavorables, lui ôterait la possibilité de trouver de l'ouvrage et le mettrait dans la nécessité de périr de misère ou de se livrer à des excès criminels pour se procurer des moyens d'existence. (Inst. min., nov. 1809.)

On doit donc, dans les congés délivrés, s'en tenir à une déclaration sur le fait de l'accomplissement des engagements précédemment contractés par le porteur du livret.

Ces principes, dictés par la raison et l'humanité tout ensemble, ont reçu de nombreuses sanctions de la justice, et les tribunaux ont toujours déclaré qu'un maître ne pouvait inscrire sur le livret de son ouvrier un certificat de congé conçu dans des termes qui pussent lui causer prejudice. (Trib. de la Seine, 14 janv. 1835.)

Le fait d'avoir employé des *ouvriers* sans demander l'exhibition de leurs *livrets*, pour s'assurer s'ils ont satisfait aux engagements qu'ils pouvaient avoir envers leur précédent maître, peut donner lieu à une condamnation en dommages-intérêts au profit de celui-ci, encore que les ouvriers soient reçus pour être occupés à des fonctions autres que celles qu'ils exerçaient d'abord. (C. cass., 19 juin 1828; L. 22 germ. an XI, art. 12.)

Mais l'infraction à cette disposition ne peut jamais donner lieu qu'à une action civile, et ne rend le maître contrevenant passible d'aucune peine. (Cass., 9 juill. 1829.)

A Paris, quelques dispositions particulières sont encore indiquées; ainsi, aux termes d'une ordonnance de police du 1er avril 1831, tout ouvrier étranger à la ville de Paris, et n'ayant pas de livret, s'en procure un sur un certificat du commissaire de police, délivré sur l'attestation de deux témoins qui constatent son idendité et sa position.

Depuis le 1er janvier 1835, lorsqu'un ouvrier sort d'une manufacture, d'une fabrique, d'un atelier ou d'une boutique, il doit faire viser son livret par le commissaire de police du quartier,

au lieu de s'adresser à la préfecture de police. (Ord. de police, 30 déc. 1854.)

§ 2. Obligations réciproques des maîtres et des ouvriers.

Outre l'obligation imposée à l'ouvrier d'avoir un livret, et au maître de le demander, ils ont encore vis-à-vis l'un de l'autre des obligations qui dérivent de leur position même.

Ces devoirs ont été réglés par la loi du 22 germinal an XI.

Aux termes de cette loi, les contrats d'apprentissage consentis entre majeurs, ou par des mineurs avec le concours de ceux sous l'autorité desquels ils sont placés, ne peuvent être résolus, sauf l'indemnité en faveur de l'une ou de l'autre des parties, que dans les cas suivants :

1° D'inexécution des engagements de part et d'autre;

2° Des mauvais traitements de la part du maître;

3° D'inconduite de la part de l'apprenti;

4° Si l'apprenti s'est obligé à donner, pour tenir lieu de rétribution pécuniaire, un temps de travail dont la valeur serait jugée excéder le prix ordinaire des apprentissages.

Le maître ne peut, sous peine de dommages et intérêts, retenir l'apprenti au-delà de son temps ni lui refuser un congé d'acquit quand il a rempli ses engagements. Les dommages et intérêts sont au moins du triple du prix des journées depuis la fin de l'apprentissage.

Nul individu employant des ouvriers ne peut recevoir un apprenti sans congé d'acquit, sous peine de dommages et intérêts envers son maître. (V. **Livrets**, § 1, *suprà*.)

Les conventions faites de bonne foi entre les ouvriers et ceux qui les emploient doivent toujours être exécutées.

En général, l'engagement d'un ouvrier ne peut excéder un an, à moins qu'il ne soit contre-maître, conducteur d'autres ouvriers, ou qu'il n'ait un traitement et des conditions stipulées par un acte exprès.

Personne ne peut jamais s'engager à vie. (C. civ., art. 1780.)

§ 3. Coalition des ouvriers.

La loi punit toute coalition de la part des ouvriers qui cesseraient de travailler ou empêcheraient leurs camarades de se rendre aux ateliers, d'un emprisonnement d'un mois au moins et de trois mois au plus. Dans le cas où cette coalition aurait été accompagnée de voies de fait, elle constitue alors un délit puni par l'art. 219 du Code pénal.

Les chefs ou moteurs sont passibles d'un emprisonnement de deux à cinq ans.

Sont encore punis de la même peine, et, d'après les mêmes distinctions, les ouvriers qui auraient prononcé des amendes, des défenses, des interdictions ou toutes prescriptions sous le nom de *damnations*, ou sous quelque qualification que ce puisse être, soit contre les directeurs d'ateliers ou entrepreneurs d'ouvrages, soit les uns contre les autres. (C. pén., art. 416.)

D'un autre côté, la loi a precisé aussi le cas où il y aurait coalition entre les maîtres pour abaisser injustement ou abusivement le salaire de leurs ouvriers. L'art. 6 de la loi du 12 germinal an XI les punit d'amende et d'emprisonnement, et le Code pénal, art. 414 à 418, a sanctionné ces dispositions.

§ 4. Juridiction.

Toutes les affaires de simple police entre les ouvriers et apprentis ; les manufacturiers, fabricants et artisans, doivent être portées à Paris devant le préfet de police (les commissaires de police dans la pratique), et dans les autres villes devant les maires.

Ils prononcent sans appel les peines applicables aux divers cas.

Les contestations relatives aux congés dus aux ouvriers sont aussi de la competence de la police administrative. (Cass., 25 juin 1812.)

Si l'affaire est du ressort des tribunaux correctionnels ou criminels, l'arrestation provisoire doit être ordonnée et les prévenus traduits devant le magistrat compétent.

Toutes les autres contestations doivent être portées devant les tribunaux auxquels la connaissance en est attribuée par les lois.

En quelque lieu que réside l'ouvrier, la juridiction est toujours déterminée par le lieu de la situation des manufactures ou ateliers dans lesquels l'ouvrier a pris du travail. (L. 22 germinal an XI.)

Les conseils de prud'hommes (V. ce mot) peuvent aussi punir d'un emprisonnement qui ne peut excéder trois jours, tout manquement grave des apprentis envers leurs maitres, tout delit tendant à troubler l'ordre de l'atelier. (D. 3 août 1810, art. 10.)

P.

PACAGE. — On entend par pacage soit *l'endroit même* destiné à faire paître les bestiaux, soit le droit de les faire paître. Sous ce dernier point de vue il se confond *avec pâturage*.

Une commune en possession d'un droit de servitude, même discontinue, notamment d'un droit de *pacage* sur le territoire d'une commune voisine, doit, aux termes de la loi du 10 juin 1793, être maintenue dans sa possession, Vainement on opposerait que, d'après l'article 691 du Code civil, les servitudes discontinues ne peuvent s'établir que par titre, car cette disposition n'a porté aucune atteinte à la législation communale résultant de la loi de 1793. (Cass., 6 août 1832.)

Les questions de droit de pacage dans les forêts de l'état sont du ressort des tribunaux ordinaires, et les decisions prises par le ministre des finances sur l'exercice de ces droits sont de simples instructions, qui ne peuvent jamais faire obstacle à ce que les tribunaux prononcent sur le fonds. (Cons. d'état 16 fév, 1832.) (V. **Bois et forêts, pâturages, Usages**, etc.)

PAIRS. — **V. Chambres législatives, chapitre II.**

PASSAGE. — **V. Bois et forêts, Code forestier, art. 69.**

PAPE.—Ce mot, qui vient du grec, et signifie aïeul ou père des pères, fut originairement commun à tous les prêtres. Ce ne fut que vers la fin du onzième siècle que Grégoire VII, évêque de Rome, en un concile tenu dans cette ville, fit ordonner que le nom de pape demeurerait au seul évêque de Rome ; ce que l'usage a autorisé en Occident, car en Orient on donne encore le même nom aux simples prêtres.

D'après les vrais principes catholiques, le pouvoir souverain en matière spirituelle réside dans l'Église et non dans le pape; de même que d'après les principes de notre politique, la souveraineté en matière temporelle réside dans la nation, et non dans un magistrat particulier. Rien n'est arbitraire dans l'administration catholique ; tout doit s'y faire par conseil, c'est-à-dire en conseil œcuménique ou assemblée du clergé. L'autorité du pape n'est que celle d'un chef, d'un premier administrateur qui exécute, et non celle d'un maître qui veut et qui propose ses volontés comme des lois. (Portalis.)

Elle se manifeste par des *bulles* et par des *brefs* lorsque l'affaire dont il s'agit est peu importante.

Nous ne nous occuperons du pouvoir des papes que pour rappeler que, malgré toute l'étendue de leur autorité sur les affaires ecclésiastiques, elle ne peut porter aucune atteinte aux anciennes coutumes et aux usages de l'Église gallicane. (V. **Libertés de l'Église gallicane.**)

Les papes ont des officiers ecclésiastiques qu'on appelle *légats du saint-siége*, qu'ils envoient dans les divers pays catholiques, lorsque le cas le requiert, pour les représenter et y exercer leur juridiction.

Ces légats sont de trois sortes, savoir : 1° des légats *à latere*, qui sont des cardinaux ; le pouvoir de ceux-ci est le plus étendu ; 2° des légats qui ne sont ni *à latere* ni cardinaux, appelés *legati missi* ; 3° des légats nés.

Outre les légats, les papes ont des nonces et des internonces, qui, dans quelques pays, exercent aussi une certaine juridiction ; mais en France ils ne sont considérés que comme les ambassadeurs des autres souverains. (V. **Culte.**)

Consulter : *De l'autorité des papes*, par de Burigny.

PARCOURS ET VAINE PATURE.

§ 1. Nature et étendue des droits de parcours et de vaine pâture. — § 2. De l'exercice des droits de parcours et vaine pâture. — § 3. Rachat, restriction, extinction des droits de parcours et vaine pâture. — § 4. Contestations et compétence.

Le parcours est une servitude en vertu de laquelle les habitants de deux communes voisines peuvent réciproquement envoyer leur bestiaux pacager d'un territoire sur l'autre. Le parcours de commune à commune s'appelle aussi *compascuité*.

La vaine pâture est le parcours lorsqu'il ne s'exerce qu'entre les habitants d'une même commune.

§ 1° Nature et étendue des droits de parcours et de vaine pâture.

La loi du 28 septembre 1791 a aboli les droits de parcours et de vaine pâture considérés comme servitudes légales; mais elle les a maintenus considérés comme servitudes conventionnelles, établies soit par titres, soit par une possession immémoriale, ou autorisées par la loi et les usages locaux.

Le droit de parcours et de vaine pâture ne peut s'exercer que dans les limites tracées par la loi; c'est-à-dire :

Sur les grands chemins;

Les chemins communaux et vicinaux;

Les prés après la fauchaison, si le propriétaire ne s'est pas réservé la deuxième herbe;

Sur les guérêts, jachères et terres en friche;

Dans les bois *défensables*, et, en général, sur tous les héritages où il n'y a ni semences, ni fruits, et qui, par la loi ou l'usage du pays, ne sont pas en défense.

Les endroits clos, de quelque nature qu'ils soient, sont toujours exceptés.

Dans aucun cas et dans aucun temps, le droit de parcours et de vaine pâture ne peut s'exercer sur les *prairies artificielles*, et ne peut avoir lieu sur aucune terre ensemencée ou couverte de quelque production que ce soit, qu'après la récolte. (L. de 1791.)

Partout où les prairies naturelles sont sujettes au parcours ou à la vaine pâture, ils ne peuvent avoir lieu que dans le temps autorisé par les lois ou coutumes, et jamais tant que la première herbe n'est pas récoltée.

§ 2. De l'exercice des droits de parcours et de vaine pâture.

Tous les habitants d'une commune ont droit au parcours et à la vaine pâture; c'est un droit général à tous, et non spécial à aucun en particulier. (Cass. 16 niv. an XIII; C. Paris, 27 août 1812.)

Ce droit de parcours et de vaine pâture est comme les droits d'usage incessible et incommunicable; en conséquence, celui qui n'a pas de bestiaux à lui ne peut vendre ou aliéner son droit à un autre pour l'en faire jouir. (V. Denisart, Merlin, Cappeau, tome I, page 92.) De même encore celui qui possède des bestiaux, mais seulement à titre de gardien, et pour les élever et les nourrir, ou qui en fait le commerce, ne participe pas à leur égard au bénéfice de la vaine pâture; et, comme conséquence de ce principe, les conducteurs de bestiaux ne peuvent les faire pacager sur les terrains de conduite alors même qu'ils sont soumis au parcours ou à la vaine pâture.

Les conseils municipaux des communes sont spécialement chargés de régler tout ce qui concerne l'usage de la vaine pâture et du droit de parcours. (Cass., 21 av. 1827.)

La loi les charge spécialement de déterminer le nombre de bestiaux que chaque particulier peut y mettre, dans les proportions du terrain par lui possédé. (Cass. 4 juin 1824.)

Il semblerait résulter de cette disposition confirmée par la jurisprudence, qu'il n'y a que les propriétaires de terrain qui ont droit d'envoyer des bestiaux au parcours ou à la vaine pâture. Cependant on a compris que cette prohibition absolue avait pour résultat immédiat de priver de ces droits, ceux-mêmes qui en ont le plus besoin; aussi à côté du principe se trouve la dérogation. Néanmoins (dispose l'art. 14 de la loi de 1791) tout chef de famille domicilié qui ne serait ni propriétaire ni fermier d'aucun des terrains sujets au parcours ou à la vaine pâture, et le propriétaire et le fermier à qui la modicité de leur exploitation n'assurerait pas l'avantage de ces droits, pourront mettre sur les terrains, soit par troupeau séparé, soit en troupeau en commun, jusqu'au nombre de six bêtes à laine avec une vache et son veau, sans préjudice de leurs droits sur les terres communales, et sans rien innover aux lois, coutumes ou usages locaux et de temps immémorial qui leur accorderaient un plus grand avantage. (L. de 1791, art. 14.)

Lorsqu'un fermier ou propriétaire non domicilié dans une commune y possède des terrains suffisants pour y avoir un droit de parcours, il a la faculté d'envoyer en troupeau commun, ou d'envoyer en troupeau séparé le nombre de têtes de bétail proportionné à son exploitation.

Nous avons dit que l'autorité municipale était

seule chargée de régler l'usage du droit de parcours et de vaine pâture, en ce sens que les arrêtés pris par une commune obligent tous ses habitants ; mais ces mêmes arrêtés seraient sans force et sans autorité pour obliger les habitants de l'autre commune. (Cass., 20 nov. 1825.)

L'autorité municipale a le droit de veiller à ce que l'exercice du droit de parcours ne soit pas préjudiciable aux bestiaux qui y sont conduits. Ainsi, dans le cas où un propriétaire, conformément à l'article 190 de la loi de 91, aurait fait la déclaration que son troupeau se trouve attaqué d'une maladie contagieuse, elle doit assigner un endroit particulier pour le pâturage du troupeau ainsi que le chemin pour l'y conduire. (V. **Epizootie.**)

Dans les pays de parcours et de vaine pâture, les troupeaux peuvent être réunis en commun, sous la garde d'un seul pâtre, et les dépenses que cette garde nécessite sont payées par tous les propriétaires, proportionnellement au nombre des bêtes qu'ils possèdent ; mais ce n'est là qu'une faculté laissée aux propriétaires, et ils peuvent toujours renoncer à cette communauté et faire garder, par troupeau séparé, un nombre de têtes de bétail proportionné à l'étendue de leurs terres. (L. 1791 art. 12.) Dans ce cas, il ne sont pas tenus contribuer aux frais du troupeau commun. (Cass. 4 juil. 1821.)

§ 3. Rachat, Restriction et extinction des droits de parcours et de vaine pâture.

Entre particuliers tout droit de vaine pâture fondé sur un titre, même dans un bois, est rachetable à dire d'experts, suivant l'avantage que peut en retirer celui qui a ce droit s'il n'est pas réciproque, ou eu égard au désavantage que peut avoir un des propriétaires à perdre la réciprocité si elle existe.

Le rachat n'est de droit qu'entre particuliers, et un arrêt de cassation du 7 janvier 1827 a décidé que le rachat ne pourrait être demandé vis-à-vis d'une commune.

Entre particuliers, entre communautés, entre communautés et particuliers, le *cantonnement*, c'est-à-dire la limitation à une partie désignée, peut toujours être demandé. (V. **Usage.**)

Le droit de parcours ou de vaine pâture s'éteint 1° *par la prescription* ; 2° par la clôture des héritages qui y *étaient soumis*.

La servitude de parcours et de vaine pâture établie par titre s'éteint par le non usage pendant trente ans, nonobstant les dispositions les plus expresses des anciennes coutumes. (C. civ., art. 688, 706,707 ; Proudhon, 3674.)

Le droit de clore et de déclore ses héritages, résultant essentiellement de celui de proprieté, ne peut être contesté à aucun propriétaire, ainsi le droit de parcours et de vaine pâture ne peut en aucun cas empêcher les propriétaires de clore leurs heritages, et tout le temps qu'un héritage est clos, il ne peut être assujetti ni à l'un ni à l'autre de ces droits.

Un héritage est réputé clos lorsqu'il est entouré d'un mur de quatre pieds de hauteur, avec barrière ou porte, ou lorsqu'il est exactement fermé et barricadé de palissades ou de treillages, ou d'une haie vive ou d'une haie sèche, ou cordele avec des branches, ou de toute autre manière en usage de faire les haies dans chaque localité, ou enfin d'un fossé de quatre pieds de large au moins à l'ouverture et de deux pieds de profondeur ; il faut remarquer que le mauvais état de la clôture ne peut en changer la nature. (Cass., 28 prair. an VIII.)

La clôture affranchit de même du droit de vaine pâture réciproque ou non réciproque entre particuliers, si ce droit n'est pas fondé sur un titre.

Quand un propriétaire de pays de parcours ou de vaine pâture clôt une partie de ses propriétés, le nombre de têtes de bétail qu'il peut continuer d'envoyer dans le troupeau en commun, ou par troupeau séparé sur les terres particulières des habitants de la commune, doit être restreint proportionnellement.

La commune dont le droit de parcours sur une commune voisine se trouve restreint par des clôtures, ne peut prétendre à cet égard aucune indemnité, même dans le cas où son droit serait fondé sur un titre. Mais elle a le droit de renoncer à la faculté réciproque qui résultait de celui de parcours entre elle et la commune voisine.

Ces règles sont applicables au cas où le droit s'exerce sur la proprieté d'un particulier.

§ 4. — Contestations et compétence.

Toutes les contestations sur les droits de parcours entre communes, ou entre communes et particuliers, ou entre particuliers, sont de la compétence exclusive des tribunaux ordinaires. (C. d'état, 25 fév. 1815 ; 22 juillet 1818.)

S'il s'agit, au contraire, de faire des modifications ou changements aux réglements sur l'exercice du droit, la matière est administrative, aux termes du décret du 9 brumaire an XIII, et de l'avis du Conseil d'état du 16 mai 1808, et l'administration est seule compétente, même en cas de transaction, puisqu'elle seule peut autoriser la

transaction, aux termes de l'article 2045 du Code civil.

Les contestations entre les communes sur le droit de parcours peuvent être soumises au préliminaire de conciliation, et le juge de paix qui a statué par cette voie sur une semblable matière n'a pas excédé sa compétence.

Les delits de parcours ou de vaine pâture sont de la competence des tribunaux de police; mais les tribunaux de police doivent surseoir à prononcer lorsque, le delit consistant, par exemple, dans un fait de parcours sur un terrain en etat de clôture, le prevenu soutient avoir agi dans l'exercice d'un droit qui lui appartient, jusqu'à ce que les tribunaux civils, seuls compétents, aient décidé cette question préjudicielle. (Cass., 20 novem. 1823.)

Dans le cas de contestations entre communes, les habitants auxquels appartient un droit de parcours ou de vaine pâture n'ont point qualité pour réclamer individuellement. Ces droits, etant communaux, ne peuvent être exercés que par le maire au nom de la commune, et dans les formes determinees. (V. **Commune, Régl. municipaux, Bois et forêts, Pâturage, Usages com.**) (Cass. 2janvier 1811. Merlin, tome 16, page 466.)

A consulter : *Législation de la vaine pâture*, par L. Pasquier, 1824; in-8°. — *Rapport sur la suppression du parcours et de la vaine pâture*, par M. Gillon, député. Séance du 17 juin 1836.

PARLEMENTAIRE. — On désigne par ce mot, le heraut d'armes, officier militaire, ou individu quelconque, fondé des pouvoirs nécessaires en temps de guerre, par l'une des puissances ennemies, pour faire des propositions de paix, de trève ou de suspension; soit même pour convenir simplement de certains faits que la loyauté ne doit pas laisser ignores. Les parlementaires ont droit à toute espèce d'égards; leur personne est sacrée.

Ainsi on ne pourrait dans un port français arrêter, pour contravention prétendue aux lois sur les douanes, le capitaine d'un vaisseau parlementaire sans un ordre du gouvernement. Le juge qui méconnait ce principe se rend coupable d'arrestation arbitraire. (L. 15 vend. an II; Cass., 29 therm. an VIII; S. 1, 2, 475.)

PAROISSE. — C'est le nom par lequel on désigne un certain territoire dont les habitants sont soumis pour le spirituel à la conduite du curé.

On donne aussi le nom de paroisse à l'église paroissiale : autrefois il désignait tous les habitants d'une paroisse pris collectivement, c'est-à-dire les communautés d'habitants; mais il est dit dans la loi du 20 janvier 1790 que les villes, villages paroisses et communautés se réunissent pour ne former qu'une seule et même municipalité dont le chef-lieu sera indiqué par la situation du clocher. C'étaient les registres de paroisse qui autrefois constataient l'état civil.

Les droits des paroisses sont entre autres que chacun doit être baptisé, marié et inhumé dans la paroisse où il demeure. (V. **Communes, Culte.**)

PARTAGES COMMUNAUX. — V. **Communes.** Section des **Biens communaux.**

PASSAGE. — Le droit de passage est le plus souvent une servitude dont les effets et l'étendue sont reglés par le Code civil, art. 682 et suivants; cependant il est accordé en certains cas par la loi, dans l'intérêt public.

Ainsi 1° les concessionnaires des mines obtiennent les passages nécessaires à leur exploitation. (LL. 27 juillet 1791 et 21 avril 1810.) (V. **Mines.**)

2° Ceux qui travaillent au dessèchement des marais ont les droits de passage que nécessitent leurs opérations. (L. 16 sep. 1817.) (V. **Marais.**)

3° Si la voie publique est devenue momentanément impraticable, par quelque cause que ce soit, le propriétaire riverain doit donner passage sur son fonds, mais il doit être indemnisé par la commune, si c'est un chemin vicinal, ou par tous ceux qui doivent contribuer à la réparation du chemin, si l'entretien est à la charge des particuliers. (L. 6 oct. 1791; tit. 2, art. 41.) (V. **Voirie.**)

V. Aussi C. pénal, art. 471, n° 13 et 14, art. 475, n° 9, 10.

PASSAVANT. — Certificat qui constate qu'une marchandise peut passer sans payer droit. (V. **Boissons, Douanes et Octrois municipaux.**)

Le passavant diffère du congé en ce que le premier autorise un propriétaire de boissons à les transporter pour son propre compte, tandis que le congé se délivre pour le transport des boissons en cas de vente.

Le passavant comme le congé doit être représenté aux préposés, sur la route, à toute réquisition.

PASSE-DEBOUT. — On nomme passe-debout le permis dont doit se munir le conducteur de boissons qui veut les introduire dans un lieu sujet aux droits d'entrée sans payer les droits, et pour traverser ce lieu seulement. (V. **Boissons**, L. 28 avril 1816, art. 4, et **Octrois.**)

PASSE-PORTS.

§ 1. Passe-ports pour l'intérieur.—§ 2. Passe-ports pour l'étranger.—§ 3. Passe-ports étrangers.—§ 4. Passe-ports des indigents. — § 5. Des feuilles de route. — § 6. Des faux commis dans les passe-ports et feuilles de route.

Le passe-port est l'acte dont chacun doit se munir pour voyager, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur, sous la protection des lois et de l'autorité.

C'est en même temps une mesure qui intéresse la société et l'individu.

La société, parce qu'il est indispensable pour l'ordre que l'autorité administrative puisse connaître positivement tous les individus ou qui voyagent à l'intérieur, ou qui entrent ou qui sortent du royaume.

L'individu, parce que le passe-port garantissant son individualité lui permet d'aller librement partout où il veut, et lui donne même au besoin le droit de requérir aide et protection. (V. *suprà*.)

La législation sur les passe-ports a cela de remarquable qu'elle se compose encore actuellement de lois et décrets, qui tous avaient été votés comme provisoires, et devaient être abrogés avec les circonstances qui les avaient provoqués, et lorsque la sûreté publique serait suffisamment établie.

Telles sont les lois des 18 février et 29 juillet 1792, 26 février 1795.

Le titre 8 de la loi du 10 vendémiaire an IV, concernant la police des communes, et qui réorganisait la législation des passe-ports, porte aussi, art. 1er, que les mesures prises ne l'étaient que jusqu'à ce qu'il en eût été autrement ordonné.... Néanmoins ces lois, avec celle du 26 vendémiaire an VI, et le décret du 18 septembre 1807, ont continué de subsister et forment la base de la législation actuelle.

Les formalités prescrites pour la délivrance des passe-ports varient suivant les personnes, les positions, et la nature des voyages. Nous traiterons donc séparément :

Des passe-ports pour l'intérieur ;
Des passe-ports pour l'étranger ;
Des passe-ports étrangers ;
Des passe-ports pour les indigents.

Enfin nous parlerons, comme complément de la matière, des *feuilles de route* qui, en certaines circonstances, et pour certaines personnes, remplacent les passe-ports.

§ 1. Des passe-ports à l'intérieur.

Toute personne qui veut voyager dans le royaume est tenue de se munir d'nn passe-port ; nul ne peut, dispose l'art. 1 de la loi du 10 vend. an IV, quitter le territoire de son canton, ni voyager, sans être muni d'un passe-port signé par les officiers municipaux de la commune.

Tout individu voyageant, et trouvé hors de son canton sans passe-port, est mis sur-le-champ en état d'arrestation et détenu jusqu'à ce qu'il ait justifié de son domicile (art. 6) ; à défaut de cette justification dans les 20 jours, il est réputé vagabond, sans aveu, et traduit comme tel devant les tribunaux compétents.

Cette disposition de la loi, dictée par les circonstances, n'est en réalité pas mise strictement à exécution, mais cependant peut l'être dans des positions particulières.

Les passe-ports doivent toujours désigner les lieux où les individus qui en sont porteurs veulent se rendre. (L. 28 vend. an VI.) En conséquence, les voyageurs qui, par suite de circonstances nouvelles, changent le but de leur voyage, sont tenus de faire changer sur leurs passe-ports l'indication des lieux où ils veulent se rendre. Et pour ce, ils doivent se présenter devant l'autorité municipale du lieu où ils se trouvent. Quiconque a perdu son passe-port doit en faire la déclaration à la municilité du lieu où il se trouve ; si les renseignements qu'il donne paraissent suffisants, il lui en est délivré un nouveau.

A Paris, la déclaration se fait devant le commissaire de police.

Tous les voyageurs qui arrivent à Paris sont tenus, dans les trois jours de leur arrivée, de déclarer, devant l'autorité municipale de leur arrondissement, leur noms, profession et domicile, et d'exhiber leurs passe-ports. (L. 27 vent. an IV.) Indépendamment de cette déclaration, les habitants domiciliés qui logent un étranger sont tenus d'en faire la déclaration dans les vingt-quatre heures.

Lorsque des bâtiments entrent dans un port du royaume, l'officier commandant le port doit conduire les passagers devant l'administration municipale du lieu, qui vérifie leurs passe-ports et prend à leur égard les mesures de surveillance prescrites par les lois.

Les voyageurs sont tenus d'exhiber leurs passe-ports à toute réquisition qui peut leur en être faite par les autorités municipales, la gendarmerie et autres agents de l'autorité publique. (L. 10 vend. an IV.)

Toutes les formalités que nous venons d'indiquer sont de rigueur. Cependant elles ne doivent pas dégénérer en vexations inutiles ; et il est de principe que les erreurs ou négligences qui peuvent quelquefois se glisser dans la délivrance des

passe-ports et dans les visas qui y doivent être apposés, sont laissées à l'appréciation des autorités locales, dont le devoir, dicté par la prudence et la justice, est toujours de les rectifier et non pas de les faire payer par une rigueur inutile aux individus qu'elles peuvent arrêter.

Les passe-ports sont exclusivement délivrés par les maires des communes (Paris excepté), qui sont tenus d'en tenir un registre spécial.

Tout passe-port contient le signalement de l'individu qui en est porteur, sa signature, ou la déclaration qu'il ne sait pas signer. Il doit être renouvelé tous les ans. (L. 10 vend. an IV, art. 6.)

Les passe-ports sont donnés individuellement et, comme nous l'avons déjà dit, doivent désigner les lieux où les voyageurs veulent se rendre. Ils ne peuvent être délivrés que sur un papier fabriqué spécialement à cet effet et sur un modèle uniforme, conformément au décret du 18 septembre 1807.

Le prix des passe-ports à l'intérieur, y compris les frais de timbre, est de 2 fr. seulement, sans qu'il puisse être exigé aucun autre droit.

Les autorités chargées de la délivrance des passe-ports ne doivent pas en donner :

1° Aux jeunes soldats qui ont à se pourvoir de *feuilles de route*;

2° Aux personnes placées sous la surveillance de la haute police, qui ne peuvent se déplacer que par l'autorisation du ministre de la justice qu'elles demandent par l'intermédiaire du préfet;

3° A ceux qu'ils ne connaissent pas, à moins qu'ils ne soient assistés de deux témoins connus;

4° Aux mineurs, interdits, femmes mariées, sans le consentement du tuteur, curateur ou mari;

5° Et aux domestiques, sans le consentement du maître.

Une lettre du ministre de l'intérieur au préfet de police, du 10 avril 1829, sur les oppositions à la délivrance des passe-ports, décide en outre que, la faculté de voyager étant de droit commun, les passe-ports ne peuvent être refusés à ceux qui ne sont point l'objet de poursuites judiciaires; mais que cependant, en matière commerciale, on doit s'abstenir de délivrer un passe-port lorsqu'une tierce-personne s'y oppose en vertu d'un jugement qu'elle aurait obtenu et qui emporterait contrainte par corps contre son débiteur.

§ 2. Des passe-ports pour l'étranger.

Les passe-ports pour l'étranger, plus encore que ceux à l'intérieur, ont dû subir des variations nombreuses, suivant les circonstances.

Successivement interdits par la loi du 28 juin 1791, autorisés par celle du 28 mars 1792, interdits de nouveau avec quelques modifications par les lois du 28 juillet et 7 décembre suivants, ils ont enfin été régularisés par la loi du 14 ventose an IV et un arrêté du gouvernement du 29 ventose an VIII.

Aujourd'hui, les passe-ports pour aller à l'étranger ou dans les colonies françaises sont délivrés, dans les départements, par les préfets sur l'avis motivé des maires; à Paris, par le préfet de police sur l'avis motivé du commissaire de police du domicile du requérant. (L. 14 vent, an IV.)

Pour obtenir un passeport à l'étranger, le requérant doit se présenter à la mairie, ou à Paris devant le commissaire de police avec deux témoins.

Il remet une pétition adressée au préfet, énonciative de la demande et des motifs; et, au bas de cette pétition, le maire ou le commissaire inscrit le certificat qu'il délivre sous le cautionnement de deux témoins. (L. 14 vent. an IV.)

Les passeports pour les colonies françaises sont delivrés par les préfets sur des formules de passeports à l'intérieur : ils sont soumis ordinairement à la formalité du visa d'embarquement, qui est apposée soit par le ministre de la marine, soit par les administrateurs des ports. (Circul. de l'int., 15 déc. 1819.)

L'ordre de départ tient lieu de passe-port à ceux qui passent dans les colonies comme fonctionnaires publics ou employés. (Arr. 19 vend. an VIII.)

A Paris, le préfet de police remplace le préfet du département. (Arr. 3 brum. an IX.)

Les préfets dans les départements, comme nous l'avons dit, sont autorisés à délivrer des passe-ports à l'étranger sans l'autorisation préalable du ministre de l'intérieur : il leur suffit de lui en donner avis en lui adressant un état indicatif des noms, prénoms, âge, domicile, profession et destination des demandeurs. Ils doivent toutefois s'abstenir d'en donner aux personnes qui se trouvent dans les positions suivantes, si elles ne justifient pas quelles sont autorisées par qui de droit :

1° Les mineurs doivent produire le consentement de leurs parents ou tuteurs;

2° Les femmes, le consentement de leurs maris;

3° Les comptables et dépositaires de deniers publics, une permission de leurs chefs respectifs;

4° Les militaires en retraite et en disponibilité, un congé du ministre de la guerre ou de l'officier supérieur commandant la division dans laquelle ils résident.

Si des individus étrangers au département ré-

clament des passe-ports pour l'étranger, les préfets doivent s'adresser pour avoir des renseignements au préfet du département où ils déclarent avoir leur domicile, ou même faire droit sans délai à leur demande sur l'attestation de deux administrés offrant les garanties convenables.

Quant aux étrangers qui ne sont pas naturalisés, *ou qui ne justifient pas d'une autorisation légale* de résider en France, on doit les renvoyer à se pourvoir devant un agent diplomatique de leur nation. Néanmoins, s'ils ne pouvaient s'en faire reconnaître, ou s'ils voulaient éviter les retards et les frais d'un déplacement, les préfets ont aussi la faculté de leur delivrer des passe-ports sur formules à l'intérieur, sur l'attestation de deux témoins bien connus. (Circ. de l'int., 11 mars 1828.)

Ces formalités ne sont pas les seules qui soient nécessaires.

La faculté de voyager est bien de droit commun; cependant, à l'extérieur, elle est essentiellement subordonnée à la volonté et à l'autorisation des puissances dont on veut parcourir les états.

Chaque nation est libre d'exiger des étrangers qui viennent les visiter des garanties en rapport avec ses craintes, ses mœurs ou sa législation, car c'est ici une mesure d'ordre public, et il est de principe chez toutes les nations que ces mesures obligent tous ceux qui se trouvent sur le territoire.

Ainsi, plusieurs puissances étrangères exigent que les passe-ports délivrés par les autorités françaises soient de plus visés par les agents diplomatiques ou consulaires qui résident dans le pays de départ.

Faute de ce visa, les voyageurs ne pourraient être admis à voyager, et l'omission de ces formalités les exposerait à être arrêtés aux frontières.

Il est donc du devoir de l'autorité d'avertir de ces dispositions les personnes auxquelles elle délivre des passe-ports pour ces contrées.

Une circulaire ministérielle, du 24 juin 1829, a donné les règles à suivre dans ce cas.

Si les personnes auxquelles les passe-ports ont été délivrés ne peuvent se procurer ces visas sans un trop grand deplacement, les préfets doivent les expédier au ministre qui veille alors à ce que ces formalités soient accomplies aux ambassades [1].

§ 3. Des passe ports étrangers.

Si la loi a pris des mesures sévères pour garantir la sûreté publique en obligeant les regnicoles à se munir de passe-ports soit à l'intérieur, soit à la sortie du royaume, elle doit à plus forte raison se montrer difficile à l'entrée du royaume.

Il peut se présenter deux cas :

Ou l'individu qui arrive en France est Français et muni d'un passe-port étranger;

Ou bien, il est étranger et muni d'un passe-port du pays d'où il vient.

Dans le premier cas, il est tenu de faire sa déclaration devant l'autorité compétente, et ne peut continuer son sejour sans une permission expresse du ministre de l'intérieur. (Arr. 25 thermidor an VIII.)

Dans le second, l'étranger qui arrive dans un port ou dans une ville frontière doit déposer son passeport à la municipalite ou à la préfecture.

Ce passe-port est de suite transmis au ministre de l'intérieur, et il lui est donné en échange une carte de sûreté provisoire. Jusqu'à la décision ultérieure, il reste en surveillance. (L. 25 messidor an II; Arr. 4 niv. an V.)

Ces mesures ne sont point applicables indistinctement à tous les voyageurs étrangers.

Ainsi, les courriers et chargés de missions auprès du gouvernement, les négociants voyageant pour leurs affaires, peuvent immédiatement continuer leur route, en la désignant à l'avance. Une copie collationnée du passe-port est toutefois immédiatement transmise au ministre. (L. 25 mess. an II, art. 10.)

Tout étranger voyageant en France, sans mission reconnue ou avouée, est toujours sous la surveillance de l'autorité; ses passe-ports peuvent toujours lui être retirés avec ordre de sortir. (L. 28 vend. an IV.) (V. **Étrangers.**)

§ 4. Passe-ports des indigents.

Si un indigent est hors d'état d'acquitter le prix d'un passe-port, il peut, lorsque son indigence est constatée, en obtenir un gratuitement. (Av. C. d'état; 22 déc. 1811.)

Les porteurs de ces passe-ports reçoivent, de dix lieues en dix lieues, le secours déterminé par

[1] Les formalités de visa sont impérieusement requises pour les voyageurs qui se rendent notamment en *Autriche*, *Bavière*, *Hollande*, *Prusse*, *Confédération germanique* et *Brésil*.

Pour l'*Autriche*, les passe-ports doivent être visés par la légation d'Autriche. Cette formalite est de rigueur. Le visa d'un consul autrichien ne peut en aucun cas suppléer celui de l'ambassadeur. Les passe-ports doivent de plus indiquer, d'une manière speciale, *le lieu* de la destination; la désignation générale pour voyager en Autriche serait insuffisante.

Pour la *Prusse*, les voyageurs, outre le visa de la légation prussienne dont ils doivent justifier, sont tenus de prouver qu'ils ont des moyens d'existence. Dans l'impossibilite de fournir cette preuve, l'entrée du royaume leur est interdite. (Avis de la préfecture de police. Trebuchet, *Dict. de pol.*)

la loi, c'est-à-dire 15 cent. par lieue : c'est devant les maires qu'ils doivent se présenter pour en toucher le montant. Mention de ce paiement doit être faite au dos du passe-port. Les communes sont ensuite remboursées sur l'ordonnance des préfets.

Le principe des passe-ports *gratis* pour les indigents se trouve consigné dans les lois des 30 mai et 13 juin 1790.

C'était une mesure d'ordre, dont le but avait été d'abord d'eloigner les mendiants, mais qui amena bientôt des abus, parce que des hommes qui n'étaient pas dans le besoin s'en firent delivrer pour profiter des 15 cent. par lieue qu'il leur procurait.

Cet abus dura assez longtemps. Mais enfin des circulaires ministerielles, notamment celles du 22 juin 1819 et 22 novembre 1825, tracèrent des règles pour l'empêcher.

Les formules de passe-ports aux indigents sont remises sur la présentation des certificats donnés par les maires, les sous-préfets ou préfets. (Circ. int., 5 fév. 1835.)

Les passe-ports sont délivrés par les préfets, qui doivent en informer le ministre, et les préfets des départements à parcourir.

L'indigent doit, à la fin de son voyage, faire remise de son passe-port qui cesse d'être valable.

Le passe-port pour cause d'indigence, avec ou sans indemnité de route, indique le motif du voyage du porteur et contient l'itinéraire qu'il doit suivre pour arriver à sa destination.

Si des circonstances imprévues exigent un changement de direction, les fonctionnaires qui l'autorisent font connaître par leurs visas les causes qui l'ont déterminé.

C'est aux prefets seuls, comme nous l'avons dit, qu'appartient le droit de delivrer des passe-ports gratuits avec secours de route. Tout acte de cette nature délivré par une autre autorité ne serait pas valable. (Circul. de l'int., 22 nov. 1823, 25 oct. 1833.)

Les secours de route ne s'accordent pas à tous les membres indistinctement des familles pauvres et qui obtiennent des passe-ports gratuits; quelque nombreuse que soit la famille, le père, la mère et un seul enfant ont droit au secours de 15 cent. par lieue. Cette mesure, recommandée par la circulaire precitée, a pour but de faire disparaître une source d'abus qu'il est facile d'apercevoir.

§ 5. Des feuilles de route.

Les feuilles de route remplacent les passe-ports :
1° Pour les militaires;
2e Pour les condamnes libérés.

Les feuilles de route sont délivrées aux militaires voyageant en corps ou isolément, en formules imprimées qui contiennent l'extrait des réglements sur la marche des troupes et militaires, et indiquent les lieux de passage par *cases*, dans lesquelles les sous-préfets et les maires insèrent les mentions des visas et des fournitures.

Les maires n'ont pas la faculté de délivrer des passe-ports ou feuilles de route aux officiers en non activité, à moins de l'autorisation du préfet pour les passe-ports et du commandant de la division militaire pour les feuilles de route. (Circ. 21 mai 1821.)

Les militaires qui ne seraient pas porteurs de feuilles de route ou de congés en bonne forme, peuvent être arrêtés par les agents de la force publique. (O. 21 oct. 1821, art. 179.)

Il en est de même pour les condamnés libérés.

§ 6. Des faux commis dans les passe-ports et feuilles de route.

Le Code pénal, dans ses art. 153 et suivants, établit une législation à part sur la falsification des passe-ports et feuilles de route.

Tant que les délits ne nuisent pas à autrui, il ne les punit que d'une peine légère : elle est aggravée dès que l'intérêt d'un tiers ou celui du gouvernement est lésé par ces manœuvres.

Ainsi le fabricateur d'un faux passe-port, celui qui falsifie un passe-port originairement véritable, ou qui fait usage d'un passe-port fabriqué ou falsifié, est puni d'un emprisonnement de un à cinq ans. C'est un faux pourtant, mais ce faux ne suppose pas le même dégré de perversité dans son auteur que les autres faux caractérisés par la loi.

Celui qui prend un nom supposé dans un passe-port, ou qui concourt comme témoin à faire délivrer un pareil passe-port, est aussi puni d'un emprisonnement, mais pour un temps beaucoup moindre (de trois mois à un an).

La même peine diminue encore lorsqu'il s'agit de l'appliquer à un officier public qui délivre un passe-port à une personne qu'il ne connait pas, sans s'être fait attester cette connaissance (un mois à six mois); mais elle est aggravée si l'officier public est instruit de la supposition du nom (bannissement).

La peine de l'emprisonnement (un an à cinq ans) est pareillement infligée à celui qui fabrique une fausse feuille de route, ou falsifie une feuille de route originairement véritable, ou fait usage d'une feuille de route fabriquée ou falsifiée, si cette feuille de route n'a eu pour objet que de tromper la surveillance de l'autorité publique.

Mais si le porteur de cette fausse feuille s'est fait payer par le trésor public des frais de route qui ne lui étaient pas dus, alors il commet un vol, et son crime est puni soit de la peine du bannissement, soit de celle de la réclusion, dans la proportion de la quotité des sommes indûment reçues.

Les peines sont les mêmes contre ceux qui se seraient fait délivrer une feuille de route sous un nom supposé et suivant l'usage qu'ils en ont fait; mais si l'officier qui l'a délivrée était instruit de la supposition de nom, il doit être puni de peines infamantes ou de peines afflictives et infamantes (bannissement, réclusion, travaux forcés à temps), selon les résultats qui seraient la suite de ce crime.

Telles sont les peines applicables à la falsification des passe-ports et feuilles de route. Quelquefois cependant les circonstances rendent cette falsification passible de peines plus graves, lorsque, par exemple, la falsification prend le caractère de faux.

Ainsi, celui qui fabriquerait un passe-port pour se soustraire à la surveillance de la police (Cass., 26 mars 1807), ou dans le dessein de soustraire un conscrit à la loi (Cass., 16 août 1806), ou qui se ferait délivrer un passe-port sous un nom supposé, ayant pour but d'accréditer et de consolider un faux nom précédemment pris dans un acte de l'état civil (Cass., 28 déc. 1809), ou encore qui fabriquerait un passe-port dans le but de soustraire un prévenu aux poursuites de la justice (Cass., 10 déc. 1807), et dans une foule de circonstances qu'il est facile de saisir par analogie, se rendrait passible des peines attachées par la loi au faux caractérisé. (V. **Lieux publics, Ouvriers, Police, Réglements municipaux.**)

PATENTES. — V. **Contributions directes, Sect. V.**

PATOUILLET. — V. **Forges.**

PATURAGE.

§ 1. Droits des communes sur les pâturages qui leur appartiennent. — § 2. Droits des communes sur les pâturages d'autrui. — § 3. Compétence.

Le mot pâturage exprime en même temps et le lieu où l'on mène paître les bestiaux et le droit de les mener paître.

Le droit de pâturage est celui que chacun des habitants ou propriétaires de bestiaux exerce individuellement, soit dans les bois et forêts de l'état et de la commune, soit sur les prés, landes et bruyères communales non affermés.

Lorsque ce droit se rapporte seulement aux herbes et plantes produites naturellement et sans culture par le sol, il s'appelle indistinctement *pâturage*, *pacage*, *dépaissance* ou *paisson* (voy. ces mots); lorsqu'au contraire ce droit implique la faculté de faire paître aux bestiaux les *glands*, *faînes* et autres fruits tombés des arbres, il prend le nom de *panage* ou *glandée*. (V. **Bois et forêts. Usage.**)

§ 1. Droits des communes sur les pâturages qui leur appartiennent.

Lorsque les communes se trouvent propriétaires de pâturages, terres vaines et vagues, chaque habitant peut y mener paître ses bestiaux, mais dans le nombre déterminé par le conseil municipal, qui a le droit exclusif de fixer le nombre de têtes de bétail que chacun doit envoyer au pâturage commun. (Cass., 25 janv. 1808.) (V. **Parcours et vaine pâture.**)

Les pâturages communs appartenant aux communes sont susceptibles de leur procurer un revenu important.

Les conseils municipaux peuvent, en effet, autoriser la perception de rétributions à payer par les habitants, à raison des bestiaux qu'ils envoient paître dans les pâturages communs. De temps immémorial la perception de ces taxes est en usage dans les départements couverts de montagnes; elle s'y opère sans obstacle, sans réclamations, sans nuire à la propagation des bestiaux. Cependant il est bon d'observer que les conseils municipaux doivent examiner si des rétributions de cette nature peuvent être établies sans inconvénients, et ne doivent les voter qu'autant que les revenus de la commune ne couvrent pas ses dépenses. (D. 14 fruct. an X.)

Il peut arriver aussi que les pâturages communs ne soient pas rigoureusement nécessaires à la pâture commune, ou qu'ils soient trop considérables; dans ce cas, les conseils municipaux peuvent en voter la mise en ferme, pour augmenter ainsi les revenus dans une proportion égale ou rapprochée des besoins. (Circ. 16 av. 1817.)

Dans le cas d'opposition de la part d'habitants intéressés, il est statué par le ministre de l'intérieur sur le rapport du préfet. (O. 7 oct. 1818.)

§ 2. Droits des communes sur les pâturages d'autrui.

Les communes pouvant acquérir comme tous autres, en se conformant aux lois, peuvent acheter des droits de pâturage sur les terrains d'autrui.

D'un autre côté, elles ont souvent à exercer des droits, par suite d'anciens titres ou concessions.

Les droits de pâturage qu'une commune possède sur le terrain d'autrui appartiennent à elle seule, sans qu'elle puisse, lors même qu'ils lui seraient inutiles, les louer ou les vendre à personne, comme dans le cas où ils lui appartiennent, de telle sorte que l'excédant, quel qu'il soit, ou la totalité, si elle ne jouit pas du tout, doit profiter au propriétaire. (Cass., 20 août 1834.)

§ 3. De la compétence.

Le seul fait de l'introduction illicite des bestiaux dans un pâturage est un délit, encore qu'aucun dommage n'ait été causé. (Cass., 15 fév. 1811.)

Le délit de pâturage sur le terrain d'autrui est de la compétence des tribunaux correctionnels, et ni le § 13 de l'art. 471 du Code pénal, qui prévoit et punit le fait d'entrée et de passage des personnes sur le terrain d'autrui, lorsqu'il est préparé et ensemencé, ni le § 14 du même article, où il s'agit du passage des bestiaux, bêtes de trait, de charge ou de monture sur le terrain d'autrui, avant l'enlèvement de la récolte, ne peuvent s'y appliquer, l'amende devant être égale au montant du dommage, qui est indéterminé. (Cass., 9 mars 1821, 13 août 1812.)

Lorsqu'il y a lieu d'appliquer, dans un délit de pâturage, l'art. 24 du tit. XI de la loi du 6 octobre 1791, il n'appartient pas au ministère public d'estimer la valeur du dédommagement, c'est au tribunal d'ordonner que l'estimation sera faite conformément à l'art. 7 de la même loi. (Cass., 20 janv. 1826.)

Les tribunaux de simple police doivent réprimer toutes les contraventions aux arrêtes pris par les autorités municipales et administratives, dans les limites de leurs attributions.

PAUVRES. — V. **Certificat d'indigence, Bureaux de charité.**

PAVÉ. — V. **Voirie.**

PAYEURS.—Les payeurs sont des fonctionnaires établis dans chaque département pour y acquitter les dépenses de la guerre, de la marine et autres, de quelque nature qu'elles soient, en vertu des autorisations légales.

Le décret du 12 octobre 1791, qui les avait institués, avait en même temps prescrit le mode de leur nomination, la quotité du cautionnement qu'ils devaient fournir, et les fonctions qu'ils avaient à remplir, mais un décret, du 17 septembre 1792; vint une première fois changer les bases de leurs cautionnements, comme n'étant pas en rapport avec l'importance de leurs fonctions, et une ordonnance royale, du 17 janvier 1818, décida enfin que les cautionnements à fournir par les payeurs des départements étaient fixés à la somme totale de 3,196.000 f. *en numéraire*, et pour chacun d'eux, conformément à l'état annexé à ladite ordonnance. (V. **Cautionnements.**)

Les payeurs généraux des départements ont remplacé dans toutes leurs fonctions les payeurs des divisions militaires, et conséquemment se trouvent comptables directs pour les dépenses de tous les ministères.

Ils sont soumis aux vérifications des inspecteurs des finances et à toutes les autres mesures de garantie qui couvrent la gestion des comptables; leurs comptes sont soumis comme tous les autres à la juridiction de la Cour des comptes. (V. **Comptables.**)

La direction des écritures des payeurs ayant été reunie aux attributions du ministère des finances, en vertu d'un arrêté du 16 septembre 1818, une instruction générale, du 17 décembre suivant, a tracé les règles à suivre, et a rassemblé en un seul corps toutes les dispositions en vigueur, mais éparses dans l'instruction primitive du 1er décembre 1808 et dans celles qui l'avaient suivie, en y introduisant les perfectionnements indiqués par l'expérience, et en formant du tout un nouveau corps de doctrine propre à éclairer les payeurs sur l'ensemble et les détails de cette partie essentielle de leur comptabilité.

Plus tard, diverses autres circulaires ont modifié dans quelques détails cette instruction générale, qui cependant est toujours la base de toute la comptabilité des payeurs.

Les écritures des payeurs se composent de livres de détail et de carnets d'ordonnances pour les paiements, d'un journal servant à la fois de livre de caisse et de portefeuille, et d'un grand livre.

Ces divers registres doivent être présentés, au commencement de chaque année, au visa des préfets de leurs départements, et la même formalité doit être remplie toutes les fois que dans le cours d'une année ces comptables ont à ouvrir de nouveaux livres.

(Voir pour toutes les opérations de détail l'instruction précitée.)

PÉAGE.—Le péage est un droit prélevé sur les personnes, les chevaux, les voitures qui tra-

versent une rivière ou un canal, sur des bacs, des bateaux ou des ponts dans certaines circonstances.

L'établissement des péages est très-ancien en France; ils recevaient des noms différents, selon l'objet particulier pour lequel ils se percevaient, tels que *barrage, pontonnage, passage, travers*, etc. Ils étaient droits domaniaux et non d'aides ou de subsides, de sorte que l'abus de la féodalité avait singulièrement multiplié ces perceptions qui entravaient le commerce; elles ont été abolies par les lois des 15 mars 1790, 25 août 1792, 17 juillet 1793; mais les péages, autres que ceux qui étaient perçus au profit des seigneurs furent conservés. (L. 3 fruct., an IV; Cass., 26 germ. an VII.)

En l'an V, on voulut imiter ce qui se pratique avec tant de succès en Angleterre, et établir des barrières sur les grandes routes à l'effet d'y percevoir une taxe destinée à leur entretien; mais elles ne produisirent pas les avantages qu'on s'en était promis, et elles furent supprimées définitivement en 1806.

L'établissement du péage sur les ponts, bacs, canaux, etc., est un acte essentiellement administratif placé dans les attributions des prefets. Le gouvernement, sur leur proposition, fixe le taux du tarif de la taxe à percevoir.

Du reste, ce tarif est une véritable contribution indirecte à l'égard de ceux qui y sont assujettis; il a donc besoin, pour être mis à exécution, d'être autorisé par une loi spéciale, aux termes de la Charte. Voilà pourquoi chacune des lois de finances porte que les péages régulièrement établis continueront à être perçus conformément aux tarifs fixés.

La loi du 14 floréal an X porte, article 11, que le gouvernement autorisera, pendant la durée de dix années, l'établissement de ponts dont la construction sera entreprise par des particuliers; il déterminera la durée de leur jouissance, à l'expiration de laquelle ces ponts seront réunis au domaine public, lorsqu'il ne seront pas une propriété communale.

Les péages peuvent être prorogés par ordonnance royale.

L'ordonnance d'autorisation contient ordinairement la désignation des personnes que leur caractère public exempte du droit de passage; tels sont: les juges, juges-de-paix, préfets, sous-préfets, maires, adjoints, commissaires du gouvernement, employés des contributions indirectes, commissaires de police, ingenieurs des ponts-et-chaussées, lorsqu'ils se transportent pour raison de leurs fonctions respectives; les conducteurs et les piqueurs, ainsi que les ouvriers dirigés par les conducteurs des travaux; les huissiers marchant sur l'ordre du procureur du roi ou du juge d'instruction, les porteurs de contrainte employés par le receveur des contributions directes; les cavaliers et officiers de gendarmerie, les militaires voyageant à pied ou à cheval, en corps ou séparément, à la charge de représenter soit une feuille de route, soit un ordre de service; les officiers lors de la durée et dans l'étendue de leur commandement; les malles-postes, les courriers du gouvernement, etc., etc.

Contraventions, Compétence.—Les contraventions aux réglements de l'autorité compétente qui assurent la perception des droits de péage, soit sur un pont, soit sur des bateaux sous ce même pont, doivent être portées, non devant les Conseils de préfecture, mais devant les tribunaux de simple police, comme le prescrit l'art. 56 de la loi du 6 frimaire an VII, pour les bacs et bateaux. (L. 6 frim., an VII, art. 56; 29 flor. an X, art. 1er; Cass., 22 mai 1830.)

Quant à la question de savoir si le droit de péage est ou n'est pas dû à raison des causes d'exemption qui peuvent se trouver en la personne ou dans les qualités des passants, c'est aux tribunaux civils seuls qu'il appartient de la décider.

Lors donc qu'une telle exception est proposée et contestée, le tribunal de simple police doit se déclarer incompétent. (O. 8 juin 1820, art. 56.) (V. **Ponts**, v° *Eaux*, chap. VII, § 18.)

Cette doctrine, consacrée par la Cour de cassation, est contraire à l'opinion de plusieurs auteurs, MM. Garnier et Cormenin entre autres, qui pensent que, dans tous les cas, les conseils de préfecture sont compétents. Nous croyons cependant, que comme il s'agit seulement de l'exécution de réglements d'administration, c'est aux tribunaux qu'il appartient de connaître des contraventions comme en toute autre circonstance. (V. **Actes administratifs.**)

Les contestations relatives à la concession d'un péage sont de la compétence du conseil de préfecture. (O. en Conseil d'état, 22 avril 1831, insérée au bulletin, sect. 9, t. III, p. 609.)

Mais il excéderait ses pouvoirs s'il statuait sur une demande de suspension ou de suppression de péage de pont, adressée au prefet; lui seul en effet, lorsqu'une adjudication de péage a été passée, *sauf l'approbation du ministre de l'intérieur*, peut, en vertu de cette restriction, modifier les clauses du cahier des charges et même y insérer des clauses additionnelles.

Les conseils de prefecture sont également incompetents pour réformer les arrêtés des préfets

et pour interpréter d'une manière générale le tarif du péage.

PÊCHE.

SECTION I. Pêche maritime.—§ 1. Dispositions générales. — § 2. Police administrative. Limites de la pêche.
SECTION II. Pêche fluviale. — § 1. Dispos tions générales. Pêche dans les rivières navigables. — § 2. Poursuites. — § 3. De la pêche dans les rivieres non navigables ni flottables. — § 4. Compétence.
SECTION III. Pêche dans les étangs.

Le mot pêche se dit tant de l'action que du droit de pêcher. Il comprend tous les moyens de s'emparer du poisson, ainsi on pêche par cela seul qu'on emploie les moyens propres à atteindre ce but, encore bien qu'on n'ait pas pris de poisson (Favard.)

La pêche et la chasse sont les deux manières d'acquérir que le droit naturel enseigna aux hommes dès le principe; mais plus tard la loi en régla l'exercice sous le rapport de la police et sous celui du droit de propriéte; dans le premier cas, pour la conservation des espèces, en mettant un frein à la cupidité des pêcheurs; dans le second cas, afin de faire respecter les étangs, viviers, réservoirs ou pêches réservés appartenant à des particuliers: dans de telles eaux, le poisson est au propriétaire de l'eau ou du droit de pêche, et la pêche par un tiers non autorisé constitue alors un vol.

On distingue deux sortes de pêches: La pêche maritime et la pêche fluviale.

SECTION Ire.—Pêche maritime.—§ 1. Dispositions générales.

La pêche maritime se divise elle-même en deux classes, savoir: la pêche en haute mer, et la pêche sur les côtes.

La pêche en haute mer s'appelle grande pêche. Elle n'est pas considérée seulement comme une branche d'industrie, mais encore comme préparant pour la marine de l'état des hommes habitués aux dangers de longues et pénibles navigations. C'est dans cet esprit que, conformément à l'ordonnance du 17 septembre 1825, le temps employé par les marins classés à la pêche maritime est, sans distinction d'espèce, de distance des côtes, d'état de paix ou de guerre, admis pour la moitie de la durée effective au nombre des services qui donnent droit à l'obtention des demi-soldes.

La pêche maritime est libre. (O. août 1681, tit. 1, liv. 5, art. 1.) Et les pêcheurs sont dispensés de prendre patente. (Acte 25, oct. 1806.)

Cependant l'ordonnance précitée et l'acte du gouvernement du 30 mars 1801, déclarent que nul ne peut se réserver, sur le rivage, des lieux et des moyens particuliers de pêche connus sous la dénomination de *madragues* et *bordigues* sans une concession du ministre de la marine; car la liberté de pêcher, quelque étendue qu'elle soit, reçoit les limites qu'impose la pêche même.

C'est ainsi encore qu'il est défendu, sous peine de 500 fr. d'amende et de saisie des bateaux, de faire la pêche avec les filets appelés *dragues* ou *drigues*; d'employer pour la pêche, des bateaux sans quilles, voiles ou gouvernail, connus sous le nom de *picoteurs*, etc.

L'ordonnance du 18 mars 1727 détermine la grandeur des mailles des filets qui varie à raison de l'espèce particulière de la pêche et de la situation differente des lieux.

Pour la pêche des *moules*, V. la déclaration du 18 déc. 1728; et pour celle des *huitres*, V. l'ord. du 24 juillet 1816.

Cette pêche, qui est la ressource d'une population nombreuse dans les baies de Granville et de Cancale, ainsi que l'objet d'un commerce étendu, méritait l'attention du gouvernement. L'ordonnance précitée indique des précautions à prendre pour que les bancs d'huîtres ne soient pas épuisés; elle en règle l'exploitation; en outre elle a institué des inspecteurs et gardes-jures chargés de surveiller cette même exploitation, et de deférer le jugement des contraventions à un conseil spécial composé du commissaire de la marine et de deux conseillers prud'hommes. Une ordonnance du 16 juin 1835 révoque les dispositions des déclarations royales des 25 avril, 24 déc. 1726 et 16 août 1727, portant prohibition de la pêche de la *guildre*.

La surveillance de la pêche a été confiée, dans tout ce qui tient à ses rapports politiques et généraux, à l'administration maritime, et sa police journalière et continuelle a été attribuée, dans les lieux où il en existe, à des conseils de prud'hommes pêcheurs.

La pêche maritime, et surtout la grande pêche, avons-nous dit, est une école pour les marins; aussi le gouvernement l'encourage par des primes accordees aux armateurs qui s'y livrent. Ces primes remontent à 1767; elles ont été confirmées par les lois de 1791, et inutilement renouvelées en 1801, la guerre s'etant opposé au développement de la pêche; considérées dans leurs résultats, les primes sont un sacrifice nécessaire pour encourager cette pépinière et cette école de marins, qui, sans autre dépense, forme par le régime des classes, une réserve précieuse à l'armée navale. (V. **Inscription maritime.**)

Les armements pour la *pêche de la morue* s'é-

lèvent en moyenne annuellement à 500 navires, jaugeant 60,000 tonneaux, qui tiennent presque constamment à la mer 12,000 matelots.

La *pêche de la baleine* s'accroît chaque année; plus de 50 navires, jaugeant 15,000 tonneaux, montés par 1500 marins, y sont employés en 1855 (*documents officiels*). Cette pêche est plus difficile, et peu de marins possèdent l'art de conduire les vaisseaux baleiniers et de harponner la baleine; cet art était ignoré ou perdu en France, et peu d'années avant la révolution, on avait appelé à grands frais, pour l'enseigner, une colonie de *Nantikais* qui s'établit à Dunkerque; d'autres Américains, attirés par les primes offertes depuis 1816, et naturalisés Français, se sont livrés de nouveau à cette industrie. Cette pêche, exploitée en grande partie par des équipages étrangers, s'était continuée sans grandes dépenses, mais sans progrès pour la navigation nationale; dans ces dernières années, l'émulation s'est réveillée; on a pu composer quelques équipages français; les primes ont été augmentées à cet effet par l'ordonnance du 7 déc. 1829, mais diminuées par la loi de 1832. Car ce que la pêche de la baleine pourrait créer de matelots ne pourra jamais se comparer à la ressource que la pêche de la morue fournira à la marine. Il n'y a donc pas le même intérêt à prodiguer également les encouragements à ces deux industries. (Exposé des motifs, 21 août 1851.)

Les lois des 22 avril et 2 mai 1832, sur la pêche de *la morue* et de *la baleine*, fixent les primes. (V. bullet. 79, nº 479); et l'ordonnance des 26 avril et 8 mai 1833 détermine les formalités à accomplir par ceux qui veulent expédier des navires pour ces pêches et avoir droit aux primes. Il y a une prime de départ et une prime de retour. (V. bullet. 225, nº 4773.)

Cette loi de 1832 expirant au 1er mars 1837, une nouvelle loi a été votée en mai 1836; elle en proroge les dispositions jusqu'au 1er mars 1842, en proposant toutefois des déductions assez fortes dans les tarifs.

Le but du gouvernement est d'encourager, par une combinaison de décroissance, une industrie utile au pays; de rendre en peu d'années cette industrie tout à fait nationale, de procurer à l'armée navale des marins d'élite dont le nombre s'accroîtra en même temps que les charges du trésor public diminueront et s'éteindront même au bout de quelques années devant une meilleure méthode de pêche et une éducation complète des équipages.

D'après les traités intervenus entre la France et l'Angleterre, les Français peuvent exercer la pêche de *la morue* sur les côtes de l'île de Terre-Neuve, depuis le cap St-Jean, jusqu'au cap de Praya, en passant par le Nord; sur les côtes des îles St-Pierre et Miquelon; sur le grand banc de Terre-Neuve, dans les parages de l'Islande, et sur la Daggeisdauk.

Quant à la pêche de *la baleine*, elle a lieu principalement dans les mers du Nord et du Sud, seuls parages où l'on en rencontre encore. Qui ne sait cependant, que les marins basques les premiers, se sont livrés à la pêche de la baleine dans le golfe de la Gascogne, et que ceux de la Bretagne, de la Normandie, de l'Aunis et de la Guyenne allèrent exploiter le même domaine.

Aujourd'hui, les navigations lointaines qu'on est obligé d'entreprendre expliquent comment elles deviennent nn moyen puissant de recrutement en marins d'élite.

Le ministre de la marine peut proposer au garde-des-sceaux de solliciter la concession de *lettres de naturalité* en faveur des capitaines étrangers qui ont fait, en qualité de capitaines, trois campagnes pour le compte d'armateurs français, si d'ailleurs l'administration de la marine a reconnu que pendant la durée des campagnes, ces navigateurs étrangers se sont bien comportés à l'égard des marins français placés sous leurs ordres, et qu'enfin ces mêmes capitaines ont déclaré l'intention de fixer leur domicile en France.

La pêche des *maquereaux* et des *harengs* a également excité la sollicitude du gouvernement. Elle était restreinte, par l'ordonnance du 14 août 1816, au temps compris entre le 1er septembre et le 15 janvier. L'ordonnance royale du 4 janvier 1822 lui a rendu la liberté dont jouissent toutes les autres pêches maritimes.

Ces poissons étant devenus en outre d'un usage général, comme nourriture dans la classe du peuple, on a laissé subsister de l'ordonnance de 1816 toute la partie réglementaire dont les dispositions ont pour but de veiller à la salaison, à l'embarillage, à la vérification du poids et aux différents apprêts. (V. les art. 28, 29, 32, et 33.)

L'administration s'assure de cette manière que cette nourriture ne contient aucun principe insalubre, et que rien n'a été négligé pour en assurer la conservation.

La pêche du thon est réglée par l'arrêté du 9 germinal an IX. Les madragues ou filets qui servent à les prendre, ne peuvent être calés sans une permission du ministre de la marine.

La pêche du corail est soumise aussi à quelques règles qu'il appartient à l'administration publique de déterminer.

D'anciens réglements, renouvelés par un acte du 17 janvier 1801, et une loi du 7 mai 1802,

avaient décidé que cette pêche serait attribuée à une compagnie privilégiée, connue sous le nom de *Compagnie d'Afrique*. Ce moyen paraissait le plus approprié à la branche d'industrie qu'il s'agissait de mettre à profit, mais il est resté sans exécution. Ceux qui s'y livrent dans les lieux où la France a un droit exclusif, sont seulement assujettis au paiement d'une rétribution et aux mesures de police que les circonstances rendent nécessaires.

Certains poissons sont du domaine public :

1° Les dauphins, esturgeons, saumons et truites, lorsqu'ils sont trouvés échoués sur le bord de la mer;

2° Les baleines, marsouins, veaux de mer, thons et autres poissons à lard également échoués. Ils doivent être partagés comme épaves. (V. **Epaves.**) (O. 1681, liv. V, tit. 7, art. Ier.)

§ 2. Police administrative. Limites de la pêche.

Les commissaires de la marine, préposés à l'inscription maritime, sont chargés de la police administrative. Elle a pour objet l'armement des navires et des embarcations, la composition des équipages, les filets autorisés et défendus; les règles prescrites pour l'ouverture et la clôture de certaines pêches, ainsi que les distances de la côte auxquelles il est permis de pêcher; elle cesse du moment que le poisson apporté au lieu de vente ou de préparation devient un objet de consommation et de commerce : la police appartient alors à l'autorité civile. Dans l'une et l'autre situation, les contraventions sont dénoncées aux tribunaux ordinaires, sauf certaines exceptions pour diverses juridictions de prud'hommes dans les localités où ces conseils existent. (V. **Prud'hommes.**)

Un autre privilege accordé en outre à la pêche maritime consiste dans l'exemption, en faveur des bâtiments français expédiés à cet effet, de reproduire une *justification d'origine* pour les produits de leur pêche, comme toute autre marchandise venant de l'étranger. (Cass., 4 fév. 1815.)

Les limites entre la pêche maritime et la pêche fluviale, après avoir été fixées et réglées successivement par diverses dispositions législatives, ont été enfin déterminées pour chaque localité par une ordonnance du 10 juillet 1835. (V. Bull. n° 381, p. 143.)

Section II. Pêche fluviale.

§ 1. Dispositions générales, pêche dans les rivières navigables.

Les anciens réglements sur la pêche fluviale sont contenus dans la célèbre ordonnance de 1669, la loi du 14 floréal an X, et d'autres lois, décrets et instructions; sauf toutefois quelques exceptions, pour lesquelles il faut s'en référer à leurs dispositions. On ne doit plus aujourd'hui s'attacher qu'à la loi du 15 avril 1829, aux termes de laquelle le droit de pêche est exercé au profit de l'état:

1° Dans tous les fleuves, rivières, canaux et contre-fossés navigables ou flottables avec bateaux, trains ou radeaux, et dont l'entretien est à la charge de l'état ;

2° Dans les bras, noues, boires et fossés qui tirent leurs eaux des fleuves et rivières navigables ou flottables, dans lesquelles on peut en tout temps entrer ou passer librement en bateau de pêcheur et dont l'entretien est également à la charge de l'état. (L. 15 av. 1829, art. 1.)

Il y a cependant une distinction à faire entre les cours d'eau flottables : de ce qu'ils sont du domaine public, l'administration forestière voulait que la pêche en fût indistinctement affermée au profit de l'état; mais un avis du Conseil d'état, du 21 février 1822, a admis une exception en faveur des rivières ou ruisseaux où le flottage n'a lieu qu'à *bûches perdues*, sans toutefois que cet abandon volontaire et facultatif enlève à ces cours d'eau, leur caractère de dépendance du domaine public.

Des ordonnances royales déterminent, après une enquête de *commodo et incommodo*, quelles sont les parties des fleuves et rivières, et quels sont les canaux où le droit de pêche est exercé au profit de l'état. (Art. 3.)

Cet article ne déroge pas au principe de l'article 1 ci-dessus, qui déclare que la pêche dans ces rivières est la propriété de l'état: en conséquence aucun particulier ne peut, sous prétexte que des ordonnances limitatives de la pêche dans une rivière n'auraient pas été rendues, établir une pêcherie dans une partie de cette rivière déjà reconnue flottable ou navigable. (Cass. 3 mai 1834.)

L'ordonnance royale, du 10 juillet 1835, rendue en exécution de l'art. 3 de la loi de 1829, a fixé dans un tableau joint à l'ordonnance, quels étaient ces fleuves et rivières. (V. Bull. n° 381, p. 145.)

La pêche au profit de l'état est exploitée, soit par voie d'adjudication, soit par concession de licences à prix d'argent. Ce dernier mode ne peut être employé qu'à défaut d'offres suffisantes.

Les formalités à observer pour l'adjudication sont tracées par les articles 10 à 22 de la loi susdite. (V. **Adjudication.**)

Les articles 23 à 36 déterminent certains réglements prohibant l'emploi de différents engins, et contiennent des dispositions pénales. Enfin une

des dernières ordonnances royales relatives à la pêche est du 15 novembre 1830.

Vu les articles 26, 27, 28 et 29 de la loi du 15 avril 1829, elle indique les filets et engins dont l'usage est prohibe pour la pêche;

Elle donne le droit à chaque préfet, dans son département, de déterminer, sur l'avis du conseil général, et après avoir consulté les agents forestiers, les temps, saisons et heures pendant lesquels la pêche sera interdite dans les rivières et cours d'eau.

La loi de 1829, entr'autres prohibitions, défend, dans son article 24, de placer dans les rivières navigables ou flottables, canaux et ruisseaux, aucun barrage, appareil ou établissement quelconque de pêcherie, ayant pour objet d'empêcher entièrement le passage du poisson; ces constructions devant avoir pour objet de priver certaines parties de la rivière des poissons qui ont l'habitude de remonter le courant, et d'en assurer le monopole aux propriétaires des barrages.

L'article 25 défend de jeter dans les eaux des *drogues* ou *appats* de nature à detruire ou à enivrer le poisson sous peine de 50 à 500 francs d'amende. (V. **Rouissage.**)

Le droit de pêche est exploité au profit de l'etat, avons-nous dit, mais il y a exception en faveur de ceux qui pêchent à la ligne flottante tenue à la main, à moins que ce ne soit dans le temps du frai. (Art. 5.)

Malgré les dispositions de la loi de 1829, et des ordonnances subséquentes sur la pêche, il faut remarquer cependant que l'ordonnance de 1669 conserve sa vigueur dans tous les cas où la loi est muette, ce qui resulte de l'article 83 de la loi de 1829, lequel n'abroge les lois anciennes qu'en ce qui concerne les matières qu'elle a réglees. C'est ainsi que la prohibition de pêcher pendant la nuit, faite par l'article 5, du titre 31 de ladite ordonnance, continue d'être observée. (Cass:, 24 sept. 1830.)

Il en est de même de la loi du 14 floréal an X, qui réglait le mode et le droit de mise à ferme, ainsi que les amendes pour contravention.

§ 2. Poursuites.

Pour assurer l'exécution de ces réglemens, il y a des gardes pêches nommés par l'administration et assimilés aux gardes forestiers royaux : ils ne peuvent être poursuivis sans autorisation préalable.

De même que les gardes champêtres, ils constatent les délits en matière de pêche, en quelque lieu qu'ils soient commis, et ils exercent toutes les poursuites et actions en réparation de ces delits, conjointement avec les officiers du ministère public; ils sont autorisés à saisir les filets et autres instrumens de pêche prohibés ainsi que le poisson pêché en délit, et ils ont le droit de requérir la force publique pour la répression de ces délits. (Id. art. 56-45.)

Leurs procès-verbaux sont soumis aux mêmes formalités que ceux qui constatent les délits forestiers. (C. For. 44, 45, et 54.)

De même que les procès-verbaux en matière de délits de chasse, ils ne peuvent être adressés au ministère public que par les parties intéressées. Ce délit devient alors un délit privé, et l'action publique ne peut être exercée d'office. Les actions se prescrivent par un mois, à partir de la constatation, et par trois mois. si les prévenus ne sont pas constatés au procès-verbal.

Jugé encore par la cour de cassation, le 18 juillet 1825, que les délits de pêche commis dans une rivière affluant à la mer, sur un point de la rivière au-dessus de la limite de la pêche maritime, peuvent être poursuivis et constatés par les agents de l'administration des eaux et forêts, encore qu'un décret du gouvernement ait accordé la liberté de la pêche précédemment affermée dans cette partie de la rivière.

L'autorité administrative, est seule compétente pour ordonner la destruction des établissements de pêcherie établis sans autorisation; mais les tribunaux n'en sont pas moins compétents pour réprimer la contravention résultant de cet établissement. (Cass., 5 juil. 1828.)

Les actions en réparation de délits se prescrivent par un mois à compter du jour de la constatation des délits, lorsque les prévenus sont désignés dans les procès-verbaux, et par trois mois à compter du même jour dans le cas contraire. (Art. 62.)

Pour les peines à prononcer, voyez les articles 69 et suivants.

§ 3. De la pêche dans les rivières non navigables ni flottables.

V. **Eaux**, chapitre IV, dans quels cas et par quel concours de circonstances une rivière n'est ni navigable ni flottable.

Dans ces rivières et canaux, les propriétaires riverains, ont, chacun de son côté, le droit de pêche jusqu'au milieu du cours de l'eau, sans préjudice des droits contraires établis par possession ou titres. (L. 1829, art. 2.)

Il ne peut en aucun cas appartenir aux communes.

En effet le droit de pêche des rivières non navigables, accordé aux communes, serait une ser-

vitude pour les propriétés des particuliers, et cette servitude n'existe pas dans le Code civil. Les riverains étant assujettis à la dépense du curage et à l'entretien de ces rivières, il est d'équité naturelle que celui qui supporte les charges doive aussi jouir du bénéfice; toutefois, lorsque les biens propres des communes bordent les dites rivières, elles ont, de même que les propriétaires voisins, la faculté d'exercer le droit de pêche; mais ce droit doit être affermé, chaque habitant ne pouvant l'exercer individuellement. (O. 1669, tit. 25, art. 17.)

En outre, ce droit étant considéré comme une dépendance indivisible de la propriété, elles ne peuvent l'aliéner. (C. d'état, 19 oct. 1811.)

Il en est de même dans les rivières où la flottaison n'a lieu qu'à bûches perdues; car n'étant pas flottables dans le sens de l'article 538 du Code civil, elles ne sont pas propriété domaniale, conséquemment la pêche sur les rivières flottables à bûches perdues est, comme les rivières elles-mêmes, la propriété des riverains et non pas celle du domaine public. (Cass., 22 août 1825.)

Malgré cette exception en faveur des propriétaires riverains, nous remarquerons qu'ils sont soumis néanmoins, à toutes les défenses et prohibitions énoncées dans les articles 25 et suivants de la loi de 1829 et dans l'ordonnance du 15 novembre 1830.

Les délits sont constatés alors par les gardes champêtres; dans ce cas, le ministère public peut, et même doit agir d'office, indépendamment du propriétaire riverain. (Cass., 17 brum. an XIV.)

§ 4. Compétence.

Les délits en matière de pêche sont poursuivis devant les tribunaux correctionnels.

Les contestations entre l'administration et les adjudicataires, relatives à l'interprétation et à l'exécution des baux et adjudications, et toutes celles qui s'élèvent entre l'administration ou ses ayants causes et des tiers intéressés à raison de leurs droits ou de leurs propriétés, sont portées devant les tribunaux. (L. 1829, art. 4.)

Les tribunaux doivent également connaître de l'action en dommages-intérêts qui peut être intentée contre le sous-fermier d'une pêche qui excéderait les limites de la permission que lui a donnée par écrit le fermier général du cantonnement. (C. Par., 27 déc. 1832.)

Jugé cependant que les dispositions de l'article 4, ci-dessus, ne peuvent s'étendre jusqu'à conférer aux tribunaux le pouvoir d'annuler les baux et les adjudications. (Agen., 2 janv. 1834.)

Ce serait empiéter sur le droit qui appartient au ministre des finances, de modifier ou de restreindre les baux de droit de pêche précedemment affermés.

Lorsqu'un réglement administratif, homologué par ordonnance royale, a prohibé un mode de pêche fluviale, et notamment un barrage confectionné de manière à détourner les eaux de leur cours naturel, les tribunaux ne peuvent se dispenser de punir les contrevenants, sous prétexte qu'ils n'auraient construit qu'un barrage partiel; un tel barrage n'en constituerait pas moins un mode de pêche prohibé. (Cass., 31 mai 1833.)

Les conseils de préfecture ne sont compétents en cette matière que pour décider, entre deux acquéreurs de biens nationaux, à qui doit appartenir un droit de pêche (C. d'état 14 fév. 1827);

Ou entre l'adjudicataire de la pêche d'une rivière, et ses sous-fermiers, la question préjudicielle de savoir si une rivière affluant à celle qui fait l'objet de la navigation est ou non navigable. (Id. 27 dec. 1820)

Le soin de recouvrer les amendes, restitutions, frais et dommages-interêts, résultant des jugemens rendus, est confié aux receveurs de l'enregistrement. (L. 1829, art. 76.)

Section III. — Pêche dans les étangs.

Les étangs sont des propriétés privées; l'exercice de la pêche y est donc libre, et les règles ci-dessus ne leur sont pas applicables. Il y a donc lieu de s'en référer au droit commun, et de poursuivre comme un vol le fait de pêche exercé par des tiers non autorisés.

La seule disposition réglementaire du droit de pêche dans les étangs se trouve dans l'article 167 de la coutume d'Orleans, et la cour royale de Paris en ayant fait l'application par un arrêt du 28 juillet 1814; il y aurait lieu peut être de l'observer. Il porte que « quand les étangs sont assis en même ruisseau et cours d'eau, si l'un des propriétaires est prêt à pêcher, ne pourra celui de dessus lever la bonde du sien, pendant que celui de dessous est en pêche, pour laquelle il sera tenu de faire toute diligence. »

La pêche doit donc se faire autant que possible de manière à concilier les droits respectifs de chaque propriétaire.

L'article 25, de la loi de 1829, détermine les peines à prononcer contre celui qui a jeté des drogues dans les rivières, dans le but d'empoisonner le poisson; mais ce fait dans un étang donne lieu à l'application de l'art. 452 du Code pénal.

A consulter : *Code de la pêche fluviale*, par Brousse.

1829. — *Id.*, par Coin-Delisle et Frédérich, 1829. — *Id.*, par Baudrillart, 1829; in-8°.

PEINES.

SECTION I. Du droit criminel en France.
SECTION II. Des peines. — § 1. Leur caractère. — § 2. Commutation de peine. — § 3. Réhabilitation.

SECTION 1re. — Du droit criminel en France [1].

Le droit criminel est l'ensemble des lois destinées à prévenir, constater et réprimer les actes qui attaquent la sûreté de l'état, la paix publique et les droits des citoyens.

Assurer le respect des droits et l'accomplissement des devoirs sociaux, prévenir par la crainte du châtiment, les atteintes qui y seraient portées, réparer le mal quelles ont causé, travailler surtout à l'amélioration morale du coupable, tel est le but de la peine et l'objet du droit criminel.

Une controverse sur la légitimité du droit de punir, en nous égarant dans de vaines abstractions, offrirait peu d'utilité dans ces colonnes. A ceux qui la contesteraient, il suffit d'opposer l'autorité du genre humain tout entier qui la proclame; celle de la raison, qui veut que les sociétés comme les individus obéissent à la loi de conservation et de légitime défense; enfin ce sentiment instinctif de justice qui se soulève à la vue du crime et qui se chargerait du soin de la vengeance, si la société abdiquait l'iniative de la répression.

Cependant, si la légitimité du droit de punir est hors de doute, les institutions pénales, comme toutes les institutions humaines, n'en ont pas moins suivi les vicissitudes et les progrès de la civilisation, recevant dans leur passage l'empreinte des mœurs, des croyances, du caractère et des préjugés des peuples qu'elles ont traversés.

Dans le passé elles se revèlent sanglantes et impitoyables. On multiplie les supplices, on invente de barbares raffinements pour tourmenter le coupable; et la loi, franchissant toujours la limite primitive du *talion*, semble vouloir effacer l'horreur du crime par la cruauté du châtiment. Tel était encore l'état de la législation pénale, lorsque l'assemblée constituante se chargea d'offrir à l'humanité des expiations trop long-temps attendues. Réalisant les vœux et les promesses de la philosophie. Elle ne permit plus, qu'en punissant le coupable on outrageât la nature. Un instant même elle s'arrêta devant le problème de l'inviolabilité de l'existence humaine, mais les esprits n'étaient point encore préparés à recevoir la solution de cette question redoutable. En conservant la peine de mort, elle proscrivit les rigueurs inutiles et le spectacle démoralisant des cruautés de la loi et des souffrances du coupable. Les peines perpétuelles disparurent, le sang cessa de couler pour venger les atteintes portées à la propriété; les formes de la procédure subirent à leur tour une transformation radicale, et les droits de l'accusé furent placés sous la protection d'une double garantie, la publicité des débats et l'intervention du jury. (V. jury.)

Le seul reproche qu'on ait adressé au Code pénal de 1791, qui décréta toutes ces réformes, ce fut d'avoir repoussé, par crainte de l'arbitraire judiciaire, la salutaire latitude du maximum et du minimum, en établissant partout des règles inflexibles qui prohibaient l'appréciation des circonstances de fait et de moralité, et repoussaient ainsi la proportion qui doit toujours exister entre la peine et le délit.

Donc, si le Code pénal de 1810 n'avait eu d'autre but que de corriger cette erreur, il aurait dignement couronné la codification impériale; mais loin de tempérer les rigueurs de la pénalité, on ne pensa qu'à les exagérer. On accusa l'assemblée constituante d'avoir cédé à l'enthousiasme du bien et on voulut renverser son ouvrage. Entraîné par cette nécessité fatale qui toujours appelle la violence des supplices au secours de l'arbitraire, on crut devoir réhabiliter les traditions anciennes: les mutilations et la marque reparurent, la confiscation fut rétablie, la peine de mort tomba de la plume du législateur avec une effrayante facilité; elle s'étendit aux attentats contre la propriété, et la théorie des crimes politiques rappela les excès des législations les plus soupçonneuses. Le Code d'instruction criminelle fut écrit sous l'influence de la même pensée: le jury d'accusation fut supprimé, la procédure secrète en partie rétablie. Le jury de jugement livré à la direction des préfets, enfin les cours prevôtales et les juridictions exceptionnelles vinrent briser les faibles et dernières garanties qui protégeaient l'innocence.

La réprobation qui frappa cette œuvre de réaction et de colère fut tellement énergique qu'elle obtint justice de la restauration elle-même; car, pendant que l'intolérance dictait la loi du sacrilége, la loi du 25 juin 1824 transportait aux cours d'assises le droit de modérer la peine et de diminuer la fréquence des supplices.

Le jury à son tour, interprète des répugnances du passé, accablait de l'exercice réitéré de son omnipotence une législation draconienne, et préferait l'impunité et ses dangers à la sévérité d'une répression qui révoltait toutes les sympathies humaines.

Ce fut donc pour obéir à un besoin de réforme

[1] Cette section est de M. Castiau, avocat.

impérieusement senti, qu'apparut la loi du 28 avril 1832. Malheureusement les embarras d'une situation menaçante firent écarter le projet d'une refonte générale de la législation criminelle, et l'on crut devoir s'en tenir à des changements de détail, qu'on finit par encadrer péniblement dans le Code de 1810. Cette révision partielle a cependant satisfait aux reclamations les plus urgentes, et, en transportant au jury le droit de modifier la pénalité par l'admission des circonstances atténuantes, on peut dire qu'elle s'en est reposée sur l'intelligence du pays du soin de résoudre tous ces difficiles problèmes qui divisent encore les criminalistes.

Quant à l'harmonie de la législation pénale, elle est rentrée dans son ensemble telle qu'elle nous est parvenue des mains du gouvernement impérial : les actes coupables continuent d'être divisés en une triple catégorie, les crimes, les délits et les contraventions; les premières, justiciables des cours d'assises; les délits, des tribunaux correctionnels; et les contraventions, des tribunaux de police. (V. **Délits.**)

Les crimes et délits dont les fonctionnaires peuvent se rendre coupables y sont l'objet d'une longue et minutieuse énumération. On y voit figurer les crimes contre la sûreté intérieure et extérieure de l'etat, les crimes contre la Charte constitutionnelle, les attentats à la liberté, la coalition et la forfaiture des fonctionnaires, le faux en écritures publiques, les soustractions et concessions commises par des fonctionnaires; en un mot, tous les abus de pouvoir, tous les attentats de l'arbitraire, y sont prévus et réprimés.

Toutefois, d'après le principe contenu dans l'article 75 de la constitution de l'an VIII, l'application de ces lois est soumise à l'autorisation préalable de *mise en jugement* par le Conseil d'état; ce principe a été conservé par les différents projets présentés jusqu'à ce jour sur la responsabilité des agents du pouvoir. (V. **Mises en jugement.**)

Section II. — § 1. Leur caractère.

Les peines sont perpétuelles ou temporaires.

Perpétuelles : la mort, les travaux forcés, la déportation et la dégradation.

Temporaires : les travaux forcés à temps, la détention, la réclusion, etc., etc.

De ces différentes peines, celle de mort a été l'objet de longues et philanthropiques controverses de la part de ceux qui en demandaient l'abolition. Toutefois, la loi de 1832, qui révisa le Code pénal, la conserva dans ses dispositions. A ce sujet, le rapporteur de la commission, M. Dumon, s'exprimait ainsi : « Votre commission n'a pas soulevé la question de la légitimité de cette peine, question redoutable qui trouble la conscience et embarrasse la raison, mais que résout, contre les doutes de la philosophie et les scrupules de l'humanité, la pratique de tant de peuples et de tant de siècles! Votre commission s'est associé de tous ses vœux aux efforts philanthropiques qui poursuivent l'abolition de cette peine. Mais l'intérêt même de cette cause sacrée, que le mauvais succès d'une tentative hasardée pourrait compromettre, l'intérêt de la société qu'on ne peut désarmer de sa protection la plus efficace sans lui en avoir assuré une autre non moins énergique, quoique moins sanglante, l'état du pays et des opinions sur lesquelles la magistrature rend un témoignage unanime; tout nous a déterminés à penser qu'une abolition graduelle était seule raisonnable et possible, et nous avons cru marcher assez avant dans cette voie par l'admission des circonstances *atténuantes*. »

La loi de 1832, qui avait pour but de mettre la législation pénale en harmonie avec les progrès de la civilisation, a toutefois aboli la peine de mort dans tous les cas où la vie des personnes n'est pas compromise. Ainsi, elle n'est plus applicable aux faux monnayeurs, aux contrefacteurs du sceau de l'état, aux coupables de vol avec circonstances aggravantes. (C. pén., art. 132, 139, 381.) Elle a également aboli la mutilation.

Les peines sont encore *corporelles* ou *pécuniaires*, suivant qu'elles affectent la personne ou la fortune. Dans ce dernier cas se trouvent les amendes et les réparations civiles faites par argent.

Les premières sont *afflictives* ou *infamantes* : afflictives lorsqu'elles portent sur le corps ou sur la liberté du coupable; infamantes lorsquelles le le marquent du sceau du déshonneur par une exposition publique, et alors elles sont aussi afflictives, puisqu'il s'ensuit soit la gêne, soit la réclusion. (V. la description des différentes peines, C. pén., art. 6.)

Enfin, il y a des peines qui sont de simple police, d'autres du ressort de la police correctionneelle. Mais, de quelque nature que soit une peine, qu'elle soit afflictive, infamante, correctionnelle ou de simple police, il n'y a que la loi qui puisse l'infliger. Les magistrats ne peuvent être que les organes de la loi elle-même : point de peine arbitraire! (Cass., 9 mess. an X.)

Malgré la juste sévérité des lois en cette matière, elles ont cependant introduit une modification au principe tellement immuable en d'autres circonstances de leur non rétroactivité.

En effet, si la loi du temps où le crime ou délit a été commis était plus rigoureuse que la loi du

temps où se juge le procès, on ne devrait pas appliquer la première, mais la seconde.

Cette disposition a été introduite en faveur de l'accusé. Il est d'autres circonstances où cependant la loi doit se montrer moins clémente, par exemple, en cas de *récidive*.

Pour qu'il y ait récidive, il faut :

1° Qu'il y ait un jugement sur la première contravention dans les douze mois qui précèdent la seconde ;

2° Que la première condamnation pour crime ou délit soit devenue définitive, et lui ait été notifiée, si elle a été rendue par défaut, avant le second fait pour lequel il est poursuivi. (Cass., 6 mai 1826.)

La récidive change la peine, mais non la compétence.

§ 2 Droit de grâce, Commutation de peine.

Au gouvernement appartient la prérogative, quand la justice criminelle a parcouru le cercle de ses sévérités, de la remplacer par la clémence ; le droit de grâce et de commutation de peine lui permet de concilier à la fois les exigences de la vindicte publique et celles non moins sacrées de l'humanité.

Grotius, Puffendorf, et d'autres qui ont écrit sur le droit public et naturel, pensent qu'il n'est pas toujours nécessaire de punir les crimes, d'ailleurs punissables, qu'il y a des cas où le souverain peut faire grâce. En effet, le bien public est le principal but des peines. Si donc il y a des circonstances où en faisant grâce on procure autant et plus d'utilité qu'en punissant, alors rien n'oblige précisément à punir, et le souverain peut user de clémence. (V. **Grâce.**)

Sans faire entièrement remise de la peine, elle peut encore être *commuée* en une peine moins forte. Des considérations d'humanité engagent ordinairement le souverain à user de cette faculté que la loi lui a accordée. C'est une grâce qu'il peut faire aux condamnés sans être obligé de motiver sa volonté. Elle s'accorde par des lettres expédiées en la grande chancellerie. (Charte, art. 58.)

Pour solliciter des lettres de commutation, il faut que la peine ait été prononcée par un arrêt ou par un jugement en dernier ressort, car s'il y avait lieu à appel, il faudrait auparavant épuiser cette voie.

Il n'est pas nécessaire que la peine dont on demande la commutation soit une peine capitale ; on peut l'obtenir de toute peine *afflictive* ou *infamante*.

§ 3. Réhabilitation.

L'effet des peines afflictives ou infamantes est de faire perdre la jouissance des droits civils, civiques et politiques. Après l'expiation de ces peines, il subsiste toujours et s'attache à la personne du condamné ; cependant la loi a senti qu'à l'égard de certains individus criminels ou coupables, moins par habitude que par circonstances, et chez lesquels l'accomplissement de la peine a pu faire naître un repentir sincère, il y aurait injustice à laisser subsister toutes les incapacités résultant de la condamnation.

L'art. 619 du Code pénal a donc statué que tout condamné à une peine afflictive ou infamante pourrait être rehabilité, c'est-à-dire réintégré dans la jouissance de tous les droits dont il avait été déchu, et ici nous devons observer que le fait d'avoir subi la peine n'est pas une réhabilitation, il n'en résulte qu'une aptitude à la réhabilitation.

La réhabilitation diffère de la grâce et dans son principe et dans ses effets. La grâce dérive de la clémence du roi, et la réhabilitation dérive de la justice ; la grâce dispense de la peine, la commue ou la fait cesser, et la réhabilitation n'agit que lorsque la peine a été subie.

En outre, elle doit être précédée de formalités rigoureuses. Il faut aussi que le condamné prouve que, pendant cinq ans au moins, depuis qu'il est rentré dans la société, il a mené une conduite irréprochable.

La demande en réhabilitation est formée devant la cour royale du lieu où la condamnation aura été prononcée. La cour donne son avis après avoir entendu le procureur général ;

Le rapport en est fait au roi par le ministre de la justice, et si la réhabilitation est prononcée, les lettres sont expediées de la chancellerie à la cour royale pour être par elle entérinées. (V. C inst. crim., art 619 et suivants.)

Il y a encore une autre réhabilitation en matière criminelle à l'égard de celui qui fait faillite. Cette réhabilitation tient à d'autres formes. (V. **Réhabilitation, Amende, Bannissement, Déportation, Police** (surveillance *de la haute*), **Travaux forcés.**)

A consulter : 1° Beccaria, *Traité des délits et des peines.* Bentham, Comte, Ch. Lucas, *id.* — 2° Hélie et Chauveau *Théorie du Code pénal.* — 3° Rossi, *Droit pénal.*

PENITENCIERS MILITAIRES. — V. **Prisons.**

Pour l'administration et le régime de ces maisons de détention, V. O. du 5 déc. 1832, sect. 9, t. 3, p. 409 et suiv.

PENSIONS.

CHAP. Ier. Pensions civiles.
SECTION I. Pensions assises sur fonds de retenue. — § 2. Ministere des finances. — § 2. Ministère de la justice et des cultes. — § 3. Ministère des affaires étrangeres. — § 4. Ministère de l'instruction publique. — § 5. Ministère de l'intérieur et des travaux publics. — § 6. Pensions des veuves et orphelins payées sur fonds de retenue. — § 7. Placement des fonds de retenue. — § 8. Fonds supplétifs des caisses de retenue.
SECTION II. Pensions payées directement par le trésor.
CHAP. II. Pensions militaires.
SECTION I. Pensions de l'armée de terre. — § 1. Pensions pour ancienneté de service. — § 2. Pour cause de blessures ou d'infirmités. — § 3. Justifications à faire.
SECTION II. Pensions de l armée de mer. — § 1. Pensions pour ancienneté de service. — § 2. Pour cause de blessures ou d infirmités.
SECTION III. Dispositions communes aux pensions de l'armée de terre et de mer. Nature des pensions. Liquidation. Perte des droits. Cumul, etc.
SECTION IV. Pensions des employés de la guerre et de la marine.
SECTION V. Pensions des veuves et orphelins des militaires et marins. — § 1. Veuves et orphelins de militaires de l'armée de terre. — § 2. Veuves et orphelins de militaires marins.

On distingue les pensions civiles et les pensions militaires. Sous la première dénomination sont comprises les pensions payées aux fonctionnaires civils, soit directement par le trésor, soit par les caisses de retenue. (V. sect. II.)

Sous la seconde les pensions de l'armée de terre et de l'armée de mer.

CHAPITRE Ier.

Des pensions civiles.

La législation qui régit les pensions est nécessairement compliquée. Chaque gouvernement a successivement entassé sur cette matière une foule de lois et d'ordonnances qui souvent se contredisent et se détruisent mutuellement, et de plus chaque administration a en quelque sorte un réglement séparé et different.

En vertu de quelles lois, à quelles conditions les pensions etaient-elles accordees avant 89? L'arbitraire le plus complet, le plus illimité était autrefois la seule règle suivie, la faveur du prince était le seul titre qu'on eût à invoquer.

Cet arbitraire régna jusqu'à la révolution de 1789. L'assemblée constituante ne pouvait laisser un tel sujet sans examen. Elle rendit effectivement la loi du 22 août 1790, monument remarquable et qui est encore la base des lois sur cette matière.

Le considérant qui précède la loi est digne d'être médité parce qu'il consacre un principe qui doit servir de base à toute législation sur les pensions.

« L'assemblée nationale, considérant, que chez un peuple libre, servir l'état est un devoir que tout citoyen est tenu de remplir, qu'il ne peut pretendre de récompense qu'autant que la durée, l'éminence et la nature de ses services lui donnent des droits à la reconnaissance particulière de la nation ; que s'il est juste que dans l'âge des infirmités, la patrie vienne au secours de celui qui lui a consacré ses talents et ses forces, lorsque la fortune lui permet de se contenter des grâces honorifiques, elles doivent lui tenir lieu de toute autre récompense ; décrète....

Les principales dispositions de ce décret peuvent être considérées *comme principes.*

1° L'état doit récompenser les services rendus au corps social, quand leur importance et leur durée méritent ce témoignage de reconnaissance. La nation doit aussi payer aux citoyens le prix des sacrifices qu'ils ont faits à l'utilité publique ;

2° Mais les seuls services qu'il convient de récompenser sont ceux qui intéressent la société tout entière ;

3° Les récompenses sont de deux natures, les premières *honorifiques*, les autres *pécunidires;*

4° Il y a deux espèces de récompenses pécuniaires, *les pensions et les gratifications* ;

5° Jamais une pension ne peut être accordée avec clause de réversibilité ;

6° Nul ne peut recevoir en même temps une pension et un traitement ;

7° Il ne peut être accordé de pensions à ceux qui jouissent d'appointements, gages ou honoraires ;

8° Les pensionnaires de l'état ne peuvent avoir deux pensions, ni recevoir de pension sur la liste civile, ni d'aucune puissance étrangère ;

9° Pour pouvoir obtenir une pension civile (V. **Pensions militaires et de la marine**), il faut au moins 30 ans de service et 50 ans d'âge ;

10° On ne peut jamais obtenir une pension au-delà de ce dont on jouissait à titre de traitement ou d'appointement ;

11° Les pensions pour les employés civils sont calculées sur le traitement ;

12° Les pensions pour tous autres qui ne jouissent pas de traitements, mais qui rendent d'éminents services en quoi que ce soit, sont divisées en 3 classes :

La première celle des pensions dont le maximum est de 5000 fr.

La deuxième celle des pensions qui excèdent 5,000 fr. et dont le maximum ne peut s'élever au-dessus de 6,000 fr.

La troisième comprend les pensions au-dessus de 6,000 fr. jusqu'au maximum de 10,000 fr. (V. ci-après 2e classe pensions sur le trésor.)

Ce décret, en établissant ces règles si sages, restreignit le maximum de la somme à allouer pour le paiement des pensions à 12,000,000 fr.; 10,000,000 pour les pensions proprement dites, et 2,000,000 pour les gratifications.

Le 4 brumaire an IV, cette somme fut reconnue insuffisante, et la convention prit un arrêté remarquable en ce qu'il est le premier pas dans la carrière *des retenues sur traitements*.

En effet cet arrêté prescrivit une retenue d'un p. 100 sur les traitements et remises des employés de l'administration de l'enregistrement et des domaines, à l'effet de suffire au paiement de leurs pensions de retraite.

Une loi du directoire, du 2 floréal an V, appliqua ce système à l'administration des douanes.

De ces deux lois naquit une grande division que nous suivrons pour ne pas nous égarer. Aussi nous séparerons en deux grandes classes les fonctionnaires et employés du gouvernement sous le rapport des pensions, savoir :

1° Ceux dont la retraite est assise sur des fonds de retenue;

2° Ceux qui, sans avoir subi de retenue, touchent une pension du trésor.

SECTION Ire.—Des pensions assises sur fonds de retenue.

Nous examinerons successivement les pensions assises sur fonds de retenue *par ministère*, en indiquant les différentes caisses instituées et les principales dispositions réglementaires relatives aux droits, à l'admissibilité, à la fixation et à la liquidation des pensions.

§ 1. Ministère des finances.

Avant 1790, c'était un réglement de 1768 qui réglait le mode de rémunération des services des employés de la ferme générale alors chargée de la perception des revenus publics.

Le 5 août 1790, intervint la loi sur les pensions civiles, portant que tous les services d'une utilité générale devaient être récompensés par une pension qui ne pouvait être inférieure à 150 ni dépasser 10,000. fr. (V. **Pensions payées par le trésor.**)

Ce principe posé par la loi ne put immédiatement profiter aux agents du trésor et des finances, la plupart des impôts ayant été supprimés peu de temps après la promulgation de la loi.

Dans les années qui suivirent la réorganisation des régies financières, les appointements des employés de l'administration de l'enregistrement et des domaines d'abord, et bientôt après ceux des diverses autres administrations financières furent soumis à une retenue pour former le fonds d'une caisse spéciale à chaque administration et destinée au service des pensions de retraite :

Nous citerons l'arrêté du comité des finances de la convention nationale, du 4 brumaire an IV, qui établit un fonds de pension pour les employés de l'administration *de l'enregistrement et des domaines*, arrêté qui a servi depuis de base au travail sur les réglements des pensions dans les différentes parties de l'administration des finances; un décret du 12 floréal an XIII, qui porta la retenue à 2 1/2 p. 100, afin d'assurer des pensions aux veuves et orphelins; enfin l'ordonnance du 4 novembre 1814 portant un nouveau réglement et maintenant les dispositions antérieures non contraires;

Pour l'administration des douanes, la loi du 2 floréal an V établissant un fonds de retenue et modifiée par l'arrêté du 25 thermidor an XI, qui augmenta la retenue pour assurer des pensions aux veuves;

Pour la direction des forêts, une loi du 16 nivose an IX et un décret du 17 janvier 1806, qui établirent une retenue sur les traitements et un fonds pour les pensions;

Pour la loterie, l'arrêté du 24 floréal an IX, le décret du 16 mai 1810, et l'ordonnance du 5 décembre 1814; *pour les contributions indirectes* un décret du 4 prairial an XIII, et les ordonnances des 25 novembre 1814 et 6 septembre 1815; *pour les postes* un réglement du 17 vendémiaire an XIII; enfin *pour le ministere du trésor et des finances*, les décrets des 4 prairial an XIII et 16 juin 1808.

De tout ce qui précède, il résulte, comme on le voit, qu'à dater du 4 brumaire an IV, chaque administration financière eut successivement une caisse de retenue spéciale, et un réglement de pension qui lui étaient propres.

Cet état de chose dura jusqu'au 12 janvier 1825, époque à laquelle une ordonnance, delibérée en Conseil d'état, concentra les 7 caisses spéciales en une caisse commune sous la dénomination de *caisse générale des pensions de retraite des fonctionnaires et employés des finances*, et réunit tous les réglements particuliers en un réglement unique.

Cette ordonnance de 1825, qui pose les bases concernant l'admission à la retraite de tous les employés de l'administration des finances, la liquidation de leurs pensions et leur reversibilité en faveur des veuves ou orphelins, fait aujourd'hui la seule règle de l'administration, en cette matière.

Quant aux réglements qui étaient en vigueur

avant l'ordonnance de 1825, bien qu'ils aient été abrogés par l'article 46 de cette ordonnance, ils sont encore importants à connaître, attendu :

1° Que le même article 46, § 2, dispose exceptionnellement que les employés ayant accompli, lors de la promulgation de l'ordonnance de 1825, 30 ans de service, ou seulement 25 ans, susceptibles d'être comptés comme 30, s'ils appartiennent à l'administration où cette règle est établie, continuent d'être liquidés conformément à ces anciens reglements ;

2° Et que, d'après la jurisprudence établie par le Conseil d'état, depuis 1833, les veuves elles-mêmes ont pareillement droit, dans certains cas, à l'application des anciens réglements. (O. du C. d'ét. 25 av. et 5 déc. 1833.)

Le fonds spécial de la caisse des pensions se compose :

1° D'une retenue de 5 p. 0[0 sur les traitements, remises proportionnelles, suppléments de traitements, et généralement sur toutes sommes payées par l'état, autres que gratifications éventuelles, salaire de travail extraordinaire, indemnités de perte, frais de voyages, abonnements pour frais de bureau et de loyers, et remboursement de dépenses ;

2° De la retenue du premier mois d'appointements ;

3° De la retenue, pendant les premiers mois, de la portion de traitement accordée à titre d'augmentation ;

4° De retenues qui sont déterminées sur les appointements des employés en congé ;

5° Des prélevements réglés par ordonnances sur les pertes attribuées par les lois aux employés, dans le produit des amendes, saisies et confiscations ;

6° Des fonds subventionnels accordés par les lois et les budgets ;

7° Des arrérages des rentes et des intérêts des fonds appartenant à la caisse générale.

Les conditions sont, pour obtenir une pension : 60 ans d'âge, et 30 ans accomplis de service, dont au moins 20 années au ministère des finances. (O. 1825, art. 6 ; C. d'ét. 1 déc. 1824 ; 30 nov. 1832.)

Cependant certains employés n'ont besoin que de 25 ans pourvu toutefois qu'ils aient passé 15 années au service actif de l'administration. Est considéré comme service actif, celui des employés des douanes, des contributions indirectes, des forêts et des postes dans les grades indiqués par l'ordonnance de 1825.

Lorsque les employés sont reconnus hors d'état de continuer utilement leurs fonctions, ils peuvent, quel que soit leur âge, être admis à la pension, s'ils réunissent d'ailleurs la nature et la durée des services exigés.

Enfin peuvent exceptionnellement, et sur la proposition de leurs administrations respectives, obtenir pension :

1° Quel que soit leur âge et le nombre de leurs années de service, les employés du service actif mis hors de service à la suite d'un engagement contre des fraudeurs, des rébellionaires, et généralement par suite de lutte ou combat soutenu par eux pour l'exercice de leurs fonctions, et ceux qui auraient été mis dans l'impossibilité de les continuer, par accident fortuit relatif aux mêmes fonctions ;

2° S'ils ont 45 ans d'âge, et s'ils comptent 15 ans de service dans le département des finances, ou seulement 40 ans et 10 ans de services dans la partie active, les employés notoirement devenus infirmes par le résultat de l'exercice de leurs fonctions.

La fixation de la pension est déterminée par la moyenne prise sur le traitement des 4 dernières années.

Après 30 ans ou 25 ans de service actif, la pension est de moitié du traitement fixe.

Après 20 ou 25 ans, la pension s'accroît d'un 20e de cette moitié, pour chaque année en sus.

Le maximum est de 6,000 francs.

La liquidation s'établit sur la durée effective des services ; néanmoins les fractions de mois et celle de franc sont négligées. (C. d'ét. 3 av. 1834.)

(V. pour les services admissibles, les pièces à fournir pour justifier de la durée et de la nature des services, le mode de liquidation et de paiement des pensions, l'O. de 1825, tit. v, vi et vii.)

§ 2. Ministère de la justice et des cultes.

La caisse des magistrats, des fonctionnaires, employés de la chancellerie, du Conseil d'état, etc., a été instituée par l'ordonnance du 23 septembre 1814 et successivement modifiée par les ordonnan- du 19 juin 1816, 22 février 1821 et la loi du 16 juin 1824.

Elle est destinée à acquitter les pensions des magistrats qui ont exercé leurs fonctions depuis 1814. Quant à la pension de ceux qui, avant cette époque, avaient cessé leurs fonctions pour quelque cause que ce soit, leur pension se règle conformément à la loi du 15 septembre 1806 ; le décret du 11 septempre 1807, ayant été abrogé par la loi du 31 janvier 1832.

Les conditions imposées par ces ordonnances, pour avoir droit à une pension sont :

30 ans de services publics et effectifs dont,

10 au moins dans la magistrature, à moins d'infirmités ou de suppression des emplois. (Art. 4, 5; O. 1814.)

On compte comme service effectif tout le temps d'activité dans les fonctions législatives, judiciaires ou administratives, ressortissant du gouvernement. (6 id.)

La pension acquise après 30 ans est de moitié du traitement, s'accroissant du 20e de cette moitié par chaque année de service au-delà.

Dans les cas prévus par l'article 5 de l'ordonnance de 1814, la pension qui peut être accordée avant 30 ans est, pour les dix premières années, du tiers de celle qui aurait été acquise pour 30 ans, avec accroissement du 30e, pour chaque année de service au-dessus de 10 ans. (O. 22 fév. 1821.)

La quotité de la pension est réglée, dans tous les cas, sur le taux moyen du traitement dont on a joui pendant les 5 dernières années. (O. du 23 août 1815.)

La pension ne peut être fixée à moins de 200 francs, ni excéder les deux tiers du traitement.

En tout cas elle ne peut jamais excéder 6,000 francs.

La retenue de 2 p. 0/0, fixée par l'ordonnance du 9 janvier 1815, a été élevée à 5 p. 0/0, par celle du 24 février 1832.

C'est à la loi du 16 juin 1824 qu'il faut se reporter pour les règles à suivre dans le cas où les droits à la pension sont acquis par des infirmités graves. Elle fixe les formes à suivre pour les constater.

Le cumul des pensions est prohibé : le pensionnaire est tenu de prouver qu'il ne jouit d'aucune autre pension sur les fonds généraux. (V. pour les détails les O. précit.)

§ 3. Ministère des affaires étrangères.

La caisse de retenue pour les pensions de ce ministère a été instituée par le décret du 5 floréal, an VIII, et réglementée par les ordonnances des 19 novembre 1825 et 9 novembre 1832.

La retenue est de 5 p. 0/0 sur les premiers 20,000 francs de traitement, de 4 p. 0/0 sur les seconds, 3 p. 0/0 sur les troisièmes, etc.

Les conditions d'admissibilité sont : 30 ans de services publics et effectifs, ou 25 ans avec infirmités.

Le taux de la pension se règle sur les 4 dernières années de service.

Elle est fixée ainsi qu'il suit :

12,000 francs pour les ambassadeurs.

8, ou 10,000 pour les ministres plénipotentiaires.

6,000 pour les résidents.

Pour les employés elle ne peut excéder 6,000.

L'ordonnance royale du 9 novembre 1832, qui, pour l'admission à la pension de retraite, exige que les agents diplomatiques aient exercé pendant 15 ans des fonctions, n'est pas applicable au fonctionnaire qui n'etait plus en activité à cette époque.

Le réglement de floréal an VIII, qui exige des agents diplomatiques 20 ans de travaux pour être admis à la pension de retraite, ne porte pas que les 20 années de service devront avoir lieu en totalité dans les fonctions diplomatiques.

Pour établir ces années, on doit compter par exemple à l'agent diplomatique ses services militaires.

Il y a lieu dès lors de liquider la pension d'après le traitement dont il a joui dans ses dernières annees de service diplomatique. (C. d'ét. 4 mars 1830.) (V. **Agents diplomatiques**, sect. III.)

§ 4. Ministère de l'instruction publique.

Les lois et réglements qui régissent la matière sont les décrets du 4 juillet 1806 et 17 mars 1808, la loi du 11 floréal an X, et les ordonnances des 19 av. 1820 et du 25 juin 1825.

Les fonds de retenue pour pensions aux fonctionnaires et professeurs des colléges et écoles spéciales ne peuvent pas excéder le 20e des traitements.

Il faut avoir 20 ans de service, à moins d'infirmités constatées.

Les fonctionnaires de l'université, après 30 ans de service sans interruption, peuvent obtenir une pension de retraite fixée, suivant leurs fonctions, par le conseil de l'université.

Elle est égale aux 5/5 du traitement fixe dont a joui le fonctionnaire dans les 5 dernières années; elle s'accroît du 20e du traitement fixe pour chaque année au-delà de 30 ans.

Les professeurs autres que les agrégés ne sont jamais soumis à la retenue du 20e, parce qu'ils n'ont en aucun cas droit à la pension de retraite.

§ 5. Ministère de l'intérieur et des travaux publics.

Les caisses de retenue pour solde des pensions des divers employés, attachés directement ou indirectement au ministère de l'interieur et des travaux publics, ont ete instituées à differentes dates que nous allons indiquer, les principes étant presque tous les mêmes que ceux déjà ci-dessus indiques.

Chaque administration a une caisse particulière, qui, toutes en général, ont une base uniforme, et se sont, pour ainsi dire, modelées les unes sur les autres :

1° *Caisse des employés.*

Cette caisse est régie par le décret du 4 juillet 1806, et les ordonnances des 15 janvier 1825 et 19 mai 1832.

La retenue s'opère par mois; elle est de 2 centimes et demi par franc.

Il faut 30 ans de service effectif, soit au ministère de l'intérieur ou dans d'autres administrations; mais il faut 4 ans au ministère de l'intérieur ou dans les administrations qui en ressortissent;

Dans le cas d'infirmités ou de suppression d'emploi, après dix ans de service, il peut y avoir lieu à pension.

La pension est réglée sur la moyenne des traitements pendant les 5 dernières années.

La pension accordée apres 30 ans de services ne peut excéder la moitié de la somme ainsi réglée; elle s'accroît du 20e de cette moitié, pour chaque année excédant 30 ans; elle ne peut jamais excéder les deux tiers du traitement annuel, ou en aucun cas 6,000 francs.

La pension accordée avant 30 ans est du 40e du traitement pour dix ans et au-dessous, et s'accroit du 60e du traitement pour chaque année de service au-dessus, sans pouvoir excèder la moitié.

2° *Caisse des employés des ponts et chaussées et des mines.*

Cette caisse a eté instituée et organisée par les décrets et ordonnances des 7 fructidor an XII, 18 novembre 1810, 23 janvier 1815, 19 mai 1832 et 22 mars 1833.

Chaque mois il est fait une retenue de 3 p. 0/0, sur les appointements des ingénieurs de tous grades, jusques et y compris les aspirants.

Il faut 30 ans de service effectif. Les autres conditions requises sont les mêmes que celles que nous venons d'indiquer.

3° *Caisse des employés des haras et écoles vétérinaires.*

L'institution date du décret du 6 février 1806, modifié par les ordonnances du 20 juin 1822, et 19 mai 1832.

Il faut 30 ans de services, ou 60 ans d'âge, si dans l'une ou l'autre position les employés ne sont plus en état de servir.

La pension peut être acquise par suppression d'emploi, pourvu que le reclamant compte 10 années de service.

La retenue est de 4 p. 0/0.

4° *Caisse des employés des poids et mesures.*

Le décret du 4 juillet 1806 et l'ordonnance du 3 novembre 1827 règlent la matière; les pensions sont liquidées conformément aux bases indiquées précédemment.

La retenue est de 5 p. 0/0 sur tous les traitements des employés à la vérification.

5° *Caisse des employés des prisons.*

Le décret du 7 mars 1808, les ordonnances du 1er septembre 1830 et 8 septembre 1831, ont posé les bases qui règlent les droits des employés et les retenues à faire.

La retenue est de 2 centimes et 1/2 par franc, les conditions sont les mêmes que pour les autres employés du ministère. (V. *suprà.*)

Les pensions à accorder *aux employés des hospices et établissements publics* sont liquidées d'après les bases posées dans le décret du 7 février 1809, relatifs aux hospices de la ville de Paris. (O. 6 sept. 1820.) (V. **Hospices.**)

Les pensions *des employés des communes et de l'octroi* sont payées par les villes qui, en cas d'insuffisance des fonds de retraite, sont autorisées à y pourvoir sur les fonds de leurs octrois. (O. 27 mars 1816.)

Les pensions de tous les employés qui, sans être exclusivement attachés au ministère de l'intérieur, dépendent d'une administration départamentale, sont réglées comme celles des employés de ce ministère. (C. d'ét. 17 nov. 1811.)

§ 6. Pensions des veuves et orphelins payées sur fonds de retenue.

Nous n'aborderons pas la question de savoir si la reversibilité des pensions aux veuves et orphelins est bonne ou mauvaise, si elle est de droit ou non; nous dirons seulement que la loi du 22 août 1790 l'avait proscrite d'une manière formelle et absolue.

Cette reversibilité pourrait peut-être être admise si les pensions dont nous nous occupons étaient uniquement payées *par les fonds de retenue*; mais aujourd'hui que toutes les caisses sont obérées et subventionnées par l'état, il y a matière à discussion, et c'est un point sur lequel l'attention du gouvernement a déjà plusieurs fois été sollicitée.

Les droits de la veuve et des orphelins sont diversement établis dans les différents ministères.

Nous suivrons l'ordre précédemment établi.

Ministere de la justice. La veuve d'un magistrat a droit à une pension, lorsque son mari est mort après trente ans de service, ou en jouissance d'une pension de retraite.

La pension est du quart de celle du mari, et ne peut être moindre de 100 fr.

Les orphelins ont une pension fixée au vingtième de celle de leur père. (O. 25 sept. 1814; 22 fév. 1821; 16 juin 1824.)

Ministère des affaires étrangères. Avec les mêmes conditions que ci-dessus, la veuve d'un fonctionnaire, *si elle est dénuée de fortune*, peut obtenir une pension égale au quart de celle du mari.

La pension des orphelins est également fixée au vingtième; elle n'est payable que jusqu'à dix-huit ans. (D. 5 flor. an VIII; O. 19 nov. 1823; 9 nov. 1832.)

Ministère de l'intérieur. La veuve d'un employé, avec ces mêmes conditions, peut obtenir une pension égale à la moitié de celle du mari, si elle a des enfants au-dessous de quinze ans, et du quart si elle n'en a pas; si elle a plusieurs enfants au-dessous de quinze ans, elle reçoit pour chacun une augmentation de 5 p. 100 de la retraite du décédé.

L'orphelin obtient un secours annuel jusqu'à quinze ans; il est réglé à la moitié de la pension qu'aurait eue la mère.

Dans les autres administrations qui dépendent du ministère de l'intérieur, les lois déjà citées règlent les principes de la reversibilité. (V. *Suprà*, Min. de l'int. et des trav. publics.)

Ministère des finances. La veuve a droit au quart de la pension, ou même au tiers si elle a cinquante ans, et un ou plusieurs enfants au-dessous de seize ans, quelquefois même de moitié, si l'employé a perdu la vie par accident, par exemple contre des fraudeurs et dans l'exercice de ses fonctions.

La veuve d'un employé retraité a un droit acquis à la reversibilité, à partir du jour où la pension de son mari a été fixée et arrêtée. (Arr. cons. d'état, 25 av. 1833.)

Une veuve n'a droit à la reversion d'une partie de la pension de son mari, qu'autant que le mariage est antérieur à la cessation des fonctions de celui-ci. (C. d'état, 21 déc. 1834; V. O. du 12 janv. 1825.)

§ 7. Placement des fonds de retenue.

Toutes les sommes provenant de retenues exercées en vertu d'ordonnances royales dans les ministères, administrations et établissements, sur les appointements, salaires et autres rétributions, sont versées à la caisse des dépôts et consignations, conformément à l'art. 110 de la loi du 28 avril 1816.

Il est ouvert à la caisse des dépôts et consignations un compte courant avec chaque administration. A la fin de l'année, les sommes qui se trouvent rester au crédit de chaque établissement, après l'acquittement des retraites dont il est chargé, sont employées en achats d'inscriptions sur le grand-livre, dont les arrérages sont perçus pour son compte et accroissent d'autant les fonds destinés aux pensions de retraite à sa charge. (O. 5 juil. 1816.)

§ 8. Fonds supplétifs des caisses de retenue.

En créant les caisses de retenue, la loi avait eu pour but de libérer l'état et de forcer le fonctionnaire à faire des économies pour ses vieux jours, afin que le trésor ne fût pas forcé de subvenir à ses besoins. C'était tout simplement des tontines dont le gouvernement se faisait le gérant.

Aujourd'hui il n'en est plus ainsi : les nombreuses pensions qui ont grevé toutes les caisses depuis 1814 les ont mises hors d'état de supporter toutes leurs charges, et il a fallu que le trésor vînt à leur secours.

La loi de finances de 1818 porta le fonds supplétif des caisses de retenue à 2,308,788 fr., et une ordonnance du 1er juillet suivant l'a réparti dans les divers ministères.

Ces fonds devaient décroître d'un vingtième par année; mais les caisses s'obérèrent de plus en plus, et au budget de 1832, tant en fonds supplétifs des caisses de retenue, qu'en subventions accordées aux différents ministères, l'allocation accordée par l'état s'était elevée à la somme de 5,470,654 f., au budget de 1837 elle est portée pour 6,953,130 f.

Le but de la loi est donc complètement manqué : une réforme est nécessaire et ne peut manquer d'être operée d'ici à quelque temps.

Section II. — Pensions civiles payées directement par le trésor.

Cette classe est de beaucoup la moins nombreuse : elle se compose seulement des préfets, sous-prefets, conseillers de préfecture, secrétaires généraux, membres de la Cour des comptes, du conseil d'état, en un mot des différents fonctionnaires qui n'ont pas de caisses spéciales.

Ces retraites composent le fonds qui figure au budget, chapitre de la dette publique, sous le nom de pensions civiles.

Le point de départ, comme nous l'avons dit, est la loi de 1790, dont nous avons rapporté plus haut quelques-unes des dispositions comme principes.

Sans revenir sur les dispositions des lois de brumaire an IV, de floréal an V et du 15 germi-

nal an XI, qui tentèrent, soit de réprimer les abus, soit de diminuer le chiffre des pensions payées, nous dirons que la loi du 15 septembre 1806 fixa la première des règles précises sur la législation.

Mais cette loi posait des limites trop étroites et trop sévères, et Napoléon, qui voulait récompenser selon les services, rendit la loi du 11 septembre 1807, dont on fit, grâce au vague de sa rédaction, le plus étrange abus.

Depuis lors, jusqu'en 1830, la législation avait peu varié, du moins quant aux bases : les lois de 1817, 1818, 1821 et 1825 modifièrent quelques-unes des formes à suivre, ou prescrivirent quelques nouvelles dispositions, mais ne changèrent pas les choses elles-mêmes.

Depuis 1830, plusieurs lois importantes sont venues changer le système : aussi la loi du 31 janvier 1832 abrogea celle du 11 septembre 1807, relative aux pensions extraordinaires des grands fonctionnaires de l'état, comme inconstitutionnelle, et celle du 17 avril 1833 a fixé de nouvelles règles à suivre pour les pensions à accorder, pour celles à liquider et pour le rapport des arrérages dus.

De la combinaison de ces lois il résulte que les conditions pour obtenir une pension sont :

Trente ans de service effectif, soixante ans d'âge, à moins que ce ne soit pour cause d'infirmités (L. 22 août 1790; D. 13 septembre 1806). Il faut en outre justifier de la résidence sur le territoire, à moins de mission spéciale. (22 déc. 1791, 4 av. 1792.)

La pension est égale au sixième du traitement pendant les quatre dernières années de service, chaque année en plus produit une augmentation du huitième des cinq sixièmes restants.

En tout cas, la pension ne peut jamais excéder 6,000 fr. (22 déc. 1791.)

Aucune pension ne peut être accordée avec clause de reversibilité. Dans le cas de défaut de patrimoine, les veuves et les enfants des militaires et fonctionnaires morts de blessures, ou de maladies contractées dans l'exercice de leurs fonctions, peuvent obtenir, les unes une pension alimentaire, les autres peuvent être élevés aux frais de l'état. (L. 1790, 1791.)

Nul ne peut cumuler deux pensions, ni une pension avec un traitement d'activité, de réforme ou de retraite.

Le fonctionnaire a le choix de la pension ou du traitement le plus élevé (1790; L. 25 mars 1817). Néanmoins les pensions de retraite pour services militaires peuvent être cumulées avec un traitement civil d'activité. (L. 19 mai 1834.)

Sont exceptées de ces dispositions :

1° Les pensions de retraite accordées aux divers employés des ministères ou administrations, et payées sur le fonds spécial des retenues;

2° Les pensions des vicaires-généraux et chanoines, celles des curés de canton septuagénaires, lesquelles peuvent se cumuler avec un traitement d'activité, pourvu que la pension et le traitement ne s'élèvent pas ensemble à plus de 2,500 francs.

3° Les pensions des académiciens et hommes de lettres attachés à l'instruction publique, à la bibliothèque du roi, lesquelles peuvent (lorsque elles n'excèdent pas 2,000 f. et jusqu'à concurrence de cette somme si elles l'excédaient) se cumuler avec un traitement d'activité, pourvu que la pension et le traitement ne s'élèvent pas ensemble à plus de 6,000 francs. (L. 15 mai 1818, art. 12.)

4° Peuvent également se cumuler, les pensions et traitements de toute nature qui réunis n'excèdent pas 700 fr., et seulement jusqu'à concurrence de cette somme. (L. 15 mai 1818, art 15.)

Tout fonctionnaire est tenu de déclarer dans son certificat de vie qu'il ne jouit d'aucun traitement, sous quelque dénomination que ce soit, d'aucune autre pension ou solde, retraite, sauf le cas d'exception ci-dessus.

Toutes les pensions à la charge de l'état sont inscrites sur le livre des pensions du trésor royal, à partir du 1er juillet 1817, et payées sur les fonds généraux, suivant le mode établi pour celles précédemment inscrites au trésor, et aux époques qui sont déterminées par des ordonnances. (L. 25 mars 1817, art. 22.)

L'inscription au trésor a lieu d'après les tableaux adressés par les ministres des différents départements au ministre des finances.

Aucune pension nouvelle ne peut être inscrite au trésor qu'en vertu d'une ordonnance dans laquelle les bases légales et les motifs sont établis, et qui est insérée au bulletin des lois. Cette inscription est de plus soumise aux formalités indiquées dans l'ordonnance du 2 août 1820.

Les pensionnaires sont tenus de fournir, pour obtenir le paiement de leur pension, un certificat de vie délivré conformément au décret du 25 septembre 1806, qui prévoit le cas de maladie on d'empêchements du titulaire.

Les demandes de pensions accompagnées des pièces justificatives doivent être adressées au ministre dans le département duquel le réclamant a fait son dernier service. (D. 27 fév. 1811.)

Les pensions sur l'état ne peuvent être cédées ni déléguées, elles sont insaisissables.

Cependant un avis du Conseil d'état, du 22 décembre 1807, porte que le ministre de la guerre peut ordonner une retenue d'un tiers au plus, sur la pension ou solde de retraite de tout militaire qui ne remplirait pas à l'egard de sa femme ou de ses enfants les obligations que lui imposent les chapitres V et VI du livre 1er du Code civil, sauf le recours du mari au Conseil d'etat, dans le cas où il se croirait lésé par la décision du ministre.

Il n'est reçu au trésor public aucune signification de transports ou cessions de pensions à la charge de l'etat. Les créanciers d'un pensionnaire ne peuvent exercer qu'après sa mort, et sur le décompte de sa pension, les poursuites et diligences nécessaires pour la conservation de leurs droits. (Arr. cons. 7 ther., an X.)

Quand nous disons que les pensions sur l'état sont insaisissables, nous n'entendons pas poser ce principe d'une manière générale et absolue, mais elles ne peuvent être saisies que pour la portion déterminée par les lois ou par les réglements. (C. proc. civ., art. 580.)

Les décisions ministérielles sur le taux des *pensions* établies par les lois ou réglements peuvent être réformées par le Conseil d'etat en la forme contentieuse; ce n'est pas là de l'*administration*. C'est à la *justice* administrative que doivent recourir les droits prives en souffrance par le fait de l'administration. (O. 20 jan. 1819.)

La veuve d'un fonctionnaire public mort dans l'exercice de ses fonctions, qui réclame une pension alimentaire, aux termes des lois des 22 août 1790 et 22 août 1791, ne peut agir que par la voie administrative ou en justice gracieuse. Ces lois ne donnent pas à la veuve un *droit positif* exigible par la voie contentieuse; elles donnent seulement à l'administration ou au gouvernement la faculté d'accorder cette pension alimentaire selon l'ensemble des convenances. (C. d'état, 17 juin 1820.)

Ceux qui, par de fausses déclarations, ou de quelque manière que ce soit, auraient usurpé plusieurs pensions ou un traitement avec une pension, doivent être rayés de la liste des pensionnaires.

Tout individu qui prétend avoir droit à une pension sur le trésor royal adresse directement, ou par l'intermédiaire de ses chefs, sa demande avec les pièces à l'appui au ministre du département auquel il est attaché. (D. du 27 fév. 1811.)

Le refus fait par le ministre des finances d'insérer sur les registres du trésor royal une pension déjà liquidée par une ordonnance royale, ne peut être l'objet d'un pourvoi par la voie contentieuse; il n'en serait pas de même s'il s'agissait de statuer sur les difficultés relatives à la liquidation d'une pension. (C. d'état, juil. 1822.) (Recueil, tom. 4, Ire s., p. 171.)

En cette matière, lorsque le réclamant avait des droits acquis, d'après la législation existante pour la liquidation de sa pension, on ne peut lui appliquer une nouvelle ordonnance qui modifie les anciens réglements. (Arr. C. d'état, du 7 janvier 1833. Recueil, tom. 5, 2 s., p. 43.) V. **Dette publique. Récompenses nationales.)**

CHAPITRE II.

Pensions militaires.

La législation sur les pensions militaires, autrefois éparse dans les lois du 14 décembre 1790, 11 brumaire, 6 germinal et 14 fructidor an VI, 28 fructidor an VII, 8 floréal an XI, 16 frimaire an XIV, et dans les ordonnances des 14 et 27 août 1814, avait été en quelque sorte résumée dans l'ordonnance du 10 décembre 1829 qui avait créé un système justement apprécié.

Cette ordonnance cependant était critiquée en ce que la loi seule peut régler cette matière. Ce principe reconnu par le gouvernement lui-même (exposé des motifs, Mon. 7 et 19 fév. 1831) a eu pour résultat les lois des 9 et 18 avril 1831 et l'ordonnance du 2 juillet suivant, qui règlent aujourd'hui tout ce qui concerne les pensions militaires.

Nous traiterons séparément :

1° Des pensions de l'armée de terre ;

2° Des pensions de l'armée de mer ;

3° Des pensions des employés de la guerre et de la marine;

4° Des pensions des veuves et orphelins, de militaires, de marins, d'employés.

SECTION Ire. — Pensions de l'armée de terre.

Les pensions pour l'armée de terre ou soldes de retraite s'acquièrent ou par ancienneté de service, ou pour cause de blessures ou d'infirmités.

§ 1. Des pensions militaires pour ancienneté de service.

Le droit à la pension de retraite par ancienneté, est acquis à 50 accomplis de service effectif.

Les 50 ans se comptent de l'âge où la loi permet de contracter un engagement militaire, c'est-à-dire depuis 18 ans. (C. civ., art. 374.)

Nous verrons que pour les pensions de l'armée de mer, les services se comptent de l'âge de 16 ans.

On peut aussi faire entrer dans ces 30 ans, 10 ans de services civils, qui donnent droit à une pension ; mais il faut au moins 20 ans de services militaires.

Le temps passé hors de l'activité avec jouissance d'une pension de retraite ne peut entrer dans la supputation du service effectif : lors de la discussion de la loi une question importante a été soulevee, c'était celle de savoir si l'on devait compter pour temps de service, l'interruption forcée pour cause de délits politiques que la révolution de juillet avait fait annuler.

Cette question, agitée vivement, n'a pas été résolue par la loi, mais peut l'être par les principes. En effet, du moment qu'une amnistie à eté prononcée, les delits se trouvent couverts, de telle sorte qu'ils sont censés n'avoir jamais existé (Cas., 11 juin 1829. V. **Amnistie.**) Il en résulte que les militaires amnisties peuvent toujours compter le temps écoulé durant leurs condamnations ; c'est aussi l'opinion de M. Duvergier, collection des lois tom. 31, p. 345.

Les militaires qui ont le temps de service exigé pour la pension d'ancienneté sont admis à compter en sus les années de campagne, d'après les règles suivantes:

Est compté pour la totalité en sus de la durée effective, le service militaire qui a éte fait :

1° Sur le pied de guerre ;

2° Dans un corps d'armée occupant un territoire étranger en temps de paix ou de guerre ;

3° A bord pour les troupes embarquées en temps de guerre maritime ;

4° Hors d'Europe, en temps de paix, pour les militaires envoyés d'Europe ; le même service en temps de guerre leur est compté pour le double en sus de la duree effective ; en d'autres termes, le service hors d'Europe est compté double en temps de paix et triple en temps de guerre.

5° Est compté de la même manière le temps de captivité à l'étranger, des militaires prisonniers de guerre.

Est compté pour moitié en sus de sa durée effective:

1° Le service militaire sur la côte en temps de guerre maritime ;

2° Le service militaire à bord pour les troupes embarquées en temps de paix.

La pension d'ancienneté est réglée sur le grade dont le militaire est titulaire, pourvu qu'il ait au moins deux ans d'activité dans ce grade. S'il demandait la retraite avant ce temps la pension se reglerait sur le grade immédiatement inférieur.

Le minimum et le maximum des pensions pour ancienneté est déterminé par un tarif annexé à la loi. (V. L. du 11 av. 1831, art. 1 à 12.)

§ 2. Des pensions de retraite pour cause de blessures ou d'infirmités.

Les blessures donnent droit à la pension de retraite lorsqu'elles sont graves et incurables et qu'elles proviennent d'événements de guerre ou d'accidents éprouvés dans un service commandé.

Les infirmités donnent le même droit lorsque elles sont graves et incurables et qu'elles sont reconnues provenir des fatigues ou dangers du service militaire.

Les blessures et infirmités provenant de ces causes ouvrent un droit immédiat à la pension, si elles ont occasionné la cécité, l'amputation ou la perte absolue de l'usage d'un ou plusieurs membres ; dans les cas moins graves, elles ne donnent lieu à la pension que sous les conditions suivantes :

1° Pour l'officier, si elles le mettent hors d'état de rester en activité et lui ôtent la possibilité d'y rentrer postérieurement ;

2° Pour le sous-officier, caporal, brigadier et soldat, si elles le mettent hors d'état de servir et de pourvoir à sa subsistance.

La fixation de la pension pour blessures ou infirmités se détermine suivant la nature et la gravité des blessures, conformément au tarif annexé à la loi. (V. L. 11 av. 1831, art. 12 à 19.)

§ 3. Des justifications à faire par les militaires pour établir leurs droits à la pension.

La loi de 1831 ayant posé les principes généraux, établi les droits des pensionnaires, fixé le taux de la pension, l'ordonnance du 2 juillet suivant a determiné les formes dans lesquelles doivent être justifiées les causes, la nature et les suites des blessures ou infirmités pour les droits des militaires à la pension de retraite aux termes des art. 12 et 17 de la loi de 1831.

Tout militaire qui veut faire valoir ses droits à la retraite doit faire sa demande avant de quitter le service.

L'administration de la guerre doit, immédiatement après la réception de cette demande, faire procéder à la vérification des droits du réclamant.

Toute demande d'admission à la pension de retraite doit être appuyée :

1° D'un certificat constatant la nature et les suites des blessures ou infirmités et déclarant qu'elles paraissent incurables ;

2° De l'état des services et campagnes.

La demande et les pièces à l'appui doivent être communiquées au sous-intendant militaire, qui, s'il les trouve conformes à l'ordonnance, les vise et les transmet à l'officier-général-commandant, qui désigne deux officiers de santé pour procéder à l'examen des blessures et infirmités.

Le procès-verbal de cet examen, la demande et les pièces y annexées, sont ensuite transmis à l'inspecteur-général, lors de la plus prochaine inspection, qui lui-même, après de nouvelles formalités, transmet un mémoire au ministre de la guerre pour y être statué conformément à la loi. (V. le titre 1er de l'ord. du 2 juil. 1831, pour toutes les formalités de detail; *Moniteur* 7, 25 fév. 15, 16, 17, 27, 28 mars 1831.)

Section. II.— Pensions de l'armée de mer.

Les pensions pour l'armée de mer s'acquièrent également ou pour ancienneté de service ou pour cause de blessures ou d'infirmités.

§ 1. Pensions pour ancienneté de service.

Le droit à la pension de retraite d'ancienneté est acquis pour les officiers de la marine et pour les marins de tous grades à 25 ans accomplis de service effectif. Les années de service effectif pour la pension de retraite se comptent de l'âge de 16 ans. C'est ici une dérogation aux principes du droit commun et une difference essentielle avec les dispositions de la loi sur les pensions de l'armée de terre, dérogation nécessitée par la force des choses, car on admet sur les bâtiments de marine de l'état des enfants de 12 ans, tandis que dans l'armée de terre on ne peut s'engager avant 18 ans.

Est compté pour la pension de retraite le temps passé dans un service civil qui donne droit à pension, pourvu toutefois que la durée des services dans le département de la marine soit au moins, ou de 20 ans en France, ou de 10 ans dans les colonies pour les individus envoyés d'Europe.

Remarquons que le temps passé hors de l'activité avec jouissance d'une pension de retraite ne peut entrer dans la supputation du service effectif; il en est de même du temps pendant lequel une pension a été annulée avec la solde d'activité dans les corps détachés de la garde nationale, comme auxiliaires de l'armée, à moins que le pensionnaire n'ait acquis dans ces corps, conformément à la loi, des droits à une pension plus élevée ou qu'il n'ait fait campagne.

Les officiers, marins, ou autres, qui ont le temps de service exigé sont admis à compter en sus les bénéfices de campagnes d'après les règles suivantes.

Est compté pour la totalité en sus de sa durée effective le service qui aura été fait :

1° En temps de guerre maritime à bord des bâtiments de l'état;

2° A terre en temps de guerre, soit dans les colonies françaises, soit sur d'autres points hors d'Europe pour les individus envoyés d'Europe.

3° Le temps de captivité à l'étranger des officiers marins et autres, faits prisonniers sur les bâtiments de l'état ou sur les prises faites par les bâtiments de l'état;

4° Le temps de navigation des voyages de découvertes ordonnés par le gouvernement.

Est compté pour moitié en sus de sa durée effective :

1° Le service en paix maritime à bord d'un bâtiment de l'état;

2° Le service à terre, en temps de paix, soit dans les colonies françaises, soit sur d'autres points hors d'Europe, pour les individus envoyés d'Europe.

Est compté pour la durée simple.

Le service fait, en temps de guerre, à bord d'un bâtiment armé en course, ainsi que le temps de captivité en cas de prise.

Est compté pour la moitié de la durée effective :

Le service fait en guerre comme en paix sur les bâtiments ordinaires du commerce; les bénéfices résultant de la navigation sur tous autres bâtiments que ceux de l'état ne peuvent jamais entrer pour plus d'un tiers dans l'évaluation totale des services qui donnent droit à la pension.

Les officiers de la marine et marins de tous les grades ont droit, après 25 ans de service, au minimum de la pension d'ancienneté déterminé par le tarif annexé à la loi du 18 avril 1831. (V. L. 11 av. 1831, tit. 1er, sect. 1 et 2.)

§ 2. Pensions pour cause de blessures ou infirmités.

Les droits à la pension pour cause de blessures ou d'infirmités provenant soit d'un service commandé, soit des fatigues ou d'accidents de service sont déterminés par le titre 2 de la loi de 1831. Les règles sont littéralement les mêmes que celles que nous avons plus haut indiquées pour les pensions de l'armée de terre. (V. *suprà*, sect. 1re, § 2 et 3.)

Les causes, la nature et les suites des blessures sont aussi justifiées de la même manière.

Quant à la fixation de la pension elle est faite

conformément au tarif annexé à la loi du 18 avril, suivant la gravité et la nature des blessures ou infirmités. (V. L. 18 avril, tit. 2, sect. 1 et 2.)

SECTION III. — Dispositions générales aux pensions de l'armée de terre et de mer. — Nature des pensions. — Liquidation. — Perte des droits. — Cumul, etc.

Dans les cas non prévus par les lois des 11 et 18 avril 1851, où il y a lieu de récompenser des services éminents ou extraordinaires, les pensions ne peuvent être accordées que par une loi spéciale.

Les pensions des militaires des armées de terre et de mer sont personnelles et viagères;

Les pensions de l'armée de terre sont inscrites comme dettes de l'état sur le livre des pensions du trésor public.

Les pensions de l'armée de mer sont payables, comme dette de l'état, sur la caisse des invalides de la marine.

Tout pourvoi contre la liquidation des pensions militaires doit être formé à peine de déchéance dans le délai de trois mois, à partir du jour du premier paiement des arrérages, pourvu qu'avant ce premier paiement, les bases de la liquidation aient été notifiées.

Le délai, a dit M. Allent, commissaire du roi, ne court que du jour ou le paiement du premier quartier a fait connaître d'une manière certaine aux ayant-droit le montant de la pension et leur a permis de la comparer avec les droits que leur donnent la nature et la durée de leurs services. C'est à compter de ce jour seulement que court pour eux le délai de trois mois pendant lequel ils peuvent se pourvoir.

De plus, le ministre est obligé de notifier d'abord les bases de la liquidation en donnant au militaire la faculté de se pourvoir immédiatement contre cette décision.

Aussi le militaire est admis à discuter successivement les bases de la liquidation ministérielle, et si le ministre y persiste, l'ordonnance du roi qui aura fixé la pension d'après ces bases.

C'est seulement contre cette ordonnance qu'il y a lieu de se pourvoir au Conseil d'état. (D. 22 juil. 1806.)

Le droit à l'obtention ou à la jouissance des pensions militaires est suspendu.

1° Par la condamnation à une peine afflictive et infamante, pendant la durée de la peine.

2° Par les circonstanees qui font perdre la qualité de Français, durant la privation de cette qualité. (V. **Français.**)

3° Par la résidence hors du royaume sans l'autorisation du roi, lorsque le titulaire de la pension est Français ou naturalisé Français.

Les pensions militaires dans la fixation desquelles il sera fait application des articles 4 des lois des 11 et 18 av. 1851, c'est-à-dire où les services civils seront appréciés et compteront pour l'ancienneté, ne peuvent en aucun cas être cumulées avec un traitement civil d'activité.

Enfin, les pensions militaires et leurs arrérages sont incessibles et insaisissables, [excepté en cas de débet envers l'etat ou dans les circonstances prévues par les articles 205 et 205 du Code civil, c'est-à-dire pour aliments.

Dans ces deux cas, les pensions militaires sont passibles de retenues qui ne peuvent excéder le cinquième de leur montant pour cause de debet, et le tiers pour aliments. (V. Tit. IV des lois des 11 et 18 av. 1851.)

SECTION IV. — Pensions des employés de la guerre et de la marine.

Les règles que nous venons d'expliquer sont applicables aux employés de la guerre et de la marine.

Dans l'armée de mer, nous avons vu que les droits étaient acquis seulement par vingt-cinq ans pour les officiers et marins de tous les grades, mais dans les autres corps, quels qu'ils soient, les mêmes droits ne sont acquis que par trente ans.

Toutefois, les individus de ces derniers corps qui réuniraient, ou six ans de navigation sur les vaisseaux de l'état, ou neuf ans tant de navigation sur lesdits vaisseaux que de services dans les colonies sont assimilés aux marins.

Mais dans aucun cas le service des colonies ne peut motiver la réduction sur la durée légale des services, que pour les individus envoyés d'Europe.

Nous avons vu qu'on pouvait faire entrer dans les trente ans, dix ans de services civils, mais qu'il fallait au moins vingt ans de services militaires; il est bien entendu que la loi, en autorisant les employés à compter pour la liquidation de leur pension de retraite les services rendus dans les autres administrations publiques, n'a admis ces services qu'autant qu'ils auraient été admissibles dans ces administrations mêmes.

Dans ce cas, c'est la loi en vigueur au moment où le temps voulu pour obtenir la pension est accompli, et non celle qui l'était au moment où l'on a quitté l'administration dans laquelle a été fait le service dont on veut se prévaloir, qui doit être prise pour règle. (Cons. d'état, 19 juill. 1833.)

Section V. — Des pensions des veuves et orphelins de militaires, marins et employés.

§ 1. Pensions des veuves et orphelins des militaires de l'armée de terre.

Ont droit à une pension viagère :

1° Les veuves de militaires tués sur le champ de bataille ou dans un service commandé;

2° Les veuves de militaires qui ont péri à l'armée ou hors d'Europe, et dont la mort a été causée, soit par des événements de guerre, soit par des maladies contagieuses et endemiques aux influences desquelles ils ont été soumis par les obligations de leur service;

3° Les veuves de militaires morts des suites de blessures reçues, soit sur le champ de bataille, soit dans un service commandé, pourvu que le mariage soit antérieur à ces blessures. (V. pour la justification des causes, nature et suite des blessures, l'ord. du 2 juill. 1831;)

4° Les veuves de militaires morts en jouissance de la retraite ou en possession des droits de cette pension, pourvu que le mariage ait éte autorisé deux ans avant la cessation de l'activité ou du traitement militaire du mari, ou qu'il y ait un ou plusieurs enfants issus du mariage antérieur à cette cessation.

Dans tous ces cas, le mariage contracté par les militaires en état de service postérieurement à la promulgation du décret du 16 juin 1808 n'ouvre de droits à pension aux veuves et aux enfants qu'autant qu'il aurait été autorisé dans les formes prescrites par ce décret, c'est-à-dire qu'autant que les officiers en activité de service se seraient mariés avec la permission par écrit du ministre de la guerre, et les sous-officiers et soldats, avec celle du conseil d'administration de leur corps.

En cas de séparation de corps, la veuve d'un militaire ne peut prétendre à aucune pension. Les enfants, s'il y en a, sont considérés comme orphelins.

Après le décès de la mère, ou lorsque par l'effet des dispositions précédentes elle se trouve déchue de ses droits à la pension, l'enfant ou les enfants mineurs des militaires morts dans les cas prévus ont droit, quelque soit leur nombre, à un secours annuel égal à la pension que la mère aurait été susceptible d'obtenir.

Ce secours est payé jusqu'à ce que le plus jeune d'entre eux ait atteint l'âge de vingt-un ans accomplis; mais dans ce cas, la part des majeurs est reversible sur les mineurs.

La pension des veuves de militaires est fixée au quart du minimum de la pension d'ancienneté affectée au grade dont le mari était titulaire, quelle que soit la durée de son activité dans ce grade.

Néanmoins la pension des veuves des maréchaux de France est fixée à 6,000 fr., celles des veuves de caporaux, brigadiers, soldats et ouvriers ne peut être moindre de 100 fr. (Tit 5, sect. 1 et 2; L., 11 av. 1831.)

§ 2. Pensions des veuves et orphelins des marins.

Les principes que nous venons d'indiquer s'appliquent nécessairement aux veuves et aux enfants de marins : aussi la loi du 18 avril a-t-elle textuellement rapporté les dispositions que nous venons de citer plus haut. (V. *suprà* 1°.)

Nous ferons une seule observation :

L'art. 19 de la loi du 18 avril porte : Ont droit à la pension, les veuves d'officiers, marins ou autres qui ont été tues dans un combat ou qui ont péri dans un service commandé ou *requis*.

Voici ce qu'il faut entendre par un service requis : Souvent il arrive qu'un bâtiment de guerre a besoin de l'assistance d'un autre bâtiment et qu'il requiert l'équipage de ce bâtiment de lui prêter secours. Si le bâtiment requis est un bâtiment de commerce, il est juste que les hommes de l'equipage qui ont pris part à l'action jouissent du même bénéfice que ceux du bâtiment de guerre. (V. Discuss. de la loi; *Mon.*, 8 av.)

PERCEPTEUR. — V. **Contributions directes, Receveurs.**

PÉREMPTION. — C'est l'anéantissement d'une instance par la discontinuation de poursuites pendant le temps réglé par la loi, c'est-à-dire trois années. (V. C. Pr., art. 397 et suiv.)

Les maires chargés de poursuivre un procès pour une commune ou un établissement public doivent veiller à ce que cette péremption ne puisse être acquise, car l'art. 398 C. proc. réserve à ces communes et établissements leur recours contre les administrateurs par la négligence desquels la péremption aurait eté acquise.

Mais elle ne pourrait courir contre une commune ou un établissement public tant qu'ils n'auraient pas été autorisés à plaider. (C. Toulouse, 26 fév. 1829, J. 29, 2, 511.)

PERFECTIONNEMENT. (brevet de) — V. **Brevet d'invention.**

PERMIS DE PORT D'ARMES. — V. **Chasse.**

PERQUISITIONS. — Les maires, adjoints et

commissaires de police ne peuvent s'introduire dans les maisons des citoyens si ce n'est pour la confection des états de population, la vérification des registres des logeurs pour l'exécution des lois sur les contributions directes ou en vertu d'ordonnances, contraintes et jugements dont ils seraient porteurs, ou enfin sur l'appel par les citoyens, de la force publique. (L., 19 juill. 1791, art. 8.— V. art, 184. C. pén.; C. inst. crim., art. 56, 57, 59, 49, 87 à 90, 464. (V. **Douanes, Contributions indirectes.**)

PERTUIS. — V. **Eaux. Chap. des ouvrages sur les cours d'eau.**

PESAGE. — V. **Poids et mesures.**

PESAGE ET MESURAGE PUBLICS A PARIS. — Créé par un décret du 16 juin 1808, le bureau central du poids public est char deux services distincts et très-séparés, quoique réunis dans le but unique qui les a fait instituer : celui d'offrir aux vendeurs comme aux acheteurs une garantie pour la fidélité de leurs opérations.

L'un consiste à jauger, peser, mesurer à domicile sur réquisition volontaire, et à dépoter les eaux-de-vie à l'entrepôt général des boissons; l'autre à mesurer les pierres provenant des carrières de la banlieue et destinées aux constructions publiques et particulières de la capitale.

Cette institution ajoute annuellement aux bénéfices de la ville une somme d'au moins 50,000 fr.

PÉTITION.—C'est une demande ou réclamation adressée à l'autorité supérieure.

L'art. 3 de la Constitution de l'an 8 porte que toute personne a le droit d'adresser des pétitions individuelles à toute autorité constituée.

Néanmoins, dans certaines occasions, il est dit dans la loi du 14 décembre 1789, art. 62, que les citoyens ont le droit de se réunir paisiblement et sans armes, en assemblées particulières pour rédiger des adresses et pétitions, soit au corps municipal, soit à l'administration du département, soit aux chambres, soit au roi, sous la condition de donner avis aux officiers municipaux du temps et du lieu de ces assemblées, et de ne pouvoir députer que dix citoyens pour apporter et présenter des adresses et pétitions.

Le droit de pétition aux chambres a été consacré par l'art. 45 de la Charte. C'est un droit de liberté naturelle ayant le même caractère que tous nos autres droits constitutionnels; c'est un moyen énergique d'éclairer utilement le pouvoir sur les besoins du pays ou d'obtenir une éclatante réparation de dommages évidents. Tout citoyen peut en faire usage.

Ces pétitions ne peuvent être faites et présentées que par écrit. La loi interdit d'en apporter en personne à la barre. (Ch. 45.)

A la *chambre des pairs*, il est tenu, dans les bureaux du secrétariat, un registre sur lequel les pétitions adressées à la chambre sont enregistrées successivement à la date de leur présentation, et distinguées par un numéro d'ordre qui est reporté sur la pétition originale. La série de ces numéros recommence à chaque session.

Un comité composé de sept pairs, et renouvelé de mois en mois, est chargée de l'examen et du rapport des pétitions qui lui sont transmises par le secrétariat aussitôt après leur enregistrement. Le comité fait son rapport à la chambre, en séance publique, deux fois par mois au moins. (Rég. 1833, art 62, 63, 65.)

A la *chambre des députés*, chaque bureau nomme à la majorité absolue un de ses membres pour former la commission chargée de l'examen et du rapport des pétitions; cette commission, renouvelée tous les mois, fait son rapport chaque semaine, également en séance publique.

Les chambres ainsi consultées ordonnent le renvoi de l'affaire au ministre compétent, si elle n'est que d'un intérêt privé, et que d'ailleurs la réclamation soit fondée. Si elle signalait un abus dans des matières d'un intérêt général, la publicité de ce rapport a au moins l'avantage d'indiquer la cause du mal, de signaler les vices, c'est ensuite à la chambre qu'est laissé le soin de prendre les mesures nécessaires pour le faire cesser, soit par la proposition de projets de loi, soit par des explications ou des interpellations du haut de la tribune.

On se pourvoit aussi devant le ministre par voie de simple pétition, contre les arrêtes des préfets.

Timbre.—Les pétitions et mémoires même en forme de lettres présentes aux ministres, à toutes autorités constituées, aux administrations ou établissements publics sont assujettis au timbre (L. 13 brum., an VII, art. 12); et ce principe est tellement constant, que par un arrêté des consuls, du 15 fructidor an VIII, il fut remis à statuer sur une pétition présentée contre une décision du ministre des finances, jusqu'à ce qu'elle fût rédigée sur papier timbré; ainsi plusieurs décisions ministérielles et entre autres des 18 et 23 ventôse, an X, chargent les directeurs et autres préposés de l'administration de se concerter avec les préfets et autres magistrats, à l'effet que les pétitions et mémoires soient rejetés si l'accomplissement de la formalité ci-dessus n'a pas été observée.

En sont cependant exemptées, 1° les pétitions adressées aux chambres, 2° celles qui ont pour objet des demandes de congés absolus ou limités, ou de secours ;

3° Les pétitions en décharge ou réduction de cotisation, soit de contribution personnelle et mobilière, soit de portes et fenêtres, ayant pour objet une cote moindre de 30 fr. (L. 21 avril 1832, art. 28.)

4° Les réclamations concernant les inscriptions sur les listes des électeurs et des jurés. (L. 2 mars 1827, art. 4.)

PHARES.—Les phares sont des fanaux placés ordinairement au sommet de tours et colonnes très élevées sur le bord de la mer. Ils ont pour but d'éclairer les vaisseaux qui sont en mer et de les avertir de l'approche de la côte ou de celle d'un endroit dangereux.

Un décret du 15 septembre 1792 a confié au ministre de la marine la surveillance des phares, et au ministre de l'intérieur l'exécution de ces travaux.

L'éclairage des phares et fanaux des côtes de France faisait l'objet autrefois d'une seule entreprise centralisée à Paris pour la comptabilité et les paiements. Depuis le 1er juillet 1830, cet éclairage a été divisé en trois lots dont les chefs-lieux sont à Rouen, à Bordeaux et à Marseille. Ils ont été adjugés à autant d'entreprises. (Pour la comptabilité, voir la circ. min., 20 sept. 1830.)

Le service des phares est placé sous la surveillance des ingénieurs des ponts-et-chaussées; et il existe près du directeur général une commission dite des phares, composée d'ingénieurs, de marins, d'hydrographes, d'astronomes et de physiciens.

Une loi du 27 juin 1833 a accordé 2,500,000 f. pour les travaux des phares et signaux.

PHARMACIENS. (V. **Médecine.**)

PIGEONS.—Les anciennes coutumes accordaient le droit de colombier au seigneur justicier ayant *censive*, et au seigneur non justicier ayant *domaine et censive*. Elle reconnaissaient dans ce droit deux choses distinctes : l'honorifique et l'utile; l'honorifique résultait de la forme de cet édifice qui, présentant l'extérieur d'une tour, était un signe indicatif de seigneurie. L'utile consistait dans l'avantage que procuraient les pigeons.

Ce droit exclusif de colombiers était donc un privilége en faveur des seigneurs ; aussi fut-il aboli par la loi du 11 août 1789, qui déclara que les pigeons seraient enfermés aux époques fixées par les communautés, et durant ce temps considérés comme gibier ; enfin, que chacun aurait le droit de les tuer sur son terrain.

Cette loi est incontestablement une loi de police ; celle du 22 juillet 1791 autorise donc les officiers municipaux à faire des réglements qui ordonnent la clôture des colombiers toutes les fois que cette mesure leur paraît nécessaire, et la contravention à ces réglements doit être punie soit d'une amende, soit d'un emprisonnement. (Cass., aud. solennelle, 5 janv. 1836.) Cependant un arrêt de la Cour de cassation du 5 octobre 1821, à statué qu'en cette matière il n'y avait pas lieu à prononcer d'amende contre celui qui laisserait aller ses pigeons en dépit du réglement, parceque la mesure répressive était le droit donné par la loi du 11 août 1789 de tuer les pigeons.

Nous ne saurions admettre cette doctrine qui, selon nous, est contraire aux principes et pourrait d'ailleurs entraîner de graves conséquences; d'abord une loi existe, celle du 22 juillet 1791, qui autorise à faire des réglements. Or ceux-ci ne diffèrent nullement des autres réglements que les tribunaux sont chargés de faire exécuter quand ils sont basés sur des lois. Pourquoi cette exception? ensuite permettre ainsi l'impunité quand un ordre de l'autorité municipale a été violé, c'est enlever à celle-ci sa force et le respect qui lui est dû.

La loi autorise celui qui souffre un dommage à tuer les pigeons qui le causent; voici la reparation du dommage privé, mais une loi a été méconnue, et dans cette matière, de même que dans les autres, nous pensons que c'est aux tribunaux à appliquer les peines ordinaires contre ceux qui ont agi au mépris de ses prohibitions.

Il en serait autrement si le propriétaire tuait sur son terrain les pigeons qui y commettent des dégâts, encore bien qu'aucun arrêté municipal n'eût ordonné la fermeture des colombiers ; dans ce cas seulement c'est à lui à prouver que les pigeons causaient du dommage à ses récoltes au moment où il les a tués. (Cass., 1er août 1829). Sur ce point il y a encore divergence d'opinion, et nous voyons un arrêt de la Cour de cassation du 20 septembre 1825, qui déclare que celui qui tue des pigeons hors le temps où ils sont déclarés gibier par la loi et se les approprie, commet le délit de soustraction frauduleuse déterminé et puni par les art. 370 et 401 du Code pénal.

Cependant l'opinion contraire semble basée sur la loi du 6 décembre 1791, art. 12. Elle porte que les volailles, de *quelque espèce que ce soit*, qui causent du dommage, peuvent être tuées par le propriétaire du terrain endommagé, mais seulement sur le lieu et au moment du dégât.

PILLAGE. (V. **Communes**, chap. des charges communales, chap. IV, sect. 1, responsabilité des communes. C. pén., art. 91, 96, 440, 441, 442.)

PILOTES-LAMANEURS. — On donne les noms de *pilotes-lamaneurs*, *pilotes côtiers* et *locmans* à des marins préposés par le gouvernement pour porter secours aux navires et autres bâtiments de mer qui se trouvent dans des parages dangereux, et pour leur faciliter l'entrée, ainsi que la sortie des ports, havres ou rivières.

L'admission, la police, les droits et les fonctions des pilotes-lamaneurs sont déterminées par un décret du 12 décembre 1806. Ils sont sous la surveillance du ministre de la marine qui les nomme.

On peut donc les considérer comme des agents de l'administration, essentiellement tenus de se conformer aux règles et aux instructions qu'ils tiennent de l'administration.

Les pilotes-lamaneurs sont justiciables :

1° Du *tribunal de commerce* du port, en ce qui touche leurs droits de pilotage, indemnités et salaires;

2° De l'*officier chef des mouvements maritimes*, lorsqu'il s'agit de leur infliger des peines correctionnelles, telles que la prison et l'interdiction pendant moins d'un mois;

3° Des *tribunaux de police correctionnelle et des cours criminelles*, en matière d'amendes et de toutes peines afflictives. (D. 12 déc. 1806.)

Mais c'est à l'autorité administrative et non aux tribunaux qu'il appartient de prononcer sur des actions intentées pour raison de responsabilité contre les pilotes-lamaneurs, ou contre tout préposé placé sous l'autorité et la surveillance du gouvernement pour la sûreté de la navigation en cas de naufrage, ou échouement des bâtiments confiés à leur conduite. (C. d'état, 25 av. 1807.)

De même, la question de savoir si un pilote-lamaneur est passible de dommages-intérêts envers un tiers pour fausse manœuvre contraire aux instructions et réglements sur le lamanage est de la compétence de l'autorité administrative. (C. d'état, 6 sept. 1826.)

PIQUEUR. — C'est un agent préposé par l'administration des ponts-et-chaussées pour recevoir par compte les matériaux et en tenir note, marquer les journées des ouvriers, veiller à l'emploi de leur temps, et *piquer* sur son carnet ceux qui s'absentent pendant les heures du travail afin de leur faire subir une retenue proportionnelle. (V. **Ponts et chaussées, Grande voirie.**)

PIRATE. — C'est celui qui, sans la commission d'aucun gouvernement, court les mers pour voler et piller les navires amis ou ennemis sans distinction.

La connaissance des pirateries appartient aux conseils de guerre maritimes pour l'application des peines portées par la loi. (V. **Tribunaux militaires, Prises maritimes.**)

Consulter : *Histoire de la piraterie*, par Azuni, 1816; in-8°.

PLACARDS. — La publication et l'apposition d'affiches ou placards sont subordonnées à l'approbation de l'autorité municipale.

De telle sorte que les contraventions pour affiches et placards non autorisés doivent être punies des dispositions combinées de l'article 5, titre XI, L. 20 août 1791 et des art. 600 et 606 du Code de brumaire an IV. (Cass., 24 mars 1850.) V. **Affiches.**

PLAÇAGE. — Le droit dit de *plaçage* accordé aux communes par la loi du 11 frimaire an VII, et qui consiste à percevoir un prix de location dans les halles, les marchés et chantiers sur les rivières, les ports, etc. des places occupées par les marchands pour l'exposition en vente de leurs marchandises, est applicable au cas d'exposition en vente de marchandises à bord de navires ou bateaux en stationnement sur des rivières même navigables.

Vainement on dirait qu'il ne peut y avoir lieu au droit de plaçage qu'autant qu'il y a occupation de places *appartenant aux communes*, et que les rivières navigables sont dans le domaine public. (Cass., 22 juin 1850.) V. **Halles.**

PLACES DE GUERRE.

Exposé. — § 1. Classement. — § 2. Servitudes militaires N° 1. Terrains militaires. N° 2. Polygone intérieur. N° 3. Polygone extérieur. — § 3. Exceptions. — § 4. Bornage. — § 5. Indemnité. — § 6. Contraventions. — § 7. Compétence. — § 8. États-majors des places de guerre. — § 9. Rapports des autorités administratives, civiles et militaires.

Exposé.

Les places de guerre sont soumises depuis longtemps à une législation spéciale; on voit d'abord l'ordonnance de 1670 qui défend de bâtir aucune maison dans les faubourgs des places de guerre sans en avoir la permission du roi; puis differentes ordonnances des 9 décembre 1713, 25 juin 1750, 5 mai 1758, 10 mars 1759, 1er mars 1768, 31 décembre 1776, qui eurent pour objet

de régler ce qui était relatif aux places de guerre. Aujourd'hui, ces règles sont établies :

1° Par la loi du 10 juillet 1791 qui, la première établit une distinction entre les *places de guerre* et les postes militaires, et a en outre divisé les unes et les autres en trois classes, et déterminé les servitudes qui doivent grever les propriétés voisines des places de guerre de diverses classes;

2° Par la loi du 17 juillet 1819 qui établit un nouveau classement, et donne au roi le droit de l'opérer;

3° Par l'ordonnance du 1er août 1821 qui a développé les règles établies par cette loi, et a consacré les mesures qu'aux termes de cette loi il appartenait au roi d'ordonner;

4° Par la loi du 30 mars 1831 relative à l'expropriation et à l'occupation temporaire, en cas d'urgence, des propriétés privées nécessaires aux travaux des fortifications.

L'ensemble de ces lois, ainsi qu'on le verra ci-après, impose tant aux propriétés particulières qu'aux travaux publics des servitudes qui mettent continuellement la défense du pays et sa prospérité en opposition. Aussi, depuis longtemps a-t-on demandé non pas l'abolition, mais au moins la modification d'une législation aussi sévère. Une proposition a été faite dans ce but à la chambre des députés, le 4 avril 1836, par le colonel Paixhans. (V. *Le Moniteur*.) Les motifs sur lesquels elle se fonde nous paraissent concluants.

En effet, autour de chacune des places fortes, il y a divers degrés de servitude sur les propriétés particulières; et autour de la France entière considérée comme une grande forteresse, il y a une zone où les travaux publics ne peuvent s'exécuter que sous le contrôle de l'autorité militaire. Or, la zone frontière n'est pas ainsi que son nom pourrait le faire penser une étroite bordure autour du territoire. Elle renferme quarante départements entiers et douze portions de départements qui ont ensemble plus de 24,000 communes sur 57,000, et plus de 18 millions d'habitants sur 32 millions. (Extrait du *Moniteur*.)

Or, sur toute la surface de cette zone, aucun des travaux publics, soit sur terre, soit sur mer, ne peut s'exécuter qu'avec le consentement d'une commission mixte instituée dans l'intérêt militaire (V. **Commission mixte**), et l'intervention de cette commission n'est pas limitée à quelques portions spéciales des travaux d'utilité publique; elle s'étend avec une souveraineté presque absolue sur toutes les routes, sur tous les chemins et toutes les communications par terre ou par eau, sur les ports de mer, les rades, leurs défenses, leurs fanaux, leurs balises; sur les rivières, les canaux, les desséchements des marais, les digues, les ponts, les écluses; elle s'étend sur une partie des rues des villes fortifiées; elle s'étend sur les démolitions elles-mêmes qui ne peuvent se faire qu'avec permission, c'est-à-dire que l'intervention militaire s'étend à toutes choses.

De là, des retards et des inconvénients sans nombre. D'abord, c'est une immensité de placets et de mémoires à rédiger, de discussions, de renvois, de conférences qui exigent des travaux inutiles et laissent les travaux utiles en souffrance; puis ce sont des interdictions qui, en vue des éventualités militaires les moins probables ou les moins importantes, font peser sur les intérêts généraux des charges immédiates, permanentes et considérables.

Il y aurait donc, on le voit, de graves améliorations à introduire d'après ce principe toutefois: « qu'il ne faut pas faire à la défense les sacrifices dont elle n'a pas besoin, mais que tout ce qui lui est nécessaire, il faut le lui accorder. »

A l'appui de cette opinion, nous ajouterons que la proposition ci-dessus a été prise en considération, et que, tout en la partageant, le ministre de la guerre a pris l'engagement de faire examiner ces améliorations par une commission spéciale, qui envisagerait la question sous son double rapport des intérêts de l'état et de ceux des particuliers.

§ 1. Classement.

Un tableau de classement, annexé à l'ordonnance et homologué par l'art. 76 de l'ordonnance de 1821, présente la nomenclature des places de guerre et des postes militaires.

Ils y sont distribués en deux séries :

La première série comprend toutes les places de première et deuxième classe soumises à la première espèce de servitudes imposées par les lois de 1791 et de 1819;

La seconde série comprend les places de troisième classe et les postes militaires soumis à la seconde espèce de servitudes établies par ces lois.

Le roi a le droit d'inscrire au tableau de nouvelles places, de rayer celles qui s'y trouvent inscrites, ou de transférer une forteresse d'une série dans une autre, et lorsqu'il a ordonné soit la construction nouvelle de places de guerre ou postes militaires, soit la suppression ou démolition de ceux qui existent, soit des changements dans le classement ou dans l'étendue desdites places ou forts, il y est statué par une ordonnance publiée

dans les communes intéressées. (L. 15 juill. 1819, art. 1er. O. 1821, art. 53, 71.)

Cependant, l'insertion au Bulletin des lois de cette ordonnance suffit pour rendre obligatoires les servitudes imposées à la propriété dans l'intérêt de la France et de l'état. (C. d'etat; 15 oct. 1850.)

Les changements dans l'étendue des places ou postes peuvent résulter des travaux ordonnés par le ministre de la guerre, ou même, en cas de siége, par le commandant de la place ; mais, tant que ces changements n'ont pas été approuvés par une ordonnance du roi, ils ne peuvent influer en rien sur la fixation des rayons de servitude, puisque l'article précité dit positivement que les changements dans l'etendue des places ou postes ne peuvent avoir d'effet sur l'application des servitudes qu'en vertu d'une ordonnance du roi. Par cette disposition, les propriétaires ne sont pas dans l'incertitude sur le point de savoir si des ouvrages, créés en temps de guerre, considérés d'abord comme passagers et conservés ensuite, doivent être pris en considération pour déterminer les zones de servitude. Ainsi, tant qu'il n'y a pas d'ordonnance qui modifie le polygone de circonscription, les servitudes ne sont pas changées.

Cette ordonnance, pour la création ou le classement de chaque place de guerre ou poste militaire, n'a pas besoin d'être spéciale; car la loi n'empêche nullement qu'on ne comprenne plusieurs places ou postes dans la même ordonnance. C'est ce que le conseil d'état a jugé par son arrêt du 19 août 1829, en annulant un arrêté du conseil de prefecture du departement des Ardennes qui avait déclaré qu'il ne pouvait y avoir de contravention, notamment parce qu'une odonnance spéciale n'avait pas déclaré Sedan place de guerre. (Delalleau, *Traité des places de guerre*, p. 196.)

§ 2. Servitudes militaires.

L'art. 650 du Code civil, en énonçant les différentes servitudes établies par la loi pour cause d'utilité publique, n'a fait aucune mention des servitudes établies dans l'intérêt de la défense de l'état; mais il est évident que cet article se borne à indiquer quelques-unes des servitudes établies par la loi pour l'utilite publique, et n'a pas cherché à rappeler toutes les servitudes qui ne doivent leur origine qu'à l'intérêt public. Aussi les différents auteurs, tels que Toullier, Dalloz, Pailliet, Favard, n'hésitent pas à indiquer la défense de bâtir autour des places de guerre comme une véritable servitude légale établie pour l'utilité publique.

M. Delalleau, dans son *Traité des places de guerre*, définit ce genre de servitudes : « des restrictions apportées par le législateur et dans l'intérêt de la defense de l'état aux droits de jouissance ordinairement inhérents à la propriété foncière. »

En effet, les règles relatives à la défense des places exigent, non seulement que le sol des fortifications soit exclusivement réservé à cette défense, mais qu'une certaine étendue de terrain à l'entour des fortifications, soit extérieurement, soit intérieurement, demeure libre pour les manœuvres des troupes, pour le jeu de l'artillerie et ne puisse protéger les attaques de l'ennemi.

Ainsi, il est d'abord nécessaire de déterminer l'étendue et les limites du terrain militaire entre ceux qui sont la propriété exclusive de l'état et ceux qui, quoique restant dans la propriété privée, sont seulement sujets aux exigences des terrains militaires.

N° 1. Terrains militaires. Propriété.

Les fortifications et les bâtiments, établissements ou terrains militaires qui appartiennent à l'état, forment une portion du domaine public affectée à la défense du territoire ou au service de l'état : ces ouvrages, édifices ou terrains, constituent le domaine militaire de l'etat. Il est inaliénable et imprescriptible comme celui de la couronne, et tellement même que, si un terrain de cette nature avait été compris dans une vente administrative de biens nationaux, il y aurait lieu d'en prononcer l'annulation, sauf à l'acquéreur à se pourvoir en restitution du prix devant qui de droit. (C. d'état, 22 juill. 1829.)

Mais ce caractère d'inaliénabilité et d'imprescriptibilité ne leur reste qu'autant qu'ils n'ont pas changé de nature et de destination, conformément à l'art. 2, tit. 4, de la loi des 8 et 10 juillet 1791. Leur conservation appartient au ministre de la guerre à l'exclusion des corps administratifs.

Autour des places, postes, ouvrages avancés ou citadelles sans exception, on distingue deux polygones : l'un intérieur et l'autre extérieur, qui limitent la zone du terrain militaire.

Autour des places de première classe et deuxième classe, il y a trois autres polygones qui, avec le polygone extérieur du terrain militaire, forment les trois zones des propriétés soumises aux servitudes. La première a 125 toises, la deuxième 250, et la troisième 500.

Ces trois dernières zones se réduisent à deux autour des places de troisième classe et des postes militaires (500 toises); à une seule sur l'esplanade

des citadelles (250 toises), et elles varient autour des ouvrages détachés suivant qu'ils sont assimilés à la place ou à un simple poste.

N° 2. Polygone intérieur.

Les constructions et clôtures enclavées dans la zone du terrain militaire sont grevées d'une servitude spéciale pour les démolitions soit volontaires, soit accidentelles ou nécessitées par la guerre et autres circonstances. (L. 4 juill. 1791, art. 17.)

N° 3. Polygone extérieur.

A l'extérieur les propriétés limitrophes du terrain militaire sont grevées des mêmes servitudes défensives que les autres propriétés situées entre la limite extérieure de ce terrain et la limite de 250 mètres.

Dans la *première zone*, c'est-à dire celle comprise entre la limite extérieure du terrain militaire et la limite de 250 toises, on ne peut élever que de simples clôtures et haies sèches ou en planches à claire-voie. Toutes autres clôtures et constructions sont interdites : rien ne doit sur ce terrain arrêter les feux et les sorties de la place.

Dans la *seconde zone*, comprise entre les limites de 125 toises à 250 toises, on ne peut élever que des constructions et clôtures en bois et en terre nues, ou crépies seulement en chaux ou en plâtre.

La *troisième zone* que forment autour de ces mêmes places les limites de 250 à 500 toises, et autour des postes militaires les limites de 225 à 250 toises, on peut élever toutes espèces de constructions et clôtures, mais il ne peut être fait de chemin, chaussée, levée, ni creusé de fossé sans que leur alignement et leur position n'aient été préalablement concertés avec l'autorité militaire.

Dans les zones soumises aux deux premières servitudes, les anciennes constructions peuvent être entretenues dans leur état actuel, dit l'ordonnance royale du 21 août 1821, art. 29, mais à la charge de prouver qu'elles existaient avant l'ordonnance du 9 décembre 1795. Dans les cas de démolition prévus par la loi, la reconstruction est soumise aux servitudes que nous venons de définir.

§ 3. Exceptions.

A toutes les servitudes dont nous venons de faire l'extrait, il peut être fait exception par le ministre de la guerre en faveur de moulins et autres semblables usines, à la charge toutefois de démolir les constructions et d'enlever les matériaux sans indemnité à la première réquisition, si la place déclarée en état de guerre est menacée d'hostilités.

§ 4. Bornage.

La multiplicité des distances sus-indiquées, et leur variété rendent nécessaire de fixer avec certitude les limites du domaine militaire afin d'éviter tout empiétement de la part des propriétaires voisins. L'art. 2 de la loi du 17 juillet 1819 porte donc : « que le terrain militaire appartenant à l'état tel qu'il a été défini par la loi du 10 juillet 1791, sera limité par des bornes plantées contradictoirement, avec les propriétaires des terrains limitrophes, et que ces bornes seront rattachées à des points fixes et rapportées sur le plan spécial de circonscription. »

Et cette délimitation peut avoir lieu non seulement pour les servitudes sus-indiquées, mais encore lorsque le roi a jugé convenable d'établir dans ces zones de servitude quelques polygones exceptionnels où les prohibitions légales soient modifiées. (Circ. min. 15 fév. 1830.)

Quoiqu'en général tout bornage se fasse à frais communs (C. civ. art. 646), et que celui-ci soit autant dans l'intérêt des propriétaires que dans celui de l'état, cependant l'art. 2 de la loi de 1819 porte que l'opération du bornage sera exécutée aux frais du gouvernement.

Les procès-verbaux de bornage doivent être dressés par les ingénieurs civils et militaires en présence des maires ou adjoints des communes intéressées. D'après l'art. 8 de la loi de 1819, les propriétaires et le maire de la commune doivent être présents à la vérification du plan et de l'état descriptif.

Le maire dans un intérêt communal, a qualité pour faire ses observations, tant sur les opérations du bornage, que sur la vérification du plan de circonscription et de l'état descriptif, mais seulement à l'époque de la plantation des bornes. Dans tous les cas ce droit n'est pas celui de réclamer en faveur de la masse des propriétaires, le paiement d'une indemnité qui, si elle est due, ne peut être réglée qu'individuellement et contradictoirement avec chacune des parties intéressées. (C. d'état, 11 oct. 1855.)

Il est important d'observer que l'application des règles relatives aux contraventions, en matière de servitudes militaires, n'est pas subordonnée à l'exécution du plan de délimitation prescrit par les art. 6 et suivants de la loi de 1819.

Jusqu'à la confection définitive de ce plan, il y a donc contravention toutes les fois que des constructions sont élevées dans des distances prohibées par la loi.

§ 5. Indemnités.

La question de savoir si des indemnités sont dues à ceux qui peuvent souffrir de l'existence desdites servitudes, a été souvent agitée. MM. de Gérando et Sirey penchent pour la reconnaissance de ce droit d'indemnité, comme fondé sur la justice et l'équité.

M. Delalleau le met en doute, attendu qu'il n'est pas d'une application universelle, et que beaucoup de propriétaires qui éprouvent un dommage par le fait du gouvernement, c'est-à-dire par l'établissement d'autres servitudes d'utilité publique sont privés de cette indemnité.

Nous ne saurions partager cette dernière opinion, contraire d'ailleurs à l'art. 9 de la Charte; et par l'énumération ci-après des différents cas où l'indemnité est due, on peut voir qu'elle est de toute justice.

Il y a deux sortes d'indemnités : celle pour expropriation, celle pour démolition ou destruction, dans les cas prévus et déterminés.

Ainsi 1° dans le cas où, par l'opération du bornage du terrain militaire, les particuliers éprouvent une perte de terrain dont eux-mêmes sont légitimes propriétaires, ils en sont indemnisés aux frais du trésor;

2° Lorsque, pour la sûreté d'une place de guerre, l'autorité militaire requiert la destruction d'une bâtisse située dans une des zones de servitudes légales, pourvu toutefois qu'il soit justifié sur titres que cette bâtisse existait antérieurement à la fixation du rayon militaire. La preuve de l'époque de la construction de cette maison peut se tirer du rôle de la contribution foncière;

3° Lorsque l'autorité militaire occupe provisoirement une propriété privée de manière à y porter dommage;

4° Lorsque les objets détruits étaient placés dans un bâtiment non sujet à démolition.

Quand il y a lieu à indemnité pour expropriation, elle se règle d'après les dispositions de la loi du 7 juillet 1833, c'est-à-dire que lorsque l'administration entreprend des établissements militaires pour lesquels elle a besoin d'un terrain appartenant à une commune, elle doit préalablement se conformer à la loi du 7 juillet 1833 sur les expropriations pour cause d'utilité publique; ainsi est annulable une décision du ministre de la guerre qui sans indemnité préalable étend les limites du terrain militaire.

Dans les autres cas l'indemnité se règle par expertise contradictoire faite par des arbitres du choix du gouvernement et des parties, seulement d'après la valeur des constructions sans y comprendre l'estimation du sol.

Quand les parties ne peuvent pas s'arranger à l'amiable le réglement doit être porté devant les tribunaux. (O. 1821, art. 66.) La procédure s'instruit alors comme en matière sommaire et l'enregistrement est gratuit. Voyez aussi la loi relative à l'expropriation et à l'occupation temporaire en cas d'urgence des propriétés privées nécessaires aux travaux des fortifications. (30 mars 1851, bull. 31.)

Des travaux de défense ordonnés par un général dans une retraite forcée, et ayant pour objet de s'opposer à l'envahissement du territoire français. constituent un fait ordinaire de guerre qui, d'après les principes du droit commun, ne peut donner lieu à aucune indemnité d'expropriation ou de dommages. La loi du 10 juillet 1791, sur la défense des places, ne donne pas dans ce cas aux propriétaires réclamants un droit positif à une indemnité. (C. d'état, 26 mars 1825; 22 janv., 11 fév. 1824.)

L'art. 37 de la loi de 1791, et l'art. 96 du décret du 24 décembre 1811, donnent en effet aux conseils de guerre et aux gouverneurs des places le droit de détruire tout ce qui pourrait nuire à la défense, sans exclure même la voie de l'incendie.

§ 6. Contraventions.

La constatation des contraventions aux lois sur les servitudes relatives aux places de guerre est principalement dévolue aux gardes des fortifications. (L. 17 juill. 1819, art. 11.)

Cependant un décret du 9 décembre 1811 donnait aux prefets, sous-préfets et maires, aux procureurs généraux et impériaux, aux commissaires de police, aux officiers et sous-officiers de gendarmerie, et à tous autres officiers ou agents de la police civile et judiciaire, le droit de faire exécuter ledit décret, pour la conservation des bâtiments et terrains militaires, et de remplir à cet effet toutes les fonctions que les lois et décrets leur attribuent pour réprimer, constater et poursuivre les délits contre la conservation des monuments publics et autres dépendances du domaine de l'état.

Ici se présente naturellement la question de savoir si cette disposition est ou non en vigueur. M. *Delalleau*, dans son traité des places de guerre, p. 487, soutient que l'attribution spéciale donné

aux gardes des fortifications par l'article précité de la loi de 1819, ne detruit pas les attributions données par des lois générales à d'autres fonctionnaires et il se fonde sur les art. 8 et suivants du Code d'instruction criminelle qui classent les préfets, les maires, les procureurs généraux et procureurs du roi, les officiers de gendarmerie et les gardes-champètres parmi les officiers de police judiciaire, et les charge de rechercher et constater les crimes, délits et *contraventions*.

Nous croyons également que cette attribution ne leur ayant eté interdite par aucune loi spéciale, en ce qui concerne les servitudes militaires, ils peuvent l'exercer au besoin. La confection des plans parcellaires et des actes descriptifs met sans nul doute les gardes des fortifications à même de reconnaître plus facilement les contraventions; mais celles qui seraient commises dans la troisième zone des places et postes pourraient echapper à leur surveillance; l'art. 51 de l'ordonnance de 1821 a donc investi les gardes du genie, dûment assermentés, du droit d'agir comme officier de police judiciaire.

Leurs procès-verbaux font foi auprès de toutes les autorités, jusqu'à inscription de faux. (O. 1821, art. 31.)

Les gardes du génie, dit l'art. 34 de l'ordonnance de 1821, doivent mentionner en tête de leurs procès-verbaux la date de leur prestation de serment, mais aucun article n'indique dans quel lieu doit se faire cette prestation de serment; néanmoins un arrêt de la Cour de cassation, en date du 2 septembre 1829, porte qu'un procès-verbal dressé par un garde du genie est nul si celui-ci n'a pas prêté serment devant le tribunal du ressort, et si ledit procès-verbal n'a pas été affirmé dans les vingt-quatre heures.

Un autre arrêt du Conseil d'état, en date du 27 novembre 1835, porte qu'un procès-verbal de contravention dresse et signifié par les gardes du génie, un jour de fête, n'est pas frappé de nullité, aucune loi ne l'ayant prononcé.

De même il n'est pas nul lorsqu'il est suivi d'une mention d'affirmation qui n'indique pas la personne qui a affirme et n'est pas revêtu de sa signature.

Les contraventions ainsi constatées sont punies conformément à la loi du 19 mai 1802, relative aux contraventions en matière de grande voirie. Ainsi : 1° lorsqu'un proprietaire, sans en avoir préalablement obtenu l'autorisation, établit une couverture en planches, supportee par poutres et chevrons sur vieille maçonnerie situee dans le rayon militaire d'une place forte, il y a lieu de le condamner à démolir et à l'amende (C. d'état, 15 juin 1850), et lorsque les travaux incriminés constituent une œuvre nouvelle, et non de simples réparations, il y a lieu de maintenir l'arrêté du conseil de prefecture qui en a ordonné la démolition.

Toutefois le Conseil d'état peut, d'après les circonstances de l'affaire, reduire l'amende. (C. d'état, 27 nov. 1833.)

2° Lorsqu'un propriétaire a, sans autorisation, fait construire une maison située sur son terrain, dans la première zone des servitudes de défense d'une place de guerre, cette contravention doit être reprimée par le conseil de prefecture, en vertu des dispositions formelles de la loi. Les considérations speciales à des propriétes particulières ne peuvent jamais autoriser ce conseil à tolérer les contraventions à la loi. Ces considérations peuvent seulement donner lieu à la fixation des polygones exceptionnels, dans les cas détermines par les art. 5 de la loi du 17 juillet 1819, et 7 et 8 de l'ordonnance du 1er août 1821 (C. d'état, 16 août 1822);

3° Un particulier qui, dans la construction d'une maison dépasse la hauteur fixée par la loi et les réglements militaires, doit être condamné à démolir et à l'amende, surtout lorsqu'il a déclaré se conformer à la fixation déterminée par le génie de la place (C. d'etat, 15 oct. 1826);

4° Celui qui a outrepassé l'autorisation de bâtir à lui donnee par le génie militaire, s'est mis en contravention et doit être condamne à l'amende. Il n'est pas fondé à soutenir qu'il n'y a pas contravention, par le motif que le rayon militaire n'a pas eté délimité dans les formes prescrites par la loi du 17 juillet 1819. Cette loi n'a pas subordonné à cette operation l'application des règles de la loi de 1791, sur les constructions enclavees dans le terrain militaire. Toutefois, l'exécution des arrêtés du conseil de prefecture doit être differée jusqu'à ce que le terrain militaire ait eté tracé et borné conformement aux plans et dans les formes prescrites par la loi de 1819. Les droits de propriété relatifs au terrain militaire, ou aux constructions elevées sur ce terrain, se résolvent, d'après les lois precitées, en un droit à l'indemnité. Les arrêtés des conseils de prefecture qui répriment les contraventions en cette matière, ne font pas obstacle à ce que le contrevenant porte lesdites questions de propriete et d'indemnite devant les tribunaux (C. d'etat, 21 sept. 1827);

5° Lorsqu'un procès-verbal dûment affirmé par un garde du genie assermente constate qu'un particulier a fait construire, sans autorisation dans la première zone des servitudes militaires d'une place de guerre, un mur en maçonnerie, et que le contrevenant ne s'est point inscrit en faux con-

tre le procès-verbal, il y a lieu d'annuler l'arrêté du conseil de prefecture qui a refusé de réprimer la contravention, et d'ordonner la demolition des ouvrages (C. d'état, 22 oct. 1830);

6° Lorsqu'un particulier a exhaussé les murs de sa maison, dans la première zone des servitudes militaires, et que ces travaux faits d'ailleurs sans autorisation ne sauraient être considérés comme de simples réparations, la démolition en doit être ordonnée (C. d'état, 16 août 1832);

7° Il y a contravention, nonobstant les titres de propriété invoqués par le réclamant contre les prohibitions prononcées par les lois de 1791 et de 1819; car un contrat privé ne peut déroger aux obligations qui résultent de ces lois. Si donc un conseil de préfecture s'est declaré incompétent, il y a lieu d'annuler son arrêté et de renvoyer l'affaire devant lui, pour qu'il ait à statuer de nouveau (C. d'état, 7 déc. 1832);

8° Enfin l'existence de constructions prohibées par les lois sur les servitudes militaires, constituant une infraction permanente, leur destruction a dû être ordonnée, encore bien que la peine encourue pour le fait de ces constructions eût été prescrite, à défaut de poursuites dans l'année, à compter du jour où la contravention avait été commise. (C. d'état, 18 fév. 1836.)

§ 7. Compétence.

Aux termes des articles 1 et 6 de la loi du 17 juillet 1819, c'est au roi qu'il appartient de determiner les places de guerre ou postes militaires, ainsi que les polygones et circonscriptions qui donnent lieu à l'établissement des servitudes defensives.

Quant aux réclamations formées par les parties interessees dans les cas énoncés auxdits articles, elles doivent être jugées comme en matière de grande voirie, c'est-à-dire par le conseil de préfecture.

Cette juridiction qui appartenait autrefois à l'autorité militaire, fut vivement combattue lors de la discussion de la loi en 1819. Les adversaires de ce système prétendaient que l'exécution de la loi interessant spécialement et peut-être uniquement le service militaire, ne devrait dépendre ni des préfets ni des conseils de préfecture, qui prennent généralement peu d'interêt aux dispositions defensives et n'en sont pas responsables.

Mais on observe en reponse que l'autorité militaire étant de sa nature un peu tranchante, l'arbitrage des conseils de préfecture serait plus agréable aux administrés, et qu'ainsi la justice serait plus prompte et plus sûre; enfin que la constatation des délits ayant été dévolue aux agents militaires, seuls compétents pour cette mission, les conseils de préfecture, devenus tribunaux administratifs n'auraient plus qu'à appliquer la loi, ce qui serait d'autant plus facile après, que le plan de circonscription aurait été rédigé, les bornes plantées, et les procès-verbaux de la reconnaissance des bâtiments arrêtés.

Cette opinion prévalut; bien entendu que cette compétence des conseils de préfecture doit se borner à connaître des contraventions et seulement de certaines délimitations, mais que, quand il s'agit, par exemple, des réclamations contre le choix des capitales [1], ils deviennent incompétents. Outre que de telles matières leur sont étrangères, quelquefois même elles ne peuvent être divulguées. En ce cas, c'est au ministre de la guerre qu'il appartient de decider sous sa propre responsabilité.

Il devait donc nécessairement être établi une distinction entre les differentes espèces de réclamations que les propriétaires intéressés peuvent former sur l'application des limites légales, et il ne pourrait être question de soumettre aux conseils de préfecture, que l'appréciation des réclamations matérielles de l'application des limites légales telles qu'elles ont été déterminées pour chaque place en particulier, ou aux désignations matérielles de l'état descriptif. Cette distinction résulte de l'article 9. (C. d'état, 22 mars 1833.)

Les tribunaux ne sont compétents que pour connaître des questions d'autorité, résultant de titres privés. En effet, l'on a vu plus haut que les propriétaires de bâtiments construits antérieurement à l'établissement des servitudes, jouissent de droits plus étendus que les possesseurs de bâtiments établis depuis que les servitudes existent [2]. Il peut donc être quelquefois nécessaire de vérifier si les bâtiments ont été construits avant ou après l'établissement des servitudes. C'est alors que les conseils de prefecture doivent renvoyer le propriétaire devant les tribunaux pour faire juger cette question de *priorité d'existence* et surseoir à statuer jusqu'au jugement sur cet incident. (O. 1821, art. 75.)

Les tribunaux, on le voit, connaissent ici, comme en toutes autres matières, des questions de propriété et d'appreciation des titres, mais il y a exception à cette règle fondamentale qui leur attribue ordinairement la connaissance des questions de

[1] La capitale d'un ouvrage est la ligne qui passe par son saillant et par celui de son chemin couvert. Dans les places régulières, la capitale d'un bastion ou d'une demi-lune partage son angle saillant en deux parties égales (*Vauban*). La capitale sert, comme point de départ, pour fixer la délimitation des différentes zones.

[2] Les propriétés antérieures en classement ne peuvent être démolies sans indemnité.

servitude; cela résulte des articles 1, 6, 9 et 11 de la loi du 17 juillet 1819. (C. d'état, 24 nov., 14 déc. 1832.)

Les décisions des conseils de préfecture, en matière de servitudes défensives, sont susceptibles de recours devant le Conseil d'état, tant de la part du ministre de la guerre que de la part des propriétaires.

§ 8. États-majors des places de guerre.

Il y a des officiers, des sous-officiers et des caporaux ou brigadiers, spécialement employés au commandement et au service des places de guerre, sous les titres de : commandant de place, major de place, adjudant de place, secrétaire archiviste de place, portier consigne, batelier, aide-portier.

Nul ne peut commander dans une place de guerre, s'il n'est né ou naturalisé Français.

Les commandements des places de guerre sont divisés en trois classes :

Les commandements de première classe sont exerces par des colonels; ceux de seconde classe, par des lieutenants-colonels, des chefs de bataillon ou d'escadron, ou par des majors; ceux de troisième classe, par des capitaines.

Enfin le commandement des postes militaires, citadelles, forts et châteaux, qui ne sont compris dans aucune des trois classes déterminées par l'article précédent, peut être conféré à des adjudants de place, avec le titre de commandant de poste militaire, citadelle, fort ou château.

Pour plus amples détails, voyez l'ordonnance royale du 31 mai 1829, Bulletin, n° 294, p. 562. Un tableau du classement des commandements et de la répartition des emplois dans les places de guerre y est annexé.

§ 9. Rapport des différentes autorités.

Les autorités sont indépendantes, avons-nous dit; ainsi,

Dans les places de guerre, les réglements municipaux relatifs aux constructions sur la voie publique sont obligatoires, même pour les constructions du génie militaire, executées dans les parties de la ville qui ne sont pas une dépendance du domaine militaire de la place.

En conséquence, l'entrepreneur des fortifications, qui a contrevenu à ces reglements, dans la construction d'une caserne, dans une rue ne faisant pas partie de la place militaire, ne peut être absous, par le motif qu'il a exécuté les travaux sous la surveillance du génie, et conformément au cahier des charges. (Cass., 13 nov. 1835. D. 36, 1-60.)

La population des forteresses ou places de guerre étant composée, outre la garnison, d'une grande quantité de citoyens, de même que dans les autres villes, des autorités civiles, administratives, judiciaires y sont établies conjointement avec les autorités militaires. Les relations de ces autorités varient suivant l'état de guerre, l'état de paix, ou l'état de siége. (V. ces mots.)

Dans l'état de paix, l'autorité civile et militaire sont indépendantes, mais elles doivent se concerter et déférer à leurs réquisitions et demandes respectives dans tout ce qui tient à l'ordre public et au service ou à la police de la place. Ainsi les gardes nationaux peuvent au besoin faire le service de la place, mais en continuant d'être régis, pour la discipline, par leurs réglements particuliers.

Dans l'état de guerre, qui est déterminé par le roi, ou en cas d'urgence, par l'autorité, la garde nationale, les pompiers et leur matériel passent sous les ordres du gouverneur. Les charpentiers et autres ouvriers d'art sont organisés sous un syndic et quatre maîtres, en compagnies, sections et ateliers.

L'autorité civile concerte avec le gouverneur, le service d'incendie en cas de siége ou bombardement, et les moyens de pourvoir, dans le cas de siége ou de blocus, à la subsistance de la garde nationale et des habitants, aux besoins de la garnison et aux travaux de défense. (L. 10 juil. 1791, t. I, art. 7, 56, 57; Déc. 24 déc. 1811, art. 52, 92, 93, 94, 95; Inst. 14 therm. an VII, 1 août 1799.)

Dans l'état de siége, l'autorité des magistrats passe entièrement au commandant militaire. Il détermine le service des troupes, de la garde nationale et des autorités civiles ou militaires, sans autres règles que ses instructions secrètes, les mouvements de l'ennemi et les travaux de l'assiégeant.

L'état de siége associe les citoyens aux récompenses comme aux périls de la garnison. (L. 10 juil. 1791, tit. I, art. 10; Déc. 24 déc. 1811, art. 104 et suiv.; Sén. Cons. 1 vend. an XIV; O. R. 17 nov. 1819.)

A consulter : 1° *Traité des servitudes militaires*, par Delalleau; 2e édition. — 2° Favard, v° *Places de guerre*, par le chevalier Allent.

PLACES PUBLIQUES.—Autrefois les places publiques des villes royales étaient réputées dans la censive du roi et faisaient partie de son domaine; dans les autres lieux elles appartenaient aux seigneurshautsjusticiers. Ces droits ayant été abolis en 1789, la loi des 22 novembre, et 1er decembre 1790 rangea les places publiques dans le domaine national, mais il y a été dérogé par le Code civil,

art. 540, 541, 542 et aujourd'hui elles appartiennent aux communes.

Aussi leur entretien est à la charge des communes, à moins cependant qu'elles ne soient la continuation d'une grande route, auquel cas elles sont à la charge de l'état.

Pour être considéré comme une place, il n'est pas nécessaire que le lieu ait été ainsi qualifié par l'autorité. (Cass., 4 fév. 1825.) Sa destination résulte de l'usage.

Ce sont les préfets qui donnent leur avis sur l'utilité et la convenance des projets dressés par les maires pour l'embellissement, la salubrité ou l'agrandissement des places dans les villes. Le ministre de l'intérieur décide. (V. **Voirie urbaine.**)

Mais la question de savoir si un terrain servant de place publique est une propriété particulière ou communale, est exclusivement de la compétence de l'autorité judiciaire. (Cass., 4 fév. 1825.)

Les places servant à la tenue des foires ou des marchés sont présumées appartenir aux communes. Ainsi, des actes qui ne prouveraient que la seigneurie, tels que l'arrentement fait par les seigneurs du lieu de terres voisines d'une place de village servant à faire un marché, réclamée par le successeur de ces seigneurs depuis la loi du 16 juillet 1790, ou même l'érection de ces terres en marquisat par lettres-patentes, portant en outre établissement d'un marché ou foire audit lieu, ne suffiraient pas pour établir la propriété du réclamant sur la place précitée, alors qu'il ne justifierait pas avoir fourni le terrain litigieux pour la foire établie. (Poitiers, 15 avril 1825, D. 55, 2, 179.)

Lorsqu'une contestation s'est élevée entre une commune et un tiers sur la propriété d'une place publique, et que l'instance est poursuivie devant les tribunaux, le maire seul a qualité pour défendre la commune. (Lyon, 15 juillet 1828, D. 29, 2, 15.) V. **Voirie urbaine, Foires, marchés.**

PLAINTE. — C'est la déclaration faite devant l'autorité compétente et par laquelle on défère à la justice quelque crime, délit, dommage ou autre excès que l'on a souffert de la part d'un tiers.

Tout procès criminel commence par une plainte ou par une dénonciation; mais la plainte diffère de la dénonciation en ce que celle-ci peut être faite par un tiers qui n'a pas intérêt personnel à la réparation du délit ou du quasi-délit; au lieu que la plainte ne peut être rendue que par celui qui a été offensé en sa personne, en son honneur, en ses biens.

Toute personne lésée par un crime ou délit a droit d'en rendre plainte devant le juge d'instruction ou le procureur du roi du lieu où il a été commis, de celui de la résidence du prevenu, ou enfin de celui où il pourra être trouvé. (C. d'inst. crim., 63.)

Lorsque des maires, adjoints ou commissaires de police reçoivent des dénonciations ou des plaintes, ils doivent également les transmettre au procureur du roi quand il s'agit de crimes et délits. (C. d'inst. crim., 49, 50, 53, 54.)

Mais lorsque ces plaintes ou dénonciations ont pour objet de simples contraventions, elles doivent être adressées au fonctionnaire qui remplit les fonctions du ministère public près le tribunal de police.

La plainte peut être conçue en forme de lettre ou de requête lorsqu'elle est rédigée par la partie lésée; elle l'est en forme de procès-verbal quand au contraire elle est rédigée par un officier public sur la dénonciation du plaignant. (C. d'inst. crim., 51, 65.)

Le plaignant qui succombe peut, dans certains cas, être condamné à des réparations civiles, et même correctionnellement, s'il est reconnu qu'il a agi méchamment et à dessein de nuire; mais il n'est passible d'aucuns dommages-intérêts, ni à plus forte raison d'aucune peine pour ne pas avoir justifié sa plainte. (Cass., 12 juill. 1810.)

PLANTATION. — C'est l'action de planter des arbres. Ce mot sert aussi à désigner le lieu sur lequel les arbres sont plantés.

C'est principalement de ce lieu que nous parlerons, renvoyant aux mots *arbres* et *voirie* pour ce qui concerne la nature, la propriété des arbres et leur plantation sur les grandes routes ou autres chemins.

Le gouvernement a toujours cherché à encourager autant que possible les plantations des terrains en culture ou en friche, aussi, lesdits terrains sont-ils exemptés d'une partie de la contribution foncière pendant un certain temps. Cette remise, on le voit, a pour but d'indemniser les proprietaires de la perte des revenus que ces plantations leur font eprouver, d'où il suit qu'elles doivent être considérées comme des modérations relatives à une perte de revenu, et d'après l'article 4 de la loi du 7 brumaire an VII, imputées sur le fonds de non valeur. (Circ. min. des fin., 1er mars 1830; C. d'état, 1er sept. 1832.) (V. **Contributions directes.** V. Circ. min., 25

vendémiaire an VII, qui encourage les plantations et en développe tous les avantages.)

PLAQUES DE VOITURE. — V. **Police du roulage. D. 25 juin 1806, art. 54.**

POIDS ET MESURES.

§ 1. Introduction du nouveau système des poids et mesures. Législation. — § 2. Poids et mesures légaux. Tableau. — § 3. Vérification des poids et mesures. — § 4. Rétribution pour la vérification des poids et mesures. — § 5. Service des poids et mesures. — § 6. Contraventions en matière de poids et mesures. — 1° Faux poids et mesures. — 2° Des poids et mesures différents de ceux établis par la loi. — 3° De l'usage des faux poids et fausses mesures. — 4° De la possession seule des faux poids et fausses mesures.

§ 1. Introduction du nouveau système des poids et mesures. Législation.

Le système d'uniformité des poids et mesures a été introduit en France par l'assemblée constituante.

Le 8 mai 1790, le principe de l'uniformité des poids et mesures fut adopté, et l'académie chargée de poser les bases d'un nouveau système. La loi du 1er août 1793 consacra les premiers résultats de ses travaux, mais ce fut seulement la loi du 1er vendémiaire an IV qui fonda la législation pratique sur la matière; car plusieurs lois ou décrets successivement rendus sur l'organisation et les moyens d'introduction générale en France, pendant cet intervalle, furent pour ainsi dire des essais tentés pour saisir les inconvénients et les avantages du système adopté. (D. 1 brum. an II, et 28 frim. suiv.; L. du 18 germ. an III.)

La loi du 1er vendémiaire an IV vint mettre veritablement en activité le système décimal des poids et mesures, en prescrivant l'uniformité des poids et mesures et l'injonction formelle à tous les officiers publics de ne plus se servir des anciennes.

Mais il ne faut pas en conclure qu'à cette époque le système fut generalement adopté par toute la France. La loi du 18 germinal an III avait décidé sagement que le nouveau système ne devait être introduit que progressivement et à mesure que les besoins s'en feraient sentir, ou que l'administration locale jugerait que le moment opportun était arrivé; en conséquence, la loi du 1er vend. an IV ne statuait que relativement au département de la Seine. Bientôt, la loi du 28 messidor an VII ordonna que le nouveau système serait étendu à 12 autres départements circonvoisins. Enfin, en l'an IX, le nouveau système ayant paru affermi et placé sur des bases convenables, un arrêt du 15 brumaire an IX en ordonna l'introduction dans la France entière, et décida que conformément à la loi du 1er vendém. an IV, le système décimal des poids et mesures serait définitivement mis à exécution à compter du 1er vendémiaire an X. Bientôt, on créa des fonctionnaires chargés de veiller à la vérification exacte des nouveaux poids et mesures. (Loi du 29 prairial an IX.)

Le préfet de police à Paris, et les sous-préfets dans les arrondissements, furent chargés du soin d'en faire faire le poinçonnage et la vérification.

Enfin, pour compléter cette analyse de la législation, nous citerons le décret du 12 février 1812, et une ordonnance du 18 décembre 1825; le premier autorise la confection et l'emploi de quelques instruments de pesage et de mesurage présentant soit des fractions, soit des multiples des unités les plus en usage dans le commerce, et dont le besoin se faisait sentir; la seconde réglait le mode de vérification des poids et mesures et le mode de paiement des droits établis.

Ajoutons enfin que le Code pénal, dans les articles 423 et 424 a sanctionné par des peines dont nous parlerons tout à l'heure, le maintien de toutes ces dispositions.

§ 2. Poids et mesures légaux. Tableau.

NOMS SYSTÉMATIQUES.	TRADUCTION FACULTATIVE.	VALEUR RÉELLE.
MESURES ITINÉRAIRES.		
Myriamètre. . .	Lieue.	10,000 mètres.
Kilomètre. . . .	Mille.	1,000 Idem.
MESURES DE LONGUEUR.		
Décamètre. . . .	Perche.	10 Idem.
Metre.	. . . . .	Unité fondamentale des poids et mesures, dix millionième partie du quartdumér. de la terre.
Décimètre. . . .	Palme.	10e de mètre
Centimètre. . . .	Doigt.	100e Idem.
Millimètre. . . .	Trait.	1,000e Idem.
MESURES AGRAIRES.		
Hectare.	Arpent.	10,000 Idem.
Are.	Perche carrée. .	100 Idem.
Centiare.	Mètre carré. . .	
MESURES DE CAPACITÉ POUR LES LIQUIDES.		
Décalitre.	Velte.	10 décimètres cubes.
Litre.	Pinte.	Décimètre cube.
Décilitre.	Verre.	10e de décimètre.
MESURES DE CAPACITÉ POUR LES MATIERES SECHES.		
Kilolitre.	Muid.	1 mètre cube ou mille décimètres cubes.
Hectolitre. . . .	Setier.	100 décimètres cubes.
Décalitre.	Boisseau. . . .	10 Idem.
Litre.	Pinte.	Décimètre cube.

MESURES DE SOLIDITE.		
Stère.	Voie.	Mètre cube.
Décistère. . . .	Solive.	10e de mètre cube.
POIDS.		
. . . . .	Millier.	10 000 liv. (poids du tonneau de mer.
. . . . .	Quintal. . . .	100 livres.
Kilogramme. . .	Livre.	Poids de l'eau sous le volume de décimètre cube, contient 10 onces.
Hectogramme. .	Once.	10e de la livre, contient 10 gros.
Décagramme. .	Gros.	10e de l once, contient 10 deniers.
Gramme.	Denier.	10e du gros, contient 10 grains.
Décigramme. . .	Grain.	10e du denier.

§ 3. De la vérification des poids et mesures.

Une ordonnance du 18 décembre 1825 a décidé que les préfets et sous-préfets devaient, conformément à la loi du 29 prairial an IX, continuer d'exercer une surveillance active sur l'uniformité et la légalité des poids et mesures répandus dans le commerce, et que l'inspection en devait être faite sous leurs ordres par des vérificateurs à la nomination des préfets.

La vérification consiste dans une comparaison exacte des poids et mesures qui sont presentés, avec les étalons confics à la garde des sous-prefets. Sur chaque poids ou mesure trouvés exacts, on appose le poinçon du gouvernement et un poinçon particulier à chaque sous-préfecture.

La vérification pour poids et mesures est obligatoire pour tous les marchands ou commerçants, c'est-à-dire qu'ils sont obligés de s'y soumettre, mais ce n'est pas à eux à apporter, pour les faire vérifier, les poids et mesures dont ils peuvent faire usage; la jurisprudence a constamment décidé que les marchands et négociants ne sont pas tenus, même sur l'avertissement qui leur en serait donné par l'autorité, de se présenter chez le vérificateur pour y faire poinçonner leurs poids et mesures, mais que c'est au verificateur à se transporter chez eux. (Cass., 7 sept. 1833 ; 9 mai 1834.)

L'article 479, n° 5 et 6 du Code pénal, n'a pas abrogé l'article 3 du titre XI, de la loi du 24 août 1790, qui autorise les corps municipaux à faire des reglements sur ce qui interesse la fidélité du debit des denrées qui se vendent au poids et à la mesure. (Cass., 1er avril 1826.)

En conséquence les maires sont chargés de surveiller attentivement toutes les contraventions sur cette matière, et ils peuvent faire tous les réglements qu'ils jugeraient convenables. (V. **Réglements municipaux.**)

Les maires, adjoints, commissaires de police, doivent toujours prêter assistance aux vérificateurs dans l'exercice des fonctions qui leur sont déléguées; ils constatent et poursuivent devant les tribunaux de simple police, soit d'office, soit à la réquisition des vérificateurs, les contraventions commises par les marchands et fabricants qui, emploieraient à l'usage de leur commerce, ou conserveraient dans leurs dépôts, boutiques et magasins, des mesures et poids différents de ceux qui sont établis par les lois en vigueur.

Les préfets sont aussi investis du pouvoir de faire des arrêtés. (O. 18 déc. 1825.)

L'autorité municipale peut-elle déterminer par des réglements les classes d'individus qui, par leur profession, leur industrie ou leur commerce, doivent être pourvus de poids et mesures?

Cette question longtemps agitée, et que soulevait l'examen des lois de 1790 et 1791, a été résolue affirmativement par un arrêt de la cour de cassation du 7 novembre 1833, rendu en audience solennelle.

Cependant il ne faudrait pas admettre ce principe d'une manière générale et absolue : aussi l'obligation de se munir de poids et mesures, à laquelle les commerçants peuvent être astreints par l'autorité municipale, ne concerne que ceux qui font trafic d'objets ou marchandises susceptibles d'être apprécies au poids ou à la mesure : ainsi des architectes qui peuvent en employer quelquefois, mais qui ne font pas généralement trafic des objets susceptibles d'être appréciés au poids, ne pourraient être assujettis par un réglement municipal à l'obligation d'avoir certaines mesures sujettes à vérification. (Cass., 18 janv. 1834.)

Mais les colporteurs (Cass., 12 juillet 1822), les revendeurs (Cass., 21 déc. 1832), les commissionnaires en marchandises, en un mot tous ceux qui peuvent avoir à se servir de poids et mesures, (Cass., 15 nov. 1828, 4 mars 1830) par la nature des ventes qu'ils sont censés opérer, sont tenus de se conformer aux réglements de l'administration

A l'égard des marchands et fabricants en gros, la jurisprudence a varié; un arrêt de cassation, du 24 septembre 1829, avait declaré qu'ils n'étaient point sujets à la vérification parce qu'ils ne détaillaient ni ne débitaient rien, mais un arrêt du 9 mai 1834 a jugé au contraire, et à notre sens, plus judicieusement, que les marchands et fabricants en gros etaient, comme les marchands et débitants en détail, tenus d'avoir des poids et mesures, et conséquemment de les soumettre aux vérifications legales.

Aux termes de l'article 21 de l'ordonnance du 18 décembre 1825, les arrêtés pris par les préfets et les ordonnance rendues par les maires en ma-

tière de poids et mesures, ne sont exécutoires qu'après avoir reçu l'approbation du ministre de l'intérieur. Cette disposition est formelle et ne saurait être trop recommandée, puisque son omission empêcherait les tribunaux de prononcer les peines applicables aux contraventions prévues et constatées.

§ 4. Rétributions pour la vérification des poids et mesures.

Les rétributions pour la vérification des poids et mesures sont payables par tous les commerçants, marchands et fabricants qui font usage d'instruments de pesage et mesurage soumis à la vérification des agents chargés, dans chaque département, de veiller, sous la direction des préfets et sous-préfets, au maintien du système métrique. (L. 1 vend. an IV; Arr. 15 brum. an IX; O. roy. 18 déc. 1825.)

Ces droits sont établis suivant le tarif annexé à l'ordonnance royale précitée.

L'application du tarif se fait d'après des états-matrices que dressent les vérificateurs des poids et mesures, et que les préfets remettent au directeur des contributions directes, après les avoir arrêtés.

Au moyen de ces états-matrices, le directeur dresse les rôles.

Ces rôles doivent être émis et rendus exécutoires en même temps que les rôles des contributions directes. Les directeurs des contributions doivent donc les présenter simultanément à la signature du préfet.

Les rôles ainsi formés sont remis aux percepteurs après avoir été rendus exécutoires par le préfet et publiés par les maires comme ceux des contributions directes. (V. **Contributions directes.**)

Les rétributions pour la vérification des poids et mesures sont payables 15 jours après la publication des rôles, en un seul paiement.

Il n'est pas adressé d'avertissement particulier aux redevables pour ces rétributions.

Le recouvrement des rétributions et les poursuites qu'il nécessite, sont soumis aux mêmes règles que celles qui sont prescrites pour les contributions directes.

Les individus assujettis à la taxe pour vérification des poids et mesures obtiennent, suivant le même mode que pour les contributions directes, la décharge entière de leur cote, s'il est reconnu qu'ils ne devaient pas être compris dans le rôle des rétributions, ou une réduction lorsqu'ils y ont été compris pour une taxe plus forte que celle qui résulte de l'assortissement de poids et mesures assignés à leur profession.

Ces décharges et réductions s'opèrent par réduction de rôles; à cet effet, les directeurs des contributions directes dressent, par arrondissement de perception, des états détaillés des décharges et réductions prononcées par les conseils de préfecture, et les remettent aux receveurs généraux avec des états récapulatifs destinés à ces receveurs et aux receveurs particuliers.

§ 5. Service des poids et mesures.

Le service des poids et mesures coûte annuellement 600,000 francs.

Une discussion s'est élevée déjà sur le point de savoir s'il n'y aurait pas une économie à réaliser par la suppression de ce service spécial et par l'attribution aux employes des contributions indirectes de la surveillance exercée par les agents actuels. Si l'on peut dire que les employés d'une administration qui s'étend sur toute la surface du royaume seraient mieux que tous autres, moyennant une légère augmentation de traitement, à même de se livrer plus activement et plus constamment aux vérifications à faire, et assez souvent chez les mêmes personnes au domicile desquelles les appellent des fonctions d'une autre nature, il est juste d'observer aussi qu'il serait à craindre de détourner, par la diversité de leurs occupations, ces employés de leurs devoirs habituels, de leur donner ainsi un prétexte pour y manquer; que la nécessite pour eux d'opérer sur place entrainerait la délivrance d'un beaucoup plus grand nombre d'etalons pour servir de point de comparaison avec les mesures en contravention, et par suite une notable dépense de matériel. Tel a eté l'avis de la commission chargée d'examiner le budget du ministère du commerce pour 1837.

§ 6. Des contraventions en matières des poids et mesures.

La législation pénale qui sanctionne le nouveau système des poids et mesures se trouve dans les lois du 22 juillet 1791, 5 brumaire an IV, et enfin dans les articles 425 et 424 du Code pénal.

La loi de 1791, punissait l'infidélité des poids et mesures, dans la vente des denrées ou autres objets qui se débitent à la mesure ou au poids, de la confiscation des faux poids et fausses mesures, d'amendes et d'emprisonnement, suivant les

cas; elle fixait aussi, selon les circonstances, la compétence du tribunal de simple police, du tribunal correctionnel, et même des cours criminelles, en cas de seconde récidive; mais elle ne distinguait pas entre la simple possession ou l'usage des faux poids et mesures.

Le Code de brumaire an IV, et enfin le Code pénal, ont modifié cet état de chose, et ont établi, dans la criminalité comme dans la compétence des tribunaux, une distinction précise.

Ainsi l'article 423 du Code pénal place dans les attributions des tribunaux correctionnels l'usage des faux poids et des fausses mesures, et punit ce délit d'un emprisonnement de 3 mois à 1 an au plus, et d'une amende qui ne peut excéder le quart des restitutions et dommages et intérêts, ni être au-dessous de 50 francs.

L'article 479, au contraire, met dans les attributions du tribunal de simple police la possession seule, sans l'usage, des faux poids ou mesures, ou encore la possession de poids et mesures différents de ceux qui sont établis par les lois en vigueur.

1° Des faux poids et mesures.

On doit considérer comme faux poids ou fausses mesures, non seulement ceux qui sont dépourvus de signes extérieurs de vérification destinés à en constater la légalité, mais encore et essentiellement, tous ceux qui, poinçonnés ou non poinçonnés, n'ont pas la pesanteur prescrite. Car, en matière de poids et mesures, le fait matériel suffit pour établir la contravention, et la bonne foi ne peut être une excuse. (Cass., 25 sept. 1826.)

Tous les poids et mesures anciens et illégaux sont considérés comme faux poids et fausses mesures, lorsqu'ils se trouvent dans les boutiques, magasins, ateliers, maisons de commerce, halles, foires et marchés, en un mot dans tous les lieux de débit.

Cette contravention ne peut jamais être excusée par le motif que ces anciens poids trouvés dans la boutique y ont été déposés par un inconnu, ou une personne étrangère au marchand. (Cass., 27 janv. 1826; 26 mars 1825.)

Une aune ancienne, trouvée dans un magasin, doit être considérée comme une fausse mesure : conséquemment il y a une contravention, aux termes de l'article 479 du Code pénal. (Cass., 1er août 1828.)

Il en serait de même de bouteilles possédées par un débitant de boissons, et qui seraient d'une capacité différente de celles des mesures légales, dans le cas surtout où un réglement municipal aurait défendu le débit dans de pareilles bouteilles. (Cass., 24 déc. 1825.)

Les fausses balances doivent être assimilées aux faux poids : (Cass., 11 nov. 1826.)

Les poids et mesures dépourvus de la marque du poinçon servant à en constater la légalité, doivent être considérés comme faux poids et fausses mesures, indépendamment de toute autre vérification, lorsqu'ils sont trouvés dans les boutiques des marchands. (Cass., 20 mai 1825.)

Si la vérification des poids et mesures devait être faite chaque année en vertu d'un réglement municipal, les poids et mesures non revêtus de la marque du poinçon annuel devraient être considérés comme faux s'ils étaient conservés en cet état. (Cass., 6 sept. 1826.)

En un mot, les poids et mesures ne peuvent avoir le caractère de légalité qui les met à l'abri de tout reproches, qu'autant qu'ils sont revêtus non-seulement du poinçon général de l'état, mais encore du poinçon servant à la vérification locale.

2° Des poids et mesures différents de ceux établis par la loi.

Tous poids et mesures qui n'ont pas été soumis à la vérification et au poinçonnement ordonnés par l'autorité locale, sont présumés différents de ceux établis par la loi, lors même qu'ils se trouveraient en avoir les plus justes proportions. Le contrevenant ne serait pas recevable à proposer pour excuse son ignorance du réglement. (Cass., 8 nov. 1811; 5 mars 1815.)

3° De l'usage des faux poids et fausses mesures, et des poids et mesures différents de ceux établis par la loi.

Il y a usage de faux poids et mesures, ou lorsque le fait est matériel, c'est-à-dire lorsque le marchand est pris en flagrant délit, ou même lorsqu'il est impossible qu'il n'en ait pas fait usage. Ainsi un marchand sur le comptoir duquel seraient trouvés de fausses balances ou de faux poids serait présumé en avoir fait usage pour son commerce, s'il n'était trouvé dans sa boutique aucun autre poids ou mesure dont il eût pu se servir. En raison de ce fait, il devrait être renvoyé devant le tribunal correctionnel et non devant le tribunal de simple police.

Il y a une différence essentielle dans l'emploi de fausses mesures, ou l'emploi de mesures et poids différents de ceux établis par la loi.

En effet, dans le premier cas, comme nous l'avons dit, il y a lieu à poursuites correctionnelles; dans le second, quand bien même il a y eu emploi,

il n'y a lieu qu'aux peines de simple police, prévues par l'article 479 du Code pénal, § 5.

L'emploi de mesures différentes de celles prescrites ne peut être considéré comme contravention, qu'autant qu'il a lieu pour un fait de commerce; ainsi le commerçant qui, hors le lieu de débit, emploierait des mesures anciennes, ne pourrait être passible d'aucune peine. (Cass., 1828, 22 déc.)

A moins toutefois que des arrêtés du préfet ou du maire n'eussent expressément defendu de conserver des poids ou mesures de cette espèce. (Cass., 10 sept. 1819.)

4° De la possession des faux poids et mesures.

La possession seule des faux poids et mesures, est punie par les peines portées par le § 6 de l'article 479 du Code pénal. Le contrevenant est justiciable du tribunal de simple police.

Un tribunal de simple police qui renverrait les prévenus chez lesquels il reconnaîtrait que des faux poids et mesures ont été trouvés, sous le prétexte qu'ils n'en auraient pas fait usage, commettrait une violation de l'article 479 du Code pénal, qui ne les autorise pas à faire cette distinction.

A consulter : Broc., *Code des poids et mesures.* — *Id.*, par MM. Stouder et Gourichon, 1826; in 8°. — *Id.*, par Tarbé, 1828; in-18.

POIDS PUBLICS. — V. **Jaugeage.**

POINÇONS. — V. **Monnaie, Garantie des matières d'or et d'argent.** Code pénal, article 142.

POLDERS.—V. **Eaux.** Chapitre des ouvrages auxquels donnent lieu les eaux.

POLICE [1].

SECTION I. Police administrative.
SECTION II. Police municipale. — § 1. Dispositions générales. — § 2. Agents de police.
SECTION III. Police rurale.
SECTION IV. Police judiciaire.
SECTION V. Surveillance de la haute police.

La police est instituée pour maintenir l'ordre public, la liberté, la propriété et la sûreté individuelle : son caractère principal est la vigilance; la société considérée en masse est l'objet de sa sollicitude.

[1] Le mot *police* vient du grec *Pôlis* (Πωλις), qui signifie ville; les Grecs en ont tiré *Politeia* (Πολιτεια), et nous *police*. Pris dans son acception étymologique, ce mot exprime *gouvernement d'une ville, gouvernement d'une cité.*

C'est pour cela qu'on désigne sous les mots de police du roulage, police sanitaire et police des eaux, etc., l'ensemble des règles qui s'appliquent à chacune de ces matières.

La police se divise en police administrative et judiciaire.

SECTION Ire. — Police administrative.

La police administrative a pour but le maintien habituel de l'ordre public dans chaque lieu et dans chaque partie de l'administration générale. Elle tend principalement à prévenir les delits. C'est pour cela qu'on l'appelle aussi police préventive. V. **Dépenses secrètes.**

Elle est exercée dans toute l'étendue du royaume par le ministre de l'intérieur pour assurer l'exécution des lois, ordonnances et réglements. Les préfets, sous-préfets et maires dans les départements, arrondissements, et cantons, et à Paris le préfet de police, ont le droit de prendre à cet effet des mesures de police locale.

Mais lorsqu'une commune a des portions de territoire situées dans la circonscription d'un département autre que celui où elle a son chef lieu, l'autorité administrative, qui peut exercer sur le territoire du departement étranger au chef-lieu, ne consiste que dans la faculté d'exercer des actes de simple police répressive, tels que la dispersion d'attroupements, la surveillance du brigandage, l'arrestation en fait de flagrant délit.

Les officiers de police des départements respectifs peuvent en conséquence exercer concurremment leurs fonctions, et pour ces seules parties de leurs attributions, sur les portions de territoire sus-indiquées. (D. fév. 1802.)

La police administrative se subdivise en police municipale et police rurale.

SECTION II. — Police municipale.

§ 1er. Dispositions générales.

Elle est essentiellement dans les attributions des maires et des adjoints, et réglée par les décrets des 16, 24 août 1790, et 19, 22 juillet 1791.

La police municipale doit constamment maintenir l'ordre dans la cité : elle veille à la sûreté, à la propreté et à la commodité de la voie publique. Ce qui comprend le nettoiement, l'éclairage, les dépôts de matériaux, les bâtiments en périls, l'exposition sur les fenêtres d'objets dangereux, le jet par les fenêtres de choses qui peuvent nuire, endommager ou causer des exhalaisons nuisibles, les étalages fixes ou mobiles, les échoppes et toutes saillies sur la voie publique;

Les rixes et attroupements;

Les foires, halles, marchés, spectacles, jeux, cafés, etc.;

La vérification des poids et mesures;

La salubrité des comestibles;

Le titre des matières d'or et d'argent;

Les incendies, épidémies, etc.;

La vérification des registres des logeurs et aubergistres;

Le maintien des mœurs;

La taxe du pain et de la viande;

La surveillance des individus sans moyens d'existence;

Les insensés et les furieux laissés en liberté;

La divagation des animaux malfaisants et tous autres objets tenant à l'ordre public indiqués dans la loi des 19, 22 juillet 1791 sur l'organisation municipale correctionnelle. (V. **Poids et mesures, Incendie, Inondation, Epizootie, Aliénés, Animaux malfaisants, Réglements municipaux.**)

Mais il faut remarquer que dans l'exercice de ces différentes attributions, les fonctions des maires sont de deux espèces; les unes sont propres à l'administration générale de l'état et les autres sont propres au pouvoir municipal.

Ils n'exercent les premières que comme préposés et agents de l'administration générale; ils ne peuvent exécuter que les mesures y relatives qui ont été arrêtées par les préfets, et que l'autorité supérieure a préablement ordonnées ou approuvées.

Quant aux secondes, qui intéressent directement et particulièrement chaque commune, les maires ont le droit propre et personnel d'agir en tout ce qui les concerne. Telles sont les règles établies dans la loi de décembre 1789 relative à la constitution des municipalités. Toutefois on ne saurait en induire que les maires peuvent se dispenser de soumettre à l'autorité préfectorale les actes qui tiennent à leur pouvoir particulier et même de lui en rendre compte. A ce sujet, une circulaire du 22 octobre 1812 rappelle les dispositions subséquentes de la loi précitée, d'après lesquelles ceux des actes qui exigent l'intervention préalable des conseils municipaux ne peuvent être mis à exécution qu'après qu'ils ont été soumis au préfet et que ce magistrat les a approuvés.

Les mesures de police locale ne sont pas susceptibles de la même formalité. Cependant ils ne sont pas moins soumis à l'autorité du préfet, qui n'a pas, il est vrai, à les approuver pour les rendre exécutoires, mais qui a le droit de les réformer s'il y a lieu. D'où il résulte que les maires sont obligés non-seulement de soumettre aux préfets ceux de leurs arrêtés qui ne peuvent avoir d'effet que lorsqu'ils sont revêtus de l'approbation, mais encore d'envoyer pour être examinés, réformés ou modifiés, s'il y a lieu, tous ceux qu'ils prennent en matière de police.

Ces formalités s'appliquent à la police administrative rurale, dont il sera ci-après parlé, en ce qui concerne les arrêtés à prendre pour prévenir les contraventions et delits déterminés dans la loi du 6 oct. 1791. V. **Réglemens municipaux.**

§ 2. Agents de police.

Dans les grandes villes, sous les ordres du préfet de police à Paris, des commissaires généraux et des commissaires de police, des maires et des adjoints, sont placés des sergents de ville, agents de police ou appariteurs.

Ils n'ont pas le droit de dresser des procès-verbaux; leurs fonctions consistent à recueillir avec soin tout ce qu'ils voient et entendent, et tous les renseignements qu'ils peuvent se procurer sur les contraventions, crimes, et délits. Ils font alors un rapport aux commissaires de police.

Cette règle reçoit exception lorsqu'ils exercent leurs fonctions ostensiblement, c'est-à-dire étant revêtus d'un uniforme spécial; en ce cas, ils peuvent dresser des procès-verbaux et, pour leur validité, il n'est pas nécessaire que ces procès-verbaux soient dressés contradictoirement avec les prévenus ou eux dûment appelés. Du moins, le défaut de mention que cette circonstance a eu lieu n'entraîne pas nullité. (C. inst. cr. 154, 415; Cass., 14 août 1829.)

Ces fonctions, on le voit, appartiennent essentiellement à la police administrative; elles ne doivent donc pas être ostensibles. Cependant ces agents doivent être commissionnes et porteurs d'une médaille et d'une carte indicative tant de leurs fonctions que du droit qui leur est conferé de requérir la force armée.

Toute personne à laquelle ils se font connaître doit donc leur prêter au besoin secours et assistance dans l'exercice de leurs fonctions; et ceux qui s'y refuseraient encourraient les peines portées par l'art. 475 C. pén., § 12.

Ils doivent être également considérés comme agents de l'autorité publique, lorsque, par les ordres du pouvoir municipal qui les a institués, ils exercent la surveillance que cette autorité leur a confiée; en conséquence les injures qui leur sont adressées dans, ou à l'occasion de cet exercice, doivent être punies des peines portées par l'art. 19 de la loi du 17 mai 1819 et non des peines de simple police. (D. 18 juin 1811, art. 77; L. 17 mai 1819, 16, 19; C. pén. 224; Cass. 28 août 1829.)

Jugé dans le même sens que les jugements des conseils de discipline sont valablement signifiés par des sergents de ville, lesquels sont des agents de la force publique. (Cass. 12 mai 1832, D. 53, 1, 258. V. **Commissaire de police.**)

Section III. — Police rurale.

La police rurale se compose de ce qui a rapport aux fruits et aux biens de la campagne.

Elle est spécialement sous la surveillance des maires, des gardes-champêtres et de la gendarmerie. (L. 28 sept., 6 oct. 1790, tit. II, art. 1er.) (V. **Gardes-champêtres, gendarmeries.**)

Les articles suivants de la loi de 1791 contiennent les principes les plus importants en cette matière. Ainsi :

1o Toute propriété territoriale n'est sujette envers les particuliers qu'aux redevances et aux charges permises par les lois; et envers l'état, qu'aux contributions publiques, ainsi qu'aux sacrifices qu'exige le bien général;

2o Un propriétaire est libre de varier à son gré la culture et l'exploitation de ses terres, d'en conserver à son gré les récoltes, de disposer de toutes ses productions dans l'intérieur de la France et au-dehors, sans préjudicier à autrui et en se conformant aux lois. (Tit. 1er, sect. 1re, art. 1, 2.)

3o Il peut également faire toute espèce de récoltes sur son fonds, quand et comment il lui plaît, pourvu qu'il ne cause aucun dommage à ses voisins. Cependant, dans les lieux où le ban des vendanges est en usage, la municipalité peut faire à cet égard un réglement pour les vignes non closes, sauf les réclamations au préfet ou au sous-préfet.

4o Nulle autorité ne peut suspendre ni entraver les travaux de la campagne, dans les semences et récoltes. (Sect. 5, art. 3, Id.)

Les délits ruraux sont suivant leur nature, de la compétence du juge de paix ou du maire du lieu où ils ont été commis ou du tribuual correctionnel. Ils sont punissables d'une amende ou d'une détention soit municipale, soit correctionnelle, suivant les circonstances ou la gravité du délit, sans préjudice de l'indemnité qui peut être due à celui qui a souffert le dommage. L'indemnité et l'amende sont dues solidairement par le délinquant, et l'indemnité est payable par préférence à l'amende. (Id. 2, 3.)

Dans tous les cas et pour tout délit rural ou forestier, la peine ne peut être au-dessous de trois journées de travail, ou de trois d'emprisonnement. (L. 25 therm. an IV, art. 2. V. **Journée de travail.**)

Le Code d'instruction criminelle attribue aux tribunaux de simple police les délits ruraux dont la peine ne peut excéder cinq jours d'emprisonnement et 15 fr. d'amende, et aux tribunaux correctionnels tous les délits passibles d'une amende plus forte. (V. **Tribunal de police.**)

La poursuite des délits ruraux doit être faite au plus tard dans le délai d'un mois, soit à la requête de la partie lésée, soit d'office par le procureur du roi, ledit délai expiré il y a prescription; elle court du jour où le délit a été commis. (Cass. 15 mai 1830.)

Enfin, nous observerons que les fonctions de ceux qui sont chargés de constater les contraventions en matière de police rurale ne sont pas des fonctions administratives qui soient inséparables des fonctions judiciaires. En conséquence, les abus d'autorité qu'ils peuvent commettre à cette occasion sont soumis, comme les contraventions rurales, à la juridiction des tribunaux. (D. 28 mars 1809.) V. pour l'ensemble des délits ruraux, la loi du 28 sept., 6 oct. 1791, tit. II, art. 10 à 45.

Consulter le *Code de police*, par M. Boucher-d'Argis; les *Lois rurales de la France*, par M. Fournel, 3 vol. in-12 1853; *Manuel de la police rurale et forestière*, par M. Guichard, un vol. in-8o, 1829.

Section IV. — Police judiciaire.

La police judiciaire recherche les crimes et délits que la police administrative n'a pu empêcher de commettre; le Code d'instruction criminelle lui donne à cet effet les attributions les plus étendues, ainsi que pour en ressembler les preuves, et en livrer les auteurs aux tribunaux chargés de les punir.

Elles sont exercées par de nombreux agents qui sont : les gardes champêtres et gardes forestiers; les commissaires de police; les maires et adjoints aux maires; les procureurs du roi et leurs substituts; les juges de-paix; les officiers de gendarmerie, les commissaires-généraux de police; les juges d'instruction; enfin les préfets des départements et le préfet de police à Paris.

Ainsi, lorsqu'un crime ou un assassinat a été commis, ils doivent, en qualité d'officiers de police judiciaire, se transporter sur le lieu du crime, assistés de la force publique et d'un docteur en médecine ou en chirurgie, en exécution des art. 43, 44 du Code d'instruction criminelle, là ils dressent procès-verbal, et dans le cas où le procureur du roi, ni l'un de ses substituts n'aurait eté appelé, ils doivent pendant l'opération adresser un avis à l'un de ces magistrats, afin qu'il vienne

continuer la procédure, s'ils le jugent nécessaire.

Ces différents fonctionnaires peuvent être requis chacun en ce qui les concerne par les préfets, (Code inst. crim., art. 10.)

La police judiciaire se subdivise en police correctionnelle et criminelle.

Police correctionnelle et criminelle. — Leur objet est la poursuite des délits et des crimes. Pour la première V. **Code d'instruction criminelle** art. 179 à 216 et pour la seconde **Code pénal** liv. III.

Toute autorité constituée, tout fonctionnaire ou officier public, qui dans l'exercice de ses fonctions acquerra la connaissance d'un crime ou d'un délit est tenu d'en donner avis sur-le-champ au procureur du roi, près le tribunal dans le ressort duquel le tribunal pourrait être trouvé, et de transmettre à ce magistrat tous les renseignements, procès-verbaux et actes qui y sont relatifs. (C. d'inst. crim., art. 29.)

Section V. — Surveillance de la haute police.

Cette mesure, indiquée pour la première fois dans notre législation criminelle par un des articles de l'acte du 28 floréal an XII, a été adoptée d'une manière générale à l'époque de la confection du nouveau Code pénal, et le renvoi en surveillance est, aux termes des dispositions de ce Code, une peine commune aux matières criminelles et correctionnelles.

Le renvoi à la surveillance de la haute police soit temporaire, soit perpétuelle, est moins une peine qu'une conséquence même de la peine infligée à un criminel.

Celui qui était placé sous cette surveillance devait, d'après le Code pénal de 1810, donner une caution solvable de bonne conduite: on pouvait exiger une caution de ses père, mère, tuteur ou curateur, s'il était en âge de minorité; toute personne pouvait même être admise à fournir pour lui cette caution. A son défaut, le gouvernement pouvait ordonner l'éloignement du condamné, même lui indiquer une résidence dans un lieu déterminé, et s'il n'obéissait pas à l'ordre qu'il avait reçu, le gouvernement pouvait le faire arrêter et le détenir pendant tout le temps fixé pour l'état de surveillance.

Ce mode de surveillance a été entièrement changé par la loi du 28 avril 1832. (V. art. 44 et suiv.) Les condamnés, d'après ces nouvelles dispositions, doivent être dispensés à l'avenir de toutes ces mesures de police, qui en donnant au fait une inévitable publicité les frappaient d'une sorte de réprobation universelle et les mettaient dans l'impossibilité d'amender leur conduite. Ils ne sont donc plus assujettis à se représenter à des époques périodiques, comme on leur en avait imposé l'obligation dans certaines villes. Il faut qu'ils soient toujours connus de l'administration, mais non du public. (Inst. crim. 18 juil. 1833.) En effet, il a paru essentiel de conserver à l'autorité le droit d'exercer une surveillance spéciale sur ces hommes qui, après avoir subi déjà des condamnations, ne reportent souvent dans la société que plus de perversité et de disposition aux méfaits ; ils ne doivent y être admis qu'avec de sages précautions qui les contiennent dans la ligne du devoir.

Le renvoi sous la surveillance de la haute police ne pouvait être supprimé, disait le garde des sceaux; la sûreté des propriétés et des personnes est intéressée à ce que le criminel ne vienne pas, après la consommation de sa peine, porter l'épouvante dans les localités qui lui sont connues et exercer contre les plaignants, les jurés, les témoins d'atroces vengeances; il y aussi nécessité de briser les liens de ces associations menaçantes qui s'établissent si aisément entre les repris de justice. Les moyens ordinaires de surveillance dont la police dispose ne suffisent pas pour mettre la société en défense contre de si grands périls. »

D'après l'art. 44 du nouveau Code pénal, l'effet du renvoi sous la surveillance de la haute police est de donner au gouvernement le droit de déterminer certains lieux dans lesquels il est interdit au condamné de paraître après qu'il a subi sa peine. En outre, le condamné doit déclarer, avant sa mise en liberté, le lieu où il veut fixer sa résidence; il reçoit une feuille de route réglant l'itinéraire dont il ne peut s'écarter, et la durée de son séjour dans chaque lieu de passage. Il est tenu de se présenter dans les 24 heures de son arrivée devant le maire de la commune; il ne peut changer de résidence sans avoir indiqué, trois jours à l'avance, à ce fonctionnaire le lieu où il se propose d'aller habiter, et sans avoir reçu de lui une nouvelle feuille de route.

La peine de la surveillance de la haute police est impresciptible. (C. pén., 21 janv. 1834.)

Les militaires forçats libérés ne doivent pas être placés sous la surveillance de la haute police, car le Code pénal porte textuellement, article 5 : Les dispositions du présent Code ne s'appliquent pas aux contraventions, délits, et crimes militaires. Dans le cas où, par erreur, des militaires forçats libérés auraient été inscrits sur les états de surveillance du département, le préfet doit les en faire rayer. (circ. min., 23 sep. 1820.)

Consulter : *Sur les devoirs des magistrats chargés de la*

*police le nouveau Dictionnaire de police d'*Eloin, in-8°; 1838.

ROULAGE (POLICE DU).

§ 1. Dispositions générales. Chargement. Ponts à bascules. Jantes. Roues. Clous des roues. Moitié du pavé. Plaques. — § 2. *Exceptions.* — § 3. *Contraventions.* — § 4. Procès-verbaux. — § 5. Compétence. — § 6. Amendes.

§ 1. Dispositions générales. Chargement. Ponts à bascules. Jauges. Roues. Clous des roues. Moitié du pavé. Plaques.

Les grandes routes ont pour objet principal de faciliter et d'augmenter les communications. Les frais de premier établissement sont très-considérables, mais ceux de réparation et d'entretien sont si multipliés sur un grand territoire tel que la France, qu'on a dû chercher à diminuer autant que possible les causes de dégradation pour diminuer également les dépenses. Or, cette principale cause de dégradation est dans l'excès du chargement des voitures. La négligence des conducteurs et voituriers est la cause également de beaucoup d'accidents. Ces deux objets appellent la surveillance de la police. (Tarbé de Vaux.)

Un décret du 23 juin 1806, rendu en exécution de la loi du 7 ventose an XII, 27 février 1804, a réglé le poids des voitures et la police du roulage, et forme aujourd'hui la base de la législation sur cette matière. Neanmoins d'autres décrets et ordonnances sont intervenus encore depuis cette époque. Les premières sont du 29 septembre 1827 et du 29 octobre 1828.

Deux choses, avons-nous dit, sont à éviter :

1° La dégradation des routes ;

2° Les accidents.

Or, pour empêcher la dégradation, la police du roulage a fixé la largeur des bandes des roues, et le poids du chargement, en raison du plus ou moins de largeur de ces bandes, pendant les différentes saisons de l'annee. (D. 23 juin 1806, bull. 102, art. 3.)

La vérification du poids est faite gratuitement au moyen des ponts à bascule etablis sur les routes. (L. 27 flor. an X, art. 3.)

Cependant, comme il serait difficile aux rouliers ou propriétaires de voitures de reconnaître le poids de leur chargement, l'art. 11 du décret de 1806 leur permet, avant de commencer leur voyage, de se présenter aux ponts à bascule, afin de s'assurer de ce poids. Ils paient alors aux préposés 50 cent. pour une voiture vide et 1 fr. pour une voiture chargee. Cette précaution peut donc leur éviter de se trouver en contravention et d'encourir des amendes quelquefois considérables.

Les préposés aux ponts à bascule sont aussi chargés de vérifier la largeur des bandes des roues ; cette vérification se fait gratuitement au moyen des jauges en fer qui sont remises à chaque bureau par l'administration des ponts et chaussées. Le décret du 23 juin 1806 énonce que la largeur des bandes des roues de voitures sera vérifiée avec des jauges en fer déposées dans les bureaux des ponts à bascule ; cependant tout autre moyen de vérification pendant le trajet parcouru et sur des points éloignés de ces bureaux n'est pas interdit à peine de nullité. (C. d'état, 4 fév. 1824.)

La défense d'employer, pour ferrer les roues, des clous à tête de diamant est au nombre des dispositions preventives de toute dégradation.

Quant aux *accidents*, ils proviennent souvent de la longueur des essieux et des moyeux des roues, qui peuvent ainsi exposer les voitures à des chocs dangereux. La longueur des essieux de toute espèce, même de culture et de labourage, a donc été réglée par les décrets et ordonnances précitées ; aussi cette longueur ne doit jamais excéder 2 mètres 50 c. entre les deux extrémités ; et la saillie des moyeux, en y comprenant celle des essieux, ne doit pas excéder de 12 centimètres un plan passant par la face exterieure des jantes. (O. 1828, art 1^er.)

Toute voiture en contravention doit être arrêtée et ne peut être remise en circulation qu'après que les moyeux et essieux ont été réduits. (O. 1828, art. 2.)

Une autre cause fréquente d'accidents est l'inexécution de l'art. 16 du décret du 28 août 1808, qui oblige les rouliers, voituriers et charretiers à céder la moitié du pavé aux voitures des voyageurs. Une circulaire ministérielle du 29 septembre 1827 rappelle cette disposition qu'il est essentiel de maintenir soigneusement, afin d'eviter aux voyageurs un deplacement et une perte de temps, qui les font ordinairement renoncer à de justes plaintes. La gendarmerie et tous les officiers de police doivent exercer cette surveillance.

L'art. 16 de ce décret établissait contre les rouliers et les charretiers une amende de 50 fr. portée au double en cas de récidive, mais l'art. 475, § 3, Code pénal, ayant statué sur cette contravention, la peine qu'il prononce est seule applicable.

Enfin une disposition non moins utile est celle de l'arrêté du 23 juin 1806 art. 34, qui astreint les charretiers à avoir sur leurs charrettes une plaque de métal peinte en caractères apparents et bien lisibles, indiquant le nom et le domicile du propriétaire. On devine que cette disposition a

seulement pour but de faciliter la déclaration des procès-verbaux. Aussi y aurait-il contravention si l'inscription n'était pas lisible et apparente.

Quelles que soient les prescriptions des lois ci-dessus, cependant il est à désirer qu'une nouvelle loi règle à l'avenir plus complétement encore la police du roulage. « Chaque année, disait le rapporteur du budget du ministère du commerce pour 1837, qui s'écoulera jusqu'à la promulgation de cette loi, apportera un notable dommage à nos routes royales et départementales et ne fera qu'augmenter la dépense des réparations à faire. »

Le contrôle des actes des préposés aux ponts à bascule, une surveillance sûre et impartiale sur des concussions scandaleuses dont ils se rendent chaque jour coupables, telles sont les mesures les plus importantes à introduire.

§ 2. Exceptions.

Les voitures d'artillerie et du service militaire ne sont assujetties ni à la fixation du poids, ni à la largeur des jantes, ni à la longueur des essieux prescrites par les dispositions ci-dessus.

L'art. 8 de la loi du 7 ventose an XII en excepte également les charrettes d'exploitation, mais seulement quant aux transports de récoltes qui se font d'un point à l'autre d'une ferme et de ses dépendances. Cette exception cesse donc lorsque le transport a pour but de livrer les produits de la culture à la consommation ou au commerce. (C. d'état, 20 mai 1819.)

Il ne s'agit ici que des voitures attelées de plusieurs chevaux; les voitures attelées d'un seul cheval ne sont pas soumises aux règles susdites, quant à la largeur des roues, par cette raison que le poids du chargement, ne pouvant jamais être considérable ne fait pas craindre pour les routes une cause de dégradation [1].

§ 3. Contraventions.

Les maires et adjoints, la gendarmerie et tous les officiers de police, sont chargés spécialement de veiller à l'exécution des réglements sur le roulage, de constater les contraventions et d'exercer les poursuites nécessaires à leur répression. (O. R. 4 fev. 1820, art. 15.)

Un décret du 18 août 1810, a étendu aux préposés des contributions indirectes et des octrois le nombre des fonctionnaires appelés à constater les contraventions en matière de grande voirie, de poids des voitures, et de police sur le roulage.

En outre, des ponts à bascule destinés à peser les voitures et leur chargement ont été établis comme un moyen certain de vérifier les contraventions aux lois sur la police du roulage. Le service de ces ponts est confié à des préposés dont les fonctions sont determinées par le décret du 23 juin 1806.

Ils sont chargés de verbaliser sur toutes les contraventions à la police du roulage. L'organisation actuelle, qui ne leur offre aucune espèce d'avenir, les met d'autant moins à l'abri de la séduction ; aussi sera-ce un point à régler dans la loi si vivement attendue sur la police du roulage.

Les autorités civiles et militaires sont aussi tenues de protéger les préposés, de leur prêter main forte, de poursuivre et faire poursuivre suivant la rigueur des lois les auteurs et complices des violences commises envers eux.

Tout voiturier ou conducteur pris en contravention pour excédant du poids ne peut continuer sa route qu'après avoir réalisé le paiement des dommages et déchargé sa voiture de l'excédant du poids constaté ; jusque-là ses chevaux seront tenus en fourrière à ses frais, ou il donnera caution. (L. 14 brum. an VII.)

Il est laissé quatre jours au contrevenant pour faire cesser la cause de sa contravention, comme s'il s'agit de faire diminuer les essieux ou les moyeux de ses roues, etc., etc., pendant lequel espace de temps il ne saurait encourir l'amende ; mais après les quatre jours, et faute par lui de s'être conformé aux réglements, il y a lieu de dresser un second procès-verbal. Cette disposition ne saurait s'appliquer aux contraventions pour excès de chargement, par cette raison qu'il n'est pas besoin d'un tel délai pour réduire un chargement aux mesures légales. (C. d'état, 2 déc. 1829.)

Les procès-verbaux en matière de police du roulage, et les expéditions des décisions des maires et des arrêtés des conseils de préfecture, ne sont assujettis ni au timbre, ni à l'enregistrement, car la disposition de la loi du 19 décembre 1790 relative au timbre et à l'enregistrement des procès-verbaux a été abrogée par les lois et décrets postérieurs, et notamment par le décret du 25 juin 1806; ils doivent seulement être affirmés. (O. R. 30 nov. 1822.)

Cette affirmation peut indifféremment avoir lieu par-devant le juge de paix ou devant le maire ou l'adjoint de la commune. (D. 18 août 1810.)

Il convient surtout à ceux-ci d'user de cette faculté, lorsqu'il s'agit de contraventions sur les

[1] Selon nous, on ne devrait pas admettre d'exception en faveur des voitures employées au transport des récoltes, parce que les mesures ordinaires ont pour but d'empêcher la dégradation des routes et que l'agriculture est la plus intéressée à leur bon état.

quelles les maires sont appelés à prononcer provisoirement. (C. d'état, 25 nov. 1829.)

En outre les maires sont obligés de tenir un registre sur lequel sont inscrits, par ordre de date de la remise qui leur en est faite, les procès-verbaux qui auront constaté les contraventions.

Le receveur de la commune doit également avoir un registre coté et paraphé par le maire où est inscrit le montant des sommes payées, provenant des amendes. (V. ci-après.)

§ 5. Compétence.

Les contestations qui pourraient s'élever sur l'exécution des réglements, le poids des voitures, l'amende et sa quotité, sont portées devant le maire de la commune et par lui jugées sommairement, sans frais et sans formalités : ses décisions sont exécutées provisoirement, sauf le recours au conseil de préfecture, comme pour les matières de voirie, selon la loi de floréal an X. (Déc. 1806, art. 38.)

Mais c'est improprement qu'il a été dit que ces contestations seraient jugées sommairement par le maire. Le décret de 1806 a voulu seulement procurer une exécution de la loi, plus assurée et plus prompte. En conséquence, le maire n'est appelé dans ces contestations, que comme officier public qui interpose son autorité pour arrêter la contravention et faire déposer l'amende qu'il croit encourue ; il ne condamne pas, il ne juge pas le fond des contestations ; il assure seulement l'effet de la condamnation, et les droits du voiturier restent entiers. On ne pourrait donner au décret une autre interprétation, car ce serait admettre que les maires, qui n'ont pas de juridiction en matière d'administration, auraient le droit de rendre un jugement proprement dit ; ce serait, contre les règles de l'ordre judiciaire, établir trois jugements ; celui du maire, celui du conseil de préfecture, et celui du Conseil d'état, juge d'appel des arrêtés des conseils de préfecture.

Il faut donc reconnaître que l'arrêté d'un maire en pareil cas, n'ordonne qu'une consignation provisoire; qu'il n'est pas un jugement que le conseil de préfecture peut seul prononcer, parce que nul ne peut être condamné que par une autorité compétente, et que le maire n'est ici qu'un agent d'exécution provisoire, dont le conseil de préfecture doit nécessairement confirmer on infirmer l'acte, soit que le contrevenant exerce ou n'exerce pas son recours devant lui. (Délib. du C. d'état, mars 1819.)

Les délits commis par les voituriers à l'occasion de l'exécution des lois sur la police du roulage, autres que les contraventions aux réglements sur cette police, sont de la compétence des tribunaux correctionnels.

§ 6. Amendes.

Les contraventions relatives au poids des voitures, par excès de chargement au-delà des quantités réglées par le décret de 1806, sont punies des amendes prononcées par la loi du 20 floréal an X, art 4, ainsi qu'il suit :

Pour excès de chargement,			
De 20 à 60 myriagrammes,		25	francs.
De 60 à 120	»	50	»
De 120 à 180	»	75	»
De 180 à 240	»	100	»
De 240 à 300	»	150	»
Et au-delà de 300	»	3000	»

Les contraventions à la longueur des essieux et sur le fait des clous sont punies de l'amende de 15 francs, conformément à ce qui est ordonné par le réglement du 4 mai 1624 et à l'article 7 de l'arrêt du conseil du 28 décembre 1783.

Les trois quarts de ces amendes sont versées entre les mains du receveur de la commune, qui, dans les trois jours, doit les verser entre celles du receveur de l'enregistrement; l'autre quart est payé à l'agent qui a constate la contravention, sur le mandat du préfet.

Il est défendu aux préposés au service des ponts à bascules de recevoir eux-mêmes les amendes, ni d'exiger des contrevenants rien au-dessus de l'amende, à peine de destitution et d'être poursuivis comme concussionnaires.

Il leur est également défendu de faire aucune remise du montant de l'amende, ni de traiter ou de transiger avec les contrevenants, sous peine de destitution et d'une amende égale à celle qui aurait été encourue. (V. **Voirie**, **Voitures publiques**.)

Consulter : *Code voiturin*, par Lafargue. — *Traité de la police du roulage*, par Delalleau.

POLICE SANITAIRE.

§ 1. Exposé. — § 2. Provenances de terre et de mer. Cordon sanitaire. — § 3. Autorités sanitaires. — § 4. Quarantaines. — § 5. Lazarets. — § 6. Délits. Contraventions. Compétence.

§ 1. Exposé.

La police sanitaire comprend toutes les dispositions et mesures nécessaires pour prévenir ou arrêter l'invasion des maladies contagieuses. C'est principalement sur les frontières de terre et de

mer qu'elle s'exerce, afin d'empêcher les communications dangereuses, soit avec les hommes, soit avec les différents objets qui arrivent des pays où la contagion peut régner.

Aussi la loi du 5 mars 1822, article 1, § 1, donne au roi le droit de déterminer par des ordonnances :

1° Les pays dont les provenances doivent être temporairement ou habituellement soumises au régime sanitaire ;

2° Les mesures à observer dans les ports et rades, sur les côtes, lazarets et autres lieux réservés;

5° Les mesures extraordinaires que l'invasion ou la crainte d'une maladie pestilentielle rend nécessaires sur les frontières de terre ou dans l'intérieur. (B. n° 508, p. 177.)

La loi susdite, et l'ordonnance du 7 août même année (n° 548 p. 169), qui en détermine le mode d'exécution et la partie réglementaire, reposent sur le principe que les personnes et les choses provenant du dehors ne sont admises dans le royaume, que lorsque leur admission ne présente aucun danger pour la santé publique.

C'est ce qui a determiné la distinction des provenances, soit de terre ou de mer, en trois régimes de *patentes*, savoir : *brutes*, *suspectes*, ou *nettes*.

On classe sous le régime de la *patente brute*, les provenances qui sont ou ont été depuis leur départ, infectées d'une maladie réputée pestilentielle, si elles viennent de pays qui en soient infectés, ou si elles ont communiqué avec des lieux, des personnes, ou des choses qui auraint pu leur transmettre la contagion.

Sous le régime de la *patente suspecte*, on classe les provenances qui viennent de pays où règne une maladie soupçonnée d'être pestilentielle, ou de pays qui, quoique exempts de soupçons, sont, ou viennent d'être en libre relation avec des pays qui s'en trouvent entachés, ou enfin si des communications avec des provenances de certains pays ou des circonstances quelconques font suspecter leur état sanitaire.

Enfin sous le régime de la *patente nette*, on classe les provenances qui viennent de pays où aucune maladie pestilentielle ne régnait, et dont aucune circonstance ne fait suspecter l'état sanitaire.

Les précautions ordonnées par la loi, et les dispositions pénales qu'elle applique à ceux qui y contreviennent, sont réglées sur ces trois dégrés de patente.

Mais l'organisation du service sanitaire laissait beaucoup d'améliorations à désirer.

Les quarantaines causaient souvent de grands prejudices au commerce. Le code sanitaire, adopté il y a un siècle, sous l'impression de la peste de 1720, devait sans doute recevoir des modifications en harmonie avec l'état actuel de nos connaissances et de nos besoins. Aujourd'hui encore les quarantaines dites d'observation, qui ne sont applicables qu'aux provenances des pays sains, sont évidemment inutiles et devraient être supprimées.

De ce que les pays voisins de la Méditerranée soumettaient nos arrivages à des quarantaines, nous croyions devoir les imiter par représailles. Cette guerre de quarantaine était doublement onéreuse au commerce qui souffre des unes et des autres.

Le commerce demanda la modification du système des quarantaines de rigueur. Elles ne sont en effet que de 8 jours à Malte et à Londres, de 15 jours à Trieste, tandis qu'à Marseille elles étaient encore en 1855 de 40 jours au minimum. Il en résultait que les marchandises écroucées dans les deux premiers ports étaient vendues et avaient déjà imprimé un mouvement de hausse ou de baisse quand les nôtres étaient rendues à la liberté.

Des réclamations aussi justes ont été accueillies; aussi, d'après un nouveau réglement de l'intendance sanitaire de Marseille, les provenances du Levant, en état de patente brute, ne sont plus assujetties qu'à vingt jours, et les passagers peuvent, à l'avenir, sortir du lazaret sans être obligés, comme par le passé, de s'en procurer d'autres. Les marchandises apportées par des navires repartant en cours de quarantaine sont affranchies du délai de 5 à 10 jours qui leur était imposé; celles réputées susceptibles d'un plus haut degré de contagion ne sont plus astreintes à une prolongation de quarantaine de 10 ou 15 jours. Enfin, les provenances de Gibraltar, qui, d'après d'anciens usages, ne pouvaient aborder qu'à Marseille et à Toulon, où elles avaient à subir une quarantaine rigoureuse de 15 jours, sont actuellement admises dans tous les ports, et simplement soumises à une observation de 10 jours.

Des améliorations non moins importantes résultent de deux ordonnances, du 4 avril et du 11 juin 1835, relativement aux provenances des Etats-Unis, de l'Amérique du Nord et des Antilles.

Mais des changements en cette matière ne peuvent être introduits qu'après que le gouvernement a recueilli les leçons de l'expérience et de la science sur la question de contagion.

§ 2. Des provenances de terre et de mer. Cordon sanitaire.

D'après la distinction des patentes ci-dessus, où

établit pour toutes les provenances, soit de terre, soit de mer, un état de *libre pratique* et un état de *séquestration*.

Or on n'admet à la libre pratique que celles dont l'état sanitaire a été reconnu par les autorités ou agents préposés à cet effet.

Et la séquestration est provisoire ou définitive, suivant que, d'après l'examen, on a jugé ou non que la permission de libre pratique ne pouvait être immédiatement accordée.

Mais les formalités sont différentes dans le cas où les provenances arrivent par terre ou par mer.

Ainsi, quand un navire français ou etranger arrive dans un port, il doit justifier de sa patente de santé qui a dû lui être délivrée au départ du port. Cette représentation sert à connaître l'état sanitaire des lieux d'où il vient, son propre état sanitaire au moment où il est parti, et enfin si les provenances dont il est charge peuvent ou non être admises en libre pratique. Le défaut de cette formalité l'expose à un surcroît de quarantaine.

L'accomplissement de ces formalités, prévues et exigees par les articles 13 et suivants de l'ordonnance du 7 août 1822, est exigé dans tous les cas, tandis que le régime sanitaire n'est établi sur les frontières de terre ou dans l'intérieur du royaume que temporairement, ou lorsque le voisinage d'un pays infecté a rendu des précautions necessaires. Ainsi, dans ce cas, les provenances doivent être accompagnées de passe-ports, bulletins de santé et lettres de voiture, delivrés et visés par qui de droit et faisant connaître, soit par leur contenu, soit dans leur visa, l'état sanitaire des lieux d'où viennent ces provenances, de ceux où elles ont stationné ou séjourné, ainsi que la route qu'elles ont suivie. (V. O. 7 août 1822, art. 27 à 51 exclusivement.)

C'est aussi à l'égard des provenances de terre que sont établis les *cordons sanitaires* pour empêcher toute communication. Ils se composent de lignes de troupes et de douaniers préposés à cet effet par les autorités locales et les commissions sanitaires. Les préfets peuvent même pour la même mesure mettre en activité les gardes nationales des communes frontières (O. 27-29 sept. 1821. B. nº 478, art. 11, p. 417.)

Ce fut ainsi qu'en 1821, la fièvre jaune s'étant déclarée en Espagne, le gouvernement prit des mesures pour empêcher son invasion en France. Une ordonnance du roi des 27-29 septembre 1821, prescrit des mesures sanitaires dans plusieurs départements limitrophes. A la suite de cette ordonnance sont transcrites les ordonnances, reglements et déclarations des 25 août 1683, 26 novembre 1729, 28 janvier 1748 et 27 août 1786, afin que les tribunaux puissent en faire l'application.

Enfin l'article 11 de la loi du 3 mars 1822 porte que tout individu faisant partie d'un cordon sanitaire qui aurait abandonné son poste ou violé sa consigne sera puni de mort. Cette mesure est d'une sévérité excessive, et l'on doit regretter que les législateurs aient oublié d'en comprendre l'abolition dans la réforme du Code penal faite par la loi du 28 avril 1832.

La détermination de pays dont les provenances seront habituellement ou temporairement soumises au régime sanitaire et celle des mesures ordinaires et extraordinaires qui doivent être prises suivant les circonstances sont essentiellement du domaine du pouvoir exécutif et doivent être faites par ordonnance du roi.

§ 3. Autorités sanitaires.

L'exécution des lois, ordonnances et réglements en cette matière, ainsi que la police locale, sont confiées, sous la surveillance des préfets, à des intendances ou à des commissions dont les maires des villes où elles siégent sont les présidents nés. Les membres des intendances sont nommés par le ministre de l'intérieur et ceux des commissions par les préfets.

En outre, une ordonnance du 22 octobre 1835 a autorisé les intendants et sous-intendants militaires, en résidence dans les villes où siégent les administrations sanitaires à assister, avec voix deliberative, aux séances de ces administrations.

Ces mêmes intendances et commissions ont sous leurs ordres, pour le service immédiat qui leur est confié, leurs secrétaires, les officiers du lazaret, les médecins et interprètes, les agents sanitaires préposes à la surveillance des côtes, et des gardes de santé.

Elles sont chargées, avons-nous dit, de l'exécution des réglements. Ceux-ci sont rédigés par le ministre de l'intérieur, sur la proposition du conseil superieur de santé établi dans ce but auprès de son département, elles doivent aussi se donner avis entre elles de tout ce qui peut intéresser la salubrité publique. (O. 1822, 78.)

En outre, les intendances et commissions prennent, pour l'application aux provenances des ordonnances et des réglements locaux, des décisions particulières qui doivent être motivées, et qui sont immédiatement notifiees aux personnes qu'elles concernent. Ces différents corps et leurs citoyens ont le droit de requérir la force publique pour le service qui leur est confié, et même dans certains cas urgens, d'appeler à leur aide tous les citoyens. (O. 1822, 68, 69.)

A l'étranger, ces fonctions sont remplies par les agents diplomatiques et autres, qui doivent instruire le ministre de l'intérieur, par la voie du département des affaires étrangères, des renseignements qui importent à la police sanitaire du royaume. S'il y avait péril, ils doivent en même temps avertir l'autorité française la plus voisine ou la plus à portée des lieux qu'ils jugent menacés.

Le service sanitaire des colonies entre dans les attributions du ministre de la marine.

§ 4. Quarantaines.

On entend par ce mot le séjour forcé hors de la ville où l'on arrive, et la séquestration à laquelle on soumet, dans des cas déterminés, les provenances arrivant par terre ou par mer, afin de s'assurer, pendant sa durée, qu'elles ne renferment aucun germe contagieux et de détruire par les moyens indiqués ceux qu'elles pourraient contenir. (V. à cet égard, Circ. min. 5 juin 1816.)

Mais le plus certain de tous pour repousser la contagion est, sans contredit, l'isolement, et tel est le but des quarantaines. Elles empêchent le contact des hommes et des matières qualifiées susceptibles qui ont la funeste propriété de servir de véhicule au virus contagieux [1].

Les quarantaines sont d'observation ou de rigueur; les unes ou les autres, plus ou moins longues, plus ou moins sevères, selon les saisons, les lieux où elles sont prescrites, les objets susceptibles de contagion ou non susceptibles qui font partie des provenances, la durée et les autres circonstances du voyage. (V. O. 1822, art. 32 à 47.)

Les quarantaines se font dans les lazarets.

§ 5. Lazarets.

Les plus considérables, ceux de Marseille et de Toulon, sont exclusivement destinés aux provenances des échelles du Levant ou des côtes de Barbarie.

[1] Les matières les plus *susceptibles* sont : les laines, les cuirs, les peaux, les poils, les cotons, les plumes, le papier en rames ou en livres, et tout ce qui en est formé. Elles ne peuvent être désinfectées que par la *sereine* ou par l'exposition à l'air libre.

Les lettres peuvent être remises après qu'elles ont été tailladées de part en part et plongées dans le vinaigre, ou passées à l'acide muriatique oxigéné. Les patentes de santé sont exhibées à distance; elles sont passées à la vapeur du soufre, au vinaigre ou à l'acide muriatique, lorsqu'on est obligé de les prendre pour y inscrire une déclaration; ce qui arrive toutes les fois que le bâtiment doit s'éloigner ou qu'il n'a été qu'en relâche. (Circ. susdite.)

Une ordonnance du 5 janvier 1836, dans l'intérêt des villes manufacturières du nord et du centre de la France, et dans celui du commerce, a ouvert deux nouveaux lazarets aux mêmes provenances, à l'Ile de St-Michel, près Lorient, et à Tréberon dans la rade de Brest.

Les membres ou agents des autorités sanitaires ont seuls l'entrée des lazarets; elle pourrait, au cas de nécessité, être accordée à d'autres personnes par le président semainier, mais à la condition de la quarantaine s'il y avait lieu.

Ces mesures ne sauraient être trop sévères, puisque de leur exécution dépendent en entier la salubrité du pays ou la vie des citoyens. Aussi, outre ces lazarets, existe-t-il une ligne déterminée autour de l'enceinte et qui en est assez éloignée, afin d'avertir du danger et des peines auxquels s'exposent ceux qui la franchiraient.

L'obligation de faire quarantaine réunit souvent dans l'intérieur des lazarets une grande quantité d'individus. Or cette réunion, qui dure quelquefois longtemps, nécessite l'application de certaines mesures de police et dans d'autres circonstances, telles que celles de naissance ou de décès, la confection des actes attribués ordinairement aux officiers de l'état civil.

Pour le premier cas, suivant l'article 17 de la loi du 3 mars 1822, les membres des autorités sanitaires exercent les fonctions d'officier de police judiciaire exclusivement, et pour tous crimes, délits ou contraventions dans l'enceinte et les parloirs des lazarets et autres lieux réservés.

Suivant l'article 18, ils connaissent exclusivement dans lesdits lieux, sans appel ni recours en cassation, des contraventions de simple police; mais quand un individu, prévenu d'un crime ou d'un délit, se trouve en état de séquestration sanitaire, il n'echappe pas pour cela à la juridiction ordinaire, seulement en ce cas, il ne doit être remis à la disposition du procureur du roi qu'après l'expiration de la quarantaine.

Pour le second cas, les membres des mêmes autorités sanitaires exercent les fonctions d'officiers de l'état civil. Les actes de naissance et de décès sont dressés en présence de deux témoins, et les testaments conformément aux articles 985, 986, 987 du Code civil; l'expédition des actes de naissance et de décès est adressée dans les 24 heures à l'officier ordinaire de l'état civil de la commune où est situé l'établissement, lequel en fait la transcription.

§ 6. Délits, Contraventions, Compétence.

L'observation des réglements qui tendent à pré-

venir l'introduction des germes contagieux est d'un intérêt majeur pour le pays, puisque l'existence de tous peut être gravement compromise par leur inexécution ; aussi la loi applique-t-elle les peines les plus sévères contre ceux qui l'ont violée.

Le titre II de la loi de 1822 contient l'énumération des différentes peines. Suivant les cas, elle prononce la peine de mort, des amendes de 20,000 francs, de 10,000 francs, des réclusions prolongées, la dégradation civique, etc.

Les tribunaux ordinaires sont seuls compétents pour connaître des crimes et délits contre les lois sanitaires.

(Quant à la police sanitaire à l'intérieur, V. **Épidémie.**)

Consulter : *Le recueil des réglements, lois, ordonnances, etc., etc., sur la police sanitaire.* Marseille, in-8° ; 1836.

POLICE VÉTÉRINAIRE.— On entend par ce mot les dispositions ayant pour objet d'arrêter les progrès des maladies contagieuses chez les animaux. V. **Épizootie. Écoles vétérinaires.**

Les chefs-lieux de département, d'arrondissement et de commune, peuvent, si le préfet le juge convenable, avoir un expert vétérinaire à leurs frais, chargé d'y résider et d'y former des élèves dans son art. (Décret du 15 janvier 1813.)

POMPES FUNÈBRES. V. **Sépultures.**

POMPIERS. — Presque toutes les villes sont munies de pompes à incendie, et possèdent une ou plusieurs compagnies de sapeurs-pompiers organisés militairement, mais peu de communes jouissent de cet avantage qu'il serait si important de répandre [1].

Les pompiers de la ville de Paris ont été organisés en un bataillon essentiellement militaire par un décret du 18 septembre 1812 et forment partie intégrante de l'armée. Néanmoins ils sont sous les ordres du préfet de police, et leur service est essentiellement municipal.

Dans les autres localités les sapeurs-pompiers sont des citoyens qui s'inscrivent volontairement et dont le service est gratuit, seulement ils ont droit à des indemnités et gratifications lorsqu'ils sont blessés en remplissant leur service.

Nécessairement les pompiers sont exempts du service de la garde nationale.

Les réglements constitutifs des compagnies de pompiers déterminent l'objet du service, la force des corps, leur organisation sous le commandement d'un ou de plusieurs chefs, leurs relations avec l'autorité publique, les conditions d'admission, l'uniforme, la discipline et les dépenses.

Ces réglements, rédigés par les maires, sont soumis à la deliberation des conseils municipaux et envoyés ensuite au sous-préfet, qui les transmet au prefet avec son avis pour être présentés à l'approbation du roi.

La désignation des pompiers est réservée aux maires. Les officiers et sous-officiers sont nommés suivant les règles prescrites par les articles 33 et suivants de la loi du 22 mars 1831 (65).

Les conditions d'admission résultent de la nature même du service qui exige de la probité, de la force et la connaissance de la construction ou la pratique des metiers qui s'exercent sur le bois ou sur les métaux.

Il n'est pas necessaire que les pompiers aient un uniforme complet, mais il faut qu'on les puisse reconnaître à une marque distinctive, comme un casque, une écharpe au bras, une médaille, ou tout autre signe particulier et apparent.

Les conseils municipaux détermineront la somme qu'ils affecteront aux gratifications annuelles, ainsi que les conditions à observer dans l'emploi des fonds. Ils voteront en même temps la somme nécessaire pour l'achat des casques et signes distinctifs que devront porter les pompiers, si toutefois ils pensent que ces fournitures doivent être à la charge des caisses municipales.

Les dépenses relatives à l'achat et à l'entretien des pompes, seaux, crocs, échelles et autres ustensiles sont portées au budget annuel des communes.

Une somme de 20,000 francs figurait au budget de 1837, pour être repartie à titre de secours entre certaines communes pour les aider dans l'achat des pompes. Elle a été rejetée par la commission dans la crainte qu'une fois le principe admis, son extension n'eût plus de bornes, et que bientôt plusieurs millions ne fussent au-dessous de la somme necessaire. Le système qu'elle a proposé pour le remplacer serait d'engager les departements à venir en aide aux communes, ou à offrir des primes pour contribuer à la création du matériel.

Lorsqu'un réglement, portant création d'une compagnie de sapeurs-pompiers aura été approu-

[1] Des renseignements pris en 1836 par le ministère de l'intérieur, il résulte qu'il existe en France 3,000 pompes réparties entre 2,000 communes environ, et 53,000 pompiers dont 43,000 armés et équipés. Trente-trois départements n'ont que cinq communes qui soient munies de pompes ; dans beaucoup d'endroits, celles qui existent sont dépourvues des agrès les plus nécessaires.

vé, un arrêté du maire doit ensuite déterminer le mode de leur service.

Le premier renferme les dispositions fondamentales.

Le second ne doit contenir que les dispositions de police et d'ordre intérieur.

Les compagnies, dont la force et le nombre des officiers varient suivant les localités, sont sous les ordres directs de l'autorité municipale. (Circ. min. 6 fév. 1815.

L'article 40 de la loi du 22 mars 1831 sur la garde nationale porte que partout où il n'existe pas de corps soldés de sapeurs-pompiers, il sera autant que possible formé par le conseil de recensement, des compagnies ou subdivisions de compagnie de sapeurs-pompiers volontaires, faisant partie de la garde nationale; qu'elles seront composées principalement d'anciens officiers et soldats du génie militaire, d'officiers et agents des ponts-et-chaussées et des mines, et d'ouvriers d'art.

Mais on ne peut contraindre les gardes nationaux à entrer dans ce corps.

PONTS. — V. **Eaux**, chapitre Des ouvrages auxquels donnent lieu les cours d'eaux.

PONTS A BASCULE. — V. **Police de roulage, § 3.**

PONTS-ET-CHAUSSÉES.

§ 1. Organisation et attributions de l'administration des ponts-et-chaussées. — § 2. Rapports de l'administration des ponts-et-chaussées avec l'autorité administrative. — § 3. Rapports de l'administration des ponts-et-chaussées avec les citoyens. — § 4. Rapports des agents des ponts-et-chaussées entre eux. — § 5. Traitements. Indemnités sur les fonds départementaux.

§ 1. Organisation et attributions de l'administration des ponts-et-chaussées.

La réorganisation du corps des ponts-et-chaussées créé, originairement par Louis XIII, remonte à un décret du 31 octobre 1790; plusieurs décrets subséquents ont posé des règles sur cette matière, entre autres ceux du 6 août 1791, du 28 nivose an 8, et du 17 ventose an 8.

Mais le décret du 7 fructidor an 12 (25 août 1804) contient de nouvelles règles qui seules sont en vigueur aujourd'hui: d'après l'article 11 de ce décret, le conseil général de ce corps, composé du directeur général, d'inspecteurs généraux et d'inspecteurs divisionnaires, examine les plans, projets, mémoires, comptabilité tenue pas les ingénieurs en chef, le contentieux relatif à l'établissement, les réglements et polices des usines à eau, les questions sur le contentieux des routes, de la navigation, des ports maritimes, et les autres affaires relatives à l'administration des ponts-et-chaussées qui lui sont renvoyées par le directeur général.

Mais pour accélérer l'expédition des affaires par la division du travail, deux sections ont été formées récemment (1835) dans le sein de ce conseil-général: l'une chargée de tout ce qui concerne les routes et les ponts; l'autre de ce qui se rattache à la navigation, aux ports maritimes et aux autres services. Ces deux sections ne se réunissent que lorsqu'il y a lieu de prononcer sur de grands projets ou sur des questions d'un intérêt général; car ce conseil n'est pas appelé à statuer en dernier ressort lorsqu'il s'agit d'intérêts privés, et dans ce cas le recours est ouvert aux parties. Cette modification intérieure a prouvé cet avantage notable, d'obvier sans augmentation de dépense à un ralentissement inévitable avec l'ancien état de choses dans la marche des affaires dont le nombre a presque triplé depuis 1830.

Dans l'ordre hiérarchique des fonctions il y a:

1° Le directeur général des ponts-et-chaussées, qui arrête les projets, prépare les décisions, et travaille avec le ministre sur les objets ressortissant de l'autorité supérieure.

2° Les inspecteurs généraux qui, réunis à des inspecteurs divisionnaires, forment le conseil général, et peuvent être chargés dans des cas déterminés par le directeur général, de l'inspection générale des départements et des travaux qui leur sont désignés. Ils résident à Paris.

3° Les inspecteurs divisionnaires qui sont chargés d'inspecter et de surveiller dans leur division, le matériel et le personnel de toute l'administration. Ils font à cet effet des tournées générales et partielles. Les tournées générales ont lieu au moins deux fois par an.

Dans les tournées générales il inspectent les ingénieurs en chef, les ingénieurs ordinaires et les conducteurs, vérifient leur comptabilité; et dans les tournées partielles, ils inspectent tous les grands travaux d'art, ceux des fleuves, canaux, ports, routes, pour s'assurer de leur bonne exécution.

Enfin ils rendent compte tous les ans au directeur général de leur inspection. Depuis 1835, le système de l'inspection a été fortifié par la permanence des inspecteurs dans les divisions confiées à leur surveillance et par une plus longue durée des tournées générales. Si ces tournées sont moins fréquentes, elles sont devenues en retour plus efficaces, leur durée etant fixée à six,

mois au moins; l'inspecteur peut dès lors rester environ un mois dans chacun des départements qu'il est chargé de visiter, et porter une attention vigilante sur tous les points qui la réclament. Leur résidence est déterminée par un réglement d'administration publique, selon les besoins.

4° Les inspecteurs divisionnaires adjoints : leurs fonctions sont les mêmes.

5° Les ingénieurs en chef de département : ils sont chargés, sous les ordres supérieurs du directeur général, sous les ordres immédiats des préfets, de la surveillance des inspecteurs divisionnaires, du service des ponts-et-chaussées, canaux de navigation et ports de commerce du département.

Ils rédigent et font rédiger par les ingénieurs ordinaires les projets de travaux, les devis des ouvrages et les détails estimatifs. Ils soumettent aux préfets les conditions des marchés ou entreprises; il assistent aux adjudications et donnent leur avis sur les conditions du cahier des charges et sur les adjudications qui sont faites, sur l'établissement des droits de péage ou de navigation, du demi-droit de tonnage, des droits de bassins et autres; ils font au moins deux tournées par an dans l'étendue de leur departement, pour visiter et verifier les travaux, surveiller les entreprises, reconnaître les projets et exécuter s'il y a lieu sur le terrain les opérations nécessaires pour assurer la formation desdits projets.

(Pour les autres attributions des ingénieurs en chef. V. ci-après les § 2 et 3.)

Enfin nous rappellerons une règle commune aux ingénieurs en chef ou ordinaires d'après laquelle il est interdit d'exécuter d'autres travaux sur les fonds publics (hors les cas d'urgence provenant d'événements imprévus), que ceux qui ont été prescrits et approuvés par l'administration des ponts-et-chaussées et auxquelles il a été pourvu par des lois, des arrêtés du gouvernement ou des jugements des tribunaux, par exemple, lorsqu'ils sont nommés experts dans un procès. (D. 7 fruct. an XII, art. 12, 13.)

Il y a par chaque département un ingénieur en chef, résidant au chef-lieu.

6° Les ingénieurs ordinaires, les ingénieurs aspirants et les élèves ingénieurs.

Ils sont charges, sous les ordres de l'ingénieur en chef, de suivre et de faire exécuter les travaux des ponts et-chaussées. Ils lèvent les plans, font les dessins, toisés, nivellements nécessaires à la formation des projets dont ils ont éte chargés. Ils préparent les devis et détails estimatifs relatifs à ces projets.

Le tout est remis par eux à l'ingénieur en chef.

Ils font exécuter les travaux de toute espèce, conformément aux conditions souscrites par les entrepreneurs;

Ils surveillent et dirigent les constructions des travaux d'art;

Ils vérifient les qualités, la quantité et l'emploi des matériaux;

Ils font toutes les vérifications et les toisés nécessaires qui doivent précéder la réception des travaux. Ils font cette réception, règlent provisoirement les comptes des entrepreneurs, à l'effet d'obtenir du préfet des paiements d'à-compte ou définitifs;

Ils tiennent en bon ordre les registres et pièces de la comptabilité, etc.;

Ils doivent être sans cesse présents sur les ateliers des grands travaux d'art. Quant aux travaux ordinaires des routes et de la navigation, ils doivent, pendant la saison d'activité, les visiter le plus souvent possible, et ne rester dans leur domicile que le temps nécessaire pour mettre en ordre la comptabilité et pour s'occuper des projets, devis, et autres affaires de bureau.

7° Les conducteurs des ponts-et-chaussées : ils sont charges de surveiller et contrôler, sous les ordres des ingénieurs, les travaux de toute espèce, en entreprise et en régie, de tenir les états des piqueurs et ouvriers, vérifier les matériaux et leurs emplois, les toiser en présence des ingénieurs et aider ceux-ci pour la levée des plans.

Un conducteur est attaché à chaque ingénieur ordinaire, excepté les cas où les travaux d'art en exigent un plus grand nombre, ce qui est réglé par le directeur général;

La résidence des conducteurs est déterminée par l'ingénieur en chef, d'après l'indication des besoins du service;

Les conducteurs sont divisés en deux catégories savoir : ceux qui sont embrigadés, et ceux qui sont en-dehors du cadre.

L'embrigadement assure seul un emploi fixe et un traitement sur les fonds du personnel des ponts-et-chaussées; il leur donne droit à une retraite, au moyen d'une retenue au profit de la caisse des pensions.

Quoique entièrement assimilés aux premiers par les fonctions et le traitement, les conducteurs non embrigadés ne sont considérés que comme des agents temporaires et ne sont employés qu'en vertu d'une décision spéciale. Ils sont payés sur les fonds des travaux auxquels ils sont attachés, et ne versent pas de retenue à la caisse des pensions; mais la commission du budget de 1837 a emis le vœu que leur salaire figurât à un article

spécial dans une section du chapitre du matériel, afin d'éviter l'irrégularité et la confusion.

8° Les piqueurs qui sont des chefs d'ouvriers et font comme les conducteurs exécuter les ordres des ingénieurs; ce sont ordinairement des aspirants-conducteurs.

On doit observer que ces différents agents étant assermentés concourent à l'exécution des lois par le droit qu'ils ont de dresser des procès-verbaux, en cas de contravention aux lois de la grande voirie.

Leurs procès-verbaux sont adressés au sous-préfet, qui ordonne par provision ce que de droit et sauf recours au préfet, pour faire cesser le dommage.

9° Les cantonniers sont des ouvriers stationnaires sur les routes, et assujettis à un travail habituel d'entretien; ils sont obligés, dans le cas d'accidents, de porter gratuitement aide et secours aux voyageurs.

Enfin les agents des ponts-et-chaussées sont tous ceux que leurs engagements ou leur emploi soumettent aux ordres des ingénieurs, tels que les entrepreneurs des ponts-et-chaussées leurs ouvriers, garde-écluses, garde-digues, garde-marais, garde-ponts à bascule. (V. cependant § 5, **des Traitements** *infrà*, la distinction à observer.)

Quant aux attributions de detail, dont cette administretion est chargée, outre ce qui est indiqué en masse dans l'art. 4 de la loi de 1791, il faut consulter le décret du 7 fructidor an XII et celui du 16 décembre 1811 (Bull., vol. 16, p. 66), contenant un ample réglement sur les devoirs imposés aux membres des ponts-et-chaussées; et *enfin l'ordonnance du 8 juin 1832*, qui apporte quelques modifications, dans cette organisation et place l'administration des ponts-et-chaussées et celle des mines dans les attributions du ministre du commerce et des travaux publics.

Pendant quelque temps l'opinion publique demanda la suppression totale de ce corps, et l'abandon entier aux départements, qui les confectionneraient et les entretiendraient à leurs frais et à leur gré, de toutes les routes de France. mais, d'une part, le corps des ponts-et-chaussées, averti par les reproches qui lui étaient adressés, s'est appliqué à consulter davantage l'utilité, et à porter dans son administration intérieure de salutaires réformes; de l'autre, l'opinion a reconnu que le maintien des grandes lignes de communication, qui font la force et la richesse de la France, ne peut être assuré sans une action centralé, et que cette action en definitive est aussi bien placee que possible entre les mains d'un corps dont l'habileté et la probité n'ont jamais ete contestées par personne, d'un corps que les étrangers envient à la France, et auquel ils sont venus plus d'une fois eux-mêmes emprunter des ingénieurs. Chacun a donc renoncé à ce qu'il y avait de trop absolu dans son système et il y a un rapprochement entre l'opinion publique et le corps des ponts-et-sées. On a compris l'unanimité des services rendus par ce corps, dont les attributions, se déployant sur une vaste échelle, comprenaient la direction supérieure des travaux les plus importants en tous genres, depuis la route départementale jusqu'aux ouvrages destinés à contenir à l'entrée de nos ports les envahissements des flots, et à toutes les entreprises trop souvent conçues au hasard par les erreurs de l'intérêt privé.

En outre, il faut remarquer, en effet, que l'ordonnance du 10 mai 1829 est venue diminuer réellement l'excessive centralisation dont on se plaignait, et simplifier des formes qu'on accusait avec raison de complication et de lenteur.

Aujourd'hui, les détails relatifs à l'entretien des ouvrages sont placés sous l'autorité des préfets, sans autre intervention de la part de l'administration des ponts-et-chaussées que la surveillance qu'elle a dû se réserver sur l'exécution. La répartition une fois fixee par elle, entre les départements, des fonds attribués dans le budget, soit aux routes, soit aux ports maritimes et à la navigation interieure, la sous-répartition en est faite dans chaque département; l'emploi en est réglé suivant la nature des crédits, par un conseil local où siégent deux membres du conseil général. (V. **Conseil local**)

L'administration des ponts-et-chaussées n'est revêtue d'aucune autorité juridictionnelle; chargée de donner des avis chaque jour et sur tous les points du territoire, nulle part elle ne decide rien; elle fournit au gouvernement les instructions nécessaires pour décider, mais elle ne statue elle-même sur aucune controverse, elle a de fréquents rapports avec l'administration et les particuliers, nous les énoncerons rapidement.

§ 2. Rapports de l'administration des ponts-et-chaussées avec l'autorité administrative.

Les ingenieurs preparent les devis et détails estimatifs qui forment la base des adjudications, et assistent aux séances d'adjudications présidées par le préfet. Là ils donnent leur avis sur les garanties présentées par les adjudicataires et ils leur expliquent les clauses qui pourraient offrir quelque obscurité (V. **Adjudication.**)

Ils ont des rapports fréquents avec les préfets, les sous-prefets et les maires, pour les objets que

ceux-ci sont chargés de surveiller ; avec les ingénieurs des mines ou les ingénieurs militaires, lorsque les travaux dont ils dirigent l'exécution peuvent intéresser l'exploitation d'une mine ou sont voisins de la zone de défense ;

Avec l'administration des douanes, pour que les travaux à faire dans le voisinage des frontières ne servent pas de prétexte à la fraude et ne la facilitent pas ;

Avec l'administration des eaux et forêts en concourant à la rédaction des baux de la pêche fluviale, à l'entretien et à la plantation des arbres bordant les routes;

Avec l'administration des domaines, au sujet dès îles et îlots qui se forment dans le lit des rivières navigables et flottables, et du terrain des routes supprimees qui peut-être vendu au profit du trésor. (V. Cotelle, droit admin., liv. III, Instit. des ponts-et-chaussées.)

Avec l'administration des départements et des coïmmunes, lorsqu'ils sont chargés, sur la demande des préfets et sous l'approbation du directeur général, d'exécuter ou faire exécuter des travaux qui intéressent ces circonscriptions territoriales. Dans ce cas, ils ont droit au remboursement de leurs déboursés et à des honoraires.

Enfin l'administration des ponts-et-chaussées éclairé par ses rapports l'autorité supérieure sur les demandes en autorisation, les pétitions et les réclamations de toute espèce qui se rattachent aux objets de son service.

Et dans les affaires contentieuses, soit dans les conseils de préfecture, soit au Conseil d'état, elle est également consultée, et coopère ainsi à l'instruction de ces mêmes affaires.

§ 3. Rapports de l'administration des ponts-et-chaussées avec les citoyens.

Ainsi que nous l'avons dit dans le § précédent, l'administration des ponts-et-chaussées n'est revêtue d'aucune autorité juridictionnelle. Elle n'est donc pas investie du caractère nécessaire pour l'exécution forcée de la loi, ni même pour la notification des ordres de l'administration.

Aussi lorsque, chargés par leurs fonctions de requérir, les propriétaires d'exécuter certains ouvrages les ingénieurs rencontrent de l'opposition, ils ne peuvent que s'adresser aux maires, qui doivent alors intervenir et sommer les récalcitrants.

Souvent il peut arriver que les travaux exécutés par l'administration des ponts-et-chaussées causent quelque préjudice à des propriétaires. Dans ce cas, ceux-ci doivent se pourvoir administrativement pour réclamer des dommages-intérêts.

Mais dans le cas où une indemnité ayant été réglée par un conseil de préfecture, le directeur des ponts-et-chaussées a écrit pour approuver ce réglement d'indemnité, le propriétaire lésé doit bien se garder de dénoncer au Conseil d'état la prétendue décision du directeur général, qui n'est pas un magistrat dans l'ordre de la justice administrative, mais seulement un agent ministériel : il faut dénoncer la décision du conseil de préfecture, et ce, dans les délais du réglement, à peine de déchéance.

La décision du directeur ne saurait avoir d'importance légale. (C. d'état, 25 avr. 1820.) (V. **Travaux publics, Voirie, Commission mixte, École des ponts-et-chaussées.**

§ 4. Rapports des agents des ponts-et-chaussées entre eux.

Les ingénieurs des différents grades et des différentes classes doivent conserver la subordination envers le grade et la classe supérieure. Dans les occasions où les ingenieurs de même classe et du même grade sont en concurrence de fonctions, le plus ancien reçu commande.

Les fautes simples contre la subordination et l'exactitude du service sont réprimées par les *arrêts*.

Les fautes plus graves contre la subordination et l'exactitude du service sont réprimées par une suspension de fonctions, et par la privation de traitement qui ne peut excéder six mois. Le ministre prononce alors sur le rapport du directeur général.

Enfin les fautes très-graves qui auraient compromis ou le service ou les fonds du trésor public, ou l'honneur du corps, les fautes récidives contre la subordination et l'exactitude du service sont punies de la destitution, prononcée par le roi sur le rapport du ministre de l'intérieur et d'après l'avis motivé du directeur général. (D. 7 fruct. an XII, art. 16, 17, 18, 19.)

§ 5. Traitements. Indemnités.

Le traitement alloué aux ingénieurs en chef, aux ingénieurs ordinaires, aux élèves, aux conducteurs de travaux, est déterminé par le décret du 25 août 1804.

Les ingénieurs et agents des ponts-et-chaussées subissent une retenue de 4 à 5 p. 100 destinée aux fonds de retraite.

Les conducteurs non embrigadés sont tout à fait en dehors de cette organisation, et en consultant les diverses instructions de l'administration des ponts-et-chaussées, on voit que ces agents

doivent être payés sans retenue sur les *fonds des travaux*. (Instr. 19 déc. 1806.)

Les préposés de toute espèce aux ponts à bascule, aux écluses, etc., également en dehors de l'organisation du corps des ponts-et-chaussées, ne sont pas soumis à la retenue, et leurs salaires rentrent dans les dépenses du matériel, comme, pour la guerre, ceux des concierges et agents de surveillance des bâtiments militaires, que le budget classe dans le matériel du génie.

Indemnités. En vertu du décret du 25 août 1804, et de celui du 16 décembre 1811, portant classification de toutes les routes de France, les ingénieurs des ponts-et-chaussées sont chargés du service de toutes les routes tant royales que départementales : ils n'ont aucune prétention à élever par suite du service de ces routes. Cependant le ministre de l'intérieur, par une décision du 12 juillet 1817, a consenti à ce qu'il fût accordé une indemnité motivée sur l'insuffisance des traitements qui leur sont alloués par l'état.

Ces indemnités sont prises sur un fonds qui d'après la circulaire du ministre doit se former d'un prélèvement sur les fonds départementaux consacrés aux dépenses des routes départementales ; le calcul est établi à raison de 4 p. 100 jusqu'à 40,000 fr. et de 1 p. 100 sur tout ce qui excède cette somme. Les préfets sont chargés de la répartition de ces fonds entre les ingénieurs et les conducteurs.

A consulter : *Code des ponts-et-chaussées*, par Ravinet, 3 vol. in-8° ; 1829. (V. *Travaux publics.*)

POPULATION. — Par une circulaire du 25 avril 1851, le ministre du commerce et des travaux publics prescrit aux préfets de s'occuper du recensement de la population de toutes les communes du royaume pour la formation du tableau général de la population qui se publie officiellement tous les ans.

Le résultat de ce travail a été publié par une ordonnance du roi du 11 mai 1852, qui déclare en même temps que ces tableaux de population devront être considérés comme seuls authentiques pendant cinq ans, à compter du 1er janvier 1852. (V. bull. n° 163, où la population générale du royaume se trouve indiquée par cantons, arrondissements et départements.)

Le chiffre total est de 32,569,223 habitants. (Statist. gén. 1835. V. **Recensement.**)

PORT D'ARMES. —Tout Français naturalisé en pays étranger, avec ou sans autorisation, s'il porte les armes contre son pays, doit être puni de mort et ses biens sont confisqués. (D. 26 août 1811, art. 3-13.)

Pour les permis de port d'armes. (V. **Chasse.**)

PORT FRANC. — On appelle ainsi une ville maritime, ou autre, mise en dehors de la ligne des douanes ou du régime fiscal d'un pays, pour être accessible aux marchandises étrangères sans avoir aucuns droits à payer, soit à l'arrivée soit à l'exportation.

Ces villes sont, par conséquent, traitées comme étrangères sous le rapport de tous les impôts indirects.

Ces lieux francs ont une grande utilité pour les pays qui n'ont pas une industrie avancée, et qui ont besoin de marchandises étrangères, car alors ils s'approvisionnent avantageusement dans ces espèces de foires perpétuelles. Colbert les avait multipliés en France à l'époque où les marchandises étaient très-rares, et où il fallait stimuler l'industrie et le commerce de l'intérieur, mais aujourd'hui ils établiraient une concurrence désastreuse dans nos propres ports, entre les productions étrangères et les nôtres. Ce motif les a fait supprimer par la loi du 22 août 1791.

Dunkerque, Bayonne et Marseille ont depuis, et souvent insisté pour être remis en possession de leur franchise. Cette dernière ville seule l'obtint en 1814, mais il en résulta de grands inconvénients. On perdit pour l'industrie en général la consommation d'une cité importante, et pour l'industrie particulière de Marseille, tous débouchés vers l'intérieur. L'ordonnance du 10 septembre 1817 substitua à la franchise de Marseille un régime d'entrepôt et des facilités aussi étendues que possible.

Aujourd'hui donc il n'existe aucun port franc dans le royaume ; mais au lieu de la franchise qui était autrefois le privilége exclusif des trois villes sus-nommées, tous les ports de quelque importance jouissent d'un *entrepôt réel* ou *fictif* qui a pour eux les mêmes avantages, en ce qu'ils permettent de recevoir, sans rien payer, des marchandises étrangères que l'on rapporte ou que l'on introduit à volonté, selon les chances de profit qui se présentent au-dehors ou au-dedans.

(V. **Douanes** § des *entrepôts*. Ceux-ci ne sont qu'une modification des ports francs.)

PORTS MARITIMES.

§ 1. Ports maritimes. — § 2. Officiers des ports de commerce.

§ 1er.— Ports maritimes.

Les ports maritimes sont des établissements d'u-

tilité publique qui sont créés seulement en vertu d'une loi; ils forment, ainsi que les travaux à la mer, la troisième branche du service confié aux ingénieurs des ponts-et-chaussées. Ces travaux rentrent dans la classe des travaux publics et s'executent dans la forme qui leur est applicable. (V. **Travaux publics.**)

Le plus souvent on a recours à la voie de concession moyennant péage que le concessionnaire perçoit d'après un tarif dressé par le gouvernement.

Le décret du 10 avril 1812 rend applicable aux ports maritimes de commerce et aux travaux à la mer le titre IX du décret du 16 décembre 1811, prescrivant des mesures répressives de grande voirie, et complétant la loi du 29 floréal an X, relative aux contraventions en cette matière.

Les travaux des ports de la marine militaire sont également confiés aux ingénieurs des ponts-et-chaussés, mais sous la direction et l'administration du ministère de la marine.

D'après l'art. 10 de la loi du 21 avril 1832, aucun ouvrage important dans les ports maritimes ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une loi spéciale ou d'un crédit ouvert à un chapitre spécial du budget.

§ 2. Officiers des ports du commerce.

Il y a dans les principaux ports maritimes, des capitaines et des lieutenants de ports, dont le nombre est divisé suivant les besoins du service. Chacun de ces grades est divisé en deux classes.

Dans les ports, criques et havres d'un ordre inférieur, il y a des maîtres de port qui sont divises en trois classes.

Les capitaines et lieutenants de port sont nommés par le roi; les maîtres de port sont nommés par le ministre de l'interieur.

Les officiers du port sont tenus d'entretenir la sûreté et la propreté dans les ports et rades où ils sont préposés, et de maintenir l'ordre à l'entrée, au départ et dans le mouvement des bâtiments de de commerce. A cet effet, ils assignent à chaque bâtiment la place qui convient à ses opérations, l'y font amarer solidement et surveillent les lestages et délestages, de manière qu'ils soient faits avec les précautions prescrites pour empêcher les encombrements ou les dépôts dans les lieux à ce destinés. (O. 1681, liv. IV, tit. II, art. 2-5.)

Ils veillent à la sûreté de tous les bâtiments flottants, prescrivent les mesures qui peuvent la garantir, et dirigent les secours à porter aux navires naufragés ou en danger. Toutes les mesures de police et de surveillance sont dans leurs attributions; ils ont donc le droit de dresser des procès-verbaux contre les deliquants, et de poursuivre l'application de l'amende devant les conseils de préfecture.

Lorsqu'il n'existe pas dans un port d'officiers spécialement préposés à la direction du pilotage, les officiers ou maîtres de ports sont tenus de maintenir la police parmi les pilotes lamaneurs et de les requerir pour la conduite des bâtiments à la mer, en assignant entre eux les tours de service, etc.

Les officiers de port sont soumis à l'autorité respective des départements de la marine et de l'intérieur, c'est-à-dire:

1° Des préfets maritimes, commandants des ports et havres, et commissaires de marine, pour tout ce qui touche la conservation des bâtiments de l'état, la liberté de leurs mouvements, etc.

2° Des maires, sous-prefets et préfets, pour toutes les autres fonctions.

Les officiers de port sont payés sur le produit du demi-droit de tonnage et sur les ordonnances du ministre de la marine.

PORTES ET FENÊTRES. — V. **Contributions directes.**

PORTEURS DE CONTRAINTE. — V. **Contributions directes.** Arrêté, 16 term. an VIII, art. 24, 28, 44.)

POSTES.

SECTION I. Dispositions générales. — § 1. Exposé. — § 2. Établissements. — § 3. Personnel. — § 4. Tarif de la taxe.
SECTION II. — Poste aux lettres. Service rural. Transports divers. — § 1. Secret des lettres. — § 2. Transport illicite. — § 3. Affranchissement. — § 4. Chargements. — § 5. Lettres recommandées. — § 6. Franchises. — § 7. Contreseings. — § 8. Envoi d'argent. — § 9. Transport des dépêches.
SECTION III. Poste aux chevaux. — § 1. Maîtres de postes. — § 2. Tarif. — § 3. Malles-postes. — § 4. Postillons.
SECTION IV. Service des fonds. Comptabilité.

SECTION Ire. Dispositions générales.

§ 1. Exposé.

Les progrès de la civilisation créent partout de nouveaux rapports parmi les hommes, multiplient sans cesse les liens de leurs affections et de leurs intérêts, et imposent au gouvernement le devoir d'établir entre eux des communications plus faciles et plus fréquentes, de rapprocher par des moyens plus prompts et plus exacts les distances qui les séparent, d'ouvrir à leurs relations des voies plus directes et plus commodes, enfin de satisfaire à toutes les exigences de leurs besoins

et même de leurs seules convenances. La société reçoit la vie et le mouvement par le contact perpétuel des idées et des actions de ceux qui la composent. Le service des postes est donc indispensable pour entretenir et pour animer notre existence sociale, par l'activité de son mécanisme, et par le jeu continuel de ses nombreux ressorts. (V. Rapp. au roi, 15 mars 1850.)

Leur institution remonte à Louis XI, qui les créa par une ordonnance du 19 juin 1464. Ce sont des relais de chevaux établis de distance en distance à l'effet de porter les missives tant du gouvernement que des particuliers ; ces relais servent aussi à tous les voyageurs qui veulent en user en payant toutefois le prix du tarif réglé par le gouvernement.

L'établissement des postes a donc deux objets :

1° Le transport exclusif des lettres et le transport non exclusif des journaux ; dans certains cas, celui des livres brochés, des brochures et des imprimés ; quelquefois aussi la remise des valeurs d'argent ;

2° Le transport exclusif des voyageurs.

Ce service est régi, au nom et pour le compte du gouvernement, par une administration spéciale dépendante du ministre des finances qui doit y pourvoir sous sa responsabilité. Il se divise en *poste aux lettres* et *poste aux chevaux* [1].

Aucune autre autorité que l'administration susdite sous les ordres du ministre des finances ne peut s'immiscer dans la marche et la direction du service des postes; néanmoins ses actes et ceux de ses agents sont soumis au jugement des tribunaux dans les cas déterminés par la loi. (L. 29 août 1790, art. 4 ; Arr. 26 vent. an VII et 27 prair. an IX ; LL. 23, 24 juill. 1798 et 19 frim. an VII.)

C'est par ordonnance royale du 5 janvier 1851 que cette administration des postes a été réorganisée ; les places de directeur général, d'administrateur et de secrétaire général ont été supprimées, et elle est dirigée aujourd'hui par un directeur assisté de deux sous-directeurs formant avec lui le conseil d'administration.

Le directeur est nommé par le roi, et les deux sous-directeurs sont nommés par le ministre des finances.

§ 2. Établissements.

Les établissements de poste sont de cinq espèces :

1° Les bureaux simples ou composés, suivant qu'ils sont gérés par un directeur seul, ou par un directeur avec des employés ;

2° Les distributions ou annexes de bureaux ;

3° Les entrepôts ou établissements d'où sont réexpédiées les dépêches des bureaux et distributions, qui ne sont pas situés sur le passage des courriers ;

4° Les boîtes destinées à recevoir en dépôt les lettres que le public confie à la poste ;

Il y a au moins une boîte aux lettres dans chacune des communes de France ;

5° Les relais qui effectuent, dans les limites assignées à chacun d'eux, et avec le matériel dont ils doivent être pourvus, la conduite et le transport des malles-postes, des estafettes, des courriers extraordinaires et des voyageurs en poste.

§ 3. Personnel.

Dans chaque département il y a un inspecteur qui occupe le premier rang et exerce sa surveillance sur toutes les parties du service ; il vérifie les comptes du produit de la taxe des lettres.

Le chef de chaque bureau a le titre de directeur ; il est responsable du service. Il y a incompatibilité entre les fonctions de directeur des postes et celle de notaire, en ce que la fonction de directeur est comprise dans l'expression générique de préposé à la recette des contributions directes et indirectes.

Le sous-inspecteur surveille le service des bureaux qui sont en correspondance avec celui dans lequel il est placé. Il est sous les ordres du directeur pour tous les travaux du bureau de la résidence.

Le maître de poste est titulaire d'un relais ; il exerce ses fonctions en vertu d'un brevet qui lui est personnel ; il jouit, sous les conditions qui lui sont imposées, du droit exclusif de conduite en poste.

Il doit déférer aux ordres des inspecteurs en ce qui touche le service de ses relais, et à ceux des directeurs et sous-inspecteurs, en ce qui concerne le service des malles et des estafettes. Vien-

[1] Le produit du service des postes est porté, au budget de 1836, pour une somme de 36 millions, savoir :

Taxe des lettres,	31,440,000 fr.
Id. (service rural),	1,620,000
Du droit 5 p. 0/0 sur les articles d'argent,	819,000
Places dans les malles-postes,	1,903,000
Id. dans les paquebots,	100,000
Offices étrangers,	700,000
Recettes extraordinaires,	21,000
	36,600,000

Dans les évaluations du budget de 1837, ces produits sont augmentés de 2,864,000 fr., par suite de l'établissement des [illegible] pour le transport des dépêches dans la Méditerranée.

nent ensuite les commis, surnuméraires, distributeurs, entrepôseurs, boîtiers, courriers, postillons, facteurs de ville et facteurs ruraux.

§ 4. Tarif de la taxe.

Depuis quelques années un nouveau tarif a fixé le prix de chaque dépêche en proportion de sa pesanteur, et d'après la distance mathématique qu'elle a dû suivre à *vol d'oiseau* pour parvenir à sa destination. On a reconnu que cette dernière base était la seule qui n'offrît aucun prétexte à l'arbitraire du gouvernement, ni aux plaintes des particuliers, et qu'il fallait renoncer à la règle variable précédemment adoptée, de mesurer les sinuosités des différentes courses pour élever ou modérer le prix du transport de la correspondance. Le tarif actuellement en usage a élevé le poids de la lettre *dite simple*, qui paie la taxe la plus modique de 5 à 7 grammes 1/2, et a permis aux négociants et aux gens d'affaires de porter à ce degré de pesanteur leurs dépêches habituelles ; ils ont obtenu ainsi un véritable dégrèvement qui est devenu très-sensible dans les relations suivies de la banque et du commerce.

Enfin, pour prémunir le public contre toute erreur et toute négligence, l'administration a ajouté au bienfait de ces méthodes plus exactes, la précaution d'apposer sur l'adresse des lettres un timbre qui indique le jour précis de leur départ et celui de leur arrivée.

Les objets soumis aux tarifs sont de trois espèces, savoir :

1° Les lettres et échantillons de marchandises ;

2° Les valeurs cotées ;

3° Les journaux, ouvrages périodiques et imprimés de toute nature.

Il y a quatre genres de taxes :

1° La taxe progressive en raison de la distance et du poids; elle est fixée par la loi du 15 mars 1827;

2° La taxe supplémentaire progressive et la taxe supplémentaire fixe ;

3° Les taxes fixes pour les avis de naissance, mariage et décès ;

4° La taxe des échantillons de marchandises qui ne monte qu'au tiers du port de la lettre ordinaire. (L. 15 mars 1827, art. 7.)

La taxe des journaux et autres écrits est une taxe de dimension.

La taxe est représentée par un chiffre. La loi du 5 juin 1829 impose une surtaxe d'un décime sur les lettres envoyées dans les communes rurales. Il a été jugé qu'elle frappait toutes celles qui ne portaient pas la suscription *poste restante*, encore bien que celui à qui elles étaient adressées dans la commune, les fît lui-même prendre au bureau de la ville. (C. Metz, 1er août 1855, D. 54, 2, 199.)

Un autre genre de taxe est la taxe fictive, qui a pour objet de connaître le produit que donneraient, s'ils étaient soumis aux tarifs, les lettres et paquets transportés en franchise.

Section II. Postes aux lettres. Service rural. Transports divers.

Ce service a reçu depuis quelques années de grandes améliorations. Ainsi la loi du 5 juin 1829, a statué qu'il aurait lieu au moins de deux jours l'un dans les communes où il n'existe pas de bureau de poste, et la loi des finances du 21 avril 1832 l'a rendu quotidien, à partir du 1er juillet de cette même année, dans toutes les communes où la nécessité en serait constatée par les conseilliers municipaux, les préfets et les sous-préfets.

Depuis cette époque l'administration a pris toutes les mesures capables de garantir la régularité du service de la poste. Un des derniers réglements, du 4 décembre 1835, oblige les facteurs ruraux à prendre au moins deux fois par an, en présence du maire, de l'adjoint ou d'un conseiller municipal, l'empreinte du timbre qui est fixé à demeure dans la boîte aux lettres de chacune des communes qu'ils parcourent. Cette empreinte doit être recueillie sur trois formules imprimées du procès-verbal que signe le fonctionnaire municipal et qu'il remet au facteur. Cette opération a pour but de donner à l'administration et à des agents supérieurs les moyens de reconnaître si les facteurs, pour éviter de se transporter dans toutes les communes de leur arrondissement, ne se serviraient pas d'un faux timbré qu'ils appliqueraient sans déplacement sur la feuille dont ils sont porteurs, et qui doit porter l'empreinte du timbre fixé dans la boîte aux lettres.

Cette entreprise du service rural était difficile, puisque le parcours journalier qu'elle exige n'était pas au-dessous de 25,000 lieues. Cependant elle s'est exécutée promptement avec ensemble, et le service de la poste rurale est devenu un véritable besoin pour chaque commune.

§ 1. Secret des lettres.

Outre les nombreux avantages que l'administration offre aux citoyens par son service, elle leur garantit encore un secret inviolable. En effet un décret de l'assemblée constituante du 10 août 1790 a déclaré qu'il ne pouvait être porté atteinte à ce secret ni par les individus, ni par

les corps; cette inviolabilité a été en outre consacrée par les peines que prononce l'art. 187 du Code pénal contre ceux qui la violent.

Il ne peut y avoir exception à ces principes que lorsqu'il s'agit de crimes qui compromettent la sûreté intérieure ou extérieure de l'état. Alors s'applique cette règle : *salus populi, suprema lex esto.*

§ 2. Transport illicite.

Les arrêtés du 7 fructidor an VI et du 27 prairial an IX défendent à tous entrepreneurs de voitures libres et à toute personne étrangère au service des postes de s'immiscer dans le transport des lettres, cachetées ou non. (Trib. corr. de Rouen, 20 juill. 1835, *Gaz. des Trib.*, 23 juill. 1835.)

Mais la cour de cassation va plus loin encore. par arrêt du ... juillet 1836, elle a rendu une décision qui concerne non-seulement les conducteurs et entrepreneurs de voitures publiques, mais aussi les personnes qui sont dans la nécessité d'envoyer de petits paquets, et celles qui peuvent accidentellement en transporter; elle a déclaré qu'il y avait contravention dans le fait d'avoir joint une lettre d'envoi à un petit paquet de marchandises pesant moins de 2 gros, et conséquemment elle a décidé qu'on devait punir de l'amende de 150 à 500 fr. le conducteur de diligence qui avait transporté un petit paquet de broderie, dans lequel se trouvait une lettre d'envoi. Elle s'est fondée sur ce que la loi du 27 prairial an IX ne contient d'exception qu'en faveur des sacs de pièces de procédure, des paquets de plus de 2 gros, et des lettres uniquement relatives au service personnel des messageries.

Pour constater les contraventions à ce sujet, les préfets, sous-préfets, maires des communes et les commissaires de police sont chargés de veiller à ce que les lettres ne soient pas portées par d'autres que les employés de l'administration, et à cet effet de faire faire toutes perquisitions nécessaires dans les voitures publiques. (Arr. 27 prair. an IX, art. 4.)

En cas de saisie, les procès-verbaux doivent à peine de nullité énoncer le poids des lettres ou paquets saisis. (C. Paris, *Gazette des Tribunaux* des 2 et 3 janv. 1835.) Indiquer leurs adresses; copies doivent en être remises à Paris à l'administration des postes; dans les départements, au bureau du directeur des postes le plus voisin, pour lesdits paquets et lettres être envoyés aussitôt à leur destination avec la taxe ordinaire; lesdits procès-verbaux sont de suite adressés au procureur du roi par les préposés des postes, pour poursuivre, contre les contrevenants, la condamnation à 150 f. au moins et 500 f. au plus par chaque contravention. (Arr. ci-dessus, art. 5.)

Les dispositions des arrêtés ci-dessus, relatives aux perquisitions, ont été différemment interprétées par les tribunaux. C'est ainsi que nous trouvons plusieurs arrêts de la Cour de cassation, et entre autres celui du 7 août 1818, statuant formellement que la prohibition de porter des lettres au préjudice de l'administration s'étend à toute personne sans exception, mais cette doctrine n'a pas long-temps prévalu, et maintenant la jurisprudence s'accorde à reconnaître que des perquisitions au sujet du transport illicite des lettres, peuvent seulement être exercées sur les piétons, messagers et les conducteurs de messageries.

En conséquence, lorsqu'un voyageur qui ne rentre pas dans cette catégorie, est prévenu d'une contravention aux lois des postes, qui n'a été constatée qu'au moyen d'une perquisition sur sa personne, à laquelle il n'était pas soumis, il doit être renvoyé des poursuites, ces poursuites ne reposant dans ce cas sur aucune base légale. (Cass., 17 mai 1832), d'où il résulte evidemment que nul agent de l'autorité ou de la force publique ne peut fouiller de simples voyageurs, pour vérifier si ces voyageurs sont porteurs de lettres, en contravention aux lois et réglements sur la poste. (Cass., 24 avril 1828 et 13 avril 1833.)

En cas de condamnation, l'article 6 de l'arrêté de l'an IX détermine le mode de poursuite du paiement de l'amende; il prescrit la saisie-exécution des établissements, voitures, meubles, etc. A défaut de paiement dans les dix jours du jugement, un tiers du produit des amendes appartient en ce cas à l'administration des postes, un tiers aux hospices des lieux, un tiers à ceux qui auront découvert et dénoncé la fraude, étant coopérateurs de la saisie. (Art. 8.) Enfin, quant à la responsabilité des maîtres de poste et entrepreneurs, V. art. 9.

§ 3. Affranchissement.

L'affranchissement est facultatif, obligatoire ou limité : *facultatif* pour les lettres circulant dans toute la France, *obligatoire* ou *limité* selon les conventions faites avec les offices étrangers. Il est obligatoire pour tous les journaux ou écrits et la prescription du prix de l'affranchissement se fait immédiatement.

A ce sujet, V. O. 1er déc. 1824, relative à l'affranchissement des lettres et paquets à envoyer dans le duché de Bade; O. 31 juill. 1825, relative au service des postes entre la France et l'Autriche;

O. 24 août 1828, relative au service des postes entre la France et les cantons Suisses ; O. 8 mars 1829, relative au même objet ; O. 4 janv. 1833, fixant la taxe supplémentaire à payer pour les lettres de France, pour l'Espagne, le Portugal, Gibraltar et réciproquement ; O. 7 oct. 1833, ordonnant la publication d'un traité intervenu entre la France et l'Angleterre le 14 juin précédent ; O. 7 oct. 1835, contenant réglement sur le transport des lettres de France pour l'Angleterre et les pays d'outre-mer avec lesquels l'office des postes anglaises entretient des communications régulières et réciproquement ; autre O. du 7 oct. 1835, relative au transport des journaux et autres imprimés expédiés de France en Angleterre et d'Angleterre en France, par l'estafette de Paris à Calais.

Enfin, une nouvelle convention a été signée le 29 mars 1836 par le ministre des affaires étrangères de France et l'ambassadeur de la Grande-Bretagne ; cette convention qui fait suite au traité du 14 juin 1833 et qui améliore d'une manière notable les communications entre la France et l'Angleterre, stipule entre autres dispositions l'affranchissement facultatif des lettres, la recommandation facultative de celles qui contiennent des valeurs et l'admission respective des journaux des deux pays, moyennant un prix de port modique.

Les sous-officiers et soldats de l'armée de terre ou de mer et de gendarmerie présents à leurs corps, ont droit à la modération de taxe à vingt-cinq centimes.

§ 4. Chargements.

Le chargement consiste dans l'inscription d'une lettre ou d'une valeur cotée sur un registre spécial et avec des conditions particulières.

Les objets soumis à la formalité du chargement ont pris le nom de chargements.

Ils sont de quatre espèces :

1° Chargements de lettres par des particuliers ou chargements affranchis;

2° Chargements de lettres par des agents des postes ou chargements d'office ;

3° Chargements des lettres par des fonctionnaires ou chargements en franchice (dans ce cas il faut que le fonctionnaire la réclame).

4° Enfin, les chargements de valeurs côtées.

§ 5. Lettres recommandées.

On appelle lettres recommandées des lettres qui sont reçues et envoyées avec une partie des formalités en usage pour les chargements, mais à destination de Paris seulement. Elles ne peuvent être affranchies ; elles sont remises au domicile des destinataires sur leurs récépissés. La perte de ces lettres ne donne droit à aucune indemnité ; elles sont inscrites sur un registre à souches.

§ 6. Franchises, contre-seing.

Il y a deux sortes de franchises : 1° celle qui est accordée à la qualité du destinataire ; 2° celle qui est le résultat de l'apposition d'un contre-seing.

Les personnes jouissant de la franchise en raison de leur qualité sont dénommées par les réglements.

Cette franchise est illimitée ou limitée.

Les lettres et paquets adressés à des personnes jouissant de la franchise illimitée ne doivent jamais être reçus à l'affranchissement. C'est ainsi que les préfets et sous-préfets ont la faculté de ne correspondre que sous bande avec les receveurs municipaux de l'arrondissement, les maires, les commandants de garde nationale, etc., etc., pour objet de service.

Un arrêté du ministre des finances, du 30 octobre 1835, autorise en outre les préfets à correspondre en franchise dans l'étendue de leurs départements : 1° avec les commissaires du roi près les compagnies d'assurances; 2° avec les commissaires du roi près les societés anonymes ; 3° avec les directeurs du conservatoire des arts et métiers, des écoles royales des arts et métiers; 4° avec les présidents des chambres de commerce, des chambres consultatives des arts et manufactures, des conseils de prud'hommes, des jurys de commerce et des manufactures, des sociétés des sciences, agriculture et arts ; 5° avec les syndics des agents de change et des courtiers de commerce.

On désigne sous le nom de contre-seing la griffe ou la signature qu'un fonctionnaire public appose sur l'adresse des dépêches, afin de leur procurer la franchise.

Cette franchise n'a lieu qu'autant que le fonctionnaire qui a apposé le contre-seing, a été autorisé à écrire en exemption de taxe au destinataire.

La franchise est réciproque ou n'est pas réciproque en vertu de l'arrêté ci-dessus ; les maires sont autorisés à écrire en franchise au sous-préfet de leur arrondissement par lettres fermées dites lettres confidentielles ; et la correspondance des maires entr'eux, dans la circonscription cantonnale qui n'était autorisée jusqu'à ce jour que pour le service de la garde nationale, est étendue à toutes les parties de l'administration des communes. Cette correspondance est expédiée sous bande. (Art. 2 et 3.) (V. en outre les réglements particuliers.)

§ 7. Envoi d'argent.

Des sommes d'argent peuvent être versées aux caisses des agents de postes pour être payées dans tous les bureaux du royaume et aux armées.

Le service des articles d'argent est fait moyennant un droit de 5 p. °/₀ de la somme versée. Ce droit n'admet aucune modération.

Au moyen de ce droit, l'administration fait payer les articles à toute distance et prend les risques à sa charge.

L'envoyant a le choix de payer le droit de 5 p. °/₀ en sus de la somme versee ou de le faire prélever sur cette somme.

Il ne peut être reçu d'articles d'argent au-dessous d'une somme de 50 centimes.

Il est remis à l'envoyant en échange de la somme versée, une déclaration de versement et un mandat.

La propriété de ces mandats ne peut ni se négocier, ni se transmettre.

Le déposant doit envoyer le mandat au destinataire, et garder par devers lui la déclaration de versement pour servir à constater ses droits dans le cas où il aurait quelque réclamation à faire.

Les sommes versées aux caisses des agents des postes pour être remises à destination, et dont le remboursement n'aura pas été réclamé par les ayant-droit dans un délai de huit années à partir du jour du versement, seront définitivement acquises à l'état. (L. 31 janvier 1833.)

§ 8. Transport des dépêches.

Le transport des dépêches est exécuté en malles-postes pour les routes de postes, et par des courriers d'entreprises en voiture, à cheval, à pied ou par eau.

Dans certains cas il a lieu par *estafette*, c'est-à-dire par des postillons à cheval qui se transmettent les dépêches de relais en relais jusqu'au point de destination.

Le service est *ordinaire* ou *extraordinaire*.

Les estafettes *ordinaires* sont établies pour obtenir sur une route un service régulier plus accéléré que tout autre.

Les estafettes *extraordinaires* sont expédiées pour des causes accidentelles, soit à la réquisition des agents du gouvernement, soit à la demande des particuliers qui en ont obtenu l'autorisation.

Enfin, dans des cas d'urgence très-grave, on expédie les dépêches par *courrier extraordinaire*.

Celui-ci est un agent qui ne se dessaisit qu'au point de destination des dépêches qui lui sont confiées et entre les mains seulement des personnes à qui elles sont adressées.

Le courrier extraordinaire voyage à cheval, accompagné d'un postillon monté.

Section III. — Poste aux chevaux.

L'administration publique chargée de recevoir et de transmettre à leur destination les dépêches et les lettres aurait pu confier à des particuliers le soin d'en effectuer le transport; mais un tel arrangement n'eût offert ni assez de sécurité, ni assez d'exactitude dans le service. Il a paru préférable d'établir de distance en distance des stations où des personnes connues sous le nom de *maîtres de postes* et munies d'une commission spéciale, auraient des chevaux et des postillons destinés en première ordre à la conduite des malles *renfermant les dépêches*, et ensuite au service des voyageurs qui voudraient user des mêmes moyens de transport.

§ 1. Maîtres de poste.

L'institution des maîtres de poste remonte à l'année 1464. Louis XI en fut le fondateur. En même temps qu'il instituait les postes, l'université de Paris créait les messageries dont elle conserva le privilége jusqu'en 1719. Le gouvernement le lui racheta à cette époque moyennant une rente de 300,000 livres, et c'est ainsi que l'etat, déjà en possession du droit exclusif des postes, réunit à son privilége celui de l'exploitation des messageries. La conduite de ces voitures devint en même temps le droit des maîtres de poste; et ce droit, consacré dans différents édits antérieurs à la révolution, fut reconnu depuis cette époque, et notamment par la loi du 29 juillet 1795.

La loi des finances du 9 vendémiaire an VI prononça la suppression de la régie des messageries nationales, et livra cette exploitation à l'intérêt privé. Toutefois, l'abandon de ce privilége n'etait pas gratuit; l'état fut autorisé par la même loi à percevoir le dixième du prix des places des voyageurs et des marchandises. Quant aux maîtres de poste, on négligea entièrement de stipuler leurs intérêts, que le brusque changement de régime compromettait gravement. Le gouvernement reconnut bientôt sa faute : le monopole des messageries n'avait fait que changer de main. L'entreprise qui avait succédé à la régie nationale realisait des bénefices énormes et les relais périssaient. Une loi du 19 frimaire an VII rendit aux maitres de poste les gages et les indemnités qui leur avaient été retirés en 1795. Cette subvention ne suffit pas; le 25 frimaire an VIII, une nouvelle loi élève le prix de la conduite des mal-

les et des voyageurs ; ce ne fut encore qu'un palliatif. Enfin, le 15 ventose an XIII, intervint la loi motivée sur la désertion générale des relais, qui oblige tout entrepreneur de voitures publiques qui ne se sert pas des chevaux des maîtres de poste à payer par poste, et par cheval attelé à chacune de ses voitures, 25 c. au maître du relais dont il n'emploie pas les chevaux. (V. **Voitures publiques.**) Cette taxe rapporte aujourd'hui cinq millions répartis entre les maîtres de poste [1].

Ils sont régis par la loi du 24 juillet 1793 qu'on a appelée la charte des maîtres de poste ; d'après ses dispositions, ils sont généralement responsables du service attribué à leurs relais, ainsi que des actes de leurs postillons.

Il existe dans chaque relais un registre d'ordre destiné à recevoir les plaintes des voyageurs. Il doit être représenté aux inspecteurs en tournée.

Les maîtres de poste ne peuvent fournir des chevaux à aucun voyageur au point de départ, si ce voyageur ne justifie d'un passe-port delivré conformément aux lois et réglements de police.

Ils peuvent être requis par l'administration de fournir les postillons et les chevaux nécessaires pour renforcer des relais : c'est ce qu'on appelle *tournées*. Elles ont lieu quand on prévoit le passage d'un grand nombre de voitures.

Tout maître de poste qui se rendrait coupable d'exactions, de mauvaise gestion, d'insultes graves envers le voyageur, d'insubordination envers l'administration peut être révoqué par le ministre des finances sur le rapport du directeur de l'administration.

En outre, les maîtres dé poste étant des agents commissionnés d'un service public, l'administration peut, indépendamment des cas de destitution prévus par la loi, et sans être tenue d'en déduire les motifs, retirer une commission qui leur est délivrée pour un temps indefini, et par cela même, jusqu'à révocation. (C. d'etat, 30 août 1822.)

En cas *d'absence* momentanée d'un maître de poste, il peut charger quelqu'un de le représenter pour trois mois au plus, et seulement après en avoir prévenu l'administration. Mais il ne peut faire gérer habituellement son relais, ni le céder, sans que le gérant ou cessionnaire ait été préalablement agréé. (Arr. 1er prair. an VII, art. 3.)

§ 2. Tarif.

Le nombre des chevaux à atteler aux voitures suivant leurs dimensions, le nombre des postillons et le prix à payer par cheval et par personnes transportées sont réglés par un tarif annexé à l'ordonnance royale du 1er mars 1829.

Le prix à payer par poste, c'est-à-dire toutes les deux lieues, est de 1 fr. 50 c.

Pour une ou deux personnes, deux chevaux ;

Pour trois personnes, trois chevaux ;

Pour quatre personnes, quatre chevaux.

Il est dû pour prix des guides 75 c. par postillon et par poste, aux termes de l'art. 22 de la loi du 19 frim. an VII. Mais l'usage s'est introduit généralement de payer les guides sur le même pied que les chevaux, c'est-à-dire 1 fr. 50 c. Ainsi, les voyageurs conservent la faculté de restreindre le prix des guides à 75 c. à titre de punition.

§ 3. Malles-postes.

Depuis la réforme introduite dans la construction des malles-postes, autrefois grossières et d'une pesanteur accablante pour les trois chevaux qui y étaient attelés, les trajets, qui autrefois ne pouvaient être parcourus qu'en soixante heures, sont franchis aujourd'hui en moins de quarante. Aussi, l'administration offre non seulement le secours de la course hâtive aux papiers que le public lui confie, mais elle transporte le voyageur avec la même rapidité, et pour une rétribution modique, dans tous les lieux où il veut se rendre. Quatre-vingt-six heures suffisaient à peine pour courir les soixante-dix-sept postes de Paris à Bordeaux ; en quarante-cinq heures, le trajet se fait aujourd'hui ; il fallait quatre-vingt-sept heures pour arriver à Brest, on s'y rend maintenant en soixante-deux heures : la route de Lyon exigeait soixante-huit heures, elle n'en demande plus que quarante-sept : Toulouse était à cent dix heures de Paris, il n'en est plus qu'à soixante-douze. (Documents officiels.)

Ainsi, d'après les réglements, les malles doivent être menées avec toute la célérité possible. Aux relais, les attelages doivent toujours être prêts, et il est accordé trois minutes pendant le jour, et cinq minutes pendant la nuit.

[1] La répartition de cette subvention a souvent excité des plaintes.

Elle rapporte : 112,000 fr. par an au maître de poste de Paris.

24,190	à chacun des relais de la 2e classe.
13,540	de la 3e
8,283	de la 4e
4,663	de la 5e
1,353	de la 6e

Il a été proposé de centraliser la perception de ces droits au profit du trésor. Mais les maîtres de poste possèdent sous la foi de la législation, et on ne pourrait changer tout le système existant sans les dédommager par une indemnité suffisante. De là, des dépenses premières énormes. C'est à l'administration à examiner la somme des avantages qu'elle pourrait en retirer.

C'est ainsi que l'emploi du temps, si fécond en résultats pour une population industrieuse, est soigneusement ménagé à toutes les professions utiles, par un service de poste qui parvient à conserver des heures et des jours entiers aux efforts du travail et de la production.

Le ministre des finances est investi du droit de fixer à volonté le prix dû aux maîtres de poste pour le transport des malles-postes; il peut dès-lors introduire dans les prix déjà déterminés les modifications qu'il juge nécessaires. Ce n'est pas là une matière sur laquelle il n'appartienne qu'au pouvoir législatif de prononcer. (L. 19 frim. an VII; D. 15 vent. an XIII. C. cass. 25 mars 1835.)

§ 4. Postillons.

Il est défendu à tout postillon d'exiger ou de recevoir une somme offerte au-delà des guides fixées par la loi, d'insulter les voyageurs, ou de leur donner aucun sujet de plainte.

La penalité que la loi du 19 frimaire an VII leur applique est *la mise à pied* pendant un temps déterminé, *la retenue sur les guides*, et enfin *la mise à pied définitive*.

Elles sont prononcées par l'inspecteur en tournée ou en mission.

La même loi, en prévoyant les mesures répressives, s'est également occupée du sort des postillons devenus vieux et infirmes. Elle porte, art. 14 : « Les postillons auront droit à une pension de retraite après vingt ans de service comme postillons en rang, ou dans le cas d'un accident ou d'une infirmité qui les mettrait dans l'impuissance de se procurer, par un travail quelconque, les moyens d'exister. Cette retraite ne pourra être moindre de 150 fr. ni supérieure à 200 fr.; elle pourra être reversible en tout ou en partie aux veuves et aux enfants. »

Les postillons ont également droit à des secours lorsqu'ils éprouvent des accidents graves dans le service. Mais il doit être joint à leur demande de secours, un certificat du maire qui constate que l'accident a eu lieu au service; plus, un procès-verbal d'un officier de santé pour indiquer les causes et les suites de l'accident.

Section. IV — Service de fonds, Comptabilité.

Autrefois, le service de la comptabilité des postes était mal administré. il y avait, il y a quelques années seulement, des arriérés considérables, des dépenses provisoires peu régulières, et des déficits qui se renouvelaient chaque année pour une somme de 300,000 fr.

Quatre caissiers principaux, qui exerçaient un maniement de fonds considérable sous les yeux des administrateurs de Paris, furent supprimés en 1829; les comptables extérieurs, au lieu d'adresser leurs recettes à la capitale en les remettant aux courriers dont ils ralentissaient la marche, en compromettant la sûreté des deniers et des dépêches, ont été tenus de vider immédiatement leurs mains dans celles des receveurs des finances. Le mouvement matériel entre les bureaux de poste des articles d'argent déposés par les particuliers pour être remis à leur destination a eté interrompu; et les espèces confiées à ces directeurs, dans les diverses localités, sont remboursées aujourd'hui avec les formes simples de la banque par toutes les caisses publiques, dans le lieu même où se présente chaque *destinataire* porteur de la reconnaissance du dépôt qui lui est adressé.

L'exactitude et la célérité de ce nouveau régime ont si bien prévenu les erreurs et les retards précédents, que dans l'année de son exécution, les réclamations des parties ont été réduites de 160,000 fr. à 5,000 fr. par année.

La direction des fonds et le contrôle des écritures, placés entièrement sous la surveillance immédiate du ministre des finances, évitent tous déplacements onéreux et inutiles des valeurs recouvrées, simplifient les formes de la comptabilité et les rendent en même temps plus sévères, plus promptes et moins dispendieuses, par la centralisation de leurs résultats au chef-lieu de chaque département.

Consulter : *l'Instruction générale des postes publiee en 1833 par l'administration des postes*, 3 vol. in-folio.

POUDRES ET SALPÊTRES.

§ 1. Des salpêtres. — § 2. Des bois de bourdaine. — § 3. De la fabrication et du commerce de la poudre. — § 4. Délits. Compétence. — § 5. Convois de poudre. — § 6. Service des poudres et salpêtres.

Des motifs de sûreté générale, de politique et de haute police ont toujours motivé le maintien du monopole de la poudre en faveur du gouvernement; à lui seul est donc réservé le droit de fabrication et de vente.

Ce privilege s'est même étendu jusqu'au salpêtre, l'un des éléments nécessaires qui entrent dans sa composition, et autrefois jusqu'au bois de bourdaine, dont l'emploi est également nécessaire à sa confection.

Nous passerons donc successivement en revue les dispositions qui régissent l'emploi, la fabrication, ou la vente de ces objets. Quant au soufre qui entre dans la composition de la poudre, l'état

se le procure par les voies ordinaires du commerce libre.

§ 1. Des Salpêtres.

Chacun sait que la poudre est l'une des premières nécessités de l'art militaire, aussi à l'époque où fut rendue la loi du 13 fructidor an V sur la poudre, c'est-à-dire, au milieu de toutes les guerres de la république, il n'est pas étonnant de voir qu'elle autorisait les fouilles gratuites et même un peu arbitraires des agents du gouvernement dans les granges, écuries, bergeries, caves, etc., pour parvenir à l'extraction des terres salpêtrées.

La loi du 10 mars 1819 est plus libérale, et porte que la fouille ne pourra plus être exercée qu'en traitant avec les propriétaires desdits lieux.

Un autre moyen de se procurer le salpêtre est par la lessivation des matériaux de démolition. La loi du 13 fructidor an V consacrait une disposition que celle de 1819 a adoptée art. 6.

Tous les propriétaires qui voudront démolir doivent, dans les dix jours, sous peine d'amende, prévenir le maire de leur commune afin que, sur l'avis donné par celui-ci, le salpêtrier puisse en prendre connaissance. Le délai passé sans qu'il se soit presenté, les propriétaires peuvent disposer de leurs matériaux. Le salpêtrier ne paie rien à raison de cet enlèvement, néanmoins l'art. 5 de la loi du 13 fructidor permet au propriétaire d'exiger la restitution d'une quantité de matériaux d'un même volume.

La loi de 1819, art. 3, déclare libre la fabrication du salpêtre indigène par tous les procédés qui n'exigent pas l'emploi des matériaux de démolition réservés à l'état, et les salpêtres provenant de cette fabrication peuvent être librement versés dans le commerce.

Cette loi de 1819 ayant établi dans les départements une circonscription pour les salpêtrières royales, il en résulte que dans cette circonscription les fabricants doivent prealablement obtenir une commission de salpêtrier royal, et que dans les départements qui n'y sont pas compris, les autres sont obligés de se munir d'une licence qui dispense de la patente. Les premiers sont obligés de livrer le produit de ladite fabrication à la direction génerale des poudres, les autres, au contraire, peuvent la livrer au commerce. Quant au salpêtre exotique, il paie à son entrée dans le royaume sur chaque quintal de matière brute, quel que soit son degré de pureté, un droit de 72 fr. 50 c. par navire français, et 78 fr. 50 c. par navire étranger.

Au moyen de ce droit, l'importation dudit salpêtre est libre et permise par tous les ports ouverts aux marchandises qui paient 20 fr. et plus par quintal métrique.

Les fabricants libres ou par licence et les salpêtriers commissionnés sont tenus, sous les peines de droit, d'acquitter l'impôt établi snr le sel marin, jusqu'à concurrence des quantités dudit sel contenues dans le salpêtre de leur fabrication, et de souffrir les exercices prescrits par les lois pour assurer la perception dudit impôt. Lesdites quantités sont déterminées par expertise ou par abonnement avec la régie des contributions indirectes, sans que ladite régie puisse exiger au-delà de deux et demi pour cent du salpêtre brut, que les salpêtriers commissionnés livrent en cet état à la direction générale des poudres, ni de quinze pour cent du salpêtre brut que fabriquent les salpêtriers libres ou par licence; moyennant quoi, lesdits fabricants peuvent opérer le raffinage dudit salpêtre sans être soumis à aucun nouveau droit.

Les fabriques au compte de l'état acquittent l'impôt du sel dans les proportions ci-dessus déterminées, et peuvent s'en libérer moyennant la remise à la régie des contributions indirectes, du sel marin provenant de leur fabrication ou de la submersion dudit sel en présence des agents de la régie. (Art. 7 et 8.) (L. 10 mars 1819, art. 1er.)

§ 2. Du Bois de bourdaine.

L'art. 1er de l'arrêté du 25 fructidor an XI réservait le bois de bourdaine pour la confection du charbon propre à la fabrication de la poudre; aussi, suivant les autres dispositions, il est dit : qu'aucune adjudication ou vente de coupes de bois dans les forêts de l'état, dans celles des communautés d'habitants, des hospices et autres établissements publics ne peut être faite qu'à la charge par les adjudicataires ou acquéreurs, de faire mettre à part tous les bois de bourdaine de trois, quatre ou cinq années de crue qui se trouvent dans lesdites adjudications ou ventes, et d'en faire faire des bottes ou bourrées de deux mètres de longueur sur un mètre cinquante centimètres de grosseur. En conséquence, la même loi autorisait l'administration générale des poudres à faire faire dans tous les temps la recherche de ces bois.

Le droit était exercé par des *Bourdainiers* d'une manière parfois intolérable, mais le nouveau Code forestier a fait disparaître cet abus et ne contient aucun privilége concernant le bois de bourdaine. Seulement, en vertu de l'art. 169 de l'ordonnance d'exécution de ce Code, les conservateurs des forêts des 4e, 5e, 6e, 8e, 12e et 14e arrondissements

forestiers ont été autorisés à permettre les extractions de bois de bourdaine dans les bois de l'état situés dans les départements désignés par l'administration des poudres, sauf indemnité.

Quant aux extractions de bourdaine dans les bois communaux ou d'établissements publics, elles doivent être autorisées par les maires et administrateurs des communes et établissements propriétaires.

Cette exploitation ne peut avoir lieu dans les bois des particuliers qu'en vertu d'arrangements faits et consentis de gré à gré.

§ 3. De la fabrication et du commerce de la poudre.

Les poudres sont fabriquées pour le compte de l'état et ne peuvent l'être que sous la direction et la surveillance de l'administration chargée de cette partie, celle des contributions indirectes. (L. 13 fruct. an V, art. 16. O. 25 mars 1818.)

Ainsi la fabrication et la vente des poudres sont interdites à tous les citoyens autres que ceux qui y sont autorisés par une commission spéciale du gouvernement. La circonstance qu'il ne se trouve dans la commune aucun agent commissionné légalement pour le débit des poudres, ne suffit pas pour autoriser tout citoyen à vendre des poudres dans cette commune. (C. Cass. 25 frim. an XI.)

Il est également interdit à tout citoyen qui n'y est pas autorisé de conserver chez lui de la poudre au-delà de la quantité de deux kilogrammes (4 liv.) (L. 1854). Elle était permise jusqu'à concurrence de dix livres par la loi de l'an V.

La surveillance de ces dispositions est confiée aux préfets, aux maires et aux officiers de police.

(V. pour les contraventions, confiscations, visites, amendes, etc., la loi du 15 fructidor an V) (30 août 1797) (Bull. nº 142), les D. 24 août 1812, 16 mars 1815).

On a vu que la vente des poudres s'opère par l'intermédiaire d'agents ou citoyens commissionnés à ce sujet, mais de cette disposition est exceptée la poudre de guerre dont la vente est formellement interdite. (D. 25 pluv. an XIII.)

Une ordonnance du 25 mars 1818 charge spécialement la direction générale des contributions indirectes de l'exécution des décrets ci-dessus, relatifs à la recherche et à la saisie des poudres, soit étrangères, soit fabriquées hors des poudrières du gouvernement qui peuvent circuler ou être vendues en fraude dans le royaume.

Les agents de l'administration, gendarmes et autres ayant droit de verbaliser sont intéressés à la découverte des contraventions par une remise sur les amendes.

La même ordonnance dispose que la vente des poudres de chasse, de mine et de commerce sera exclusivement exploitée par la direction générale des contributions indirectes, et qu'il en sera de même de la vente des poudres de guerre destinées aux armements du commerce maritime et à la consommation des artificiers patentés.

Quant aux mésures d'ordre et de précaution à prendre pour prévenir les dangers qui peuvent résulter de la fabrication et du débit des différentes sortes de poudres, ainsi que de leur transport, V. 1º O. 25 juin, 21 juill. 1823. Bull. nº 118. 2º O. 19, 30 juill. 1829. Bull. nº 304.

Cette dernière porte que les poudres livrées pour le service des armements militaires, ou pour l'exportation par la voie de terre, doivent être consommées et vendues hors du territoire français; elle défend la vente, la consommation et l'introduction à l'intérieur. La réintroduction est punie des mêmes peines que l'introduction des poudres étrangères; elle déclare en outre l'article 28 de la même loi applicable à tous ceux qui conserveraient chez eux plus de cinq kilogrammes de poudre à eux délivrés pour l'exportation. Or, cet article, en pareil cas, condamne le délinquant à une amende de 100 fr. et à la confiscation de la poudre. V. encore la loi des 24 et 25 mai 1834 sur les détenteurs des armes et munitions de guerre. Elle contient des pénalités nouvelles ou plus fortes contre la fabrication, le delit ou la distribution de toute espèce de poudre, la détention d'une quantité quelconque de poudre de guerre, et de plus de deux kilogrammes de toute autre poudre.

§ 4. Délits, Compétence.

L'administration des contributions indirectes est spécialement chargée de l'exécution des décrets des 24 août 1812 et 16 mars 1815, relatifs à la recherche et à la saisie des poudres soit étrangères, soit fabriquées hors des poudrières du gouvernement, qui peuvent circuler ou être vendues dans le royaume. Les employés des contributions sont donc autorisés à entrer en tout temps dans les ateliers, fabriques et magasins des fabricants, marchands et debitants qui, aux termes des lois, sont tenus de justifier de l'emploi des poudres qu'ils ont en leur possession; ils peuvent aussi faire des visites chez les particuliers soupçonnés de fraudes en se faisant assister par un officier de police.

Cependant la surveillance des préposés des con-

tributions n'est pas exclusive, car la fabrication ou détention illicite des poudres de guerre constitue un délit contre l'ordre et la sûreté publics, et non pas seulement une simple contravention aux lois fiscales. En conséquence, la constatation et la poursuite de ces faits peuvent avoir lieu de la même manière que celles des délits ordinaires à la requête du ministère public. (C. Inst. crim., art. 22. L. 15 fruct. an V, art. 24, 25, 26. Cass., 1er sept. 1851.)

La *fabrique* illicite de la poudre est punie de 5,000 fr. d'amende, de la confiscation des ustensiles et d'un emprisonnement de trois à six mois pour les ouvriers. Le tiers de l'amende appartient au dénonciateur.

La vente non autorisée de la poudre est punie d'une amende de 500 fr. (L. 15 fruct. an V, 27, 28, 29); et la possession de plus de 4 livres, d'un emprisonnement de un mois à deux ans. (L. 24 mai 1834, art. 2.)

Il faut remarquer encore que le simple fait de *détention* de poudre de guerre en quelque quantité que ce soit, assimilé par l'art. 4 du décret du 25 pluviose an XIII au fait de fabrication illicite lorsque le détenteur ne peut justifier tenir cette poudre d'un marchand patenté, est punissable de l'amende de 5,000 fr. portée par cet article et par l'art. 27 de la loi du 15 fructidor an V, quelle que soit l'origine de la poudre, alors même, par exemple, qu'elle serait *d'origine étrangère.* Le détenteur ne serait pas fondé à soutenir que le décret en assimilant le fait de détention au fait de fabrication illicite n'a voulu punir que la détention de *poudre* de *fabrique française.* (Cass., 1er sept. 1851.)

Les tribunaux de police correctionnelle sont seuls compétents pour connaître de ce genre de délit. Ils y sont suivis à la requête de la régie des contributions indirectes et de la direction générale des poudres et salpêtres. (Déc. 25 pluv. an XIII, art. 4.)

§ 5. Convois de poudre.

Des mesures de précaution et de police doivent être observées dans le transport des poudres.

Outre le soin extrême avec lequel les barils qui les contiennent sont emballés, ces transports par terre et par eau ne se font jamais qu'avec une escorte suffisante fournie par la gendarmerie. Le commandant de l'escorte attache un gendarme à la garde de chaque voiture. On veille à ce qu'il ne soit pas fait de feu dans les environs.

On fait passer les convois en dehors des communes s'il est possible; et dans le cas contraire, le commandant de l'escorte requiert l'autorité de faire fermer les ateliers et boutiques d'ouvriers dont les travaux exigent du feu. Si la route est sèche on fait arroser les lieux de passage.

Le convoi ne séjourne jamais dans les villes, bourgs ni villages. On le fait parquer en dehors dans un lieu isolé des habitations.

§ 6. Service des poudres et salpêtres.

Dans l'origine, le service des poudres et salpêtres se rangea naturellement, dit Favard, dans les attributions de l'autorité militaire qu'il intéressait exclusivement, et longtemps encore après que les arts civils y eurent ouvert de nouveaux débouchés, la fabrication des poudres de guerre demeurant et ne pouvant cesser d'être la partie essentielle et dominante de ce service, la même disposition subsista. L'exploitation s'opéra d'abord au nom du roi; elle fut ensuite mise en ferme; en 1775 la ferme fut remplacée par une régie chargée de compter avec le trésor, et dont la direction supérieure, successivement attribuée au ministère des finances et à celui de la guerre, devint à diverses reprises un objet de discussion entre ces deux départements, jusqu'à ce qu'une ordonnance du 25 mars 1818 eût fixé la part qui appartient à chacun d'eux dans un service nécessairement mixte, dont les résultats intéressent à la fois les finances de l'état et l'armée.

Cette ordonnance a maintenu le ministère de la guerre en qualité de principal intéressé, en possession du service de la fabrication, et fait passer celui des ventes, qui n'est autre chose qu'un impôt, dans le domaine du ministère des finances, pour être exploité par les agents des contributions indirectes. (V. ci-dessus.)

La direction de ce service pour le matériel est donc confiée à un officier-général du corps d'artillerie désigné par le ministre de la guerre. Il est établi près la direction du service un conseil de perfectionnement composé du directeur, président, d'un membre de l'académie des sciences, de l'inspecteur de la raffinerie de salpêtre de Paris et d'un commissaire attaché au service de ladite raffinerie.

Le conseil d'administration pour les affaires courantes du service de la direction des poudres et salpêtres, est composé du directeur, président; de l'inspecteur de la raffinerie de salpêtre de Paris, et du commissaire attaché au service de cet établissement.

Le budget du service des poudres et salpêtres, la répartition des fonds entre les diverses poudreries et raffineries, les commandes pour la fabrication des poudres, les projets de construc-

tions et de réparations de bâtiments, le compte des produits, les comptes financiers par exercice et à fin d'année sont réglés et arrêtés en conseil d'administration présidé alors par le directeur général, président du comité de l'artillerie. Un membre de l'intendance militaire remplit près du conseil les fonctions de secrétaire, sans voix délibérative pour tout ce qui tient à l'art, mais avec droit de contrôle pour ce qui concerne les comptes à rendre sur pièces, tant en matière qu'en deniers. (O. 18 sept. 1830, Bull. nº 150, p. 147.)

POUDRE FULMINANTE.—La fabrication de cette matière détonante ne rentre pas dans le monopole des poudres à feu exploité par le gouvernement.

Une ordonnance royale du 25 juin 1825 range les fabriques de poudre fulminante dans la première classe des établissements dangereux.

Une ordonnance de police du 21 juillet 1828 et une circulaire du directeur des contributions indirectes du 4 août 1825, règlent l'exécution de cette ordonnance. (V. **Établissements dangereux.**)

POUVOIRS.—On ne reconnaît dans l'état que deux pouvoirs : 1° le pouvoir exécutif; 2° le pouvoir legislatif.

Le pouvoir exécutif n'appartient constitutionnellement qu'au roi seul; il se subdivise en différentes autorités représentées par des agents soumis à sa nomination.

Ainsi lorsque le pouvoir exécutif est chargé à l'intérieur de régler les intérêts privés des citoyens, en faisant à leurs différends l'application des lois civiles, et de réprimer les attaques dirigées par des malfaiteurs contre les personnes et les propriétés, il s'appelle autorité judiciaire.

Il est chargé aussi du maintien de l'ordre, de l'administration de la fortune publique, du recouvrement et de l'emploi des impôts directs et indirects établis par la puissance législative; de l'application de toutes les lois relatives à l'exercice des droits politiques, de toutes les mesures qui tendent au développement du commerce, de l'industrie, de l'agriculture; c'est ce qui constitue les attributions de l'autorité administrative.

Le roi l'exerce sur les différents points du territoire par des agents révocables, tels que les préfets dont les décisions peuvent toujours être révoquées ou annulées, soit par les ministres, soit au conseil; mais les décisions qui émanent compétemment du pouvoir exécutif en matière administrative, ne sont susceptibles de révocation ou de modification qu'en s'adressant au roi lui-même en son conseil par forme de supplique. (Ch., 12, 15.)

Enfin pour assurer l'exécution des lois, il est quelquefois nécessaire d'employer la force : on a recours alors à l'autorité militaire, autorité essentiellement subordonnée aux deux autres et qui ne doit agir que sur leur réquisition légale. (Foucart, vol. 1, p. 34.) (V. **Autorités.**)

On ne doit pas passer sous silence ici une grande distinction qui existe entre ce qu'on appelle le pouvoir royal et le pouvoir exécutif.

Le pouvoir royal, irresponsable, inviolable, est place au sommet de toutes les hiérarchies dont il dirige et règle les mouvements. Le pouvoir exécutif au contraire, fonctionne par les ministres et sous leur responsabilité, et se communique de proche en proche à tous les fonctionnaires de l'ordre administratif, qui par conséquent doivent avoir dans la sphère de leur commandement des fonctions analogues à celles des ministres. C'est là le fondement de cet adage des gouvernements constitutionnels que le *roi regne et ne gouverne pas*, et de cette autre fiction que le roi ne peut *ni faillir ni se tromper*. (Code des codes, t. 1, p. 165.) (V. **Roi. Gouvernement.**)

Quant au pouvoir législatif, il s'exerce collectivement par le roi, la chambre des pairs et la chambre des deputés. (Charte, 14.)

C'est le concours de ces trois branches qui forme le pouvoir législatif. (V. **Chambres législatives. Lois.**)

L'exercice du pouvoir législatif est interdit à tous autres; aussi l'art. 130 du Code penal, déclare coupable de forfaiture et punit de la dégradation civique les préfets, sous-préfets, maires et autres administrateurs qui se seront immiscés dans l'exercice du pouvoir legislatif, soit en arrêtant ou en suspendant l'exécution d'une ou de plusieurs lois, soit en delibérant sur le point de savoir si les lois seront publiées ou exécutees.

L'autorité judiciaire, quoique associée à l'esprit de la législation, n'a pas pour cela le droit de partager le pouvoir législatif; car la loi est un acte de souveraineté, tandis qu'une décision n'est qu'un acte de juridiction ou de magistrature; or le juge deviendrait législateur s'il pouvait par des réglements statuer sur les questions qui s'offrent à son tribunal. Un jugement ne lie que les parties entre lesquelles il intervient; un réglement lierait tous les justiciables et le tribunal lui-même. Il y aurait enfin bientôt autant de législations que de ressorts. Ces considérations et tant d'autres encore qu'on pourrait invoquer suffisent pour prouver que le pouvoir législatif doit être unique, uniforme, et exercé d'une manière plus générale, plus vaste et plus étendue.

En résumé on voit que le pouvoir exécutif et

législatif sont indépendants l'un de l'autre, mais que cependant leur concours réciproque est nécessaire, à la confection, à la sanction ou à l'exécution de leurs actes.

PRÉFECTURES (Hôtels des).

§ 1. Entretien. — § 2. Frais d'administration.

§ 1. Entretien.

Ces hôtels sont presque partout une propriété départementale, et il est pourvu à leur entretien sur les fonds des travaux pour les édifices départementaux; mais dans un petit nombre de départements, les bâtiments appartenant à des particuliers, il est dû un prix de loyer, et quelquefois aussi des contributions qui forment pour les départements une charge exceptionnelle dont il leur est tenu compte.

D'après une ordonnance royale du 17 décembre 1818, il est pourvu à l'entretien et au renouvellement des meubles de chaque hôtel de préfecture, au moyen des sommes votées par le conseil général, et allouées dans le budget du département, à la charge par le préfet de justifier de l'emploi, selon les formes établies pour les autres articles des dépenses départementales.

L'art. 2 de la même ordonnance prescrit la formation d'un inventaire estimatif des différents objets appartenant au département, et une commission du conseil général doit faire chaque année, avec le préfet, le récolement du mobilier départemental.

Ce récolement doit avoir lieu en cas de décès ou de mutation, et les meubles qui ne s'y trouvent pas doivent être remplacés par le préfet sortant, ou les héritiers du préfet décédé.

L'ordonnance de 1818 susdite laisse subsister les dispositions du décret de 1811, qui ne lui sont pas contraires; ainsi, dans les départements où le mobilier n'aura pas encore été porté à la valeur d'une année de traitement du préfet, le conseil général peut proposer des allocations spéciales pour le compléter. (Circ. min. 50 déc. 1830.)

§ 2. Frais d'administration.

Les frais d'administration, pour traitement des chefs de bureau et employés, pour impressions, feu, lumière, entretien de maison et mobilier, frais de bureau, de tournée et autres, étaient dans le principe des dépenses administratives dont il etait fait compte. Tous ces frais sont aujourd'hui laissés à la charge des préfets, au moyen d'un abonnement particulièrement déterminé pour chacun d'eux. Cet abonnement a été fixé récemment par l'ordonnance royale du 11 juillet 1833; Bull., 240. (V. **Abonnements.**)

PRÉFETS. — V. **Organisation départementale**, chap. I.

PRÉFET MARITIME. — Institués par un arrêté consulaire du 17 floréal an VIII, les préfets maritimes furent supprimés par une ordonnance du 29 novembre 1815, qui fit revivre les principes et les dispositions des anciennes ordonnances de la marine de 1689, 1765 et 1776; enfin une ordonnance du 27 décembre 1826 les réorganisa; elle porte qu'il y aura un préfet maritime nommé par le roi dans chaque arrondissement maritime. Une autre ordonnance du 17 décembre 1828, en exécution de celle de 1826, maintient à ce sujet la décision du territoire maritime de la France en cinq arrondissements, telle qu'elle avait été fixée par l'ordonnance de 1815, savoir :

Le *premier* comprend les ports, côtes et îles adjacentes, depuis Dunkerque jusqu'à Grandville exclusivement. Le chef-lieu est *Cherbourg*.

Le *second*, depuis Grandville jusqu'à Quimper exclusivement. Le chef-lieu est *Brest*.

Le *troisième*, depuis Quimper jusqu'à la rive gauche de la Loire. Le chef-lieu est *Lorient*.

Le *quatrième*, depuis la rive gauche de la Loire jusqu'à la frontière de l'Espagne. Le chef-lieu est *Rochefort*.

Le *cinquième* comprend toutes les côtes de la Méditerranée et l'île de Corse. Le chef-lieu est *Toulon*.

Il y a en outre six sous-arrondissements dont les chef-lieux sont : *Dunkerque*, *le Havre*, *Saint-Servan*, *Nantes*, *Bordeaux* et *Bayonne*.

Le service de la marine, dans chaque arrondissement, est dirigé en chef par le préfet maritime, ayant sous ses ordres les fonctionnaires chargés des diverses parties dont se compose le service général, savoir :

Le major général, le chef d'administration, le directeur des conservations navales, le directeur des mouvements du port, le directeur de l'artillerie, le directeur des travaux hydrauliques et des bâtiments civils; l'inspecteur.

Le service, dans chaque sous-arrondissement, est dirigé par un officier supérieur d'administration.

Attributions du préfet maritime.

Le préfet maritime exerce une autorité supe-

rieure sur toutes les personnes attachées à quelque titre que ce soit, au service de la marine dans l'étendue de l'arrondissement.

Il a la direction supérieure de l'administration, des travaux, de l'inscription maritime, et généralement de tous les sérvices et établissements dépendants de la marine;

Il a la surveillance du service des vivres;

Il est chargé de la sûreté du port militaire et de l'arsenal, de la protection maritime du port et du cabotage, de la police des rades de l'arrondissement et de la police des pêches maritimes;

Il a la direction de tous les bâtiments armés, à l'exception de ceux qui, d'après une décision spéciale du ministre de la marine, ont été placés hors de son autorité.

Le préfet maritime inspecte :

Le service de l'inscription maritime et celui de la caisse des Invalides, dans les divers quartiers de l'arrondissement;

Les écoles d'hydrographie et tous les établissements spéciaux d'enseignement formés par le gouvernement pour le service de la marine, et situés hors du chef-lieu;

Les forges et fonderies qui dépendent de l'arrondissement.

Sauf les cas extraordinaires, ces inspections n'ont lieu que d'après les ordres du ministre de la marine.

Il préside le conseil d'administration du port, le conseil nautique, le conseil maritime spécial et le conseil institué pour statuer sur l'admission ou le rejet des recours en révision des jugements rendus par les tribunaux maritimes.

Le prefet maritime reçoit directement les ordres du ministre de la marine, et il a seul la correspondance habituelle avec lui.

Il est personnellement responsable de toutes les dépenses en deniers, matières et main-d'œuvre qu'il aurait ordonnées et qui seraient contraires aux ordonnances, aux réglements ou aux ordres du ministre de la marine.

Il règle les travaux de manière à ne pas excéder la quotité des fonds affectés aux dépenses des diverses parties du service.

Il ne peut changer la destination de ces fonds que dans des circonstances urgentes et après avoir pris l'avis du conseil d'administration. Il en rend compte dans les vingt-quatre heures au ministre de la marine.

Les directeurs des forges et fonderies de la marine établies hors des ports et arsenaux, et les chefs des directions forestières correspondent directement avec les préfets maritimes, dans certains cas.

Les préfets maritimes jouissent des honneurs attribués au vice-amiral commandant en chef une escadre. Un avis du conseil d'état des 16 juillet et 12 août 1807 fixe leur rang avant les préfets et immédiatement après les généraux de division; mais ils ne peuvent jouir de ce rang que dans le lieu de leur résidence. (O. 17 déc. 1828; Bull., 8e série, tom. 10, nº 285, p. 146.)

PRÉFET DE POLICE. — V. **Organisation départementale et municipale de Paris.**

PRESBYTÈRE. — V. **Fabriques.** V. aussi O. du 3 mars 1825; Bull., série 8, t. 3, p. 139.

PRESCRIPTIONS.

§ 1. Des choses prescriptibles et imprescriptibles. — § 2. De la prescription considérée par rapport à l'état, aux communes, etc.

§ 1er. Des choses prescriptibles et imprescriptibles.

C'est un moyen d'acquérir ou de se libérer par un certain laps de temps et sous les conditions déterminées par la loi. (C. civ., 2219.) M. Troplong attaque cependant cette définition du Code civil en alléguant que la prescription ne s'opère pas par l'effet du temps, mais qu'elle a son principe dans la possession du détenteur ou le silence du créancier.

On ne peut prescrire le domaine des choses qui ne sont point dans le commerce. (C. civ., 2226.)

La liberté de l'homme est imprescriptible, quelles que soient les conventions ou les contrats qui l'aient liée momentanément.

On ne peut encore acquérir par la prescription des droits contraires aux bonnes mœurs ou aux lois qui intéressent l'ordre public parce que le vice radical du contrat s'oppose perpétuellement à son exécution.

La prescription ne peut jamais altérer l'état des personnes, ni les rapports de familles, ni l'existence civile des individus. (Troplong, nº 132.)

On ne prescrit pas non plus contre les lois de police générale, quels que soient l'objet et le but qu'elles se proposent.

Certaines choses sont imprescriptibles par leur nature. Ainsi les fleuves, rivières, ports ou étangs des dépendances du domaine public sont imprescriptibles (C. civ. 538. V. **Eaux, Port, Route**). Mais ils ne sont imprescriptibles qu'autant qu'ils conservent leur destination, s'ils viennent à en changer ils peuvent être prescrits.

§ 2. De la prescription considérée par rapport à l'état, aux communes.

L'article 2227 du Code civil porte que l'état, les établissements publics et les communes sont soumis aux mêmes prescriptions que les particuliers et peuvent egalement les opposer. En conséquence les préfets, administrateurs de ces établissements, et maires doivent veiller continuellement sous leur propre responsabilité à interrompre les prescriptions qui courraient au préjudice de leur commune, comme aussi à leur assurer le bénéfice de celles qui auraient couru en leur faveur. (V. **Domaine de l'état, de la couronne, public, domaines engagés, canaux.**)

Un maire ne saurait prescrire contre sa commune, car cela serait contre tous les **principes**; pareille prescription ne serait pas de bonne foi : un tuteur ne prescrit pas contre son pupille qu'il doit défendre. (**Dupin, lois des communes. Vo Prescription.**)

A l'égard des communes ou autres établissements publics, indépendamment des principes généraux énoncés au Code civil, quelques règles spéciales leur sont applicables; ainsi :

1° Pour que les faits qu'ils invoquent soient *opérants*, ils doivent être des faits de communauté et non des faits rares de quelques individus isolés (Cass. 6 janv. 1833). La jouissance des droits d'usage d'une commune sur une forêt particulière est donc suffisamment prouvée pour interrompre la prescription par des délibérations du conseil municipal tendantes à veiller à la garde de la forêt, par des nominations de gardes, et par des procès-verbaux de délit dressés à la requête de la commune, etc. (Cass., 25 août 1850.)

2° La preuve offerte par une commune de sa possession trentenaire, à titre de propriétaire de certains terrains, ne peut être refusée sur le fondement non pas de titres, mais d'anciens usages féodaux, suivant lesquels les ci-devant seigneurs auraient eu la propriété de ces sortes de terres, et que les communes n'en auraient été qu'usagères. (Cass., 4 mars 1833.)

3° Lorsqu'un droit d'usage communal est prescrit à l'égard de la commune par le non-exercice de ce droit pendant 30 ans, cette extinction ne peut nuire à la jouissance individuelle, qui a été conférée par titre à quelques-uns des habitants de cette commune, de ce même droit d'usage, si cette jouissance attestée par des actes particuliers de possession n'est pas elle-même éteinte par la prescription. (Cass., 20 août 1833.)

Nous ne nous étendrons pas davantage sur ces matières qui entrent spécialement dans le domaine du droit civil; d'ailleurs, si cette partie de la législation à laquelle est soumise la propriété des biens communaux a donné lieu pendant longtemps dans les tribunaux à de nombreuses difficultés, aujourd'hui ces difficultés sont bien simplifiées, car c'est le 25 mars 1834 qu'il s'est écoulé 30 ans, depuis que le titre du Code civil relatif à la prescription a été promulgué, et que par conséquent toutes les prescriptions commencées contre les communes, lors de la promulgation du Code, c'est-à-dire en 1804, à raison des terres vaines et vagues ont été accomplies. (V. **Communes**, chap. des **Biens communaux.**)

PRÉSÉANCE. — La préséance est le droit de précéder quelqu'un, de se placer au-dessus de lui et de prendre un rang plus honorable. Un décret du 24 messidor an 12 (5 juill. 1804) a fixé dans son titre premier les principes que l'on suit encore actuellement puisque ce décret est toujours en vigueur, malgré les nombreuses réclamations que l'on a élevées contre son exécution.

Telle est la hiérarchie que ce décret a consacrée :

Les princes français;
Les grands dignitaires;
Les cardinaux;
Les ministres;
Les sénateurs, aujourd'hui les pairs;
Les conseillers d'état;
Les grands officiers de la légion-d'honneur;
Les généraux de division commandant une division territoriale dans l'arrondissement de leur commandement;
Les premiers présidents des cours d'appel.
Les archevêques;
Le président du collége electoral;
Les préfets;
Les présidents d'assises;
Les maréchaux de camp commandant un département;
Les évêques;
Les sous-préfets;
Les présidents de première instance;
Le président du tribunal de commerce;
Les maires.

Par analogie on pourrait encore consulter l'article 23 de la Charte qui contient la nomenclature et les catégories des fonctionnaires parmi lesquels le roi peut choisir les pairs à nommer. Il servirait à la rigueur de base à certaines règles de préséance.

Préséance des autorités civiles dans les églises.

Cette question de préséance a donné lieu à des

difficultés par suite de la rédaction vague et obscure de la loi du 18 germinal an X, art. 47. Il est ainsi conçu : « Il y aura dans les cathédrales et paroisses une place distinguée pour les individus catholiques qui remplissent les autorités civiles et militaires. »

Toute la difficulté réside dans l'interprétation de ces derniers mots. Tous ceux que l'usage qualifie de fonctionnaires publics ont prétendu qu'ils devaient être compris parmi ces autorités, mais dans certaines localités le nombre des fonctionnaires publics est considérable et l'endroit réservé dans les églises est peu étendu, il est donc important de déterminer le véritable sens de la loi. Or, nul doute qu'elle n'ait entendu exclusivement par ces mots *autorités*, que les fonctionnaires qui à des dégrés différents dans le département, l'arrondissement et la commune, ont toutes les attributions du pouvoir civil ou militaire, et représentent le roi comme chef, soit de l'autorité administrative, soit de l'autorité militaire. Au contraire, tout fonctionnaire dont les attributions ne présentent pas ce caractère n'est pas une autorité.

D'après ce principe les seuls fonctionnaires qui ont droit à une place réservée dans l'église sont pour l'ordre civil :

Le préfet dans toutes les églises du département;

Les conseillers de préfecture, mais seulement lorsqu'ils remplacent le préfet par intérim; car dans l'exercice habituel de leurs fonctions, ils ne représentent par l'autorité;

Le sous-prefet dans toutes les églises de l'arrondissement;

Le maire de la situation de l'église, si plusieurs communes sont réunies;

Les adjoints, seulement encore lorsqu'ils remplacent le maire;

Les membres des conseils de département, d'arrondissement et de commune, ne sauraient prétendre à aucune préséance de ce genre, puisqu'ils ne sont pas agents du gouvernement;

Il en est de même des magistrats des cours et tribunaux et par les mêmes raisons.

Dans l'ordre militaire la préséance appartient au commandant de la division militaire, au commandant du département, au commandant de place, en un mot à tout officier qui dans la circonscription ou la localité est le chef de l'autorité militaire. (V. J. des conseillers municipaux, 162e consultation, 1835, p. 213.)

PRESSE [1].

CHAP. Ier. De la presse en général.
SECTION I. Exposé historique.
SECTION II. Autorité chargée de la surveillance de l'imprimerie et de la librairie.
SECTION III. Imprimeurs et libraires. — § 1. Qualités requises. — § 2. Police des imprimeries et librairies.
CHAP. II. De la presse périodique.
SECTION I. Conditions préalables. — § 1. Cautionnement. — § 2. Déclarations. — § 3. Gérant. — § 4. Signature et dépôt de l'exemplaire-minute.
SECTION II. Rédaction.

L'article 7 de la Charte de 1830 a posé en ces termes le principe de la liberté de la presse : « Les Français ont le droit de publier et de faire imprimer leurs opinions en se conformant aux lois. La censure ne pourra jamais être rétablie. »

Ce principe a reçu une nouvelle sanction de l'article 69 de la même Charte qui porte qu'il sera pourvu par une loi dans le plus court délai possible à l'application du jury aux delits de la presse. Il a été satisfait à cette disposition de la constitution par les lois des 8 oct. 1830 et 9 sept. 1835.

Deux principes se trouvent ainsi soustraits au pouvoir du legislateur, l'interdiction de toute censure préalable, et le droit de la presse d'être jugée par le jury : hors de ces deux principes tout est du domaine de la loi qui peut prendre, pour régler l'usage, pour prévenir ou réprimer l'abus, toutes les mesures qu'avouent la raison et l'équité : elle a établi dans la presse une distinction que nous observerons nous-mêmes dans la division de cet article.

Nous traiterons dans un premier chapitre *de la presse en général.*

Le second chapitre exposera les dispositions exceptionnelles auxquelles sont soumises les *publications périodiques.*

N'ayant à nous occuper ici que des rapports de l'administration avec la presse, nous ne parlerons ni des *dispositions répressives*, qui appartiennent au droit criminel, ni de la *propriété littéraire*, qui est du domaine du droit civil.

CHAPITRE Ier.

De la presse en général.

SECTION Ire. — Exposé historique.

Introduite en France vers le milieu du quinzième siècle, l'imprimerie y fut accueillie avec faveur et presque avec enthousiasme. Louis XI, en 1475,

[1] Cet article est de M. Paul Fabre, avocat à la cour royale de Paris.

accordait à deux habitants de Mayence, inventeurs de l'imprimerie, l'exemption du droit d'aubaine; et Charles VIII, par ses lettres patentes de mars 1488, admettait les imprimeurs et les libraires à participer à tous les priviléges de l'université.

Toutefois ces bonnes dispositions du pouvoir en faveur de l'imprimerie ne durèrent que jusqu'au jour où l'imprimerie mit son action puissante au service d'idées et de doctrines que le pouvoir tenait pour dangereuses. La censure prit naissance presque en même temps que la presse; censure brutale qui punissait de mort l'impression ou la vente d'un ouvrage quelconque non autorisé. (Déclaration de 1553.) Cette peine, abolie par l'ordonnance de Moulins de 1566 rédigée par Lhopital, puis rétablie en 1626 par le cardinal de Richelieu, fut effacée de notre législation sur la presse par l'ordonnance de 1728 qui réduisit à la marque, au carcan et aux galères les peines infligées aux imprimeurs et distributeurs d'ouvrages jugés criminels. Elle y a été rétablie de nouveau par la loi du 9 septembre 1835 qui punit de mort la simple provocation à certains crimes, même non suivie d'effet.

Dès l'origine, l'exercice des professions d'imprimeur et de libraire fut soumis à des règles spéciales. Bien des règlemens sur la police de l'imprimerie se succédèrent jusqu'à celui du 28 février 1723 qui refondit toute la législation sur la presse, et dont quelques dispositions sont toujours en vigueur aujourd'hui.

La révolution trouva ce règlement encore debout, et l'abolit. Les diverses constitutions qui se succédèrent posèrent en principe d'une manière absolue le droit pour tout citoyen d'imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas prevus par la loi. L'industrie des imprimeurs et des libraires resta libre jusqu'au décret du 5 février 1810 qui sert encore aujourd'hui de base à la législation sur les professions de libraire et d'imprimeur, à l'exercice desquelles il est venu imposer de nouveau une partie des entraves de l'ancien droit. Depuis ce décret, la législation de la presse a subi beaucoup de vicissitudes; la censure et la liberté se sont disputé le terrain pied à pied. L'histoire politique d'un peuple pourrait presque s'écrire d'après l'histoire de sa législation sur la presse. Nous ne pouvons rappeler toutes les lois successives dans lesquelles sont venues se résumer et se résoudre les victoires alternatives de la censure et de la liberté; nous nous contenterons de citer, parmi celles qui règlent les rapports de l'administration avec la presse, la loi du 21 octobre 1814 sur la liberté de la presse et l'ordonnance du 24 octobre suivant, sur l'exécution de cette loi; la loi du 28 février 1817 sur les écrits saisis; celle du 9 juin 1819, et l'ordonnance du même jour, et la loi du 18 juillet 1828 sur les journaux, l'ordonnance du 15 septembre 1829 qui a supprimé les inspecteurs de la librairie et a confié leurs attributions aux commissaires de police; les lois du 14 décembre 1830 sur le cautionnement, le timbre et le port des journaux, et enfin la loi du 9 septembre 1835 sur la liberté de la presse et l'ordonnance du 18 novembre suivant sur l'exécution de cette loi.

C'est dans ces lois et ordonnances que nous allons recueillir les dispositions qui régissent la presse aujourd'hui.

SECTION II.

Fonctionnaires chargés de surveiller les imprimeries et librairies.

Jusqu'à l'ordonnance du 15 septembre 1829, des fonctionnaires, nommés inspecteurs de la librairie, avaient été chargés, aux termes de l'article 20 de la loi du 21 octobre 1814, de constater, concurremment avec les commissaires de police, les contraventions aux réglements sur l'imprimerie et la librairie. Cette ordonnance les a supprimés, et les commisaires de police sont restés seuls investis des attributions que jusqu'alors ils avaient partagées avec eux.

Comme officiers de police judiciaire et agents de l'autorité administrative, ils recherchent et constatent d'office toutes les contraventions, et sont tenus de déférer à toutes les réquisitions qui leur sont adressées à cet effet par les préfets, sous-préfets et maires. (Ordonnance du 24 octobre 1814, article 7.) Ils dressent procès-verbal de la nature du délit ou de la contravention, des circonstances et dépendances, et le remettent au préfet pour être adressé au ministre de l'intérieur. Copie de ce procès-verbal est remise au procureur du Roi qui poursuit d'office les délinquants. (Déc. 5 fév. 1810, art. 45 et 47, et la loi du 21 oct. 1814, art. 21.) Les objets saisis sont déposés provisoirement au secrétariat de la mairie ou à la sous-préfecture la plus voisine du lieu où le delit est constaté, sauf l'envoi ultérieur à qui de droit. (Déc. 5 fév. 1810, art. 46.)

Les commissaires de police doivent adresser régulièrement au préfet un rapport sur la situation matérielle des imprimeries et librairies de leur arrondissement, sur la direction morale de ces établissements et la conduite de ceux qui les exploitent.

Telles sont les règles générales qu'ils ont à suivre; quant aux obligations particulières qu'ils

peuvent avoir à remplir dans telle ou telle circonstance donnée; on les trouvera détaillées dans les sections suivantes.

Section III.
Des imprimeurs et libraires.

La loi a cherché à prévenir les abus de la presse par deux sortes de précautions.

D'une part, elle a imposé à ceux qui veulent exercer les professions d'imprimeur ou de libraire, c'est-à-dire se faire agents, de publicité, des conditions d'admission assez rigoureuses.

D'une autre part, une fois admis à l'exercice de ces professions, elle les a soumis à des règles de police qui autorisent de la part de l'administration une surveillance de tous les instants.

Cette section se trouve ainsi naturellement divisée en deux paragraphes, dont le 1er expliquera les *conditions requises* pour être imprimeur ou libraire, et le 2e, les règles auxquelles sont assujettis les imprimeurs et libraires dans l'exercice de leur profession.

§ 1. Conditions requises pour être imprimeur ou libraire.

Nul ne peut être libraire ni imprimeur, soit en caractères mobiles, soit sur pierre lithographique s'il n'est breveté par le roi et assermenté. (Loi du 21 oct. 1814, art. 11; Ord. du 8 oct. 1817, art. 1.)

Il est défendu à qui que ce soit, autres que les libraires et imprimeurs, de faire le commerce de livres et de se charger d'impressions. (Rég. du 28 fév. 1723.)

L'exercice sans brevet de la profession de libraire donne lieu à l'application de l'amende de 500 francs prononcée par l'article 4 de ce réglement. (Ord. du 1er sept. 1827.)

Toute imprimerie qui n'a pas été déclarée au ministre de l'intérieur, et pour laquelle il n'a pas été obtenu de permission, est réputée clandestine; elle doit être détruite, et les possesseurs et dépositaires sont punis d'une amende de 10,000 francs et d'un emprisonnement de 6 mois. (Loi. 21 oct. 1814, art. 13.)

C'est à l'administration qu'il appartient de faire exécuter le jugement qui ordonne la clôture de l'imprimerie ou de la librairie illégalement ouvertes, et pour prévenir autant que possible le retour de cette infraction aux lois, l'autorisation du gouvernement est nécessaire pour toute vente ou transmission à un tiers, à quelque titre que ce soit, d'une imprimerie ou d'une partie d'imprimerie. Les commissaires de police veillent à ce que les presses et caractères ne soient adjugés qu'à des imprimeurs, fondeurs, ou autres munis de brevets (Déc. 18 nov. 1810. Circ. du directeur-général de la librairie, 1. déc. 1814.)

Si quelque autre personne s'en rendait adjudicataire, ils dresseraient immédiatement procès-verbal et ils suivraient les objets pour les mettre sous le scellé, opération dont mention doit être faite dans l'acte de vente. (Déc. 2 fév. 1811, art. 4.)

Le scellé serait maintenu jusqu'à ce que les presses eussent été rétrocédées à des personnes ayant qualité pour les posséder. Pour faciliter cette surveillance des commissaires de police, une circulaire du garde-des-sceaux, du 15 juillet 1824, enjoint aux commissaires priseurs et autres officiers publics, chargés de faire les ventes mobilières, de donner avis au bureau de la librairie, et dans les villes où il n'y en a pas au procureur du roi, de toutes les ventes de presses, caractères et autres ustensiles d'imprimerie, auxquelles ils seront chargés de procéder.

Les brevets sont personnels; cependant on a toujours accordé aux imprimeurs et libraires d'une moralité éprouvée la faculté d'avoir un second etablissement à titre de succursale, sous la condition qu'il sera toujours ouvert comme les autres ateliers ou magasins aux agents de l'administration. (Lettre du ministre de l'intérieur, 16 oct. 1822.)

Mais cette succursale doit être dans la même commune que l'établissement principal, le brevet n'étant délivré que pour le lieu qu'il désigne. La loi serait trop facilement eludée si un libraire pouvait en bréveter un autre et exploiter son privilége en tel lieu qu'il lui plairait de choisir. Ces principes ont été consacrés par un arrêt de cassation du 4 mai 1825; il n'y a d'exception à cette règle qu'en faveur des libraires ou de leurs commis qui fréquentent les foires, pourvu qu'ils ne dépassent pas le terme fixé; ils sont là sous la protection du droit commun des commerçants, dont aucune disposition spéciale ne les a exclus.

La jurisprudence a établi une seconde exception à la règle que le brevet est personnel, en faveur de la veuve d'un libraire mort en possession de son brevet, tant qu'elle reste en état de viduité. (Cass., 2 juin 1827.)

Un libraire peut prendre des associés pour son commerce, mais il ne peut déléguer à un tiers la gestion de sa librairie. (Cass., 28 juillet 1827.)

Il faut un brevet de libraire pour vendre, même de vieux livres, quand on les vend à son domicile; le bouquiniste qui ne vend pas à son domicile n'est qu'un simple étalagiste. (Déc. 5 fév. 1810, art. 49.) Et une permission du préfet lui suffit. C'est l'autorité municipale qui fixe le lieu de

l'étalage et l'indique sur la permission ; cette permission est toujours révocable à volonté. (Inst. minis. de 1823.)

Il faut également un brevet de libraire pour louer des livres, mais toute personne peut donner à lire les journaux et brochures périodiques. (Ibid.)

Le monopole des libraires n'est pas si absolu qu'il ait abrogé le droit des auteurs de vendre eux-mêmes leurs ouvrages quand ils en sont restés propriétaires (Rég, 30 août 1777, art. 5), ni le droit du propriétaire d'une bibliothèque, qui, sous la surveillance de la police vend ses livres chez lui, (Cod. de procédure, art. 949), soit par lui-même, soit par le ministère d'un commissaire-priseur, s'il veut employer la voie des criées et enchères.

Le nombre des imprimeurs dans chaque département est fixé par le gouvernement. (Déc. 5 fév. 1810, art. 5.)

L'orsqu'il vient à vaquer des places d'imprimeur ou de libraire soit par décès, soit autrement, ceux qui leur succèdent ne peuvent recevoir leurs brevets et être admis au serment qu'après avoir justifié de leur capacité, de leurs bonne vie et mœurs et de leur attachement à la patrie et au souverain. (Ibid., art. 7 et 55.)

On a, lors des remplacements, des égards pour les familles des imprimeurs décédés. (Ibid., art. 8.)

La profession de libraire peut être exercée concurremment avec celle d'imprimeur, mais en remplissant les formalités imposées à chacune d'elles. (Ibid., art. 31 et 33.)

Les brevets d'imprimeur et de libraire sont délivrés par le ministre de l'intérieur; ils sont enregistrés au tribunal civil du lieu de la résidence de l'impétrant.

Le brevet peut être retiré à tout imprimeur ou libraire qui a été convaincu, par un jugement, de contravention aux lois et réglements (Loi du 21 oct. 1814, art.) 12; la contravention n'eût-elle même porté que sur une disposition fiscale. (Loi, 28 avril. 1816, art. 69.) Toutefois, la loi a pris soin elle-même de protéger l'imprimeur contre l'application trop rigoureuse de cette règle, dans les cas mêmes où elle prononce contre lui des amendes. (Loi 18 juill. 1828, art. 8.)

L'imprimeur prête au tribunal de sa résidence serment de ne rien imprimer et le libraire de ne rien vendre, débiter ou distribuer de contraire aux devoirs envers le souverain et à l'intérêt de l'état. (Déc. 5 fév. 1810, art. 9 et 30.)

Quant aux colporteurs, crieurs, et afficheurs publics. (V. chacun de ces mots.)

§ 2. Police des imprimeries et librairies.

La loi, nous l'avons dit, ne s'est pas contentée des garanties qu'elle pouvait trouver dans la faculté donnée au gouvernement d'accorder ou de refuser le brevet d'imprimeur et de libraire, et de le retirer en cas de condamnation judiciaire.

Elle a soumis chaque imprimeur ou libraire breveté à des règles de police qui ont pour but, les unes, d'assurer la régularité du service dont les imprimeurs ont le monopole; les autres, de rendre plus efficace la surveillance de l'autorité, plus facile la saisie immédiate de l'écrit qu'elle regarderait comme dangereux, plus réelle la responsabilité du delinquant.

Les imprimeurs sont tenus d'avoir à Paris quatre presses, et dans les départements, deux. (Déc. 5 fév. 1810, art. 6.)

Chaque imprimeur est tenu d'avoir un livre coté et paraphé par le maire de la ville où il réside, et d'y inscrire par ordre de dates et sous une série de numéros, le titre littéral de tous les ouvrages qu'il se propose d'imprimer, le nombre des feuilles, des volumes, des exemplaires, et le format de l'édition. Ce livre doit être représenté à toute réquisition aux commissaires de police, et visé par eux, s'ils le jugent convenable. (Ord. 24 oct. 1814, art. 2.)

Nul imprimeur ne peut imprimer un écrit avant d'avoir déclaré qu'il se propose de l'imprimer. (Loi du 21 oct. 1814, art. 14.)

Il n'est pas jusqu'aux almanachs, alphabets, chansons, catalogues, actes administratifs et judiciaires, qui ne soient soumis à cette formalité. Il n'y a d'exception qu'en faveur des ouvrages dits de ville ou bilboquets, c'est-à-dire ceux qui, imprimés pour le compte de l'administration ou destinés à des ouvrages privés, ne sont pas susceptibles d'être répandus dans le commerce ; et des factum, mémoires ou requêtes sur procès, mais seulement lorsqu'ils sont signés d'un avocat ou d'un officier ministériel. (Circulaire du ministre de l'intérieur, 16 Juin 1830; (Cass., 21 oct. 1825.) La déclaration de l'imprimeur doit être faite, à Paris, à la direction de la librairie, et dans les départements au secrétariat de la préfecture; elle doit être conforme à l'inscription portée au livre dont nous avons parlé plus haut. (Ord. du 24 oct. 1814, art. 2.)

L'imprimeur serait puni comme coupable de défaut de déclaration, s'il venait à imprimer plus d'exemplaires qu'il n'en aurait annoncé dans sa déclaration. (Cass., 29 déc. 1825.)

Ces dispositions sont applicables aux estampes et planches gravées accompagnées d'un texte, et aux impressions. (Ord. du 24 oct. 1814, art. 3.)

d'ouvrages aussi bien qu'aux ouvrages nouveaux.

Le décret du 7 germinal an 13 a exigé pour l'impression des livres d'église et des instructions pastorales une condition de plus, la permission, textuellement rapportée en tête de chaque exemplaire, de l'évêque diocésain.

Cette déclaration une fois faite, l'écrit peut être livré à l'impression; mais chaque exemplaire doit porter le vrai nom et la vraie demeure de l'imprimeur. (Loi 21 oct. 1814, art. 15 et 17.)

Cette règle ne souffre pas d'exception. (Cass., 11 nov. 1825.)

La loi punit quiconque contribue à la publication ou distribution d'un ouvrage sans nom d'imprimeur. (Code pénal, 281 à 289.)

Le libraire est même puni pour le seul fait de l'avoir eu en sa possession. (Loi du 21 oct. 1814, art. 19. — Cass., 8 août 1828.)

Quant aux formalités à remplir pour la publication de l'ouvrage imprimé ou gravé, elles varient selon qu'il s'agit d'un écrit ou d'un dessin. Un écrit imprimé ne peut être mis en vente ni publié de quelque manière que ce soit avant le depôt de deux exemplaires au ministère de l'intérieur, et dans les départements, au secrétariat de la préfecture. (Loi 21 oct. 1814, art. 14. Ord. du 9 janv. 1828.) Mais s'il s'agit de dessin, gravure, lithographie, médaille, estampe, emblème, de quelque nature et espèce qu'ils soient, indépendamment de la condition du dépôt de trois épreuves (ibid.), il y a encore à remplir une autre condition dont le publicateur ne peut s'affranchir sans encourir des peines sévères; c'est d'obtenir l'autorisation préalable, à Paris, du ministre de l'intérieur, et dans les départements du prefet. (Loi 9 sept. 1835, art. 20.)

Cette autorisation est inscrite sur une épreuve qui demeure au pouvoir de l'auteur ou de l'éditeur, et qu'il est tenu de présenter à toute réquisition. Il remet à l'administration une autre épreuve pour servir de terme de comparaison, et il y inscrit la déclaration qu'elle est conforme avec le reste de l'édition. (Ord. 1er mai 1822.)

Le récépissé détaillé du dépôt délivré à l'auteur forme son titre de propriété, conformément aux dispositions de la loi du 19 juil. 1793. (Ord. 24 oct. 1814, art. 9.)

Les publications dispensées de la déclaration préalable sont seules dispensées du dépôt.

Les commissaires de police doivent visiter fréquemment les ateliers d'imprimerie, et se faire représenter le livre coté et paraphé des imprimeurs pour s'assurer qu'aucun ouvrage n'est imprimé sans indication des nom et demeure de l'imprimeur ou sans déclaration ou dépôt préalables. (Circ. minis. 16 juin 1850.)

Il y a lieu à saisie et séquestre d'un ouvrage, 1°, si l'imprimeur ne représente pas les récépissés de la déclaration et du dépôt; 2°, si chaque exemplaire ne porte pas le vrai nom et la vraie demeure de l'imprimeur; 3°, et enfin, si l'ouvrage est déféré aux tribunaux pour son contenu. (Loi 21 oct. 1814.)

Les imprimeurs et libraires ne peuvent imprimer ni débiter les lois et réglements d'administration publique avant leur publication par la voie du bulletin au chef-lieu du département. (Déc. 6 juill. 1810.)

La loi et leur serment leur interdisent de rien publier de contraire à l'ordre ou aux bonnes mœurs. Il en faut nécessairement conclure que leur ministère est libre. La jurisprudence reconnait à l'imprimeur le droit de refuser l'usage de ses presses. La contrainte eût exclu la responsabilité; le droit de refus laisse l'imprimeur exposé aux peines légales et au retrait de son brevet.

Toutes les précautions que la loi prenait en France pour empêcher l'impression d'un écrit immoral ou dangereux eussent été inutiles, si elle eût permis la libre introduction des livres imprimés en pays étranger. Elle a complété son système de dispositions préventives en soumettant toute importation de livres à la permission préalable du ministre de l'Intérieur. L'ordonnance annoncée par l'art. 1er de la loi de douanes du 27 mars 1817 n'ayant pas été rendue, les formalités à remplir pour l'introduction de livres imprimés en pays étrangers, sont celles qui ont été prescrites par les art. 54 à 58 du décret du 5 février 1810.

Chapitre II.

Presse périodique.

La première loi qui se soit occupée spécialement des journaux et écrits périodiques non censurés est celle du 9 juin 1819. Elle a été gravement modifiée par celles des 18 juillet 1828, 14 décembre 1830, 8 avril 1831, 9 septembre 1835, et par l'ordonnance du 18 novembre suivant.

Tout Français majeur, jouissant des droits civils, peut, sans autorisation préalable, publier un journal ou écrit périodique, en se conformant à la loi. (Loi. du 18 juill. 1828, art. 1.)

Un journal peut être possédé en commun par plusieurs propriétaires. La société, dans ce cas, doit être l'une de celles qui sont definies et régies par le code de commerce. (Ibid., art. 4.)

Le législateur a pris contre la presse périodique, en raison même de sa puissance et de son action

sur l'immense auditoire auquel elle s'adresse, des précautions qu'il n'a pas cru devoir prendre contre les publications ordinaires. Il ne se contente plus ici des garanties qui résultent pour le pouvoir, et de ce que nul n'est imprimeur sans son agrément, et de ce que nulle publication ne peut paraître que sous la responsabilité réelle de celui qui l'imprime, et sous la menace d'une saisie facile, complète, et immédiate; il demande à la fois au journal un éditeur responsable que les condamnations puissent atteindre, et un cautionnement pour le dommage qu'il peut causer.

Nous exposerons dans une première section les conditions préalables qui doivent être remplies avant l'apparition du journal et la publication de chacun de ses numéros. La seconde section traitera des règles auxquelles le journal autorisé à paraître est soumis dans sa rédaction.

Section Ire. — Conditions préalables.

Nous traiterons dans 4 paragraphes séparés: 1° du cautionnement; 2° des déclarations préalables; 3° du gérant; 4° de la signature et du dépôt de l'exemplaire-minute.

La loi 9 du juin 1819, art. 6, punit de la prison et de l'amende quiconque publie un journal sans avoir satisfait à toutes les conditions préalables que nous venons d'indiquer.

§ 1. Du cautionnement.

Tous les journaux ne sont pas assujettis à fournir un cautionnement, et ce cautionnement varie selon la périodicité du journal, et la nature des matières dont il s'occupe.

Sont dispensés de tout cautionnement (art. 5 de la loi du 18 juillet 1828, confirmé par l'art. 14 de la loi du 9 sept. 1835) :

1° Les journaux ou écrits périodiques qui ne paraissent qu'une fois par mois ou plus rarement;

2° Ceux exclusivement consacrés, soit aux sciences mathématiques, physiques et naturelles, soit aux travaux et recherches d'érudition, soit aux arts mécaniques et libéraux, c'est-à-dire, aux sciences et aux arts dont s'occupent les 5 académies des inscriptions, des sciences, et des beaux-arts de l'Institut;

3° Ceux qui sont étrangers aux matières politiques et exclusivement consacrés aux lettres ou à d'autres branches de connaissances non spécifiée précédemment, pourvu qu'ils ne paraissent au plus que deux fois par semaine;

4° Tous les écrits périodiques étrangers aux matières politiques et qui seront publiés dans une autre langue que la langue française;

5° Les feuilles périodiques exclusivement consacrées aux annonces, avis, affiches judiciaires, arrivages maritimes, mercuriales, et prix courants.

Tous les autres journaux ou écrits périodiques sont assujettis à l'obligation de fournir un cautionnement que la loi du 9 septembre 1835 a réglé comme il suit : Si le journal ou écrit périodique paraît plus de deux fois par semaine, soit à jour fixe, soit par livraisons et irrégulièrement, le cautionnement est de 100,000 fr. Il est de 75,000 fr, s'il ne paraît que deux fois par semaine. Il est de 50,000 f., s'il ne parait qu'une fois par semaine. Il est de 25,000 fr, s'il paraît seulement plus d'une fois par mois. Le cautionnement des journaux quotidiens publiés dans les départements autres que la Seine, Seine-et-Oise, et Seine-et-Marne est de 25,000 fr, dans les villes de 50,000 âmes et au-dessus; il est de 15,000 f. dans les villes au dessous, et respectivement de la moitié de chacune de ces deux sommes pour les journaux et écrits périodiques qui paraissent à des termes moins rapprochés.

Le cautionnement doit être versé en numéraire et non en rentes au trésor, c'est-à-dire, à Paris, à la caisse du caissier central du trésor, et dans les départements à la caisse du receveur des finances. Il en est fourni des récépissés à talons, qui sont plus tard, comme nous le verrons dans le paragraphe suivant, convertis en certificats d'inscriptions sur les livres du trésor.

Nous verrons plus bas, en nous occupant du gérant (§ 3), quelle part du cautionnement il est tenu de posséder en propre pour être admis comme gérant.

Le remboursement du cautionnement aux propriétaires qui cessent leur entreprise, et aux gérants qui renoncent à leurs fonctions, a lieu dans les trois mois de la cessation réelle, soit des fonctions du gérant, soit de la publication du journal sur le vu :

1° De la déclaration qu'ils sont tenus d'en faire à Paris, à la direction de la librairie, et dans les départements au secrétariat-général de la préfecture, où il leur est donné acte de cette déclaration;

Et 2° sur le vu de la demande spéciale de remboursement adressée au ministre des finances par l'ayant-droit. Le ministre n'ordonne ce remboursement qu'autant qu'il n'est pas frappé d'opposition par suite de condamnation ou de poursuite commencée. (O. 18 nov. 1835, art. 8. Circul. min. du 27 nov. 1835, n° 51.)

Le cautionnement tout entier est affecté par privilége :

1° Aux dépens;

2° Aux dommages-intérêts;

3° Aux amendes auxquelles les gérants et auteurs

peuvent être condamnés. C'est sur la portion qui appartient au gérant responsable signataire de la feuille incriminée, que se prélèvent d'abord dans l'ordre indiqué plus haut les condamnations pécuniaires prononcées, soit contre lui, soit contre l'auteur. Si elle est insuffisante, elles sont acquittées sur le surplus du cautionnement, et au besoin, elles le sont solidairement sur les biens du gérant et de l'auteur condamné. (Loi du 18 juill. 1828, art. 15; Loi du 9 juin 1819, art. 3 et 4.) Les condamnations encourues doivent être acquittées et le cautionnement libéré ou complété dans les 15 jours de la notification de l'arrêt; les 15 jours révolus sans que la libération ou le complétement aient été opérés, et jusqu'à ce qu'ils le soient, le journal cesse de paraître.

§ 2. Déclarations préalables.

Aucun journal ou écrit périodique ne peut être publié (Loi du 18 juillet 1828, art. 6), s'il n'a été fait préalablement une déclaration dont la teneur varie selon que le journal est ou n'est pas soumis à fournir un cautionnement.

S'il s'agit d'un journal dispensé de cautionnement, la déclaration doit contenir:

1° Le titre qu'on se propose de lui donner, et les époques auxquelles il doit paraître;

2° Le nom de tous les propriétaires du journal autres que les commanditaires, leur demeure, et leur part dans l'entreprise;

3° L'indication de l'imprimerie dans laquelle il doit être imprimé.

S'il s'agit d'une publication soumise au cautionnement, la déclaration ne peut être faite qu'après le versement du cautionnement qu'il faut prouver par la production du récépissé, et doit contenir, outre les trois énonciations que nous venons de signaler,

4° Le nom et la demeure des gérants responsables;

5° Enfin, l'affirmation que les propriétaires et gérants réunissent les conditions prescrites par la loi.

Ces déclarations sont accompagnées du dépôt des pièces justificatives; elles sont signées par chacun des propriétaires du journal ou son fondé de pouvoirs. Elles sont faites, à Paris, à la direction de la librairie, et dans les départements, au secrétariat-général de la Préfecture. (Ibid., art. 7, et ord. du 18 nov. 1835, art. 5.) Les récépissés sont ensuite adressés au ministre des finances pour être convertis, conformément à l'arrêté du 24 germinal an 8, en certificats d'inscription sur les livres du trésor, au moyen desquels les titulaires touchent les intérêts afférents aux cautionnements qu'ils ont fournis.

Mais ce n'est pas tout encore. Avant toute publication d'un journal soumis au cautionnement, l'ordonnance du 29 juillet 1828, article premier, exige qu'il soit justifié au procureur du roi du lieu de l'impression:

1° Du versement du cautionnement;

2° De la déclaration dont nous venons de parler. Le procureur du roi donne acte sur-le-champ de cette déclaration, et en tient registre.

Toutes les fois qu'il survient quelques mutations soit dans le titre du journal, ou dans les conditions de sa périodicité, soit parmi les propriétaires, ou les gérants responsables, il en doit être fait déclaration devant l'autorité compétente dans les quinze jours qui suivent la mutation, à la diligence des gérants responsables, sous peine d'une amende de cinq cents francs. Il en est de même, si le journal vient à être imprimé dans une autre imprimerie que celle originairement déclarée. (L. du 18 juill. 1828, art. 6.)

En cas de contestation sur la régularité ou la sincérité de cette déclaration et des pièces à l'appui, il est statué par les tribunaux civils, à la diligence du préfet, sur les mémoires, sommairement et sans frais (Id. art. 10.), la partie ou son défenseur, et le ministère public entendus. Si le journal n'a pas encore paru, il est sursis à sa publication jusqu'au jugement à intervenir, lequel est exécutoire nonobstant appel. Le journal déjà publié cesse de paraître, et les auteurs de la déclaration sont punis, si la déclaration est reconnue fausse et frauduleuse.

§ 3. Du gérant.

Tout journal doit avoir un gérant responsable.

Ce gérant doit être du sexe masculin, être sujet du roi, jouir des droits civils, être propriétaire au moins d'une part ou action dans l'entreprise, et posséder, en son propre et privé nom, le tiers du cautionnement, ou des immeubles libres de toute hypothèque et payant au moins cinq cents francs de contributions directes, si le journal est publié dans les départements de la Seine, Seine-et-Oise, et Seine-et-Marne, et cent-cinquante francs dans les autres. En ce cas, il est fait mention expresse de cette circonstance dans la déclaration. (L. du 18 juill. 1828, art. 5 et 9. — L. du 9 sept. 1835, art. 15.)

Dans le cas où soit des cessions totales ou partielles de la portion du cautionnement appartenant à un gérant, soit des jugements passés en force de chose jugée prononçant la validité de sai-

sies-arrêts formées sur ce cautionnement, seraient signifiées au trésor, le gérant est tenu de rapporter au trésor (bureau des oppositions), dans les quinze jours de la notification qui lui est immédiatement faite, soit la rétrocession, soit la main-levée, faute de quoi le journal devra cesser de paraître.

Il ne peut être admis aucune déclaration de privilège de second ordre sur le tiers du cautionnement que chaque gérant doit posséder en son propre et privé nom. (O. du 18 nov. 1835, art. 3, 4 et 6.)

Si l'entreprise a été formée par une seule personne, le propriétaire, s'il réunit les qualités que nous venons d'énumérer, est nécessairement gérant responsable du journal. S'il ne les reunit pas toutes, il est tenu de présenter un gérant responsable. (L. du 18 juill. 1828, art. 6.)

Si l'entreprise est formée par une société autre qu'une société anonyme, les associés sont tenus de choisir entre eux, un, deux, ou trois gérants, qui, aux termes des articles 22 et 24 du code de commerce, ont chacun individuellement la signature. (Id., art. 4.) L'exception établie à cet égard pour les sociétés anonymes s'explique par la constitution même de cette espèce de societé.

Les gérants qui renoncent à leurs fonctions sont tenus d'en faire la déclaration à Paris, à la direction de la librairie, et dans les départements, au secrétariat-général de la préfecture où il leur est donné acte de cette déclaration, sans laquelle ils n'obtiendraient pas le remboursement de leur cautionnement. (O. 18 nov. 1835.)

Si l'un des gérants responsables vient à décéder ou à cesser ses fonctions par une cause quelconque, les propriétaires sont tenus, dans le délai de deux mois, de le remplacer ou de réduire, par un acte revêtu des mêmes formalités que celui de société, le nombre de leurs gérants. Ils ont aussi, dans les limites ci-dessus déterminées, le droit d'augmenter ce nombre en remplissant les mêmes formalités. S'ils n'en avaient constitué qu'un seul, ils sont tenus de le remplacer dans les quinze jours de son décès; faute par eux de le faire, le journal cesse de paraître, à peine de mille francs d'amende par chaque feuille publiée après l'expiration de ce délai. (L. du 18 juill. 1828, art. 4.) Si le gérant était le propriétaire unique du journal, sa veuve ou ses héritiers doivent dans les dix jours de son décès présenter un rédacteur pour être provisoirement responsable jusqu'à ce que le gérant soit accepté, et dans les trois mois, ils sont tenus de presenter un gérant remplissant les conditions voulues par la loi, et qui devra être propriétaire d'immeubles payant la quotité de contributions que nous avons indiquées plus haut. (Id., art. 12) Le cautionnement du propriétaire décédé reste affecté à sa gestion.

En cas de condamnation contre un gérant pour crime, delit ou contravention de la presse, pendant toute la durée de la peine d'emprisonnement et de l'interdiction des droits civils, le journal ne peut être publié que par un autre gérant ayant les qualités voulues. (L. du 9 sept. 1835.) Si le journal n'a qu'un gérant, les propriétaires auront un mois pour en présenter un nouveau, et dans l'intervalle ils seront tenus de désigner un rédacteur responsable. Le cautionnement entier restera affecté à cette responsabilité.

§ 4. Signature et dépôt de l'exemplaire-minute.

Chaque numéro du journal doit être signé en minute par l'un des gérants, ou si c'est un journal exploité par une société anonyme, par un des administrateurs, sous peine d'amende. (L. 18 juill. 1828, art. 8.—L. du 9 sept. 1835, art. 16.) L'exemplaire signé pour minute est, au moment de la publication, déposé au parquet du procureur du roi du lieu de l'impression ou à la mairie, dans les villes où il n'y a pas de tribunal de première instance, il est donné récépissé du dépôt. (Id. art. 8.) Cette formalité ne peut ni retarder ni suspendre le départ ou la distribution du journal. (L. du 8 juin 1819, art. 5.) La signature du gérant sur l'exemplaire-minute ne suffit pas; il faut encore qu'au bas de chaque exemplaire du journal, cette signature figure imprimée, sous peine d'amende contre l'imprimeur, sans toutefois que pour cette faute, il puisse perdre son brevet. (L. du 18 juill. 1828, art. 8.)

C'est cette signature du journal qui engage la responsabilité personnelle du gérant vis-à-vis des tiers et de la société. C'est elle qui le rend comptable du contenu du journal et passible de toutes les peines portées par la loi à raison de la publication des articles ou passages incriminés, sans prejudice de la poursuite contre l'auteur de l'article, comme complice.

Section II. De la rédaction du journal.

Les gérants responsables, ou l'un, ou deux d'entre eux doivent, aux termes de l'article 5 de la loi du 18 juillet 1828 surveiller et diriger par eux-mêmes la rédaction du journal. Leur négligence à cet égard serait une faute qui ne pourrait en rien dégager leur responsabilité.

La loi du 9 sept. 1835, art. 18, oblige le gérant

sous peine d'amende à insérer en tête du journal les documents officiels, relations authentiques, enseignements et rectifications qui lui sont adressés par tout dépositaire de l'autorité publique. La publication doit avoir lieu le lendemain de la réception des pièces sous la seule condition du paiement des frais d'insertion.

Toute autre insertion réclamée par le gouvernement, par l'intermédiaire des prefets, est faite de la même manière, sous la même condition, dans le numéro qui suit la réception des pièces.

A consulter : *Législation de la Presse*, par M. Parant, député ; 1836.

PRESTATION. — V. **Petite voirie**, chap. **Voirie rurale.**

PRÊTRES. — V. **Culte.**

PRIMES.—V. **Pêche maritime**, **Commerce**, **Douanes.**

PRISE A PARTIE. — C'est le recours qu'exerce une partie contre son juge dans les cas determinés par la loi. (V. C. pr., art. 505 à 516.)

On appelle aussi prise à partie le recours exercé contre un fonctionnaire de l'ordre administratif pour des actes arbitraires qu'il aurait commis.

Un particulier à qui des administrateurs municipaux ou un sous-préfet auraient occasionné des dommages, par actes administratifs approuvés par le préfet, n'est pas recevable à réclamer du conseil d'état l'autorisation de poursuivre pour exercer l'action de prise à partie, tant qu'il n'a pas déféré au ministre et fait annuler ou réformer la décision du préfet. (O. 21 mai 1817.) (V. **Dommages. Mises en jugement.**)

PRISE D'EAU. — V. **Eau**, **Usines.**

PRISES MARITIMES.

§ 1. A qui appartient le droit de prises. Où et quand il peut s'exercer. — § 2. Des armements en course. — § 3. Police des courses. — § 4. Des captures. Validité des prises — § 5. Des prisonniers de mer. — § 6. Des rançons. — § 7. Des formalités qui suivent la prise. — § 8. Des contestations en matière de prises maritimes. — § 9. De la caisse des prises.

Dans le cas de guerre maritime, les vaisseaux de l'état et ceux des particuliers, en certains cas et dans certaines circonstances, ont le droit de capturer les bâtiments, les marchandises et les individus de la puissance avec laquelle ils sont en guerre.

C'est là ce qu'on désigne par *prises maritimes.*

Le droit de prises maritimes est un droit exorbitant, qui de jour en jour se trouve plus en dehors de la civilisation et des règles du droit des gens adoptées par toutes les nations européennes ; il est donc nécessaire de le restreindre et de le limiter pour rendre le mal le moins grand et le plus rare possible.

La législation sur les prises maritimes est peu compliquée : les ordonnances de 1400, 1517, 1545, 1548, l'arrêt du conseil de 1450, sont venus se fondre dans les ordonnances de 1681 et du 26 juillet 1778, et enfin dans le réglement du 2 prairial an XI, qui a définitivement consacré l'exercice du droit de prises.

Nous examinerons successivement à qui appartient le droit de prise et celui d'armer en course, la police des courses, les captures et la validité des prises, la conduite et la rançon des prisonniers, enfin la juridiction en matière de prises maritimes.

§ 1. A qui appartient le droit de prises, où et quand il peut s'exercer.

L'exercice du droit de prises maritimes appartient en première ligne à la force publique d'un état belligérant : ainsi tout vaisseau de l'état est, par le droit de guerre seul, autorisé à courir sur les bâtiments ennemis et à s'en emparer.

Ce droit a été aussi accordé à des particuliers qui arment à leurs frais et qu'on nomme *corsaires.* Ces corsaires doivent être munis de patente et de lettres de marque délivrées par le Roi; cependant la prise peut être légitime quoique faite par un bâtiment non pourvu de patente lorsqu'elle a été faite en usant du droit de défense. (A. 2 prairial an XI, art. 34.)

Le droit de prises maritimes peut être exercé dans les parties de la mer qui n'appartiennent à personne, c'est-à-dire, ce qu'on appelle proprement la pleine mer ; mais on ne peut sans violer le droit des gens, ni poursuivre, ni prendre un bâtiment ennemi, soit dans les ports et baies fermées d'une puissance neutre, soit dans l'espace de mer sur lequel s'étend la juridiction de cette puissance, espace qui, dans l'usage actuel, se mesure par la portée du canon.

Ce principe, auquel les Anglais seuls ont quelquefois dérogé, est reconnu par toutes les puissances; il a été formellement exprimé dans un arrêt de la Cour de cassation du 14 vent. an VIII, et dans une décision du conseil des prises du 19 octobre 1808. (Favart. Rep. v° Prises.)

§ 2. Armements en course.

Nous avons dit que le droit de prises maritimes,

acquis d'abord aux bâtiments de l'etat, appartenait aussi aux particuliers.

Dans ce cas, et pour que les prises puissent s'opérer régulièrement, les armateurs ont certaines formalités à remplir relativement aux autorisations à obtenir et à la composition des équipages embarqués.

Les autorisations d'armer en course, appelées *lettres de marque*, sont accordées en France par le ministre de la marine.

Pour obtenir des lettres de marque pour faire des armements en course ou en guerre et marchandises, il faut nécessairement être citoyen français, ou être, en pays étranger, immatriculé comme citoyen français sur les registres des commissariats des relations commerciales.

S'il était reconnu qu'un armement en course a été fait, et qu'une lettre de marque a été délivrée sous un nom autre que celui du véritable armateur, la lettre de marque devrait être déclarée nulle et retirée.

De plus la peine de 6,000 fr. d'amende prononcée par l'article 15 de la loi du 27 vendémiaire an XI, relative à l'acte de navigation, doit être appliquée à l'armateur et à l'individu qui lui a prêté son nom.

Le produit de cette amende est versé dans la caisse des invalides de la marine.

Les lettres de marque, même après que toutes les formalités pour leur obtention ont été remplies, ne peuvent être délivrées aux armateurs, qu'après qu'il aura été vérifié si le bâtiment est solidement construit, gréé et équipé; s'il est d'une marche supérieure, si son artillerie est en bon état, si le capitaine désigné par l'armateur est suffisamment expérimenté, et si l'armateur et ses cautions sont reconnus pour solvables.

La durée des lettres de marque commence à compter du jour où elles sont enregistrées au bureau de l'inscription maritime du port de l'armement.

Cette durée, d'après la nature des croisières et les propositions transmises au ministre par les commissaires de la marine peut être de 6, 12, 18 ou 24 mois.

Les préfets, officiers supérieurs et agents civils militaires et commerciaux, ne peuvent prolonger la durée des lettres de marque sans y être spécialement autorisés par le ministre de la marine.

Cette autorisation, lorsqu'elle est accordée, doit être, ainsi que la date, mentionnée sur la lettre de marque.

Le cautionnement à fournir par les armateurs varie suivant les cas.

Ainsi tout armateur de bâtiments armés en course, ou en guerre et marchandises, est tenu de fournir un cautionnement par écrit de 37,000 fr.

Si l'état-major et la mestrance, l'équipage et la garnison comprennent en tout plus de 150 hommes, le cautionnement doit être de 74,000 fr.

Dans ce dernier cas, le cautionnement doit être fourni solidairement par l'armateur, deux cautions non intéressées dans l'armement, et par le capitaine. (A. 2 prair. an XI, art. 15 à 26.)

§ 3. Police des courses.

Les lois et réglements sur la police et la discipline militaire sont observés à bord des bâtiments armés pour la course, ou en guerre et marchandises.

Les délits commis par les marins employés sur ces bâtiments, sont jugés par les tribunaux maritimes.

Les armateurs sont civilement et solidairement responsables, avec leurs capitaines, des infractions que ces derniers peuvent commettre contre les ordres du gouvernement, soit sur la navigation des bâtiments neutres, soit sur les pêcheurs ennemis.

Les lettres de marque peuvent même être révoquées selon la nature du délit.

Les capitaines des bâtiments armés en course sont tenus d'arborer le pavillon français avant de tirer à boulet sur le bâtiment chassé, sous peine d'être privés eux et l'armateur, de tout le produit de la prise qui est confisquée si le bâtiment est ennemi; s'il était jugé neutre, les capitaines et armateurs se trouveraient passibles de dommages et intérêts envers les propriétaires.

Tout capitaine convaincu d'avoir fait la course sous plusieurs pavillons, doit être, ainsi que ses complices, poursuivi et puni comme pirate.

Dans les cas où une prise serait faite par un bâtiment non muni de lettres de marque et sans que l'armateur eût fourni le cautionnement exigé, elle peut être confisquée, et peut même rendre le capitaine passible de punition.

Le tout, comme nous l'avons déjà expliqué, sauf le cas où la prise serait faite en vue d'une légitime défense par un bâtiment de commerce, d'ailleurs muni de passe-port et congé de mer. (Ord. 1681, tit. 10; Arr. 2 prair. an XI, art. 52 à 56.)

§ 4. Des captures. Validité des prises.

Sont de bonne prise en thèse générale :

1° Tous bâtiments appartenant aux ennemis de l'état, ou commandés par des pirates, forbans ou

autres gens courant la mer, sans commission spéciale d'aucune puissance (O. 1681, art. 4; A. 2 prair. an XI, art. 51);

2° Tout bâtiment combattant sous autre pavillon que celui de l'état dont il a commission, ou ayant commission de deux puissances différentes;

3° Les bâtiments ou la partie de leur chargement dont la neutralité ne serait pas justifiée conformément aux réglements et traités (Rég. 16 juill. 1778);

4° Les navires même français repris par les corsaires sur les ennemis de l'état, après qu'ils auront été vingt-quatre heures en la possession de ces derniers;

5° Tout navire qui refuse d'amener ses voiles, après la semonce qui lui en est faite, et qui est contraint à le faire après résistance et combat.

Les prises maritimes sont une conséquence de l'état de guerre entre les puissances; cet état cessant, le droit de prises n'existe plus. En général on ne peut donc considérer comme valables les prises faites postérieurement à la cessation des hostilités.

Mais cette cessation d'hostilités ne pouvant parvenir immédiatement à tous les vaisseaux en course, on stipule alors un delai, suivant la distance des lieux, après lequel les prises qui sont faites de part et d'autres, sont nulles de plein droit.

Tels sont les grands principes : voyons maintenant quelques-unes des applications que la jurisprudence en a faites.

Lorsque le bâtiment, au moment où il a été arrêté, naviguait avec des papiers qui ne légitimaient point son expédition, il y a lieu de le déclarer de bonne prise. La prise d'un navire qui faisait la course sans avoir des lettres de marque doit être déclarée bonne et valable. Dans le premier cas, il doit être fait réserve au profit des propriétaires du bâtiment, de la faculté de réclamer dans les termes de l'article 56 de l'arrêté du 22 mai 1803. (C. d'etat, 12 mai 1850.)

On doit déclarer valable la prise d'un navire neutre qui, déjà prévenu de l'existence d'un blocus et averti par le commandant de l'escadre, a tenté de violer la ligne de ce blocus. Cet avertissement peut remplacer une notification regulière de blocus à la puissance à laquelle appartient le navire. (C. d'état, 4 mars 1850.)

Lorsqu'un navire a été saisi en naviguant, sans les papiers de bord qui légitiment son expédition, mais qu'il n'est cependant pas suffisamment prouvé qu'il fût armé pour la course, il n'y a pas lieu de déclarer la prise valable. (Arr. 26 déc. 1850.— Id. p. 579.)

Lorsque la navigation des bateaux faisant le cabotage n'offre rien d'irrégulier selon les lois du pays, il n'y a pas lieu de déclarer la prise bonne et valable. (C. d'état, 5 déc. 1828.)

Lorsqu'il n'y a pas de motifs suffisants pour déclarer la prise valable, il y a lieu d'ordonner la main-levée du navire capturé. (C. d'état, 24 déc. 1828.)

Lorsque les pièces et papiers de bord du navire capturé constatent suffisamment la légitimité de son expédition, et qu'il ne se trouve dans aucun cas prévu par le réglement du 21 mai 1803, il y a lieu de déclarer la prise non-valable. Il doit en conséquence être fait pleine et entière main-levée au profit du propriétaire du navire, et ledit navire ensemble les marchandises et son chargement doivent être remis avec les pièces et papiers de bord au propriétaire ou à son représentant. (C. d'état, 15 août 1828.)

En temps de paix, un navire qui au moment où il a été arrêté etait armé en course et courait la mer sans avoir de lettres de marque doit être déclaré de bonne prise. (C. d'état, 15 août 1828.)

On doit déclarer valable la prise d'un navire, qui à l'époque où il a été arrêté naviguait sous le commandement d'un individu qui s'en était emparé violemment et qui était porteur de papiers de bord qui ne légitimaient pas son commandement. (C. d'état, 2 juill. 1828.)

Le traité du 25 janvier 1824, concernant les pertes que le commerce français a éprouvées par suite de captures faites en mer pendant la dernière guerre d'Espagne, n'est pas applicable aux prises faites antérieurement à l'ouverture des hostilités. (C. d'état, 27 nov. 1827.)

Le même traité n'accorde d'indemnité que pour les pertes réelles du commerce, et non pour les frais et retards de nouvelles expéditions ni pour manque de bénéfices sur les reventes. (C. d'état, 21 sept. 1827, 29 mars 1827, p. 494 et 212.)

Lorsque le fait de piraterie ne résulte pas de l'instruction et que les pièces de bord ne sont pas simulées, bien qu'elles offrent quelques irrégularités de forme, il y a lieu de déclarer la prise non valable. (C. d'état, 31 oct 1827.)

L'article 1er de la convention du 5 janvier 1824, pour l'exécution duquel a eté rendue l'ordonnance du 25 du même mois, n'est relatif qu'aux bâtiments capturés antérieurement au 1er octobre 1825. D'après l'article 5 de la convention, les prises faites postérieurement à cette époque sont déclarées nulles et non avenues, les deux gouvernements s'obligeant à en faire opérer la restitution aux propriétaires et ayant-droit. Les

prises postérieures aux époques déterminées par les traités diplomatiques ne peuveut donner lieu à indemnité en faveur des propriétaires des navires capturés. Des conclusions subsidiaires qui tendent à se faire réserver tous droits tant contre le gouvernement du navire que contre le gouvernement français ne sont pas susceptibles d'être présentées au conseil d'état par la voie contentieuse. (Arr. C. d'état, 2 déc. 1829. — Recueil t. XI, p. 464.)

§ 5. Des prisonniers de mer.

Lorsqu'un corsaire prend un navire et fait des prisonniers, le capitaine est tenu de les conserver jusqu'au lieu de la première relâche en France, sous peine de payer 100 fr. d'amende pour chaque prisonnier relâché.

Cependant, si le nombre des prisonniers était trop considérable, plusieurs moyens sont ouverts au capteur.

Ainsi il peut, si le nombre de ses prisonniers excède le tiers de son équipage, embarquer le surplus de ce tiers sur les navires des puissances neutres qu'il rencontre à la mer.

Dans le cas où il manquerait de vivres, il peut en embarquer un plus grand nombre et même la totalité; mais dans les deux cas, en prenant au bas d'une liste des prisonniers ainsi débarqués, une soumission signée du capitaine du bâtiment pris et des autres principaux prisonniers, portant qu'ils s'engagent à faire échanger et renvoyer un pareil nombre de prisonniers français de même grade.

Il est encore permis aux capteurs de debarquer dans les ports des puissances neutres, et de remettre entre les mains des agents des puissances ennemies les prisonniers qu'ils ont faits, mais sous la double condition : 1° de justifier de la nécessité de cette mesure aux agents consulaires de leur nation et d'obtenir leur autorisation ; 2° d'obtenir un reçu des agents ennemis avec obligation de faire tenir compte de l'échange desdits prisonniers par un pareil nombre de prisonniers français de même grade.

Mais dans l'un et l'autre de ces cas, les capitaines preneurs sont obligés, sans pouvoir s'en dispenser sous aucun prétexte, de garder à leur bord le capitaine et un des principaux officiers pour les ramener en France comme otages.

§ 6. Des rançons.

Les capitaines de corsaires n'ont pas le droit de rançonner à la mer les bâtiments même évidemment ennemis et conséquemment de bonne prise (V. *suprà*, **Validité des prises.**), sans l'autorisation préalable des armateurs, autorisation qui doit être déclarée par écrit avant le départ du navire à l'administrateur de la marine préposé à l'inscription maritime dans le port de l'armement qui leur delivrera le nombre de traités de rançon qu'ils voudront remettre auxdits capitaines.

Ces traités de rançon doivent être conformes au modèle annexé au réglement du 2 prairial an XI.

Lorsque les capitaines de corsaires rançonnent à la mer, en vertu des autorisations qui leur ont été délivrées, il doivent toujours garder pour otages de la rançon et amener dans les ports de France, au moins un des principaux officiers du bâtiment rançonné, et des hommes de l'équipage proportionnellement au nombre trouvé sur le bâtiment.

Un bâtiment déjà rançonné une fois ne peut plus l'être une seconde. Mais il peut être pris et amené dans les ports français. Dès lors, c'est le second capteur qui devient personnellement debiteur de la première rançon, à moins qu'il ne préfère abandonner sa prise.

A leur retour, les capitaines de corsaires doivent déclarer s'ils ont usé ou non des traités de rançon.

Au cas de rançon, les administrateurs procèdent à l'interrogatoire des otages pour s'assurer si la rançon a été légalement exercée, et s'il n'y a pas eu d'autres sommes ou effets exigés.

Si les rançons ont été illégalement exigées, elles doivent être rendues aux rançonnés, même avec dommages et intérêts. (V. *Infrà*. **Liquidation des prises.** — Arr. 2 prairial an XI, art. 30 à 49.)

§ 7. Des formalités qui suivent la prise.

Aussitôt après la prise d'un navire, les capitaines capteurs doivent se saisir des congés, passeports, lettres de mer, chartes-parties, connaissements et autres papiers existant à bord. Ils doivent être renfermés en présence du capitaine pris, qui doit être interpellé de les sceller de son cachet.

Les prises doivent être conduites autant que possible au port d'armement du vaisseau capteur. Dans le cas d'impossibilité majeure, le capitaine doit immédiatement prévenir l'armateur.

Il est défendu conformément à l'ordonnance de 1681, sous peine de la vie, à tous les individus faisant partie de l'état major et de l'équipage d'un corsaire, de couler à fond les bâtiments pris et de débarquer des prisonniers sur des îles ou côtes éloignées dans le dessein de céler la prise.

En aucun cas, aucune marchandise et partie

quelconque de la prise ne peuvent être distraites et vendues avant que la prise ait été jugée, ou que la vente ait été légalement autorisée.

Arrivé en France, le capitaine conducteur doit immédiatement faire son rapport à l'officier de l'administration de la marine, et lui remettre toutes les pièces nécessaires au jugement.

Outre cette déclaration, le capitaine est aussi tenu de faire sa déclaration au bureau de la douane. (Arr. 2 prair. an XI, art 59 à 60.)

Aussitôt la déclaration faite à l'officier de l'administration de la marine, il doit se transporter à bord du bâtiment, dresser l'état dans lequel il le trouve et apposer les scellés sur tous les fermants.

Ces scellés ne peuvent être levés qu'en présence d'un préposé des douanes et avec les formalités indiquées dans les articles 70 à 80 de l'arrêté de prair. an XI.

V. aussi dans les articles 78 et 98, les règles pour le déchargement, la vente et les liquidations générales et particulières des prises.

§ 8. Des contestations en matière de prises.

Est-ce au juge du capteur ou à celui du capturé, et dans le cas où la prise serait conduite dans un port neutre, est-ce au juge de ce port qu'appartient le jugement de la prise?

L'usage constant et reconnu par toutes les puissances européennes est, que le juge du capteur est seul compétent pour connaître de la prise dans le cas où la prise est amenée dans un port qui dépend du souverain de celui-ci. Il en est de même si elle est amenée dans un port neutre, à moins que la prise elle-même n'ait été effectuée en violation des droits de la puissance neutre. (Favard, v° **Prises.**)

Les tribunaux compétents pour statuer sur les prises maritimes ont singulièrement varié. Tantôt ce droit fut attribué aux tribunaux de commerce, tantôt aux consuls, tantôt à des conseils spéciaux appelés *conseils des prises.* (L. 14 fév. 1793, 3 brum. an IV, 18 brum. an II, 26 vent. an VIII, 6 germ. an VIII.)

Une ordonnance royale du 25 août 1815 a substitué le *comité du contentieux du conseil d'état* aux conseils des prises; c'est lui qui aujourd'hui *prononce souverainement sur ces matières.*

Quant aux formes à suivre pour les jugements des prises maritimes, leur exécution, les voies de réformation dont ils sont susceptibles, elles sont déterminées par l'arrêté du 6 germ. an VIII, portant création du conseil des prises, et qui est encore en vigueur dans toutes ses dispositions autres que celles relatives à l'organisation de ce conseil.

§ 9. De la caisse des prises.

La caisse des prises est chargée de recueillir les produits des prises faites en temps de guerre par les bâtiments de l'état et les navires armés en course par des particuliers ainsi que les produits des vaisseaux négriers ou pirates arrêtés en temps de paix par les bâtiments de l'état.

Elle n'a pas d'administration pour la garde et la conservation des prises, ni pour leur réalisation; elle ne statue pas sur leur liquidation ni sur leur répartition entre les ayant-droit : sa mission se borne à recevoir et conserver les fonds après leur rentrée, à acquitter les frais et à remettre les produits disponibles à ceux auxquels cette liquidation les attribue.

La réalisation de ces ressources a lieu par les soins du ministère de la marine et de ses agents, après que la prise a été déclarée valable; puis, la recette est versée dans la caisse des prises, et la liquidation, ainsi que la répartition de ce produit, s'exécutent diversement suivant la qualité du bâtiment capteur. (V. *suprà.*)

A consulter : *Code des prises*, par Guichard, an VII. — *Id.*, par Dufriche-Foulaines, 1804. — *Id.*, par Lebeau, an VII.

PRISONNIERS DE GUERRE.

L'ancienne législation applicable aux prisonniers de guerre en France était extrêmement sévère, mais on sentit avec raison que le droit de représailles pourrait la rendre funeste aux Français prisonniers de guerre en pays étrangers. Elle fut donc remplacée par le décret du 4 août 1811, dont voici les principales dispositions :

« Les prisonniers de guerre ayant rang d'officier ainsi que les otages, pourront jouir de la faveur de se rendre librement et sans escorte au lieu qui leur aura été assigné, et d'y résider sans être détenus, après toutefois qu'ils auront donné leur parole de ne pas s'écarter de la route qui leur aura été tracée ni sortir du lieu de leur résidence.

Celui qui violera sa parole sera, s'il est pris, traité comme soldat sous les rapports de la solde et des rations, et resserré dans une citadelle, fort ou château.

Ceux qui, n'étant pas officiers, ne jouiront pas de la faveur accordée ci-dessus, ne voyageront que sous escorte et seront tenus dans des dépôts à defaut de bâtiments militaires. Les prisonniers de guerre en station doivent aux termes de l'article 6 du réglement du 7 août 1792, être casernés dans d'autres bâtiments appartenant à l'état ou à

défaut dans des maisons qui sont louées par les agents du ministre de la guerre. Ceux-ci sont tenus, à cet effet, de s'entendre avec les maires des communes.

Quant aux prisonniers de guerre en marche, ils sont assimilés aux troupes de passage, et leur logement est à la charge des communes sans indemnité. (Régl., 7 août 1792; L., 15 mai 1818; O., 5 août 1818, art. 9.) (V. **Logements militaires.**)

Toute mutinerie, résistance à la gendarmerie ou à la force publique, tout complot, dont se rendraient coupables les prisonniers de guerre, sont punis de mort. (D., 17 frim. an XIV.)

Dans le cas où les officiers prisonniers de guerre qui, après s'être évadés, nonobstant la parole d'honneur qu'ils avaient donnée de rester en France jusqu'à leur échange, sont repris les armes à la main, doivent être punis de la peine capitale, prononcée contre eux par une commission militaire chargée de constater l'identité de l'individu et la réalité des faits.

A l'exception de ces cas et de ceux de révolte à main armée, les prisonniers de guerre étrangers sont justiciables des conseils de guerre pour tous les délits dont ils se rendent coupables. (Arr. cons., 17 pluv. an VIII.

PRISONS.

SECTION I. Exposé. Du système pénitentiaire.
SECTION II. — § 1. Dispositions générales. — § 2. Police et surveillance des prisons. — § 3. Ateliers de travail. Masse de réserve. Sortie des détenus. — § 4. Dépenses.

SECTION I.—Exposé. Du système pénitentiaire.

Quel doit être le régime des maisons centrales? Quel est le meilleur système à adopter pour améliorer l'état moral des condamnés? Tel est, en ce moment, l'objet des études de presque tous les peuples, et, depuis longtemps, le sujet de profondes et utiles méditations du gouvernement, en France!

Doit-on refondre l'ensemble des lois criminelles pour les faire coincider avec la réforme générale des prisons? Ce serait là un vaste système pénitentiaire, et la combinaison de la nature du crime avec celle du châtiment qui doit être infligé, est trop large pour pouvoir être réalisée autrement qu'avec l'aide du temps et de l'expérience.

En outre, ce n'est pas assez d'avoir conçu des systèmes, il faut pouvoir les mettre à execution. Dans cette carrière de progrès, un écueil est à éviter; ce sont les utopies trompeuses, d'autant plus trompeuses qu'elles sont parées des sentiments de la plus noble philanthropie, et qu'elles écartent plus facilement de la voie du possible et du vrai. C'est ainsi que l'unité du système pénitentiaire universel a été conçue par quelques esprits qui n'ont pas compris que chaque peuple a son caractère, ses besoins et sa civilisation qui le séparent des autres nations. L'uniformité de la réforme pénitentiaire peut cependant exister dans un pays où il y a unité dans le gouvernement, dans les mœurs et dans les lois.

Une croyance populaire en Amérique, c'est « qu'il est au pouvoir des gouvernements de régénérer les condamnés et de les rendre à la société, à l'époque de leur libération, tout autres qu'ils en sont sortis à l'époque du crime. » Cette généreuse pensée a trouvé des contradicteurs. M. de Martignac disait, en 1829 : « Nos prisons punissent sans corriger, » et la question de la régénération est encore à résoudre, mais la question philanthropique a prévalu, et chaque année vient prouver les efforts que fait le gouvernement.

Les lois pénales ont senti l'influence de la réforme des lois politiques, et un mouvement presque général a porté l'examen vers ces demeures où sont entassés des hommes frappés par la rigueur ou la justice des lois.

Les prisons d'état sont tombées avec la Bastille; les tortures et les supplices anticipés ne souillent plus notre législation; les cachots humides et infects sont aujourd'hui comblés; l'aspect du ciel, l'espace et l'air sont accordés aux condamnés; leur literie, leurs vêtements, leur nourriture sont l'objet de tous les soins d'une administration stimulée par un zèle philanthropique, et l'humanité peut se reconnaître au milieu de la privation du plus précieux des biens, la liberté. Vers la fin du règne de la restauration, les maisons centrales avaient déjà reçu une partie des améliorations matérielles qu'il est possible d'y introduire, sans suivre cependant l'exemple offert par l'Angleterre par des habitations de luxe, des habits de saison, et d'élégantes literies. Ce serait, pour ainsi dire, blesser la morale publique, et effrayer la vertu pauvre et souffrante par d'imprudents hommages au malheur mérité du crime. En outre le coupable ne doit pas être mieux traité dans sa prison qu'il ne l'est dans sa demeure au sein de la liberté; autrement ce serait créer pour lui à sa sortie des besoins que le travail ne saurait satisfaire, et produire un effet contraire à celui qu'on se proposait d'obtenir.

Après que le législateur a frappé le coupable le devoir du gouvernement est de suivre le condamné dans sa nouvelle demeure, d'observer ses mœurs, corriger ses vices, et changer son etat par

une continuité de mesures qui brisent des habitudes criminelles; c'est une éducation nouvelle.

Il faut substituer à la crainte des supplices qui n'a jamais arrêté dans l'exécution du crime, les hommes énergiques ou profondément corrompus, un sentiment plus pur et plus élevé qui relève à ses propres yeux une nature dégradée. Il faut changer l'état moral d'un prisonnier. Quels sont les moyens d'y parvenir?

1° Le travail : Car le condamné le doit d'abord à la rigueur de la loi, et l'en affranchir c'est violer la loi, d'ailleurs l'oisiveté ayant été bien souvent la cause de son crime, le travail le ramène à des idées d'ordre et de morale.

2° La religion : Qui ne sait qu'elle agit sur l'homme plongé dans l'infortune avec une énergie dont la dépravation de son être ne permettrait pas de concevoir l'espérance.

3° La séparation des prisonniers : En effet, pour que la religion et la morale agissent sur cette tourbe de coupables infectés de misère, d'ignorance et d'immoralité, il faut éviter la putréfaction qui résulte de l'accumulation de condamnés de tous les sexes, de tous les âges et de tous les degrés de perversité. Séparer les sexes pour prévenir la débauche, les âges pour éviter la corruption, faire des classifications de condamnés selon la nature des crimes, la durée de la peine et le degré de perversité, surtout éloigner les hommes en récidive qui sont un élément de mauvais exemple et de désorganisation de tout régime pénitentiaire : tel doit être le but du gouvernement et de l'administration ; tels sont en dernier lieu les vœux émis au nom de la commission chargée d'examiner le budget du ministère de l'intérieur pour 1857, par M. le premier président Amilhau, député. (V. *Moniteur* séance du 15 avril 1856.

Ajoutons cependant que le gouvernement étudie les divers systèmes. Il a consulté ensemble les philanthropes, les administrateurs et les hommes d'expérience. Jusqu'à ce jour, quelques divisions entre les sexes, les âges et le degré de perversité; pendant le jour, un travail en commun avec silence, et la nuit des dortoirs éclairés et surveillés, lui ont paru plus convenables et surtout plus appropriés à nos mœurs et à nos ressources, que des cellules où les condamnés peuvent assouvir librement leurs passions, et qui ont produit les aliénations ou la mort [1].

[1] Examen des divers systèmes pénitentiaires tentés ou émis jusqu'à ce jour :

1° *Prison solitaire*, de jour et de nuit, mais sans travail, comme à Walnut-Street. Première prison établie à Philadelphie. Pour résultat ; oisiveté corruptrice, dépense excessive, dégoût profond de la vie. Cette méthode ne réforme pas; elle tue;

2° *Prison solitaire*, de jour et de nuit, avec travail, comme à Cherry-Hill. Deuxième prison de Philadelphie, encore en vigueur. Pour résultat : même dépense que dans le premier système, sauf ce que peut gagner le détenu. Cette détention solitaire exalte l'âme du prisonnier, et il suffit de lire l'enquête faite par MM. de Beaumont et Tocqueville, dans le pénitentier de Cherry-Hill, pour connaître toute la gravité de cette peine.

Du moins, ce système offre pour avantage que les prisonniers ne se connaissent pas, ne peuvent ni acquérir une funeste influence les uns sur les autres à leur sortie de prison, ni se corrompre. Mais quelle dépense pour les 16,000 détenus que renferment nos maisons centrales !

3° *Prison solitaire de nuit.* Réunion et travail pendant le jour. Silence absolu et impossibilité de communication par la surveillance des gardiens. C'est le système d'Auburn et de plusieurs autres prisons des États-Unis et de la Suisse.

Mais le silence ne peut être obtenu que par un châtiment prompt et rigoureux.

Ce système s'écroule avec l'abolition du fouet. Frais énormes de surveillance. Cependant les pénitentiers d'Amérique en retirent quelques bénéfices à cause de la rareté des bras.

On a singulièrement vanté ces différents systèmes ; on a demandé à grands cris leur introduction en France; mais l'examen rapide que nous en avons fait a pu prouver la vérité de ce principe : « que ce qui est bon chez un peuple ne l'est pas chez un autre. » On ne pourrait, sans de grands inconvénients, chercher à introduire ces régimes nouveaux dans nos prisons.

La religion pourrait seule contribuer aux améliorations qu'on désire, car c'est moins le bien-être matériel que le moral qu'il faut tâcher d'améliorer ; mais en France elle n'est que d'un faible secours, tandis qu'en Amérique il est plus puissant.

Ce qu'il faut empêcher, c'est qu'un prisonnier sorte de prison plus corrompu qu'à son entrée, et malheureusement l'expérience prouve qu'après quelques mois de séjour, il est gangréné à jamais. (Beaumont et Tocqueville, *Régime pénitentiaire en Amérique.*)

Quartiers de récidive. C'est pour parvenir à cette amélioration que la commission, chargée d'examiner le budget de l'intérieur pour 1836, a manifesté le désir qu'il fût créé des maisons ou des quartiers de récidive dont le régime serait différent du régime ordinaire. Il est trop vrai, en effet, qu'à mesure que le régime des maisons de détention s'est adouci, le nombre des récidives a augmenté. La création des quartiers de récidive aurait donc un double avantage : celui de séparer les prisonniers les plus corrompus de ceux qui le sont moins, et celui de retenir, par la crainte d'un emprisonnement plus réel et d'une vie plus dure, les prisonniers libérés. Ces essais ont lieu à Gaillon.

Section II. § 1. Dispositions générales.

Les prisons se subdivisent en plusieurs classes suivant qu'elles servent à recevoir les individus prévenus de crimes et de délits, qui n'ont pas été

[1] *Législation antérieure aux Codes.* — LL. 22 juillet 1791, 29 septembre 1791, 20 octobre 1791, 21 octobre 1791 ; Constitution de l'an III ; LL. 3 brumaire an IV, 4 vendémiaire an VI; Constitution de l'an VIII.

Dispositions des Codes. — Code civil, V. art. 375 à 385, relatifs à l'emprisonnement que le père mécontent de son fils peut requérir contre lui.

Code de procédure. — V. les art. 781 à 805, relatifs aux

jugés, ou qu'elles sont destinés à recevoir les individus condamnés aux peines prononcées par les cours et tribunaux.

Les prisons pour peines, désignées le plus souvent sous le nom de *maisons centrales de réclusion* ou de *détention* ou de *maisons de force* sont placées sur différents points du royaume, et affectées au service d'un certain nombre de départements qui dirigent sur ces dépôts les condamnés de leurs ressorts, suivant la destination de chaque maison et la nature des condamnations [1].

Par l'article 1er de l'ordonnance du 2 avril 1817, elles sont constituées les unes en maisons de force pour les individus des deux sexes condamnés à la réclusion, et les femmes et les filles condamnées aux travaux forcés. (C. pén., 16, 21.)

Toutefois les individus qui sont condamnés à un emprisonnement au-dessous d'une année, ne doivent pas, aux termes des réglements, être envoyés dans ces maisons centrales.

L'art. 603 du Code d'instruction criminelle porte qu'indépendamment des prisons pour peines, il y a dans chaque arrondissement, pres du tribunal de première instance, une maison d'arrêt pour y retenir les prevenus; et près de chaque cour d'assises, une maison de justice pour y retenir ceux contre lesquels il a été rendu une ordonnance de prise de corps. De là, la conséquence que jamais un prévenu de délit correctionnel ne peut être placé dans la maison de justice, et qu'un prévenu de crimes ne peut y être transféré que lorsque les charges dont il est l'objet paraissent de nature à le faire mettre en jugement.

L'article 604 veut en outre que les maisons d'arrêt et de justice soient entièrement distinctes des prisons établies pour peines.

Enfin, il y a des maisons de police municipale auprès de chaque justice de paix. Elles sont destinées à la réclusion des condamnés par la voie de police municipale, et servent aussi de depôts de santé pour les prévenus, les accusés et les condamnés que l'on transfère d'une prison dans une autre, ou qui ne sont pas encore frappés d'un mandat d'arrêt.

§ 2. Police et surveillance des Prisons.

Les prisons n'étant pas instituées par la loi comme des séjours de peine, ne doivent en infliger aucune autre que la perte de la liberté. (*Carcer ad continendos homines non ad puniendos haberi debet.* ff. *De pœnis.*)

En effet, quand les lois infligent une peine et specialement celle de la détention, ce n'est pas une vengeance qu'elles exercent. D'une part elles donnent par là à tous les citoyens un avertissement destiné à les détourner du crime; de l'autre elles ont pour objet de mettre le criminel hors d'état de nuire de nouveau à la société qu'il a déjà troublée.

Mais pour que la loi ne soit pas trompée dans sa prévoyance, il faut que la peine produise réellement, sur le coupable qui la subit, l'effet qu'elle attend. La nécessité d'accomplir cette condition est le principe qui doit régler le système de conduite à suivre entre les prisonniers pendant la durée de leur detention.

Deux conséquences essentielles en découlent et peuvent seules conduire au but que la loi se propose; la première, c'est qu'on ne doit infliger au détenu aucune peine qui dépasse celle que la loi a voulu lui faire subir en le privant de la liberté; la seconde, c'est qu'il est du devoir comme

formalités à accomplir pour opérer légalement un emprisonnement. Il ne s'agit, dans ces dispositions, que du prisonnier pour dettes.

Code d'instruction criminelle. — V. art. 9, 10, 11 sur la police judiciaire, 16, 22, 25, 52 *id.*; 603 à 618, sur l'établissement des prisons, maisons d'arrêt ou de justice.

Code pénal. — Art. 15 et suivants sur les travaux forcés.

Réglements et ordonnances postérieurs aux Codes. — Arr. 23 nivose an IX; DD. 4 mars 1808, 8 janvier 1810, 12 novembre 1811; OO. 2 avril 1817, 6 fevrier 1818, 9 avril 1819, 8 septembre 1819.

Prisons militaires, dites Pénitenciers militaires. — O. 5 décembre 1852. V. le réglement de ces maisons, bull. nº 206, p. 409.

[2] Les maisons centrales de détention sont :
Beaulieu (Calvados).
Cadillac (Gironde).
Clairvaux (Aube).
Clermont (Oise).
Embrun (Hautes-Alpes).
Ensisheim (Haut-Rhin).
Eysses (Lot-et-Garonne).
Fontevrault (Maine-et-Loire).
Gaillon (Eure).
Haguenau (Bas-Rhin).
Limoges (Haute-Vienne).
Loos (Nord).
Melun (Seine-et-Marne).
Montpellier (Hérault).
Mont Saint-Michel (Manche). Remplacé en 1855 par
Doullens (Somme). Cette maison est destinee aux condamnés politiques.
Nimes (Gard).
Poissy (Seine-et-Oise).
Rennes (Ille-et-Vilaine).
Riom (Puy-de-Dôme).

Il y a encore la maison de *Pierre Châtel* ou sont transférés les condamnés au bannissement (52, C. pén.). Ils y restent pendant la durée de leur ban, à moins qu'ils n'obtiennent la faculté d'être reçus en pays étranger; dans ce cas, ils sont conduits à la frontière. Ceux qui auront la faculté de s'embarquer et qui le demanderont, seront conduits au port de débarquement sur l'ordre du ministre de l'intérieur. (O. avril 1817.)

de l'intérêt de la société d'exiger qu'aucun soin ne soit négligé pour opérer la réforme morale de celui qui doit un jour rentrer dans son sein.

Personne n'ignore que, de toutes les causes qui peuvent irriter ou corrompre le caractère de l'homme, la plus puissante est le sentiment de l'injustice. Si donc le détenu est exposé dans sa prison à des souffrances que la loi qui le condamne n'a ni ordonnées, ni même prévues, il y a lieu de craindre que, loin d'arriver à reconnaître l'équite du jugement qu'il a encouru, il ne contracte une nouvelle haine contre la société et l'autorité qui le tourmentent inutilement on cessent de prendre soin de son sort. On sait d'ailleurs que les souffrances physiques, surtout quand l'isolement vient s'y joindre, détruisent bientôt dans l'homme toute énergie, tout sentiment de dignité morale, et le plongent dans une sorte d'abattement stupide, dont l'espoir de la liberté ne saurait même plus le tirer. Ce n'est pas là sans doute ce que veut la loi en ordonnant la détention du coupable, qu'elle ne séquestre pas sans retour: elle doit donc le suivre dans la prison où elle l'a conduit; il ne faut pas que son existence matérielle y soit meilleure qu'elle ne serait s'il était libre; mais il ne faut pas aussi qu'elle soit si douloureuse. La société lui doit tous les soins que réclament l'humanité et le malheur.»(V. rap. au roi de M. de Cazes, 9 avr. 1819 [1].)

La police des prisons qui appartenait autrefois aux cours et aux tribunaux est confiée aujourd'hui à l'autorité administrative: elle appartient au prefet, au sous-prefet, au commissaire général ou spécial de police, dans les villes où il en existe, et au maire dans celles qui n'ont ni préfet, ni commissaire général ou spécial de police. Ce sont aussi ces fonctionnaires qui doivent veiller à ce que la nourriture des prisonniers soit suffisante et saine, et prévenir, par une surveillance exacte et de sages dispositions, les abus qui pourraient se glisser à cet égard dans les prisons et divers lieux de détention. (C. d'inst. crim., 615[1].)

La loi leur prescrit à cet égard de visiter au moins une fois par mois les prisons, les maisons d'arrêt ou de justice de leurs communes (C. d'inst. crim., 612.); et pour assurer la régularité dans cette partie, elle met au rang des devoirs du préfet du département de visiter ces maisons une fois par an, et de voir tous les individus qui sont détenus dans les différentes parties du territoire.

Outre leur surveillance, qui n'est que générale, des visites journalières y sont faites par un ou plusieurs adjoints de maire, ou par les commissaires de police.

L'autorité administrative étant spécialement chargée de la police des prisons, c'est aussi à elle qu'il appartient de nommer, de révoquer, suivant les besoins du service, les gardiens des prisons sur lesquels elle exerce sa surveillance, et les tribunaux n'ont aucun droit d'institution ou de destitution en cette partie. Les gardiens sont tenus d'avoir un registre où sont inscrits les actes en vertu desquels l'emprisonnement a été opéré; d'où il résulte qu'il y aurait illégalité si un mandat d'arrêt ou de dépôt n'était préalablement présenté. Ce registre doit contenir en outre la date de l'entrée et de la sortie du prisonnier [2].

La surveillance exercée par l'administration est principale, mais non pas exclusive. Ainsi chaque juge d'instruction est tenu de visiter, au moins une fois par mois, les personnes retenues dans les maisons d'arrêt de son arrondissement, et le président de la cour d'assises doit, dans le cours de la session qu'il préside, visiter au moins une fois les prisonniers de la maison de justice. (C. d'inst. crim. 611, 612, 615.)

Les visites de ces magistrats ne doivent pas rester sans fruit.

Les moindres détails doivent être l'objet de leurs observations, et s'ils aperçoivent des abus, leur devoir est de les signaler immédiatement au ministre de la justice. Celui-ci les communique au ministre de l'intérieur.

[1] C'était pour veiller à l'emploi de tous les moyens capables d'opérer sur les dispositions intérieures des prisonniers et de préparer l'innocence de leur liberté future que, par une ordonnance royale en date du 9 avril 1819, la société royale pour l'amélioration des prisons avait été fondée.

On doit à différents membres de cette société, et notamment à M. Barbé-Marbois, des rapports remplis d'une foule d'observations du plus haut intérêt. Aussi faut-il dire que d'heureuses améliorations ont été le résultat de ces travaux.

En vertu de la même ordonnance il existait, près du ministre de l'intérieur, un conseil général des prisons composé de vingt-quatre membres nommés par le ministre.

Il était chargé de présenter au ministre ses vues sur toutes les parties de l'administration et du régime intérieur des prisons du royaume; les divers systemes de travail à introduire dans les prisons, la distribution des profits du travail, la discipline intérieure des prisons, la salubrité, la sûreté, etc.;

De constater l'état présent de toutes les prisons du royaume, et toutes les fois, qu'il en serait besoin de se charger de leur inspection.

Aujourd hui, cette société et le conseil général n'existent plus. Il y avait aussi des commissions départementales chargées de la surveillance des prisons. Elles sont également abrogées.

[1] Les maisons de dépôt, d'arrêt, de justice, de force et de correction à Paris, celle de répression située à Saint-Denis, et le dépôt de mendicité, sont sous la surveillance du préfet de police aux termes d'un arrêté du 12 messidor an VIII.

[2] Une circulaire du ministre du commerce, en date du 26 août 1831, donne des instructions sur l'usage du registre en écrou et sur les devoirs des gardiens.

Enfin, les procureurs généraux et du roi, ainsi que les préfets, doivent se faire rendre tous les trois mois des comptes détaillés de la conduite des détenus en vertu d'arrêts et de jugements, par les directeurs et surveillants des prisons, et, d'après ce rapport, une liste des condamnés qui se sont fait remarquer par leur bonne conduite et leur assiduité est envoyée chaque année au ministre de l'intérieur pour être mise sous les yeux du roi et participer à sa clémence. (O. du 6 fév. 1818; Circ. du min., 4 mars., 16 oct. 1818.)

Permis de communiquer. Quand un individu a été condamné, c'est à l'administration qu'il appartient d'accorder l'autorisation de communiquer avec lui. Lorsqu'il est détenu préventivement, c'est au contraire le juge d'instruction qui donne ces permissions.

§ 3. Ateliers de travail. Maisons de réserve. Sortie des détenus.

Le travail, on le sait, moralise l'homme qui s'y livre. C'est donc pour combattre chez les détenus les germes de toutes les mauvaises passions jusque-là développées par une vie oisive, qu'il y a dans toutes les maisons de détention des ateliers de travail. A cet égard les préfets doivent prendre des mesures pour faciliter aux détenus l'exercice de leurs professions et métiers, autant que cette facilité pourra se concilier avec les intérêts de l'administration et la sûreté de l'établissement. (Régl. gén., 8 pluv. an 9.)

Le produit est divisé en trois parties : un tiers est remis au détenu, un tiers appartient à la maison pour aider au paiement des dépenses, un autre tiers enfin est versé à la masse de réserve, et les sommes qui en proviennent sont employées en acquisitions de rentes sur le grand-livre. (O. du 8 sept. 1819.)

A la sortie des détenus, la part pour laquelle il a contribué par son travail à former ce fonds lui est remise. Mais on avait remarqué que la plupart des condamnés libérés dissipaient en peu de jours cette somme, sans profit pour eux, et toujours au détriment de la morale; aussi pour prévenir autant que possible ces inconvénients, il a été décidé que toutes les fois que la masse de réserve d'un condamné libéré, prélèvement fait des frais de rente et des dépenses d'habillement s'élèverait au-dessus de 20 fr., elle lui serait remise sans frais à domicile. Les frais de route sont réglés à raison de vingt-cinq centimes par lieue. (Cir. du min. 8 juill. 1829.)

§ 4. Dépenses.

Dans tous les départements, les dépenses des prisons que la loi impute sur les centimes variables, comprennent : 1° celles qui concernent le matériel et la surveillance des maisons d'arrêt, de justice, de correction, et des dépôts de sûreté établis aux frais des départements dans les lieux de passage; 2° l'entretien des prévenus, des condamnés dont les jugements ne sont pas définitifs, des condamnés à moins d'une année d'emprisonnement; et des condamnés aux travaux forcés jusqu'au départ des chaînes; 3° l'entretien des condamnés destinés à entrer dans les maisons centrales [1] jusqu'à leur admission, et les frais de leur casernement.

Les individus soumis à l'emprisonnement au-dessous d'une année, qui subiraient leur peine dans les maisons centrales, ne sont pas à la charge des centimes centralisés; leur entretien est remboursé à ces maisons sur les centimes variables, à un taux qui est réglé entre le ministère et le département. Les dépenses ordinaires d'entretien et de matériel, et les dépenses extraordinaires forment un article du budget départemental sur lequel les conseils-généraux sont appelés à voter.

Les différentes fournitures d'objets nécessaires aux détenus sont faites par entreprise sous l'inspection des maires. Elles sont à la charge du département et s'acquittent sur les mandats que les préfets délivrent tous les mois en conformité d'états que les concierges dressent et que les maires arrêtent.

Les dépenses relatives aux individus que le tribunal a condamnés à l'emprisonnement, sont payées sur les fonds produits par le contingent dont chaque commune est chargée pour les frais de dépôt de sûreté du canton; les percepteurs versent ces fonds dans la caisse du receveur particulier de l'arrondissement, et quand le sous-préfet les a fait payer dans celle du percepteur du chef-lieu, le maire de cette commune délivre des mandats. (Régl., 1806.)

A consulter : *Du système pénitentiaire*, par M. Ch. Lucas, 1828, 1830, 1836. — *Du système pénitentiaire aux États-Unis*, par MM. de Beaumont et Tocqueville.

PRIVILÈGES. — V. **Hypothèques, Travaux publics, Fournitures, Cautionnement.**

[1] Toutes les maisons centrales de détention sont à l'entreprise. L'entrepreneur, par son bail, est chargé de nourrir le détenu, de l'habiller, de lui fournir des travaux, de le soigner pendant sa maladie, enfin de faire toutes les dépenses locatives des bâtiments. Il reçoit un prix déterminé pour chaque journée de détenu. Le tiers de la journée de travail lui appartient. Tout compris, chaque détenu coûte par jour 52 cent. et 70 cent. dans certaines maisons.

PROCÉDURE ADMINISTRATIVE. — V. **Conseil d'état, Conseil de préfecture, Ministre, Préfet, Décision ministérielle.**

PROCÈS-VERBAUX.

SECTION I. Procès-verbaux de contraventions. — § 1. Dispositions générales. — § 2. Affirmation des procès-verbaux. — § 3. Enregistrement. — § 4. Effets des procès-verbaux.
SECTION II. Procès-verbaux des assemblées délibérantes.

SECTION Ire. Procès-verbaux de contravention.

§ 1. Dispositions générales.

Un procès-verbal est un acte par lequel des fonctionnaires ou agents de l'autorité, auquel ce droit a été conféré par la loi, constatent ce qu'ils ont fait et vu, ce qui s'est passé, fait et dit en leur présence et pendant l'exercice de leurs fonctions; le droit de dresser les procès-verbaux n'appartient qu'aux fonctionnaires ayant qualité à cet effet. Ceux que leurs fonctions appellent le plus souvent à dresser des procès-verbaux sont : les gardes champêtres, les gardes forestiers, les commissaires de police, les maires et les adjoints, les procureurs du roi et leurs substituts, les juges de paix, les officiers de gendarmerie, les juges d'instruction. (Instr. crim., art. 9.)

Les préfets, sans être rangés dans la classe des officiers de police judiciaire, sont autorisés cependant à remplir des fonctions analogues. (Art 10.)

On distingue encore les procès-verbaux, dressés par les préposés de la régie des contributions indirectes. (D. 1er germ. an XIII, art 21.)

Les préposés de l'octroi (O. 9 déc. 1814.);

Ceux des douanes;

Les employés des bureaux de garantie;

Les gardes particuliers;

Les gardes du génie (O. 1er août 1821, art. 31);

Les cantonniers, conducteurs des ponts-et-chaussées, portiers et concierges des places de guerre;

Les employés du timbre;

Les porteurs de contraintes;

Les gendarmes;

Les appariteurs et agents de police.

Après l'observation de la compétence par chaque fonctionnaire, le premier mérite des procès-verbaux est d'être rédigés avec clarté et précision. Ils sont la base de toute procédure criminelle; on sent dès lors avec quel soin il importe de les rédiger : ils doivent être datés, contenir les noms, qualités et demeures des fonctionnaires rédacteurs; constater l'objet ou la remise de la dénonciation ou de la plainte, l'existence ou le corps du délit; en indiquer la nature, le lieu, le temps, les circonstances; constater l'état des lieux, les déclarations faites spontanément ou sur interpellation par les personnes présentes, etc.

Il importe, autant que possible, que les fonctionnaires qui rédigent les procès-verbaux soient revêtus de leur costume ou des signes distinctifs de leur autorité, car leurs actes en reçoivent alors plus de solennité; néanmoins cette condition n'est pas indispensable : on trouve plusieurs arrêts de la cour de cassation rendus dans ce sens, et entre autres celui du 10 novembre 1826. Il porte que les maires et adjoints n'ont pas besoin, pour dresser procès-verbal d'une contravention, de se faire assister de deux témoins, ni d'être revêtus de leur écharpe, ni que le procès-verbal soit affirmé en présence des contrevenants.

§ 2. Affirmation des procès-verbaux.

Une des formalités les plus importantes pour donner la force et l'authenticité nécessaires aux procès-verbaux est l'affirmation. Elle consiste dans la déclaration faite par certains fonctionnaires, devant l'autorité compétente, de la véracité et de l'exactitude des procès-verbaux qu'ils ont rédigés.

Beaucoup de procès n'ont pas été suivis par suite de l'irrégularité de cette affirmation. On ne saurait donc trop recommander aux juges de paix et aux maires ou adjoints, chargés en l'absence des juges de paix de recevoir cette déclaration, d'apporter le plus grand soin dans l'accomplissement de toutes les formalités. Nous les rappellerons ici brièvement.

Un procès-verbal doit être affirmé dans les 24 heures par serment, et devant un officier ayant qualité à cet effet pour le recevoir. Cet officier est, comme nous l'avons déjà dit, le juge de paix ou son suppléant, et, à défaut de ceux-ci, le maire ou l'adjoint. Mais le procès-verbal serait nul si l'ordre de cette juridiction avait été interverti et que le maire eût reçu cette affirmation, alors que le juge de paix n'était ni absent ni empêché.

En résumé, l'acte d'affirmation doit contenir mention :

1° Du serment sous lequel le procès-verbal a été affirmé; 2° de l'heure de l'affirmation; 3° de l'absence du juge de paix, si les autres officiers chargés de le recevoir opèrent dans la commune de sa résidence; 4° de la lecture faite à l'affirmant du dit acte d'affirmation par le fonctionnaire qui le reçoit. Bien entendu que les procès-verbaux dressés par les maires et les adjoints ne sont pas soumis à cette affirmation; c'est ce qui a été décidé par un arrêt de la cour de cassation du 28 juillet 1822.

Une des formalités dont l'accomplissement est encore indispensable pour assurer la validité d'un procès-verbal est l'enregistrement.

Mais la plupart des procès-verbaux relatifs à la police ordinaire ne reçoivent la formalité de l'enregistrement qu'en débet, à moins que le ministère public ne poursuive concurremment avec une partie civile. La même exception s'applique aux droits du timbre.

Suivant l'art. 20 de la loi du 22 frim. an VII, le délai pour faire enregistrer les procès-verbaux est de 4 jours, mais cette obligation n'est de rigueur que pour ceux qui font foi en justice jusqu'à inscription de faux. C'est ce qui a été décidé par plusieurs arrêts de la cour de cassation, notamment par un arrêt du 10 mai 1810.

§ 3. Effets des procès-verbaux.

L'effet des procès-verbaux réguliers et revêtus de toutes les formalités prescrites par la loi, est de faire foi en justice jusqu'à inscription de faux, quand ils émanent de certains fonctionnaires.

Car il en est, tels que les gardes des forêts et des bois particuliers, et les gardes champêtres dont les procès-verbaux n'ont pas ce privilége; ils ne font foi que jusqu'à preuve contraire (L. 28 fév. 6 oct. 1791, tit. 1er, sect. 7, art. 6): d'où il suit que c'est à ceux qui contestent le procès-verval à fournir la preuve contraire. Jusque-là le procès-verbal doit être admis comme point de fait, et son auteur n'est tenu d'en prouver la vérité qu'après qu'elle a été attaquée, et lorsque le juge a admis la preuve testimoniale.

Il en est de même pour l'inscription de faux: le rédacteur du procès-verbal n'est appelé à soutenir son dire que quand le faux lui a été imputé. (V. **Gardes champêtres.**)

Les procès-verbaux des gardes forestiers font foi jusqu'à inscription de faux, mais seulement dans les cas où l'indemnité et l'amende réunis n'excèdent pas la somme de 100 fr.; car si le délit est de nature à emporter une plus forte condamnation, le procès-verbal doit être soutenu d'un autre témoignage. (Id., tit. 9, art. 15, 14.) (V. **Gardes forestiers.**)

Les procès-verbaux des employés des contributions indirectes font foi jusqu'à inscription de faux, mais seulement en ce qui concerne les fraudes et contraventions. Quant aux faits de rébellion, injures ou mauvais traitements, il ne font foi que jusqu'à preuve contraire. (L. 5 vent. an XII, art. 84; D. 1er germ. an XIII, art. 25.)

Les gendarmes et les sous-officiers de gendarmerie n'ont pas reçu de la loi le caractère d'officiers de police judiciaire, à la différence de leurs officiers qui ont ce titre, et dont les procès-verbaux, destinés à servir de base aux poursuites, doivent toujours être annexés à la procédure. C'est ainsi qu'un arrêt de la cour de cassation, du 11 novembre 1808, a établi en principe que les procès-verbaux des gendarmes et des sous-officiers de gendarmerie n'ont aucun caractère de vérité judiciaire, et ne peuvent être considérés que comme simples renseignements.

Section II. — Procès-verbaux des assemblées délibérantes.

Toutes les assemblées délibérantes ont un ou plusieurs secrétaires charges de la rédaction des procès-verbaux de leurs séances. Ce sont des documents fort utiles, en ce qu'ils rappellent avec exactitude ce qui s'est passé dans la séance précédente, ce qui a été dit ou délibéré, et qu'ils constatent en outre l'utilité des travaux confiés aux soins de ces assemblées. Telles sont les chambres législatives, les conseils généraux et d'arrondissements, les conseils municipaux, les commissions administratives des hospices, etc. (V. ces mots.)

PROCESSION.—L'article 45 de la loi du 18 germinal an X porte:

« Aucune cérémonie religieuse n'aura lieu hors des édifices consacrés à l'exercice du culte catholique, dans les villes où il y a des temples destinés à différents cultes. »

Mais au mois de prairial an XI, il a été décidé que cette disposition n'était applicable qu'aux communes où il existait une église consistoriale approuvée par le gouvernement. Toutefois, malgré ces dispositions, les cérémonies religieuses extérieures avaient lieu dans la capitale; depuis la révolution de 1830 l'usage en a été supprimé.

Quant aux villes où, en exécution de la loi du 18 germinal an X, les cérémonies religieuses peuvent se pratiquer hors des édifices consacrés au culte catholique, un décret du 24 messidor an XII, 2e partie, tit. II, détermine les honneurs militaires qui doivent être rendus au St-Sacrement.

Mais il a été jugé par la Cour de cassation, le 4 juin 1836, que la garde nationale ne pouvait être tenue d'y assister, autrement que pour un service d'ordre et de sûreté. (V. **Garde nationale.**)

Le prêtre qui, contrairement à la défense portée par un arrêté du maire, a fait sortir une procession sur la voie publique, ne peut être poursuivi devant le tribunal de police, pour contravention à l'arrêté du maire, avant que le conseil d'état ait décidé s'il y a eu abus de la part du curé, ou si,

par l'arrêté il a été porté atteinte à l'exercice public du culte. (L. 19 germ. an X, art. 6, 7, 8. Cass., 25 sept. 1835. I., 56, 1, 69.)

Dans l'espèce, l'arrêté ci-dessus était motivé sur ce que cette procession pouvait causer des retards et embarras sur la voie publique; sur ce qu'encore il était de son devoir, de lui maire, de prendre des mesures nécessaires pour eviter soigneusement les inconvénients de cette nature, comme aussi de protéger efficacement la libre circulation des voyageurs et celle des voitures de transport. Nous croyons donc qu'il était suffisamment motivé, et que dans de telles circonstances, ou autres de même nature, un maire a le droit d'empêcher la sortie d'une procession, sans qu'il puisse pour cela être regardé comme coupable d'atteinte à l'exercice du culte.

PROCUREUR DU ROI.—(V. **Ministère public.**)

PROPRIÉTÉ.

§ 1. Considérations générales. — § 2. Compétence en matière de propriété.

§ 1. Considérations générales.

La propriété est le droit de jouir et de disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois et réglements. (C. civ. 544.)

C'est ainsi qu'il y a des exceptions, 1° pour le droit de défrichement des bois, qui ne peut être exercé par le propriétaire qu'en vertu d'une permission du gouvernement (V. **Bois et forêts.**); 2° pour le droit d'abattre et de disposer de certains arbres que la marine peut réclamer; 3° et que dans le cas d'utilité publique, le propriétaire est obligé de céder sa propriété, moyennant toutefois une juste et préalable indemnité. (V. **Expropriation pour cause d'utilité publique.**)

La propriété a été regardée de tout temps comme la base fondamentale et l'un des plus puissants mobiles de la société; aussi les lois lui ont toujours assuré de fortes garanties. Après en avoir fixé les caractères essentiels, elles ont déterminé les pouvoirs de l'état et de la cité sur les citoyens; elles ont réglé l'etendue et les limites du droit de propriété considéré en lui-même et dans ses rapports avec les diverses espèces de biens. (V. C. civ., l. II, tit. II.)

L'état ne pourrait subsister s'il n'avait les moyens de pourvoir aux frais de son gouvernement; pour cela il s'adresse à la propriété : mais afin que l'arbitraire ne puisse abuser de ce droit de lever des subsides, il est dit, par la loi du 6 octobre 1791, tit. 1, sect. 1, art. 1, que toute propriété territoriale, ne peut être sujette envers l'état qu'aux contributions publiques établies par les lois, et au sacrifice que peut exiger le bien général, seulement sous la condition d'une juste et préalable indemnité : ces principes ont depuis été consacrés par nos lois constitutionnelles, en déclarant la propriété un droit inviolable et sacré.

L'orateur du gouvernement s'exprimait ainsi sur les motifs qui déterminent l'expropriation : « Pour que l'état soit autorisé à disposer des domaines des particuliers, on ne requiert pas cette nécessité rigoureuse et absolue qui donne aux particuliers mêmes, quelque droit sur le bien d'autrui; des motifs graves d'utilité publique suffisent, parce que, dans l'intention raisonnablement présumée de ceux qui vivent dans une société civile, il est certain que chacun s'est engagé à rendre possible, par quelque sacrifice personnel, ce qui est utile à tous; mais le principe de l'indemnité due au citoyen dont on prend la propriété est vrai dans tous les cas sans exception. Les charges de l'état doivent être supportées avec égalité, et dans une juste proportion : or, toute égalité, toute proportion serait détruite, si un seul ou quelques-uns pouvaient jamais être soumis à faire des sacrifices auxquels les autres citoyens ne contribueraient pas. » (L. 7 juill. 1833, Charte, art. 9.)

Ce principe est tellement incontestable que l'administration des ponts-et-chaussées ou les entrepreneurs des routes royales et départementales n'ont pas le droit de ramasser et d'enlever, sans le consentement des propriétaires, les cailloux répandus sur les terres voisines de ces routes. Il y a obligation pour l'administration et les entrepreneurs d'en obtenir préalablement la permission des propriétaires, et de payer même une indemnité, si la permission n'est accordée que sous cette condition. (C. de préf., Pas-de-Calais, S. 29, 2, 58.)

Une ordonnance du 18 novembre 1818, rendue en Conseil d'état, déclare également que le propriétaire qui a à se plaindre d'atteinte à sa propriété au moyen de travaux publics ordonnés par le maire sous prétexte d'urgence, a le droit de se pourvoir devant les tribunaux en dommages-intérêts, mais seulement après avoir déféré l'arrêté du maire au prefet et au ministre. (S. 20, 2, 255.) (V. **Dommages-intérêts.**)

Enfin, la propriété est une base tellement solide de l'édifice social que la politique des gouvernements constitutionnels, ne trouvant pas de meilleure garantie de stabilité et de repos pour l'état, en a fait dépendre l'exercice des droits d'élection

et d'éligibilité. Car lorsque les non-propriétaires ont des droits politiques, dit Benjamin Constant, de trois choses l'une : ou ils ne reçoivent d'impulsion que d'eux-mêmes, et alors ils détruisent la société ; ou ils reçoivent celle des hommes au pouvoir, et ils sont des instruments de tyrannie ; ou ils reçoivent celle des aspirants au pouvoir, et ils sont des instruments de faction. »

§ 2. Compétence.

C'est une vérité de principe incontestable dans la jurisprudence française, que toutes les contestations qui ont pour objet la propriété, ou des droits réels sur la propriété foncière, sont exclusivement dévolues aux tribunaux ordinaires, et cette règle s'applique à tous les cas, soit que la contestation existe entre particuliers ou qu'elle ait lieu avec des communes ou avec l'état qui est lui-même soumis aux décisions de la justice ordinaire et doit figurer dans la cause par le ministère des préfets qui sont sur les lieux de la propriété contentieuse ; et de là résulte cette conséquence, que partout où il s'élève une question de propriété foncière, il faut dire que le conseil de préfecture et le Conseil d'état sont incompétents pour en connaître, et qu'elle doit être renvoyée en justice ordinaire. (V. entre autres arrêts, C. d'état, 19 juillet 1833.)

Ce principe s'applique dans tous les cas, même quand il s'agit de la propriété des landes ou terres vagues ; car bien qu'il appartienne à l'administration municipale de faire des réglements de police sur la conservation et l'aménagement desdites terres et de surveiller l'exécution de ces réglements ; là se borne son pouvoir dès qu'on entre dans un débat sur la propriété. La compétence de l'administration cesse : une décision ministérielle, qui ne constitue qu'un simple refus d'abandonner au nom de l'état les biens dont un particulier revendique la propriété, ne saurait faire obstacle à ce que la contestation soit portée devant les tribunaux seuls compétents. (C. d'état 22 juill. 1829.)

Toutefois, le droit privé en lutte avec le droit privé sur une question de propriété particulière, étrangère aux domaines nationaux pour lesquels il y a attributions spéciales, peut avoir pour juge le pouvoir administratif, à l'exclusion du pouvoir judiciaire, lorsque la contestation nécessite l'application et par suite la détermination du sens et de l'effet d'un acte administratif, tel qu'une concession de biens ou de droits domaniaux. (C. d'état, 22 déc. 1819, S. 20, 2, 257.) (V. **Domaines nationaux, Eaux, Places de guerre, Voirie.**)

PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE. — V. **Dessins des fabricants.**

Le dépôt fait aux archives du conseil des prud'hommes par un manufacturier de Lyon, inventeur d'un dessin imprimé sur étoffes, a pour effet de conférer la propriété de ce dessin soit à Lyon, soit dans toute la France ; en conséquence, le déposant a le droit de faire condamner à des dommages-intérêts le fabricant de Paris qui, postérieurement à ce dépôt, a contrefait ce dessin et l'a fait imprimer sur des étoffes qu'il a mises en vente. (L. 18 mars 1806. C. Paris, 29 décembre 1835.) V. **Marques des fabricants, Brevets d'invention, Industrie.**

PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE.—V. **Presse, Livres d'église.** (L. 19 juill. 1793. C. pén. art. 425-426-427.)

PROSTITUTION.

§ 1. Dispositions générales. — § 2. Inscription des filles publiques. Effets de cette inscription.

§ 1. Dispositions générales.

La prostitution est une des plaies du corps social que tout le monde voudrait voir disparaître, parce que chacun reconnaît qu'elle nuit à la fois à la société et à l'individu :

A la société, car elle blesse sa morale et ses intérêts, en procurant au vice l'apparence du luxe et du bien-être, et en arrachant à une vie utile et laborieuse quelques-uns de ses membres qui, plus tard, tombent à sa charge ;

A l'individu, parce qu'elle compromet sa vie et son avenir, et qu'elle le voue toujours à l'infamie, et presque toujours à la misère.

En fait cependant l'abolition de la prostitution est impossible ; dix siècles ont prouvé qu'elle était une nécessité résultant de l'organisation sociale, et que les efforts les mieux combinés, les lois les plus sévères, n'étaient qu'une faible barrière aux passions et à l'entraînement des hommes [1] ; donc

[1] Sans remonter à l'histoire des temps anciens pour prouver ce fait, sans entrer dans le détail des lois de Moïse qui prononçaient le bannissement ou la mort, d'Athènes, de Sparte et de Rome, qui frappaient d'amende et de bannissement la prostitution, sans énumérer les bulles nombreuses des différents conciles du moyen âge qui prononcèrent l'excommunication contre ceux qui étaient convaincus de ce crime ; voici, en France, les principaux monuments législatifs sur la matière : Capitulaires de Charlemagne de 800, qui prononcent la peine du fouet. Le maître de la maison où est

tout ce que peut faire l'administration, c'est d'organiser la prostitution de manière à ce qu'elle nuise le moins possible, c'est de créer des obstacles aux

trouvée une prostituée est obligé de la porter sur les épaules dutour de la place publique.

Ordonnance de Louis VIII, qui réprime la prostitution d'une manière absolue sous les peines les plus sévères.

Ordonnance de Saint-Louis, de 1254, qui rétablit les capitulaires de Charlemagne, ordonne la confiscation des biens et des maisons, etc.

Autre ordonnance qui, se fondant sur l'inutilité et le danger de ces mesures, *régularise* la prostitution. Elle a cela de remarquable qu'elle est la première qui l'autorise indirectement, voie qui depuis a toujours été suivie.

En d'autres parties de la France, le pouvoir agit pareillement. En 1347, Jeanne Ire, reine de Naples, comtesse de Provence, publie des statuts sur les réglements des lieux de prostitution.

En 1560, ordonnance de la prévôté de Paris sur le costume des filles publiques.

En 1374, autre ordonnance qui les confine dans certains lieux.

En 1395, autre ordonnance qui fixe les heures de rentrée et de sortie.

En 1420, arrêt du parlement pour les empêcher de porter certains habillements.

En 1500, les états d'Orléans demandent et obtiennent la suppression des lieux de débauche. (Art. 102 de l'ord. de 1500.) Cette suppression s'opere si difficilement qu'il faut des lettres-patentes du 12 février 1505 pour anéantir la maison de la rue des Hurleurs qui avait résisté.

En 1565, nonobstant les prohibitions, la prostitution s'étant augmentée, il intervient une nouvelle ordonnance qui n'a pas plus de succès.

En 1657, arrêts des parlements de Rennes et d'Aix qui condamnent à une amende de 100 fr. quiconque serait trouvé dans un lieu de débauche.

En 1708, arrêt du parlement de Paris sur le mode de poursuite des filles publiques; sur les dénonciations à faire contre elles. L'exécution en est impossible.

En 1713, nouvelles ordonnances, Louis XIV fait établir les premières maisons de refuge et de force. Établissement de la maison du bon pasteur. Autres établissements dans les départements.

En 1776 et 1786, arrêts des parlements de Toulouse et de Bordeaux qui ordonnent le bannissement de leur ressort des filles publiques.

6 novembre 1778, ordonnance du préfet de police de Paris qui défend aux filles publiques de sortir, sous peine d'être rasées et mises à l'hôpital; qui défend de leur louer des maisons, etc.

1780, ordonnance qui défend aux marchands de louer des hardes, habillements et bons effets aux prostituées.

Loi du 13 juillet 1791, qui insinue que la prostitution en elle-même n'est pas punissable, mais seulement l'attentat aux mœurs.

1793 (21 nivose an II). La commune de Paris prohibe la prostitution. Le bannissement, l'extradition sont prononcés contre les coupables. Mais cette répression a si peu de résultats que, le 17 nivose an IV, le directoire envoie un message aux cinq-cents pour qu'une loi soit rendue sur la matiere.

Le Code pénal, art. 330, répétition de la loi de 1791, n'atteint pas la prostitution et renvoie aux lois antérieures qui tolerent mais regularisent, notoirement à la loi de 1790, qui donne à l'autorite administrative le droit de prendre tous réglements et arrêtés sur la matière.

passions désordonnées, d'exercer une surveillance active et constante, de montrer à tous l'abîme, laissant seulement aux plus mauvais et aux plus vicieux la faculté de le combler.

Nous disons qu'en fait l'abolition de la prostitution est impossible; nous devons dire aussi qu'en fait elle est tolérée par la loi.

Ainsi l'art. 10 du titre 1er de la loi du 13 juillet 1791, reproduit dans le Code pénal, autorisant les commissaires de police et officiers municipaux à se transporter en tout temps et à se faire ouvrir les lieux notoirement destinés à la debauche, en reconnait par cela même et en consacre tacitement l'existence.

On a compris de tout temps que la police des lieux de prostitution devait être confiée à la police, et que tous délits qui s'y commettaient dans une certaine limite, devaient être dans ses attributions.

L'art. 484 du Code pénal dispose que dans toutes les matières qui n'ont pas été réglées par le présent Code, et qui sont réglées par des lois et réglements particuliers, les cours et tribunaux continueront de les observer.

D'après cet article, les lois et réglements de police en vigueur, relatifs aux maisons de débauche, subsistent toujours et peuvent être modifiés par l'administration.

Aux magistrats chargés de la police appartient le droit de prendre tous les arrêtés qui peuvent leur paraître nécessaires dans l'intérêt de la société ou de la morale publique.

A eux appartient exclusivement le droit de surveiller et de visiter les lieux de débauche, dont l'entrée ne peut jamais leur être refusée sous aucun pretexte en quelque temps et à quelque heure que ce soit. (L. 22 juill. 1791; l. 17 oct. 1800.)

Tous les individus de l'un et de l'autre sexe qui habitent ces maisons, ou qui y résident momentanément, sont sous leur surveillance immédiate, et tenus de répondre à toutes leurs questions.

Non-seulement l'autorité municipale ou de police a le droit de visiter ou de surveiller les maisons de debauche pour s'assurer qu'il ne s'y commet ni crimes ni délits, mais encore elle est chargée de toutes les mesures répressives à appliquer dans les cas de trouble et d'atteinte à l'ordre public, dans l'intérieur de ces maisons.

L'autorité administrative seule punit et juge tous les délits commis par les filles publiques, et applique les peines même dans les cas prévus par l'art. 330 du Code pénal; s'il en était autrement, le scandale du jugement et la publicité suffiraient pour compromettre la dignité de la loi.

Outre les réglements municipaux ou de police

qui peuvent intervenir sur cette matière, la loi a posé des principes généraux de répression.

Ainsi les art. 330 et suivants du Code pénal statuent sur les peines encourues par ceux qui attentent aux mœurs ou qui facilitent et encouragent la debauche et la prostitution des individus au-dessous de 21 ans.

Cet âge imposé par la loi qui pourrait et devrait au moins être une barrière, est sans cesse éludé, et cette disposition si sage ne reçoit pas ou presque jamais d'exécution. (V. **Régl. municipaux, Lieux publics.**)

§ 2. Inscription des filles publiques. Effets de cette inscription.

A Paris et dans certaines grandes villes, les filles publiques sont tenues de se faire inscrire sur un registre spécial, en vertu des mesures que l'autorité croit devoir prendre.

Cette inscription est ordinairement précedée de formalités qui permettent aux familles de les détourner de la voie dans laquelle la paresse ou le malheur, plus souvent encore que le penchant au libertinage, tendent à les entraîner; ce n'est qu'après avoir reconnu une indifférence coupable de la part des parents, ou l'inefficacité de leur intervention, que la police s'en empare pour exercer sur elles une surveillance réclamée par l'ordre, la sûreté et la santé publics.

L'inscription sur le registre des filles publiques n'est pas un acte administratif, dont la réformation ne puisse être demandée qu'à l'autorité administrative supérieure; c'est plutôt une simple note de police, constituant une présomption de nature à être détruite par la preuve contraire devant les tribunaux. (Cass. 4 juin 1836). Dans l'espèce, il s'agissait d'un arrêté du maire d'Avignon qui défendait aux filles publiques de tenir cafe; l'une d'elles, inscrite sur les registres, ayant continué à tenir un café, procès-verbal de contravention à l'arrêté fut dressé contre elle. Traduite devant le tribunal de police, elle soutint qu'elle était simple locataire de la maison et étrangère à la tenue de la maison de prostitution. Une visite des lieux fut ordonnée, à l'effet de constater si cette femme etait fille publique. L'enquête lui ayant été favorable, le tribunal la relaxa des poursuites dirigées contre elle. Pourvoi en cassation par le ministère public, lequel soutint qu'il y avait empiétement sur l'autorité administrative de la part du tribunal, en réformant l'inscription de ladite femme sur le registre des filles publiques, que cette inscription devait être considérée comme un acte administratif, dont la réformation, en cas d'erreur, ne pouvait être demandée qu'à l'autorité supérieure administrative; car le fait de la prostitution est un *fait occulte*, dont la preuve publique et par voie d'enquête est impossible, puisque ceux qui pourraient le prouver, n'oseraient produire un témoignage qui révelerait leur propre turpitude, etc. etc.; malgré ces motifs la cour de cassation a toutefois émis un principe contraire.

Les causes de radiation définitive sont : le mariage, des moyens d'existence bien prouvés, la cessation de la prostitution dûment constatée, la remise de la fille à ses parents, la vieillesse, les infirmités.

Nous avons dit que le but de cette inscription était d'assurer l'ordre, la sûreté et la santé. Ces trois résultats sont dus à la surveillance active de l'autorité, vis-à-vis des filles dites de *maison* et des *filles isolées*; les filles de maison sont soumises chaque semaine à la visite d'un médecin du *dispensaire*[1]; et les filles isolées sont tenues de se rendre également chaque semaine au dispensaire. Indistinctement elles sont, les unes et les autres, pourvues d'une carte qu'elles doivent représenter à toute requisition, et sur laquelle l'accomplissement de cette obligation est régulièrement inscrite. Cette mesure est prise dans l'intérêt de la santé. Quant à l'ordre et à la sûreté publics dans les lieux qu'elles habitent, ils sont assurés par le droit qu'ont les agents de l'autorité de pénétrer dans lesdites maisons. (V. § ci-dessus.)

Quant aux filles *insoumises*, c'est-à-dire celles qui n'ont pas encore été inscrites, elles doivent être arrêtées comme se livrant clandestinement à la prostitution, en violation de l'arrêté municipal ou de police.

PRUD'HOMMES.

Exposé.
SECTION I. — § 1. Prud'hommes fabricants. — § 2. Organisation. — § 3. Attributions.
SECTION II. Prud'hommes pêcheurs.

Exposé. On accordait autrefois le titre de prud'hommes dans les différentes classes de la société à ceux qui jouissaient plus particulièrement de l'estime et de la confiance publiques.

C'est spécialement dans les chartes des com-

[1] Le *dispensaire* est un établissement auquel sont attachés plusieurs médecins chargés d'examiner les filles et de s'assurer qu'elles ne sont pas atteintes de la *syphilis* ou autres maladies contagieuses. Les établissements de ce genre sont soutenus soit par des droits que l'on fait payer aux filles, soit par les ressources que fournissent les villes. Depuis 1828, celle de Paris fournit seule aux dépenses de cette utile institution.

munes, des villes, des bourgs, etc., qu'on trouve fréquemment les titres de *boni homines*, *prudentes homines* et en français prud'hommes. Ces titres désignent alors les officiers municipaux. Ils y sont qualifiés comme étant choisis entre les citoyens les plus vertueux, les plus sages et les plus expérimentés en fait d'administration et de justice.

C'est ainsi que nous trouvons des lettres données en 1180, par Philippe-Auguste, aux habitants de Châteauneuf, portant permission d'élire dix bourgeois pour gouverner leurs affaires communes; et il veut que ces représentants de la commune soient : *decem burgenses probos homines*.

Aujourd'hui on désigne par prud'hommes des commerçants organisés en conseils ou tribunaux pour connaître comme juridiction d'exception de certaines matières de commerce.

Cette juridiction qui date du 15e siècle fut supprimée en 1789, puis rétablie en vertu de la loi du 18 mars 1806. Elle est de deux espèces : l'une instituée dans les villes manufacturières dans l'intérêt du fabricant et des ouvriers, l'autre dans les villes maritimes où elle exerce les mêmes fonctions par rapport à la pêche d'où l'on distingue :

1° Des prud'hommes fabricants;

2° Des prud'hommes pêcheurs.

SECT. Ire. — § 1. Conseils des prud'hommes fabricants.

Les conseils de prud'hommes, composés de négociants, fabricants, chefs d'ateliers et ouvriers, sont institués pour terminer par la voie de la conciliation les petits differends, qui s'elèvent journellement soit entre les fabricants et les ouvriers, soit entre les chefs d'ateliers et des compagnons ou apprentis. Ils sont donc, par rapport aux tribunaux et aux affaires de commerce, ce que sont les juges-de paix relativement aux tribunaux civils d'arrondissement et aux matières ordinaires, Comme eux, ils sont tantôt conciliateurs, tantôt juges, et l'appel de leurs décisions se porte au tribunal de commerce, de même que les appels des jugements de justice de paix, se porte dans certains cas devant le tribunal civil.

§ 2. Organisation.

Les conseils des prud'hommes sont établis sur la demande motivée des chambres de commerce ou des chambres consultatives des manufactures. Cette demande est d'abord communiquée au préfet qui examine si elle est de nature à être accueillie. Il la transmet ensuite au ministre de l'intérieur qui s'assure également de la nécessité de cet etablissement, eu égard à l'importance du commerce de la ville. Intervient alors une ordonnance royale rendue sur le rapport du ministre du commerce; elle ordonne l'organisation du conseil et peut ajouter quelques réglements particuliers aux dispositions du décret de 1806 et de la loi du 11 juin 1809 sur cette matière.

Les prud'hommes sont élus dans une assemblée générale de marchands-fabricants, chefs d'ateliers, contre-maîtres, teinturiers et ouvriers patentés, à laquelle on n'est admis qu'en justifiant de son inscription sur un registre à ce destiné et ouvert à l'hôtel-de-ville. Nul n'est inscrit que sur la présentation de sa patente et la justification de l'âge de 30 ans; les faillis en sont exclus.

L'assemblée susdite doit être convoquée huit jours à l'avance par le préfet.

Afin de remplacer les prud'hommes qui viendraient à mourir dans l'exercice de leurs fonctions, on procède à l'élection de deux suppléants, choisis l'un parmi les fabricants, et l'autre parmi les chefs d'ateliers.

Quant au nombre des membres, il varie suivant l'étendue des lieux et l'importance des fabriques : mais dans tous les cas les marchands-fabricants doivent avoir dans le conseil, d'après le décret du 11 juin 1809, un membre de plus que les chefs d'ateliers, contre-maîtres et ouvriers.

L'élection a lieu au scrutin secret à la majorité absolue des suffrages.

Chaque conseil a un secrétaire et un huissier pour le service des audiences et des significations. Le secrétaire est nommé par le conseil même, à la majorité absolue, et peut être révoqué par lui à une majorité de deux tiers.

Le conseil nomme un président et un vice-président pour un an, après lequel une nouvelle nomination a lieu.

Le conseil est également renouvelé, mais en partie au commencement de chaque année, les membres sortant sont indéfiniment rééligibles. (V. D. 1809, 11 juin.)

Avant d'entrer en fonctions, les prud'hommes prêtent serment entre les mains du préfet; et dans l'exercice desdites fonctions, ils doivent porter une médaille d'argent suspendue à un ruban noir en sautoir. (O. 12 nov. 1828.)

Les fonctions des prud'hommes sont gratuites; les frais de secrétariat et de significations et les salaires des témoins sont réglés par le D. du 11 juin 1809, art. 57 et suivants.

§ 3. Attributions.

Les conseils de prud'hommes sont organisés en bureaux particuliers et en bureaux généraux.

Les premiers s'efforcent de concilier les parties, les seconds prononcent en cas de non-conciliation.

La loi leur attribue le soin de veiller :

1° A l'observation des lois et réglements concernant les fabriques, et de prévenir par la conciliation les contestations qui peuvent s'élever à l'occasion de la propriété des marques et de l'entretien des dessins d'étoffes ;

2° De terminer à l'amiable, ou de juger avec célérité les petits différends qui s'élèvent journellement, soit entre les fabricants et les ouvriers, soit entre les contre-maîtres, les chefs d'ateliers, les compagnons et les apprentis. Nul n'est donc justiciable des conseils de prud'hommes qu'autant qu'il appartient aux classes ci-dessus designées; en outre les conseils ne peuvent connaître que des contestations relatives à l'industrie exercée par les membres dont ils se composent : ainsi, un conseil composé de fabricants de tissus et de bonneteries et de chefs d'ateliers dans la même branche de commerce et d'industrie, est incompetent pour statuer sur une contestation élevée entre un entrepreneur de bâtiments et son chef d'atelier. (D. 11 juin 1809, art. 11; Cass. 19 fév. 1855.) Il faut alors s'adresser aux tribunaux ordinaires.

De plus, les prud'hommes n'exercent leur juridiction sur ces personnes qu'autant qu'elles travaillent pour une fabrique du lieu ou du canton, ou de l'arrondissement ou du département dans lequel la fabrique est située.

En outre, exclusivement établis pour prononcer sur les difficultés sus-énoncées entre fabricants, chefs d'ateliers, ouvriers, etc., ils sont incompétents en toute autre matière; par exemple : pour connaître même accessoirement à la demande principale dirigée contre un ouvrier sorti d'une fabrique sans avoir fait régler son livret, d'une action en garantie ou en dommages-intérêts exercée contre un non-fabricant, à raison de l'emploi par lui fait de cet ouvrier. (Cass. 15 nov. 1834.)

Les jugements du bureau général ne sont pas susceptibles d'appel si les condamnations qu'ils contiennent n'excèdent pas 100 fr. en capital et accessoires.

Au-dessus de cette somme, ils y sont sujets devant le tribunal de commerce de l'arrondissement et, s'il n'y en a pas, devant le tribunal civil. Ils sont exécutoires par provision et sans caution au-dessous de 500 fr., mais au-dessus de cette somme, ils ne peuvent être exécutés qu'en donnant caution.

Comme *juges de police*, les conseils de prud'hommes peuvent punir d'un emprisonnement de trois jours, tout délit tendant à troubler l'ordre et la discipline des ateliers, et tout manquement grave des apprentis envers leurs maîtres. L'expédition de cette décision, certifiée par le secrétaire, est exécutée par le premier agent de police ou de la force publique qui a été requis.

Enfin, ils exercent des fonctions de surveillance qui consistent :

1° A faire des visites pour constater la soustraction des matières premières qui pourraient avoir lieu, ou les infidélités qui auraient été commises par des teinturiers;

2° A faire dans les ateliers une ou deux inspections par an, afin de prendre des informations sur le nombre de métiers et d'ouvriers de la fabrique.

Une circulaire du 1er septembre 1809 recommande aux prud'hommes de se conduire en ces circonstances avec la prudence et la sagesse convenables, de manière à prévenir toutes les plaintes.

Les décisions rendues par les conseils des prud'hommes, à raison d'un délit ou d'une contravention reprochée à un individu soumis à leur juridiction, ne font pas obstacle à l'exercice de l'action publique pour l'application des peines portées par les lois : ces décisions doivent être regardées comme simplement disciplinaires. (Cass. 9 avr. 1836, S. 36, 1, 277.)

Section II. — Conseils de prud'hommes-pêcheurs.

Dans certaines localités, et notamment sur le littoral de la Méditerranée, les pêcheurs de chaque port ou paroisse où il y a huit maîtres et au-dessus, élisent chaque année l'un d'entre eux pour garde-juré de leur communauté. Il est chargé de visiter journellement les filets et de faire rapport des contraventions. (Édit., août 1681, sect. 6, art. 4.)

A Marseille, il existe un conseil de prud'hommes composé de quatre membres élus annuellement par les pêcheurs qui les choisissent entre eux. Aussitôt qu'ils ont prêté serment, ils deviennent juges compétents pour connaître des différends des pêcheurs entr'eux, dans les mêmes limites que celles qui tracent les attributions susénoncées des prud'hommes fabricants.

Ainsi, cette juridiction n'affranchit nullement les pêcheurs de celle des juges ordinaires pour les contraventions aux réglements et ordonnances concernant la pêche.

Les prud'hommes pêcheurs ont été établis en 1452 par le roi Réné, comte de Provence. Leur institution fut depuis confirmée par des lettres pa-

tentes émanées de différents rois, et enfin par un arrêt du conseil du 16 mai 1738.

Cet arrêt fait défense aux tribunaux de connaître des causes soumises de droit à la juridiction des prud'hommes pêcheurs à peine de nullité, de 1,500 fr. d'amende et de tous dommages-intérêts.

Un réglement du 24 juillet 1816, confirmatif d'ailleurs en grande partie des dispositions d'un réglement de l'amirauté de Saint-Malo du 16 août 1766, et d'un arrêt du conseil d'état du 20 juillet 1787, a institué dans cette ville un conseil de prud'hommes qui est chargé, sous la présidence du commissaire de la marine, de juger les contestations entre les pêcheurs d'huitres des deux baies de Cancale et de Granville. (V. **Pêche maritime.**)

Q.

QUAIS. — V. **Eaux.** Chapitre des ouvrages auxquels donnent lieu les cours d'eau.

QUARANTAINE. — V. **Police sanitaire.**

QUART DE RÉSERVE. — V. **Bois et forêts.** Ord. 1er août 1827, art. 70, 157, 1147. Code for., art. 93.

QUESTION D'ÉTAT. — C'est celle qui concerne l'état civil d'une personne, c'est-à-dire sa liberté, les droits de sa naissance, tels que sa filiation, sa légitimité, la validité de son mariage, la qualité de père ou de mère, de français ou d'étranger, etc.

Les tribunaux civils sont seuls compétents pour statuer sur les réclamations ou questions d'état (C. civ., art, 326), et l'art. 327 ajoute que l'action criminelle contre un délit de suppression d'état ne pourra commencer qu'après le jugement définitif sur la question d'état, et ici il y a une exception aux règles de la procédure criminelle, « car la loi, dit l'orateur du gouvernement, craint tant de faire dépendre entièrement les questions d'état de simples témoignages, qu'elle impose aux juges le devoir de prescrire les *moyens indirects* que l'on voudrait prendre pour y parvenir, telles seraient les plaintes en suppression d'état que l'on porterait aux tribunaux criminels, avant qu'il y ait eu par la voie civile un jugement définitif. »

Mais en s'exprimant ainsi, le gouvernement n'a voulu que faire cesser l'usage frauduleux qui avait été précédemment fait par des parties civiles du droit de poursuivre le délit de suppression d'état par la voie de plainte; il n'a eu d'autre but que d'empêcher les parties civiles de se procurer, par la voie criminelle, une preuve purement testimoniale de l'état qu'elles réclament; il ne s'est pas occupé de l'accusation de délit de suppression ou de supposition d'état, qui, dans le silence de la partie civile, serait intentée directement par le ministère public; et, par conséquent, il a laissé cette accusation sous l'empire de la règle générale qui oblige le ministère public de poursuivre tous les délits indistinctement, sans attendre la réclamation des parties auxquelles ils ont causé quelque dommage.

Telle est du moins l'opinion de Favard, de Legraverend et autres jurisconsultes, qui trouvent, avec raison, que si l'on interprétait trop étroitement les articles susdits du Code civil, ce serait exposer certains crimes de faux à l'impunité, sous le prétexte qu'aucune partie privée ne viendrait la dénoncer par la voie civile.

Cependant, il existe de nombreux arrêts rendus dans le sens contraire, notamment celui du 9 février 1810. Il déclare que lorsqu'un père présente son enfant à l'officier de l'état civil, en indiquant une fausse mère, il commet un faux caractérisé; mais que, comme le jugement sur le faux préjugerait la question d'état de l'enfant, les poursuites du ministère public ne peuvent avoir lieu qu'après l'exercice de l'action civile.

QUESTION PRÉJUDICIELLE. — On appelle ainsi toute question qui, dans un procès, doit être jugée avant une autre sur le jugement de laquelle elle peut influer, et dont, par ce motif, le jugement est suspendu jusqu'à la décision de la question préjudicielle.

Ainsi, en principe, toutes les questions de propriété doivent être jugées par les tribunaux civils. Toutes les fois donc que, soit l'autorité administrative, soit un tribunal de police, est

saisi d'une contestation dans laquelle il s'elève une question de propriété, l'administration ou le tribunal ne doit pas se dessaisir, mais seulement renvoyer devant les tribunaux compétents, et surseoir à prononcer jusqu'à la décision des tribunaux. (Cass. 7 brum. an IV.)

Mais toutes les fois que le tribunal de police a ordonné un sursis et renvoyé devant le tribunal civil pour faire statuer, il doit fixer le délai dans lequel le prévenu devra faire juger la question de propriété, et si le délai n'a pas été fixé par le premier jugement, on peut citer de nouveau devant le tribunal de police pour le faire fixer. (Cass. 29 août, 28 nov. 1828.)

Nous pourrions encore citer plusieurs espèces de questions préjudicielles, par exemple :

1° Lorsque, dans une affaire de décompte, dévolue à la connaissance de l'administration, il se présente à juger une question prejudicielle touchant la féodalité d'une rente, cette question préjudicielle doit être jugee par les tribunaux, avant que l'affaire principale soit jugée par l'administration (C. d'état, 26 fév. 1823; S. 25, 2. 122);

2° Lorsque se présente devant un tribunal la question préjudicielle de savoir si telles ou telles corporations ont été supprimées, et si leurs biens sont devenus nationaux, ou si au contraire ils sont restés propriété privée, les tribunaux ne peuvent statuer avant que l'autorité administrative ait, au préalable, résolu la question préjudicielle (Cass. 29 therm. an XI; S. 7, 2. 1170);

3° Lorsqu'un créancier poursuit l'etat en paiement d'une dette, et que celui-ci se défend par l'exception des lois ou actes administratifs de déchéance;

4° Lorsque des émigrés, des tiers, ou des communes revendiquent des biens concédés à des particuliers, des établissements publics, ou hospices, par arrêtés des représentants du peuple, de comités de la convention, d'administrations centrales, de préfets, de conseils de préfecture, de commissions spéciales, du directoire exécutif, des consuls, des ministres, et que les défendeurs arguent desdits actes dont il faut commencer par déterminer le sens et les effets;

5° Lorsque des fabriques ou hospices se provoquent réciproquement en restitution de rentes ou de biens corporels, et se défendent par l'exception des lois, réglements et actes qui ont prescrit ou consommé l'affectation.

Dans ces cas et mille autres analogues, les tribunaux ne peuvent que renvoyer devant l'autorite de laquelle les actes dont s'agit sont émanés, pour les faire expliquer, interpreter, modifier ou réformer s'il y échet, sauf auxdits tribunaux à statuer plus tard.

Les questions préjudicielles sont donc, on le voit, incidentes de leur nature.

QUÊTES. — Le décret du 26 mars 1790 a formellement interdit la *quête* à tous les religieux.

Tout ce qui concerne les quêtes dans les églises est réglé par les évêques diocésains, sur le rapport des marguilliers, sans préjudice, toutefois, du droit qu'ont les bureaux de bienfaisance d'en prescrire pour les pauvres quand ils le jugent convenable (D. 25 prair. an XI). En outre, deux arrêtés ministériels des 23 mai 1803 et 19 juillet 1816, art. 56, autorisent les hospices à poser des troncs dans les églises et dans les temples, et à y faire quêter par des administrateurs, commissaires et dames de charité, à des époques déterminées.

Dans certaines circonstances, à la suite de quelque événement désastreux, les *quêtes par souscription* sont un moyen efficace de venir au secours des malheureux, et elles peuvent être employées utilement par l'administration.

Il est encore d'usage, dans certaines communes, de faire des quêtes pour le curé ou desservant, et même pour le bedeau et le maître chantre. Ces dons se font tous en argent ou en nature; ils sont l'effet d'une pure libéralité et ne peuvent être exigés sous aucun prétexte.

On ne peut poursuivre comme coupables du délit de mendicité ceux qui font des quêtes dans une commune pour le desservant ou le curé de la paroisse (Cass. 10 nov. 1808; S. 9, 2. 1155). Aussi l'arrêté d'un maire portant défense à un sacristain de faire des quêtes chez les paroissiens pour y recevoir des dons destinés au paiement des salaires, est illégal, et comme tel non obligatoire, soit en ce qu'il n'est pris qu'à l'égard d'un seul individu, soit en ce qu'il ne rentre pas dans les objets confiés à la vigilance du pouvoir municipal. (Cass. 16 fév. 1833; S. 55, 1. 776.)

QUITTANCES.

§ 1. Formes et effets des quittances. — § 2. Des quittances données par les percepteurs et receveurs. — § 3. Timbre des quittances.

§ 1. Formes et effets des Quittances.

Une quittance est l'écrit par lequel le créancier tient son debiteur quitte d'une somme d'argent ou de quelque autre chose.

Pour qu'une quittance soit valable, il faut nécessairement qu'elle soit émanée de la personne qui a qualité pour recevoir, de son mandataire ou de son représentant; en outre, celui qui la délivre doit jouir de tous les droits civils; un mineur, un failli, une femme mariée ne pourraient donner quittance sans accomplir les formalités prescrites par la loi.

Les quittances destinées à prouver les paiements peuvent se faire dans la même forme que les actes destinés à prouver les engagements, c'est-à-dire, par acte authentique ou sous seing-privé, et elles sont valables pourvu qu'elles remplissent les conditions exigées par ces sortes d'actes.

Ainsi celui qui se trouve libéré par *quittance* d'une somme qu'il devait à son créancier, est censé avoir touché réellement la somme dont il a reçu la quittance : *Si quis obligatione liberatus sit, potest videri cepisse.* PAUL, *lib.* 10, *ad Edict.*

§ 2. Quittances données par les Receveurs.

Les percepteurs des contributions directes, les receveurs des communes, des hospices, des bureaux de bienfaisance et des monts-de-piété, doivent délivrer quittance de toutes les sommes qui leur sont versées, et ils sont tenus en outre d'émarger chaque versement au rôle en présence du contribuable et à l'instant même du paiement.

Toute contravention à cette dernière disposition peut être punie correctionnellement par une amende de 10 à 25 fr.

Les quittances doivent être extraites d'un journal à souches (L. 5 frim. an VIII, Instr. 8 avril 1820, Instr. gén. 1826); mais les trésoriers et receveurs des établissements autres que ceux qui ont été dénommés ci-dessus, ne devraient leur être assimilés quant à cette dernière formalité que si des décisions spéciales avaient prescrit le même mode de comptabilité. (Circ. 16 oct. 1855.)

Les receveurs des communes n'ont pas à délivrer des quittances détachées du journal à souche pour les valeurs de caisse et de portefeuille dont la réalisation ne donne lieu qu'à une *simple conversion de valeurs*, et pour le remboursement des avances qu'ils ont à faire pour plusieurs services, tels que les indemnités de route aux voyageurs indigents, etc., les prix des feuilles de passe-ports à l'intérieur. (Circ. 16 oct. 1826.)

Lorsqu'une recette sur revenus des communes ou établissements de bienfaisance excède 10 fr., et que la partie versante croit devoir réclamer en outre une quittance sur papier timbré, conformément à la loi du 13 brumaire an VII, cette quittance doit, à moins de convention contraire, lui être fournie à ses frais.

Quant aux contributions directes, il est interdit aux percepteurs d'en délivrer d'autres que celles qui sont détachées du journal à souches.

Enfin, dans le cas où le porteur d'un mandat ne saurait pas signer, et lorsque le mandat n'excède pas 150 fr., les receveurs communaux et des établissements de bienfaisance peuvent en effectuer le paiement en présence de deux témoins qui signent avec lui sur le mandat la déclaration faite par la partie prenante.

Mais si le mandat excède 150 fr., la quittance doit être donnée devant notaire aux frais de ladite partie. (L. 10 mess. an XI, C. civ., 1341.)

§ 3. Timbre.

Les quittances devant notaire sont, comme tous les autres actes qu'ils reçoivent, sujettes au timbre *sans nulle distinction.*

Les quittances des parties prenantes pour les paiements effectués par les receveurs municipaux doivent être timbrées, sauf toutefois les exceptions suivantes :

1° Les quittances des sommes inférieures à 10 fr.;

2° Celles de tous les employés, desservants, maîtres d'école, gardes-champêtres et forestiers et commissaires de police, lorsque leur traitement n'excède pas 500 fr. par an;

3° Les quittances des secours accordés aux indigents;

4° Les quittances des indemnités pour incendie et épizootie;

5° Les quittances des gens de guerre;

6° Quittances des sommes versées aux receveurs des finances pour les communes;

7° Quittances des sommes allouées annuellement pour l'entretien de la maison commune;

8° Quittances des sommes allouées pour entretien des chemins vicinaux au moyen d'ateliers de charité, lorsqu'on n'emploie ni ouvriers, ni entrepreneurs;

9° Quittances des sommes allouées à titre de secours aux bureaux de bienfaisance. (L. 15 brum. an VII, Instr. enregistr. 5 nov. 1809, Instr. gén. 1826.)

L'art. 1248 du Code civil met à la charge des débiteurs les frais des quittances; mais cette disposition n'est pas applicable au timbre des quit-

tances fournies à l'État ou délivrées en son nom. Dans l'un et l'autre cas, le timbre est à la charge des particuliers qui *donnent* ou *reçoivent* les quittances. (L. 13 brum. an VII, 29.)

Il est interdit de mettre plusieurs quittances sur la même feuille de papier timbré. Elles n'auraient en ce cas pas plus d'effet que si elles étaient sur papier non timbré. (L. 13 brum. an VII, art. 23, § 3.)

QUITUS.

C'est, en matière de finances, le synonyme de quittance pour solde, ou l'arrêté définitif d'un compte. (V. **Cautionnement.**)

R.

RASSEMBLEMENT. — V. **Attroupement, Gendarmerie §, Service des brigades.**

RATIFICATION. — V. **Traités.**

RATURES. — Les ratures opérées dans les actes doivent être approuvées par toutes les parties contractantes; cette formalité est importante, et l'article 42 du Code civil recommande formellement d'approuver et de signer celles qui sont au bas des actes de l'état civil de la même manière que l'acte lui-même.

Les ratures et surcharges non suffisamment approuvées qui se trouvent dans un procès-verbal n'en altèrent pas la confiance si elles ne portent que sur des mots insignifiants, étrangers aux parties substantielles du procès-verbal qui les renferme. (Cass., 9 fév. 1811.)

En cas contraire, c'est-à-dire lorsque lesdites ratures ne sont ni constatées, ni approuvées, il y a preuve ou au moins présomption qu'elles n'existaient pas au moment de la signature. Telle est du moins la doctrine des auteurs qui enseignent unanimement que ces ratures font soupçonner la falsification de l'acte par celui entre les mains duquel il se trouve. (Toullier, tom. 8, nos 126, 127.)

REBELLION. — C'est l'action de résister par violence ou voie de fait, de désobéir ou de manquer à l'autorité publique, soit enfin d'empêcher l'exécution de ses ordres.

(Voy. les articles 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 209, 210, 211, 212, 215, 214, etc. du Code pénal.)

L'article 209 qualifie, selon les circonstances, crime ou délit de rebellion, toute attaque, toute résistance envers les officiers ministériels, les gardes champêtres ou forestiers, la force publique, les préposés à la perception des taxes et des contributions, les porteurs de contraintes, les préposés des douanes, les séquestres, les officiers ou agents de la police administrative ou judiciaire, agissant pour l'exécution des lois, des ordres ou ordonnances de l'autorité publique, des mandats de justice ou jugements.

Il y a rebellion avec armes dans les cas de l'article 212 du Code pénal, lorsqu'on se saisit de pierres, n'en eût-on pas fait usage, dans un moment de résistance envers l'autorité publique. (Cass., 30 avr. 1824.)

Le port de *gros bâtons* constitue également une rebellion armée. (Cass., 30 oct. 1817.)

Enfin, l'état d'ivresse n'excuse pas le crime de rebellion. (Cass., 16 avr. 1812, 5 janv. 1821.) V. **Attroupement.**

RECÉLÉ, RECÉLEUR. — V. Code penal, art. 62, 83, 345, 389. V. **Recrutement.**

RECENSEMENT. — Suivant l'article 1er de la loi du 20 juillet 1791, il doit être fait tous les ans un recensement des habitants de chaque commune.

L'article 2 veut qu'il en soit tenu un registre qui indique les noms, âge, lieu de naissance, dernier domicile, profession et moyens de subsistance de chaque individu.

Ces dispositions n'ont été abrogées par aucune loi; cependant elles ne sont plus exécutées que lorsque l'administration supérieure l'ordonne; or, elle n'a cru depuis un certains temps devoir se borner à renouveler ce travail que tous les cinq ans; mais aucune loi et même aucune

ordonnance n'a défendu de procéder à des recensements plus fréquents. Les ordonnances des 16 janvier 1822, 15 mai 1827 et 11 mai 1832, qui publient les tableaux de la population dressés par les préfets, portent, il est vrai, que ces tableaux seront considérés comme seuls authentiques pendant cinq années; mais il y a de nombreux exemples de recensements partiels effectués par l'administration et reconnus par elle dans l'intervalle des cinq ans. Une commune a donc le droit de réclamer un nouveau recensement et la rectification en ce qui la concerne de l'état de la population. (V. **Population.**)

De toutes les méthodes essayées jusqu'à ce jour pour effectuer le recensement de la population, il n'en est aucune (l'expérience l'a fait reconnaître) qui puisse donner des résultats exacts et certains, si ce n'est le dénombrement par familles et par individus.

A cet effet, une circulaire ministérielle du 10 avril 1836 explique comment doit être établi le tableau nominatif des habitants par famille ou ménage, et quels sont les individus qui doivent y être compris.

Ainsi, les *militaires* sous les drapeaux doivent être inscrits sur le registre de la commune où réside leur famille, ou dans laquelle ils ont participé au tirage s'ils n'ont plus de famille.

La même règle s'applique aux individus *en voyage* ou *détenus*.

Les *domestiques* à gages, ayant le même domicile que leurs maîtres, doivent être comptés à ce domicile, lors même qu'ils seraient étrangers à la commune et qu'ils auraient leurs parents dans une autre commune. Par la même raison, ils ne doivent pas être comptés dans la maison où réside leur famille, puisqu'il y aurait double emploi. Cette règle ne s'applique pas aux individus travaillant à la journée.

Les *enfants trouvés* et *abandonnés* n'ayant d'autre domicile que l'hospice dont ils dépendent doivent être compris sur le registre de la situation de l'hospice, lors même qu'ils seraient en nourrice dans une autre commune.

Il en est de même à l'égard des *enfants des particuliers* en nourrice. Ils n'ont d'autre domicile que celui de leurs parents.

Les individus *nouvellement établis* dans une commune, et qui n'ont pas encore fait la déclaration de changement de domicile mentionnée en l'article 104 du Code civil, doivent néanmoins être compris au tableau de la commune où ils résident.

Enfin, les *étrangers* qui ont en France une résidence fixe et habituelle doivent être compris au tableau de la commune où ils résident; il n'est pas nécessaire pour cela qu'une ordonnance royale les ait autorisés à jouir de leurs droits civils en France. Ils font en effet partie de la population, dès qu'ils ont dans le royaume une résidence de fait.

RÉCÉPISSÉ. — C'est l'acte par lequel on reconnaît avoir reçu des papiers, des pièces ou de l'argent.

Nous en parlerons ici suivant qu'on désigne par ce mot des reconnaissances de versement de fonds dans les caisses publiques.

Ainsi, lorsque les percepteurs des contributions directes effectuent des versements dans la caisse du receveur ou de ses préposés, ils sont tenus de faire viser dans les vingt-quatre heures les récépissés qu'ils en ont reçus, par le sous-préfet de leur résidence.

Les receveurs font aussi viser dans le délai des cinq jours par le sous-préfet les récépissés des sommes qu'ils versent dans les caisses du receveur général.

Le sous-préfet doit enregistrer par ordre de date et par extrait tous les actes présentés à son visa, et adresser tous les dix jours au préfet le bordereau des sommes portées sur les récépissés qu'il a visés pendant les dix jours précédents.

Le préfet forme également un bordereau général de ces bordereaux particuliers. Il y porte sur une colonne séparée la date et le montant des récépissés des préposés aux recettes. Il remet ce bordereau général à l'inspecteur des contributions directes et en adresse tous les dix jours une copie au ministre des finances. (L. 17 fruct. an VI.) V. **Receveurs.**

RÉCEPTION D'OUVRAGES. — V. **Travaux publics.**

RECETTES. — Les recettes qui appartiennent à l'état sont ordinaires ou accidentelles.

Les premières se composent du produit des domaines de l'état, et des diverses espèces de contributions publiques établies par l'autorité législative. (V. **Revenus publics.**)

Les secondes comprennent :

Les retenues effectuées sur les traitements ou pensions pour sommes dues au trésor;

Les versements des sommes dues aux contribuables pour trop payé par eux sur leurs cotes;

Les restitutions pour trop payé sur des ordonnances des ministres, relatives à des exercices clos;

Les versements sur débets de comptables du trésor ou débets de divers, remboursés volontairement ou par retenue sur traitements;

Les versements par les receveurs généraux des sommes mises à leur charge par arrêts de la cour des comptes pour forcements de recettes ou rejets de dépense ;

Les avances faites par les communes ou les propriétaires pour opérations cadastrales ;

Enfin toutes recettes imprévues qui ne font pas ordinairement partie des recettes de l'état.

Les communes et les établissements de bienfaisance ont également des recettes accidentelles. Ainsi, lorsque les receveurs ont été forcés en recette, par suite de l'examen de leurs comptes annuels, de sommes à recouvrer, non susceptibles d'être mises en non valeur, de rejets de dépenses, ou d'erreurs commises au préjudice des caisses desdites communes et établissements, ils doivent dans ce cas verser de leurs deniers personnels auxdites caisses, le montant de ces forcements de recettes ou rejets de dépenses, et s'en charger dans leur comptabilité, à titre de recettes accidentelles. (Instr. gén. 1820.) V. **Receveurs, Comptables.**

RECEVEURS.

CHAP. Ier. Receveurs. Percepteurs.
SECTION I. Dispositions générales. — § 1. Nomination. Révocation. Cumul de fonctions. — § 2. Incompatibilités. — § 3. Cautionnements et remboursement des cautionnements. — § 4. Serment. — § 5. Commission. Installation. — § 6. Résidence. Congés. Absences. Intérim. — § 7. Unité de caisse. Vol de caisse. — § 8. Traitements et remises.
SECTION II. Priviléges et hypothèques sur les biens des percepteurs.
SECTION III. Fonctions et attributions diverses des percepteurs. — § 1. Recouvrement des contributions directes. — § 2. Des rôles et de la perception. — § 3. Des poursuites. — § 4. Recouvrements à divers titres par les percepteurs.
SECTION IV. Versements et recouvrements à faire par les percepteurs.
SECTION V. Dépenses à faire par les percepteurs.
SECTION VI. Paiements faits par les percepteurs.
SECTION VII. Écritures des percepteurs.
SECTION VIII. Surveillance des percepteurs.
CHAP. II. Receveurs particuliers.
SECTION I. Dispositions générales. — § 1. Nomination. Résidence. Incompatibilités. — § 2. Traitements et remises. — § 3. Priviléges et hypothèques sur leurs biens. — § 4. Surveillance à laquelle ils sont soumis.
SECTION II. Fonctions et attributions des receveurs particuliers. — § 1. Envois de fonds. — § 2. Versements de fonds. — § 3. Poursuites pour le recouvrement des contributions. — § 4. Des comptes.
CHAP. III. Receveurs généraux.
SECTION I. Dispositions générales. — § 1. Nomination. Révocation. Cautionnement. Serment. — § 2. Installation. Résidence. Fondé de pouvoir. Congés. — § 3. Traitements et remises. — § 4. Bonifications. — § 5. Frais de service.
SECTION II. Fonctions et attributions des receveurs généraux.
SECTION III. Contributions et revenus publics et dépenses publiques. — § 1. Rôles et recouvrements. — § 2. Contributions directes. — § 3. Produits divers. — § 4. Recettes accidentelles et produits extraordinaires. — § 5. Dépenses publiques. Crédits. Ordonnancement.
SECTION IV. Produits affectés à divers services locaux.
SECTION V. Opérations de trésorerie. — § 1. Mouvements de fonds. Receveurs des revenus indirects. — § 2. Versements aux payeurs. — § 3. Remises et envois réciproques des receveurs généraux du trésor et du caissier du trésor. — § 4. Émission et paiement de mandats. — § 5. Service des correspondants du trésor. — § 6. Versement de cautionnements.
SECTION VI. Correspondants de la recette générale.
SECTION VII. Responsabilité. Surveillance.
SECTION VIII. Comptabilité. Écritures.

En général on entend par receveur, celui qui est chargé de faire une recette ou d'opérer un recouvrement quelconque.

Il y a des receveurs préposés par des particuliers, ou des établissements, ou des administrations; il y en a aussi préposés par le gouvernement, ces derniers, qui seuls doivent nous occuper, sont : les receveurs-percepteurs, les receveurs-particuliers, les receveurs-généraux.

Ils sont chargés spécialement du recouvrement des deniers publics ou de l'impôt. (V. Cont. dir. et *infrà*.)

Dans la hiérarchie financière, les percepteurs ne sont qu'au troisième rang. Nous commencerons cependant par examiner tout ce qui concerne ces comptables, et nous suivrons les deniers de l'état depuis l'instant où ils sortent des mains des contribuables jusqu'à celui où ils sont centralisés dans les caisses du trésor.

CHAPITRE Ier.

Receveurs-Percepteurs.

SECTION I. — Dispositions générales. — § 1. Nomination. Révocation. Cumul de fonctions.

Les percepteurs sont nommés par le ministre des finances sur une liste de trois candidats présentés par le préfet; les candidats doivent être munis du consentement, par écrit, du receveur des finances de l'arrondissement, visé en outre par le receveur-général, pour les nominations aux places des arrondissements de sous-préfecture. (O. du 30 mai 1814.) (Inst. gén. de la comp. des finances de déc. 1826, art. 953 et suivants.)

Les percepteurs sont révocables.

Ils peuvent cumuler leurs fonctions avec celles de receveurs-municipaux et des établissements de bienfaisance; ils sont de droit receveurs :

1° des communes ayant un revenu ordinaire inférieur à 20 mille francs; 2° des établissements de bienfaisance dont les recettes n'excèdent pas dix mille francs. (V. **Communes. Hospices. Bureaux de bienfaisance.**)

§ 2. Incompatibilités.

Les percepteurs ne peuvent cumuler avec leurs fonctions celles de maire, d'adjoint, de membre des conseils de préfecture, des conseils municipaux, des conseils-généraux ou d'arrondissements (L. du 22 juin 1833), ou des commissions administratives des établissements de bienfaisance. (L. 24 vend. an VII, 17 frum., an III, 25 vent., an XI, 14 déc. 1810. Inst. min., 18 déc. 1810. 8 fév. 1825.)

Il y a encore incompatibilité entre les fonctions de percepteur et celles de juge et greffier des tribunaux et justices de paix, de suppléant de juge, de notaire, d'avocat, de secrétaire de mairie ou des commissions administratives, de commis de préfecture, de sous-préfecture, de recette générale ou recette particulière des finances. (Idem.)

Les percepteurs ne peuvent être chargés qu'avec l'assentiment du receveur des finances, de toute autre gestion comptable que les lois ou les réglements n'auraient pas rendue exécutoire pour eux.

Le principe que les parents ou alliés, jusqu'au degré de cousin germain inclusivement, ne peuvent être chargés de fonctions dans lesquelles ils exerceraient ou concourraient à exercer l'un sur l'autre une surveillance médiate ou immédiate est applicable aux percepteurs.

§ 3. Cautionnement et remboursement des cautionnements.

Les cautionnements à fournir par les percepteurs sont énoncés dans chaque arrêté de nomination et doivent être réalises avant l'installation des comptables.

Ils sont fixés au 12e du montant des rôles des quatre contributions, déduction faite des frais de perception. Le montant en est versé au trésor royal. (L. du 25 niv., 6 vent., an XIII. 28 avr. 1816. Circ. min., 15 juill. 1823.)

Lorsqu'un percepteur a cessé ses fonctions, le remboursement de son cautionnement est demandé soit par lui, soit par ses ayant cause.

Pour y parvenir il faut transmettre au ministre des finances, avec les inscriptions de cautionnements, titres de propriété et certificats de non-opposition délivrés par les greffiers et présidents des tribunaux de première instance, des certificats de *quitus* délivrés sur le service des contributions directes par le receveur des finances, sur le service des communes et des hospices, par le préfet et le receveur des finances. (L. 6 vent., an XIII. D. 18 sept. 1806. (**Cautionnement.**)

§ 4. Serment.

Les percepteurs, après avoir jutifié du versement de leur cautionnement au préfet du département, prêtent serment. (L. 25 mai 1791, 28 avr. 1816. L. du 31 août 1850.

L'acte de prestation de serment est soumis au droit d'enregistrement, de 15 francs pour les traitements au-dessus de 500 fr., et de 3 fr. pour les traitements inférieurs.

Dans le cas de nomination à de nouvelles fonctions, un nouveau serment n'est pas nécessaire; il suffit de faire enregistrer, sans frais, l'acte de prestation au greffe du tribunal civil ou de la justice de paix de la nouvelle résidence. (Déc. min., du 19 nov. 1818.)

§ 5. Commission. Installation.

Après avoir rempli ces formalités, les nouveaux titulaires reçoivent leur commission et se présentent immédiatement devant le receveur des finances de l'arrondissement dans lequel ils doivent exercer leurs fonctions.

Le percepteur reçoit des mains du receveur particulier, qui a balancé les comptes du prédécesseur, les registres et pièces comptables, et le procès-verbal de cette remise.

Une ampliation ou extrait de ce procès-verbal est remise par le percepteur aux maires qui procèdent alors à l'examen de la situation des services placés sous leur surveillance, et constatent, par un procès-verbal d'installation, l'entrée du percepteur dans l'exercice de ses fonctions, et le font reconnaître par les contribuables. (Inst. gén. 1826-964.)

§ 6. Résidence. Congés. Absence. Intérim.

Les percepteurs doivent résider dans une des communes de leur arrondissement de perception. Pour fixer leur demeure hors de cet arrondissement, une autorisation expresse du ministre des finances est nécessaire.

Lorsqu'ils se trouvent chargés de la recette d'un établissement de bienfaisance, ils doivent nécessairement résider dans la commune où est situé cet établissement.

Les demandes de congé doivent être remises au receveur particulier; celui-ci les transmet au

receveur-général; ce dernier les présente au préfet qui seul a le droit de les accorder.

En cas d'absence ou d'empêchement légitime, les percepteurs peuvent se faire représenter par un fondé de pouvoir agréé par le receveur des finances et accrédité par le préfet. (Inst. 7 therm. an II. 8 déc. 1815, 6 nov. 1820. Inst. du min. de l'inst. 8 fev. 1825.)

S'ils s'éloignent de leur poste sans autorisation ou n'y rentrent pas à l'expiration de leur congé, les percepteurs sont passibles de la retenue des 2/3 de leurs remises pour le temps de leur absence non approuvée sans préjudice des peines plus graves en cas de récidive. (A. du min. des fin., du 8 sept. 1835.)

§ 7. Unité de caisse. Vol de caisse.

Chaque comptable ne doit avoir qu'une seule caisse dans laquelle sont réunis tous les fonds appartenant à ces divers services.

Le comptable serait déclaré en déficit des fonds qui n'existeraient pas dans cette caisse unique. (Circ. min. 26 sept. 1821.)

En cas de vol commis à leur caisse, les percepteurs ne peuvent en obtenir la décharge s'ils ne justifient que ce vol est l'effet d'une force majeure; qu'outre les précautions ordinaires ils avaient eu celle de coucher ou de faire coucher un homme dans le lieu où ils tenaient leurs fonds, et que si c'etait au rez-de-chaussée, ils avaient eu soin de le faire solidement griller.

Leurs réclamations, dans ce cas, doivent être portées par les receveurs des finances devant les conseils de préfecture et jugées par ces conseils après avoir entendu au besoin les maires et les receveurs des finances. (L. du 27 pluv. an IX. A. 21 flor. an X.

§ 8. Traitements et remises.

Le traitement des percepteurs consiste dans les remises fixées par le ministre des finances sur la proposition des préfets, et qui ne peuvent excéder 5 centimes par franc du principal des contributions. (L. du 5 vent. an XII.)

Dans les villes divisées en plusieurs arrondissements de perception, il est alloué aux percepteurs la moitié des remises imposées aux rôles dont le recouvrement leur est confié.

L'autre moitié forme un fonds commun qui est réparti entre eux par portions égales. (A. minist. 15 juill. 1825. Circ. 5 janv. 1824. 168.)

Les percepteurs reçoivent en outre, pour frais de remise des avertissements aux contribuables, 2 centimes sur la contribution uniforme de 5 centimes, spéciale pour les frais d'avertissements.

Le ministre accorde aux receveurs des finances des bonifications à raison des époques plus ou moins éloignees du recouvrement de l'impôt; dans les villes divisées en plusieurs arrondissements de perception et où les percepteurs sont assimilés par ordonnance royale aux receveurs particuliers, ils participent dans la proportion de moitié aux bonifications allouées à ces comptables.

Section II. — Priviléges et hypothèques sur les biens des percepteurs.

Les receveurs des finances peuvent exercer, au nom de l'etat, sur les biens des percepteurs les priviléges et le droit d'hypothèque légale résultant des art. 2098 et 2121 du code civil. (V. **Hypothèques.**) Les percepteurs obtiennent toutefois la main-levée des inscriptions hypothécaires en justifiant de la régularité de leur gestion par un certificat du receveur des finances. Leur demande, accompagnee de ce certificat, doit être transmise à l'agent judiciaire du trésor royal.

Section III. — Fonctions et attributions diverses des percepteurs.

§ 1. Recouvrement des contributions directes.

Les percepteurs ont seuls qualité pour effectuer et poursuivre le recouvrement des contributions directes et des différents autres produits qui y sont assimilés. (V. **Contrib. direct. Inst. de 1826, art. 49 et suivants.**)

§ 2. Des rôles et de la perception.

Un percepteur ne peut exiger aucune somme des contribuables, s'il n'est porteur d'un rôle rendu exécutoire par le préfet. Ces rôles sont adressés par les receveurs des finances aux percepteurs, ceux-ci les présentent aux maires qui en doivent faire la publication du 1er au 15 janvier. (A. 16 therm. 4 mess. an VIII.) Circ. de la compt. du 25 nov. 1828.

Immédiatement après la publication des rôles, les percepteurs font parvenir aux contribuables les avertissements dresses par le directeur des contributions. Le prix en est compris dans les rôles et les percepteurs ne peuvent exiger rien de plus.

La perception est divisée en 12mes pour donner plus de facilité aux contribuables. (V. **Cont. directes.**)

Le percepteur n'a pas le droit d'exiger que les contribuables se déplacent; il doit se transporter sur les lieux à des époques périodiques et déter-

minées et, avec l'autorisation du maire, faire publier dans chaque commune le jour où il viendra.

Il doit être muni de son registre à souche et des rôles. (V. *infrà*, **section VII des écritures.**)

Après le 30 novembre de l'année qui suit celle dont l'exercice prend le nom, les percepteurs sont autorisés à poursuivre au nom du trésor la rentrée des restes à recouvrer, que les receveurs-généraux ont cependant soldés d'office, et cela jusqu'à la troisième année de l'ouverture de l'exercice.

S'ils laissent écouler ces trois années sans opérer le recouvrement, ils sont tenus de solder de leurs propres deniers ce qui reste à recouvrer, et ils demeurent créanciers particuliers des contribuables. (Cod. civ. 1281.) (O. du 8 déc. 1832. Cir. du 18 août 1833.)

Cette dernière disposition s'applique aussi au recouvrement des frais de poursuite.

Les percepteurs doivent justifier qu'à cette époque les rôles sont retirés par les maires et déposés aux archives des sous-préfectures.

§ 3. Des poursuites.

Les percepteurs sont chargés des poursuites. (Inst. de 1826, art. 82 et suiv.) Ils exercent au nom du trésor son privilége qui prime tous les autres. (L. du 12 nov. 1808.) (V. **Hypothèques.**)

L'action directe de la part du percepteur s'exerce par les voies ordinaires toutes les fois qu'il s'agit de deniers affectés au privilége du trésor. Lorsque ce privilége n'existe pas, il doit agir par voie de saisie-arrêt ou opposition entre les mains du dépositaire ou détenteur des deniers.

Les percepteurs peuvent poursuivre le contribuable qui n'a pas acquitté le 1er du mois le 12e échu; mais ils doivent faire précéder d'une sommation gratis les poursuites, et rappeler souvent les avertissements. (V. **Contribut. directes, sect. XI, des poursuites.**)

Tout ce qui a rapport aux poursuites se trouve détaillé dans un réglement général, approuvé par le ministre, le 26 août 1824.

Ajoutons seulement qu'il est défendu aux percepteurs de payer aux porteurs de contrainte ou garnisaires les frais de poursuite; les receveurs particuliers sont chargés de ce soin. Seulement les percepteurs doivent opérer le recouvrement de ces frais sur les redevables.

§ 4. Recouvrements à divers titres par les percepteurs.

Les règles que nous venons de tracer dans les deux paragraphes qui précèdent, sont applicables à la perception des *contributions directes* proprement dites; mais en outre les percepteurs sont chargés du recouvrement de plusieurs espèces de produits que nous allons passer en revue.

Ainsi ils opèrent des recouvrements :

1° Pour le compte de l'université. Les redevables ont le droit de faire leurs versements dans les caisses des percepteurs. (Régl. des min. des fin. et de l'inst. pub., 27 nov. 1834.) (V. **Université, art. 4.**)

2° Pour la vérification des poids et mesures. Le recouvrement est le même que celui des contributions directes. Les rétributions sont payables quinze jours après la publication des rôles, en un seul versement.

Il n'est point adressé d'avertissements particuliers aux redevables pour ces rétributions. Les remises des percepteurs sont payées sur les fonds du ministre de l'intérieur.

Les décharges et réductions ne constituent pas une dépense : elles s'opèrent par réduction de rôles. (L. du 1er vend. an VI. O. du 18 déc. 1825. Inst. gén., 1826.) (V. **Poids et mesures.**)

3° Pour les redevances fixes et proportionnelles des mines. Tout ce qui concerne les rôles, poursuites, avertissements, décharges et non valeurs sur cette nature de produit, s'exécute par les percepteurs comme en matière de contributions directes. (L. du 21 avr. 1810. D. 6 mai 1811.) (V. **Cont. direct., mines.**)

4° Les percepteurs distribuent aux patentables les formules de patentes dont les receveurs généraux ont fait l'avance aux receveurs de l'enregistrement, et les percepteurs sont chargés sous leur responsabilité personnelle d'en poursuivre le paiement sur les contribuables.

Les percepteurs remboursent aux contribuables le prix des formules qu'ils ont payées à tort, et retirent des quittances spéciales avec les formules restituées.

5° Le service départemental exécuté par les percepteurs comprend :

1° Le recouvrement de la portion des contributions directes qui est affecté aux dépenses fixes, communes, variables et facultatives des départements.

2° Le recouvrement des ressources extraordinaires destinées aux dépenses variables.

3° Le recouvrement et l'emploi de divers produits affectés à des services locaux non compris dans les budgets annuels des départements.

6° Le recouvrement des rentes dues aux hospices et autres établissements de bienfaisance

par les particuliers domiciliés hors de l'arrondissement où sont situés ces établissements, est confié aux percepteurs des communes des débiteurs.

Ils peuvent être également chargés du recouvrement de toutes autres créances appartenant à des établissements de bienfaisance. (Ord. roy., 28 juin 1833.)

Les remises des percepteurs pour cet objet sont fixées par les préfets sur la proposition des commissions administratives et l'avis des receveurs généraux. (A. des min. des fin. et de l'int., 19 août et 1er nov. 1833. Circ. min. de l'int. 4 oct. 1834. V. **Hospices.**)

7° Ils perçoivent les rétributions à payer par les parents pour le traitement de l'instituteur communal. (L., 28 juin 1833. Circ. min., inst. pub., 24 juil. 1833.) Les poursuites de ce recouvrement sont les mêmes que celles des contributions directes.

8° Ils sont encore chargés du recouvrement des cinq centimes pour dépenses ordinaires des communes et de toute autre imposition locale.

Chaque percepteur en retient le montant sur les recettes pour l'appliquer lui-même aux dépenses des communes, s'il est en même temps receveur municipal, ou pour le verser dans le cas contraire au receveur spécial de la commune. (V. **Commune.**)

9° Les percepteurs versent entre les mains des receveurs des finances le produit des impositions locales pour les bourses et chambres de commerce. (V. **Bourses** et **Chambres de commerce.**)

10° Il en est de même des fonds de cotisations municipales. Il est dressé un rôle spécial pour le recouvrement des sommes à payer par les particuliers qui concourent spécialement à la dépense, et le montant en est versé à titre de cotisations particulières aux receveurs particuliers. (Inst. gén. 1826.)

Section IV. — Versement des recouvrements à faire par les percepteurs.

Les percepteurs peuvent être forcés de verser le montant de leurs recouvrements tous les dix jours, et même à des époques plus rapprochées dans les villes où les recouvrements sont plus importants. (Inst. de 1826, art. 71 et suiv.)

Ces versements doivent comprendre la totalité des recettes soit en numéraire, soit en pièces, constatant les dépenses faites pour le compte du receveur général.

Jamais ils ne doivent excéder les sommes recouvrées.

Les percepteurs doivent retirer en échange, des récépissés à talon visés dans les 24 heures par les sous-préfets qui retiennent les talons. (O. 8 déc. 1832, loi 24 av. 1833.)

Section V. — Dépenses à faire par les percepteurs.

Les percepteurs sont appelés à faire des dépenses pour le compte des contributions directes. Nous allons résumer rapidement les principes qui régissent cette matière.

Aucune dépense publique ne peut être acquittée si elle n'a été préalablement ordonnancée par un ministre, ou en vertu de ses délégations par un ordonnateur secondaire. (O. 14 sept. 1822.)

Les préfets sont les seuls ordonnateurs en matière de contributions directes.

Les ordonnances pour décharges et réductions, remises ou modérations sont envoyées aux percepteurs par les receveurs des finances avec un bordereau des ordonnances comprises dans chaque envoi.

Les percepteurs doivent en inscrire le montant sur le rôle à l'article de chaque contribuable et examiner ensuite à mesure qu'on se présente si le dégrèvement réuni aux sommes déjà payées est égal ou inférieur, ou bien supérieur au montant de la cote du réclamant.

Dans le premier cas ils constatent l'admission et l'ordonnance sur le rôle, pour le total du dégrèvement. Ils portent en même temps la somme en recette sur le journal à souche et en délivrent quittance au nom du contribuable.

Dans le deuxième cas, après avoir opéré comme ci-dessus pour la partie du paiement égal au dégrèvement, ils font le remboursement du surplus au contribuable sur sa quittance.

Si les contribuables ne se sont pas présentés dans un délai d'un mois fixé pour le renvoi des ordonnances par le percepteur, à la recette particulière, le percepteur impute le surplus soit sur d'autres rôles de l'exercice courant, soit sur des rôles de l'exercice suivant; et s'ils ne sont plus portés sur les rôles, ils versent à la recette particulière.

Les percepteurs n'ont point de remboursements à faire aux contribuables sur les cotes d'abord jugées irrécouvrables et sur lesquelles des versements auraient été obtenus.

Pour justifier aux receveurs des finances de l'exécution des dispositions ci-dessus, les percepteurs doivent dresser à la suite des bordereaux qu'il ont reçus avec les ordonnances, un état détaillé de leurs opérations; mais comme ils les renvoient dans le délai d'un mois, pour conserver

entre leurs mains ces renseignements ; ils les consignent sur un carnet spécial.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux restitutions auxquelles les contribuables auraient droit pour des sommes versées par erreur en excédant de leurs cotes, restitutions qui s'opèrent soit par imputation au rôle de l'exercice suivant, soit par réduction de recette dans les écritures des percepteurs, sauf quittances spéciales des contribuables.

Les sommes revenant aux percepteurs pour traitement, remises et frais de distributions d'avertissements sont retenues par ces comptables sur le produit de leurs recouvrements.

Ces dépenses s'opèrent sous la responsabilité des receveurs généraux et particuliers au moyen de décomptes placés au dos des mandats destinés à régulariser les dépenses et qui sont préparés dans leurs bureaux. (Inst. gén. 1826. Durieu, Man. des percept. Belmondi, C. des cont. dir.)

Section VI. — Paiements faits par les percepteurs.

Les percepteurs doivent encore faire sur les fonds de leurs recettes tous les paiements pour lesquels le payeur est dans le cas de réclamer leur concours auprès du receveur général.

Ces paiements ne peuvent être valablement effectués que sur la présentation de mandats délivrés par le préfet au nom des créanciers et revêtus du *vu bon à payer* apposé par le payeur.

Les paiements pour solde des militaires en route sont exceptés de la formalité du visa et s'effectuent sur simples mandats de l'intendant avec annotation des paiements sur leurs livrets ou feuilles de route, ainsi que ceux des arrérages de rentes dont le receveur général seul est chargé, et qui peuvent se payer sur des mandats par lui délivrés. (Inst. 1826.)

Ceux pour salaires des cantonniers stationnaires s'effectuent sur des coupons individuels délivrés par l'ingénieur en chef et revêtus du visa du payeur. Les salaires des ouvriers supplémentaires se paient sur des mandats avec l'intervention des receveurs particuliers. (Circ. de la dir. des ponts et chauss., 21 oct. 1833. Circ. de la compt. des fin. du 12 nov. 1833.)

Les percepteurs sont également chargés du paiement des mois de nourrice et pensions des enfants trouvés dans les communes autres que celles où est situé l'hospice dépositaire. (Art. 6 de l'ord. du 28 juin 1833. V. **Enfants trouvés**.)

Il versent dans les caisses communales le montant des rétributions des enfants instruits dans les écoles primaires et dont le recouvrement leur est confié par la loi du 28 juin 1833.

Section VII. — Écritures des percepteurs.

(Voyez inst. de 1826, art. 1105 et suivants.)

D'après une instruction du ministre des finances, du 31 octobre 1817, les percepteurs doivent tenir :

1° Un registre à souche destiné à l'inscription jour par jour de toutes les recettes faites par eux sur les quatre contributions directes de la commune ou des communes dont se compose la perception ;

2° Un livre récapitulatif destiné à présenter également jour par jour sa situation tant en recette qu'en dépense sur tous les objets de comptabilité.

Ce journal à souche et ce livre récapitulatif doivent être cotés et paraphés par le maire de la commune délégué par le préfet dans les cantons ruraux où une seule perception embrasse plusieurs communes.

Les autres maires ont le droit de se faire représenter ces deux registres lorsque les percepteurs viennent dans leurs communes afin d'instruire le sous-préfet si les formalités voulues par la loi ne leur paraissent pas accomplies. (Durieu, Man. des perc. ; inst. gén. 1826.)

Les percepteurs peuvent encore être chargés de tenir dans chaque commune non cadastrée un livre de mutations de propriétés servant de bases aux opérations cadastrales. (V. **Cadastre. Mutations.**)

Pour constater les changements à faire dans les rôles, changements que leurs relations habituelles avec les contribuables leur donnent la facilité de connaître, les percepteurs doivent dresser des tableaux de changements dont ils font annuellement la remise aux contrôleurs des contributions directes et aux répartiteurs, indépendamment d'un cahier de notes qui doit leur servir de minute. (Circ. des fin., 28 mai 1829 ; 1er juin 1830, 24 juin 1831, 16 août 1832, 16 oct. 1833.)

Les percepteurs sont tenus d'assister à la réunion des répartiteurs pour faciliter leurs opérations. (Arrêté du min. des fin., 6 mars 1832. **Cont. dir.**)

Section VIII. — Surveillance des percepteurs.

La surveillance des percepteurs est exercée directement par les receveurs particuliers et par les receveurs généraux ;

Par les inspecteurs des finances ;

Par les sous-préfets et préfets ;

Par les maires. (V. Inst. de 1826, art. 988 et suiv., 1041 et suiv.)

Les maires ou adjoints doivent vérifier tous les dix jours les rôles des percepteurs, dresser chaque mois un procès-verbal de leurs vérifications et l'envoyer aux sous-préfets. (A. 16 therm. an VIII, art. 38.)

Les préfets sont autorisés, après avoir pris l'avis des sous-préfets, à traduire devant les tribunaux, sans recourir à la décision du Conseil d'état, les percepteurs des contributions pour faits relatifs à leurs fonctions. (A. 10 flor. an X.)

Les percepteurs sont tenus de représenter aux inspecteurs des finances, et sur leur réquisition, tous leurs registres, pièces de dépenses et valeurs en caisse ; ils doivent en outre leur fournir tous les renseignements propres à éclairer leur gestion et à établir au vrai leur situation. (Arr. 19 fruct. an VII, art. 6.)

La vérification se fait par l'examen des valeurs en caisse et en portefeuille des journaux et livres de comptabilité, récépissés de versements ou acquits de paiements, en un mot par toutes les pièces probantes et régulières voulues par les lois, ordonnances ou réglements. (Arr. 19 fruct. an VII, art. 2.)

Lorsque l'examen du livre récapitulatif et des bordereaux d'un percepteur, ou toute autre vérification faite par le receveur des finances lui donnent lieu de reconnaître des retards et des irrégularités qui rendent nécessaire de soumettre ce percepteur à une surveillance particulière, il peut placer près de lui un agent spécial.

Cet agent a pour mission de diriger le percepteur ; il n'a pas besoin d'être accrédité par l'autorité locale, le receveur particulier doit seulement la prévenir.

L'agent spécial a droit, pendant le temps de ses fonctions, à la totalité des émoluments du titulaire.

Dans le cas où il y a lieu de pourvoir au remplacement provisoire d'un percepteur qui est décédé ou révoqué, le préfet, sur la proposition du receveur-général, désigne un gérant intérimaire. (Circ. 26 juin 1820.)

Le gérant intérimaire succède à toutes les attributions du titulaire et a droit aux émoluments de la place pendant tout le temps de ses fonctions.

Il gère sous sa responsabilité personnelle et sous la responsabilité du receveur des finances. (Inst. min. 15 juin 1824.)

La garantie de la surveillance exercée par les percepteurs consiste :

1° Dans les actions et priviléges sur les cautionnements, biens et personnes des comptables (V. **Cautionnements**, **Hypothèques**) ;

2° Dans les moyens de contrôle ci-après :

1° La remise et communication des rôles et relevés de budgets ;

2° La représentation que les inspecteurs ont le droit d'exiger du journal à souche des recettes et des registres, ainsi que des livres récapitulatifs ;

3° La remise mensuelle, dans les dix jours qui ouvrent le mois, de bordereaux de situation sommaire et de bordereaux détaillés trimestriels destinés aux préfets et sous-préfets ;

4° La vérification au domicile du percepteur, et l'appel de ce dernier, muni de ses registres, au chef-lieu d'arrondissement ;

5° La faculté de tenir un carnet à part pour constater les opérations ;

6° Dans la tournée d'inspection dont nous avons parlé (V. Lois et inst. précitées, not. l'inst. gén. de 1826, finances) ;

7° Enfin les percepteurs sont soumis à la contrainte par corps, pour raison du reliquat de leurs comptes, déficit ou débet, indépendamment des poursuites extraordinaires par la voie criminelle pour soustraction de deniers publics. (Arr. du 16 therm. an VIII ; C. civ. et L. du 17 av. 1832 sur la contrainte par corps) (V. ce mot.)

CHAPITRE II. — Receveurs particuliers.

SECTION I. — Dispositions générales.

§ 1. Nomination, Résidence, Incompatibilité.

Les receveurs particuliers sont nommés par le ministre ; ils doivent résider au chef-lieu de leur arrondissement.

(V. *Suprà*, sect. 1re, § 1 et suivants, les règles relatives au versement de cautionnements, prestation de serment, congés, fondés de pouvoir, unité de caisse et garde des fonds). Elles sont applicables aux receveurs particuliers, sauf la nécessité de l'intervention supérieure du ministre des finances. (V. ci-après **Receveurs généraux**, **Archives**, sect. XI, § 2 ; voy. aussi **Incompatibilité**, en y ajoutant les fonctions de député) (article 64. L. du 19 av. 1831.)

§ 2. Traitements et remises.

Le traitement fixe est de 2,400 fr. (L. 17 fruct. an VI.)

Les remises sont d'un tiers de centime sur les recouvrements de leur arrondissement respectif, pour tous les revenus de l'état, déduction faite des centimes ordinaires et des centimes commu-

naux, pour frais d'experts, des centimes communaux extraordinaires, non valeurs et frais de confection des rôles particuliers de ces impositions, des centimes pour réimpositions et des sommes dépensees pour remises des percepteurs.

Ils reçoivent au même taux des taxations sur les recettes des bois de l'état et produits divers.

Une retenue à leur profit, sur les intérêts de placement des communes, est fixée annuellement par le ministre des finances.

Les taxations, sur les versements des revenus indirects sont d'un huitième de centime sur les douanes et sels, et d'un quart sur tous les autres revenus. (Circ. 51 juill. 1852.)

Les taxations sur les versements de cautionnements sont d'un tiers de centime par franc. (L. 17 frim, an VII.)

§ 3. Priviléges et hypothèques sur leurs biens.

La loi du 5 septembre 1807 règle le mode d'application aux receveurs particuliers des art. 2098 et 2121 du Code civil, relatifs aux priviléges de l'état et droit d'hypothèque légale sur les biens des comptables.

Les receveurs généraux peuvent, lorsqu'ils en reconnaissent la nécessité, requérir l'inscription hypothécaire. (V. **Hypothèques.**)

§ 4. Surveillance à laquelle ils sont soumis.

Ils sont soumis, vis-à-vis des receveurs généraux, à la surveillance qu'ils exercent eux-mêmes sur les percepteurs. (V. sect. 8, *Suprà*, et plus loin **Receveurs généraux.**)

Section II. — Fonctions et attributions.

Nous avons traité au chapitre des percepteurs, et nous traiterons tout à l'heure au chapitre receveur général, des attributions que la loi a conférées aux receveurs particuliers; pour éviter les répétitions, nous nous contenterons d'y renvoyer; nous parlerons seulement de quelques formalités particulières.

§ 1. Des envois de fonds.

Les envois de fonds doivent être constatés au départ par le sous-préfet de l'arrondissement, par procès-verbaux rédigés en trois expéditions; l'une pour les archives de la sous-préfecture, la deuxième annexée à l'envoi, la troisième reste entre les mains du comptable.

Le receveur particulier doit toujours requérir une escorte et prendre les precautions imposées par les circonstances. L'argent, en général, doit être en ballots ficelés et cachetés.

Un procès-verbal contradictoire est dressé à l'arrivée, entre le préposé au transport et le comptable auquel les fonds sont adressés.

En cas de perte ou de vol de fonds, le ministre des finances statue, d'après l'avis du comité des finances et sauf appel au Conseil d'état, sur la responsabilité encourue. (Inst. gén. 1826, et autres précitées.)

§ 2. Versements de fonds.

Les receveurs particuliers des finances concourent, en ce qui concerne leur arrondissement respectif, aux différents services dont les receveurs généraux sont chargés. (D. 4 janv. 1808; O. 19 nov. 1826.)

Ils tiennent à la disposition du receveur général, sous la direction duquel ils sont placés, tous les fonds provenant de leurs recettes, soit pour en faire le versement à la recette générale, soit pour les employer sur les lieux, soit pour les réserver ou leur donner les directions commandées par les besoins du service.

Ils doivent remettre tous les dix jours au receveur général copie de leur livre journal et du dépouillement de leur recette.

Ils doivent encore dresser, à la fin de chaque mois, un relevé de tous les récépissés à talon délivrés pendant le mois et le remettre au sous-préfet.

Ils sont en outre dans l'obligation de fournir à la recette générale tous autres extraits ou bordereaux dont la production serait nécessaire comme moyen de contrôle. (Inst. 1826.)

Les receveurs particuliers délivrent pour les versements faits par les percepteurs, des récépissés à talon qui, pour opérer la décharge du percepteur vis-à-vis le trésor, doivent être remis dans les vingt-quatre heures au sous-préfet, lequel détache et retient les récépissés. (L. 24 av. 1853.)

Les receveurs des finances ne peuvent différer sous aucun prétexte la remise des récépissés aux percepteurs. (D. 4 janv. 1808.)

§ 3. Des poursuites pour le recouvrement des contributions.

Aucune poursuite donnant lieu à des frais ne peut être exercée dans une commune qu'en vertu d'une contrainte décernée par le receveur particulier et visée par le sous-préfet (V. **Contrainte par corps.**)

Les frais de poursuites ne peuvent être payés que d'après des états de frais rendus exécutoires par les sous-préfets, et seulement par les receveurs particuliers : tout paiement de ce genre est défendu aux percepteurs.

Une expédition des états de frais faits par les agents de poursuites est remise par les receveurs particuliers au receveur-général comme pièces de dépenses acquittées pour son compte, et une deuxième expédition au percepteur lui-même. (Régl. gén. du 26 août 1824.) (V. **Contributions directes**, et *suprà*, chap. I, sect. III, § 5.)

§ 4. Des comptes.

Les receveurs particuliers ont à fournir des éléments de compte au receveur général de leur département et au ministre des finances.

Ils n'ont point à rendre de comptes annuels de leurs opérations comme en général les autres comptables, attendu qu'ils justifient des actes de leur gestion par l'envoi successif de leurs écritures, des valeurs provenant de leurs recouvrements et des pièces de dépenses acquittées. (V. *Infrà*. **Receveurs généraux, Comptables, Comptabilité.**)

CHAPITRE III. — Receveurs généraux [1].

SECTION I. — Dispositions générales.

§ 1. Nomination. Révocation. Cautionnement. Serment.

Les receveurs généraux sont nommés par le roi sur la présentation du ministre des finances.

Ils sont révocables.

Après le versement de leur cautionnement, fixé pour chaque département par la loi du 28 avril 1816, ils prêtent serment entre les mains du préfet du département ou devant la cour des comptes s'ils sont à Paris.

§ 2. Installation. Résidence. Fondés de pouvoir. Congés. Archives.

Le préfet procède à leur installation et à la remise entre leurs mains des valeurs, registres, instructions.

Les receveurs généraux doivent résider au chef-lieu de leur département, et ne peuvent s'absenter qu'en vertu d'un congé accordé par le ministre des finances sur la demande du préfet du département.

Leurs fondés de pouvoir doivent être agréés par ce fonctionnaire et connus de la cour des comptes et des administrations financières.

Les receveurs généraux sont tenus d'instruire le ministre de leur retour au chef-lieu.

Lors de leur entrée en fonctions, ils doivent se faire remettre, par le prédécesseur, les archives de la recette, pour en faire le récolement et en instruire le ministère. (Circ. 25 oct. 1834.) (Pour **L'incompatibilité, Le Remboursement de cautionnement, L'unité de caisse, La garde des fonds, le Vol, etc.**, V. ci-dessus ce qui est relatif aux percepteurs et aux receveurs particuliers; V. aussi instruction de 1826, art. 1085 et suivants.)

§ 3. Traitements et remises.

Le traitement fixe des receveurs généraux est de 6,000 fr.

Le taux des remises est d'un tiers de centime sur les recouvrements de l'arrondissement chef-lieu, et d'un dixième de centime sur les recouvrements des autres arrondissements pour tous les revenus publics de l'état. Les receveurs généraux déduisent toutefois du montant des rôles les centimes communaux ordinaires, et centimes pour frais d'expert, les centimes communaux extraordinaires, non valeurs et frais de confection des rôles particuliers de ces impositions, les centimes pour réimpositions et les sommes portées en dépense aux communes pour remises de percepteurs.

Ils reçoivent au même taux, des taxations sur les coupes de bois de l'état et produits divers, et un quart de centime par franc sur le produit des aliénations de bois. (L. 25 mars 1831, arr. min. 25 juin 1833.)

Sur les intérêts des fonds placés par les communes, ils exercent une retenue fixée annuellement par une décision du ministre des finances, et en sus touchent un sixième des retenues prélevées au profit des receveurs particuliers.

Ils reçoivent un trentième de centime sur tous les versements faits par les receveurs des contributions indirectes. (Circ. de la comptabilité, du 31 juill. 1832.) Et dans l'arrondissement chef-lieu, les taxations des receveurs particuliers.

Enfin un dixième de centime sur tous les versements de cautionnement.

§ 4. Bonifications.

Le ministre des finances accorde aux receveurs généraux et particuliers des finances des bonifications d'intérêt calculées en raison des époques plus ou moins éloignées auxquelles ils sont tenus de recouvrer l'impôt.

Chaque année le ministre prend un arrêté qui divise les arrondissements de sous-préfecture en différentes classes, d'après l'importance des rôles à recouvrer, et fixe pour chaque classe le montant de chaque douzième des rôles et l'époque à la-

[1] Ce chapitre est de M. Bartheul de Tailhac, avocat à la Cour royale de Paris.

quelle les receveurs en sont debiteurs envers le trésor.

Un arrêté spécial du ministre fixe chaque année le taux de l'intérêt.

Les receveurs généraux ont droit à un sixième des bonifications qui ont été calculées en faveur des receveurs particuliers.

§ 5. Frais de service.

Les receveurs généraux ont avec le trésor un compte courant d'intérêts réciproques. Le taux de cet intérêt est fixé chaque année par le ministre des finances.

Des décisions semblables règlent les commissions que le trésor alloue aux receveurs ou quelquefois leur fait supporter, et les frais de transport de fonds et frais divers.

Les sommes ordonnancées à ces différents titres sont imputées par le trésor sur le crédit des frais service et négociation,

La direction du mouvement général des fonds, règle tous les trois mois le compte de chaque receveur général. (Déc. du 4 janv. 1808.)

Section II. — Fonctions et attributions des receveurs généraux.

Les receveurs généraux et particuliers concourent simultanément au recouvrement des revenus publics et au paiement de certaines dépenses qui s'y rattachent.

Les receveurs généraux sont chargés aussi de recouvrer et de centraliser à leurs caisses, différents produits affectés à divers services locaux et se composant principalement de cotisations municipales et particulières.

Un grand nombre d'opérations de trésorerie sont effectuées par leur entremise.

Enfin les receveurs généraux ont des comptes ouverts avec divers correspondants. (Voir les mots **Communes** et **Hospices**, pour l'intervention des receveurs des finances dans leur service.)

Section III. — Contributions et revenus publics, et dépenses publiques.

§ 1. Rôles. Recouvrements.

Remise est faite aux receveurs généraux, qui seraient tenus d'ailleurs de les réclamer au moment de la mise des rôles en recouvrement, et au plus tard dans les dix premiers jours de l'année, du relevé par commune de tous les rôles émis, signés par le préfet.

Les préfets remettent, en même temps que les états du montant des rôles, des états constatant les extraits des délibérations des conseils généraux sur les centimes facultatifs, ainsi que les extraits des ordonnances royales pour les impositions locales extraordinaires.

Les receveurs généraux après avoir vérifié les calculs et s'être concertés pour les rectifications avec les directeurs des contributions, conservent entre leurs mains l'état général du montant des rôles et transmettent aux receveurs particuliers les états qui les concernent.

§ 2. Contributions directes.

Elles forment le recouvrement le plus important des receveurs généraux et se composent des contributions foncière, personnelle, mobilière, des portes et fenêtres et des patentes, des centimes additionnels sur ces contributions, des centimes pour impositions locales et départementales sur les bois des communes et établissements publics, et de celles en remplacement de l'impôt sur les boissons. (Voir **Percepteurs. Contributions.**)

§ 3. Produits divers.

Les redevances fixes et proportionnelles des mines sont perçues comme les contributions directes ; il en est de même des rétributions pour vérification des poids et mesures.

Les produits extraordinaires des mines sont versés entre les mains des receveurs des finances qui en délivrent des récépissés à talon.

Les décharges pour vérifications des poids et mesures s'opèrent par réduction de rôles, et les remises et taxations sont payées sur ordonnances du ministre du commerce.

Le montant des pensions des élèves des écoles militaires doit être versé aux recettes générales des départements où sont situées les écoles. (Circ. de la comptabilité, du 15 oct. 1830 et 16 août 1832.)

En exécution des lois des 25 et 24 mai 1834, qui ont rattaché au budget général de l'état, à partir de 1835, les produits et dépenses de l'université, les receveurs des finances sont chargés du recouvrement, 1° des rentes et domaines de l'université; 2° de la rétribution universitaire ; 3° du droit annuel imposé aux chefs de l'école ; 4° des droits à percevoir dans les facultés. La perception est exercée par les receveurs des finances ou par les percepteurs au choix des redevables et par les secrétaires des facultés.

Les receveurs des finances exercent une surveillance spéciale sur les opérations de ces agents, dont les caisses en tant que caisses universitaires et spéciales sont supprimées.

Les poursuites et taxations sont les mêmes que

pour les contributions directes. (Arrêté du ministre des finances du 9 déc. 1854. Réglement du 27 nov. 1854, arrêté entre les ministres des finances et de l'instruction publique.)

Le montant des frais extraordinaires d'adjudication, autres que ceux recouvrés par l'enregistrement, est versé entre les mains des receveurs des finances au moment de l'adjudication, à charge par ceux-ci d'en tenir compte à qui de droit sur les mandats du préfet ou du sous-préfet qui ont présidé à la vente.

Les receveurs généraux et les receveurs particuliers, munis d'une procuration spéciale du receveur général, sont appelés à discuter la solvabilité des cautions présentées par les adjudicataires, et à faire souscrire des traites destinees à solder le prix principal des adjudications ; ces traites à échéance fixe à l'ordre du receveur général, payables à son domicile, doivent être remises au receveur général dans les dix jours de l'adjudication.

Les receveurs généraux et particuliers s'en chargent en recette, délivrent des récépissés à talon et adressent immédiatement les traites au trésor.

Les souscripteurs retardataires sont passibles d'une amende du vingtième pour les contraindre au versement ; les receveurs généraux, sans avoir besoin de faire protester les traites, décernent une contrainte contre les adjudicataires et les poursuivent. (L. du 12 sep. 1792 et Déc. du 11 therm. an XII.)

Les receveurs généraux et particuliers sont encore chargés de recouvrer le produit de la taxe des brevets d'invention.

Il se compose de la moitié de la taxe et des frais d'expédition du brevet, de l'engagement de payer dans six mois la deuxième partie de la taxe, des droits de certificat d'addition et de perfectionnement et des droits de transport ou de cession de brevets. (L. du 25 mars 1791.)

Les receveurs généraux ne se chargent en recette que du numéraire, et ne perçoivent le montant des engagements qu'après l'échéance.

Les engagements ne donnent lieu à aucune poursuite de la part des receveurs des finances ; sur l'avis donné par eux, le ministre de l'intérieur fait les démarches nécessaires. (L. du 24 av. 1833, circ. 27 déc. 1833.) (V. **Brevet d'invention.**)]

§ 4. Recettes accidentelles et produits extraordinaires destinés aux dépenses variables des départements.

Les receveurs généraux se chargent sous ce titre de toutes les recettes imprévues non comprises au budget de l'état, se composant principalement de restitutions pour trop payé par l'état, de remboursements non exigés, de versements sur débets de comptables, des avances que les communes et propriétaires sont autorisés à faire par l'ordonnance du 31 juillet 1821 pour opérations cadastrales ; des retenues pour sommes dues au trésor sur traitements ou pensions par les payeurs, qui en versent le produit mensuellement à la recette générale non en numéraire, mais en récépissés constatant qu'ils ont gardé les fonds à valoir sur lettres de crédit.

Les receveurs généraux délivrent des récépissés à talon pour tous les versements autres que les retenues dont il vient d'être parlé.

Ils opèrent de même à l'égard des produits extraordinaires destinés aux dépenses variables, dont le recouvrement est fait d'après des états transmis par les préfets.

Les receveurs généraux de leur côté remettent chaque mois aux préfets l'état des recouvrements qu'ils ont constatés.

Comme il a été dit ci-dessus, § bonifications, Les receveurs généraux font recette dans leur comptes des frais de service pris à leur charge et dont les quittance le directeur du mouvement général des fonds.

Les produits destinés aux écoles normales primaires se composent des subventions fournies par les communes, des bourses créées par les communes ou particuliers, des compléments de bourses à payer par les familles, des élèves de la pension, des élèves non boursiers, internes ou externes, des dons, legs, donations.

Les receveurs généraux doivent envoyer tous les trois mois, au prefet, état de situation de ces produits pour être adressé au ministre de l'instruction publique. (Loi du 28 juin 1833, circ. de la compt. des 30 sep. 1833 et 16 août 1834. Ins. du min. de l'inst. du 31 juil. 1804.)

§ 5. Dépenses publiques, Crédits, Ordonnancement.

Les crédits ouverts dans le budget de l'état pour les dépenses à faire par les receveurs des finances ne servent que de bases provisoires pour l'ordonnancement et le paiement de ces dépenses, et sont ramenés definitivement aux fixations qui règlent les rôles.

Aucune dépense publique ne peut être effectuée si elle n'a été d'abord ordonnancée par un ministre : dans la matière qui nous occupe, les préfets sont les seuls ordonnateurs secondaires.

Tous les crédits sont ouverts d'après les ordon-

nances de délégation délivrées par le ministre au nom des préfets, et dont il est adressé des extraits aux receveurs généraux. (Circ. 23 juillet 1851.)

Pour l'emploi de ces crédits, les préfets sont autorisés à émettre des ordonnances ou mandats de paiement à valoir sur les ordonnances de délégation. (Circ. 18 août 1853.)

Les dépenses de chaque exercice peuvent être liquidées et ordonnancées jusqu'au 31 octobre de la deuxième année de l'exercice. (Loi du 28 juin 1833, ord. 11 juin 1832.) A cette époque ces crédits de délégation sont ramenés au montant des paiements et annulés pour le surplus. (Circ. 23 juill. 1851.)

Les dépenses publiques à faire par les receveurs des finances, se composent :

Des non-valeurs, remises et modérations sur les contributions foncière, personnelle et mobilière;

Des dégrèvements sur la contribution des portes et fenêtres ;

Des décharges réimposables sur les contributions foncière, personnelle et mobilière ;

Des non-valeurs, des redevances, des mines;

Des dégrèvements sur la rétribution universitaire et sur la contribution des patentes ;

Des attributions aux communes sur le produit des patentes ;

Des restitutions de centimes communaux ;

Des frais de perception des contributions directes et des redevances des mines, comprenant les remises des percepteurs et des receveurs des finances ;

Des taxations des receveurs des finances sur les produits des bois de l'état et produits divers.

Des bonifications d'intérêts sur les contributions directes ;

Des frais de service et intérêts à la charge du trésor, comprenant les intérêts de la dette flottante et les taxations des receveurs particuliers sur les versements des revenus indirects et les cautionnements.

(V. ci-dessus, **Percepteur**, **Taxations**, **Bonifications**, **Contributions directes**.) (Inst. gén. 1826, 165 à 200. Circ. de la compt., 18 août 1853.

Section IV.—Produits affectés à divers services locaux.

Les receveurs généraux sont chargés de recouvrer et de centraliser à leurs caisses différents produits qui se composent principalement de cotisations municipales et particulières fournies par les communes, les établissements publics ou les particuliers.

Les recouvrements sont effectués d'après des arrêtés du préfet notifiés avec les lois, décrets et réglements constitutifs des cotisations. (Instruct. de déc. 1826, art. 726 et suivants.)

Les dépenses sont acquittées au moyen de mandats que les préfets délivrent sur la caisse des receveurs-généraux.

Suit la nomenclature des diverses cotisations :

Fonds destinés aux salaires des prisons.

Fonds destinés aux agents forestiers.

Fonds destinés aux commissaires voyers ou directeurs des travaux communaux. (Circul. de la compt., 18 déc. 1828.)

Fonds destinés au paiement des frais d'impression pour le service des prestations en nature.

Fonds destinés au salaire des concierges des maisons de dépôt.

Fonds destinés aux frais des registres de l'état-civil.

Fonds destinés aux frais de timbre et d'impression des comptes et budgets des communes et mercuriales. (Circul. du 15 sept. 1831.)

Fonds destinés aux frais de confection des tables décennales.

Fonds destinés aux frais des registres pour mutations cadastrales.

Fonds destinés aux frais de confection et renouvellement des matrices à déposer dans les mairies.

Fonds destinés aux frais d'impression des bulletins des sociétés d'agriculture.

Fonds destinés à l'abonnement, aux journaux et recueils administratifs.

Fonds destinés à l'achat de timbre par les communes. (Circul. du 8 fév. 1831.)

Fonds destinés aux bourses communales des colléges royaux.

Fonds destinés à la nourriture et à l'entretien des enfants trouvés et abandonnés. (Circul. de la compt., 16 juill. 1828, 8 juin 1831 et 20 mars 1834.)

Fonds destinés aux pensions des insensés placés dans les hospices aux frais des parents ou communes.

Fonds destinés à des plantations, embellisements et encouragements.

Fonds destinés à des actes de bienfaisance.

Fonds destinés aux dépenses des bataillons cantonaux de la garde nationale. (Circul. de la compt., 21 juin 1832 et 30 déc. 1833. Inst. du ministre de l'intérieur du 23 nov. 1833.)

Fonds provenant des rétributions des élèves des écoles primaires. (Circul. du 30 sept. 1833.)

Fonds destinés aux achats ou réparations des maisons d'école communale primaire et aux diverses dépenses de ces écoles. (Loi du 28 juin 1833 ; Circul. de la compt. des 30 sept. 1833 et 16 août 1834; Inst. du ministre de l'intérieur du 31 juill. 1834.)

Fonds de masse des libérés.

Fonds destinés aux digues, ponts, chemins.

Fonds destinés au paiement des frais d'adjudication des coupes de bois.

Fonds communs provenant d'amendes de police correctionnelle.

Fonds provenant des débets des anciens secrétaires d'administration de canton.

Fonds provenant de liquidations sur l'arriéré.

Fonds destinés aux formules de patentes.

Fonds votés par les communes pour taxations et commissions des receveurs des finances.

Section V.—Opérations de trésorerie.

Les receveurs des finances concourent aux opérations de trésorerie ci-après :

1° Mouvements de fonds entre les comptables des finances;

2° Emission et paiement de traites et mandats;

3° Recouvrements et paiements effectués par les receveurs pour le compte du trésor en ce qui concerne les correspondants;

4° Versements de cautionnements;

§ 1. Mouvements de fonds. Receveurs des revenus indirects.

Les receveurs des revenus indirects doivent verser au receveur des finances de leur arrondissement, qui leur en délivre récépissé à talon, les fonds restés disponibles dans leurs caisses, après le paiement des dépenses, sans appoint inférieur à *un* franc; ces versements peuvent comprendre des mandats tirés par les receveurs des finances sur les receveurs des contributions indirectes, ainsi que les pièces justificatives des dépenses acquittées pour le compte des receveurs des finances et les obligations des redevables.

Réciproquement lorsque les receveurs des contributions indirectes sont hors d'état de satisfaire à des paiements imprévus, ils demandent des fonds de subvention aux receveurs des finances. Ces fonds ne peuvent être fournis que jusqu'à concurrence des crédits ouverts à chaque service d'après les lettres d'avis adressées aux receveurs généraux par le directeur du mouvement des fonds.

Les receveurs généraux, après avoir reçu, soit des directeurs, soit par l'intermédiaire des receveurs particuliers, les récépissés et autres pièces, adressent les talons au directeur du mouvement général des fonds, pour être crédités des versements à leur compte courant.

§ 2. Versements aux payeurs.

Les receveurs généraux exclusivement chargés de pourvoir à tous les besoins du service de leur département doivent verser aux payeurs ou à leurs préposés, les fonds nécessaires pour le paiement des dépenses publiques; ces remises de fonds sont faites en vertu des lettres de crédit délivrées sur les caisses des receveurs généraux, auxquels la direction du mouvement des fonds en donne avis; en cas d'urgence seulement, ces crédits peuvent être excédés, sauf toutefois régularisation ultérieure.

Dans le cas où le receveur général n'a point à sa disposition les ressources nécessaires, il adresse des demandes de fonds aux receveurs des départements voisins; le payeur lui adresse, le 20 de chaque mois, un état de ses besoins pour le mois suivant. (Arrêté du ministre des finances, 20 mai 1826.)

Les receveurs des finances et les percepteurs sous leurs ordres doivent faire sur les fonds de leurs recettes tous les paiements pour lesquels le payeur est dans le cas de réclamer leur concours auprès du receveur général. (V. *suprà* **Percepteur, Receveurs particuliers.**)

Les receveurs-généraux sont aussi chargés, dans les départements, du paiement des intérêts des rentes sur l'état, en vertu d'inscriptions directes ou départementales. (Ord. 18 août 1819, arrêté du ministre des finances du 28 août 1829; Circ. de la compt., 16 oct. 1855.)

Les porteurs d'inscriptions ont la faculté de demander en paiement aux receveurs généraux, des mandats sur les receveurs particuliers, sur les percepteurs et tous autres receveurs de deniers publics, comme aussi de faire compenser avec leurs contributions les arrérages dus.

Mais ces dépenses doivent être rattachées à la comptabilité des payeurs.

D'un autre côté, le trésor, sur la demande des receveurs généraux, fait toucher pour leur compte les arrérages payables à Paris. (V. **Dette publique.**)

§ 3. Remises et envois réciproques des receveurs-généraux du trésor, de l'armée, du caissier, du trésor.

Les receveurs-généraux sont chargés de faire les diligences nécessaires pour le recouvrement d'effets de toute nature sur diverses places que le trésor aurait à faire encaisser dans les départements, indépendamment des traites des douanes, des adjudications de coupes de bois, etc.; le trésor leur adresse les bordereaux d'achat d'inscriptions de rentes; les receveurs-généraux adressent de leur côté, au caissier du trésor qui en délivre des récépissés à talon, soumis à la formalité du visa, les fonds provenant de leurs recettes, soit en numéraire, soit en effets de commerce, et les traites, obligations de toute nature, ainsi que les mandats qu'ils souscrivent à l'ordre du caissier du trésor, sur les caisses d'amortissement et des dépôts et consignations.

Les receveurs-généraux sont appelés à opérer pour le compte de leurs collègues ou pour le trésorier de l'armée d'Afrique (Circ. du 12 mars 1855 et du 20 septembre 1855), des recouvrements ou paiements dont ils se font créditer réciproquement selon les circonstances dans leur compte courant avec le trésor; les receveurs ne peuvent se servir

de l'intermédiaire du trésor que pour les opérations relatives à ce service et autorisées par le directeur du mouvement des fonds.

§ 4. Émission et paiement de traites et mandats.

Les receveurs-généraux seuls sont admis à tirer des mandats sur le caissier du trésor suivant les règles tracées par les instructions de la direction du mouvement des fonds.

Toute disposition faite par un receveur général sur le receveur général d'un autre département, n'engage le trésor qu'autant qu'elle a été reconnue par la direction du mouvement des fonds à laquelle il doit en être donné avis.

Réciproquement, les receveurs-généraux ont à payer aux échéances les mandats tirés sur eux par le caissier du trésor et par leurs collègues.

§ 5. Service des correspondants du trésor.

Le trésor emploie habituellement le concours des receveurs des finances pour le service des correspondants ci-après:

Les communes et établissements publics, pour le placement au trésor de leurs fonds disponibles (Décret du 27 février 1811; arrêtés minist. des 7 mars 1818 et 29 novembre 1824) et les remboursements de ces fonds;

Divers, pour les remboursements des consignations et dépôts antérieurs au premier juin 1816 (Lois du 28 avril 1816, du 18 janvier 1805 et du 9 frim., an 7.);

Les caisses d'épargne et de prévoyance, pour les placements et remboursements (Circ. 25 juin 1850.);

Les caisses d'épargne des instituteurs primaires, pour les placements et remboursements (Art. 15 de la loi du 28 juin 1833, Circ. de la compt., du 16 août 1834 et 5 déc. 1835.);

Les fonctionnaires de l'université, pour leurs fonds de retraite (Rég. du 29 nov. 1834, arrêté par les ministres des finances et de l'instruction publique.);

Le trésorier des invalides de la marine;

L'agent comptable des colonies;

La régie intéressée des salines de l'Est;

Les corps de troupes de terre et de mer pour les fonds sans emploi dans leurs caisses. (Circ. du 20 déc. 1834.);

§ 6. Versement de cautionnements.

Les receveurs des finances reçoivent les versements de cautionnements et en délivrent des récépissés à talon. (L. du 28 avril 1816.)

Les receveurs-généraux sont tenus d'adresser tous les mois à la direction de la dette inscrite un relevé détaillé des versements faits pendant le mois expiré.

Section VI. — Correspondants de la recette générale.

Ces divers correspondants sont :

1° La caisse d'amortissement, pour son compte courant (L. du 25 mars 1817, ord. du 5 juillet 1816.);

2° La caisse des dépôts et consignations, pour son compte courant (Circul. de la comptabilité du 16 août 1832.);

3° La Légion-d'Honneur, pour son compte courant;

4° Le trésorier général des invalides de la marine (*Idem.*);

5° Les soumissionnaires de travaux publics et fournitures relatifs aux ministères et aux divers services départementaux, pour leur dépôt de cautionnement en numéraire et effets publics (Circul. de la comptabilité des 20 déc. 1834 et 30 mai 1835.);

6° *Divers*, pour leur compte d'achat de rentes sur l'état (Art. 21, ord. du 14 avr. 1819.);

7° *Idem*, pour leur compte de vente de rentes;

8° Les officiers et employés militaires, pour leur compte de retenues applicables aux contributions directes;

9° *Divers*, pour leur compte d'excédant de versements sur les contributions directes;

10° *Idem*, *idem* sur les rétributions pour la vérification des poids et mesures;

11° Les adjudicataires des bois de l'état, pour leur compte de dépôts en numéraire (L. du 25 mars 1831.);

12° Les adjudicataires des coupes ordinaires et extraordinaires des bois des communes et établissements, pour leur compte d'obligations en dépôt (Circul. de la comptabilité du 16 août 1832.);

13° Les communes et établissements publics, pour leur compte de produits de coupes extraordinaires de bois;

14° *Divers*, pour leur compte d'engagements, pour la taxe des brevets d'invention;

15° Les receveurs d'hospices et établissements de bienfaisance, pour leur compte d'intérêts de cautionnement (Circul. des 5 nov. 1831, 20 mars 1832 et 29 déc. 1832. Comptabilité.);

16° Les receveurs d'hospices, leur compte de versements, pour le service des enfants trouvés;

17° Les receveurs particuliers, pour leur compte courant;

18° Les percepteurs, pour leur compte de contributions compensées;

19° Les mêmes, ponr leur compte d'effets à recouvrer;

20° Les mêmes, pour leur compte de restes à recouvrer sur les contribuables ;

21° Divers comptables, pour leur compte de mandats de receveur général;

22° Divers correspondants, pour leur compte de mandats à payer ;

23° Divers comptables, pour leur compte de fournitures de l'imprimerie royale ;

24° Les percepteurs, les agents de l'université, les chefs d'école, pour leur compte de rentes à recouvrer ;

25° Les agents comptables des facultés, pour leur compte courant ;

26° Les percepteurs, pour leur compte de débets.

Section VII. — Responsabilité, Surveillance.

Au 30 novembre de l'année qui suit celle dont l'exercice prend le nom, les receveurs généraux, pour l'arrondissement du chef-lieu, et les receveurs particuliers pour leur arrondissement respectif, sont obligés de se charger en recette de la partie des rôles non soldés par des recouvrements réels sur les contribuables, ou par les ordonnances de remises et moderations. (Ord. du roi, 7 oct. 1832; Arr. minist. du 15 janv. 1836.)

Il est interdit à ces receveurs de solder les rôles en fin d'exercice avec les avances des percepteurs, et d'admettre les fonds des communes en avances sur contributions directes. (Circul. des 1er nov. 1833, 25 oct. 1834, 10 oct. 1835.)

Les receveurs généraux doivent comprendre les versements des receveurs particuliers de la troisième dizaine de décembre dans la comptabilité de l'année suivante. (Circul. 6 déc. 1833.)

Les receveurs généraux sont responsables de la gestion des receveurs particuliers, et les dirigent dans l'exécution des lois et réglements qui ont pour objet le recouvrement de l'impôt et des divers produits ; ils leur donnent également les directions nécessaires pour la tenue de leur comptabilité.

Ils sont tenus de couvrir immédiatement le trésor du débet qui aurait été contracté par le receveur particulier, sauf à exercer par voie de subrogation son recours sur le cautionnement, les biens et la personne du debiteur. (Ord. du roi du 19 novembre 1826 ; V. aussi instr. de 1826.)

Les receveurs généraux sont soumis à toutes les autres dispositions disciplinaires et pénales qui pèsent sur tous les comptables.

Section VIII. — Comptabilité, Écritures.

Les écritures des receveurs des finances sont tenues en partie double, d'après ce principe « que » le comptable doit décrire tout ce qui se fait ; » qu'il doit constater ses opérations au fur et à » mesure qu'elles ont lieu, sans rature, surcharge » ni lacune ; que, dès lors, les ecritures faites ne » peuvent jamais éprouver d'altération, et que si » des erreurs ont été commises, elles doivent » être rectifiées par de nouvelles écritures. »

L'instruction générale de 1826 détaille longuement, de l'art. 1258 à l'art. 1838, les écritures des receveurs des finances modifiées sur quelques points par les circulaires posterieures de la comptabilité des finances, et notamment par celle du 6 déc. 1833.

Leur analyse excéderait les bornes de cet article.

Les receveurs-généraux sont justiciables de la cour des comptes. (Ord. du roi, 18 nov. 1817.)

Ils adressent préalablement leurs comptes au ministère des finances, par l'intermédiaire duquel ils sont adressés à la cour, après la vérification faite par la comptabilité générale, avec les pièces justificatives.

Ces comptes sont rendus par gestion; ils doivent être signes, datés et affirmés sincères et véritables, sous les peines de droit, par le comptable. (L. du 8 fév. 1792 et du 16 nov. 1807.)

Ils doivent être produits dans les six mois qui suivent l'expiration de la gestion. (V. **Jugement. Révision, Pourvoi, etc., Des receveurs V° Cour des comptes.**

Consulter : *Les instructions précitées et le Mémorial des percepteurs*, par Durieu. (Périodique.)

RÉCLAMATIONS. — Les réclamations des citoyens peuvent être adressées à l'autorité administrative en différentes matières, telles que celles de contributions directes ou indirectes pour surtaxe ou surcharge ; d'enquêtes préalables aux travaux d'utilité publique ; d'inscriptions sur les listes électorales ; d'élections, etc. (V. **Contributions, Enquêtes, Expropriation pour cause d'utilité publique, Élections.**)

RÉCLUSION. — (V. Code pén., art. 7, 21. 181, 188, **Prisons, Détention.**)

RÉCOLEMENT. — En matière forestière, le récolement est la revue faite par les agents forestiers, d'une coupe de bois, pour reconnaître si les clauses du cahier des charges ont été exécutées par l'adjudicataire. En termes de pratique, c'est ordinairement l'action de vérifier si des effets compris dans un inventaire ou dans un procès-verbal existent encore en nature.

C'est ainsi qu'on fait le récolement du mobilier des hôtels de préfecture. (V. **Préfecture.**)

RÉCOLTES. — Nulle autorité ne peut sus-

pendre ou intervertir les travaux de la campagne dans les opérations de la semence et des récoltes.

Quiconque est convaincu d'avoir dévasté des récoltes sur pied, ou abattu des plants venus naturellement ou faits de main d'homme, doit être puni d'une amende double de dédommagement dû au propriétaire, et d'une détention qui ne peut excéder deux années. (L. 28 sept. 6 oct. 1791, tit. 1, sect. 5, art. 3; tit. 2, art. 29.)

La municipalité doit pourvoir à l'enlèvement de la récolte d'un cultivateur absent, infirme ou qui accidentellement est hors d'état de la faire lui-même.

Les maires et adjoints doivent également envoyer tous les ans aux sous-préfets de leur arrondissement l'état du produit des récoltes.

L'intérêt public a nécessité dans cette matière certaines restrictions au droit qu'a chacun de disposer de sa chose, ainsi :

1° Toutes les ventes de grains en vert et pendant par racines sont prohibées sous peine de confiscation des grains et fruits vendus, laquelle doit être supportee, moitié par le vendeur et moitié par l'acheteur;

2° Les propriétaires ne peuvent vendre le produit de leurs récoltes pour être exporté qu'en se conformant aux lois sur les douanes. (V. **Céréales.**)

3° L'époque de la récolte des raisins doit être fixée par l'autorité municipale. (V. **Vendanges.**)

RÉCOMPENSES. —Quand une action héroïque, un dévouement généreux, une découverte utile, un perfectionnement dans l'industrie rurale et manufacturière auront distingué un citoyen, quelle que soit d'ailleurs sa condition, l'administrateur doit s'empresser d'en instruire le gouvernement, de faire valoir les titres de ce citoyen à la gratitude publique et de lui indiquer même l'encouragement qui lui serait le plus utile, ou la récompense qui lui serait la plus honorable et la plus flatteuse. Mirabeau disait : « Il ne suffit pas de considérer l'homme comme l'instrument de l'agriculture, du commerce et des arts, il faut aussi le considérer comme un être sensible dont on peut étendre l'existence. »

Les préfets sont autorisés, par une circulaire du 31 janvier 1828, à payer sur les fonds des dépenses imprévues, des gratifications qui n'excèdent pas 100 fr., aux habitants de leurs départements qui, s'étant honorés par des actes de dévouement, n'auraient pas assez d'aisance pour préférer une médaille d'honneur à une récompense pécuniaire. L'état indicatif de ces récompenses doit être adressé au ministre tous les trois mois.

Une ordonnance du roi, en date du 10 juillet 1816, bulletin 100, porte qu'aucun don, aucun hommage, aucune *récompense* ne pourront être votés, offerts ou décernés comme témoignage de la reconnaissance publique par les conseils généraux et autres, les gardes nationales et autres corps civils et militaires sans l'autorisation préalable du roi.

On nomme encore *récompenses nationales* les pensions et décorations accordées à ceux qui se signalèrent dans les trois journées de la révolution de 1830. Une loi du 30 août, même année, posa en principe qu'il serait décerné des récompenses aux blessés, des secours et pensions aux pères, mères, veuves et enfants de ceux qui ont succombé, et des indemnités pour dommages aux propriétés.

La loi du 13 décembre 1850 règle la quantité et la nature des récompenses.

A cet effet, une commission, dite des *Récompenses nationales*, fut instituée à l'effet de dresser, d'après la justification des titres, la liste des citoyens, veuves, mères ou enfants qui auraient droit à ces secours. Une somme de 2,400,000 fr. fut d'abord distribuée par ladite commission à titre d'indemnité ou de secours, une fois payés; en outre, le ministre des finances fut autorisé à faire inscrire au trésor public, et jusqu'à concurrence de 460,000 fr., les pensions et secours annuels liquidés par la commission.

Les certificats de vie des orphelins de juillet qui sont inscrits au trésor pour des pensions doivent être délivrés gratuitement par les maires. (O. 13 juin 1832.)

Nous rangerons encore au nombre des récompenses nationales les pensions accordées aux vainqueurs de la Bastille par la loi du 26 avril 1833, et qui ont dû être liquidées dans la forme prescrite pour toutes les pensions à la charge de l'État.

Ces pensions figurent au budget de la dette publique pour 1837, les premières pour une somme de 590,000 fr., et les secondes pour une somme de 21,000 fr. Elles sont viagères, non reversibles, conséquemment elles s'éteindront peu à peu.

RECONSTRUCTION. (V. **Grande et petite Voirie, Voirie urbaine.**)

RECOUSSE. (V. **Prise maritime.**)

RECRUTEMENT.

§ 1. Exposé. — § 2. Dispositions générales. — § 3. Appels. —

§ 1. Tirage. — § 3. Exemptions. Dispenses. Perte de dispenses. — § 6. Conseil de révision. — § 7. Compétence des tribunaux civils. — § 8. Remplacement. Substitution. — § 9. Division des classes. — § 10. Engagements volontaires. — § 11. Rengagements. — § 12. Dispositions pénales. — § 13. Frais de recrutement. Indemnité des communes. — § 14. Dépôts de recrutement.

§ 1. Exposé.

La sécurité d'un état n'a pas de meilleurs fondements que l'étendue et la bonne organisation de ses forces militaires; tous doivent y concourir, et cette contribution est sacrée. L'état a donc le droit de réclamer le concours des citoyens pour veiller à la conservation des intérêts publics qui, en définitive, est la conservation de soi-même, des siens et de ses propriétés, dont la réunion forme l'état.

La loi de l'an VI sur la conscription, source de tant d'abus et de tant de rigueurs, fut abolie par la charte de 1814. Après trois ans d'essai du système des enrôlements volontaires, fut rendue la loi du 10 mars 1818, qui ne répondit pas aux espérances qu'elle avait d'abord fait naître. L'expérience ne tarda pas à en dévoiler les imperfections; elle fut donc modifiée par la loi du 9 juin 1824 dans une de ses dispositions fondamentales relatives à la fixation du contingent annuel et à la durée du service.

Mais d'après le nouvel ordre de choses introduit par la révolution de 1830, il devint nécessaire d'apporter encore quelques modifications. Elles ont donc été définitivement déterminées par la loi du 21 mars 1832, aujourd'hui fondamentale sur cette matière.

Le contingent de l'armée, voté annuellement par les chambres, aux termes de l'art. 69 de la charte, se recrute d'après les dispositions de ladite loi, et, en cela, on peut l'assimiler aux autres contributions qui doivent être ordonnées annuellement par la loi d'après la proposition du gouvernement. Le principe est le même. Avant la révolution de 1830, le roi seul était en possession de fixer le contingent des troupes de terre et de mer.

§ 2. Dispositions générales.

L'armée se recrute par des appels et des engagements volontaires (art. 1er)[1], et cette disposition s'applique tant au recrutement de l'armée de mer qu'à celui de l'armée de terre. C'est même en vue de l'armée de mer et sur les observations du ministre de la marine, relatives au temps nécessaire pour former un bon matin, que la durée du service, originairement fixée à cinq ans, a été portée à 7 ans. (Comm. de Delaborde, J. des C. mun., deuxième année, p. 129.) (V. toutefois nos observations, Vo **Inscription maritime.**)

Nul n'est admis à servir dans les armées françaises s'il n'est Français. Ainsi tout individu né en France de parents étrangers ne doit être soumis aux obligations imposées par la loi, qu'autant qu'il aurait été admis à jouir du bénéfice de l'art. 9 du Code civil. Lors de la discussion, on a essayé par différents amendements de prévenir les abus que pourraient entraîner ces dispositions, en exemptant du service militaire des individus *Français de fait*: mais ils ont été rejetés dans la crainte qu'ils ne se trouvassent en contradiction avec le Code civil.

Tous les Français doivent satisfaire à la loi du recrutement; et cette règle est si formelle, que nul ne peut être admis à un emploi civil ou militaire s'il ne peut en justifier (art. 48). Cependant elle reçoit quelques exceptions; ainsi, les uns sont *exclus* comme indignes à titre d'appelé, de remplaçant ou autre, tels que les individus condamnés à une peine afflictive ou infamante (C. pén., art. 7 et 8), et ceux condamnés à une peine correctionnelle de deux ans d'emprisonnement et au-dessus, et en outre qui ont été placés par le jugement de condamnation sous la surveillance de la haute police et interdits des droits civiques, civils et de famille. Les autres sont *exemptés*, d'autres enfin sont *dispensés* du service militaire. (Art. 2, 15 et 14.) Toutefois, observe M. de Laborde, *loc. cit.*, une condamnation correctionnelle n'entraîne l'indignité du service que quand elle réunit ces trois circonstances (V. C. pén., art. 34.) Il suit de là, 1° qu'un jeune homme condamné correctionnellement à deux ans de prison ou davantage peut être compris dans le contingent pendant la durée de sa peine, sauf à être dirigé sur son corps quand elle sera expirée; 2° qu'un jeune homme dont la peine est expirée, mais qui se trouve encore sous la surveillance de la haute police, peut faire partie du contingent pendant la durée même de la surveillance. Ne point le comprendre dans le tirage; ce serait reculer l'époque de sa libération. (V. ci-après art. 9 et 11.)

La durée du service est de sept ans, qui compteront du 1er janvier de l'année où les appelés auront été inscrits sur les registres matricules des corps de l'armée.

Pendant cet intervalle, la loi veut que les jeunes soldats reçoivent dans le corps auquel ils sont

[1] La loi du 10 mars 1828 disait au contraire que l'armée se recrutait par des engagements volontaires et des appels; mais il est évident que les engagements ne peuvent être le mode *principal* du recrutement.

attachés, et autant que le service militaire le permettra, l'instruction prescrite pour les écoles primaires. D'après ces dispositions, le 28 décembre 1835, un nouveau réglement sur le service des écoles régimentaires a été adressé aux autorités militaires, et tous les moyens ont été employés pour en assurer le succès. Ainsi, des gratifications sont accordées chaque mois aux meilleurs élèves, et tous les trois mois, les noms de ceux qui ont obtenu le plus de succès sont mis à l'ordre du régiment. Il en est tenu compte lors de la formation des listes d'armement. Deux ans après la date du réglement susdit, aucun sous-officier ne pourra être porté sur le tableau d'avancement, s'il ne sait écrire et parler correctement, et s'il ne justifie, par un examen, des connaissances qu'on acquiert dans les cours du deuxième degré. Enfin les congés de semestre sont accordés de préférence aux militaires qui savent lire et écrire.

§ 3. Appel.

Une loi annuelle fixe le contingent pour les troupes de terre et de mer, et le répartit entre les différents départements.

Le tableau de la répartition est annexé à ladite loi, et le contingent assigné à chaque canton doit être fourni par un tirage au sort entre les jeunes Français qui auront atteint leur vingtième année dans le courant de l'année précédente. (Art. 5.) (V. Charte, art. 69, § 4; et la loi du 11 oct. 1830.)

Des tableaux de recensement sont à cet effet dressés chaque année par les maires. Autrefois il n'existait pas de disposition pénale contre ceux qui se tenaient à l'écart et tâchaient d'éviter l'inscription ; mais la loi nouvelle a cherché à remédier à cet inconvénient en imposant à chacun, aux parents ou aux tuteurs, l'obligation de se présenter à l'inscription ; et en vertu de l'art. 38 de cette loi, celui qui aurait été omis en vertu de manœuvres frauduleuses commises par lui, ou celui qui les aurait facilitées, est puni d'emprisonnement. La déclaration exigée des parties intéressées est toute dans leur intérêt, car, en l'omettant, et si le maire lui-même les oublie, ils s'exposent, dans le cas où l'omission serait découverte, à voir reculer l'époque de leur libération, à ne pouvoir être admis jusqu'à trente ans accomplis à aucun emploi civil ou militaire, enfin à l'application des peines portées en l'art. 58 ci-dessus.

Indépendamment de cette obligation imposée aux jeunes gens et à leur famille, les maires inscrivent d'office sur les tableaux de recensement, et d'après les registres de l'état-civil et autres documents, les jeunes gens qui auraient atteint l'âge de vingt ans, ou ceux qui auraient été omis dans les années précédentes. Ces tableaux sont publiés et affichés selon les formes prescrites par les art. 63, 64 du Code civil.

Un avis publié dans la même forme doit indiquer les lieu, jour et heure où il sera procédé à l'examen desdits tableaux et à la désignation par le sort, du contigent.

Sont considérés comme légalement domiciliés dans le canton, et conséquemment inscrits sur lesdits tableaux :

1° Les jeunes gens, même émancipés; engagés, établis au dehors, expatriés, absents ou détenus, si d'ailleurs leurs père, mère ou tuteur, ont leur domicile dans une des communes du canton, ou s'ils sont fils d'un père expatrié qui avait son dernier domicile dans une desdites communes; nous ferons observer que c'est une dérogation à l'art. 108 du Code civil, qui accorde au mineur émancipé la faculté d'avoir son domicile séparé de celui de ses père, mère ou tuteur ; mais cet article reprend sa force, si l'émancipation a eu lieu par mariage; le domicile du père, de la mère ou du tuteur dans un canton n'entraîne pour le mineur devenu mari, qu'une présomption de domicile subordonnée à la preuve contraire ; et s'il réside avec sa femme dans un canton, il doit y être inscrit sans qu'on ait égard au domicile de ses père, mère, ou tuteur.(Legras, J. des Cons. mun., mai 1836.)

2° Les jeunes gens mariés dont le père ou la mère, à défaut de père, sont domiciliés dans le canton, à moins qu'ils ne justifient de leur domicile dans un autre canton ;

3° Les jeunes gens mariés et domiciliés dans le canton, alors même que leur père ou leur mère n'y seraient pas domiciliés ;

4° Les jeunes gens nés et résidant dans le canton qui n'auraient ni leur père, ni leur mère, ni tuteur ;

5° Les jeunes gens résidant dans le canton qui ne seraient dans aucun des cas précédents, et qui ne justifieraient pas de leur inscription dans un autre canton (Art. 6.), notamment les majeurs, qui doivent être inscrits dans le canton de leur résidence réelle, soit qu'ils y aient un domicile personnel; soit qu'ils habitent chez la personne qu'ils servent, ou avec laquelle ils travaillent. (Art. 102, 109 et 488, C. civ.)

Sont, en outre, d'après la notoriété publique, considérés comme ayant l'âge requis pour le tirage, les jeunes gens (prévenus par la publication des tableaux de recensement) qui ne pourront produire ou n'auront pas produit avant le tirage un extrait des registres de l'état-civil, constatant un

âge différent, ou qui, à défaut de registres, ne pourront prouver, ou n'auront pas prouvé leur âge conformement à l'art. 46 du Code civil. (Art. 7.)

Si dans l'un des tableaux de recensement des années précédentes des jeunes gens ont été omis, ils seront inscrits sur le tableau de l'année qui suivra celle où l'omission aura été découverte, à moins qu'ils n'aient trente ans accomplis. (Art. 9.)

§ 4. Tirage.

Dans les cantons composés de plusieurs communes, l'examen des tableaux de recensement et le tirage au sort ont lieu au chef-lieu de canton en séance publique devant le sous-préfet, assisté des maires du canton (ou en cas d'empêchement absolu, de leurs adjoints); car leur présence est indispensable afin de donner sur les jeunes gens les renseignements qu'ils auront dû se procurer. (Instr. 12 août 1818, art. 19.)

Le tableau est lu à haute voix. Le sous-préfet doit rappeler d'abord aux jeunes gens les dispositions de l'article 7 de la loi, afin qu'ils aient à s'y conformer pour justifier de leur âge; il leur fera remarquer que ces justifications doivent, d'après cet article, être faites avant le tirage au sort, et qu'aucune réclamation ne pourra être admise à cet égard après le tirage, attendu que la loi veut que les jeunes gens suivent toujours la chance du numéro qu'ils ont obtenu.

Les jeunes gens, leurs parents ou ayants cause sont entendus dans leurs observations.

Le sous-préfet statue, après avoir pris l'avis des maires, et le tableau rectifié, s'il y a lieu, est définitivement arrêté, et revêtu de leurs signatures.

Dans les cantons composés de plusieurs communes, l'ordre dans lequel elles seront appelées pour le tirage est chaque fois indiqué par le sort. (Art. 10.)

Le sous-préfet inscrit en tête de la liste du tirage les noms de ceux qui par suite de fraudes ou manœuvres auraient été omis sur les tableaux de recensement. Les premiers numéros leur sont attribués de droit, c'est-à-dire ceux qui doivent être les premiers appelés à faire partie du contingent. En conséquence, ils doivent être extraits de l'urne avant l'opération du tirage. (Art. 11.)

Avant de commencer l'opération du tirage, le sous-préfet compte publiquement les numéros déposés dans l'urne, lesquels doivent être renfermés dans des étuis ou olives en bois de pareille dimension et en tous points uniformes dans leur construction; et après s'être assuré que ce nombre est égal à celui des jeunes gens appelés à concourir au tirage, il en fait la déclaration à haute voix.

Tous ces soins confiés au sous-préfet sont bien importants, car la moindre erreur pourrait entraîner de graves inconvénients, si, malgré les sages précautions prescrites par la loi, il arrivait que le nombre des jeunes gens fût supérieur à celui des numéros déposés dans l'urne.

Le tirage est fait par chacun des jeunes gens appelés dans l'ordre du tableau, et leur numéro est immédiatement proclamé et inscrit sur le tableau de recensement dans les colonnes ouvertes à cet effet, et en regard du nom du jeune homme qui l'a tiré.

Les parents des absents, ou à leur défaut, le maire de leur commune tirent à leur place.

Mais qu'adviendrait-il dans le cas où, faute d'avoir observé les formalités de détail si importantes prescrites par la loi, il arrivait que le nombre des jeunes gens fût supérieur à celui des numéros déposés dans l'urne? En ce cas les jeunes gens qui n'auraient pas tiré au sort seraient renvoyés au tirage de la classe suivante.

Si, au contraire, il se trouvait dans l'urne un excédant de bulletins, les numéros qui ne seraient pas sortis devraient être considérés comme échus à des hommes exemptés et remplacés dans le contingent.

Enfin si plusieurs bulletins portant le même numéro sont tirés de l'urne, les jeunes gens qui auront obtenu ces numéros tireront entr'eux et seront inscrits sur la liste du tirage dans le rang que le sort leur aura assigné.

Tels sont les moyens qui quelquefois ont été mis en usage pour sortir de la position embarrassante où trop de précipitation avait jeté certains administrateurs. On sentira donc, nous le répétons, toute l'importance d'assurer la régularité des opérations du tirage par l'accomplissement des formalités prescrites.

L'opération du tirage achevée est définitive et ne peut, sous aucun prétexte, être recommencée.

Il doit être fait mention, sur la liste, des cas et des motifs d'exemption ou de déduction que les jeunes gens ou leurs parents ou les maires des communes se proposent de faire valoir devant le conseil de révision. Le sous-préfet y ajoute ses observations. (Art. 12.)

La liste lue, arrêtée et signée, de même que le tableau de recensement, est affichée dans toutes les communes du canton.

A moins de se trouver dans les cas légaux d'exemption, chacun doit suivre la chance du numéro qui lui est échu au tirage; et conséquemment nul ne peut être admis, après cette opération,

à prouver qu'il n'a pas l'âge requis; il sera donc ou définitivement soumis aux obligations imposées par la loi, ou définitivement dégagé de ces mêmes obligations, suivant que son numéro sera ou ne sera pas porté sur la liste du contingent du canton. (Instr., 30 mars 1832, nº 6.)

§ 5. Exemptions, Dispenses.

Sont exemptés et remplacés dans l'ordre des numéros subséquents, les jeunes gens que leur numéro désigne pour faire partie du contingent et qui se trouvent dans un des cas suivants savoir :

1º Ceux qui n'ont pas la taille d'un mètre 56 centimètres (4 pieds 9 pouces 7 lignes);

2º Ceux que leurs infirmités rendent impropres au service;

Ces infirmités sont examinées par des gens de l'art et à huis clos, en présence du conseil de révision qui les apprécie. (V. ci-après, § 6.)

En aucun cas le conseil ne peut ajourner à la classe suivante les jeunes gens trop faibles de constitution pour être mis immédiatement en activité, car cet ajournement au-delà du terme fixé pour la clôture de la liste cantonale serait incompatible avec le principe de libération absolue de tout ce qui ne fait pas partie du contingent. (Cir., 21 déc. 1818.)

Cette appréciation des infirmités par le conseil de révision, serait même nécessaire à l'égard de celui qui, s'étant engagé volontairement avant son incorporation légale, a été renvoyé dans ses foyers à cause de la faiblesse de sa constitution.

3º L'aîné d'orphelins de père et de mère;

Nonobstant l'existence d'un aïeul, l'aîné (du premier lit) d'orphelins d'un même père et de mères différentes. (Instr., 12 août 1818, art. 78.) Il en serait autrement toutefois, si ayant des sœurs aînées, l'orphelin n'a ni frères ni sœurs plus jeunes que lui. (Circ., 11 juin 1819), ou s'il est l'aîné d'enfants dont la mère est décédée, et dont le père est mort civilement. (Solut. min., 8 juin 1819.)

4º Le fils unique ou l'aîné des fils, ou, à défaut de fils et de gendre, le petit-fils unique ou l'aîné des petit-fils d'une femme actuellement veuve ou d'un père aveugle, ou entré dans sa 70e année.

Dans les cas prévus par les ci-dessus Nos 3º et 4º, le frère puîné jouira de l'exemption, si le frère aîné est aveugle ou atteint de toute autre infirmité incurable qui le rende impotent. Celui-ci, en effet, devient par son état une charge pour le puîné qui lui doit des secours.

5º Le plus âgé de deux frères appelés à faire partie du même tirage, et désignés tous deux par le sort, si le plus jeune est reconnu propre au service. L'exemption serait accordée illégalement : 1º si par son numéro ce dernier ne devait pas être compris au contingent. (Instr., 30 mars 1832.) 2º Si l'un des deux frères est exempté lui-même pour un motif quelconque, ou s'il se trouve dans un des cas d'exclusion prévus par l'article 2 de la loi : 3º Si l'un des deux frères n'est compris dans le contingent qu'en qualité de substituant ou de remplaçant.

6º Celui dont un frère sera sous les drapeaux à tout autre titre que pour remplacement; quel que puisse être d'ailleurs son grade. Mais l'exemption n'est pas due au frère d'un militaire en état de désertion. (Circ. min., 15 oct. 1818.)

Il y aurait droit toutefois s'il était prouvé que l'état de désertion a cessé, soit parce que le militaire ayant été arrêté n'a pas été mis en jugement, soit parce que, ayant été livré aux tribunaux militaires, il a été acquitté. (Id., 30 mai 1820.)

En général donc, les engagés volontaires procurent l'exemption à leur frère; mais l'article 33 établit une exception pour celui qui, en cas de guerre, contracterait un engagement volontaire de deux années seulement.

L'expression, *sous les drapeaux*, dont se sert la loi est positive, ainsi les frères des élèves des écoles militaires ne peuvent être admis à l'exemption, qu'autant que ces élèves sont porteurs des brevets d'officiers, ou compris dans le contingent d'une classe levée. (Déc. min. 11 mars 1825.)

7º Celui dont un frère sera mort en activité de service, fût-ce même à titre de remplaçant (Circ. min., 30 mars 1832), ou aura été réformé, ou admis à la retraite pour blessures reçues dans un service commandé, ou pour infirmités contractées dans les armées de terre ou de mer.

Dans un *service commandé*, dit la loi. Si donc la mort résultait d'une condamnation capitale, d'un duel, ou si les blessures qui ont causé la réforme proviennent d'un duel, l'exemption ne pourrait être réclamée. (Décis., 21 juillet 1820.)

L'exemption accordée conformément aux nos 6 et 7 ci-dessus sera appliquée dans la même famille autant de fois que les mêmes droits s'y reproduiront.

Seront comptées néanmoins en déduction des dites exemptions les exemptions déjà accordées aux frères vivants en vertu du présent article, à tout autre titre que pour infirmité.

Citons un exemple : Une famille est composée de cinq frères. L'aîné a été exempté pour défaut de taille, le second et le troisième sont au service : en vertu du nº 6, ils devraient procurer l'exemption au quatrième et au cinquième frère; mais comme

il y a déjà dans la famille une exemption pour autre cause que l'infirmité, elle viendra en déduction; les deux frères au service n'exempteront que le quatrième frère, et le cinquième marchera s'il est compris dans le contingent par le sort; mais il faut remarquer que la deduction n'est faite que si le frère déjà exempté est encore vivant. (J. des C. mun. II vol., p. 155.)

Il est important de remarquer que les enfants naturels non légitimés ne sont pas admis à faire valoir les motifs d'exemption ci-dessus; (Instr., 12 août 1818 art. 75.)

Enfin, que l'exemption, étant de sa nature absolue et définitive, les hommes exemptés ne sont dans aucun cas susceptibles d'être repris pour le service militaire. (Déc. min., 27 nov. 1818.)

Différents certificats sont exigés pour attester la réalité des motifs d'exemption. Ils sont exempts des droits de timbre. (Circ., 14 août, 14 oct. 1818, 9 juin 1820.)

Le jeune homme omis même involontairement et sans fraude de sa part qui ne se sera pas présenté par lui ou par ses ayant-cause pour concourir au tirage de la classe à laquelle il appartenait, ne pourra réclamer le bénéfice des exemptions indiquées par les numéros 3, 4, 5, 6 et 7 ci-dessus, si les causes de ces exemptions ne sont survenues que postérieurement à la clôture des listes du contingent de sa classe.

Dispenses. Sont considérés comme ayant déjà satisfait à l'appel et comptés numériquement en déduction du contingent à former, les jeunes gens désignés par leur numéro pour faire partie dudit contingent qui se trouveront dans l'un des cas suivants :

1° Ceux qui seraient déjà liés au service dans les armées de terre ou de mer en vertu d'un engagement volontaire, d'un brevet ou d'une commission, sous la condition qu'ils seront dans tous les cas tenus d'accomplir le temps de service prescrit par la loi. (Et dans cette catégorie on doit comprendre les officiers de santé et les officiers d'administration (déc. min., 28 avril 1832); les gardes-chiourmes de la marine, (id. 25 juill. 1819). Mais ne sont pas dispensés 1° les officiers démissionnaires (circ., 21 oct. 1818.), les employés et ouvriers des manufactures d'armes (déc. min., 21 nov. 1818), les jeunes gens qui font partie des gardes nationales, des milices coloniales ou des brigades des douanes (déc. min., 27 sept. 1818, 28 juillet 1820), les élèves de l'école des mines et des arts et metiers. (Id., 20 août 1820, 4 mars 1825.)

2° Les jeunes marins portés sur les registres-matricules de l'inscription maritime, et les charpentiers de navires, perceurs, voiliers et calfats immatriculés conformément à la loi du 3 brumaire-an IV article 1, 2, 3, 4, 5, 44.)

3° Les élèves de l'École polytechnique, à condition qu'ils passeront, soit dans la dite école, soit dans les services publics, un temps égal à celui que la loi fixe pour le service militaire;

4° Ceux qui etant membres de l'instruction publique auraient contracté, avant l'époque déterminée pour le tirage au sort, devant le conseil de l'université, l'engagement de se vouer à la carrière de l'enseignement [1].

La même disposition est applicable aux élèves de l'école normale centrale de Paris, à ceux de l'école dite de *jeunes de langue* instituée près le ministre des affaires étrangères, et aux professeurs des institutions royale des sourds-muets.

5° Les élèves des grands séminaires, régulièrement autorisés à continuer leurs études ecclésiastiques; les jeunes gens autorisés à continuer leurs études pour se vouer au ministère dans les autres cultes salariés par l'état, sous la condition, pour les premiers, que s'ils ne sont pas entrés dans les ordres majeurs à 25 ans accomplis, et pour les seconds que s'ils n'ont pas reçu la consécration dans l'année qui suivra celle où ils auraient pu la recevoir, ils seront tenus d'accomplir le temps de service. Les protestants devront donc prouver qu'ils suivent les facultés de théologie de Strasbourg ou de Montauban, et les juifs qu'ils suivent l'école centrale rabbinique de Metz.

A l'égard des élèves des grands séminaires, un arrêt de la cour de cassation du 15 avril 1836 a décidé qu'ils n'étaient pas obligés, pour être dispensés du service militaire, de continuer leurs études dansces établissements; et que lorsqu'ils en sortaient ils n'étaient pas obligés de faire la déclaration au maire de leur commune, pourvu toutefois qu'il fût reconnu en fait qu'ils persistent à suivre la carrière ecclésiastique. (*Le Droit* 18 avril 1836.)

6° Les jeunes gens qui auront remporte les grands prix de l'institut ou de l'université.

Les jeunes gens désignés par leur numéro pour faire partie du contingent cantonal et qui en auront été déduits conditionnellement en exécution des nos 1, 3, 4 et 5 ci-dessus, lorsqu'ils cesseront de suivre la carrière en vue de laquelle ils auront été comptés en déduction du contingent, sont tenus d'en faire la déclaration au maire de leur commune, dans l'année où ils auront cessé leurs services, fonctions ou études, et de retirer expédition de leur déclaration.

[1] Cette exemption, relativement aux *instituteurs primaires*, ne s'applique qu'à ceux qui sont gradués.

Faute par eux de faire cette déclaration et de la soumettre au visa du préfet du département dans le delai d'un mois, ils sont passibles des peines prononcées par le § 1 de l'article 58.

Ils sont rétablis dans le contingent de leurs classes, sans déduction du temps écoulé depuis la cessation desdits services, fonctions ou études jusqu'au moment de la déclaration. (Art. 13-14.)

Perte des dispenses. Ceux qui ne suivent plus la carrière pour laquelle ils avaient été comptés en déduction du contingent doivent en faire la déclaration au maire de leur commune dans le cours de l'année où ils ont cessé leur service, et retirer expédition de cette déclaration qu'ils soumettent dans le delai d'un mois au préfet du département où ils ont concouru au tirage.

Faute par eux de remplir cette formalité, ils sont passibles des peines prononcées par l'article 58 de la loi, § 1; en outre ils sont rétablis comme disponibles dans le contingent de leur classe, sans deduction du temps écoule depuis la cessation de leurs fonctions, services ou études.

L'instruction du 30 mars 1832 rappelle aux évêques, doyens de facultés, recteurs, ministre de la guerre etc., etc., qu'ils doivent, chacun en ce qui les concerne, prévenir les préfets des départements où les jeunes gens ont concouru au tirage, que leurs motifs de dispense n'existent plus.

Les préfets eux-mêmes, après avoir reçu la déclaration ci-dessus, doivent en donner avis au commandant du département, et au sous-intendant militaire chargés du service du recrutement.

Consulter sur les cas d'exemption et de dispense, les instructions du 12 août 1818 et du 30 mars 1832.

§ 6. Conseil de révision.

Les opérations du recrutement sont revues, les réclamations, auxquelles ces opérations auraient pu donner lieu, sont entendues, et les causes d'exemption et de déduction sont jugées en séance publique par un conseil de révision composé :

1° D'un préfet, ou à son defaut d'un conseiller de prefecture délegué;

2° D'un conseiller de préfecture;

3° D'un membre du conseil général du département;

4° D'un membre du conseil d'arrondissement;

Ces trois derniers sont à la nomination du préfet.

5° D'un officier général ou supérieur nommé par le roi.

D'un membre de l'intendance militaire qui sera entendu chaque fois qu'il le demandera, mais qui n'a pas voix délibérative.

Le conseil de révision doit se transporter dans les divers cantons; toutefois, suivant les localités, le préfet peut réunir dans le même lieu plusieurs cantons pour les opérations du conseil.

Le sous-préfet ou le fonctionnaire par lequel il aurait été suppléé pour les opérations du tirage assiste aux séances que le conseil de révision tient dans l'étendue de son arrondissement.

Il y a voix consultative. (Art. 15.)

Le conseil ainsi composé convoque, examine et entend les jeunes gens d'après l'ordre de leurs numeros. S'ils ne se rendent pas à la convocation, ou s'ils ne se font pas représenter, ou s'ils n'obtiennent pas un délai, il sera procédé comme s'ils étaient présents. Ce délai ne peut excéder vingt jours.

En cas d'absence des jeunes gens, les circulaires ministérielles explicatives de cet article ne leur imposent l'obligation de comparaître devant le conseil de révision du département de leur domicile que dans les cas où ils ont à faire valoir les exemptions prevues par les art. 3, 4, 5, 6 et 7 de l'article 15, ou les causes de dispenses énumérées dans l'article 14, mais s'il s'agit d'infirmités ou de defaut de taille, tous les conseils de révision peuvent en connaître, ils ont la faculté de se présenter devant celui qui siége dans le lieu où ils se trouvent.

Relativement au *défaut de taille*, les conseils de révision, afin d'empêcher toute substitution frauduleuse, doivent s'assurer de l'identité de la personne qui se présente, en consultant le maire.

Quant aux *infirmités*, si elles sont réelles, et de nature à motiver l'inaptitude au service, les jeunes gens qui en sont atteints doivent être exemptés immédiatement.

Si au contraire elles semblent être le résultat de la fraude, ou si bien que réelles, il appert qu'elles ont été causées volontairement avec l'intention de se soustraire au service, la decision du conseil doit porter que le prévenu sera compris *conditionnellement* dans le contingent, renvoyé ensuite devant les tribunaux (art. 41 de la loi), et remplacé *conditionnellement* dans le contingent cantonal. (Art. 27.)

Les pouvoirs du conseil sont fort étendus, on le voit relativement à ces appréciations: aussi une circulaire du 4 mai 1819 leur rappelle que toute détermination tant soit peu legère est une violation de leur mandat et un oubli inexcusable de l'importance d'une pareille mission.

Les conseils de révision connaissent de tous les cas d'exemption ou de déduction, des substitutions

de numéros et des demandes de remplacement.

Leurs décisions, rendues dans les limites des pouvoirs que la loi leur confère, sont définitives.

Ainsi : 1° Lorsqu'un conseil de révision a prononcé l'exemption d'un jeune homme appelé au service militaire, il ne peut sans excès de pouvoir revenir sur cette décision par une décision nouvelle et déclarer le jeune homme propre au service. (C. d'ét., 21 janv. 1829.)

2° Un conscrit dont la demande en exemption a été réglée par une décision définitive du conseil de révision, et qui a été inscrit en vertu de cette décision sur la liste définitive du contingent cantonal, est non recevable à se pourvoir au Conseil d'état par la voie contentieuse (id., 7 avril 1830), à moins que ses moyens de pourvoi ne soient basés sur l'excès de pouvoir du conseil de révision. (Id., 21 janv. 1829.)

Le projet de loi proposait d'autoriser le pourvoi en cassation contre les décisions des conseils de révision, mais cette proposition fut rejetée afin que par les lenteurs de la procédure le sort des jeunes gens appelés ne tardât pas à être fixé.

Les décisions du conseil de révision sont définitives, avons-nous dit, sauf les cas prévus par les articles 26 et 27 de la loi, lorsque, par exemple, des motifs de dispense ou d'exemption dépendent de la solution de questions prejudicielles portées devant les tribunaux. (V. ci-après, § 7.) Car, dans ce cas, le conseil désigne des jeunes gens en nombre égal à celui des réclamants, suivant l'ordre du tirage, afin de les suppléer s'il y a lieu. Ils ne sont donc appelés que dans le cas où, par l'effet des décisions judiciaires, les réclamants sont definitivements liberés.

La même disposition relative aux jeunes gens appelés conditionnellement est également appliquee lorsqu'aux termes de l'article 41, des jeunes gens ont été déferés aux tribunaux comme prévenus de s'être rendus impropres au service, ou lorsque le conseil de révision a accordé un délai pour production de pièces justificatives, ou pour cas d'absence, lequel délai ne peut excéder vingt jours.

Les agents ou préposés d'un conseil de révision qui agreent des offres, présents ou dons, pour faire un acte de leurs fonctions non sujet à salaire, se rendent coupables du crime de corruption, prévu et puni par l'art. 177 du Code pénal: cette disposition s'applique aux médecins, ou aux chirurgiens appelés par les préfets près de ces conseils pour donner leurs avis sur les infirmités proposées par les jeunes gens comme causes d'exemption. (Cass., 26 déc. 1829.)

§ 7. Compétence des tribunaux civils.

Lorsque des jeunes gens appelés au service militaire présentent à l'autorité administrative des réclamations dont l'admission dépend de la décision à intervenir sur des questions judiciaires relatives à leur état ou à leurs droits civils; par exemple, lorsqu'un individu prétend se soustraire à la loi du recrutement en soutenant qu'il n'est réellement pas français, et qu'on refuse d'admettre son motif de dispense, il faut alors recourir à la justice ordinaire pour y faire statuer sur la question d'extranéité ou de nationalité de cet individu. C'est contradictoirement avec le préfet qu'elle doit être discutée et jugée, sauf appel. De même si un individu dont l'acte de naissance ne peut être produit prétend n'avoir pas encore atteint l'âge requis, et qu'il soit nécessaire de le constater par d'autre moyens, la question de constatation d'âge, qui et préjudicielle à l'inscription du réclamant, doit être renvoyée au tribunal civil et débattue contradictoirement avec le ministère public.

Mais il y a excès de pouvoir de la part d'un tribunal saisi d'une question d'état en matière de recrutement, lorsque après avoir décidé en faveur du réclamant la question d'état, le tribunal déclare que le réclamant n'est pas susceptible d'être appelé au service militaire ; l'autorité administrative a seule attribution pour prononcer sur ce point. (Colmar, 30 avril 1828. S. 28, 2,259.)

Les tribunaux sont encore compétents pour juger correctionnellement les jeunes gens prévenus de s'être par fraude rendus impropres au service. (Art. 27. V. ci-après, § 12.)

§ 8. — Remplacements. Substitutions.

Tout citoyen se doit sans doute à la défense de l'état, mais celui qui, par des considérations personnelles, se fait suppléer au service militaire, ne déroge pas à loi, puisque celle-ci ne l'a pas demandé individuellement plutôt qu'un autre. Elle a seulement appelé un nombre d'hommes déterminé, peu importe lequel, pourvu que l'impôt frappe sur tous avec justice. Mais ensuite si celui qui est tombé au sort peut par des conventions passées entre lui et un autre homme, se faire remplacer, la loi ferme les yeux et a dû le faire, car son principe n'est pas violé.

Ensuite de hautes considérations politiques sont consultées dans les remplacements, car le besoin des hommes de guerre, la guerre elle-même, ne sont pas l'état permanent des sociétés; et les sciences, les arts, le commerce, ont des droits à faire valoir.

Le principe qui admet les remplaçants a donc

été maintenu ; mais il ne peut avoir lieu qu'aux conditions suivantes :

Le remplacant devra :

1° Être libre de tous services et obligations imposés soit par la présente loi, soit par celle du 25 octobre 1795 sur l'inscription maritime ;

2° Être âgé de 20 à 30 ans au plus ou de 20 à 35, s'il a été militaire, ou de 18 à 30 s'il est frère du remplacé ;

3° N'être ni marié, ni veuf avec enfants ;

4° Avoir au moins la taille d'un mètre 56 centimètre (4 pieds 9 pouces), s'il n'a pas déjà servi dans l'armée, et réunir les autres qualités requises pour faire un bon service ;

5° N'avoir pas été réformé du service militaire ; à moins, selon nous, que les motifs qui l'ont fait déclarer incapable n'existent plus, comme si sa constitution s'est fortifiée ou s'il a atteint depuis le premier jugement la taille indiquée par les réglements ;

6° Suivant sa position, être porteur :

1° D'un certificat délivré par le maire de la commune de son dernier domicile contenant son signalement et attestant la durée du temps pendant lequel il a été domicilié dans la commune ; qu'il jouit des droits civils ; qu'il n'a jamais été condamné à une peine correctionnelle pour vol, escroquerie, abus de confiance, ou attentat aux mœurs. La loi est ici plus sévère, on le voit, pour le remplaçant que pour l'appelé. (V. art. 2, § 2.)

2° Dans le cas où le remplaçant a été militaire, il doit produire en outre un certificat de bonne conduite délivré par le conseil d'administration du corps où il aura servi (art. 19, 20, 21) et son congé de libération du service de l'armée active.

Le remplaçant doit être admis par le conseil de révision du département dans lequel le remplacé a concouru au tirage.

Le remplacé est pour le cas de désertion, responsable de son remplaçant pendant un an, à compter du jour de l'acte passé devant le prefet ; mais il est libéré si le remplaçant meurt sous les drapeaux, ou si en cas de désertion il est arrêté pendant l'année. (Art. 22, 23.)

Les actes de substitution et de remplacement sont reçus par le préfet dans les formes prescrites pour les actes administratifs. Quant aux stipulations particulières qui peuvent avoir lieu entre les contractants à l'occasion des substitutions et remplacements, elles sont soumises aux mêmes règles et formalités que tout contrat civil. (Art. 24.)

Nous observerons que ces substitutions de numéros ne peuvent avoir lieu qu'entre jeunes gens du même canton, ayant concouru au même tirage, et qu'autant encore que le substitué est définitivement compris dans le contingent.

Autrement, comme ces substitutions sont l'objet de transactions pécuniaires, des engagements prématurés pourraient causer des pertes au substitué, si des chances heureuses amenaient sa libération. (Circ. min.) La clôture de la liste du contingent est donc loin de faire obstacle à la substitution ; seulement elle n'est plus permise lorsque le jeune homme compris dans le contingent a été mis en route pour sa destination.

Il y a cette différence entre l'acte de remplacement :

1° Qu'elle n'entraîne aucune responsabilité pour le substitué dans le cas de désertion par le substituant.

2° Qu'elle devient pour le frère du substituant une cause d'exemption dans les cas prévus par les numéros 6, 7 de l'art. 15.

Les soldats déjà incorporés peuvent également se faire remplacer, mais à la difference du remplacement des jeunes gens non encore sous les drapeaux : ceux-ci ne peuvent être effectués qu'après qu'ils ont obtenu du ministre de la guerre, sur l'avis du conseil d'administration du corps, l'autorisation de se faire remplacer. (Cass., 5 déc. 1834.)

Il ne sera pas sans utilité de parler ici des associations qui assurent les jeunes gens contre les chances du tirage au sort moyennant certaines primes.

De graves abus s'étaient glissés dans leurs fonctions et leurs opérations ; aussi le gouvernement considérant : « qu'il importe de prévenir et de réprimer toute entreprise qui aurait pour objet ou pour résultat d'altérer la composition de l'armée ; que les entreprises pour le remplacement des jeunes gens appelés à l'armée présentent des combinaisons dont l'effet serait de détourner les jeunes gens du service personnel et de soumettre les remplaçants, après leur admission dans les corps, à des influences étrangères à l'administration militaire ; qu'il peut résulter de ces combinaisons de graves inconvénients pour la bonne composition et la discipline de l'armée ; que les familles ne peuvent vérifier, suivre et défendre les garanties offertes par ces entreprises, etc. » en a fait l'objet d'une ordonnance en date du 14 nov. 1821, bull. n° 291, qui les soumet à la nécessité d'une autorisation accordée par le roi sur le rapport du ministre de l'intérieur.

Le defaut d'autorisation entache de nullité les contrats par lesquels un particulier, même indépendamment de toute société, s'oblige sans l'avoir préalablement obtenue, à pourvoir au rempla-

cement d'un jeune conscrit. (Cass., 14 avril 1827.)

§ 9. Division des classes.

La réunion de toutes les listes du contingent de chaque canton d'un même departement forme la liste du contingent départemental. (Art. 28.) Les jeunes gens definitivement appelés, ou ceux qui ont été admis à les remplacer, sont immédiatement repartis entre les corps de l'armee et inscrits sur les registres matricules des corps pour lesquels ils sont désignés. Néanmoins ils sont, d'après l'ordre de leurs numéros et les proportions déterminées par les lois annuelles du contingent, divisés en deux classes, composées, la première de ceux qui doivent être mis en activite, et la seconde, de ceux qui sont laissés dans leurs foyers. (Art. 29.) Les jeunes soldats inscrits dans la seconde classe ne peuvent être mis en activité qu'en vertu d'une ordonnance royale.

Les jeunes soldats renvoyés dans leurs foyers pour y attendre leur mise en activite sont assimilés aux militaires en congé. Ils y sont sous la surveillance du maire. (L., 10 mars 1818, art 49.)

Tous les trois mois il doit les réunir et faire l'appel nominal de chacun d'eux; à cet egard toutefois il attend l'ordre du prefet. Il donne son avis sur les motifs d'absence.

Les jeunes soldats qui auraient à s'absenter pour plus de quinze jours de leur arrondissement de sous-préfecture, sont tenus d'en faire la déclaratiou au maire, celui-ci doit la transmettre au préfet.

Il doit également tenir le préfet au courant de tous les décès survenus parmi les jeunes soldats.

La loi de 1832, art. 50, porte qu'ils peuvent être soumis à des exercices et des revues périodiques, fixés par le ministre de la guerre.

§ 10. Engagements volontaires.

L'engagement volontaire, l'un des deux moyens indiques par la loi pour le recrutement de l'armée, est l'engagement que contracte librement un homme qui n'est encore désigné ni pour le service de terre, ni pour celui de mer, ou celui qui est libéré de l'un et de l'autre service.

L'engagement volontaire donne à celui qui le contracte le droit de choisir le corps dans lequel il veut servir, mais indépendamment de toutes les conditions morales et autres qui sont exigees de lui par l'art. 32 de la loi sur le recrutement, il doit satisfaire aux conditions d'âge, de taille et de santé énoncées dans l'art. 1er de l'ordonnance du 28 avril 1832. En outre s'il n'a pas encore 20 ans accomplis, il doit justifier du consentement de ses père, mère ou tuteur. Sur ce point, l'article 32 de la loi du 21 mars 1832 a abrogé l'article 374 du code civil qui permettait aux mineurs de 18 ans de s'enrôler volontairement sans le consentement desdites personnes.

Il n'y a ni prime en argent, ni prix quelconque d'engagement.

L'engagement volontaire est de 7 ans. En temps de guerre seulement, tout français qui a satisfait à la loi du recrutement pourra contracter un engagement volontaire de deux ans.

Les engagements volontaires ne peuvent être aujourd'hui contractés que devant les maires des chefs-lieux de canton dans les formes prescrites par les art. 34-35 à 44 du Code civil, et toujours pour l'arme à laquelle on se destine. A Paris il n'y a pas de distinction à faire entre les maires, ils ont tous qualité pour recevoir l'acte d'engagement.

Un maire ne peut recevoir d'engagement volontaire qu'après que celui qui désire s'engager lui a produit :

1° Un certificat constatant son acceptation par l'autorité militaire ;

2° Un certificat de bonne vie et mœurs ;

3° L'extrait de naissance ;

4° Qu'après avoir constaté lui-même l'identité du contractant et lui avoir fait déclarer en présence de deux témoins :

1° Qu'il n'est ni marié, ni veuf avec enfants ;

2° Qu'il n'est pas lié au service de terre ou de mer à quelque titre que ce soit.

Avant la signature de l'acte, le maire donnera lecture à l'engagé des art. 31, 32. 33, 34 de la loi du 21 mars 1832 relatifs aux engagements.

3° Des art. 16-17 de l'ord. du 28 avril 1832.

4° De l'acte de l'engagement.

Après l'accomplissement de ces formalités, tout engagé volontaire reçoit une expédition de son acte d'engagement et un ordre de route pour se rendre à son corps par la voie la plus directe.

Si un mois après le jour où il aurait dû arriver il ne s'y est pas encore rendu, il sera poursuivi comme insoumis aux termes de l'art. 39 de la L. du 21 mars 1832.

Lorsqu'un enfant âgé de moins de 18 ans a quitté la maison paternelle pour s'enrôler en remplacement d'un conscrit appelé et que son père demande la nullité de l'engagement, il n'appartient qu'à l'autorité judiciaire de prononcer sur la validité de l'acte, tant que le remplaçant n'a pas été accepté par l'autorité administrative; mais après son acceptation, l'autorité administrative peut seule prononcer sur les réclamations du père du mineur. (Toulouse, 6 therm. an 12. S., 5, 2, 6.)

§ 11. Rengagement.

Lorsque les delais du service sont expirés, il est libre à celui qui le désire de se rengager.

Aux termes de la loi de 1832, les rengagements ne pouvaient avoir lieu que pour deux ans, ni excéder 5 ans; mais une ordonnance du 20 juin 1854 modificative, porte que ces rengagements peuvent être contractés pour deux, trois, quatre ou cinq ans.

Une ordonnance royale du 17 novembre 1835, modificative de l'article 5 de l'ordonnance du 28 avril 1832, porte que les anciens militaires, âgés de plus de trente-cinq ans, ne pourront contracter d'engagement volontaire que pour les compagnies de vétérans et qu'ils n'y seront reçus que jusqu'à l'âge de 45 ans accomplis; qu'ils devront en outre satisfaire aux conditions suivantes:

1° Justifier de 15 ans de service au moins;

2° Avoir quitte le service par libération et depuis 2 ans au plus;

3° Produire un certificat de bonne conduite délivré par le corps où ils servaient en dernier lieu.

Dans ces actes l'autorité civile n'intervient nullement; ils sont contractés devant les intendants ou sous-intendants militaires, dans les formes prescrites par l'art. 34 sur la preuve que le contractant peut rester ou être admis dans le corps pour lequel il se présente. (V. ord. 25 av. 1832, tit 2.)

§ 12. Dispositions pénales.

La loi du 10 mars 1818 présentait de graves inconvénients par l'insuffisance de ses dispositions penales destinées à en assurer l'exécution; mais la loi de 1832 a prévu la plupart des cas, et son tit. IV, art. 38 à 47, ordonne l'application de peines sévères dans tous les cas de délits qui se rattachent à l'obligation du recrutement. Elles sont prononcées par les tribunaux correctionnels.

Ces cas sont: les fraudes ou manœuvres employées pour causer l'omission d'un nom sur les tableaux de recensement; l'insoumission du jeune appelé; la complicité de ceux qui favorisaient cette insoumission; le fait de s'être rendu impropre au service militaire, soit avant, soit après le tirage; la faveur accordée par un fonctionnaire ou officier civil ou militaire; les faux certificats ou declarations fournis par les médecins ou officiers de santé, soit à titre gratuit, soit moyennant salaire.

§ 13. Frais de recrutement. Indemnités aux communes.

Les frais de recrutement comprennent les frais de déplacement, les frais d'impressions et indemnités de toute espèce, remboursés par abonnements, soit aux préfets et sous-préfets, soit aux membres des conseils de révision, soit aux sous-intendants militaires et autres fonctionnaires, ou agents qui concourent aux opérations du recrutement.

L'indemnité est de deux cents franc par arrondissement de sous-préfecture. Elle est ordonnancée au nom des préfets, qui en font à leur gré la distribution aux sous-préfets. Les prefets n'y ont point part. (Décis. min., 16 août 1825.)

Les indemnités payées aux communes pour frais d'acte d'engagement volontaire, à raison de trois francs par engagement, doivent être versées dans la caisse des receveurs des communes, seuls aptes à toucher les revenus qui leur appartiennent.

Le réglement du ministre de la guerre prescrit aux payeurs d'exiger que les mandats soient au nom de ces receveurs.

§ 14. Dépôts de recrutement.

Après que la répartition des jeunes soldats formant le contingent annuel est faite entre les corps de l'armée, conformément aux dispositions de l'article 29 de la loi du 21 mars 1832, ceux des jeunes soldats qui n'ont pas été incorporés entrent en totalite dans la réserve.

A cet effet il est formé soixante-cinq dépôts de recrutement et de réserve, repartis suivant la population des départements. L'effectif et le nombre des compagnies sont indéterminés, mais la formation en a lieu de manière à ce que les hommes d'un même canton soient autant que possible dans la même compagnie. (V. O. du 5 juill. 1833. Bull. nº 24, p. 22, 23.)

Consulter: *Deux instructions ministérielles*, du 30 mars 1832 et 4 mai même année; et *trois articles sur le recrutement*, par M. P. Legras, sous-intendant militaire, insérés au *Journal des conseillers municipaux*. (Mai, juin et juillet 1836.)

RECTEUR. — V. **Université.**

RÉCUSATION. — C'est l'action par laquelle on décline la juridiction d'un juge ou d'un officier public; mais ils ne peuvent, en aucun cas, rester juges de la récusation prononcée contre eux. (Cass., 19 mess. an VIII.) Ainsi un juge de paix, remplissant les fonctions de juge de police, ne peut statuer sur la récusation dont il est l'objet. Il doit donc s'abstenir de juger jusqu'à ce que le tribunal de première instance, dont il ressort, ait jugé la contestation. (Cass. 30 nov. 1709. 15 fév. 1811.)

Cependant il ne peut être libre à chacun de récuser un juge, un officier quelconque, ou tel

individu ayant reçu d'un tribunal une mission quelconque; aussi les causes de récusation ont-elles été déterminées par la loi.

Les causes de récusation en général sont : ou l'intérêt même indirect qu'un juge peut avoir personnellement à l'affaire portée devant lui.

Les liens de parenté et d'alliance qui peuvent l'attacher à une des parties.

L'amitié, la reconnaissance, et même la haine qu'il peut avoir pour l'une d'elles. Enfin, leur dépendance réciproque. (V. **C. de proc. civ., 378-381.**)

Mais on ne saurait récuser un préfet siégeant comme juge au conseil de préfecture, par cela qu'il aurait saisi le conseil de la nullité des opérations électorales. (C. d'ét., 30 mai 1834.)

REDDITION DE COMPTES. — V. **Hospices. Communes. Fabriques.** etc. **Section :** *De la comptabilité.*

REDEVANCES SUR LES MINES. — V. **Mines. Contributions.**

RÉFÉRÉ. — C'est le recours ouvert pour les affaires urgentes devant le président du tribunal de première instance. Il a pour but de faire statuer provisoirement et avec rapidité sur les difficultés relatives à l'exécution des affaires exécutoires. (C. pr., 806-807.)

Lorsqu'il s'agit de l'*exécution* d'un arrêté administratif, le juge des référés est compétent pour statuer. (Cass., 7 nov. 1812. S., 13. 1. 210.)

Toutefois, dans certaines matières administratives, telles que celles des contributions indirectes, ce n'est pas devant le président du tribunal civil que l'on peut se pourvoir en référé pour faire ordonner, s'il y a lieu, la suspension de la saisie. C'est à l'administration même, au sous-prefet qui a rendu la contrainte exécutoire, à en arrêter, s'il y a lieu, l'exécution.

La voie de référé est également autorisée en Conseil d'état. (C. d'ét., 28 juill. 1820.)

L'ordonnance sur référé est exécutoire par provision et sans caution, lorsqu'elle n'en exige pas, et même elle peut, dans les cas d'absolue nécessité et avec la permission du juge, être exécutée sur la minute qui doit être déposee au greffe. (C. pr., 809 et suiv.)

RÉFÉRENDAIRES AU SCEAU. — V. **Sceau.**

RÉFÉRENDAIRES (*Conseillers*) **A LA COUR DES COMPTES.** — V. **Cour des Comptes.**

RÉFRACTAIRE. — V. **Recrutement.**

RÉFUGIÉS. — Le gouvernement est autorisé à réunir, dans une ou plusieurs villes qu'il désigne, les étrangers réfugiés qui résident en France. (L. du 21 avr. 1832, art. 1er.)

La loi n'a parlé ici que des réfugiés politiques.

RÉGENCE. — Avant 1789, aucun principe fondamental n'avait encore posé les bases de la régence : on peut excepter seulement une charte de Louis le Debonnaire, une ordonnance de Charles V et l'édit plus important que Charles VI fit proclamer dans un lit de justice, en 1407.

Mais rien de fixe, rien de prevu, aucun ordre établi qui appelle des personnes certaines, aucune disposition constitutive décidant à qui appartient le droit de conferer cette royauté transitoire; aucune qui en détermine l'étendue, les limites, les prérogatives, la durée; on ne rencontre dans l'histoire que des faits isolés qui se contredisent. Tantôt on voit François 1er confier la régence à sa mère, lors de son départ pour le Milanais; tantôt c'est Marie de Médicis qui s'empare de la régence avec autorité. Dans d'autres circonstances le parlement décida les questions de régence, non en sa qualité de corps judiciaire, mais lorsque, constitué en lit de justice, il faisait l'office de cour des pairs.

L'assemblée nationale comprit la nécessité de fixer des bases certaines et en harmonie avec les besoins nationaux.

La constitution du 3 septembre 1791, et le décret du 12 septembre suivant qui lui fait suite, contiennent tous les principes de cette matière.

L'empire aussi avait prévu la vacance du trône et son administration par une régence. Deux sénatus-consultes, celui du 28 floréal an XII, et celui du 5 fevrier 1813, ont déterminé les règles de cette institution dont on ne voit plus aucune trace ni dans la charte de 1814, ni dans celle de 1830. Ainsi, par suite de l'abolition des constitutions antérieures, notre droit public n'offre plus rien de positif et se trouve livré sur la transmission de la régence aux mêmes incertitudes.

Toutefois, nous croyons utile de rapporter les principales dispositions consacrées par les lois, décrets et senatus-consultes susdits.

Le roi est mineur jusqu'à 18 ans, et pendant sa minorité, il y a un régent du royaume. (Const. de 1791.)

La constitution de 1791 et le sénatus-consulte de l'an XII excluaient les femmes de la régence; mais celui du 5 février 1813 y appelle en première ligne l'impératrice mère, en lui défendant

toutefois de passer à de secondes noces. (Art. 1 et 2.)

A défaut de l'impératrice, la régence, si l'empereur n'en a autrement disposé, appartient au premier prince du sang et, à son defaut, à l'un des autres princes français, dans l'ordre de l'hérédité de la couronne. (Art. 3.)

Un prince français assis sur un trône étranger, au moment du décès de l'empereur, n'est pas habile à exercer la régence.

La seule condition requise est l'âge de 21 ans accomplis. (Art. 5 et 8.) La constitution de 1791 exigeait 25 ans. Tous les actes de la régence sont au nom de l'empereur mineur.

Le sénatus-consulte, dans les articles suivants, fixa : 1° l'étendue du pouvoir de la régence et sa durée; 2° la formation du conseil de régence et ses délibérations; 3° il détermine à qui doit appartenir la garde de l'empereur mineur; 4° le serment à prêter par l'impératrice régente ou par le prince régent; 5° il prévoit le cas d'absence de l'empereur ou du régent. (V. **Cod. des cod., p. 175, tom. Ier.**)

RÉGIE. — On entend par ce mot une administration financière telle que celle des contributions indirectes, de l'enregistrement, des domaines, etc. Cette désignation est moins employée aujourd'hui. Elle a été introduite lorsque, autrefois, au lieu d'affermer la perception des revenus, on les mit en régie, c'est-à-dire lorsque le gouvernement l'exploita par lui-même. (V. **Ministre des finances.**)

La régie est intéressée lorsqu'une administration de ce genre, des octrois par exemple, est confiée à un individu ou à une compagnie qui s'engagent à en rendre annuellement une somme fixe, sous la condition de partager l'excédant avec le propriétaire dans une proportion déterminée. (V. **Octroi.**)

Les travaux publics sont aussi quelquefois mis en régie, soit parce qu'on n'a pas trouvé d'entrepreneur, soit parce que les travaux ne sont pas de nature à être mis en entreprise, soit enfin lorsqu'un entrepreneur reconnu incapable ou insolvable expose les travaux à des retards ou à des vices de confection (V. **Travaux publics.**); dans ce cas, les mises en régie sont des actes d'administration qui n'appartiennent qu'à l'atuorité du préfet, et qui ne doivent en aucun cas être soumis à l'examen ou à la révision des conseils de préfecture. On ne doit pas mettre au compte de l'entrepreneur les frais occasionnés par la régie au-delà des prix d'adjudication, lorsque l'entrepreneur n'a pas été averti légalement et qu'il y a eu irrégularité dans l'exécution de la mise en régie. (C. d'état, 19 juill. 1833.)

Mais les conseils de préfecture sont compétents pour connaître des contestations qui s'élèvent entre les entrepreneurs et l'administration au sujet d'un *boni* résultant de la mise en régie.

Dans les régies de quelque importance, les ingénieurs, conducteurs et autres préposés à la direction des travaux, doivent s'abstenir d'aucun maniement de deniers publics. Il est convenable qu'un percepteur ou autre agent comptable, pris sur les lieux et designé par le préfet, soit chargé de toucher les fonds et de les distribuer aux diverses parties prenantes, en observant les formes de comptabilité qui lui auront été prescrites par l'administration. (*Tarbé de Vauxclairs.*)

REGISTRES.

§ 1. Registres. — § 2. Registre de population. — § 3. Registre général. — § 4. Dispositions générales.

§ 1. Registres.

Ce sont des livres publics qui servent à garder des mémoires, des actes, des minutes pour y avoir recours dans l'occasion et servir de preuves dans des matières de fait.

Il y a dans chaque mairie un ou plusieurs registres de l'état civil. (V. **Actes de l'état civil.**)

Un registre matricule de la garde nationale, art. 14, 16, 17, 18, 19, 22, 55, 81 de la loi du 22 mars 1831. (V. **Garde nationale.**)

Le registre des délibérations du conseil municipal;

Le registre de la correspondance;

Le registre des avis et délibérations du comité local d'instruction primaire;

Le registre de population;

Le registre géneral.

Il y avait aussi un registre civique par arrondissement communal, et l'inscription sur ce registre était exigée par la constitution du 22 frimaire an VIII comme une des conditions pour acquérir la qualité de français. Mais ils ont cessé d'être tenus depuis 1812 ou 1814 sans qu'aucune loi en ait prononcé l'abrogation.

§ 2. Registre de population.

Il est établi dans chaque commune, sur les déclarations des habitants, un registre dit de population contenant les noms, prénoms, âge, lieu de naissance, dernier domicile, profession, métier et autres moyens de subsistance de chacun d'eux. (L., 19-22 juill. 1791, tit. Ier, art. 1, 2.)

L'âge auquel tout individu doit être inscrit au registre est celui de 12 ans accomplis.

On y énonce les gens sans aveu, les gens suspects et les gens malintentionnés.

Ces registres sont à la disposition de la gendarmerie dans les tournées.

Ils doivent être vérifiés chaque année. Mais dans la pratique, les autorités locales apportent une grande négligence dans la tenue de ce registre, et les fonctionnaires administratifs supérieurs ne sauraient trop la combattre. Car, grâce à cette mesure combinée avec celle des passe-ports, et malgré l'immensité de la population et l'étendue du territoire qu'elle couvre, il n'y aurait pas un malfaiteur qui, une fois signalé, ne pût être facilement saisi et livré à la justice. (V. **Population, Passe-ports.**)

§ 3. Registre général.

Le registre général est le journal de l'administration du maire. Il doit y noter jour par jour et par ordre de date, la réception des lois, des arrêtés, décisions, lettres et ordres de toute nature qu'il reçoit de l'autorité supérieure. Il doit y inscrire les déliberations du conseil, les avis qu'il emet, les ordres qu'il donne, les passe-ports qu'il délivre, les déclarations qu'il reçoit, et en général tous les actes de son administration, sauf une simple annotation de ces divers objets sur ce registre général lorsque la transcription doit avoir lieu en entier sur un autre registre spécial.

Ce registre, bien et régulièrement tenu, est un des moyens les plus sûrs de mettre la responsabilité d'un maire à couvert.

§ 4. Dispositions générales.

Les registres ci-dessus appartiennent à l'administration locale, de même que les lettres, décisions et instructions de l'autorité; aussi, les maires doivent-ils recueillir tous ces objets avec le plus grand soin et les conserver de même.

Le jour ou ils cessent leurs fonctions, ils doivent en faire la remise à leur successeur avec inventaire; procès-verbal est tenu de cette remise et le double qui leur est délivré peut seul opérer leur decharge. (Arr. du 19 flor. an VIII, art. 8.)

Tout homme qui prend les fonctions de maire, et à qui on ne ferait pas la remise des papiers, registres et mobilier de la commune, ou à qui on ne ferait cette remise qu'irrégulièrement ou sans inventaire, doit, le jour même, en donner avis au sous-préfet pour ne pas laisser tomber sur lui la responsabilité de son successeur.

On distingue encore les registres des établissements publics, tels que ceux qui, dans les hôpitaux militaires, civils ou autres maisons publiques, sont destinés à inscrire les déclarations des décès arrivés dans ces maisons;

Les registres des prisons qui doivent être tenus par chaque gardien;

Les registres des aubergistes et logeurs;

Les registres des entrepreneurs de voitures publiques. (V. ces mots.)

Tous individus assujettis à tenir des livres ou registres sont tenus de les faire timbrer à peine d'une amende de 500 fr. par chaque contravention. (L. 28, avr. 1816, 75.)

RÉGLEMENT ADMINISTRATIF. — Les autorités administratives ont le droit de procéder par voie de réglement. Mais il faut distinguer ces réglements suivant qu'ils émanent des autorités supérieures ou des autorités secondaires. Les premières prennent le nom de reglements d'administration publique (V. ci-après) ou d'arrêtés; les autres s'appellent réglements municipaux. (V. ci-après.)

Mais le nom de réglement administratif s'applique plus particulièrement aux actes émanés des préfets. (V. **Actes administratifs.**)

Pour qu'ils soient exécutoires, il suffit qu'ils aient été insérés dans le mémorial administratif de la préfecture et que le préfet ait chargé les maires de les faire publier dans les formes par lui déterminées, pour qu'il y ait présomption, tant que la preuve du contraire n'est pas rapportée, que les réglements ont reçu la publicité ordonnée. Par suite, le contrevenant à ces réglements ne peut être relaxé, sous le prétexte qu'il n'en a pas eu connaissance. (Cass., 5 mars 1836.)

(V. **Organisation départementale**, chap. Ier, sect. 1, § 8, dans quel cas les réglements administratifs peuvent être annulés.)

Or, l'annulation d'un arrêté administratif par l'autorité superieure compétente, entraîne la nullité des actes d'exécution faits antérieurement en vertu de cet arrêté lorsque l'annulation est fondée sur l'illégalité de l'arrêté lui-même, comme pris hors du cercle des attributions de l'autorité dont il émane.

Il n'en est pas à cet égard de l'annulation des actes administratifs comme de l'abrogation des lois, laquelle, sauf disposition contraire, ne rétroagit pas sur le passé. (Cass., 17 mai 1836. S. 36, 1, 371.)

Lorsque les réglements ont été pris par l'admi-

nistration dans les limites de sa compétence, les tribunaux doivent les faire respecter, en appliquant contre ceux qui les violent l'amende de 1 fr. à 5 fr. prononcée par l'article 471 du Code pénal, § 15, et l'emprisonnement jusqu'à 5 jours en cas de récidive.

Cette sanction manquait aux réglements administratifs; elle a été introduite en 1832 lors de la révision du Code pénal.

RÉGLEMENT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE. — Cette denomination ne s'applique qu'à des réglements faits par le chef de l'état, sur le rapport d'un ministre, le Conseil d'etat entendu. Ils diffèrent des autres réglements par une certaine généralité dans leur objet et par des dispositions de prévoyance pour l'avenir. Ils exigent une instruction approfondie, des informations scrupuleuses, des enquêtes *de commodo et incommodo*, et généralement tout ce qui peut éclairer sur le mérite et la convenance du réglement demandé ou proposé, mais toujours faut-il que le Conseil d'état ait été entendu: c'est un point constant de jurisprudence. (*Tarbé de Vauxclairs.*)

Lorsque les réglements d'administration publique touchent par des points quelconques aux intérêts militaires ou maritimes, il y a lieu alors de consulter la commission mixte des travaux publics. (V. **Travaux publics.**)

RÉGLEMENTS D'EAU. — V. **Eaux, Usines.**

RÉGLEMENTS MUNICIPAUX.

SECTION Ire. Principes généraux. — § 1. Nature et valeur des réglements municipaux. — § 2. De la force obligatoire des reglements municipaux. De leur effet. — § 3. De la sanction pénale des réglements municipaux. — § 4. Comment peuvent être attaqués les réglements municipaux. — § 5. Interprétation des réglements municipaux.

SECTION II. Matières sur lesquelles peuvent statuer les réglements municipaux.

SECTION Ire. — Principes généraux.

§ 1. Nature et valeur des réglements municipaux.

Les réglements municipaux sont des actes émanés de l'autorité municipale dans le cercle légal de ses attributions et dans la juste appréciation des lois qui l'autorisent à prendre des mesures d'administration et de police, spéciales à la circonscription où elle a le droit d'agir.

L'origine de ce droit remonte à l'origine même de ce pouvoir, il en est la conséquence impérieuse: étant essentiellement une autorité de protection et de bonne administration pour la chose locale, il faut, pour qu'elle puisse remplir ce but, qu'elle ait le pouvoir de faire des réglements dans l'intérêt de la sûreté, de la tranquillité et du bon ordre public.

Ce droit d'une nécessité incontestable a été de tous les temps consacré par la loi et la jurisprudence, qui ont constamment étendu ce pouvoir en cherchant toutefois à le maintenir dans de justes limites. Les lois du 24 août 1790 et 6 octobre 1791 ont donné la mesure de tous les objets de police municipale et rurale sur lesquels les maires peuvent légalement faire des réglements, et on peut voir tout d'abord qu'ils sont d'un intérêt général et commun à tous. (V. art. 3 et 4, tit. 15, L. précitée.)

Quand la loi a elle-même statué sur les objets confiés à la vigilance de l'autorité municipale, cette autorité ne peut qu'ordonner l'exécution de la loi sans rien ajouter à ses dispositions et sans en rien retrancher. (Cass., 10 déc. 1824.)

Lorsqu'une loi pénale nouvelle, ou un arrêté pris par l'autorité municipale dans l'exercice légal de ses fonctions statue sur un objet, les anciens arrêtés et réglements de police sur le même objet ne peuvent être appliqués, même dans les dispositions qui sont reproduites par le nouveau réglement. (Cass., 27 juin 1825.)

Lorsqu'un maire, au lieu de publier purement et simplement un ancien réglement de police, y apporte quelques modifications, soit quant aux mesures qu'il prescrit, soit quant aux peines qu'il prononce, son arrêté doit être considéré comme un arrêté nouveau, et les contrevenants se rendent dès lors passibles non des peines établies par l'ancien réglement, mais seulement des peines de simple police, lorsque d'ailleurs le réglement rentre dans les attributions municipales. (Cass., 12 nov. 1830.)

Un réglement municipal ne fait pas loi pour la pénalité; les juges saisis de la connaissance d'un délit ou d'une contravention doivent donc appliquer la peine prononcée par la loi, encore bien que cette peine ne soit pas prononcée par le réglement en vertu duquel la contravention est poursuivie (cass., 20 fév. 1829), et encore, lorsqu'un tribunal de police est saisi d'une contravention à un réglement de police municipale pris dans le cercle des attributions de l'autorité qui l'a rendu, si les peines prononcées par ce réglement sont autres que celles prononcées par la loi ou excédent la compétence du tribunal, ce tribunal n'en doit pas moins rester saisi: seulement, dans l'application de la peine, il ne doit prononcer que celle établie par la loi, sans aucun égard à la peine prononcee par le reglement dont la disposition s'anéantit de plein droit devant celle de la loi lors-

qu'elle ne lui est point conforme. (Cass., 10 avril 1819.)

Les tribunaux, d'ailleurs, ne doivent jamais prêter leur appui à un réglement municipal qui dispose sur un objet placé par la loi hors des attributions municipales.

Les *réglements* municipaux, comme l'indique leur titre seul, doivent nécessairement s'étendre à une université ou à une certaine classe de citoyens; les tribunaux de police ne pourraient donc connaître des contraventions aux arrêtés de l'autorité municipale que relativement à ceux de ces arrêtés qui ont ce caractère, et dont les dispositions portent sur des objets de police attribués par la loi à la vigilance de l'autorité municipale; ces réglements ne seraient pas applicables à des individus considérés privativement, parce que dès lors ils ne sauraient participer à l'autorité et aux effets que la loi accorde à ses réglements.

Observons toutefois que bien que les arrêtés pris en matière de police par l'autorité municipale, doivent nécessairement avoir pour objet un intérêt général et public, et ne peuvent statuer exclusivement dans un intérêt privé, ils peuvent cependant contenir des prohibitions particulières ou des dispositions spéciales exclusivement applicables à un établissement déterminé. (Cass., 2 oct. 1824.)

Les réglements municipaux n'ont de caractère légal que par leur publication officielle :

Cette publication prend ce caractère, soit par son apposition sous la torme d'affiches à la porte de la mairie et autres établissements publics, soit par la publication à son de trompe ou de tambour, soit enfin par l'envoi officiel aux personnes qu'elle concerne.

Toute autre espèce de publication, verbale par exemple, serait insuffisante et ne pourrait suppléer au défaut de publication. (Cass., 31 avr. 1821; 24 août 1821.)

§ 2. De la force obligatoire des réglements municipaux; de leur effet.

Les réglements de police faits par l'autorité municipale, *dans le cercle de ses attributions*, ont la même force que la loi qui les a autorisés.

Ils sont obligatoires pour les citoyens et les tribunaux par le seul fait de leur publication, comme nous l'avons plus haut indiqué, et ce, tant qu'ils n'ont pas été modifiés ou révoqués par l'autorité municipale administrative supérieure.

Pour connaître si un réglement a été pris dans une juste application de pouvoir municipal, il faut consulter la loi sur laquelle il est fondé, c'est-à-dire l'article 3 du titre XI de la loi du 16 août 1790, qui spécifie les objets de police confiés à la vigilance et à l'autorité des maires, et sur lesquels ils ont le droit de faire des réglements aux termes de l'article 46 du titre Ier de la loi du 19 juillet 1791.

S'il n'était pas fondé sur la loi, il serait sans effet. (Cass., 31 août 1821, 4 juill. 1828.)

Un réglement municipal n'a pas besoin, pour être obligatoire, de déterminer la peine qui devra être infligée aux contrevenants; c'est la loi elle-même qui doit être consultée, et qui, en général, fixe la peine encourue.

L'art. 5 de la loi du 16 août 1790, combiné avec les art. 606 et 607 du Code de brumaire an IV, et l'art. 2 de la loi du 23 thermidor an IV sont les dispositions à appliquer en cette matière, à moins qu'il n'existe dans la législation postérieure des dispositions qui en aient autrement décidé, tels que les cas prévus par les art. 471 et 475 du Code pénal.(Cass., 26 janv. 1821; 15 déc. 1821.)

Un tribunal de police ne peut suspendre l'exécution d'un arrêté de l'autorité municipale, rendu dans le cercle des attributions de cette autorité, sous prétexte que les contrevenants annoncent leur intention de se pourvoir devant l'autorité supérieure pour le faire réformer. (Cass. 18 av. 1828.)

En principe, les tribunaux ne peuvent jamais mettre leur volonté à la place de la loi, et, en conséquence, ils doivent appliquer les réglements pris par l'autorité municipale dans les limites de ses attributions, tels qu'ils sont, sans pouvoir entrer dans l'examen du principe qui en a dirigé l'établissement, discuter l'opportunité des mesures, ni introduire des exceptions qu'ils n'ont pas prévues ou qui ne sont pas admises par la loi. (Cass., 24 déc. 1823; 17 juin 1830.)

Ils doivent appliquer les réglements de la police municipale, sans se permettre de les modifier et sans pouvoir décider qu'une mesure que ces réglements prescrivent a été suffisamment remplacée par une mesure analogue qu'aurait prise le contrevenant. (Cass., 14 mai 1840.)

Lorsqu'il y a infraction aux lois ou réglements de police, il y a nécessité de punir l'infracteur, quand même dans d'autres circonstances il se serait soumis aux mêmes lois ou réglements. (Cass., 17 mai 1811.)

Un tribunal de police ne peut renvoyer à l'autorité administrative à examiner l'excuse proposée par des contrevenants à un réglement de l'administration sur la police municipale. (Cass., 17 mai 1811.)

Il faut remarquer que la contravention *aux injonctions* d'un maire ne peut être assimilée à la

contravention à un réglement municipal, et motiver l'application d'une peine. (Cass., 24 oct. 1823.)

Les tribunaux ne sont pas des instruments passifs pour faire exécuter les réglements de police municipale, mais ces réglements sont obligatoires pour eux en ce sens qu'ils doivent nécessairement leur appui à ceux de ces actes qui, bien que non irréprochables dans le sens d'une bonne administration, le sont cependant sous le rapport du pouvoir des maires et ne sortent pas des limites de leurs attributions.

§ 3. De la sanction pénale des réglements municipaux.

Nous avons dit que les peines à appliquer pour contravention aux réglements municipaux se trouvaient combinées dans les art. 5 de la loi du 16 août 1790, la loi du 6 octobre 1791, les art. 606 et 607 du Code de brumaire an IV, les art. 2 de la loi du 23 thermidor suivant, et les art. 471 et 475 du Code pénal.

La loi du 28 septembre 1791 est applicable à tous les délits de police rurale, et aucune loi n'étant venu la modifier ou en changer les dispositions, elle doit être mise à exécution dans tous les cas non prévus par le Code pénal actuel. (Cass., 19 fév. 1813, 9 janv. 1818.)

Quant au Code de brumaire an IV, il a été modifié en certaines parties par le Code de 1810, mais la jurisprudence a consacré que plusieurs de ses dispositions subsistent encore et ont force de loi, notamment les art. 606, 607, 608, et qu'on devait y recourir toutes les fois qu'une contravention n'était ni prévue ni punie par le nouveau Code. (26 janv. 1811, 2 juin 1825.)

En règle générale, les anciens arrêtés et réglements de police ne doivent recevoir aujourd'hui leur exécution que quand ils statuent sur des objets qui n'ont pas été réglés, soit par le Code pénal de 1810, soit par des lois postérieures, soit par des arrêtés pris depuis cette époque dans l'exercice légal des fonctions municipales. (2 juin 1825.)

§ 4. Comment peuvent être attaqués les réglements municipaux.

Les réglements municipaux peuvent toujours être attaqués s'ils contiennent des dispositions qui blessent les intérêts particuliers.

Ils peuvent être attaqués ou devant l'autorité même de laquelle ils émanent (le maire);

Ou devant l'autorité supérieure (le préfet), soit pour être réformés en totalité, soit pour être seulement modifiés en partie.

L'art. 60 de la loi du 14 décembre 1789 confère expressément ce droit à tout citoyen qui croit être personnellement lésé par un acte quelconque du pouvoir municipal.

Les réglements de police peuvent être attaqués de deux manières, *dit M. Favard*, ou dans leur essence même, et alors il s'agit de les faire anéantir en totalité, ou par exception, et dans ce cas il n'est question que de les faire déclarer inapplicables à tel ou tel cas, à telle ou telle personne.

On les attaque dans leur essence, lorsqu'on soutient que le maire a excédé les bornes de son autorité en prescrivant des mesures que la loi n'a pas mises dans les attributions du pouvoir municipal; et alors, si le fait est démontré, l'administration supérieure ne peut se refuser à prononcer l'annulation du réglement de police.

On les attaque encore dans leur principe, lorsqu'on prétend qu'ils ont été faits sans motifs suffisants d'intérêt public, et, dans ce cas, c'est au préfet à apprécier les motifs et les circonstances qui ont determiné le maire.

Aux termes des ordonnances des 8 janvier et 26 février 1826, le recours contre un arrêté municipal doit toujours être porté devant l'autorité administrative, et non par la voie contentieuse devant le Conseil d'état, car il ne s'agit ici que d'une mesure de pure administration.

Remarquons qu'il y a encore une voie indirecte pour attaquer les réglements de police municipale : c'est de débattre devant le tribunal de police la validité du réglement et de démontrer qu'il a été rendu en dehors des attributions conférées à l'autorité municipale par la loi. Nous disons qu'il y a attaque indirecte, car si cette preuve pouvait être administrée, il est bien évident que les tribunaux ne devraient pas appliquer les peines que le réglement pourrait porter, ni concourir en aucune manière à l'exécution d'un réglement incompétemment rendu.

§ 5. Interprétation des réglements municipaux.

Nous avons vu qu'un réglement municipal, rendu dans le cercle des attributions légales, est obligatoire, et que le tribunal doit toujours en assurer l'exécution en prononçant contre les contrevenants les peines de la loi.

Dans le cas où cet arrêté a besoin d'être interprété, à qui appartient ce soin ?

En principe, l'interprétation des actes du pouvoir administratif est hors des attributions du pouvoir judiciaire. (V. **Actes administratifs, § 2.**)

C'est donc à l'autorité municipale ou à l'autorité administrative supérieure qu'il appartient de donner des explications nécessaires pour concilier

les contradictions apparentes des actes émanés d'elle.

Dans le doute, les tribunaux ne doivent pas renvoyer le prévenu, mais attendre pour statuer que le sens de l'arrêté ait été determiné par l'autorité compétente. (Cass., 16 juill. 1824.)

Section II. — Des matières sur lesquelles peuvent statuer les réglements municipaux.

Nous avons expliqué quelle était la nature des réglements municipaux, leur force, leurs effets; nous devons maintenant spécifier quelques-unes des matières sur lesquelles ils peuvent statuer. Dans les règles et les principes généraux que nous venons d'exposer, nous avons vu que l'autorité municipale pouvait rendre des réglements dans toutes les matières désignées par les lois, ou qui intéressent la police et l'ordre public; nous ne parlerons donc ici que des cas où il s'est élevé quelques doutes sur la validité des réglements municipaux, et où la jurisprudence a dû venir en aide à la loi, et nous tâcherons de citer surtout dans le vocabulaire suivant ceux qui peuvent servir à résoudre par analogie les cas presque semblables.

Abat-jour. — Une ordonnance de police du 22 novembre 1600, dont les autorités de police peuvent rappeler et maintenir l'exécution, defend aux marchands de faire établir dans leurs boutiques et leurs magasins des abat-jour, parce qu'ils peuvent donner un faux jour et tromper l'acheteur sur la qualité des marchandises.

Lorsque l'abat-jour est de nature à être toléré en dehors, il faut une permission de la petite voirie.

Les contraventions à cet égard sont passibles des peines portées par le § 5 de l'art 47 du Code pénal.

Abreuvoirs. — La loi du 24 août 1790 a expressément conféré aux maires le droit de faire des réglements de police pour fixer les endroits de la rivière où il peut être établi des abreuvoirs, afin d'empêcher soit les accidents, soit la détérioration des berges, et, par suite, la possibilité d'une inondation.

Il entre aussi dans le cercle de leurs attributions de faire des réglements portant défense de mener les chevaux autrement qu'au pas, de les y mener pendant la nuit, d'y laver du linge ou jeter des immondices, d'y conduire les bestiaux malades.

Ils peuvent enfin régler le nombre de chevaux qu'un individu seul peut y conduire; sans cependant que cette dernière mesure puisse s'appliquer aux maîtres de postes qui, d'après une déclaration du 22 avril 1782, peuvent en conduire quatre. (L. 24 août 1790, t. XI, art. 5, A. 5 mess. an VII, 12 mess. an VIII, Cass., 8 sept. 1809. — V. **Eaux**, chap. VI, § 4.)

Accidents. — Les maires sont autorisés à prendre toutes les mesures nécessaires pour arrêter et prévenir les accidents, et conséquemment à faire tous les réglements qui peuvent être utiles pou parvenir à ce but.

L'art. 46 du titre 1er de la loi du 19 juillet 1791 dispose que le corps municipal (actuellement le maire) peut faire valablement des arrêtés : 1° toutes les fois qu'il s'agit d'ordonner des précautions locales sur les objets confiés à sa vigilance et à son autorité par les art. 3 et 4 du titre XI du décret sur l'organisation judiciaire; 2° qu'il peut et doit publier de nouveau les lois et réglements de police, et rappeler les citoyens à leur observation.

Ainsi la surveillance des maires doit s'exercer principalement dans le cas de débacle, d'inondation, d'incendie, de maladies contagieuses sur les hommes et les bestiaux, sur les chevaux des voitures, sur la divagation des animaux nuisibles ou malfaisants, sur les embarras de la voie publique, etc., etc. (V. ces mots. — D., 14 déc., 1789, D. 19 juill. 1791, L., 28 sept. 1791, C. pén., art 475 à 479.)

Alignement. — L'alignement des maisons et constructions sur la voie publique est un des objets qui doivent fixer l'attention de l'autorité municipale, puisqu'il est dans ses attributions de veiller à tout ce qui intéresse la commodité du passage sur la voie publique.

Il entre donc essentiellement dans ses attributions de faire des réglements sur les objets suivants :

1° Pour limiter la hauteur des bâtiments sur la voie publique, proportionnellement à la largeur des rues;

2° Pour défendre d'élever aucune construction, sans avoir reçu d'elle l'alignement, dans les rues et sur les places qui ne dépendent pas d'une route royale ou départementale;

3° Pour defendre d'établir, sans permission, de grands balcons sur les places et dans les rues appartenant à la voirie urbaine. (LL., 24 août, et 22 juill. 1791, Cass., 30 mars 1827.) (V. **Voirie**, chap. III, § 5; chap. IV, § 4.)

Arrosage des rues. — L'arrosage des rues n'est prescrit par aucune loi; mais celle du 16 août 1790 ayant conféré au maire le droit de prendre toutes les mesures nécessaires dans l'intérêt de la salubrité publique, assurément l'arrêté municipal qui enjoindrait cette mesure dans un

temps de sécheresse, serait pris dans les limites de la loi.

La jurisprudence au reste a consacré ce principe et un arrêt de la cour de cassation du 5 novembre 1825 a décidé qu'un arrêté de l'autorité municipale ne sortait pas des attributions de cette autorité en statuant sur une semblable matière.

Auberges, Cafés, Cabarets, Lieux publics.— L'autorité municipale a le droit de faire des réglements sur la police des auberges, cafés, cabarets et autres lieux publics.

Les maires peuvent notamment prendre tous arrêtés qu'ils jugent convenables sur la clôture à certaines heures des lieux publics, et défendre en même temps, aux aubergistes, cabaretiers ou autres de donner à manger, à boire ou à jouer après telle heure, et aux particuliers d'aller boire ou jouer après ladite heure (Cass., 21 fév. 1824, 18 janv. 1828, 3 déc. 1825, 24 déc. 1824), sous les peines de droit contre ceux qui seraient trouvés dans ces maisons après l'heure indiquée. (V. ces mots.)

Bains publics.—L'autorité municipale peut valablement faire tous arrêtés qu'elle juge convenables relativement aux bains publics. Ainsi elle peut déterminer les endroits où ils doivent être établis, leur police intérieure; elle peut défendre aux baigneurs la fréquentation des lieux publics; en un mot elle peut et doit réprimer toutes obscénités de la part des baigneurs et faire immédiatement arrêter ceux qui commettent quelque action contre la décence publique. (L., 19 juillet 1791, Cass., 15 oct. 1824.)

Bals.—Les bals, comme lieux publics, sont sous la surveillance immédiate de l'autorité municipale. Le maire n'use que des attributions qui lui sont conferées par la loi du 16 août 1790 et 19 juillet 1791, sur la surveillance à exercer sur les grands rassemblements, en faisant un arrêté par lequel il détermine l'endroit où il est permis de se livrer à la danse; et par lequel il défend en outre de se réunir et danser dans l'intérieur des maisons. (Cass., 1er août 1824.)

Balayage.—Les maires peuvent faire effectuer le balayage par les propriétaires et locataires devant leurs maisons, et aux frais de la commune, sur les places ou vis-à-vis les propriétés publiques.

A cet égard il sont compétents pour prendre toute espèce d'arrêtés qui fixent les jours et heures des balayages. (L., 19 juillet 1791, C. pén., art. 318, Cass., 4 oct. 1827.)

Un arrêté du maire peut enjoindre aux propriétaires des maisons bordant les rues, ruelles et remparts d'une ville, de faire arracher avec soin l'herbe qui croît devant leurs maisons. (Cass., 17 oct. 1824.)

Les contrevenants aux arrêtés pris sur cet objet doivent être condamnés aux peines de police portées par l'art. 471 du Code pénal, et ils ne peuvent être renvoyés sur des motifs d'excuses non admis par la loi.

L'obligation de nettoyer les rues, dans les lieux où ce soin est laissé à la charge des habitants, s'applique également aux propriétaires et aux locataires, en telle sorte que les propriétaires sont tenus à défaut de locataires de remplir cette obligation, alors même qu'ils n'habitent pas la maison et qu'ils en demeurent éloignés. Dans le cas même où il y a des locataires, ils peuvent être personnellement poursuivis sauf leur recours contre les locataires. (Cass., 6 av. 1853, 15 fév. 1854.)

Balcons.—L'autorité municipale a le droit de faire des réglements pour defendre d'établir sans permission des balcons sur les places et dans les rues dépendantes de la voirie urbaine, et les contraventions à ces réglements doivent être punies des peines de simple police. (C. P., art. 471, Cass., 30 mars 1827.) (V. **Voirie**, chap. III, § 3, 11; chap. IV, § 2.)

Bans de vendanges.—L'autorité municipale agit dans l'ordre legal de ses attributions en fixant l'époque de l'ouverture des vendanges et celle où le grapillage est permis.

Les contraventions aux arrêtés de l'autorité municipale sur les bans de vendanges doivent être punies de l'amende prononcée par l'art. 475, nº 1 du Code pénal. (Cass., 3 janv. 1828, 3 fév. 1827.) (V. **Vendanges.**)

Bateaux.—Les maires peuvent faire les réglements necessaires au stationnement des bateaux sur la rivière, fixer les heures de départ. Ces réglements sont executoires nonobstant les excuses qui pourraient être presentees devant le tribunal de police lequel ne pourrait sans excès de pouvoir, renvoyer de la plainte l'individu dont le départ aurait eu lieu après l'heure fixée, sous le prétexte qu'il y avait impossibilité ou qu'il n'y a pas eu réclamations. (Cass., 4 juill. 1828.) (V. **Bacs et bateaux. Piçage.**)

Bateleurs. Charlatans.—Les maires sont autorisés à faire des réglements pour empêcher les charlatans ou bateleurs, soit d'obstruer la voie publique, soit de faire du bruit capable de troubler la tranquillité publique, soit de vendre des drogues et remèdes secrets qui pourraient compromettre la santé des citoyens.

Bois.—Le maire a dans chaque commune le droit de prendre des arrêtés pour l'administration des bois communaux et d'assurer par des amen-

des l'exécution de ces réglements de police. (6 fév. 1824.) (V. **Affouage. Bois et forêts.**)

Bouchers.—Les bouchers sont soumis à la surveillance de l'autorité municipale et aux réglements de police qu'elle a droit de faire et de publier, non-seulement pour la vente, mais encore pour la taxe de la viande de boucherie. (L., 22 juill. 1791.)

Ainsi un boucher prévenu de contravention à un arrêté du maire qui prescrit de faire abattre le bétail à la tuerie publique et non ailleurs, ne peut être renvoyé des poursuites, sur le motif que l'abattage a eu lieu hors de la ville et des faubourgs, au-delà des limites de l'octroi, si toutefois il a eu lieu sur le territoire de la commune. (18 oct. 1827.)

Les arrêtés pris par l'autorité municipale pour s'assurer de la qualité des viandes de boucherie livrées à la consommation, et de la fidélité du débit, sont obligatoires pour les citoyens et pour les tribunaux. Les contraventions qui y sont commises doivent être punies des peines de simple police. Tel serait par exemple un arrêté portant qu'il ne pourra être vendu de la viande dans tout l'arrondissement de l'octroi, ailleurs qu'à la halle, à la boucherie. (Cass., 7 déc. 1826.)

L'autorité municipale ne pourrait cependant soumettre les bouchers à payer aux individus commis à l'inspection des viandes une rétribution pour les indemnités du temps employé à la visite des bestiaux. (Cass., 22 fév. 1825.)

Au reste, nous devons dire que le pouvoir municipal a le droit de réglementer le commerce de la boucherie dans tous ses détails comme dans toutes ses parties, de telle sorte qu'il peut même contraindre les garçons étaliers qui voudraient s'établir pour leur propre compte, à n'étaler leurs viandes qu'à une certaine distance de la maison du maître qu'ils quittent. (C. Paris, 22 sep. 1834.) (V. **Subsistances**, sect. 5.)

Boues.—L'enlèvement des boues et immondices peut être une dépense pour les communes, ou un objet de revenu, selon qu'on les fait enlever, ou qu'on afferme le droit exclusif de l'enlèvement. Quoi qu'il en soit, les maires peuvent régler, par des arrêtés, le mode et les heures d'enlèvement les plus conformes à la salubrité et à la commodité publiques.

Boulangers.—L'autorité municipale peut prendre toutes les précautions qu'elle juge convenable pour assurer la fidélité du débit des boulangers; elle peut leur défendre de fabriquer des pains qui soient d'un poids différent de celui fixé par le réglement. (Cass., 17 juin 1725, 12 juin 1828.)

Un boulanger forain qui, aux termes d'un réglement municipal, ne peut vendre son pain que sur le marché et n'a pas le droit de le colporter, contrevient à ce réglement en portant son pain au domicile des personnes qu'il est habitué d'en fournir. (L., 24 août 1790, t. II, § 5, art. 5; Cass., 15 oct. 1818, 4 juin 1830.) (V. **Subsistances**, sect. 2.)

Chanvre.—Le rouissage du chanvre corrompant l'eau et pouvant nuire à la salubrité publique, il appartient à l'autorité municipale de prendre des arrêtés pour fixer les endroits les plus convenables et même les époques où le rouissage peut avoir lieu. (V. **Établissements insalubres, 1re classe.**)

Chaume.—Le danger de couvrir les habitations rurales en chaume, pailles et roseaux, a été de tout temps reconnu, surtout quand ces habitations sont agglomérées; aussi les maires ont-ils le droit pour prévenir les incendies de défendre par un arrêté, d'employer ce genre de couverture pour les maisons et bâtiments de l'intérieur des villes, bourgs ou villages.

Cheminées.—Aux termes de la loi de 1791, les maires peuvent ordonner par un arrêté la démolition de toutes les cheminées et de tous les fours bâtis contrairement aux réglements et de manière à occasionner des incendies.

Tout contrevenant aux arrêtés municipaux sur la construction des fours et cheminées doit être puni aux termes de l'art. 600 du Code de brumaire an IV, d'une amende de 5 jours de travail au plus ou d'un emprisonnement qui ne peut non plus excéder 5 jours.

Les maires doivent aussi veiller à l'exécution du ramonage, et en cas de refus des habitants, ils ont le droit de l'ordonner d'office.

Ils doivent aussi faire visiter les cheminées au moins une fois l'an et ordonner la réparation de celles qui seraient en mauvais état.

Chemins vicinaux.—Les chemins vicinaux, relativement à leur police, à leur réparation, à la sûreté et à la commodité du passage, sont dans les attributions de l'autorité municipale, et tous les réglements sur cette matière sont des réglements de petite voirie pris dans le cercle légal du pouvoir des maires. (V. **Voirie.** Chap. II, tit. Ier.)

Chiens.—Les maires peuvent enjoindre aux habitants qui ont des chiens, de les tenir renfermés dans leurs maisons.

Ceux qui contreviennent à un arrêté de police qui prescrit de renfermer les chiens, ou de les tenir en lesse et museles pendant tel temps de l'année, sont passibles des peines de police. (Cass.,

15 déc. 1827 et 19 août 1819.) (V. **Animaux**, paragraphe 2.)

Comestibles.—La loi du 24 août 1790, t. IX, art. 5, confère aux maires, adjoints et commissaires de police le droit d'inspecter les comestibles qui se vendent dans les marchés, sur la voie publique et même dans les boutiques, d'en vérifier et constater la salubrité, aidés, s'il est nécessaire, de l'avis des gens de l'art. (L. 22 juillet 1791), de faire saisir, confisquer et détruire ceux qui seraient gâtés, corrompus ou nuisibles à la santé des citoyens, en dresser procès-verbal et citer les contrevenants au tribunal de simple police pour y être condamnés aux peines portées par l'art. 20 du titre 1er de la loi du 12 juillet 1792 et par l'art. 605 du code de brumaire an IV.

Ces articles de la loi de 1790 n'ont point été abrogés par le Code pénal actuel; lors donc qu'un réglement de police locale sur la vente des comestibles gâtés s'est borné à en prononcer la saisie, les juges n'en doivent pas moins, que la saisie ait eu lieu ou non, appliquer aux contrevenants les peines de la loi. (Cass., 20 fév. 1829.)

Lorsque l'état de corruption des comestibles saisis a été constaté par des gens de l'art, l'enfouissement de ces comestibles peut, avant jugement et sans prendre les ordres du maire, être ordonné par mesure de simple police. (Cass., 14 déc. 1832.)

L'autorité municipale a le droit de faire des réglements pour défendre à tous vivandiers, coquetiers, pêcheurs et vendeurs de poissons, gibiers, volailles, fruits, herbages et autres comestibles, de les porter dans les lieux autres que ceux qui sont désignés pour la vente, et aux cabaretiers-traiteurs de recevoir chez eux ces objets en dépôt. Les contrevenants doivent être punis des peines de simple police; ils ne peuvent être renvoyés des poursuites sous prétexte que les comestibles n'étaient point exposés en vente, et que la voiture qui les renfermait et qui était remise chez un aubergiste, était bâchée et ficelée. (Cass., 8 déc. 1827.)

Conducteurs de voitures, d'animaux, etc.—Les maires sont compétents pour prendre des arrêtés relatifs, soit à la conduite des voitures, soit à celle des animaux nuisibles.

Ainsi ils peuvent défendre aux conducteurs d'être assis sur leurs chevaux et ordonner qu'ils soient toujours en tête. (Cass., 25 vent., an XII.)

Ils peuvent décider aussi que les conducteurs d'animaux ne les conduiront que jusqu'à certaines heures et à certaine distance des habitations. (V. **Animaux, Voitures.**)

Constructions.—L'arrêté par lequel un maire défend de faire aucune construction en bois dans l'intérieur d'une ville est pris dans les attributions du pouvoir municipal, et les infractions à cet arrêté doivent être punies. (V. **Voirie**, chap. III, parag. 6, chap. IV, parag. 5 et 6.)

Danse.—Le réglement municipal relatif aux danses qui ont lieu dans les cabarets, est pris dans le cercle des attributions des maires et par conséquent est obligatoire. (V. **Lieux publics.**)

Démolition.—L'autorité municipale a le droit de faire des réglements et arrêtés pour ordonner la démolition des bâtiments, maisons, murs ou autres constructions menaçant ruine.

Le particulier qui s'est refusé à démolir une partie de la maison menaçant ruine, doit être condamné aux peines de l'art. 471 du Code pénal. (Cass., 24 sept 1819.)

Lorsqu'un arrêté du maire a ordonné la démolition d'une maison menaçant ruine et fixé un délai pour l'exécution, si la démolition n'a pas lieu dans ce délai, il y a lieu à l'application de l'article précité. (Cass., 13 oct. 1820.)

L'administration locale peut faire démolir, pour cause de sûreté publique et d'intérêt général, des édifices qui sont une propriété particulière, lorsqu'ils sont reconnus en état de dégradation et de vétusté par experts du propriétaire et de l'administration, encore bien que l'expert du propriétaire reconnaisse la possibilité de les conserver à l'aide de réparations. (Ord. 24 mars 1830. (V. **Voirie**, chap. 1er, sect. 1re, parag. 11, chap. III, parag. 6. chap. IV, parag. 6.)

Dépôt de matériaux.—Un maire ne peut défendre de déposer des matériaux dans les rues, si l'on n'en a obtenu l'autorisation préalable; car cette obligation d'obtenir une autorisation serait une addition aux dispositions de l'art. 471 du Code pénal, d'après lequel le dépôt n'a le caractère de contravention qu'autant qu'il a lieu sans nécessité ou sans être éclairé. (Cass., 10 déc. 1824.)

Ainsi encore, un maire ne pourrait substituer à la défense portée en l'art. 471 d'embarrasser la voie publique par des dépôts de matériaux quelconques, la défense de laisser séjourner sur la voie publique, pendant vingt-quatre heures, des dépôts de terre, etc. (Cass., 16 mars 1825.)

Eaux. — En général la police des eaux est confiée à l'administration supérieure, cependant les maires sont compétents pour faire des arrêtés et reglements sur toutes les mesures de police et de sûreté qui peuvent être nécessaires, celles par exemple qui auraient pour objet la réparation de murs de soutenement, la destruction d'ouvrages construits sur un cours d'eau et qui pourraient causer quelque inondation. (D. 12 mars 1808, Ord. juin 1825.) (V. **Eaux, Inondations, Voirie.**

chap. 1er, sect. IV, parag. 3, chap. III, parag. 9 et 11, chap. IV, parag. 5.)

Échenillage.—Nous avons expliqué (V° **Arbres**) les mesures de précaution à prendre pour l'échenillage des arbres; il nous suffit de constater ici que l'autorité municipale est essentiellement chargée de veiller à l'exécution de ces mesures, et est compétente pour régler tout ce qui les concerne.

Éclairage.—Comme mesure d'ordre et de sûreté publique, tous les réglements sur l'éclairage sont de la compétence de l'autorité municipale.

L'eclairage est une mesure de police générale, et les habitants des villes sont tenus d'éclairer les rues devant leurs maisons, lorsque ce soin est laissé à leur charge, sous peine d'amende en cas de contraventions.

Trois arrêts de la Cour de cassation des 11 mai 1810, 17 mai et 13 juin 1811, ont décidé que les voituriers et aubergistes qui laissent pendant la nuit des voitures sur la voie publique doivent éclairer le devant de leurs maisons, et les tribunaux de simple police ne peuvent suspendre ni modifier à leur égard les réglements, en décidant que l'éclairage était suppléé par une lumière intérieure ou rendue inutile par le clair de lune. (Cass., 15 fév. 1828.)

Au reste, nous observerons que l'obligation d'éclairer les matériaux déposés sur la voie publique étant prescrite par des dispositions générales, le contrevenant ne peut jamais être renvoyé de la plainte qui aurait été portée contre lui sous le motif qu'aucun réglement de police locale n'aurait ordonné cet éclairage. (Cass., 15 fév. 1828.)

Édifices publics.—La conservation des édifices publics étant placée sous la surveillance des officiers de police, chacun en ce qui les concerne et dans le cercle de ses attributions, les maires doivent faire tous les réglements qu'ils jugent convenables pour que rien ne puisse occasionner leur dégradation ou leur dépérissement. (V. **Bâtiments publics**, **Voirie**, chap. III, parag. 2, chap. IV, parag. 6.)

Embattoir.—On donne ce nom à de petites fosses destinées à recevoir les roues de voiture, et faciliter l'opération de leur ferrement; lorsque les embattoirs n'ont pu être construits autre part que sur la voie publique, les maires doivent veiller à ce qu'ils soient recouverts de forts madriers pour éviter les accidents, hors les moments du travail.

Épidémie et épizooties. (V. ces mots). — La loi ne prescrit à l'autorité municipale, en cas d'épidemie ou d'épizootie, aucune mesure particulière à prendre; mais toutes celles que les circonstances font juger nécessaires sont de sa compétence.

Aussi tous les réglements sur cette matière, concernant soit les sépultures, soit l'éloignement, la séquestration des bestiaux, etc., sont essentiellement dans le cercle de ses attributions.

Étalage. — Les marchands étalagistes sont spécialement sous la surveillance des autorités locales.

Ils sont soumis à tous les réglements qu'elle a le droit de faire sur le mode et les endroits de la vente, et ceux qui sans sa permission auraient vendu ou étalé sur la voie publique se rendent passibles des peines portées en l'art. 471 du Code pénal et dans la loi du 19 juillet 1791.

Excavation. — L'autorité municipale, ayant, comme nous l'avons déjà dit, le droit de faire des réglements sur tout ce qui intéresse la sûreté et la commodité du passage dans les rues, peut ordonner aux particuliers de combler les excavations survenues devant leurs maisons ou terrains situés le long d'une voie publique.

Le fait d'avoir obstrué ou dégradé la voie publique par une excavation constitue la contravention prévue par l'art. 471 du Code pén. (Cass., 7 déc. 1826, 28 sept. 1827.)

Cette contravention doit être punie, qu'il y ait ou non un réglement de l'autorité locale. (V. **Voirie**, chap. 1er, sect. 1re, § 10, sect. 4, § 3.)

Fenêtres. — La police municipale est compétente pour faire toutes espèces de réglements tendant à ce qu'il ne soit rien déposé ou jeté par les fenêtres qui puisse nuire ou blesser les passants. (LL., 24 août 1790, C. pén., art. 471. En outre, V. ci-après **Saillie.**)

Fêtes. — Les maires et adjoints règlent l'ordre et la marche de toutes les cérémonies publiques et surveillent l'exécution de toutes les mesures d'ordre nécessaires.

Mais ils n'ont aucune autorité pour ordonner et réglementer les mesures qui ne sont relatives à aucun des objets de police confiés à leur compétence.

Ainsi ils ne pourraient valablement prescrire aux habitants l'apposition de drapeaux ou de tentures devant leurs maisons, à l'occasion de fêtes civiles ou religieuses, et les tribunaux de police ne sauraient connaître des contraventions à un pareil ordre, ni appliquer aucune peine quand bien même l'arrêté en porterait une. (Cass., 17 janv. 1820, 26 sept. 1819.)

Feu. — Le soin de prévenir par des précautions convenables, et celui de faire cesser par la distribution de secours nécessaires, les accidents contre les personnes et les propriétés, tels que les incen-

dies, sont confiés à la vigilance et à l'autorité des corps municipaux. (L., 1790.)

Ils ont le droit de faire tous les réglements nécessaires; ils doivent empêcher et poursuivre sévèrement ceux qui allument du feu sur la voie publique ou dans les champs plus près de 50 toises des maisons, bois, bruyères, meules, etc. Le fait seul d'avoir allume du feu est un delit qui doit être puni même dans le cas où il n'y aurait eu aucun accident. (L., 16 août 1790, 28 sept. 1791, art. 438 C. civ., C. pén. 148. V. **Incendies. Pompiers.**)

Foires et marchés. — Tout ce qui tient à la police des foires et marchés est dans les attributions spéciales des maires et adjoints. La designation et la location des places aux marchands, aux faiseurs de tours, bateleurs, aux propriétaires d'animaux et généralement à tous les jeux et spectacles. (L., 16 août 1790, C. civ., art. 479.)

L'arrêté qui defend à tous marchands d'exposer en vente leurs bestiaux et marchandises, les jours de foires, ailleurs que dans un terrain déterminé, rentre dans les attributions de police confie aux maires. (Cass., 10 oct. 1823.)

L'arrêté par lequel un maire règle les places qui sont attribuées à chaque genre de marchandises pour leur débit est pris dans le cercle de ses attributions.

Lorsqu'un arrêté du maire désigne le lieu où les marchands de telle espèce doivent se placer; le fait de vendre les denrées désignées dans un autre lieu constitue une contravention qui ne peut être excusée soit parce que le prévenu était étranger à la commune, soit parce qu'il aurait loué une boutique pour faire ce commerce. (Cass., 25 mars 1830.)

Lorsqu'un arrêté de l'autorité municipale défend d'aller au-devant des denrées qu'on amène à la ville et de les arrêter ou acheter, avant l'introduction au marché, celui qui va au-devant d'un marchand et lui achète la marchandise, doit être puni des peines de simple police. (4 fév. 1826, 12 nov. 1830.)

Un réglement sur la taxe de location des places, dans les foires et marchés, n'a pas le caractère d'un réglement de police dont les tribunaux doivent réprimer les contraventions. (Cass., 15 janv. 1820. V. **Foires et marchés, Halles.**)

Fontaines publiques. — L'entretien des fontaines d'un usage commun, et la police à y observer pour le puisement de l'eau, sont soumis à la surveillance des maires.

Ils ont le droit de faire tous réglements soit pour le lavage et l'abreuvage, etc., sous les peines de simple police. (L., 16 août 1790. V. **Eaux**, chap. V. § 3.)

Fours. — Les fours ou pressoirs étaient soumis autrefois à une police particulière; sous le rapport de la banalité. (V. **Banalités.**)

Maintenant chacun est libre de faire et de disposer de ses fours selon son bon plaisir : toutefois l'autorité administrative peut prendre des mesures à leur égard, dans l'intérêt public; par exemple elle a le droit d'exiger l'emploi de tels ou tels matériaux pour leur construction. (L., 24 août 1790, art. 3, tit. 11.)

La police doit surtout veiller à la préparation du pain, dans les fours des boulangers, pour qu'on n'y introduise rien de nuisible; elle est compétente pour faire à cet égard les réglements necessaires.

Les maires étant autorisés à surveiller l'observation des mesures établies contre l'incendie, peuvent visiter les fours et cheminées et les faire abattre lorsqu'ils sont en mauvais état.

Fumier. — Les maires peuvent et doivent faire des réglements pour empêcher l'usage trop ordinaire dans les campagnes des dépôts de fumiers. (L., 11 déc. 1789, art. 10. C. civ., art 674. C. pén. 471.)

Glace. — Les maires sont compétents pour ordonner le brisement des glaces sur la voie publique et devant les maisons. C'est une conséquence nécessaire de la police de la petite voirie qui leur est attribuée. (V. **Voirie**, chap. III. § 2.)

Glanage. Grapillage. — Les maires ont le pouvoir de prendre les arrêtés qu'ils jugent les plus efficaces pour faire tourner le bénéfice du glanage au profit des personnes qui en ont véritablement besoin.

Ils peuvent ordonner que nul n'est admis à glaner sur le territoire d'une commune, s'il n'est habitant du lieu, s'il n'a obtenu la permission de l'autorité municipale, ou s'il n'a enfin satisfait à toute autre condition qui devra être préalablement remplie. Toute contravention est punissable des peines de simple police.

Nous devons faire remarquer que les préfets ont aussi ce droit. (L., 28 sept. 1791.)

Gouttières. — Un reglement de l'autorité municipale peut valablement disposer que les gouttières sur la voie publique ne seront plus saillantes.

Un pareil réglement est essentiellement pris dans le cercle des attributions du maire, et conséquemment toute contravention à un pareil arrêté doit être réprimée par les tribunaux et punie des peines portées par la loi. (Cass., 14 oct. 1826.)

Immondices. — Ce n'est pas seulement dans les rues, lieux et édifices publics, que la police peut ordonner l'enlèvement des immondices; son action pour la salubrité s'étend même sur les lieux qui sont des propriétés particulières.

A cet égard, un arrêté municipal, fondé sur des motifs de salubrité, est dans les termes de l'attribution municipale; le particulier qui en est contrarié doit ou y obtempérer, à peine de contrainte par le tribunal de police, ou appeler de l'ordonnance municipale à l'autorité du préfet.

Résister est une contravention, et se parer de la qualité de propriétaire, c'est ne rien dire qui soit fondé en droit. (Cass., 6 fév. 1823.)

Lorsque par l'acte d'adjudication de l'enlèvement des immondices d'une ville, l'entrepreneur a assumé sur lui la responsabilité légale des infractions qui pourraient être commises aux réglements de police sur la matière; cette clause est pleinement licite, et rend l'entrepreneur justiciable du tribunal de police, en cas de contravention. Vainement l'entrepreneur prétendrait que son adjudication est un contrat ordinaire dont l'inexécution ne peut entraîner que des condamnations civiles. (C. pén., 471, C. cass., 51 juill. 1850.)

Inondation. — Aux approches du debordement des eaux, le premier soin des maires doit être de s'environner de tous les secours que la localité peut fournir et de formuler tous les arrêtés qu'ils jugent convenables pour la combattre.

Ils ont le droit d'ordonner la suppression immédiate de tous les batardeaux et digues en terre qui peuvent exister dans les fossés, rehausser les bords des canaux, faire des saignées, etc.

Tous ces travaux sont obligatoires pour le propriétaire; s'il s'y refuse, ils doivent être faits à ses frais, sans prejudice de l'amende. (V. **Inondation.**)

Jeux. — L'autorité municipale a le droit d'empêcher de jouer des jeux bruyants ou dangereux sur la voie publique. (Cass. du 5 mars 1818.) (V. **Jeux.**)

Maisons. — L'autorité municipale peut défendre aux proprietaires des maisons d'une commune de les louer à des étrangers, avant que ceux-ci se soient conformés aux lois et réglements sur le changement de domicile. (Cass. du 28 août 1807.)

Mendiants. — Les maires ont le droit d'empêcher la mendicité et la circulation des pauvres dans leurs communes; ils peuvent prendre des arrêtés à cet égard qui sont exécutoires par les tribunaux. (D. du 5 juill. 1808. C. de cass., 274 et suiv.) (V. **Mendicité.**)

Mesures. — L'autorité municipale a le droit de faire des arrêtés pour determiner les mesures à employer chez les différents marchands qui débitent dans la commune. (Cass. du 21 juin 1828, 24 déc. 1825.) (V. **Poids et mesures.**)

Navigation intérieure. — Les corps municipaux ont la surveillance de la navigation intérieure, sous le double rapport de la liberté et de la sûreté.

Ils sont donc compétents pour faire tous les réglements utiles à cette sûreté même.

Ainsi, ils doivent prescrire en tout temps les mesures nécessaires pour que le stationnement des bateaux soit régulièrement effectué, pour que rien n'entrave le cours des canaux ou rivières, et que nulle construction ne vienne causer prejudice ou inconvénient. (L. du 9 août 1791, 19 vent. an VI. Arr. du 16 sept. 1807.) (V. **Eaux. Canaux.**)

Ouvriers. — Il est dans les attributions des maires de veiller à ce que les ouvriers d'une même profession ne se réunissent pas entre eux pour prendre des délibérations et faire des conventions tendant à refuser ou à n'accorder qu'à un prix déterminé leur industrie et leur travail.

Toutes defenses faites par un réglement municipal, à ce sujet, est donc exécutoire.

De plus, les réglements municipaux peuvent encore porter sur les livrets ou autorisations qu'ils ont le droit d'exiger d'eux.

Ainsi, la défense faite par un réglement municipal à tous les ouvriers, porte-faix ou autres, de travailler sur le port d'un lieu, s'ils ne sont munis d'une commission du maire, est dans ses attributions, et le tribunal ne pourrait se dispenser de punir les contrevenants. (Cass. du 12 avr. 1822.)

L'autorité municipale pourrait encore défendre aux artisans et à tous autres, de recevoir, dans leurs ateliers ou boutiques, des ouvriers, qui n'auraient pas fait préalablement viser leurs livrets à la municipalite. (Cass. du 21 av. 1808.) (V. **Ouvriers.**)

Pacage, pâturage, parcours. — L'autorité municipale est competente pour régler tout ce qui concerne la police du pâturage et du parcours; (L. du 28 sept. 1791.)

Pour fixer le nombre des bestiaux que chaque particulier peut y envoyer; (Cass. du 5 juill. 1821.)

Pour ordonner leur séquestration dans le cas de maladie contagieuse.

Les tribunaux de police doivent réprimer les contraventions aux arrêtés des maires sur le nombre de bestiaux à envoyer dans les pâturages communaux.

Un propriétaire forain ne pourrait être excusé, en cas de contravention, sur ce que la délibération n'aurait pas été publiée dans la commune

qu'il habite; car un arrêté municipal ne doit être publié que dans la commune du maire dont il émane, et il oblige même les étrangers domiciliés qui s'y trouvent. (Cass. du 15 fév. 1828.)

L'autorité municipale peut encore déterminer le cantonnement dans l'étendue duquel un particulier peut exercer ses droits.

Elle peut fixer les chemins de conduite des bestiaux, alors même que les bestiaux seraient sains. (L. de 1791. Cass. du 1 fév., 14 juin 1822. (V. **Animaux.**)

Pesage, mesurage. — L'autorité municipale peut désigner les instruments de pesage et mesurage que les marchands et autres individus sont tenus d'avoir pour l'exercice de leur état. (Cass. 11 juill. 1822.) (V. **Jaugeage.**)

Placards et affiches. — L'arrêté par lequel un maire prohibe la publication et l'affiche de placards, sans permission de l'autorité municipale, est pris dans le cercle des attributions de cette autorité, et les contrevenants sont punissables des peines de la loi du 24 août 1791, et des art. 600 et 606 du cod. de brum. an IV. (Cass. du 25 mars 1850.) (V. **Affiches.**)

Poids et mesures. (V. ces mots.)—Le maire peut défendre aux marchands fabricants et manufacturiers d'avoir dans leurs boutiques, magasins ou ateliers, des poids et mesures anciens, ou des poids et mesures non marqués du poinçon de vérification annuelle. Il peut déterminer les poids et mesures que les marchands doivent avoir pour leur commerce. (Cass. du 30 mai 1828, 21 juin 1828, 15 nov. id.)

Poisson. — L'autorité municipale a le droit de défendre à tous capitaines ou maîtres de barques de vendre du poisson ou des coquillages dans tel port situé dans la commune, avant que les denrées n'aient été visitées et que la vente n'en ait été autorisée.

La contravention a un pareil arrêté, est punissable alors même qu'il serait constant que le poisson vendu fût de bonne qualité. (Cass. du 8 déc. 1827, 20 juin 1828.)

Un arrêté municipal pourrait valablement interdire la vente et l'étalage du poisson salé, ailleurs qu'à la halle aux poissons.

Il pourrait également défendre aux marchands épiciers d'en tenir dans leurs magasins, boutiques, et au-devant d'elles. (Cass. du 26 janv. 1821.)

Ports. — L'autorité municipale a le droit de publier des réglements de police concernant le service des ports établis sur les rivières. Mais un réglement de cette nature ne peut être étendu aux propriétés particulières et voisines du port qui se prolongent jusqu'à la rivière. (Cass. du 24 fév. 1827.)

Quais. — La police des quais est dans les attributions des municipalités (L. des 16-24 août 1790, tit. XI, art. 5); la négligence ou le refus de se conformer aux réglements faits par les maires, sur tout ce qui intéresse la sûreté et la commodité du passage sur les quais, comme dans les rues, places et voies publiques, nécessite l'application des peines déterminées par l'art. 471, nº 5 du Code pénal. (Cass. du 7 déc. 1826.)

Rivières et Canaux. — L'autorité municipale peut défendre d'y mettre rouir le chanvre, d'y entasser des décombres ou immondices, en ordonner le curage, et en un mot elle peut faire tous les réglements nécessaires à ce que le cours de l'eau soit libre et sans entrave. (Cass. du 18 oct. 1816.) (V. **Eaux**, chap. II, III et IV.)

Saillies. — Il appartient aux maires de chaque commune de déterminer, par un réglement général de police, la plus grande dimension que peuvent avoir les divers objets formant saillie sur la voie publique. (V. **Voirie**, chap. III, § 2.)

Salubrité publique. — Les maires ont dans leurs attributions spéciales de surveillance tout ce qui concerne la salubrité de l'air, des eaux, des comestibles, des boissons, des médicaments, etc.

Ils peuvent donc faire tous les réglements et ordonner d'éloigner des propriétés particulières, aussi bien que des lieux publics, les matières qui peuvent infecter l'air et compromettre la salubrité.

Les contraventions aux réglements sur cette matière doivent être punies d'amende, sans que le tribunal puisse surseoir à statuer sous aucun prétexte. (Cass. du 6 fév. 1825, 9 mai 1828, 11 fév. 1850.)

Serruriers. — Cette profession exige de la part des autorités locales une vigilance sévère et une grande sollicitude. En effet, tout ce que la serrurerie peut faire pour la sûreté des habitations, les serruriers peuvent le rendre inutile, puisque, toujours maîtres d'abuser des secrets de leur art, il est vrai de dire que rien n'est fermé pour eux.

Aussi trouve-t-on dans les anciens codes plusieurs titres qui maintiennent ces réglements et en ordonnent l'exécution.

La loi du 22 juillet 1791 porte, art. 29 : « Sont provisoirement maintenus les réglements actuellement existants sur les objets de serrurerie, et l'art. 46 ajoute : les corps municipaux pourront faire publier de nouveau les lois et réglements de police, et rappeler les citoyens à leur observation. »

Spectacles de curiosité et autres. — La loi du

25 août 1790, tit. XI, ayant confié aux autorités municipales la police des lieux publics, tous directeurs de spectacles de curiosité, theâtres mécaniques, etc., tous saltimbanques et bateleurs qui arrivent dans une commune, ne peuvent avoir leurs établissements, de quelque nature qu'ils soient, ni exercer leur profession, tant dans l'intérieur d'un bâtiment que sur la voie publique, sans en avoir préalablement obtenu l'autorisation. Celle-ci devra toujours être accordée par écrit, indiquer la nature du spectacle et contenir, suivant les circonstances, tous les détails propres à faire reconnaître si l'on s'y est scrupuleusement conformé.

Mais ces autorisations ne doivent être accordées qu'en connaissance de cause; autrement elles deviendraient une vaine formalité. Ainsi les autorités devront préalablement exiger la suppression de ce qui pourrait, dans ces spectacles, se trouver de dangereux pour l'ordre, les mœurs, et le gouvernement du roi. Elles veilleront soigneuse- à ce que les conditions qu'elles auront imposées à cet égard soient exactement remplies, afin de constater les contraventions, d'en deferer les auteurs à la justice, et surtout de retirer immédiatement l'autorisation dont on aurait abusé. (Circ. min. du 10 oct. 1829.)

Tapage. — Le soin de réprimer et de punir les delits contre la tranquillité publique, tels que les rixes, disputes, tapages nocturnes, est un des objets confiés à l'autorité municipale, qui, non seulement peut, mais doit faire tous les réglements que l'expérience ou la prudence peuvent suggérer.

Taxes. — Les réglements municipaux faits pour la perception des taxes ou recettes communales ne constituent point des réglements de police dont l'infraction soit passible de peines de simple police. (L. du 22 juill. 1791.) (Cass. du 15 janv. 1820, 24 fév. id.) (V. **Octroi.**)

Les autorités municipales peuvent fixer la taxe du pain et de la viande de boucherie; mais il ne leur est permis, en aucun cas, d'etendre cette taxe au vin, aux bles et autres grains. (L. du 22 juill. 1791.)

Les lois, qui ont placé la taxe du pain dans les attributions municipales, ne s'appliquent qu'à la taxe journalière, et non à celle qui fixerait cette taxe pour une longue durée. (C. Montpellier, 6 août 1829.) (V. **Subsistances.**)

Usage. — Un usage, quelque ancien qu'il soit, ne peut prévaloir sur l'autorité des réglements de police destinés à le faire cesser. (Cass. du 3 janv. 1828.)

Vagabonds. Vendanges. Viandes. Voirie. Voitures. (V. ces mots.)

RÉHABILITATION. L'état de faillite prive le debiteur de tous ses droits politiques et de certains droits civils; cette privation subsiste pour lui tant qu'il n'est pas rehabilité. Or il ne devient habile à demander cette réhabilitation que quand il a définitivement rendu ou apuré ses comptes.

Au mot **Peine,** nous avons parlé de la réhabilitation des condamnés; elles ont toutes deux le même but, c'est-à-dire le retablissement du failli ou du condamné dans leur premier état, mais elles diffèrent quant à la forme.

La réhabilitation du condamné a lieu par la sanction du roi, sur l'avis de la cour royale. (V. **Grâce.**)

Celle du failli n'a pas besoin de l'intervention royale. La demande en réhabilitation est adressée à la cour royale du domicile du failli; elle est affichée et rendue publique pendant deux mois, à l'expiration desquels s'il n'est pas survenu d'opposition, la cour royale prononce un arrêt portant admission ou rejet de ladite demande. (V. C. de comm., 606 à 614.)

Nul commerçant failli ne peut se représenter à la bourse s'il n'a obtenu sa réhabilitation.

RELAIS DE LA MER. — V. **Eaux.** Chap. Ier **Mer.**

RELIGIEUX. RELIGION. — V. **Culte.**

RELIGIONNAIRES. — Tel est le nom qu'avant 1789, la legislation donnait aux sectateurs reformés ou protestants.

V. **Culte,** Chap. III.

REMBOURSEMENT. — V. **Communes,** C. VI, sect. VI § 2. **Hospices. Établissem. publics.**

REMÈDES SECRETS. — V. **Médecine.** Section VI, § 7.

REMONTE. — V. **Haras.**

REMPARTS. — V. **Places de guerre.**

REMPLACEMENT MILITAIRE. — Voy. **Recrutement.**

RENTE DOMANIALE. Les transferts de rentes dues en nature par le domaine, lorsqu'ils ont été consommes d'après la liquidation visée et approuvée par le préfet et que le prix en a été payé en entier, ne peuvent donner lieu ultérieurement à aucune action en supplément de prix de la part du domaine contre l'acquéreur, sous prétexte d'er-

reur commise sur la contenance des mesures et par suite, dans l'evaluation du prix des rentes.

Ici ne s'applique pas l'article 6 de la loi du 12 mars 1820, qui n'a conservé, pendant un certain temps l'action de l'administration des domaines contre les acquéreurs de rentes nationales, qu'autant que le prix des rentes n'aurait pas été payé en entier et que leur alienation aurait pu donner lieu à un décompte. (C. cass., 9 avril 1828. S. 28. 1. 218.) (V. **Domaines nationaux.**)

RENTES FÉODALES. Les rentes féodales sont celles qui ont été créées par les propriétaires qui avaient principe de fief, c'est-à-dire le droit, en vertu de la seigneurie dont ils étaient propriétaires, d'exiger tous les profits, tant fixes que casuels qui appartenaient ordinairement aux fiefs.

Mais l'article 1 d'un décret du 17 juillet 1793 a prononcé la suppression sans indemnité, de toutes les redevances ci-devant seigneuriales, droits feodaux censuels fixes et casuels. L'article 2 a excepté de la suppression les rentes et prestations purement foncières et non féodales; et afin de faire disparaître toutes traces de feodalité à cet égard, les articles 6 et suivants ordonnèrent de rapporter aux administrations les titres quelconques etablissant ces redevances, pour être brûles.

Les contestations qui pourraient s'élever sur ce genre d'affaires sont terminées en grande partie; cependant quelques espèces se présentent encore sur la question de savoir si une rente est ou non féodale, et consequemment susceptible ou non de remboursement.

Dans ce cas l'autorité administrative n'est pas compétente, c'est aux tribunaux seuls qu'il appartient de décider. (C. d'ét., 14 mars 1805. 19 déc. 1821.) (V. **Féodalité.**)

RENTES FONCIÈRES DES COMMUNES. La rente foncière, résultait d'une convention par laquelle le propriétaire concédait son fonds à un autre, moyennant une rente annuelle en argent ou en denrées, exigible tant que durait la détention du fonds.

La rente foncière, qui ne se stipulait ordinairement que pour les fonds en friche, était un droit réel, *jus in re*, qui n'etait pas rachetable de sa nature; de là un grand inconvénient, car l'héritage se trouvait ainsi greve d'une servitude perpétuelle qui le suivait dans toutes les mutations de propriété et qui génait la circulation des immeubles. Aussi la loi des 18 et 29 décembre 1790 a posé en principe la faculté du rachat de toutes les rentes foncières et perpétuelles.

L'article 5 de cette loi l'appliquant aux communes, porte : que lorsqu'elles voudront effectuer ce rachat, les officiers municipaux ne peuvent les liquider et en recevoir le prix que sous la surveillance et avec l'avis des autorités administratives, lesquelles sont obligées de veiller au remploi.

D'un autre côté, toute propriété foncière étant réputée franche et libre de tout droit sauf titre ou preuve contraire, par la loi du 25 août 1792 art. 2, une commune ne peut être condamnée à payer une redevance en nature à titre de rente, lorsqu'on ne peut désigner les biens sur lesquels cette rente serait assise. Les habitants ne peuvent surtout y être condamnés solidairement sans violer l'article 1 du titre II de la loi du 20 août 1792, qui porte que toute solidarite pour le paiement des cens, rentes etc., etc., est abolie sans indemnité. (Cass. 29 niv. an VIII.

REPÈRES. V. **Usines.**

RÉPERTOIRE. Le répertoire est un registre sur lequel certains fonctionnaires ou officiers publics sont tenus d'inscrire sommairement les actes qu'ils rédigent.

L'objet de cette obligation est non-seulement d'assurer d'une manière légale l'existence des actes reçus par ces officiers, d'en faciliter la recherche, d'en empêcher la soustraction, mais encore de donner au fisc un moyen facile de s'assurer que ces actes ont été soumis à l'enregistrement.

Les fonctionnaires ou officiers publics obligés de tenir des répertoires sont : les notaires, les greffiers, les commissaires priseurs, les gardes du commerce, les huissiers et les porteurs de contrainte;

Les secrétaires de préfecture, sous-préfecture et mairie. Nous ne nous occuperons que de ces derniers. (Favard.)

Les répertoires doivent être sur papier timbré délivré par la régie.

Les employés destinés par les sous-préfets et les maires pour la tenue des repertoires ne sont responsables de l'accomplissement de ce devoir, qu'autant que l'arrêté spécial qui les nomme a été accepté par eux; expedition de l'arrêté et de l'acceptation doit être adressée au directeur de l'enregistrement et au procureur du roi près le tribunal de l'arrondissement, afin qu'il puisse constater et réprimer les contraventions. (Dec. min. 4 déc. 1806 et 19 fév. 1807.)

Les secrétaires généraux des préfectures, les sous-préfets et les maires ne peuvent réclamer a l'égard des contraventions par eux commises dans la tenue des répertoires, le bénéfice de l'article 7 de l'acte du 15 decembre 1799, 22 frimaire an VIII. (Déc. min. 4 déc. 28 avril 1807.)

Les secrétaires de préfecture et sous-préfecture, les maires et les personnes qu'ils ont préposées à la tenue des répertoires, sont tenues de porter sur ces registres, tous les actes qui doivent être enregistrés sur les minutes (L. frim., art. 49.), que ces actes soient ou non soumis à l'approbation des préfets ou du ministre; seulement dans le premier cas, l'inscription doit être avec ces mots; *soumis à l'approbation du préfet ou du ministre*, et on doit ajouter à l'article, la date du jour où cette approbation est parvenue. (Déc. min. fin. 27 frim. an XIII.)

Chaque omission est passible d'une amende de 10 francs.

Tout article inséré au répertoire doit contenir une indication suffisante de l'acte, des parties qu'il concerne et de son objet. Il ne doit y avoir ni blanc ni interligne.

Dans les dix premiers jours de chaque trimestre, le maire est tenu de faire viser son répertoire par le receveur de l'enregistrement. Il doit être coté et paraphé par le préfet ou le sous-préfet de l'arrondissement.

Aux préposés de l'enregistrement seuls appartient le droit de constater les contraventions commises dans la tenue des répertoires, d'où il résulte qu'ils ont droit d'en requerir la présentation. Néanmoins et à défaut de réquisition, les fonctionnaires ci-dessus désignés sont tenus à chaque trimestre de présenter leurs répertoires au visa des receveurs.

Les commissaires de police tiennent aussi un répertoire, coté et paraphé par les maires (par le préfet de police à Paris), sur lequel ils inscrivent sommairement jour par jour, par ordre de numéros et de dates, tous les actes et procès-verbaux qu'ils rédigent.

REPRÉSAILLES.

§ 1. Représailles. — § 2. Lettres de représailles.

§ 1. Représailles.

Les représailles sont usitées de nation à nation pour se faire justice elles-mêmes, quand elles ne peuvent l'obtenir autrement. Si une nation s'est emparée de ce qui appartient à une autre, si elle refuse de payer une dette, de réparer une injure, ou d'en donner une juste satisfaction, celle-ci peut se saisir de quelque chose appartenant à la première et l'appliquer à son profit jusqu'à concurrence de ce qui lui est dû, avec dommages-intérêts, ou la tenir en gage jusqu'à ce qu'on lui ait donné une pleine satisfaction. Dans ce dernier cas, c'est plutôt arrêt ou saisie, que représailles: on les confond souvent dans le langage ordinaire. Les effets saisis se conservent tant qu'il y a espérance d'obtenir satisfaction ou justice; dès que cette espérance est perdue, on les confisque et alors les représailles s'accomplissent.

Le droit des gens ne permet les représailles que pour une cause évidemment juste pour une dette claire et liquide.

Il n'appartient qu'au souverain d'exercer ou d'ordonner les représailles, mais il doit indemniser celui des régnicoles sur qui sont tombées les représailles; c'est une dette de l'état ou de la nation dont chaque citoyen doit supporter sa quote-part. (V. **Droit des gens.**)

§ 2. Lettres de Représailles.

On appelle ainsi la permission que le gouvernement accorde à l'un de ses sujets de saisir ce qui appartient aux sujets d'une puissance étrangère, pour recouvrer par ce moyen l'équivalent de ce qu'un sujet de cette puissance lui a pris contre le droit des gens, par un acte dont il a inutilement demandé justice au souverain étranger.

L'ordonnance de la marine du mois d'août 1681 prescrit les règles à suivre en pareil cas.

Favard ne cite que trois cas où le gouvernement ait accordé des lettres de représailles. Le dernier exemple est offert par un décret de la convention en 1793. Mais ajoute Favard, dans l'état actuel de la civilisation en Europe, il est à croire que les gouvernements s'entendent toujours assez en état de paix, pour faire rendre ce qui est dû par les citoyens de leurs nations aux nations étrangères, et que pour des intérêts privés ils n'exposeront pas des peuples entiers au terrible fléau de la guerre.

En effet, des lettres de représailles sont une espèce de déclaration de guerre. (C. pén. 85; C. comm., 350; D., 5 fév. 1813.) V. **Guerre, Prise maritime.**)

REPRÉSENTANT DU PEUPLE. — C'étaient des commissaires délégués par la convention (comité de salut public) pour se rendre auprès des administrations locales et ordonner en son nom toutes les mesures que les circonstances difficiles de l'époque pouvaient exiger, soit pour la levée des troupes, le paiement des subsides, etc. (V. **Organisation départementale.**)

Dans l'état actuel de la législation, c'est devant le Conseil d'état, comité du contentieux, que doit être porté le pourvoi contre un arrêté d'un représentant du peuple en mission qui a prononcé sur des intérêts purement privés. (C. d'état, 7 avr. 1825; S. 26, 1, 184.)

REPRISE D'INSTANCE.—C'est l'acte par lequel succèdent aux droits et obligations d'une partie, ceux qui ayant, à tout autre titre, droit et qualité pour la représenter, reprennent volontairement ou sont forcés de reprendre l'instance dans laquelle cette partie était engagée.

Les suites de l'instance sont suspendues jusqu'à ce qu'un héritier, un administrateur, un nouvel avoué viennent remplacer le défunt ou l'incapable. (C. pr., 342, 344.)

Mais lorsqu'une instance a été introduite par ou avec un maire ou adjoint de maire en sa qualité, si le maire ou adjoint vient à être remplacé, il n'y a pas pour cela interruption d'instance et obligation de la reprendre avec le nouveau maire ou adjoint. La personne morale est restée la même. (Cass., 5 juin 1818; S. 19, 1, 178.)

Jugé de même, que la procédure commencée contre le maire d'une commune, qui a lui-même interjeté appel, a pu être continuée contre lui, quoiqu'il ait été depuis remplacé dans ses fonctions, lorsqu'il est constant que ce remplacement n'a pas été notifié à l'adversaire. (Cass., 11 janv. 1830.)

RÉPUBLIQUE. — Un des premiers actes de la convention nationale, qui succéda immédiatement à l'assemblée constituante, fut le 21 septembre 1792 l'abolition de la royauté et la proclamation de la république.

Intervint d'abord la constitution de 1793 ou de l'an Ier reposant sur ces bases, savoir : « La république française est une et indivisible. Le peuple est souverain. Il exerce sa souveraineté, divisé en assemblées primaires de cantons, etc. Le gouvernement est confié à un conseil exécutif composé de 24 membres choisis par le corps législatif sur une liste de candidats présentée par les assemblées électorales de chaque département.»

La constitution de l'an III plaça le gouvernement républicain et le pouvoir exécutif entre les mains de cinq directeurs élus par les conseils des *Cinq-cents* et des *anciens*.

La révolution du 18 brumaire renversa le directoire, et proclama la constitution de l'an VIII aux termes de laquelle le gouvernement fut confié à trois consuls à vie. Cette époque du consulat fut, on le sait, pour la France, celle de sa régénération sociale; elle vit naître cette admirable organisation administrative qui nous régit encore aujourd'hui; elle vit détruire tout ce que la république avait produit d'abord de hideux et de sanglant.

En 1802, Bonaparte, premier consul, fut proclamé consul à vie par 5,568,885 citoyens sur 5,577,259, appelés à voter sur la question.

La reconnaissance populaire ne s'arrêta pas à cette manifestation, et le 12 mai 1804, d'après le vœu du tribunat et du corps législatif, Bonaparte fut proclamé empereur par le sénat. Cette fois, le peuple fut encore consulté. A cet effet, 61,928 registres furent ouverts dans tous les secrétariats de municipalités, dans tous les greffes des tribunaux, et sur 5,574,898 votants 5,572,529 émirent un vote favorable. Le gouvernement républicain eut donc en France douze années d'existence; encore sous le consulat, c'est-à-dire pendant cinq ans, n'exista-t-il que de nom; car qui ne sait que le premier consul résumait en sa personne l'autorité arbitraire du monarque le plus absolu, autorité toute-puissante devant laquelle tout devait plier, et qui contribua seule à placer la nation française au premier rang des nations européennes. Cette époque, avons-nous dit, fut une époque de gloire, mais plutôt par suite de l'impulsion donnée au gouvernement par celui qui le présidait que par la forme même de ce gouvernement, reconnue impraticable dans tout pays de quelque étendue. (V. **Gouvernement.**) Toutefois elle flattait le peuple qui se croyait quelque chose dans ce gouvernement, parce que l'une de ses constitutions avait dit qu'il était *souverain* !...

Lors de la révolutions de 1830 quelques esprits séduits sans doute par les souvenirs des événements brillants qui signalèrent la seconde partie de la période républicaine, émirent le vœu du rétablissement de la république en France; mais la question, jugée à l'avance par tous les hommes d'état, ne fut même pas sérieusement discutée. Voici cependant comment s'exprimait à ce sujet M. de Châteaubriand, dans son dernier discours prononcé à la chambre des pairs, le 7 août 1830, au milieu de la discussion qui précéda le vote de la Charte.

« Une république offre-t-elle à la France des garanties suffisantes de durée, de force et de repos?

« Une république aurait d'abord contre elle les souvenirs des premiers temps de la république même. Ces souvenirs ne sont nullement effacés;

« On n'a pas oublié le temps où la mort, entre la liberté et l'égalité, marchait appuyée sur leurs bras. Quand vous seriez tombés dans une nouvelle anarchie, pourriez-vous réveiller sur son rocher l'hercule qui fut seul capable d'étouffer le monstre? De ces hommes fatiques, il y en a cinq ou six dans l'histoire. Dans quelque mille ans, votre postérité pourra voir un autre Napoléon : quant à vous, ne l'attendez pas.

» Ensuite, dans l'état de nos mœurs et dans nos rapports avec les gouvernements qui nous en-

vironnent, la république, sauf erreur, ne me paraît pas exécutable. La première difficulté serait d'amener les Français à un vote unanime. Quel droit la population de Paris aurait-elle de contraindre la population de Marseille ou de telle autre ville de se constituer en république ? Y aurait-il une seule république ou vingt, ou trente républiques ? Seraient-elles fédératives ou indépendantes ? Passons par dessus ces obstacles ; supposons une republique unique : avec notre familiarité naturelle, croyez-vous qu'un président, quelque grave, quelque respectable, quelque habile qu'il puisse être, soit un an à la tête des affaires sans être tenté de se retirer ? Peu défendu par les lois et par les souvenirs, avili, insulté soir et matin par des rivaux secrets et par des agents de trouble, il n'inspirera aucune confiance au commerce et à la propriété ; il n'aura ni la dignité convenable pour traiter avec les cabinets etrangers, ni la puissance nécessaire au maintien de l'ordre intérieur : s'il use de mesures révolutionnaires, la republique deviendra odieuse; l'Europe inquiète profitera de ces divisions, les fomentera, interviendra, et l'on se trouvera de nouveau engagé dans des luttes effroyables. La république répresentative est peut-être l'etat futur du monde, mais son temps n'est pas arrive.»

L'idée d'un gouvernement republicain en France fut donc repoussee; mais elle ne ce sa de germer et d'être nourrie dans le cœur d'un petit nombre de partisans. C'est aux efforts qu'ils tentèrent pour le triomphe de leurs fausses opinions que l'on dut les tristes événements d'avril 1834 à Lyon, et de tous ceux qui préalablement avaient ensanglanté la capitale.

Ce fut comme mesures répressives que les chambres votèrent successivement les lois sur les *associations*, les *attroupements*, la *détention des armes de guerre*, et en dernier lieu sur *la presse* (V. ces mots), et qu'enfin l'article 5, tout spécial, de la loi du 9 septembre 1835, punit des peines prévues par la loi du 29 novembre 1830 ceux qui prennent la qualification de *républicains* ou toute autre incompatible avec la Charte de 1830. (V. **Charte**.)

REQUÊTES.—Ce sont les mémoires adressés au roi en son Conseil d'état; ils doivent être enregistrés au Conseil d'état.

Les requêtes qui ont pour but des affaires contentieuses sont signées par un avocat aux conseils; mais dans quelques matières, telles que les affaires de contributions, de garde nationale et d'élections municipales, la signature d'un avocat n'est pas indispensable. (V. **Conseil d'état.**)

Quant à la requête civile, qui est une voie extraordinaire pour attaquer et faire rétracter les jugements en dernier ressort auxquels on a été partie ou dûment appelé, V. C. pr., art. 480 et suiv.

RÉQUISITIONS pour transports et subsistances militaires. —Un décret du 10 avril 1806 charge les corps de pourvoir au transport de leurs gros bagages et des militaires convalescents ou éclopés et des effets d'un usage journalier; mais quand un corps n'a pu traiter de gré à gré pour la fourniture des chevaux et voitures nécessaires, les maires des lieux de gite doivent la lui procurer par voie de réquisition jusqu'à concurrence du nombre alloué par sa feuille de route.

Si, pour quelque motif que ce fût, le service des envois se trouvait interrompu dans un lieu de gîte, le maire devrait y pourvoir aux risques et perils de l'entrepreneur, soit par des marchés d'urgence, soit par des réquisitions, en avertissant les fournisseurs sous-traitants que, d'après le décret du 13 juin 1806, toute réclamation relative au service de la guerre doit être présentée dans les six mois qui suivent le trimestre où la dépense a été faite, sous peine de forclusion.

Un décret du 3 août 1808 porte, en outre, que les individus qui ayant à leur disposition des voitures et des chevaux, refuseront de les fournir pour les transports militaires, lorsqu'ils en seront requis par le maire, seront condamnés par les tribunaux à payer au profit du trésor public une amende égale au prix qu'aura coûté la fourniture qu'ils auront refusé d'effectuer.

Les réquisitions pour subsistances ne peuvent avoir lieu que dans des circonstances extraordinaires; elles sont prescrites en vertu des dispositions arrêtees, soit par le ministre, soit par les généraux en chef, de concert avec l'intendance militaire, et dans les cas d'urgence, par les intendants et sous-intendants militaires, de concert avec les officiers commandant en chef sur les lieux. Les requisitions sont adressées par les intendants et sous-intendants militaires, aux autorités civiles, qui sont chargées de toutes les mesures ayant pour objet la rentree ou la livraison des denrées requises. (V. Réglement, 1er sept. 1827.)

Bien que les tribunaux soient compétents pour prononcer sur les contestations résultant de l'inexécution des marchés passés entre particuliers, néanmoins, lorsque ces marchés ont eu pour objet le service et la fourniture d'une réquisition sur une commune, et qu'ils ont été passés avec l'intervention du maire, c'est à l'autorité administrative que la connaissance en est reservee.

Ainsi, un particulier qui a fait des fournitures

par voie de réquisition, et qui a traité pour le compte de l'administration, n'est pas recevable à intenter une action personnelle contre l'agent avec qui il a traité, celui-ci est réputé n'avoir traité qu'en qualité d'agent administratif. (C. d'état, 18 avril 1816.) (V. **Subsistances militaires, Convois militaires, Fournitures.**)

RÉQUISITION DE SECOURS.—Dans tous les cas d'accidents imprevus, tels que naufrages, inondations, incendies, etc., etc., l'autorité administrative a droit de requérir l'assistance de tous les ouvriers ou citoyens présents; le refus d'y obtempérer donne lieu à des poursuites et à des peines.

L'autorité administrative est encore investie par la loi du droit de requérir, pour faire exécuter les lois, ordonnances et arrêtes, assurer la liberté des personnes, la conservation des proprietés, le maintien de l'ordre public, de prévenir, empêcher les attroupements, les émeutes populaires ou de les dissiper. (V. ces mots.)

C'est à la gendarmerie, à la troupe de ligne et à la garde nationale, que l'autorité administrative doit recourir lorsqu'elle se trouve dans la nécessité d'employer la force publique.

Ces réquisitions doivent être par écrit, datées, signées et motivées. (V. O. 29 oct. 1820.) Dans d'autres circonstances aussi, les maires et sous-préfets sont tenus, de deférer aux réquisitions des commandants d'armes, provisoirement et jusqu'à ce qu'un ordre définitif de service ait pu être concerté entre le général commandant la division et le prefet. (D. 24 déc. 1811, art. 66.)

RÉSIDENCE. (V. **Absence, Fonctionnaires publics, Domicile politique, Organisation départementale et municipale.**)

RESPONSABILITÉ DES COMMUNES. (V. **Communes**, chap. IV, sect. 1.)

RETARDATAIRES. (V. **Déserteur, Recrutement.**)

RETENUE.—Les pensions payées sur les fonds du budget de l'état sont, dans certaines circonstances, soumises à une retenue proportionnelle qui ne peut s'opérer qu'en vertu d'une loi.

Quant aux traitements des employés du gouvernement, ils sont en général passibles d'une retenue destinée à alimenter le fonds des retraites sur lequel leurs pensions leur sont payées.

En outre, la loi peut autoriser des retenues proportionnelles, lorsque les besoins de l'etat l'exigent. (V. **Pensions, Traitements.**)

RÉTORSION DE DROIT.—Quand un souverain n'est pas satisfait de la manière dont ses sujets sont traités par les lois et les usages d'une autre nation, il est le maître de déclarer qu'il usera envers les sujets de cette nation-là, du même droit dont elle use envers les siens. C'est ce qu'on appelle *Rétorsion de droit.* Il n'y a rien là que de juste et de conforme à la saine politique; nul ne peut se plaindre de ce qu'il est traité comme il traite les autres. (V. **Étrangers.**)

RETRAITE. (V. **Pensions.**)

REVENUS PUBLICS.

§ 1. Revenus publics (administration des). — § 2. Résumé des revenus publics.

§ 1. Revenus publics (Administration des).

Chaque année, après le vote législatif du budget, l'administration prepare la répartition des contributions directes, de concert avec les autorites locales, entre les departements, les arrondissements, les communes et les particuliers. Elle établit sur des rôles le montant de la cote individuelle de chaque redevable et elle en prescrit le recouvrement à des percepteurs placés sous la direction et la responsabilité du receveur général de chaque département, seul justiciable de la cour des comptes.

En même temps, le ministre des finances confie l'application des tarifs des impôts indirects à de nombreux delegués répartis sur tous les points du territoire, pour constater la valeur et l'existence des objets soumis aux droits, pour en établir la liquidation et pour en fixer les résultats sur des états de produits, et les receveurs spéciaux de ces diverses taxes doivent en poursuivre la rentrée et compter à la cour des comptes.

L'execution des lois relatives aux revenus publics est au rang des premiers devoirs des administrateurs; il est de l'intérêt de tous que l'impôt soit exactement payé; de cette exactitude dépendent le maintien de l'ordre, l'existence du gouvernement, la prospérité du pays; et on ne saurait trop envisager cette relation étroite qui existe entre ce qu'on nomme l'intérêt du trésor et l'intérêt de tous les Français.

§ 2. Résumé des revenus publics.

Ce sont :

Les contributions directes, comprenant les contributions foncière, personnelle et mobilière des portes et fenêtres, des patentes et des mines, augmentees des centimes additionnels qui reçoivent differentes destinations;

Les contributions indirectes, comprenant les taxes sur les boissons, sur les cartes à jouer, le sel, le produit des monopoles du tabac et de la poudre à tirer, les droits sur les voitures publiques, sur la navigation intérieure et sur les passages d'eau; ceux de garantie sur les matières d'or et d'argent;

La taxe des lettres et les droits sur les sommes versées aux caisses des agents des postes;

Les produits de la loterie;

Les retributions universitaires;

Le produit des monnaies et des médailles;

Les droits de vérification des poids et mesures, conformément aux ordonnances royales des 18 décembre 1825 et 12 décembre 1832;

Les taxes des brevets d'invention;

Le produit du visa des passe-ports et de la légalisation des actes du ministère des affaires étrangères;

Les droits de chancellerie et de consulat;

Le produit d'un décime par franc sur les droits qui n'en sont pas affranchis, y compris les amendes et condamnations pecuniaires sur les droits de greffe perçus par le secrétaire général du conseil d'état;

Le timbre et l'enregistrement.

Il y a encore les produits divers qui comprennent toutes les recettes pour lesquelles un article spécial n'a pas été prévu dans le budget de l'état. Tels sont, par exemple, les versements d'amendes des douanes et des contributions indirectes, faits en vertu de procès-verbaux réguliers; ceux des amendes de simple police et de police correctionnelle; enfin quelques autres perceptions prévues à l'avance. (V. **Contributions directes, Contributions indirectes.**)

RÉVISION DE COMPTE. — V. **Cour des comptes.**

RÉVOCATION. — V. **Fonctionnaires.**

RÉVOLUTION. — Il y a *révolution* lorsqu'un peuple poussé au désespoir par les abus accumulés à la longue dans des gouvernements despotiques, les renverse et se constitue un gouvernement de son choix. Le plus souvent il penche pour la république, mais toujours ces républiques composées d'éléments entièrement démocratiques n'ont été ni ne pouvaient être qu'éphémères.

L'histoire nous offre le plus souvent l'exemple de nations qui, divisées par les guerres de partis dans les gouvernements républicains, finissent par se donner un chef, la plupart du temps, monarque absolu. (V. **République.**)

On compte en France deux révolutions principales. Celle de 1789 qui, deux années plus tard, amena l'abolition de la royauté et la proclamation de la république. Les premiers actes qui la signalèrent furent l'ouverture des états généraux à Versailles le 5 mai; leur constitution en assemblée nationale le 17 juin; la prestation du fameux serment du jeu de paume le 20 juin; la prise de la Bastille le 14 juillet; l'adoption de la cocarde tricolore le 26 juillet: la déclaration des droits de l'homme le 4 août; enfin la formation du club des Jacobins le 6 novembre.

La révolution de 1830, suscitée par les ordonnances du 25 juillet, se manifesta par le soulèvement de tous les citoyens de la capitale qui, pendant ces trois jours à jamais mémorables dans notre histoire, combattirent pour les libertés nationales.

Après leur victoire, et pour prévenir l'anarchie, les députés présents à Paris conférèrent le titre de lieutenant général du royaume au duc d'Orléans, qui déclara l'accepter par une proclamation du 31 juillet.

Le 1er août, Charles X envoya son abdication et celle du dauphin en faveur du duc de Bordeaux, en conférant de son côté au duc d'Orléans le titre de lieutenant général du royaume.

Le 3 août, le mouvement populaire qui se dirigea sur Rambouillet détermina Charles X à partir pour Cherbourg, où quelques jours après il s'embarquait.

Les journées des 4, 5, et 7 août furent employées par la chambre des députés et par la chambre des pairs à la révision de la Charte de 1814.

Enfin l'acceptation du trône de France vacant, et offert par les chambres au duc d'Orléans, ainsi que son serment prononcé sur la nouvelle Charte, eurent lieu le 9 août.

Tels furent les actes solennels qui, en quelques jours, consommèrent la révolution de 1830.

Voyez au mot *Charte* les circonstances qui donnèrent lieu à la révolution du 18 brumaire, c'est-à-dire au renversement du directoire, et celles qui amènerent la chute de l'empire. Nous n'avons parlé ici que des révolutions proprement dites, opérées par la nation elle-même et par ses propres actes.

Consulter: 1° *Histoire de la révolution française*, par M. Thiers. — 2° *Histoire de la révolution de juillet*, par Dupin. — 3° *Chroniques de juillet*, par M. Roget, préfet de l'Aveyron.

RIVIÈRES. — V. **Eaux.**

ROI.

§ 1. De la succession au trône. — § 2. Forme du gouvernement du roi.

§ 1. De la succession au trône.

Les princes dans une monarchie constitutionnelle et représentative montent sur le trône ou par droit de naissance, ou par le vœu de la nation.

Quand le vœu de la nation a constitué une légitimité, c'est ensuite par le droit de naissance fondé sur les constitutions de l'état que les princes succèdent à leurs ancêtres. C'est à eux à se maintenir sur leur trône par l'observation pure et intacte de ces mêmes constitutions. Il est inutile de tracer des exemples même récents de ces bouleversements des états. En effet si l'autorité du prince est limitée et réglée par des lois fondamentales, le prince en sortant des bornes qui lui sont prescrites, commande sans aucun droit, sans titre même : la nation n'est pas obligée de lui obéir; elle peut résister à ses entreprises injustes. Dès qu'il attaque la constitution de l'état, le prince rompt le contrat qui liait le peuple à lui; le peuple devient libre par le fait du souverain et ne voit plus en lui qu'un usurpateur qui voudrait l'opprimer. Ce fut ainsi que le sénat romain déclara Néron ennemi de la patrie. (V. Vattel, *Droit des gens.*)

Le droit de naissance ne sert donc de base à la légitimité des princes héritiers de la couronne, qu'autant que subsiste le vœu de la nation qui l'a placée sur la tête du chef de leur dynastie.

La succession de père en fils, selon l'ordre de primogéniture, a été de tout temps la plus généralement adoptée dans les monarchies héréditaires. C'est ici le cas de rappeler la loi salique qui, en France, interdit le pouvoir exécutif aux femmes, par cette conséquence très-rationnelle, de l'usage adopté chez tous les peuples, d'après lequel on n'a jamais accordé aux femmes le plein exercice des droits politiques et civils. (V. **Loi salique.**)

Dans le cas où la couronne tomberait par succession à un prince mineur, il y a lieu de créer une régence. Les lois des differents pays varient quant à la désignation des personnes qui doivent en être investies; cependant en France, où la loi salique exclut les femmes du trône, c'est à la reine douairière qu'est confiée la régence, ou, à défaut de la reine, au parent le plus proche du monarque, mais résidant en France. (V. **Régence.**)

Partout cependant on a éprouvé de graves inconvénients de ces minorités, et conséquemment partout on a tâché d'en abréger la durée en la faisant cesser à un âge de beaucoup inférieur à celui que la loi commune fixe dans chaque pays pour entrer dans l'exercice des droits civils. En France la majorité est fixée à 18 ans révolus. (Sen. cons. 28 flor. an XII, art. 17.)

Le trône peut devenir vacant par abdication, c'est-à-dire renonciation à la couronne. Le droit d'abdication de la part d'un prince ne saurait être mis en question, mais il est entièrement personnel et ne saurait préjudicier au successeur naturel. Le souverain qui abdique se réserve quelquefois des droits honorifiques, mais il ne peut plus exercer de droit de souveraineté, ni aucune espèce de juridiction.

§ 2. Formes du gouvernement du roi.

L'art. 12 de la Charte déclare la personne du roi inviolable et sacrée. Ses ministres sont responsables. (V. **Ministres.**) Au roi seul appartient la puissance exécutive.

Cette inviolabilité de la personne du roi a été reconnue par les constitutions de tous les peuples. En effet le roi doit être l'âme de la societé; et s'il n'est pas en vénération aux peuples et dans une parfaite sûreté, la paix publique, le bonheur et le salut de l'état, sont dans un danger continuel. Le salut même de la nation exige donc nécessairement que la personne du roi soit sacrée et inviolable.

Quant à la puissance exécutive dont parle l'art. 12, il ne faut pas la confondre avec le pouvoir royal. (V. à cet égard **Pouvoirs.**)

« Le roi est le chef suprême de l'état; il commande les forces de terre et de mer, déclare la guerre, fait les traités de paix, d'alliance et de commerce, nomme à tous les emplois d'administration publique et fait les réglements et ordonnances nécessaires pour l'exécution des lois, sans pouvoir jamais ni suspendre les lois elles-mêmes, ni dispenser de leur exécution. » (Ch., art. 15.)

Ces attributions prouvent combien est nécessaire l'unité dans le commandement et dans le pouvoir. La tranquillité de l'état exige qu'un seul homme en soit investi, car autrement il y aurait des luttes continuelles entre les divers aspirants à ce même pouvoir. A l'égard du commandement des armées, dit M. Foucart, l'unité est tellement indispensable que les républiques n'hésitent pas à mettre un seul homme à la tête de leurs armées. Mais le roi n'exerce le plus souvent ce droit que par délégation.

Quant aux déclarations de guerre et à la con-

clusion des traités de paix, d'alliance et de commerce, l'importance et la nature même de ces négociations indiquent assez qu'on ne pourrait sans danger les confier à d'autres qu'au roi. Elles réclament en effet une connaissance approfondie de la situation politique, militaire et commerciale des nations environnantes, et l'on ne peut y parvenir que par celle de tous les secrets de la diplomatie. Or, pour pouvoir tirer quelque parti de ces secrets, ne faut-il pas encore qu'ils ne soient confiés qu'à une seule personne?

Les conséquences graves que peuvent avoir les traités ont fait craindre à certains esprits qu'il n'y eût du danger à laisser le souverain seul arbitre d'intérêts aussi imminents. Mais ces craintes se dissipent bientôt, si l'on réfléchit d'abord que les déclarations de guerre finissent toujours par se résoudre en question d'argent, soit qu'il s'agisse de demander aux chambres de l'argent ou l'autorisation d'une levée d'hommes, et que celles-ci en les refusant peuvent ainsi rendre non avenue la décision royale.

Quant aux traités, ils engagent l'état, il est vrai, mais seulement après le contre-seing d'un ministre. Or la responsabilité de celui-ci vis-à-vis des chambres et de la nation est une garantie puissante de sa circonspection.

Concurremment avec la chambre des pairs et des députés, le roi exerce la puissance législative; concurremment avec les chambres encore, il a le droit d'initiative pour la proposition des lois, à l'exception des lois d'impôts qui doivent d'abord être votées par la chambre des députés, parce qu'étant les seuls representants des contribuables appelés à payer ces impôts, c'est à eux qu'il appartient de discuter leurs intérêts.

Enfin aucune loi ne peut recevoir son exécution si le roi ne l'a sanctionnée et promulguée. (V. **Lois, Liste civile, Gouvernement, Ordonnance.**)

Ajoutons ici que jusqu'à Philippe-Auguste, nos rois prirent le titre de *rois des Français;* que Louis XVI le reçut de l'assemblée constituante; que Napoléon prit le titre d'empereur des Français; que Louis XVIII avait adopté en 1814 celui de *roi de France* porté par ses prédécesseurs depuis Philippe-Auguste, mais qu'en 1830, Louis-Philippe, ayant été appelé au trône par le vœu national, reprit le titre de roi des Français, c'est-à-dire le roi choisi par les Français.

ROULAGE.—V. **Police de roulage.**

ROUTES.—V. **Voirie**, chap. 1er.

ROUTES STRATÉGIQUES. — Une route stratégique est ordinairement, dans le langage militaire, celle qui est construite pour la facilité et le dévelopement des tronpes.

Toutefois ce nom a été donné par la loi du 27 juin 1833 sur les travaux publics à un nouvau système de routes construites en Vendee. On sait que ce pays, par la disposition de son sol compact, couvert de bois et de bruyères, coupé de ravins et de fossés, et aussi impénétrable pour les armées que pour la civilisation, a de tout temps, aux epoques de troubles, servi de théâtre à la guerre civile. Il y avait donc urgence de créer des communications faciles afin de donner à la surveillance de l'autorité militaire plus de force et d'activite, d'ôter à la guerre civile un réceptacle, et aux factions tout espoir.

« Mais, disait le ministre dans son exposé des motifs, cet interêt devant être satisfait sur-le-champ, ce n'est pas aux localités qu'il faut demander un effort qui les écraserait, c'est à la France elle-même. Ces routes doivent être exécutées par le trésor: elles devront ensuite être entretenues concurrement par les communes, ou par le trésor, suivant la proportion de leur utilite pour chacun de ces trois intérêts.

Exécutées extraordinairement, entretenues au moyen d'un regime mixte, elles doivent être classees à part de toutes les autres. Elles seront comprises sous la dénomination de routes stratégiques. On y fera un grand essai, plus praticable ici que partout ailleurs, celui de l'emploi des armées aux travaux publics. »

Une discussion très-vive s'engagea cependant sur ce mot *stratégique*, puisque les routes auxquelles il s'applique sont destinées à servir également aux transports commerciaux. Le mot *militaire* que plusieurs membres voulaient lui substituer était donc peu convenable, mais il fallait les rattacher par un nom de guerre à l'armée qui devait être employée à ces travaux afin de ne pas blesser les scrupules de l'amour propre militaire. Ainsi les routes de la Vendee conservèrent le nom de routes stratégiques.

La loi du 27 juin 1833 porte donc que les travaux de ces routes, en ce qui concerne les occupations permanentes ou temporaires de terrains et bâtiments, seront assimilés aux travaux militaires et régis par les mêmes lois.

Enfin, qu'après leur achèvement, les frais d'entretien seront supportés concurrement par les communes, les départements et le trésor dans les proportions arrêtées par des réglemens d'administration publique rendus après avoir entendu les conseils municipaux et les conseils généraux des départements.

Toutefois, relativement à l'application faite par la

loi du 27 juin précitée, des dispositions relatives aux travaux militaires, une circulaire du directeur général des ponts et chaussées invite les prefets à recourir preferablement aux dispositions de la loi du 7 juillet 1833, sauf les modifications contenues en l'article 66; car le mode indiqué par la loi du 30 mars 1831, qui semble au premier aperçu le plus prompt et le plus expéditif, a été constamment la cause de nombreux retards.

Le principe de l'emploi des troupes aux routes stratégiques étant admis, il fallait etablir, entre les troupes et les ingenieurs dirigeant les travaux, des rapports tels que les collisions de susceptibilité ne fussent pas à redouter: il fallait assurer au soldat le paiement direct de son travail; et en même temps qu'on privait la population locale du prix des ouvrages qui semblaient devoir naturellement lui être dévolus, il ne fallait pas que la presence de la troupe aggravât la position des habitants déjà frustrés d'un salaire qui leur échappait: enfin il était à désirer que le nouveau mode d'exécution des travaux ne fût pas pour le gouvernement une cause d'accroissement de dépense. Une commission, composée d'officiers généraux et d'ingénieurs des ponts et chaussées, a été chargee, pour résoudre ces difficultés, de rédiger un réglement sur l'emploi des troupes aux grands travaux d'utilité publique, lequel a été approuvé par le ministre de la guerre le 15 juillet 1834 et par le ministre de l'intérieur le 8 août même année.

Un tableau présenté aux chambres en 1836 par le ministre du commerce, prouve que l'emploi des troupes aux travaux des routes a produit une économie qui a varie depuis 15 jusqu'à 30 p. 0/0.

RUE. — V. **Voirie**, chap. III.

RUISSEAU.—V. **Eaux**, chap. V, **Des Rivières d'un ordre inférieur.**

S.

SABLIÈRE. — V. **Mines.** Section III. **Carrières, Travaux publics, § Extraction des matériaux.**

SACRE. Cérémonie religieuse qui confère une espèce de caractère de sainteté à un souverain.

Mais c'est la loi fondamentale de l'état et non l'onction qui fait le monarque.

Aux termes de l'article 74 de la charte de 1814, le roi et les successeurs devaient jurer, dans la solennité de leur sacre, de l'observer fidèlement. Cette disposition a été écartée de la charte de 1830, dont l'article 63 porte : « Le roi et ses successeurs jureront à leur avénement, en présence des chambres réunies, d'observer fidèlement la charte constitutionnelle. » (V. **Serment.**)

SACRILÉGE. C'est la profanation des choses consacrées au culte.

La loi du 20 avril 1825, qui punissait de mort le sacrilége et le vol dans les Églises, a été abrogee par la loi du 11 octobre 1830.

SAGE-FEMME. — V. **Médecine,** section IV.

SAILLIE. V. **Réglements municipaux, Voirie urbaine.**

SAISIE-ARRÊT. C'est celle que le créancier fait sur son debiteur, entre les mains d'un tiers, debiteur de celui-ci.

Elle s'opère, soit en vertu d'un titre exécutoire, d'un titre de saisie-prise, soit en vertu de l'ordonnance du juge compétent, et a pour but d'empêcher que le tiers saisi ne se désaisisse des sommes ou objets qu'il peut avoir au debiteur du saisissant.

Certaines créances cependant sont insaisissables.

Telles sont les rentes et pensions dues par l'état. (L. 22 flor. an VII.)

Sauf les cas où les oppositions sont faites pour sûreté de droit héréditaire, ou lorsqu'ils sont appelés en nantissement.

Les traitements des ecclésiastiques. (Ar. gouv. 18 niv. an II.)

Les soldes de retraite, les traitements de réforme, les pensions de la Légion-d'Honneur. (A. gouv. 7 therm. an X.)

Les appointements des militaires, à l'exception d'un cinquième. (L. 19 pluv. an III.)

Les traitements des fonctionnaires publics et employés civils à l'exception :

1° D'un cinquième sur les premiers mille francs;

2° De toutes les sommes au-dessous du quart sur les cinq mille francs suivants :

3° Et du tiers sur la portion excédant 6,000, à quelque somme qu'elle s'elève, et ce jusqu'à l'acquittement des créances. (L. 21 vent. an IX.)

Les lettres confiees à la poste.

Le prefet n'est pas, dans le sens de l'article 561 du Code de procedure civile, un receveur ou dépositaire de deniers publics, car en supposant que les saisies pussent être formées entre les mains des prefets, ces fonctionnaires devraient alors jouir des exceptions établies en faveur des receveurs, depositaires, etc. Et notamment de celle qui les dispense de déclaration affirmative, et ne les astreint qu'à delivrer un certificat constatant la somme dite. (C. r. Toulouse 17 déc. 1830; S. 31, 2, 257; Cass. 11 fév. 1834; S. 34, 1, 5.)

Les créanciers du gouvernement ne peuvent former à son préjudice des saisies-arrêts entre les

mains des débiteurs de l'état, c'est-à-dire des dépositaires ou receveurs des deniers publics perçus à quelque titre que ce soit, produits de douanes, de contributions indirectes ou autres. (L. 22 août 1792, art. 12. D. 1er germ. an XIII a. 48.)

Il en est de même pour les créanciers des communes qui ne peuvent faire de saisie-arrêt entre les mains des debiteurs de celles-ci, ni sur les fonds qu'elles ont déposés à la caisse des dépôts et consignations. (C. d'et. 12 août 1807.)

Ils doivent, seulement se pourvoir soit auprès du prefet pour faire comprendre leurs créances dans le budget desdites communes, soit auprès du ministre de l'intérieur, pour qu'il ordonne que la somme nécessaire audit paiement soit prélevée sur les fonds communaux. (Id. 26 mai 1813.)

Quant aux formalités à observer pour opérer la saisie, voyez Code de procédure article 557 à 583, et pour les saisies-arrêts ou oppositions signifiées au trésor public, les dispositions d'un avis du Conseil d'état du 12 mai 1807 qui porte entre autres, article 5 : que la saisie-arrêt ou opposition formée entre les mains des receveurs, dépositaires ou administrateurs de caisses ou de deniers publics, en cette qualite, ne sera pas valable si l'exploit n'est fait à la personne preposée pour le recevoir, et s'il n'est visé par elle sur l'original , ou en cas de refus par le procureur du roi, lequel en donnera de suite avis aux chefs des administrations respectives.

Art. 6. Que lesdits dépositaires, seront tenus de delivrer, sur la demande du saisissant, un certificat qui tiendra lieu, en ce qui les concerne, de tous autres actes et formalites prescrits, à l'egard des tiers saisis, par le titre VII du livre III du Code de procédure, et constatant qu'il n'est rien dû au saisi; ou que la somme à lui due est liquidee; soit enfin qu'elle n'est pas liquidée.

Art. 9. Que tout depositaire entre les mains duquel il existera une saisie-arrêt ou opposition sur une partie prenante, ne pourra vider ses mains sans le consentement des parties intéressées, ou sans y être autorisé par justice.

A Paris, et pour tous les paiements à effectuer à la caisse du payeur central du trésor public, les oppositions doivent être faites entre les mains du conservateur des oppositions au ministère des finances. (L. et rég. du budget de l'exercice 1833, juillet 1836 art. 15.)

L'article 14 de la même loi contient une disposition fort importante d'après laquelle les oppositions et significations n'auront d'effet que pendant cinq années, à compter de leur date, si elles n'ont été renouvelées dans ledit délai, quels que soient d'ailleurs les autres traités ou jugements intervenus sur ces oppositions ou significations.

En conséquence elles doivent être rayées d'office des registres, et ne sont pas comprises dans les certificats prescrits par l'article 14 de la loi du 19 février 1792 et par les articles 7 et 8 du décret du 18 août 1807.

L'article 15 oblige les créanciers de renouveler leurs saisies-arrêts, oppositions ou significations dans l'année de la promulgation de la loi susdite, sous peine de pareille prescription.

Quant aux saisies-arrêts ou oppositions faites entre les mains des préposés de l'enregistrement et des domaines, un décret du 15 pluviose an XIII déclare qu'elles ne sont valables qu'autant qu'elles auront été notifiees au directeur de cette administration dans le département où le paiement devra être effectué, et que l'original en aura été visé par le directeur, et qu'autant, pour Paris, porte un décret du 28 floréal même année, qu'elles auront été visées au secrétariat général de l'administration.

V. **Travaux publics, Cautionnement, Trésor, Pensions, Traitements.**

SAISIE-EXÉCUTION. En matière de contribution, il peut être procéde à la saisie des meubles du contribuable qui refuse de payer, en vertu de l'autorisation du préfet, par le ministère d'un porteur de contraintes et après que toutes les formalités de mise en demeure ont été accomplies.

Aux termes de l'article 607 du Code de procédure, des oppositions à la saisie peuvent venir de la part du saisi ou d'un tiers se prétendant propriétaire des objets saisis, soit enfin d'un créancier de la partie saisie.

Si le tiers saisi attaque le titre lui-même en vertu duquel la contrainte a été décernée ou la régularite même de la contrainte, c'est au préfet à statuer. (Arr. du C., 13 fev. 1811.)

Mais s'il prétendait que les meubles revendiqués n'appartiennent pas au redevable, alors ce serait au président du tribunal civil à en connaître, sauf dans ce cas, à faire ensuite juger la question au fond par le tribunal qui doit prononcer, d'après l'article 831 sur la validité de la saisie-revendication. Le tribunal ne prononcerait toutefois qu'après que l'autorité administrative aurait été consultée conformément à la loi du 5 novembre 1790; parce que, dans ce cas, l'opposition du tiers saisi constituerait une véritable action en revendication soumise aux formalités prescrites par cette loi.

Lorsqu'il est passé outre à la saisie, il y est procédé suivant les formes indiquées par le Code de

procédure, article 585 à 625 et dans tous les cas elle doit être discontinuée aussitôt que son produit est suffisant pour solder le montant des contributions dues et des frais de poursuites. (V. **Contributions directes**. Section XI.)

SALINES. V. **Sels.**

SALLES D'ASILE. Les salles d'asile sont des écoles où sont reçus les petits enfants de l'âge de deux à six ou sept ans, trop jeunes encore pour frequenter les écoles primaires, et que leurs parents pauvres et occupés ne savent comment garder chez eux.

Les établissements de ce genre depuis longtemps en vigueur dans quelques pays voisins, en Angleterre (*Infont's schools*) et en Italie (*Infantili scuole*), commencent à se multiplier en France; et plusieurs villes, notamment Paris, Lyon, Rouen et Nimes en ont déjà reconnu les bons effets. Indépendamment des avantages de sûreté et de salubrité qu'elles offrent pour les petits enfants si souvent et si dangereusement delaissés dans les classes pauvres, les salles d'asile ont le mérite de leur faire contracter, dès l'entrée de la vie, des habitudes d'ordre, de discipline, d'occupation régulière qui sont un commencement de moralité; et en même temps ils y reçoivent des premières instructions, des notions élémentaires qui les préparent à suivre avec plus de fruit l'enseignement que d'autres établissements leur offriront plus tard.

L'utilité physique, intellectuelle et morale des salles d'asile est donc incontestable; elles sont la base et pour ainsi dire le berceau de l'éducation populaire.

Elles profitent enfin directement aux parents eux-mêmes, car les mères-libres des soins qu'exigeaient d'elles leurs jeunes enfants, peuvent se livrer sans inquiétude au travail, et tirer constamment un salaire de leur journée.

C'est au zèle de M. Cochin, alors maire du 12e arrondissement de Paris, que l'on doit la premiere salle d'asile fondée à Paris.

Tout établissement destiné à servir d'asile à la première enfance doit satisfaire à trois conditions indispensables :

1° Le logement;

2° Le mobilier approprié aux divers exercices des enfants dans la journée;

3° Le traitement du maître ou surveillant.

Or les sommes nécessaires doivent être demandées en premier lieu aux conseils municipaux, soit qu'ils fassent directement les fonds, soit qu'ils concourent avec les bureaux de bienfaisance et les administrations des hospices. Lorsque ces premières subventions seront insuffisantes, on invoquera l'assistance des conseils généraux du département; et enfin puisqu'il s'agit d'établissements qui soulagent le père de famille indigent et l'ouvrier laborieux, en même temps qu'ils instruisent et élèvent l'enfance, on s'adressera aux fonds généraux mis par le budget de l'état à la disposition soit du ministre de l'intérieur, soit du ministre de l'instruction publique, chacun pour ce qui les concerne.

Le principe général des salles d'asile est la gratuité; néanmoins, pour subvenir au traitement, rien n'empêche que le conseil municipal n'établisse une rétribution mensuelle qui ne dépassera pas 50 centimes par enfant et par mois, en donnant aux comités de surveillance le droit d'exempter de toute rétribution un père de famille qui serait dans l'impossibilité absolue de payer.

Ces comités de surveillance sont nécessairement les comités locaux et d'arrondissement institués par la loi du 28 juin sur l'instruction primaire. (V. ce mot.) (V. l'instruction ministérielle du 6 avril 1836, circulaire ministérielle du 2 juillet 1855 et la brochure intitulée : *Instructions élémentaires pour la formation et la tenue des salles d'asile.*)

SALPÊTRE. — V. **Poudres et salpêtres.**

SALUBRITÉ. — V. **Police sanitaire, Marais, Établissements insalubres.**

SAS D'ÉCLUSE. — V. **Eaux, chapitre des ouvrages sur les cours d'eau.**

SAUF-CONDUIT. — C'est un acte émané du juge, et par lequel il est permis au débiteur contraignable par corps d'aller en quelque endroit, d'y séjourner un temps déterminé, et d'en revenir sans pouvoir être arrêté. (C. pr. 782.)

Il n'est accordé ordinairement que quand il est nécessaire d'entendre le débiteur emprisonné comme témoin dans une affaire criminelle. Un sauf-conduit ne peut être renouvelé qu'en cas de nécessité; délivré sans nul motif, il constitue une véritable prévarication.

M. Pardessus, n. 1509, appelle une sorte de *sauf-conduit légal et temporaire* cette disposition de la charte d'après laquelle les membres des deux chambres ne sont point contraignables par corps pendant un temps déterminé.

Le *sauf-conduit* se donne, en temps de guerre, à des gens qui sans cela ne pourraient aller en sûreté dans les lieux où celui qui le donne est le maître. Tout sauf-conduit émane ou de l'auto-

rité souveraine, ou du général d'armée auquel elle est déléguée.

Celui qui promet sûreté par un *sauf-conduit* la promet partout où il est le maître.

SAUVETAGE. — V. **Naufrage.**

SAVON. — V. **Marque des fabricants.**

SCEAU DES TITRES. — La commission du sceau des titres, instituée par une ordonnance du 15 juillet 1814, et supprimée par ordonnance du 31 octobre 1830, était chargée de prononcer sur toutes les demandes relatives aux collations, confirmation, reconnaissance et vérification des titres de noblesse; aux changements de noms, aux concessions d'armoiries, à l'érection des majorats, aux dotations, et par suite à l'expédition des brevets d'inscription des successeurs des titulaires. Elle était chargée également du sceau des lois des lettres-patentes, des diplômes pour déclarations de naturalité, dispenses d'âge et de parenté pour mariage, autorisation de service chez l'étranger, etc., etc.

Par l'ordonnance de 1830 précitée, les fonctions de la commission du sceau ont été attribuées au conseil d'administration établi près du garde-des-sceaux.

Les fonctions de commissaire du roi au sceau de France, qui consistaient dans l'instruction et la préparation de ces affaires, suivies de ses conclusions sont remplies par le secrétaire-général du ministère de la justice.

Les *référendaires au sceau* sont chargés seuls de la poursuite des affaires sur lesquelles le conseil délibère. V. l'ordonnance précitée, bull. sér. 9, t. I, p. 554, pour les cautionnements qu'ils sont tenus de fournir.

Il peut être fait remise des droits du sceau, et des droits d'enregistrement pour la délivrance des lettres de naturalité, et des dispenses d'âge et de parenté pour mariage; mais chaque année, la loi des comptes doit mentionner par département, le nombre des remises entières ou partielles qui auront été accordées. (L. 21 av. 1832. Bull. n. 75, p. 194.)

V. **Noblesse, Armoiries, Majorats, Naturalisation, Dispenses, Lettres-patentes, Grâce.**

SCEAUX.

§ 1. Sceaux de l'état. — § 2. Sceau des administrations et autorités publiques.

§ 1. Sceau de l'état.

Les motifs de l'établissement des sceaux sont ainsi exposés dans l'édit de novembre 1696 portant création des *garde-scel*:

« Comme la justice qui s'exerce dans les juridictions de notre royaume prend sa force entière de notre autorité, les rois nos prédécesseurs ont cru qu'il était nécessaire, pour en imprimer une marque authentique aux sentences, commissions, mandements et autres actes qui s'y expédient, d'y apposer notre scel, comme aussi aux contrats qui se passent par les notaires et les tabellions. »

Ces principes ont été pleinement confirmés par la charte constitutionnelle.

Ainsi, l'usage du sceau est le signe authentique du pouvoir émané du chef suprême de l'état.

De là il suit que l'expédition des jugements et autres actes émanés de l'autorité judiciaire, susceptibles d'être mis à exécution, ou produits comme actes de l'autorité publique doivent nécessairement être revêtus du sceau de l'autorité dont ils émanent, et jusque-là leur authenticité peut être méconnue. (Favard.)

L'ordonnance du 15 août 1830 qui a supprimé les anciens sceaux de l'état portait qu'à l'avenir le sceau de l'état représenterait les armes d'Orléans surmontées de la couronne fermée avec le sceptre et la main de justice en sautoir, des drapeaux tricolores derrière l'écusson, et pour exergue *Louis-Philippe Ier, roi des Français.* Mais par une ordonnance du 16 février 1831 les armes d'Orléans ont été remplacées par un livre ouvert portant à l'intérieur ces mots: *Charte de* 1830. Le reste n'a pas été changé. (V. **Garde des sceaux.**)

§ 2. Sceau des administrations et autorités publiques[1].

Les actes de l'autorité publique devant être revêtus de la plus grande authenticité, chaque autorité doit apposer son sceau sur ceux qu'elle délivre.

Une ordonnance du 14 août 1830 règle que les cachets et sceaux des autorités judiciaires et administratives porteront à l'avenir pour toute légende

[1] Les types des sceaux et timbres des diverses administrations sont gravés par les soins et sous l'inspection du directeur de la monnaie des médailles et soumis à l'examen et à l'approbation du ministre de l'intérieur. Les types sont ensuite déposés aux archives du ministère de la justice.

dans l'intérieur du médaillon le titre du corps du fonctionnaire ou de l'officier public.

V. C. pén., art. 142, 143, contre ceux qui auraient contrefait le sceau timbré et d'une autorité quelconque.

SCELLÉS. — Le scellé est un acte par lequel un magistrat constate qu'il a apposé son sceau sur les entrées d'un logement pour empêcher d'y pénétrer; soit sur un meuble, afin de conserver ce qu'il renferme, et par lequel il décrit sommairement tout ce qui ne peut ou ne doit être renfermé dans un lieu ou meuble fermant et scellé.

En cas de faillite, évasion ou abandon d'un dépositaire de deniers publics, il doit être procédé, à la requête du sous-préfet, à l'apposition des scellés et à l'inventaire des meubles, effets, titres et papiers dudit comptable; car tout ce qu'il laisse, indépendamment de son cautionnement et de ses mmeubles sur lesquels le trésor est privilégié, est spécialement affecté au paiement intégral de ses debets.

Le fonctionnaire qui, par la nature de ses fonctions, a dû être dépositaire des secrets de l'etat ou de titres appartenant au gouvernement, est et peut être présumé dépositaire des papiers de l'état. En conséquence, lors du décès de ce fonctionnaire, l'apposition des scelles peut être requise sur ses papiers, à l'effet de rechercher s'il n'en existe pas qui appartiennent à l'état. (C. pr., 909, 939; C. Paris, 8 mai 1829.)

Le juge de paix seul a le droit exclusif d'apposer les scelles. (C. pr., 907.)

Cependant les commissaires de police et les maires sont autorisés à apposer les scellés sur les papiers, meubles et effets d'un individu prévenu de fabrication ou émission de fausses monnaies; mais à la charge de donner sur-le-champ avis de cette apposition au procureur du roi. (L. 1 brum. an II, art. 2, 3.)

En matière administrative, les maires et le préfet de police, à Paris, étant chargés de prévenir toutes les causes d'accidents et de dangers pour la sûreté et la santé publique, peuvent faire apposer des scelles, si ce moyen est le seul efficace pour prévenir le mal. Ainsi, une machine à vapeur présentant des dangers d'explosion, un établissement tenu en contravention aux réglements, et qui doit être fermé, une officine tenue par un individu non pharmacien, peuvent, dans certains cas, nécessiter cette mesure, lorsque, malgré les injonctions de l'autorité, leurs proprietaires se sont refusés à se soumettre aux réglements qui les concernent, et compromettent ainsi sciemment la sûreté et la santé publiques. Ajoutons toutefois que cette mesure ne doit être prise qu'avec une extrême circonspection, et lorsque tous les autres moyens sont épuisés par l'administration. (ÉLOIN, Nouv. dict. de police.)

SCHOORES. — V. **Eaux**, Chap. 1, § 5.

SCRUTIN. — Du latin *scrutinium* qui signifie recherche; c'est une manière de recueillir les suffrages des électeurs sans que l'on sache de quel avis chacun ait été.

Il se fait, au moyen de papiers remis, ouverts par le président à chaque votant, et sur lequel ceux-ci inscrivent leurs votes.

Ils doivent être secrets et remis pliés dans l'urne. Après le dépouillement qui en est fait par le bureau, ils sont brûlés en présence de tous.

On distingue plusieurs sortes de scrutin :

Le scrutin individuel, qui est celui par lequel on vote séparément sur chacun des sujets à élire, en recommençant autant de scrutins particuliers qu'il y a de nominations à faire.

Le scrutin de la liste simple est celui par lequel on vote à la fois sur tous les objets à élire en écrivant autant de noms dans le même billet qu'il y a de nominations à faire.

Le scrutin de liste double est celui par lequel non-seulement chaque électeur vote à la fois sur tous les sujets à elire, mais encore désigne un nombre de sujets double de celui des places à remplir, en écrivant dans le même billet un nombre de noms double de celui des nominations à faire.

Ces deux derniers modes sont peu usités.

La voie du scrutin est prescrite pour les élections de la garde nationale, art. 51, 53 de la loi; des corps municipaux, art, 25, 44 et 49 de la loi sur l'organisation municipale; des deputés, art. 42, 44 et 50 de la loi sur les electeurs, etc., etc. (V. **Élections législatives, de département, d'arrondissement et municipales.**)

SECOURS PUBLICS. — Les secours publics varient de nature suivant qu'il s'agit d'aider et de secourir les personnes ou les propriétés dans les incendies, naufrages ou inondations. (V. ces mots.) En cas de refus de secours, v. Code pénal, art. 475, nº 12, ou suivant qu'il s'agit de soulager les victimes de ces accidents, soit par des distributions pécuniaires on en nature (V. **Bureaux de charité, Quêtes**), soit en accordant des remises en décharges de contributions. (V. **Contributions, Sinistres.**)

Suivant les circonstances, des fonds peuvent être mis à la disposition du ministre de l'intérieur pour aider, soit à titre d'allocation définitive, soit

a titre de prêts ou avances, les départements et les communes, dans les moyens de procurer du travail pendant l'hiver à la classe indigente et laborieuse. C'est ce qui a été fait en 1850 en vertu d'une ordonnance du 22 novembre. (V. **Ateliers de charité**.)

SECRÉTAIRE D'ÉTAT et SOUS-SECRÉTAIRE D'ÉTAT. — V. **Ministres.**

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL. — Il y a dans quelques ministères un secretaire général nommé par le roi. Ses fonctions consistent principalement dans la direction des bureaux et du personnel. (V. **Ministres.**)

Il y a aussi un secrétaire général au conseil d'état. (V. **Conseil d'état.**)

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE PRÉFECTURE. — V. **Organisation départementale.**

SECRÉTAIRE DE MAIRIE. — V. **Organisation municipale.**

SELS.

§ 1. Dispositions générales. De l'impôt du sel. Sel fossile. — § 2. Sources d'eau salée. Marais salants. Fabrication du sel. — § 3. Salines de l'est. — § 4. Surveillance. Perception du droit. Exceptions. — § 5. Altérations frauduleuses du sel.

§ 1. Dispositions générales de l'impôt du sel, Sel fossile.

Un impôt considérable se prélève sur le sel, denrée de première nécessité surtout pour les pauvres; aussi a-t-on souvent demande l'abolition de ce droit qui frappe inégalement la population. Des philanthropes auraient voulu le voir remplacé par quelque taxe somptuaire, prélevée plus exclusivement sur les classes riches, mais ces vœux n'ont pu s'accorder avec les besoins du trésor, et jusqu'ici l'impôt a été maintenu [1].

[1] On a prétendu que l'impôt sur le sel n'était pas légitime. Mais ne doit-on pas songer que la société ne protége pas seulement la propriété, elle garantit aussi à tous les citoyens leur sûreté et leur honneur; elle pourvoit aux dépens du culte, de la justice et de l'instruction; tous profitent de la force publique, de l'administration, des routes et des canaux. Dès lors, où est l'injustice de faire contribuer chacun aux frais du gouvernement qui les lui assure? les individus notoirement indigents sont exemptés de la contribution personnelle, et on a demandé que la même exemption leur fût étendue pour la taxe du sel. Mais parce que cela est praticable pour un impôt direct, il en est autrement des taxes de consommation; pour celles-ci l'exemption les anéantit. Aucun terme moyen n'est ici possible, contributions indirectes et répartition selon les facultés sont choses inconciliables; et du moment que l'on ne veut pas que les taxes atteignent indistinctement tous les consommateurs, il n'y a plus qu'un parti à prendre, c'est d'y renoncer.

Les adversaires de la taxe ont fait valoir, ainsi que nous le disons, l'inégalité de l'impôt, la privation pour l'agriculture d'une substance précieuse pour l'amendement d'une terre.

Quant à l'inégalité de l'impôt, on l'exagère d'une manière bien étrange, en avançant qu'à la campagne le pauvre consomme quatre fois plus de sel qu'un habitant aisé de Paris. La vérité est que la consommation s'élève, en moyenne et par année, à 7 et 1/3 de kilog. par individu, et la redevance à 09 c.; à Paris, la taxe va au-delà. On ne conteste pas qu'il n'y ait des différences dans le régime alimentaire de quelques localités; mais c'est une erreur d'en conclure que les deux tiers de l'impôt sont acquittés par les malheureux.

On n'exagère pas moins les avantages de l'emploi du sel pour l'industrie agricole. D'abord, pour en pouvoir donner au bétail, il faudrait que la taxe fût considérablement reduite, et à moins de la supprimer entierement, le sel ne pourrait jamais etre employé à amender les terres. Il y a plus, la valeur vénale de la denrée se compose, non-seulement des dépenses pour la produire et de l'impôt, mais aussi des frais de transport; d'où il suit que, dans toutes les localités éloignées des lieux de production, la denrée sera toujours trop chere pour l'usage de l'agriculture, lors même que l'impôt viendrait à disparaître.

En outre, il n'est pas exact de dire que l'industrie agricole reste stationnaire quand le sel n'est pas livré en franchise. Jamais, en effet, ses progrès n'ont été plus rapides qu'en présence de l'impôt que l'on signale comme une cause destructive de sa propriété.

La législation qui régit cette matière est éparse et confuse dans plusieurs lois, décrets ou arrêtés.

La loi du 28 juillet 1791, la première, ayant déterminé que les mines et minières métalliques et non métalliques ne seraient exploitées qu'avec l'autorisation du gouvernement, il ne pouvait s'élever aucun doute sur la nécessité d'une autorisation pour l'exploitation du sel fossile, substance évidemment comprise dans la loi.

Plus tard survint la loi du 21 avril 1810, à la difference de celle de 1791 qui n'avait pas défini ce qui devait être considéré comme mine, cette loi présenta la nomenclature des substances minérales qu'elle était destinée à régir. Le sel n'y fut pas compris; mais les causes de cette omission sont connues. Lorsque l'on discuta le projet de loi au Conseil d'état, on craignit que le sel étant alors soumis à l'impôt, le régime commun aux autres substances minérales fût insuffisant; la section des finances fut chargée, en conséquence, de rédiger un reglement spécial sur cet objet; mais les ordres de l'empereur restèrent sans exécution, et cette lacune ne fut pas remplie. Résultait-il de cette omission, que le sel demeurait implicitement soumis aux dispositions de la loi de 1810, ou bien que posterieurement à cette loi, il continuait à être régi par celle de 1791? peu importe, puisque ces deux lois prohibaient également la faculté d'exploiter sans permission ou sans concession; d'ailleurs, le doute, s'il pouvait exister,

a été levé par la loi du 6 avril 1825, qui a concédé au domaine de l'état, conformément à la loi du 21 avril 1810, la mine de sel gemme découverte dans les départements de l'est. Cette dernière loi a donc replacé le sel fossile parmi les substances régies par la législation de 1810. (V. les dispositions de cette loi et les formalités de concession. V. **Mines**.)

Mais c'est pour definir plus nettement les principes de ces différentes lois que le gouvernement a présenté un projet le 15 mars 1836. (V. Rapport de M. Laurence, *Moniteur*, 20 av. 1836.)

Nous remarquerons que la commission chargée de ce projet a maintenu pour l'exploitation des mines de sel les grandes considérations d'intérêt général qui ont fait admettre en cette matière l'intervention de l'état. (V. **Mines**.)

§ 2. Sources d'eau salée, Marais salants, Fabrication du sel.

L'exploitation des sources salées a donné lieu, plus encore que celle du sel fossile, à des contestations assez nombreuses entre les exploitants et l'état.

D'une part, on soutenait que les sources salées et les mines de sel n'offraient aucune analogie, et que, par conséquent, elles ne pouvaient être soumises à la même législation; d'un autre côté on faisait remarquer que les sources salées n'étaient qu'une émanation, une dépendance, un accessoire des mines de sel. Les sources salées, jaillissant à la surface du sol, n'acquièrent leur salure, qu'en enlevant aux couches de sel qu'elles traversent une portion de leur substance. Il en est de même à l'égard des puits creusés dans les terrains salifères : l'eau douce qu'on y introduit ou qu'on y rencontre, ne se sature qu'aux dépens de ces mêmes couches de sel. Le sel fossile et l'eau salée contiennent donc des éléments semblables; telle était l'argumentation de ceux qui réclamaient l'application de la loi de 1791. Le gouvernement et la législature se prononcèrent en faveur de cette dernière interprétation.

Dès le 15 messidor an II, un arrêté du comité de salut public, confirmé par la loi du 30 vendémiaire an IV, mit au nombre des attributions de l'agence des mines, tout ce qui avait rapport à l'exploitation du muriate de soude, soit tiré en sel gemme du sein de la terre, soit tiré des sources salées.

Plus tard, une délibération du conseil des cinq-cents du 20 frimaire an V, repoussa les réclamations de quelques propriétaires qui prétendaient pouvoir exploiter librement des sources salées, et déclara, que ces sources ayant été assimilées aux mines, il fallait obtenir l'autorisation du pouvoir exécutif.

L'année suivante, deux arrêtés du directoire en date des 5 *nivôse* et 5 pluviôse, spéciaux aux sources d'eau salée, assujettirent les exploitants, de la manière la plus explicite, au régime de la loi de 1791.

Survint la loi de 1810, qui ne parla pas plus des sources salées que du sel gemme; toutefois leur exploitation ne fut pas plus libre sous le régime de cette loi.

Enfin, la dernière loi est celle du 6 avril 1825, relative à la découverte des mines de l'est, et comme on ne faisait mention que du sel gemme, on s'en prévalut pour essayer d'exploiter sans autorisation, des sources salées situées dans les départements qui forment la circonscription de la concession.

Ces tentatives constituaient évidemment une infraction à la loi nouvelle comme à la législation précédente; en effet, les lois et arrêtés précités ayant été constamment appliqués aux sources salées comme aux mines de sel, il s'en suivait nécessairement que la loi de 1825, en concédant à l'état le sel fossile, lui avait implicitement concédé les sources salées. Il est incontestable d'ailleurs, d'après une jurisprudence constante que la concession d'exploiter une substance, confère le droit exclusif d'exploiter cette même substance sous quelque forme qu'elle se présente.

C'est en s'appuyant sur ces considérations que l'administration a pu maintenir ses droits; ainsi les sources d'eau salée ne peuvent être exploitées sans une autorisation du gouvernement et qu'après l'accomplissement des formalités exigées pour l'exploitation des usines à feu, puisque la cristallisation du sel ne s'opère que par l'ébullition de l'eau salée. (V. **Forges et Fourneaux**.)

L'art. 51 de la loi du 24 avril 1806 porte d'ailleurs : « Qu'aucune fabrique ou chaudière de sel, ne pourra être établie sans une déclaration préalable, à peine de 100 fr. d'amende et de confiscation des ustensiles de fabrication. »

Cependant comme ces droits sont demeurés douteux pour certaines personnes, comme tous les tribunaux n'ont pas envisagé la question de la même manière, on a senti, de même que pour le sel fossile, la nécessité de dispositions plus nettes et plus précises qui rendissent désormais impossible toute fausse interprétation de la loi. Les sources d'eau salee ont donc été comprises dans le projet de loi susdit présenté le 25 mars 1836, à la chambre des députés.

V. 1° Les ordonnances rendues en Conseil d'é-

tat le 28 déc. 1825, aff. comp. de Thon contre le domaine, à l'occasion du puits salé de Saltzbroun; 2° celle du 25 fév. 1829; 3° un arrêt de la Cour de cassation du 7 sept. 1852, qui déclarent que l'exploitation des eaux salées et la fabrication du sel par l'action du feu, n'étaient pas sujettes à l'autorisation prescrite par l'art. 73 de la loi du 21 avril 1810. Ces principes sont contraires en effet à l'esprit du projet.

L'assiette de l'impôt sur ces eaux salées varie nécessairement, car l'impôt étant établi sur le sel au moment de son enlèvement, les eaux salées ne peuvent être imposées directement. La Cour royale de Nancy, par arrêt du 17 janvier 1854, a decidé que les eaux salées devaient être par exception dispensées des dispositions de la loi du 24 avril 1806 et du décret du 11 juin suivant qui défendent tout transport de sel dans le rayon de trois lieues des salines, sans déclaration préalable au bureau des contributions indirectes; car le mot sel, dans le sens de ces dispositions, ne peut s'entendre que du sel de commerce et non de l'eau salée.

Mais tel n'est pas le sens dans lequel l'administration interprète la loi de 1806. En effet, pour empêcher la fraude qui résulterait du transport des eaux salées hors du rayon de la surveillance, il est fait des traités particuliers avec les propriétaires des sources salées qui s'abonnent pour des sommes proportionnées au degré de salure des eaux.

Au moyen de ce paiement, il est délivré aux fabricants de sel des expéditions en franchise de droits, jusqu'à concurrence des quantités qu'ils auront dû extraire de l'eau salée, lesquelles sont ordinairement réglées d'après le rendement brut constaté par des expériences contradictoires.

(V. Bull., n° 552, p. 59; O. 15 fév. 1835, un traité de cette nature avec les propriétaires des sources salées.) (Départ. des Basses-Pyrénées.)

Mesures de salubrité.—L'expérience a démontré que l'emploi des chaudières en cuivre, pour la fabrication ou le raffinage du sel marin, peut occasionner par l'oxidation de ce métal, de graves accidents. D'après la certitude acquise de ces causes d'insalubrité, le gouvernement en a interdit l'usage par une ordonnance rendue le 26 juin 1830. Les préfets dans les départements desquels on se livre à la fabrication ou au raffinage du sel, doivent veiller à l'exécution de ces dispositions. (Circ. min., 15 juill. 1830.)

Marais salants.—D'après la déclaration du 24 décembre 1762, la loi du 28 juillet 1791 et la loi du 26 avril 1806 et l'arrêté du gouvernement du 5 pluviôse an VI, nul ne peut fabriquer de sel ni établir des usines pour cette espèce de fabrication, sans une autorisation spéciale. Les cessionnaires, héritiers ou légataires des concessionnaires sont obligés d'obtenir la confirmation de la concession qui ne peut être donnée que par le roi. Cette autorisation est nécessaire dans tous les cas, c'est-à-dire, soit que la fabrication ne puisse avoir lieu qu'en faisant une prise d'eau à la mer, soit qu'elle ait lieu seulement en profitant du reflux de la marée ou des inondations qu'elle produit sur les terrains voisins qu'elle transforme en marais, ou encore en tirant parti de certaines sources salées. (Garnier, p. 61.) Dans le premier, le gouvernement peut autoriser les riverains à ouvrir des canaux à la mer et à y faire des prises d'eau; dirigée alors dans une infinité de petites rigoles, cette eau se trouve par couches peu compactes, s'y évapore en peu de temps et produit des cristallisations qui ne sont autres que le sel.

§ 3. Salines de l'est.

Ces salines situées sur le territoire des départements de la Meurthe, du Doubs et du Jura sont des mines de sel gemme dont l'exploitation ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une concession obtenue par ordonnance royale, après l'accomplissement de toutes les formalités d'usage.

Autrefois, l'exploitation et les produits des salines susdites étaient compris dans les baux de la ferme générale. En 1791, l'administration des finances reprit la direction immédiate de ce service qu'elle plaça sous la surveillance d'inspecteurs spéciaux établis sur les lieux; trois années plus tard, il fut confié à une régie simple sous l'autorité du ministre des finances. En 1797, les trois regisseurs en exercice furent admis à le prendre à ferme, et ils se formèrent ensuite en régie intéressée à partir de l'année 1800 jusqu'en 1806; depuis cette epoque une nouvelle compagnie passa un bail emphytéotique avec la faculté d'émettre des actions, et sous la condition d'une révision de prix à des époques déterminées. Ce régime a duré jusqu'au 1er janvier 1826, époque à laquelle plusieurs circonstances impérieuses obligèrent de résilier le contrat d'un consentement réciproque et de mettre en adjudication les conditions d'un nouveau bail.

Elles ont été acceptées par une nouvelle compagnie qui s'est engagée par un bail, à tenir compte annuellement, au tresor, d'un prix fixe et d'une part proportionnelle des bénéfices obtenus au delà d'une quotité déterminée.

L'administration de cette branche de revenus publics a été confiée, par une exception que justifie sans doute la nature particulière de ce service, au zèle et à l'intelligence de l'intérêt privé; toutefois le gouvernement ne s'est pas affranchi

des devoirs de contrôle et de surveillance qu'il avait à remplir pour assurer l'entier accomplissement des conditions stipulées pour l'avantage commun de l'état et des soumissionnaires.

Ainsi, tous enlèvements d'eaux salées dans les puits, sources, réservoirs et magasins des salines comprises dans leur bail, peuvent être constatés dans les formes prescrites par l'art. 57 de la loi du 24 avril 1806, et punis des peines portées en l'article 51.

En outre, une ordonnance des 16 et 26 octobre 1832 a placé sous la juridiction de la Cour des comptes la comptabilité de cette compagnie.

Les sels provenant de ces exploitations ont de tout temps été consommés par les départements qui les avoisinent et par les pays étrangers limitrophes de la France; mais la rentrée dans les anciennes limites a diminué les chances de débit à l'étranger; de nouvelles sources salées ont été découvertes dans les états de Bade; la rivalité des sels de mer d'un autre côté, telles sont les circonstances qui expliquent la cause des variations fréquentes du revenu des salines de l'est et des changements qui ont souvent été apportés aux conditions de leur exploitation.

§ 4. Surveillance. Perception du droit.

Nous avons déjà dit qu'il ne pouvait être établi aucune chaudière de sel ou fabrique sans une declaration préalable de la part du fabricant; la loi du 24 avril 1806, art. 51, l'exige positivement à peine de confiscation des ustensiles propres à la fabrication et de 100 fr. d'amende.

Il doit être tenu par les fabricants et préposés des registres en double, sur lesquels sont portées les quantités de sel fabriquées, celles en magasin et celles vendues. (D. 11 juin 1806, art. 19.)

La découverte de toute fabrication de sel ou de liqueur saline non autorisée donne lieu, contre le propriétaire, à la saisie ainsi qu'à la destruction des ustensiles servant à cette fabrication et ledit propriétaire est condamné de plus à une amende de 300 à 600 fr. (O. royale, 19 mars 1817.)

L'administration des douanes concourt avec celle des contributions directes à la perception de l'impôt sur le sel.

La première exerce dans le rayon de trois lieues des côtes; la seconde, l'importation dans l'intérieur, suivant que les sels proviennent des marais salants de l'Océan et de la Méditerranée, suivant enfin qu'ils proviennent des salines de l'est. (D. 1806, art. 1er.)

L'impôt établi au profit du trésor public est de trois décimes par kilogramme de sel.

Il est dû par l'acheteur au moment de la declaration d'enlèvement.

Nul enlèvement de sel dans les limites déterminées par l'art. 1er du D. de 1806, ne peut être fait sans déclaration préalable au bureau le plus prochain du lieu de l'extraction, et sans avoir pris un congé, ou un acquit-à-caution, que les conducteurs sont tenus de représenter aux préposés à toute réquisition, dans les trois lieues des côtes et frontières ou des fabriques et salines de l'intérieur.

Les sels transportés dans l'étendue des trois lieues soumises à la surveillance des préposés, sans être accompagnés d'un acquit-à-caution sont saisis et confisqués.

Les sels qui circulent dans la même étendue du territoire avant le lever ou après le coucher du soleil sont soumis aux mêmes peines, si le congé ou acquit-à-caution ne porte une permission expresse de transporter pendant la nuit.

Les préposés des douanes sont autorisés à se transporter en tout temps dans l'enceinte des marais salants, dans les salines et lieux de dépôt pour y exercer leur surveillance.

Les préposés des contributions visitent également les salines et fabriques de l'intérieur.

Toutes les saisies qui donnent lieu à la confiscation des sels, donnent lieu à la confiscation des objets de transport.

Enfin, tout individu chez qui l'on trouve plus de 50 kilogrammes de sel est réputé entreposeur ou magasinier et est tenu comme tel de payer l'impôt établi par la loi, sans qu'on puisse détruire cette présomption en alléguant que ces sels sont destinés exclusivement à la consommation de sa famille. (D. 27 mars 1806. Cass. 17 oct. 1808.)

Exception. Les fabriques au compte de l'état acquittent l'impôt du sel dans les proportions ci-dessus déterminées, mais elles peuvent s'en libérer moyennant remise, à la régie des contributions indirectes, du sel marin provenant de leur fabrication ou de submersion du sel en présence des agents de la régie.

Il n'y a pas lieu au paiement du droit, mais seulement à l'acquit de droit ordinaire de balance du commerce et du timbre du congé pour les sels destinés à l'étranger. (L. 24 avril 1806.)

Sont entièrement exemptés du droit, les sels qui sont exportés ou destinés à la salaison de la pêche, et ceux employés à la fabrication de la soude. (D. 15 oct. 1809. O. 8 juin 1822.)

De même, lorsque des navires reviennent de la pêche de la morue, il peut-être accordé, en exemption de droit, du sel neuf pour le repaquage, mais seulement sur l'exhibition d'un certificat du

maire attestant que la morue peut être livrée à la consommation sans danger pour la santé publique. (O. 30 oct. 1816. art. 10.)

Cependant à l'égard des sels destinés pour la fabrication de la soude dans les ateliers qui ne sont pas établis sur les lieux mêmes de la production du sel, ils ne peuvent être expédiés en franchise pour cet usage, soit des marais salants, soit des entrepôts de l'intérieur qu'après avoir été mélangés, sous la surveillance des agents des douanes, avec des matières qui en rendent l'usage impossible pour les besoins domestiques et leur donnent une couleur propre à les faire distinguer et reconnaître à la vue.

Mais cette franchise doit être immédiatement retirée par le ministre des finances aux fabricants qui, par eux-mêmes, ou par le fait de leurs ouvriers ou voituriers, auront vendu ou détourné du sel en fraude, soit dans les fabriques, soit dans le transport des lieux d'extraction aux fabriques de soude. (O. 8 juin 1822, art. 1, 10.)

§ 5. Altération frauduleuse du sel.

Une ordonnance de police du 20 juillet 1832, art. 1er, defend expressément à tous fabricants, raffineurs, marchands en gros, épiciers et autres faisant, dans le ressort de la préfecture de police de Paris, le commerce de sel marin ou de cuisine, d'y ajouter soit des sels retirés du salpêtre ou du varech, soit des sels provenant de diverses opérations chimiques, soit la poudre de pierre à plâtre, soit enfin toutes autres substances étrangères au sel.

Les commissaires de police à Paris, et les maires ou les commissaires de police dans les communes rurales, font, à des époques indéterminées, avec l'assistance des hommes de l'art, des visites dans les ateliers, magasins et boutiques des fabricants, marchands, debitants de sel, à l'effet de vérifier si celui dont ils sont détenteurs est de bonne qualité et exempt de tout mélange.

Enfin, le sel altéré ou falsifié, à l'aide de telle substance que ce soit, est saisi, sans prejudice des poursuites à exercer contre les contrevenants, devant les tribunaux compétents.

SEMESTRES. — Ce sont des congés de six mois accordés aux officiers, et aux sous-officiers et soldats des corps de troupes, par les inspecteurs généraux d'armes, lors de leur revue d'inspection. (O. 19 mars 1825, art. 67.)

Après ce terme, et si le nombre des semestres ne se trouve pas rempli, les lieutenants-généraux commandant les divisions militaires sont autorisés à délivrer, sur la proposition des chefs du corps, pendant la saison des semestres, c'est-à-dire du 1er oct. au 1er avril, des portions plus ou moins longues de semestre aux militaires des différents grades et plus particulièrement à ceux qui ont besoin d'aller chez eux pour affaires de famille ou pour raison de santé, mais de manière que le nombre des semestriers absents des drapeaux ne dépasse jamais celui qui aura été autorisé par les ordonnances et instructions spéciales.

Les généraux commandant les divisions militaires doivent rendre, tous les mois, au ministre un compte sommaire des mutations qui ont lieu dans chaque corps par suite de cette disposition. (O. 19 mars 1823, art. 67.)

Des ordonnances spéciales déterminent chaque année la quantité des semestres à accorder dans les différentes armes d'après leur force et les besoins du service.

On distingue en outre les congés de faveur, de convalescence, pour les eaux et illimités. (V. pour ces derniers **Recrutement**; § **Des dépôts de recrutement.** L. 21 mars 1832, art. 30.)

Les congés pour devoirs ou droits publics et politiques sont délivrés par les lieutenants-généraux aux officiers qui justifient de leur qualité d'électeurs. La durée de ces permissions doit être calculée pour chacun de ces officiers sur le temps nécessaire pour se rendre dans le département où ils ont des droits politiques à exercer, participer aux opérations des colléges et revenir à leur poste. (Circ. 5, oct. 1830; 16 juin 1831). Il en doit être de même à l'égard des membres des conseils généraux. La solde entière doit leur être conservée. (Décis. royale 29 janv. 1831.)

Les congés peuvent être prolongés en certains cas par le ministre ou l'officier général commandant la division où se trouve le militaire en congé.

Arrivés au lieu du congé, les officiers doivent, aussitôt leur arrivée dans le lieu où ils sont en congé, faire viser leur congé ou prolongation, savoir: si c'est dans une place de guerre, par le lieutenant du roi de cette place; si c'est dans une ville ouverte, un village ou une campagne, par l'officier de gendarmerie, commandant la lieutenance de l'arrondissement; et si c'est dans le département de la Seine, par le commandant de la place de Paris.

Quant aux sous-officiers et soldats, ils sont tenus, dans les cinq premiers jours de leur arrivée, de faire viser leur congé par le sous-officier de gendarmerie commandant la brigade de l'arrondissement, lequel en tient note pour forcer de rejoindre leurs régiments ceux qui sont en retard. (V. **Gendarmerie.** Inst. 18 juill. 1821, article 24.)

Départ, feuilles de routes. Tout militaire isolé,

quel que soit son grade, qui doit exécuter un mouvement quelconque, doit être muni d'une feuille de route *individuelle* et *nominative*, et cette feuille de route ou sauf-conduit ne peut être délivrée que sur la représentation du congé; et le congé ne saurait tenir lieu de cette pièce : aussi ceux qui négligeraient cette précaution, ou qui seraient rencontrés hors de la direction de la route qu'ils doivent tenir d'après leur itinéraire sont arrêtés, mis en prison et reconduits de brigade en brigade jusqu'à leur destination, sans autre indemnité ni subsistances que la ration d'aliments qui est délivrée aux militaires escortés. (O. 29 oct. 1820, art. 179, 225.)

Indemnité de route. — Les militaires allant en congé n'ont aucun droit à l'indemnité de route, à moins de blessures ou de maladies, mais le logement chez l'habitant leur est dû. (V. **Logements militaires. Indemnité de route.**)

SÉMINAIRES.—V. **Culte.**

SÉNATUS-CONSULTES.— Nom donné aux décrets du sénat conservateur, premier corps de l'état d'après la constitution du 22 frimaire an VIII.

Ils ont l'autorité des lois lorsque depuis ils n'ont pas été abrogés. (V. **Lois.**)

SENTIER.—V. **Voirie**, chap. II.

SÉPULTURES.

§ 1. Inhumation. — § 2. Service funèbre. — § 3. Cimetières. — § 4. Concession de terrains dans les cimetières. — § 5. Propriété et usufruit des cimetières. Propriété des pierres sépulcrales et autres objets. — § 6. Établissement de nouveaux cimetières. — § 7. Exceptions aux inhumations dans les cimetières.

§ 1. Inhumation.

D'après la loi du 20 ventôse an XI, art. 77, aucune inhumation ne doit être faite qu'en vertu d'une autorisation donnée par les maires sur papier libre, et ils ne doivent la donner qu'après avoir fait vérifier le décès et avoir constaté s'il n'est pas l'effet d'une cause extraordinaire.

Dans ce cas on ne doit proceder à l'inhumation qu'après qu'un officier de police, assisté d'un médecin ou d'un chirurgien, a dressé procès-verbal de l'état du cadavre et des circonstances y relatives, ainsi que des renseignements qu'il peut recueillir sur les nom, prénoms, âge, profession, lieu de naissance et domicile de la personne décédée.

Il résulte de l'article précité de la loi de l'an XI une défense implicite aux ministres des cultes, d'inhumer aucun corps sans la permission écrite du maire de la commune.

L'art. 75 du Code civil exige en outre qu'un délai de vingt-quatre heures, au moins, se soit écoulé depuis le décès avant de procéder à l'inhumation, sauf toutefois le cas de décomposition rapide du cadavre.

Mais le fait de la part d'un ministre du culte de procéder à une inhumation sans autorisation préalable de l'officier de l'état civil, au mépris de la défense portée par le décret du 4 thermidor an XIII, ne constitue pas le délit puni par l'art. 358 du Code penal, de six jours à deux mois d'emprisonnement, et d'une amende de 16 à 50 fr., cet article ne s'appliquant qu'à ceux qui ont quelque intérêt à l'inhumation; un tel fait a seulement le caractère d'une contravention de police passible à défaut d'autres peines portées par le décret de l'an XIII, des peines de police prononcées par les art. 601, 606 du Code du 3 brumaire an IV. (Cass. 27 janv. 1832.)

La police des sépultures en général et l'exécution du décret du 25 prairial an XII qui régit la matière, sont confiées à l'autorité municipale; ainsi, non-seulement elle doit autoriser l'inhumation, mais encore veiller à ce qu'elle ait lieu convenablement. Lors donc que le ministre d'un culte, sous quelque prétexte que ce soit, refuse son ministère, les maires doivent, soit d'office, soit sur la réquisition de la famille, commettre un autre ministre du même culte pour remplir ces fonctions (V. **Appel comme d'abus**); dans tous les cas ils sont chargés de faire porter, présenter, déposer et inhumer les corps. (D. du 25 prair. an XII, art. 19.)

§ 2. Service funèbre.

Les fabriques font par elles-mêmes, ou font faire par entreprise aux enchères, toutes les fournitures nécessaires au service des morts dans l'intérieur des églises et toutes celles qui sont relatives à la pompe des convois.

Elles dressent à cet effet des tarifs et des tableaux gradués par classe qui sont communiqués aux conseils municipaux et aux préfets pour y donner leur avis, et soumis enfin à l'approbation royale par le ministre des cultes. (D. 18 mai 1806, art. 7.)

C'est ainsi qu'une ordonnance du 25 juin 1852 règle le service des pompes funèbres à Paris.

Dans toutes les églises, les curés, desservants et vicaires sont tenus de faire gratuitement le

service exigé pour les morts indigents ; l'indigence en ce cas doit être constatée par un certificat de la municipalité. (D. 18 mai 1806, art. 7.) (V. **Fabriques.**)

Hors de l'enceinte des églises et des lieux de sépulture, les cérémonies religieuses ne sont permises que dans les communes où l'on ne professe qu'un seul culte conformément à l'art. 45 de la loi du 18 germinal an X. (D. 1812, art. 18.)

Enfin dans les villages et autres lieux où les fabriques ne peuvent faire toutes les fournitures nécessaires à la pompe ou à la décence des funérailles, les autorités locales doivent y pourvoir sauf l'approbation du préfet. (D. 1812, art. 26.)

Dans les villages et même dans les petites villes, si les réglements de police municipale ne s'y opposaient pas, et que les cortéges et convois ne causassent ni tumulte dans la rue, ni encombrement de la voie publique, les corps des défunts pourraient, nonobstant l'adjudication à une entreprise, être transportés par des parents ou amis, ou des personnes salariées, par leurs proches, ainsi que cela se pratique dans beaucoup de localités où le cimetière est situé près de l'église.

§ 3. Cimetières.

L'art. 1er du décret du 25 prairial an XII porte expressément, qu'aucune inhumation ne doit avoir lieu dans les églises temples, synagogues, hôpitaux, chapelles publiques, et généralement dans aucun des édifices clos et fermés où les citoyens se réunissent pour la celébration de leurs cultes, ni dans l'enceinte des villes ou bourgs.

Chaque ville, bourg ou commune doit avoir, à la distance de trente-cinq à quarante mètres au moins de son enceinte, des terrains spécialement destinés à l'inhumation des morts. Mais d'après la distinction établie par une circulaire du 26 thermidor an XII, ces mots villes et bourgs ne doivent s'appliquer qu'à celles qui peuvent être fermées par des portes ou barrières etablies sur des routes ou des chemins qui y conduisent ; quant à celles qui sont ouvertes de toutes parts, quoiqu'elles réunissent un grand nombre de maisons en masse, les préfets doivent rendre compte de leur étendue au ministre avant de leur appliquer le décret. La même circulaire ne déclare pas les prescriptions ci-dessus obligatoires pour les communes rurales; seulement elle les indique comme une amélioration à introduire le cas échéant.

Dans les communes où l'on professe plusieurs cultes, chaque culte doit avoir un lieu d'inhumations particulier.

L'ouverture des fosses pour de nouvelles sépultures ne pouvant avoir lieu que de cinq années en cinq années, les cimetières doivent être cinq fois plus étendus que l'espace nécessaire pour y déposer le nombre presumé des morts qui peuvent y être enterrés chaque année.

Enfin les art. 4 et 5 du décret susdit prescrivent les mesures de largeur et de profondeur à observer pour la fouille des fosses, ainsi que leur distance respective ; ces précautions ont été prises, dans l'intérêt de la salubrité publique, seulement pour l'intérieur des cimetières ; mais il en est d'autres qui s'appliquent même aux propriétés voisines de ces lieux et constituent de véritables servitudes d'utilité publique.

Telle est la defense d'élever un bâtiment quelconque, de réparer ceux qui existaient prealablement et de creuser un puits dans un rayon de cent mètres des cimetières, sans autorisation.

Ces prohibitions sont suffisamment motivées sur le danger des miasmes délétères qui s'exhalent des fosses, ou des infiltrations putrides dont l'eau des puits pourrait se charger.

L'autorité municipale doit veiller à l'exécution de ces réglements, maintenir en outre l'observation des lois qui prohibent les exhumations non autorisées, et empêcher dans les lieux de sépulture, tout désordre ou acte contraire au respect dû à la mémoire des morts.

La violation des tombeaux ou sépultures est punie par l'art. 360 du Code pénal d'un emprisonnement de trois mois à un an, et de 16 à 200 fr. d'amende.

On doit observer ici que l'enlèvement des suaires et vêtements qui enveloppent les morts dans leurs cercueils, celui des cercueils mêmes ne sont pas de simples faits de violation de sépultures ; ce sont en outre des vols qui deviennent des crimes lorsqu'ils ont été accompagnés de circonstances aggravantes. (Cass. 17 mai 1832.)

§ 4. Concessions de terrains dans les cimetières.

Lorsque l'étendue des lieux consacrés aux inhumations le permet, il peut y être fait des concessions de terrains aux personnes qui désirent y posséder une place distincte et séparée pour y fonder leur sépulture et celle de leurs parents ou successeurs, et y construire des caveaux, monuments ou tombeaux.

Néanmoins ces concessions ne sont accordées qu'à ceux qui offrent de faire des fondations ou donations en faveur des pauvres et des hôpitaux, indépendamment d'une somme donnée à la commune, et lorsque ces fondations ou donations au-

ront été autorisées par le gouv ernement dans le formes accoutumées. (D. 1812, art. 10, 11.)

Mais ces dispositions ne changent rien aux droits qui appartiennent à chacun et sans besoin d'autorisation de faire placer sur la fosse de son parent ou de son ami une pierre sépulcrale ou autre signe indicatif de sépulture.

A qui doit-on s'adresser pour obtenir une concession? Cette question qu'il suffit de poser pour la résoudre, a cependant donné lieu quelquefois à des discussions entre les fabriques et les communes. Les fabriques ont prétendu dans certaines localités que le droit de delivrer des concessions leur appartenait exclusivement, mais les art. 9 et 11 du décret du 25 prairial an XII, en déclarant les communes propriétaires de leurs cimetières repoussent d'une manière péremptoire de semblables obligations qui ne sont d'ailleurs basées sur aucun texte: l'autorité municipale a donc seul le droit de délivrer des concessions.

§ 5. Propriété et usufruit des cimetières, propriétés des pierres sépulcrales ou autres objets.

Les cimetières, sauf quelques exceptions de localités, appartiennent aux communes, étant toujours établis sur des terrains donnés par elles ou acquis de leurs deniers. Elles en ont donc également l'usufruit, à l'exception d'une portion, celle des produits spontanés, tels que les herbes, les buissons, etc., que l'art. 36 du décret du 50 décembre 1809 a réservée aux fabriques.

Mais l'art. 3 du décret du 25 prairial an XII, ayant permis de faire des plantations dans les cimetières, en prenant toutefois les précautions convenables pour ne pas gêner la circulation de l'air; il en résulte que les communes qui auraient usé de cette faculte sont propriétaires de ces arbres et peuvent en disposer à l'exclusion des fabriques.

On doit conclure de ces dispositions que si des arbres étaient venus spontanément sans que la plantation par la commune pût être constatée, la fabrique serait en droit de les revendiquer.

Outre ce droit de propriété du fonds exercé par les communes, et de celui d'usufruit appartenant aux fabriques, il est un autre genre de propriété dont l'exercice a souvent donné lieu à des discussions, savoir: celle des pierres sépulcrales, les croix en fer ou en bois, et les autres objets semblables placés sur les tombes ou à l'entour, lorsque ces objets viennent à être supprimés, soit par suite de l'expiration du temps pour lequel les terrains ont été concédés aux familles, soit par translation du cimetière.

Or, les fabriques ou les communes prétendent le plus souvent qu'à elles seules exclusivement doivent appartenir ces objets.

Les communes invoquent l'art. 546 du code civil, d'après lequel la propriété d'une chose, soit mobilière, soit immobilière, donne droit sur tout ce qu'elle produit, et sur tout ce qui s'y unit accessoirement, soit naturellement, soit artificiellement.

Quant aux fabriques qui combattent d'ailleurs les prétentions des communes, elles allèguent principalement que, ces objets n'étant placés dans le cimetière, ni par les soins de la commune, ni à ses frais, ils doivent être assimilés aux produits spontanés que la loi attribue aux églises; enfin elles ajoutent que ces objets ayant eu une destination religieuse, une sorte de consécration, doivent appartenir bien plutôt à l'église qu'à la commune.

Mais ces prétentions de l'un et de l'autre côté sont également erronées; et il est des droits, beaucoup plus réels et basés sur des arguments plus solides, qui appartiennent aux familles, aux parents, dont les soins, la piété et la douleur ont élevé les objets susdits. Ces droits, elles les conservent non-seulement pendant la durée des concessions qui leur ont été faites, mais encore à l'époque où la commune reprenant son terrain pour l'affecter à une autre sépulture, elles doivent le restituer dans son premier état, et dégagé de toutes constructions.

C'est donc aux familles seules qu'appartient alors le droit de faire enlever ces divers objets et d'en disposer ainsi qu'elles le jugent convenable. Les fabriques ou les communes en s'en emparant usurperaient les droits du véritable propriétaire et s'exposeraient à être actionnées en restitution. (J. des cons. mun., 237e consult., janv. 1836.)

Cette décision est d'ailleurs conforme aux principes qui guident l'administration dans les localités importantes notamment à Paris. A l'expiration des concessions temporaires, les familles sont prévenues par un avertissement inséré dans les journaux, d'avoir à enlever dans un délai déterminé les constructions ou autres ouvrages qu'elles ont pu faire édifier. La plus grande publicité est donnée par les moyens ordinaires d'affiches. L'avis itératif est donné à l'expiration du delai, et alors si dans le nouveau délai, lesdits objets n'ont pas été enlevés, l'administration les fait enlever et déposer dans un lieu spécial où ils sont encore à la disposition des parents pendant un an et un jour.

Ce nouveau délai passé sans réclamation, ils sont considérés comme biens vacants et sans maîtres, et à ce titre vendus au profit de l'état et à la diligence de l'administration des domaines. (L. des 22 nov., 1 déc. 1790, art. 5. C. civ. 539-713.) (V. **Épaves.**)

Cependant, ajoute le journal des conseillers municipaux (loc. cit.), si dans quelques petites villes ou dans des communes rurales, les terrains des sépultures ayant été repris par l'administration, et les objets qui les décoraient enlevés et déposés ailleurs, après plus d'une année, ces objets n'étaient réclamés par personne, ils devraient, à raison de leur peu d'importance, être réputés abandonnés par l'état comme par les familles; ils appartiendraient alors au premier occupant, et la fabrique ou la commune pourrait également s'en emparer, sauf à les restituer ou à en payer la valeur, si l'état les revendiquait dans les trois ans. (C. civ. 2279.)

§ 6. Établissement de nouveaux cimetières.

Lorsque des cimetières ne sont pas dans les limites indiquees par l'art. 2 du D. de l'an XII, les communes peuvent être obligées de les abandonner et de s'en procurer d'autres. Cette interdiction est alors prononcée par une ordonnance royale. Étant conforme aux prescriptions de l'article susdit, cette décision ne constitue qu'un acte de police administrative, qui ne peut être attaqué par la voie contentieuse devant le Conseil d'état. (C. d'ét. du 10 janv. 1827.)

S'il est nécessaire d'acheter un terrain pour l'établissement d'un nouveau cimetière, il y a lieu d'observer toutes formalites prescrites par la loi pour l'acquisition des biens de la part des communes (V. **Communes, Section** §), et de demander l'autorisation du gouvernement. Si, au contraire, le terrain dans lequel on veut établir le nouveau cimetière appartient à la commune, il suffit d'une délibération du conseil municipal approuvée par le préfet.

Aussitôt que les nouveaux emplacements sont dispo és à recevoir les inhumations, les cimetières existants sont fermés et doivent rester dans l'état où ils se trouvent, sans que l'on puisse en faire usage pendant cinq ans. Après ce délai, ils peuvent être affermés par les communes, mais à condition qu'ils ne seront qu'ensemencés ou plantés sans qu'il puisse y être fait aucune fouille ou fondation pour des constructions de bâtiments, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné. (D. 1812. 8-9.)

En cas d'établissement d'un nouveau cimetière, et si, en exécution du décret du 7 mars 1808, il y a lieu d'ordonner la suppression des puits, ou de défendre qu'aucune réparation ne soit faite, ainsi qu'il a été dit au § 5 ci-dessus, cette obligation imposée aux propriétaires peut être assimilée à une expropriation pour cause d'utilité publique. Nul doute donc que ceux-ci ne puissent invoquer les dispositions de la loi du 7 juillet 1833, pour faire régler l'indemnité qui leur est due. M. Foucart, tom. II, p. 45, émet la même opinion; il accorde en outre ce droit à leurs créanciers et ayant-cause, et pense enfin que cette action se prescrit seulement par trente ans.

§ 7. Exception aux inhumations dans les cimetières.

Cependant l'obligation de faire les inhumations dans les cimetières n'est pas telle que personne, par exemple, ne puisse se faire enterrer sur sa propriété. Dans ce cas, seulement, il faut que le lieu choisi pour la sépulture soit hors et à la distance prescrite de l'enceinte des villes et bourgs.

Ainsi, chacun a la faculté de faire transporter d'un département dans un autre, les corps de ses parents et amis; mais l'exercice de ce droit naturel, qui doit être précédé des operations nécessaires pour empêcher la putrefaction des corps, réclame des mesures administratives contre l'abus qu'on pourrait en faire en les soustrayant par ce moyen à la surveillance de l'autorité publique.

Lors de la déclaration du décès à l'officier de l'état civil, on doit faire mention dans l'acte des intentions soit du décédé, soit de ses parents ou amis. Cet officier dresse procès-verbal de l'état du corps, etc., et il délivre un passe-port motivé au conducteur du corps qui doit d'ailleurs être porteur d'une expédition de l'acte de décès pour en faire la représentation au lieu où doit se faire la sépulture. (D. min.)

SÉQUESTRE. — On entend par séquestre un acte de service en vertu duquel une personne est préposée à la garde des objets saisis; on donne aussi le nom de séquestre au gardien desdits objets. On établit le séquestre sur des biens soit parce qu'ils sont revendiqués par des tiers (art. 1956 et suiv. du C. civ.), soit par mesure de sûreté publique.

Ainsi, il est apposé sur les biens de ceux qui sont prévenus de crime envers l'état, ou sur les biens des comptables envers le trésor public, qui n'ont pas apuré leurs comptes, ou qui ont disparu.

C'est l'autorité administrative qui remplit les

formalités préalables à ces séquestres, et qui consistent dans l'apposition et la levée des scellés, l'inventaire et la mise de la régie des biens aux mains de l'administration des domaines.

Le séquestre est encore mis sur les biens du condamné par contumace (C. d'inst. crim. 465.), et la gestion en appartient également à l'administration des domaines, qui ne peut être forcée de rendre compte du sequestre avant l'expiration du delai fixé pour purger la contumace.

C'est à l'autorité administrative qu'il appartient de donner main-levée du séquestre. Cet acte, en pareil cas, n'a d'effet que comme acte d'abstention ou de desemparement de la part du domaine. Il ne dispose et ne décide rien sur la question de propriété au profit du tiers réclamant.

Enfin on distingue encore le séquestre de guerre. C'est l'apprehension par un gouvernement, en état de guerre avec un autre, des biens possédés par les sujets de ce dernier pour indemniser ses propres sujets. (D. du 16 août 1793.)

Cette mesure est intimement liée aux intérêts de la politique. Favard cite à ce sujet le séquestre que le roi d'Espagne mit, au mois de juin 1795, sur les biens des Français expulsés du territoire espagnol, et auquel un décret de la convention du 16 août même année, répondit par un séquestre pareil, au nom de la république, sur tous les biens que les sujets espagnols possédaient en France, afin de servir à indemniser les Français dépouillés par les mesures du roi d'Espagne.

SERGENTS DE VILLE. — V. Police. § des agents de police.

SÉRIE DE PRIX. — V. Travaux publics.

SERMENT. — C'est une sûreté que les lois exigent en certaines occasions, ou pour affermir un engagement, ou pour confirmer un témoignage ou une déclaration sur la vérité d'un fait. Cette sûreté consiste dans la confiance que celui qui jure ne violera pas un devoir où il prend Dieu pour témoin de la fidélité de sa déclaration ou de sa promesse, en le priant de venger sur lui le parjure dont il se rendrait coupable.

Le serment est donc essentiellement religieux dans la prestation duquel on n'a d'autre lien que sa propre conscience, et qui ne peut devenir une sûreté qu'à l'égard de ceux qui croient à un dieu rémunérateur ou vengeur.

Le serment est-il un bien, est-il un mal? Est-il en harmonie avec les mœurs de l'époque? certains fonctionnaires doivent-ils en être exemptés plutôt que d'autres? Ce sont de graves questions étrangères au plan de cet ouvrage, et dont le développement serait trop long. Nous dirons seulement d'après notre profonde conviction que le serment est une sorte de fiction et dans certaines circonstances un abus; car ou un homme est honnête, et ce n'est pas à cause de sa prestation de serment qu'il remplira dignement et avec probité les devoirs de sa profession, ou il n'est pas honnête, et alors nous ne pensons pas qu'il soit retenu par la religion du serment. A l'appui de cette opinion nous citerons les lignes suivantes extraites de Pothier, t. 2, chap. 3. « Je ne conseillerai pas au juge d'user souvent de cette précaution qui ne sert qu'à donner occasion à une infinité de parjures, car depuis quarante ans que je fais ma profession, j'ai vu une infinité de fois déferer le serment et je n'ai pas vu arriver plus de deux fois qu'une partie ait été retenue par le serment. » Pothier ne parle que du serment judiciaire, et nous n'avons à nous occuper ici que du serment politique, c'est à-dire de celui que doivent prêter certains fonctionnaires. Cependant le principe est le même.

Quoi qu'il en soit, nous rappellerons que l'usage du serment remonte à la plus haute antiquité, alors que la crainte d'un dieu vengeur y demeurait toujours attachée, et que cette crainte commune à tout le genre humain était regardée comme le plus puissant motif de la soumission qui est due à l'autorité des lois et surtout de la loi naturelle. L'orateur du gouvernement l'a bien senti en présentant le titre du code civil sur le serment lorsqu'il disait: « Ne nous arrêtons pas dans cette matière à des idées trop défavorables à l'espèce humaine; n'examinons pas avec une analyse sévère si l'état des sociétés actuelles et les exemples effrayants des societés qui nous affligent doivent laisser subsister l'antique théorie du serment. »

Le législateur d'un grand peuple doit ne pas perdre de vue les faiblesses attachées à l'humanité, mais il lui importe de coordonner ses institutions de telle manière qu'elles consacrent le respect dû à la morale, et que la conscience publique soit la règle des consciences privées. N'est-ce pas la force que le serment avait chez les anciens Romains qui avait le plus attaché ce peuple à ses lois?... » Il fit, dit Montesquieu, pour observer le serment ce qu'il n'avait jamais fait ni pour la gloire, ni pour la patrie. Rome était un vaisseau tenu dans la tempête par deux ancres, la religion et les mœurs. »

Le serment fut donc conservé dans nos lois civiles, et comme conséquence dans nos lois politiques, car c'est un principe très-ancien en France qu'avant d'entrer en fonctions, tout fonctionnaire public est tenu de prêter serment. On considère cette prestation de serment comme une sorte de

réception et de prise de possession solennelle où la puissance publique achève de former le caractère de l'homme public. (V. **Fonctionnaires publics. § 2.**)

Ce principe a toujours été mis en exécution par les différents pouvoirs qui se sont succédés, et consacré de nouveau par la loi du 31 août, 2 septembre 1830, qui assujettit tous les fonctionnaires publics dans l'ordre administratif et judiciaire, les officiers de terre et de mer à prêter le serment dont la teneur suit :

« Je jure fidélité au roi des Français, obéissance à la charte constitutionnelle et aux lois du royaume. »

L'art. 5 de la même loi porte : « que nul ne pourra siéger dans l'une ou l'autre des deux chambres, s'il ne prête ce serment.

« Que tout député qui n'aura pas prêté ce serment dans le delai de quinze jours sera considéré comme démissionnaire. Enfin, que tout pair qui n'aura pas prêté serment dans le delai d'un mois sera considéré comme démissionnaire. »

Ces dispositions furent vivement combattues à la chambre des pairs lors de la discussion du projet; plusieurs prétendaient que cette obligation était un attentat aux droits de la pairie, mais on fit observer que le serment était imposé à tous, depuis le rang le plus élevé jusqu'au dernier degré de l'ordre social; que si la pairie prétendait être exempte du serment, ce serait un privilége qui ne pourrait être justifié que par l'intérêt public, et que cet intérêt ne le justifiait pas. La loi fut donc adoptée, et elle continue à être en vigueur aujourd'hui; mais en déterminant la forme du serment pour tout fonctionnaire public, elle n'a pas abrogé celles qui exigent de certains fonctionnaires un serment particulier. Ceux-ci sont soumis à deux serments, l'un général, l'autre spécial. (V. **Fonctionnaires.**)

Le serment achevant le caractère de l'homme public, il s'ensuit que tout acte d'un fonctionnaire public, non assermenté est entaché de nullité.

Le serment doit être prononcé entre les mains de l'autorité compétente sans restriction et sans possibilité d'interprétations astucieuses, sans quoi il serait nul. (C. d'ét., 16 juin 1834.)

Cette règle s'applique aux fonctionnaires comme à tous ceux qui doivent prêter serment dans l'exercice de différents droits, tels que les électeurs municipaux et autres, les membres des différents conseils de commune, d'arrondissement, et de département, les officiers de la garde nationale et les gardes nationaux, etc. Voyez ces différents mots où il est traité en particulier du serment exigé d'eux par la loi. En principe les fonctionnaires doivent prêter serment entre les mains de celui qui les précède dans l'ordre hiérarchique de leurs fonctions.

La cour de cassation, par arrêt du 19 juillet 1832, a décidé qu'aucune disposition de la loi du 31 août 1830, ni celle du 24 août 1790 (tit. VII, art. 5), sur l'organisation judiciaire, et du 14 janvier 1800 sur le serment des fonctionnaires publics en général, n'exigent que le serment prescrit soit renouvelé lorsque les fonctions sont les mêmes, et qu'il suffit que le fonctionnaire ait été reçu et publiquement installé en cette qualité. (S. 33. 1-63.)

Ceux des fonctionnaires de l'ordre administratif qui ne peuvent entrer en fonctions qu'après avoir prêté serment devant les tribunaux, sont présentés au serment par le ministère public, après qu'ils lui ont remis leur commission de nomination. (L. du 28 av. 1816, 93.)

Enfin nous devons remarquer que nul fonctionnaire public astreint à fournir un cautionnement n'est admis à prêter serment s'il ne justifie préalablement de la quittance de son cautionnement (L. du 28 av. 1816, art. 96), et que celui qui sera entré en exercice de ses fonctions sans avoir prêté serment, pourra être poursuivi, et puni d'une amende de 16 à 150 francs. (C. pén. art. 196.)

Serment des Juifs. — Le serment étant un acte religieux doit être prêté selon la religion de celui qui le prête. Ainsi un juif doit le prêter *more judaïco*. (C. civ. 1357.)

Cependant il n'est pas nécessaire qu'il soit prêté dans la synagogue en présence du grand Rabbin; il peut l'être devant le juge, la tête couverte et la main droite sur le pentateuque hébraïque en prononçant la formule adoptée par les juifs des états de Mayence. (C. cass., 11 mai 1830.)

SERRURIERS. — V. **Réglements municipaux.**

SERVICE FUNÈBRE. — V. **Sépultures. Fabriques.**

SERVITUDES MILITAIRES. — V. **Places de guerre, Logements militaires, Casernements.**

SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE. — Certaines modifications de la propriété faites pour l'interêt public sont qualifiées par les lois de *servitudes*, telles sont :

1° La défense de planter des bois ou de construire des édifices dans un rayon déterminé des fo-

rêts royales sans permission expresse de l'administration;

2° La défense de couper les chênes et les arbres de haute futaie ayant au moins treize décimètres de tour, sans une déclaration préalable faite à l'administration forestière; (V. **Arbres, Abatage, Bois, Martelage.**)

3° La defense de changer la face du terrain et d'élever des constructions, ou de ne les élever que sous des conditions imposées par le gouvernement, dans un rayon déterminé autour des places de guerre et postes militaires; (V. **Places de guerre.**)

4° L'obligation où sont les particuliers qui démolissent leurs bâtiments, de livrer à l'administration des poudres et salpêtres les matériaux qui ne peuvent plus servir à de nouvelles constructions et d'avertir l'administration dix jours au moins à l'avance; (V. **Poudres et salpêtres.**)

5° L'obligation imposée par la loi aux riverains, de laisser sur les bords des rivières navigables deux chemins de navigation, l'un de trente pieds du côté où les bateaux se tirent, l'autre de dix pieds sur l'autre bord. Ce sont des servitudes au profit du domaine ou de la navigation; (V. **Rivières navigables.**)

6° La construction ou réparation des chemins et autres ouvrages publics ou communaux.

SIGNALEMENT. — Certains actes doivent contenir le signalement des personnes qu'elles concernent : tels sont les permis de port d'armes, les passe-ports, les mandats de justice, les dénominations d'individus faites par les maires à la gendarmerie.

Les signalements des brigands, voleurs, assassins déportés, perturbateurs du repos public, évadés des prisons, et ceux des individus contre lesquels il est intervenu mandat d'arrestation sont délivrés à la gendarmerie qui, en cas d'arrestation de l'un des individus signalés, le conduit de brigade en brigade jusqu'à la destination indiquée par lesdits signalements. (L. 28 germ. an VI, tit. 9, art. 128.)

SIGNIFICATIONS. — Dans les affaires intéressant l'etat et poursuivies à la requête des préfets, les actes de procédure sont valablement signifiés aux parquets soit du procureur-du-roi, soit des procureurs-généraux.

Il existe de la part des prefets une élection légale de domicile au parquet de ces magistrats. (C. pr. 79; Cass. 12 fev. 1827.)

Toutes significations faites à des personnes publiques préposées pour les reçevoir, doivent être visées sans frais par elles sur l'original. En cas de refus, l'original est visé par le procureur du roi près le tribunal de première instance de leur domicile. Les refusants peuvent être condamnés, sur les conclusions du ministère public, à une amende qui ne peut être moindre de 16 fr. (C. pr. 1058.) Toutefois, la cour de cassation a décidé que cette disposition n'est pas prescrite à peine de nullité. (Cass., 20 août 1819; S. 19, 1, 415.) Ainsi la signification d'un jugement à une commune n'est pas nulle, par cela seul qu'elle n'a pas été revêtue du visa du maire. (Nancy, 20 avr. 1826; S. 26, 2, 205.)

Quant à la signification des actes administratifs V. **Décisions ministérielles, Arrêtés des préfets et des conseils de préfecture. V. Organisation municipale.**)

SINISTRE. — Des remises ou décharges de contributions sont accordées à tous ceux qui ont éte victimes d'un sinistre légalement prouvé, et ceux par grêle, incendie ou inondation. A cet effet, un centime prélevé sur le fonds de non-valeurs des contributions foncière, personnelle et mobilière est affecté aux secours généraux et réparti entre les départements dans les cas des sinistres ci-dessus énumérés, ou autres cas fortuits.

Ce fonds est à la disposition du ministre ordonnateur qui en fait la distribution entre tous les departements selon les besoins, et au fur et à mesure des demandes transmises par les préfets après l'instruction des réclamations et la constatation des dommages par les agents des contributions.

Un centime semblable est attribué aux départements des finances pour dégrèvement d'impôts en faveur de ceux dont les propriétes sont détruites par l'intempérie des saisons. Ainsi il y a deux sortes de secours : ceux effectifs ordonnancés par le ministre du commerce, et ceux résultant du dégrèvement accordé par le ministre des finances.

Mais les secours alloués aux départements les plus maltraités s'élèvent presque toujours à une quotité supérieure au centime additionnel qu'ils produisent; l'administration centralise alors ce centime, et peut ainsi accorder à ces départements des secours qu'ils n'auraient pu trouver dans leurs propres ressources.

Les fonds provenant de ce centime et non employés lors de la clôture de l'exercice, sont tranportés avec leur spécialité, d'après l'article 8 de la loi du 21 juin 1826, à l'exercice suivant pour y recevoir la destination qui leur a été donnée.

Les pertes sont de deux natures : on les distingue en *pertes totales* et en *pertes temporaires* : une proportion différente est appliquée à chacune de ces deux catégories.

La proportion pour l'ordonnance est ainsi établie :

6 p. 0/0 pour pertes totales, lorsque le chiffre ne dépasse pas 20,000 fr.

5 p. 0/0 lorsqu'il ne dépasse pas 40,000 fr.

2 p. 0/0 sans retour, pour la grêle, la gelée, les inondations, avec faculté de réduire cette proportion en raison du montant des pertes et la situation du crédit.

Ces proportions permettent de distribuer des secours plus considérables, pour les pertes *dites totales*, comme l'incendie, l'épizootie, etc. que pour celles qui ne doivent être considérées que comme temporaires, puisqu'en n'affectant que le sol, elles sont réparables dès l'année suivante.

Il est inutile de dire que les individus qui ont fait assurer leurs récoltes, leurs maisons, leurs usines et leurs ateliers par des compagnies d'assurance, et qui en cas de sinistre doivent en être dédommages par elles, n'ont aucun droit aux secours du gouvernement. (Circ. min. 24 oct. 1821.)

V. **Secours, Incendie, Inondation, Contributions directes.**

SOCIÉTÉS ANONYMES [1].

CHAP. I. — SECTION I. De la société anonyme et de son autorisation.

SECTION. II. — Des statuts. — Exposé. — § 1. Du nom, de l'objet, du domicile et de la durée de la société. — § 2. Du capital. — § 3. Des actions. — § 4. De l'administration de la société anonyme. — § 5. Modification des statuts. — § 6. Comptes à rendre par la société.

CHAPITRE II. — Des sociétés anonymes d'assurances. De quelques règles particulières a ces sortes de sociétés.

CHAPITRE I.

SECTION I. De la société anonyme et de son autorisation.

Le plan de cet ouvrage nous fait un devoir de ne considérer, dans cet article, les sociétés anonymes que dans les rapports qu'elles peuvent avoir avec l'administration, c'est-à-dire en ce qui concerne leur autorisation et les conditions auxquelles elles peuvent l'obtenir.

Toute la législation relative aux sociétés anonymes est renfermée dans les articles 29, 37, et dans l'article 40, du Code de commerce.

Aux termes de l'article 37, une société anonyme ne peut exister qu'avec l'autorisation du gouvernement, et avec son approbation pour l'acte qui la constitue. Cette approbation doit être donnée dans les formes prescrites par les réglements d'administration publique.

La necessité de cette autorisation provient de la nature même de la societé anonyme.

La loi n'est pas préventive en France, elle laisse chacun exercer librement son commerce ou son industrie; elle donne aux particuliers le droit de s'associer entre eux et de règler sans contrôle les conditions de leur association; elle exige, il est vrai, la publicité de l'acte de societé : mais elle ne donne aucun moyen de s'assurer de la réalité du capital qui y est annoncé; à côté de cette liberté, la loi a prononcé des peines sévères contre les faillis, elle a posé la règle de la solidarité entre associés et établi la contrainte par corps comme sanction des engagemens commerciaux.

Si au contraire des individus veulent se réunir en société sans qu'aucun des associés soit soumis aux règles ordinaires de la responsabilité et de la solidarité en matière de commerce, engagé au-delà de la mise sociale ou obligé de livrer son nom et sa considération personnelle aux chances des affaires, la loi doit soumettre une pareille association à des conditions speciales en retour du privilége exorbitant qu'elle vient de lui accorder; elle doit encore imposer au gouvernement, tuteur né de tous les intérêts, le droit et le devoir d'examiner les clauses qui doivent la régir, et de veiller sans cesse à leur stricte exécution.

L'autorisation du gouvernement a donc pour but spécial :

1° De constater la réalité de l'entreprise et l'existence des capitaux qui vont pour ainsi dire s'associer, et qui doivent être le gage unique de ceux qui traiteront avec la société.

2° De faire insérer dans les statuts tous les moyens de garantie et de contrôle qui peuvent être donnes aux actionnaires pour surveiller l'emploi de leurs fonds.

3° De ne laisser subsister aucune disposition qui pourrait par la suite devenir une occasion de fraude et de dol envers les tiers.

Le gouvernement, dans toutes les ordonnances, portant approbation d'une société anonyme, se réserve le droit de révoquer son autorisation, en cas de violation ou de non exécution des statuts.

Cette forme de société doit être reservée pour des entreprises qui exigent une trop grande masse de capitaux, pour qu'on puisse espérer de les reunir facilement au moyen d'une societe collective ou en commandite.

[1] Cet article est de M. Mortimer-Ternaux, auditeur de premiere classe au conseil d'état.

- Il n'est qu'un seul cas où le gouvernement doive faire exception à cette règle; c'est celui d'une société qui se forme dans un but d'intérêt public ou local, sans aucun espoir de bénéfice, mais seulement pour doter le pays d'un chemin, d'un pont, etc., dont le péage serait insuffisant pour rembourser un spéculateur de ses avances.

Section II. Des statuts.

Exposé. Lors de la promulgation du code de commerce, on ne connaissait pas encore bien le mécanisme des sociétés anonymes, ainsi que tous les usages et toutes les combinaisons auxquelles elles pouvaient être appliquées.

Aussi les statuts des premières compagnies que l'on autorisa furent-ils très imparfaits. Mais chaque jour, des faits nouveaux sont venus éclairer l'administration, et lui ont fait sentir la nécessité d'introduire des stipulations nouvelles dans les statuts de ces sociétés. Et aujourd'hui que les besoins industriels se multiplient sous toutes les faces, que l'on éprouve le besoin de rassembler d'énormes capitaux pour des entreprises qui autrefois auraient été jugées impossibles, il est permis de croire que de toutes les questions que peut soulever cette matière, il en est peu qui n'aient été soumises à l'examen du conseil d'état.

Nous allons tâcher en peu de mots de tracer les principales règles qui forment sa jurisprudence.

§ 1er. Du nom, de l'objet, du domicile et de la durée de la société.

Les statuts doivent énoncer:

1° Le nom qui doit servir de raison sociale à la société, et qui doit autant que possible désigner l'objet de l'entreprise;

2° Le but de la société, les opérations auxquelles la société doit se livrer, celles qu'elle croit devoir s'interdire, pour rassurer les actionnaires contre les chances que ces opérations pourraient présenter;

3° Le siége de la société qui fixe le lieu de son domicile légal, c'est-à-dire celui où se tient son administration, où doivent être convoquées les assemblées générales, où doivent lui être faites toutes significations. Ce domicile détermine la compétence du tribunal devant lequel doivent être portées les contestations qui pourraient s'élever entre la société et des actionnaires, ou des tiers. Ce domicile n'est pas toujours établi dans le lieu où la société possède des propriétés, il peut être fixé dans la ville qui est le centre de ses opérations commerciales, ou dans laquelle réside la plus grande partie de ses actionnaires.

4° La durée de la société, c'est-à-dire l'époque où elle opérera sa liquidation, sauf à elle à se reconstituer pour une nouvelle période. La durée des sociétés anonymes comme celle de toutes les autres sociétés commerciales diffère essentiellement suivant la nature des opérations auxquelles elles sont destinées. Aucune règle ne peut donc être tracée à cet égard, si ce n'est relativement à celles formées pour l'exploitation d'une concession temporaire, qui prennent toujours pour terme de leur durée le terme même de leur concession.

§ 2. Du capital.

Les sociétés anonymes au moment de leur formation peuvent constituer leur capital social, soit en numéraire, soit avec des immeubles, soit partie en numéraire et partie en immeubles.

Dans le premier cas, comme le montant des actions ne doit être versé dans la caisse sociale que lorsque la société aura reçu l'autorisation de se former, le gouvernement, avant de l'accorder, doit s'assurer auprès des préfets de la solvabilité des souscripteurs d'actions.

Lorsque le capital est composé partie en numéraire et partie en immeubles, il est nécessaire de déterminer pour quel prix les immeubles doivent entrer dans l'apport de la société.

Le gouvernement ne doit point accepter aveuglément la fixation arbitraire de la valeur que les statuts pourraient leur attribuer, ni même s'en rapporter à des contrats d'acquisition, ou à d'autres actes authentiques, parce que la valeur de l'immeuble peut avoir été dépréciée par mille circonstances depuis son achat, ou que le prix peut en avoir été élevé en vue de la formation de la société. Il doit donc faire estimer les immeubles sociaux par des experts de son choix, et pris ordinairement parmi les agents des diverses administrations; mais il ne doit recourir à cette expertise, toujours fort délicate et fort difficile, que lorsqu'il y a nécessité de donner aux différentes valeurs mises dans la société une base commune d'appréciation; cette nécessité n'existe plus lorsque le capital social est tout entier formé d'immeubles ou de droits immobiliers.

Les statuts doivent, dans ce cas, se borner à énoncer que le capital social se compose de la propriété ou de la jouissance de tel immeuble, sans énoncer la valeur vénale à laquelle a été estimée cette propriété ou cette jouissance.

Du principe que le gouvernement doit s'assurer de la réalité du capital social, il résulte que son devoir est de veiller à ce que les immeubles qui

vont le composer en tout ou en partie soient libres et quittes de toutes charges, priviléges et hypothèques; et d'en exiger la preuve avant toute autorisation.

Du principe que le capital d'une société anonyme est le gage unique de ses créanciers, il résulte :

1° Qu'elle doit arrêter ses opérations, se liquider dès que ce capital est mis en péril : en conséquence les statuts de toute société anonyme doivent déclarer qu'elle sera dissoute de plein droit en cas de perte d'une partie notable de son capital.

2° Qu'il doit être opéré sur les bénéfices nets de toute société un prélèvement annuel destiné à la formation d'une réserve, cette réserve doit servir à renouveler le mobilier de la société, aux grosses réparations de ses immeubles, à accroître son capital, et à le mettre à l'abri des accidents imprévus et des dangers d'une crise commerciale. Le prélèvement annuel et le maximum de la réserve doivent être d'autant plus élevés que les propriétés de la société sont de nature à subir une plus grande dépréciation, et que son but l'expose à plus de chances.

3° Que dès que le capital d'une société anonyme a été entamé par des pertes, il ne doit pas être permis aux actionnaires de se partager aucun dividende, avant que le capital social n'ait été reconstitué dans toute son intégralité.

4° Que les sociétés anonymes ne doivent point amortir leur capital, car tout amortissement a pour effet de rembourser à un actionnaire le montant de tout ou partie de son action, et de diminuer ainsi le capital primitif.

Il n'est qu'une seule espèce de société où le système d'amortissement des actions puisse être autorisé; ce sont celles qui se forment pour l'exploitation d'une concession temporaire, telle que celle d'un canal, d'un pont, d'un chemin de fer, dont la jouissance a été concédée pour un certain temps à une compagnie, mais dont la propriété appartient dès à présent à l'état. Dans ce cas le capital social, n'étant formé que du droit à la perception temporaire du péage établi sur le canal, le pont, ou le chemin de fer, doit s'éteindre entre les mains de la société, au moment où l'état rentrera en possession de sa propriété : il est donc nécessaire de le reconstituer entre les mains des actionnaires par la voie de l'amortissement. Cet amortissement doit s'opérer au moyen d'un prélèvement sur les produits annuels du peage; les statuts doivent annoncer d'avance le nombre des actions à rembourser chaque année, et le taux auquel elles seront amorties : ces actions doivent être désignées par la voie du sort.

La plupart des sociétés de ce genre attribuent une espèce de prime aux actions amorties, en fixant leur prix à une somme supérieure au premier taux d'émission.

Depuis la promulgation de la loi du 21 mai 1836 sur les loteries, il s'est élevé la question de savoir si la distribution annuelle de ces primes, par la voie d'un tirage au sort, était atteinte par les prescriptions de cette loi, et si on pouvait continuer d'autoriser les statuts des sociétés de ce genre qui voudraient attacher des primes au remboursement de leurs actions.

La loi du 21 mai 1836 n'a entendu proscrire que les entreprises qui offriraient à leurs souscripteurs les chances d'un bénéfice qui ne serait dû qu'au hasard; or ici, c'est une espèce de marché à forfait par lequel les actionnaires et la société s'engagent d'avance, les uns à vendre et l'autre à racheter à un prix déterminé les actions désignées par le sort.

La prime doit alors être considérée comme la représentation des bénéfices futurs dont est privé l'actionnaire remboursé. Mais pour qu'elle ait ce caractère, il ne faut pas qu'elle soit portée à un taux trop élevé, et qu'elle offre la perspective d'un bénefice assuré.

Il est impossible de tracer la limite où doivent s'arrêter à cet égard les interprétations permises par la loi du 21 mai 1836, et celles qui pourraient être justement taxees de loteries. C'est à la sagesse du gouvernement à reprimer l'esprit de spéculation sous quelque forme qu'il se déguise.

§ 3. Des actions.

Le capital d'une société anonyme se divise toujours en actions.

Ces actions peuvent être nominatives ou au porteur.

Les actions nominatives ne sont transmissibles qu'au moyen d'un transfert opéré sur les registres de la societé et signé par les parties.

Les actions au porteur, sont transmissibles par la voie de l'endossement ou même par la simple tradition.

Lorsque le capital d'une société est formé d'actions nominatives, les statuts exigent souvent pour leur transfert l'assentiment du conseil d'administration et quelquefois même stipulent un droit de préemption en faveur de la société. Une pareille condition n'a rien que de licite, et a pour but d'empêcher l'introduction dans la société de personnes d'une réputation tarée, ou qui auraient un intérêt opposé à celui de la société même.

Le gouvernement doit veiller à ce que le capi-

tal des sociétés anonymes soit réalisé aussitôt après leur formation, pour qu'elles soient le moins possible exposées aux chances de faillite ou de déconfiture des souscripteurs d'actions. Il doit surtout n'autoriser l'émission d'actions au porteur que sous la condition expresse que le montant de ces actions sera immédiatement recouvré. Mais il a été obligé de se départir de la première de ces deux règles pour la plupart des sociétés d'assurances qui consacrent les primes payées annuellement par les assurés au paiement des sinistres annuels, et n'ont besoin, par conséquent, de recourir à leurs capitaux que dans les années calamiteuses.

Si tout leur capital souscrit était réalisé, elles ne pourraient le garder en caisse, sans lui faire produire aucun intérêt, et elles ne pourraient le placer que sur des valeurs sûres, et par conséquent rapportant fort peu. Elles préfèrent donc en laisser la plus grande partie entre les mains de leurs actionnaires, et ne le leur demander qu'au fur et à mesure des besoins du service.

Aussi la plupart des sociétés qui se forment aujourd'hui, pour assurer les risques maritimes ou les dangers de l'incendie, ont-elles obtenu de n'obliger leurs actionnaires qu'au versement immédiat du tiers ou du quart du montant de leurs souscriptions. Mais, dans ce cas, le transfert des actions, non encore entièrement payées, ne peut jamais avoir lieu qu'avec l'assentiment du conseil d'administration, qui peut exiger, pour garantie de la solvabilité du nouvel actionnaire, un dépôt d'effets publics correspondant à la somme qui reste encore due à la caisse sociale.

Si ce dépôt n'a pas été exigé par la compagnie, l'actionnaire primitif, dont le cessionnaire a été agréé par le conseil d'administration, demeure-t-il garant du non-paiement de l'action jusqu'à l'expiration de la société, ou du moins jusqu'au versement intégral du montant des actions? Cette question fort grave n'a été, à notre connaissance, tranchée par aucun arrêt ou jugement.

D'un côté, l'on peut dire que l'actionnaire, au moment où il signe sa souscription, s'oblige, non-seulement envers la société, mais encore vis à-vis les tiers qui traitent avec elle sur la foi du capital énoncé dans les statuts; qu'il serait contraire à l'essence de la société anonyme que tous les actionnaires primitifs d'une compagnie pussent ainsi disparaître successivement de la société pour faire place à des hommes sans consistance et sans garantie, qui seraient agréés par un conseil d'administration, intéressé lui-même à n'être pas difficile sur le choix de ses actionnaires.

Mais pour la négative, l'on pourrait soutenir avec bien plus de raison encore, à notre avis, qu'il y a eu novation de la dette vis-à-vis de la société anonyme, par suite de l'agrément du conseil d'administration, et que quant aux tiers qui traitent avec la société, ils ont été avertis par les statuts du droit qu'elle avait d'opérer cette novation; que bien plus toutes dispositions qui feraient peser sur le vendeur d'une action la garantie indéfinie de son acquéreur, et qui rendraient ainsi solidairement responsables du versement intégral d'une action tous ceux qui en auraient été propriétaires depuis le commencement de la société, aurait pour effet immanquable de rendre ces actions d'une transmission difficile, et la formation des sociétés d'assurances à peu près impraticable.

Une société anonyme n'étant, comme nous l'avons déjà dit, qu'une société de capitaux, le versement du montant des actions doit être garanti par des stipulations sévères. Ainsi, une société de ce genre ne peut, comme un débiteur ordinaire, attendre le résultat d'un procès intenté contre un actionnaire pour le paiement de sa souscription, ou la fin d'une liquidation ouverte après le décès d'un actionnaire.

Toute société anonyme doit donc se réserver dans ses statuts le droit de faire vendre les actions dont le paiement serait en souffrance, ou celles qui appartiendraient à un individu décédé.

Quelquefois, surtout lorsqu'il s'agit d'entreprises qui exigent une réunion extraordinaire de capitaux, des sociétés anonymes présentent leurs statuts à l'approbation du roi, avant que leur capital social ait été entièrement souscrit; ce n'est pas un obstacle à l'obtention de l'ordonnance royale d'autorisation, pourvu que les souscriptions déjà recueillies forment une portion notable du capital de la société; mais, dans ce cas, les statuts doivent toujours fixer un délai dans lequel le surplus des actions doit être réalisé à peine de déchéance.

Les actionnaires d'une société anonyme, n'étant jamais engagés au-delà du montant des actions par eux souscrites, ne peuvent jamais être soumis à aucun appel de fonds.

Si donc les fondateurs de la société prévoient que l'extension des affaires de la société pourrait, dans la suite, nécessiter l'augmentation du capital social, les statuts peuvent réserver à la société le droit d'émettre de nouvelles actions, pourvu que la quantité en soit déterminée d'avance, et ne soit pas en disproportion avec le capital primitif.

§ 4. De l'administration de la société anonyme.

L'administration d'une société anonyme se compose ordinairement d'un ou plusieurs directeurs, d'un conseil d'administration et d'une assemblée générale.

Le directeur reçoit ou une rétribution fixe, ou une part dans les bénéfices.

Quelquefois les deux systèmes sont combinés.

Les fonctions du conseil d'administration sont la plupart du temps gratuites, et les membres de ce conseil n'ont droit qu'à des jetons de présence.

Les statuts doivent déterminer le nombre d'actions dont le directeur et les membres du conseil d'administration doivent être propriétaires, pour être nommés à ces fonctions. Ces actions sont declarées inaliénables pendant toute la duree de leur gestion.

Le directeur n'est que le mandataire de la société; toutes les règles du mandat s'appliquent à sa gestion.

Chaque année, au moins, une assemblée générale doit être convoquée pour entendre le compte de la gestion des administrateurs, pour renouveler partiellement le conseil d'administration et statuer sur toutes les affaires qui peuvent intéresser la compagnie, et qui sont trop importantes pour être décidées sans son approbation.

Les statuts des sociétés anonymes varient jusqu'à l'infini, relativement au droit de suffrage dans les assemblées générales, et à la manière de compter les votes dans ces assemblées.

Il est impossible de tracer des règles générales en cette matière; le devoir du gouvernement est donc seulement de veiller à ce que les deliberations prises par les assemblees générales soient la libre expression du vœu de la majorité des parties intéressées; et à ce que la gestion de la societé ne soit pas remise en un trop petit nombre de mains.

Mais souvent il arrive que les actionnaires convoqués à l'assemblée générale ne se reunissent pas au nombre exigé par les statuts pour valider leurs operations.

La marche de la société pourrait en être entravée, si l'on n'avait la précaution d'inserer dans l'acte de société une clause portant que dans ce cas, une nouvelle assemblee sera convoquee peu de temps après, et que cette nouvelle assemblée ne pourra s'occuper que des objets soumis à la première séance, mais sera valable, quel que soit le nombre des actionnaires présents.

Lorsque tout ou partie des actions d'une societe anonyme sont au porteur, les statuts doivent egalement prescrire que les titres de ces actions seront déposés, quelques jours avant l'assemblée générale, entre les mains du caissier de la societé pour constater le droit des porteurs de ces actions, de participer aux opérations de l'assemblée. Sans cette précaution, ces actions pourraient être transmises le jour même de l'assemblée à des prête-noms, dont le vote pourrait influer sur les deliberations à prendre, et changer la majorité.

§ 5. Modification des statuts.

Il arrive souvent que, pendant le cours de la durée d'une societé anonyme, on sente la nécessité de modifier ses statuts, d'y combler quelques lacunes, ou de pourvoir à quelques difficultés nouvelles.

La plupart des actes de société anciennement approuves n'avaient pas prévu ce cas, et lorsque, plus tard, il s'est présenté, ces sociétes n'ont pu obtenir l'approbation du gouvernement, pour les changements qu'elles voulaient operer dans leurs statuts, qu'en justifiant du consentement de tous les actionnaires. En effet, on ne pouvait, sans leur assentiment, modifier un contrat sous l'empire duquel ils étaient entrés dans la société.

Pour eviter un pareil inconvénient, il est essentiel de conférer à l'assemblée generale le droit de faire aux statuts, sous l'approbation du gouvernment, tel changement qui serait reconnu nécessaire.

§ 6. Comptes à rendre par la société.

Toute société anonyme est, aux termes mêmes de l'ordonnance royale qui l'autorise, tenue de remettre, tous les six mois, un extrait de son état de situation au prefet du departement dans lequel elle est établie, au greffe du tribunal de commerce et à la chambre du commerce de la ville où est situé son domicile, et d'en envoyer un au ministre du commerce. En outre, si le capital de la societé est en tout ou partie divisé en actions au porteur, elle est tenue de le faire imprimer.

Chapitre II.

Des sociétés anonymes d'assurances. — De quelques règles particulières à ces sortes de sociétés.

Les compagnies d'assurances sont à primes ou mutuelles.

On appelle assurances à primes celles par laquelle l'assureur s'engage, vis-à-vis de l'assuré, moyennant le paiement annuel d'une somme fixe et determinee d'après la valeur de l'objet assuré,

de le rembourser intégralement de la perte qu'il éprouvera en cas de sinistre.

On appelle assurance mutuelle, celle par laquelle des propriétaires d'une même espèce de choses, exposées à des chances à peu près égales, mettent en commun leurs risques, et s'associent non pour bénéficier, mais pour répartir entre eux les pertes accidentelles que pourraient éprouver leurs propriétés.

Dans l'assurance à primes, le montant de l'assurance doit toujours être payé intégralement à l'assuré, à moins de faillite de l'assureur; dans l'assurance mutuelle, le contrat limite toujours le risque que doivent courir les assureurs vis-à-vis des assurés, et si le maximun de la cotisation que doivent payer annuellement tous les associés ne suffit pas pour couvrir tous les sinistres de l'année, il se fait une répartition, au marc le franc, entre ceux qui les ont éprouvés.

Dans une compagnie d'assurance mutuelle, il faut que les chances à courir pour tous les associés soient égales, qu'elles soient réparties sur un assez grand nombre de personnes pour que la réparation des sinistres n'exige pas des sociétaires une contribution annuelle trop forte. Enfin que l'association ne soit point exposée à des chances trop grandes de fraude, ou à des pertes trop considerables, que l'esprit de spéculation et l'espoir de gain peuvent seuls faire affronter.

De ces principes, on doit conclure que la formation de compagnies d'assurances mutuelles peut être autorisée :

1° *Contre l'incendie des immeubles*, pourvu que les statuts en exceptent les immeubles exposés plus particulièrement aux dangers du feu, tels que salles de spectacles, bazars, usines à feu, etc., et qu'ils divisent en plusieurs classes séparées : 1° Les immeubles à l'usage d'habitants; 2° les manufactures ; 3° les bâtiments couverts en chaume ou en toute autre matière essentiellement combustible.

2° Contre la grêle, pourvu que le périmètre dans lequel ces sociétés peuvent etendre leurs operations, soit assez considérable pour que les sinistres occasionnes par ce fléau soient repartis sur un grand nombre de sociétaires, et que les départements compris dans ce périmètre soient dans une situation météorologique à peu près semblable.

Les assurances contre les risques maritimes et sur la vie des hommes se refusent par leur nature même à tout système de mutualité.

Les tontines cependant sont de véritables compagnies d'assurance mutuelle sur la vie des hommes, mais d'un genre particulier. (V. **Tontines.**)

Plusieurs fois, on a présenté au gouvernement des projets de compagnies d'assurances mutuelles contre l'incendie des propriétés mobilières; mais jusqu'à présent, aucune n'a pu en obtenir l'autorisation nécessaire.

Ces compagnies, avec leurs assurances si divisées, leurs administrateurs non plus désignés par le choix des actionnaires, mais par l'importance de leurs propriétés assurées, à raison même du peu d'interêt que chacun de ces administrateurs apporte à la bonne direction de l'assurance, et de la contribution si minime exigée de chaque associé pour la réparation d'un sinistre, ne peuvent offrir assez de garanties au gouvernement pour qu'il se détermine à les autoriser.

Elles ne manqueraient pas de multiplier les dangers de fraude et de crime qu'offrent toujours le déplacement si facile des meubles, ou la soustraction si prompte des marchandises; et contre lesquels les compagnies à primes, avec leurs administrateurs fortement intéressés à la prospérité de la société, leurs moyens rapides d'action, leur surveillance continue, et leur désir de réaliser des bénefices, ont bien de la peine à lutter.

Le système des assurances à primes est employé par les assurances contre l'incendie des propriétés mobilières et immobilières, sur la vie des hommes et contre les risques maritimes.

Le gouvernement avait longtemps hésité à autoriser l'établissement de sociétés d'assurances à primes contre la grêle, parce que leur existence ne lui paraissait pas bien assurée, et qu'il était à craindre qu'une année calamiteuse n'absorbât tout leur capital. Cependant, depuis deux ans, une societé de ce genre, bornée au seul département du *Nord*, a été établie avec l'autorisation du gouvernement.

Aucune compagnie d'assurance à primes ne peut en même temps assurer les risques d'un genre différent.

Il serait en effet essentiellement contraire aux principes des sociétés anonymes, que le capital qui forme le gage des assurés pour l'incendie pût être absorbé par le paiement des risques maritimes; et les compagnies qui ont voulu étendre leurs opérations sur plusieurs genres d'assurances ont été obligées de former autant de capitaux séparés et de sociétés distinctes.

SOCIÉTÉS ILLICITES. — V. **Associations.**

SOEURS DE CHARITÉ ET HOSPITALIÈRES. — V. **Hospitalières, Hospices, Culte, Congrégations religieuses.**

SOIES (Condition des). — V. **Marques des fabricants, § 9.**

SOLDE DE L'ARMÉE. — La solde de l'armée est *d'activité* ou de *non activité*.

La première se divise en solde de présence et en solde d'absence : La solde de *présence* diffère suivant que les militaires sont en station sur le pied de paix; en route, sur le pied de guerre; en disponibilité, etc. La *solde d'absence* se modifie suivant qu'ils sont en congé ou en semestre; à l'hôpital; à l'hôpital en état de semestre; en détention; en captivité; en congé illimité, etc. (Régl. 21 nov. 1823, art. 4.)

La règle principale commune à toutes ces parties prenantes est que nul ne peut jouir d'un traitement s'il n'est préalablement inscrit sur les contrôles de l'armée. Cette première condition remplie, le contrôle devient la base inviolable des droits attachés aux différentes positions de présence et d'absence. Là commence l'action de l'intendance militaire; d'abord elle constate la situation des individus; elle délivre ensuite ses mandats de paiement, et à l'expiration de chaque trimestre, elle établit un compte de liquidation appelé *revue de comptabilité*, qui fixe les droits des parties prenantes, et devient par conséquent le régulateur de la dépense faite.

Les officiers, fonctionnaires, employés et sous-employés militaires ont la libre et entière disposition de leur solde, sauf les retenues légales dont elle peut être susceptible.

La solde de la troupe (sous-officiers et soldats) se divise dans son application en deux portions : la première est consacrée aux dépenses de l'ordinaire ; la deuxième, formant le surplus du prêt, est remise aux hommes comme deniers de poche. (O. 21 fév. 1850, art. 1er.)

Le paiement de la solde, soit pour les officiers sans troupes; soit pour les corps de troupes, s'effectue d'après des états nominatifs ou états d'effectif, dressés par mois ou par quinzaine, ainsi qu'il a été dit ci-dessus, et qui établissent les sommes à payer à terme échu à chaque officier, ou par avance à chaque corps. Cette liquidation toute provisoire n'est qu'une évaluation destinée à faire connaître par approximation les besoins afin d'y pourvoir à l'instant.

Ce sont les revues trimestrielles établies sur des documents certains, après la realisation du service, qui déterminent ce qui revient definitivement à chaque corps, pour solde et indemnités assimilés à la solde. Des feuilles nominatives de journées par compagnie, escadron ou batterie, font connaître les mutations survenues, et servent ainsi de base positive aux allocations faites à chaque officier ou soldat. Un décompte de liquidation enfin donne sur ces mêmes revues le rapprochement des sommes allouées avec les paiements effectués, et par suite, les sommes à reporter aux revues suivantes pour moins perçu ou trop perçu.

Ces revues, rédigées d'ailleurs d'après les renseignements recueillis sur tous les points que les corps ont occupés en entier ou par détachement font connaître leur situation d'une manière complète; révisées dans les bureaux de l'intendant divisionnaire, elles trouvent un dernier contrôle au ministère dans les déclarations de paiement faites par les payeurs.

Ces revues sont donc la justification rigoureuse, en même temps que fort simple, de la dépense de la solde.

Un officier qui cesse d'avoir de l'emploi, mais qui conserve son grade, ne peut se pourvoir par la voie contentieuse du conseil d'état contre la décision ministérielle qui lui refuse le traitement dû à son grade, sous prétexte de la cessation de l'emploi. En pareil cas, il n'a droit suivant les réglements qu'à une demi-solde, et dont il ne peut jouir en pays etranger. De même, il n'est pas fondé à se pourvoir contre la décision qui refuse d'en continuer le paiement tant qu'il restera dans ce pays. Ainsi jugé en conseil d'état, le 29 décembre 1819.

Retenue de la solde des officiers. Les officiers sans troupes, et les corps de troupes et les employés militaires subissent, sur leur solde et supplément de solde, une retenue de 2 p. °/₀ au profit de l'état. Elle s'exerce sur le montant intégral de la solde déterminée par leur position, indépendamment de toute autre déduction. (O. 19 mars 1823, art. 450, 452.)

Les sommes à retenir sont portées d'une manière distincte sur les états de paiement, et la déduction en est faite sur le montant desdits états, qui ne sont arrêtés et quittancés que pour le net. (O. 19 mars 1823, art. 454.)

S'il existe des oppositions de la part des créanciers, les retenues ne peuvent excéder le cinquième de la solde brute, à moins de décision contraire du ministre de la guerre (art. 445), et les deniers provenant de ces retenues sont distribués aux opposants suivant les formes prescrites par le Code de procédure civile.

Retenue sur la solde des sous-officiers et soldats. Les mêmes principes de retenue s'appliquent également aux sous-officiers.

Quant aux caporaux ou brigadiers et soldats, il leur est interdit de contracter, sous quelque prétexte que ce soit, aucune espèce d'emprunt, dette ou engagement sans l'approbation du commandant de la compagnie ou de l'escadron, qui dans ce cas en est responsable. Hors cette seule exception, le créancier est sans recours sur leur solde. Les

chefs de corps sont chargés de prévenir les habitants et les maîtres d'auberges de ces dispositions. (O. 15 mai 1818, art. 412.)

SOUMISSION. — V. **Adjudication.**

SOURCE. — V. **Eaux**, chap. V, § 5.

SOURCES SALÉES. — V. **Sel.**

SOURDS-MUETS. — V. **Aveugles-nés.**

SOUS-PRÉFETS. — V. **Organisation départementale**, section V.

SOUS-SECRÉTAIRE D'ÉTAT. — V. **Secrétaire d'état.**

SOUS TRAITANT. — Les sous-traitants ont un privilége spécial sur les sommes dues pour fournitures que l'état a reçues d'eux directement, aux termes d'un décret du 12 décembre 1806, ainsi conçu :

Tout sous-traitant, préposé ou agent d'une entreprise soumise aux dispositions du décret du 15 juin 1806, qui se croirait fondé à ne pas remettre les pièces justificatives de ses fournitures à l'entrepreneur principal dans les delais fixés par ce décret, pour n'avoir pas été payé de son service par le traitant, devra les déposer, dans les mêmes délais, entre les mains du commissaire ordonnateur de la division militaire, qui lui donnera en échange un bordereau certifié constatant le nombre et la nature des pièces versées, ainsi que l'époque et la quotité des fournitures dont elles justifient.

Ces bordereaux ont devant les tribunaux la même valeur que les pièces dont la remise aura ete faite, et leur presentation au trésor tient lieu d'opposition tant sur tous les fonds que le gouvernement pourrait redevoir aux entrepreneurs pour leurs fournitures que sur le cautionnement exigé desdits entrepreneurs par les ministres, sauf les droits du gouvernement. Le tresor public reçoit les oppositions des sous-traitants porteurs des bordereaux arrêtés par les ordonnateurs et ils ont un privilége spécial sur les sommes à payer aux entrepreneurs jusqu'à concurrence du montant de ce qui leur est dû pour les fournitures comprises auxdits bordereaux.

Faute de se conformer aux dispositions ci-dessus, les sous-traitants encourent la déchéance.

La cour de cassation, par arrêt du 10 mars 1818, a jugé :

1° Que le privilége accordé par l'article 2 du decret du 12 decembre 1806 aux sous-traitants pour le montant de leurs créances contre les traitants sur les sommes dues à ceux-ci par l'état, n'est pas restreint uniquement aux sommes representatives de fournitures faites par les sous-traitants, mais s'étend généralement sur toutes les sommes dues aux traitants par l'état.

2° Que la restriction opposee au privilége des sous-traitants dans l'article 2 de ce decret, par ces mots, sauf les droits du gouvernement, n'attribue de préférence à l'etat que pour les créances qu'il a de son propre chef et non pour celles qu'il a acquises de tiers ; et qu'à l'égard de ces dernières il ne peut avoir plus de droits que ceux qu'il représente.

Mais ce privilége ne peut être réclamé par les *livranciers* ou fournisseurs qui ont fait des fournitures pour le compte des sous-traitants. (Cass., 1822 : Sirey, 22. 1.140.)

Les contestations qui s'élèvent entre les entrepreneurs du gouvernement et leurs sous-traitants, pour raison des marches passés entre eux, sont de la compétence des tribunaux et non de la juridiction administrative; les conventions privees ne peuvent sous ce point deroger à l'ordre des juridictions. (C. d'ét. 12 avril 1832) (V. **Travaux publics, Fournitures.**)

SPECTACLES. — V. **Théâtres.**

STÈRE. — V. **Poids et mesures.**

SUBSISTANCES.

SECTION I. Taxe du pain.
SECTION II. Des boulangers. — § 1. Dispositions générales. — § 2. Contraventions. — § 3. Boulangers forains.
SECTION III. Bouchers. — § 1. Dispositions générales. — § 2. Abattoirs. — § 3. Abattoirs de Paris. — § 4. Caisse de Poissy.

Nous avons déjà vu (V° **Foires et Marchés**) que l'arrivage et le debit des denrées sur la voie publique, dans les marches, est soumis aux réglements de police municipale, en tout ce qui concerne l'ordre public, la sûreté, et la salubrité; c'est ainsi que l'autorité municipale peut, sous la surveillance de l'autorité supérieure, prendre des arrêtés sur tout ce qui interesse la salubrité des comestibles exposés en vente publique, et confisquer les comestibles corrompus et nuisibles. (L. 16-24 août 1790, tit. XI, art. 3.)

En outre, et quoique la protection accordée à la proprieté, à la libre circulation et à la libre concurrence, soient de la part de l'administration publique le moyen le plus général comme le plus efficace d'assurer les approvisionnements, on a jugé cependant que dans les grandes villes l'exercice des professions qui ont pour objet le debit des aliments de première nécessité devait être

soumis à quelques conditions particulières. Telles sont celles de bouchers et boulangers. Nous traiterons d'abord de la taxe du pain.

Section I. Taxe du pain.

On entend par ces mots, *taxer le prix du pain*, déterminer le plus haut prix auquel il est permis aux boulangers de vendre chaque espèce de pain, et qu'il leur est defendu d'excéder, sous peine de contravention punissable en vertu de jugements du tribunal de police municipale. Cette fixation doit être faite par le maire, d'après le prix du bled constaté par les mercuriales des marchés sur lesquels les boulangers de chaque commune se pourvoient habituellement des grains nécessaires à leur approvisionnement, et elle doit suivre les variations du prix de la denrée. (L. 22 juillet 1791, tit. 1, art. 50.)

Cependant comme le poids du bled est la base la plus certaine d'après laquelle on puisse faire cette évaluation, et que par suite de l'influence atmosphérique, le pesage du grain pourrait n'être pas tres-juste, il a ete décidé que, dans toutes les villes ou communes où l'autorité municipale est dans l'habitude de taxer le prix du pain, le maire ferait procéder tous les ans, en présence des syndics et adjoints de la boulangerie, si elle est constituee en syndicat par un réglement special de l'autorité superieure, ou seulement en présence de trois des principaux boulangers désignés par le maire, au pesage du bled froment de la récolte de l'année, pour en constater le poids d'une manière légale. A cet effet on reunira trois hectolitres de froment dans chaque qualité 1re, 2e et 3e, puis au marché, chez trois vendeurs différents : ces trois hectolitres pour chaque qualité seront pesés ensemble et leur poids sera constaté par un procès-verbal signé de toutes les personnes appelees à l'experience. La même epreuve sera faite à trois marches consécutifs, et de manière à ce qu'il y ait au moins 7 à 8 jours entre chaque épreuve. Au dernier pesage, le résultat des deux precédents sera ajouté à celui-ci, et le tout divisé par neuf, formera le poids d'un hectolitre de froment de l'année legalement constate, pour servir d'éléments, à la taxe du pain jusqu'a pareille époque de l'année suivante (Circ. min. 16 sept. 1819.)

Les reglements sur la taxe du pain sont des actes d'administration et de police qui ne peuvent être attaqués par la voie contentieuse. (C. d'ét., 14 août 1822.)

Il serait cependant hors du pouvoir des maires, même de l'avis du conseil municipal, de faire une convention quelconque avec les boulangers d'une ville, et dont l'effet serait d'astreindre les habitants à supporter une surtaxe dans le prix du pain pendant un certain temps, ou une longue série d'années. C'est ce qui a ete décidé par un arrêt de la cour royale de Montpellier en date du 6 août 1829 dans une affaire où il s'agissait de savoir si de l'avis du conseil municipal, et même avec l'autorisation du prefet, le maire avait pu prendre définitivement l'engagement d'allouer pendant un long espace de temps, sur les frais de fabrication dans le tarif servant de base à la fixation du prix du pain, une somme quelconque pour engager les boulangers à faire moudre leurs grains à une usine particulière. L'effet d'un tel engagement, porte l'arrêt, est subordonne à l'approbation du ministre de l'intérieur.

Section II. Des boulangers. — §. I Dispositions générales.

Les boulangers ne peuvent vendre le pain au-dessus de la taxe légalement faite et publiée, sous les peines de simple police. (L. 5 brum. an IV art. 605.)

Pour exercer la profession de boulanger il faut une permission speciale du maire; être de bonne vie et mœurs, avoir fait un apprentissage et connaître les bons procédés de l'art. Dans le cas du refus d'une permission, le boulanger a le recours de la décision du maire à l'autorité administrative conformement aux lois.

Mais en aucun cas et pour quelque motif que ce soit, le nombre des boulangers ne peut être limité. (O. 1827, art. 1.)

Chaque boulanger doit avoir constamment en réserve, dans son magasin, une quantité de sacs de farine determinée par le reglement suivant sa classe.

Dans plusieurs villes, il doit en outre avoir versé dans le magasin de la halle au bled, à titre de garantie, une quantite de froment et de farine de première qualite determinée par le réglement.

Dans chaque ville, les boulangers ont un syndic et des adjoints nommes en présence du maire par un nombre determiné d'anciens boulangers.

Le syndic et les adjoints sont renouveles tous les ans, ils peuvent être reelus pendant deux ans.

Le maire s'assure que chaque boulanger a son approvisionnement, mais il ne peut lui assigner le quartier dans lequel il devra exercer sa profession.

Le syndic et les adjoints font, en présence du maire, le classement des boulangers: ils règlent le nombre de fournées que chacun doit cuire journellement, suivant les époques de l'année. Un boulanger ne quitte pas sa profession sans en avoir

fait la déclaration au maire six mois auparavant.

Le boulanger qui abandonne sa profession sans autorisation, ou qui est definitivement interdit. perd son dépôt de garantie et son approvisionnement de réserve, lesquels sont vendus à la halle à la diligence du maire, au profit des hospices.

Si le boulanger a fait disparaître son approvisionnement de réserve il est definitivement interdit et il garde la prison jusqu'à ce qu'il l'ait représenté ou qu'il en ait versé la valeur à la caisse des hospices.

Si cependant l'emprisonnement devait excéder cinq jours, la contravention devrait être constatée par un procès-verbal du maire ou du commissaire de police du lieu, et le procès-verbal transmis au tribunal correctionnel.

Si le boulanger quitte sa profession avec autorisation, au contraire, ou s'il meurt en exercice, son approvisionnement lui est rendu ou à sa veuve ou à ses héritiers.

La vente de pain ne peut avoir lieu qu'en boutique et sur les marchés à ce affectés.

Défense, à peine de confiscation, de vendre du pain en quelque lieu que ce soit et d'en former des dépôts. (O. 4 fév. 1816; O. 31 oct. 1827.)

Le boulanger est tenu de peser le pain si l'acheteur le requiert et d'avoir, à cet effet en évidence dans sa boutique, des balances et un assortiment de poids légaux.

Dans les villes où la profession de boulanger est soumise aux règles spéciales dont nous venons de parler, les maires sont tenus de fournir tous les ans, à l'autorité superieure, des états certifiés de la situation des approvisionnements de réserve entretenus par cette classe de commerçants, après un recensement fait dans leurs magasins à l'époque du 1er février. (Instr. min. 25 août 1815.)

§ 2. Contraventions.

Les contraventions des boulangers sont poursuivies et reprimées par le tribunal de police municipale qui peut prononcer l'impression et l'affiche du jugement aux frais du contrevenant, soit qu'ils vendent du pain au-delà du prix fixé par la taxe, soit à fausse mesure, soit d'une qualité differente de celle prescrite par les arrêtés. (V. **Taxe**, *suprà*.) (Cass. 11 vent. an XII.)

Dans chaque département, le préfet peut, sur la proposition du maire et de l'avis du sous-préfet, avec l'autorisation du ministre de l'intérieur, faire les réglements locaux nécessaires sur l'exercice de la profession de boulanger, la nature, la qualité, la marque et le poids du pain en usage dans la ville; sur les boulangers et debitants forains, et les boulangers qui sont dans l'usage d'approvisionner les marchés de la ville.

§ 3. Boulangers forains.

Les boulangers et débitants forains, quoique étrangers à la ville, peuvent concurremment avec les boulangers de la ville vendre et faire vendre du pain sur les marchés et les lieux publics désignés par le maire, en se conformant aux réglements. (O. 4 fev. 1816.)

Mais lorsqu'un réglement de l'autorité municipale d'une ville ne permet aux boulangers forains de vendre du pain que sur le marché et leur defend de le colporter, il y a lieu de condamner celui qui a été trouvé, portant du pain à des pratiques par la ville. (Cass., 11 juin 1850.)

SECTION III. Bouchers. — § 1. Dispositions générales.

La profession de boucher, considérée sous le rapport de la sûreté et de la salubrité publique et sous celui du commerce, entre essentiellement dans les attributions de la surveillance administrative et municipale. Sous le rapport de la sûreté, par les precautions à prendre pour l'abatage des animaux qui peuvent s'échapper et compromettre la vie des citoyens; sous le rapport de la salubrité publique, par l'emploi de toutes les mesures qui peuvent empêcher les exhalaisons vicieuses provenant du sang des animaux et autres débris des abatages. (V. **Abattoirs, Salubrité publique.**)

Sous le rapport du commerce enfin, la profession de boucher exige, de la part du maire, des adjoints, des commissaires de police, une surveillance journalière, quant à la quantité de l'approvisionnement, à l'état parfaitement sain des viandes, et à la justesse des poids et mesures. (V. **Réglements municipaux, Poids et mesures.**)

Les maires, en outre, ont le droit de taxer la viande de boucherie et de poursuivre les bouchers en contravention au réglement de la taxe comme passibles des peines de simple police conformément à la loi des 16-24 août 1790, titre XI, article 3. (L. 19-22 juillet 1791.)

Ils peuvent encore determiner le poids pour lequel ils peuvent seulement dans leur livraison donner des os, de la fressure, etc. Ainsi juge par arrêt de la cour de cassation du... juillet 1856, qui confirme l'arrêté par lequel le maire de Dax (Landes) avait défendu aux bouchers de faire entrer les os pour plus d'un dixième dans le poids de la viande achetée.

Dans les grandes villes les bouchers peuvent être organisés en corporation régulière, ayant un

syndic et des adjoints. (V. Arr. cons. 8 vend. an XI, bull. 220; Or. 28 déc. 1815; 25 sep. 1816; 29 juil. 1818; 10 nov. 1819.)

Mais l'autorité municipale ne peut comprendre dans ses mesures :

1° La concentration du débit de la viande dans des boucheries publiques, et la défense d'en exposer et vendre dans des étaux particuliers ;

2° La limitation du nombre des individus qui exercent la profession de boucher ;

3° L'interdiction de l'entrée des viandes dépécées dans la ville, et par conséquent de toute concurrence du commerce extérieur avec celui de l'intérieur ;

4° La défense d'étaler et de vendre certaines viandes à des époques déterminées dans le cours de l'année;

5° L'obligation imposée aux bouchers et charcutiers des communes voisines d'une ville de venir à l'abattoir public de cette même ville pour y abattre leurs bestiaux et porcs. (Cir. min. 22 déc. 1825.)

Le commerce de la boucherie à Paris est soumis à des règles particulières. (V. Déc. 6 fév. 1811; Or. 22 déc. 1819; 9 oct. 1822; 18 oct. 1829.)

§ 2. Abattoirs.

Jadis les bouchers tuaient les animaux chez eux, et il en résultait insalubrité et danger. Aussi un décret impérial, du 15 octobre 1810, mit-il les tueries au nombre des établissements qui ne pouvaient plus être formés dans l'interieur des villes sans autorisation ; ce décret règle le mode de se pourvoir pour l'obtenir. Quant aux abattoirs publics, ils ne peuvent être établis qu'en vertu d'ordonnances royales rendues sous la forme des réglements d'administration publique, qui confirment en même temps les réglements portés par l'administration locale relativement à ces abattoirs et les tarifs des droits perçus pour l'abatage. (Cir. min. 22 déc. 1825; 22 sep. 1826.)

Pour autoriser l'établissement des abattoirs publics avec suppression des tueries particulières on exige :

1° Une délibération du conseil municipal, contenant des renseignements positifs sur la population de la localité, sur le nombre de bouchers et charcutiers en exercice, sur celui des tueries ou échaudoirs particuliers, sur la quantité de bestiaux de chaque espèce abattus annuellement pour la consommation.

2° Une enquête de *commodo et incommodo*, conformément aux dispositions prescrites par le décret du 15 octobre 1810 et l'ordonnance royale du 18 janvier 1815 et 15 octobre 1817.

L'abatage des bestiaux dans les établissements publics ainsi autorisé peut être obligatoire et entrainer la suppression des tueries et échaudoirs particuliers. (Ib.)

Chaque ordonnance portant autorisation d'abattoir, porte réglement sur les professions de boucher et de charcutier, et soumet l'établissement qu'elle autorise à l'observation des formalités voulues par le décret du 15 octobre 1810 et l'ordonnance du 14 janvier 1815 sur les établissements insalubres.

§ 3. Abattoirs de Paris.

Les vastes et magnifiques établissements qui fournissent journellement à l'alimentation en viandes de la capitale sont une des belles créations de Napoléon.

L'abatage des bestiaux, la fonte des suifs, la cuisson et la préparation des issues sont concentrés sans confusion dans ces établissements dont l'administration intérieure est confiée à un administrateur sous l'autorité du préfet.

Un service d'octroi y est organisé pour la perception du droit sur les suifs, et des agents du préfet de police sont chargés de veiller à l'ordre et à l'execution des réglements pour la propreté, la sûreté, et le maintien de l'ordre dans ces etablissements où s'opèrent de si grands mouvements.

En rappelant que le droit modique payé par les bouchers, par tête d'animal, rapporte plus d'un million chaque année, nous croyons démontrer que toute ville qui fera construire un abattoir par mesure de salubrité et de sûreté, trouvera dans le prélèvement de ce droit une indemnité pour les sommes que l'établissement premier aura coûtées.

§ 4. Caisse de Poissy.

L'institution connue sous le nom de *Caisse de Poissy*, dont l'origine remonte au quatorzième siècle, a été établie pour faciliter et assurer le commerce des bestiaux destinés à l'approvisionnement de la capitale, en payant, marché tenant, aux propriétaires herbagers et forains le prix des bestiaux par eux vendus aux bouchers et que ceux-ci lui remboursent dans les délais déterminés.

Le bénéfice de cette caisse consiste dans une retenue de 5 1/2 p. 0/0.

Cette institution rend d'immenses services au commerce de la production et de la boucherie, garantit l'approvisionnement de la capitale et verse annuellement dans les caisses de la ville au-delà de 1,200,000 francs.

Pendant un temps elle fut attaquée sous le rapport de la légalité du droit auquel les bouchers de

Paris voulaient se soustraire; mais les tribunaux consacrèrent cette légalité du droit de la caisse de Poissy en le déclarant droit d'octroi. En cette qualité elle est conséquemment assujettie au prélèvement de 10 p. 0/0 au profit du trésor.

Il y a recours au prefet contre les décisions du directeur de la caisse de Poissy, sur les contestations entre le caissier et les bouchers, herbagers, forains, employés, et autre agent des marchés et de la caisse. Le caissier lui remet chaque mois des états de situation.

Le directeur de la caisse de Poissy rend ses comptes tous les ans à une commission du conseil municipal, sur les améliorations dont le service de la caisse de Poissy lui paraît susceptible, sur la gestion du caissier et sur les abus existants, soit dans les marches, soit dans la perception du droit sur les bestiaux, soit dans la direction de la caisse s'il en a remarqué. (6 fév. 1811, art 32, 57, 38.)

SUBSISTANCES MILITAIRES.

Le service des vivres militaires se fait par commissions aux agents de l'administration de la guerre ou à des maisons de commerce, et par des marchés de gré à gré à prix ferme.

Le personnel de ce service est régi par l'ordonnance royale du 8 juin 1825, modifiee, quant au nombre des agents et dans quelques-unes de ses dispositions sur les conditions d'âge et d'admission par trois décisions royales des 11 nov. 1829, 27 oct. 1830, et 5 mai 1853. Ce personnel se compose d'agents entretenus faisant partie d'un cadre fixe et permanent, et d'agents auxiliaires qui sont employés en sus de ce cadre lorsque les circonstances l'exigent. Ils sont classés sous la denomination :

1° De directeurs de 1re, 2e et 3e classe;

2° D'agents comptables;

3° De commis de 1re, 2e et 3e classe;

4° D'élèves.

Les directeurs sont placés près des intendants aux armées, ou aux chefs-lieux des divisions militaires; ils sont principalement charges :

1° De la tenue des contrôles du personnel et de la transmission des ordres de destination;

2° De la notification aux comptables ou entrepreneurs de toutes les instructions sur le service;

3° De provoquer des soumissions, de concourir à la passation des marchés et au reglement des abonnements, d'examiner les factures d'achats, et de faire sur ces objets, comme sur ceux d'exécution, les rapports propres à eclairer les intendants militaires et à faciliter la marche de l'administration;

4° D'etablir les bordereaux généraux de fournitures, de réunir, vérifier et centraliser les comptes;

5° Enfin de remplir des missions et de surveiller un grand nombre d'opérations de détail relatives aux achats à la conservation des denrées, à la manutention, etc.

Les agents comptables résident dans les lieux où il existe des magasins; ils sont chargés de la garde, de la manutention et de la conservation des denrées, ainsi que des distributions aux troupes dans les places principales, annexes, et gîtes d'etapes de l'arrondissement de leur magasin; ces agents, qui sont assujettis à fournir un cautionnement, interviennent éventuellement pour l'achat des denrees, lorsque les besoins du service l'exigent.

Les commis et les élèves sont placés soit auprès des directeurs, soit auprès des agents comptables chargés de services importants.

Tous les agents du service des subsistances sont payés sur les revues, suivant le même mode que les officiers d'état-major. (V. **Solde.**)

Dans le cas où le service s'opère par des marches de gré à gré ou à prix ferme, la copie du traité passé avec les fournisseurs établit leur titre d'une manière positive, et la comparaison du prix porté dans les marches avec les livraisons effectuées fournit un moyen de contrôle certain.

Il n'en est pas de même des achats par commission, attendu que les prix alloues sont reglés arbitrairement par le ministre après la realisation du service, sur des données dont l'appreciation ne peut être faite que par l'administration. Ce mode d'exploitation du service des vivres est moins avantageux à cause de cette latitude attribuée au ministre de laisser ainsi sans contrôle une des dépenses publiques les plus considérables.

Dans les gîtes d'etape, les fournitures des vivres sont faites par les boulangers et autres fournisseurs au prix des mercuriales. Le réglement special des vivres exige pour la liquidation qu'on produise ces mercuriales; elles doivent donc être relatées sur les états envoyés au ministère. (V. **Fournitures.**)

SUBVENTIONS. V. **Fabriques.** Dans certains cas, les communes, les departements et même le gouvernement viennent au secours des fabriques. V. **Travaux publics.** § Du concours des communes, des departements et du gouvernement à l'exécution des travaux publics entrepris par des particuliers.

SUBVENTION DE GUERRE. V. **Enregistrement**, chap. IV, section III, § 5, Decime par franc.

SUCCESSIONS. V. **Enregistrement, Mutation, Déshérence.**

SUCCESSION VACANTE. — Il ne faut pas confondre les successions en déshérence et les successions vacantes.

La succession en déshérence est celle qui est acquise à l'état, lorsque le défunt ne laisse ni parents au dégré successible, ni enfants naturels, ni conjoint survivant (C. civ., art. 767, 768), et la succession est reputée vacante, lorsqu'après l'expiration des délais pour faire inventaire (trois mois, suivant l'art. 795) et pour delibérer (40 jours après, id.), il ne se présente personne pour réclamer la succession, qu'il n'y a pas d'héritiers connus, ou que les héritiers connus y ont renoncé. (Article 811.)

C'est à l'administration des domaines qu'il appartient de faire toutes les diligences nécessaires pour se faire envoyer en possession, au nom de l'état, des biens dépendants desdites successions.

Il n'y a d'exception aux règles ci-dessus qu'à l'egard des effets mobiliers apportés dans un hospice par celui qui, après y avoir été traité gratuitement, y décèdé. L'hospice seul recueille lesdits effets, à l'exclusion du domaine et même des héritiers. (C. d'état, 3 nov. 1809. V. **Déshérence.**)

SUCCURSALES. V. **Culte**, chap. II, sect. II, De la circonsc. eccléS.

SUPPRESSION D'ÉTAT. — Le dépositaire des registres de l'état-civil est puni des travaux forcés à temps par l'art. 175, C. pén., s'il est convaincu d'avoir supprimé les preuves de l'état-civil d'une personne.

Il est puni de la réclusion, par l'art. 439 du même Code, si ces registres sont detruits ou soustraits par toute autre personne. (V. **Actes de l'état-civil, Question d'état.**)

SURENCHÈRE. — Quand la mise aux enchères est requise au nom de l'etat, dans les cas prevus par les articles 2185 du Code civil, et 832 du Code de procedure, le trésor est dispensé d'offrir et de donner caution. (L. 21 fev. 1832, bull. sér. 8, tom. VI, p. 81, V. **Adjudication.**)

SURETÉ PUBLIQUE. — C'est principalement parce que la societé doit mettre la vie de l'homme à l'abri de toute atteinte, que la societé existe; et si la societé pouvait avoir un résultat contraire, elle ne pourrait pas exister; de là la nécessité d'assurer par des lois sévères la sûreté de l'etat.

Les crimes contre la sûreté publique se divisent en trois classes savoir :

1° Crimes ou délits contre la sûreté de l'état;

2° contre la charte constitutionnelle;

3° contre la paix publique.

Les crimes ou delits contre la sûreté de l'état sont rangés dans deux catégories, suivant qu'ils compromettent la sûreté interieure ou la sûreté extérieure.

Les crimes contre la sûreté intérieure sont :

L'attentat contre la vie ou la personne du roi; le complot tramé dans ce but. (C. pen., 42.)

L'excitation à la guerre civile, ou le complot tramé de même dans ce but. (C. pen., 47.)

La destruction, au moyen d'une mine, des édifices, magasins, arsenaux ou autres propriétés de l'etat. (C. pen., 95.)

Le commandement de bandes armées, soit pour envahir des domaines, proprietés ou deniers publics, etc., soit pour résister à la force publique.

Il y a crime ou delit contre la sûreté extérieure, lorsqu'un Français porte les armes contre la France. (C. pen., 75) En cas d'intelligences ou de manœuvres pratiquées avec les puissances étrangères ou leurs agents, et avec les ennemis de la France, soit pour les engager à commettre des hostilités, soit pour leur faciliter l'entrée du royaume, ou leur fournir des secours en hommes, argent et vivres. (C. pén., 76, 77.)

En cas de communication, par un fonctionnaire ou agent du gouvernement, des plans de fortifications, arsenaux, ports ou rades dont le dépôt lui est confie à raison de ses fonctions. (L. 28 avr. 1832, art. 41.)

L'art. 28 de la Charte donne à la chambre des pairs le droit de connaître des crimes de haute tralison et des attentats à la sûreté de l'état.

Les crimes ou delits contre la charte constitutionnelle sont ceux relatifs :

1° A l'exercice des drois civiques ;

2° Aux coalitions de fonctionnaires ;

3° Aux empiètements des autorités administrative et judiciaire.

Les crimes ou delits contre la paix publique sont ceux :

Des fonctionnaires dans l'exercice de leurs fonctions ;

Des ministres des cultes dans le même exercice;

La résistance à l'autorité constituée;

Les associations des malfaiteurs;

Les reunions illicites;

La coalition des maîtres contre les ouvriers et des ouvriers contre leurs maîtres. V. **Attentats et complots.**

SURSIS. — C'est le temps pendant lequel il est sursis soit à un paiement, soit à des poursuites et saisies, soit à un jugement.

Il y a lieu par exemple de surseoir à l'exécution des contraintes décernées par l'administration, ou de ses décisions, lorsque cette exécution, si elle était annulée, pourrait causer un préjudice considérable au réclamant.(C. d'ét., 18 oct. 1852; 5 déc. 1829.)

De même le conseil d'état surseoit provisoirement à l'exécution d'arrêtés administratifs dont l'annulation est demandée, si l'exécution doit occasionner des dommages qui seraient irréparables en définitive: dans le cas, par exemple, où un arrêté porte condamnation de détruire ou de démolir une traînée ou digue établie dans le lit d'une rivière navigable; lorsque, de l'avis du directeur général des ponts-et-chaussees, l'intérêt de la navigation n'exige pas la prompte exécution de l'arrêté attaqué. (C. d'ét., 7 août 1816; 17 janv. 1818; 17 janv. 1853.) (V. **Voirie.**)

SURVEILLANCE DE LA HAUTE POLICE. — (V. **Police.**) (C. pén., art. 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50.)

SUSPENSION. — (V. **Fonctionnaires publics.**) Les prefets peuvent la prononcer contre les maires. (L. sur l'organ. mun., art. 5.) (V. **Organisation municipale.**)

Contre les officiers de la garde nationale. (L. du 22 mars, art. 61.) (V. **Garde nationale.**)

SYNDICS. — Certaines compagnies nombreuses, dont chaque membre a des intérêts identiques à surveiller, des besoins égaux à satisfaire, ou des droits uniformes à faire valoir, ont senti la nécessité de choisir dans leur sein des organes chargés de représenter, de gérer la communauté.

On leur a donné le nom de syndics. En même temps qu'ils veillent aux intérêts communs, ils contrôlent et corrigent les actions et les fautes des membres de la communauté, ou du moins ils les font blâmer ou réprimander dans les assemblées publiques. Les syndics sont donc à la fois les agents et les censeurs de la communauté.

On peut distinguer les syndicats en syndicats généraux et syndicats particuliers.

Les premiers ne sont autres que les conseils généraux d'agriculture, du commerce et des manufactures établis près du gouvernement, et les chambres locales de commerce et des manufactures. Les membres qui les composent sont de véritables syndics délégués par l'industrie ou le commerce pour éclairer le gouvernement, donner leur avis sur les améliorations proposées, et en présenter eux-mêmes.

Enfin, certaines professions ont été réunies sous des chambres ou conseils de discipline, ou sous des syndics, par des dispositions législatives ou des actes du gouvernement.

D'autres en divers lieux ont été soumises au régime syndical par l'autorité municipale, dans des motifs d'ordre public. Ce sont alors des syndicats particuliers.

Parmi les professions syndiquées qui comprennent certains officiers publics nous citerons les suivantes qui ont des conseils de discipline ou des syndics :

1° Les avocats (L. 22 vent. an XII, art. 29 ; O. 20 nov. 1822);

2° Les notaires (L. 25 vent. an XI);

3° Les avoués (L. du 27 vent. an VIII, art. 75 à 95);

4° Les commissaires priseurs (L. 27 vent. an IX, art. 10);

5° Les agents de change (Arr. 29 germ. an IX, art. 15);

6° Les huissiers (L. 27 vent. an VIII, art. 96 et 97).

D'autres professions privées, telles que celles de boulangers, bouchers, etc., sont aussi syndiquées.

SYNDICATS. — Le gouvernement établit des syndicats pour les intérêts des desséchements de marais qui ont été concédés. (V. **Marais.**)

Dans les procès qui intéressent une section de commune contre la commune, le sous-préfet nomme parmi les notables des syndics chargés de représenter les intérêts de cette section. (V. **Communes**, chap. Des procès communaux.)

SYNODE. — V. **Culte**, chap. III. Eglises réformées.

T.

TABAC.

1. Exposé. — § 2. Priviléges de l'état. — § 3. Culture pour l'approvisionnement des manufactures royales.— § 4. Culture pour l'exportation. —§ 5. Surveillance et répression. — 6. Contentieux. Pénalité. — § 7. Administration.

§ 1. Exposé.

La feuille de tabac fut apportée de Portugal en France, en 1560, par Jean Nicot, ambassadeur français auprès de cette puissance. La mode s'en empara avec une sorte de fureur. Cependant ce fut seulement en 1629 qu'on pensa à établir un impôt sur ce genre de consommation. Différentes compagnies obtinrent le privilége de l'exploiter, et il fut cédé entr'autres à la compagnie d'Occident, moyennant 4,020,000 fr. par an, et plus tard à la compagnie des Indes et de la Chine. Tantôt aboli sous l'empire du système de Law, tantôt renouvelé, et affermé à différentes compagnies, ce privilége eut le sort de tous les autres lors de la révolution de 1789; aussi en 1791, l'assemblée nationale, en proclamant toutes les libertés, émancipa l'agriculture, l'industrie et le commerce, conséquemment elle permit à tous de cultiver, fabriquer et débiter du tabac. Enfin pour protéger les intérêts nouveaux, l'importation des tabacs étrangers fabriqués continua à être prohibée, et les tabacs en feuilles ne durent être importés que par certains bureaux et moyennant un droit assez elevé.

Mais on se repentit bientôt d'un désintéressement qui privait l'état d'un revenu d'autant meilleur qu'il frappait une consommation moins indispensable. La loi du 22 brumaire an VII greva donc la fabrication d'un impôt qui ne produisit d'abord que 1,500,000 fr. L'importation donnait à peine 5 millions.

Ces sommes étaient loin des espérances qu'on avait conçues. Intervinrent alors, 1° la loi du 5 ventose an XII, qui chargea la régie des droits réunis, de la perception et de la surveillance de l'impôt. Les produits s'élevèrent à 10 millions. 2° Le décret du 22 mars 1805, qui soumit la circulation des tabacs indigènes à des droits; 3° la loi du 24 juin 1806, qui forma un système nouveau, perfectionné par le décret du 16 juin 1808, Les cultivateurs furent astreints alors à déclarer leurs plantations, à souffrir l'inventaire de leurs récoltes, et à justifier enfin de l'emploi des quantités qu'ils ne pouvaient plus représenter. On reconnut en effet que la pleine et entière culture du tabac était incompatible avec une taxe, et qu'il fallait renoncer à l'impôt ou attribuer à l'état la faculté exclusive de le fabriquer et de le vendre.

Le décret du 29 décembre 1810 constitua le privilége, organisé bientôt après dans ses détails par celui du 12 janvier 1811. Enfin la loi des finances du 28 avril 1816 fixa toutes les incertitudes, et sauf quelques modifications quant à la durée, elle forme aujourd'hui la base des réglements en cette matière.

Le privilege exclusif attribué à l'état, de la fabrication et de la vente des tabacs, est jugé aujourd'hui, avons-nous dit, comme étant l'unique moyen de concilier la culture indigène avec un impôt sur cette matière, et d'obtenir de cet impôt un revenu d'une certaine importance. Il est de 49 millions.

Malgré les attaques violentes dont le monopole du tabac a été l'objet dans les chambres à chaque renouvellement du privilége, cependant la majo-

rité a toujours été forcée de reconnaître la nécessité de son existence. Car on a demontré que l'espoir d'un produit egal sous un régime de taxes quelconques est une illusion; qu'avec la liberté de culture et de fabrication on n'arriverait pas au tiers de ce produit, et qu'avant de songer à un tel degrèvement sur une matière si éminemment imposable, il y aurait beaucoup d'autres charges à alléger.

L'exercice du privilége exclusif, avons-nous dit, a été singulièrement facilité par la loi du 28 avril 1816 qui en a posé les règles d'une manière claire et positive.

Dernièrement enfin la loi du 12 fév. 1835, en prorogeant la durée du monopole, a consacré de nouveau, sauf quelques modifications, les principes emis et les réglements consacrés par la loi de 1816. Aux termes de cette loi, art. 1er, le titre V de la loi du 28 avril 1816, qui attribue exclusivement à l'état la fabrication et la vente du tabac dans toute l'etendue du royaume et dont l'effet avait eté continue par la loi du 19 avril 1829 jusqu'au 1er avril 1837, est de nouveau prorogé jusqu'au 1er janvier 1842.

Mais pendant la discussion de la loi, la critique du monopole s'étant renouvelée avec une grande vivacité, la chambre des deputés a cru devoir nommer une commission d'enquête, chargée d'examiner l'utilite du privilége.

§ 2. Privilége de l'état.

L'achat, la fabrication et la vente des tabacs ont lieu par la regie des contributions indirectes dans toute l'étendue du royaume, et la régie seule a le droit d'acheter des tabacs étrangers. Leur entrée est prohibee.

Le prix des tabacs que la régie vend aux consommateurs ne peut exceder la fixation etablie par la loi, néanmoins des ordonnances royales peuvent la réduire. (L. du 28 avril 1816, art. 172, 175.)

Par cela seul que la fabrication et la vente du tabac sont erigées en monopole, on devine que la régie a dû faire et la loi sanctionner des reglements quant à la culture, à la circulation et à la vente de ce produit. Ainsi il est des cas ou ces feuilles de tabac ne peuvent même circuler sans un acquit-à-caution; d'autres dispositions déclarent que nul ne peut avoir en sa possession des tabacs en feuilles s'il n'est cultivateur duement autorisé, à peine de confiscation et d'amende, et elles punissent comme fabricants frauduleux, les particuliers chez lesquels il est trouve des ustensiles, machines ou mécaniques propres à la fabrication ou à la pulvérisation, et en même temps des tabacs en feuilles ou en préparation, quelle qu'en soit la quantité, ou plus de 10 kilogrammes de tabac fabriqué, non revêtu des marques de la régie. Les tabacs et ustensiles, machines ou mécaniques sont saisis et confisqués, et les contrevenants condamnés en outre à une amende de 1,000 à 3,000 fr. (L. du 28 avr. 1816, art. 217 et 218.)

En cas de recidive l'amende est double (art. 221).

Le colportage, les circulations illégales, et généralement les fraudes sur le tabac peuvent être constatees par les préposés de la régie, des douanes ou des octrois, les gendarmes, gardes-champêtres, et généralement par tout employé assermenté.

Le colporteur ou fraudeur de tabac est immédiatement arrêté et conduit devant un officier de police judiciaire, lequel statue de suite sur son emprisonnement ou sa mise en liberte, à moins que le prevenu n'offre bonne et valable caution, ou qu'il ne consigne lui même le montant de ladite amende.

La contrebande de tabac avec attroupement et à main armée est poursuivie et punie comme en matière de douanes.

Les preposes de l'administration ou autres employés assermentés qui arrêtent, ou concourent à arrêter des fraudeurs de tabacs, reçoivent une prime de 15 fr. Cette prime n'est acquittée cependant qu'autant que les contrevenants ont été constitues prisonniers ou qu'ils ont fourni caution.

C'est en vertu de ces dispositions qu'une ordonnance royale du 15 février 1835 porte que dans les 15 jours de sa promulgation, les fabricants, marchands ou detenteurs de tabac factice ou de toute autre matière préparée pour être vendue comme tabac, seront admis à faire, au plus prochain bureau de la régie des contributions indirectes, la declaration des quantites qu'ils possèdent chez eux ou ailleurs, ainsi que celles des instruments ou ustensiles ayant servi à la fabrication, pour lesdites matières être detruites, et les instruments et ustensiles mis hors de service.

Ces opérations, ajoute l'ordonnance, seront faites en presence des employés de la régie qui en dresseront procès-verbal. (V. Bul. no 55e, p. 47.)

§ 3. Culture pour l'approvisionnement des manufactures royales.

La culture du tabac n'est autorisée que dans certains departements désignes par la loi au nombre de huit : ce sont les departements du Bas-Rhin, des Bouches-du-Rhône, d'Ille-et-Vilaine, du Var, du Nord, du Pas-de-Calais, du Lot et du Lot-et-Garonne.

Aussi nul ne peut se livrer à la culture du tabac sans en avoir fait préalablement la déclaration, et sans en avoir obtenu la permission. Il faut remarquer que cette autorisation est personnelle et ne peut être transmise à un tiers. (Cass. du 1er juill. 1830.)

Aux termes de l'art. 2 de la loi du 12 février 1835, les permissions de culture doivent être données dans chaque arrondissement par une commission de cinq membres, composée du préfet ou d'un de ses delégues président, du directeur des contributions indirectes, d'un agent supérieur du service de culture, d'un membre du conseil général, et d'un membre du conseil d'arrondissement, résidant dans l'arrondissement et non planteur. Ces membres sont designés par leurs conseils respectifs, et à defaut, par le prefet du département.

Il n'est pas admis de déclaration pour moins de 20 ares en une seule pièce.

Les cultivateurs ont la faculté de destiner leurs récoltes soit à l'approvisionnement des manufactures royales, soit à l'exportation, en se conformant aux dispositions prescrites dans l'un et l'autre cas; en effet le ministre des finances répartit annuellement le nombre d'hectares à cultiver, ainsi que les quantités demandées aux departements où la culture est autorisée, de manière à assurer au plus les quatre cinquièmes des approvisionnements des manufactures royales en tabacs indigènes.

C'est alors, d'après cette répartition, que le préfet, après avoir pris l'avis du conseil dont il a été parlé ci-dessus, décide si la fourniture demandée par les manufactures royales se fera par voie d'adjudication ou soumission, ou par traité avec les planteurs.

Dans le cas où on a recours aux adjudications, le cahier des charges est dressé, et après son approbation par le directeur des contributions indirectes du département; les planteurs de tabac reconnus solvables par le préfet ou le directeur, sont seuls admis à concourir aux adjudications, soumissions ou traités. (L. de 1816, art. 187, 188, 190, 191, etc.)

Des dispositions de la loi de 1835, art. 5, il résulte que le ministre des finances, au lieu d'être obligé d'employer, dans ses approvisionnements, les cinq dixièmes en tabacs indigènes, n'est limité aujourd'hui que pour un maximum de quatre cinquièmes, restant maître de réduire, autant qu'il le croira utile, la quotité des tabacs indigènes à faire entrer dans ses approvisionnements.

Les prix du tabac sont fixés chaque année par le ministre des finances pour les diverses qualités des tabacs de la récolte suivante, par chaque arrondissement où la culture est autorisée; et l'avis en est donné par voie d'affiche et de publications. (L. de 1835, art. 4.)

Quand la régie a déterminé la quantité de tabacs dont elle avait besoin, et qu'elle l'a reçue des planteurs, elle veille ensuite à ce qu'il ne soit conservé aucune provision. Bien plus même, elle force les planteurs à détruire et arracher, immediatement après la récolte, les tiges et souches de leurs plantations. Sur leur refus elles sont détruites à leurs frais par les ordres de l'administration.

Et sur ce point la fraude est difficile, car le planteur ayant été obligé de déclarer à l'avance la quantité de terrain qu'il consacrait à la culture, il en résulte que la regie peut évaluer d'avance, d'après des calculs presque certains, la quantité de tabac que chaque planteur doit lui remettre: aussi dans le cas où des accidents quelconques et l'intempérie des saisons auraient diminue le produit de la récolte, le planteur est-il astreint de le faire constater par des preposés. Alors il lui en est tenu compte sur ce qu'il devait représenter. (L. de 1816, art. 196 et 197.)

Il y a exception aux dispositions ci-dessus pour le particulier qui cultive dans son jardin et enclos comme curieux, amateur, botaniste, herboriste, jusqu'à 20 pieds de tabac. Il n'a donc besoin ni de déclaration, ni de permission. (D. du 28 août 1808, art. 1er.)

§ 4. Culture pour l'exportation.

La culture du tabac pour l'exportation n'est autorisée que dans les départements susdits, et n'est permise qu'aux proprietaires et fermiers qui sont reconnus solvables par le préfet et le directeur des contributions indirectes du département, ou s'ils fournissent caution pour sûreté de l'exportation de leur tabac.

Les dispositions rapportées dans le paragraphe précédent leur sont d'ailleurs applicables en tous points; en outre, ils doivent se soumettre à une surveillance rigoureuse, qui compare le produit de leur récolte avec la quantité soumise à l'exportation, et détermine le délai dans lequel il doit être enlevé. S'il se prolonge, les cultivateurs n'ont plus le droit de garder le tabac chez eux, ils doivent alors le déposer dans les entrepôts de la régie jusqu'au moment de l'exportation.

§ 5. Surveillance et répression.

Lorsque les agents des contributions indirectes ont arrêté un colporteur ou un fraudeur de tabacs,

ils sont tenus de le conduire de suite devant un officier de police judiciaire, ou de le remettre à la force armée qui le conduit devant le juge compétent, lequel statue de suite par une décision motivée sur son emprisonnement ou sa mise en liberté. Néanmoins si le prisonnier offre bonne et suffisante caution de se présenter en justice et d'acquitter l'amende encourue, ou s'il consigne lui-même le montant de ladite amende, il est mis en liberté, s'il n'existe contre lui aucune autre charge. (L. 1816, art. 224.)

Tout individu condamné pour fait de contrebande de tabac, est détenu jusqu'à ce qu'il ait acquitté le montant des condamnations prononcées contre lui; cependant, le temps de la détention ne peut excéder six mois, sauf le cas de récidive, et le terme peut être d'un an. (Art. 225.)

La contrebande, avec attroupement et à main armée, est poursuivie comme en matière de douanes. (Art. 226.) (V. **Contrebande.**)

Les préposés aux entrepôts et à la vente des tabacs, convaincus d'avoir falsifié des tabacs des manufactures royales, par l'addition ou le mélange de matières hétérogènes, sont destitués sans prejudice des peines portées par l'art. 178 du Code pénal. (Art. 227.)

En cas de soupçons de fraude à l'égard des particuliers non sujets à l'exercice, les employés peuvent faire des visites dans l'intérieur de leurs habitations, en se faisant assister du juge de paix, du maire, de son adjoint, ou du commissaire de police, lesquels sont tenus de déférer à leur réquisition transcrite en tête du procès-verbal. Ces visites ne peuvent avoir lieu que d'après l'ordre d'un employé supérieur, du grade de contrôleur, au moins, qui rend compte des motifs au directeur du département.

Les marchandises transportées en fraude, qui, au moment d'être saisies, sont introduites dans une habitation pour les soustraire aux employés, peuvent y être suivies par eux, sans qu'ils soient tenus, dans ce cas, d'observer les formalités ci-dessus prescrites. (Art. 237.)

Un kilogramme de tabac suffit pour composer une prevision; en conséquence, si ce tabac est de fabrique étrangère, celui au domicile duquel il est trouvé est passible des peines portées par la loi. (Art. 215 à 218; L. du 7 *juin* 1820, art. 1er; Cass., du 1er oct., 14 nov. 1835.)

§ 6. Contentieux et pénalité.

En cas de contestations sur le mesurage des terres plantées en tabac, ou sur le nombre des pieds excédant, la vérification en est ordonnée d'office par le préfet, et les frais en restent à la charge de celle des parties dont l'estimation a présenté la différence la plus forte, comparativement avec la contenance réelle.

Les cultivateurs sont recevables pendant un mois à porter devant le conseil de préfecture leurs réclamations contre le résultat de leur décompté.

Le conseil de préfecture doit prononcer dans les deux mois. (Loi 1816, articles 194, 201, 214.)

Les tabacs p'antés en contravention sont détruits aux frais des cultivateurs sur l'ordre que le sous-préfet en donne, à la réquisition du directeur de la régie de l'arrondissement. Les contrevenants sont en outre condamnés à une amende de 50 fr. par cent pieds de tabac si la plantation est faite sur un terrain ouvert, et de 150 fr. si le terrain est clos de murs.

L'amende est de 25 francs par cent pieds si la quantité de terre déclarée par le planteur excède d'un cinquième sa déclaration. Dans l'un et l'autre cas les cultivateurs sont privés du droit de planter à l'avenir. (Loi 1816, articles 181, 193, 195.)

Il n'est pas nécessaire que la centaine de pieds soit complète pour qu'il y ait lieu à amende. L'amende s'applique à raison de 50 centimes ou de 1 franc 50 centimes par pied de tabac. (Cass. du 12 janv. 1822, et 6 déc. 1834. Journ. du Pal. t. 5, 1835, p. 86.)

Les affaires contentieuses et litigieuses relatives à l'exploitation du monopole des tabacs sont examinées et jugées par un conseil d'administration, dont les membres sont désignés par le ministre des finances, et choisis parmi les directeurs des differents services de ce ministère. (O. du 5 janv. 1831. Bull. nº 57, p. 10.

§ 7. Administration.

Tout ce qui est relatif à la culture, à l'approvisionnement et à la vente du tabac, forme une administration dirigée par un directeur nommé par le roi, assisté d'un sous-directeur nommé par le ministre des finances.

La vente des tabacs dans les entrepôts et dans les bureaux de débit, et la surveillance qu'elle exige, ainsi que le personnel des entreposants et des débitants sont dans les attributions de l'administration des contributions indirectes. Toutefois les agents attaches à la fabrication ont la faculté d'y vérifier la qualité des tabacs et de s'assurer qu'on y prend les soins nécessaires à leur conservation. (O. du 5 janv. 1831, art. 1 et 2.)

TARIF. — C'est un tableau contenant une taxe quelconque.

Ainsi chaque droit a son tarif particulier. Il y a un tarif pour chacun des droits de douanes, d'enregistrement, de timbre, des hacs; sur les salaires des officiers publics ministériels, sur les indemnités des témoins, etc. (V. ces différents mots.)

TAXES. — Le pain et la viande sont les seuls objets dont le prix puisse être assujetti à une taxe. Il n'est permis en aucun cas de taxer le vin, le blé et autres grains ou denrées à peine de destitution contre les officiers de police qui auraient établi cette taxe. (L. 22 juill. 1791, art. 30.) (V. **Subsistances.**)

TÉLÉGRAPHES.

§ 1. Administration des télégraphes. — § 2. Du monopole des télégraphes.

§ 1. Administration des télégraphes [1].

L'invention de la télégraphie remonte à une époque peu reculée. Ce n'est pas que l'usage de signaux de convention comme moyens de communication ne soit connu depuis longtemps. Dès les premières pages de l'histoire on les voit suppléer la parole lorsque les distances ne permettent pas à la voix humaine de se faire entendre. Ainsi des feux allumés sur le rivage dénonçaient au navigateur des écueils à éviter. Mais un problème difficile restait à résoudre, il fallait trouver dans un certain nombre de signes déterminés la possibilité de reproduire toutes les émanations de la pensée humaine, toutes les nuances du langage; il fallait encore attribuer à ces signaux une signification assez large, assez complexe pour ne pas nuire par la multiplicité des mouvements à la rapidité que l'on cherchait à obtenir.

Ce fut M. Chappe, neveu du célèbre abbé de ce nom, qui le premier présenta à la convention nationale, le 22 mars 1792, les moyens d'arriver à ce résultat. L'examen de son invention fut renvoyé au comité de l'instruction publique. Après plusieurs expériences qui furent reconnues décisives, M. Chappe reçut le titre d'ingénieur télégraphique aux appointements de lieutenant du génie. Le comité de salut public fut chargé de déterminer quelles étaient les lignes de correspondance à préférer dans la position où se trouvait alors la république française. (D. du 27 juill. 1793.)

[1] Cet article est de M. Vergé, avocat à la Cour royale de Paris.

En effet différentes lignes furent successivement organisées, d'abord en France, puis prolongées dans les pays étrangers soumis à la France. La Hollande, la Belgique, l'Italie, l'Allemagne reçurent cette importation, mais sans pouvoir en conserver les avantages pour le cas probable et depuis réalisé d'une séparation; le secret du vocabulaire n'était confié qu'à des employés français.

La rapidité des communications télégraphiques devait convenir au génie de Bonaparte; elle secondait l'exécution de ses projets et leur laissait l'empreinte de son énergique volonté. Il suffirait de consulter les archives du ministère de la guerre pour voir combien étaient fréquentes les circonstances dans lesquelles il avait recours au télégraphe. Plus d'une fois nos armées disséminées sur les points extrêmes de la France ou même en pays étranger ont exécuté des opérations stratégiques quelques heures après que l'empereur les avait arrêtées au milieu de sa capitale. On rapporte un fait qui pourra servir d'exemple de cette merveilleuse rapidité dont nous parlons. Au commencement d'une séance du conseil d'état un renseignement avait été demandé par la voie télégraphique au gouverneur de Venise. Avant la fin de la même séance la réponse était arrivée. Les Alpes deux fois franchies en quelques instants!

Les guerres de France furent désastreuses pour le matériel de la télégraphie, plusieurs lignes furent coupées et incendiées; leur prompt rétablissement n'eut lieu que grâce à l'activité et au dévouement des inspecteurs qui relevaient au milieu des armées étrangères, les postes détruits par le vandalisme des Cosaques.

Louis XVIII qui devait au télégraphe l'avantage de ne pas avoir été surpris par les légions impériales après le débarquement de Cannes, voulut avoir un poste télégraphique sur le château des Tuileries, mais le duc de Blacas s'effraya de l'apparition sur une habitation royale d'une invention d'origine républicaine, et le télégraphe resta confiné dans les anciennes limites.

A ce stérile désir se borna la reconnaissance de Louis XVIII pour l'institution et pour les hommes; sous son règne cette branche de l'administration publique resta stationnaire, et si l'on en excepte la création de la ligne de Paris à Bayonne nécessitée par la guerre d'Espagne et le prolongement de la ligne de Lyon à Toulon, aucune extension nouvelle ne compensa la suppression de lignes établies dans les pays précédemment réunis à la France.

En 1830 l'organisation intérieure de la télégra-

phie fut tout à fait changée ; elle cessa d'être le patrimoine de la famille Chappe, qui en avait conservé la direction ainsi que la nomination aux places.

Une ordonnance du 11 septembrs 1833 portant réglement sur le service de la télégraphie (*Bull.* des lois nº 4962), a déterminé l'organisation intérieure de cette importante administration ; les fonctions et les attributions des différents employés ont été précisées. Une règle certaine remplace désormais l'arbitraire dont on se plaignait avec raison.

Nous donnons en peu de mots le tableau des *lignes maintenant en activité* : de Paris à Brest, de Paris à Calais, de Paris à Strasbourg, de Paris à Toulon, de Paris à Bayonne. Les troubles du midi ont été l'occasion de nouveaux établissements dans cette partie de la France. Montpellier, Nîmes, Avignon, Toulouse ont reçu des directions mais ces créations récentes ne forment pas de nouvelles lignes partant du point central ; elles servent de moyens de ralliement à celles qui existaient déjà. L'Ouest a eu aussi sa part dans cette extension. Nantes et Cherbourg profitent maintenant de cette voie de communication.

Il est probable qu'un système complet de communications télégraphiques sera bientôt établi sur toute la surface de la France, et les reproches adressés au gouvernement par l'industrie particulière n'auront plus d'objet. Déjà sous un autre rapport elles ne sont pas fondées. On accuse le monopole de l'administration d'être un obstacle à toute amelioration. Une compagnie qui avait tenté la concurrence présentait des telégraphes de jour et de nuit ; des projets de télegraphes mobiles destinés en temps de guerre à rallier des corps d'armée ont eté présentés au ministère de la guerre, comme des inventions nouvelles.

Les télégraphes de nuit, les telégraphes mobiles sont connus depuis longtemps, et si leur utilité était telle qu'on le prétend, l'application ne se serait pas fait attendre.

Des expériences ont eu lieu dans différents pays pour arriver à l'établissement de télégraphes, mais elles n'ont pas eu d'heureux résultats.

§ 2. Du monopole des télégraphes.

En 1833 de graves questions se sont élevées sur le droit qui devait appartenir exclusivement au gouvernement, ou simultanement avec lui aux particuliers, d'établir et d'exploiter des lignes telégraphiques. (aff. Ferrier.)

Le gouvernement revendique ce droit comme un monopole; mais d'après la législation, le monopole n'a pas été créé quant aux télégraphes. Il n'y a aucune loi à cet égard. L'industrie est libre et appartient à tous, et c'est sans droit que le gouvernement voudrait créer à son profit un monopole qui n'existe pas dans la loi.

Le gouvernement a cherché par induction à faire ressortir le monopole des telégraphes, des réglements et arrêtés prohibitifs qui sont relatifs au transport des lettres, paquets et dépêches.

Mais un monopole ne se crée pas par analogie; la liberté ne s'enchaine pas par des inductions qui n'ont pas même le mérite d'être spécieuses.

Cette question est traitée dans une consultation de M. Crémieux, approuvée par plusieurs membres du barreau de Paris. (V. *Gaz. des Trib.* 22 juin 1833.)

Plus tard les mêmes jurisconsultes furent consultés sur la question de savoir si le gouvernement pouvait appliquer à l'établissement des lignes télégraphiques la loi d'expropriation pour cause d'utilité publique ; mais il n'était pas difficile de démontrer que si l'art. 10 de la Charte et l'art. 545 du Code civil consacrent le principe de la depossession pour cause d'utilité publique, et disposent d'une manière générale et absolue pour toute espèce de propriété, cependant les lois de 1807, 1810 et 1833, organiques de ce principe ne s'occupent, et quant aux conditions de la dépossession et quant aux formes, que des propriétés immobilières. (V. *Gaz. des Trib.* 5 sep. 1833.)

Malgré l'impuissance légale où se trouve actuellement le gouvernement d'empêcher l'établissement de lignes télégraphiques exploitées par des particuliers, cependant nous ne pouvons nous empêcher de reconnaitre que les nécessités politiques autorisent suffisamment la création du monopole, et qu'il est à désirer qu'une loi spéciale intervienne à ce sujet.

TERRAINS MILITAIRES. — V. **Places de guerre. Expropriation pour cause d'utilité publique.**

TERRITOIRE. — Le territoire européen de la France est divisé en départements, arrondissements communaux, cantons et communes.

Les changements de territoire, d'un département ou d'un arrondissement communal, ne peuvent avoir lieu qu'en vertu d'une loi. (V. **Division territoriale.**)

Les changements d'une commune à l'autre se font en vertu d'une ordonnance royale, après enquête préalable, delibération des conseils municipaux intéressés, et avis des conseils d'arrondissement et de département.

Lorsque deux départements ou deux arrondissements ne sont bornés que par le milieu du lit d'une rivière, les deux autorités de chacun de ces départements et arrondissements doivent concourir à l'administration de la rivière.

Toute question sur la délimitation des territoires est de la compétence de l'autorité administrative.

Quand donc il y a contestation sur les limites entre deux communes de divers départements, les préfets nomment des commissaires qui font leur rapport sur les moyens de faire cesser les difficultés; les procès-verbaux s'envoient avec les observations des préfets, au ministre de l'intérieur, et d'après l'examen du conseil d'état, il intervient une décision qui statue sur les contestations.

En cas de réunion ou de distraction de territoire, de départements, arrondissements ou communes, les formalités à suivre par l'administration, relativement aux rôles des contributions, sont indiquées par la loi du 2 mess. an VII, bull. 292.

Lorsque les contestations portent sur la délimitation même des frontières du royaume, elles se règlent entre gouvernements par des traités et des transactions, à la suite desquelles on fixe le terrain concédé de part et d'autre.

C'est ainsi qu'en 1829 est intervenue, entre la France et la Prusse, une transaction pour régler les limites des deux états. (O. 25 oct. 1829.)

THALWEG.—C'est un mot allemand qui signifie chemin de la vallée, et qui par analogie s'applique en matière de navigation fluviale à la partie la plus profonde du lit d'un fleuve. Cette ligne varie dans certains fleuves par suite de la mobilité des sables.

Les thalwegs des rivières sont considérés comme les limites les plus naturelles des communes, des arrondissements et des départements.

THÉATRES.

SECTION I. Origine des théâtres. Législation.
SECTION II. Des théâtres publics et de société.
SECTION III Établissement et ouverture des théâtres à Paris et dans les départements.
SECTION IV. Droits et priviléges des théâtres autorisés.
SECTION V. Police des théâtres. —§ 1. Surveillance. Pouvoirs de l autorité. — § 2. De la censure.
SECTION VI. Révocation des autorisations. Fermeture des théâtres.
SECTION VII. Droit des pauvres.
SECTION VIII. Des subventions à certains théâtres.

SECT. Ire. — Origine des théâtres. Législation.

Nous ne parlerons des théâtres que dans leurs rapports avec l'administration publique; tout ce qui concerne les théâtres soit dans leurs rapports privés, soit dans leurs rapports avec le public, est soumis à des lois spéciales qui ne peuvent rentrer dans le cadre que nous nous sommes tracé.

Jusqu'en 1500, il n'y eut pas en France de théâtres reguliers et de troupes de comédiens organisées.

A cette époque une compagnie, sous une forme et un titre religieux (*Confrérie de la Passion*), s'empara du privilége d'exploiter le théâtre.

François Ier, Henri II, et Henri III lui accordèrent des lettres d'autorisation; plus tard deux nouvelles troupes vinrent s'établir à Paris sous le titre de comédiens de l'hôtel de Bourgogne, et de la rue Guénégaud, avec l'autorisation du roi Louis XIII.

En 1680, Louis XIV réunit les deux troupes qui prirent le nom de comédiens du roi.

D'un autre côte, en 1669 des lettres-patentes avaient autorisé Pierre Perrin à établir une académie de chant qui, cédee à Lully devint l'opéra.

Depuis lors jusqu'en 1791, divers théâtres furent fondes successivement; en 1715 l'opéra-Comique; en 1760 la Gaieté; en 1772 l'Ambigu-Comique; en 1777 les Variétés, etc., mais c'etaient des concessions faites par l'autorité, concessions que d'ailleurs elle leur faisait payer cher, en les rendant tributaires des deux grands théâtres établis.

La loi du 19 janvier 1790 changea la face des choses; la liberté indéfinie des théâtres fut proclamée et ne put résister longtemps aux inconvénients qu'elle fit naître.

Les lois des 9 juillet 1793, 12 flor. an II, 25 pluviose, 8 ventose et 12 germinal an IV, introduisirent d'abord quelques modifications qui aboutirent enfin aux décrets des 8 juin 1806, 19 juillet et 8 août 1807 qui restreignirent dans de justes limites la liberté théâtrale réduisirent les théâtres à un nombre détermine et les placèrent sous la haute surveillance du gouvernement.

Enfin intervint la loi du 9 septembre 1835, qui ne créa pas un droit nouveau pour le pouvoir, mais qui, rendue dans les formes constitutionnelles, donna une nouvelle force aux prescriptions du décret de 1806. (V. art. 21, 22, 25.) Ce dernier article dispose en outre que l'execution des dispositions consacrées par la loi sera assuree par un réglement d'administration publique qui sera converti en loi dans la session de 1837; jusque-là cependant ladite loi de 1835 n'en est pas moins exécutoire.

SECT. II. — Des théâtres publics et de société.

Il ne faut pas confondre le mot *spectacle* avec le mot *théâtre*. Spectacle est le mot générique, théâtre est la spécialité.

Ainsi le titre de *théâtre* n'appartient qu'aux entreprises consacrées au chant, à la déclamation, et à la danse, et qui ont reçu l'autorisation de se former et de porter ce titre, il ne peut être pris par les autres spectacles. (D. 8 juin 1806, article 15.)

Le mot *spectacle* embrasse tous les genres d'établissements de curiosité où le public est admis en payant. (V. **Lieux publics.** Nous y avons rappelé les règles qui les régissent.)

Les théâtres se distinguent en théâtres publics et théâtres dits de societé. Mais cette distinction n'est qu'un mot sans conséquence, puisque sous l'une ou sous l'autre dénomination les règles qui regissent les theâtres sont les mêmes.

En effet l'art. 5 du decret du 29 juillet 1807, défendant d'admettre le public même gratuitement dans aucun théâtre dont l'ouverture n'aurait pas été autorisée, il s'ensuit que les théâtres de société ne peuvent exister sans la permission de l'autorité; et que d'un autre côte étant considérés comme réunion publique, ils sont par cela seul soumis à toutes les mesures de police, de surveillance et de sûreté qui leur seraient prescrites.

Les règles que nous allons succinctement rappeler s'appliquent donc aux uns comme aux autres.

Section III. — Établissement et ouverture des théâtres publics à Paris et dans les départements.

De la combinaison de l'art. 1 de la loi du 19 janvier 1791, de l'art. 1 du decret du 8 juin 1806, et de l'art. 21 de la loi du 9 sept. 1835, il résulte que tout citoyen peut elever un théâtre public:

1° En faisant préalablement sa déclaration à la municipalité des lieux (à Paris, à la préfecture de police);

2° En obtenant l'autorisation du gouvernement.

Ces deux formalités sont obligatoires sans que rien puisse les suppléer. A Paris l'autorisation doit être donnée par le roi sur le rapport du ministre de l'interieur, dans les départements pour les troupes stationnaires, par les préfets; pour les troupes ambulantes, par le ministre de l'intérieur. (D. 1806, art. 1, 7 et 8.)

La declaration à faire pour obtenir l'autorisation nécessaire à l'ouverture d'un théâtre doit indiquer la nature du théâtre projeté, le lieu ou il doit être etabli et les autres circonstances qui touchent les différents intérêts que le pouvoir municipal est chargé de surveiller. Cette mesure a pour objet de donner au ministre chargé de faire le rapport pour les théâtres de Paris, et dans les départements, au préfet qui doit autoriser le moyen d'obtenir tous les renseignements nécessaires sur l'utilité et la convenance du nouveau théâtre. Il faut qu'ils sachent si l'entreprise ne compromet pas la sûreté publique, si elle sera située de manière à ménager la liberté de la circulation, et qu'ils puissent procéder à cet égard comme lorsqu'il s'agit d'elever les établissements industriels dont la création doit être précédée d'une enquête *de commodo et incommodo*. (Vivien et Blanc, lég. des théâtres, 7.)

Outre ces déclarations, toutes dans l'intérêt public, l'entrepreneur qui veut obtenir une autorisation doit justifier des moyens qu'il possède pour assurer l'exécution de ses engagements. Les entrepreneurs de théâtres dans les départements peuvent même être tenus de fournir un cautionnement en immeubles. (D. 1806 et règl. min. 19 août 1814.)

L'administration publique est investie du pouvoir absolu d'accorder ou de refuser l'autorisation: elle ne doit pas même compte des motifs de son refus, refus qui, dans aucun cas, dans aucune circonstance, ne peut être l'objet d'aucun recours, notamment au conseil d'état par voie contentieuse. (Conseil d'état, 31 déc. 1831; 24 mai 1833.)

Si nonobstant l'autorisation, ou sans l'avoir préalablement obtenue, un entrepreneur élevait un théâtre, il se trouverait passible des peines prononcées par le décret du 12 août 1811. (C. Paris, 2 et 3 oct. 1832.)

Ce decret porte que toute contravention, en ce qui touche l'ouverture d'un théâtre sans déclaration ou permission est poursuivie par voie correctionnelle, et punie des peines portées par l'art. 410 du C. pén. (Emprisonnement de deux à six mois et 100 à 6,000 fr. d'amende.)

Nous avons déjà dit que l'autorité administrative avait le droit de désigner l'emplacement où devait être située l'entreprise théâtrale.

A Paris et dans les grandes villes de province, cette désignation est de rigueur, et les entreprises de théâtre ne peuvent se déplacer d'une salle dans une autre sans une autorisation du roi. (D. 29 juill. 1807.)

Quant aux entreprises de théâtres dans les autres départements, il faut distinguer.

Effectivement elles sont divisées en trois classes. Les troupes sédentaires sont placées à poste fixe dans les villes auxquelles elles appartiennent.

Les troupes d'arrondissement parcourent les divers départements qui leur ont été assignés. Les autorités locales doivent être prévenues huit jours à l'avance de l'arrivée de la troupe.

Enfin les troupes ambulantes exploitent :

1° Les théâtres des villes qui ne font partie d'aucun arrondissement;

2° Les théâtres des villes que les troupes d'arrondissement n'auraient pas désignés comme devant être desservis par elles.

Aucune troupe ne peut s'éloigner du ressort qui lui est indiqué. (V. **Lég. des théâtres**, n° 24.)

Le ministre, en autorisant un théâtre, a le droit d'assigner au théâtre un genre dans lequel il est tenu de se renfermer. (D. de 1806, rég. min. 25 avril 1807.)

Cette disposition de la loi ne concerne évidemment que les théâtres de la capitale. Quant aux théâtres des départements ils sont régis par le règl. d'août 1814.

Suivant le nombre des théâtres existant dans la localité, les préfets peuvent autoriser les théâtres à jouer toute espèce de pièces de différents genres du grand et du petit répertoire. (D. 1806.)

Au moment où l'autorisation de jouer tel ou tel genre a été accordée à un théâtre, elle ne peut plus être retirée : mais cette autorisation n'enlève pas à l'autorité le droit d'accorder une permission pareille à un autre théâtre.

Les directeurs des théâtres sont nommés par le ministre de l'intérieur, conformément au règlement ministériel du mois d'août 1814, confirmé par l'ord. du 8 déc. 1824, qui peut aussi les révoquer à son gré.

On a contesté la légalité de ces ordonnances comme ajoutant sans droit aux dispositions du décret de 1806, mais jusqu'à présent elles ont toujours été appliquées. (V. **Lég. des théâtres**, n° 55 et suivants.)

Section IV. Droits et priviléges des théâtres autorisés.

Les droits et priviléges résultant pour certains théâtres de l'autorisation régulière sont de deux sortes, ils concernent :

1° Un droit exclusif à jouer certaines pièces;

2° Un droit à une certaine redevance des théâtres secondaires.

Aux termes de l'article 4 du décret du 8 juin 1806, les répertoires de l'Opéra, de la Comédie-Française et de l'Opéra-Comique, sont arrêtés par le ministre de l'interieur, et nul autre théâtre ne peut représenter à Paris des pièces comprises dans ces répertoires, sans une autorisation des théâtres et sans leur payer une rétribution qui est réglée de gré à gré et avec l'autorisation du ministre.

Le réglement du 25 avril 1807 reproduit cette disposition et donne aux théâtres secondaires la faculté de jouer quelques pièces des répertoires des grands théâtres, mais seulement avec l'autorisation des administrations de ces spectacles et après que la rétribution due aux grands théâtres a été réglée de gré à gré conformément à l'article 4 du décret du 8 juin et autorisée par le ministre de l'intérieur.

Ces dispositions, dont on a contesté la validité, ont reçu une sanction indirecte dans un arrêt de la Cour royale de Paris du 20 août 1834 qui a décidé qu'un entrepreneur de concerts qui reçoit le public moyennant une rétribution n'a pas le droit de faire exécuter des morceaux détachés d'ouvrages lyriques appartenant au répertoire d'un théâtre privilégié sans le consentement des directeurs du théâtre.

Avant 1789 les théâtres du second ordre et tous les petits théâtres étaient assujettis à une redevance envers l'Opéra. En 1791 les théâtres, par suite de la liberté théâtrale, se trouvèrent affranchis de cette rétribution. Mais un décret du 15 août 1811 l'avait rétablie en l'étendant à tous les spectacles et jeux de quelque genre qu'ils fussent. En 1828 les théâtres inferieurs élevèrent des prétentions contre la légalité du décret de 1811 et se refusèrent à payer les redevances; mais un jugement du tribunal de la Seine du 2 mai 1828, confirmé par arrêt de la cour, du 18 août 1828, rejeta cette prétention et maintint la légalité du decret. En 1850 de nouvelles réclamations s'élevèrent, et une ordonnance royale du 24 août 1851 vint abolir définitivement la subvention créée au profit de l'Opéra.

Cette mesure spéciale, pour la subvention payée à l'Opéra, ne s'etend pas aux droits des théâtres de départements à une redevance de la part des spectacles de curiosités.

L'article 21 du réglement de 1814 dispose : que les directeurs des troupes stationnaires dans les lieux où ils sont établis, et les directeurs des troupes ambulantes dans les lieux où ils exercent, sont autorisés à percevoir un cinquième brut des spectacles de curiosités de tout genre et quelle que soit leur dénomination, defalcation faite toutefois du droit des pauvres.

L'article 11 de l'ordonnance du 8 octobre 1824 ajoute que les directeurs de province continueront à jouir de l'indemnité qui leur est allouée sur les spectacles de curiosité de quelque nature qu'ils soient et que toute exception qui aurait pu être accordée à cet égard devra être révoquée.

La légalité de ces ordonnances a également été contestée; mais la jurisprudence a constamment décidé en ce sens : que les décrets, régle-

ments et ordonnances antérieurs à la Charte de 1830, qui ont établi la rétribution à payer par les petits spectacles aux directeurs brévetés, subsistent encore aujourd'hui et doivent être exécutés.

Le directeur d'un théâtre qui ne fait payer aucune entrée en argent peut être passible de la rétribution demandée par le directeur bréveté, lorsque la contribution du spectacle consiste en consommation de vins et liqueurs. (C. Grenoble, 6 juillet 1833; C. cass., 18 déc. 1832. (S. 33. 1. 147.)

Mais la redevance établie par l'article 21 du réglement ministériel du 15 mai 1815 et par l'article 11 de l'ordonnance royale de 1824, n'est pas due par le spectacle établi dans une autre commune que celle exploitée par le directeur privilégié. (C. Rouen, 26 novembre 1834.)

Section V. Police des théâtres. — Surveillance. Pouvoirs de l'autorité. Emploi de la force armée.

La surveillance des théâtres, comme celle de tous les lieux publics est dans les attributions de l'autorité municipale. (LL. 24 août 1790, 19 janv. 1791, 14 août et 1er septembre 1795. Décret 17 frimaire an XII.)

Dans les départements les maires et adjoints, à Paris le préfet de police et les commissaires de police sont chargés de veiller au maintien du bon ordre et à la sûreté des personnes.

Aucun autre fonctionnaire n'a juridiction sur les théâtres : les préfets notamment ne peuvent s'immiscer dans la police ou le gouvernement de ces sortes d'entreprises : représentants du ministre ils ont le droit de veiller à l'exécution des clauses de l'autorisation; mais ils sont sans qualité pour régler les représentations et exercer les attributions de police et de sûreté exclusivement confiées aux fonctionnaires indiqués. (V. **Législation des théâtres, nº 84.**)

Quoique les pouvoirs de l'autorité municipale n'aient été nulle part définis ou limités, on peut signaler les mesures suivantes comme entrant essentiellement dans les limites de leurs attributions :

1º Ils doivent constater et vérifier la solidité de la salle;

2º Veiller à ce que toutes les précautions convenables soient prises contre les incendies (V. Arr. 1er germ. an VII);

3º A ce que les entrées et sorties puissent se faire sans tumulte et sans accidents;

4º Fixer l'heure de l'ouverture et de la clôture des théâtres;

5º Le nombre des billets à distribuer, et s'assurer qu'il est en rapport avec les places;

6º Prendre toutes les mesures pour que l'ordre et les bonnes mœurs soient respectés sur le théâtre et les coulisses.

L'autorité municipale peut prendre toutes les mesures d'intérêt général dans les limites et règles voulues par la loi. (V. **Réglements municipaux.**)

Mais elle n'a pas le droit de s'immiscer dans tout ce qui tient aux intérêts privés, à l'administration intérieure du théâtre, à moins, toutefois, que ces intérêts ne se trouvent mêlés à des intérêts généraux.

Ainsi la fixation du prix des places est bien une mesure d'administration, mais elle tient aussi à l'intérêt du public en ce qu'il ne faut pas qu'un théâtre qui serait le seul, par exemple, puisse imposer un tarif exorbitant, qui deviendrait ou pourrait devenir une occasion de trouble; cette fixation rentre donc dans les limites de l'autorité municipale; il en est de même de la composition des troupes de comédiens si elles ne pouvaient remplir le but qu'elles avaient annoncé; de la composition du répertoire et de sa varieté, du nombre des représentations, etc. L'autorité municipale doit en un mot faire tout ce qui dépend d'elle pour assurer l'ordre et la régularité des représentations.

L'autorité municipale a aussi le droit de faire fermer le théâtre et d'en ordonner la clôture dans les cas suivants seulement :

1º Lorsqu'un théâtre aura négligé un seul jour les précautions ordonnées contre l'incendie;

2º Lorsque la construction de la salle ne présente pas une solidite suffisante;

3º Lorsque des troubles sérieux se manifestent pendant les représentations (Arr. 11 germ. an IV);

4º Dans le cas de faillite du directeur.

Les arrêtés municipaux pour cette matière sont exécutoires, nonobstant le pourvoi des directeurs devant l'autorité supérieure.

Dans cette matière, l'autorité municipale agit par voie d'arrêtés (L. 22 juill. 1791.) (V. **Réglements municipaux.**)

A Paris et dans les départements, un commissaire de police doit toujours assister aux représentations avec son costume. (V. Ord. de pol. 12 fev. 1828.)

Tout individu sommé par lui de sortir est tenu d'obéir immédiatement et de se rendre au bureau de police pour y donner toutes les explications demandées.

Quant aux mesures de police extraordinaires, c'est-à-dire à l'emploi de la force armée, il ne doit être fait que dans des limites extrêmement res-

treintes et en cas seulement d'absolue nécessité.

L'article 7 de la loi du 19 janvier 1791 porte : Il n'y aura au spectacle qu'une garde extérieure dont les troupes de ligne ne seront point chargées, si ce n'est dans le cas où les officiers municipaux leur en feraient la réquisition formelle ; il y aura toujours un ou plusieurs officiers civils, dans l'intérieur des salles, et la garde n'y pénétrera que dans le cas où la sûreté publique serait compromise et sur la réquisition expresse de l'officier civil, lequel se conformera aux lois et réglements de police.

A Paris le corps de la gendarmerie (garde municipale), est chargé du service des spectacles. (A. 12 vend. an XI. Ord. 16 fév. 1816.)

Dans certains cas il peut y avoir nécessité de faire évacuer la salle tout entière.

Cette mesure extrême ne doit être employée qu'à la dernière extrémité et dans le cas où il y aurait véritablement désordre grave et atteinte à la sûreté publique. L'officier civil doit alors agir conformément à la loi du 11 avril 1831 sur les attroupements, c'est-à dire, n'agir qu'après les sommations et dans les circonstances prévues par la loi. (V. **Attroupement**.)

Dans chaque théâtre il doit toujours y avoir une loge réservée pour le commissaire de police ou le fonctionnaire chargé de le remplacer (Ord. 8 nov. 1824.)

Les agents de l'autorité doivent aussi avoir la faculté d'entrer, mais en proportion de ce qui est jugé indispensable au maintien de l'ordre et de la sûreté.

§ 2. De la censure théâtrale.

Une mesure qui rentre essentiellement dans la police des théâtres est la censure à laquelle sont soumises les pièces qui peuvent être représentees.

La censure théâtrale, qui par la force même des choses existait avant 1789, fut abolie par la loi de 1791, qui proclamait la liberté illimitee des théâtres.

Cette liberté étant bientôt devenue licence, les corps municipaux crurent pouvoir empêcher la représentation de certaines pièces susceptibles de troubler l'ordre ; plusieurs pièces furent défendues, mais sur la réclamation des théâtres, la Convention, par deux arrêtés des 10 et 13 janvier 1793, leva cette défense, se fondant sur ce qu'il n'y avait pas de loi qui autorisât les conseils municipaux à censurer les pièces de théâtres.

Après avoir ainsi fait respecter le principe posé en 1791, la Convention se crut obligée de le violer elle même en obligeant les théâtres à jouer certaines pièces qui lui paraissaient propres à maîtriser dans son sens l'opinion publique. Tel fut le but des décrets des 2 et 5 août 1798, et 25 pluviose an IV, dont l'exposé des motifs explique les vues du gouvernement. Elle confiait aux municipalités le soin de veiller à l'exécution de ces dispositions.

La censure dramatique existait déjà indirectement dans toutes ces mesures, seulement elle n'avait pas encore le caractère préventif. Mais elle le reçut bientôt dans une ordonnance du ministre qui ordonnait de soumettre à son approbation toutes les pièces nouvelles, ainsi que le répertoire de chaque trimestre. Enfin elle est consacrée par l'art. 14 du décret du 8 juin 1806, qui porte : qu'aucune pièce ne peut être jouée sans l'autorisation du ministre de la police (plus tard celle du ministre de l'intérieur.) .

C'est sous l'empire de ce décret qu'a vécu la liberté dramatique jusqu'à ce jour. C'est sur ce décret que le pouvoir s'est toujours appuyé pour exercer son droit de censure contre les pièces de théâtre. Les circulaires ministérielles de la restauration, en 1814, 1815, 1822 et 1829 l'admirent comme consacrant un droit incontestable malgré les réclamations nombreuses qui s'elevèrent souvent.

Après 1830, on pouvait croire que le décret de 1806 avait cessé d'être en vigueur; un art. de la nouvelle Charte proscrivant à tout jamais la censure, cela devait-il s'appliquer à la censure dramatique ? Plusieurs *vetos* opposés en 1832 et 1834 à la représentation de certaines pièces ont révélé le contraire et les organes du ministère et le ministère lui-même ont soutenu la légalité de ces interdictions.

Enfin, depuis la promulgation de la loi du 9 septembre 1835, la question n'est plus douteuse. L'art. 21, § 2, exigeant l'autorisation du ministre à Paris et des préfets dans les départements, et le § 5 investissant les tribunaux correctionnels du droit de punir les contraventions audit article d'un emprisonnement de un mois à un an et d'une amende de 1,000 à 5,000 fr.

Conformément à ces dispositions, toutes les pièces nouvelles doivent donc être examinées avant la representation par des employés spéciaux chargés par le ministre de ce travail. Toute pièce doit être revêtue de leur *visa* qui suffit pour qu'elle soit représentée.

Dans le cas où les censeurs refuseraient d'apposer leur visa, il n'y a d'autre recours que devant le ministre, en le priant d'examiner lui-même l'ouvrage, et en appelant à son impartialité.

Du moment où une pièce a été autorisée à Pa-

ris, elle peut être jouée dans les départements sans nouvelle approbation ministérielle.

Section VI. — Révocation des autorisations, Fermeture des théâtres.

Nous avons dit, § ci-dessus, que l'autorité municipale chargée de la surveillance des théâtres avait droit, dans certaines circonstances, d'en ordonner la clôture. Mais c'est là une mesure provisoire qui doit cesser avec les causes qui l'ont fait naître et qui est nécessitée par l'intérêt public.

Une question plus grave est celle de savoir si l'autorité peut revoquer l'autorisation qu'elle a donnée?

Aucune loi ne reconnaît à l'administration le droit de retirer les autorisations; le décret de 1806 est muet à cet égard.

Les troupes ambulantes seulement sont soumises, aux termes du réglement du 25 août 1807, à la révocation des autorisations en cas d'inexécution des conditions qui leur sont prescrites; et la loi du 9 septembre 1835, art. 22, donne à l'autorité le droit de suspendre, pour des motifs d'ordre public, la représentation d'une pièce, et même d'ordonner la clôture des théâtres.

Quant à la question de *revocation définitive*, elle est d'autant plus grave qu'elle intéresse au plus haut degré la liberté de l'industrie.

En effet, une entreprise théâtrale constitue nécessairement une entreprise industrielle sur laquelle viennent se réunir une foule d'intérêts pécuniaires. Des sommes importantes se trouvent tout à coup versées, des engagements considérables sont contractés, la fortune des tiers compromise et subordonnée au succès de l'entreprise, comment pourrait-il donc dependre du caprice ministériel de venir détruire la sécurité que réclame une pareille entreprise?

L'autorisation donnée n'a dû l'être qu'après mûres réflexions, qu'après des investigations nombreuses, des recherches minutieuses sur les inconvénients possibles de la chose: ne doit-on pas voir dans tout cela des éléments de tranquillité et surtout de durée pour un théâtre, nous le croyons.

Disons-le donc hautement, l'autorisation une fois donnée ne nous paraît pas susceptible d'être légalement et équitablement révoquee. C'est aussi l'opinion des auteurs de la législation des théâtres, nos 165 et suivants, qui ont traite la question à fond. Mais, ajoutent-ils: « Nous pensons que » l'autorisation pourrait être modifiee sur la ré- » clamation des tiers qui souffriraient de l'éta- » blissement des théâtres, et qui, n'ayant pas eté » avertis de la demande à fin d'autorisation, for- » mée sans aucune publicité, ne se seraient pas » trouvés à même de s'opposer à ce qu'elle fût ad- » mise.

» En supposant d'ailleurs que l'intérêt public » pût jamais exiger la suppression d'un théâtre, » l'administration ne devrait pas procéder par la » voie de la révocation de l'autorisation; la sup- » pression du théâtre devrait être considérée » comme une expropriation pour cause d'utilité » publique: les formes exigées en pareil cas de- » vraient être employées, et notamment les entre- » preneurs du théâtre auraient droit à une indem- » nité préalable. »

Cependant, jusqu'à présent, la révocation a été prononcée par l'autorité administrative, et dans quelques circonstances, le brevet ou permission a été retiré par le ministre de l'intérieur.

Dans le cas où ce retrait est prononcé, le recours ne peut avoir lieu que devant le ministre lui-même.

Deux ordonnances du 6 septembre 1820, et 12 mai 1824, ont décidé que les mesures relatives à l'ouverture, à la clôture et à la police des théâtres étaient des actes purement administratifs qui ne pouvaient donner lieu à aucun recours par la voie contentieuse.

Section VII. — Droit des pauvres.

Le droit des pauvres sur le produit des spectacles date de 1699. Supprimé en 1789, il fut rétabli par la loi du 7 frimaire an V, qui ordonna la perception d'un décime par franc en sus du prix de chaque billet d'entrée dans les spectacles, et des places louées pour un temps déterminé.

Cette taxe, d'abord temporaire, fut successivement prorogée, et enfin définitivement maintenue par le décret du 9 décembre 1809.

Depuis 1816, elle figure annuellement au budget.

Les representations gratuites et à bénéfice en sont exemptes sur l'augmentation mise au prix du billet. (D. 9 déc. 1809.) Mais les représentations extraordinaires ne profitent pas de ce bénefice. (Cons. d'état, 10 fév. 1817.)

Ce droit pèse non seulement sur les théâtres, mais sur tous les spectacles où l'on paie en entrant. (V. **Lieux publics, Bals, etc.**)

Le droit des pauvres doit être perçu sur le produit réel et effectué. (Ord. 10 fév. 1817, 31 août 1828.)

Les billets d'auteurs sont soumis, comme les billets payants, aux droits des pauvres. (Arr. 5 déc. 1820.) mais non les billets *gratis*; c'est ce qu'a juge le Conseil d'état en décidant que les entreprises théâtrales ne peuvent plus être regardées

que comme des entreprises industrielles dont les produits doivent, relativement aux contributions, être régis par les règles ordinaires : la taxe au profit des pauvres n'est plus, dès lors, qu'une contribution assise et perçue en vertu de la loi annuelle des finances, en sus du prix des billets d'entrée dans les spectacles. Ainsi, elle doit atteindre tous les billets d'entrée non gratuits, nonobstant les combinaisons qui tendraient à en dissimuler le prix, soit par la vente des billets ailleurs qu'au bureau, soit en les faisant servir au paiement des frais. Mais elle ne peut s'etendre aux billets d'entrée qui ne donnent lieu au paiement d'aucun prix ou compensation, soit au bureau, soit ailleurs. (C. d'état, 5 août 1831, 8 juin 1831, 26 déc. 1830.)

Les contestations auxquelles l'impôt des pauvres donne lieu sont soumises à l'autorité administrative.

Elles sont d'abord jugées par les conseils de préfecture. (A. 10 therm. an XI, 8 fruct. an XIII.)

Le Conseil d'etat est seul compétent pour connaitre des recours contre ces décisions. (Régl. 5 niv. an VIII; D. 11 juin 1806.)

Les décisions sont exécutoires par provision et par voie de contrainte. (D. 8 fruct. an XIII.)

L'arrêté du préfet qui rend exécutoires les contraintes décernées par la régie pour le paiement du droit des pauvres ne fait pas obstacle à ce que les entrepreneurs se pourvoient devant le conseil de préfecture, aux termes du décret du 6 fructidor an XIII. (Cons. d'état, 11 nov. 1851.)

Sect. VIII. Subventions accordées à certains théâtres.

La subvention accordée à certains théâtres, tels que l'Opéra, les Français, n'apporte aucune modification importante dans leur administration ou dans leur direction, mais elle présente des questions d'art et de goût, et de hautes questions de politique et de morale qui exercent une puissante influence sur l'esprit des populations. L'expérience le démontre chaque jour; la police des théâtres est impossible sans le secours et la puissance de la loi. La liberté, partout ailleurs si féconde, n'a produit sur la scène que la licence et le scandale, et la décadence du goût a été la conséquence funeste des outrages faits à la raison et à la morale publique. Créé pour nos plaisirs, le théâtre doit être une source salutaire où tous les arts se produisent et viennent puiser tour à tour. C'est le concours du talent dans toute son élévation.

La subvention puisée dans les finances de l'état, distribuée avec discernement, doit ausssi être contrôlée avec sévérité, car s'il est des sacrifices qui peuvent élever la nation, on ne doit pas oublier non plus que le peuple a aussi d'autres besoins, et qu'il ne faut jamais accorder au luxe ce que réclame la nécessité.

D'un autre côté, et c'est ce que la loi et l'administration ont parfaitement compris, la subvention théâtrale ne doit s'appliquer qu'à certains théâtres qui, par leur nature, les intérêts qu'ils représentent, et les résultats qu'ils peuvent produire sont véritablement dignes de cette faveur.

Ainsi, possesseurs des chefs d'œuvre qui ont illustré la scène française, consacrés par état à l'étude des plus belles productions de l'esprit humain, et juges éclairés des progrès de l'art, gardiens fidèles de bonnes traditions, les comédiens du *Théâtre Français* furent dans d'autres temps l'une des gloires de la France. Depuis la fondation de ce théâtre sous Louis XIV, ses destinées avaient été propices, Napoléon le combla de bienfaits. Éclairé par l'expérience qui, en multipliant les théâtres, n'avait produit que la décadence de l'art, il en restreignit le nombre, suivant les besoins du public et par ses décrets de 1806 et 1807, il organisa le Théâtre Français, objet de sa sollicitude et de ses prédilections. Ce puissant génie avait compris toute l'influence de l'art dramatique sur la littérature, le goût et les mœurs de la nation. En effet, de tous les arts d'imitation, c'est celui qui produit l'impression la plus vraie sur nos sens; ses effets ne se bornent pas aux illusions de la scène, ils se reproduisent dans le langage, dans les manières, et exercent un grand empire sur l'éloquence, au barreau, à la chaire, à la tribune.

Au milieu du plus grand éclat de ses conquêtes, Napoléon rendit à Moscou le décret de 1812, haute récompense d'anciens services et encouragement à en rendre de nouveaux. Il divisa les comédiens du Théâtre Français en sociétaires proprement dits, et en acteurs pensionnaires, et leur assura de cette façon un revenu constant et la certitude d'une retraite : aussi ceux-ci, sûrs de leur avenir, firent-ils peu d'efforts.

Une ordonnance de 1816 avait cimenté le décret de 1812; mais la liste civile n'avait pas la puissance de l'empire pour ouvrir cette carrière à de jeunes talents, et l'acte de société, qui constitue pour les sociétaires un droit de propriété veritable, a été l'écueil de tous ceux qui espéraient pouvoir raviver le théâtre et y porter encore les traditions de la saine littérature et du bon goût.

Cette organisation appelle de la part de l'administration une attention sérieuse; on doit étudier si elle n'est pas l'une des causes de la décadence qui nous afflige. Aussi bien les acteurs font à leur tour réaction sur les pièces et sur les auteurs.

Il faut que le théâtre redevienne, pour les honnêtes gens de toutes les classes, une école de morale et de goût, en même temps qu'un moyen d'instruction et de divertissement.

Ces idées ont déterminé la commission chargée de l'examen du budget de 1857 à demander une augmentation de subvention pour le Théâtre Français.

A consulter : *Traité de la législation des théâtres*, par Vivien et Blanc, 1830.

TIERCE-OPPOSITION.—C'est l'opposition formée à un jugement ou à un arrêt par des personnes qui n'y étaient ni comprises ni dénommées comme parties.

Il y a deux espèces de tierce-opposition : la *principale*, qui se forme par une action directe et distincte; l'*incidente*, qui est proposée par un plaideur pendant le cours de l'instance, contre le jugement dont son adversaire veut tirer avantage dans l'instance même.

L'art. 474 du Code de procédure civile porte que toute personne peut la former contre un jugement qui préjudicie à ses droits, et lors duquel ni elle, ni ceux qu'elle représente n'ont éte appelés. Ainsi une commune qui a procédé en première instance par son maire, sans être autorisée, et même à qui l'autorisation exigée par le tribunal a été ultérieurement refusée par l'administration, est recevable à former tierce-opposition à l'arrêt rendu sur l'instance d'appel dans laquelle elle n'a pas figuré, si cet arrêt préjudicie aux droits de propriété qu'elle réclamait sur l'immeuble en litige. (Cass. 27 janv. 1830.) (V. **Conseil d'état, Arrêtés.**)

TIMBRE (Droit de)[1].

1. Origine de cet impôt. Lois anciennes. Lois actuellement en vigueur. — § 2. — N° 1. Des diverses formes du timbre. — N° 2. Du timbre ordinaire. Atelier général à Paris. Magasins dans les départements. Bureaux de la débite. — N° 3. Du timbre extraordinaire. Avis-affiches. Livres de commerce. Journaux-musique. Journaux-nouvelles. — N° 4. Visa pour timbre avec paiement des droits, en débet ou gratis. — § 3. Des divers droits de timbre. Timbre de dimension. Timbre proportionnel. Rédaction. Total des produits. — § 4. De l'application des droits. — N° 1. Actes assujettis au timbre de dimension et au timbre proportionnel. — N° 2. Exceptions. — N° 3. Règles générales pour assurer la perception des droits. — N° 4. Des peines en cas de contraventions. — § 5. — N° 1. Du paiement des droits et amendes. — N° 2. Des poursuites et instances.

§ 1. Origine de cet impôt.

La formalité du timbre eut d'abord pour objet d'empêcher les altérations et les antidates des actes, ainsi que cela résulte de la novella 44, par laquelle Justinien ordonna aux tabellions de Constantinople de ne recevoir les originaux des actes que sur du papier en tête duquel était écrit le nom de l'intendant, la date de la fabrication et le protocole, ou titre annonçant la nature et la substance de l'acte; mais le timbre et le protocole étaient insuffisants pour atteindre le but proposé, et l'enregistrement fut établi, ainsi que nous l'avons expliqué, *verbo* **Enregistrement.**

Par édit du mois de mars 1655, Louis XIV prescrivit l'établissement d'une marque sur le papier et le parchemin, pour la *validité* des actes; mais cet édit ne fut point exécuté.

Afin d'obtenir le nouvel impôt du timbre, on y attacha un but utile, celui d'épurer le style et la forme des actes. Une déclaration du 19 mars 1673 ordonna qu'il serait dressé un recueil de formules, tant des actes judiciaires, que des actes des notaires, d'où cet impôt a conservé longtemps le nom de formule.

Cependant, les formules furent à peine en usage, on reconnut bientôt la difficulté de soumettre tous les actes à des formes tracées d'avance; en conséquence, par une nouvelle déclaration du 16 juillet 1693, il fut ordonné qu'en attendant que les formules fussent perfectionnées, les actes publics seraient écrits sur du papier et du parchemin marqués en tête d'une fleur de lis, et timbrés de la qualité et de la substance des actes, avec mention du droit fixé par tarif du 22 avril de la même année.

Par édit du mois d'avril 1674, le droit sur les papiers et les parchemins marqués fut supprimé et converti en un autre droit à prendre sur tout le papier et le parchemin qui se fabriqueraient et consommeraient dans le royaume.

Mais le grand préjudice que cet édit causait aux manufactures, le fit révoquer par un autre édit du mois d'août suivant : l'usage du papier et du parchemin timbrés fut rétabli; on supprima le protocole, et la marque fut réduite à une fleur de lis, avec l'indication de la généralité, ou circonscription administrative dans laquelle la consommation devait être faite.

Les édits de 1680, 1690, 1748 et 1781 augmentèrent les droits de timbre dont la quotité était cependant peu élevée.

La loi du 11 février 1791 établit la distinction fondamentale qui existe encore entre le timbre de dimension, fixé d'après l'étendue du papier, et le timbre proportionnel, destiné aux billets et gradue en raison des sommes à y exprimer.

Des lois additionnelles ou transitoires des 17

[1] Cet article est de M. Capmas, sous-chef à l'administration de l'enregistrement, auteur de l'article *Enregistrement*.

juin 1791, 15 messidor an III, 11 nivose et 14 thermidor an IV, 5 floréal an V n'exigent ici d'autre mention que celle de leurs dates.

Les lois actuellement en vigueur sont celles des 9 vendémiaire et 6 floréal an VI, 15 brumaire et 6 prairial an VII, 28 avril 1816, 25 mars 1817, 15 mai 1818, 1er mai 1822, 16 juin 1824, 14 décembre 1850, 24 mai 1834.

§ 2. Diverses formes de timbre. Du timbre ordinaire, du timbre extraordinaire et du visa pour timbre.

N° 1. Les formes du timbre ont varié depuis 1674, non-seulement avec les tarifs, mais encore avec les diverses phases politiques, de sorte qu'on peut les considérer comme des médailles historiques qui ont servi plus d'une fois à constater des faux, à decouvrir des anachronismes, à expliquer des points douteux. C'est par ce motif qu'on trouve dans les ouvrages spéciaux (Dictionnaire des droits d'enregistrement par les rédacteurs du Journal de l'Enregistrement, et Manuel des contraventions, par M. Roy, directeur de l'enregistrement à Laon) des détails très-circonstanciés sur les divers changements de timbre : dans l'impossibilité d'entrer dans ces détails, il suffit de nous referer aux édits précités et aux lois, décrets et ordonnances des 11 février 1791, 4 juillet 1795, 14 thermidor an IV, 17 avril 1806, 11 novembre 1814, 10 août 1815, 8 juillet 1827, 16 février 1851, 5 août 1834, qui ont successivement modifié les formes et les légendes du timbre.

Au surplus, conformément à l'art. 38 de la loi du 15 brumaire an VII, l'administration fait déposer au greffe des cours et tribunaux les empreintes nouvellement établies; il est dressé procès-verbal du dépôt.

N° 2. Du timbre ordinaire.

On entend par timbre ordinaire le papier débité par l'administration de l'enregistrement : il est timbré uniformément pour toute la France dans un atelier général établi à Paris, suivant arrêté des consuls du 22 brumaire an X : ce papier est marqué, au haut de la partie gauche de la feuille non déployée, d'un timbre à l'encre, et d'un timbre sec : il porte un filigrane imprimé dans la pâte même, à la fabrication ; ce filigrane représente un écusson, autour duquel on lit : *timbre royal.*

Le chef de l'atelier général adresse, tous les trois mois, aux directeurs des départements, les quantités de papier timbré nécessaires au besoin du service. Ces papiers sont reçus par le garde-magasin, en présence du directeur et du receveur du timbre : le magasin du timbre est nécessairement placé dans la maison du directeur; il est fermé par trois serrures différentes : la clé de l'une de ces serrures demeure entre les mains du directeur; celle de l'autre entre les mains du garde-magasin ; la clé de la troisième est remise au receveur du timbre extraordinaire, contrôleur du magasin.

Le garde-magasin est justiciable de la cour des comptes : ses écritures et le magasin sont vérifiés quatre fois par an, à des époques indeterminées.

Débite du timbre. D'après l'art. 2 de la loi du 18 fevrier 1791 et l'art. 27 de celle du 15 brumaire an VII, nul ne peut vendre ou distribuer du papier timbré qu'en vertu d'une commission de l'administration, sous peine d'amende et de confiscation des papiers saisis.

Les receveurs de l'enregistrement et des domaines dans les départements, et à Paris, un certain nombre de femmes, la plupart veuves d'employés de l'administration, étaient seuls chargés de la débite du timbre; mais, afin de fournir aux citoyens les moyens de se procurer du papier timbré, avec le moins de retard possible et de deplacement, M. le ministre des finances a pris, le 8 avril 1836, un arrêté d'après lequel l'administration de l'enregistrement peut, sur la demande du préfet du département, et lorsqu'elle le jugera utile, charger les percepteurs des contributions directes résidant dans les communes où il n'existe pas de bureau d'enregistrement, de la vente, au prix du tarif, des papiers timbrés, savoir : timbre proportionnel, à 25 c. et 50 c.; timbre de dimension, à 35 c., 70 c., 1 fr. 25 c.

Les percepteurs doivent prendre le papier chez les receveurs de l'enregistrement de leur canton, qui sont approvisionnes par le garde-magasin, sur l'ordre du directeur.

Les notaires, huissiers, greffiers, secrétaires des administrations des prefectures, sous-préfectures et mairies, et tous autres officiers et fonctionnaires publics ne peuvent employer pour les actes qu'ils rédigent, leurs copies et expéditions, d'autre papier que celui débité par l'administration ; ils ont, toutefois, la faculté d'employer du parchemin en le soumettant d'avance au timbre extraordinaire.

N° 3. Du timbre extraordinaire.

Les citoyens autres que les fonctionnaires susnommés ne sont point forcés de se servir du papier débité par l'administration ; mais comme les

droits du timbre extraordinaire sont exactement semblables à ceux du timbre de la débite, il est plus commode et plus avantageux de prendre dans les bureaux le papier dont on a besoin, que de soumettre son propre papier au timbre : de là, peut être, vint le nom de timbre extraordinaire.

Cependant, l'administration ne débite que le papier destiné aux actes publics et sous seings privés; elle a cessé, en vertu de l'article 76 de la loi du 15 mai 1818, de fournir le papier des avis, annonces et affiches; elle ne fournit pas non plus le papier des journaux-musique, des journaux-nouvelles et des livres de commerce dont les droits de timbre sont très-inférieurs à celui du papier de la debite, ainsi que nous le verrons dans le paragraphe suivant :

Tous ces papiers sont soumis par les particuliers au timbre extraordinaire qui est devenu ainsi d'un usage très-étendu. Ce timbre est apposé à l'atelier général à Paris et dans les bureaux des directions de l'enregistrement. Il y a, à cet effet, près du directeur dans chaque département un receveur du timbre, un contrôleur qui est en même temps garde-magasin, et de plus, suivant le besoin, un timbreur et un tourne-feuille.

L'empreinte du timbre est apposée au côté droit de la feuille; diverses formalités et le contrôle ont pour objet de prévenir les abus qui seraient punis de la peine prononcée par le Code pénal contre les contrefacteurs des timbres. (Art. 28. L. B. 7.)

N° 4. Visa pour timbre.

Le visa pour timbre est une sorte d'enregistrement par lequel les receveurs visent pour valoir timbre :

1° Les papiers destinés aux effets de commerce venant de l'étranger, ou pour sommes au-dessus de 20,000 fr.;

2° Les papiers portant des écrits qui exigeraient la formalité préalable du timbre, et qui, à défaut, sont passibles des droits et amendes;

3° Des commissions d'employés ou des pièces de dépenses relatives à diverses administrations, et pour lesquelles la formalité du visa a été spécialement autorisée;

4° Les papiers destinés aux actes de poursuites à la requête du ministère public, et à tous autres actes qui peuvent être visés pour timbre en debet, c'est-à-dire sans paiement immédiat des droits, dont le paiement est opéré ultérieurement s'il y a lieu;

5° Les papiers destinés aux actes concernant les élections de la garde nationale, l'expropriation pour cause d'utilité publique, les caisses d'épargne, les chemins vicinaux et autres, que les lois des 22 mars 1831, 19 avril 1831, 7 juillet 1833, 5 juin 1835 et autres, ont permis de viser pour timbre gratis.

§ 3. Des divers droits de timbre.

La contribution du timbre est de deux sortes : la première est le droit de timbre imposé en raison de la dimension du papier dont il est fait usage.

La seconde est le droit de timbre créé pour les effets de commerce et obligations sous-seing privé. Ce droit est gradué en raison des sommes, sans égard à la dimension du papier. (L. br., art. 2.)

N° 1er. Le droit du *timbre de dimension* varie suivant la destination des papiers, savoir :

1° De 35 centimes la demi-feuille à 2 fr. la grande feuille pour les actes publics et sous-seings privés (L. avr. 1816, art. 62);

2° D'un centime à dix centimes pour les avis, affiches, prospectus, journaux-musique, livres de commerce et autres livres dont la tenue est prescrite par les lois et réglements (L. 16 juin 1824, art. 9);

3° De trois centimes pour les demi-feuilles, et de six centimes pour les feuilles des journaux-nouvelles d'une superficie de 30 décimètres carrés et au-dessous. (V. L. 14 déc. 1830, i. g. 1545.)

N° 2. *Timbre proportionnel.* L'article 19 de la loi du 24 mai 1834 a réduit de deux cinquièmes environ le droit du timbre proportionnel fixé depuis cette loi à 25 centimes pour les effets de 500 fr. et au-dessous, et à 50 centimes pour les effets de 1,000 fr., avec augmentation de 50 c. par mille en sus.

En considération de cette diminution, l'amende qui était de 5 pour cent du montant des sommes exprimées, a été élevée à 6 pour cent. De plus, au lieu d'une seule amende, il en est dû deux, savoir : l'une par le souscripteur, l'autre par l'accepteur, premier endosseur ou premier cessionnaire. (Art. 19 précité.)

Mais, afin de ne pas surprendre le commerce par l'effet immédiat de ces amendes; elles n'ont été applicables qu'à partir du 1er janvier 1835.

Les droits du timbre proportionnel se sont élevés, en 1835, après la diminution des deux-cinquièmes, à		3,590,257
Ils n'avaient été, en 1834, que de		1,712,800
Augmentation malgré la diminution des droits,		1,677,457
Les amendes avaient produit en 1834	2,033,953	
Elles n'ont produit, en 1835, malgré l'augmentation, que	1,193 253	
Diminution.	839,700	839,700
Reste pour l'augmentation des produits,		837,757

Ce résultat est doublement satisfaisant, puisque d'une part le trésor a gagné 857,757 fr., et que les contribuables ont payé 859,700 fr. de moins d'amendes.

Puissent les contribuables sentir le grand avantage qu'il y aurait à ce que chacun satisfit à la loi de l'impôt. Les taxes pourraient diminuer beaucoup. On évalue généralement à vingt milliards, la valeur des effets qui se négocient annuellement. En 1855, le droit n'a porté que sur 7 milliards; il y a eu par conséquent non seulement la moitié, mais près des deux tiers des effets soustraits à l'impôt. Si tous y avaient été assujettis, le droit de 50 centimes par mille eût pu être réduit à 4 centimes avec bénefice encore pour le trésor.

Le total des produits du timbre

a été en	1855.	20,942,705 f.
	1854.	28,975,507
	1855.	30,298,727

M. Calmon, député, rapporteur du budget des recettes pour l'exercice 1857, a exprimé le vœu de voir supprimer en faveur d'un art qu'on doit protéger, le droit sur le papier-musique montant annuellement à 15,000 fr.

Il a aussi proposé de supprimer le timbre des livres de commerce dont le produit n'est que de 74,000 fr., sauf à remplacer ce droit par une légère augmentation sur les patentes.

§ 4. De l'application des droits.

No 1er. Actes assujettis au timbre de dimension et au timbre proportionnel.

La contribution du timbre est établie sur tous les papiers destinés aux actes civils et judiciaires et aux écritures qui peuvent être produites en justice et y faire foi. Il n'y a d'exceptions que celles communément exprimées art. 1er, loi brumaire.

Pour l'application du principe général consacré par ce premier article, le législateur a eu soin de rappeler avec détail dans l'article 12 les actes et registres soumis au timbre de dimension. En nous référant au texte, nous nous bornerons à citer les actes des notaires, des avoués, des greffiers, des huissiers, gardes et autres ayant pouvoir de verbaliser;

Les actes judiciaires, ceux des autorités constituees, administratives, assujettis à l'enregistrement ou qui se délivrent aux citoyens; les pétitions présentées aux autorités constituées, aux administrations et aux établissements publics;

Les répertoires des fonctionnaires et officiers ministériels, les registres des négociants, fabricants, maîtres d'hôtels garnis, et généralement tous actes soit publics, soit privés, pouvant faire titre.

Suivant les articles 13 et 14, les billets faits en France sont assujettis au timbre, lors même qu'ils sont payables chez l'étranger. Ceux venant de l'étranger ou des îles et colonies françaises où le timbre n'est pas encore établi, doivent être soumis au timbre ou au visa pour timbre avant qu'ils puissent être négociés, acquittés ou acceptés en France. (Art. 13, 14, 15; L. b. 7.)

Le timbre n'est encore etabli qu'à l'île Bourbon; et bien que le droit dans cette colonie soit très-inférieur à celui payé en France, les effets timbrés dans cette île ne sont sujets en France à aucun supplément de droit. (Sol. du 12 sept. 1851.)

No 2. Exceptions.

Les exceptions limitatives d'après l'article 1er, de la loi du 13 brumaire an VII, sont déterminées par l'article 16 de cette loi; par celles des 25 mars 1817, 15 mai 1818 et autres lois spéciales.

Ces exceptions ont principalement pour objet les actes et registres de l'administration publique; les inscriptions de rente sur le grand-livre; les quittances de traitement des fonctionnaires et employés salariés par l'état; les récépissés délivrés aux receveurs des deniers publics; les quittances de secours accordes aux indigents, ou d'indemnites pour incendies, inondations, et toutes autres quittances inférieures à 10 fr.

Les ouvrages relatifs aux sciences et aux arts ne paraissant qu'une fois par mois ou à des intervalles plus éloignes, et contenant au moins deux feuilles d'impression; les avis, prospectus et catalogues y relatifs; tous actes relatifs aux monts-de-piété, ceux tendant à obtenir l'indemnité accordee aux colons de St.-Domingue. (L. 20 av. 1826.)

Les congés et passavants délivrés par les préposés des contributions indirectes sont écrits sur papiers frappés d'un timbre spécial pour cette administration.

Afin de faciliter l'application des exceptions ci-dessus aux pièces de comptabilité départementale et communale, M. le ministre de l'intérieur a arrêté le 10 septembre 1850, de concert avec M. le ministre des finances, une instruction qu'on doit consulter au besoin. (Inst. gén., 1391.)

Il convient de faire observer à cet égard qu'il est de principe, contre les règles ordinaires, que le timbre des quittances fournies à l'etat, ou délivrées en son nom, est à la charge des particuliers qui les donnent ou les reçoivent. Il en est de même pour d'autres actes entre l'état et les citoyens. (L. brum., art. 29.)

N° 3. Règles générales pour assurer la perception des droits.

Les articles 20, 21, 22, 23 de la loi du 15 brumaire determinent la nature du papier qui doit être employé aux expéditions, et le nombre de lignes qu'elles peuvent contenir, compensation faite d'une feuille à l'autre.

Ils défendent de couvrir d'écriture l'empreinte du timbre; d'expédier deux actes à la suite l'un de l'autre sur la même feuille de papier, sauf les ratifications, les quittances et autres exceptions nommément exprimées;

D'employer à un acte le papier qui a servi à un autre acte, quand même le premier n'aurait pas été achevé. Le législateur n'avait pas prévu alors une fraude bien affligeante et bien dangereuse qui consiste à enlever l'écriture au moyen de procedés chimiques, et à employer après le lavage le papier timbré qui a déjà servi. M. le rapporteur du budget des recettes pour 1837 a signalé cette fraude en appelant sur elle l'attention du gouvernement.

Il est fait défense aux notaires, huissiers, greffiers, arbitres, experts, d'agir; aux juges de prononcer aucun jugement, aux administrations publiques de rendre aucun arrêté sur un acte, registre ou effet, non écrit sur papier du timbre prescrit, ou non visé pour timbre. Il est également défendu aux receveurs, d'enregistrer de tels actes sans faire acquitter préalablement les droits et amendes de timbre. (L. brum., art. 24 et 25.)

N° 4. Des peines en cas de contraventions.

Il est important de remarquer que la contravention aux lois du timbre, en matière de journaux ou ecrits périodiques, doit être punie d'autant d'amendes qu'il y a eu d'exemplaires non timbrés et saisis du journal ou écrit, et non pas seulement d'une amende par chaque publication : la peine frappe non l'écrit, mais les exemplaires. (L. 9 vend. an VI, 60; Cass. 1er mars 1836; S. 36, t. 205.)

Lors de la discussion de la loi du 15 brumaire an VII, l'orateur du gouvernement, M. Duchâtel, insista beaucoup pour faire déclarer la nullité des actes non soumis au timbre. Cette peine lui semblait le seul moyen d'atteindre les contrevenants; mais cette proposition fut vivement combattue et enfin rejetée; on craignit de fournir une arme à la mauvaise foi. Cependant cette peine était consacrée par la législation ancienne, et elle est encore admise en Angleterre.

La loi du 16 juin 1824 a réduit au taux de 5, 10 ou 20 francs les amendes qui étaient de 15 à 100 francs, aux termes des articles 26 et 27 de la loi du 15 brumaire an VII.

§ 5.

N° 1. Du paiement des droits et amendes.

Les droits du timbre ordinaire, de la débite et du timbre extraordinaire sont payés comptant, de sorte qu'à cet égard les recouvrements ne souffrent aucune difficulté.

Mais le paiement des droits frustrés et des amendes était d'autant plus difficile à obtenir que les contraventions sont souvent découvertes après le décès des contrevenants, ou après la faillite des principaux debiteurs.

En conséquence, la loi du 18 avril 1816 a complété la législation en déclarant solidaires, pour le paiement des droits de timbre, tous les signataires pour les actes synallagmatiques, les prêteurs et les emprunteurs pour les obligations, les créanciers et les debiteurs pour les quittances, les officiers ministeriels qui ont reçu ou rédigé des actes énoncant des livres non timbrés.

En cas de décès des contrevenants, les droits et amendes sont dus par les successeurs, et jouissent, soit dans les successions, soit dans les faillites, ou tous autres cas, du privilege des contributions directes. (L. avril 1816, art. 75 et 76.)

N° 2. Poursuites et instances.

Les contraventions doivent être constatées par procès-verbaux suivis de contraintes. En cas d'opposition, les instances sont instruites et jugées selon les formes prescrites par les lois des 22 frimaire an VII, et 27 ventose an IX, sur l'enregistrement.

Nous nous référons à ce sujet au chapitre VII de l'article **Enregistrement.**

TIREURS D'OR ET D'ARGENT. — V. **Garantie des matières d'or et d'argent, § 9 de l'affinage.**

TITRES. — V. **Charte, Noblesse.** Le code pénal, art. 259, punissait de peines correctionnelles l'usurpation de *titres royaux*, tels que ceux de *duc*, de *comte*. etc., etc.; mais lors de sa révision en 1832, cette disposition a été supprimee, en sorte que chacun peut aujourd'hui s'attribuer impunément ces qualifications jadis exclusivement réservées à la noblesse.

TONNAGE (droits de). — V. **Navigation maritime, § 2.**

TONTINES. — Laurent *Tonti*, Napolitain, vint en France, en 1653, proposer un genre d'emprunt fait pour séduire une nation enthousiaste de tout ce qui est nouveau et ingénieux.

Son projet fut accueilli par Fouquet, alors surintendant des finances, et l'espèce de banque qu'il créa fut appelée *tontine*, du nom de son inventeur.

Ces établissements offrent aux capitalistes un genre de placement, soit en viager, soit pour un temps fixe, pour les sommes qu'ils ont ensuite la chance de retirer, accrues par l'accumulation des intérêts en provenant, et des fonds qu'ils ont mis dans la tontine, et de ceux des actionnaires à mesure qu'ils prédécèdent. Le gain dépend donc d'une condition de survie, chance qui ne dépend ni du travail, ni de l'industrie, et qui, par cela même, est contraire à la morale, puisqu'elle favorise l'égoïsme et la cupidité, et qu'elle fait, sinon désirer des morts, au moins qu'elle habitue à les calculer avec sang-froid.

Les tontines finirent par avoir en France un sort très malheureux. Aucune surveillance n'était exercée sur leur administration, et de graves abus s'y glissèrent. Une déclaration du roi, sous le contrôleur général Laverdy, les proscrivit à jamais en 1765, mais en 1770, l'abbé Terray convertit les rentes tontinières qui existaient, en rentes purement viagères.

Trois tontines plus solidement établies que les autres survécurent à leur institution, et continuent de payer leurs actionnaires. Elles sont connues sous les noms de *caisse Lafarge*, *caisse des employés et artisans* et *tontine du pacte social.* Cependant le décret du 9 février 1810, relatif à cette dernière, a été rapporté par ordonnance du 25 octobre 1829.

Mais pour offrir plus de garantie à ceux dont les intérêts y étaient engagés, l'administration de ces établissements fut retirée à leurs fondateurs par les décrets des 1er avril 1809, 9 février, 22 octobre et 18 novembre 1810, et confiée enfin, par ordonnance du 7 octobre 1818, à trois membres du conseil municipal de Paris, désignés par le préfet de la Seine, et qui prennent le titre d'administrateurs des tontines.

Un avis du Conseil d'état, des 25 mars et 1er avril 1809 porte qu'aucune association de la nature des tontines ne peut être établie sans une autorisation spéciale donnée par le roi dans les formes des réglements d'administration publique.

Tels sont les motifs de cet avis :

« Une association de la nature des tontines sort évidemment de la classe commune des transactions entre citoyens, à raison, soit de la foule de personnes de tout état, de tout sexe et de tout âge qui y prennent ou qui peuvent y prendre des intérêts; soit du mode dont ces associations se forment, mode qui ne suppose entre les parties intéressées ni ces rapprochements, ni ces discussions nécessaires pour caractériser un consentement donné avec connaissance; soit que l'on considère la nature de ces établissements qui ne permet aux associés aucun moyen efficace et réel de surveillance; soit leur durée toujours inconnue, et qui peut se prolonger pendant un siècle.

» L'autorisation expresse du souverain donnée sur le vu de projets et statuts de l'association lui impose des conditions telles, que les intérêts des actionnaires ne se trouvent compromis ni par l'avidité, ni par la négligence ou ignorance de ceux à qui ils auraient confié leurs fonds sans aucun moyen d'en suivre et d'en vérifier l'emploi, sur la foi de promesses presque toujours fallacieuses.

» L'expérience n'a que trop démontré les conséquences funestes de l'oubli de ces maximes et du défaut d'une autorisation spéciale donnée par le gouvernement. Dans la tontine *Lafarge*, par exemple, ce défaut d'autorisation spéciale et de toutes mesures contre les abus a laissé les actionnaires sans défense, et la gestion sans surveillance réelle. »

Nous n'avons cité cet avis du Conseil d'état que pour donner une idée plus exacte du genre d'opérations des tontines, car aujourd'hui il est évident que des établissements de ce genre ne seront jamais créés; et d'ailleurs, on a trop bien apprécié dans le public l'immense avantage des caisses d'épargnes pour aller confier à d'autres entreprises des capitaux dont le fonds serait à jamais perdu et le revenu tellement éventuel.

TORRENT. — V. **Eaux**, chap. **Des cours d'eau non navigables ni flottables.**

TOURBIÈRES. — La tourbe est une espèce de terre ou substance formée de végétaux décomposés, et qui, après une certaine dessication à l'air, sert de chauffage dans certains pays.

V. **Mines**, sect. IV, et une ordonnance du 26 novembre 1830, bull. n° 56, qui approuve un réglement fait pour l'exploitation des tourbières de l'Oise, en date du 29 janvier 1829, et en ordonne l'exécution.

TRAHISON. — V. C. pén., art. 75 et suiv.; V. **Fonctionnaires, Ministres, Attentats et complots, Sûreté publique.**

TRAITE DES NOIRS. — V. **Colonies.**

TRAITEMENTS.

Exposé.

SECTION I. Traitements des militaires. Partie saisissable. Retenues pour dettes. Opposition. Délégations.

SECTION II. Traitements des fonctionnaires publics et employés civils. — § 1. Frais de bureaux. Frais de tournées. Suppléments de traitement. Casuel. Éventuel. Remises et taxations. Salaire. Commission. Bonification. Indemnités. Gratification. Part dans les amendes. — § 2. Mode de paiement. — § 3. Prescription. Héritiers. Contestations.

SECTION III. Cumul des traitements. Exceptions.

On appelle *traitements* les appointements payés annuellement par l'état aux magistrats de l'ordre judiciaire ou administratif, aux militaires, aux employés, et aux agents de l'autorité publique.

Des lois ou réglements particuliers determinent pour chacun d'eux la quotité des sommes qui leur sont allouees. et une loi générale du 26 frimaire an II, dont les dispositions s'appliquent egalement aux fonctionnaires publics, civils ou militaires, porte que ceux qui auraient touché deux fois leurs traitements seront destitués et condamnés à la restitution de la somme induement perçue et au paiement du quadruple de cette somme par forme d'amende.

De tout temps les traitements des fonctionnaires ont été de la part de leurs créanciers un gage qu'ils ont cherche à revendiquer, et sur lequel ils ont essayé de mettre de nombreuses oppositions; cependant les leur abandonner en entier, c'eût été priver les fonctionnaires des moyens de se maintenir dans une position où leurs travaux et leurs services sont utiles, d'un autre côté on ne pouvait refuser à des créanciers ayant des droits acquis, un recours indiqué par la justice; la loi a donc dû déterminer là où finissent les droits des uns et où commencent ceux des autres.

Aussi le Code de procédure civile, article 580, porte dans une disposition commune et générale que les traitements et pensions dus par l'état ne peuvent être saisis que pour la portion déterminée par les lois ou par arrêté du gouvernement.

Cet article semblait reconnaître la nécessité d'un réglement à faire pour l'exécution de la loi; mais des ordonnances sont intervenues seulement sur les pensions, entr'autres celles du 27 mars 1817, sans qu'à l'égard des traitements aucun acte du gouvernement soit intervenu depuis la loi précitée qui semblait annoncer des dispositions spéciales. Il faut donc s'en référer aux dispositions préalablement existantes.

SECTION I. Traitements des militaires, Partie saisissable, Retenues pour dettes, Oppositions, Délégations.

Une loi du 10 juillet 1791, article 5, titre IV, après avoir prohibé, à l'égard des militaires en retraite, la saisie des armes et chevaux d'ordonnance, des livres et instruments de service, des parties de l'habillement et de l'équipement dont ils sont obligés d'être pourvus, autorisait la saisie de leurs appointements pour ce qui excéderait la somme de 600 fr., laquelle leur demeurerait réservee, sans préjudice aux créanciers d'exercer leurs droits sur les autres meubles ou immeubles de leurs debiteurs, suivant les règles et les formes prescrites.

Mais un décret de la convention du 7 février 1795 modifia singulièrement cette loi par la disposition suivante : « La trésorerie nationale est autorisée à faire passer aux officiers des troupes, aux commissaires des guerres et à tout autre employé dans l'armée ou à sa suite, grevés d'oppositions par leurs créanciers, les quatre cinquièmes de leurs appointements; le cinquième restant sera réservé aux créanciers qui peuvent d'ailleurs exercer leurs droits sur les autres biens de leurs debiteurs. »

Un avis du Conseil d'état du 2 fevrier 1808 déclare inaliénables les traitements de réforme comme ayant une destination purement alimentaire. D'où il est permis de conclure qu'ils sont insaisissables sinon pour la totalité, au moins, comme il est dit ci dessus, pour les quatre cinquièmes, de même que les traitements d'activité.

Cette réduction à un cinquième, à l'égard des créanciers opposants, n'empêche pas les militaires de faire la cession des quatre cinquièmes de leurs appointements arriérés. (Cass., 8 juin 1831.)

Retenues. Les retenues à effectuer pour sommes à rembourser, soit au trésor, soit à des particuliers, ne peuvent excéder le cinquième de la solde brute et proprement dite, des militaires en activité (non compris les indemnités de toute espèce, et les gratifications d'entrée en campagne), à moins de décisions contraires du ministre de la guerre. (O. 19 mars 1825, art. 445.)

Les retenues au profit du trésor ou des caisses des corps s'exercent d'après les ordres des ministres. Les autres ont lieu en général en vertu d'oppositions juridiques; néanmoins le ministre de la guerre et même les colonels peuvent en ordonner d'office. (Régl. 21 nov. 1823, art. 261, 265, 268.)

Elles n'excluent dans aucun cas l'action des créanciers sur les autres biens meubles et immeubles de leurs debiteurs, suivant les règles et les formes etablies par les lois. (L. 10 juill. 1791, tit. 3, art. 65; C. civ. 2092.)

Les actions en recouvrement de créances sont du ressort des magistrats civils; et les officiers

ni les juges militaires ne peuvent en prendre connaissance, si ce n'est à l'armée et hors du royaume; ils ne peuvent non plus apporter aucun obstacle soit à la poursuite, soit à l'exécution du jugement. (O. 15 mai 1818, art. 408, 415.)

Les oppositions juridiques concernant les officiers sans troupes ou officiers militaires, sont signifiées au payeur du département ou du corps d'armée dans lequel se trouve le militaire débiteur. (C. pr. civ., art. 561; O. 19 mars 1823, art. 442.) Lorsque ces actes concernent des officiers de troupes, ils sont signifiés aux conseils d'administration de leurs corps en la personne du trésorier, ou de l'officier en faisant fonctions, lequel ne peut sous aucun prétexte se refuser à les recevoir. (O. et régl. 1823, art. 264.)

Les retenues pour dettes envers les particuliers ont lieu de plein droit quand elles sont ordonnées par le ministre de la guerre, ou requises en vertu d'oppositions ou saisies juridiques. (O. 15 mai 1818, art, 407.)

Tous les ordres de retenues donnés par le ministre sont adressés aux intendants militaires, qui sont tenus, sous leur responsabilité personnelle, d'en suivre, lorsqu'il y a lieu, l'exécution auprès des sous-intendants. (O. 1823, art. 446.)

Les deniers provenant des retenues opérées soit par les payeurs, soit par les conseils d'administration, sont distribués aux opposants suivant les formes prescrites par le Code de procédure civile. (O. 1823, art. 444.)

Lorsque, d'après les ordres particuliers du ministre, il doit être exercé des retenues pour sommes à rembourser au trésor, soit par les militaires sans troupes et employés militaires, soit par les militaires des corps, les motifs des déductions sont expliqués, tant sur les états de paiement que sur les revues, de manière à ne faire payer la partie prenante que de la somme nette qu'elle doit recevoir, déduction faite de la retenue, laquelle est versée dans la caisse du receveur des finances (O. 1823, art. 445). (Circ. 7 nov. 1828.)

Les retenues pour dettes envers des particuliers doivent toujours être opérées par précompte. En conséquence, le payeur ou le conseil d'administration prélève sur le montant de la solde du débiteur, la retenue dont il est passible, sans qu'il y ait lieu pour cet objet à aucune déduction sur l'état de paiement, ni sur la revue. (O. 1823, art. 445.) (V. **Solde.**)

Les causes de retenue pour les officiers, sont ordinairement les dettes qui ont pour objet : leur subsistance, leur logement, ou d'autres fournitures relatives à leur état; pour les sous-officiers et soldats, les avances en route, les effets de linge et les chaussures, les dégradations commises tant dans les bâtiments militaires que chez l'habitant; leur séjour aux hôpitaux; enfin les retenues peuvent avoir lieu comme peine, ou comme secours alimentaires en faveur des femmes et enfants ayant droit. (C. civ. art. 203, 214.) Dans ce dernier cas le ministre de la guerre peut prescrire une retenue sur la solde des officiers ou employés militaires qui ont abandonné leur famille, indépendamment même de toute autre que subirait déjà l'officier pour quelque cause que ce fût. (O. 19 mars 1825, art. 458).

Ici la retenue est forcée, mais elle peut avoir lieu volontairement et prend alors le nom de délégation, dans les cas suivants : lorsque les officiers de troupes et sans troupe, et les employés militaires, destinés à passer en Corse ou aux colonies, ou embarqués pour toute autre destination, et ceux qui, en cas de guerre font partie d'une armée active employée hors du royaume, peuvent délégner, en faveur de leur famille ou d'un tiers, le quart du traitement attaché au grade dont ils sont pourvus au moment de leur départ.

Toute autre délégation de traitement est interdite, sauf les exceptions particulières que le ministre jugerait à propos d'autoriser.

Ceux qui veulent déléguer doivent remplir les formalités prescrites par une instruction du 28 août 1825, art. 54, 55.

Les delegataires sont payés sur des mandats individuels, établis au titre de la classe dont le déléguant fait partie.

Ces délégations ne peuvent avoir d'effet que pour une année au plus, et cessent de plein droit au retour du déléguant.

Section II. — Traitement des fonctionnaires publics et employés civils.

§ 1. Partie saisissable, Frais de bureaux, Frais de tournées, Suppléments de traitement, Casuel, Éventuel, Remises et taxations, Salaire Commission, Bonification, Indemnités, Gratifications, Part dans les amendes.

Les traitements des fonctionnaires publics et employés civils, d'après la loi du 12 mars 1801, sont saisissables jusqu'à concurrence du cinquième sur les premiers 1000 fr. et au dessous; du quart sur les 500 fr. suivants et du tiers sur la portion excedant 6000 fr. à quelque somme qu'elle s'élève, et jusqu'à l'entier acquittement de leurs créances. (V. **Saisie-Arrêt.**)

Les traitements des ecclésiastiques sont seuls

insaisissables dans leur totalité. (Arr. 18 niv. an XI, circ. 22 flor. an XII.)

Certains fonctionnaires subissent, ainsi que leurs employés sur leurs appointements, une retenue destinée à former un fonds pour l'acquit des pensions de retraite; d'autres subissent en outre une retenue proportionnelle par chaque jour d'absence lorsqu'ils sont en congé. (V. **Abonnements**, **Pensions**.)

Aux traitements proprement dits s'ajoutent en certains cas des sommes accessoires allouées à titre de frais de bureaux et de tournée.

Les fonctionnaires qui touchent des frais de bureaux sont :

Les préfets, les sous-préfets. (O. 15 mai 1822.)

Les inspecteurs généraux et divisionnaires des ponts-et-chaussées. (O. 8 juin 1832, art. 6.)

Les ingénieurs en chef de département. (D. 7 fruct. an XII, art. 32.)

Les commissaires de police. (D. 22 mars 1813.)

Les payeurs de département. (O. 1er nov. 1829, art. 3, 4.)

Quant aux receveurs généraux et particuliers, ils paient les appointements de leurs commis et les frais de leurs bureaux sur leur taxation. (L. 17 fruct. an VI.)

Des frais de tournée sont alloués en vertu des mêmes lois aux préfets et sous-préfets; aux inspecteurs généraux des ponts-et-chaussées et des mines. (D. 18 nov. 1810, art. 58.)

Aux inspecteurs divisionnaires des ponts-et-chaussées et des mines. (Arr. min. 18 juin 1832, art. 3, 4.)

Aux ingénieurs en chef de département.

Enfin aux ingénieurs de tous grades des ponts-et-chaussées pour leurs déplacements lorsqu'ils sont employés à des services extraordinaires. (Arr. min. 18 juin 1832, art. 5.)

Aux inspecteurs généraux de l'université. (Régl. 11 nov. 1826, art. 210.)

Aux recteurs et inspecteurs d'académie. (Régl. 11 nov. 1826, art 220.)

D'autres fonctionnaires peuvent joindre à leurs traitements :

1° Des suppléments de traitement;
2° Un casuel;
3° Un éventuel;
4° Des remises ou taxations;
5° Un salaire;
6° Un droit de commission;
7° Des bonifications;
8° Des indemnités et gratifications;
9° Une part dans certaines amendes.

Les *supplements de traitement* peuvent être votés par les conseils généraux, sur le budget de leurs dépenses variables extraordinaires ou facultatives en faveur des archevêques ou évêques, vicaires généraux, chanoines, provicaires généraux, superieurs et professeurs de séminaires (Instr. 2 mai 1825); ou en faveur des employés de préfecture;

Par les conseils municipaux, en faveur des curés ou desservants de succursales régulièrement autorisées. (L. 18 germ. an X, art. 67.)

Le *casuel* se compose des droits perçus pour chaque cérémonie par les ecclésiastiques, et d'après un tarif dûment arrêté. (V. **Culte**.)

L'*éventuel* se compose pour les professeurs des facultés, de droits de présence aux examens et aux thèses, et à Paris de jetons de présence. (Régl. 11 nov. 1826, art. 253, 321.)

Les *remises et taxations* appartiennent aux receveurs généraux et particuliers des finances, aux percepteurs, aux préposés aux recettes et aux employés des contributions indirectes autres que les directeurs; aux receveurs des douanes et de l'enregistrement, et aux conservateurs des hypothèques pour les remises et taxations des receveurs généraux et particuliers. (V. L. 17 fruct. an V, art. 3, 5, 8; Instr. gén. 15 déc. 1826, nos 110, 211, 224, 238, 264, 277, 287, 488, 489; Arr. min. 8 mai 1832, art. 1er.)

Celles des percepteurs ne peuvent être au-dessus de 5 centimes par franc du montant de leur perception. Le taux d'ailleurs en est fixé par le ministre des finances sur la proposition des préfets. (Instr. gén. 1826, nos 108, 966.)

Celles des employés des contributions indirectes sont réglées chaque année par le gouvernement sur le montant présumé des recettes. (Circ. 18 mars 1822 n° 74.)

Celles des receveurs de l'enregistrement sont fixées à 8 p. 100 sur les premiers 10,000 fr.; à 3 p. 100 sur les recettes de 10,000 à 50,000 fr.; à 2 p. 100 sur celles de 50 à 150,000 fr., etc. (D. 23 mai 1810, art. 1er.)

Celles des conservateurs des hypothèques, dans les bureaux qui n'ont aucune attribution, sont liquidées à raison de 2 p. 100 sur le montant des recettes annuelles en général; et quelque soit le montant d'une recette, le receveur ne peut jamais toucher moins de 800 fr. (Ibid., art. 3.)

Les *salaires* appartiennent outre les remises aux conservateurs des hypothèques; ils sont payés pour les diverses formalités indiquées au tarif. (O. 4 fev. 1832.)

Les *commissions* sont allouées aux receveurs généraux et particuliers sur les versements faits par eux aux payeurs et sur les paiements effectués

par eux pour le compte du trésor. (Arr. min. 8 mai 1832, art. 4.)

Il en est de même lorsqu'ils sont chargés du paiement des dépenses auxquelles certains produits locaux sont affectés. (Instr. gén. 1826 n° 570.)

Les *bonifications* sont également accordées aux receveurs des finances sur les contributions directes ; on les calcule en raison des epoques plus ou moins éloignées auxquelles ils sont tenus de recouvrer l'impôt. (Ibid., n° 502, 524.)

Les *indemnités* et *gratifications* sont accordées aux fonctionnaires qui ont remplacé les préfets, sous-préfets et secrétaires généraux en congé (O. 15 mai 1822, 28 déc. 1830), par le ministre, sur la proposition du préfet, aux conseillers de préfecture, et secrétaires généraux, aux sous-préfets, sur les restes libres des fonds réservés dans chaque département pour dépenses imprévues ; et aussi sur les économies qui auraient été faites sur les centimes affectés aux dépenses acquittées (Circ. 18 oct. 1810) ;

Aux sous-prefets, pour couvrir les dépenses relatives aux opérations du recrutement (Circ. min. 31 déc. 1822) ;

Aux ingénieurs en chef ordinaires, et même aux conducteurs des ponts-et-chaussées (Circ. 12 juill. 1817, 15 juin 1822) ;

Aux ingénieurs des ponts-et-chaussées et des mines, lorsque, sur la demande des prefets et sous l'approbation du directeur général, ils ont été chargés d'exécuter des travaux étrangers au service des ponts-et-chaussées ou des mines, mais dépendants de l'administration publique, de celle des départements et des communes (D. 18 nov. 1810, art. 89; Circ. min. 12 juill. 1817) ;

Aux gendarmes, agents de police, gardes champêtres, agents forestiers et autres qui hors la présence des huissiers ont découvert les prévenus, accusés, ou condamnés (D. 18 juin 1811 art. 77 : cette indemnité s'appelle droit de capture, et varie depuis 12 jusqu'à 50 fr.) ;

Aux mêmes agents et employés des contributions indirectes, des douanes ou des octrois, qui ont constaté la vente, le colportage et la circulation illégale des tabacs (L. 28 avril 1816, art. 172, 222, 225), ou l'entrée en France de marchandises prohibées.

Quant à la distribution du produit des amendes. (V. **Amendes**, **Voirie**, **Contributions indirectes**, **Poudres**, **Douanes**, **Contrebandes**, etc.

§ 2. Mode de paiement.

Les traitements des préfets, sous préfets, secrétaires-généraux ou conseillers de préfecture sont calculés exactement par mois et par jour, eu égard aux décisions des ministres relatives aux déductions pour absence, congé ou autrement. Chaque mois est considéré comme composé de trente jours. Ces traitements sont payés par mois, à terme échu sur des mandats individuels délivrés par les préfets. (Instr. 10 sept. 1830, N° 54.)

Les abonnements des préfets et sous-préfets sont payés par douzième pour chaque mois, sans décompte de jours, sur simple acquit du titulaire ou intérimaire. (Ibid.)

Il en est de même pour les appointements et salaires des ingénieurs de tout grade des ponts-et-chaussées. Seulement les mandats sont appuyés d'un certificat de l'ingénieur en chef, constatant la somme due et à payer ; ou même ils peuvent être collectifs. (Ibid.)

Les traitements fixes et remises des receveurs généraux et particuliers des finances sont payés sur les mandats des préfets et les quittances desdits receveurs. Les préfets régularisent par leurs mandats les retenues faites par les percepteurs pour leurs remises. Les remises ou taxations desdits receveurs sur les versements à leurs caisses se paient sur extrait des autorisations ou ordonnances du ministre qui ont fixé le montant des taxations, entre le receveur général et les receveurs particuliers, sur des décomptes établissant la répartition des taxations et sur la quittance de ces comptables. Il en est de même pour le paiement des bonifications. (Nomencl. 8 nov. 1826.)

Les traitements et frais de service des payeurs se paient sur mandats individuels revêtus de l'acquit des parties prenantes et appuyés d'états présentant décompte de liquidation, et la somme due. (O. 14 sep. 1822, art. 10.)

Ceux des recteurs, des inspecteurs et secrétaires d'académie, des professeurs des facultés sont ordonnancés par trimestre, sur un état émargé. (Régl. 11 nov. 1826, art. 25.) Quant à la partie éventuelle, elle est payée sur un mandat collectif du doyen à la fin du concours. (Id. Art. 272, 275.)

Les traitements des ecclesiastiques sont payés par trimestre (D. 11 prair. an XII), sur des mandats delivrés par les préfets, au nom de chacune des parties prenantes. Les archevêques et évêques touchent seuls directement leurs traitements à la caisse du payeur, et sans qu'il soit besoin de mandat. (Circ. 7 déc. 1808.)

Les quittances de traitement sont exemptées du timbre et de l'enregistrement. (Circ. 11 juillet 1809.)

§ 3. Prescription, Héritiers, Contestations.

Les délais de la prescription varient suivant la nature des traitements. Ainsi, tout ce qui est payable par année ou à des termes périodiques plus courts se prescrit par cinq ans, même contre les mineurs et les interdits. (C. civ., art. 2277, 8.)

La prescription au contraire est acquise à la régie des contributions indirectes et des douanes après un délai de deux ans (D. 1er germ. an XII, article 50.), à moins toutefois qu'il n'y eut avant ce terme, demande formée en justice, condamnation, promesse, convention, ou obligation particulière et spéciale, relativement à l'objet répété. Si tout ou partie d'un traitement non touché par le titulaire et non prescrit revenait à des héritiers, le paiement ne peut en être effectué que sur la production de l'acte de décès dudit titulaire, et des titres d'hérédite. (Instr. 10 nov. 1830.)

Enfin en cas de contestations pour appointements dus à un employé par un fonctionnaire administratif, elles ne sont pas soumises à la justice administrative si le fonctionnaire administratif n'avait ni caractère ni pouvoir pour accorder une commission d'employé. En ce cas, il n'y a pas entre les parties un lien administratif, il n'y a qu'un lien civil: la contestation doit être soumise à la justice ordinaire.

Section III. — Cumul des traitements. Exceptions.

Un fonctionnaire peut être appelé quelquefois à remplir plusieurs fonctions, mais doit-il jouir des traitements qui sont attachés à chacune d'elle? Si la législation actuelle permettait de répondre affirmativement, il y aurait le renouvellement des abus de ce genre qui se sont reproduits avec tant d'excès sous l'empire, alors qu'il n'était pas rare de voir le même individu conseiller d'état, sénateur, membre d'une administration, et toucher des traitements énormes. Mais la loi du 28 avril 1816 mit fin à cet ordre de choses, en statuant, art. 78, que nul ne pourra cumuler en entier les traitements de plusieurs places, emplois ou concessions dans quelque partie que ce soit; que dans le cas de cumul de deux traitements, le moindre sera réduit de moitié; que dans le cas de cumul de trois traitements, le troisième sera en outre réduit au tiers, et ainsi en suivant cette proportion.

Il n'y a d'exception à cette réduction que pour les traitements cumulés qui sont au dessous de 5,000 fr., et pour ceux des savants, quel que soit leur chiffre.

Pour parvenir à opérer exactement ces réductions, il faut:

1° Que tous les traitements cumulés sur une tête soient classés dans l'ordre de leur montant, en commençant par le plus fort et finissant par le plus faible.

2o Que les traitements de même somme qui seraient à placer dans cette série, soient rangés suivant l'ancienneté de la nomination à chaque place.

3° Que la réduction se fasse de traitement en traitement et dans leur ordre, toujours dans la proportion de moitié, et de moitié du reste; qu'ainsi le premier traitement reste entier, le deuxième soit reduit à moitié, le troisième à moitié de cette moitie ou au quart, le quatrième s'il y avait lieu, à moitié de ce quart ou au huitième, et ainsi de suite. (Circ. min. 31 mai 1816.)

Outre l'exception en faveur des traitements annuels au dessous de 5,000 fr. L'ordonnance du 19 mars 1823, porte, art. 65, que les officiers qui, étant pourvus d'emplois civils à la cour, quittent momentanément leur poste ou leur résidence pour venir faire leur service auprès du roi, conservent la jouissance du traitement dont ils sont alors en possession. Ceux de ces officiers qui ont un commandement à Paris conservent même l'indemnité de représentation à laquelle leur position militaire peut leur donner droit.

A consulter : Bouchené-Lefer, *Droit public et administratif*, tom. II, p. 262, 410.

TRAITÉS POLITIQUES. Ce sont les conventions qui interviennent entre deux ou plusieurs souverains pour regler les intérêts respectifs de leurs nations.

Aux termes de l'article 15 de la Charte le roi fait les traités de paix, d'alliance et de commerce. En effet les négociations d'un peuple avec les nations qui l'entourent, supposent une connaissance approfondie de la situation politique, militaire et commerciale de chacune d'elles, connaissance qui ne peut s'acquérir que par les relations diplomatiques dont le secret est la condition essentielle. Ces négociations ne peuvent procurer d'avantage qu'autant qu'elles sont coordonnées les unes avec les autres pour former un système complet; il faut donc qu'elles soient confiées à une seule personne. (V. Foucart, p. 22.)

L'étendue de ces pouvoirs confiés au monarque pourrait paraître dangereuse sans la garantie que présentent à la nation la responsabilité des ministres et la publicité de la presse ou de la tribune.

Mais s'il s'agit d'un traité dont les dispositions peuvent devenir onéreuses pour le pays et nécessiter le prelèvement d'un impôt extraordinaire, alors le concours des chambres devient nécessaire pour rendre exécutoire un pareil traité.

De même encore, le roi ne peut, en vertu d'un traité, faire cession d'une partie du territoire français.

Nous avons dit que le roi faisait les traités de paix, d'alliance et de commerce, mais il serait difficile de négocier et de conclure la paix au moyen d'une simple correspondance entre les cours respectives; la diversité des matières qui doivent être réglées, et la multitude des incidents qui peuvent survenir, nécessitent toujours à cet effet une réunion de plénipotentiaires.

Un traité de paix est ordinairement précédé de ce qu'on appelle *préliminaires de paix*, qui ont pour but de faire savoir quelles puissances prendront part aux négociations, et de quelle manière il y sera procédé et dans quel lieu les plénipotentiaires se réuniront. Quelquefois une des puissances, avant d'entamer les négociations, exige de la partie opposée la concession absolue de certains points, en écartant toute discussion ultérieure à cet égard, et quelquefois même en refusant toute compensation. On a donné à ces stipulations le nom de *concessions préliminaires*.

Pour faciliter les négociations, on commence ensuite par établir ce qu'on appelle une *base*, c'est-à-dire, une idée fondamentale de paix.

C'est alors qu'a lieu la réunion des plénipotentiaires ayant pour but de se communiquer respectivement les demandes et les réclamations de leurs cours.

Ces sortes d'assemblées s'appellent *congrès*.

Quand on est parvenu à s'entendre, on procède à la rédaction du traité. Les puissances de la chrétienté ont l'habitude de le commencer par l'invocation de la trinité.

Viennent ensuite les articles généraux énonçant que la paix est rétablie, etc.

Et les articles particuliers statuant sur les points qui ont été le principal objet de la négociation.

Enfin, pour que ces transactions deviennent obligatoires, il faut qu'elles soient confirmées expressément par les souverains. C'est par cette raison que dans les traités de paix on désigne ordinairement un terme pour l'échange des *ratifications*; jusque-là, tout ce que le ministre a conclu demeure sans force. Cependant pour refuser avec honneur de ratifier ce qui a été conclu en vertu d'un plein pouvoir, il faut que le souverain en ait de fortes et solides raisons, et qu'il prouve que son ministre s'est écarté de ses instructions.

La conséquence d'un traité est de garder inviolablement les promesses y contenues, et d'observer ses dispositions. Cette grande vérité, quoique trop souvent négligée dans la pratique, est généralement reconnue chez toutes les nations. Les engagements d'un traité, dit Vattel, imposent d'un côté une obligation parfaite, et de l'autre un droit parfait. Violer un traité c'est donc violer le droit parfait de celui avec qui on a contracté; c'est lui faire injure, c'est se manquer à soi-même, et l'infamie doit être le partage de quiconque viole sa foi.

Les traités ne sont obligatoires que du jour où ils ont été publiés dans la forme des lois. Ils doivent toujours être entendus dans un sens qui concorde avec l'ordre public établi chez les princes ou peuples contractants, et particulièrement avec les maximes de leur droit public, leur ordre de juridictions et le maintien des droits privés. Ainsi les exceptions portées par les traités diplomatiques touchant certaines souverainetés étrangères à la règle que les jugements rendus par les tribunaux étrangers, ne peuvent obtenir force exécutoire en France qu'après avoir été révisés par les tribunaux français, qu'ils ne sont pas seulement soumis à une simple *pareatis* ou ordonnance d'exécution; ces exceptions ne sont applicables qu'au cas où les jugements rendus dans les souverainetés pour lesquelles elles ont été créées, ne sont pas contraires aux maximes du droit public français ou à l'ordre des juridictions (O. 1629, art. 21; C. civ. art. 2125, 2128. C. pr. 548. C. cass. 17 mars 1850.)

TRANSACTIONS. — V. **Communes**, chap. **des procès communaux.**

TRANSIT. — En matières de douanes on n'appelle transit que le passage accordé aux marchandises étrangères à travers le territoire français. V. **Douanes. Octrois. Commerce.**

TRAVAUX COMMUNAUX.

§ 1. Règles générales. — § 2. Travaux communaux à Paris.

§ 1. Règles générales.

On a souvent confondu les travaux exécutés pour le compte des communes, avec les travaux publics proprements dits, et il est cependant bien important d'établir une distinction entr'eux, car la législation qui régit ces derniers est tout-à-fait exceptionnelle, et ce serait à tort qu'on voudrait l'appliquer aux travaux communaux. Sur ce point la jurisprudence a établi des règles bien constantes.

Les travaux communaux peuvent cependant être considérés quelquefois comme travaux publics, mais alors il faut qu'ils soient dépouillés du caractère qui résulte de la propriété patrimoniale et privée, et ils ne doivent être réputés tels qu'autant qu'il y a eu :

1° Déclaration certaine d'utilité publique, autorisant l'administration à donner son concours à l'exécution de ces travaux (C. d'état 19 juin 1828), comme s'il s'agissait par exemple de travaux destinés à l'usage gratuit de tous, tels que des fontaines, une place, et des voies publiques, une église, etc.;

2° Adjudication en la forme administrative;

3° Stipulation expresse de la compétence du conseil de préfecture.

D'ailleurs il a été expressément statué que l'article 4 de la loi du 28 pluviôse an VIII n'était applicable qu'aux ouvrages d'utilité publique dont les plans ont été approuvés par le gouvernement dans les formes prescrites, et dont l'exécution est surveillée par un agent délégué de l'autorité supérieure. (C. d'ét. 25 av. 1828, 12 av. 1829, 2 sept. 1829.)

Ainsi on ne peut plus se méprendre, et ranger dans la catégorie des travaux publics, par exemple, des marchés relatifs à l'enlèvement des boues dans une ville, des réparations à faire dans certains bâtiments communaux etc., et autres qui cependant intéressent la généralité des habitants.

Ils ne sont réputés que travaux communaux, et comme tels ils constituent des marchés ordinaires, dont l'exécution est soumise à la juridiction des tribunaux. Aussi, par une convention spéciale insérée au cahier des charges, les parties ne pourraient se soumettre valablement à la juridiction administrative. (Id. 2 sep. 1829.)

Comme conséquence de ce principe de juridiction, les tribunaux seuls doivent connaître des contestations qui peuvent s'élever entre les communes et leurs architectes (C. d'ét. 16 déc. 1830). et de tous les incidents auxquels ces travaux peuvent donner lieu. Les dispositions du droit commun sont les seules applicables, et c'est à tort qu'on voudrait, par assimilation aux travaux puplics de ces travaux communaux qui cependant intéressent tous les habitants d'une ville ou commune, s'en référer à la législation exceptionnelle qui régit les entrepreneurs des travaux publics.

Ainsi les entrepreneurs des travaux communaux ne pourraient exciper des articles 1 et 2 du décret du 26 pluviôse an II, qui défendent aux créanciers particuliers des entrepreneurs et adjudicataires des travaux publics, de former opposition sur les sommes dues à ces derniers, à raison de leurs travaux. L'opposition doit être reçue, et il doit y être fait droit par le receveur municipal, lors même que l'adjudicataire ou entrepreneur se serait soumis dans le cahier d'adjudication à être traité comme entrepreneur de travaux publics Cass., 12 dec. 1831.)

Nous avons vu, en effet, qu'une pareille clause serait nulle. (V. **Travaux publics.**)

§ 2. Travaux communaux à Paris.

Les règles générales ci-dessus posées par la jurisprudence, et tracées pour les marchés communaux, ne peuvent s'étendre à la ville de Paris.

Paris, capitale de la France, centre commun où viennent aboutir toutes les communications; Paris, siége du gouvernement et qui renferme dans son enceinte tous les pouvoirs de l'état, est placé par la force des choses dans une position tout-à-fait exceptionnelle; il doit toujours rester sous la direction de l'autorité administrative; son régime est en quelque sorte celui des choses qui appartiennent à l'état. Paris, en effet, n'a jamais participé au régime municipal donné aux communes.

Dans toutes les communes, un maire est chargé de l'administration et de la police; à Paris, ses pouvoirs sont réunis entre les mains d'un magistrat, agent spécial du gouvernement. Les intérêts des communes peuvent être étrangers à l'état; les intérêts et les besoins de Paris sont ceux de la France entière, et cette exception s'étend jusqu'à modifier l'ordre des juridictions.

Ainsi, pour citer un seul exemple qui s'applique directement aux travaux communaux, par une fiction spéciale pour Paris, toutes ses rues sont considérées comme appartenant à la grande voirie, et les contestations relatives aux bâtiments qui les bordent sont portees devant le conseil de prefecture. Les plans d'alignement cependant ne sont pas arrêtés par les ponts et chaussées; l'état ne fournit pas les fonds pour acquerir les propriétés nécessaires à l'ouverture des rues nouvelles; mais les conditions qui caractérisent en général les communications de grande voirie, ne concernent pas Paris, attendu que l'administration et les intérêts de la ville ne sont réellement qu'une dépendance de l'administration et des intérêts de l'état.

Les marchés passés par la ville de Paris, sont donc tous, des marchés d'utilité publique. Du reste c'est ce qui a été jugé plusieurs fois par le conseil d'etat. (V. O, 17 août 1825, 22 nov. 1833, 17 oct. 1834.)

La première de ces ordonnances était interprétative d'une des clauses du marché passé entre la ville et l'entrepreneur des pompes funèbres.

La seconde jugeait une contestation entre l'entrepreneur des constructions de l'abattoir de Ménil-Montant et la ville.

Enfin la troisième décidait la validité d'un mar-

ché pour l'arrosage de la voie publique, résilié par le préfet de police.

Cependant, malgré l'intérêt purement communal en apparence de ces différents marchés, ils ont été considérés comme marchés de travaux publics. (V. ci-après.)

TRAVAUX FORCÉS. — V. **Bagne.** Code pénal, article 7, 15, 16, 18, 19, 28, 29, 36, 70, 71, 72.

TRAVAUX MARITIMES. — Les travaux maritimes sont ceux qui concernent le creusement et l'entretien des ports, la construction et la réparation des digues, forteresses, des bâtiments, magasins, arsenaux, etc., etc., destinés au service de la marine, payés sur des fonds spéciaux votés au budget pour ce chapitre, ils s'exécutent par les ordres du ministre de ce département ou du préfet maritime, suivant leur importance, sous la surveillance du directeur des travaux hydrauliques et des bâtiments civils.

Si ces travaux doivent être exécutés sur les côtes, les plans et devis sont communiqués au ministre de la guerre qui les soumet au comité des fortifications institué près de lui.

Quant aux règles à observer pour les adjudications, les obligations des entrepreneurs et les questions de contentieux. (V. **Travaux publics.**)

Les travaux maritimes comprennent encore les constructions navales, c'est-à-dire la construction des vaisseaux de guerre et autres bâtiments de l'etat.

Les constructions navales sont exécutées en régie dans les ports militaires. Ainsi les différents ouvrages qui se rapportent à la construction, à l'armement et à l'entretien d'une flotte, s'effectuent soit à la journée, soit à la tâche individuelle, soit à la tâche par association d'ouvriers, suivant que les officiers du génie maritime le jugent convenable sous le rapport de l'économie et de la bonne exécution des travaux.

Dans tous les cas et dans tous les arsenaux de la marine militaire, le mode d'entreprise par fourniture et main-d'œuvre est maintenant sévèrement proscrit en ce qui concerne la construction des bâtiments de guerre de l'état.

L'art difficile des constructions navales est exercé par un corps d'ingénieurs désignés sous le titre d'officiers du génie maritime.

Il existe près du ministère de la marine un conseil des travaux de la marine chargé de l'examen des questions spéciales, relatives aux travaux de la marine. Les ordonnances royales du 26 janvier 1824 et 19 février 1831 règlent les nombreuses attributions de cette commission qui remplaça deux conseils distincts à l'examen desquels étaient soumis les différents projets et objets respectivement relatifs aux travaux des constructions navales et à ceux des constructions hydrauliques et bâtiments civils de la marine.

Ce conseil est composé de plusieurs inspecteurs généraux des divers services spéciaux, d'officiers généraux et supérieurs, et de divers autres fonctionnaires de la marine.

En cas de contestations sur les clauses et l'exécution des marchés passés entre l'administration de la marine et les entrepreneurs, elles sont jugées dans la pratique par le préfet maritime en conseil d'administration, sauf appel au ministre de la marine; mais comme les juridictions sont d'ordre public, et qu'aucune disposition légale n'attribue la connaissance de ces matières aux préfets maritimes, il demeure constant qu'un entrepreneur peut aux termes de la loi du 28 pluviôse an VIII (art. 4.) sans avoir égard à la décision ministérielle intervenue, porter la contestation devant le conseil de préfecture, sauf appel devant le conseil d'état.

TRAVAUX MILITAIRES. (V. **Places de guerre, Bâtiments militaires.**)—Les travaux militaires concernent particulièrement les fortifications et les établissements quelconques de ce genre; aussi sont-ils exécutés sous la direction des officiers du génie, et par les ordres du ministre de la guerre. L'autorité administrative n'intervient que quand il s'agit de la réparation des casernes qui ordinairement appartiennent aux villes (mais dans ce cas, la surveillance des travaux n'en appartient pas moins aux ingénieurs militaires), ou seulement pour prendre de concert avec l'autorité administrative les mesures nécessaires à la sécurité et à la facilité des communications publiques, lorsque les travaux doivent exiger leur interruption momentanée dans les lieux qui y sont habituellement destinés. (L., 8 juill. 1791, art. 27.)

Les travaux de fortifications se font à l'entreprise de même que ceux qui sont exécutés sous les ordres du corps des ponts-et-chaussées, et à défaut d'entrepreneurs, on a recours au mode de régie sous la direction d'un gérant salarié désigné par le directeur des fortifications et nommé par le ministre de la guerre; ou bien encore les ouvrages sont exécutés par économie, c'est-à-dire par des ouvriers payés à la journée et surveillés par des gardes du génie. (Inst. min., 22 sept. 1826.)

Si on prefère la voie des entreprises, elles sont adjugées au rabais dans la forme ordinaire (V. **Adjudication**), et les entrepreneurs sont alors soumis aux obligations qu'on verra énoncées. V° **Travaux publics**, § 4.

Les contestations qui s'élèvent entr'eux et l'administration de la guerre, naissent ordinairement de l'exécution ou de l'interprétation des devis. Les tribunaux ne sont pas compétents, il y a là dérogation au droit commun; le directeur des fortifications seul prononce, sauf le recours au ministre de la guerre et ensuite au conseil d'état. (D. 11 juin 1806, art. 4, § 2.)

Les tribunaux ne connaissent que des contestations entre les entrepreneurs et leurs employés, encore ceux-ci sont-ils obligés de se soumettre au préliminaire de conciliation par devant le chef du génie.

Il y a lieu de leur part à une demande en résiliation de contrat et en dommages-intérêts dans le cas de guerre ou de mise en état de siege, si les travaux ne pouvaient être continués.

Quant au paiement desdits travaux, ils ont lieu comme pour les travaux publics, par à-comptes et jusqu'à concurrence des trois quarts. Le paiement definitif ne s'opère que trois mois après la confection du toisé général.

Si pour exécuter des travaux de fortifications, il y avait urgence d'occuper tout ou partie d'une ou plusieurs propriétés particulières, on doit s'en référer aux formalites prescrites par la loi du 30 mars 1831. (V. **Expropriation.**)

TRAVAUX PUBLICS[1].

§ 1. Exposé.—§ 2. Entreprises des travaux publics au rabais. Par série de prix. Et par concession. — § 3. Fonds de l'état, des départements, des communes ou des particuliers destinés aux travaux publics. — § 4. Obligations des entrepreneurs. Cautionnement. Exécution des travaux. Responsabilité. — § 5. Des carrières ou sablières ouvertes par les entrepreneurs. — § 6. Des sous-traitants. — § 7. Contentieux. Indemnités. Résiliation. Mise en régie provisoire. — § 8. Surveillance des ingenieurs. Vérification et réception des matériaux et des travaux. Garantie de l'entrepreneur. — § 9. Acquittement des prix. Opposition. — § 10. Compétence de l'autorité supérieure. — § 11. Compétence des conseils de préfecture. — § 12. Compétence des tribunaux. — § 13. Respect dû à l'exécution des travaux publics.

§ 1. Exposé.

On entend généralement par travaux publics, dit M. Tarbé de Vauxclairs, ceux dont l'utilité intéresse l'universalité des habitants du royaume, d'un département ou arrondissement, d'un canton ou même d'une commune, lorsque cette utilité n'a pas les caractères résultant de la propriété patrimoniale et privée. (V. **Travaux communaux.**)

C'est principalement par la jurisprudence des tribunaux qu'on peut parvenir à exposer les règles compliquées et diffuses auxquelles cette matière est soumise; nous chercherons donc principalement à faire connaître son état; mais auparavant il ne sera pas sans utilité de développer ce que l'on doit comprendre sous la dénomination de travaux publics: tels sont:

1° Les travaux de la guerre et de la marine, quand ils intéressent la sûreté de l'état et le commerce maritime;

2° Les travaux qui assurent les communications par terre et par eau, mis à la charge du trésor public, ou des départements, même avec le concours ou l'intermédiaire de compagnies financières ou exécutantes;

3° Dans certains cas, les desséchements, les grands canaux d'irrigation, les digues destinées à protéger une grande quantité de pays, les plantations de dunes et autres entreprises qui, quoique faites dans des vues d'intérêt particulier, tendent cependant à l'amélioration générale. Ce ne sont toutefois que des exceptions qui doivent préalablement être consacrées par une autorisation du gouvernement, ou un réglement d'administration publique.

Ces travaux et ceux énoncés dans les nos 1 et 2 qui précèdent, sont dans les attributions du ministre des travaux publics, et sont exécutés par les ingénieurs des ponts-et-chaussées, sous la surveillance de l'état, à moins que ces routes, canaux, fleuves, etc., ne se trouvent dans la zone militaire d'une place de guerre, ou de fortifications. Ils rentrent alors dans les attributions du

[1] A consulter:

An IX, 19 ventôse. Arrêté consulaire qui détermine la forme à suivre pour l'adjudication des travaux de toute espèce, des ponts-et-chaussées, de la navigation et des ports maritimes.

An XI, 19 ventôse. Arrêté consulaire pour la réception des soumissions d'adjudication des travaux publics.

1806, 24 avril. Loi, art. 48, qui remplace le droit d'entretien des routes établi par la loi du 7 germinal an VI, par la perception d'un droit de deux décimes par kilogramme de sel sur tous les sels enlevés des marais salants de l'Océan, de la Méditerranée, des salines de l'Est et de toute autre fabrique de sel.

1812, 22 décembre. Décret qui fixe l'organisation et le service de la commission mixte des travaux publics.

1815, 27 février. Ordonnance royale portant recomposition de ladite commission.

1816, 18 septembre. Ordonnance royale portant également recomposition de ladite commission.

1829, 10 mai. Ordonnance royale qui statue sur la distribution des fonds affectés aux travaux des ponts-et-chaussées et au mode d'adjudication de ces travaux.

1831, 28 février. Ordonnance royale qui porte que toute proposition de travaux publics, concernant les routes et les canaux, devra être l'objet d'une enquête préalable.

Ord. 18 février 1834, qui regle les formalités des enquêtes relatives aux travaux publics qui ne peuvent être exécutés qu'en vertu d'une loi.

ministre de la guerre (D. 31 août 1805, art. 1er) (V. **Travaux militaires**);

4° Les constructions neuves, d'églises, séminaires, colleges, hospices, palais de justice, prisons, casernes, halles, bourses, maisons communes, lavoirs, abreuvoirs, etc., ne peuvent être considérées comme travaux publics que lorsqu'elles ont été également entreprises dans un but d'utilité générale. Par exemple, il faut que les projet aient été approuvés par le gouvernement, qu'il y ait eu adjudication publique devant le prefet et le sous-préfet, et que dans le cahier des charges l'entrepreneur ait été assimilé aux entrepreneurs des travaux publics.

Il en est autrement du simple entretien de ces mêmes édifices, ainsi que des constructions neuves et des grosses réparations d'édifices appartenant au gouvernement, aux hospices et aux communes, lorsqu'on les fait valoir à titre de propriété privée, comme lieux d'habitation, bâtiments de ferme, maisons d'exploitation ou de location. (Extrait de M. Tarbé de Vauxclairs; voy. Favard, v° Travaux publics.)

De même, les travaux concernant les chemins communaux et vicinaux ne sont pas considérés comme travaux publics, en ce qui concerne les entrepreneurs et les extractions des materiaux. Cependant, à l'egard des chemins vicinaux, la loi du 9 ventôse an XIII a conféré aux conseils de préfecture le droit de statuer sur le fait des plantations et anticipations le long desdits chemins.

Enfin, il faut remarquer qu'un marché fait entre une commune et un entrepreneur ne doit pas être compris dans la dénomination de travaux publics. (C. d'état, 29 août 1821; 24 déc. 1825; voy. Favard) (V. **Travaux communaux.**)

§ 2. Entreprises des travaux publics, au rabais, par série de prix, par régie et par concession.

Dès qu'une loi ou une ordonnance a autorisé des travaux, l'administration traite ordinairement avec l'industrie particulière pour leur exécution; ces marchés se font alors avec la plus grande publicité, seul moyen d'ailleurs d'obtenir un *concours au rabais*; il n'y aurait d'exception à cette règle que si ces mêmes travaux avaient une importance politique qu'il fût urgent de ne pas ebruiter. Alors ces marchés sont conclus sur des soumissions isolées ou en traitant de gré à gré. Il en est de même dans les cas urgents, et lorsque la dépense des travaux n'excède pas 5,000 fr. Alors le préfet est également autorisé à recevoir des soumissions isolées. (O. 2 av. 1819, art. 17, 18, 19.)

Dans l'un et l'autre cas, la première formalité à observer est la rédaction d'un cahier des charges, soumis à l'examen et à l'approbation des officiers du génie maritime, du génie militaire, des membres du conseil des bâtiments civils, ou des membres du conseil général des ponts-et-chaussées, suivant la nature des travaux à exécuter.

Cette dernière administration, pour mettre de l'uniformité dans ses marchés, rédige ordinairement ses cahiers des charges d'après une instruction du directeur général des ponts-et-chaussees, publiée le 30 juillet 1811, sous le nom de : *clauses et conditions générales imposées aux entrepreneurs des travaux des ponts-et-chaussées* (voy. Circ. min., vol. 2, p. 272), et un autre reglement annexé à la circulaire du 25 août 1833.

Toutefois, les adjudications, soumissions et marchés antérieurs au 25 août 1833 continuent d'être régis jusqu'à leur expédition, par le cahier de 1811.

Au moyen de quelques modifications apportées depuis dans ces clauses, aux règles de droit commun concernant le louage d'ouvrage et industrie, le marché d'entreprise des travaux publics offre en général les caractères et les résultats suivants :

1° Il est passé avec publicité et concurrence au plus fort rabais, et sauf l'approbation de l'autorité supérieure;

2° L'administration s'y réserve la faculté de modifier le marché, si les circonstances l'exigent, et d'en prononcer même la cessation absolue, sans tenir compte à l'entrepreneur des bénéfices dont il sera ainsi privé;

3° Elle s'y réserve aussi tous moyens d'action, de surveillance, d'autorité, afin que les travaux s'exécutent conformément au marché et aux ordres des ingénieurs, ponctuellement et sans fraude;

4° Elle y apporte au droit commun des dérogations dont l'expérience a fait connaître la nécessité;

5° Enfin, elle y réserve à la juridiction administrative, soit des localités, soit de l'autorité supérieure, la connaissance de toutes les contestations qui pourront naître sur le sens des clauses et l'exécution des marchés, ou sur les déviations aux marchés qui résulteront du fait de l'administration même (V. M. Cotelle, *Cours de droit administratif appliqué aux travaux publics*, t. 1, p. 498 et suiv.). Quant aux formalités à observer avant et pour l'adjudication, dans le cas où les marchés et fournitures sont concédés de cette manière aux entrepreneurs V. **Adjudication.** Ce mode est le plus généralement adopté avec publicité et concurrence, sauf l'approbation :

1° Du ministre de l'intérieur, s'il s'agit de travaux dont la dépense excède 20,000 fr. ;

2° Du directeur général des ponts-et-chaussées, s'il s'agit de travaux neufs ressortant de cette administration, dont la dépense s'élève à plus de 15,000 fr. ;

3° Du préfet, quand les travaux n'excèdent pas cette somme.

Cette formalité est de rigueur, et le soumissionnaire ne devient adjudicataire que par la remise qui lui est faite de l'adjudication approuvée. C'est ainsi qu'une circulaire ministérielle du 5 août 1828, rend les entrepreneurs responsables de tous les travaux exécutés sans autorisation, dont l'utilité ne serait pas reconnue. La même ordonnance supprime également les honoraires des architectes qui auraient redigé des devis supplémentaires sans les soumettre à l'approbation supérieure. Cependant, s'ils avaient fait des travaux au-delà et en dehors du devis arrêté par l'autorité supérieure, mais avec le consentement du préfet, ce magistrat devient responsable du prix envers eux (Cass. 14 juill. 1831). Les marchés pour les travaux publics se font encore par *série de prix* ou par *régie*.

Les marchés par *série de prix* sont ceux dans lesquels l'entrepreneur s'engage à exécuter tous les travaux d'une certaine nature qui lui seront commandés, moyennant un prix convenu d'avance pour chacun d'eux. L'expérience a prouvé que ces sortes de marchés ne présentent d'avantages que lorsqu'il s'agit de travaux d'entretien ou de réparations urgentes qu'on ne peut prévoir à l'avance ; il est important d'avoir alors sous la main un entrepreneur qui soit toujours obligé d'exécuter sur-le champ les travaux qu'on lui indique, moyennant un prix convenu; aussi cette espèce de marché s'applique-t-elle aux fournitures d'entretien pour les routes, à l'entretien des ports de commerce, et aux réparations des dégradations que leur font éprouver les coups de mer.

Pour arriver à conclure une adjudication par série de prix, les administrateurs préparent un bordereau des prix pour la fourniture de chaque espèce de matériaux, et pour la main d'œuvre de chaque espèce d'ouvrage; ce bordereau devient la base d'une adjudication qui peut être passée pour trois années consécutives au plus. (Inst. 4 mars 1812, Foucart, t. 2, p. 161.)

Quand, pendant la durée du bail, il s'agit d'exécuter un ouvrage d'entretien ou de réparation, les ingénieurs en donnent l'ordre à l'entrepreneur; mais ils ne sont pas dispensés pour cela d'en dresser les devis et détails estimatifs au prix du marché passé; l'entrepreneur souscrit cet état de sa soumission. Les travaux sont régularisés au moyen des *états d'attachement* qui en sont tenus, c'est-à-dire ceux qui constatent le nombre d'ouvriers employés à un ouvrage, la nature et l'état d'avancement de cet ouvrage.

Quant aux *marchés par régie*, leur exécution a lieu au moyen d'agents préposés par l'administration, et agissant pour son compte ; tantôt on place à la tête des travaux, des régisseurs payés à cet effet; tantôt les ingénieurs eux-mêmes organisent les ouvriers et les transports. Une instruction du 11 juin 1815 trace les règles à suivre dans ce cas pour la passation des marchés de fournitures et de main-d'œuvre qui a lieu par l'entremise des ingénieurs, sous l'autorité des préfets, ainsi que pour le paiement des salaires qui se fait au moyen des rôles de journées tenus par les piqueurs, certifiés par les maires et visés par les ingénieurs ordinaires. (Foucart, t. 2, p. 153.)

Concession. Les différents modes d'entreprise au *rabais*, par *série de prix* et par *régie*, sont principalement adoptés lorsque les travaux d'utilité publique sont exécutés avec la fortune de l'état, des départements ou des communes.

Mais les particuliers ne sont pas exclus de coopérer auxdits travaux, et l'administration accueille même de preference leurs offres, qui du moins ont l'avantage d'éviter au trésor des déboursés considérables. Elle leur fait alors la *concession* exclusive de l'entreprise de ces travaux et assure l'indemnité de leurs déboursés en obligeant à un péage, fixe par un tarif; les individus qui profitent de ces travaux, soit qu'ils aient eu pour objet un pont, un chemin de fer, un canal.

Dans ce cas, l'autorité se réserve d'approuver par avance les plans de l'entreprise, afin d'exercer, s'il y a lieu, son contrôle de tutelle dans l'intérêt de l'ordre et de l'intérêt publics. Aussi, lorsque le ministre de l'intérieur, après avoir rejeté une requête en opposition à l'approbation d'une adjudication, a fait approuver ladite adjudication par le roi, il n'y a pas lieu de statuer sur le recours formé contre la décision ministérielle. Cependant les concurrents à l'adjudication sont recevables à attaquer par la voie contentieuse l'ordonnance approbative, en tant qu'elle aurait approuvé une adjudication qu'ils prétendent irrégulière. (C. d'état, 28 janv. 1836.)

La concession des travaux publics se fait par la voie des adjudications au rabais, aux compagnies ou aux individus qui offrent des garanties de solvabilité suffisantes.

V. **Concessions. Péage. Chemins de fer. Canaux. Ponts. Sociétés anonymes.**

§ 3. Fonds de l'état, des départements, des communes ou des particuliers destinés aux travaux publics.

En principe, toute opération qui doit entraîner une dépense, ne peut être prescrite qu'autant que les fonds destinés à la payer sont assurés par avance. C'est pourquoi il est porté chaque année sur le budget du ministère des travaux publics, des fonds destinés aux travaux des routes royales et des ponts, de la navigation, des bacs, canaux, quais et des ports maritimes qui rentrent dans les attributions des ponts-et-chaussées. Ces fonds sont divisés en deux catégories, l'une concernant les travaux neufs et de grosses réparations, l'autre les travaux d'entretien et de réparations ordinaires. La répartition par département, et la sous-répartition dans chaque département des fonds concernant la première catégorie sont faites par le directeur général des ponts-et-chaussées. Quant à la sous-répartition des fonds affectés aux travaux d'entretien et de réparations ordinaires, elle est faite dans le département suivant les besoins particuliers, par un conseil local présidé par le préfet et composé de l'inspecteur divisionnaire, de l'ingénieur en chef, et de deux membres du conseil général désignés par le ministre; les ingénieurs sont admis à ce conseil avec voix consultative. (O. 10 mai 1829, art. 1, 2, 5.)

(V. **Conseil local des travaux publics.**)

Mais les fonds de l'état alloués au budget ne sauraient suffire à toutes les dépenses nécessitées par les travaux d'utilité publique. Or, outre que ceux-ci sont d'un avantage général pour le pays, cependant on ne peut leur refuser un intérêt tout particulier pour les localités où on les exécute. Tel est donc le motif qui détermine souvent les départements et les communes à s'imposer des contributions extraordinaires pour obtenir la création d'une route ou d'un canal. Les sommes destinées à cet usage sont votées par les conseils généraux et municipaux, avec les formalités prescrites par les lois du 25 mars 1817, art. 46; 15 mai 1818, art. 39, 40, 41, 42. L'état, de son côté, intervient comme partie contractante pour fournir son contingent dans les fonds nécessaires à l'entreprise.

La coopération des départements, des communes et même des particuliers peut être rendue obligatoire par la loi lorsque les travaux à établir les intéressent particulièrement. Ainsi, lorsqu'il s'agit de construire des digues à la mer ou contre les fleuves, rivières et torrents navigables ou non navigables, la dépense en doit être supportée par les propriétés protégées, dans la proportion de leur intérêt aux travaux, sauf le cas où le gouvernement croit utile et juste d'accorder des secours sur les fonds publics.

L'ouverture d'un canal de navigation, le perfectionnement de la navigation d'une rivière, l'ouverture d'une grande route, la construction d'un pont, peuvent apporter une grande amélioration à la valeur du territoire de plusieurs départements ou arrondissements. Dans ce cas ils sont tenus en vertu d'une loi de contribuer aux dépenses des travaux, par voie de centimes additionnels et dans les proportions déterminées par des lois spéciales; mais sans que ces contributions puissent excéder la moitié de la dépense.

S'il s'agit seulement de canaux de petite navigation ou de flottage, de grandes routes d'un intérêt local, de ponts sur des routes ou sur des chemins vicinaux, les départements contribuent dans une proportion, les arrondissements les plus intéressés dans une autre, les communes les plus intéressées d'une manière encore différentes; le tout selon les degrés d'utilité respective. Le gouvernement ne fournit de fonds que lorsqu'il le juge convenable; c'est une loi spéciale qui détermine ces différentes contributions. Enfin, les particuliers eux-mêmes, toutes les fois qu'ils tirent un profit des travaux publics, par une augmentation notable dans la valeur de leurs propriétés, peuvent être obligés de payer une indemnité qui peut s'élever jusqu'à la valeur de la moitié des avantages que les travaux leur ont procurés. Cette indemnité est acquittée à leur choix en argent ou en rentes constituées à 4 p. cent, ou par le délaissement d'une partie de la propriété.

L'application de ces différentes mesures législatives est laissée à la prudence du gouvernement. (V. Foucart, tom. II, p. 134 et une loi du 16 sept. 1807, bull. nº 162 p. 113, relative à des impositions; pour confection de routes, canaux, etc.

§ 4. Obligations des entrepreneurs. Cautionnement. Exécution des travaux. Responsabilité.

La liberté des enchères permet à tous de concourir, mais tous ne sont pas admis; car on a dû exiger de la part des entrepreneurs certaines conditions soit de solvabilité, soit de capacité, afin d'éloigner des adjudicataires insolvables ou ne possédant pas les connaissances nécessaires pour entreprendre l'exécution des travaux et en garantir le succès.

C'est ainsi que par l'art. 1er du réglement de 1811 susdit, ils doivent présenter un certificat de capacité délivré par un inspecteur des ponts-et-chaussées et en outre une bonne et valable caution.

Le montant du cautionnement, fixé au 30e du prix des ouvrages, doit être fourni en immeubles et soumis à l'approbation du préfet, avec déclaration de la part de l'entrepreneur que ces biens sont libres et francs de toutes hypothèques, ou qu'au moins, malgré les hypothèques dont ils pourraient être grevés, ils présentent encore une valeur égale au montant du cautionnement demandé.

Dans ce cas, la promesse faite par lettre, de garantir la soumission d'un entrepreneur envers le gouvernement et de l'exécuter si l'obligé principal ne l'exécute pas, doit être considérée comme un véritable cautionnement.

Outre la sûreté promise par ce cautionnement, les adjudications administratives de travaux publics emportent hypothèque légale au profit de l'état sur les biens de l'adjudicataire; et les dispositions des lois des 28 octobre, 5 novembre 1790 et 4 mars 1793, desquelles résulte cette hypothèque, n'ont pas été abrogées par le Code civil art. 2098-2121. (Cass. 12 janv. 1835.)

Le réglement de 1811 susdit exige que le cautionnement soit fourni en immeubles, cependant il peut être fait aussi en valeur mobilière aux termes de l'art. 2041 du Code civil portant que « celui qui ne peut trouver une caution est reçu à donner à sa place un gage en nantissement suffisant. »

Dans ce cas, une inscription de rente sur l'état déposée à la caisse des consignations ou chez le receveur-général d'un département est un nantissement proprement dit. (Amiens, 1826, S. 26, 2, 238.)

Le cahier des charges peut même quelquefois exiger le dépôt d'un cautionnement en numéraire ou en rentes calculées au pair. Dans ce cas le conseil d'etat a décidé par arrêt du 28 janvier 1836, qu'il n'était pas nécessaire pour que le cautionnement fût régulier, que les rentes déposées fussent transferées au porteur et que le pair des rentes 5 p. cent, par exemple fût calculé au taux de 75.

Les art. 5 et 7 du réglement de 1811 exigent ensuite de l'entrepreneur sa présence sur les ateliers, une ponctualité parfaite dans l'exécution promise et l'approvisionnement de tous les moyens d'exécution.

D'après le réglement du 25 août 1833, art. 5, il ne peut s'absenter qu'après en avoir obtenu l'autorisation. Il choisit alors et fait agréer un représentant capable de le représenter, auquel il donne des pouvoirs suffisants pour que le travail ne souffre pas de son absence.

Enfin il est responsable de tous les actes de ses agents, sur lesquels cependant l'ingénieur conserve une haute surveillance, avec faculté d'exiger leur changement ou renvoi pour cause d'insubordination, d'incapacité ou defaut de probité.

Quant à l'exécution des travaux, l'entrepreneur, au moyen des prix fixés et approuvés, doit opérer l'achat, la fourniture, le transport à pied d'œuvre, c'est-à-dire le transport des matériaux sur le lieu même du travail, la façon, la pose et l'emploi des matériaux. Il doit payer les salaires et les peines des ouvriers, des commis et des autres agents qu'il a employés, et supporter toutes les dépenses de magasins, d'équipages, de voitures, d'ustensiles de toute nature sans pouvoir rien réclamer sous prétexte d'erreur ou d'omission, si ce n'est pour erreur de mètre ou de dimension; ni pour pertes, avaries, dommages, etc., etc., excepté quand ils proviennent de force majeure légalement constatée dans le délai de dix jours. Il peut alors obtenir une indemnité, si sa demande a été approuvée par l'administration. (Rég. du 25 août 1833, art 10, 11, 26.)

Responsabilité. Chacun répond du dommage qu'il a causé par sa négligence. (C. civ. 1383.)

Les adjudicataires des travaux sur la voie publique sont donc responsables des accidents que ces travaux peuvent occasionner, lorsque les précautions nécessaires pour les prévenir n'ont pas été prises. Ainsi les entrepreneurs de la construction d'un pont dont les piles ont été couvertes par les eaux pendant leur construction, sont responsables du naufrage d'un bateau arrivé sur une de ces piles, s'ils n'avaient signalé leur avant-bec et leur largeur par des balises, et surtout si ces précautions leur avaient été expressément recommandées par l'ingénieur chargé de la construction, encore bien qu'ils l'auraient fait par une seule balise placée sur le côté de la pile opposée à la seconde arche. (C. d'ét., 24 juin 1808. Coche d'Auxerre, C. les entr. du pont d'Austerlitz.)

§ 5. Des carrières ou sablières ouvertes par les entrepreneurs.

Dans les travaux qui exigent de la pierre, des cailloux ou du sable, si le devis n'indique pas de carrière ou sablière appartenant à l'etat, l'entrepreneur est obligé d'en ouvrir à ses frais ou de traiter de celles précédemment ouvertes par des particuliers. Il est tenu alors de dédommager préalablement les propriétaires de gré à gré ou à dire d'experts, et de représenter quand il en sera requis le traité fait avec eux et sa quittance. Dans ce cas, il ne paie que ses materiaux; mais si la carrière n'était pas préablement en exploitation aux termes de l'art. 55 de la loi du 16 sept. l
les terrains occupés pour prendre des ma-

tériaux destinés par exemple à la réparation d'une route, sont payés comme s'ils eussent été pris pour la route même. V. **Carrières. Fouilles.**

A ce sujet, un décret du 6 septembre 1815 ne considère une carrière en état d'exploitation qu'autant que le propriétaire en tire un revenu assuré; mais aujourd'hui, d'après la jurisprudence du conseil d'état, il suffit que le propriétaire en ait tiré des matériaux pour son propre usage. (C. d'état, 1er mars 1826.)

Une sablière appartenant à un particulier ne peut être designée par l'administration à des entrepreneurs, pour l'extraction des travaux nécessaires à la construction d'une route, si la propriété dans laquelle cette sablière existe est close de murs, de haies-vives ou d'autres clôtures en usage dans le pays. (C. d'etat, 4 juin 1823.)

Enfin, l'entrepreneur doit encore faire face, sans recours contre le gouvernement, à tous les dommages que peuvent occasionner la prise, le transport ou le depot des matériaux, et ceux pour indemnités de chantiers, chemins de service et autres indemnités temporaires faisant partie des faux frais de l'entreprise. (Reg. 1811, art. 9.)

Mais il faut observer que lorsqu'il y a impossibilité de prendre les matériaux dans les endroits déterminés par les devis, et conséquemment nécessité d'en extraire ailleurs, les ingénieurs établissent les nouveaux prix d'extraction et de transport d'après les éléments de l'adjudication. Ces changements sont notifiés à l'entrepreneur qui, lorsqu'il n'accepte pas, doit déduire ses raisons dans le délai de 10 jours; il est alors statué par l'administration, qui peut considérer l'extraction des matériaux comme ne faisant plus partie de l'entreprise et en faire un marché séparé.

Lorsque l'entrepreneur découvre des carrières plus rapprochées que celles qui lui avaient été indiquées au devis, et offrant des matériaux d'une qualité au moins égale, il peut obtenir l'autorisation de les exploiter sans subir aucune réduction sur les prix de l'adjudication. (Réglem. 25 août 1833, art. 9.) V. **Mines, sect. Des carrières.**

Les conseils de préfecture, qui sont exclusivement compétents pour connaître des réclamations relatives à des extractions de matériaux faites par un entrepreneur de travaux publics, dans un sol forestier, conformément au cahier des charges et aux devis y annexés, cessent de l'être lorsque ces extractions ont eu lieu sur d'autres terrains que ceux indiqués à l'entrepreneur par le procès-verbal de reconnaissance des lieux.

Dans ce dernier cas, la répression du délit résultant d'une telle extraction faite hors des limites fixées par le procès-verbal, peut, ainsi que la réparation du dommage causé, être poursuivie devant la juridiction correctionnelle.... Peu importe que le procès-verbal de reconnaissance des localités, au lieu d'avoir été dressé avant l'adjudication ne l'ait été que postérieurement. (L. 28 pl. an VIII, art. 4; Ord. 1er août 1827, art. 170, 171, 175 du C. for. 145. Cass. 16 avr. 1836, déc. 36, 1, 224.)

§ 6. Sous-traitants

L'administration n'exigeant de garanties que des entrepreneurs, il en résulte qu'elle ne contracte qu'avec eux seuls, et qu'elle ne reconnaît jamais dans un marché ni sous-traitants, ni associés. Aussi l'art. 4 du réglement précité porte positivement : pour que les travaux ne soient pas abandonnés à des spéculateurs inconnus et inhabiles, l'entrepreneur ne pourra céder tout ou partie de l'entreprise, et si l'on venait à découvrir que cette clause a été éludée, l'adjudication pourrait être résiliée, et dans ce cas, il serait procédé à une nouvelle adjudication.

§ 7. Contentieux. Indemnités. Résiliation. Mise en régie provisoire.

Sous le rapport du droit et des questions de jurisprudence qu'il peut faire naître, dit M. *Cotelle*, le marché d'entreprise des travaux publics n'est autre chose que le louage d'ouvrage et d'industrie ; il est soumis en très-grande partie aux règles fondamentales qui concernent ce contrat dans le Code civil, sauf les exceptions conventionnelles qui peuvent être exprimees au cahier des charges. Il est donc également important et pour l'administration, et pour les entrepreneurs de ne jamais perdre de vue pour leurs droits respectifs ces deux bases sur lesquelles leurs rapports doivent être fondes.

Mais le cahier des charges peut quelquefois ne pas avoir prévu tous les cas. Souvent, un travail qu'il a indiqué en necessitera un second. Cependant, de ce que l'entrepreneur s'est engagé pour une certaine somme à faire un ouvrage, doit-il en résulter qu'on ne doit pas depasser le prix fixé, ni l'indemniser des frais faits pour des travaux étrangers à son adjudication? non assurément. Dans ce cas, l'indemnité est fixée par assimilation au prix du marché principal, ou en cas d'impossibilité, sur estimation contradictoire.

Quant au prix principal, il est toujours fixé dans l'adjudication, et l'entrepreneur ne peut, sous aucun pretexte d'erreur ou d'omission dans la composition des prix de sous-détail, ni revenir sur les prix par lui consentis, ni réclamer une

augmentation de prix sous prétexte que les matériaux ont été fournis en dimensions plus fortes que celles du marché, encore bien que s'ils sont de dimensions plus faibles, les prix puissent être réduits en proportion.

Seulement, nous avons déjà dit qu'en cas de pertes, avaries ou dommages occasionnés par force majeure, il doit lui être alloué une indemnité avec l'approbation de l'administration, pourvu qu'il ait réclamé dans les 10 jours qui auront suivi l'événement. (Réglem., art. 11, 14, 26.)

Mais elles ne saurait être accordée pour *déchet* sur les pierres lorsqu'elle n'est pas prévue dans le sous-détail estimatif. De même, un entrepreneur qui ne justifie pas d'un ordre écrit de l'ingénieur en chef qui avait prescrit un changement dans l'exécution des travaux, telle qu'elle était réglée par le devis, ne peut demander une indemnité pour la démolition des travaux exécutés en dehors des conditions du devis, et pour la reconstruction conformément au devis. (C. d'état, 27 fév. 1836.)

Des indemnités lui sont encore dues en cas de résiliation, ou lorsqu'il est ordonné des changements au projet ou au devis, mais elles ne portent que sur le remboursement des dépenses qui peuvent avoir été faites sans que l'entrepreneur soit en droit d'invoquer les dispositions de l'art. 1794 du C. civil, d'après lequel le maître, en cas de résiliation par sa seule volonté, est obligé non-seulement de dédommager l'entrepreneur des dépenses faites jusque-là, mais encore de tout ce qu'il aurait pu gagner dans l'entreprise. Ici il y a dérogation aux règles du droit commun. Elle est consacrée toutefois par la jurisprudence et par les articles 3 et 39 du réglement susdit auxquels les entrepreneurs ne doivent pas ignorer qu'ils se soumettent en contractant.

Ainsi, lorsqu'on enlève à l'entrepreneur une partie des travaux portés dans son marché pour les réunir à une autre entreprise, l'indemnité qui lui est due doit représenter uniquement le dommage souffert par suite de la résiliation. On ne pourrait régler cette indemnité sur la comparaison des prix portés aux deux marchés, ou bien sur le dixième réservé par le devis à l'entrepreneur, pour bénéfice, emploi de temps et avances.

Quant aux indemnités qui peuvent être dues aux particuliers pour des dommages provenant du fait de l'administration ou des entrepreneurs. (V. **Dommages-intérêts**, **Indemnités**, **Fouilles**, **Carrières**, etc.)

L'administration résilie le marché et ordonne une nouvelle adjudication sur folle-enchère, lorsqu'un ouvrage languit faute de matériaux, d'ouvriers, ou de la présence et des soins de l'entrepreneur, et qu'il y a lieu de craindre son non achèvement aux époques prescrites, soit enfin le défaut d'emploi, dans l'année, des sommes créditées.

Si on ne veut pas en venir à la résiliation, un autre moyen est ouvert à l'administration, celui de la *mise en régie provisoire* des travaux, au compte de l'entrepreneur. Dans ce cas, le régisseur nommé doit fournir un cautionnement et se soumettre à une comptabilité telle qu'aucune dépense ne puisse être faite sans l'approbation de l'ingénieur.

Si cette régie ou l'adjudication sur folle-enchère amène une diminution dans les prix et les frais des ouvrages, ce bénéfice qui par plusieurs arrêts avait été adjugé à l'entrepreneur ne peut être revendiqué d'après l'article 21 du nouveau cahier des charges dernièrement révisé, que par l'administration qui seule a surveillé cette mise en régie. (V. sur cette question *Cotelle* n. CXXXIV.) La mise en régie en pareil cas est ordonnée par le préfet. Elle constitue un acte administratif dont les conseils de préfecture ne pourraient connaître. Le recours doit être porté devant le ministre, et en cas de pourvoi contre la décision ministérielle, au conseil d'état.

La résiliation peut encore avoir lieu et être prononcée par l'administration, en cas de diminution notable sur le prix des matériaux ou de la main-d'œuvre, et lorsque, après avoir proposé une réduction à l'entrepreneur, celui-ci ne l'accepte pas. De même aussi, en cas d'augmentation notable, il peut obtenir la résiliation.

Lorsqu'elle est prononcée par l'administration qui suspend les travaux, l'entrepreneur peut demander que les outils et ustensiles indispensables à l'entreprise soient acquis de gré à gré ou à dire d'experts, que les matériaux approvisionnés et déposés sur le lieu des travaux soient également acquis au prix de l'adjudication. Ceux qui ne sont pas déposés sur le lieu des travaux restent au compte de l'entrepreneur, sauf toutefois une indemnité. (Réglem. 1833, art. 40, 8.)

La mort de l'entrepreneur est aussi un cas de résiliation; le règlement n'en parle pas, aussi faut-il alors se référer un droit commun. Conséquemment, dit M. *Foucart*, l'administration est tenue de payer d'après la convention, à la succession de l'entrepreneur, la valeur des ouvrages faits et des matériaux préparés; enfin il pense qu'on peut ajouter aux dispositions du Code celles relatives à l'acquisition des outils et ustensiles.

Lorsque l'administration a résilié, dans un intérêt d'ordre public, un marché passé avec un entrepreneur, cette mesure ne peut pas être déférée au roi en conseil d'état par la voie contentieuse. La décision du ministre du commerce et des travaux publics, qui refuse une indemnité à un entrepreneur, pour résiliation de son marché, ne fait pas obstacle à ce que l'entrepreneur se retire devant le conseil de préfecture pour obtenir l'indemnité s'il croit y avoir droit. Un entrepreneur ne peut pas prendre devant le conseil d'état des conclusions pour obtenir le résultat immédiat des sommes liquidées à son profit. (C. d'état, 27 fév. 1836.)

§ 8. Surveillance des ingénieurs. Vérification et réception des matériaux et des travaux. Garantie de l'entrepreneur.

Les travaux doivent être surveillés dans leur exécution, constatés à mesure de leur avancement et reçus quand ils sont terminés.

La surveillance appartient d'abord à l'ingénieur en chef, qui sous l'approbation du préfet, a le droit de faire tous les réglements qu'il juge nécessaires pour le bon ordre des travaux et pour l'exécution des clauses du devis.

L'ingénieur ordinaire chargé d'une surveillance plus directe examine les matériaux qui ne peuvent être employés qu'autant qu'ils ont été reçus par lui. Il doit en cas de mauvaise qualité ou de malfaçon les refuser et ordonner leur remplacement aux frais de l'entrepreneur; en cas de refus par celui-ci, les contestations sont résolues par le conseil de préfecture. (Réglem. du 25 août 1833, art. 29, 12.)

L'ingénieur ordinaire surveille encore les travaux pendant le cours de leur exécution, et après qu'ils sont terminés, il en fait une réception provisoire; la réception définitive n'ayant lieu qu'après les delais de garantie. Ces deux opérations ne peuvent se faire qu'en présence de l'entrepreneur ou lui dûment appelé. Lorsque l'ingenieur présume qu'il existe des vices de construction, il a le droit d'ordonner la demolition et la reconstruction des ouvrages pretendus vicieux; les dépenses résultant de cette vérification sont à la charge de l'adjudicataire lorsque les vices de construction ont eté constatés et reconnus; sinon elles sont supportées par l'administration. En cas de contestations, elles sont portées également devant le conseil de préfecture. (Réglem. 25 août 1833, art. 13.)

Mais quand il s'agit de difficultés qui naissent au sujet de l'application des prix ou des métrages, elles sont décidées par l'ingénieur en chef.

La surveillance des ingenieurs est constatée par des états de situation périodiques, servant à éclairer l'administration sur la marche des travaux, et à motiver les paiements d'à-compte dont il sera parlé ci-après.

Enfin, les procès-verbaux de réception garantissent à l'administration la bonne confection des travaux, et deviennent par là des titres pour l'entrepreneur en dégageant sa responsabilité et assurant son paiement.

La réception définitive, avons-nous dit, n'a lieu qu'après l'expiration du délai de garantie; or, ce delai court du jour de la réception provisoire et varie suivant la nature des ouvrages : il est de trois mois pour les travaux d'entretien; de six mois pour les terrassements et les chaussées d'empierrement; d'un ou de deux ans pour les ouvrages d'art selon les stipulations du devis. Pendant ce temps, les entrepreneurs sont responsables et sont obligés de les entretenir, même quand il s'agit de réparer des dégradations arrivées par force majeure, pourvu que cette circonstance ait été déclarée dans les dix jours de l'événement. Cependant il résulte du réglement de 1833, que cette indemnité est toute d'équité et qu'on ne saurait la réclamer par la voie contentieuse. (C. d'état, 14 janv. 1818; Réglem., art. 26; C. d'état, 24 mars 1824.)

Un arrêt du Conseil d'état du 30 octobre 1834, statuant dans ce sens, porte que les entrepreneurs ne peuvent être rendus responsables des vices du plan auquel ils ont dû se conformer, et de la mauvaise qualité des pierres dont l'emploi leur a été prescrit.

§ 9. Acquittement du prix. Oppositions.

On distingue le paiement d'à-compte et le paiement définitif.

Les mandats des paiements à-compte sont délivrés à l'entrepreneur pendant le cours des travaux en raison de leur avancement et des fonds disponibles. En cas de retard, les sommes liquidées et ordonnancées ne portent pas intérêt; mais la demande fait courir les intérêts conformement à la règle du droit commun.

Le paiement definitif n'est autre que celui du dernier dixième qui doit être delivré seulement après l'expiration du delai fixé pour la garantie des ouvrages. Ce paiement ne peut être fait que par le ministre qui a commande les travaux.

Le mode suivi pour la delivrance des certificats de paiement, et pour assurer leur régularité, est fixé par les articles 58 et suivants de l'instruction de 1811, et par les articles 15, 34, 37, du réglement d'août 1833.

Nous renvoyons simplement à ces longues dispositions réglementaires: quant au dernier dixième gardé en réserve pour la garantie des ouvrages, il est important d'observer que s'il est jugé devoir excéder la portion suffisante pour la garantie de l'entreprise, on peut stipuler que ce dixième cessera de croître en raison des dépenses, lorsqu'il aura atteint la somme à laquelle le devis aura déterminé le maximum des avances à exiger sur le prix des travaux pour la sûreté des engagements de l'entrepreneur; mais on ne peut exercer des retenues pour contraventions, de la part de l'entrepreneur, aux clauses et obligations du marché, lorsque ces contraventions n'ont pas été constatées régulièrement dans les formes voulues. (C. d'ét., 5 nov. 1855.)

Le paiement des sommes dues aux entrepreneurs devait encore être combiné avec les oppositions que leurs créanciers, ou les propriétaires dont les terrains ont été fouillés ou occupés, font ordinairement entre les mains de l'administration sur les sommes susdites. C'est ce qui a dicté la loi spéciale du 26 pluviose an II.

Il résulte de ses dispositions que les payeurs des départements ne doivent avoir aucun égard aux oppositions formées sur les entrepreneurs qu'autant qu'elles sont relatives aux salaires des ouvriers ou au paiement des matériaux employés pour la confection des ouvrages, puisque la loi n'accorde pas ce privilége aux propriétaires dépossédés, néanmoins nous pensons, avec M. Cotelle, que les indemnités qui leur sont dues doivent être également privilégiées.

Il n'est fait droit aux oppositions des créanciers particuliers des entrepreneurs, qu'autant que les dettes mentionnées ci-dessus ont eté acquittées, et que les travaux ont été reçus définitivement. En effet, si les saisies étaient déclarées valables avant cette époque, les à-comptes payés aux entrepreneurs et qui sont destinés à faciliter l'exécution de leurs obligations, seraient détournés de cette destination et l'interêt public pourrait souffrir du retard, conséquence nécessaire d'un défaut de paiement à ceux qui sont employés aux travaux. On devrait donc faire exception en faveur du salaire des ouvriers et du prix dû aux fournisseurs de matériaux. Eux seuls sont privilégiés puisque ce sont leurs travaux et leurs fournitures qui profitent à l'entreprise.

Le devis qui a précédé l'adjudication doit être regardé comme la base du contrat, cependant l'administration doit payer les travaux non prévus et exécutés par ses ordres. (C. d'état, 7 mai 1821.)

§ 10. Compétence de l'autorité supérieure.

L'ordre et l'étendue, la confection et la direction des travaux publics sont du ressort de l'administration.

Il y a un ministre spécial chargé des travaux publics et du commerce; c'est lui qui prépare et présente aux chambres les projets de loi tendant à demander des crédits affectés à certains travaux publics qu'il désigne.

Le ministre connaît encore des recours contre les arrêtés des préfets qui ordonnent la résiliation d'un marché et la mise en régie provisoire, à la charge de l'entrepreneur.

§ 11. Compétence des conseils de préfecture.

Tant que les difficultés qui s'élèvent entre les entrepreneurs de travaux publics ont pour objet l'interprétation et l'application des clauses d'un marché relatif à des travaux de cette nature, les conseils de préfecture sont seuls compétents pour en connaître. (L. 28 pl. an VIII.)

Ils connaissent donc : 1° des demandes en résiliation d'entreprise, soit de la part de l'entrepreneur, soit de l'administration, lorsque le cas de résiliation est prévu par le contrat, et que l'entrepreneur réclame des dommages-intérêts. (C. d'état, 20 janv. 1830.)

2° Des difficultés élevées entre l'administration et les entrepreneurs, pour le paiement du prix des travaux non prévus par le marché, mais cependant exécutés par les entrepreneurs et profitables à l'administration, ou entre les agents de l'administration et les ouvriers, pour raison de leur paiement des travaux publics. (C. d'état, 7 mars 1821, 16 avril 1823.)

Cependant il faut remarquer que le conseil de préfecture ne pourrait modifier le prix, ni changer les conditions du devis; il doit se renfermer dans les termes du marché. (C. d'état, 16 fév. 1825.)

La cause du marché qui soumettrait à des arbitres lesdites contestations serait contraire à la loi du 28 pluviose an VIII, et aux articles 1003, 1004 du Code civil; conséquemment elle serait réputée non écrite. (C. d'état, 11 janv. 1833.)

3° Des réclamations des particuliers qui se plaindraient de torts et dommages, procédant du fait personnel des entrepreneurs, soit pour les travaux d'une route ou d'un canal, soit pour le passage d'un pont. (C. d'état, 25 avril, 17 août 1823.)

Ainsi les entrepreneurs de travaux publics ne peuvent être poursuivis devant les tribunaux à raison des torts et dommages par eux causés dans

l'exécution des travaux, alors même que l'on prétendrait que les faits qui leur sont reprochés auraient le caractère de délits : tel le fait d'avoir abattu des arbres et detruit des clôtures. C'est à l'autorité administrative, dans tous les cas, à prononcer sur les torts et dommages provenant du fait des entrepreneurs. (L. 28 pl. an VIII, art. 4; C. Douai, 29 mai 1835; S. 36, 2. 46.)

4° Des demandes et contestations concernant les indemnités dues aux particuliers à raison du terrain pris ou fouillé pour la confection de travaux publics. (C. d'état, 22 mars 1827.)

Ici, on le voit, il y a derogation aux principes du droit commun, d'après lesquels les tribunaux seuls peuvent connaître des demandes en indemnité entre les particuliers. Mais la compétence des conseils de préfecture ne s'applique qu'aux indemnités dues pour troubles et dommages apportés à une propriété riveraine des travaux. Il en serait autrement en cas d'expropriation; auquel cas on doit suivre la marche tracée par la loi de juillet 1833. (V. **Expropriation.**)

Ils connaissent également des demandes en indemnité, à raison des matériaux extraits, lors même qu'elles sont dirigées par les particuliers contre les sous-traitants des entrepreneurs. (D. 5 18 sept. 1807.)

Le défaut de contrat n'enlève pas la compétence aux conseils de préfecture; ainsi lorsqu'un ingénieur, chargé de la direction de travaux d'urgence, a contracté avec un tiers, au nom et pour le compte de l'administration, il n'est pas justiciable des tribunaux, et ce tiers doit l'actionner pour l'exécution du contrat devant le conseil de préfecture, seul compétent aux termes de l'article 4 de la loi du 28 pluviose an VIII. (D. 5 janv. 1827.)

Enfin une décision ministérielle qui rejette les prétentions d'un entrepreneur, ne peut faire obstacle à ce que la contestation soit déférée au jugement du conseil de préfecture, conformément à la loi précitée, et aux conditions particulières du marché. (C. d'état, 30 nov. 1830.)

Les contestations entre l'administration et les concessionnaires sont encore décidées par les conseils de préfecture.

Dans toutes ces matières, ils statuent comme juges de première instance, sauf recours au conseil d'état, et l'on ne pourrait porter de réclamations devant ce conseil par la voie contentieuse avant d'avoir passé par le premier degré de juridiction. (C. d'état, 17 fév. 1810.)

§ 12. Compétence des tribunaux.

Les tribunaux prononcent : 1° sur tout ce qui est étranger au service de l'administration et d'un intérêt purement privé : par exemple, sur les contestations entre les entrepreneurs de travaux publics et leurs sous-traitants, fournisseurs, voituriers, et autres créanciers, relativement à l'ordre et au privilége de leurs créances, ou à l'exécution des marchés de fournitures; car bien que les contestations qui s'elèvent entre les entrepreneurs et l'administration doivent être jugées administrativement, les conventions particulières, même au sujet de ces entreprises, ne sauraient sur ce point déroger à l'ordre des juridictions. (C. d'état, 12 avril 1832.)

Lorsqu'un entrepreneur de travaux publics n'a pas été autorisé par l'administration à extraire de la pierre sur la propriété d'un particulier, et que celui-ci n'a pas été mis en demeure de débattre et consentir les prix de cette extraction, les ouvriers de l'entrepreneur n'ont ni droit, ni qualité pour commencer l'exploitation.

Dans ce cas, l'action en dommages-intérêts doit être dirigée devant l'autorité judiciaire, et non devant l'autorité administrative. (C. d'état, 21 sept. 1527.)

Les tribunaux prononcent de même :

1° Entre un entrepreneur et un particulier, sur la validité et l'exécution des conventions passées entre eux pour achats ou travaux ordinaires, d'après une convention particulière;

2° Entre les entrepreneurs et propriétaires, pour faits de trouble et autres, étrangers aux travaux publics;

3° Entre l'administration et les particuliers sur la proprieté, soit du sol, soit des matériaux pris ou extraits pour la confection des routes ou autres travaux publics;

4° Entre deux ou plusieurs entrepreneurs, sur le recours qu'ils peuvent exercer l'un contre l'autre, à raison de leur acte d'association ou de la solidarité convenue entre eux. (C. d'état, 16 janv. 1822.)

Ainsi, lorsqu'une société s'est rendue adjudicataire de travaux publics, et qu'ultérieurement sa dissolution est demandée par quelqu'un de ses membres, l'autorité administrative ne peut connaître de cette contestation, encore bien qu'elle se rattache à l'exécution d'un acte administratif (l'adjudication des travaux), si d'ailleurs la dissolution demandée ne porte aucune atteinte à cette adjudication.

En un tel cas, l'autorité administrative ne peut connaître que des difficultés qui s'élèvent entre elle et les entrepreneurs, et non de celles qui s'agitent entre ces derniers seulement (Cass., 6 juill. 1829.)

§ 13. Respect dû à l'exécution des travaux publics.

L'art. 483 du Code pénal porte que quiconque, par des voies de fait, se sera opposé à la confection des travaux autorisés par le gouvernement sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, et en outre d'une amende qui ne pourra excéder le quart des dommages-intérêts, ni être au-dessous de 16 fr. Les moteurs subiront le maximum de la peine.

Pour qu'il y ait lieu à l'application de ces peines, il n'est pas nécessaire que les travaux, s'ils sont simplement préparatoires et d'étude, aient été autorisés par une ordonnance royale. Cette solennité n'est requise que pour la déclaration d'utilité publique qui peut être la suite de ces travaux préparatoires. Les agents de la direction générale des ponts-et-chaussées sont suffisamment autorisés à se livrer à ces travaux d'étude, lorsqu'ils sont munis des ordres de leurs supérieurs et de l'autorité administrative compétente (les préfets), sauf la réparation et l'indemnité des torts et dommages que leurs travaux pourraient causer, et à la charge par lesdits agents de justifier de leur qualité et de leur mission aux propriétaires des terrains sur lesquels ils les font exécuter. (Cass., 4 mars 1825.)

A l'appui des mesures pénales ci-dessus, un arrêt de la cour de cassation du 3 mai 1834 décide que des individus qui se sont opposés par des voies de fait à la confection des travaux autorisés par le gouvernement, ne peuvent être excusés sur le motif que dans l'exécution de ces travaux on aurait depassé la limite tracée par l'autorité.

A consulter : *Dictionnaire des travaux publics*, par Tarbé de Vauxclairs, in-4°; 1835. — *Cours de droit administratif appliqué aux travaux publics*, par Cotelle, 2 vol. in-8°; 1835.

TRAVAUX PUBLICS (commission mixte). —Cette commission, créée par l'ordonnance royale du 18 septembre 1816, a eté réorganisée par celle du 28 décembre 1828; elle est chargée de deliberer sur les affaires qui sont renvoyées à son examen et qui intéressent à la fois les départements de l'intérieur, de la guerre et de la marine pour les travaux d'utilité publique projetés dans la zone militaire du royaume. Ainsi l'interêt de l'agriculture et de l'industrie peut réclamer l'ouverture d'une route : mais cette route donnerait un accès facile à l'ennemi; la marine voudrait augmenter un port ou un arsenal : mais cette augmentation ne peut se faire qu'en démolissant une partie des remparts. Ces occasions, où tant d'intérêts divers sont en présence et se contredisent, sont celles où la commission prononce.

Elle est composée d'un président, de trois conseillers d'état, de deux inspecteurs généraux du génie militaire, d'un inspecteur général des ponts-et-chaussées, d'un inspecteur général des travaux maritimes, d'un secrétaire-archiviste.

Le président et les membres sont à la nomination du roi.

Les délibérations de la commission sont de véritables avis, et dans le cas de dissentiment entre le comité du génie et le conseil général des ponts-et-chaussées, les ministres peuvent trouver dans la délibération de la commission, les motifs de la décision à intervenir.

L'institution de la commission mixte des travaux publics est fort utile pour faire droit aux nombreuses réclamations qui s'elèvent de toutes parts à l'occasion des travaux projetés dans un intérêt civil, agricole ou commercial et qui provoquent de grandes résistances, de la part des autorités militaires, quelquefois même pour la simple réparation du chemin vicinal le plus inoffensif.

Une circulaire du ministre du commerce et des travaux publics du 17 septembre 1833 rappelle aux préfets et aux ingenieurs les formalités à observer lors de la redaction des procès-verbaux de conférence.

TRAVERSES ROYALES. — (V. **Grande Voirie.**)

TRÉSOR PUBLIC.

§ 1. Caisse centrale. — 1° Recettes et recouvrements. — 2° Dépenses et paiements. — 3° Portefeuilles. — 4° Contrôle de la caisse centrale. — § 2. Direction du mouvement général des fonds. — § 3. Comptabilité générale. — § 4. Dette inscrite. — § 5. Payeur central.

L'administration du trésor se compose principalement de la caisse centrale, de la direction du mouvement général des fonds, de la comptabilité générale, de la direction de la dette inscrite et du bureau du payeur central.

Nous allons faire connaître successivement les règles qui concernent chacune de ces branches de l'administration. (V. O. 18 nov. 1817; A. min. des fin. 24 juin 1832.)

§ 1. Caisse centrale.

La caisse centrale est chargée d'effectuer les recettes de toutes valeurs qui sont versées ou envoyées au trésor public, et de fournir tous les fonds qui sont nécessaires, soit pour acquitter les depenses publiques payables à Paris, soit pour payer les en-

gagements du trésor et les dispositions faites sur lui tant par les receveurs généraux, que par ses correspondants administratifs.

La caisse est administrée par un caissier central. Il a auprès de lui un sous-caissier central qui le supplée; les fonds centralisés le soir sont reconnus par le caissier central et le chef du contrôle, conformément à l'ordonnance royale du 8 décembre 1832, et à l'article 14 du règlement précité enfermés dans des serres dont les clefs sont déposées dans un coffre fermé lui-même par deux autres clefs dont l'une reste entre les mains du caissier central et l'autre est gardée par le chef du contrôle. (V. régl. du min. des fin. 24 juin 1832.

Le caissier central reunit chaque soir, tous les éléments de comptabilité qui doivent établir la comptabilité des sous-caisses en particulier et concourir à former la situation générale qu'il remet avec les détails convenables à la direction du mouvement des fonds et à la comptabilité générale.

Une ordonnance du 27 mai 1832 a fixé le cautionnement du caissier central à 500,000 fr. en numeraire.

Ce comptable est tenu de le réaliser avant son installation et n'est admis à prêter serment qu'après en avoir justifié.

Le caissier central est seul comptable envers la cour des comptes de toutes les opérations des sous-caisses qui se subdivisent ainsi qu'il suit:

1o Recettes et recouvrements.

1° *Sous-caisse des recettes*. Elle reçoit tous les versements qui lui sont apportés, soit par les agents préposés aux recettes des revenus publics, soit par des correspondants du trésor qui doivent en recevoir crédit. Elle est en outre chargée du recouvrement de tous les effets à échéance qui doivent être encaissés à Paris et de toutes les recettes produites par des emprunts publics.

2o *Sous caisse des bons royaux*. Elle est chargée de recevoir les fonds versés pour obtenir des bons royaux, et de la delivrance de ces bons.

3o *Sous-caisse des mandats*. C'est à cette caisse que sont fournis les mandats sur les départemens et que sont versées les sommes apportées en echange.

2o Dépenses et paiements.

4o *Sous-caisse des dépenses*. Elle fait exclusivement le service matériel du payeur des dépenses centrales, qui ne touche pas d'espèces, et qui fait tous les paiements en mandats sur cette caisse.

5o *Sous-caisse de paiement d'effets divers*. Elle acquitte tous les mandats tirés sur le trésor, les bons royaux à leur échéance, les traites du caissier sur lui-même.

3o Porte-feuilles.

Indépendamment de ces sous-caisses exclusivement chargees du maniement d'espèces, deux autres sont depositaires des valeurs de portefeuilles, sous le titre de *sous-caisse des effets sur Paris, et de sous-caisse des valeurs diverses*.

La première reçoit tous les effets de commerce payables dans Paris et provenant des remises en compte courant des receveurs généraux.

La deuxième reçoit, sous le titre de valeurs diverses, les traites d'adjudicataires de coupes de bois, les traites et obligations de douanes, les obligations des redevables des contributions indirectes, et en général toutes les valeurs qui n'entrent pas dans la première catégorie.

4o Contrôle de la caisse centrale.

A la suite de la disparition du caissier central Kessner, un arrêté du ministre des finances, du 24 juin 1832, est venu régulariser et étendre les garanties du trésor. (V. O. 18 nov. 1817.)

Toutes les entrées et les sorties de valeurs, outre les contrôles ordinaires des écritures de bureaux, sont immédiatement constatées par un contrôleur placé auprès de chaque comptoir. Un autre reste auprès de la sous-caisse centrale et suit les mouvements de fonds qu'elle opère avec les autres sous-caisses pendant le cours de la journée.

Le contrôleur en chef est, comme nous l'avons dit, dépositaire de la seconde clef du trésor, il est présent le matin et le soir à l'ouverture, et à la fermeture des coffres; il reconnaît, et certifie par sa signature l'exactitude des soldes matériels au commencement et à la fin de chaque journée.

Enfin, indépendamment de la vérification faite chaque jour par le contrôleur en chef, des vérifications partielles et générales doivent être opérées fréquemment et à des époques indéterminées.

Ces mesures ont été prises conformément au vœu de la commission de la chambre des deputés, dans l'enquête de l'affaire Kessner.

§ 2. Direction du mouvement général des fonds.

Les actes réglementaires qui ont organisé à différentes époques le service de trésorerie ont été revisés en même temps que les opérations et les moyens de direction et de surveillance appropriés à cette partie de l'administration. Le décret du 16 juillet 1806, d'abord, et ensuite les arrêtés des

7 novembre et 9 décembre 1814, et les ordonnances du 18 novembre 1817, ont perfectionné le nouveau régime.

Enfin le réglement de 1832 a complété l'organisation et le système de contrôle de cette partie de l'administration.

La direction du mouvement des fonds est à proprement parler, la maison de banque du trésor, son action ne se borne pas à la caisse centrale; elle saisit les ressources disponibles tant à Paris que sur tous les points du royaume, et les combine avec les besoins auxquels elles doivent être appliquées partout où le trésor a des dépenses à payer, des engagements à remplir, crée des ressources ou y supplée là où elles n'existent pas.

Elle reçoit de tous les ministres ordonnateurs, les ordonnances que chacun d'eux délivre pour autoriser des paiements ou pour déléguer à des sous-ordonnateurs des crédits nécessaires pour mandater les dépenses publiques. Elle tient le compte des crédits ouverts par les lois, elle veille à ce que les limites n'en soient pas dépassées en admettant les ordonnances et en ne les rendant valables par son visa qu'autant qu'elles n'excèdent pas les sommes des credits ouverts à chaque spécialité.

Après cet enregistrement et ce visa, elle transmet au payeur soit en original, soit par extrait, les ordonnances des ministres et les autorise en même temps à puiser dans les caisses des receveurs généraux les sommes nécessaires à leurs paiements, mais seulement au fur et à mesure des besoins et des demandes: au-delà de ce qui concerne les ordonnances, la direction du mouvement des fonds n'a plus de rapport avec les payeurs dont la comptabilité lui est étrangère, elle surveille seulement leurs encaisses pour en arrêter l'exubérance.

Ses rapports avec les receveurs généraux sont plus multipliés. Elle reçoit d'eux tous les dix jours la déclaration de leurs recettes et dépenses pour les porter dans un compte courant et d'intérêts, en debit et en crédit. Elle établit la situation journalière de ce compte courant qui, independamment des opérations de dixaine, reçoit celles que chaque jour produit, pour tout ce qui tient au service de banque et de virement du mouvement des fonds.

En ce qui concerne la caisse centrale, la direction du mouvement des fonds autorise celles des recettes qui ne dérivent pas habituellement de la nature du service, et sans exception, toutes les dépenses qui produisent une sortie de fonds; la caisse centrale lui doit la communication de toutes les opérations qui influent sur les comptes des receveurs généraux, sur ceux des correspondants du trésor, ou qui se rattachent aux émissions de valeurs créées dans les limites des moyens de service mis par les lois à la disposition du ministre.

La direction du mouvement des fonds décrit, dans une comptabilité spéciale, toutes les opérations qui lui sont propres, les résumés en sont fournis à la comptabilité générale pour être rattachés aux comptes et au bilan de l'administration générale des finances.

Ces deux directions sont en communication journalière pour contrôler l'une par l'autre les declarations et les écritures des comptables.

La direction du mouvement des fonds propose, surveille, liquide et décompte toutes les dépenses inhérentes aux intérêts de la dette flottante et aux frais du service de la trésorerie. Celles de ces dépenses qui s'appuient sur des pièces comptables sont soumises au jugement de la cour des comptes. Celles qui ne résultent que de comptes courants sont prouvées par des comptes arrêtés contradictoirement; toutes sont déférées chaque année à une commission dont l'institution a été consacrée par l'ordonnance royale du 18 novembre 1817, et qui se compose d'un conseiller d'état, de deux maitre des requêtes, de deux membres de la cour des comptes désignés par le premier président, et d'un inspecteur général des finances. La commission dresse des procès-verbaux de ses vérifications, il en est envoyé une expédition à la cour des comptes; cette commission qui procède à un jugement administratif indépendant de celui de la cour des comptes, est apellée à prononcer sur les faits que retracent les comptes des comptables.

Chaque jour le directeur du mouvement des fonds fourn t au ministre tous les documens qui peuvent lui servir à apprécier la situation des ressources et des besoins du trésor ; à la fin de chaque mois un aperçu général est formé pour le mois suivant. D'autres aperçus généraux embrassant le service de plusieurs mois sont établis à des époques différentes, les prévisions établies par les aperçus sont périodiquement comparées avec les faits réalisés.

§ 5. Comptabilité générale.

La comptabilité générale est chargée de vérifier toutes les comptabilités particulières des comptables et agents du trésor et de les résumer pour en soumettre le résultat à la cour des comptes qui prononce sur les faits, et aux chambres qui en jugent la moralité. Elle ne crée pas des effets, elle les recueille quand ils sont accomplis, les compare et les résume. Elle saisit aussi celles des opérations des ordonnateurs de chaque ministère qui servent

à établir la situation générale des finances; chacun d'eux lui adresse chaque mois, à cet effet, un bordereau des droits constatés en faveur des créanciers de l'état, et cette pièce lui sert de contrôle pour les faits de même nature décrits par les payeurs des départements et le payeur central à Paris.

Chaque comptable lui transmet les pièces justificatives qui servent de preuves aux dépenses déclarées par lui.

Il y a cependant exception pour le caissier central et le payeur du trésor à Paris.

Ces deux comptables ne font connaître leurs dépenses que par des bordereaux mensuels, sans pièces à l'appui: ils restent dépositaires de celles qu'ils ont acquittées et les transmettent directement à la cour des comptes.

La comptabilité générale est chargée de rechercher tous les faits qui chargent les comptables tant en recettes qu'en dépenses; après les avoir constatés, elle en fait le résume par classe de comptables d'abord, et ensuite par nature de recettes et dépenses.

Ce travail vient ensuite se fondre en quelques articles qui forment les éléments du journal général, et ensuite des comptes généraux présentés aux chambres pour servir de réglement à chaque exercice. (V. **Comptabilité, Cour des comptes.**)

§ 4. Dette inscrite.

La direction de la dette inscrite a pour devoir de constater la *création, les transferts et les mutations de rentes*, de suivre et d'établir les accroissements et diminutions de cette partie de la dette publique; d'inscrire *les pensions sur l'état* et enfin de tenir *la comptabilité des cautionnements*. C'est elle qui dresse les états pour servir au paiement des intérêts de la dette, des arrérages de pensions, des intérêts et des capitaux de cautionnements. Ses attributions ne sont pas susceptibles d'analyse. (V. Arr. min. 9 oct. 1832. V. art. 10 et suiv.)

En ce qui concerne *les rentes* proprement dites, la direction de la dette inscrite n'a que peu ou point de rapports avec les autres divisions du ministère. Elle a une comptabilité qui lui est propre, indépendante de la comptabilité générale, qui ne reçoit d'elle que des comptes annuels de la dette publique annexés aux comptes généraux présentés aux chambres.

L'inscription, la signature et la délivrance des rentes sont confiées, sous le contrôle du directeur, à deux agents qui rendent compte à la cour des comptes. De ces deux agents l'un constate les mutations et transferts provenant des changements de propriété; l'autre inscrit au grand-livre et délivre les extraits d'inscription.

Ces deux agents, outre la garantie des contrôles administratifs auxquels ils sont soumis, sont en outre tenus de verser un cautionnement de 50,000 fr. en numéraire ou en rentes. (Ord. 8 déc. 1832.)

Leurs opérations sont soumises à des contrôles que le chef du service dirige en même temps que les agents contrôlés.

Le directeur de la dette inscrite n'est point le liquidateur des droits des pensionnaires de l'état. Leurs titres et leurs droits sont jugés dans les formes et par les autorités déterminées par les lois spéciales.

Il se borne à faire vérifier l'accomplissement des conditions générales exigées par les réglements avant de delivrer les certificats ou brevets aux titulaires.

Un agent administratif, justiciable de la cour des comptes, est chargé de l'exécution de ces travaux.

Cette partie de la tâche de l'administration est réglée dans tous ses détails par un arrêté ministériel du 9 octobre 1832.

Le service *des cautionnements* est dirigé par le directeur, à qui doit être adressé, par les différents chefs de service des administrations financières, un avis immédiat de chacune des mutations survenues dans le personnel des agents sujets à cautionnement. Chaque bulletin ne peut être renvoyé à celui qui en a fait la notification que lorsque le titulaire a versé au trésor la garantie pécuniaire qui doit servir de gage à la gestion. (V. Régl. de 1852, Rapp. du 8 déc. id.)

§ 5. Payeur central.

Les fonctions du payeur central consistent dans l'acquittement de toutes les dépenses des ministères qui se paient à Paris. Il reçoit du mouvement des fonds les ordonnances d'après lesquelles ces dépenses peuvent être régulièrement payées. Il exige et verifie les pièces qui doivent les justifier. Il retire les quittances des parties prenantes et effectue les paiements en mandats sur le caissier central, qui les acquitte à bureau ouvert, après qu'ils ont été revêtus du visa du contrôleur spécial. (Ord. 1832.)

Le payeur central est seul comptable envers la cour des comptes et responsable de la régularité des paiements. (Ord. 18 nov. 1817, 27 sept. 1825; Régl. 25 juillet 1832.) (V. **Comptabilité, Comptables, Cour des comptes, Hypothèques**, etc.)

TRÊVE.—On convient quelquefois de suspendre les hostilités pour un certain temps; si cette

convention est faite seulement pour un terme fort court et pour quelque lieu, en particulier, on l'appelle *cessation ou suspension d'armes*.

La trève ou la suspension d'armes ne termine pas la guerre; elle en suspend seulement les actes.

La trève peut être particulière ou universelle.

Si l'un des contractants, ou quelqu'un par son ordre ou seulement avec son consentement, vient à commettre quelque acte contraire à la trève, il fait injure à l'autre partie contractante; la trève est rompue et l'autre partie peut courir incessamment aux armes, non seulement pour reprendre les opérations de la guerre, mais encore pour venger la nouvelle injure qu'elle vient de recevoir. (V. **Guerre**.)

TRIAGE. (V. **Communes**, chap. 3, des biens communaux.)

TRIBUNAUX DE COMMERCE.

§ 1. Composition des tribunaux de commerce. — § 2. Nomination et institution des juges. — § 3. Attributions des tribunaux de commerce. — § 4. Des modes de procéder et de l'exécution des jugements.

Les tribunaux de commerce sont institués pour connaître de toutes les contestations relatives aux engagements et transactions entre les négociants marchands ou banquiers, et entre toutes personnes, des contestations relatives aux actes de commerce. (C. de com., art. 615.)

Les tribunaux de commerce destinés à remplacer les siéges d'amirauté et les juridictions consulaires ont pris naissance dans le décret des 16 et 13 août 1790.)

Modifiés par le décret du 7 janvier 1791, par la loi du 17 vendémiaire an IV et le décret du 6 octobre 1809, ils ont été organisés par le décret du 18 novembre 1810 et par le Code de commerce, qui ont déterminé leurs diverses attributions, leur composition et le mode d'élection des membres qui les composent.

§ 1. De la composition des tribunaux de commerce.

Le nombre des juges composant les tribunaux de commerce varie suivant l'importance des localités et les affaires qui peuvent y être soumises. (C. de com. art. 616 et suiv.)

En général, les tribunaux de commerce se composent de trois juges au moins, y compris le président, et cinq au plus, avec deux suppléants au moins et quatre au plus.

Paris, Lyon, Bordeaux, Marseille, Nantes, Orléans et Rouen, se trouvent dans un régime d'exception.

A Paris, le tribunal de commerce se compose : d'un président, huit juges, seize suppléants, distribués en deux sections.

A Lyon, d'un président, six juges et six suppléants.

Dans les autres villes précitées, d'un président, six juges et quatre suppléants.

Il n'existe pas auprès des tribunaux de commerce, de magistrats chargés d'exercer les fonctions du ministère public.

Il y a près de chaque tribunal un greffier et des huissiers. (C. com., 624, D. 6 octobre 1809.)

§ 2. Nomination des juges de commerce.

Les juges des tribunaux de commerce sont élus par les commerçants notables, domiciliés dans le ressort du tribunal, Français d'origine ou naturalisés. (C. com., 618, D. 6 oct. 1809.)

Chaque annee, la liste en est dressée par les soins du préfet et approuvée par le ministre du commerce. (C. com., 619.)

Cette liste ne peut contenir moins de vingt-cinq noms dans la ville ou la population n'excède pas quinze mille âmes, ce nombre devant être augmenté à raison d'un électeur par mille âmes de population (soit des villes, soit quelque fois de l'arrondissement où siége le tribunal).

Les commerçants ayant de procéder à l'élection sont tenus de prêter serment dans la forme ordinaire.

Les membres des tribunaux de commerce sont élus au scrutin individuel et à la pluralité absolue des suffrages. Aucune disposition législative ne fixe le nombre de notables nécessaire pour l'election.

Tout commerçant, même non notable, peut être nommé juge ou suppléant, pourvu qu'il soit Français ou naturalisé Français, âgé de 30 ans et exerçant avec honneur et distinction le commerce depuis cinq ans. (V. Proj. d'organ. jud., présenté en 1835.)

Il n'est pas nécessaire d'être en exercice au moment de l'élection, mais il ne faut pas avoir une autre profession. (Cons. d'ét., a. fév. 1808.)

Le président du tribunal doit être âgé de 40 ans accomplis et avoir précédemment exercé les fonctions de juge dans une juridiction commerciale ancienne ou nouvelle, à moins que la ville où il est nommé n'ait une juridiction commerciale nouvelle. (C. com., 620, Cons. d'état, 21 déc. 1810.)

Les fonctions des présidents et juges durent deux ans; ils ne peuvent être immédiatement

réélus : il faut au moins un an d'intervalle; quant aux suppléants ils sont indéfiniment rééligibles.

Tous les ans, les tribunaux de commerce sont renouvelés par moitié.

Les juges, élus comme nous venons de le dire, reçoivent leur institution du roi et prêtent serment devant la Cour royale, ou, dans le cas où elle ne siége pas dans l'arrondissement, devant le tribunal de première instance commis à cet effet. (C. com. 629.)

Les fonctions de juge au tribunal de commerce sont incompatibles avec toutes celles de l'ordre judiciaire et du ministère public, avec celles d'huissier ou d'huissier priseur, avec celles de préfet, sous-préfet, maire, adjoint, agent de change et courtier.

Elles sont purement honorifiques. (C. com. 628.)

§ 3. Attributions des tribunaux de commerce.

La juridiction des tribunaux de commerce est exceptionnelle.

Les tribunaux de commerce connaissent de toutes les affaires qui leur sont soumises dans les limites de la loi, soit en dernier ressort, soit à charge d'appel.

En premier ressort, toutes les demandes dont le principal n'excède pas mille fr., ou toutes celles où les parties déclarent vouloir être jugées sans appel;

A charge d'appel, de toutes les contestations commerciales, à quelques sommes qu'elles puissent monter.

Nous avons déjà dit qu'ils connaissent de toutes contestations relatives aux engagements et transactions entre négociants ou banquiers, et de plus entre toutes personnes, des contestations relatives aux actes de commerce.

Le Code de commerce (art. 632 à 633), a défini ce qu'il fallait entendre par actes de commerce et la limite qui devait être observée relativement aux attributions confiées aux tribunaux de commerce.

Les tribunaux de commerce, soit par eux mêmes, soit par l'organe de leur président, soit par celui d'un juge nommé parmi eux, énoncent encore une juridiction particulière en diverses matières, de société, arbitrage, lettre de change, faillite, etc.

C'est en quelque sorte une compétence extra-judiciaire.

§ 4. Des modes de procéder et de l'exécution des jugements.

Les modes de procéder devant les tribunaux de commerce sont indiqués dans les art. 414 à 442 du Code de procédure, 627 du Code de commerce et dans les ordonnances des 5 novembre 1823 et 10 mars 1827.

Les jugements des tribunaux de commerce sont exécutoires comme tous autres par les mêmes voies et les mêmes contraintes.

A Paris seulement, il y a des gardes du commerce, dont l'organisation et les attributions ont été déterminées par un réglement du 14 mars 1808, et qui sont chargés de l'exécution des jugements emportant contrainte par corps. (V. **Organisation judiciaire.**)

TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE.

§ 1. Composition des tribunaux de première instance. — § 2. Division des tribunaux et répartition des affaires. — § 3. Attributions des tribunaux en matières civiles. — § 4. Attributions des tribunaux en matières correctionnelles.

Les tribunaux de première instance sont les juridictions établies dans chaque arrondissement communal pour connaître de toutes les affaires civiles ou correctionnelles qui ne sont pas attribuées par des lois spéciales à d'autres tribunaux.

Les tribunaux de première instance qui remplacèrent en 1790 les justices seigneuriales, les bailliages et les sénéchaussées, ont été organisés tels qu'ils se trouvent encore aujourd'hui par les lois des 7 vent. an VIII, 30 avril 1810, 30 janvier 1811 et diverses autres lois et ordonnances qui les modifièrent seulement en partie, mais sans en changer les bases et les principes. (V. O. 19 nov. 1823, 11 fév. 1824, 16 juin 1824, 24 sept. 1828, 10 déc. 1830, et projet d'org. jud. présenté en 1835.)

§ 1. De la composition des tribunaux de première instance.

Chaque tribunal d'arrondissement est composé y compris les présidents, vice-présidents et juges d'instruction de trois, quatre, sept, huit, neuf, dix, onze ou douze juges, et deux à six suppléants.

Ce nombre varie selon l'importance ou la population des villes.

Il y a de plus dans chaque tribunal des magistrats exerçant les fonctions du ministère public sous le nom de procureurs du roi ou de substituts du procureur du roi.

Le nombre des substituts attachés à un tribunal varie selon les besoins du service, mais ne peut excéder cinq partout ailleurs qu'à Paris.

Dans les tribunaux divisés en trois chambres,

il y a en général quatre substituts, deux dans les tribunaux formant deux chambres, un seul dans tous les autres.

Il y a encore dans chaque tribunal un greffier attaché à chaque chambre dont les fonctions sont déterminées par la loi.

A Paris, le tribunal civil de première instance est composé de quarante-deux juges, y compris le président, sept vice-présidents et dix juges d'instruction, et de vingt juges suppléants dont quatre remplissent les fonctions de juges d'instruction et sont attachés au service du ministère public sous la direction du procureur du roi.

Les juges suppléants à Paris peuvent être chargés de certaines affaires, concurremment avec les autres juges, telles que la confection des ordres, des contributions, la taxe des frais, etc., dans ces cas seulement ils ont voix délibérative.

Le parquet du tribunal civil de la Seine se compose du procureur du roi et de quinze substituts, d'un greffier en chef et de greffiers assermentés pour chaque chambre civile selon les besoins du service. (V. L. de 1810 et L. précitées.)

§ 2. De la division des tribunaux et de la répartition des affaires.

Les tribunaux de première instance se divisent en deux ou trois chambres selon le nombre de juges qui les composent : dans le cas de la division en trois chambres, il y en a une qui connaît exclusivement des affaires correctionnelles; dans le cas où le tribunal ne forme que deux chambres il doit y en avoir une qui en connaisse principalement sans toutefois que l'autre soit exclue de leur jugement, lorsqu'il y a lieu de l'appeler soit dans l'intérêt de la célérité ou à défaut d'autres affaires.

Le tribunal de Paris se divise en huit chambres, les 5 premières connaissent des matières civiles ordinaires avec cette distinction que la cinquième chambre connaît principalement des affaires sommaires, et qui réclament urgence.

Les sixième et septième chambres sont exclusivement consacrées au jugement des affaires correctionnelles.

La septième juge notamment des délits relatifs aux douanes, aux impôts indirects, aux octrois, à la garantie des matières d'or et d'argent et les appels de simple police. (O. 1er av. 1821.)

Enfin elle prononce exclusivement dans toutes les affaires de contraventions aux droits de timbre et d'enregistrement.

La huitième a été instituée par ordonnance du juillet 1856.

§ 3. Attributions des tribunaux de première instance en matières civiles.

Les tribunaux de première instance connaissent des affaires civiles, qui leur sont soumises directement, ou par voie d'appel.

Ils prononcent sur ces affaires ou en premier et dernier ressort, ou en dernier ressort seulement, ou en premier ressort seulement.

En premier et en dernier ressort, c'est-à-dire souverainement, ils connaissent :

1° De toutes les affaires personnelles et mobilières jusqu'à 1000 fr. en principal;

2° Des affaires réelles immobilières dont l'objet principal est de 50 fr. de revenu déterminé soit en rente, soit par prix de bail.

3° De toutes affaires, du consentement exprès des parties.

4° Des actions civiles relatives aux contributions indirectes quelle qu'en soit la valeur.

En dernier ressort ils connaissent :

1° De toutes les fautes de discipline des officiers ministériels, sauf le cas où la suspension aurait l'effet d'une condamnation prononcée par jugement;

2° Des appels des tribunaux de paix.

En premier ressort, et à charge d'appel, ils prononcent :

1° Sur toutes les affaires personnelles réelles et mixtes d'une valeur excédant 1000 fr. de capital, ou 50 fr. de rente, et qui ne sont pas spécialement attribuées aux juges de paix ou aux tribunaux de commerce. (V. ces mots);

2° Sur toutes les contestations relatives aux domaines de l'état;

3° Sur toutes les difficultés d'exécution des jugements arbitraux, de justice de paix, de commerce et de celles des condamnations civiles prononcées par les tribunaux correctionnels;

4° Des affaires de commerce lorsqu'il n'y a point de tribunal de commerce dans leur arrondissement. Dans ce cas ils doivent se conformer à l'art. 627 du Code de commerce qui interdit les plaidoiries par le ministère d'avoué.

Les présidents des tribunaux de première instance statuent provisoirement et à charge d'appel, sur les référés. (C. proc., 806 et suiv.)

Ils sont chargés de concilier les époux en cas de séparation de corps; d'ordonner l'arrestation des enfants, requise par les parents ou tuteurs; de légaliser les actes de l'état civil et les actes notariés; de l'ouverture des testaments en certaines circonstances; de viser et parapher les répertoires des notaires, etc.

Enfin ils font ou autorisent tous les actes où

il n'est pas besoin de l'intervention immédiate du tribunal.

§ 4. Attributions des tribunaux en matières correctionnelles.

Les tribunaux correctionnels connaissent des affaires qui leur sont soumises directement ou qui leur sont déférées par voie d'appel.

Directement et en premier ressort, ils connaissent de tous les délits dont la peine excède cinq jours d'emprisonnement et 15 fr. d'amende : de tous les délits forestiers poursuivis par l'administration (C. inst. crim. 179), des cas de banqueroute simple (C. C. 588), des contraventions commises par les gardes nationaux dans les cas spécifiés aux art. 91 et 92 de la loi de 1831.

En appel ils connaissent de tous les jugements de simple police des tribunaux de leur ressort.

Ils connaissent aussi en appel des jugements rendus par d'autres tribunaux correctionnels, c'est-à-dire que les tribunaux correctionnels établis dans les chefs-lieux de département où ne siège pas une cour royale connaissent des appels des jugements rendus en police correctionnelle par les tribunaux d'arrondissement, et aussi des jugements rendus par le tribunal du chef-lieu du département voisin lorsque la distance de la cour royale est plus forte que celle du chef-lieu de ce département.

Les tribunaux de police correctionnelle ne peuvent appliquer que les peines établies, soit dans le Code pénal, soit dans les lois spéciales qui n'ont point eté abrogées par ce Code. En aucun cas ils ne peuvent connaître des intérêts civils qu'accessoirement à l'application des peines. (V. ***Organisation judiciaire.***)

TRIBUNAUX DE SIMPLE POLICE.

§ 1. Tribunal du juge de paix comme juge de simple police. — § 2. De la juridiction des maires comme juges de police.

L'assemblée constituante et le Code des délits et des peines du 7 brumaire an VI avaient institué des tribunaux de police, non pas sur les mêmes bases et avec les mêmes éléments, mais avec le même but, celui de faciliter le jugement des délits de peu d'importance et d'activer autant que possible le cours de la justice.

Le Code d'instruction criminelle a créé aussi des tribunaux de police. Il a consacré la juridiction des juges de paix en matière de police simple, et de plus le législateur, pensant qu'il serait profitable de faire participer les maires au droit de prononcer sur une partie des contraventions de police, a créé le tribunal de police municipale.

Sans doute on ne peut méconnaître les motifs de justice et d'utilité publique qui ont déterminé à rendre à l'autorité municipale une partie de la juridiction de police, mais en fait cette utilité est au moins contestable.

Peu de communes en France possèdent des maires doués d'une instruction suffisante pour juger avec discernement, appliquer les lois avec justesse et intelligence; presque partout le maire n'a ni le temps ni la volonté de se livrer aux attributions qui pourraient lui être confiées; dans peu de localités on trouverait des hommes qui voulussent ou fussent capables d'être greffiers. Enfin, il est constant que les tribunaux des maires ne sont établis que dans un très petit nombre de communes rurales et que presque partout la juridiction des justices de paix est bien suffisante. Au reste l'établissement des tribunaux de police des maires étant purement facultatif (C. inst. crim. 139, 140), il est évident qu'ils ne doivent être formés que là où le besoin des localités le réclame.

§ 1. Du tribunal du juge de paix comme juge de police.

Dans les communes dans lesquelles il n'y a qu'un juge de paix, il connaît seul des affaires attribuées à son tribunal. Les greffiers et les huissiers de la justice de paix font le service pour les affaires de police. Dans les communes divisées en deux justices de paix au plus, le service au tribunal de police est fait successivement par chaque juge de paix en commençant par le plus ancien, il y a dans ce cas, un greffier particulier pour le tribunal de police.

Les fonctions du ministère public pour les faits de police sont remplies par le commissaire du lieu où siége le tribunal; en cas d'empêchement du commissaire de police, ou s'il n'y en a point, elles sont remplies par le maire qui peut se faire remplacer par son adjoint. S'il y a plusieurs commissaires de police, le procureur général près la cour royale nomme celui ou ceux d'entre eux qui doivent faire le service. V. **Pour la compétence**, art. 157 et 140 C. inst. crim.; pour la procedure, l'instruction, les débats et le jugement, art. 145 à 166. Id.

§ 2. De la juridiction des maires comme juges de police.

Les maires des communes non chefs-lieux de

canton peuvent, comme nous l'avons dit, connaître concurremment avec les juges de paix, des contraventions commises dans leurs communes, par les personnes prises en flagrant délit, ou par des personnes qui résident dans la commune ou qui y sont présentes, lorsque les témoins y sont aussi residants ou présents et lorsque la partie réclamante ne réclame pas au delà de 15 fr.

Le ministère public est exercé auprès du maire, dans les matières de police, par l'adjoint : en l'absence de l'adjoint ou lorsque l'adjoint remplacera le maire comme juge de police, le ministère public doit être exercé par un membre du conseil municipal désigné à cet effet par le procureur du roi pour une année entière.

Les fonctions de greffier des maires, dans les affaires de police, sont exercées par un citoyen que le maire propose et qui prête serment en cette qualité au tribunal de police correctionnelle. Il reçoit pour les expéditions les émoluments attribués au greffier de la justice paix.

Le maire donne son audience dans la maison commune et entend publiquement les parties et les témoins.

Sont au reste observées les dispositions des articles 149 et suivants du C. d'inst. crim. concernant l'instruction et les jugements au tribunal de juge de paix.

TUTELLE ADMINISTRATIVE.

Les communes ne sont qu'usufruitières des biens dont elles sont en possession, et les administrateurs chargés de les gérer en doivent compte à ceux qui viendront après eux; ce n'est pas à tels ou tels individus qu'ils appartiennent, mais bien à la communauté qui comprend la génération présente et les générations qui succéderont; la tutelle en appartient essentiellement au gouvernement, et cette tutelle fut de tout temps mise au rang des règles fondamentales de la monarchie.

Telles sont les raisons pour lesquelles tous les actes de l'autorité municipale sont soumis à l'approbation de l'administration supérieure. V. **Communes, Établissements publics.**

U.

UNIVERSITÉ.

SECTION I. — § 1. Exposé. — § 2. Constitution de l'Université. — § 3. Conseil royal de l'instruction publique. Fonctionnaires généraux. Fonctionnaires académiques.
SECTION II. Enseignement supérieur. Facultés. — § 1. Facultés de théologie. — § 2. Facultés de droit. — § 3. Facultés de médecine. — N° 1. Écoles de médecine. — N° 2. Écoles de pharmacie. — § 4. Faculté des sciences. — § 5. Faculté des lettres. — § 6. Collége de France.
SECTION III. Enseignement secondaire. — § 1. Colléges royaux. — § 2. Bourses. — § 3. Colléges communaux. Colléges de plein exercice. — § 4. Institutions et pensions. Taxe universitaire. Autorisation. — § 5. Défaut d'autorisation. — § 6. Clôture des écoles autorisées.
SECTION IV. Régime économique de l'Université. — § 1. Recettes et dépenses. — § 2. Donations. Legs. Gestion de biens. — § 3. De la comptabilité.
SECTION V. Juridiction universitaire.
SECTION VI. — § 1. Compétence des tribunaux civils. — § 2. Compétence des tribunaux correctionnels et des cours criminelles.

SECT. Ire. § 1er. Exposé.

L'université royale est un corps chargé exclusivement de l'enseignement et de l'éducation publique dans tout le royaume. On peut encore dire que l'université n'est autre chose que le gouvernement appliqué à la direction universelle de l'instruction publique, aux colléges des villes comme à ceux de l'état; aux institutions particulières comme aux collèges; aux écoles de campagne, comme aux facultés de théologie, de droit, de médecine, mais en exécutant les lois existantes sur le mode d'enseignement et en respectant, soit les droits personnels, attributs essentiels du père de famille, soit les droits réels acquis aux instituteurs et maîtres de pension.

La constitution des 3 et 14 sep. 1791 statue: qu'il sera créé et organisé une instruction publique, commune à tous les citoyens, gratuite à l'égard des parties d'enseignement indispensables pour tous les hommes, et dont les établissements seront distribués graduellement dans un rapport combiné avec la division du royaume.

Un décret de la convention, du 15 sept. 1793, établit trois degrés d'instruction: le premier pour les connaissances indispensables aux artisans et ouvriers de tous les genres; le second pour les connaissances ultérieures nécessaires à ceux qui se destinent aux autres professions de la société; et le troisième pour les autres objets d'instruction dont l'étude difficile n'est pas à la portée de tous les hommes. Enfin une loi du 11 floréal an X prescrit la création d'écoles primaires et d'écoles secondaires établies par les communes ou par des maîtres particuliers, de lycées et d'écoles spéciales entretenus aux frais du trésor public.

Les circonstances politiques ne permirent de réaliser ce plan que d'une manière incomplète; toutefois en rapprochant les dispositions précitées, on peut diviser ainsi l'instruction publique savoir:

1° L'instruction primaire (V. Ce mot.);

2° L'enseignement secondaire, qui comprend les connaissances enseignées dans les colléges royaux et communaux, et certaines institutions ou pensions;

3° L'enseignement supérieur, qui s'applique aux connaissances enseignées dans les facultés de droit, de sciences, de théologie et des lettres: il est nécessaire au perfectionnement de l'esprit humain, aux progrès d'une foule d'arts; il transmet de génération en génération les travaux de l'intelligence humaine; il perfectionne l'enseignement secondaire; il réagit puissamment sur l'extension que l'enseignement primaire peut recevoir: cet enseignement est nécessaire à la société en masse;

4° Les académies créées dans la vue d'encourager le progrès des lumières. Elles s'adressent moins à l'individu dont elles mettent le talent à profit, qu'aux besoins de la société qui s'enrichit par les découvertes que les académies provoquent, recueillent et constatent, ainsi que par la propagation qu'elles font de toutes les connaissances utiles.

Les préfets ont le droit et le devoir de surveiller les etablissements d'instruction placés dans leurs départements; les préfets, sous-préfets et maires ont l'autorite et la surveillance administrative sur les ecoles primaires; les archevêques et évêques ont la surveillance de l'enseignement religieux dans les écoles et les colléges; les consistoires et les pasteurs, celle de cet enseignement dans les écoles protestantes.

§ 2. Constitution de l'université.

La loi du 10 mai 1806 porte :

« 1° Qu'il sera formé, sous le nom d'université, un corps chargé exclusivement de l'enseignement et de l'instruction publique;

2° Que les membres de ce corps enseignant contracteront des obligations civiles, spéciales et temporaires. »

Cependant ce corps n'eut pas à être formé; il existait avant la loi dans les écoles dont se composait le système de l'éducation publique; seulement, on imposa l'université à ces écoles, comme une forme propre à les rallier en corps enseignant et comme un pouvoir propre à les régir. Ce pouvoir eut sa juridiction propre; ses revenus consis'èrent en impôts qu'il leva lui-même, et dont il régla l'emploi. La loi precitée lui assurait le monopole de l'enseignement; et l'impôt fut assis sur ce monopole, qui, à son tour, assurait ce service en couvrant la dépense [1].

Pour l'assurer et le maintenir, une foule de rouages, auparavant inconnus dans l'enseignement, furent créés; et le système, auparavant adopté, fut entièrement changé.

Tel est l'œuvre du décret du 17 mars 1808, qui organisa l'université et fixa ses différentes attributions. Elle doit, d'après l'article 50, être régie et gouvernée par le grand-maître nommé et révocable par le roi; mais une ordonnance du 2 août 1824 réunit les fonctions de grand-maître à celles de l'instruction publique.

L'article 145 du même décret porte que l'université et son grand-maître, chargés exclusivement du soin de l'éducation et de l'instruction publique dans tout le royaume, tendront sans relâche à perfectionner l'enseignement dans tous les genres, à favoriser la composition des ouvrages classiques; et veilleront surtout à ce que l'enseignement des sciences soit toujours au niveau des connaissances acquises, et à ce que l'esprit de système ne puisse jamais en arrêter les progrès.

Mais cette organisation était bien incomplète; car, d'une part, on s'occupa principalement du haut enseignement que les classes riches étaient toujours à même de se procurer, sans rien faire pour l'enseignement primaire gratuit, le plus important de tous, qui est destine à l'instruction de la classe la plus nombreuse; et de l'autre, l'enseignement était sans liberté.

Aussi, la Charte de 1830 a-t-elle mis au nombre des promesses énumérées dans son article 69 celle de consacrer la liberté de l'enseignement, et d'en étendre les bienfaits aux classes pauvres.

La loi du 28 juin 1833, sur l'instruction primaire, a déjà rempli une partie de cet engagement. Il reste encore à organiser le haut enseignement en conciliant le principe de liberté avec le pouvoir de constater la capacité et de surveiller la moralité des hommes qui se destinent à l'instruction publique. (V. ci-après, section 5.)

Telle qu'elle existe aujourd'hui, l'université se divise en académies, qui sont en aussi grand nombre et qui ont le même ressort que les cours royales, à l'exception toutefois de l'île de Corse qui fait partie de l'académie d'Aix, bien qu'elle constitue le ressort d'une cour royale. Il y a donc vingt-six académies. (D. 17 mars 1808.)

Les écoles appartenant à chaque académie sont placées dans l'ordre suivant :

1° Les facultés;
2° Les colleges royaux;
3° Les colléges communaux;
4° Les institutions;
5° Les pensions;
6° Les écoles primaires.

§ 3. Conseil royal de l'instruction publique, Fonctionnaires généraux et fonctionnaires académiques.

Au sommet de la hiérarchie universitaire est le grand maître qui nomme à toutes les places des

[1] L'enseignement public, dans tout le royaume, est confié exclusivement à l'université.

Aucune école, aucun établissement quelconque d'instruction, ne peut être formé hors de l'université royale et sans l'autorisation de son chef.

Nul ne peut ouvrir d'école, ni enseigner publiquement, sans être membre de l'université royale et gradué par l'une de ses facultés. Néanmoins, l'instruction dans les séminaires dépend des archevêques et évêques, chacun dans son diocèse, etc., etc. (D. 17 mars 1808, art. 1, 2, 5.)

Les écoles spéciales en furent également exemptées.

colléges, institue les professeurs des facultés; nomme les boursiers communaux; autorise les maîtres particuliers; présente le tableau annuel des écoles et des fonctionnaires; peut transférer ceux-ci, appliquer les peines autres que la reforme et la radiation, ratifier les réceptions des facultés, donner tous les diplômes, notifier les réglements des écoles, etc. (D. 1808, art. 50 à 60.)

Auprès de ce haut administrateur est placé le conseil royal de l'instruction publique, dont les membres, au nombre de douze, sont chacun choisis par le roi, entre trois candidats présentés par le ministre, de l'avis du conseil. Il juge les questions de police, de comptabilité et d'administration générale; il juge les plaintes et les réclamations; peut seul infliger les peines de la réforme et de la radiation; admet ou rejette les ouvrages destinés aux colléges; juge les affaires contentieuses sauf recours au conseil d'état; sollicite la réforme et l'interprétation des lois et des ordonnances, etc.

Il arrête et promulgue les réglements généraux relatifs à l'enseignement et à la discipline; prescrit l'exécution de ces réglements et la surveille par les inspecteurs généraux qui visitent les universités.

Sur le rapport de ces inspecteurs, il donne aux conseils académiques les avis nécessaires, censure les abus, pourvoit à leur réforme.

Il propose au roi toutes les mesures qu'il juge propres à améliorer l'instruction.

Il discute, sur l'invitation du grand maître, la question relative aux degrés d'instruction qui doivent être attribués à chaque genre d'école.

Indépendamment de ces fonctions, chacun des conseillers en exerce d'autres qui lui sont spéciales, à titre de trésorier, de chancelier, de ministère public, etc. (D. 1818, art. 60 à 106; O. 1er nov. 1820.)

Les inspecteurs généraux nommés par le grand maître sont partagés en cinq ordres comme les facultés. Ils les visitent alternativement, et sur l'ordre du grand maître, pour reconnaître l'état des études et de la discipline dans les facultés, les lycées et les colléges, pour s'assurer de l'exactitude et des talents des professeurs, des régents et des maîtres d'étude; pour examiner les elèves; enfin pour en surveiller l'administration et la comptabilité. (D. 1818, art. 90, 91, 92.) Ils sont au nombre de douze aujourd'hui [1].

[1] L'institution des inspecteurs généraux a été souvent critiquée, comme étant loin de répondre à l'esprit de la création universitaire, d'après laquelle ils en formaient un des rouages les plus importants; c'était sur eux que reposait, à proprement parler, la conservation du principe de l'unité appliqué à l'instruction publique. On les a comparés avec les visiteurs des anciennes congrégations religieuses qui autrefois passaient des mois, et même des années entières, dans ceux de leurs colléges où l'enseignement et la discipline semblaient se relâcher, en disant que, par un examen de quelques jours ou de quelques heures, les inspecteurs généraux ne pouvaient arriver au même résultat.

En outre, on a émis le vœu qu'ils eussent entrée au conseil royal, afin de pouvoir y défendre leurs rapports. (Rapport de M. Pruelle. 8 mai 1835.)

Au second degré viennent ensuite 1° les recteurs des académies nommés par le grand maître. Ils assistent aux examens et réceptions des facultés; visent et délivrent les diplômes; dirigent l'administration des facultés et des colléges; enfin inspectent ou font inspecter toutes les écoles de leurs académies. (D. 1818, art. 91, 98.) A Paris le grand maître remplit les fonctions de recteur. (O. 8 avril 1824, art. 1er.)

2° Les inspecteurs académiques, chargés, sous l'ordre du recteur et dans le ressort de l'académie, de l'inspection des colléges et écoles.

3° Les conseils academiques, composés de dix membres désignés par le grand maître et présidés par le recteur, sont chargés d'envoyer au conseil royal des rapports :

1° Sur l'état des écoles; sur les abus introduits dans la discipline, l'administration économique, l'enseignement et les moyens d'y remédier;

2° Sur les affaires contentieuses relatives à leurs écoles en général, ou aux membres de l'université;

3° Sur les délits commis par ces membres;

4° Sur l'examen des comptes des colléges.

Section II. Enseignement supérieur, Facultés.

Il y a dans l'université cinq ordres de facultés, savoir :

1° Les facultés de théologie;

2° Les facultes de droit;

3° Les facultés de médecine;

4° Les facultés des sciences mathématiques et physiques,

5° Les facultés des lettres.

Chaque faculté confère trois sortes de grades, à la suite d'examens et d'actes publics : Le baccalauréat, la licence et le doctorat.

Enfin le nombre et la composition des facultés, dans chaque académie, sont réglés par le roi sur la proposition du conseil d'instruction publique. (D. 17 mars 1808, art. 6, 16, 17. O. 17 fév. 1815. art. 26.)

[1] Beaucoup d'améliorations sont demandées dans l'enseignement superieur. On réclame le rétablissement des vingt facultés des sciences ou des lettres supprimées en 1816. Aujourd'hui, en comprenant les facultés de théologie, il existe

§ 1er. Facultés de théologie.

Il avait été établi, par le décret du 17 mars 1808, autant de facultés de théologie que d'églises métropolitaines; en outre une à Strasbourg et l'autre à Genève pour la religion reformée. Ce nombre a été réduit. Il n'y a plus que six facultés catholiques, à Paris, Aix, Bordeaux, Lyon, Rouen, Toulouse, et deux autres à Montauban et à Strasbourg, l'une pour le culte calviniste, l'autre pour le culte luthérien.

Il est prescrit à tous les professeurs de théologie d'enseigner les principes de la déclaration de 1682 sur les libertés de l'église gallicane. (D. 23 fév. 1810.)

Une ordonnance du 25 décembre 1830, porte qu'à partir du 1er janvier 1835, et à l'égard de tous ceux qui n'auront pas encore à cette époque vingt et un ans accomplis, le doctorat est exigé pour être professeur, adjoint ou suppléant dans une faculté de théologie; la licence, pour être archevêque, évêque, vicaire-général, dignitaire ou membre de chapitre, curé dans une ville, chef lieu de département ou d'arrondissement, à moins qu'on ait été quinze ans curé ou desservant; le baccalauréat, pour être curé de chef-lieu de canton, à moins qu'on ait été dix ans curé ou desservant.

Les élèves des facultés de théologie sont entretenus par des bourses existant dans les séminaires.

§ 2. Facultés de droit.

On enseigne dans les facultés de droit :

1° Le droit civil; 2° le droit naturel, le droit des gens et le droit public général; 3° le droit romain; 4° la législation criminelle et la procédure civile et criminelle. (L. 25 ventose an XII, art. 2.)

Cet enseignement est général et commun à toutes les facultés, savoir : celles de Paris, Dijon, Grenoble, Aix, Toulouse, Poitiers, Rennes, Caen et Strasbourg.

Mais il est d'autres matières telles que le droit commercial, le droit administratif, l'histoire du droit romain, du droit des Français et du droit des gens, et les pandectes qui ne sont pas enseignés dans quelques-unes de ces facultés [1].

D'où vient ce privilége? Ici nous ne pouvons nous empêcher de déclarer que sous le rapport des principes généraux, et sous le rapport des détails, l'enseignement doit être complet dans toutes les écoles. Car si on accorde à l'une un enseignement que l'on refuse à l'autre, c'est prononcer l'infériorité de celle-ci; c'est détruire entre les écoles du même degré l'esprit d'émulation qui seul, peut-être, est producteur d'un bon enseignement.

La nomination aux chaires de professeurs ou suppléants des écoles de droit est faite par le roi; elle a lieu après un concours public ouvert devant la faculté où la place est vacante, et dont les professeurs sont juges sur la présentation des sujets qui ont été trouvés les plus instruits et les plus capables. (L. 25 vent. an XII, organique.)

La durée des cours est de trois ans pour être admis à passer les examens de licencié, et de quatre ans pour pouvoir subir ceux de docteur. Les docteurs ou licenciés reçus dans les universités étrangères peuvent faire viser leurs diplômes à l'une des facultés, pour exercer légalement près d'un tribunal français la profession d'avocat. (L. 25 vent. an XII, art. 14-15-16.)

Nul n'est admis à prendre sa première inscription dans les facultés de droit, s'il n'a obtenu le grade de bachelier ès-lettres. (O. 5 juill. 1820.)

quatorze académies à écoles spéciales, et, sur ce nombre, il en est six qui n'ont pas de facultés de sciences, et huit qui sont privées de facultés des lettres. Les cinq facultés n'existent qu'à Paris et à Strasbourg. Cependant, toutes les connaissances humaines sont essentiellement débitrices et créancières les unes des autres; l'étude de la philologie, de l'histoire et de la philosophie sont une introduction indispensable à l'etude de la théologie; la connaissance de l'histoire et de la philosophie ne sont pas moins nécessaires à l'étude du droit, on ne devient pas enfin un médecin habile sans s'être disposé à l'étude de la médecine par une solide instruction littéraire et par des études plus approfondies encore dans les sciences physiques et naturelles.

M. Prunelle, dans un rapport fait a la chambre des députes, le 8 mai 1833, indique ces améliorations et entre autres la nécessité de l'enseignement des sciences administratives qui accompagne celui de l'histoire dans toutes les universites allemandes sous le nom de *caméralistique*, qui devient indispensable sous un gouvernement représentatif où tant de gens sont appelés à l'administration du pays.

[1] L'existence de ces facultés a été souvent menacée depuis la révolution de juillet 1830. Cependant, la commission chargée de l'examen du budget de 1836 n'a pas été d'avis de cette suppression. « Les idées religieuses, disait son rapporteur, exercent une action trop puissante sur les affaires humaines pour qu'on ne cherche pas à les diriger dans l'intérêt le mieux entendu du corps social. Dans ce but, les ministres de la religion doivent pouvoir suivre le mouvement progressif de l'esprit humain; et les lumieres sont, dans le clergé, le principe d'une sage tolérance et la garantie la plus forte que les gouvernements puissent obtenir contre les envahissements de la théocratie. »

[1] On réclame encore comme amélioration l'introduction dans l'enseignement des facultés de droit, de l'étude des lois qui règlent les rapports de ceux qui gouvernent avec ceux qui sont gouvernés, ainsi que les rapports de chaque membre de la société avec la société elle-même, c'est-à-dire des *lois politiques*.

§ 3. Facultés de médecine.

Les facultés de médecine comprennent 1o les écoles de médecine et de chirurgie; 2o les écoles de pharmacie. Les premières ont pour objet de former des docteurs en médecine ou en chirurgie, des officiers de santé et des sages-femmes. Elles sont au nombre de trois : Paris, Montpellier et Strasbourg.

No 1. Écoles de médecine.

On enseigne dans ces écoles : l'anatomie, la physiologie, la nosologie, la pathologie, la matière médicale, la chimie, la pharmacie, l'hygiène, la médecine légale, la clinique interne et externe, la physique médicale, l'histoire naturelle médicale, les opérations et appareils, les accouchements, etc. (L. organique, 19 vent. an XI.)

Mais ici nous reproduirons encore ce que nous venons de dire relativement aux facultés de droit. La faculté de médecine de Paris est privilégiée et enseigne des connaissances dont on prive les étudiants des autres facultés.

Pour obtenir le grade de docteur en médecine ou en chirurgie, il faut suivre les cours de l'école pendant quatre ans, passer cinq examens et une thèse, et prendre seize inscriptions; les frais s'élèvent en totalité à 1,100 fr.

Le grade d'officier de santé ne s'obtient qu'après trois années d'école, douze inscriptions et trois examens. Les frais d'examen s'élèvent de 410 à 460 fr.

Les élèves sages-femmes doivent suivre au moins deux cours d'accouchement dans une ecole ou un hospice, et voir pratiquer pendant neuf mois, ou pratiquer elles-mêmes les accouchements pendant six mois dans un hospice. Elles subissent ensuite deux examens qui coûtent 120 fr., et reçoivent un diplôme qu'elles doivent faire enregistrer au tribunal de première instance du lieu où elles ont éte reçues, et de celui où elles veulent s'etablir.

Les docteurs reçus dans une école de médecine, et les sages-femmes, peuvent exercer dans les départements; les officiers de santé, dans les départements seuls où ils ont été reçus. V. **Médecine (Exercice de la)**.

No 2. Écoles de pharmacie.

Ces écoles ont pour objet d'enseigner les principes de la pharmacie, d'en surveiller l'exercice, d'en denoncer les abus aux autorités et de recevoir partout le royaume les élèves qui se destinent à la pratique de cet art. (L., 21 germinal an XI, art. 2.)

Une école de pharmacie est établie dans toutes les villes qui ont une école de médecine.

Le candidat qui satisfait aux examens reçoit un diplôme qu'il présente à Paris au préfet de police, et dans toutes les autres villes, au préfet du département devant lequel il prête serment d'exercer son art avec probité et fidélité. (L. germ., art. 16.)

Les pharmaciens reçus dans une école peuvent exercer leur profession sur toutes les parties du territoire français. Les pharmaciens reçus simplement par les jurys ne peuvent que s'établir dans l'étendue du département où ils ont été reçus. (L. germ., art 24.) (V. **Médecine.**)

§ 4. Facultés des sciences.

Le décret du 17 mars 1808 avait établi dans chaque académie une faculté des sciences; l'ordonnance du 18 janvier 1816 n'en a plus conservé que sept : Paris, Dijon, Strasbourg, Toulouse, Caen, Grenoble, Montpellier.

Dans les académies de province, la faculté des sciences se compose du premier professeur de mathématiques, de trois professeurs, l'un de mathematiques, l'autre d'histoire naturelle, le troisième de physique et de chimie; le proviseur et le censeur y sont adjoints. L'un des professeurs est doyen. (D. 17 mars 1808, art. 15.)

Les objets d'enseignement à Paris sont : le calcul différentiel et intégral, l'astronomie physique, la mécanique, l'algèbre supérieure, la physique, la chimie, la minéralogie, la botanique et la physique végetale, la zoologie et la physiologie.

Les candidats aux divers grades des sciences, doivent être bacheliers-ès-lettres, et posséder les connaissances exigées par les statuts et arrêtés des 16 fevrier 1810 et 10 novembre 1829.

Le baccalauréat-ès-sciences est nécessaire aux agrégés des colléges royaux et régents des colléges communaux, aux principaux des colléges communaux, aux proviseurs, aux censeurs et professeurs des colléges royaux, aux secrétaires d'académies ou de facultés.

Doivent être licencies dans les sciences, les professeurs des sciences physiques et mathématiques dans les colléges royaux.

Il faut être docteur dans les sciences pour devenir professeur ou agrégé à la faculté des sciences.

§ 5. Facultés des lettres.

Il y avait dans chaque chef-lieu d'académie une

faculté des lettres, selon le décret du 17 mars 1808. L'ordonnance du 18 janvier 1816 a supprimé cette faculté dans quinze académies. Elle n'existe plus que dans celle de Paris, Besançon, Caen, Dijon, Strasbourg, Toulouse.

La faculté des lettres, dans les académies de province, est composée du professeur de belles-lettres du collége royal et de deux autres professeurs. Le proviseur et le censeur peuvent leur être adjoints. Le doyen est choisi parmi les trois premiers membres.

A Paris, la faculté des lettres est formée de douze professeurs.

Les objets d'enseignement à la faculté de Paris sont : la littérature grecque, l'éloquence latine, la poésie latine, l'éloquence française, l'histoire littéraire et la poésie française, la philosophie, l'histoire de la philosophie ancienne, de la philosophie moderne, l'histoire ancienne, moderne, la géographie et la littérature étrangère.

Dans chaque faculté des lettres, les personnes qui suivent les cours sont presque toutes des auditeurs bénévoles.

La plupart des examens ne sont pas précédés d'inscriptions; ils sont soutenus par des élèves qui, après leurs cours de philosophie, sortent des colléges pour entrer aux écoles de droit ou de médecine, ou dans les colléges en qualité de régents. Dans tous ces cas, il suffit du grade de bachelier.

§ 6. Collége de France.

A côté ou plutôt en présence des facultés, se trouve le collége de France.

Fondé par François Ier, il porte à juste titre le nom de Collége de France; c'est le seul établissement du royaume, et même de l'Europe, où les jeunes gens, après avoir terminé leurs études dans les colléges royaux et les avoir perfectionnées dans les facultés, puissent acquérir un dernier degré d'instruction en suivant des cours sur les parties les plus élevées des sciences et des lettres.

Le collége de France se distingue des autres établissements scientifiques et littéraires par la nature de son enseignement. Aucun de ses cours n'est élémentaire; ainsi on y professe la mécanique céleste, la mécanique analytique, la philosophie et l'analyse chimique; on y applique l'analyse mathématique à la physique. Il en est de même des lettres, éloquence, poésie, littérature grecque, latine, française, hébraïque, etc., droit des gens, etc.

Ces cours, qui embrassent toutes les sommités des connaissances humaines, ne sont pas suivis seulement par des jeunes gens sortis des écoles; un grand nombre d'étrangers viennent de tous les points de l'Europe y puiser la haute instruction qu'ils ne trouveraient pas ailleurs.

Il y a vingt-quatre chaires.

Section III. — Enseignement secondaire.

L'enseignement secondaire comprend trois ordres de colléges : colléges royaux, colléges communaux; colléges de plein exercice tenus par des particuliers, institutions et pensions.

Les lycées, aujourd'hui les colléges royaux, furent organisés par décret du 11 floréal an X.

Avant leur création, un certain nombre d'institutions pour l'enseignement secondaire s'étaient formées tant à Paris que dans les départements. Plusieurs de ces institutions, qui avaient acquis une grande célebrité, firent, jusqu'à l'organisation de l'université, une concurrence utile aux établissements de l'état; mais elles ne pouvaient remplacer entièrement ces derniers. L'enseignement secondaire a besoin d'une fixité qui n'appartient pas aux entreprises des particuliers; cette fixité ne pouvait être espérée des colléges communaux qui, dépourvus ainsi qu'ils l'étaient des secours des anciennes congrégations enseignantes, pouvaient difficilement élever l'enseignement secondaire à la perfection désirable. Ainsi, l'état eut à présenter ses lycées comme des types capables d'exciter l'émulation la plus louable entre les institutions privées et les institutions publiques.

Telle fut la vraie mission des lycées organisés en l'an X.

Telle aurait été encore celle des colléges royaux si le monopole universitaire n'avait pas existé.

Le système légué par l'empire repose sur cette base, que l'instruction secondaire appartient exclusivement à l'état. De là, le régime encore en vigueur des établissements privés, c'est-à-dire des institutions et des pensions qui subsistent au sein de l'université; ils sont les auxiliaires, les succursales, et non les libres émules des établissements publics, colléges royaux et communaux.

Trois conditions les régissent, qui détruisent, en principe du moins, toute liberté, toute concurrence :

1° Nécessité d'une autorisation spéciale et discrétionnaire, valable seulement pour un lieu déterminé;

2° Obligation d'envoyer les élèves aux classes des colleges;

3° Droit pour le grand maître de l'université de retirer, après une enquête académique, les autorisations qu'il a données, et de fermer les établissements qu'il a permis d'ouvrir.

Mais de telles bases ne peuvent subsister longtemps avec le principe de liberté appliqué à l'enseignement qu'on retrouve dans la Charte. Déjà un projet a eté présenté par le gouvernement en février 1836, qui, adoptant un autre principe que celui de l'empire, aux maximes du monopole substitue celles de la concurrence. D'après ses dispositions, l'état donne l'instruction secondaire; mais à côté de lui, l'industrie privée peut la donner également non plus en auxiliaire, mais en rivale. Ainsi tomberaient nécessairement les trois conditions imposées jusqu'ici aux institutions et aux pensions. (V. *Moniteur*, rapport de M. Guizot, 1er février 1836.)

§ 1. Colléges royaux.

Les lycées (aujourd'hui colléges royaux) ont été établis par le décret du 11 floréal an X, qui porte qu'il y aura un lycée au moins par chaque tribunal d'appel (cependant le nombre actuel est de trente-huit). Il ajoute, en outre, qu'on y enseignera les langues anciennes, la rhétorique, la logique, la morale et les éléments des sciences mathématiques et physiques.

L'instruction y est donnée à des élèves que le gouvernement y place; aux élèves des colléges communaux qui y sont admis par un concours, et à des élèves que les parents peuvent y mettre en pension.

Ces lycées sont divisés en trois classes; et la classification influe tant sur les pensions des élèves que sur le traitement des fonctionnaires et professeurs. Mais les lycées, à Paris, forment une classe particulière.

L'administration de chaque collége royal est confiée à un proviseur, qui a immédiatement sous lui un censeur et un procureur général des études. (D. an X, art. 12, 15.)

Viennent ensuite les professeurs et les agrégés. Ceux-ci ne peuvent être nommés qu'au concours, et les professeurs ne peuvent être choisis que dans leur sein. A cet effet, il est ouvert dans chaque chef-lieu d'académie des concours pour l'agrégation. (O., 27 fév. 1821, art. 18; O., 8 av. 1824, art. 4.)

En outre, un économe est préposé à l'administration intérieure du collége. Ses fonctions sont importantes par la responsabilité qui s'y trouve attachée.

§ 2. Bourses.

La pension d'un élève payée soit par le gouvernement soit par une commune, s'appelle bourse. A ce moyen, son entretien est gratuit. Il y a aussi des demi-bourses et des trois quarts de bourses dont les titulaires ne paient que la moitié ou les trois quarts. Le décret de l'an X avait créé 6,400 bourses; aujourd'hui le nombre est réduit à 1659.

Le décret du 10 mars 1808 avait créé dans chaque lycée cinquante bourses à la charge des communes; maintenant elles n'en entretiennent plus que 548 en tout.

Ces bourses royales et communales peuvent être données à des élèves qui ne sont pas âgés de plus de douze ans. Elles peuvent aussi être conférées à des élèves plus âgés, mais qui seraient pensionnaires depuis l'âge de douze ans dans l'université.

La nomination aux bourses royales est faite par le grand maître, et la nomination aux bourses communales est faite par le conseil municipal de la ville qui paie lesdites bourses, d'après l'examen fait par l'inspecteur des études. (O., 16 nov. 1821.)

En outre, tout individu qui veut fonder une bourse ou une partie de bourse dans un collége, est admis à le faire et peut s'en réserver la nomination.

Lorsqu'une commune veut fonder des bourses dans les colléges royaux pour les élèves de leur collége ou des enfants originaires de la commune, elle doit être autorisée par ordonnance rendue en Conseil d'état, d'après une délibération du conseil municipal, approuvée par le préfet du département et communiquée au grand maître de l'université, qui prend l'avis du conseil de l'université et le transmet au ministre pour en faire son rapport.

Après que l'ordonnance est intervenue, l'acte de fondation est fait devant notaire et signé du maire de la commune fondatrice. On y annexe l'expédition de la delibération du corps municipal et du décret d'autorisation. (D., 15 nov. 1811, art. 182, 186)

§ 3. Colléges communaux, Colléges de plein exercice.

Les colléges communaux sont ce qu'on appelait autrefois les écoles secondaires communales, c'est-à-dire fondées et entretenues par leurs communes respectives. Elles paient de préférence leurs bourses dans les colléges. (O., 18 oct. 1820, art. 1, 2.)

Les colléges communaux peuvent être érigés en colléges royaux, d'après les renseignements fournis par les recteurs, de l'avis des inspecteurs généraux, et sur la délibération du conseil de l'universités. (V. D., 15 nov. 1811.)

Enfin, le titre de collége de plein exercice est donné par le conseil royal aux maisons particulières d'éducation qui, par leur bonne direction et

la force de leurs études, peuvent obtenir ce titre, sans cesser d'appartenir à des particuliers, et jouir, à ce titre, des priviléges accordés aux colléges royaux et communaux. Ces colléges sont soumis à la rétribution universitaire et demeurent sous la surveillance de l'université pour ce qui concerne l'instruction. (O., 27 fév. 1821, art. 21, 25.)

Il ne peut être établi d'écoles secondaires sans l'autorisation du gouvernement.

Elles sont placées ainsi que toutes les écoles particulières dont l'enseignement est supérieur à celui des écoles primaires, sous la surveillance et l'inspection particulière des préfets. (D., 11 flor. an X, art. 8.)

Les maires ont la surveillance générale des écoles secondaires, sous l'autorité du préfet et du sous-préfet.

Ils veillent particulièrement :

1° A ce que l'enseignement donné dans lesdites écoles comprenne au moins tous les objets prescrits par l'art. 6 de la loi du 11 floréal an X ;

2° A ce qu'il n'y ait jamais moins de trois professeurs dans chaque école, y compris le directeur qui peut faire lui-même les fonctions de professeur ;

3° A ce que le mode d'enseignement et de réglement s'accorde autant qu'il est possible avec le mode d'enseignement et les réglements de discipline des colléges royaux.

§. 4. Des institutions et des pensions. Taxe universitaire. Autorisation.

Nul ne peut établir une institution ou pensionnat, ou devenir chef d'une institution ou pensionnat déjà établi, s'il n'a été examiné et dûment autorisé par le conseil de l'académie, et si cette autorisation n'a été approuvée par le conseil de l'instruction publique. (O., 17 fév. 1815, art. 12.)

Il doit se conformer ensuite aux réglements que le grand maître lui adresse, après les avoir fait délibérer et arrêter en conseil de l'université. (D., 1808, 103.)

Cette autorisation est obligatoire et la taxe universitaire est due par celui qui ouvre une école d'instruction, avant d'y avoir été autorisé, depuis le jour même de cette ouverture, et non pas seulement depuis le jour où l'autorisation nécessaire lui a été ultérieurement accordée. En outre, cette taxe est applicable même aux écoles consacrées à des matières spéciales qui ne sont pas enseignées dans les lycées, par exemple à une école de langues vivantes ou de droit commercial. (C. Lyon 14 fév. 1852.)

Les établissements particuliers dirigés par des ecclésiastiques ne sont dispensés ni de l'autorisation ni de la taxe, alors même qu'ils seraient curés ou desservants de paroisses dans les campagnes, quels que soient d'ailleurs le mode et l'objet de l'enseignement, et alors même qu'il serait allégué n'avoir pour but que d'instruire des enfants pour le service du chœur et de l'église (Cass., audience solennelle, 18 déc. 1853, 7 mars 1854.) ; car il y a école publique dans le sens de la loi qui prescrit une autorisation préalable, par cela seul qu'il y a réunion habituelle d'enfants de différentes familles en un même lieu pour y recevoir l'enseignement. En ce cas, l'expression *école publique* est prise par opposition à l'enseignement domestique.

Néanmoins, l'instituteur chargé par la commission administrative d'un hospice, de donner dans l'hospice même un enseignement aux enfants qui s'y trouvent recueillis, n'est pas soumis à l'obtention préalable de l'autorisation universitaire ; un tel enseignement ne saurait être considéré comme public..... lorsque d'ailleurs les enfants du dehors ne sont pas admis à y participer. (Cass., 15 mars, 30 mars 1833.)

La même exception existe en faveur des curés qui réunissent des enfants de chœur en exercice et leur enseignent les premiers éléments de la langue latine pour les mettre à même de chanter cette langue d'une manière plus convenable. (Cass., 7 mars, 15 déc. 1854.)

L'autorisation énonce ordinairement les genres d'études qui seront enseignés, et celui qui l'obtient doit toujours se renfermer dans les limites qu'elle indique. Ainsi l'instituteur primaire, autorisé seulement à enseigner les principes de lecture et de calcul, s'il enseigne le latin est passible de l'amende de 100 à 5,000 fr. prononcée par l'art. 56 du décret du 15 novembre 1811 contre celui qui enseigne et tient école sans autorisation. En effet, sortir des bornes de l'autorisation donnée, c'est agir sans autorisation. (Cass., 18 juillet 1825 ; S., 25, 1,423.)

Les chefs d'institution et maîtres de pension établis dans l'enceinte des villes où il y a des colléges royaux, ou des colleges communaux, sont tenus d'envoyer leurs pensionnaires comme externes aux leçons desdits colléges ; s'il n'y a pas de collége, ils ne peuvent élever l'enseignement au-dessus des classes d'humanités. (O., 17 fév. 1815, 44.)

§ 5. Défaut d'autorisation.

Si quelqu'un enseigne publiquement et tient école sans l'autorisation de grand maître, il est poursuivi d'office, et traduit en police correction-

nelle par les procureurs du roi qui font fermer l'école et, suivant l'exigence du cas, peuvent décerner un mandat d'arrêt contre le délinquant.

Il est condamné à une amende qui ne peut être moindre de 100 fr., ou supérieure à 5,000 fr., dont moitié applicable au trésor de l'université, et l'autre moitié aux enfants trouvés, sans préjudice de plus grandes peines, s'il s'est trouvé coupable d'avoir dirigé l'enseignement d'une manière contraire à l'ordre et à l'intérêt public.

Si le procureur du roi néglige de poursuivre, le recteur de l'académie, et même le grand maître, sont tenus de dénoncer l'infraction au procureur général qui veille à ce que les poursuites soient faites sans délai, et rend compte au garde des sceaux de la négligence des tribunaux inférieurs. (D., 15 nov. 1811, 54 à 56.)

Ces dispositions ne continuent pas moins d'être en vigueur, malgré les changements survenus, par suite de la Charte, dans les pouvoirs politiques de l'état. (Cass., 14 juin 1825.) Aussi la jurisprudence de la cour de cassation les a-t-elles déclarées rigoureusement obligatoires, en déclarant passibles des peines, celui qui enseigne sans être muni de l'autorisation universitaire. Il n'y a d'exception qu'en faveur des écoles de filles. (Cass., 24 nov. 1832.)

§ 6. Clôtures des écoles autorisées.

Les écoles non autorisées ne sont pas les seules qui soient exposées à des poursuites judiciaires. L'art. 57 du décret du 15 nov. 1811 donne en outre au grand maître, après information faite et jugement prononcé par le conseil de l'instruction publique, le pouvoir de faire fermer les institutions et pensions où il aurait eté reconnu des abus graves, et où l'enseignement serait dirigé sur des principes contraires à ceux que professe l'université.

Les art. 58 et 59 énoncent les formalités à remplir en pareil cas. (V. aussi art. 62.)

Le défaut de paiement des droits universitaires, après mise en demeure, est également au nombre des cas qui motivent la poursuite du procureur du roi et l'ordonnance de clôture rendue par ce magistrat. Il en est de même, ajoutent les art. 116 et 123, pour refus de droits dus personnel e- ment.

Section IV. — Régime économique de l'université.

§ 1. Recettes et dépenses.

Le budget général de l'université était dressé autrefois, chaque année, par le conseil royal pour être soumis aux chambres, comme annexe au budget de l'instruction publique. Ce budget étant arrêté par la loi des finances, le ministre provoquait alors une ordonnance du roi qui réglait par chapitre la répartition définitive des crédits, et qui autorisait le paiement des dépenses de l'exercice.

Mais une nouvelle forme financière a été introduite dernièrement dans ce budget, d'après l'approbation royale donnée au rapport présenté le 18 novembre 1833 par le ministre de l'instruction publique.

Aujourd'hui l'université n'a plus de budget spécial; elle conserve son caractère d'établissement doté et propriétaire, mais elle fait verser dans la caisse du trésor le produit annuel de sa dotation et de ses revenus; il lui appartient, comme par le passé, d'asseoir les taxes qui avaient été instituées à son profit, mais les agents du trésor sont seuls chargés de les recevoir comme tous les impôts publics. Enfin ses recettes venant ainsi prendre place dans les recettes générales de l'état, le crédit nécessaire à l'acquittement de ses dépenses fait également partie des crédits généraux alloués pour les dépenses de l'état. Cette réforme met un terme à une irrégularité financière, objet de fréquentes réclamations, et a pour effet en outre d'accroître l'autorité et la puissance morale du corps enseignant, en lui ôtant tout caractère fiscal.

Les recettes de l'université proviennent :

1° Des revenus de sa dotation et de ses domaines;

2° Du produit des divers droits qu'elle est autorisée à percevoir par la loi des finances [1].

Sa dotation se compose :

1° Des 400,000 fr. de rentes inscrites sur le grand livre, qui lui ont été attribués à titre d'apanage;

2° Des rentes sur l'état qui ont été ou qui seront acquises avec l'excédant des revenus;

3° Des rentes sur l'état qui ont été ou qui se-

[1] « L'administration de l'instruction publique continuera d'être chargée, conjointement avec les agents des contributions directes, de l'assiette des retributions universitaires et du droit annuel; elle continuera également à constater les retributions à percevoir sur les candidats qui se présentent devant les facultés ou devant les jurys médicaux.

» Les recouvrements de la rétribution universitaire et du droit annuel seront poursuivis sur les rôles rendus exécutoires par le préfet, et à la diligence des agents du trésor public, dans les mêmes formes que pour les contributions directes.

» L'administration de l'instruction publique prononcera sur les demandes en remises et modération dans les limites de crédits alloués au budget.

» Les pourvois contre l'assiette de la rétribution universitaire, ou celle du droit annuel, seront jugés par les conseils de préfecture. (L. des finances, 1836, art. 9.) »

ront acquises, soit avec le produit de la vente des immeubles dont l'aliénation est autorisée, soit avec le produit du remboursement des rentes dues par les particuliers.

Ses domaines consistent dans les biens meubles, immeubles et rentes, qui ont appartenu au ci-devant prytanée français, aux universités, académies et colléges, et qui n'ont été ni aliénés, ni définitivement affectés par un crédit spécial à un autre service public, (D., 11 déc. 1808, art. 1.)

Les divers droits qu'elle perçoit sont :

1° La rétribution du vingtième due pour tous les élèves pensionnaires, demi-pensionnaires ou externes, gratuits ou non gratuits, des colléges royaux, des colléges communaux, des institutions et des pensions ;

2° Le droit annuel dû par les chefs d'institution et les maîtres de pension ;

3° Les droits d'inscriptions, d'examens, de diplômes, de grades ou de certificats d'aptitude, et les droits du sceau, qui forment les recettes des diverses facultés de théologie, de droit, de médecine, des sciences et des lettres ;

4° Les droits de diplômes d'emplois, auxquels sont soumis tous les membres de l'université nommés ou institués définitivement, lorsqu'ils entrent dans le corps enseignant, ou lorsqu'ils y sont promus à des fonctions supérieures ;

5° Les droits dus par les gradués qui obtiennent du conseil royal l'autorisation de faire des cours publics, relatifs, soit aux sciences ou aux lettres, soit au droit ou à la médecine ;

6° Les amendes prononcées par les tribunaux pour contraventions aux lois et décrets qui régissent l'université.

Ses dépenses ont pour objet :

1° L'administration centrale ;

2° Les frais de tournée des inspecteurs généraux, des recteurs et des inspecteurs particuliers;

3° Les administrations académiques ;

4° Les traitements, soit fixes, soit éventuels, et les autres frais relatifs aux cinq facultés, notamment les frais des concours qui s'ouvrent dans ces facultés pour les places d'agrégés ou pour les chaires de professeurs ;

5° Les traitements des agrégés près les colléges royaux et communaux ;

6° L'école normale ;

7° Les secours accordés aux anciens membres des corporations enseignantes;

8° Les indemnités pour frais de route et de déplacement;

9° Les frais des poursuites dirigées contre les debiteurs de l'université. (V. le réglement spécial pour les recettes et les dépenses de l'université, en date du 27 sept. 1854.)

§ 2. Donations, Legs, Gestion de biens.

L'université est soumise, quant à l'administration de ses biens, aux règles générales du droit administratif relatives aux établissements publics. Elle possède donc et jouit en son nom propre ; à ce titre elle a également le droit de recevoir.

Le décret du 15 novembre 1811, art. 175 porte en effet : « que le grand maître pourra être autorisé à accepter après délibération du conseil de l'université, les donations et fondations qui seront faites à l'avenir à l'université, en observant les formes et conditions prescrites pour les acceptations de donations et legs, faits aux communes et aux hospices, par les arrêtés et décrets sur cette matière, dont les dispositions sont déclarées applicables aux legs et donations faits à l'université royale ». (V. ci-dessus **Bourses.**)

Cette autorisation préalable est nécessaire pour acheter ou pour aliéner les biens dont la conservation serait onéreuse.

Enfin, l'université étant classée au nombre des établissements publics, nous devons remarquer que l'art. 2121 du Code civil, qui établit l'hypothèque légale au profit des établissements publics, est également applicable à l'université ; à cet effet, le grand maître peut autoriser, après délibération du conseil, toute poursuite en expropriation forcée, comme conséquence du droit qui appartient à tout créancier de se faire payer sur tous les biens de son débiteur, et il doit faire connaître chaque année au ministre de l'intérieur les immeubles dont l'université est devenue propriétaire par cette voie, afin qu'il soit statué par le roi sur la conservation ou l'aliénation desdits immeubles. (D., 11 sept. 1811.) (V. **Établissements publics.**)

Les règles de l'administration des biens des **communes** et des **hospices** sont également applicables aux biens de l'université. (V. ces mots.)

Seulement, il est important d'observer que les bâtiments des colléges royaux et communaux, ainsi que ceux des académies, sont entretenus annuellement aux frais des villes où ils sont établis. (V. **Bâtiments civils.**)

Ainsi jugé par arrêt de la cour de cassation du 17 mars 1836 (D. 36, 1, 152), il porte que les villes et communes qui ont la propriété des bâtiments dans lesquels sont placés les colléges royaux et autres établissements universitaires, doivent, encore bien que l'université en ait la jouissance, fournir seules à toutes les réparations, sans distinction de grosses et menues. (L., 11 flor. an X, art. 40 ; D., 9 avr. 1811.)

Les communes portent donc chaque année à leur budget, pour être vérifiée, réglée et allouée par l'autorité competente, la somme nécessaire à l'entretien et aux réparations de ces établissements, selon les états qui en sont soumis. (L. ; 11 flor. an X, art. 8; D., 17 sept. 1808, art. 22.)

Il en est de même de la contribution foncière et autres charges de la proprieté.

C'est une conséquence très-juste des dispositions du décret de 1811 qui a concédé aux villes la pleine propriété des bâtiments des académies. Un arrêt du Conseil d'etat du 16 décembre 1830 a déclaré qu'elles étaient générales et qu'elles s'appliquaient à tous les établissements d'instruction publique de la France; spécialement enfin que la ville de Paris n'avait pas été dispensée de l'entretien des bâtiments affectés aux facultés de droit et de médecine.

§ 3. De la comptabilité.

Un conseiller de l'université exèrce les fonctions de trésorier, et est chargé de l'instruction et des rapports concernant les recettes et les dépenses générales.

Les budgets des établissements, et toutes les affaires exigeant dépense, sont d'abord examinés par le conseiller dans les attributions duquel se trouve l'établissement, ou le fonctionnaire auquel la dépense se rapporte, et remis, avec son avis, au conseiller chargé des fonctions de trésorier, qui en fait le rapport au conseil. (O., 1er nov. 1820.)

Ce trésorier est spécialement charge des recettes et des dépenses de l'université. Avant les dispositions nouvelles des lois de finances dont il a été parlé ci-dessus, il veillait à ce que les droits perçus dans tout le royaume, au profit de l'université, fussent versés fidèlement dans son trésor; aujourd'hui il surveille seulement la comptabilité des colléges royaux et de tous les établissements des académies; il en fait son rapport au grand maître et au conseil de l'université. (D., 1808, art. 68.)

C'est sur son rapport également que le conseil arrête les budgets des colléges royaux.

Quant aux questions relatives à la comptabilité, les décrets des 17 mars 1808 et 15 novembre 1811 avaient établi un système exceptionnel qui, contrairement aux lois communes, instituait le conseil royal comme juge supérieur; mais ce mode ayant cessé d'être d'accord avec un régime exceptionnel dont le premier besoin est l'unité et la publicité de la comptabilité des deniers de l'état, une ordonnance du 21 août 1827 attribue le jugement des agents comptables chargés du maniement des deniers universitaires, à la cour des comptes, chargée de vérifier annuellement leurs opérations.

Ces comptes appuyés de leurs pièces justificatives en recette et en dépense, sont produits à la cour dans les trois premiers mois de l'année suivante. Ils comprennent les recettes et les dépenses de toute nature faites pendant l'année. (O., 1827, art. 1.)

A la fin de chaque année, une commission nommée par le ministre de l'instruction publique est chargée.

1° D'arrêter le journal et le grand livre de la comptabilité centrale de l'université;

2° De constater la concordance des comptes publiés par le conseil royal de l'instruction publique, avec les résultats de cette comptabilité et avec les déclarations de conformité de la cour des comptes.

Il est dressé procès-verbal de ces opérations pour en être donné communication aux chambres. (O., 1827, art. 6.)

Enfin une ordonnance du 26 mars 1829 art. 12, étend aux agents comptables chargés des recettes et dépenses des colléges royaux, les dispositions de l'ordonnance de 1827 précitée.

Section V.—Juridiction universitaire.

Nous avons déjà vu dans la section première que l'université avait juridiction sur ses membres relativement à l'exercice de leurs fonctions, aux injures, diffamations et scandales entre ses membres, et à l'application des peines encourues par les délinquants.

Cette juridiction est très-ancienne, son idée est puisée dans la nature des choses et dans une sorte de justice arbitrale fortifiee par la soumission volontaire de ceux qu'elle gouverne. C'est ainsi qu'en 1576 l'ordre de la noblesse appuyant sur ce point les remontrances des universites demandait que «tous les différends de reglements et d'observa» tion des statuts entre les facultés, nations et » suppôts des universités, se vident par les uni» versites, sans que les juges présidiaux ni autres » puissent en prendre connaissance.»

Le décret de 1808 et celui du 15 novembre 1811 lui ont conservé cette juridiction et ont déterminé les différentes peines de discipline qu'elle peut infliger. Ce sont :

1° Les arrêts;

2° La réprimande en présence d'un conseil académique;

3° La censure en présence du conseil de l'université;

4° La mutation pour un emploi inférieur;

5° La suspension de fonctions pour un temps déterminé, avec ou sans privation totale ou partielle du traitement;

- 6° La réforme ou la retraite donnée avant le temps de l'éméritat, avec un traitement moindre que la pension des émerites ;

7° Enfin, la radiation du tableau de l'université;

La juridiction chargée d'appliquer ces peines est exercée par le grand maître ou le conseil royal suivant les cas, celui-ci n'etant saisi de l'affaire que quand il s'agit de réformer ou de radier le membre inculpé, d'où il résulte que le conseil doit toujours examiner sur les conclusions du ministère public, la question préjudicielle de savoir quelle est la peine applicable à la contravention ou au délit dont il y a plainte, afin de determiner si le jugement appartient à l'université ou au grand-maître. (D., 1808, art. 105 et 108.)

Quant aux règles de procédure à observer, il en est deux fondamentales: La première veut que nul ne soit condamné qu'il n'ait été entendu ; la deuxième, que toute accusation soit éclaircie à charge ou à décharge; cependant tout membre de l'université jugé disciplinairement, n'a pas la faculté de se faire assister d'un defenseur, il doit se défendre lui-même.

En effet, les débats devant le consil royal doivent avoir lieu à huis-clos et non publiquement, en outre il ne s'agit que de l'appreciation pure et simple de certains faits qui exigent soit un aveu, soit une justification, et que le prevenu mieux qu'un défenseur, se trouve en état de faire. (C., Paris, 1er mars 1850.) (V. Sur la procédure devant le conseil royal une instruction du mois de janvier 1821, envoyée par le ministre à tous les recteurs.)

La juridiction de l'université s'etend sur tous ses membres indistinctement, à raison de tous les faits résultant de leurs fonctions. Ainsi, lorsqu'un individu a été condamné comme coupable d'un vol commis dans la caisse de l'économe d'un collége royal, le conseil de l'instruction publique est seul compétent, à l'exclusion des tribunaux, pour décider si l'économe doit être déclaré responsable de ce vol, attendu sa négligence ou son imprudence. (C. C., 1383; C. d'état, 31 mars 1825.)

La juridiction universitaire est souveraine et non susceptible de recours lorsque ses jugements prononcent en d'autres matières que la comptabilité et la discipline ; dans ces cas alors le condamné peut se pourvoir au Conseil d'état. (D., 15 nov. 1811, art. 149.)

L'université exerce encore une juridiction sur les étudiants des facultés. Aussi les infractions qu'ils ont commises sont réprimées suivant leur gravité par des deliberations de la faculté ou par des conseils académiques.

Pour les peines plus graves que la perte d'une ou de deux inscriptions, les décisions des facultes sont sujettes à l'appel devant les conseils académiques : les decisions de ceux-ci, dans les cas graves sont deférées au conseil de l'instruction publique.

L'exclusion de toutes les académies ne peut être prononcée que par le conseil royal de l'instruction publique, sauf recours au Conseil d'état. (V. L'ordonnance du 5 juillet 1820.)

Section VI.—§ 1. Compétence des tribunaux civils.

Malgré le pouvoir exclusif du conseil royal de l'instruction publique comme juge des affaires qui intéressent ses membres, toutefois l'université n'échappe pas au droit commun quand il s'agit, comme établissement public de defendre ses titres de propriété; les tribunaux peuvent donc seuls apprécier ces titres ou la possession d'une ville universitaire sur des biens communaux provenant des établissements d'instruction publique; mais il appartient ensuite au Conseil d'état de statuer sur l'effet des lois qui ont prononcé la réunion de ces biens au domaine de l'état. (C. d'état, 8 janvier 1831.)

L'autorité administrative pourrait également faire valoir sa compétence si, pour prononcer sur la propriété de terrains et bâtiments en litige entre une commune et l'université, il s'agissait d'apprécier le sens et les effets d'actes administratifs. (C. d'état, 24 janv. 1827.)

§ 2. Compétence des tribunaux correctionnels et criminels.

Les tribunaux correctionnels prononçent l'amende de 100 fr. à 500 fr. contre ceux qui ont ouvert une école sans autorisation. (D. 1808, art. 54 et 56.)

Ils connaissent des plaintes formées par les parents contre les membres de l'université qui se sont rendus coupables de mauvais traitements envers leurs enfants, sans préjudice de la juridiction disciplinaire du conseil royal. (C., 1808, art. 74.)

Enfin, cette juridiction disciplinaire de l'université n'empêcherait pas les cours royales d'exercer leurs droits à raison des crimes et delits commis dans ses établissements. (D., 1811, art. 158.) (V. **Instruction primaire, École normale.**)

A consulter : le *Code universitaire*, par A. Rendu.

USAGES (Droits d')

§ 1 Division des droits d'usages.—§ 2 De la nature et de l'étendue des droits d'usages. — § 3. Des concessions de droits d'usage. — § 4. Droits de panage et glandée, Pâturage et pacage. — § 5. Des usages en bois. — 1° Droits sur

les bois morts et morts-bois. — 2° Droits sur les bois de chauffage. — 3° Droits sur les bois de construction. — § 6. Réduction des droits d'usages. — § 7. Rachat et extinction des droits d'usages.

Le droit d'usage, en thèse générale, est la faculter d'user et de se servir de la chose d'autrui.

Ici, nous entendons par *usages*, la jouissance acquise aux communes et aux particuliers, de certains droits dans les bois particuliers, de l'état ou des communes.

Ces droits, dont au reste l'abus est si fatal aux forêts, ont leur origine, pour la plupart au moins, dans des concessions tout-à-fait gracieuses, et presque jamais dans des conventions. (Coquille. *Quest.*, 505, Merlin, V° *Usages*, § 1°.)

§ 1. Division des droits d'usages.

L'exercice des droits d'usages dans les bois et forêts, tant de l'etat que des particuliers, confère aux usagers deux espèces de droits distincts, savoir :

Celui de faire paître des bestiaux, ou *usages-pâturages*.

Celui de prendre les bois destinés soit au chauffage ou aux constructions dont on a besoin pour son usage propre.

Les droits d'usage se divisent encore en grands et petits usages.

Les grands usages sont : L'*affouage* qui est le droit de prendre dans une forêt les bois nécessaires pour le chauffage.

Le *marronage* ou le droit de se faire délivrer du bois pour la construction et les réparations des bâtiments.

Le *pâturage*, *pacage* qui est le droit de faire paître les bestiaux.

Le *panage* et la *glandée* qui consiste dans la faculté de mener les porcs dans une forêt pour s'y nourrir de glands et de faînes.

Les petits usages consistent simplement dans le droit d'enlever des branches sèches et les bois morts et morts-bois.

§ 2. De la nature et de l'étendue des droits d'usages.

Le droit d'usage doit-il être classé parmi les servitudes discontinues dont parle l'art. 688 du code civil ; et conformément à l'art. 691 du même code, ne peut-il s'établir que par titre? ou au contraire peut-il s'acquérir par la prescription ; c'est une question qui a longtemps divisé les auteurs et la jurisprudence.

Merlin, Fournel, Favard, Toullier, ont considéré les droits d'usages comme une servitude discontinue, et conséquemment ont consigné qu'ils ne pouvaient s'acquérir même par une possession immémoriale: la cour de Cassation, dans un arrêt du 6 mars 1817, avait consacré cette doctrine, cependant il paraît que le principe contraire a maintenant triomphé. M. Proudhon (de l'Usufruit, no 3087 et 3548) a démontré que les droits d'usages étaient une simple perception de fruits et que dès lors ils pouvaient s'acquérir par la prescription. Ces principes ont eté corroborés par un arrêt de la cour de Cassation du 19 août 1829, qui, modifiant son ancienne jurisprudence, a décidé que les droits d'usages dans les bois étant régis par des lois spéciales, on ne pourrait leur appliquer les règles prescrites pour les servitudes discontinues.

Le droit d'usage est un droit inhérent à la propriété, et affecte indivisiblement chacune de ses parties.

De ce principe découlent plusieurs conséquences importantes :

Si donc une propriété soumise à des droits d'usages vient à être partagée entre plusieurs, chacun reste codébiteur solidaire de l'usage. (C. civ. 1218, 1222.)

Ainsi encore, si le propriétaire opère des défrichements d'une étendue telle qu'il ne reste plus en nature que la quantité nécessaire pour fournir à la consommation des usages, ceux-ci ont le droit d'exiger tout le produit de la partie conservée.

La nature et l'étendue du droit d'usage ne peuvent s'apprécier que d'après le titre constitutif et la possession qui en a été la suite ; mais, quels qu'ils soient, les usagers, en règle générale, ne doivent et ne peuvent user de leurs droits qu'en bons pères de famille.

Ainsi les droits d'usages qu'un tribunal déclarerait être d'une nature toute particulière et sortir, à raison de leur étendue du droit commun en matière d'usage, ne pourraient néanmoins autoriser ceux à qui ces droits appartiennent, à en user autrement que s'ils avaient été déclarés simples usagers ; car l'usage est distinct de la propriété, et l'étendue plus ou moins grande qui lui serait donnée ne pourrait lui en imprimer le caractère ou les attributs. (Cass., 18 oct. 1821.)

Jamais le droit d'usage, quelque etendu qu'il soit, ne peut être une manière d'acquérir la propriété sur laquelle s'exerce le droit d'usage, et sur ce point la jurisprudence a constamment jugé que chacun des ayant-droit à un droit d'usage appartenant à une communauté d'habitants, ne peut pas plus que la communauté elle-même, acquérir par la prescription la propriété du fonds sur lequel s'exerce le droit d'usage, parce que la pos-

session, comme celle de la communauté prise en général, doit être réputée précaire. (C. C., 2229, 2236, 2240; Cass., 25 mars 1833.)

Un usage même immémorial n'autorise pas ou ne légitime pas l'infraction à une loi positive en vigueur.

Les dispositions du Code civil relatives aux droits d'usages ne sont point applicables aux droits d'usages dans les bois et forêts.

Les droits d'usages, comme nous l'avons dit, sont restreints conformément aux titres qui les constituent, et, pour tous les cas non prévus, soumis aux règles et aux principes généraux.

Des dommages et intérêts peuvent être accordés pour des droits non exercés, alors que le non exercice de ces droits à été causé par le fait du propriétaire, qui par exemple aurait mis en culture le bien soumis à l'usage. (Cass., 25 juillet 1831.)

Les usagers, à moins d'y être contraints par les titres constitutifs de leur droit, ne sont jamais tenus de l'acquittement de la contribution foncière, pas même partiellement. Ce principe, qui longtemps a été combattu vivement, a été consacré par un arrêt de cassation du 25 fevrier 1835 qui a decidé que les communes usagères n'étaient pas tenues de participer à la contribution foncière des biens soumis aux droits d'usages.

Les droits d'usages sont incessibles et incommunicables d'une manière absolue, de telle sorte que la prohibition de vendre les bois qui en proviennent s'applique non-seulement aux ventes faites par les communes, mais encore à celles faites de particuliers à particuliers. (Cass., 15 oct. 1809.)

§ 3. Des concessions de droits d'usages.

Une distinction importante doit être faite ici :

L'usage étant inhérent à la propriété, la faculté de concéder des droits d'usages appartient essentiellement au proprietaire, et chacun est libre de grever ses proprietes privées de droits d'usages quels qu'ils puissent être.

Au contraire, dans tous les bois soumis au régime forestier, bois de l'état, bois des communes, etc., il ne peut plus être fait aucune concession de droits d'usage, de quelque nature et sous quelque prétexte que ce puisse être. (V. **Bois et forêts.**)

Ne sont admis à exercer un droit d'usage quelconque dans ces différents bois que ceux dont les droits, à l'epoque de la promulgation du Code forestier (an 1827), auraient été reconnus fondés, soit par des actes du gouvernement, soit par des jugements ou arrêts définitifs, ou auraient été reconnus tels par suite d'instances administratives ou judiciaires engagées à cette époque, ou qui auraient été intentés devant les tribunaux dans le délai de deux ans à dater du jour de ladite promulgation par des usagers actuellement en jouissance. (C. For., 61.)

Le bénéfice de cette disposition s'applique même aux usagers qui auraient encouru la déchéance prononcée par les lois des 28 vent. an 11 et 14 vent. an 12, pour défaut de production de leurs titres dans le délai fixé par les lois. L'article 61 du Code forestier les a relevés de cette déchéance. (C. Rouen, 21 mars 1832.)

§ 4. Droit de panage et de glandée, de pâturage et pacage.

Le droit de panage et de glandée est un droit essentiellement distinct du droit de pacage des herbes, de telle sorte qu'il a besoin d'être formellement exprimé dans l'acte constitutif de la concession pour en faire partie; seulement la jurisprudence a établi que celui qui avait un droit de pâturage simple, mais qui a joui du droit de glandée, a pu acquérir ce dernier par la prescription, parce que prescrire au-delà du titre n'est pas prescrire contre le titre. (Cass., 9 nov. 1826.)

Les droits d'usages dans les bois et forêts régis autrefois par des lois spéciales le sont actuellement par le Code forestier.

Les droits de panage et de glandée sont adjugés dans les formes prescrites pour les adjudications de coupes de bois (Cod. for., art. 53 et suiv.)

Les obligations imposées aux adjudicataires sont de différente nature :

1° Ils ne peuvent introduire dans les bois un plus grand nombre de bestiaux que celui déterminé dans l'acte d'adjudication;

2° Ils sont tenus de faire marquer tous leurs bestiaux avec l'empreinte qui est déposée au greffe du tribunal;

3° Ils ne doivent envoyer leur bestiaux que dans les cantons et par les chemins désignés, sous peine d'amende et de confiscation;

4° Ils ne peuvent abattre, ramasser et emporter les glands, faines ou autres fruits semencés ou production des forêts. (V. sect. VI, tit. 5, C. For., art. 144, 199.)

La durée de la glandée et du panage ne peut excéder trois mois; l'époque de l'ouverture est fixée chaque année par l'administration forestière.

Les mêmes obligations sont à peu près imposées aux usagers en pâturage : ainsi ils ne peuvent introduire de bestiaux dans les bois qu'aux époques

fixées par l'administration forestière, que le nombre déterminé par l'administration, que par les chemins designés par les agents forestiers, le tout sous peine d'amende conformément à la loi. (Cod. forest., art. précités.)

Quel que soit l'âge ou l'essence des bois, les usagers ne peuvent exercer leurs droits de pâturage ou de panage que dans les cantons qui auraient été déclarés défensables par l'administration forestière, et ce nonobstant toute possession contraire.

Sur ce point la jurisprudence est constante et d'accord avec le texte positif de la loi ; quels que soient donc les titres constitutifs de leurs créances, fussent-ils antérieurs à l'ordonnance de 1669, et conséquemment au Code forestier, les usagers ne peuvent sans délit se permettre l'exercice de leurs droits, en conduisant leurs bestiaux dans les cantons de bois mis en defense par l'administration forestière. (Cass., 22 juin 1826, 8 mai 1850.)

Cette défense d'envoyer des bestiaux pacager dans les bois avant qu'ils aient été déclarés défensables, est tellement d'ordre public qu'elle est applicable même aux bois particuliers nonobstant toutes conventions contraires antérieures, quelle que soit la nature de ces conventions. (Cass. 2 fev. 1831.)

Les bois sont toujours présumés légalement non défensables, tant que l'administration forestière n'a pas formellement déclaré la defensabilité. Aussi, tout fait de pâturage exercé avant cet acte est un délit qu'aucune circonstance ne peut couvrir. (Cass., 6 août 1829.)

Chaque année, avant le 1er mars, pour le pâturage, et un mois avant l'époque fixée par l'administration forestière pour l'ouverture de la glandée et du panage, les agents forestiers font connaître aux communes et aux particuliers jouissant des droits d'usages, les cantons déclarés défensables et le nombre des bestiaux qui peuvent être admis au pâturage ou panage.

Les usagers ne peuvent exercer leurs droits que pour les bestiaux qui leur appartiennent et non pour ceux dont ils font commerce, à peine d'amende.

Les règles relatives à la conduite des bestiaux sont tracées dans les art. 71 à 77 du Code forestier, elles consistent :

1° Dans la désignation des chemins de conduite, désignation dont les pâtres ne peuvent s'écarter ;

2° Dans le choix de pâtres communs fait par l'autorité municipale pour les troupeaux de chaque commune ou section de commune, sans que les usagers puissent eux-mêmes, ou par pâtre particulier, faire paître leurs troupeaux ;

3° Dans la distinction de chaque troupeau ;

4° Dans la marque des bestiaux et dans l'obligation de leur attacher des clochettes au cou ;

5° Dans la défense formelle de sortir des cantons assignés par l'administration, ou de conduire un plus grand nombre de bestiaux.

Il est défendu à tous usagers, nonobstant titres ou possession contraires, de conduire ou faire conduire des chèvres, brebis ou moutons dans les forêts ou sur les terrains qui en dépendent, sous peine d'amende contre les propriétaires, pâtres ou bergers. (C. for., 78.)

Le pacage des moutons peut cependant être autorisé dans certaines localités par ordonnance royale. (Art. 78.)

Sous l'empire de l'ancienne jurisprudence, la prohibition de mener ou d'envoyer paître les bêtes à laine dans les bois, intéressait l'ordre public à un tel point, que le propriétaire des bois ne pouvait même par son consentement couvrir cette prohibition. (Cass., 5 nov. 1807.)

Ces principes paraissent avoir été modifiés, et deux arrêts de cassation des 18 juillet et 28 octobre 1811, ont décidé que le propriétaire pouvait permettre l'introduction momentanée de moutons et de chèvres dans ses bois.

§ 5. Des usages en bois.

Les usagers qui ont droit à des livraisons de bois, de quelque nature que ce soit, ou dans les bois soumis au régime forestier ou même dans les bois des particuliers, ne peuvent prendre ces bois qu'après que la délivrance leur en est faite par les agents forestiers ou les propriétaires.

L'usager est toujours obligé de demander préalablement cette delivrance, à moins que le titre ne lui accorde le droit de prendre du bois à discrétion et de sa propre autorité. (Merlin, V° Usage ; Proud'hon, 3410.)

Il ne suffit même pas que l'usager ait fait la demande et qu'il ait mis le propriétaire en demeure, pour pouvoir enlever le bois auquel il a droit ; car le propriétaire peut avoir de justes motifs de refuser la délivrance qui lui est demandee : dans ce cas l'usager ne peut avoir qu'un recours en justice pour se faire autoriser à exercer son droit. (Cas., 3 sept. 1808, 24 août 1820, 6 mars 1830.)

Les usagers ne peuvent reclamer à titre d'arrerages les bois qu'ils ont manqué de prendre pendant une ou plusieurs années.

Les droits d'usages en bois peuvent s'exercer :

1° Pour des bois morts ;

2° Pour des bois de chauffage;
3° Pour des bois de construction.

1° Des droits sur les bois morts et mort-bois.

Ce droit, qui constitue les petits usages, doit se restreindre dans les limites tracées par la loi.

L'usage au mort-bois donne seulement la faculté de couper divers menus bois sans valeurs ou nuisibles, alors même qu'ils sont vifs, ainsi l'épine, l'aulne, le saule, le sureau, le genêt, les ronces, le fusain, le sanguin, le troène, le houx, le coudrier et la bourdaine. (O., 1552, Proud'hon, n° 3161.)

L'usage au bois-mort sec et gisant ne donne le droit que de recueillir les brins et branches que l'usager trouve par terre, sans pouvoir enlever un arbre par exemple renversé par l'orage ou un autre accident. (Cass., 21 mars 1830.)

Ceux qui n'ont d'autres droits que de prendre le bois mort, sec et gisant, ne peuvent pour l'exercice de ce droit se servir de crochets ou ferrements d'aucune espèce, sous peine de 5 fr. d'amende.

2° Des droits sur les bois de chauffage.

L'usage au bois de chauffage, sans autre explication s'entend de la coupe des bois vifs en taillis, mais non des bois qui sont en futaies ou en réserve; encore l'usager doit-il se contenter des bois secs et de chablis s'il y en a quantité suffisante pour ses besoins. (Proud'hon, 3157.)

Lorsque les bois de chauffage se délivrent par coupes, l'exploitation en est faite aux frais des usagers par un entrepreneur spécial nommé par eux et agréé par l'administration forestière.

Aucun bois ne peut être abattu ou partagé sur pied par les usagers individuellement, et les lots ne peuvent être faits qu'après l'entière exploitation de la coupe, à peine de confiscation de la portion de bois abattue afférente à chacun des contrevenants.

Les fonctionnaires ou agents qui auraient permis ou toléré cette contravention sont passibles d'une amende de 50 fr. et demeurent en outre personnellement responsables et sans aucun recours, de la mauvaise exploitation et de tous les délits qui pourraient avoir été commis.

Les entrepreneurs de l'exploitation des coupes délivrées aux usagers doivent se conformer à tout ce qui est prescrit aux adjudicataires pour l'usance et la vidange des coupes; ils sont soumis à la même responsabilité et passibles des mêmes peines.

Au reste les usagers ou communes usagères sont garants solidaires des condamnations prononcées contre eux. (C. for., 81, 82.)

3°. Des droits sur les bois de construction.

L'usage au bois de construction autorise à se faire delivrer les bois nécessaires aux réparations ou à la reconstruction de la maison usagère selon le devis qui en est représenté. (Proudhon, n° 3169.)

L'emploi des bois de construction doit être fait dans un délai de deux ans lequel néanmoins peut être prorogé par l'administration forestière.

Les usagers auxquels des bois de constructions ont été délivrés sont suffisamment mis en demeure de justifier de l'emploi de ces bois par la seule expiration des deux années qui leur sont accordées par l'article 84 du Code forestier pour faire cet emploi; ils sont tenus en conséquence à l'expiration de ce délai de justifier de l'emploi, à toute réquisition des agents forestiers et sans autre avertissement préalable. (Cass., 20 sept. 1832.)

Ce délai expiré, l'administration peut toujours disposer des arbres non employés.

En principe, il est interdit aux usagers de vendre ou d'échanger des bois qui leur sont délivrés et de les employer à une autre destination que celle pour laquelle le droit d'usage a été établi; ainsi un usager, auquel du bois a été accordé pour la réparation de sa maison d'habitation ne peut l'employer à la construction d'un autre bâtiment. (Cass., 7 mai 1830.)

S'il s'agit de bois de chauffage, la contravention donne lieu à une amende de 10 à 100 francs.

S'il s'agit de bois à bâtir et autres, il y a lieu à une amende double de la valeur des bois sans que cette amende puisse être au-dessous de 50 francs.

§ 6. Réduction des droits d'usages.

L'exercice des droits d'usages de toute nature, peut toujours être réduit par l'administration forestière suivant l'état et la *possibilité* des forêts. En cas de contestations sur la possibilité et l'état des forêts, il y a recours au conseil de préfecture. (C. for., 65.)

§ 7. Rachat et extinction des droits d'usages. Cantonnement.

Les droits d'usages et pâturages sont rachetables moyennant des indemnités réglées de gré à gré, ou, en cas de contestation par les tribunaux.

Néanmoins lorsqu'il s'agit de bois soumis au régime forestier, le rachat ne peut être requis par l'administration, dans les lieux où l'exercice du droit de pâturage est devenu d'une absolue nécessité pour les habitants d'une ou de plusieurs

communes. Si cette nécessité est contestée par l'administration, les parties doivent se pourvoir devant le conseil de préfecture, qui, après une enquête de *commodo et incommodo*, statue sauf recours au Conseil d'état.

Les bois, tant de l'état que des particuliers, peuvent être affranchis des droits d'usages en bois par le moyen du cantonnement.

L'effet du cantonnement est de convertir l'usage en un droit de propriété sur une partie des bois proportionnée aux besoins de l'usager. Il a été introduit pour établir plus d'ordre dans l'exercice du droit d'usage, et empêcher l'espèce d'inertie dans laquelle le droit d'usage retenait le propriétaire.

Le cantonnement peut se régler de gré à gré, et en cas de contestations, par les tribunaux, qui, lors de l'appréciation à faire pour opérer le cantonnement, doivent concilier autant que possible les intérêts réciproques du propriétaire et de l'usager, en prenant toutefois pour bases, plutôt la convenance de l'usager que celle du propriétaire. (Proud'hon., 5338.)

Au reste, les tribunaux sont entièrement libres dans leur appréciation de la quotité de terrain du cantonnement, et ils ne peuvent être liés que par leur conscience et non par la jurisprudence quelle qu'elle soit.

L'action en affranchissement d'usage par voie de cantonnement n'appartient qu'au gouvernement et non aux usagers. Néanmoins si une telle demande avait été formée avant le Code forestier, elle devrait être jugée, quant au fond du droit, d'après les lois antérieures. (C. Besançon, 6 juill. 1829.)

USINES A EAU [1].

§ 1. Établissement des moulins et usines sur les rivières navigables et flottables. — § 2. Demande en autorisation. Effets de l'autorisation. — § 3. Établissement des moulins et usines sur les rivières non navigables ni flottables. — § 4. Distinction entre ces deux autorisations. Clauses à insérer. — § 5. Des chutes d'eau. — § 6. Des repères. — § 7. Défaut d'autorisation. — § 8. Opposition à l'établissement. — § 9. Changement dans l'exploitation et le régime des usines. — § 10. Suppression des usines. — § 11. Révocation d'autorisation. — § 12. Chômage des usines. — § 13. Dommages-intérêts. Contraventions. — § 14. Résumé des attributions des différentes autorités. — § 15. Compétence des conseils de préfecture. — § 16. Compétence des tribunaux. — § 17. Dégrèvement de contributions.

§ 1. Établissement des moulins et usines sur les rivières navigables et flottables.

Les rivières navigables et flottables ayant toujours été regardées comme dépendantes du domaine public, l'autorisation du gouvernement a de tout temps été nécessaire pour établir sur leurs cours, des moulins ou usines quelconques. C'est ce qui résulte formellement de l'edit de 1566 et de l'article 42, titre 27, de l'ordonnance de 1669, qui porte que « nul soit propriétaire ou engagiste ne peut faire moulins, bâtardeaux, écluses, gords, pertuis etc., sans permission expresse. » Le même article enjoint aux propriétaires d'usines et moulins non autorisés, de les supprimer dans les trois mois, à peine de 500 francs d'amende, à moins qu'ils ne soient fondés en titres ou possession légitimes. L'édit de 1683 contient les mêmes dispositions. Enfin un édit de décembre 1693 porte que tous les propriétaires de moulins et usines construits sur les rivières navigables du royaume qui ont rapporté des titres de propriété ou de possession avant le 1er avril 1566 sont maintenus à perpétuité en payant une certaine rente ou censure, soit au roi soit aux seigneurs. Telle est en résumé la substance de l'ancienne législation sur cette matière.

La nouvelle législation qui remonte à un arrêté du Directoire exécutif en date du 19 ventôse an VI, repose sur le même principe, c'est-à-dire que nul ne peut établir ou conserver une usine, sur une rivière navigable s'il n'est porteur d'une autorisation du gouvernement.

Une circulaire du 19 thermidor an VI, indique les formalités à suivre pour obtenir cette autorisation. Une autre du 16 novembre 1837 fait quelques additions à cette première.

§ 2. Demande en autorisation, Effets de l'autorisation, Réparations.

La demande motivée circonstanciée et accompagnée d'un certificat du maire qui constate que le pétitionnaire est propriétaire ou qu'il a obtenu le consentement écrit du propriétaire du sol sur lequel il veut bâtir son usine, etc., doit être adressee au préfet du département du lieu de l'établissement projeté.

Le prefet après avoir examiné la pétition, la renvoie au maire de la commune, à l'ingénieur de l'arrondissement, et à l'inspecteur de la navigation lorsqu'il y en a un.

Le maire examine les convenances locales, et les intérêts des propriétaires riverains. Pendant vingt

[1] L'invention des moulins à eau remonte au moyen âge; il en est parlé dans les Capitulaires. « *Si quis mulinem aut qualemcumque clausuram in aquâ facere voluerit, sic faciat ut nemini noceat. Si ambæ ripæ suæ sunt, licentiam habeat. Si autem una alterius est, aut roget, aut comparet.* » Deuxième Capitulaire du roi Dagobert; Baluze sur les pertuis et écluses, tit. 83. (Cotelle, vol. 2, p. 269.)

jours la demande doit être affichée, avec invitation pendant ce delai, aux intéressés, de proposer les observations qu'ils jugent convenables, .

Le maire, l'ingénieur et l'inspecteur susnommés, rédigent chacun son avis motivé. L'ingénieur dresse un plan, et le tout est envoyé au préfet, à l'inspecteur en chef et au bureau de navigation du département.

Les formalités se compliquent davantage s'il s'agissait d'établir un moulin dans la zone de défense militaire. La permission doit être alors accordée, s'il y a lieu, par le ministre de la guerre, en ce qui touche les intérêts de son département, sans rien prejuger sur ce que l'usine peut avoir de contraire aux intérêts de la navigation ou des propriétaires riverains dont il a été parlé ci-dessus. Il faut alors se concerter avec le chef du génie.

En cas de demande en autorisation pour élever un moulin dans les *rayons frontières des douanes*, l'administration des douanes, qui peut craindre que cet établissement ne favorise l'exportation frauduleuse de grains et farines doit être egalement consultée.

Si l'usine à établir a pour objet de *scier le bois*, il y a lieu d'observer l'article 155 du Code forestier, lequel porte : qu'aucune usine de ce genre ne pourra être établie dans l'enceinte, et à moins de deux kilomètres de distance des bois et forêts, qu'avec l'autorisation du gouvernement, sous peine d'une amende de 100 à 500 fr. et de la démolition dans le mois du jugement qui l'aura prononcée.

L'article 156 excepte les usines qui font partie des villes, villages ou hameaux formant une population agglomérés, bien qu'elles se trouvent dans la distance ci-dessus fixée.

Il résulte de ces dispositions que l'administration forestière doit être entendue dans l'instruction de toutes les demandes en autorisation de construire des scieries à proximité des bois et forêts.

Nous avons vu également, v° **Forges et fourneaux**, qu'aux termes des art. 73 et 74 de la loi du 21 avril 1810 sur les mines, l'administration forestière doit également donner son avis sur la quantité suffisante ou non de combustibles que peuvent procurer les bois voisins. (V. **Forges.**)

Il n'est alors prononcé sur la demande qu'après l'avis des fonctionnaires ou administrations susdits. Mais, en quelle forme ces autorisations sont-elles données? Pendant longtemps elles furent délivrées par des décrets et tantôt par de simples arrêtés des ministres, des préfets, et quelquefois même, avec excès de pouvoir, par les conseils de préfecture; mais sur ce point, la compétence de ces différentes autorités a été irrévocablement fixée, et il résulte de divers avis du Conseil d'état qu'une usine n'est définitivement autorisée qu'en vertu d'une ordonnance royale déliberée en Conseil d'état; les réglements d'eau nécessaires à la marche de cette usine ne peuvent également être exécutés que d'après l'approbation de l'autorité supérieure. (C. d'état, 25 av. 1852.)

Nous citerons un extrait des motifs de l'avis du Conseil d'état du 31 oct. 1817 qui expliquent la nécessité de l'autorisation supérieure :

« Considérant, est-il dit, que l'établissement d'un nouveau moulin peut influer sur la marche de ceux qui ont été construits au-dessus et au-dessous, et que cette influence peut s'étendre même hors des limites d'un département;

» Qu'en général, les dispositions relatives à la hauteur des eaux, aux barrages, etc., ne sont pas moins importantes que celles relatives au curage;

» Que des réglements faits à cet égard il peut résulter non-seulement des obligations pour un grand nombre d'individus, mais encore pour certains cas particuliers, des titres que le Code civil oblige les tribunaux à respecter, qui deviennent par conséquent des propriétés transmissibles auxquelles on ne peut donner trop d'authenticité et de fixité, etc. »

Quelques auteurs se sont élevés contre le droit que l'autorité s'est attribué en cette matière, et qu'ils ont appelé l'*amour de la centralisation*, mais il est facile de se convaincre que l'intérêt public a seul été consulté, en entourant ces demandes de formalités qui doivent assurer des garanties à tous.

Aussi ces ordonnances portant autorisation peuvent quelquefois renfermer certaines conditions et restrictions. Car telle usine n'entraîne aucun inconvénient si elle n'a qu'un certain nombre de vannes construites dans des dimensions mises en rapport avec la quantité ou la force des eaux, et qui pourrait au contraire nuire aux propriétaires inférieurs ou supérieurs, suivant les cas, si on s'écartait desdites dimensions, si on employait une plus grande ou une moins grande quantité d'eau, soit même si on augmentait l'épaisseur des roues, car alors il pourrait en résulter un retard dans la vitesse du courant.

L'autorisation doit donc être énonciative et spéciale. Ainsi, celui qui a construit un moulin en vertu de cette permission, ne peut se permettre de construire ultérieurement un *barrage* sans autorisation.

Quant aux réparations que les vannes, le dé-

versoir, les roues et l'écluse du moulin pourraient exiger, elles sont dispensées d'autorisation, pourvu qu'elles ne produisent aucune innovation dans le système d'usine et ne lui fassent éprouver aucun déplacement. Il en serait de même si le corps du moulin avait été gravement endommagé par une crue d'eau.

Mais, sauf ces exceptions, et faute de se conformer exactement aux dispositions de l'ordonnance de concession, l'autorisation peut être révoquée et les lieux remis dans le même état où ils étaient auparavant, aux frais du concessionnaire.

Il y aurait lieu de demander une nouvelle autorisation, lorsqu'une usine a été incendiée en totalité et qu'il s'agit de la reconstruire. Cette reconstruction peut quelquefois être refusée par des motifs d'ordre public ou des circonstances nouvelles survenues depuis le premier établissement. Dans ce cas, et si le réclamant exhibait un ancien titre émané de l'autorité compétente, il aurait droit à demander une indemnité. (V. ci-après, **Suspension, Interdiction, Révocation.**)

Les usines, avons-nous dit, peuvent être considérées sous le rapport de l'intérêt privé de ceux qui les entreprennent, de l'intérêt local des communes qui peuvent y trouver des jouissances nouvelles, et de l'intérêt général qui se compose de la somme des intérêts particuliers, indépendamment des bénéfices que la société entière retire des progrès de son industrie, mais de quelque manière que l'on combine ces divers intérêts, on ne parviendra jamais à les assimiler aux motifs d'intérêt public, tels qu'ils sont entendus par la Charte, ou avec les motifs d'utilité publique, dont il est question dans l'art. 545 du Code civil, et pour lesquels, tout individu peut être contraint de céder sa propriété moyennant une juste et préalable indemnité.

Jamais on ne soutiendra qu'il soit possible à un spéculateur d'exproprier son voisin même avec indemnité, pour asseoir tout ou partie d'une usine sur une propriété qui ne serait pas la sienne. La seule expropriation à laquelle peut donner lieu l'établissement d'une usine est la prise d'une portion de chute d'eau au préjudice des riverains (V. ci-après, § 5). Le gouvernement a le droit d'en disposer au profit de celui qui a le plus de droits acquis sur l'usage du cours d'eau, soit par ses propriétés, soit par l'antériorité de sa demande.

§ 3. Établissement des usines sur les rivières non navigables ni flottables. Demande en autorisation.

Sous le régime féodal, les rivières non navigables, ni flottables, appartenaient aux seigneurs, qui en avaient la propriété et la police, tellement qu'on ne pouvait disposer de leurs eaux sans en avoir obtenu la concession de ceux-ci.

Les décrets du 4 août 1789, en supprimant les seigneuries, ont dépouillé les seigneurs de la propriété des petites rivières, mais sans fixer pour l'avenir cette propriété.

Le Code civil donne aux riverains des petites rivières la faculté d'user de leurs eaux pour l'irrigation de leurs héritages; la loi sur la pêche fluviale leur accorde la faculté de pêcher; les réglements administratifs en ordonnent le curage à leurs frais; d'après les lois et l'usage introduits, ils sont imposés à la contribution foncière jusqu'au milieu de la rivière. Les îles ou attérissements qui s'y forment leur sont attribués (C. civ., 561); d'où il serait permis d'inférer que le droit d'établir des moulins et usines sur le cours de ces rivières doit leur appartenir également; mais d'un autre côté, on ne doit pas perdre de vue que tout ce qui touche à l'industrie est d'une trop haute importance pour que l'administration abandonne purement et simplement aux riverains le droit de faire sur les cours d'eau de ce genre toutes espèces de constructions. Il faut, avant tout, concilier les intérêts de tous et veiller à ce que l'établissement d'une usine, par suite de la prise d'eau et de la direction de sa force motrice, ne puisse nuire aux autres riverains, ou même empêcher un établissement semblable dans la partie soit supérieure, soit inférieure. C'est ce qui résulte 1° de la loi des 12-20 août 1790, qui charge les administrations de départements de rechercher et indiquer les moyens de procurer le libre cours des eaux, d'empêcher que les prairies ne soient submergées par la trop grande élévation des *écluses* des *moulins*, et par les autres ouvrages d'art établis sur les rivières, de diriger enfin toutes les eaux de leur territoire vers un but d'utilité générale, d'après les principes de l'irrigation;

2° Du titre II du Code rural de 1791, où il est dit que les propriétaires ou fermiers des moulins et usines construits ou à construire seront garants de tous dommages que les eaux pourront causer aux chemins ou aux propriétés voisines par la trop grande élévation du déversoir, ou autrement;

Enfin qu'ils seront forcés de tenir leurs eaux à une hauteur qui ne nuise à personne, et qui sera fixée par le directoire du département, d'après l'avis du directoire du district. En cas de contravention, la peine sera une amende qui ne pourra excéder la somme du dédommagement.

Se fondant sur ces dispositions, plusieurs préfets

ont voulu faire des concessions d'usines sans les soumettre à l'approbation du gouvernement ; mais une décision ministérielle du 31 août 1810 rendit applicables les dispositions de l'arrêté du 19 ventôse an VI aux usines situées sur des rivières ou ruisseaux non navigables, ni flottables, avec cette seule différence que ces dernières usines pourraient être autorisées par une simple décision du ministre de l'intérieur, sur le rapport du directeur général et d'après l'avis du conseil général des ponts et-chaussées ; mais on ne tarda pas à reconnaître les vices de cette exception, et le 30 mars 1821 une ordonnance royale, rendue en Conseil d'état, vint mettre fin aux doutes et aux incertitudes. Elle porte qu'il est à propos de consacrer par des ordonnances royales l'établissement des nouveaux moulins et autres usines, ainsi que tout réglement général concernant, dans son ensemble, un cours d'eau, lors même qu'il n'est ni navigable, ni flottable. Les motifs sont : qu'au roi appartient le droit de faire des reglements d'administration publique ; que ce principe a toujours été reconnu ; que l'établissement d'un nouveau moulin peut influer sur la marche de ceux qui ont été établis au-dessus et au-dessous, et que cette influence peut s'étendre hors des limites d'un département ; etc.

Telle est maintenant la règle admise par l'administration et confirmée par la jurisprudence du Conseil d'état.

Les formalités à remplir pour obtenir l'autorisation, sont donc les mêmes que s'il s'agissait de construire sur une rivière navigable ou flottable ; c'est-à-dire qu'après l'instruction administrative, qui toutefois ne fait pas obstacle à ce que les questions préjudicielles de propriété et de servitude soient portées devant les tribunaux ordinaires, l'autorisation est accordée par le roi sur le rapport du ministre de l'intérieur et l'avis du préfet. (V. ci-dessus ; C. d'état, 15 nov. 1835.)

§ 4. Distinction entre ces deux autorisations. Cas où elles seraient contraires à des droits acquis.

On a admis dans ces derniers temps, dit M. Tarbé de Vauxclairs, une distinction importante entre les diverses autorisations d'usines. Celles qui se rapportent à des établissements sur des cours d'eau du domaine public ont conservé le carretère de *concessions*, parce que le gouvernement peut concéder ce qui lui appartient ; sur les autres cours d'eau, au contraire, les autorisations ne sont plus considerées que comme des *permissions* ou réglements de police dans l'intérêt de l'ordre public, et pour la conservation des droits de toutes les parties intéressées ; aussi a-t-on soin d'y ajouter : *sans préjudice des droits des tiers ;* mais l'omission même de cette clause ne détruirait pas le droit.

Il pourrait donc arriver que, malgré toutes les prévisions de l'administration, un réglement d'eau sur les cours d'eau non navigables fût contraire à un droit acquis, et que les tribunaux, juges de la question de propriété en général, et particulièrement des questions de contraventions sur les cours d'eau qui ne sont pas du domaine public, rendissent des jugements dont l'effet serait de rendre inapplicable au point litigieux une ordonnance d'autorisation ; mais il ne s'en suit pas que le tribunal qui a rendu le jugement aurait rapporté ou annulé l'ordonnance. Ce droit n'appartient pas à l'ordre judiciaire. L'ordonnance n'en subsiste pas moins dans toute sa force en ce qui concerne l'intérêt général et l'ordre public. Seulement, celui qui l'avait obtenue ne pourra l'exécuter qu'après avoir désintéressé les tiers dont les droits ont été reconnus en justice, pourvu toutefois qu'ils aient volontairement consenti à une transaction ; car il ne peut être question d'expropriation forcée.

Cette opinion est confirmée par plusieurs arrêts du conseil, et notamment par celui du 11 février 1829 rendu sur les contestations entre le sieur Goupy et le sieur Larocq de Chamfray relatives à des constructions élevées sur la rivière d'Epte.

Clauses à insérer. Dans les concessions d'usines sur les cours d'eau du domaine public, le gouvernement doit insérer la clause que le concessionnaire ne pourra prétendre, dans aucun temps ni sous aucun prétexte, indemnités, chômages, ni dédommagement par suite des dispositions qui pourraient être prises pour l'avantage de la navigation, du commerce ou de l'industrie, sur le cours d'eau où est situé son établissement.

La même clause a été longtemps insérée dans les autorisations d'usines sur les cours d'eau non navigables ni flottables, mais elle a été vivement controversée.

Quelques auteurs ont pensé que le gouvernement ayant la police et non la proprieté de ces sortes de cours d'eaux, il ne peut à l'occasion de ce droit de surveillance, imposer des conditions de dépossessions sans indemnité pour le cas où l'on viendrait à rendre navigable une rivière qui ne l'était pas. Telle est l'opinion définitivement consacrée par le Conseil d'état.

Propriété des canaux. Les canaux, biefs, béalières faits de main d'homme pour le service ou l'exploitation d'usines ou autres propriétés, sont

une dépendance de la propriété principale à laquelle ils font accessoire. Ce principe, d'ailleurs, qui était reconnu dans l'ancien droit, a été confirmé par la loi nouvelle dans l'art. 546 du Code civil, et se trouve formellement reconnu par la jurisprudence. (Cass., 28 nov. 1815, 9 déc. 1818, 14 août 1827 et 21 déc. 1850.)

Ce point établi, il en résulte une conséquence naturelle : c'est que le propriétaire riverain ne peut nuire au premier propriétaire en empiétant sur son cours d'eau, et en faisant des prises d'eau qui entraveraient le service des usines. (C'est ce qui a été jugé par les arrêts précités.)

Il ne faudrait pas cependant pousser cette conséquence à l'extrême, et dire que tous les travaux que ferait le riverain, même ceux nécessités pour la conservation de sa propriété, devraient être détruits, par cela seul qu'ils constitueraient une anticipation sur le canal. Si donc, par exemple, ils étaient nécessités par la crainte de l'éboulement des terres, on ne devrait pas les faire supprimer; il faudrait appliquer les dispositions de l'article 645 du Code civil qui veut que l'on concilie l'intérêt de l'agriculture avec le respect dû à la propriété. Il y a en outre une raison d'équité, qui ne veut pas que sans un intérêt légitime, une personne puisse en contraindre une autre à des sacrifices réels. (Cass., 6 déc. 1827; D. 28, 1, 50; 21 mai 1833; D. 33, 1, 220.)

§ 5. Des chutes d'eau. Anciens réglements.

L'existence d'une usine ou d'un moulin nécessite ce qu'on appelle une chute d'eau. Or, cette chute ne dépend pas seulement de l'inclinaison du lit de la rivière dans l'étendue de l'héritage appartenant au propriétaire de l'usine, mais surtout de la vitesse acquise par l'eau en arrivant d'un fonds supérieur, soit par des retenues, soit par l'inclinaison du terrain. De là, un changement nécessaire dans la jouissance des eaux pour les riverains supérieurs. Aussi avant d'accorder l'autorisation, les droits de ceux-ci sont-ils toujours consultés dans des enquêtes publiques où il leur est libre de faire valoir leurs titres et de défendre leurs intérêts; mais il faut que ces droits soient bien incontestables et fondés sur des titres bien réels pour que leurs oppositions à cet égard soient admises.

L'administration a dû se montrer sévère dans l'admission de ces réclamations; car autrement il n'y aurait plus de chance pour le demandeur en concession, que s'il possédait sur les deux rives une assez grande longueur de terrain pour pouvoir faire alors sur sa propriété, et sans contestations étrangères les travaux nécessaires à l'augmentation de la force motrice.

Mais ces cas sont rares. Ordinairement même, dit M. de Cormenin, c'est le propriétaire d'une rive, et même d'une petite longueur de rive, qui se propose de construire une usine, ce qu'il ne peut faire qu'en disposant d'une partie correspondante aux propriétés riveraines. Il est impossible, à l'exception des grandes propriétés, d'établir une usine sans dénaturer plus ou moins le régime primitif des eaux. Mais cette considération n'a jamais arrêté l'administration quand l'état des lieux peut être changé sans préjudice notable. En effet, une pente nécessaire pour faire mouvoir une usine correspond à un grand nombre de propriétés, et sous le rapport de la force motrice, elle serait perdue pour tous si elle était morcelée. De tout temps donc, il a été reconnu que pour encourager l'industrie, le gouvernement avait le droit de disposer de la pente en faveur de celui qui l'a réclamée le premier, ou qui possède la plus grande étendue de propriétés littorales; mais l'autorisation n'est accordée qu'autant qu'on s'est bien assuré que le changement fait au régime des eaux ne peut porter préjudice aux tiers.

Cependant, malgré la faveur et la protection accordée à l'industrie, l'administration cherche toujours à concilier en même temps le respect dû à la propriété; aussi, la jurisprudence la plus constante du Conseil d'état à cet égard, est que l'ordonnance royale qui a autorisé la construction d'une usine sur une rivière qui n'est ni navigable ni flottable, constitue une simple permission accordée sous les rapports de police, et sans préjudice des droits relatifs à la propriété du sol, à l'usage des eaux et autres droits des tiers; qu'ainsi cette ordonnance ne fait pas obstacle à ce que celui qui se trouve lésé fasse valoir ses droits, s'il le juge convenable devant les tribunaux seuls compétents à cet égard. (C. d'état, 11 fév. 1829.)

Ceux-ci peuvent donc, sans empiéter sur les attributions de l'autorité administrative, ordonner la démolition d'une écluse dont la construction a été autorisée par une ordonnance royale lorsque cette écluse a été construite sur le fonds d'un propriétaire riverain. (C. d'état, 22 juin 1825.)

Mais ici il ne s'agit que du fonds même de la propriété, et jamais on ne pourrait par assimilation revendiquer devant les tribunaux comme une dépendance de la propriété la pente existant le long d'un héritage; car il est reconnu également dans la jurisprudence des tribunaux qu'à l'autorité administrative seule appartient la haute police des eaux courantes, leur direction et la fixation de leur hauteur; qu'ainsi aucun propriétaire

riverain ne peut se prétendre maître de la hauteur desdites eaux; que les eaux ne sont dépendantes en aucune manière du domaine privé. Car, s'il en était autrement, le domaine serait affranchi de toute surveillance étrangère, aurait tout pouvoir de s'immiscer dans la conduite des eaux et de faire les réglements dont parle l'article 645 du Code civil, parce que tel est le caractère invariable et essentiel de la propriété. (C. de Rouen, 10 juin 1852[1].)

Ainsi donc le propriétaire d'une usine ne peut demander devant le juge-de-paix, par voie d'action possessoire, la démolition d'ouvrages dont la construction a été autorisée par l'administration, et qui apportent un changement au régime des eaux. Dans ce cas, il n'y a d'autre recours ouvert que devant le roi en son conseil. (C. d'état, 12 janv. 1825.)

Dans une contestation sur la propriété de la pente des eaux, un arrêt de la cour de cassation, du 14 février 1835, confirme les mêmes principes en décidant: « que la pente des cours d'eaux non navigables ni flottables doit être rangée dans la classe des choses, qui suivant l'article 714 du Code civil, n'appartiennent privativement à personne, dont l'usage est commun à tous et réglé par des lois de police; que la prétention du demandeur d'une propriété sur la pente d'un cours d'eau, non appuyée d'une concession spéciale ou d'une possession ancienne, ne peut modifier l'application de l'article 714; que d'ailleurs aux termes des lois de 1790 et 1791 sur la matière, l'administration a droit d'autoriser les établissements d'usines sur les rivières navigables et non navigables, et de fixer la hauteur des eaux; que si, par suite des mesures autorisées par l'administration, les riverains éprouvent quelques dommages, ils peuvent même sans attaquer cet acte réclamer des dommages-intérêts, même devant les tribunaux; mais que s'ils se plaignent que les établissements autorisés par l'administration ont diminué la hauteur des eaux qui traversent la propriété, ou en ont rendu la pente plus ou moins rapide, cette réclamation, qui tend à faire modifier l'acte administratif doit être portée devant l'autorité administrative.»

En résumé, on voit que l'administration dispose, en faveur d'une usine, de l'inclinaison du lit d'une rivière, même sur les terrains des tiers, sans que ceux-ci puissent élever des réclamations, à moins d'un préjudice notable; que dans la plupart des cas, c'est l'autorité administrative qui doit en connaître et non l'autorité judiciaire; parce que celle-ci n'est compétente que pour décider des questions de propriété ou de dommages-intérêts; que dans l'espèce, les riverains n'ont sur les eaux qu'un droit d'usage qu'il n'appartient qu'à l'administration de régler. Enfin, il faut remarquer que le propriétaire d'un moulin construit sur un *cours d'eau privé* a le droit, en l'absence de titres contraires, de passer sur la *douve* ou *bord* de ce canal dans toute l'étendue de son prolongement pour veiller au libre cours des eaux. Le propriétaire supérieur ne peut apporter aucun obstacle à l'exercice de ce passage. (Cass., 15 déc. 1835; *Gazette des Trib.*, 24 décembre.)

Anciens réglements. L'article 26 de la loi du 15-28 mars 1790, qui, en exceptant nominativement les moulins de la suppression qu'elle faisait des droits féodaux, les plaçait sous la sauvegarde de la loi, n'a pas par cela même maintenu les propriétaires de ces moulins dans le droit qu'avaient les anciens seigneurs de jouir privativement et exclusivement de toutes les eaux nécessaires dans tous les temps à ces moulins.

Ce droit est borné par celui attribué aux termes de l'article 644 du Code civil aux propriétaires riverains qui peuvent dans ce cas demander un réglement d'eau.

Les tribunaux ne peuvent se fonder sur ce que l'usage des moulins intéresse le bien public pour attribuer aux propriétaires d'un moulin la jouissance de toutes les eaux necessaires au jeu de l'usine, à l'exclusion des autres riverains qu'ils admettent seulement à utiliser le superflu des eaux.

Une telle décision ne saurait être réputée souveraine et inattaquable, encore bien qu'elle serait basée sur d'anciens réglements d'un parlement, qui defendaient dans les temps de sécheresse aux propriétaires, quels que fussent leurs droits, de dériver les eaux. (Cass., 21 juill. 1834.)

§ 6. Des repères.

Dans les arts et métiers, ce terme indique un trait ou une marque que l'on fait comme moyen de reconnaissance ou de vérification; en matière de

[1] Nous voyons, dans l'ouvrage de M. Cotelle, vol. 2, p. 288, que les députés de la Seine-Inférieure ont l'intention de présenter un projet de loi concernant les cours d'eau, et dont le principal objet serait qu'à l'avenir, l'administration ne disposât plus des *pentes* que moyennant une indemnité préalable qui serait payée aux riverains par le concessionnaire de la nouvelle usine.

Dans notre opinion, un tel projet ne pourrait être admis qu'autant que cette indemnité devrait être payée seulement aux propriétaires d'usines préalablement existantes; car leur préjudice peut s'apprécier. Mais les riverains non propriétaires d'usines n'y ont, selon nous, aucun droit et doivent supporter toute espèce de servitudes de ce genre en faveur de l'industrie.

réglement d'eau, le repère est toujours un trait horizontal qui doit être buriné sur la pierre ou gravé sur le métal, et qui sert à faire reconnaître le plan superficiel que les eaux ne doivent pas surmonter. Quand les meuniers veulent abuser des eaux, ils sont fort enclins à détruire les repères ou à les dénaturer, il est donc bien important dans les autorisations d'usines et dans tous les réglements d'eau d'indiquer des repères indestructibles; et s'il existe dans le voisinage un édifice public, comme un pont, un aquéduc, un mur de quai, etc., on doit rapporter le repère à une partie remarquable de l'édifice; par exemple on dira que le repère est de tant de centimètres ou millimètres au-dessus ou au-dessous de la naissance d'une route ou du couronnement d'une pile. S'il n'existe aucun moyen analogue, on impose aux impétrants l'obligation de tracer le repère sur un corps fixe et difficile à faire disparaître, comme un rocher, une borne, etc.

On doit éviter de prendre pour repère des seuils de porte ou appuis de croisée, parce que leur déplacement est trop facile.

Les conseils de préfecture connaissent des contestations relatives à l'exhaussement d'un repère sur une rivière navigable et flottable.

Les tribunaux seuls sont compétents pour réprimer les mêmes contraventions sur les rivières non navigables ni flottables.

§ 7. Défaut d'autorisation. Demande en conservation.

Lorsque les propriétaires d'usines épuisent les eaux des rivières navigables par des canaux qui en dérivent et qui y rentrent, en construisant de nouvelles vannes et de nouveaux tournants sans autorisation, ils augmentent la dépense d'eau et diminuent sa hauteur dans la portion intersectionnaire de la rivière, ils peuvent nuire au flottage, à la navigation, et sont ainsi passibles d'une amende qui d'après l'ordonnance de 1669 ne peut excéder 500 fr. Cette contravention est en ce cas de la compétence des conseils de préfecture.

En outre, les préfets sur l'avis des maires et des sous-prefets, ont le droit de faire démolir les usines qui gênent le cours de la navigation, ou qui sont établies sans permission ou autorisation légale (D. 28 fév. 1809), en renvoyant aux tribunaux pour l'application des titres privés et l'exécution des anciens réglements.

Mais le defaut d'autorisation seul n'autoriserait pas à ordonner la démolition de l'usine qui n'est pas nuisible et qui, sans attendre la formalité de l'autorisation a seulement été élevée après l'enquête favorable de *commodo* et *incommodo*. (C. d'état, 15 avril 1821.) Seulement si l'autorisation définitive n'est pas accordée, le propiétaire est forcé d'abattre la nouvelle bâtisse, sauf encore les dommages-intérêts envers les tiers qui ont pu souffrir de la construction.

§ 8. Oppositions.

Les formalités préalables de l'enquête ont pour but d'eclairer l'administration et de lui faire connaître d'après le dire des parties opposantes quels sont les inconvénients qui doivent résulter de l'établissement d'une usine. En effet pendant le délai de l'enquête, les tiers peuvent s'opposer à son établissement soit parce qu'elle nuirait au travail de celles qui existent, soit parce que les retenues d'eau les inonderaient dans leurs débordements, soit parce que les nouveaux travaux les priveraient des cours d'eau dont ils sont en possession. Des intérêts divers et non moins importants sont donc à consulter dans l'examen de ces oppositions. En pareil cas, l'administration publique exerçant son haut pouvoir discrétionnaire est pleinement maîtresse d'accueillir ou de rejeter les oppositions de cette nature, suivant qu'elle le juge nécessaire aux besoins des localités.

Au premier degré de juridiction, et lorsque l'affaire a été suffisamment instruite dans le département, le préfet prend un arrêté portant rejet ou admission de la demande, lequel arrêté ne peut sous aucun prétexte recevoir d'exécution provisoire; dans cet arrêté toutes les pièces sont visées.

Les motifs d'opposition sont discutés dans les considérants. S'ils ne sont pas admis, l'arrêté qui les rejette, doit être signifié aux frais du requérant et par voie d'huissier, à tous les opposants: ceux-ci ont alors un délai d'un mois, à dater de la signification pour adresser leurs réclamations au ministre de l'intérieur. De son côté le préfet doit soumettre cet arrêté à l'approbation du directeur général des ponts-et-chaussées, qui, s'il y a lieu, le transmet à l'inspecteur divisionnaire.

C'est egalement au directeur général des ponts-et-chaussées que le ministre renvoie les réclamations qui lui sont adressées par les opposants; elles sont soumises au conseil général des ponts-et-chaussées, et leur avis sert de base à la décision du ministre qui ordonne de nouvelles informations, ou qui rejetant les oppositions, soumet à l'approbation royale le projet d'ordonnance d'autorisation. Celle-ci devient le titre des concessionnaires et la loi des parties.

Cependant la voie du recours n'est pas encore épuisée pour les opposants, après cette ordonnance; ils peuvent renouveler leurs oppositions qui dans ce cas produisent une nouvelle instance devant le comité contentieux du Conseil d'état. (C. d'état, août 1821; 15 janvier 1823)

Lorsque l'ordonnance royale n'est intervenue qu'après une instruction contradictoire, l'opposition ne serait plus recevable (Id., 25 sep. 1830), à moins que le recours ne fût exercé pour incompétence ou excès de pouvoir.

La juridiction administrative est exclusive en matière d'oppositions élevées contre l'exécution de l'acte d'autorisation; cependant, si ces oppositions étaient fondées sur des titres de propriété, d'usage ou de servitude, l'appréciation des titres appartiendrait aux tribunaux ordinaires et devrait précéder toute décision administrative. (C.d'état, 18 janv. 1826.)

§ 9. Changement dans l'exploitation et le régime des usines.

On a vu que lorsque l'autorisation d'élever une usine a été accordée, il n'est plus besoin d'en obtenir une autre pour faire de simples réparations; mais en est-il de même lorsque, sans s'écarter des conditions imposées par l'ordonnance d'autorisation, quant aux dimensions de bâtiments, à la prise des eaux, à la largeur des vannes, etc., le concessionnaire de l'établissement d'un moulin, croyant que la surveillance administrative ne s'exerce que sur les détails purement matériels pour ménager les droits des tiers, change la nature de son exploitation et convertit son moulin en filature par l'emploi de la même force motrice ?

Plusieurs auteurs et entre autres M. Garnier, pensent sur cette question que le concessionnaire est libre d'opérer ce changement sans autorisation. Selon eux, personne ne peut empêcher celui-ci d'user de sa propriété de la manière la plus absolue, en consacrant à l'usage qui lui parait préférable la prise d'eau obtenue. Mais nous ne saurions admettre un pareil droit entièrement contraire à celui qu'exerce l'administration lorsqu'il s'agit d'apprécier l'utilité d'un établissement de ce genre. N'avons-nous pas vu en effet que les motifs de sa décision sont fondés autant sur l'appréciation du prejudice matériel qui peut en résulter pour les tiers dans la jouissanee du cours d'eau, que sur l'examen du préjudice moral qu'un trop grand nombre d'usines de même nature peuvent se causer par la concurrence multipliée dans une étroite circonscription ?

Telle est également l'opinion de Favard. « L'ordre public exige dit-il, que les opérations qui peuvent spontanément rompre toutes les habitudes d'une commune et peut-être même y apporter le trouble, et qui changent d'ailleurs le titre de jouissance concédée ou tolérée, soient soumises à l'approbation du gouvernement. L'instruction du 19 thermidor an VI l'a jugé ainsi. »

Ces motifs, dictés par un amour éclairé de l'intérêt public, ont cependant été vivement attaqués par M. Garnier: il soutient que cette opinion conduirait au rétablissement des maitrises et au renversement de la liberté accordée au commerce par l'art. 7 de la loi du 2 mars 1791, d'après laquelle l'exercice d'une industrie quelconque serait libre dans tout autre bâtiment qu'une usine mise en jeu par le secours de l'eau.

Mais serait-ce donc consulter les intérêts du commerce que de permettre dans le même lieu une réunion d'établissements qui par leur multiplicité pourraient entraîner leur ruine réciproque.

Lorsqu'un propriétaire a demandé à l'administration l'autorisation de faire quelques changements à la prise d'eau de son usine, et que cette autorisation lui a été accordée sous certaines conditions imposées dans l'intérêt de la navigation, il est prié de se soumettre à ces conditions ou de remettre les lieux dans l'état où ils étaient avant l'autorisation. S'il prétend que les conditions nouvelles sont contraires à ses titres de propriété, il doit se retirer devant les tribunaux pour faire valoir ses droits. (C. d'état, 18 déc. 1822.)

§ 10. Suppression des usines.

Des usines peuvent être supprimées ou pour cause d'utilité publique, ou par suite de préjudice notable causé à des tiers.

Il peut être quelquefois nécessaire en effet de supprimer des moulins et autres usines, ou de les modifier, soit enfin de les déplacer. Dans ce cas l'art. 48 des lois du 16 sep. 1807, art. 48, du 8 mars 1810, du 7 juillet 1833, et enfin l'article 545 du Code civil, veulent que les propriétaires en soient indemnisés en procédant soit par la voie d'expropriation judiciaire, soit par celle de simple expertise administrative, lorsqu'il ne s'agit que d'une modification. Les mêmes dispositions sont applicables au cas où une usine a été privée de sa chute d'eau par suite de travaux entrepris par l'administration, tout aussi bien qu'au cas d'expropriation d'une propriété foncière. (C. d'état, 17 août 1825.)

Les indemnités doivent être fixées alors d'après le mode indiqué pas la loi de 1833.

Cependant il n'y aurait pas lieu d'accorder des indemnités lorsque sans supprimer en entier ces travaux, l'autorité administrative ordonne dans le système des prises d'eau, des changements devenus indispensables pour faire cesser des inondations ou tarir des marécages qui ont pu se manifester depuis la concession première, et en cela l'intérêt public consulté avant tout, doit déterminer les mesures administratives quels que soient d'ailleurs les titres que les usiniers revendiquent en vertu d'une prescription trentenaire.

Bien plus même, les changements nécessités pour remédier à ces inconvénients doivent être à leurs frais; car dans le principe, il ne leur a été permis de l'établir que sous les conditions de ne pas nuire.

Maintenant se présente naturellement la question de savoir devant quelle autorité sera portée la demande en suppression, et ici nous éprouverons une espèce d'incertitude, à cause des nombreuses contradictions qu'offre la jurisprudence sur ce point.

M. Cotelle pense que si l'existence d'une usine était déclarée préjudiciable aux propriétés riveraines, sous un rapport moral quelconque, c'est à l'administration seule qu'il appartiendrait de révoquer le titre ou l'autorisation réglant l'usage des eaux, et par laquelle les droits de la propriété ont été conciliés avec ceux de l'industrie; que si au contraire des ouvrages élevés en vertu de cette autorisation avaient causé de graves préjudices à la propriété des riverains, les tribunaux seuls seraient compétents pour ordonner leur destruction.

M. Garnier au contraire semble contester ce droit à l'autorité judiciaire. Il croit qu'elle devrait simplement se borner à juger les droits des réclamants et à leur adjuger même des dommages-intérêts, sauf ensuite à les adresser à l'administration pour obtenir la révocation de l'ordonnance de concession.

Mais l'opinion de M. Cotelle nous paraît préférable en ce qu'elle fixe plus nettement la compétence, et on ne saurait voir dans ces attributions de l'autorité judiciaire, en ce cas, un empiètement sur l'autorité administrative; car en ordonnant la destruction des ouvrages dont s'agit, les tribunaux ne font au contraire qu'assurer davantage l'exécution des decisions administratives, qui n'ont jamais entendu permettre l'existence d'un établissement nuisible.

Si donc une demande en suppression d'usines était adressée par des propriétaires voisins de cette usine en alléguant les dommages provenant d'un changement survenu dans les conditions exigées originairement par l'ordonnance de concession, ce n'est pas devant l'autorité administrative que la réclamation devrait être adressée, mais devant les tribunaux, et un préfet élèverait à tort le conflit d'attribution.

§ 11. Révocation d'autorisation.

On a vu que les préfets, sur l'avis des maires et des sous-préfets, ont le droit d'ordonner la démolition d'une usine élevée sans autorisation; mais si elle avait été autorisée, et que depuis les préfets ordonnassent sa destruction ou même sa mise en chômage perpétuel, par le motif qu'il en résulte des inconvénients ou des dommages considérables, soit aux droits des voisins, soit à l'industrie locale, cet arrêté constituerait un véritable excès de pouvoir.

Dans ce cas, il y a lieu seulement de suspendre provisoirement et de provoquer la révocation de l'autorisation qui ne peut-être prononcée que par le roi, et après avoir observé les mêmes formalités que celles qui sont prescrites pour la demande en autorisation.

Si donc le préfet estime qu'il serait utile de révoquer cette autorisation, il doit se borner à donner son avis et à soumettre le tout au ministre de l'intérieur. Ce qui peut arriver lorsqu'une usurpation aura été commise sous prétexte d'un réglement d'eau qui suppose l'existence d'un repère fixe, tandis qu'il n'existerait réellement pas, ou bien si le repère donne dans le procès-verbal de réception est en discordance avec les calculs et les opérations du nivellement. (C. d'etat, 29 août 1821.)

L'autorisation d'une usine peut quelquefois être simplement modifiée à d'autres conditions, lorsque cette modification peut faire cesser les dommages qui résultaient des premiers travaux. En ce cas, c'est à celui dont les travaux formaient l'obstacle ou le dommage à les faire disparaître.

§ 12. Chômage des usines.

Le chômage s'entend de la cessation du travail d'un moulin ou autre usine; quelquefois aussi ce mot exprime l'indemnité due au meunier pour le temps qu'a duré cette même cessation.

Le chômage est périodique ou accidentel.

Le premier s'observe sur certaines rivières flottables pendant le temps de la flottaison, et principalement sur les rivières qui se jettent dans la haute Seine et dirigent ainsi sur Paris le bois nécessaire à son approvisionnement. Afin de ne pas arrêter complétement la marche des moulins, le

flottage ne doit avoir lieu, pendant cette saison qu'une ou deux fois la semaine à jours indiqués, quelquefois même il ne dure que peu d'heures. Les anciennes ordonnances de 1574 et de 1672 avaient fixé à 40 sous par jour le taux de l'indemnité due à chaque meunier ou propriétaire. La loi spéciale, du 24 juillet 1824 l'a fixé à 4 fr.

Le chômage accidentel est celui que des travaux publics d'une grande importance, tels que ceux de canalisation peuvent nécessiter pendant un temps plus ou moins long; dans ce cas les moulins sont mis en chômage par un arrêté du préfet. Le préjudice qui en résulte pour eux, mais sans expropriation est laissé quant aux indemnités à l'appréciation de l'autorité administrative, c'est-à-dire du conseil de préfecture. La loi du 16 septembre 1807 a fixé sa compétence sur ce point ainsi que les formes à suivre pour parvenir au réglement de cette indemnité. (C. d'état, 5 mai 1830.)

Mais lorsque par suite de travaux faits par l'état sur une rivière navigable, la force motrice de l'usine d'un particulier éprouve une réduction perpétuelle, l'indemnité due au propriétaire doit être arbitrée par les tribunaux ordinaires et non par l'administration. Dans ce cas il y a véritablement expropriation, il ne s'agit plus de dommages variables et temporaires. (Cass., 17 mars 1834, 28 janv. 1835.)

Le chômage accidentel peut encore être nécessité par la réparation d'un autre moulin et dans un intérêt privé.

Dans ce cas, il y a lieu, de la part de l'usinier momentanément dépossédé, de réclamer des indemnités; mais le conseil de préfecture n'est plus compétent et la fixation en appartient aux tribunaux.

On doit remarquer en outre que le taux de 4 f. par jour, fixé par la loi précitée, ne saurait servir de base dès que le chômage cesse d'être périodique; car en demandant l'autorisation d'établir une usine sur une rivière flottable, le réclamant peut toujours prévoir cet inconvénient.

Mais dès que des circonstances accidentelles l'occasionnent, il en résulte nécessairement un dommage d'autant plus réel qu'il a été moins prévu; il y a donc lieu de la part des conseils de préfecture ou des tribunaux, de fixer l'indemnité d'après l'appréciation exacte de ce dommage.

Ainsi, la justice veut qu'il soit tenu compte des divers articles de depense, tels que l'entretien des machines, le coût de la patente, les frais d'exploitation qui ne cessent pas immédiatement avec la cessation du travail de l'usine, et l'intérêt du capital nécessaire à l'exercice de l'industrie. (C. d'état, 3 fév. 1831.)

L'indemnité du chômage due à un meunier doit être fixée par le prix de son bail.

Certains préfets ont cru quelquefois avoir le droit d'ordonner le chômage d'un moulin comme peine administrative. Nous ferons remarquer qu'en ce cas il y aurait excès de pouvoir de leur part, et qu'il leur appartient seulement d'ordonner le chômage, ainsi que nous l'avons déjà dit, par mesure d'ordre public. (C. d'état, 5 sept. 1821.)

Le fermier d'un moulin à blé, à qui il a été accordé une indemnité pour chômage, ne peut contester l'imputation des loyers payés au propriétaire sur le montant de l'indemnité; lors donc que les experts ont fixé la somme à laquelle le loyer des moulins devrait être réduite, et que par suite rien n'obligeait le fermier à quitter son exploitation, il n'est pas fondé à demander une indemnité pour cause de résiliation du bail. (C. d'état, 9 juin 1830.)

§ 13. Dommages-intérêts, Contraventions.

Les autorisations accordées par l'autorité administrative ne sont que de simples réglements de police, et ne préjugent en rien, soit les droits de propriété, soit la question des dommages qui peuvent en résulter pour des tiers, et qui n'ont pas paru cependant devoir être admis comme des moyens suffisants d'opposition à l'établissement. L'administration a pu l'autoriser, mais en abandonnant au concessionnaire le soin de réparer, soit de gré à gré, soit de faire régler par les tribunaux, les indemnités qu'il peut devoir à des tiers.

Ainsi, quiconque éprouve dans sa propriété une lésion matérielle causée par le voisinage d'une usine, soit à raison du reflux ou gonflement des eaux, soit à raison de la modification opérée par l'établissement de l'écluse dans le cours ou la direction des eaux qui vont causer des affouillements, là où il n'en causait pas auparavant, celui-là est en droit d'en demander réparation et d'exiger une indemnité à ce sujet.

Or, tant que le dommage résultant de l'existence de cette usine est purement matériel, s'il provient par exemple de la trop grande élévation d'un déversoir, lors même que cette surélévation des eaux serait produite par les travaux prescrits dans l'arrêté autorisant la construction du moulin, les tribunaux sont compétents pour fixer les dommages intérêts ; car, avant tout, l'administration n'entend accorder la concession réclamée qu'en conciliant les droits d'autrui (*salvo jure alieno*). Et, d'ailleurs, aux termes de la loi du 6 oct. 1791, les propriétaires d'usines établies sur les rivières sont garants de tous les dommages que les eaux pourraient causer aux proprietaires riverains, par

a trop grande élévation des déversoirs ou autrement : pourvu donc qu'il y ait dommage, peu importe l'observation, dans laquelle on prétendrait se renfermer pour défense, des dispositions d'un acte administratif.

Ainsi que nous l'avons déjà dit plus haut, l'administration n'entend permettre qu'autant que les droits des tiers sont respectés. (Cass., 30 août 1830, Cass., 2 janv. 1832, 17 déc. 1832.) On ne saurait donc voir dans la décision des tribunaux un empiétement sur l'autorité administrative, tant qu'il ne s'agit que d'une contestation d'intérêt privé. (C. d'état, 16 mars 1836.)

Mais lorsqu'il ne s'agit pas d'une expropriation résultant d'une réduction perpétuelle de la force motrice, et que le dommage est temporaire, variable et discontinu, l'appréciation de ce dommage appartient au conseil de préfecture dans les formes prescrites par la loi du 16 sept. 1807.

Il est des cas cependant, où la demande en indemnité ne pourrait être accordée. Nous citerons un exemple.

Si pour l'établissement d'une usine, on a fait avec l'autorisation administrative, un canal latéral à la rivière pour y faire la prise d'eau à une certaine distance plus haut, et si par cette dérivation, la masse s'en trouve tellement appauvrie dans la rivière primitive que les propriétaires des fonds situés à l'autre bord restent privés du benéfice de l'irrigation dont ils jouissaient auparavant, ils seront non recevables à s'en plaindre, attendu que le gouvernement avant d'accorder son autorisation, a fait procéder à une enquête, et qu'alors il leur était permis de former leurs contredits.

On doit remarquer en outre que, comme c'est un droit et un devoir pour l'administration, de régler les points d'eau de manière à ce qu'il n'en résulte aucun préjudice pour personne, la demande en dommages-intérêts dirigée devant les tribunaux, ne fait pas obstacle à ce qu'un préfet règle provisoirement la hauteur des eaux jusqu'à ce que le régime en ait été définitivement fixé par un réglement d'administration publique, lorsque la hauteur de la retenue d'un moulin cause des dommages aux propriétés riveraines; mais ni l'arrêté du préfet, ni la décision approbative du ministre ne font obstacle à ce que le propriétaire de l'usine ou tout autre intéressé provoque ce réglement définitif. (C. d'état, 6 mars 1835) (V. ci-dessus § 11, **Révocation d'autorisation.**)

Contraventions.—L'art. 16 de la loi du 6 octobre 1791, porte d'abord que tous propriétaires ou fermiers des moulins construits ou à construire seront garants de tous dommages que les eaux pourraient causer aux chemins et autres propriétés voisines par la trop grande élévation du déversoir, et que faute par eux de tenir les eaux à la hauteur réglée par l'autorité administrative, la peine sera une amende qui ne pourra excéder la somme du dédommagement.

Le Code pénal confirme ces dispositions et y ajoute un emprisonnement de six jours à deux mois s'il est résulté de fait quelques dégradations. (Art. 457.)

La nature même de ces peines indique suffisamment que les tribunaux correctionnels peuvent seuls les appliquer, à moins que sur les rivières navigables et flottables, il ait été porté atteinte aux lits, chemins de halage, francs bords, fossés, et ouvrages d'art en dépendants, auquel cas lesdits délits doivent être constatés par les agents de la navigation, et réprimés par le conseil de préfecture comme en matière de grande voirie.

Quant aux contraventions commises et constatées sur les rivières non navigables ni flottables, elles ne peuvent être jugees que par les tribunaux ordinaires, c'est à dire suivant leur nature par les tribunaux de police municipale ou correctionnelle.

Ainsi, tout préfet ou conseil de prefecture qui voudrait, par voie de répression, statuer sur ce genre de contraventions, commettrait un excès de pouvoir. (C. d'etat, 14 août 1822.)

Il ne faut pas confondre ce genre de contraventions avec celles qui auraient pour objet l'inexécution des conditions prescrites pour l'établissement d'usines, auquel cas l'autorité administrative serait compétente. Ainsi, lorsqu'un particulier n'a reçu l'autorisation de construire son usine qu'à la charge de la mettre en mouvement au moyen d'une roue plongeante et sans élévation ou retenue d'eau, il contrevient à l'autorisation en pratiquant un barrage, il doit être déclaré non recevable comme étant sans titre et sans qualité à attaquer une décision ministerielle qui ordonne la destruction du barrage. (C. d'etat, 24 août 1832.)

§ 14. Résumé des attributions des différentes autorités.

Le *ministre de l'intérieur* statue sur les réclamations des tiers opposants à l'arrêté provisoire du préfet qui rejette leurs oppositions, d'après le rapport à lui fait par le conseil général des ponts-et-chaussées.

Dans le cas où ces réclamations paraissent fondées, il peut, s'il le juge nécessaire, ordonner de nouvelles enquêtes.

Enfin, c'est sur son rapport, le directeur général et le conseil des ponts-et-chaussées entendus, qu'intervient l'ordonnance royale portant concession;

à lui également qu'il appartient de réformer, annuler ou modifier les arrêtés du prefet pris en matière de cours d'eau et d'usines.

Lorsqu'il s'agit d'usines établies sur des cours d'eau non navigables ni flottables, et pour lesquels il n'existe ni réglement d'eau, ni déversoir, le ministre de l'intérieur est compétent pour faire ledit réglement et ordonner la construction du déversoir dans l'intérêt des riverains et des propriétaires d'usines. Un tel réglement n'est pas susceptible d'être attaqué par la voie contentieuse.

Le *prefet*, sur la demande en autorisation qui lui est adressée, ordonne une enquête de *commodo* et *incommodo*, afin de réunir tous les elements d'examen et de connaissance, et de provoquer la contradiction dans ces opérations.

Il est seconde par les sous-prefets, les ingénieurs divisionnaires et les maires, relativement aux affiches, à la publicité de l'enquête, aux visites et appréciations de lieux, etc.

Après l'instruction de l'affaire, le préfet par un arrêté, rejette ou admet la demande provisoirement sauf l'approbation supérieure.

En cas d'établissement d'une usine non autorisée et nuisible, il peut en ordonner la destruction, sauf à en rendre compte au ministre. Il frappe d'interdiction, par mesure administrative, les moulins situés dans le rayon frontière des douanes et qui peuvent servir à la contrebande des grains et farines.

Il prend toutes les mesures de police et de haute administration qui peuvent intéresser l'ordre public en matière d'usines à eau, sous le rapport de la navigation, du flottage, de l'interêt général des riverains, du passage des gués, etc.

Lorsque la suppression d'une usine devient nécessaire avant que des tiers aient porté plainte devant les tribunaux, le préfet peut suspendre provisoirement le travail de l'usine et provoquer l'ordonnance de révocation.

Il détermine la hauteur des déversoirs et fait des reglements d'eau. Lorsque ces réglements sont contradictoires, le ministre ne saurait ensuite y faire de changements dans un intérêt privé. (30 mai 1821.)

Il ordonne les travaux de curage et dresse les tableaux de répartition pour la contribution de chaque imposé, en ayant soin qu'elle soit toujours relative au degré d'interêt de chacun à ces travaux. Il les rend exécutoires, il statue en première instance sur les demandes en déplacement d'usine. (V. Eaux, chap. IV, §5.)

Il fixe l'epoque du chômage périodique et détermine les jours et heures de la flottaison.

En cas de réparation ou de travaux d'utilité publique, il ordonne la mise en chômage accidentelle des usines.

Les *sous-préfets* sont chargés seulement de faire réparer provisoirement les dommages causés à la propriété publique par les usiniers sur les fleuves, rivières et canaux navigables et leurs accessoires, en exécution du décret du 10 avril 1812, qui a appliqué aux canaux et rivières navigables les mesures répressives des delits de grande voirie prescrites par la loi du 29 floréal an X, et le titre 9 du décret du 16 déc. 1811.

Le *maire* dresse, conjointement avec l'ingénieur, le procès-verbal d'enquête qui constate les oppositions. Ce procès-verbal demande d'autant plus de soins qu'il devient la base de toute l'instruction. Le maire doit y insérer son propre avis motivé.

L'*ingénieur* exerce trois genres d'attributions :

La première consiste dans une enquête contradictoire tendant à fixer la hauteur de la retenue en présence de tous ceux qui peuvent avoir intérêt à s'opposer à la demande en autorisation ; cette opération a pour but de fixer le repère de l'usine.

La seconde a pour objet la levée du plan et les nivellements.

La troisième consiste dans le rapport qu'il fait et qu'il termine en donnant ses conclusions motivées.

§ 15. Compétence des conseils de préfecture.

Les conseils de préfecture ne pourraient modifier les réglements d'eau, émanés des préfets, ni en faire, soit d'office, soit sur la proposition des préfets.

Ils ne sont compétents à l'égard des usines à eau, bâties sur les rivières navigables et flottables, et leurs bras mêmes non navigables, que pour ordonner, sur debat et dans l'intérêt public, la destruction des barrages, attérissements, gares, chaussées et autres ouvrages construits en contravention aux réglements d'eau, et prononcer des amendes contre les contrevenants;

Interdire les entreprises constatées par les agents de la navigation, et appliquer les réglements dressés par l'autorité administrative sur la police des écluses.

Les conseils de préfecture connaissent encore des demandes en indemnité, pour chômage nécessité par des travaux d'utilité publique, et dont la durée doit être temporaire, variable et discontinue. (C. d'état, 14 nov. 1855.)

A l'égard des *rivières non navigables*, la loi leur a seulement attribué la connaissance des contestations relatives au recouvrement des rôles de

répartition pour frais de curage, et à la confection de ces travaux.

Eux seuls encore peuvent appliquer les actes administratifs qui ont préparé et consommé les ventes nationales.

§ 16. Compétence des tribunaux.

Les tribunaux connaissent de la question de savoir si les propriétaires d'une usine sont propriétaires de la force motrice qu'ils tirent de la rivière. (C. d'état, 10 juillet 1833.)

Ils connaissent de toutes les demandes en indemnité pour dommages matériels, résultant de l'établissement d'une usine, lors même que le propriétaire de cette usine prouverait qu'il s'est renfermé dans son acte de concession. (V. ci-dessus **Dommages intérêts**, § 15.)

Dans d'autres circonstances, et sur la demande formée dans son intérêt privé par un propriétaire riverain contre le propriétaire d'un moulin, ils obligent ce dernier à réduire les eaux du moulin à la hauteur déterminée par un arrêté administratif. (Cass., 17 déc. 1852).

Ils sont encore exclusivement compétents pour prononcer sur les contestations qui naissent entre les riverains, relativement à l'usage des eaux et pour apprécier à cet égard les titres privés. Cependant l'administration pourrait les prendre pour base d'un réglement d'eau à faire, s'ils n'étaient pas d'ailleurs en opposition avec l'intérêt public.

Seuls encore, les tribunaux sont compétents pour déterminer le sens et l'étendue d'une convention faite entre deux propriétaires riverains, relativement à la hauteur et à l'entretien d'une écluse de moulin placée sur un cours d'eau, toutes les fois qu'il ne s'agit pas d'un nouveau réglement d'eau. (C. d'etat, 10 janv. 1821.)

Ils peuvent ordonner la destruction des ouvrages dont résulte un préjudice notable pour les héritages riverains, alors même qu'ils auraient été autorisés par l'ordonnance de concession.

Ils fixent les indemnités réclamées dans un intérêt privé en cas de chômage d'un moulin provenant de travaux exécutés par un propriétaire riverain.

Ils statuent sur les difficultés élevées à l'occasion des changements faits sans autorisation à un moulin, lorsque ce moulin est situé sur une rivière ni navigable, ni flottable, et qu'il s'agit d'ailleurs d'intérêts purement privés.

Enfin, en matière civile, ils sont compétents dès qu'il s'agit de régler des contestations particulières; de décider quelque question de propriété ou de servitude, sur une rivière non navigable, par la comparaison des titres anciens avec l'état des lieux, par l'appréciation des faits et de la possession, par l'interprétation des conventions privées ou par l'application d'actes judiciaires; d'appliquer dans un intérêt privé des réglements existants non attaqués et de juger les usurpations commises sur les biez et bords des rivières après réglement d'eau.

En matière de police municipale ou de police correctionnelle, il leur appartient de statuer par voie de répression sur toutes les infractions aux réglements de police, et généralement sur toutes les entreprises pratiquées sur les rivières non navigables ni flottables, canaux et autres petits cours d'eau, selon que lesdites entreprises ont le caractère d'une simple contravention ou d'un délit.

§ 17. Dégrèvement des contributions.

Les usines, comme tous autres établissements, maisons et habitations, sont soumises à la contribution foncière, mais il y a lieu d'accorder un dégrèvement au propriétaire, lorsqu'il est légalement établi que l'usine se trouve placée dans une position défavorable, qu'elle est d'un mécanisme moins perfectionné que les etablissements de même nature situés dans les communes voisines, ou lorsque, après avoir été imposée proportionnellement au taux de son revenu, à l'époque où elle a été évaluée, elle a éprouvé une diminution assez considérable dans son produit par la construction d'usines nouvelles. (C. d'état, 22 fév. 1821.)

Lorsqu'un contribuable a demandé la réduction de la cote assignée à son usine par le rôle foncier, parce que cette cote violait le principe de l'égalité proportionnelle, l'article 126 de la loi du 26 messidor an VII n'est pas applicable.

On peut être admis à réclamer contre le classement des usines, par le cadastre, plus de six mois après la remise en recouvrement du rôle; mais si les réclamants et les répartiteurs ne sont pas d'accord, il y a lieu de proceder à une expertise. (C. d'etat, 19 janv. 1836.) (V. **Contributions.**)

USINES ET MOULINS MOBILES SUR BATEAUX.—Les moulins mobiles ou sur bateaux ne peuvent être établis qu'en vertu d'une autorisation obtenue comme il est dit ci-dessus. Les mêmes formalités doivent être observées. (V. **Usines**, § 1, 2, 3.)

D'anciens arrêts du parlement de Paris, des 7 juillet 1585, 25 décembre 1625 et 11 avril 1651,

posent en principe que l'appareil hydraulique des moulins doit toujours être placé hors la voie navigable et de manière à ne pas l'obstruer. Mais l'emplacement désigné pour leur servir d'attache est subordonné, malgré la teneur des lettres patentes ou ordonnances qui le concèdent, aux variations qui s'opèrent dans le cours du fleuve et à l'intérêt combiné de la navigation des propriétaires riverains et du propriétaire du moulin.

Ainsi, celui-ci ne serait pas fondé à invoquer la concession faite à ses auteurs pour faire annuler un arrêté de l'autorité administrative qui aurait ordonné le déplacement de son usine, et pour être autorisé à la placer dans un autre lieu. (D. 4 mars 1807.)

Quant aux contestations, aux réglements et à la compétence des différentes autorités en cette matière (V. **Usines à eau**) les mêmes principes sont applicables.

Droit d'attache. — Plusieurs communes perçoivent quelquefois arbitrairement et abusivement un droit d'attache sur les moulins à nef, bateaux à laver et autres embarcations. Ce droit ne peut résulter que d'une saine application de la loi du 11 frimaire an VII, mais un avis du conseil d'état du 11 janvier 1808 a rejeté la proposition d'établir un droit d'attache ou contribution au profit des communes sur les bords des rivières navigables.

USINES A FEU. — Cette dénomination s'applique dans son acception générale aux manufactures et fabriques où s'exécutent les travaux qui exigent un emploi plus ou moins considérable de combustibles. Dans ce cas elle désigne d'une manière plus spéciale les fourneaux où les substances métalliques sont mises en fusion, ainsi que les forges et martinets destinés à ouvrer le fer et le cuivre, ou à traiter les minérais, les pyrites, les verreries, etc. (V. **Forges, Établisssements insalubres, Machines à vapeur.**)

On les distingue ainsi des usines à eau, dénomination sous laquelle aussi, depuis quelques années ont été compris les moulins et autres établissements de tout genre, filatures, etc., aux machines desquelles l'eau sert de force motrice.

UTILITÉ PUBLIQUE. — V. **Expropriation pour cause d'utilité publique.**

V.

VACCINE [1].—L'administrateur ne doit négliger aucun moyen pour l'extinction de la petite vérole, fléau de l'humanité et de la population, en propageant la vaccine, ce remède si puissant contre un mal autrefois universel : avant la découverte de la vaccine, la petite vérole dévorait des milliers de victime dans quelques pays; cependant il existe encore des préjugés et des craintes chimériques sur l'emploi de la vaccine. Or, comme son effet tout-puissant est prouvé maintenant et reconnu par l'expérience, nous ne saurions trop recommander aux maires, aux bureaux de bienfaisance et à tous les amis du pauvre de vaincre dans la classe du peuple ces craintes qui lui font encore repousser ou négliger le bienfait de la vaccine. « Eh quel maire pourrait sans frémir, disait M. Lagarde, marcher sur la tombe d'une victime de la petite vérole, s'il avait à se reprocher de n'avoir pas fait tout ce qui dépendait de lui pour écarter de sa commune ce terrible fléau ! »

Une ordonnance du 10 décembre 1823 porte qu'à partir de 1824 il serait accordé chaque année aux plus zélés vaccinateurs savoir :

1° Un prix de 1500 fr.

2° Quatre médailles d'or;

3° Cent médailles d'argent.

Afin de faciliter la distribution de ces récompenses, les prefets doivent donc adresser au ministre de l'intérieur, dans le cours du premier trimestre de chaque année, le tableau des vaccinations pratiquées dans l'année précédente ; les maires sont chargés à ce sujet de rechercher les renseignements premiers qui doivent servir à la rédaction de ces tableaux.

Depuis quelques années plusieurs conseils généraux avaient pensé que les avantages de la vaccine étaient maintenant suffisamment appréciés pour que l'on pût l'abandonner à elle-même et s'en rapporter à la raison publique et à l'intérêt personnel, du soin d'en étendre et d'en perpétuer l'usage; mais, ainsi que nous l'avons déjà dit, cette opinion n'est malheureusement pas fondée ; et les préjugés, l'ignorance et l'incurie opposent encore à la vaccine dans beaucoup de localités des obstacles dont on ne peut triompher qu'à force de persévérance et de sacrifices. Tant que le nombre des vaccinations n'est pas égal à celui des naissances, l'administration n'a pas atteint le but qu'elle se propose.

Une circulaire ministérielle du 28 juin 1832 engage donc les autorités à encourager la propagation de la vaccine en rappelant que les prix et médailles décernés chaque année par le gouvernement sur la proposition de l'académie de médecine doivent être un motif d'émulation.

Consulter : *La vaccine soumise aux simples lumieres de la raison*, in-12, par le docteur Marc.

[1] La vaccine vient d'une maladie des vaches, appelée en anglais *cowpox*, qui règne en certains temps dans plusieurs comtés d'Angleterre.

Le docteur Jenner s'est le premier assuré que la vaccine se transmet souvent aux gens occupés à traire les vaches, lorsque ces personnes ont des gerçures aux mains, et qu'ensuite elles sont à jamais exemptes de contracter la petite vérole.

VAGABONDS.—V. **Mendicité.**

Le vagabondage est un délit. (C. pén. 269.)

Sont réputés vagabonds :

1° Tous les mendiants valides, étrangers à l'arrondissement de sous-préfecture dans lequel ils seront arrêtés, ou qui seront sans domicile ;

2° Tous les mendiants valides qui seront arrêtés demandant l'aumône avec insolence, ou qui seront flétris;

3° Ceux qui se disent faussement soldats ou qui seront porteurs de faux congés;

4° Ceux qui seront arrêtés faisant les estropiés, ou qui feindraient des maladies qu'ils n'auraient pas.

Telle est la définition adoptée par une circulaire du 19 décembre 1808.

L'art. 272 du Code pénal l'etend à ceux qui n'ont ni domicile certain, ni moyens de subsistance et qui n'ont habituellement ni métier, ni profession.

Enfin l'art. 273 porte que les vagabonds ou gens sans aveu qui auront été légalement déclarés tels, seront pour ce seul fait, punis de trois à six mois d'emprisonnement et demeureront, après avoir subi leur peine, à la disposition du gouvernement eu égard à leur conduite.

C'est à la justice à déclarer qu'un particulier est un vagabond et doit être placé sous la surveillance de la haute police; mais elle doit se borner à cette décision: il n'appartient qu'à l'autorité administrative de determiner quel sera le lieu et le mode de cette surveillance; ainsi, lorsqu'un individu a été condamné pour vagabondage et placé sous la surveillance de la haute police, s'il arrive qu'il soit encore poursuivi pour de nouveaux faits de vagabondage, les juges ne peuvent en l'acquittant ordonner qu'il sera reconduit dans sa commune pour y rester sous la surveillance de la haute police.

C'est au gouvernement seul qu'il appartient de faire exécuter à cet égard la première condamnation de mise en surveillance prononcée contre le prévenu. (C. P., 271, C. Cass., 10 mars 1831.)

VENDANGES[1].— On entend par vendanges la récolte du raisin et le temps pendant lequel on la fait.

Dans la plupart des pays vignobles, il est d'usage que cette époque soit indiquee chaque année par un réglement du maire, mais seulement pour les vignes non closes. Ce réglement ou *ban* n'a pas besoin de l'approbation du préfet pour être obligatoire, car la loi du 6 oct. 1791, sect. 5, art. 2, a placé ce droit dans le cercle de ses attributions, et l'approbation du préfet ne saurait rien ajouter à son autorité.

Ce ban qui était considéré autrefois comme un droit seigneurial, a pour objet d'empêcher que les raisins ne soient enlevés avant leur maturité, et qu'il n'en résulte ou des maladies ou des vins de mauvaise qualité. Si ce droit n'existait pas comme il existe dans tous les pays de vignobles, l'avantage public semblerait devoir l'introduire. Il a surtout pour objet d'empêcher le vol ou l'enlèvement des raisins. En effet, si on permettait, dans les pays vignobles à chaque propriétaire de vendanger en tout temps, il faudrait une surveillance presque impossible pour que les vendangeurs d'un particulier n'enlevassent pas le raisin d'un autre dont les héritages ne sont souvent séparés que par une borne.

Avec le ban de vendanges, au contraire, il y a une surveillance active et réciproque.

La loi précitée dispose que ces bans ne sont faits que pour les vignes non closes, qu'ainsi les propriétaires des vignes séparées des autres par une clôture conservent la faculté de vendanger avant ou après l'époque fixée par le ban; mais d'après les motifs qui ont présidé à la rédaction de cette loi, et que nous avons cités, différents arrêts de la cour de cassation ont décidé: « que lorsque plusieurs vignobles entourés de murs, sans être toutefois séparés entr'eux par des clôtures particulières, appartiennent à des propriétaires distincts, ceux-ci ne peuvent invoquer la disposition exceptionnelle qui permet aux propriétaires des vignes closes de vendanger quand bon leur semble. Ils sont donc soumis au ban des vendanges comme si une clôture générale n'enfermait pas leurs propriétés. (Cass., 18 août 1827, 5 août 1830.)

Les contraventions aux bans des vendanges sont punies par l'art. 475 du Code pénal n° 1, d'une amende de 6 à 10 fr.

Les tribunaux de police seuls en connaissent; et ils ne peuvent se dispenser d'exécuter les arrêtés des maires et des prefets qui etablissent ces bans. (Cass., 16 nov. 1810.)

Enfin, un arrêt de la même cour du 26 février 1836 applique les mêmes peines contre un individu qui avait vendangé avant que le ban de vendanges, publié annuellement, ne l'eût eté; « attendu, en droit, y est-il dit, qu'à l'époque de la promulgation du Code rural de 1791, l'usage du

[1] *Statistique.*— Il y a en France dix départements qui ne récoltent pas de vins; ce sont ceux du Calvados, des Côtes-du-Nord, de la Creuse, du Finistère, de la Manche, du Nord, de l'Orne, du Pas-de-Calais, de la Seine-Inférieure, de la Somme.

Le département qui récolte le plus de vin est celui de la Charente-Inférieure. Ses produits, année moyenne, s'elevent à 2,600,000 hectolitres.

Le département qui en récolte le moins est le Morbihan. Ses produits ne s'évaluent, année commune, qu'a 1,000 hectolitres.

Trois départements produisent, année moyenne, au-dessus de 2 millions, savoir: la Charente-Inférieure, la Gironde, l'Hérault.

ban de vendanges constituait, dans tous les lieux soumis à son empire, une prohibition permanente de vendanger avant le jour fixé par le ban; que ce Code n'a fait que le maintenir et le sanctionner dans toutes les communes qui s'y trouvaient assujetties;

Qu'il suffit donc que ce ban ait lieu chaque année, depuis lors, dans une localité, pour qu'on y soit tenu d'attendre sa publication et de l'observer, etc.

VICAIRE GÉNÉRAL, VICAIRE. — V. **Culte.**

VIGUIER.—La vallée d'Andorre est un pays neutre situé entre la France et l'Espagne et voisin du département de l'Arriège. Ce petit pays érigé en république par Charlemagne, conserve encore les mœurs et les institutions qu'il avait au huitième siècle; il est administré par un syndic nommé par le peuple, et la justice y est rendue souverainement, par deux *viguiers*, l'un français et l'autre andorran. Le premier est nommé par le roi, et doit, d'après un décret impérial du 27 mars 1806 être pris dans le département de l'Arriège; le second est nommé par l'évêque d'Urgel et est tenu de résider en Andorre. Ces deux viguiers nomment les juges chargés du jugement des causes civiles; ils prononcent seuls et en dernier ressort sur toutes les affaires criminelles, et leurs sentences sont exécutoires dans les vingt-quatre heures. Lorsqu'ils rendent la justice ils sont obligés de porter l'épée; la force armée est sous leurs ordres, et ils sont chargés de la haute police.

Le décret sus-daté est toujours en vigueur.

VIOLENCES. — Pour les violences exercées par un fonctionnaire public. (V. C. pén., art. 186, 198.)

VISITES DOMICILIAIRES. — On entend par visites domiciliaires une perquisition, ou recherche faite dans le domicile d'un citoyen, pour y arrêter une personne contre laquelle a été décerné un mandat d'arrêt, ou qui est poursuivie par la clameur publique, ou qui est en état de flagrant délit; ou encore pour chercher à découvrir les traces d'un crime ou d'un délit, et principalement des pièces, correspondances et autres papiers, ou des objets volés ou soustraits à l'exercice des employés des contributions indirectes.

A moins d'un cas formellement prévu par la loi, tel que d'inondation, incendie ou autre, les fonctionnaires publics et les agents de la force armée ne peuvent s'introduire dans une maison sans un ordre de l'autorité compétente. Le domicile de chaque citoyen, en effet, est un asile inviolable où nul n'a le droit de pénétrer sans son consentement. (Arr. 22 fév. an VIII, art. 76.)

Les juges de paix sont autorisés à faire des visites domiciliaires chez les personnes prévennes d'avoir soustrait ou recélé des objets provenant du naufrage d'un bâtiment. (Arr. 27 therm. an VII, art. 6) (V. **Naufrage.**)

Les mêmes magistrats assistent les agents de la douane qui soupçonnent l'introduction ou le recel de quelque marchandise prohibée dans une maison. (V. **Douanes.**)

Les art. 151, 152, 153, 154, 155, 157, 161, 162 du Code forestier, et l'art. 16, § 5, du Code d'instruction criminelle, déterminent les cas dans lesquels les gardes champêtres ou forestiers ont le droit de procéder à des visites domiciliaires pour s'occuper de la recherche des objets enlevés. Alors ils doivent être accompagnés soit du juge de paix, soit de son suppleant, soit du commissaire de police, soit du maire, soit de son adjoint. Ces magistrats sont obligés de se rendre aux réquisitions des gardes, à peine d'être destitués ou poursuivis, à moins que ces réquisitions soient faites hors des cas prévus par la loi. (V. **Arrestations.**)

VŒUX RELIGIEUX.—V. **Culte, chap. II, Sect. VI, des Congrégations religieuses.**

VOIE ADMINISTRATIVE, VOIE CONTENTIEUSE, VOIE GRACIEUSE.— V. **Juridiction administrative.**

VOIE PUBLIQUE. — On n'entend, à proprement parler, par ce mot, que les rues, places et carrefours des villes, bourgs et villages, et il ne faut pas confondre cette dénomination avec celle de *chemins publics*. (V. **Chemins publics.**)

On doit également considérer comme faisant partie de la voie publique une cour commune, formée par plusieurs habitations et entourée de maisons occupées par divers propriétaires ou locataires. (Cass., 26 juill. 1827.)

La voie publique doit toujours être maintenue libre. Aussi, les tribunaux de police sont compétents pour connaître des contraventions résultant de tout embarras commis par le dépôt de décombres, bois, tonneaux, fumiers et autres objets; même de saigner, médicamenter et faire ferrer les chevaux sur la voie publique, sans nécessité reconnue et constatée, ou sans permission de la police. (Cass., 30 frim. an XIII.)

Le délinquant ne peut être excusé sur le prétexte d'une possession immémoriale.

Enfin les dispositions de la loi de 1791 sont

telles que le tribunal ne doit pas se borner à enjoindre de rendre la voie publique libre dorénavant; il doit condamner à l'amende, lors même qu'il n'y aurait pas de réglement de police spécial, attendu que la loi prononce directement des peines contre ceux qui embarrassent directement la voie publique, et n'excepte que les cas de nécessité reconnue. (Cass.,22 germinal an VII, 26 juill. 1827, 15 fev., 18 sept., 19 déc. 1828.)

C'est au maire seul, et non à de simples particuliers, qu'appartient le droit de se plaindre d'un empiètement sur la voie publique (Bourges, 28 av. 1832; D. 54, 2. 205). Cependant l'action d'un particulier tendant à ce qu'il fût fait défense à un autre particulier de passer sur la *voie publique*, mais seulement avec voitures et chevaux, a pu être déclarée recevable et admise, dans l'intérêt privé des parties, encore bien que le maire n'aurait pas été mis en cause, ou ne serait pas intervenu dans la contestation. (Cass., 18 mai 1830; D. 30, 1. 249.)

VOIRIE.

Division.

CHAP. Ier. Grande voirie.

SECTION I. Routes royales et départementales. — § 1. Classement des routes. Statistique. — § 2. Création des routes royales. Frais d'entretien. — § 3. Création des routes départementales. Frais d'entretien. — § 4. Bombement des chaussées. — § 5. Largeur des routes. Essartement. — § 6. Propriété des routes royales et départementales. — § 7. Alignement. — § 8. Avancement. — § 9. Indemnités de plus value et de moins value. — § 10. Contraventions en matière d'alignement. — § 11. Réparation ou démolition des bâtiments menaçant ruine. — § 12. Bornes milliaires et départementales.

SECTION II. Arbres des routes. — § 1. Plantation des arbres. — § 2. Propriété des arbres. Élagage.

SECTION III. — § 1. Mode d'entretien des routes. Surveillance et tournées des préfets et sous-préfets. Surveillance des maires. — § 2. Surveillance de l'autorité militaire. — § 3. Baux d'entretien applicables aux routes royales et départementales. — § 4. Barrieres de dégel. — § 5. Fossés des routes. — § 6. Pentes des routes.

SECTION IV. Servitudes imposées par les routes. — § 1. Extraction des matériaux. — § 2. Occupation temporaire des terrains riverains. — § 3. Carrières. Écoulement des eaux.

SECTION V. Traverses royales et départementales.

SECTION VI. Contentieux. — § 1. Contraventions. — § 2. Compétence du ministre des travaux publics. — § 3. Compétence des préfets. — § 4. Compétence des conseils de préfecture. — § 5. Compétence des tribunaux.

CHAP. II. Petite voirie.

TITRE Ier. Voirie rurale. — Exposé. Distinction de classes.

ART. 1er. Chemins vicinaux.

SECTION I. — § 1. Leur importance. — § 2. Reconnaissance légale des chemins. Classement. Déclassement. Leurs effets quant à la propriété privée. Distinction entre les rues et les chemins. — § 3. Largeur des chemins vicinaux.

SECTION II. Entretien des chemins vicinaux. — § 1. Prestations. — § 2. Base de la répartition des prestations. — § 3. Mode de la répartition. Conversion en argent. Conversion en tâches. Demandes en dégrèvement. Exécution des travaux. Refus de satisfaire. Comptes à rendre. — § 4. Des centimes additionnels et des impositions extraordinaires. — § 5. Remises dues aux percepteurs et receveurs municipaux. — § 6. Imposition d'office par le préfet. — § 7. Entretien des chemins qui intéressent plusieurs communes.

ART. II. Chemins vicinaux de grande communication. — § 1. Leur caractère. — § 2. Désignation. Direction. Intérêt de plusieurs départements. Déclassement. Concours de plusieurs communes. Largeur. Limites. Concours spontané des communes ou des particuliers. — § 3. Entretien. Subventions départementales. Surveillance du préfet.

ART. III. Dispositions communes aux chemins vicinaux et à ceux de grande communication.

SECTION I. Ouverture de chemins nouveaux. Redressement. Voie amiable. Expropriation.

SECTION II. Extraction de matériaux. Occupation de terrains.

SECTION III. Indemnités dues par l'état, la couronne et les propriétaires d'établissements industriels.

SECTION IV. — § 1. Surveillance sur l'entretien des chemins. Agents voyers. — § 2. Police des chemins vicinaux. Alignement. Droit de décloture.

SECTION V. — § 1. Propriété des chemins vicinaux. — § 2. Suppression des chemins. Droits des anciens propriétaires. § 3. Des plantations qui bordent les chemins vicinaux. Des haies. Des fossés. Écoulement des eaux.

SECTION VI. Réglement à faire par le préfet.

SECTION VII. — § 1. Attributions des préfets. — § 2. Compétence des conseils de préfecture. — § 3. Compétence des tribunaux civils. — § 4. Compétence des tribunaux de police correctionnelle. — § 5. Compétence des tribunaux de simple police. — § 6. Enregistrement. Procédure.

TITRE II. Voirie urbaine. — § 1. Classement des rues. — — § 2. Ouverture des rues. — § 3. Alignement. Id. dans les places de guerre. — § 4. Contraventions à l'alignement. Compétence. — § 5. Largeur des rues. — § 6. Solidité des constructions. Démolition. — § 7. Propriété des rues. — § 8. Des arbres qui bordent les rues. — § 9. Entretien des rues. Pavage. — § 10. Suppression des rues. — § 11. Police des rues et places publiques. Numérotage des maisons. — § 12. Attributions de l'autorité supérieure, du ministre et des préfets. — § 13. Compétence des conseils de préfecture. — § 14. Compétence des tribunaux.

CHAP. III. Voirie urbaine de Paris.

SECTION I. De la grande voirie à Paris. — § 1. Enceinte de Paris. — § 2. Ouverture des rues. Alignement. Droits de voirie. — § 3. Hauteur des maisons. — § 4. Pavé des rues. — § 5. Écoulement des eaux. — § 6. Solidité des constructions. Architectes voyers. — § 7. Contraventions. Compétence.

SECTION II. De la petite voirie à Paris.

Division. On entend par voirie l'ensemble des voies par terre et par eau, ainsi que la police qui a pour objet spécial l'établissement et la conservation de la voie publique.

Elle existait chez les Romains, qui la nommaient *viaria*, et avaient pour la surveiller des magistrats nommés *curatores viarum*. *Voirie* en est la traduction littérale.

Cette police se retrouve aussi en France. Dès le dixième siècle, nous voyons d'anciennes chartes qui mettent la voirie, *viaria*, *viatoria*, *viatura*, au nombre des droits de justice exercés par les seigneurs.

Quelques autres chartes font connaître que la *vicomté* ne différait pas de la voirie. Il y avait alors la grande voirie exercée sous les ordres d'un grand voyer, et la basse voirie, *ou justice vicomtière*. Plus tard, la charge de *grand voyer* fut supprimée, et ses attributions dévolues aux *trésoriers* de France. On ne distingua plus alors que la voirie du roi et celle des seigneurs hauts-justiciers.

Aujourd'hui la voirie, proprement dite, se divise en *grande voirie* et *petite voirie*.

La petite voirie se subdivise elle-même en *voirie rurale* et en *voirie urbaine*.

CHAPITRE Ier.

Grande voirie.

La grande voirie comprend le classement, la création, l'entretien, la plantation, la police et la propriété, tant des routes royales et départementales, que des canaux et rivières navigables, les bacs et bateaux mis à la charge de l'administration publique; les ports maritimes du commerce, et généralement tout ce qui intéresse les grandes communications par terre et par eau.

La grande voirie comprend encore les rues qui, dans les villes, font partie des routes royales et départementales, ainsi que les quais des villes sur les rivières navigables. (L. 7-14 oct. 1790.)

Elle est dans les attributions du corps des ponts-et-chaussées créé par la loi du 31 septembre 1790, et chargé de l'examen de tous les projets généraux de routes, d'ouvrages d'art qui en dépendent, etc., sous la responsabilité et la présidence du ministre des travaux publics. Cette administration est représentée dans chaque département par un ingénieur en chef, et par des ingénieurs ordinaires dans chaque arrondissement.

Nous ne traiterons dans cet article que des communications par terre. (V. **Eaux, Bacs et bateaux, Navigation intérieure, Canaux**, etc.)

SECTION Ire. — Routes royales et départementales.

§ 1. Classement des routes, Statistique [1].

Le décret du 16 septembre 1811 distingue deux espèces de routes: les *routes royales* et les *routes départementales*.

Les routes royales se subdivisent elles-mêmes en trois classes, où elles sont rangées suivant leur largeur.

On désigne particulièrement sous cette dénomination celles qui, parcourant des lignes d'une vaste étendue, ouvrent des communications d'un intérêt général.

Les routes départementales sont celles qui ont pour objet la communication entre les villes d'une même province, ou de provinces voisines.

Le classement s'opère par une ordonnance pour les routes royales, qui en même temps déclare que toutes les parties du territoire, en faisant partie des routes, dépendent du domaine public.

Quant aux routes départementales, une loi du 25 mars 1835, Bull. nº 505, déclare qu'à l'avenir aucune d'elles ne pourra être classée sans que le vote du conseil général ait été précédé de l'enquête prescrite par l'art. 3 de la loi du 7 juillet 1833, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Cette enquête doit être faite par l'administration, ou d'office, ou sur la demande du conseil général. C'est une garantie précieuse pour la propriété, et d'autant plus nécessaire aujourd'hui, que, par la loi nouvelle, l'expropriation, jadis si coûteuse et si hérissée d'entraves, a été plus facilitée. L'administration ne saurait d'ailleurs s'entourer de trop de lumières, et l'intervention des citoyens dans les affaires locales ne peut jamais être qu'avantageuse.

La loi susdite, art. 2, ajoute que les votes émis jusqu'à sa promulgation, quoiqu'ils n'aient pas été précédés de la susdite enquête, pourront être approuvés par ordonnance royale, suivant les formes prescrites par le décret du 16 décembre 1811; enfin l'art. 3 porte que les dispositions ci-dessus auront lieu sans préjudice des mesures d'administration prescrites par le titre II de la loi du 7 juillet 1833.

La loi du 27 juin 1833, sur les travaux publics, admet encore une autre espèce de routes, celles dites *stratégiques* (V. **Routes stratégiques.**)

§ 2. Création des routes royales, Frais d'entretien [1].

Autrefois les acquisitions à faire pour l'ouver-

[1] Les routes royales classées comportent une longueur totale de 8,335 lieues à raison de 4,000 mètres la lieue.

Sur ce nombre, il y en avait, en 1824, 5,372 seulement à l'état d'entretien, 4,372 en 1828 et 5,855 en 1854.

En 1836, 6,129 lieues sont à l'état d'entretien, 1,539 sont à réparer, et il y a encore 947 lieues de lacunes pour lesquelles un nouveau crédit de 8 millions a été voté. Ces chiffres témoignent d'un progrès remarquable dans l'extension donnée, en peu d'années, à des travaux dont l'achevement importe tant à la prospérité du pays.

[1] Le capital nécessaire aujourd'hui au seul entretien des routes en France est évalué à 25 millions par an. Celui des chemins vicinaux est de 25 à 30 millions. Il faudrait, pour achever les routes royales classées, mais non ouvertes, 26 millions pour l'étendue de 364 lieues de développements. Il existe 32,077,000 mètres ou 8,000 lieues de routes ouvertes,

ture d'une route royale et la déclaration d'utilité desdites routes, ne dépendaient que des ministres et de la direction des ponts-et-chaussées sous l'autorité du roi, mais on a craint que dans certaines circonstances le pouvoir exécutif ne disposât trop légèrement de la fortune publique pour l'accomplissement de ces travaux, qui demandent de grands sacrifices, ou que, prématurément conçus, ils ne languissent plusieurs années faute de fonds.

Ces motifs dictèrent l'art. 10 de la loi de finances du 21 avril 1832, qui décide : « qu'à l'avenir nulle création, aux frais de l'état, d'une *route*, d'un canal, d'un grand pont sur un fleuve ou autre rivière, d'un ouvrage important dans un port maritime, d'un édifice ou d'un monument public, ne pourrait avoir lieu qu'en vertu d'une loi spéciale, ou d'un crédit ouvert à un chapitre spécial du budget. Tel est également le principe posé par l'art. 3 de la loi du 7 juillet 1833, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, qui range les routes royales au nombre des grands travaux qu'une loi spéciale doit autoriser.

Il n'y a d'exception que pour les chemins de fer d'embranchement de moins de 20,000 mètres de longueur, des ponts et de tous autres travaux moins importants. Une ordonnance royale suffit alors pour autoriser leur exécution.

Mais, dans tous les cas, la loi ou l'ordonnance doit être précédée d'une enquête dont les formes ont été tracées par l'ordonnance du 18 février 1834 (V. **Expropriation pour cause d'utilité publique**), et c'est à l'autorité administrative supérieure qu'il appartient ensuite de faire les réglements nécessaires pour son exécution.

Autrefois il était pourvu à la construction et à l'entretien des routes au moyen de la corvée, impôt odieux qui ne pesait que sur la classe du peuple déjà trop malheureuse, supprimé, rétabli et enfin aboli définitivement; il fut remplacé par une contribution également répartie sur tous. En l'an II, ce dernier mode fut supprimé et la loi du 16 frimaire mit la construction et l'entretien des routes à la charge du trésor public.

En l'an VI, on essaya, à l'imitation de ce qui se pratique en Angleterre, d'établir des barrières de péage et d'en appliquer le produit à toutes les dépenses des routes; mais ce système présentait encore plus d'inconvénients, et ne dura que peu d'années [1]. Il fut remplacé en 1806 par une taxe sur le sel. Enfin le décret de 1811 vint consacrer le principe actuel. Il porte que les routes royales de première et de deuxième classe sont entièrement construites, reconstruites et entretenues aux frais du trésor. Mais depuis la loi de 1814 toute spécialité est détruite dans l'emploi du montant des impôts; aucune taxe plus qu'une autre n'est affectée à cette dépense; quant à ces mêmes frais pour les routes de troisième classe, ils sont supportés concurremment par le trésor et les départements qu'elles traversent. Une portion des centimes additionnels leur est consacrée au budget départemental.

§ 3. Création et entretien des routes départementales.

Lorsqu'il s'agit d'ouvrir une route départementale, des formalités particulières sont prescrites par le décret du 16 décembre 1811. Toute demande, y est-il dit, pour l'ouverture, la construction ou l'entretien desdites routes, formée par des arrondissements, des communes, des particuliers ou des associations de particuliers, doit être présentée à la plus prochaine session du conseil général du département, qui est appelé à délibérer :

1° Sur l'utilité des travaux demandés;

2° Sur la part que devront supporter respectivement, dans les dépenses, les départements, les arrondissements, les communes, dans la proportion de leur intérêt dans les travaux proposés;

3° Sur les offres faites par des particuliers, associations de particuliers ou communes, et sur les conditions auxquelles ces offres seraient faites.

La délibération du conseil général est communiquée aux conseils d'arrondissement, aux conseils municipaux, aux particuliers, ou associations de particuliers dont il vient d'être parlé, lesquels sont tenus de fournir leurs observations dans un délai fixé par le préfet; mais lorsqu'une proposition pour l'ouverture, la reconstruction ou l'entretien d'une route départementale intéresse plusieurs départements, le ministre des travaux publics la fait communiquer aux conseils généraux de tous les départements intéressés.

dont 14,289,000 mètres ou 3,572 lieues à l'état d'entretien : on évalue la dépense de cet entretien à 5,280 fr. 97 cent. par lieue. Les parties des routes à réparer sont de 14 348,000 mètres ou 3,587 lieues.

Les dépenses sont évaluées à 1 fr. 56 cent. par mètre ou 18,625 fr. par lieue de 4,000 mètres. Les parties des routes à terminer, c'est-à-dire celles qui ne sont encore ouvertes qu'en terrain naturel, et sur lequel il n'a été fait que des travaux de terrassements et jamais de chaussées, sont de 3,439,000 mètres de longueur ou de 859 lieues. La dépense est estimée à 12 fr. 87 cent. par mètre, et à 51,400 par lieue de 4,000 mètres.

[1] Durant trois ans que le tarif a été en vigueur, il n'a pu atteindre 15 millions, et c'était le tiers au plus de la somme indispensable pour le simple entretien des 8,000 lieues qu'à cette époque seulement les routes royales présentaient en longueur.

Les délibérations ainsi prises par les conseils généraux sont adressées, avec l'avis du préfet et les observations de l'ingénieur en chef du département, au directeur général des ponts-et-chaussées, qui les transmet au ministre; et, sur le rapport de celui-ci, intervient l'ordonnance royale ou règlement d'administration publique qui prescrit ce qu'il appartient, suivant les cas.

Mais les conseils généraux n'ont pas seulement à se prononcer sur les demandes qui leur seraient soumises par les arrondissements, etc., ils ont encore un droit d'initiative pour les propositions de ce genre. A cet effet, l'article 22 du décret du 16 décembre 1811 portait qu'ils pourraient prendre une délibération motivée dans les formes prescrites par l'article 17, et dans une réunion spécialement autorisée par le ministre de l'intérieur; session extraordinaire dont la durée et l'objet seraient déterminés par l'arrêté de convocation du ministre, et lors de laquelle il ne pourrait être traité d'aucun autre objet. Depuis la promulgation de la loi du 22 juin 1833, il semble que la convocation doit être faite non plus par un simple arrêté ministériel, mais par une ordonnance royale qui en fixe l'époque et la durée. (Art. 12 de ladite loi.)

Les fonds nécessaires pour ces routes sont entièrement à la charge des départements; sur ce point la loi du 25 mars 1817 les a placés parmi les dépenses variables, avec faculté pour les départements, si ces centimes spécialisés ne suffisent pas, de se faire autoriser à une imposition extraordinaire.

Bien que l'état ne contribue en rien à ces dépenses, ce sont les ingénieurs des ponts et chaussées qui seuls doivent cependant diriger les travaux. A cet effet, et pour payer leurs frais de tournée et de bureau, ils reçoivent du département une indemnité fixée à 4 pour cent sur les premiers 40,000 fr. et à 1 pour cent sur le surplus des sommes.

Le décret de 1811, relatif à toutes ces dépenses, chargeait le conseil général de les répartir entre les arrondissements et les communes proportionnellement à leur intérêt respectif, lorsque les uns semblaient devoir plus specialement que les autres participer à leur usage; mais cette disposition a été modifiée par la loi du 25 mars 1812 qui place les travaux des routes départementales non compris au budget des ponts et chaussées dans les dépenses variables des départements, et ordonne leur répartition parmi les contribuables, sans avoir égard au plus ou moins d'utilité que doivent en retirer les uns ou les autres.

Tel est le principe genéral pour les dépenses; toutefois on doit remarquer qu'il y est dérogé dans la pratique, et le gouvernement vient quelquefois au secours des départements qui ne sont pas assez riches pour faire seuls les frais que nécessitent les routes dont ils ont besoin. (D. 16 déc. 1811, art. 7.) Dans ce cas il faut que la dépense de l'etat soit autorisée par une loi.

§ 4. Bombement des chaussées.

Il est d'usage de bomber les chaussées afin de faciliter, dans le sens de leur largeur, l'écoulement des eaux de pluie, indépendamment de l'écoulement dû a la pente longitudinale; mais il peut en résulter des accidents pour les voitures qui se croisent.

C'est pour en diminuer la cause que le directeur général des ponts-et-chaussées a adressé, le 16 mai 1828, une circulaire aux préfets pour les inviter à diminuer le bombement des anciennes chaussées à mesure qu'elles seraient relevées à bout, et à ne donner au bombement des chaussées nouvelles en empierrement, en cailloutis ou en pavés, que le cinquantième de leur largeur mesurée de dehors en dehors.

§ 5. Largeur des routes, Essartement.

Aucune loi récente ne fixe la largeur des grandes routes. Celle du 9 ventôse an XIII et le décret de 1811 se taisent sur ce point, et n'ayant pas abrogé les dispositions des anciens réglements à cet égard, on ne peut que s'en référer à ce qu'elles ont prescrit.

Cette largeur a beaucoup varié; mais elle paraît avoir été généralement fixée par l'arrêt du conseil du 6 février 1776, qui dans son article premier divise d'abord les routes du royaume en quatre classes. L'article 2 dispose que les grandes routes du premier ordre seront désormais ouvertes sur la largeur de 42 pieds (14 mètres); que les routes de second ordre seront fixées à la largeur de 36 pieds (12 mètres); celles de troisième ordre à 30 pieds (10 mètres), et enfin celles de quatrième ordre á 24 pieds (8 mètres), sans comprendre dans ces différentes largeurs, les fossés ni les empatements des talus ou glacis.

Aujourd'hui les routes de première, deuxième et troisième classe, ainsi que les routes départementales, correspondant encore à cette ancienne division, il y a lieu d'observer la largeur qu'elle consacre, mais en remarquant que les articles 6 et 7 de l'arrêt précité permettent de diminuer ou augmenter les largeurs sus-indiquees, suivant les localités, à raison des obstacles du terrain ou de la nécessité de faciliter les abords des grandes

villes, mais sans que, dans ce dernier cas, la largeur puisse être au-delà de 60 pieds.

Par une autre exception à cette largeur régulière, l'article 1er, titre 28 de l'ordonnance de 1669, qui prescrit une ouverture de 60 pieds également pour les routes dirigées à travers les bois et forêts, continue d'être en vigueur. Cette disposition avait pour but de préserver les routes de l'humidité, et les voyageurs de l'attentat des brigands; les propriétaires des bois voisins des grandes routes sont tenus de s'y conformer, sans indemnité. C'est l'opération de l'abattage qu'on appelle essartement.

A défaut par eux de s'y conformer, après la mise en demeure, l'administration des forêts, en se conformant aux alignements donnés par les ingénieurs des ponts-et-chaussées, fait effectuer l'essartement, vend les bois et retient ses frais sur le prix. (Arr. 18 mess. an X.)

L'essartement a lieu dans tous les bois et forêts, sans distinction de ceux qui appartiennent à l'état ou aux particuliers.

§ 6. Propriété des routes royales et départementales.

Tant qu'une route continue de servir aux communications publiques, il est très-rare que sa propriété soit revendiquée; mais si elle vient par hasard à être supprimée, aussitôt mille prétentions diverses peuvent surgir; il est donc important d'être fixé sur cette question.

Or, sa solution nous paraît tout entière dans l'article 558 du Code civil. Il porte en effet « que les chemins, routes et rues à la charge de l'état, les fleuves et rivières navigables et flottables, les rivages, lais et relais de la mer, les ports, les havres, les rades et généralement toutes les portions du territoire français qui ne sont pas susceptibles de propriété privée, sont considerées comme des dépendances du domaine public. »

A l'égard donc des routes royales, pas de difficulté sérieuse, et conséquemment, d'après l'art. 2226 du Code civil, on ne peut en acquérir le sol par prescription. Il n'y aurait exception à ce principe qu'autant que la route aurait été supprimée par ordonnance royale.

Il en est de même de la propriété des routes départementales; seulement, la loi n'étant pas aussi précise que dans le premier cas, la question peut prêter à une sorte de discussion.

Ceux qui réclament l'exercice d'un droit de propriété sur la route disent d'abord que l'article 558 du Code civil n'a étendu la propriété du domaine public qu'aux routes et rues à la charge de l'état, qu'ainsi la propriété de la route départementale dont ils ont payé l'entretien doit appartenir au département, d'après ce principe que le bénéfice appartient à qui supporte les charges. Mais on répond d'abord que le département n'a aucun caractère pour posséder; puisque l'on n'a jamais reconnu de biens départementaux; qu'ainsi de pareilles réclamations ne pourraient jamais être fondées. Les départements contribuent, il est vrai, à l'entretien des routes, mais c'est une servitude qui a pour but de réparer les dégradations causées par le fait de leurs habitants, et qui ne saurait leur créer aucun droit subséquent sur la propriété. D'ailleurs, dit M. Dalloz, on invoque l'article 558 du Code civil, mais ne se termine-t-il pas par ces mots : « et généralement toutes les portions du territoire français qui ne sont pas susceptibles d'une propriété privée, sont considérées comme des dépendances du domaine public. » Si l'on était nécessairement propriétaire d'une route parce qu'on a contribué à sa confection et à son entretien, il faudrait investir de cette qualité non-seulement les départements, mais encore les arrondissements, les communes, les particuliers, proportionnellement à leur part contributoire, et l'on voit que ce serait totalement inexécutable.

M. Isambert soutient l'opinion contraire, et ce qu'il y a de plus extraordinaire, c'est que, tout en contestant à l'état la propriété des routes départementales, il veut lui attribuer celle des chemins vicinaux qui sont rentrés de plein droit dans les biens des communes.

M. Cotelle se range également à cette opinion et pense qu'il serait juste qu'en cas de suppression d'une route départementale créée et entretenue sur les fonds départementaux, le prix du terrain fût versé dans les fonds spéciaux du département, pour venir en décharge des centimes additionnels affectés à ses dépenses extraordinaires. Il avoue cependant que la proprieté départementale n'ayant été reconnue, ni par le décret de 1811, ni par le Code civil, on l'a toujours envisagée jusque ici comme se confondant avec le domaine public.

Quoique adversaire de l'opinion contraire, il se trouve, par la conséquence de son raisonnement, obligé de reconnaître que dans l'état actuel de la législation, les departements n'ont aucun droit de propriété sur les terrains de leurs routes supprimées.

Après avoir ainsi établi en principe que la propriété des routes appartient au domaine public, il est facile de démontrer que leur usage est également public. Chacun peut donc s'en servir pour passer à pied, à cheval ou en voiture, et pour y faire des transports en se soumettant toutefois aux

réglements qui déterminent le poids des voitures, la largeur des roues, etc. (V. **Police du roulage.**)

§ 7. Alignement.

L'alignement est la limite fixée entre la voie publique et les propriétés privées, soit qu'elle résulte de l'état de possession, soit qu'il y ait un changement prononcé par un réglement d'administration publique.

L'objet principal de l'alignement est 1° de donner aux rues des villes, comme aux routes et chemins publics en général, la largeur nécessaire et la direction convenable ;

2° De faire disparaître les renfoncements qui favorisent la malveillance et nuisent à la propreté et à la salubrité dans l'intérieur de la ville ;

3° D'obtenir, autant que possible, par la régularité des lignes, un moyen d'embellissement favorable aux progrès de l'art.

Sous l'ancienne législation, et avant qu'on eût imaginé de fixer à l'avance par des plans légalement arrêtés un système général d'alignement, les réglements se bornaient à recommander de redresser les murs où il y a plis ou coudes, et de pourvoir à ce que les rues s'embellissent et s'élargissent au mieux que faire se pourrait. (Edit, décembre 1607.)

A l'égard des grands chemins, il y est seulement dit qu'ils seront conduits de droit alignement, et, qu'à cet effet, il sera permis de passer sur les héritages des particuliers, sauf l'indemnité qu'il y aura lieu de faire régler. (Davenne, p. 52) Mais ces dispositions trop vagues laissaient au pouvoir administratif une latitude redoutable pour les propriétaires. On sentit donc la nécessité de déterminer à l'avance par des réglements plus précis les droits des citoyens et le pouvoir de l'administration. L'arrêt du conseil du 27 février 1765, développant les dispositions d'une ordonnance du bureau des finances du 27 mars 1754, fait défense à tous particuliers, propriétaires et autres, de construire, reconstruire ou réparer aucun édifice, poser échoppes ou choses saillantes le long desdites routes, sans avoir obtenu les alignements ou permissions des trésoriers de France, accordés d'après les plans levés et arrêtés par ordre de Sa Majesté, déposés au greffe de leur généralité, et ce, à peine de 500 fr. d'amende ; et contre les maçons, charpentiers et ouvriers, de pareille peine, et même de la plus grande en cas de récidive. »

Ces dispositions toujours en vigueur ont été confirmées d'ailleurs par des lettres-patentes du 10 avril 1783, et, en dernier lieu, par la loi du 16 septembre 1807, article 50, qui défend « de réconforter ou reconstruire les maisons situées en partie dans l'alignement sous peine de démolition. Telle est la législation sur ce point.

Les préfets sont chargés de veiller à son exécution, et les conseils de préfecture de réprimer les contraventions et prononcer les amendes contre les délinquants.

Ainsi, quiconque veut construire ou réparer des bâtiments et murs le long et joignant une route, doit adresser une pétition au préfet, en faisant connaître la nature et l'importance de l'ouvrage qu'il se propose de faire exécuter. Le préfet renvoie la pétition aux ingénieurs des ponts-et-chaussées qui lui rendent compte de l'état des lieux et de la concordance ou discordance des ouvrages projetés avec la largeur et la direction qui doivent être données à la route.

S'il y a des plans arrêtés, l'ingénieur ordinaire en trace, par extrait, des plans rapportés aux propriétés qui bordent la route ; dans le cas contraire, ou le préfet appelle l'attention de l'autorité supérieure sur la nécessité d'adopter définitivement un plan, ou bien il donne de lui-même un alignement partiel, d'après le pouvoir que la loi lui confère en pareil cas. (Cotelle, II, 59.)

Ces alignements sont donnés sans frais, et par écrit, afin que le propriétaire puisse toujours prouver l'accomplissement des formalités prescrites.

Après l'exécution des travaux autorisés, celui-ci doit, pour sa propre sûreté, donner avis à la préfecture qu'ils sont terminés, afin qu'on vérifie s'ils ont été faits conformément à la permission.

Ces dispositions et formalités s'appliquent également aux routes départementales.

Les maires ne sont donc pas compétents pour donner les alignements nécessaires aux constructions le long des rues qui font partie de ces routes, et un particulier qui y construirait avec la seule autorisation du maire contreviendrait aux réglements de grande voirie. (C. d'état, 30 mai 1821.) Dans ce cas, les conseils de préfecture doivent ordonner la démolition des ouvrages, en ayant égard toutefois à la bonne foi du contrevenant qui autorise la décharge de la demande et de la confiscation des matériaux.

Il y a exception cependant pour les alignements des places qui longent les routes royales. Ils doivent être donnés par les maires et non par les préfets, parce que la largeur des places excède la largeur de la voie qui est assujettie aux réglements de grande voirie.

Lorsqu'un alignement a été donné par le préfet dans les bornes de sa compétence, les tiers ne peuvent se plaindre de ce que cet alignement est

différent de celui auquel ils sont soumis, sous prétexte que par là ils se trouvent obligés plus tard de reculer leurs bâtiments, et surtout lorsque tous droits à une indemnité leur sont réservés. (C. d'état, 15 fév. 1833.)

Cependant si ces constructions se trouvaient en opposition avec leurs droits de propriété, il y aurait lieu de se pourvoir d'abord devant le ministre compétent pour faire réformer la mesure de police, et ensuite devant les tribunaux pour faire statuer sur le droit privé. (C. d'état, 20 nov. 1815.)

§ 8. Avancement.

L'alignement, qui a pour but le plus souvent de faciliter la viabilité d'une route, et dont les conséquences ordinaires forcent les propriétaires de reculer leurs maisons afin de dégager la voie, peut cependant, en certains cas, avoir pour effet l'avancement. Il a lieu lorsque, d'après le tracé adopté pour une route, une maison se trouve en-deçà de l'alignement. Au quel cas, l'art. 55 de la loi de 1807 donne à l'état le droit, ou de vendre au propriétaire la partie qui sépare son édifice de la route, à la condition qu'il y bâtira, ou de déposséder celui-ci de l'ensemble de sa propriété s'il refuse d'y bâtir, moyennant toutefois l'indemnité préalable.

On a taxé cette disposition d'arbitraire, en ce qu'elle forçait un propriétaire d'acheter le terrain dont il n'avait pas besoin, et l'exposait à une dépossession s'il ne l'achetait pas; mais il faut remarquer que, suivant la même loi et dans certaines circonstances, les propriétaires doivent, non pas donner, mais recevoir une indemnité, lorsque le terrain qui leur est concédé, et sur lequel ils sont tenus de bâtir, ne peut par sa valeur compenser les frais que nécessite la construction, et une indemnité ne leur est demandée qu'autant que la cession du nouveau terrain donne une valeur réelle à leur propriété.

§ 9. Indemnités de moins value et de plus value.

Lorsqu'il s'agit de contraindre à l'alignement le propriétaire d'une maison elevée avant que le plan n'ait été déterminé, l'utilité publique qui exige ce sacrifice ne doit pas cependant faire disparaître l'intérêt privé dont la condition peut se trouver changée.

Il est donc indispensable, pour la garantie de tous les droits, que le dédommagement dû au propriétaire que l'administration dépossède soit réglé préalablement, suivant les principes d'une justice rigoureuse, afin qu'il ne souffre pas du moins dans sa fortune de la mesure qui lui enlève son patrimoine.

L'art. 9 de la Charte énonce positivement d'ailleurs que nul ne peut faire le sacrifice de sa propriété que moyennant une juste et préalable indemnité; enfin la fixation de cette indemnité par un jury spécial, aux termes de la loi du 7 juillet 1833, offre aux propriétaires dépossédés une garantie plus grande encore d'équité et d'impartialité.

Maintenant quelle sera la base de cette indemnité?

Lorsque le propriétaire d'une maison qui avançait sur la route au-delà de l'alignement, de 20 ou 30 pieds, est contraint de démolir cet excédant et de l'abandonner pour être réuni à la route, la maison rebâtie sur le terrain en deçà de l'alignement, et qui auparavant avait 60 pieds de profondeur, n'en comptera plus que 30. Certes, le dommage est considérable si l'on évalue la perte réelle en calculant le produit annuel des quatre ou cinq étages du corps de logis élevé autrefois sur les 30 pieds expropriés.

Cependant la loi n'a aucun égard à ces considérations; ce n'est pas la maison elle-même que l'utilité publique réclamait dans son intérêt; le terrain seul lui était nécessaire, et elle ne paiera que ce terrain. Cette disposition résulte clairement de la loi du 16 septembre 1807, art. 52, ainsi conçu :

« Lorsqu'un propriétaire fait volontairement démolir sa maison, ou lorsqu'il est forcé de la démolir pour cause de vétusté, il n'a droit à indemnité que pour la valeur du terrain délaissé, si l'alignement qui lui est donné par les autorités compétentes le force à reculer sa construction. »

On ne peut s'empêcher assurément de taxer d'injustice un principe aussi étroit qui, par son application dans certaines villes, peut enlever au propriétaire dépossédé une grande partie de sa fortune. Des réclamations se sont élevées, et on a cherché à interpréter différemment l'article précité. Dans cette lutte entre l'intérêt de la propriété et l'intérêt des travaux ou des nécessités publiques, la jurisprudence a fixé irrévocablement les droits respectifs des parties en statuant :

Que, d'après les art. 50 et 52 de la loi du 16 sept. 1807, les propriétaires des maisons et édifices qui doivent, en tout ou en partie, être compris dans les alignements arrêtés, et être rendus à la voie publique, ne sont pas à l'instant dépossédés de leurs propriétés, ni tenus de se reculer ou de démolir de suite; qu'ils continuent au contraire de jouir de leurs maisons ou bâtiments dans l'état où ils se trouvent, jusqu'à ce que ces édifices soient sujets à être démolis pour cause de vétusté, ou que volontairement ils les demolissent eux-

mêmes; qu'alors seulement, c'est-à-dire au moment de la démolition, ils ont droit à l'indemnité de la valeur du terrain à délaisser. (Cass., 7 août 1829.)

Les défenseurs de ce principe soutiennent que le propriétaire dépossédé est suffisamment indemnisé par la jouissance qui lui a été laissée de sa maison, postérieurement à l'alignement; qu'on l'oblige à la détruire, il est vrai, mais seulement lorsque l'état de vetusté de ladite maison contraindrait le propriétaire lui-même à la raser, et à l'egaliser au sol; qu'ainsi on ne doit accorder d'indemnité que pour ce même terrain, parce que la maison n'avait plus réellement d'autre valeur que celle du sol.

De tels principes, selon nous, ne sont pas de justice rigoureuse; mais on est forcé de reconnaître que cette modification de la propriété foncière est commandée, non-seulement par l'utilité publique, mais par la nécessité. En effet, disait le défenseur de l'administration, si, pour rectifier l'alignement d'une rue dans une ville, ainsi que les traverses des anciennes routes, il fallait payer toute espèce d'indemnités ni les villes et communes, ni le budget de l'état lui-même, n'en pourraient supporter la depense qu'en la répartissant sur un grand nombre d'années. A l'égard des villes et communes surtout, toute amélioration serait souvent impossible; or le principe de la propriété n'a pas seul le privilége d'être absolu, et tel qu'il est modifié par le droit public, l'harmonie renaît entre le droit de chacun et l'utilité de l'état et des communes.

Cependant, un arrêt de la cour royale de Paris, en date du 11 novembre 1835, porte que dans la fixation de l'indemnité due par suite d'expropriation pour cause d'utilité publique, on doit avoir égard, non-seulement à la valeur vénale des terrains cédes, mais encore au préjudice qu'éprouve le propriétaire exproprié, soit à raison de la dépréciation du terrain restant, soit à raison des travaux qu'il a été obligé de faire sur ce terrain par suite de l'expropriation.

Les indemnités ci-dessus sont celles qui sont dues à raison de la *moins value;* mais il est un genre tout différent d'indemnité, celle de *plus value* que les travaux publics peuvent procurer aux propriétés particulières. Voilà ce que dit, à ce sujet, l'article 50 de la loi du 16 septembre 1807 :

« Lorsque, par l'ouverture de nouvelles rues, par la formation de places nouvelles, par la construction de quais, ou par tous autres travaux publics, généraux, départementaux ou communaux, ordonnés ou approuvés par le gouvernement, des propriétés privées auront acquis une notable augmentation de valeur, ces propriétés pourront être chargées de payer une indemnité qui pourra s'élever jusqu'à la valeur de la moitié des avantages qu'elles auront acquis. Le tout sera réglé par estimation, dans les formes prescrites par la présente loi, etc. »

L'application de cette disposition offre tant de difficultés qu'elle a rarement eu lieu; cela provient en grande partie de ce que l'indemnité d'expropriation étant préalable, et la plus value n'étant ordinairement appréciable qu'assez longtemps après l'exécution des travaux, on ne peut guère la prendre en considération, et moins encore en déduction, lors de la fixation de l'indemnité première.

C'est sans doute par ce motif que la loi du 8 mars 1810 n'a rien dit explicitement sur les plus values; mais comme, par l'art. 27 et dernier, elle n'a rapporté de la loi de 1807 que les dispositions contraires au texte de la nouvelle loi, il s'en suit que les dispositions de la loi de 1807, sur les plus values, étaient demeurées en vigueur.

Un arrêt de la cour de cassation du 22 janvier 1829, rendu dans ce sens, porte :

« Que la compensation ordonnée par l'art. 54 de la loi du 16 septembre 1807, entre l'indemnité due au proprietaire exproprié et la plus value qui résulte en faveur des terrains qu'il conserve, n'a été abolie, ni par l'art. 27 de la loi du 8 mars 1810, qui n'abroge que les dispositions qui lui sont contraires, ni par la Charte qui n'a voulu accorder au propriétaire que l'équivalent du dommage qu'il éprouve, et non des bénéfices pour l'enrichir; ainsi cette disposition doit toujours être exécutée. »

Le principe de la plus value a été faiblement maintenu par l'art. 51 de la loi du 7 juillet 1833, ainsi conçu :

« Si l'exécution des travaux doit procurer une augmentation de valeur immédiate et spéciale au restant de la proprieté, cette augmentation pourra être prise en considération dans l'évaluation de l'indemnité. »

Cas où l'autorisation supérieure est ou non nécessaire.

Lorsque, conformément à la loi du 16 septembre 1807, une commune est dans la nécessité d'acheter ou de céder à un propriétaire les parcelles de terrain qui doivent border la voie publique, doit-on se borner à faire determiner par experts l'indemnité qui peut être due au propriétaire ou à la commune, et celle-ci doit-elle en recevoir le montant sans autre autorisation? Considérant ces sortes de transactions comme des acquisitions ou des aliénations ordinaires d'immeubles, doit-on, au

contraire, adresser les pièces au ministère pour être soumises à l'approbation royale ?

Il y avait incertitude dans la jurisprudence sur cette question d'administration journalière, mais un avis du Conseil d'état du 1er décembre 1835, approuvé par le ministre, semble l'avoir fixée désormais. Il porte :

« Que dans le cas où une commune cède ou achète les terrains qui sont compris ou exclus par le plan d'alignement, à l'époque où un propriétaire veut construire ou reconstruire, suivant cet alignement, le plan d'alignement a donné implicitement à la commune, toute l'autorisation nécessaire pour le faire exécuter; mais qu'il n'en est pas de même dans le cas où un propriétaire peut vouloir, avant le temps où la vétusté de sa maison l'oblige à reculer, vendre tout ou partie de sa propriété, comme aussi dans celui où la commune peut croire convenable de l'acheter. Dans ce cas, ce n'est plus par suite du plan d'alignement que la commune fait cette opération. Ainsi, une autosation nouvelle est nécessaire, et l'acquisition doit être précédée d'une déclaration d'utilité publique, si les parties ne sont pas d'accord, ou d'une ordonnance royale autorisant la vente à l'amiable. »

D'après cet avis, les préfets doivent donc soumettre seulement au ministre les demandes des communes relatives à des acquisitions ou à des aliénations immobilières faites en vertu d'un alignement, toutes les fois qu'il ne s'agira que de portions de terrains cédées ou retranchées de la voie publique, en exécution des plans approuvés, au fur et à mesure que les propriétaires feront démolir leurs bâtiments, volontairement ou pour cause de vétusté. Dans ce cas il leur suffira d'autoriser, dans les budgets dont le règlement leur appartient, les crédits nécessaires pour le paiement des indemnités dues et fixées conformément à la loi du 16 septembre 1807, art. 51. (V. Circ. min. 23 janv. 1836.)

§ 10. Contraventions en matière d'alignement.

L'alignement est antérieur ou postérieur aux constructions faites le long de la route. Antérieur, il a pour effet de soumettre à la démolition la maison qui le dépasse ; mais il faut que l'alignement soit dépassé, car la construction dans l'alignement, mais non autorisée, n'entraînerait que l'application de l'amende. Postérieur à la construction, l'alignement empêche seulement de la réparer ou consolider si elle empiète. (Cormenin, p. 629. V. **Voirie.**)

Mais il est important de remarquer que cette défense de réparer sans permission ne s'applique pas aux parties supérieures de la maison ; elle ne concerne que les fondations et les travaux confortatifs. Le but de cette disposition ayant été d'épargner à l'état la nécessité de payer le prix de l'immeuble, alors qu'il est encore dans un état parfait de solidité, ce qui lui importe peu d'ailleurs et ne tendrait qu'à lui faire inutilement payer trop cher une maison qu'il n'achète que pour abattre. (Circ. min. 15 fév. 1806.)

Faute de se conformer à cette demande en autorisation pour réparer les murs de face, les propriétaires ou locataires doivent être condamnés à l'amende et à la démolition des ouvrages. En la prononçant, les conseils de préfecture peuvent, s'il y a lieu, ordonner la vente des matériaux provenant de la demolition pour subvenir au paiement des frais qu'elle occasionne. (C. d'état, 2 août 1826, 12 avril 1832.)

Mais il ne leur appartient pas de prononcer en même temps la reprise d'alignement.

Les mots suivants de l'arrêt de 1765 : « Sis et joignant les routes, étaient autrefois interprétés d'une matière si étendue par la direction générale des ponts-et-chaussées qu'elle prétendait avoir le droit d'obliger à l'alignement les propriétaires de maisons situées même en deçà des routes, sous prétexte que ces bâtisses reculées produisaient des enfoncements favorables à la malveillance ; mais le Conseil d'état a par plusieurs arrêts, condamné une pareille interprétation qui tendait à grever les citoyens d'une servitude très-onéreuse, à quelque distance de la route que fussent élevées leurs constructions. Il a donc déclaré que l'administration des ponts et-chaussées n'avait d'autre mission que de conserver la viabilité des routes sous le rapport de leur construction et de leur entretien, sauf ensuite à l'autorité administrative à prendre les mesures autorisées par les réglements dans l'intérêt de la sûreté des personnes ou de la propreté de la voie publique.

Il n'y a donc lieu à poursuivre les propriétaires et à leur appliquer les peines prononcées par l'arrêt de 1765, qu'autant qu'ils font sans autorisation des réparations aux murs de face qui touchent immédiatement à l'alignement, lorsqu'ils se trouvent hors de la ligne désignée par l'alignement, bien que dépendant de la maison dont une partie y est assujettie. Mais l'amende ou la démolition devraient être également prononcées, suivant les cas, lorsque sans être apparentes à l'exterieur, les reconstructions qui auraient dû être autorisées, sont intérieures et confortatives des murs sujets à l'alignement. (C. d'état, 25 juin 1830.)

Tel serait le cas, par exemple, où un propri-

taire substituérait deux colonnes de fonte à deux colonnes en bois dans le mur de face de sa propriété sujette à reculement. (C. d'état, 25 mars 1853.)

A plus forte raison, lorsqu'un particulier a démoli la façade de sa maison située sur une route royale et l'a reconstruite sur des anciennes fondations sans se conformer à l'alignement prescrit par l'arrêté du préfet, il a commis une contravention dont le conseil de préfecture peut justement ordonner la répression.

Mais il en serait autrement, et le conseil de préfecture excéderait les limites de la peine à appliquer, en ordonnant la démolition entière de la partie de la maison qui est en saillie sur la voie publique, tandis qu'il n'aurait dû ordonner que la démolition des ouvrages faits sans autorisation. S'il résulte des circonstances de l'affaire que cette démolition n'est pas nécessaire, elle ne doit pas être ordonnée; mais il y a lieu à l'amende pour le fait de contravention, et néanmoins elle peut être modérée proportionnellement au délit. De même, lorsqu'un propriétaire à fait recrépir et réparer la façade de sa maison sur une grande route, sans en avoir obtenu la permission, il doit être condamné à l'amende aux termes de l'arrêt du 27 fev. 1765; mais le conseil de préfecture ferait une fausse application de cet arrêt en ordonnant en outre la démolition du mur recrépi, au lieu de se borner à la démolition de ce recrépissage, et même il y a lieu de le maintenir lorsqu'il est reconnu par l'administration qu'il n'est pas de nature à consolider la façade de la maison.

§ 11. Réparation et démolition des bâtiments qui menacent ruine.

Outre le droit que la loi donne à l'autorité d'ordonner l'avancement ou le reculement des maisons situées sur les grandes routes, elle peut encore ordonner la réparation ou la démolition des édifices qui menacent ruine, lorsque les procès-verbaux ont constaté l'impossibilité matérielle de les réparer. Lorsque, au contraire, les réparations sont possibles, le préfet ordonne qu'elles seront faites, et signifie au propriétaire son arrêté, avec la désignation d'un expert pour le cas où il contesterait. Si le propriétaire reconnait la nécessité des réparations, il doit les faire effectuer dans le delai fixé; sinon, il doit former opposition à l'arrêté du prefet et désigner un expert. L'opposition est portée devant le conseil de prefecture; la même formalité a lieu quand, les réparations ne pouvant être faites, il s'agit de démolir la maison.

Mais en cas d'urgence, l'administration en notifiant au propriétaire l'arrêté du préfet, lui indique un bref délai dans lequel il doit faire lui-même les réparations ou démolitions. A defaut par celui-ci de s'y conformer, les dites mesures sont exécutées d'office, et le contrevenant est ensuite cité devant le conseil de préfecture qui prononce l'amende et la condamnation aux dépens. Dans ce cas, il n'est dû aucune indemnité.

§ 12. Bornes milliaires et départementales.

Les bornes milliaires sont placées sur les routes royales et départementales pour indiquer le nombre de lieues qui se comptent à partir du Parvis Notre-Dame de Paris pris pour centre de la capitale.

Le système de bornage actuel a été introduit sous le règne de Louis XIV. Le conseil général des ponts-et-chaussées a plusieurs fois émis le vœu d'assujettir ce bornage au système métrique, mais cette amélioration n'a pas encore été obtenue. Quant aux bornes départementales, une circulaire du directeur général des ponts-et-chaussées, en date du 11 fév. 1813, a ordonné leur pose sur les grandes routes. Ces bornes doivent avoir deux mètres de hauteur et porter les noms des deux départements limitrophes.

Section II. — Arbres des routes: § 1er Plantation des arbres [1].

Si l'on considère l'immense utilité des bois pour les travaux nécessaires au charonnage, à l'artillerie et à la marine, d'une part, et de l'autre l'embellissement qui résulte pour une route de plantations régulières, on comprendra les motifs qui ont dicté de tout temps les ordonnances par lesquelles nos rois prescrivirent les plantations sur les routes. La plus ancienne est celle de François Ier, du mois de fév. 1522; elle enjoint sous peine d'amende à tous les riverains de planter des ormes, afin, est-il dit, qu'avec le temps le royaume en soit suffisamment pourvu. De nombreux réglements, arrêts du conseil et ordonnances des autres rois, consacrèrent le même principe, en y introduisant des

[1] On lit, dans un mémoire de l'an XII, qu'il serait possible de planter 9 millions de pieds d'arbres sur les routes, et qu'à raison de 1 franc par pied d'arbre, les frais de plantation seraient de 9 millions de francs dont le produit annuel, en coupe réglée, serait de 9 à 10 millions à répartir entre les ayant-droit aux plantations.

Mais il s'en faut bien que toutes les routes aient été plantées; on a rencontré de grandes résistances qui, pour la plupart, venaient des intérets opposés du gouvernement et des propriétaires, et surtout d'une sorte de lutte entre les propriétaires et leurs fermiers.

dispositions pénales et coercitives; on remarque surtout l'édit. du 2 mai 1720, qui en cas de refus du riverain, autorisait le seigneur à planter sur le terrain de celui-ci et conséquemment à user de tous les profits, de tous les produits de ces plantations en bois ou en fruits. Il n'y avait pas de délai pour la mise en demeure des riverains, de sorte que les seigneurs s'empressaient de planter et d'assujettir ainsi ces derniers à une servitude non méritée et à une peine non encourue. Mais pour éviter ces abus, un édit subséquent d'avril 1776 fixa le délai à un an, passé lequel les seigneurs pouvaient exercer ce droit légalement.

La législation moderne repose sur un arrêté du 18 messidor an X, sur une loi du 28 février 1807, un décret du 16 décembre 1811 et enfin une loi du 12 mai 1825.

Le premier place sous la surveillance de l'administration générale des forêts, les arbres des grandes routes et ceux des canaux, et la charge de la plantation, de l'elagage et de l'exploitation de ces arbres, sauf toutefois à se conformer à l'alignement donné par les ingénieurs des ponts-et-chaussées.

La loi de 1807 porte au contraire (art. 1er) que les grandes routes du royaume non plantées et susceptibles de l'être le seront en arbres forestiers ou fruitiers, suivant les localités par les propriétaires riverains;

(Art. 2.) Que les plantations seront faites dans l'intérieur de la route et sur le terrain appartenant à l'état avec un contre-fossé qui sera fait et entretenu par l'administration des ponts-et-chaussées.

(Art. 3.) Que les propriétaires riverains auront la propriété des arbres et de leur produit, sans pouvoir cependant les couper, abattre ou arracher que sur une autorisation donnée par l'administration préposée à la conservation des routes, et à la charge du remplacement;

Enfin (Art. 4.), que dans les parties des routes où les proprietaires riverains n'auront pas usé dans le délai de deux ans, à compter de l'époque à laquelle l'administration aura désigné les routes qui durent être plantées, de la faculté qui leur est donnée par l'article précédent, le gouvernement donnera des ordres pour faire exécuter la plantation aux frais des riverains; enfin que la propriété des arbres plantés leur appartiendra aux mêmes conditions imposées par l'article précédent.

Le décret de 1811, qui survint ensuite, consacra de nouveau cette obligation de planter les routes impériales, y contraignit les communes ou les propriétaires riverains, et fixa la distance, qui doit être d'un mètre à partir du bord extérieur des fossés et suivant l'essence des arbres.

Enfin, par son article 93 le même décret porte que tous les arbres morts seront remplacés dans les trois derniers mois de chaque année par le planteur, sur la simple réquisition de l'ingénieur en chef.

Ces dispositions sont toujours obligatoires, et un arrêt du Conseil d'état du 20 février 1822, déclare qu'un propriétaire ne serait pas fondé à prétendre qu'il les ignorait, surtout lorsque comme dans l'espèce les plantations ont été ordonnées pendant plusieurs années par des arrêtés successifs du préfet; que les plantations d'office n'ont eu lieu qu'après des adjudications publiques annoncées par affiches, et qu'il est constant qu'avant l'exécution, des piquets ont été plantés et des trous ouverts sur la propriété trois mois avant les plantations, sans que, dans cet intervalle, il eût été fait aucune réclamation. (C. d'état, 20 fév. 1822.) Cette mise en adjudication des plantations à faire est en effet la seule voie à suivre. Lorsque, après une mise en demeure suffisante, les proprietaires riverains ont constamment refusé d'obtempérer aux réquisitions faites à ce sujet, ils sont alors condamnés à rembourser les frais de la plantation, et à payer en outre une amende d'un franc par pied d'arbre. Le recouvrement en est poursuivi d'après une taxe, et dans la même forme que celui des contributions directes.

En ce cas, la condamnation est prononcée par le conseil de préfecture, par voie d'arrêt et non dans la forme réglementaire. (C. d'état 22 fév. 1822; Ibid. 28 oct. 1831. V. Cotelle, tom. II, pag. 123.)

Quant aux plantations non obligatoires sur les terrains voisins des routes, elles ne peuvent avoir lieu sans autorisation à une distance moindre de 6 mètres de la route, auquel cas, les riverains sont tenus de demander et d'obtenir l'alignement donné par le préfet. Au-delà de cette distance ils ne sont assujettis à aucune autorisation.

On ne saurait dans ces distances appliquer les règles que le Code civil indique pour celles des constructions et plantations, mais on doit au contraire s'appuyer sur l'article 650 du même Code qui porte que les servitudes, en ce qui concerne les routes, sont fixées par des lois spéciales ou par des réglements particuliers.

§ 2. Propriété des arbres, Élagage.

Les dispositions aussi nombreuses qu'obscures des anciennes lois et ordonnances sur la propriété

des arbres donnèrent lieu pendant longtemps à une foule de contestations. L'art. 86 du décret de 1811 pour trancher toutes les difficultés, avait déclaré que tous les arbres plantés sur le terrain des routes appartenaient à l'état, excepté ceux qui avaient eté plantés en exécution de la loi de 1807 précitée. Mais cette disposition était une violation manifeste du droit de propriété à l'égard de ceux qui possédaient en vertu de titres valables anterieurs à la loi de 1807, et l'on sentit la nécessité d'arrêter tant d'injustices. Ce fut dans ce but que la loi du 12 mai 1825 intervint. Elle attribue aux particuliers les arbres actuellement existants sur le sol des routes royales et departementales, à la charge par eux de justifier qu'ils les ont légitimement acquis à titre onéreux, ou qu'ils les ont plantés à leurs frais en exécution des anciens réglements.

Cependant cette propriété n'emporte pas leur libre disposition, car l'art. 2 de la loi de 1825 porte que ces arbres ne pourront être abattus que lorsqu'ils donneront des signes de dépérissement et sur une permission de l'administration.

Faute de demander cette autorisation il y a lieu d'appliquer l'art. 101 du décret de 1811, d'après lequel celui qui abat un arbre sans autorisation doit être condamné à une amende qui sera la triple valeur de l'arbre abattu. Cependant la bonne foi du délinquant peut faire réduire l'amende à leur valeur simple. (C. d'état, 3 fév. 1832.)

Il en serait autrement si l'arbre avait été abattu par des tiers non possesseurs, auquel cas l'art. 445 du Code pénal, qui prononce la peine d'emprisonnement de 6 jours à 6 mois est applicable.

Ces dispositions sont absolues, et peu importe que les arbres aient été plantés autrefois par des seigneurs voyers. L'état, dans une espèce semblable, a voulu revendiquer devant la cour de Cassation (24 déc. 1835) un droit de proprieté, au préjudice d'un héritier de l'un de ces seigneurs voyers.

La féodalité, disait-il, est abolie en France : elle l'est par la loi et surtout par nos mœurs ; cependant il est incontestable que le susdit héritier n'a puisé que dans ce régime le droit dont il se prevaut aujourd'hui. Son auteur n'était en effet voyer que parce qu'il était seigneur. Ces titres et les prerogatives qui y étaient attachées ont été abolis, mais ces prétentions ne tendraient qu'à les faire revivre. En effet la loi de 1825 autorise les particuliers qui ont fait planter anciennement des arbres à leurs frais, à les faire abattre, mais seulement à la charge de les replanter pour les couper de nouveau au bout d'un certain temps : il s'en suivrait donc que pour l'avenir un titre de seigneur et de voyer serait reconnu authentiquement et conférerait certains droits repoussés par la législation. » Mais la cour a décidé que la loi de 1825 etait conçue en termes généraux et devait par conséquent s'appliquer à tous ceux qui, en vertu des réglements alors existants, avaient à quelque titre que ce fût planté des arbres dont la propriété leur était attribuée par un réglement ; et que les arbres réclamés ayant été plantés par le susdit seigneur voyer à ses frais, en exécution des anciens réglements, on ne pouvait voir dans cette réclamation l'exercice d'un droit féodal, mais au contraire celui d'un droit de propriété. (*Journal du Droit* 1er janv. 1856.)

Le droit de propriété sur les arbres, reconnu par la loi de 1825 aux riverains, ne leur donne cependant même pas le droit de les élaguer sans la permission de l'administration. En cela elle confirme l'art. 102 du décret de 1811. Ces travaux d'élagage ne peuvent avoir lieu qu'aux époques et suivant les indications contenues dans l'arrêté du préfet, et sous la surveillance des ingénieurs des ponts-et-chaussées : le défaut d'autorisation donne lieu à des poursuites contre les délinquants comme coupables de dommages causés aux plantations des routes.

L'élagage des arbres appartenant à l'état ou aux communes, est exécuté au rabais et par adjudication publique. La vente des branches elaguées et des arbres en partie déracinés est faite par voie d'adjudication publique ; le profit en est versé comme fonds spécial et affecté au service des ponts-et-chaussées si ces arbres appartiennent à l'etat, et dans les caisses respectives des communes auxquelles ils appartiennent. (D. 1811, art. 103, 104.)

Les contestations sur la propriété des arbres sont portées devant les tribunaux ordinaires, et les droits de l'état y sont défendus à la diligence de l'administration des domaines. (L. 12 mai 1825.)

Quant aux contraventions qui consisteraient dans l'abattage ou l'elagage non autorisés des arbres, les conseils de prefecture, comme compétents dans toutes les matières de grande voirie, doivent en connaître. Cette attribution leur est spécialement conférée par la loi du 29 floréal an X, mais seulement pour prononcer des condamnations pécuniaires ; elle ne s'etend pas aux peines d'emprisonnement. (Garnier 221.)

Ils doivent egalement prononcer l'application de la loi lorsque des riverains n'ont pas observé les distances prescrites par l'art. 90 du décret de 1811 et par l'arrête du prefet. (C. d'état, 9 juin 1830.)

Les lois de la voirie ne contiennent aucune disposition relative aux haies qui font dans certains départements la clôture des champs et la bordure des routes. Il faut donc s'en référer à l'art. 670 du Code civil qui présume mitoyenne toute haie qui sépare des héritages, à moins qu'il n'y ait qu'un seul des héritages en état de clôture, ou qu'il n'y ait titre ou possession suffisante ou contraire.

Section III. — § I. Mode d'entretien des routes. Surveillance, Tournée des préfets et sous-préfets, Surveillance des maires.

Autrefois l'entretien des routes était passé en marché à des entrepreneurs qui devaient, après un certain nombre d'années, remettre dans le meilleur état les portions de routes comprises dans leur marché. Ce système fut reconnu mauvais, à cause de la trop grande économie apportée dans l'emploi des matériaux.

Le décret de 1811 substitua un nouveau mode qui consistait à diviser les routes par cantons correspondant aux différents relais de poste, et à adjuger séparément pour chacune de ces divisions la fourniture et la main-d'œuvre: cette dernière disposition avait pour but d'empêcher l'économie de matériaux rendue plus difficile, alors qu'ils n'étaient pas employés par les mêmes individus. On avait espéré que les maîtres de poste, intéressés au bon entretien des routes se seraient volontiers rendus adjudicataires; aussi le décret, par exception en leur faveur autorisait de leur adjuger à la fois la fourniture et la main-d'œuvre. Mais le nouveau système n'amena encore aucun résultat satisfaisant, et l'expérience démontra que le meilleur de tous était celui dont on fait usage aujourd'hui. Il consiste dans l'emploi des matériaux par des ouvriers salariés ou cantonniers, qui exécutent chaque jour leurs travaux sous la direction des ingénieurs et conducteurs des ponts-et-chaussées. Dans certaines circonstances ils sont autorisés à prendre avec eux des ouvriers au compte de l'administration. Ce mode offre d'autant plus d'avantages que l'on a plus d'action sur les agents charges de ces travaux, et que pour eux l'espoir de l'avancement, c'est-à-dire de devenir piqueurs ou conducteurs devient un motif d'émulation et de travail. M. Cotelle rapporte la décision d'un conseil général du département qui avait eu pouvoir décider que la main-d'œuvre pour l'entretien des routes départementales serait à l'avenir l'objet d'une adjudication, et la lettre du directeur général en réponse. Celle-ci après avoir rappelé qu'une telle décision était hors des pouvoirs d'un conseil général, convient que sans contredit l'entretien des routes est susceptible d'amélioration, mais que jusqu'à ce jour aucun système plus avantageux ne s'était offert aux recherches de l'administration. Il y a lieu de continuer l'observation du réglement en vigueur pour l'entretien des routes par les cantonniers. (Dépêche de M. Legrand 24 août 1832; Cotelle t. 2, p. 40.)

Toutes les dispositions du décret de 1811, quant à la surveillance, continuent à être en vigueur. Elles en chargent spécialement les préfets, sous-préfets et maires pour les routes de leurs départements, arrondissements et communes.

A cet égard l'art. 58 porte que la surveillance des maires sur l'état des routes de leurs communes et sur le service des cantonniers qui y sont placés, doit s'exercer par une inspection des travaux qu'ils pourront faire aussi fréquemment qu'ils le jugeront convenable en se faisant accompagner par les cantonniers. Le résultat de leurs observations n'a aucun effet médiat sur ces derniers, mais ils doivent l'envoyer au sous-préfet sur-le-champ s'il y a urgence; communication en est faite alors à l'ingénieur ordinaire.

Les sous-préfets n'ont également qu'un pouvoir de surveillance. Aussi sont-ils tenus de faire quatre fois chaque année l'inspection des routes royales de leur arrondissement, et de se transporter en outre sur tous les points des routes dont l'état est l'objet d'une contradiction entre les rapports des maires et des ingénieurs; dans ce cas ils peuvent décider la difficulté ou en faire leur rapport aux préfets.

La même inspection est recommandée à ceux-ci. Dans leurs tournées et leurs visites spéciales sur les routes, les préfets et sous-préfets doivent appeler devant eux les maîtres de poste et entendre leurs dires sur la conduite journalière et l'état des travaux d'entretien des routes de leur canton. (D. 1811, 58, 59, 60, 61, 66.)

L'art. 84 du décret qui détermine cette surveillance hiérarchique oblige en outre les ingénieurs ordinaires après chacune de leurs tournées, à adresser à l'ingénieur en chef un tableau sommaire et exact de la situation des routes dans leur arrondissement. L'ingénieur en chef remet au préfet un tableau général formé des tableaux dressés par les ingénieurs ordinaires; enfin le préfet doit transmettre ce tableau au directeur général des ponts-et-chaussées en y joignant le résultat de ses observations et de celles des sous-préfets pendant les tournées. Ce travail doit être mis quatre fois l'an sous les yeux du ministre de l'intérieur.

§ 2. Surveillance de l'autorité militaire sur les routes.

Les travaux des routes, canaux de navigation; fleuves et rivières navigables qui traversent des places de guerre ou des portions de leurs fortifications, font partie des attributions du ministre de la guerre dans l'étendue de ces mêmes fortifications ainsi qu'à 5,000 toises de la crête des chemins couverts, lorsque, par des décisions spéciales, certaines portions de ces travaux n'ont pas été, par exception, attribuées au ministre de l'intérieur.

Sont aussi dans ses attributions, les écluses d'inondation des places fortes et des lignes de défense, et les canaux et rivières qui servent de fossés aux lignes de défense. (D. 13 fruct. an XIII, art. 2.)

§ 3. Baux d'entretien applicables aux routes royales et départementales.

Lorsque par des travaux de réparation on est parvenu à mettre les ouvrages en bon état d'entretien, et qu'il est possible de prévoir quels seront moyennement les frais de cet entretien pendant un certain nombre d'années, il peut être avantageux pour l'administration de passer des baux d'entretien avec rabais et concurrence comme pour les adjudications des travaux neufs.

Le titre 6 du décret du 16 décembre 1811 est entièrement consacré à régler le mode d'entretien des routes. Pour procéder d'une manière uniforme à l'exécution de ce décret, le directeur général des ponts-et-chaussées a adressé aux préfets, le 9 mai 1812, deux modèles de devis pour les baux d'entretien des routes. Le premier concerne la fourniture et l'approvisionnement des matériaux, le second s'applique à leur emploi et aux autres mains d'œuvre.

D'autres circulaires, du 30 juin suivant et du 15 février 1815, rappellent aux ingénieurs la surveillance qu'ils doivent exercer sur des travaux d'entretien.

Enfin le 31 août 1833 une quatrième circulaire aux préfets leur transmet un nouveau devis d'entretien.

§ 4. Barrières de dégel.

Parmi les moyens employés pour assurer la viabilité et l'entretien des routes, on range les barrières de dégel. Elles ont pour but à l'époque du dégel d'empêcher la circulation des voitures sur les routes qui, dans l'état où elles se trouvent alors par suite de l'influence atmosphérique seraient en peu de temps dégradées sans cette précaution.

Aussitôt donc que le dégel est déclaré, et qu'il y a nécessité d'interrompre la circulation, les ingénieurs en préviennent les sous-préfets qui font fermer les barrières et adressent leurs arrêtés pris à cet effet, aux maires des communes pour être publiés et affichés. Il n'y a d'exception à cet ordre de ne pas circuler, qu'en faveur des courriers de la malle, des voitures suspendues et des messageries, pourvu que leur poids n'excède pas 800 kilogrammes pour les voitures à 2 roues et 1800 kilogrammes pour celles à 4 roues.

L'ordre de rouvrir les barrières n'est délivré que sur l'attestation des ingénieurs constatant que les routes sont suffisamment raffermies pour ne plus souffrir de la pression des voitures lourdement chargées. (O. 23 déc. 1816.)

Les contraventions relatives à l'établissement des barrières de dégel sont assimilées aux autres contraventions en matière de grande voirie, et conséquemment, la connaissance en appartient aux conseils de préfecture. (C. d'état, 6 av. 1821.)

§ 5. Fossés des routes.

De tout temps les fossés ont été reconnus des ouvrages nécessaires à l'entretien des routes. Leur utilité a été déclarée dans les termes suivants par un arrêt du conseil du 26 mai 1705 : « Ordonne Sa Majesté qu'il sera fait des fossés de quatre pieds de largeur sur deux de profondeur, à l'extrémité des chemins de terre qui sont de chaque côté du pavé, de quelque largeur qu'ils se trouvent actuellement dans les grandes routes, et autant pour l'écoulement des eaux que pour conserver la largeur des chemins et des héritages riverains, lesquels fossés seront entretenus par les riverains, chacun en son droit.

Différents arrêts postérieurs, du 5 mai 1720, 16 février 1776, 17 juillet 1781, etc., statuant sur le plus ou moins de profondeur que ces fossés doivent avoir, en déterminent également les talus et pentes nécessaires pour l'écoulement des eaux.

La loi la plus récente qui ordonne l'ouverture des fossés le long des grandes routes est celle du 9 ventôse an XIII, dont l'art. 2 porte que « les plantations seront faites dans l'intérieur de la route et sur le terrain appartenant à l'état, avec un contre-fossé qui sera fait et entretenu par l'administration des ponts et-chaussées. »

Cette dernière disposition en déchargeant les propriétaires des frais du curage de ces fossés, assurait d'une part leur entretien jusque là mal ordonné, et de l'autre faisait cesser de justes clameurs; car il était peu équitable de faire supporter à un petit nombre une partie de l'entretien des routes dont l'usage appartient à tous.

Mais ces considérations n'arrêtèrent pas le gouvernement impérial, et l'article 109 du décret de 1811, nonobstant l'avis contraire de l'administration des ponts-et-chaussées, mit à la charge des riverains les travaux d'entretien, de curage et de réparation des fossés des grandes routes; sur leur refus, le même article autorisait les agents des ponts et chaussées à faire faire ces travaux aux frais des propriétaires et à se faire payer sur des rôles rendus exécutoires par les préfets.

Cet état de choses dura longtemps, mais il y eut tant de réclamations sur l'illégalité de cette servitude, que la loi du 12 mai 1825 les mit à la charge de l'état; « l'article 1er déclare à ce sujet que le curage et l'entretien des fossés qui font partie de la propriété des routes royales et départementales seront opérés par les soins de l'administration publique, et sur les fonds affectés au maintien de la viabilité desdites routes. »

L'état, prenant désormais le curage des fossés à sa charge, il en résulte que toute contestation sur la question de propriété devient beaucoup plus simple; et cependant, même avant la loi de 1825, nul doute que la propriété des fossés n'appartînt en entier à l'état. On a voulu argumenter de ce que suivant l'article 667 du Code civil il y avait marque de non mitoyenneté, lorsque la levée ou le rejet de la terre se trouve d'un seul côté seulement, mais on ne saurait s'armer ici d'une telle présomption puisque conformément aux usages, et pour la plus grande liberté de la circulation, l'article 4 de l'arrêt de 1720 prescrivait le rejet des terres sur l'héritage riverain. C'était donc une servitude qu'ils supportaient, et non une marque de possession. Par la présomption de droit, les fossés font partie intégrante des routes, et il ne peut pas y avoir de possession contraire à cause de leur imprescriptibilité; en outre, ne résulte-t-elle pas pleinement en faveur de l'état des dispositions du décret de 1811 et de la loi du 2 mai 1825 qui lui attribuent la propriété des arbres plantés en dedans des fossés, ce qui ne pourrait pas être, d'après l'article 552 du Code civil, si les fossés n'appartenaient exclusivement à l'état.

Cependant cette règle peut ne pas être sans exception. Ainsi ceux des riverains qui auront établi un fossé à leurs frais en se conformant à l'alignement doivent pour se former un titre de propriété faire dresser un procès-verbal constatant que cet alignement a été observé. En outre, la disposition des lieux et l'application des titres de propriété pourraient amener à reconnaître, à défaut de procès-verbal, que le fossé appartient au riverain et ne fait pas partie de la route.

§ 6. Pente des routes.

Successivement, et toutes les fois que les allocations annuelles de fonds l'ont permis, l'administration s'est livrée à l'amélioration et au perfectionnement des anciens tracés : elle a cherché surtout à adoucir les pentes, et malheureusement jusqu'à présent, les fonds ont été insuffisants.

Le directeur général des ponts-et-chaussées, dans une circulaire aux préfets, de septembre 1831, les invite à examiner si les fortes pentes des routes ne pourraient pas être corrigées en confiant ce travail à des entrepreneurs qui consentiraient à recevoir, pour prix de la dépense, la concession d'un péage à temps limité, pourvu toutefois que ce péage fût combiné de manière à ne pas excéder le prix des chevaux de renfort dont on était obligé de se servir sur les pentes à rectifier.

Une seconde circulaire du 12 octobre 1832 appelle de nouveau l'attention des préfets sur la correction des fortes pentes des routes, au moyen de péages.

Section IV. — Servitudes imposées par les routes. — § 1er Extraction des matériaux.

(V. vo **Travaux publics, § 3 Des carrières et sablières**, où nous avons indiqué les obligations des entrepreneurs et les servitudes imposées aux propriétaires.) — Des dispositions sur cette matière, il résulte en résumé :

1° Que les entrepreneurs de routes peuvent prendre la pierre, le sable et autres matériaux dans tous les lieux indiqués par les devis et adjudications; et que si les matériaux indiqués ne sont pas jugés suffisants, les ingénieurs peuvent ordonner par écrit signé d'eux d'en prendre en d'autres lieux;

2° Que les propriétaires doivent être pleinement dédommagés par les entrepreneurs de tout le préjudice occasionné par la fouille et l'enlèvement des matériaux suivant l'estimation faite par l'ingénieur qui a dressé le devis des ouvrages; et que s'ils ne veulent pas se rapporter à cette estimation, une nouvelle expertise à faire par le juge de paix des lieux est ordonnée par le conseil de préfecture qui prononce définitivement (C. d'état, arr. 7 sept. 1775; LL. 11 sept. 1791, 28 pluv. an VIII; C. for., art. 145); toutefois que le paiement ne peut pas être fait préalablement aux travaux, car on ne sait pas avant de commencer les fouilles quel sera le dommage qu'elles causeront à la culture, ni de quelle quantité de materiaux on aura besoin; et qu'en outre du paiement de

l'indemnité, les entrepreneurs sont tenus de réparer le dommage causé par l'extraction des matériaux, en remettant autant que possible les lieux dans leur premier état;

3° Que les propriétaires peuvent toujours s'affranchir de la sujétion de voir faire des fouilles dans leurs fonds, ou exploiter par autrui des carrières qu'eux-mêmes pourraient avoir ouvertes en enfermant ces fonds par des murs ou autres clôtures équivalentes;

4° Que dans le cas où l'entrepreneur éprouverait de la résistance de la part d'un propriétaire, il devrait se retirer devant le maire, l'adjoint, le commissaire de police, l'ingénieur ou le conducteur des ponts-et-chaussées qui, ayant un caractère public, peuvent dresser procès-verbal de ce refus (V. art. 471, § 15, Code pénal);

5° Qu'enfin, les conseils de préfecture sont compétents pour connaître des difficultés auxquelles peuvent donner lieu ces fouilles ou extractions de matériaux, mais que s'il s'agissait de prononcer sur des violations de propriété ou des délits réels du fait de ces entrepreneurs, il y aurait lieu d'en saisir les tribunaux civils ou correctionnels suivant les cas.

On doit encore remarquer, que d'après l'article 55 du décret du 16 sept. 1807, l'état peut, lorsqu'il le juge nécessaire, poursuivre l'expropriation d'un terrain dans lequel il veut prendre des matériaux, comme si ce terrain devait être employé à la confection même de la route.

§ 2. Occupation temporaire des terrains riverains.

Un autre genre de servitude imposé aux terrains voisins des routes consiste dans l'occupation temporaire de ceux-ci. Ce qui arrive :

1° Lors de la confection ou de la réparation des routes pour l'établissement momentané des chemins de service, chantiers ou ateliers. Dans ces différents cas, les entrepreneurs doivent avertir les propriétaires, traiter avec eux à l'amiable, ou sur le refus de ceux-ci, obtenir l'autorisation d'occuper les terrains dont ils ont besoin. L'indemnité est alors réglée par le conseil de préfecture aux termes du decret du 16 sept. 1807, art. 55, 56 et 57 (V. **Dommages et intérêts**);

2° En cas d'eboulement ou d'inondation, si ces accidents, en interceptant toute communication, obligeaient pour la rétablir de pratiquer un passage sur les fonds voisins, le préfet peut alors l'autoriser par un arrêté, sauf indemnité pour les propriétaires.

Nous pensons même, que dans cette circonstance, et sans attendre l'arrêté du préfet, les voyageurs pourraient user du *droit de déclore*, applicable par le Code rural de 1791 aux chemins vicinaux, et d'après lequel chacun peut, lorsqu'un chemin est devenu impraticable, s'ouvrir une route sur les fonds voisins, lors même qu'il serait nécessaire d'en briser la clôture. D'après le même principe, l'indemnité à payer au propriétaire doit être réglée par le conseil de préfecture et payée sur les fonds spéciaux d'entretien des routes.

§ 3. Carrières, Écoulement des eaux.

L'obligation pour les propriétaires de n'ouvrir aucune carrière de pierres de taille, moellon, grès, etc., qu'à 30 toises de distance du pied des arbres plantés au long des grandes routes, rentre encore dans les servitudes auxquelles les particuliers peuvent être soumis dans l'intérêt de la sûreté des routes. Si même des carrières existent au-delà de cette distance, les entrepreneurs doivent pour l'exploiter n'ouvrir des chemins aboutissant sur la route, qu'en se conformant aux prescriptions et alignements de l'autorité.

Faute par eux de les observer ou de se servir d'autres chemins que ceux qui ont été désignés, ou disposés pour leur usage, ils encourent une amende de 500 francs prononcée alors par le conseil de préfecture. (Arr. du conseil, 5 avr. 1772.) (V. **Mines**, sect. III.)

Une autre espèce de servitude à laquelle sont soumis les propriétaires, et dont l'application se retrouve beaucoup plus fréquemment est celle de l'écoulement des eaux de la voie publique sur leurs fonds. Il est vrai que les fossés établis de chaque côté sont destinés à les recevoir; mais dans les grandes pluies, souvent toutes les eaux pluviales ne peuvent y être retenues; et c'est alors qu'elles se répandent sur les propriétés voisines.

La question de savoir si elles étaient soumises à cet écoulement a soulevé de graves discussions.

Pour l'éclairer il est nécessaire de rapporter les seules dispositions qui régissent la matière. Ce sont les ordonnances du bureau des trésoriers de France des 15 fév. 1741 et 22 juin 1751 : « elles défendent aux propriétaires dont les héritages sont plus bas que les chemins et en reçoivent les eaux, d'en interrompre le cours, soit par l'exhaussement, soit par la clôture de leurs terrains, sauf à eux néanmoins à construire et entretenir à leurs dépens des aqueducs, gargouilles et fossés propres à les debarrasser des eaux, conformément aux dimensions données, le tout sous peine de 50 francs d'amende, et d'être employé des ouvriers

aux frais des mêmes propriétaires pour la confection des ouvrages auxquels leur contravention aura donné lieu.»

On a essayé de combattre la légalité de cette servitude en s'appuyant des termes de l'article 640 du Code civil ainsi conçu : « les fonds inférieurs sont assujettis envers ceux qui sont plus éleves à recevoir les eaux qui en découlent naturellement sans que la main de l'homme y ait contribué, etc.; ainsi l'on disait que les routes sont des ouvrages de main d'homme ; que leur construction bombée en pierres empêche l'absorption qui aurait lieu sur un terrain vague; qu'elles se trouvent seulement élevées au-dessus des propriétés riveraines par des travaux d'arts, et que l'écoulement des eaux qui refluent sur ces propriétés étant loin d'être naturel, les propriétaires ne devraient pas y être soumis.

Mais on répondra à ces arguments que les routes étant des ouvrages d'utilité publique et indispensables, il y a nécessité pour assurer leur viabilité, de faire exception au droit commun et de ne s'en référer sur ce point qu'aux ordonnances de 1741 et 1751 nullement abrogées d'ailleurs par des lois postérieures.

Cependant, comme on doit s'écarter le moins possible des principes généraux du droit, que les anciens réglements n'ont voulu parler que de l'écoulement des eaux pluviales, et que cette servitude ne doit pas être aggravee par une mauvaise direction, l'administration doit évidemment faire construire les routes de manière à ce que l'écoulement journalier de ces eaux ne cause pas de dommages aux propriétés riveraines, autrement elle devra indemniser ceux qui en souffriront du préjudice. (*Cotelle*, tom. II, p. 151.)

Ces principes sont consacrés d'ailleurs par la jurisprudence, et le Conseil d'état a statué :

1° Que lorsqu'un propriétaire par des travaux pratiqués sur son fonds a fait refluer les eaux pluviales sur la grande route et occasionné des détériorations, ce fait constitue une contravention de grande voirie (C. d'état, 25 avr. 1832);

2° Que lorsqu'il existe en faveur d'une grande route et pour son assainissement une servitude de conduite d'eau au travers des murs d'une propriété privée au moyen de tuyaux, le propriétaire de ces murs ne peut boucher les tuyaux et intercepter ainsi le passage des eaux. C'est au conseil de préfecture qu'il appartient de punir cette espèce de contravention et de condamner à l'amende. (C. d'état, 6 sept. 1826.)

Nous venons d'envisager l'écoulement des eaux de la voie publique comme une servitude. Dans certains cas cependant, il peut être considéré comme un avantage revendiqué par les propriétaires pour l'irrigation de leurs fonds. Ils doivent alors demander au préfet l'autorisation de les détourner au moyen d'un aqueduc; mais elle ne leur est accordée qu'autant qu'il ne peut en résulter de préjudice ou d'inconvénient pour des tiers.

En outre, le sol de la route étant *imprescriptible*, on doit remarquer qu'en pareille matière l'autorité de la possession ne saurait être invoquée, et que l'administration conserve toujours le droit de supprimer ce genre d'ouvrages. (C.C. 2232.)

Section V. — Traverses royales et départementales.

La grande voirie comprend non-seulement les routes royales ou départementales, alors qu'elles sont dirigées dans les plaines ou les forêts, mais encore elle suit ces mêmes routes dans l'interieur des villes et en astreint la portion qui les traverse au même régime que les autres parties. Qnoique au milieu de ces villes, et servant beaucoup plus encore à l'usage privé des habitants, qu'aux grandes communications publiques, les traverses royales (ainsi se nomment cette portion des routes) ne sont nullement placées sous la police de la voirie municipale. En effet, par cela seul qu'elles forment la continuation de la route, et sont nécessaires à la circulation du roulage, des postes et des messageries, l'entretien ne devait pas en être laissé à une autre administration que celle qui est chargée d'assurer, dans toute l'étendue du territoire, la parfaite viabilité des routes.

Une ordonnance royale determine ordinairement les rues qui, dans l'intérieur des villes, font partie des routes royales. (O. 8 sept. 1824.)

En outre, la capitale du royaume étant le centre où toutes les parties de son territoire aboutissent et communiquent, les rues de Paris ont été placées dans les attributions de la grande voirie pour les mesures réglementaires et la police de conservation. Le minimum de leur largeur a été fixé à 50 pieds par l'ordonnance du 25 août 1783. Ce réglement reconnait qu'il en existe un grand nombre de 24 pieds et même au-dessous, mais il établit qu'elles seront successivement établies à mesure de la reconstruction des maisons. (Cotelle.) (V. **Voirie urbaine.**)

Pour les contraventions commises sur les traverses royales. V. ci-après **Compétence des conseils de préfecture.**

Section VI. Contentieux. § 1er Contraventions, Amendes, Prescription de la peine, Réparation des dommages.

La conservation et le bon entretien des routes

dépendent essentiellement des moyens répressifs qui sont au pouvoir, soit de la direction des ponts-et-chaussées, soit de l'autorité administrative, pour constater, poursuivre et punir les délits commis contre leurs réglements. Aussi, une loi spéciale, celle du 29 floréal an X, a fixé leurs attributions et compétences respectives en cette matière.

L'art. 1er porte que les contraventions, telles qu'anticipations, dépôts de fumier ou d'autres objets, et toutes espèces de détériorations commises sur les grandes routes, sur les arbres qui les bordent, sur les fossés, ouvrages d'art et matériaux destinés à leur entretien, sur les canaux, fleuves et rivières navigables, leurs chemins de halage, francs-bords, fossés et ouvrages d'art, doivent être constatées, réprimées et poursuivies par voie administrative.

Or la constatation de ces délits appartient concurremment aux maires ou adjoints, aux ingénieurs des ponts-et-chaussees et leurs conducteurs, aux agents de la navigation, aux commissaires de police et à la gendarmerie; en outre, le décret du 18 août 1810, art. 1er, appelle également à l'exercice de ce droit les préposés des contributions indirectes et de l'octroi. A cet effet donc, ceux des fonctionnaires ou employés ci-dessus qui n'ont pas prêté serment en justice doivent le prêter devant le préfet. (L. 29 flor. an X, art. 2.)

Un procès-verbal de contravention en cette matière, rédigé par un seul gendarme, avait été déclaré nul par le conseil de préfecture de la Mayenne (23 fév. 1833), par cette raison que la présence de deux était nécessaire; mais cette division a été annulée par ordonnance rendue en Conseil d'état les 9 et 23 janv. 1836. (V. *Journal du droit*, 29 janv.)

Dans certaines matières de contributions indirectes ou d'octroi par exemple, les procès-verbaux doivent être rédigés par deux préposés pour être authentiques; mais le décret de 1811 donne à un seul des agents susnommés le droit de verbaliser sur les délits de grande voirie; toutefois leurs procès-verbaux ne sont pas exempts de l'affirmation devant le juge de paix du canton dans lequel la contravention a été commise, ou celui de la résidence du fonctionnaire qui a constaté le delit. (D. 18 août 1810; C. d'état, 21 oct. 1831.) Rédigés et affirmés de la sorte, les procès-verbaux font foi seulement jusqu'à preuve contraire.

Ils doivent d'abord être envoyés au sous-préfet qui ordonne, par provision et sauf le recours au préfet, ce que de droit, pour faire cesser les dommages. Mais la compétence du sous-préfet ne doit s'exercer en pareil cas que s'il s'agit des contraventions énoncées dans l'art. 1er de la loi de l'an X précité. Il ne saurait ordonner la démolition d'un bâtiment; cet arrêté serait un excès de pouvoir et un empiètement sur la juridiction du conseil de préfecture.

La plupart de ces contraventions sont punies par des amendes qu'aucune loi moderne n'a déterminées. On doit donc se reporter aux prescriptions des anciens réglements et ordonnances. C'est dans le but de faciliter les recherches, qu'à la suite de chaque matière ci-dessus, nous avons eu le soin de rappeler chacune de leurs dispositions pénales.

Toutefois, il est ici une distinction bien importante à faire dans leur taux, qui, d'après une réduction générale opérée par un décret du 31 juillet 1806, ne peut jamais excéder 500 fr. Chaque fois que les amendes prononcées par les anciens réglements dépassent cette somme, le Conseil d'état modère quelquefois les amendes eu égard aux circonstances atténuantes, mais il a toujours refusé ce droit aux conseils de préfecture.

D'un autre côté, il existe d'anciens réglements qui infligent des amendes dont ils ne fixent pas la quotité. Dans ce cas, on doit appliquer celle qui est prononcée par l'art. 471, § 15 du Code pénal.

Quant au recouvrement et à la destination des amendes, V. **Amendes.**

Toutes espèces d'actions en droit criminel s'éteignent par le défaut de poursuites pendant un certain laps de temps; cependant les lois pénales en cette matière passent sous silence la prescription de l'action et de la peine. Cette omission devait être reparée, afin de ne pas laisser les contrevenants sous le coup de poursuites ultérieures, alors qu'il aurait plu à l'administration de les diriger. A cet effet, les jurisconsultes ont été unanimement d'avis qu'à defaut de lois spéciales, il fallait appliquer les règles du droit commun resultant des art. 639 et 640 du Code Inst. crim., en considerant comme des contraventions de simple police les faits punis d'une amende de 15 fr. et au-dessus, et ceux punis d'une peine supérieure comme des contraventions correctionnelles.

Comme conséquence de ce principe, on doit dire que l'action publique et l'action civile seront prescrites après une année révolue, à compter du jour où la contravention de police aura été commise, lors même qu'il y aura eu procès-verbal, saisie, instruction ou poursuite, si dans cet intervalle il n'est pas survenu de condamnation, et s'il y a eu jugement attaqué par l'appel, après le même delai, à partir de la notification de l'acte d'appel.

S'il s'agit d'un fait qui prend le caractère de delit correctionnel, l'action se prescrit par trois ans, à partir du fait, s'il n'y a eu aucune poursuite, et à partir du dernier acte des poursuites

dans le cas contraire. La prescription de la peine de simple police est de deux années, à dater du jugement quand il est rendu en dernier ressort, ou de l'expiration du délai d'appel dans le cas contraire. Celle de la peine correctionnelle est de cinq années, à partir des mêmes époques.

Lorsque l'arrêté du conseil de préfecture condamne le contrevenant à réparer le dommage qu'il a causé, il indique en même temps le delai dans lequel cette obligation doit être accomplie. En cas de négligence ou de retard, le préfet requiert alors des ouvriers qui les exécutent aux dépens du condamné, contre lequel le recouvrement des frais est effectué par les agents de l'administration du domaine, comme le recouvrement des amendes et des autres condamnations sur un exécutoire délivré par le conseil de préfecture. (L. 22 germ. an IV ; D. 18 juin 1811, art. 114.)

§ 2. Compétence du ministre des travaux publics.

Il approuve ou annule les arrêtés des préfets sur le recours des parties. (C. d'état, 4 juin 1825.)

Défère au Conseil d'état, dans l'intérêt de la loi ou de l'administration, les arrêtés des conseils de préfecture rendus en matière de grande voirie, ou les différends survenus entre deux propriétaires à l'occasion de l'alignement d'une rue. (L. 16 sept. 1807.)

Enfin il prépare les projets d'ordonnances royales déterminant les rues qui, dans l'intérieur des villes, font partie des routes qui les traversent ou fixant l'ouverture, l'elargissement, l'alignement des routes et des rues de Paris. (O. 8 sept. 1824).

Ces ordonnances ne sont pas attaquables par la voie contentieuse. (C. d'état, mars 1826 ; Cormenin, p. 625.)

§ 3. Compétence du préfet.

Les préfets statuent sur le recours porté devant eux contre les décisions provisoires des sous-préfets conformément à l'art. 4 de la loi du 29 floréal an X.

Ils donnent les alignements dans les rues des villes, bourgs et villages qui servent de grande route, sauf l'approbation du roi (Arr. 27 prair. an IX) ; ils ordonnent la démolition pour cause de ruine et de vétusté, ou pour transgression de l'alignement, même aux frais du propriétaire, sauf, s'il y a lieu, le renvoi devant les tribunaux pour les questions de propriété et d'indemnité.

Ils ordonnent la plantation et l'élagage des arbres, et font exécuter les travaux de plantations aux frais des propriétaires récalcitrants. (D. 16 déc. 1811, art. 103.)

Ils autorisent l'établissement des aqueducs sous une route royale, sauf le droit de propriété ou de jouissance des tiers sur ces eaux. (V. les différents § ci-dessus.)

§ 4. Compétence des conseils de préfecture.

Les conseils de préfecture connaissent en général de toutes les contraventions en matière de grande voirie, non-seulement de celles énoncées dans l'art. 1er de la loi du 29 floréal an X précité (V. ci-dessus § 1er, **Contraventions**), mais encore de tout ce qui peut constituer un délit en cette matière.

Ils prononcent donc, suivant les cas :

1 L'amende envers les particuliers qui ont fait abattre ou élaguer des arbres plantés dans leurs propriétés le long des routes, sans en avoir reçu l'autorisation préalable, soit du directeur des ponts-et-chaussées pour l'abatis, soit du préfet pour l'élagage ; (D. 16 déc. 1811, art. 105.)

2° L'amende et la démolition à l'egard des constructions faites contrairement aux alignements délivrés par l'autorité, de même que pour les ouvrages exécutés sans permissions, ni alignements aux autres maisons et édifices joignant les grandes routes, soit en pleine campagne, soit dans l'intérieur des bourgs, villes et villages. (O. 29 nov. 1815, 22 fév. 1821.)

Mais dans ce cas, ils doivent se borner à ordonner la suppression des seuls ouvrages qui constituent la contravention, et s'il y a lieu, la vente des matériaux provenant de la démolition pour subvenir aux frais qu'elle occasionne.

Les vices de construction qui intéressent la sûreté publique dans les bâtiments situés sur les routes en pleine campagne, et dans la traverse des villes, peuvent être également déférés aux conseils de préfecture. (C. d'état, 21 juin 1816, 17 janv. 1814.)

Relativement aux contraventions commises dans les parties des routes royales ou départementales qui traversent les villes, et qui cependant sont soumises au régime de la grande voirie, la compétence des conseils de préfecture n'est pas exclusivement reconnue. Sur ce point, il y a lutte entre la jurisprudence de la cour de cassation et du Conseil d'état. Celui-ci admet leur compétence exclusive. (C. d'état., 31 juill. 1822 ; 17 nov. 1824.)

La cour de cassation la récuse au contraire, en ce sens qu'elle peut être concurremment exercée par le tribunal de police municipale. (Cass., 5 juin 1811, 15 av. 1814, 15 av. 1824. S. 24, 1, 555.)

Dans cette divergence d'opinion, nous sommes plutôt inclinés à adopter la doctrine de la cour. Ainsi, nous pensons, avec M. Isambert, que dans

l'intérieur des villes ou communes d'une population agglomérée de quelque importance, l'autorité administrative et l'autorité municipale doivent intervenir concurremment dans la répression des contraventions commises sur les rues et autres voies formant continuation des grandes routes, mais en conservant chacune les droits et attributions qui lui sont conférées par les lois; c'est-à-dire que toutes les fois qu'il s'agit de l'alignement et de la conservation des traverses royales ou départementales dans leur largeur et leur bon état de viabilité, les infractions aux lois et réglements doivent être poursuivies et jugées par la voie administrative; mais que s'il est question d'objets de police de la nature de ceux qui sont confiés à la vigilance de l'autorité municipale par ces art. 3 et 11 de la loi d'août 1790, les parties de la voie publique ne peuvent être exceptées de l'exercice du pouvoir municipal, et que les maires seuls sont compétents pour poursuivre, devant les tribunaux de simple police, la répression des contraventions qui intéressent la sûreté et la salubrité publique aussi bien que la commodité du passage.

Ce que nous disons ici à l'occasion des traverses royales s'applique également aux rues de Paris placées dans le régime de la grande voirie.

Il faut remarquer que les conseils de préfecture ne peuvent, dans tous les cas, prononcer que des amendes pécuniaires, et que, dans les cas où une contravention de grande voirie peut entraîner la peine de l'emprisonnement, ils ne prononcent que l'amende et renvoient devant le tribunal correctionnel pour la peine corporelle. (C. d'état, 21 mars 1807, 2 fév. 1808.)

§ 5. Compétence des sous-préfets.

Nous avons vu, qu'en cette matière, les sous-préfets exercent une juridiction du premier ressort. Elle consiste, sur le vu des procès-verbaux qui lui sont adressés, à statuer par provision, sauf recours au préfet, ce que de droit pour faire cesser le dommage.

§ 6. Compétence des tribunaux.

Les tribunaux civils prononcent sur toutes les questions de propriété du terrain des routes, rues et places;

Des arbres plantés le long des grandes routes;

Des servitudes pour l'écoulement des eaux;

Des servitudes de passage réclamées pour une exploitation particulière, et non pour le service de la navigation sur un chemin de halage.

Soit que ces questions s'élèvent entre l'état et les particuliers ou des communes, ou entre communes et des particuliers, ou entre plusieurs particuliers, les tribunaux de police correctionnelle connaissent des contraventions qui ont le caractère de délit et sont de nature à entraîner des peines corporelles.

Enfin, les tribunaux de simple police peuvent être appelés, concurremment avec les conseils de préfecture, à statuer sur les contraventions que les officiers ou agents municipaux ont constatées sur les portions de routes appelées traverses royales ou départementales, lorsqu'il s'agit de faits qui intéressent la salubrité et l'exécution d'un arrêté y relatif de la police municipale, ou d'une contravention aux réglements sur l'éclairage pendant la nuit, des matériaux déposés sur la voie publique, encore que la contravention ait été commise à l'occasion de travaux publics par l'entrepreneur de ces travaux.

Consulter : *Traité de la voirie*, par Isambert, 1825, 1829. 2 vol. in-12. — *Recueil de lois et réglements sur la voirie*, par Davenne, 2 vol. in-8° ; 1824, 1829.

CHAPITRE II.

PETITE VOIERIE.

La petite voirie comprend la confection, l'entretien et la police des chemins vicinaux, et des rues des communes, en tout ce qui concerne leur ouverture, leur situation, leur largeur, l'alignement des maisons, la salubrité, la liberté et la sûreté de ces chemins et rues.

Dans la pratique, la petite voirie se subdivise en voirie rurale et en voirie urbaine.

Exposé, Distinction de classes.—Jusqu'à présent tous les chemins communaux d'un usage commun, et dont l'entretien est à la charge des communes, ont été compris sous la dénomination de chemins vicinaux. C'est ce qui résulte de l'ancienne législation et de l'art. 381 du second projet du code rural, mais la loi de 1836 introduit de nouvelles divisions.

Le projet plaçait en trois classes les chemins vicinaux :

1° Ceux d'un intérêt purement communal, qui, sans sortir du territoire de la commune, conduisent d'un hameau à un autre, à l'église, à une forêt, à une exploitation intérieure. (Chemins communaux.)

2° Ceux qui intéressent plusieurs communes.

3° Ceux enfin d'une utilité collective, et d'un intérêt plus général pour l'agriculture, le commerce et l'industrie, tels que ceux qui conduisent aux chefs-lieux d'arrondissement, de canton, à un marché, à une rivière, à une route royale ou départementale.

Mais ces divisions et subdivisions des chemins vicinaux sous des dénominations diverses, avec un sens différent de celui qu'elles ont eu précédemment, auraient eu des inconvénients. Elles n'auraient pas souvent été bien entendues par les habitants des campagnes, accoutumés à un autre langage, et pour lesquels cependant la législation vicinale est particulièrement faite. De là, confusion dans les lois, embarras daus leur application.

On a donc adopté une division plus simple; celle en deux classes seulement, d'après laquelle les chemins sont déclarés *vicinaux* ou de *grande communication*.

Leur classement donne à chacun son caractère distinctif et détermine les conditions de son existence.

Les chemins simplement reconnus chemins vicinaux par arrêté du préfet, restent dans le droit commun et continuent d'être à la charge des communes sur le territoire desquelles ils sont établis; ils demeurent sous la direction municipale, mais sous la surveillance du préfet, toujours chargé de faire exécuter les lois.

Dans l'autre cas, c'est-à-dire, si leur importance est telle qu'ils doivent être rangés dans la classe des chemins de grande communication, ils reçoivent des subventions sur les fonds du département; c'est alors au conseil général qu'il appartient d'en faire le classement, et au préfet seul qu'est confiée leur surveillance.

Section Ire.—Chemins vicinaux.—§ 1er. Leur importance.

Il existe sur le territoire des communes une foule de chemins, sentiers et passages, mais qui tous sont loin d'appartenir à la classe des chemins vicinaux. Les uns ne doivent être considérés qne comme des chemins d'exploitation et les autres que comme de simples servitudes de passage.

Ces chemins intéressent à la fois les divers propriétaires qui ont le droit d'en jouir, soit parce que le sol leur appartient en partie, soit parce qu'ils ont acquis par titre ou prescription un droit d'usage; mais la généralité des habitants n'y a aucun droit.

Les conseils de préfecture et les préfets n'ont pas le droit d'ordonner la suppression ou le rétablissement de ces chemins, et encore moins de statuer sur leur propriété; car, à ce sujet, il ne peut s'élever que des questions de propriété ou de servitude qui appartiennent, sur le possessoire; aux juges de paix, et sur le pétitoire, aux tribunaux civils.

Ces servitudes imposées pour l'exploitation en faveur d'un fonds enclavé s'appellent quelquefois chemins légaux par opposition aux chemins conventionnels qui résultent non seulement d'un contrat, mais encore de tout autre acte, tel qu'un testament ou un jugement, et de la prescription dans les pays où avant le Code civil, il pouvait s'acquérir de cette manière. (C. civ., 682 et 691.)

Au nombre des chemins qui, par leur distinction, sont une propriété privée, on peut ranger les *avenues royales*, placées sous la même administration que celle des bâtiments de la couronne : elles doivent être, aux termes de la déclaration du 12 juillet 1779, maintenues et conservées dans l'état qui leur est propre, et sans que, sur les parties latérales de ces avenues, il puisse être élevé aucun édifice ni bâtiment de quelque nature que ce soit, sans la permission de cette administration.

Il est donc important d'être fixé sur les circonstances qui donnent à un chemin le caractère de chemin vicinal, et le soumettent comme tel pour le classement, l'entretien et la compétence en cas de contestations aux lois qui régissent la matière.

Peu d'auteurs sont d'accord sur la véritable définition des chemins vicinaux; cependant, par le rapprochement de l'art. 2, sect. 4, tit. 1er de la loi du 28 sept. 1791, et de l'art. 1er de la loi du 28 juillet 1824 et de l'art. 1er de la loi du 21 mai 1836, on peut dire que les chemins vicinaux sont ceux que l'autorité administrative a reconnus nécessaires aux communications des communes. Il faut donc d'une part qu'il y ait nécessité, et de l'autre qu'elle soit reconnue et déclarée par un acte administratif.

Quoique les chemins vicinaux intéressent au plus haut degré l'agriculture, cette branche de la voirie a été la plus négligée pendant long-temps. Les lacunes de la législation étaient telles que, suivant M. de Cormenin, la jurisprudence tenait presque lieu de lois; et cependant on en comptait plusieurs, celles du 6 oct. 1791, du 9 ventôse an XIII et du 28 juillet 1824.

Mais les circonstances publiques avaient rarement permis aux communes d'y affecter avec suite des ressources suffisantes, si ce n'est dans quelques localités où le zèle des administrateurs et leur amour pour le bien public leur avaient fait surmonter les obstacles créés par l'insouciance ou l'indifférence.

La loi du 28 juillet 1824 demeura impuissante en ce que toutes les mesures qu'elle prescrivait étaient facultatives, et en ce qu'elle ne donnait à à l'autorité aucun moyen coercitif pour vaincre la mauvaise volonté ou l'insouciance des communes qui refusaient ou négligeaient de subvenir aux charges qui leur étaient imposées.

Elle n'organisait pas la prestation en nature, elle laissait les communes dans leur état d'isolement, sans une vue d'ensemble qui fondât ou qui tendit à fonder un système général de vicinalité.

Incomplète et uniforme pour toute la France, elle ne donnait pas au gouvernement les moyens d'en rendre les dispositions praticables suivant les localités. Enfin, elle ne mettait à la disposition de l'administration supérieure aucun moyen ou d'exciter le zèle des communes par d'encourageantes subventions, ou de venir au secours de celles qui ne pourraient entretenir leurs chemins, et dont les chemins non réparés interrompraient une ligne de communication importante.

Voilà pourquoi les chemins vicinaux sont demeurés dans un état de dégradation qui excite une sollicitude générale et qui a fait réclamer de toutes parts les moyens de les améliorer.

Cette nécessité était d'autant plus importante que la source la plus précieuse de la richesse d'un pays est sa parfaite viabilité.

Un économiste célèbre, Smith, disait que la plus importante branche du commerce de chaque nation, était celle du commerce qui se faisait entre les villes et les campagnes.

En effet, sans chemins vicinaux, les produits du sol, comme ceux de l'industrie, sont confinés aux lieux qui les ont vus naître. Tout ce qui surpasse la consommation locale reste sans valeur, et les terroirs les plus riches, les plus fertiles sont condamnés à une stérile abondance. L'état fait même pour les routes classées dans la grande voirie des frais énormes qui, au lieu de ne profiter qu'à un petit nombre de regnicoles, contribueraient au bien être de tous, si ces grands canaux de la richesse publique étaient alimentés par des communications locales et secondaires bien entretenues, c'est-à-dire de bons chemins vicinaux.

D'où vient en effet l'indigence de quelques provinces, sinon de la stérilité de leur sol et du prix élevé des objets de première nécessité produits par une province ou un canton voisin? et maintenant d'où provient le taux élevé de ces mêmes objets, si ce n'est du prix, du temps ou de la peine qu'a coûté leur transport depuis le producteur jusqu'au consommateur? Or, en opérant une diminution dans le prix du transport, on obtiendra une baisse proportionnelle dans le prix des produits, et l'avantage sera réciproque pour le producteur et pour le consommateur; on ne peut y parvenir que par des chemins vicinaux d'une viabilité parfaite et offrant du petit au grand une communication facile.

Leur utilité étant ainsi posée en principe incontestable, nous rappellerons l'état actuel de la législation et de la jurisprudence en cette matière, et les moyens qu'elles peuvent offrir pour assurer cette viabilité si importante. Nous traiterons donc:

1° De la reconnaissance légale des chemins;

2° De l'ouverture des chemins et de l'expropriation;

3° De leur largeur;

4° De leur entretien;

5° De leur suppression;

6° De leur propriété;

7° Des plantations;

8° Enfin, de la compétence et du contentieux en ce qui concerne les chemins.

§ 2. Reconnaissance légale des chemins.

De même qu'une route royale ou départementale reçoit son existence de l'ordonnance qui la déclare telle, de même les chemins vicinaux sont soumis à un arrêté du préfet qui a pour but de déclarer la vicinalité des communications qu'ils établissent, et d'en déterminer la direction et les limites. L'effet de ce classement est de rendre l'entretien du chemin obligatoire pour les communes, chacune sur son territoire.

C'est ce qui résulte de la loi du 28 septembre 1791, art. 2, tit. 1er, sect. 6, où il est dit: « Tous les chemins reconnus par le directoire du district être nécessaires à la communication des paroisses doivent être rendus praticables et entretenus aux dépens des communautés sur le territoire desquelles ils passent.

Pour arriver à cette reconnaissance, l'arrêté du 23 messidor an V prescrivait à l'administration de chaque département, de faire dresser l'état général des chemins vicinaux du département de quelque espèce qu'ils pussent être. D'après cet état, ladite administration devait constater l'utilité de chacun des chemins qui y sont portés; elle était chargée de désigner ceux qui à raison de leur utilité devaient être conservés, et prononcer la suppression de ceux reconnus inutiles, en rendant à l'agriculture l'emplacement de ces derniers.

Enfin, l'article 6 de la loi du 9 ventôse an XIII rappelant ces anciennes dispositions, établit que l'administration publique fera rechercher et reconnaître les anciennes limites des chemins vicinaux et fixera d'après cette reconnaissance leur longueur suivant les localités.

Mais à qui ce droit appartient-il?

Toutes les difficultés élevées sur l'interprétation de l'article précité déjà résolues cependant par plusieurs arrêts du conseil, sont aujourd'hui tranchées sans retour par l'article 1er de la loi de 1824. D'après ses dispositions, c'est au préfet seul à dé-

clarer la vicinalité sur une délibération du conseil municipal, sans l'adjonction des plus imposés.

A cet effet, le maire doit, aux termes des instructions ministérielles du 7 prairial an XIII, et 24 juin 1836, former l'état des chemins vicinaux de la commune, avec indication de la direction et des différentes largeurs. S'il existe quelques titres qui fassent connaître ces particularités ou qui constatent simplement que ces chemins sont une propriété communale ou publique, il doit en être fait mention sur l'état, ainsi que des observations du maire sur les elargissements à donner aux chemins soit en partie, soit dans toute leur longueur.

L'état des chemins est ensuite publié dans les formes ordinaires et les habitants sont invités à en prendre connaissance et à adresser au maire dans le delai d'un mois leurs réclamations, soit sur la propriété, soit sur la direction ou la largeur desdits chemins.

Le tout est, ainsi que l'état dressé par le maire, soumis au conseil municipal chargé de vérifier les faits énoncés par le maire et de délibérer tant sur ses propositions que sur les réclamations élevées par les habitants. Le conseil donne son avis sur les élargissements à faire et à établir d'après le vu ou l'absence des titres, s'ils doivent s'opérer à titre gratuit sur les propriétés contiguës, ou si la commune doit payer la valeur des terrains à acquérir. La délibération du conseil municipal soumise ensuite à l'avis du sous-préfet est adressée au préfet, qui prononce sauf recours au ministre et ensuite au Conseil d'état, mais par la voie administrative seulement; sauf encore la réserve des droits des tiers à la propriété des chemins ou autres droits qui doivent être appréciés par les tribunaux.

La déclaration de vicinalité peut avoir lieu dans plusieurs circonstances; soit que le chemin existe déjà et qu'il s'agisse alors d'en maintenir ou modifier les limites s'il appartient déjà à la commune; soit qu'appartenant à un particulier, il y ait lieu de le mettre à la disposition des communes, soit enfin qu'il y ait utilité reconnue d'ouvrir un chemin sur une propriété privée.

Dans ces différents cas, on doit remarquer que la loi de 1824, n'a entendu parler que des chemins reconnus nécessaires aux seules communications d'une utilité générale pour les habitants d'une ou plusieurs communes, elle ne s'étend pas aux chemins qui ne serviraient qu'à un petit nombre d'individus, ni aux simples sentiers, ni aux servitudes acquises au public sur des propriétés particulières. A cet effet, il est dit, dans l'instruction générale du 24 juin 1836, que le classement des chemins ne doit être ni trop restreint, ni trop étendu.

Les conseils municipaux dans leurs délibérations, et les préfets dans leurs décisions, doivent donc s'enfermer dans ces limites, afin que les ressources destinées à ces dépenses ne soient pas divisées au point d'en rendre l'emploi illusoire; afin que cet emploi, borné aux seules communications nécessaires, suffise pour les maintenir toujours en bon état. (V. Circ. min. 31 oct. 1824.)

La déclaration de vicinalité s'opère par un arrêté du préfet; mais il devient insuffisant si les limites du chemin, sa direction ou sa largeur, sont passées sous silence; il faut alors qu'un nouvel arrêté supplée à ces omissions. (C. d'état, 11 janv. 1829.)

L'effet de cette déclaration est de :

1° Rendre le chemin classé, propriété communale et imprescriptible, sauf toutefois la réserve des droits de propriété des tiers qu'ils peuvent faire valoir devant les tribunaux;

2° En cas de délit d'anticipation, d'en saisir le conseil de préfecture et d'éviter ainsi les lenteurs des procès ordinaires occasionnées par la nécessité d'une demande en autorisation pour la commune.

3° De mettre l'entretien du chemin à la charge de la commune.

La déclaration de vicinalité peut être rendue sur la demande d'un particulier qui prétendrait, par exemple, qu'un chemin n'a pas la largeur voulue par la loi.

L'instruction générale du 24 juin 1836, pour l'exécution de la loi du 21 mai, recommande aux préfets de pourvoir à la reconnaissance légale des chemins partout où elle n'a pas eu lieu, et même de réviser les classements précédemment faits, s'ils remontent à une époque déjà ancienne. En effet, d'après les dispositions de la nouvelle loi, les communes pouvant être contraintes à l'entretien de leurs chemins légalement reconnus, il est nécessaire de ne conserver le titre de *vicinal* qu'à ceux des chemins qui sont d'une utilité réelle.

Déclassement. Naturellement le droit de déclasser les chemins est dans les attributions de l'autorité qui prononce le classement. Mais outre l'accomplissement des formalités ci-dessus prescrites pour parvenir au classement, il est important de faire délibérer les conseils municipaux des communes voisines qui peuvent avoir intérêt à la conservation du chemin, et s'il n'y a pas unanimité dans les delibérations, à faire ouvrir une enquête dans ces mêmes communes. (Inst.)

Si le déclassement est prononcé, il y a lieu d'appeler l'attention du conseil municipal sur la question de savoir si le chemin doit être supprimé et et le sol vendu au profit de la commune, ou rendu à l'agriculture : dans ce cas, la vente doit être or-

donnée par le préfet conformément à l'art. 10 de la loi du 28 juill. 1824, et de l'art. 19 de la loi de 1836.

Effets du classement et du déclassement, quant à la propriété privée. Les actes administratifs qui opèrent les classement et déclassement peuvent en certains cas léser l'intérêt privé. Qu'arrive-t-il alors? Devra-t-on s'arrêter devant une opposition, et surseoir jusqu'à ce que la question de propriété de sol du chemin soit décidée? Nullement, la jurisprudence du Conseil d'état a décidé que cette exception ne faisait pas obstacle à la declaration de la vicinalité. Seulement si le jugement à intervenir est favorable au réclamant, il y aura lieu à indemnité. (L. 21 mai 1836, art. 15.) Il n'y aurait exception qu'autant que la commune, reconnaissant avant le jugement le droit du propriétaire, et ne voulant ou ne pouvant lui payer le prix de son terrain, retirerait sa demande. Les mêmes considérations sont applicables en matière de déclassement.

Distinction entre les rues et les chemins. Il est important de remarquer, que les rues des bourgs et des villages ne peuvent être classées comme chemins vicinaux. Les derniers sont en effet, quant à la répression des usurpations, placés par loi du 9 vent. an XIII sous la juridiction des conseils de préfecture, tandis que les rues des bourgs et villages font partie de la voirie urbaine, placée pour les mêmes objets sous la juridiction des tribunaux ordinaires. (V.O.C. d'etat, 30 juill. 1817, 23 janv., 11 fév. 1820, 27 avril 1825.)

§ 3. Largeur des chemins vicinaux. Indemnités.

Les lois de 1824 et de 1836 ne parlent pas positivement de la largeur des chemins. Sur ce point il faut encore s'en référer à la loi du 9 ventôse an XIII, qui a posé des principes généraux en laissant aux réglements, aux usages, aux convenances de chaque localité une latitude suffisante. Cette largeur d'après ladite loi doit être fixée sur les anciennes limites, sans cependant qu'elle puisse être portée au-delà de six mètres, ni qu'il puisse être fait aucun changement aux chemins qui excèdent cette dimension. Mais à qui appartient-il de fixer cette largeur? La circulaire ministérielle d'octobre 1824, dit à ce sujet que par une fausse interprétation de l'article 6 de la loi de ventôse an XIII, les instructions des 7 prairial même année et 6 juin 1818, avaient attribué aux conseils de préfecture le droit de prononcer sur la largeur et la limite des chemins vicinaux. Mais la jurisprudence consacrée par plusieurs actes souverains, et d'après l'art. 15 de la loi du 21 mai 1836, a rectifié cette erreur. Une telle attribution appartient par sa nature à l'administration proprement dite et ne peut être exercée que par les préfets. Les alignements sont donc sous leur autorité donnés par les maires; enfin la largeur des chemins est constatée par des procès-verbaux d'abornement contradictoirement dressés avec les habitants et propriétaires, adoptés par le conseil municipal et approuvés par le préfet lorsqu'il déclare la vicinalité. Ces actes servent alors de base aux arrêtés de répression des conseils de préfecture. (C. d'état, 10 août 1825.) Si donc un particulier avait construit sur un chemin vicinal et sans autorisation des bornes qui restreignissent la largeur indiquée par le procès-verbal, il devrait être condamné à les détruire. (C. d'état, 11 oct. 1833.) De ce qui précède on doit conclure que lorsqu'un chemin n'a pas la largeur prescrite par la loi (c'est à dire 6 mètres ou 18 pieds, non compris les fossés.) Le préfet peut sur l'avis du conseil municipal ordonner la cession des terrains nécessaires pour le compléter;

Il est fort important de remarquer que dès que le préfet a fixé la largeur, le sol qui se trouve compris dans les nouvelles limites s'incorpore de droit au chemin, sauf indemnité. Ainsi depuis longtemps l'avait décidé. l'administration, mais cette jurisprudence qui semble contraire au principe de l'indemnité préalable a été longtemps à s'etablir: aussi l'article 15 est venu la consolider en attribuant définitivement au chemin le sol compris dans les nouvelles limites.

Le préfet doit engager le maire à user de toute son influence pour obtenir d'abord une cession gratuite, et en cas de refus une transaction à l'amiable ou réglée par experts.

Voie amiable. Les conditions doivent d'abord être débattues par le maire et le propriétaire intéressé; s'il y a accord, elles doivent être soumises à la délibération du conseil municipal, et le préfet statue dans la forme voulue par l'art. 10 de la loi du 28 juillet 1824, article non abrogé. Seulement il n'y a plus lieu de faire procéder à l'enquête de *commodo* et *incommodo*, puisque d'après l'article 15 de la nouvelle loi, les arrêtés du préfet ont pour but d'attribuer définitivement au chemin le sol compris dans les limites qu'il a réglées: par application du même principe, ce magistrat n'est plus restreint pour ces indemnités dans la limite de la valeur de 3,000 fr. fixée par la loi de 1824.

Voie d'expertise. Si la voie du réglement à l'amiable est sans succès, le prefet doit sur le compte qui lui en est rendu par le maire, provoquer le réglement de cette indemnité par le juge de paix de canton, sur le rapport d'experts nommés, l'un par

le sous-préfet, l'autre par le propriétaire, et en cas de discord, le tiers expert par le juge de paix, (Art. 15 et 17.)

L'action en indemnité sera prescrite par le laps de deux ans. (Art. 18.)

Aucune loi n'enjoint aux riverains d'un chemin vicinal de prendre l'alignement pour construire ; toutefois il est plus prudent pour eux de de s'adresser au maire de leur commune et de se conformer à l'alignement qu'il indique ; cette précaution observe M. Dalloz, a l'avantage de donner droit à une indemnité, si une fois la construction faite, on s'aperçoit qu'il y a lieu de démolir pour erreur dans le premier alignement. (Ibid., 12 déc. 1818.)

La direction des chemins vicinaux doit être constatée par le préfet de la même manière que la largeur. (O. 7 avril 1824. L. 1836. art 15.)

Section II. — Entretien des chemins vicinaux.

Les chemins vicinaux légalement reconnus sont à la charge des communes. (L. 21 mai 1836. Art. 1er.)

Pour assurer cet entretien, on a recours :

1° Aux revenus des communes ;

2° En cas d'insuffisance de ces revenus dûment constatée, aux prestations en nature ou en argent, dont le maximum est fixé à trois journées de travail ;

3° Aux centimes additionnels, dont le maximum est fixé à cinq ;

4° Aux contributions extraordinaires d'après l'art. 6 encore en vigueur de la loi de 1824 ;

5° Dans des cas majeurs, tels que celui de la reconstruction d'un pont, à des subventions départementales en vertu de l'art. 8 de la loi de 1836. Mais ces cas doivent toujours être soumis au ministre qui seul peut autoriser l'allocation des subventions.

Quant aux ressources comprises sous les numéros 2 et 3 ci-dessus, il est dit dans l'art. 2 de la loi de 1836, que le conseil municipal pourra voter l'une ou l'autre de ces ressources ou toutes les deux concurremment. Seulement le concours des plus imposés n'est pas nécessaires dans les délibérations prises pour l'exécution de cet article. Leur exclusion a été l'objet de vives attaques lors de la discussion, mais il a été facile de prouver que la loi du 21 mai 1836, en rendant l'entretien et la réparation des chemins vicinaux obligatoire, a fait perdre le caractère de contribution extraordinaire au cinq centimes qui peuvent y être affectés annuellement, caractère qui seul motivait le concours des plus imposés d'après la loi de finances de 1818. En outre, ce concours devenait illusoire, puisque, en cas de refus, le préfet aurait toujours le droit d'après l'art. 5 d'imposer d'office la commune.

La première opération consiste de la part des conseils municipaux, à déterminer les chemins qu'il est le plus urgent de réparer, et ici nous devons remarquer que les moyens ci-dessus indiqués par la loi ne doivent s'appliquer qu'aux chemins classés, à moins que les ressources ordinaires de la commune qui forment le premier de ces moyens, ne soient suffisantes ; auquel cas elles peuvent être employées à la réparation des chemins d'une utilité moins générale. Nous n'avons rien à dire de ce premier mode dont l'exécution est simple et facile. Mais presque partout les revenus des communes ne peuvent suffire à l'entretien de leurs chemins même déclarés nécessaires, c'est-à-dire classés. Les prestations offrent alors un moyen que l'expérience a reconnu aussi l'un des meilleurs pour atteindre le but.

§ 1. Des prestations.

La prestation est l'obligation imposée à l'habitant de contribuer à l'entretien des chemins par son propre travail, celui des siens et des animaux attachés à son service, lequel travail est rachetable en argent, au choix des contribuables, d'où l'on distingue deux sortes de prestations : les prestations en nature, et les prestations en argent.

« Ainsi l'article 5 de la loi de 1836 porte que tout habitant chef de famille ou d'établissement à titre de propriétaire, de régisseur, de fermier ou de colon partiaire porté au rôle des contributions directes, pourra être appelé chaque année à fournir une prestation de trois jours :

« 1° Pour sa personne et pour chaque individu mâle, valide, âgé de dix-huit ans au moins et de soixante ans au plus, membre ou serviteur de la famille et résidant dans la commune.

« 2° Pour chacune des charrettes ou voitures attelées, et en outre pour chacune des bêtes de somme, de trait et de selle, au service de la famille ou de l'établissement dans la commune. »

La prestation est donc, dans ce cas, une *charge de l'habitation* aux droits de laquelle sont liés la possession et le plus grand usage des chemins communaux, et qui par cela même doit, à ce seul titre, contribuer aux frais qu'ils occasionnent. D'où il est facile de voir que l'obligation de satisfaire à la prestation est *personnelle et directe*, en ce sens qu'elle atteint directement le contribuable pour sa personne seule ; et *indirecte*, en ce sens

qu'elle n'est plus imposée au contribuable pour sa personne; mais bien pour les moyens d'exploitation de son établissement. Ici il faut encore remarquer qu'il y a deux classes de propriétaires, les uns habitant réellement la commune, et les autres appelés propriétaires *forains* (et ce sont les plus riches ordinairement), qui ne l'habitent que momentanément. Ces derniers ne peuvent échapper à l'obligation de concourir à l'entretien des chemins, et tel est le but des centimes additionnels et des centimes extraordinaires. La prestation devient alors une *charge de la propriété;* mais ce mode n'est employé que dans le cas d'insuffisance des prestations en nature.

Quelques esprits peu éclairés ont cru voir dans l'emploi des prestations une sorte d'analogie avec l'ancienne corvée. Mais rien n'est moins juste que cette comparaison. Les chemins vicinaux sont une propriété des communes; tous leurs habitants ont un droit égal à s'en servir; tous les détériorent plus ou moins; la charge doit donc être en principe une obligation de tous. Ceux des habitants qui ont des attelages de transport ou de labour, des bêtes de trait ou de somme, ont plus que les autres besoin de chemins bien entretenus, les détériorent davantage, et il est juste que la subvention qui résulte de l'un ou de l'autre motif augmente avec la cause qui la détermine.

Ensuite, quoi de plus convenable que cet impôt en nature, dans des campagnes où le numéraire est rare, et où les paysans aiment toujours mieux donner leur temps que leur argent. On voit donc qu'il est bien plus en rapport avec le but qu'on se propose, qu'elles sont d'une perception plus facile, d'une application plus immédiate, et que ce travail exigé des habitants, en raison de l'utilité qu'il doit en retirer, n'a rien d'injuste, ni d'arbitraire.

Mais il est important de connaître les différentes personnes que la loi a voulu atteindre.

§ 2. Bases de la répartition des prestations.

Il faut que l'habitant, le chef de famille, dont parle l'art. 5, soit valide, du sexe masculin, et ait dix-huit ans accomplis. L'âge et le sexe sont faciles à constater au moyen de l'acte de naissance, mais il n'en est pas de même de la validité, ou de l'invalidité. Il ne faut pas perdre de vue qu'il est question d'une contribution exigible de tout individu qui est habituellement en état d'y satisfaire; que, par conséquent, une indisposition ou une maladie temporaire ne peut déterminer l'exemption; elle peut donner lieu seulement à l'ajournement de se libérer.

L'habitant, chef de famille ou d'établissement, exempté, comme femme, invalide ou mineur de dix-huit ans, de la prestation due par lui personnellement, la doit toujours :

1° Pour chacun de ses fils vivant avec lui, âgé de dix-huit ans accomplis et valide;

2° Pour chacun de ses domestiques mâles, âgé de dix-huit ans accomplis et valide.

Dans cette acception, la loi a voulu généraliser le mot *domestique*, et a entendu comprendre, à la fois, le service domestique d'un ordre élevé et le service domestique d'un ordre subalterne; par conséquent, les *secrétaires*, les *percepteurs*, les *intendants*, et chez les artisans, les *compagnons* et les *apprentis*, ensuite les domestiques subalternes, tels qu'ils sont connus dans l'acception vulgaire.

Mais les ouvriers, laboureurs, ou artisans généralement connus sous la dénomination de *gens de travail*, qu'ils travaillent à la journée ou à la tâche, pour l'agriculture ou pour l'industrie, ne doivent pas être rangés parmi les serviteurs domestiques, et, par conséquent, ne sont pas atteints par la loi, à moins qu'ils ne soient chefs de maison ou d'établissement.

Les bêtes de trait ou de somme, pour être soumises à la prestation, doivent servir au possesseur, propriétaire, fermier, ou colon partiaire, ou pour son usage personnel, ou pour celui de sa maison, ou pour une exploitation agricole ou industrielle, ou pour toute autre entreprise analogue; elles n'y sont pas soumises, s'il ne les tient que pour en faire un commerce, ou pour la reproduction; si par leur âge elles ne sont pas encore livrées à un service, ou si, pour cette cause ou toute autre, elles ont cessé d'y être livrées.

Si la destination pour le commerce, la consommation ou la reproduction n'étaient pas absolue; si le possesseur en retirait, en même temps, un service de la nature de ceux que la loi a en vue, la prestation serait due; seulement il y aurait lieu à s'accorder avec le possesseur, ou, à défaut d'accord, à statuer par évaluation, pour déterminer parmi les chevaux, bœufs ou mulets, etc., ainsi possédés, susceptibles de servir, et pour le temps de la possession, un nombre des uns et des autres proportionné au service qu'il en retirerait, nombre pour lequel il devrait les journées imposées par la loi.

L'exemption résultant de l'état d'*indigence* est naturellement comprise ici; car, aux termes de l'art. 12 de la loi du 21 avril 1832, les indigents sont exempts de toute cotisation. Dès lors, n'étant pas portés au rôle des contributions directes, ils ne peuvent être imposés à la prestation en nature.

§ 3. Mode de répartition, Conversion en argent, Conversion en tâches, Demande en dégrevement, Exécution des travaux, Refus de satisfaire, Compte à rendre.

La loi du 21 mai 1836 ne contient aucune disposition nouvelle sur l'établissement des rôles et leur recouvrement, sur la libération des contribuables et les comptes à rendre par les fonctionnaires et comptables. Ces différents points sont donc régis par l'art 5 de la loi du 28 juillet 1824.

Il doit être dressé dans chaque commune un état matrice de tous les habitants contribuables qui peuvent être tenus des prestations. Cet état indique, en regard de chaque contribuable, dans des colonnes separées :

1° Le nombre de fils et de serviteurs mâles pour lesquels il doit la prestation;

2° Le nombre des bêtes de trait ou de somme, objets de la même obligation.

Cet état doit être conçu de manière à pouvoir recevoir tous les ans les mutations survenues dans la position de chaque contribuable.

La confection en est confiée aux commissaires répartiteurs, ou, si le temps leur manque, à des commissaires spéciaux nommés par les sous-préfets, sur la proposition du maire.

Une première rédaction de ce travail doit rester déposée pendant un mois à la maison commune où tous les contribuables qu'il concerne peuvent en prendre connaissance, avertis par un avis du maire affiché sur tous les points de la commune. Il est fait immédiatement droit par la commission à toutes les réclamations. Le mois expiré, le travail est définitivement rédigé et soumis par le maire et le sous-préfet à l'approbation du préfet qui le rend exécutoire. Cet état sert de base pour dresser les rôles annuels de prestation.

Cette prestation en nature est appréciée en argent, conformément à la valeur attribuée annuellement pour la commune, à chaque espèce de journée, par le conseil général, sur les propositions des conseils d'arrondissement. (V. **Journée de travail.**)

Autrefois cette conversion en argent était confiée à chaque conseil municipal, mais il en résultait de trop grandes differences dans les tarifs pour des localités souvent très-rapprochées. On a pensé, et avec raison, que les conseils généraux seraient au-dessus de toutes les influences locales.

Les rôles de prestation ainsi rédigés sont envoyés au receveur municipal, ou au percepteur, dans les communes qui n'ont pas de receveur. Celui-ci adresse alors à chaque contribuable un avis destiné à lui faire connaître le nombre des journées de travail qu'il est tenu de fournir, l'évaluation de ces journées en argent et l'invitation de déclarer dans le mois, délai fixé d'avance par le préfet, s'il entend se libérer en argent ou en nature.

La déclaration doit être faite devant le maire ou son adjoint désigné à cet effet. Il en est immédiatement donné avis au percepteur ou receveur qui en prend note sur le rôle; faute de déclaration dans le délai déterminé, la cote est maintenue en argent et doit être acquittée et recouvrée comme en matière de contributions directes, c'est-à-dire par douzième.

Nous observerons ici que la conversion en argent est le plus souvent désirable, car les communes ne peuvent qu'y gagner en employant des ouvriers salariés.

Dans les quinze jours qui suivent l'expiration du délai de rigueur pour les déclarations, le percepteur ou receveur envoie au maire un relevé du rôle certifié par lui, comprenant les cotes qui, d'après ces déclarations, doivent être payées en nature.

Conversion en tâches. — Alors il s'agit d'exécuter le principe émis dans le § 5 de l'art. 4 de la loi de 1836 ainsi conçu :

« La prestation non rachetée en argent pourra être convertie en tâches, d'après les bases et évaluations de travaux préalablement fixées par le conseil municipal. »

Or, voici les explications données à ce sujet par la circulaire du 24 juin :

« On sait généralement ce que valent, lorsqu'ils sont payés en argent, les travaux de différentes espèces qui se font sur les chemins vicinaux; combien on paie, par exemple, pour faire ramasser, casser ou étendre un mètre cube de pierres, ou pour faire creuser un mètre courant de fossés, ou combien coûte le transport des matériaux. Le conseil municipal n'a donc qu'à arrêter la valeur représentative de ces differentes espèces de travaux dans un tarif spécial. Ainsi l'habitant, imposé à 5 fr., par exemple, pour trois journées de travail, devra, s'il veut acquitter sa prestation en nature, être chargé d'un travail estimé 5 fr.; peu importe alors qu'il le fasse en un jour ou en trois, pourvu qu'il soit terminé. Il en résulte avantage 1° pour l'autorite municipale qui n'a plus à vérifier si les prestataires ont bien employé leurs journées, mais seulement si le travail est fini; 2° pour le prestataire, puisqu'avec un travail actif il pourra peut-être se libérer dans la moitié du temps. »

Tels sont les différents modes à suivre; mais en aucun cas on ne devra admettre la mise en adjudication des travaux à faire sur un chemin vi-

nal, en imposant à l'adjudicataire la condition d'employer les travaux de prestation, qui lui seraient alors précomptés pour une valeur déterminée.

Demandes en dégrèvement. Le rôle, quelque exact qu'il soit, peut, pour diverses causes, donner lieu à des demandes en dégrèvement. Ces demandes doivent être présentées, instruites et jugées comme en matière de contributions directes, c'est-à-dire qu'elles doivent être présentées sans frais dans les trois mois de la publication des rôles, et soumises au conseil de préfecture.

Exécution des travaux. Quelque temps avant l'époque fixée par le réglement du préfet, en exécution de l'article 21 de la loi, les maires doivent visiter ou faire visiter les chemins vicinaux de leur commune afin de reconnaître ceux qui ont le plus besoin de réparation, et de dresser un devis sommaire.

Quinze jours avant l'époque fixée pour l'ouverture des travaux, le maire devra publier et afficher que ces travaux vont commencer, et faire remettre à chaque contribuable un avis signé et portant réquisition de se trouver tel jour, à telle heure, à tel endroit.

Audit jour, les travaux doivent être surveillés par le maire ou son délégué, et même si la commune avait les moyens suffisants, par un *piqueur* salarié.

Chaque jour, le surveillant des travaux devra émarger sur le rôle et en regard du nom de chaque prestataire le nombre de journées qu'il aura acquittées ou fait acquitter.

Refus de satisfaire. Tout contribuable qui ne se rendrait pas, ou qui n'enverrait pas ses fils, ses domestiques mâles et les bêtes de trait ou de somme, au jour et à l'heure assignés, ou qui ne fournirait qu'une portion des journées par lui dues, soit en manquant aux heures, soit autrement, doit être poursuivi par les voies de droit en vigueur pour les contributions directes, à moins qu'il ne lui ait été accordé un ajournement par le maire.

Mais cet ajournement ne doit jamais être trop prolongé, à moins d'empêchement reconnu ; en aucun cas, le délai ne pourrait se prolonger au-delà des limites fixées par l'ordonnance du 1er mars 1835 sur la clôture des exercices.

Hors de ces limites, les prestations ne peuvent plus être payées en nature, attendu que les poursuites ne tendent à procurer que des recouvrements forcés en argent.

Cependant la circulaire précitée engage à n'employer les voies rigoureuses que rarement, et déclare qu'il vaut mieux laisser tomber des cotes en non valeur que d'aggraver les charges de personnes incapables de les supporter. Car il s'agit des recettes et des dépenses pour la famille communale stipulées à son seul profit; conséquemment les poursuites doivent participer de ce caractère et ne pas accumuler des frais qui seraient une perte pour les individus et sans profit pour la communauté. Mais s'il y a mauvaise volonté de la part du contribuable, comme il s'agit de produits communaux, dont le mode de perception est particulièrement confié aux soins de l'autorité administrative, ces poursuites doivent être concertées avec les maires. En conséquence, lorsque les percepteurs ou receveurs municipaux, sont dans le cas d'exercer des poursuites de cette nature, ils demandent à ce fonctionnaire l'autorisation de poursuivre par voie de garnison. Le maire, après avoir engagé le contribuable à se libérer sans frais, donne, s'il y a lieu, son autorisation, laquelle est soumise au préfet pour être rendue exécutoire, comme en matière de contributions directes, avant que le percepteur commence ses poursuites. (Inst. gén. fin., 1826, n° 667.)

Comptes à rendre. Les rôles doivent figurer en recette ou en dépense au budget des communes: le compte d'emploi doit donc en être rendu comme pour les autres recettes communales. Le receveur devra établir d'une manière précise le montant des recouvrements qu'il a dû faire en argent, et le montant de ce qui a dû être exécuté en travaux. Cette justification se fait par la représentation du relevé même de son rôle émargé. Quant aux cotes qui ont dû être acquittées en nature, le comptable en est libéré par la représentation du relevé qu'aura émargé le surveillant des travaux.

§ 4. Des centimes additionnels et des impositions extraordinaires.

Lorsque les prestations sont insuffisantes, les conseils municipaux assistés alors d'un nombre égal des plus imposés peuvent d'après l'autorisation du préfet, et aux termes de l'article 5 de la loi de 1824, voter cinq centimes additionnels aux contributions directes.

Lorsque cette imposition est insuffisante et que l'importance des travaux l'exige, il peut être établi une imposition extraordinaire, et dans ce cas, il est procédé comme pour les autres impositions de cette nature, qui toutes, après avoir eté votées par les conseils municipaux, doivent être autorisées :

1° Par des ordonnances du roi, pour les villes et communes dont le revenu ne s'élève pas à 100,000 fr. ;

2° Par l'autorité législative, pour les autres villes, à moins de circonstances urgentes qui se présenteraient dans l'intervalle des sessions des chambres. Les impositions autorisées alors par des ordonnances ne peuvent excéder le quart des revenus des communes.

Le recouvrement doit être poursuivi, et les dégrèvements doivent être prononcés comme pour les contributions directes; ces derniers sans frais.

§ 5. Remises dues aux percepteurs ou aux receveurs municipaux.

Les prestations en nature, comme les centimes additionnels, dont l'imposition est autorisée par la loi du 28 juillet 1824, pour l'entretien des chemins vicinaux, ont été classées au rang des ressources communales, et c'est à ce titre que les receveurs municipaux ont été chargés d'en faire le recouvrement. Il en résulte que ces comptables ont incontestablement droit à des remises sur ces produits, comme sur tous les autres revenus municipaux. Une circulaire d'octobre 1824 porte donc : « que les soins exigés par le recouvrement des prestations étant plus multipliés que pour les contributions directes, il est juste que les remises à allouer aux percepteurs ou receveurs soient plus élevées d'un tiers ou de moitié que celles qui leur sont accordées pour ces contributions. La fixation en est faite par arrêté du préfet, sur délibération des conseils municipaux ».

Cette dernière prescription est conforme aux dispositions des décrets des 30 frimaire an XIII et 24 août 1812, lesquels, statuant d'une manière générale sur la fixation des traitements des receveurs municipaux, ont donné pour attribution aux conseils municipaux le droit de déliberer sur la somme à allouer, et à l'autorité qui règle les budgets, le droit de décider définitivement à cet égard.

Quid, cependant, en cas de refus des conseils municipaux de voter les sommes nécessaires?

Nous trouvons la solution de cette question dans une lettre ministérielle du 13 novembre 1835, adressée au préfet de Lot-et-Garonne : « Comme il appartient à l'autorité supérieure, y est-il dit, d'assurer le paiement des depenses obligatoires des communes, le prefet doit, après avoir détermine le taux des remises d'après les bases indiquées de la circulaire d'octobre 1824, porter d'office au budget de la commune le crédit nécessaire. En cas d'insuffisance de ressources, et s'il y avait lieu de recourir à une imposition d'office, contrairement au vœu du conseil municipal, en ce cas le préfet doit soumettre au ministre des propositions spéciales, afin de faire statuer par ordonnance royale. »

§ 6. Imposition d'office par le préfet.

L'une des principales causes du peu d'efficacité de la loi du 28 juillet 1824 était, sans contredit, l'absence de toute sanction au principe qui met la réparation des chemins à la charge de la commune. Trop souvent une inexplicable incurie et l'entier oubli des véritables intérêts de la commune, quelquefois des rivalités locales portaient un conseil municipal à négliger entièrement la réparation des communications les plus utiles, et l'administration supérieure ne pouvait qu'exhorter, sans que la loi lui donnât le pouvoir de vaincre tant d'inertie.

Mais ce pouvoir, elle le tient aujourd'hui de l'art. 5 de la loi du 21 juin 1836, ainsi conçu :

« Si le conseil municipal mis en demeure n'a pas voté, dans la session désignée à cet effet, les prestations et centimes nécessaires, ou si la commune n'en a pas fait emploi dans les delais prescrits, le prefet pourra d'office imposer la commune dans les limites du maximum, soit faire exécuter les travaux.

» Chaque année, le préfet communiquera au conseil général l'état des impositions établies d'office en vertu du présent article.»

Mais il n'y a lieu à l'application de ces moyens, que lorsque l'état des chemins soulève des plaintes fondées, et que la commune n'a pas déjà fait emploi de ses ressources.

Car si lesdites ressources avaient été épuisées, la seule mission du prefet serait d'inviter le conseil municipal à voter des centimes extraordinaires d'après l'article 6 de la loi du 28 juillet 1824.

Dans le premier cas, au contraire, et si la mauvaise volonté du conseil municipal est reconnue, il s'agit d'abord de faire reconnaître et constater le mauvais état des chemins par un commissaire désigné à ce sujet. Après la réception du procès-verbal, le préfet doit par un arrêté motivé inviter le maire à convoquer le conseil dans un délai fixé, à l'effet de délibérer sur la réparation des chemins.

Si l'invitation n'est pas suivie d'effet, c'est alors qu'il y a lieu d'imposer d'office jusqu'à la quotité nécessaire pour effectuer la réparation des chemins; elle peut donc porter sur la totalité des ressources indiquées par la loi.

Si cette totalité n'est pas nécessaire, elle devra porter sur une portion de chacune des ressources, car il y aurait quelque inconvénient à n'imposer que l'une d'elles exclusivement.

Après avoir notifié cet arrêté au maire, le préfet doit charger le percepteur de rédiger le rôle comme si les prestations avaient été votées, et rendre le rôle exécutoire.

Par un second arrêté dûment publié dans la commune, les habitants sont prévenus d'opter dans un délai déterminé sur la manière de s'en acquitter.

Si le conseil municipal avait voté des prestations ou des centimes sans qu'il en eût été fait emploi, le préfet doit encore avoir recours à la mise en demeure, et passé le délai fixé pour effectuer les travaux, il déclare les prestations exigibles en argent, les fait exécuter à prix d'argent et les solde avec le montant des centimes votés ou des prestations recouvrées en argent.

§ 7. Entretien des chemins qui intéressent plusieurs communes.

Art. 6. « Lorsqu'un chemin communal intéressera plusieurs communes, le préfet, sur l'avis des conseils municipaux, désignera les communes qui devront concourir à sa construction ou à son entretien, et fixera la proportion dans laquelle chacune d'elles y contribuera.»

Il arrive assez fréquemment en effet, qu'une commune, sur le territoire de laquelle un chemin est situé, se sert beaucoup moins de ce chemin que deux autres communes entre lesquelles il établit une communication. Il est juste sans doute que la commune de la situation du chemin concoure à son entretien, mais il est juste aussi d'y faire concourir, dans une équitable proportion, les communes intéressées au bon état de ce chemin.

Ce principe était écrit déjà dans l'art. 9 de la loi du 28 juillet 1824; mais, soit que la rédaction de cet article fût un peu vague, soit que l'interprétation qui en fut faite laissât elle-même à désirer, son application resta sinon impossible, au moins d'une extrême difficulté. Mais il ne saurait en être de même de l'article 6 précité, qui pourrait d'ailleurs être au besoin combiné avec l'art. 5.

Mais avant d'agir, le préfet doit attendre que son intervention soit provoquée. Il fait alors délibérer les conseils municipaux de ces communes; pèse mûrement les objections; recueille tous les renseignements propres à bien éclairer sa décision, et, d'après le résultat de ces recherches, statue par un arrêt motivé sur le degré d'intérêt de chacune des communes à l'entretien du chemin litigieux. Ce degré d'intérêt doit être exprimé, non par un chiffre absolu en francs, mais par un chiffre proportionnel comme 1/10e, 1/5e, afin que la même base puisse être appliquée tous les ans, tant qu'il ne sera pas nécessaire d'y apporter de changement.

L'art. 9 de la loi de 1824, exigeait le concours des plus imposés, mais par les motifs dont nous avons parlé ci-dessus, la loi nouvelle dispense les conseils municipaux de cette adjonction.

Si une commune refusait le concours légalement demandé, ce serait le cas d'appliquer l'article 5.

Il faut observer que ce concours peut être exigé pour la construction comme pour la réparation.

Toutefois, l'instruction du 21 juin engage les préfets à ne faire que, dans de justes limites, l'application de l'art. 6. Il est rare en effet, qu'un chemin ne serve qu'à la seule commune sur laquelle il est statué; presque tous servent plus ou moins aux communes avoisinantes, et il pourrait y avoir beaucoup d'inconvénients et de retards si on les appelait toujours à la réparation des chemins parce qu'elles s'en servent quelquefois.

Pour appliquer la disposition nouvelle, il ne suffit pas qu'une commune se serve quelquefois d'un chemin situé sur le territoire d'une autre commune; il faut que le chemin soit pour elle un moyen habituel et indispensable de communication, conséquemment qu'elle le dégrade.

ART. II. Chemins vicinaux de grande communication.

§ 1. Leur caractère.

Dans la section première, nous avons vu l'entretien des chemins vicinaux considéré comme une charge exclusivement communale, c'est le maintien des anciens principes; mais il arrive souvent qu'un chemin vicinal, par son importance, par les dépenses qu'il nécessite, dépasse les limites de l'intérêt communal; ce ne sont plus même deux ou trois communes qu'il intéresse; l'application de l'article 6 de la loi devenait donc insuffisante, et il fallait pourvoir aux besoins d'un intérêt plus général. L'article 7, § 1er, est donc ainsi conçu : « Les chemins vicinaux peuvent, » selon leur importance, être déclarés chemins » vicinaux de grande communication par le con- » seil général, sur l'avis des conseils municipaux, » des conseils d'arrondissement, et sur la propo- » sition du préfet. »

Toutefois, l'addition des mots, de grande communication, n'ôte pas aux chemins dont il s'agit le caractère de chemins vicinaux qu'ils doivent préalablement avoir reçu des arrêtés de reconnaissance.

Ils restent chemins vicinaux; ils en conservent tous les priviléges; ils sont imprescriptibles; la répression des usurpations reste dévolue à la juridiction des conseils de préfecture; le sol de ces chemins continue d'appartenir aux communes; les communes demeurent chargées de pourvoir à leur entretien, au moins en partie; les fonds départementaux qu'il est permis d'y affecter viennent à la décharge des communes, non pas comme dépenses départementales directes, mais seulement comme secours, comme subvention; les travaux qui se font sur ces chemins sont donc des travaux communaux, et non point des travaux départementaux; seulement, il a paru nécessaire de placer ces travaux sous l'autorité immédiate et directe du préfet, parce qu'ils sont faits en vue d'un intérêt plus étendu que le simple intérêt d'une seule commune, et qu'il était indispensable de confier à une autorité centrale l'exécution de mesures qui embrassent plusieurs communes. (art. 9.) Cependant les articles 4 et 5 leur sont applicables.

§ 2. **Désignation, Direction, Intérêt de plusieurs départements, Déclassement, Concours de plusieurs communes, Largeur, Limites, Concours spontané des communes ou des particuliers.**

La désignation de ce genre de chemins n'est pas un acte d'administration; il s'agit en effet de créer une nouvelle classe de chemins dont l'entretien doit peser plus ou moins sur tout ou partie du département : c'était donc au conseil général institué pour défendre ses intérêts qu'il appartenait de procéder à cette désignation.

« C'est encore le conseil général qui doit déterminer la direction de chacun de ces chemins; (Art. 7, § 2); mais seulement, dit l'instruction ministérielle, d'un point extrême à un autre, avec indication des points principaux intermédiaires; car le conseil ne pourrait être chargé de tous les détails de courbes, tracés, qui rentrent dans le devoir de l'administration. »

Avant de soumettre les plans au conseil général, le préfet doit examiner si le classement projeté ne devient pas fort utile à un département voisin; il y aurait lieu alors de s'entendre avec le préfet de ce département pour qu'il eût à proposer à son conseil général le prolongement de la ligne.

Enfin, c'est encore le conseil général qui désigne les communes qui doivent contribuer à la construction ou à l'entretien de chaque chemin. (Art. 7. § 2.)

Mais il faut remarquer que le conseil n'exerce ces attributions que sur la proposition du préfet : à lui seul devait appartenir ce droit d'initiative, car mieux qu'un autre il peut recueillir les documents nécessaires et éclairer les délibérations du conseil général.

On doit sentir l'importance du bon choix des lignes vicinales; mais ce n'est que progressivement que les sages dispositions de la loi pourront être exécutées. Aussi l'instruction ministérielle recommande aux préfets de restreindre le classement dans la proportion des ressources, et avant tout de réviser les classements provisoires qui auraient pu être faits avant la loi.

Au préfet, avons-nous dit, appartient l'initiative, mais seulement, porte l'art. 7, après qu'il a provoqué les délibérations des conseils municipaux intéressés et des conseils d'arrondissement. On a pensé avec raison que ces derniers sauraient se placer en dehors des limites trop étroites de l'intérêt communal, et s'élever jusqu'à la hauteur des véritables intérêts du pays.

Déclassement. La loi du 21 mai, est restée muette sur le déclassement des chemins de grande communication. Cependant si l'un d'eux venait à perdre de son importance, nul doute que pour éviter au département la charge de son entretien, le préfet ne pût, en observant les formalités ci-dessus, proposer le déclassement au conseil général qui le prononcerait. Le chemin tomberait alors dans la classe des chemins vicinaux ordinaires.

Il y aurait encore lieu au déclassement, si les offres de concours faites par des communes ou des particuliers ne se réalisaient pas.

Concours des communes. C'est encore le préfet qui doit proposer au conseil général la désignation des communes dont le concours doit être demandé. On ne saurait tracer aucune règle précise sur l'étendue de ces désignations : tout dépend des localités et de leurs intérêts respectifs.

Une fois la désignation faite, c'est alors le préfet qui détermine annuellement la proportion dans laquelle chaque commune doit concourir à l'entretien de la ligne vicinale dont elle dépend. Les revenus ordinaires des communes sont d'abord affectés à cette dépense, après l'acquittement des autres dépenses communales, et s'il reste des fonds libres. En cas d'insuffisance de ces revenus, la loi, art. 8. § 3, affecte à l'acquittement de l'obligation qui leur est imposée deux des journées de prestation autorisées par l'art. 2, et les 2/3 des centimes votés par le conseil municipal en vertu du même article.

L'obligation imposée aux communes est formelle, et en cas de refus de l'une d'elles d'y satis-

faire, l'art. 9 de la loi donne au préfet le droit, d'appliquer les art. 4 et 5 dont nous avons spécialement parlé en traitant des chemins vicinaux.

Largeur, Limites. Jusqu'à présent nous n'avons parcouru que les attributions dévolues au conseil général; et nous avons fait voir que les actes du préfet n'étaient que de simples propositions qui devaient être ratifiées par le conseil électif. Mais quant à la fixation de la largeur et des limites, l'exécution de ces mesures est dévolue exclusivement au préfet par l'art. 7, § 3. Cette largeur fixée à 6 mètres pour les simples chemins vicinaux par la loi du 9 vent. an XIII, peut être portée à 8 mètres non compris les fossés, pour ceux de grande communication. (Inst. min.)

Mais comment parvenir à cet élargissement qui doit naturellement léser des intérêts privés? la circulaire précitée invite les préfets à user de leur influence pour obtenir la cession gratuite des terrains nécessaires. Mais si elle échouait contre la mauvaise volonté des propriétaires, ce serait le cas alors d'appliquer l'art. 15 de la loi, et de faire régler par experts, les indemnités à payer. (V. tit. 1er, sect. 1re, § 3.)

Concours spontané des communes et des particuliers. Il peut arriver que des communes ou des associations de particuliers demandent pour les chemins qui les intéressent, soit un changement de direction, soit le bénéfice des subventions départementales, et qu'à l'appui de cette demande, elles soumissionnent l'offre d'un concours pécuniaire aux travaux.

Le préfet est donc chargé de statuer sur ces offres et de vérifier si elles présentent les garanties nécessaires.

§ 3. Entretien. Subventions départementales. Surveillance du préfet.

« (Art. 8.) Les chemins vicinaux de grande communication, et dans des cas extraordinaires, les autres chemins vicinaux *pourront* recevoir des subventions sur les fonds départementaux (§ 1.)»

Le mot *pourront* indique suffisamment que la disposition n'est pas obligatoire. Le département n'est tenu de fournir ces subventions qu'autant que l'intérêt général le réclame, que les communes y acquièrent des droits par leurs efforts et que les ressources départementales le permettent.

« § 2. Il sera pourvu à ces subventions au moyen des centimes facultatifs ordinaires du département et de centimes spéciaux votés annuellement par le conseil général.» Mais bien entendu que cette destination ne pourra être donnée aux centimes facultatifs qu'après qu'il aura été pourvu à toutes les dépenses auxquelles ces centimes sont destinés. En cas d'insuffisance seulement, c'est alors que le préfet devra proposer au conseil général le vote de centimes spéciaux, dans la limite qui, aux termes de l'art. 12, sera annuellement fixée par la loi de finances, et que ces fonds devront être inscrits au budget, en masse.

Dès que le conseil général a voté l'ensemble du crédit, la répartition de ce crédit n'est plus qu'une mesure d'exécution confiée au préfet, lequel devra s'en acquitter en ayant égard aux ressources, aux sacrifices et aux besoins des communes. (Art. 8, § 3.) En outre, l'obligation qui lui est imposée d'en rendre compte chaque année au conseil général (Ibid.) est une garantie du soin qu'il doit y apporter.

L'article 9 place spécialement les chemins vicinaux de grande communication sous l'autorité du préfet, et cela se comprend, parceque c'est ce magistrat qui décide comment ces travaux, bien que *communaux*, doivent être faits, sur quels points ils seront entrepris et successivement portés, qui règle enfin tous les détails d'exécution.

A cet effet, il doit veiller :

1° A ce que l'emploi des ressources affectées à ces chemins ne soit pas fait absolument par commune, mais qu'elles soient au contraire *centralisées* par lignes vicinales dans la caisse du receveur-général, sous le titre de *cotisations municipales applicables au chemin de grande communication* n°..... De cette façon, il les trouvera à sa disposition pour être employées au fur et à mesure de l'avancement des travaux;

2° A ce que les prestations en nature soient employées sur le point de la ligne où elles peuvent être le plus utiles, et principalement le plus près possible de la commune qui les fournit;

3° A ce que le compte, qui d'après l'art. 8, § 2, doit être rendu au conseil général, embrasse toutes les ressources affectées à chaque ligne vicinale, et soit complet pour chacune de ces lignes.

Article 3.

Dispositions communes aux chemins vicinaux et à ceux de grande communication.

Section I. — Ouverture de chemins nouveaux, Redressement, Voie amiable, Expropriation.

Nous n'avons vu jusqu'à présent que les dispositions de la loi relatives aux chemins existants. Nous allons examiner les mesures qu'elle ordonne pour l'ouverture d'un chemin qui n'existe pas, et les redressements qui ne sont autre chose que l'ouverture sur une moindre étendue.

« Ces travaux, porte l'art. 16, § 1, seront autorisés par arrêté du préfet.»

Les voies amiables de transaction et d'échange sont les premières qu'indique à ces magistrats l'instruction du 24 juin. Elle les engage à mettre en usage leur propre influence et celle des maires, qui sera d'autant plus désintéressée, qu'en aucun cas, le prix du terrain ne devra être payé sur les fonds départementaux.

Expropriation. Si cependant il fallait renoncer à un arrangement à l'amiable, l'art. 16 emprunte le principe de la loi du 7 juillet 1833, pour cause d'utilité publique.

Seulement, on conçoit que les formes doivent être moins solennelles et plus expéditives lorsqu'il s'agit de chemins vicinaux; d'après la loi, l'arrêté du préfet suffit pour autoriser les travaux d'ouverture ou de redressement, il remplace la loi ou l'ordonnance exigée par celle du 7 juillet 1833.

Le jury d'ailleurs, choisi par le tribunal sur la liste générale prescrite par l'article 29 de ladite loi, n'est composé que de quatre jurés et de trois supplémentaires. A leur égard, l'administration et la partie intéressée ont respectivement le droit d'exercer une récusation péremptoire. Le juge doit donc recevoir l'acquiescement des parties.

Mais toutes ces formalités étant du domaine judiciaire, le préfet doit se borner à adresser expédition de son arrêté au procureur du roi, en lui demandant de provoquer l'accomplissement des formalités prescrites par l'art. 16 de la loi du 21 mai 1836.

Le procès-verbal du juge emporte translation définitive de la propriété. Les règles pour le recours en cassation, soit contre le jugement, soit contre la déclaration du jury, sont les mêmes que celles dont parle la loi du 7 juillet 1833. (V. **Expropriation.**)

Section II. — Extraction de matériaux, Occupation de terrain.

Mais alors même qu'il n'y a pas lieu à expropriation pour travaux d'ouverture et de redressement des chemins vicinaux, ces travaux, ou même ceux d'entretien, peuvent exiger qu'il soit fait usage des propriétés privées.

C'est pour ce cas qu'il est dit, art. 17 : « que les extractions de matériaux, les dépôts ou enlèvements de terre, les occupations temporaires de terrains, seront autorisés par arrêté du préfet, lequel désignera les lieux, et sera notifié aux parties intéressées au moins dix jours avant que son exécution puisse être commencée. » Il faut en effet que le propriétaire puisse être entendu, qu'il ait la possibilité d'adresser au préfet ses observations, s'il croit devoir en faire; il faut aussi qu'il ait le moyen, s'il le croit nécessaire, de faire constater l'état des lieux avant leur envahissement, et celui de fixer amiablement avec les entrepreneurs les indemnités qui lui seraient dues; mais, dans le cas où elles ne pourraient être ainsi fixées, le même article porte, § 2, « qu'elles seront réglées par le conseil de préfecture, sur le rapport d'experts nommés, l'un par le sous-préfet, et l'autre par le propriétaire.

En cas de discord, le tiers expert sera nommé par le conseil de préfecture. »

L'action en indemnité se prescrit par deux ans. (art. 18.)

Section III. — Indemnités dues par l'état, la couronne et les propriétaires d'établissements industriels.

« Les propriétés de l'état, productives de revenus, contribueront aux dépenses des chemins vicinaux dans les mêmes proportions que les propriétés privées.

» Les propriétes de la couronne contribueront aux mêmes dépenses, conformément à l'art. 13 de la loi du 2 mars 1832. » (Art. 15.)

Ce principe existait déjà dans l'art. 8 de la loi de 1824, mais sa rédaction obscure donnait lieu à des contestations; aujourd'hui elles deviennent impossibles.

La difficulté de cette perception sur les propriétés de la couronne sera surtout d'autant moins à redouter, que déjà elles concourent aux charges communales et départementales, et qu'elles sont portées sur les rôles.

Quant aux *biens de l'état*, il faut distinguer seulement, on l'a vu, ceux qui sont *productifs de revenus*. N'étant portés sur aucun rôle, c'est au préfet à dresser un rôle spécial; mais il n'y a pas lieu à imposer les propriétés de l'état, lorsque le conseil municipal n'a voté que des prestations en nature, puisque, d'après l'esprit de la loi, c'est une obligation personnelle; l'état ne devient imposable que lorsque le conseil municipal a voté des centimes spéciaux. Comme il s'agit en ce cas d'une appréciation cadastrale pour servir de base à cette imposition, le préfet doit s'entendre à cet effet avec le directeur des contributions directes.

En cas d'opposition à cette fixation, soit de la part de la commune intéressée, soit de l'administration forestière, le recours est porté devant le ministre.

Il est fort important d'observer qu'il ne s'agit plus, comme sous l'empire de la loi de 1824 (art. 8), d'imposer à l'état une quote part proportion-

née aux travaux que font les communes sur les chemins vicinaux, mais seulement d'imposer les propriétés de l'état, dans les mêmes proportions que les propriétés privées.

Bien entendu que la contribution spéciale imposée à l'état, et même les centimes spéciaux votés par les conseils municipaux ne peuvent être employés qu'aux travaux sur les chemins vicinaux, et non à d'autres dépenses communales. D'ailleurs la surveillance de cette application appartient au préfet.

Cependant aux termes du § 4 de l'art. 8 de la loi du 21 mai 1836, les communes pouvant être appelées à concourir à la dépense d'une ligne vicinale, la contribution proportionnelle demandée aux propriétés de l'état ou de la couronne situées sur lesdites communes, devra être versée au profit de la ligne vicinale.

De même encore les mêmes propriétés doivent supporter les centimes spéciaux votés par les conseils généraux; c'est une conséquence de l'obligation qui leur est imposée de contribuer aux travaux des chemins vicinaux dans les mêmes proportions que les propriétés privées.

Concours des établissements industriels. « Toutes les fois qu'un chemin entretenu à l'état de viabilité par une commune, sera habituellement ou temporairement dégradé par des exploitations de mines, de carrières, de forêts ou de toute entreprise industrielle appartenant à des particuliers, à des établissements publics, à la couronne ou à l'état, il pourra y avoir lieu d'imposer aux entrepreneurs ou propriétaires, suivant que l'exploitation ou les transports auront lieu pour les uns ou pour les autres, des subventions spéciales, dont la quotité sera proportionnée à la dégradation extraordinaire qui devra être attribuée aux exploitations. (Art. 14, § 1er.)

Pour l'application de ce paragraphe, il est nécessaire que le maire fasse constater, contradictoirement avec le propriétaire ou l'exploitant dûment invité par écrit, l'état de viabilité du chemin. Procès-verbal en est signé : en cas de désaccord, le sous-préfet, d'après le compte qui lui en est rendu par le maire, et le propriétaire ou l'exploitant nomment chacun un expert; s'ils ne peuvent s'accorder, le prefet, d'après le rapport qui lui en est fait, provoque la nomination d'un tiers expert par le conseil de préfecture, conformément à l'art. 17.

Il s'agit ensuite de distinguer entre les dégradations habituelles et les dégradations temporaires, cette distinction est facile à saisir.

Quant aux propriétés ou établissements obligés à fournir cette indemnité, la désignation de la loi est limitative; on ne saurait donc par analogie vouloir comprendre dans cette catégorie une exploitation agricole quelque vaste que soit sa culture; mais sera-ce le propiétaire, le fermier, ou l'exploitant qui sera tenu du paiement de l'indemnité? évidemment ce sera celui pour le compte duquel l'exploitation a lieu d'une manière permanente, en vertu d'un bail ou autrement. Quant aux adjudicataires de coupes de bois, la jurisprudence a décidé qu'ils ne peuvent être assimilés aux entrepreneurs, c'est donc au propriétaire de la forêt que l'indemnité doit être demandée. (C. d'état, 8 janv. 1836.)

On comprend le but de cette disposition de la loi, car évidemment les transports auxquels donne lieu l'exploitation des bois, mines, carrières, etc., dégradent les chemins dans une proportion beaucoup plus forte que l'usage qu'en font les communes.

Ici se présente une autre question. L'indemnité est-elle due à d'autres communes que celles du chef-lieu de l'exploitation? à cet égard nul doute, car ce que la loi a entendu c'est que les dégradations causées par un établissement fussent réparées à ses frais, lorsqu'il est constant qu'elles résultent principalement des transports expédiés par ledit établissement. (C. d'état, 8 janv., 23 avril 1836.)

Les subventions pourront, au choix des subventionnaires, être acquittées en argent ou en prestations en nature, et seront exclusivement affectées à ceux des chemins qui y auront donné lieu. (Art. 14, § 2.)

« Elles seront réglées annuellement, sur la demande des communes, par les conseils de préfecture, après des expertises contradictoires, et recouvrées comme en matière de contributions directes. (Ibid. § 3.) »

Les experts seront nommés suivant le mode déterminé par l'art. 17. (§ 4.)

Pour la fixation et l'acquittement de ces subventions nous indiquerons les principes suivants :

1° Le procès-verbal de reconnaissance de l'état de viabilité doit être la base de l'expertise à faire pour évaluer les dégradations;

2° La demande doit être formée par le maire pour les chemins vicinaux, et par le préfet, pour les chemins vicinaux de grande communication;

3° Le recouvrement des subventions doit se faire comme en matière de contributions directes, d'après une copie de la décision du conseil de préfecture remise comme titre au percepteur.

4° Les subventionnaires doivent opter dans un délai de quinze jours sur le mode de s'acquitter. Faute d'option, la subvention est exigible en ar-

gent; s'ils ont opté pour la prestation en nature, ils sont soumis à toutes les règles relatives à cette espèce de contribution.

Mais pour éviter toutes ces formalités le § 5 de l'art. 14 donne aux subventionnaires le droit de faire un abonnement avec les communes. Dans ce cas ce n'est plus le conseil de préfecture, mais le préfet qui règle cet abonnement; car ce n'est plus un acte d'administration, mais la sanction d'une convention entre parties intéressées. Cette voie d'abonnement est la plus désirable.

Section IV. — § 1. Surveillance sur l'entretien des chemins. Agents-voyers.

L'une des causes qui a rendu la loi de 1824 si difficile à exécuter, était le défaut de surveillance confiée à des agents légalement reconnus. On avait senti la nécessité de cette institution, et déjà une circulaire de 1828, par un esprit mal entendu d'économie avait engagé les préfets à créer des charges gratuites de commissaires-voyers. Ceux-ci sans caractère légal ne pouvaient agir que mollement, partant sans influence, et les réparations; mal entendues, mal dirigées, étaient pour ainsi dire inutiles.

L'art. 11 de la loi du 21 mai 1836 pourvoit à cette amélioration réclamée par l'expérience en laissant au préfet la faculté de nommer des agents-voyers.

« Leur traitement sera fixé par le conseil général et sera prélevé sur les fonds affectés aux travaux. » (§ 1, 2, 3.)

Aussi le préfet ne doit-il faire ces nominations qu'après s'être assuré que le conseil général consent à assurer le traitement de ces agents.

L'instruction ministérielle signale l'avantage qu'il y aurait d'attribuer à l'agent-voyer résidant au chef-lieu la surveillance et la direction des agents placés dans les arrondissements.

La loi n'a parlé ni des conducteurs, ni des piqueurs qu'il pourrait être utile d'attacher au service des chemins vicinaux de grande communication. Mais ce sont des détails d'exécution subordonnés aux ressources des départements.

Un réglement spécial doit être fait par chaque préfet pour l'organisation du service de ces agents, et soumis à l'approbation des ministres.

Outre la surveillance qu'ils doivent exercer sur le mode de réparation des chemins, l'art. 11, § 4, leur donne le droit de constater les contraventions et délits et d'en dresser procès-verbaux. A cet effet, ils doivent prêter serment.

§ 2. Police des chemins vicinaux. Alignement. Droit de déclorre.

La police des chemins vicinaux concerne :

1° Les contraventions aux réglements des préfets relatifs à la largeur, à la direction de la voie publique, aux arbres plantés sur le bord des chemins;

2° Les détériorations, dégradations et usurpations des chemins.

La police des chemins vicinaux appartient aux maires, adjoints, commissaires de police, agents-voyers et gardes champêtres, qui ont le droit de constater par des procès-verbaux les contraventions dont ils sont témoins (L. 2 fruct. an III, art. 5; L. 21 mai 1836, art. 11);

Et les réglements qui ont pour objet la sûreté, la liberté, la commodité du passage sont un des attributs du pouvoir municipal. (L. 14 déc. 1789, 16 août 1790.)

C'est donc à lui qu'il appartient de donner les alignements nécessaires pour les constructions et plantations sur le bord des chemins vicinaux.

Ces alignements sont réglés par les principes qui régissent la même matière, soit pour la voirie urbaine, soit pour la grande voirie. Chaque propriétaire doit donc demander alignement afin que l'autorité puisse faire reconnaître la limite.

Sur les chemins vicinaux, l'alignement est donné par les maires sous la réserve de l'approbation du sous-préfet; et sur les chemins de grande communication il est donné par le préfet, sur la proposition des maires, le rapport de l'agent voyer et la proposition du sous-préfet.

Construire sans demander l'autorisation, c'est une contravention qui doit être poursuivie devant le tribunal de police; aussi pour rendre cette défense obligatoire et mettre le tribunal de police à même d'exercer son action, les maires doivent publier dans les formes accoutumées, un arrêté portant cette défense.

Comme conséquence de ces attributions conférées aux maires sur la police des chemins vicinaux, ils doivent ordonner l'enlèvement de tout dépôt de matériaux, de quelque nature qu'il soit, qui tend à gêner la circulation et à faire enlever les boues, fumiers, et autres immondices qui pourraient nuire soit à la propreté, soit à la salubrité.

Mais le jugement des délits et des contraventions appartient à différents ordres de juridiction, savoir : les conseils de préfecture, les tribunaux de simple police et correctionnelle. (V. ci-après.)

Au nombre des contraventions qui peuvent être commises sur les chemins vicinaux ou particuliers

est celle qui consiste dans l'action de *déclore* un champ, c'est-à-dire de s'ouvrir un passage sur le champ voisin du chemin.

Le Code rural de 1791 toujours en vigueur s'exprime ainsi, tit. 2, art 41 : « Tout voyageur qui déclora un champ pour se faire un passage dans sa route paiera le dommage fait au propriétaire et de plus une amende de trois journées de travail, à moins que le juge de paix du canton ne décide que le chemin était impraticable, et alors les dommages et les frais de la clôture seront à la charge de la communauté. »

Mais cette disposition ne s'applique qu'aux chemins publics; et on n'aurait aucun recours contre le propriétaire du chemin qui ne le doit nullement à titre de servitude. Dans ce cas au contraire ce ne serait pas au voyageur, mais au propriétaire à demander une indemnité.

Mais à l'egard des chemins vicinaux surtout, la loi de 1791 est très-importante, aujourd'hui que les communes sont exclusivement chargées de l'entretien de leurs chemins; c'est un moyen de punir leur négligence et de les forcer à les reparer pour éviter des actions semblables. M. Isambert ajoute même qu'indépendamment des frais de clôture qui seraient à leur charge, elles devraient payer toute fracture et accident causés aux marchandises à cause du mauvais état du chemin, en vertu de la maxime : « Tout fait quelconque de l'homme, etc. »

Section V. — § 1. Propriété des chemins vicinaux.

Autrefois les chemins étaient la propriété des seigneurs, mais la loi du 15 août 1790 abolit pour l'avenir ce droit de proprieté et celui de voirie qui leur étaient attribués. Dans la suite, par la combinaison de l'art. 5 de la loi du 1er décembre 1790 avec l'art. 5, section 1re de la loi du 10 juin 1793 portant : « que les places, promenades, voies publiques et édifices à l'usage des communes sont exceptés du partage des biens communaux, » on avait décidé que les chemins vicinaux appartenaient à l'état. Le ministre des finances avait embrassé cette opinion dans sa circulaire du 4 prairial an VII; mais un arrêté du gouvernement du 24 vendémiaire an XI maintint aux communes la propriété des chemins vicinaux. Cette dernière disposition fut adoptée par le Conseil d'état lors de la discussion qui eut lieu à l'occasion de la rédaction des art. 538 et 542 du Code civil, dont voici les termes :

« Les chemins, routes et rues à la charge de l'état, les fleuves et rivières navigables ou flottables, s rivages, lais ou relais de la mer, les ports, les havres, les rades, et généralement toutes les portions du territoire français qui ne sont pas susceptibles d'une propriété privée, sont considérés comme dépendances du domaine public. » (C. civ. 538.)

Les biens communaux sont ceux à la propriété ou au produit desquels les habitants d'une ou plusieurs communes ont un droit acquis. (C. C. 542.) Or, les chemins vicinaux ne sont pas à la charge de l'état, et la proprieté en était acquise aux communes d'après la loi précitée de 1793. Elle leur est donc irrévocablement conservée.

Toutefois la propriété d'un chemin vicinal peut être contestée par l'intérêt privé, surtout s'il n'a pas eté porté sur le tableau des chemins vicinaux dresse par l'administration; il en serait de même après un arrêté de déclassement; parce que tant qu'un chemin est consideré comme vicinal par arrêté administratif, il se trouve placé hors du commerce aux termes de l'article 2226 du Code civil, et conséquemment il échappe à la prescription.

L'art. 10 de la nouvelle loi le dit expressément. « Les chemins vicinaux reconnus et maintenus comme tels sont imprescriptibles. » Ces dispositions sont d'une haute importance pour la conservation du sol des chemins vicinaux.

Cependant MM. Garnier et Jourdan (*Code des chemins vicinaux*) avaient pensé au contraire qu'un chemin vicinal peut se perdre par la prescription trentenaire, et pour cela ils se fondaient sur les art. 2227, 540 et 541 du Code civil; mais l'art. 2226 précité détruit tous leurs arguments. D'ailleurs en l'absence même de la loi du 21 mai 1836, nous pourrions encore invoquer en faveur de l'imprescriptibilité, des réglements anciens qui l'ont toujours consacrée, et entr'autres l'art. 546 de l'ordonnance de Blois ainsi conçue : « Les chemins seront réduits à leur largeur ancienne, nonobstant usurpations par quelque laps de temps qu'elles puissent avoir été faites. » Ce n'est pas ici le cas d'appliquer cette règle de droit : « *tantum præscriptum quantum possessum.*

Mais pour cela il faut que la destination publique ait eté constatée dans les formes de la loi par l'autorité compétente : ce caractère lui est donc acquis, ainsi que nous l'avons dit, par la déclaration de vicinalité, et tant que cette destination dure, il échappe à la possession. On ne saurait même se fonder sur le non-usage d'un chemin pendant une longue suite d'années. Tant que l'autorité administrative ne l'a pas supprimé, on doit le présumer utile aux communications des habitants, et conséquemment il ne cesse de conserver sa destination.

Mais il en serait autrement si un ancien chemin avait été prescrit par la possession trentenaire avant la déclaration de vicinalité; auquel cas le propriétaire doit être indemnisé de la totalité du terrain, comme si jamais ce chemin n'avait existé.

Les prétentions élevées par les parties intéressées doivent alors être portées devant les tribunaux ordinaires seuls compétents pour en connaître. Pendant longtemps il y eut quelque doute sur cette compétence attribuée d'abord aux conseils de préfecture. Mais elle constituait une violation évidente des principes immuables d'après lesquels la connaissance de toutes les questions de propriété appartient aux tribunaux ; c'était distraire les citoyens de leurs juges naturels sans que l'utilité de cette exception fût prouvée : aussi la jurisprudence du Conseil d'état ne tarda pas à reconnaître son erreur. (C. d'état, 11 avril 1810; 16 fév., 12 déc. 1811, etc.) De cette manière dit, M. de Cormenin, les faits sont mieux connus, la moralité des personnes mieux appréciée et la justice plus rapidement satisfaite.

Cependant, ajoute encore le même auteur, les conseils de prefecture peuvent accorder aux communes, selon les cas, le maintien provisoire des chemins dont la propriété est contestée ; en effet si la commune est en possession du chemin, le particulier qui en revendique la propriété ne peut l'intercepter régulièrement qu'en vertu d'un jugement.

La cour de cassation devant laquelle on a essayé de faire valoir des exceptions d'incompétence les a constamment repoussées. Nous pouvons en citer plusieurs exemples. Ainsi :

Un tribunal saisi par un particulier de la question de propriété du terrain sur lequel passe un chemin vicinal, ne peut refuser de juger cette question, sur le motif que le demandeur aurait conclu en outre à être maintenu dans la possession du terrain, et à ce que défenses fussent faites à la commune de l'y troubler sous prétexte d'un arrêté administratif déclarant la vicinalité. Si ce dernier chef de demande est mal à propos porté devant l'autorité judiciaire, en ce qu'il tend à paralyser l'exécution d'un acte administratif, il suffit au tribunal de s'abstenir d'y statuer; mais il y a obligation pour lui de prononcer sur la question pétitoire, laquelle est essentiellement de la compétence des tribunaux ordinaires. (Cass., 25 janv. 1830.)

Un juge de paix serait également compétent pour connaître des actions possessoires, alors même que le terrain litigieux serait un chemin vicinal : car la vicinalité d'un chemin ne change rien à la compétence des tribunaux pour connaître des questions de possession ou de propriété qui s'y rattachent. (Cass., 4 déc. 1833; C. pr., art. 23.)

Enfin les propriétaires riverains d'un chemin vicinal qui ont éprouvé quelque dommage des travaux de réparation établis sur ce chemin par ordre du maire, peuvent citer les ouvriers ou entrepreneurs de ces travaux devant le juge de paix par voie d'action possessoire, ou en réparation de dommages. Il n'y a pas lieu de porter l'action au conseil de préfecture, comme au cas où il s'agirait de travaux publics dans le sens de l'article 4 de la loi du 28 pluviose an VIII. (Cass. , 17 janv. 1831 ; C. pr. 23.)

Cependant lorsque la vicinalité d'un chemin a été déclarée, c'est au conseil de préfecture qu'il appartient de statuer sur les anticipations dont ce chemin peut avoir été l'objet. Mais la déclaration de vicinalité ayant seulement pour effet de résoudre les droits de propriété en un droit d'indemnité, l'arrêté du conseil de préfecture qui a réglé les anticipations, ne fait pas obstacle à ce que les questions tant de propriété que de règlement d'indemnité soient portées devant les tribunaux. (C. d'état, 10 janv. 1827.)

Il n'y a d'exception à ces règles qu'autant que le terrain en litige provient d'une vente nationale, auquel cas les tribunaux, n'ayant pas qualité pour interpreter le sens équivoque des actes administratifs, devront renvoyer devant le conseil de préfecture ; mais le conseil se déterminera par les termes seuls de la vente ; il excéderait sa compétence s'il prenait pour base de sa décision des rapports d'experts, un plan des lieux, ou des convenances locales et personnelles. (C. d'etat, 24 déc. 1818.)

Jugé, le 25 septembre 1835, que c'est à l'individu qui a usurpé le chemin vicinal, réputé tel de temps immémorial , et non à la commune qui se plaint de l'usurpation, que doit être imposée la charge de prouver qu'il a la propriété de ce chemin.

§ 2. Suppression des chemins vicinaux. — Droits des anciens propriétaires.

Toutes les lois sur cette matière ont jusqu'ici reconnu la nécessité de supprimer en certains cas les chemins inutiles. Ainsi, nous avons déjà cité l'art. 5 de l'arrêté du 23 messidor an V. Il porte « que l'administration départementale désignera ceux des chemins qui, à raison de leur utilité, doivent être conservés, et prononcera la suppression de ceux reconnus inutiles en rendant leur emplacement à l'agriculture. »

Cette suppression résulte encore de la loi du 9 ventose an XIII, et de l'article 1er de la loi de 1824, qui chargent seulement le préfet d'inscrire au tableau des voies vicinales celles dont il aura constaté l'utilité. Enfin, l'article 10 de cette dernière loi lui attribue encore plus directement le droit de supprimer les chemins, puisqu'il ordonne que lorsqu'il y aura lieu de *vendre* ou *échanger* le terrain des chemins vicinaux pour une somme moindre que 5000 fr., le préfet soit assisté du conseil de préfecture et éclairé de la délibération du conseil municipal. Dans le cas où le prix du terrain dépasserait cette somme, nous avons déjà vu que la vente ou échange ne pourrait avoir lieu qu'en vertu d'une ordonnance royale, et que le préfet est appelé seulement à donner son avis.

La consequence de cette suppression est de rendre le terrain sur lequel il passait, aliénable et prescriptible comme celui des communes.

Mais alors la commune, ou celui à qui le terrain est légalement vendu par la commune, peut-elle exiger la suppression des servitudes apparentes non encore acquises par prescription, et des servitudes discontinues que les riverains exerçaient sur le chemin avant sa suppression? M. Pardessus (*Traité des Servitudes*, nº 40 et 41) professe l'affirmative, et il s'appuie de l'autorité de Cœpolla (Tract. 2, cap. 4, nº 46), et de Dunod (*Des Prescriptions*, page 80). M. Toullier (*Droit civil français*, liv. 2, tit. 4, nº 474) refute l'opinion de M. Pardessus. Les questions rentrant dans le domaine du contentieux judiciaire, nous nous bornons à indiquer ces sources. (V. ci-dessus ce que nous avons dit du **Déclassement**, titre I.)

Droits des anciens propriétaires.

Mais si un motif d'utilité publique avait imposé dans le principe à un proprietaire la nécessite de souffrir l'etablissement d'un chemin sur un terrain qui lui appartenait, et si le même motif n'en exige pas la conservation; si le chemin est supprimé, la loi devait donner au propriétaire de ce terrain la faculté d'en reprendre la propriété par préference à tout autre, en en payant la valeur. Il ne serait pas tolérable que, par la suppression du chemin, des étrangers pussent venir s'établir au milieu de sa proprieté.

L'article 18 porte donc « qu'en cas de changement de direction ou abandon d'un chemin vicinal, en tout ou en partie, les propriétaires riverains de la partie de ce chemin qui cessera de servir de voie de communication, pourront faire leur soumission de s'en rendre acquéreurs, et d'en payer la valeur qui sera fixee par des experts nommés dans la forme déterminée par l'article 17. »

Cette disposition est d'ailleurs imitée de la loi du 7 juillet 1833, art. 60.

§ 3. Des Plantations qui bordent les chemins vicinaux. — Des haies et des fossés. — Écoulement des eaux.

Nous avons déjà dit qu'autrefois les chemins étaient la propriété des seigneurs, et tellement même, dit *Frèminville*, qu'il n'était pas permis aux propriétaires des héritages voisins d'y planter des arbres, non plus que des haies vives, plus près d'un pied et demi au moins des limites dudit chemin, sans la permission des seigneurs hauts justiciers. Tous les arbres donc qui etaient plus rapprochés leur appartenaient; mais la loi du 15 août 1790, en enlevant aux seigneurs le droit de propriété sur les chemins, leur enleva celui de s'approprier les arbres plantés par les riverains.

La loi du 28 août 1792 alla plus loin, et par un esprit de réaction dont plus d'une loi de cette époque se trouve empreinte, elle les dépouilla complétement de la propriété de ces arbres, lors même qu'ils justifieraient les avoir plantés; en outre, les riverains furent réputés propriétaires sans que cependant les seigneurs fussent admis à aucune preuve contraire. Il n'y eut d'exception qu'en faveur des communes qui purent justifier de leur propriété soit par *titre*, soit par *possession*.

Mais dans toutes ces dispositions nous ne voyons aucun principe qui fixe definitivement la propriété des arbres. Plus tard parut la loi du 9 ventose an XIII, qui commença à faire disparaître quelques doutes. Néanmoins, elle ne décide rien quant à cette proprieté; elle avertit seulement, par son article 7, de ne pas planter d'arbres sur le bord des chemins, même dans sa propriété, sans conserver la largeur fixée par l'article précédent, c'est-à-dire 6 mètres.

Nous avons dit que les chemins vicinaux appartiennent aux communes; mais les arbres plantés sur leurs bords sont aux propriétaires riverains, excepté ceux qui se trouvent sur les places des villes, bourgs ou villages qui appartiennent alors aux communes, quand il s'agit d'arbres plantes avant la loi du 28 août 1792, parce que cette loi, comme celle du 15 août 1790, ne s'applique qu'aux arbres existants lors de leur promulgation. Pour ce qui regarde les plantations posterieures à ces deux lois, on doit faire l'application des articles 671 et 672 du Code civil, et comme les communes sont réputees propriétaires des chemins vicinaux, les arbres devraient leur

appartenir, sauf toutefois, aux termes de l'article 553 du Code civil, la preuve contraire qui se fera par témoins. (V. Garnier, nos 158, 168, 169, 170.)

Quoique les chemins vicinaux, et par suite les arbres soient réputés appartenir aux communes, cependant l'article 7 de la loi du 9 ventose an XIII, loi postérieure au Code civil, en permettant aux propriétaires riverains de planter sur le bord du chemin vicinal, a fait une exception en faveur des propriétaires riverains au principe etabli dans l'article 553 du Code civil, en vertu duquel toutes plantations sont censées faites par le proprietaire du sol. Évidemment, ajoute M. Jourdan, on ne planterait pas sur le chemin si l'on croyait n'être pas propriétaire; et le législateur a eu par là l'intention d'engager les propriétaires riverains à border d'arbres les chemins vicinaux; ce que les communes ne font pas facilement, n'ayant pas un intérêt aussi immédiat que les particuliers.

C'est ainsi qu'un arrêt de la Cour royale de Paris du 12 janvier 1833 a decidé que le propriétaire riverain d'un chemin vicinal peut faire des plantations sur le sol de ce chemin, pourvu qu'il lui conserve la largeur fixée par la délimitation, et, à defaut de delimitation, une largeur de 6 mètres; les arbres ainsi plantés sont la propriété du riverain, et non de la commune.

Telle n'est pas cependant l'opinion du ministre dans la circulaire d'octobre 1824. Il décide, en s'appuyant sur les articles 671 et 672 du Code civil, 1° qu'on doit conserver les distances des plantations aux alignements donnés par l'autorité, eu égard aux diverses espèces d'arbres; 2° que la commune a le droit de faire arracher ceux qui ne seraient pas aux distances requises; 5° qu'elle a le droit de faire couper les branches et les racines qui avancent sur la voie publique, et, par conséquent, qu'elle a le pouvoir nécessaire pour les elagages à ordonner là où ils ne le sont pas par les réglements locaux.

Le propriétaire des arbres peut les élaguer sans autorisation; il peut aussi les abattre sans la permission de l'administration des ponts et chaussées; mais il doit, avant l'abattage, en donner avis à l'administration des eaux et forêts, aux termes de la loi du 9 floréal an XI et du décret du 15 avril 1811. (Garnier, no 172-175.) La cour de cassation a juge, le 12 novembre 1825, que ce décret avait encore force de loi. Toutefois nous croyons que, dans la pratique, ses dispositions sont d'une exécution souvent difficile.

Nous remarquerons enfin que si la commune et les riverains se disputent le droit de planter, la commune mérite la préférence, car elle est proprietaire; et que s'il s'agit de décider la question, c'est au préfet qu'il appartient d'en connaître comme d'un acte d'administration.

Quant à la distance qu'il doit y avoir entre les plantations faites sur le bord du chemin et le chemin lui-même, la loi n'en prescrit aucune, puisqu'il suffit qu'on leur conserve leur largeur : ici donc les principes du droit commun ne seraient pas applicables.

Des Haies.

La circulaire ministérielle de 1824 engage seulement les administrateurs à appliquer le principe des articles 670 et 673, relatifs aux haies mitoyennes, comme offrant de suffisants moyens d'exécution, là où il est d'usage que les chemins et les propriétés riveraines n'aient pas d'autres séparations, ou seulement là où ce mode de séparation n'est pas établi. Cet article, on le sait, porte : « Que toute haie qui sépare des héritages est réputée mitoyenne, à moins qu'il n'y ait qu'un seul des heritages en état de clôture, ou s'il n'y a titre ou possession suffisante contraire. » Aussi, plusieurs auteurs, MM. Isambert, Dalloz et Jourdan pensent qu'on ne peut appliquer ces dispositions aux haies des voies publiques, car c'est une grave question que celle de savoir si l'on peut prescrire les limites d'un chemin.

Quant à la plantation des haies, les mêmes auteurs pensent que la loi du 9 ventose an XIII, qui permet de planter des arbres sur la partie du chemin excédant lès 6 mètres de largeur, ne saurait leur être applicable. Car une haie, étant clôture par sa destination, ne doit être établie que sur le terrain qu'on veut renfermer, tandis que des arbres n'ont pas le même but, et l'autorisation de les planter sur le chemin peut être accordée.

En outre, les haies étant ordinairement limitatives des propriétés, deviendraient des sources de procès entre les communes et les riverains, lorsque ceux-ci, après un certain nombre d'années, se croiraient détenteurs du terrain occupé par ce genre de clôture et voudraient faire valoir une prescription qui n'est pas permise sur les chemins vicinaux.

Toutefois la circulaire précitée recommande la plantation des haies sur le fonds des riverains comme le mode de séparation le moins dispendieux et le moins préjudiciable à l'agriculture, et parce qu'il sert d'indication aux voyageurs dans la mauvaise saison, de moyen de conservation à la largeur, à l'alignement des chemins.

Des plantations faites à distance offrent une partie de ces avantages; mais elles exigent plus de terrain et sont plus dispendieuses à d'autres

égards, parce qu'elles ne se font ordinairement qu'en arbres à haute tige : elles peuvent être plus nuisibles aux chemins dans les terrains marécageux, dans les pays humides, à cause de l'ombrage qu'elles donnent et de l'air qu'elles interceptent. Il est même des cas où les simples haies à petites plantations doivent être interdites par ces motifs. »

Les haies peuvent être l'objet de différents réglements pour la sûreté publique. Ainsi l'art. 2 du réglement de police, du 2 août 1774, défend d'étendre du linge sur les haies placées au bord des chemins, dans la crainte d'effrayer les chevaux et de causer des accidents. C'est aux maires à rappeler ce réglement s'il y a lieu.

L'usurpation d'une haie qui dépend de la voie publique est de la compétence des conseils de préfecture si l'on avait occupé le sol ou seulement tondu les arbres ; et de la compétence du tribunal de police correctionnelle si on les avait arrachés.

Mais MM. Isambert, nº 527, et Henrion de Pansey, *Compétence des juges de paix*, pensent qu'on pourrait suspendre les poursuites, en intentant l'action possessoire devant le juge de paix.

Fossés. La loi de 1836, ni celles qui l'ont précédée ne parlent pas des fossés, leur établissement pour l'écoulement des eaux n'étant pas obligatoire. Elle laisse donc aux communes toute liberté, selon la nature du sol et l'importance des communications. La circulaire de 1824 observe que si l'on envisageait seulement les chemins en eux-mêmes, il serait désirable que tous eussent des fossés suffisamment larges et profonds: mais, ajoute t-elle, il faut aussi voir les dépenses qui en résulteraient pour les communes et les riverains ; les pertes qu'on occasionnerait à l'agriculture dans les contrees où le terrain est assez précieux pour qu'on doive éviter tout sacrifice non obligé ; voir les difficultés qu'on trouverait dans le sol ; apprécier enfin les nécessités de ce genre selon chaque pays et chaque communication.

Quant aux droits respectifs concernant les fossés et l'obligation de leur entretien, il faut appliquer le principe des articles 666, 667, 668, 669 et 670 du Code civil ; c'est-à-dire qu'il y aura présomption de mitoyenneté, s'il n'y a titre ou marque du contraire. Du reste, ce que nous avons dit sur la distance des plantations d'arbres doit s'appliquer d'autant plus à l'établissement des fossés.

Écoulement des eaux. C'est une matière qui peut difficilement être réglementée par voie de dispositions générales. Il faut donc ne jamais s'écarter des principes du Code civil. (V. **Eaux**, chap. V, § 5.)

Section VI. — Réglement à faire par les préfets.

D'après l'article 21, chaque préfet, pour assurer l'exécution de la loi dans son département, doit faire un réglement qui, après avoir été communiqué au conseil général, devra être approuvé par le ministre de l'interieur.

Cette disposition était indispensable. La loi ne peut prévoir et prescrire d'une manière uniforme pour toute la France, des mesures d'exécution essentiellement variables suivant les localités, et qui d'ailleurs appartiennent par leur nature à l'administration.

Ce réglement facilitera l'exécution de la loi dans tous les départements et pourra faire disparaître la plus grande partie des difficultés qu'on a paru redouter en l'absence de mesures qui les préviendraient.

Ce réglement doit fixer le maximum de la largeur des chemins vicinaux ; les délais nécessaires à l'exécution de chaque mesure ; les époques auxquelles les prestations en nature devront être faites ; le mode de leur emploi ou de leur conversion en tâches. Il doit statuer en même temps sur tout ce qui est relatif aux adjudications et à leur forme, aux alignements, aux autorisations de construire le long des chemins, à l'écoulement des eaux, aux plantations, à l'élagage, aux fosses, à leur curage et à tous autres details de surveillance et de conservation.

Section VII. — § 1. Attributions des préfets.

Les préfets sont compétents pour reconnaître et rechercher les anciennes limites, opérer la reconnaissance légale des chemins, réviser les classements et les supprimer ; ils sanctionnent le vote des prestations et des cinq centimes ; rendent exécutoires les rôles de prestation.

En cas de refus ou de négligence des communes, malgré une invitation spéciale et une mise en demeure effectuée préalablement par arrêté, ils les imposent d'office pour la totalité de leurs ressources (art. 5, L. 1836.) ; font rédiger d'office les rôles de prestation et en assurent le recouvrement.

Lorsqu'un chemin intéresse plusieurs communes, les prefets désignent celles qui devront concourir à son entretien et fixent la proportion de ce concours (art. 6).

Relativement aux chemins de grande communication, et bien qu'ils soient placés sous l'auto-

rité des préfets, avec faculté pour eux d'user du pouvoir qui résulte des articles 4 et 5 de la loi, cependant ces magistrats exécutent moins par eux-mêmes. Ils sont plutôt agents de surveillance et de transmission, intermédiaires des localités et du conseil général qui ordonne sur leur proposition, soit le classement, soit le déclassement.

Ils fixent les limites et la largeur des chemins, règlent le concours des communes dans la dépense de chaque ligne vicinale; proposent au conseil général le vote des centimes spéciaux; font la répartition du crédit applicable aux subventions, etc. (art. 8); surveillent l'application exclusive de ces fonds aux travaux sur les chemins vicinaux.

Ils nomment les agents-voyers (art. 11); forment, contre les propriétaires ou exploitants d'établissements industriels, la demande en indemnité pour les communes; règlent l'abonnement qui peut être fait avec ces propriétaires ou exploitants (art. 14); enfin sont chargés de faire les réglements généraux pour les mesures d'exécution.

§ 2. Compétence des conseils de préfecture.

Les conseils de préfecture ne sont que des tribunaux extraordinaires et d'exception, qui ne peuvent connaître que des matières qui leur sont attribuées par une loi formelle et spéciale. Or, une seule loi défère aux conseils de préfecture la connaissance des contraventions commises sur les chemins vicinaux, celle du 9 ventose an XIII. Mais ne parlant que des plantations des arbres, elle ne doit evidemment être entendue que de la répression des contraventions commises en plantant des arbres sur le bord des chemins vicinaux, sans leur conserver leur largeur.

D'après ces dispositions, lors donc qu'un chemin a été *classé* au nombre des chemins vicinaux sur un tableau approuvé par le préfet, le conseil de préfecture est competent pour statuer sur l'*anticipation* reprochee à un particulier, sauf le renvoi aux tribunaux des questions de propriété et d'indemnité.

Il ne pourrait même s'abstenir de prononcer sur l'anticipation et renvoyer devant les tribunaux. (C. d'état, 17 août 1825, 19 août 1829.)

Sa juridiction s'étend encore à la connaissance des empiétements ou détériorations commises sur la largeur desdits chemins; mais en ce cas, elle n'est pas légale, car aucune loi ne la leur attribue, tandis que celle du 6 octobre 1791 déclare à ce sujet la competence des tribunaux correctionnels. Mais la jurisprudence du Conseil d'état a tranché la question dans un sens contraire. Aussi, les envahissements, empiétements, plantations d'arbres, etc. qui tendent à changer la largeur ou la direction du chemin que l'administration a fixées, doivent être constatés par procès-verbaux, ainsi qu'il a été dit ci-dessus. Le maire dénonce le procès-verbal au délinquant, et si, dans la huitaine, le chemin n'a pas été remis dans son état primitif, le maire fera passer par la voie du sous-préfet le procès-verbal, avec copie de la dénonciation, au préfet, pour que celui-ci provoque une décision auprès du conseil de préfecture, dans le cas où la cause ne relève pas des tribunaux. (Circ. min., ans XII et XIII; C. d'état, 6 déc. 1820; id. 25 avr. 1828.)

Mais en cette matière, le pouvoir du Conseil ne consiste qu'à faire cesser le delit, et il n'est plus compétent pour prononcer des amendes contre les auteurs des usurpations. Ce droit n'appartient qu'aux tribunaux. (C. d'état, 16 mai 1827, 25 janv. 1831.) En matière de grande voirie au contraire, nous avons vu que si les conseils de préfecture ne prononçaient pas des peines corporelles, ils peuvent au moins prononcer des amendes.

Il est bien important de remarquer que, pour que le conseil de prefecture puisse connaître des contestations relatives aux chemins publics ou vicinaux, la vicinalité ne doit pas être contestée (C. d'état, 15 août 1821); ce qui serait en dehors de leur compétence, même lorsque le préfet n'a déterminé d'une manière précise ni les anciennes limites du chemin au point litigieux, ni l'emplacement qu'il doit occuper à l'avenir. Il y a lieu de surseoir à statuer jusqu'à ce qu'il ait été procédé par le prefet à cette determination. (C. d'état, 23 déc. 1835.)

En cas de contestation relativement à l'extraction des materiaux ou à l'occupation du terrain, l'indemnité est réglée par le conseil de préfecture sur le rapport d'experts. (L. 21 mai 1836, 17.)

§ 3. Compétence des tribunaux civils.

Les tribunaux seuls peuvent statuer sur la propriété des chemins vicinaux, nonobstant les mesures répressives de l'administration, à moins que l'acquéreur ne prétende que tel chemin a été compris dans la vente d'un bien national, auquel cas les conseils de prefecture seuls seraient compétents.

Ils connaissent des actions en *bornage* intentées par une commune contre le propriétaire riverain d'un chemin de cette commune, encore que cette action n'ait été introduite qu'à raison d'une prétendue usurpation de partie de ce chemin. (Cass., 15 nov. 1831.)

Ils statuent encore sur toutes les questions de servitude et sur les indemnités dues aux propriétaires dépossédés pour l'ouverture d'un nouveau chemin, le rétablissement de chemins abandonnés, le redressement ou agrandissement de chemins existants.

§ 4. Compétence des tribunaux de police correctionnelle.

Ils connaissent de tous les délits dont la peine excède cinq jours d'emprisonnement et 15 francs d'amende, conformément à l'article 157 du Code d'instruction criminelle, ce qui a lieu dans le cas des articles 40 et 44 de la loi du 28 septembre 1791, et art. 607, nº 2 de la loi du 5 brumaire an IV, et dans ceux prévus par les articles 438, 446, 447, 448 et 457 du Code penal.

§ 5. Compétence des tribunaux de simple police.

Ils prononcent sur tous les faits qui tendent à *détériorer* les chemins, à nuire à la *circulation*, à la salubrité, à la propriété ou à la commodité du passage, tels que dépôts, encombrements, excavations *momentanées*. Dans le cas contraire, le tribunal correctionnel serait compétent, Les articles 472, 473, 476, 477, 478, 480, 481, 482, du Code pénal prononcent également des peines dans l'interêt de la sûreté des chemins, mais qui n'excèdent ni 15 francs d'amende, ni cinq jours d'emprisonnement.

Un arrêt de la cour de cassation du 12 avril 1822 donne enfin au tribunal de simple police le droit de prononcer la démolition d'une construction faite au *préjudice* des *réglements*. V. **Tribunal de police.**

§ 6. Enregistrement, Procédure.

Les plans, procès-verbaux, certificats, significations, jugements, contrats, marchés, adjudications de travaux, quittances et autres actes ayant pour objet exclusif la construction, l'entretien et la réparation des chemins vicinaux, sont enregistrés moyennant le droit fixe de 1 franc.

Les actions civiles, intentées par les communes ou dirigées contre elles, relativement à leurs chemins, sont jugées comme affaires sommaires et urgentes, conformément à l'art. 405 du Code de procédure civile.

Consulter : *Code des chemins vicinaux*, par Jourdan, 1 vol. in-8º ; 1829. — *Traité des chemins vicinaux*, par Garnier, 1833 ; 1 vol. in-8º. — *Instruction ministerielle pour l'exécution de la loi du 21 mai 1836*, envoyée aux préfets le 24 juin ; br. in-4º. — *Code vicinal*, par le comte O'Donnell, conseiller-d'état, annoté par M. Vatout, député ; in-8º, 1836.

Titre II. VOIRIE URBAINE.

La voirie urbaine s'applique aux rues, places, quais et promenades des villes, bourgs et villages qui ne font pas partie des grandes routes ou des chemins vicinaux ; d'où il suit que les rues, places etc., qui forment la prolongation des grandes routes appartiennent à l'état, et que celles au contraire qui sont la prolongation des chemins vicinaux appartiennent aux communes comme ces chemins. (L. 13 août 1790, art. 1er ; C. civ., art. 538, 542). Elles sont donc, suivant les cas, régies par les mêmes lois que celles dont nous avons rapporté les dispositions ci-dessus en traitant des grandes routes ou des chemins vicinaux ; nous aurons soin d'indiquer les exceptions.

§ 1. Classement des rues.

A la différence des routes royales ou départementales, et même des chemins vicinaux qui ne sont réputés tels qu'après une ordonnance du roi ou un arrêté du préfet qui les classe et les reconnaît, les rues des villes, bourgs et villages n'ont pas besoin d'être classées et reconnues. Le classement ne devient nécessaire qu'autant que les rues, quais ou places sont une prolongation des dites routes ou chemins.

§ 2. Ouverture des rues.

Par qui l'ouverture doit-elle être ordonnée ?

Lorsqu'il s'agit de prolongations des routes et chemins dont nous avons parlé dans le § précédent, nul doute que les mêmes formalités ne soient applicables aux rues qui en font partie ; mais à l'égard des autres rues on doit s'en rapporter aux prescriptions spéciales de la loi de 1807, qui attribuent leur ouverture au gouvernement, seul appréciateur de l'utilité publique. C'est ce qui résulte de l'article 52. Mais pour l'ouverture des rues dans les bourgs et villages où elles sont loin d'avoir la même importance, plusieurs auteurs, et MM. Dalloz et Garnier entr'autres, pensent qu'il faut les assimiler aux chemins vicinaux. Ainsi le préfet aura le droit d'ordonner l'ouverture d'une rue dans ces lieux, aux termes de l'art. 16, § 1 de la loi du 21 mai 1836, sauf toutefois le paiement d'une indemnité.

Aussi les formalités à observer sont celles que la loi du 7 juillet 1833 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique a tracées.

Il n'y a d'exception, c'est-à-dire qu'il n'y aurait lieu d'accorder une indemnité au proprié-

taire dépossédé soit pour l'ouverture d'une nouvelle rue, soit pour l'élargissement d'une rue préexistante, que si cette obligation lui avait été imposée dans un acte de vente de biens nationaux. Dans ce cas d'ailleurs ce serait au conseil de préfecture à donner son avis sur les clauses de l'acte et à l'interpréter. (C. d'état, 28 décembre 1825.)

§ 5. Alignement.

Toute espèce d'alignement suppose un plan. Il faut donc distinguer le plan général de l'alignement d'un ville, et l'application de ce plan à chaque point particulier de la voie publique.

Le plan général ne peut être déterminé que par l'autorité royale; et l'application particulière appartient à l'autorité municipale. (Géraudo.)

La confection de ces plans a été ordonnée par la loi du 16 septembre 1807 dont l'article 52 porte : « que dans les villes, les alignements pour l'ouverture de nouvelles rues, pour l'élargissement des anciennes qui ne font pas partie d'une grande route ou pour tout autre objet d'utilité publique *seront donnés par les maires* conformément aux plans dont les projets auront été adressés aux préfets, transmis avec leur avis au ministre de l'intérieur et arrêtés en Conseil d'état; enfin, qu'en cas de réclamations de tiers intéressés, il sera de même statué en Conseil d'état sur le rapport du ministre de l'intérieur.

Les préfets proposent ces plans d'après les avis des conseils municipaux.

Une circulaire ministérielle du 23 janvier 1836 appelle l'attention des préfets sur la nécessité d'inviter de la manière la plus pressante les administrations municipales à satisfaire à l'obligation imposée par la loi de 1807, de faire dresser et *approuver* les plans generaux des villes. Cette mesure qui, seule, en effet, assure quelque fixité aux alignements, est une garantie indispensable pour les propriétaires et pour les villes elles-mêmes, qui autrement se trouvent souvent exposées à revenir sur des alignements mal étudies, et qui perdent ainsi le fruit des dépenses qu'elles ont pu faire pour des acquisitions devenues inutiles. Elle est même regardée comme obligatoire, et par plusieurs avis recents le comité de l'interieur a repoussé les acquisitions ou cessions d'immeubles projetées par les villes dans le but du percement des rues nouvelles, ou de rectifications d'alignements, jusqu'à ce que les administrations municipales eussent justifié de l'approbation régulière des plans, soit généraux, soit partiels.

Lorsque les plans sont approuvés, les constructions à faire sur les alignements fixés ne peuvent être entreprises, dans les rues anciennes, que quand les propriétaires font abattre leurs maisons ou bien y sont contraints à raison de la vétusté des bâtiments, et dans les rues nouvelles, que lorsque les villes ont les moyens d'acquérir les terrains sur lesquels ces rues doivent être ouvertes. (D. 27 juillet 1808, art. 2.)

Aussi dès l'instant que des terrains ont été compris dans un plan d'alignement, ces terrains sont frappés d'une servitude qui ne permet plus d'y élever sans autorisation des constructions, en attendant qu'ils fassent effectivement partie de la voie publique; et celui qui en éléverait ne saurait être excusé, ne fût-ce même qu'un hangar. (Cass., 5 juillet 1833, id. 9 juin 1830.)

Tout ce que peut prétendre le propriétaire privé de tous les droits utiles, et resté soumis à toutes les charges de la propriété, se réduit à recevoir quand il plaît à l'administration l'indemnité due à raison du terrain enlevé. (C. Orleans, 11 juillet 1833.)

La nécessité d'un alignement qui touche à la sûreté et à la salubrité publique, de même qu'à l'embellissement des cités, a été de tout temps reconnue en France, et les lois nouvelles de 1789, 1790 et 1791 n'ont fait que confirmer entre autres les dispositions de l'édit de décembre 1607. Il défend, « tant pour Paris que pour les autres villes du royaume, de faire aucun édifice, pan de mur, jambe étrière, encoignure, caves, ni travail fermé, coude en saillie, siéges, barrières, contre-fenêtres, huis de caves, bornes, pas, marches, montoirs à cheval, auvents, enseignes, établis, cages de menuiserie, châssis à verre et *autres avances sur ladite voirie*, sans le congé ou alignement du grand voyer et de ses commis, sous peine de démolition et de condamnation à telle amende que de droit.

Aujourd'hui le principe est le même, seulement l'autorité du grand voyer ou de ses commis est remplacee par celle des maires. En cette matière leurs arrêtes ne peuvent être déférés qu'au préfet. Le conseil de préfecture ne serait pas competent. (C. d'etat, 12 av. 1832.)

Cependant, lorsque l'alignement donné par le maire embrasse plusieurs maisons contiguës et qu'il en résulte un avancement sur la voie publique, ni le prefet, ni même le ministre de l'intérieur ne peuvent statuer sur les oppositions à cet alignement et confirmer l'autorisation donnée à un propriétaire de bâtir sur cet alignement.

C'est le cas de faire exécuter un plan, soit général, soit partiel, et d'en soumettre l'homologation, ainsi que l'examen des contestations, au

conseil d'état, statuant administrativement sur le rapport du ministre de l'intérieur, conformément à l'art. 5 de la loi du 16 septembre 1807. (C. d'état, 26 juill. 1854.)

Il est important d'observer que l'autorisation *verbale* du maire ne peut suppléer à l'autorisation écrite qu'exige la loi. (Édit de 1607, art. 4; Cass. 20 oct. 1835; S. 36, 1. 235.)

S'il n'existait pas encore de plan, les parties ne seraient pas dispensées, pour cela, de demander l'alignement au maire, qui s'assurerait, aux termes de l'édit de 1607, qu'elles n'empiètent pas sur les anciennes limites. (Garnier, p. 396.)

Dans les *places de guerre*, d'après l'art. 75 du décret du 24 décembre 1811, l'autorité civile doit concerter avec l'autorité militaire les nouveaux plans d'alignement, 1° des rues qui servent de communication directe avec la place d'armes, les bâtiments ou etablissements militaires et la rue du rempart; 2° des rues, carrefours et places qui environnent les bâtiments ou établissements militaires, ou qui sont consacrés par le temps et l'usage aux exercices et rassemblements des troupes.

D'après l'art. 50 de l'ordonnance du 1er août 1821, sur les servitudes militaires, les propriétaires des bâtiments et clôtures situes dans les limites de la rue du rempart ou des zones de servitudes, ne peuvent les réparer qu'après déclaration et certificat constatant que les constructions ou réparations ne sont dans aucun cas de prohibition prévu par les lois des 10 septembre 1791, 17 juillet 1819.

La conséquence est que les propriétaires des maisons et terrains qui bordent la rue du rempart doivent demander l'alignement à l'autorité civile, sous les rapports de la voirie urbaine, et à l'autorité militaire, en ce qui touche les servitudes défensives. Or, ces deux autorités doivent toujours se concerter à cet egard, comme sur tous les objets où il s'agit de concilier les intérêts de la défense et de la propriété.

§ 4. Contraventions à l'alignement. Compétence.

Celui qui fait une construction sans avoir obtenu un alignement, ou qui ne s'est pas conformé à l'alignement qui lui a été donné, doit être condamné, en outre de la démolition, à une amende de 1 à 5 fr., peine portée par le Code pénal contre ceux qui négligent ou refusent d'exécuter les réglements de petite voirie. Ce serait à tort qu'on voudrait appliquer l'amende de 20 fr. prononcée par l'édit de 1607, et saisir de cette contravention le tribunal de police correctionnelle. Le tribunal de simple police est seul compétent pour prononcer l'une et l'autre condamnation. (Cass., 11 juin 1818, 29 déc. 1820, 22 mars, 12 avr. 1822.)

Nous avons vu que l'autorisation du pouvoir compétent, pour elever des constructions, ou même pour faire des *réparations* à des bâtiments qui touchent la voie publique, est obligatoire pour tous, et que le défaut de s'y conformer est punissable en tous cas. La cour de cassation, par arrêt du 1er février 1833, a déclaré en outre que cette obligation était de droit public en France, alors même qu'il n'existerait pas de réglement de police prohibitif.

Il en résulte donc, *à fortiori*, que le fait d'avoir, contrairement à un réglement de police, apporté un changement aux murs de façade d'une maison donnant sur la voie publique, ne peut être excusé sous prétexte que les travaux, au lieu de *conforter* le mur, tendraient au contraire à en diminuer la solidité (Cass., 16 nov. 1832). Dans ce cas, le tribunal dé police ne peut donc se dispenser d'ordonner la démolition des travaux, alors même qu'on alléguerait qu'il n'existe pas de plan arrêté. (Cass., 10 oct. 1832.)

En effet, la réparation du dommage ne peut exister que par la demolition de cette construction. En principe général, suivant un arrêt de la Cour de cassation du 12 avril 1822, les maires doivent dresser procès-verbal des infractions à leurs réglements sur la voirie urbaine, et faire sommation au contrevenant de s'y conformer, en détruisant ou changeant les constructions qui ont été faites au mépris de ces réglements: en cas de négligence ou de refus d'exécuter cette sommation, contre laquelle il n'y aurait pas eu recours par les voies légales, il doit être poursuivi devant les tribunaux de police, qui, en prononçant la peine, doivent ordonner la réparation de la contravention, et par conséquent la démolition, la destruction, ou l'enlèvement de ce qui l'a causée.

Indépendamment des constructions neuves, on doit remarquer que les travaux confortatifs aux anciens bâtiments compris dans l'alignement, constituent une contravention. C'est une servitude imposée par les lois de voirie, mais qui ne s'applique qu'aux murs de face, et non aux travaux faits dans l'intérieur des maisons. (C. d'état, 12 déc. 1834.)

Jugé par la Cour de cassation, le 18 septembre 1834, que, lorsque dans une localité où il est défendu, par ordonnance royale approbative du plan d'alignement, de faire aucuns travaux d'entretien ou de conservation, sans permission du maire,

il a été fait des travaux par un habitant, sans qu'il se soit muni de la permission exigée, s'il arrive qu'un arrêté du maire, qualifiant ces travaux de confortatifs, ordonne qu'ils seront démolis dans un certain delai, après la sommation qui sera faite au contrevenant, le refus d'obtempérer à cette sommation constitue la contravention prescrite par l'art. 471, n° 15, Code pénal, et il y a violation tant de cet article, que des règles de compétence, de la part d'un tribunal qui, avant faire droit, et sur la prétention du prevenu que les travaux ne sont ni d'entretien, ni confortatifs, mais de simple embellissement, ordonne qu'ils seront vérifiés par experts pour statuer ensuite ce qu'il appartiendra.

(V. **Grande voirie**, chap. 1er, §§ 6, 7, 8 et 9, relatifs à l'alignement, l'avancement, l'indemnité et aux contraventions en matière d'alignement, sur les rues qui font partie des grandes routes; on y trouvera des principes analogues.)

Quelquefois les alignements fournis par l'autorité peuvent donner lieu à des contestations entre particuliers, à l'occasion d'une rectification à opérer dans une partie du plan; mais en ce cas il doit y être statué par le roi, en son conseil, sur le rapport du ministre de l'intérieur.

Un tribunal empiéterait alors sur les droits de l'autorité administrative, en ordonnant, sur la demande de l'un d'eux, la démolition de constructions faites dans les limites d'un alignement donné par l'administration. Ils doivent donc surseoir à statuer sur les dommages-intérêts réclamés contre le propriétaire qui a fait les constructions jusqu'à ce que le Conseil d'état ait statué sur le pourvoi relatif à l'alignement. (C. d'état, 24 fév. 1824.)

Le tribunal de police doit encore surseoir à statuer au fond lorsque sur les poursuites dirigées contre un individu pour contravention à un alignement prescrit par l'autorité municipale, le prévenu soutient s'être conformé à cet alignement, c'est là une question préjudicielle que le tribunal ne peut décider. Il renvoie donc sa solution devant l'autorité supérieure en fixant au prévenu un délai, dans lequel il est tenu de rapporter la décision administrative. (Cass., 6 oct. 1832.)

§ 5. Largeur des rues.

Aucune loi ne fixe ni ne détermine la largeur que les rues et places des villes doivent avoir. Il n'appartient pas au préfet d'en ordonner l'ouverture, ni d'en régler la largeur comme pour les chemins vicinaux. Il résulte de différentes dispositions de la loi du 16 septembre 1807 que ce pouvoir est conféré au gouvernement, sonmis à l'observation de plusieurs formalités prescrites par la même loi, et qu'il n'y a d'autres limites à son exercice que les besoins de l'utilité publique dont le gouvernement est le juge souverain.

Les rues et les places peuvent donc avoir la largeur commandée par cette utilité qui doit varier à l'infini, ainsi que cette largeur elle-même. V. les art. 50, 52, 51 et 52 de ladite loi. (Garnier.)

§ 6. Solidité des constructions. Démolitions.

Outre la démolition des constructions faites en contravention aux règles de l'alignement qui doit être ordonnée par le tribunal de police, les autorités municipale et administrative peuvent faire démolir pour cause de sûreté publique et d'intérêt général, des édifices qui sont une propriété particulière, lorsqu'ils sont reconnus en état de dégradation et de vetusté par deux experts nommés, l'un par le propriétaire et l'autre par l'administration, et lors même que l'expert du propriétaire est d'avis qu'il y a possibilité de les conserver à l'aide des réparations proposées: dans ce cas il n'y a pas lieu à indemnité; seulement les frais de démolition ne sont pas à la charge du propriétaire. (C. d'état; 24 mars 1820.)

Le recours est ouvert en ce cas devant l'autorité supérieure, à moins qu'il n'y ait urgence constatée.

Un arrêt de la Cour de cassation du 12 avril 1822, pose en principe que cette attribution du pouvoir municipal dans l'espèce, ne modifie d'aucune manière celle des tribunaux de police, relativement aux anticipations ou bien aux formes ou modes de constructions qui ont été entreprises contre les règles fixées dans les arrêtés de l'administration municipale. (V. **Compétence des tribunaux de police**, *infrà*, § 14.)

Il faut encore remarquer que tant qu'il n'y a pas péril en la demeure, et que l'exécution de l'arrêté attaqué causerait au reclamant un dommage considerable, si par suite de la décision definitive l'arrêté n'était pas confirmé, il y a lieu de surseoir. (C. d'état, 11 août 1833.)

Enfin, pour qu'il soit permis de faire démolir l'édifice d'un propriétaire pour cause d'utilité publique ou de dangers publics, il ne suffit pas que les dangers soient possibles ou probables en l'état, il faut encore que ces dangers ne puissent pas être prevenus autrement que par la démolition. (C. d'état, 15 mai 1815.)

La solidité des maisons, tellement importante pour la sûreté publique, peut encore dependre du plus ou moins d'élévation qui est donnée aux bâtiments; aucune loi ni ordonnance ne prescrit

cette hauteur pour les villes du royaume; il y a donc lieu de s'en référer à ce que les lettres-patentes de 1783, ont détermine pour les rues de Paris. (V. ci.après, chap. 5)

L'autorité municipale doit veiller à leur observation en les rappelant par des réglements : elle a le même droit d'ordonner la démolition de l'excédant.

Le particulier qui, sommé par l'autorité municipale de démolir sa maison menaçant ruine, ou un mur extérieur, se refuse à la demolir ou n'en démolit qu'une partie, doit être condamné à la peine portée par l'art. 471, nº 5 du Code pénal; si depuis l'arrêté, il est mort ou tombé en faillite, ses héritiers ou syndics de la faillite ne doivent pas moins exécuter la démolition.

§ 7. Propriété des rues.

Les principes en cette matière sont les mêmes que ceux dont nous avous parlé en traitant des grandes routes et des chemins vicinaux, suivant que les rues, quais ou places, en sont la prolongation; dans le premier cas elles appartiennent à l'état, (C. civ., 538), et dans le second cas aux communes (C. civ., 542), dès lors elles sont imprescriptibles. (V. ci-dessus, **Grande voire**, sect. 1re, § 5, et **Petite voirie**: des chemins vicinaux, sect. V, § 1.)

Nous remarquerons cependant qu'une rue, encore qu'elle soit à ce titre hors du commerce et par suite imprescriptible, peut néanmoins être acquise ou asservie par prescription si les faits possessoires sont tels qu'ils aient nécessairement fait perdre à la rue sa destination première et son caractère primitif. (C. civ., 2226.) (C. Montpellier, 21 déc. 1827.)

Enfin, l'autorité administrative qui, en autorisant des travaux par mesure de police, qualifie un terrain de rue, ne préjuge rien sur la question de savoir si ce terrain est réellement une rue ou une propriété privée. Un tel arrêté ne fait pas obstacle à ce qu'un tribunal statue sur ce point, s'il se trouve litigieux dans une contestation civile. (Cass., 17 avril 1825; S. 24, 1 et 42.)

§ 8. Des arbres qui bordent les rues.

La loi du 15 août 1790 établit que, par suite de l'abolition du régime feodal et des justices seigneuriales, personne ne pourra prétendre, à l'un ou l'autre de ces titres aucun droit de propriété ni de voirie sur les chemins publics, rues et places des villages, bourgs ou villes; et que le droit de planter des arbres ou de s'approprier ceux qui étaient crus sur les chemins publics, rues et places desdits lieux où il était attribué aux ci-devant seigneurs, est aboli. Statuant ensuite sur la propriété des arbres antérieurement plantés, elle la conserve aux seigneurs qui ont effectué les plantations sous la garantie des lois alors existantes, sauf le cas où les particuliers et les communes prouveraient les avoir faites et la faculté qu'ils ont de les racheter.

Mais le 28 août 1792, parut une loi qui, au mépris des principes, priva les seigneurs de leur propriété et de l'indemnité qui leur était due.

L'article 15 porte: que tous les arbres actuellement existants sur les places des villes, bourgs et villages sont censés appartenir aux communautés, sans préjudice des droits que des particuliers non seigneurs pourraient y avoir acquis par titre ou possession. Il faut remarquer qu'il ne s'agit ici que des arbres plantés sur les places, tandis que l'article 14 de la même loi porte que les arbres actuellement existants sur les rues des villes, bourgs et villages sont censés appartenir aux riverains, à moins que les communes ne justifient en avoir acquis la propriété par titre ou possession. »

Telle est la legislation sur cette matière, elle est la même que celle qui régit la plantation et la propriété des arbres sur les chemins vicinaux, avec cette seule différence relative aux arbres des places. (V. *suprà* **Chemins vicinaux**, sect V, § 5.)

§ 9. Entretien des rues, Pavage.

La loi du 11 frimaire an VII distingue pour l'entretien des rues et places publiques, bourgs ou villes, celles qui sont la prolongation des grandes routes, de celles qui ne le sont pas.

Les premières, comme nous l'avons déjà vu, étant la propriété de l'état, sont à la charge de l'administration des ponts-et-chaussées; les autres étant au contraire la propriété des communes, sont à leur charge.

Les dépenses qu'occasionnent l'établissement et l'entretien de ces rues et places sont exécutées à l'aide de prestations en nature lorsqu'elles ne sont pas pavées; mais il en est autrement lorsque les rues ou places publiques sont pavées ou destinées à l'être.

Dans ce cas, comme avant la révolution, l'usage était de mettre à la charge des propriétaires riverains les frais de premier établissement et d'entretien du pavé. On a demandé si la loi du 11 frimaire an VII avait entendu abolir cet usage et mettre cette depense à la charge des revenus communaux. Le Conseil d'état, consulté par le ministre de l'intérieur sur cette question, a été d'avis: « Que la loi de l'an VII, en distinguant la partie du pavé des villes à la charge de l'état, de celle à

la charge des villes, n'a pas entendu régler de quelle manière cette dépense serait acquittée dans chaque ville, et qu'on doit continuer de suivre à ce sujet, l'usage établi pour chaque localité, jusqu'à ce qu'il ait été statué par un réglement général, sur cette partie de la police publique. »

« En conséquence, que dans les villes où les revenus ordinaires ne suffisent pas à l'établissement, à la restauration ou à l'entretien du pavé, les préfets peuvent en autoriser la dépense à la charge des propriétaires, ainsi qu'il s'est pratiqué avant la loi du 11 frimaire, an VII. »

En vertu de ce document ayant force de loi, les taxes du pavage sont réglées administrativement d'une manière analogue à la législation qui régit l'entretien et le curage des ruisseaux, ainsi qu'on l'a vu en son lieu. (V. **Eaux.**) Ces taxes se distinguent essentiellement de l'impôt, en ce que n'étant qu'une sorte de servitude attachée aux maisons riveraines, elles ne portent et ne doivent équitablement porter que sur les propriétaires qui profitent du pavage; tandis qu'au contraire, le caractère particulier de l'impôt, c'est d'être nécessité par un intérêt général et de peser par conséquent sur tous les citoyens indistinctement, au *prorata* de leurs facultés. (Cotelle.)

Il faut remarquer en outre que l'avis du Conseil d'état sus-daté, porte : « Dans les villes au-dessus de 10,000 âmes, les travaux et dépenses nécessaires à l'entretien et au pavage des rues, seront déterminés par les réglements d'administration publique.

« Quant aux dépenses relatives à la confection et réparation des rues dans les petites communes, le prefet est habile à les autoriser. »

Mais le préfet ne doit-il autoriser les dépenses du pavage qu'après la délibération du conseil municipal, et l avis du maire suffisait-il? Les auteurs sont partagés sur cette question.

Certes, il serait plus régulier que l'arrêté du prefet fût toujours précéde de l avis du conseil municipal ; cependant nous trouvons un arrêt du Conseil d'état du 17 mai 1815 qui donne au préfet le droit de rendre executoire le rôle de repartition réglé par le maire, et décide qu'il prononce dans ce cas dans les limites de sa compétence. MM. Cormenin et Dalloz soutiennent l'opinion contraire ; autrement, dit le premier, les maires par un avis occulte et un rôle de repartition qu'ils rendraient exécutoire en surprenant la religion du préfet, ou même de concert avec lui, livreraient les habitants sans defense à l'injustice et à l'arbitraire.

Dans cette matière comme dans toute autre, lorsqu'un préfet a prononcé sur le pavage d'une rue, le proprietaire qui se croit lése doit porter sa réclamation devant le ministre, avant de se pourvoir au Conseil d'état ; comme si, par exemple, l'arrêté attaqué obligeait les riverains à contribuer aux frais occasionnés par le premier relevé à bout du pavé d'une rue, lorsque l'administration a, par des tranchées ou des travaux quelconques détérioré le pavage et changé l'état du pavé ; car, en ce cas, les riverains doivent être déchargés desdits frais. (C. d'état, 10 mai 1815.)

§ 10. Suppression des rues.

La sûreté ou la salubrité publique peuvent en certains cas nécessiter la suppression d'une rue ; dans ce cas, les formalités à remplir sont les mêmes que pour l'ouverture et il importe que les riverains soient avertis par une enquête de *commodo et incommodo*, afin que les propriétaires puissent présenter leurs réclamations.

Lorsque le plan d'une ville a été arrêté par le roi en Conseil d'état, la suppression d'une de ses rues ne peut être prononcée que par une ordonnance ou réglement d'admininistration publique.

Quant aux rues des bourgs et villages, on doit en pareil cas leur appliquer ce que nous avons dit sur la suppression des chemins vicinaux. (V. **Petite voirie, chemins vicinaux**, sect V, § 2.)

En cas de suppression, une indemnité est due aux propriétaires qui par là se trouvent privés de leur droit de vue ou du passage sur la rue ; cela résulte des articles 537, 538 et 545 du Code civil, dont nous voyons que la cour de Bourges, par arrêt du 6 avril 1829 (S. 29, 2 et 265), a fait l'application dans une espèce analogue. En outre, quoique plusieurs auteurs aient paru vouloir soutenir l'opinion contraire, nous pensons, avec MM. Isambert et Daveune, que ce serait s'écarter de l'esprit de la loi du 16 septembre 1807. L'article 30 exige une somme proportionnelle à la plus value de ce dont les héritages ont augmenté de valeur par l'ouverture d'une rue ou d'une place. Il est donc juste que la commune indemnise de la moins value qui résulte de la suppression.

§ 11. Police des rues et places publiques, Caves, Numérotage des maisons.

La police des rues et places publiques, qui appartenait autrefois aux seigneurs hauts justiciers a été conférée par la nouvelle législation aux maires sous la surveillance des prefets et sous-préfets.

A ce sujet, la loi du 14 décembre 1789, art. 50, porte : « Les fonctions propres au pouvoir municipal, sont : de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la pro-

preté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics., de diriger et de faire exécuter les travaux publics qui sont à la charge de la commune, et réglés par le conseil municipal.

L'année suivante, la loi du 24 août 1790, tit. II, art. 3, spécifiant les attributions des corps municipaux, énonce ainsi les objets de police confiés à leur autorité :

« 1° Tout ce qui intéresse la sûreté et la commodité du passage dans les rues, quais, places et voies publiques, ce qui comprend le nettoiement, l'illumination, l'enlèvement des encombrements, la démolition ou la réparation des bâtiments menaçant ruine, l'interdiction de rien exposer aux fenêtres ou autres parties des bâtiments qui puisse nuire par sa chute, et celle de ne rien jeter qui puisse blesser ou endommager les passants, ou causer des exhalaisons nuisibles ;

» 2° Le maintien du bon ordre dans les lieux publics. »

En outre, il faut remarquer que la loi du 22 juillet 1791, sur l'organisation d'une police municipale et correctionnelle confirme les anciennes ordonnances sur la voirie, et donne aux corps municipaux par ses articles 29 et 46 le droit de les publier de nouveau, et de faire des réglements pour leur exécution, sauf, toutefois, l'approbation de l'administration du département (aujourd'hui du préfet). (V. **Réglements municipaux** : on y trouvera les règles détaillées sur cette matière.)

C'est ainsi que la jurisprudence consacre chaque jour des arrêtés pris par les maires qui, aux termes de l'ordonnance de 1607, défendent aux propriétaires, locataires, entrepreneurs et autres, d'établir ni de faire établir aucun objet en saillie, tel que balcons, bancs de pierre ou de bois, escaliers, marches ou seuils de porte, enseignes, sans en avoir obtenu la permission. (C. d'état, 9 juin 1824, 24 déc. 1825 et 19 juin 1835.)

Il en est de même des *caves* ; un édit de décembre 1607 et l'ordonnance des trésoriers de France, du 4 septembre 1778, défend, sous peine de trois cents livres d'amende, de creuser aucune cave sous les rues, voies, places publiques et grands chemins.

Toutefois, un arrêt du conseil, du 5 août 1685, tolère en cas de solidité constatée, les caves ou portions de caves qui se trouveraient sous les rues par suite du reculement des façades de bâtiments. (Tarbé de V.)

Le *numérotage* des maisons rentre encore dans la police des rues ; lorsque cette opération est reconnue nécessaire, elle est exécutée à l'huile, et a lieu pour la première fois aux frais de la commune ; ensuite l'entretien est à la charge des propriétaires; ils peuvent en conséquence le faire exécuter comme bon leur semble, en se conformant toutefois aux réglements locaux sur la couleur du chiffre et la hauteur du placement. (D. 15 pluv. an XIII, art. 9 et 11; O. 23 avril 1823.)

Le principe que tous les habitants d'une commune peuvent intenter, *ut singuli*, toutes les actions relatives à la propriété d'un bien communal, sur lequel ils ont un droit individuel, ne s'applique qu'au cas où ce bien n'est pas contesté.

Ainsi, lorsqu'une contestation s'est élevée entre une commune et un tiers sur la propriété d'une place publique, et que l'instance est poursuivie devant les tribunaux, le maire seul a qualité pour défendre la commune. (Cass., 15 juill. 1828; D., 29, 2 et 15.)

§ 12. Attributions du roi, du ministre et du préfet.

Le roi arrête en son conseil le plan d'alignement des villes, autorise et règle l'ouverture et la largeur des nouvelles rues (L. 16 sept. 1807, art. 52, et C. d'état, 4 juin 1823), sur la proposition du ministre de l'intérieur ; en outre celui-ci approuve les arrêtés des préfets ou les annule sur le recours des parties.

Les préfets sont appelés le plus souvent à donner leur avis sur l'utilité et la convenance des projets dressés par les maires pour l'embellissement, la salubrité ou l'agrandissement des places dans les villes. (C. d'état, 7 av. 1824.)

Ils classent et reconnaissent les rues des bourgs et villages qui forment la prolongation des chemins vicinaux ; ordonnent l'ouverture des rues dans lesdits lieux, sauf indemnité réglée comme il est dit *suprà*. Ils émettent leur avis sur les plans proposes par les maires et proposent à l'approbation du gouvernement l'alignement des rues qui dans les villes ou villages, servent de grandes roûtes (C. d'etat, 13 avril 1809, 18 juillet 1821), suspendent ou interdisent les constructions soit dangereuses pour la sûreté publique, soit gênantes pour les propriétaires voisins, soit contraires aux règles de l'art, soit anticipées sur l'alignement, par appel des arrêtés des maires rendus à ce sujet.

§ 13. Compétence des conseils de préfecture.

En matière de voirie urbaine nous avons eu l'occasion de prouver dans les § précédents que la compétence administrative est très-bornée. Les conseils de préfecture ne sont compétents que pour assister le préfet dans la répartition entre les propriétaires intéressés des dépenses occasion-

nées par le pavage des rues dans les villes au dessus de 10,000 âmes. (V. ci-dessus **Entretien des rues.**)

§ 14. Compétence des tribunaux.

Les tribunaux civils, de police et de police correctionnelle se partagent la compétence des différentes questions, contraventions ou délits auxquels donnent lieu les chemins vicinaux, ou qui peuvent être commis sur leur emplacement.

Ainsi les tribunaux civils connaissent de toutes les contestations relatives à la propriété, aux servitudes et indemnités, et spécialement à la propriété des passages dans les villes, ou des rues et places, et même à la servitude de passage réclamée par un maire au profit de sa commune, à travers la maison d'un particulier. Dans ce cas il ne suffit pas d'avoir intérêt au passage sur la rue pour avoir qualité aux fins d'intenter une action : une telle action ne serait recevable qu'autant que l'on prétendrait à une servitude particulière : hors de là, la commune est seule recevable pour intenter une action à cet égard. (Cass., 11 juill. 1826.)

Ils connaissent encore des demandes en dommages-intérêts formées par des tiers contre le propriétaire d'une maison qu'ils prétendent construite hors l'alignement. (C. d'état, 24 fev. 1825.)

Ce que nous avons dit de la competence des tribunaux de police correctionnelle en traitant des chemins vicinaux s'applique aux cas où les rues des bourgs et villages en seraient la continuation, et où des delits auraient été commis à l'occasion des arbres plantés sur leurs bords, même dans les villes.

A la différence des délits de grande voirie qui, d'après la loi du 29 floréal an X, sont portés devant les conseils de prefecture, les délits de voirie urbaine sont dans les attributions des tribunaux de simple police. Nous l'avons déjà démontré ci dessus à l'occasion des contraventions à l'alignement. (*Vid. suprà* § 5.)

Ils connaissent donc de toutes les anticipations sur la voie publique dans les rues et places qui ne font pas partie des routes royales et départementales.

Ils appliquent aux contraventions commises aux réglements de police municipale dont nous avons également parlé ci-dessus, les articles 471, 472, 474, 475, 476, 477, 478 et suivants, du Code penal.

Quant aux dégradations commises sur la voie publique, aucune loi ne fixe la juridiction qui doit en connaître; mais MM. Merlin et Garnier pensent qu'en pareilles circonstances, le maire peut prendre un arrêté pour ordonner la reparation de la dégradation, et qu'à défaut par le contrevenant d'y satisfaire, il pourra être traduit en simple police et condamné aux peines portées par l'art. 471 du Code pénal.

Chapitre III. — Voirie urbaine de Paris.

La capitale a toujours été par son importance placée sous un régime exceptionnel.

Les règles qui fixent la police de ses rues et places participent à la fois de la grande et de la petite voirie :

De la grande voirie, pour tout ce qui concerne la direction, la largeur des rues et l'alignement.

De la petite voirie sous un double rapport :

1° En ce que le sol des places, rues et promenades publiques est une propriété municipale;

2° En ce que les règles de la voirie urbaine relatives à la propriété, à la salubrité, à la sûreté, à la commodite de la voie publique y sont appliquées.

Section Ire De la grande voirie à Paris.

Paris étant le point central auquel aboutissent les routes principales, ses rues en sont considérées comme le prolongement, et toutes appartiennent à la grande voirie. Cela résulte formellement d'un decret du 27 octobre 1808 qui règle en conséquence le tarif des droits à percevoir pour les saillies. C'est par ce motif qu'il a été décidé :

1° Que le prix des maisons qui étaient bâties sur l'emplacement des quais n'est pas à la charge de la ville, mais de l'état;

2° Que toutes les contraventions aux lois et réglements sur les constructions y sont, comme matières de grande voirie soumises au conseil de prefecture. (C. d'état, 11 avril 1809, 5 sep. 1811; Cormenin, p. 622; Dalloz; V. **Voirie.**)

§ 1. De l'enceinte de Paris.

D'anciens édits semblent faire croire que l'agrandissement successif de Paris avait été pendant longtemps un sujet d'inquiétude pour l'ancien gouvernement qui craignait que l'accroissement de la capitale ne devînt hors de proportion avec les autres villes du royaume, et ne fût pour le reste de la France une cause de dépérissement. Par suite de ces craintes plus ou moins fondées, on a cru à plusieurs reprises devoir déterminer des enceintes au-delà desquelles il n'était plus permis de bâtir; mais aujourd'hui la seule considération qui a prévalu est celle de l'octroi qui,

pour la facilité de sa perception, a nécessité l'établissement de chemins de ronde extérieurs et intérieurs.

L'ordonnance du bureau des finances du 16 janvier 1789 qui défend de bâtir sans permission dans la distance de 50 toises du mur de clôture, a été consacrée de nouveau par un décret du 11 janvier 1808. En conséquence, nul ne peut y faire de construction sans avoir demandé et obtenu l'autorisation et reçu un alignement comme il est réglé pour les cas de grande voirie. Si d'anciennes constructions subsistaient encore dans l'intervalle de cette distance, la ville de Paris, aux termes de l'art. 2 du même décret est autorisée à les acquérir comme pour cause d'utilité et à la charge d'une juste et préalable indemnité.

En outre, cette autorisation est étendue par l'ordonnance du 1er mai 1822 :

1° Aux constructions autorisées ou tolérées dans cette limite postérieurement à ce décret ;

2° Aux terrains non bâtis et à ceux qui depuis la publication de ce décret, auraient été bâtis malgré les défenses des agents de la voirie, auquel cas, les contrevenants ne peuvent réclamer les matériaux ou leur valeur.

Ces acquisitions sont faites de gré à gré au prix réglé par voie d'expertise contradictoire, ou soumises, en cas de difficulté, aux dispositions de la loi du 7 juillet 1833 ; il faut remarquer toutefois que les terrains qui en proviennent ne peuvent être aliénés que sous la condition que les acquéreurs et leurs successeurs ne pourront élever sur ces terrains aucune des constructions prohibées par le décret du 11 février 1808, et que la prohibition leur en sera formellement imposée à titre de servitude. (O. 1er mai 1822, art. 2, 3.)

Des dispositions du décret de 1808, il résulte en outre que tout propriétaire qui construit même sur son propre terrain à une distance moindre de 50 toises du mur d'enceinte et sans y être autorisé, doit être condamné à démolir lesdites constructions par le conseil de préfecture. (C. d'état, 25 sept. 1834.)

§ 2. Ouverture des rues, Alignement, Droits de voirie.

D'anciennes déclarations royales du 16 juin 1693, 18 juillet 1724, 29 janvier 1726, 16 mai 1765, enfin les lettres patentes du 10 avril 1783, contiennent des dispositions encore en vigueur aujourd'hui.

« Aucun particulier, y est-il dit, ne peut faire ni creuser de caves sous les rues.

» Il ne peut pareillement percer ni ouvrir aucunes nouvelles rues dans l'étendue de la ville de Paris et de ses faubourgs, quand même les dites nouvelles rues ne seraient ouvertes que par un bout, ou qu'elles n'auraient que des entrées obliques ; ni bâtir dans l'intérieur d'un même terrain, quoique enclos de murs et édifices, un certain nombre de maisons, quand même elles n'auraient quant à présent, aucune issue sur des rues déjà formées ; mais seulement sur une rue pratiquée dans l'intérieur dudit terrain enclos, qui pourrait, par l'ouverture de la clôture dudit terrain, former dans la suite une rue publique.

» Ne sont pas comprises néanmoins dans lesdites défenses, les entrées des maisons et avenues sur des rues déjà formées. Enfin les même règlements défendent de clore aucune rue et de faire planter bornes au coin d'icelles. »

Aujourd'hui on observe pour l'ouverture des rues de Paris les mêmes formalités que pour les routes royales et départementales, c'est à dire que lorsque le plan des alignements et nivellements a été arrêté par le roi en son conseil, l'ouverture est également prononcée par ordonnance royale (16 sept. 1807 ; 52). A la différence de ce qui se pratique pour les routes susnommées, l'enquête de *commodo* et *incommodo* exigée dans ce cas, n'est pas indispensable pour légaliser l'ouverture des rues à Paris.

Ce sont les seules dont la largeur se trouve fixée. A ce sujet, la déclaration du 10 avril 1783 déclare « qu'il ne peut être, sous quelque prétexte que ce soit ouvert et formé en la ville et faubourg de Paris aucune rue nouvelle qui n'ait au moins 30 pieds de largeur, et que toutes rues qui ont moins de 30 pieds doivent être élargies successivement au fur et à mesure des reconstructions des maisons et bâtiments situés sur lesdites rues. »

(Les questions auxquelles peuvent donner lieu ces dispositions relatives à l'*alignement*, l'*avancement* ou le *reculement* des maisons, soit enfin aux *indemnités* dues en certains cas aux propriétaires dépossédés, ont été traitées au chapitre premier de de la grande voirie, section 1re, § 6, 7, 8. *Vid. supra.*)

Voyez aussi **Voirie urbaine, § 3. De l'alignement.** Les dispositions de l'édit de 1607 applicables également aux constructions élevées dans Paris, y sont rapportées.

L'alignement et la permission de bâtir sont délivrés par le préfet, moyennant un droit à payer par le propriétaire, locataire ou entrepreneur requérant. Un décret du 27 octobre 1808 contient un nouveau tarif de ces droits. Enfin une ordonnance royale du 24 décembre 1823 fixe également les droits à percevoir pour les saillies que l'administration permet de construire ; mais elle distingue à cet égard entre les saillies fixes et les saillies

mobiles, et ces dernières sont placées comme objets de petite voirie dans les attributions du préfet de police.

Ces droits, versés à la caisse du receveur municipal, forment une branche des revenus extraordinaires de la ville.

§ 3. Hauteur des maisons.

L'obligation de n'élever les maisons que jusqu'à une certaine hauteur est une servitude qui leur est imposée dans l'intérêt de la sûreté publique, pour favoriser, au profit de la salubrité, la circulation de l'air et de la lumière, enfin pour assainir les habitations basses et les rues dans lesquelles le jour et l'air n'auraient bientôt plus pénétré, si on avait laissé les propriétaires libres d'elever indéfiniment leurs maisons.

Cette hauteur a eté fixee pour les façades des maisons dans la ville et les faubourgs, autres que celles des édifices publics, à raison de la largeur des rues, savoir :

Dans les rues de 50 pieds de largeur et au-dessus, à 54 pieds; dans celles de 24 pieds, jusques et y compris 29 pieds de largeur, à 46 pieds;

Et dans toutes celles au-dessous de 23 pieds de largeur, à 35 pieds depuis le pavé, jusques et y compris les corniches et entablements, même les les corniches d'attique, ainsi que la hauteur des étages et mansardes qui tiendraient lieu desdits attiques.

Lesdites façades ne peuvent être jamais surmontées que d'un comble de 10 pieds d'elévation au-dessus des corniches et entablements jusqu'à son faîte pour les corps de logis simples en profondeur, et de 15 pieds pour les corps de logis doubles.

L'exécution de ces réglements est dirigée par des *architectes voyers*. Ils sont toujours en vigueur, et la jurisprudence n'a jamais varié pour maintenir les dé isions des conseils de préfecture qui ordonnent la démolition de l'excedant. (C. d'état, 10 janv. 1827, 25 août 1834.)

§ 4. Pavé des rues [1].

De ce que les rues de Paris sont placées sous le régime de la grande voirie, on pourrait croire que l'établissement de leur pavé est à la charge de l'état, mais nous avons déjà observé que tout est exceptionnel à leur égard et qu'on ne saurait y chercher l'application des principes communs à la voirie des autres villes.

Dans des lieux exempts de cens seigneuriaux, Brillon rapporte que, suivant un ancien usage, le premier pavé se faisait aux frais des proprietaires. Tel est le fondement des lettres patentes du 30 avril 1785, concernant le bail d'entretien du pavé de la ville de Paris; elles ont posé en principe, article 24, que le premier pavé des rues est fait aux dépens des propriétaires des terrains et maisons qui bordent lesdites rues, chacun en *droit soi* à raison de la longueur de la face de son héritage. Et pour cela ils doivent se soumettre à l'ordonnance du bureau des finances du 27 juin 1760, qui les oblige à employer l'entrepreneur du pavé de Paris, si même il ne s'agissait que de réparations à des dommages qui étant de leur fait seraient à leur charge. Cette législation speciale a été confirmée par différents arrêts du conseil, et spécialement celui du 18 avril 1816, où l'on voit que la rue de la Paix à Paris fut pavée à neuf aux frais des riverains.

Mais il n'appert d'aucun texte de loi que lesdits propriétaires soient tenus, dans un *temps déterminé*, de faire procéder à leurs frais, par eux-mêmes et sous une peine quelconque, au premier établissement du pavé de la rue. La jurisprudence administrative les oblige, non à faire ce premier établissement dont l'initiative appartient à l'administration de la grande voirie, mais seulement au remboursement de la dépense lorsque le préfet l'aura ordonné dans les limites de ses droits. (Tribunal de police de Paris, 18 juin 1836.)

En outre les propriétaires sont tenus de supporter les frais qu'occasionne le premier *relevé à bout* du pavé de la rue après le pavage à neuf (C. d'état, 18 mars 1815), à moins que dans l'intervalle l'administration ne l'ait detériore par des tranchées ou autres travaux. C'est ce qui a été prononcé par le Conseil d'état à l'occasion de la même rue de la Paix. (Garnier p. 260)

Plusieurs auteurs, et M. Dalloz entr'autres s'élèvent contre cette jurisprudence; ils prétendent que Paris, étant envisagé comme commune, a les mêmes charges municipales que celles des autres villes, qu'ainsi elle devrait payer des frais de premier pavage, puisque, d'après l'avis du conseil d'état du

[1] C'est Philippe-Auguste qui, le premier, en 1184, fit paver les rues de Paris pour détruire l'infection produite par les immondices et l'humidité du terrain de la ville, alors renfermée dans la Cité et dans une enceinte peu étendue sur les deux rives de la Seine.

La pierre employée alors était du silex et non de la pierre de gres qu'on a tirée plus tard du Gatinais par la Seine; ce fut la ville qui, par l'intervention du prévot de Paris, en fit la dépense; Delamarre, dans son *Dictionnaire de police*, prétend que les bourgeois se portèrent d'eux-mêmes à entretenir le pavé.

Un financier, Girard de Poissy, contribua volontairement à cette dépense de 11,000 mares d'argent. (2 millions de francs).

5 mars 1807, les riverains ne sont tenus de ces frais, qu'autant que les revenus ordinaires de la commune ne suffisent pas ; or que, dans l'espèce, au contraire, ceux de Paris sont plus que suffisants.

Mais on répond que cette taxe prélevée sur les riverains est légale. Lorsque l'usage l'a consacrée et que cet usage ne saurait être contesté lorsqu'il a été reconnu par delibération du conseil municipal surtout si, conformément aux dispositions de la loi des finances du 15 mai 1818, réglant le mode de voter les contributions extraordinaires communales, les contribuables les plus imposés, en nombre égal à celui des membres, ont été appelés dans le conseil. Seulement, en cas d'erreur, ce serait à la partie intéressée à le demontrer par des preuves bien établies et de quelque légitimité. (C. d'état, janv. 1834.)

Une autre question se présente, celle de savoir à la charge de qui est l'entretien d'une rue *non pavée?* Un jugement du tribunal de police précité, en date du 18 juin 1836, statuant sur des procès-verbaux dirigés contre les riverains, pour n'avoir pas comblé les ornières et excavations de pareilles rues, a décidé : qu'aucune loi n'a mis cet entretien du sol à la charge des riverains ; que ceux-ci sont tenus simplement du balayage, mais que cette obligation ne peut s'étendre jusqu'à la consolidation et au nivellement des rues non pavées dans les rues dont le sol n'a pas encore été établi par l'administration, et qu'elle seule est compétente et capable de les exécuter sur un plan régulier et uniforme ; qu'il en est de même du *régalage* ou comblement des excavations produites, moins par le fait des riverains que par l'effet de la circulation générale et des eaux pluviales, etc.

Quant aux frais d'entretien, la ville de Paris en est exempte ; ils sont payés sur le budget des ponts-et-chaussées, et coûtent annuellement à l'état 800 000 fr. On s'est élevé plusieurs fois contre ce prélèvement, et l'on a trouvé injuste que Paris fut privilégié, au point que toutes les rues, même les impasses fussent considérées comme traverses appartenant à la grande voirie; M. Isambert ajoute, que non-seulement le pavé est à la charge du trésor, mais encore les plantations des boulevards, le sablage des contre-allées, les murs de l'enceinte et même les chemins de ronde établis pour la perception de l'octroi.

§ 5. Écoulement des eaux.

Le droit de verser les *eaux pluviales* sur la *voie publique* résulte de l'article 681 du Code civil et d'une ordonnance de police du bureau des finances de Paris, du 16 juillet 1764, portant qu'il ne pourra être établi de gouttières saillantes sur la voie publique ; mais qu'elles devront être appliquées le long des murs depuis le toit jusqu'au niveau du pavé des rues, sans avoir plus de quatre pouces de saillie. (V. aussi l'article 23 de l'ordonnance du 24 déc. 1823.)

Il en est de même des *eaux ménagères.* (O. 30 sept. 1814.)

Mais la salubrité publique ne tarderait pas à être compromise si l'on ne procurait à ces eaux un écoulement rapide et occulte. A cet effet, il est établi des égoûts, aux frais de la ville de Paris. Le curement est également à sa charge, et sans que les propriétaires soient tenus d'y contribuer, à l'exception des dépenses de pavement et autres réparatives, tant auxdits égouts qu'aux maisons sous lesquelles ils passent ; lesquelles dépenses sont faites par les propriétaires des maisons et terrains, sauf conventions contraires. (Arr. du conseil, 22 janv. 1785.)

Il est interdit de pratiquer aucune ouverture en communication avec ces égoûts, pour l'écoulement des eaux et des latrines desdites maisons (O. 30 sept. 1814) ; cependant le préfet pourrait accorder la permission d'y conduire les eaux ménagères ou pluviales, sous les conditions et suivant les moyens prescrits par l'ordonnance du 30 septembre 1814[1].

La faculté donnée aux propriétaires, de verser leurs eaux pluviales et ménagères, est restreinte toutefois, s'il s'agissait de les diriger vers une place ou promenade publique. Nous citerons l'exemple suivant rapporté par M. Isambert : plusieurs propriétaires de l'avenue de Neuilly à Paris (Champs-Élysées) ont été sommés de procéder à la vidange des eaux bourbeuses et infectes provenant de leurs propriétés, et qui remplissaient les cuvettes du rond-point des Champs-Elysées et formaient une mare autour de ces fossés, comme aussi de faire curer et nettoyer lesdits fossés et combler une rigole indûment pratiquée dans le sol de la contre-allée.

[1] On s'est étonné souvent de ce que, contrairement à ce qui se pratique à Londres, les habitants de Paris n'aient pas le droit de diriger dans les égoûts toute espèce d'eaux, même celle des latrines, au lieu de renfermer sous les maisons des fosses d'aisance toujours insalubres. Mais ce sont les localités et non l'administration qu'il faut accuser. L'expérience a prouvé que ces égoûts seraient eux-mêmes plus insalubres encore si des courants d'eaux ne les parcouraient pour enlever ce qu'ils reçoivent. Or, à Londres, rien n'est plus simple : ces égoûts, qui correspondent avec la Tamise, sont disposés de manière que chaque marée les envahit et enlève en se retirant toutes les immondices qui s'y trouvent. Le défaut d'eau prive donc de ces avantages les habitants de Paris.

Le tribunal de police, par jugement du 27 septembre 1825, s'était déclaré incompétent pour prononcer sur la contravention, attendu que les contre-allées font partie de la grande voirie.

Intervint un arrêt de la cour de cassation, 15 avril 1824, qui cassa ce jugement, par le motif que le magistrat de simple police etait competent pour réprimer une contravention relative non precisément à la bonne tenue d'une grande route, mais d'une place publique de la ville de Paris.

L'arrêté du préfet de police fut alors déféré au ministre de l'intérieur, qui répondit que les propriétaires avaient, il est vrai, le droit de laisser couler leurs eaux pluviales et ménagères sur la voie publique, mais que l'usage devait en être soumis à des règles d'intérêt public; qu'ainsi le prefet de police n'avait pas excédé sa compétence en ordonnant aux propriétaires de déverser lesdites eaux sur une rue voisine, au moyen d'un conduit pratiqué à leurs frais sous la promenade.

§ 6. Solidité des constructions. Architectes-voyers.

Les propriétaires doivent se conformer aux réglements sur la fondation des murs, les caves sous les rues, les pignons et pans de bois, les entablements, les cheminées, etc. (V. Édit de 1607; 16 juin 1693, etc.)

Aussi, tout ingénieur ou architecte chargé d'une grande construction, soit immédiatement par le ministre de l'intérieur, soit par le directeur général des ponts-et-chaussées, soit par le prefet du département, soit par l'intendance des bâtiments du roi, soit par des sociétés ou des particuliers quelconques, est tenu d'en faire sa déclaration à la prefecture de police. (Arr. minist. 15 oct. 1810.)

Alors il doit être pourvu, suivant les réglements, à l'etablissement d'un dépôt pour les matériaux, de manière à ce que leur cantonnement soit séparé de la voie publique.

A l'égard des bâtiments déjà construits, et pour qu'ils ne puissent compromettre la sûreté publique, la ville de Paris a plusieurs architectes-inspecteurs-voyers chargés, sous l'autorité du préfet, de veiller tant à la conservation des monuments et édifices publics qu'à l'observation des réglements sur la police des constructions particulières, aux bâtiments en péril, et en général à tout ce qui peut présenter inconvénient ou danger pour l'usage de la voie publique; ils donnent leur avis sur les demandes relatives aux dépôts de matériaux dans les rues et places de la ville, sur les saillies, etc.; ils exercent enfin l'action attribuée à la police en matière de voirie, comme l'indique l'arrêté du gouvernement du 12 messidor an VIII, à l'effet de pourvoir à la sûreté, à la viabilité et à la salubrité des rues, places, quais et autres passages publics. Aussitôt qu'ils ont signalé des bâtiments où il y a quelque péril, l'administration ordonne, s'il y a lieu, et après une expertise contradictoire faite avec l'expert du propriétaire, que, dans un certain delai, le propriétaire fasse cesser le péril et y mette à cet effet des ouvriers; faute de quoi il y e t procédé d'office à ses frais. (Déclaration du 18 juillet 1729.)

En cas de peril urgent, la démolition peut être ordonnée par le prefet de police et non par le conseil de préfecture. (C. d'état, 1er sept. 1832.) (V. ci-dessus **Voirie urbaine, § 6.**)

§ 7. Contraventions. Compétence.

Paris étant placé sous le régime de la *grande voirie*, les principes que nous avons développés au chapitre 1er, section VI, § 1, 2, 3, 4, 5, 6, sont applicables aux contraventions commises dans les rues de la capitale. (V. *supra.*)

Section II. — De la petite voirie à Paris.

La petite voirie à Paris est celle qui dans les autres villes appartient à l'autorite municipale, chargée de pourvoir par des réglements de detail aux objets extrémement variés qu'embrasse cette matière. Elle y est exercée par le prefet de police, sauf le recours au ministre de l'intérieur contre ses décisions.

A cet effet, des commissaires de police sont chargés, sous ses ordres, de surveiller, permettre ou défendre l'ouverture des boutiques, etaux de boucherie et de charcuterie, l'établissement des auvents ou constructions du même genre, qui avancent sur la voie publique, l'établissement des échoppes ou etalages mobiles; enfin, d'ordonner la démolition ou réparation des bâtiments menaçant ruine, sauf au préfet du département à autoriser le mode de réparation, si le bâtiment n'est pas hors de l'alignement. (D. 12 mess. an VIII.)

Au prefet de police appartient encore l'attribution de procurer la liberté et la sûreté des rues. (Régl. 28 janv. 1786.)

Il existe une foule de réglements de police pour Paris, tels que ceux relatifs au nettoiement des rues (O. de police, 26 janv. 1821); à l'arrosage des rues en été. (O. de police, 26 juillet 1777); au soin de relever et ranger les neiges (O. de police, 4 janv. 1670), etc. Mais la plupart se confondent avec ceux qui sont communs aux autres villes. (V. **Réglements municipaux.**)

Les contraventions à ces réglements sont constatés par les commissaires de police et leurs agents. Les tribunaux de simple police ou de police correctionnelle, suivant les cas, sont seuls compétents pour en connaître. (V. les règles tracées ci-dessus, **Voirie urbaine**, § 14.)

Consulter : *Code de la voirie des villes y compris celle de Paris*, par Daubanton, in-8°; 1836.

VOITURES PUBLIQUES.

SECTION I. De l'établissement des voitures publiques. — § 1. Déclarations. Construction. — § 2. Autorisation. Estampille. — § 3. Chargement et poids.
SECTION II. De la conduite des voitures publiques. — § 1. Des conducteurs et postillons. — § 2. Du nombre de conducteurs par chevaux. De la marche. — § 3. Des relais.
SECTION III. Des mesures prises dans l'intérêt de l'état.
SECTION IV. Des droits payés par les entrepreneurs de voitures publiques aux maîtres de poste.
SECTION V. Des voitures, dites *Omnibus*.
SECTION VI. Responsabilité des entrepreneurs.

Les voitures publiques sont toutes celles qui se chargent du transport des voyageurs et des effets qui leur sont confiés, moyennant un prix déterminé.

Longtemps le privilége d'établir des messageries dans tout le royaume appartint à l'université de Paris, privilége tellement exclusif, que les rois de France même n'avaient pas de courriers à jour et heures fixes pour le transport de leurs dépêches. Ils étaient obligés d'en charger les messagers de l'université, s'ils n'en faisaient pas l'objet d'un message particulier. Ce fut en 1775 seulement qu'ils se hasardèrent à créer les messagers royaux tout en maintenant ceux de l'université : bientôt l'esprit d'envahissement les gagna, l'université vit abolir ses droits, et les messageries furent mises en ferme générale au profit de l'état.

La loi du 29 août 1790 modifia ce régime; elle autorisa tout particulier à voyager, conduire ou faire conduire librement les voyageurs, ballots, paquets ou marchandises : « Mais sans qu'il lui fût permis d'annoncer les départs à jours et à heures fixes, ni d'établir des relais, non plus que de se charger de reprendre et conduire des voyageurs qui arriveraient en voitures suspendues, si ce n'est après l'intervalle d'un jour. » Elle concéda ensuite à un autre fermier-général les droits qu'elle recevait. Le dernier bail de cette nature fut résilié en 1795, et la nation se fit elle-même entrepreneur des transports. Les messageries constituées en régie furent appelées *Messageries nationales*.

Mais bientôt on reconnut que ce dernier système ne valait guère mieux que les précédents, qu'il était inconciliable avec le nouveau principe de la liberté industrielle, et par un décret de 25 vend. an III, art 1 et 2, la convention, révoquant les restrictions apportées par la loi de 1790, proclama la concurrence qui en toutes choses a fait naître de si prodigieux résultats. Alors les compagnies s'organisèrent, des services de voitures publiques furent jetés sur toutes les routes, les prix s'abaissèrent et la rapidité des communications s'accrut. Cette concurrence ne pouvait pas convenir à la régie, elle l'écrasa en moins de trois ans, et la loi du 9 vend. an VI la supprima définitivement.

En supprimant la ferme générale et la régie, le législateur avait privé le trésor public d'un revenu considérable, il y suppléa en soumettant les voitures publiques à la condition de payer un impôt. Pour asseoir l'impôt avec justice, il maintint la distinction déjà faite et naturellement indiquée entre les voitures partant à jour et heure fixes pour des lieux déterminés et celles partant d'occasion ou à volonté. Il taxa les premières, qui forment incomparablement la partie la plus importante du service, au paiement du 10e du prix des places contenues dans chaque voiture, sous déduction du quart de ces places; il taxa les secondes au paiement d'une somme annuelle et fixe, remplaçant le 10e et calculée sur la dimension des voitures.

D'un autre côté, le législateur devait veiller à ce que les autorisations qu'il allait accorder, en échange des droits payés, tournassent au profit des citoyens; il voulut quelles fussent entourées de toutes les précautions que la promptitude et la sûreté des transports commandaient. C'était l'intérêt qui le préoccupait avant tout, et de là une foule de mesures concourant à ce but que l'on parvenait trop souvent à éluder. Ces mesures s'appliquent presque toutes aux voitures publiques partant pour un lieu de destination déterminé, à des jours et heures fixes. Elles se trouvent résumées dans l'ord. du 16 juillet 1828.

Les dispositions antérieures sont le décret du 14 fruct. an XII, la loi du 28 août 1808, celle du 25 mars 1817, et l'ord. du 4 fev. 1820.

SECT. 1re. — De l'établissement des voitures publiques.

§ 1. Déclarations. Construction.

Toute nouvelle entreprise de voitures publiques allant à destination fixe, est soumise à faire, à Paris devant le préfet de police, dans les autres départements devant le préfet ou sous-préfet, la dé-

claration du nombre de places qu'elles contiennent, du lieu de leur destination, du jour et de l'heure de leur départ, de leur arrivée ou de leur retour, à peine d'être poursuivie conformément à l'art. 5, tit. III de la loi du 29 août 1790.

En cas de changement quelconque dans la destination, le nombre des places, etc., les propriétaires ou entrepreneurs de voitures sont soumis à la même déclaration.

La déclaration ainsi faite, le premier soin de l'autorité qui l'a reçue est d'examiner si la construction a eté faite conformément aux règles prescrites par la loi, dans l'intérêt des personnes et de la chose publique.

Les préfets ou sous-préfets doivent donc immédiatement ordonner la visite des voitures par des experts nommés par eux, afin de constater si elles sont entierement conformes à ce qui est ordonne, et si elles n'ont aucun vice de construction qui puisse occasionner des accidents.

Dans tous les cas, les entrepreneurs ont la faculté de nommer, de leur côté, un expert pour opérer contradictoirement avec ceux de l'administration.

Les voitures publiques doivent être d'une construction solide, et pourvues de tout ce qui est necessaire à la sûrete des voyageurs.

Leur construction doit être conforme, pour la largeur de la voie, la longueur des essieux, la nature des matériaux à employer, les machines à enrayer, sabot, lanternes, etc., aux prescriptions enoncées dans les art. 8, 9, 10, 11, 12, 13, de l'ordonnance du 16 juill. 1828.

§ 2. Des autorisations, de l'estampille.

Lorsque les experts nommés par l'administration, ou concurremment par l'administration et les entrepreneurs ont constaté la construction conforme à la loi, de la voiture qu'ils avaient a visiter, ils donnent leur rapport au prefet, qui, sur le vu de leurs conclusions, delivre l'autorisation nécessaire; aucune voiture ne peut-être mise pour la première fois en circulation avant la délivrance de cette autorisation.

Les préfets doivent transmettre immediatement au directeur des contributions indirectes copie par extrait des autorisations par lui délivrees, et c'est seulement sur le vu de cet extrait que les directeurs délivrent l'estampille prescrite par l'art. 117 de la loi du 25 mars 1817.

Le fait par un individu d'avoir, ne fût-ce qu'une seule fois, transporté dans sa voiture des voyageurs à prix d'argent, sans avoir soumis cette voiture à l'estampille, et sans être muni d'un *laissez-passer*, constitue la contravention punie par les art. 120 et 121 de la loi du 28 avril 1816. Ainsi, pour être réputé entrepreneur de voitures publiques, et, comme tel, assujetti aux obligations imposées par cette loi, il n'est pas nécessaire qu'il y ait habitude de transport. (C. cass., 15 juill. 1835.)

La contravention, résultant du défaut d'estampille de la part des entrepreneurs de voitures publiques, ne peut être excusée par la circonstance que l'entrepreneur a conduit les voyageurs gratuitement. (Cass., 21 avril 1826.)

Celui qui a déclaré et fait estampiller une voiture, comme partant d'occasion, ne peut, sans remplir les mêmes formalités, en faire rouler une seconde pendant que la première reste chez lui. (Cass., 13 prair. an XIII.)

Chaque voiture publique doit toujours porter à l'intérieur le nom du propriétaire ou de l'entrepreneur, et l'estampille delivrée par l'administration.

§ 3. Du chargement et du poids.

Les mesures prescrites pour le chargement des voitures publiques sont de deux natures.

Les unes concernent le nombre de personnes qui peuvent y être admises.

Les autres, la quotité des effets, l'endroit et la capacité du lieu de depôt.

Les voitures publiques doivent porter dans l'intérieur l'indication du nombre des places qu'elles contiennent, et les propriétaires ou entrepreneurs de voitures ne peuvent, sous aucun prétexte, admettre un plus grand nombre de voyageurs que celui que porte l'indication ci-dessus.

Les contraventions à cette disposition ne peuvent être excusees sous le prétexte que les personnes admises en plus, par exemple des enfants, le propriétaire de la voiture ou ses domestiques, ne payaient pas leurs places. (Cass., 15 oct. 1819.)

Les conducteurs ne peuvent prendre aucun nouveau voyageur en route sans en faire mention sur les feuilles qui leur sont remises au lieu du départ.

Il ne doit jamais y avoir sur l'impériale des voitures publiques (dans le cas où il y en a), plus de deux personnes et le conducteur, et jamais aucun paquet.

Quant à la quotité des effets, elle est determinée selon le mode employé dans le chargement, soit que les entrepreneurs emploient le système des couvercles incompressibles, et dans ce cas la quotité des effets est telle qu'elle ne puisse pas les soulever, soit qu'ils préfèrent employer les *baches* flexibles, et dans ce cas, la quotité des effets, ou le maximum du chargement, est determiné par

une traverse en fer, divisant le panier en deux parties égales, et sous laquelle la bâche doit pouvoir passer. (Art. 15, O. 1828.)

Quant à l'endroit où les objets doivent être déposés, il est fixé, selon les modes de chargement, exclusivement à l'impériale ou au coffre qui remplace la rotonde.

Sous aucun prétexte il ne peut être attaché aucun objet, ni autour de l'impériale, ni en dehors du couvercle incompressible ou de la bâche.

Enfin, comme mesure générale, la hauteur des voitures est fixée :

Pour les voitures à quatres roues, du sol au point le plus élevé de la vache ou du coffre de derrière, à trois mètres, quelle que soit la hauteur des roues.

Pour les voitures à deux roues, à deux mètres soixante centimètres.

Quant au poids, un tableau, annexé à l'ordonnance de 1828, l'a fixé selon la nature et la capacité des voitures.

Section II. — De la conduite des voitures.

La conduite des voitures publiques est, dans l'intérêt de la sûreté des voyageurs, soumise à des règles sévères qui doivent être strictement exécutées. Ces mesures concernent les conducteurs ou postillons, les chevaux, la surveillance des relais et la marche des voitures.

Pour la sûreté des piétons, il peut être également pris des mesures spéciales. Ainsi, dans les rues étroites d'une ville, le maire a par un arrêté le droit de défendre aux conducteurs de voitures publiques de mener leurs chevaux autrement qu'au pas. Mais un tel réglement ne pourrait s'appliquer aux malles-postes. Cela resulte de l'article 59 de l'ordonnance du 16 juillet 1828, qui dispense spécialement les malles-postes de ces dispositions. (Cass., 8 av. 1836.)

§ 1. Des conducteurs ou postillons.

La conduite des voitures publiques ne peut être confiée qu'à des hommes pourvus de livrets délivrés par le maire de la commune de leur domicile, sur une attestation de bonne vie et mœurs et de capacité à conduire.

Ils doivent être âges de 16 ans accomplis.

Toutes les fois qu'un entrepreneur reçoit un cocher ou un postillon, il doit déposer son livret chez le maire de la commune pour qu'il soit vérifié si aucune note défavorable ne s'y trouve, et si la capacité de l'homme est suffisammeut etablie; toutes les fois qu'un postillon ou conducteur change de relais, l'entrepreneur et même le maire doivent inscrire les notes propres à rendre témoignage de sa capacité et de sa bonne conduite.

Tout chef d'un bureau de départ et d'arrivée d'une voiture publique, tout entrepreneur ou préposé à un relais, doit tenir un registre coté et paraphé par le maire, dans lequel les voyageurs peuvent inscrire les plaintes qu'ils auraient à former contre les postillons, pour tout ce qui concerne la conduite de la voiture; ce registre doit leur être présenté à toute réquisition.

§ 2. Du nombre de conducteurs par chevaux, De la marche.

Les voitures publiques attelées de quatre chevaux et plus, doivent être conduites par deux postillons ou par un cocher et un postillon.

Cependant les voitures publiques attelées de cinq chevaux peuvent quelquefois être conduites par un seul postillon : c'est dans le cas où aucune partie de leur chargement n'est pas placée dans la partie supérieure de la voiture, et où il est en totalité placé soit dans un coffre à l'arrière, soit en contrebas des caisses, et lorsqu'en outre le conducteur a seul place sur l'impériale.

Une restriction est encore faite pour les voitures des environs de Paris, qui, quoique attelées de quatre chevaux, peuvent néanmoins être conduites par un seul postillon.

Sous aucun prétexte, les postillons ne peuvent descendre de leurs chevaux ou siéges; il leur est expressement défendu de conduire leurs chevaux au galop sur les routes, et autrement qu'au petit trot ou au pas dans les communes rurales et dans les rues etroites.

§ 3. Des relais.

Les entrepreneurs ou proprietaires de voitures publiques, qui ne sont pas conduites par les maîtres de poste, doivent faire à Paris, à la préfecture de police, et à la prefecture des départements où les relais sont établis, la déclaration des lieux ou ils sont placés, et du nom de l'entrepreneur, ou, si les chevaux leur appartiennent, du nom du préposé.

Dans le cas de chargement de préposé ou d'entrepreneur, la déclaration doit en être faite immédiatement.

A Paris, le préfet de police, dans les départements, les maires prévenus par les prefets, surveillent la tenue des relais pour la sûreté des voyageurs.

Section III.—Des mesures prises dans l'intérêt de l'état.

Elles sont de trois natures :

Les unes concernent les dégradations aux routes;

Les autres, les droits à payer pour les voitures publiques;

Les dernières, les défenses de porter les lettres ou paquets.

Nous ne pouvons que nous référer pour les premières aux paragraphes qui concernent le poids, le chargement, la largeur des roues, etc.

Non seulement ces mesures sont dans l'intérêt des voyageurs, mais ils le sont aussi dans l'intérêt de la conservation des routes. (V. **Police du roulage.**)

Et pour les secondes, à ce que nous avons dit au mot contributions indirectes. (Section : **Voitures publiques.**)

Aux termes des lois du 26 août 1790, 21 septembre 1792, des arrêtés du 26 vendémiaire an VII et 27 prairial an IX, il est expressément défendu aux messageries et à tous les entrepreneurs de voitures publiques, sous peine d'amende, de s'immiscer dans le transport des lettres, journaux feuilles à la main et ouvrages périodiques, paquets et papiers du poids d'un kilogramme et au-dessous, le transport de ces objets étant exclusivement attribué à l'administration de la poste aux lettres.

Un arrêt de cassation du 26 mars 1824 a consacré ce principe et les conséquences rationnelles qu'on en doit tirer.

Cet arrêt déclare :

1° Que dans le fait du transport tel que nous l'avons énoncé il y a delit;

2° Que ce délit ne peut être excusé soit parce que la lettre était enfermée dans un paquet qui empêchait d'en soupçonner l'existence, soit parce qu'elle venait de l'étranger et qu'il n'existait pas de bureau de poste à la frontière.

3° Que les messageries, comme conséquence de ce fait, avaient toujours le droit d'examiner l'intérieur des paquets, et en cas de refus de les la sser voir ou de donner une garantie suffisante, d'en refuser le transport.

Il est à remarquer que les maîtres de postes et les entrepreneurs de voitures et messageries sont personnellement responsables des contraventions de leurs postillons, conducteurs, porteurs et courriers, sauf leur recours. (Art. 9, D. 27 prair. an IX.) (V. **Postes.**)

Section IV.—Des droits payés par les entrepreneurs de voitures publiques aux maîtres de postes.

La loi du 16 ventose an XIII ordonne que tout entrepreneur de voitures publiques et de messageries qui ne se sert pas des chevaux de la poste est tenu de payer par poste et par cheval attelé de chacune de ses voitures, 25 centimes au maître des relais dont il n'emploierait pas les chevaux.

Cette loi exempte du droit :

1° Les loueurs allant à petites journées et avec les mêmes chevaux et partant à volonté;

Dans les 10 lieues qui composent la petite journée, on doit seulement compter la distance parcourue pour arriver au lieu où l'on va et non celle parcourue pour l'aller et le retour. (C. Douai, 17 mai 1833, *Gaz. des Trib.* 3 juin.)

2° Les voitures non suspendues.

Une ordonnance du 11 novembre 1822 a fixé ce qu'il fallait entendre par voitures *non suspendues*: ce sont celles dont les caisses sont entièrement adhérentes au train et au brancard, et qui ne sont susceptibles d'aucun jeu ni balancement.

Les voitures publiques ne doivent pas être considérées comme voyageant à grandes journées et être soumises en consequence à l'indemnité de 25 centimes envers les maîtres de poste, lorsqu'elles parcourent en 24 heures une distance de plus de 10 lieues, mais qu'elles parcourent moins de 10 lieues sur une ligne de poste et le reste sur un chemin de traverse. (Trib. Montpellier, *Gaz. Trib.* 4 oct. 1833.)

Ce n'est pas relayer que d'ajouter accidentellement, bien qu'habituellement un cheval à l'attelage avec lequel on a commencé à marcher.

La coincidence qui existe entre l'arrivée d'une messagerie et le départ d'une autre messagerie, lorsque d'ailleurs aucune d'elles ne réserve de place au profit de l'autre, ne constitue pas la correspondance prévue par la loi.

Section V.—Des voitures dites OMNIBUS et des VOITURES DE PLACE.

Ces voitures, qui existent à Paris, et dans quelques grandes villes, sont soumises, quant aux declarations, demandes d'autorisation, etc., aux formalités énoncées ci-dessus, section 1. L'autorisation si elle est accordée, doit énoncer la *ligne* qu'elles doivent parcourir et le droit qu'elles ont de descendre et de prendre des voyageurs durant le trajet.

Aussi a t-il été jugé par la Cour de cassation

qu'il suffit qu'un réglement de police ait défendu à toute entreprise ou compagnie, autre que celles munies de la permission du préfet de police, de faire arrêter leurs voitures en quelque lieu que ce soit de la voie publique, dans l'interieur de Paris, à l'effet de prendre ou de décharger les voyageurs, pour qu'on doive considérer comme une contravention à cet arrêté le simple temps d'arrêt ou de ralentissement de la marche des voitures d'une compagnie, ayant pour objet de donner aux voyageurs la facilité d'y monter ou d'en descendre. (Cass., 4 mars 1836; D. 56. S. 247. **Affaire des Algériennes.**).

De même que les autres voitures publiques, celles dites *Omnibus* sont passibles d'un droit de patente de 200 fr. étant considérées comme partant à heures fixes, et faisant un service régulier dans les limites et sur les lignes qui leur sont assignées (C. d'état, 16 déc. 1835.

Quant aux voitures de *place*, telles que fiacres, cabriolets, etc., la surveillance du matériel et des cochers est dans les attributions du prefet de police, et dans les autres villes, des maires, lesquels accordent l'autorisation de leur établissement, fixent le prix de chaque course et les obligations des cochers, par des réglements de police.

Section VI. Responsabilité des entrepreneurs.

Les propriétaires ou entrepreneurs de voitures publiques sont garants de tous les accidents qui pourraient arriver par leur négligence.

Ils répondent aussi des accidents arrivés par cas fortuits, lorsque ces cas fortuits sont arrivés par un défaut de précaution.

Cette garantie, consacrée par la loi (D. 22 août 1808) et par une jurisprudence qui, surtout depuis quelques années, n'a jamais varié et s'est montrée de plus en plus sévère, est applicable à tous les entrepreneurs de voitures publiques sans qu'aucun prétexte ni aucune cause puissent l'écarter.

Aussi il vient d'être décidé (Tribunal de la Seine, 12 août 1836.) que l'administration des postes, bien que le service des malles soit consacré principalement aux transport des dépêches, n'en est pas moins responsable des accidents causés par la faute ou l'imprudence de ses agents et du dommage qui en peut résulter pour les voyageurs.

Les entrepreneurs des messageries et de toutes voitures publiques sont responsables de la perte ou de la détérioration des effets qui leur sont confiés, ou encore confiés à leurs préposés dont ils sont garants. (Cass., 6 fév. 1809, 7 fév. 1822.)

Les entrepreneurs répondent encore des contraventions commises par leurs préposés aux réglements concernant la police du roulage, les droits de douanes, octrois ou autres.

Les entrepreneurs de voitures publiques sont tenus d'avoir un registre pour mentionner l'argent et les effets qui leur sont confiés. Ils répondent de tous les objets enregistrés.

Ils répondent aussi de tous vols commis par leur faute ou négligence; mais ils ne sont pas responsables dans les cas suivants:

1° Si l'objet se detériore par une cause cachée et du fait du voyageur;

2° Des objets non enregistrés ou déclarés (C. Toulouse, 9 juillet 1829);

3° Des cas fortuits, *vols à main armée*, *inondation*, *incendie*, etc.

Dans le cas où le messager invoque la non-responsabilité, c'est à lui à prouver le cas fortuit, etc.

Ils ne peuvent non plus répondre des objets cachés et non déclarés d'une somme d'argent dans un porte-manteau, à moins qu'il ne soit établi qu'elle y était nécessairement. (Cass., 16 fév. 1828.)

V. C. civil, art. 2102 et autres. (V. L. 28 juin 1829. Sur les contraventions.)